

LA GUERRE PAR LA PETITE PORTE

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE
ROOSEVELT - 1933-1941



CHARLES CALLAN TANSILL

La guerre par la petite porte

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE ROOSEVELT — 1933-1941

Charles Callan Tansill

1952

Traduction française : 2022 par l'équipe du Saker francophone.

Version : 2024-11-04

<https://lesakerfrancophone.fr>

Version anglaise : [Back Door to War](#)



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](#).

Table des matières

Table des matières	3
Table des illustrations	3
Contribution du lecteur	4
Introduction historique	10
1 Les relations entre États-Unis et république de Weimar	34
1.1 Les États-Unis refusent que les criminels de guerre soient jugés	34
1.2 La feinte illégale des Alliés au sujet du paiement de l'armée d'occupation étasunienne	35
1.3 La France bouge dans la Ruhr	36
1.4 Le président Hoover propose un moratoire sur les réparations	39
1.5 Le chancelier Brüning est contraint à la démission	43
1.6 Le problème du désarmement reste entier	45
1.7 L'opinion de la presse étasunienne sur Hitler en 1933	49
1.8 Les diplomates étasuniens considèrent l'Allemagne avec appréhension	51
1.9 Le président Roosevelt « torpille » la conférence économique mondiale	53
1.10 Le pacte des Quatre Puissances s'avère constituer un échec	55
1.11 William E. Dodd prend le poste d'ambassadeur des États-Unis en Allemagne	56
1.12 Le président raconte une histoire fausse	57
2 L'Extrême-Orient en Ferment	62
2.1 Une triple offensive est lancée contre le Japon	62
2.2 Sun Yat-sen donne à la révolution chinoise une teinte rouge	70
2.3 Le sénateur Borah attaque l'impérialisme étranger en Chine	74
2.4 Les causes du mouvement anti-étranger en Chine	76
2.5 Le Kuomintang demande une autonomie douanière	78

2.6	Des missionnaires étasuniens contribuent à modeler la politique des États-Unis	78
2.7	Évolution de la politique des États-Unis envers la Chine nationaliste	80
2.8	Les armées du Kuomintang emploient des conseillers rouges	82
2.9	Pékin et Canton demandent une révision des traités en place	83
2.10	La Grande-Bretagne met au défi la prépondérance étasunienne en Chine	85
2.11	Le Congrès soutient une politique de révision des traités . .	86
2.12	L'incident de Nankin et ses répercussions	88
2.13	Le secrétaire Kellogg reste indifférent à la menace rouge en Chine	91
3	Frictions continues contre le Japon : vers une guerre inévitable	94
3.1	Le Congrès adopte une loi d'exclusion : colère du Japon . .	94
3.2	Le Japon invite les États-Unis à investir en Mandchourie .	96
3.3	Des soldats chinois provoquent l'incident de Tsinan	100
3.4	La Russie donne une leçon au Seigneur de guerre de Mandchourie	101
3.5	Contexte de l'Incident mandchou	105
	Le Japon s'inquiète de la propagation du communisme en Chine	105
	Difficultés au sujet des voies ferrées en Mandchourie	106
	Frictions en référence aux emprunts de Nishihara	107
	Programmes éducatifs anti-japonais en Chine	108
	Légalité des traités du 25 mai 1915	108
	Le meurtre du capitaine Nakamura	110
3.6	Le secrétaire Stimson prépare une voie vers la guerre	112
4	Le secrétaire Stimson produit un scénario de guerre	120
4.1	L'opinion de la presse étasunienne sur la doctrine Stimson .	120
4.2	Stimson contribue à faire sortir le Japon de la Société des Nations	125
4.3	Matsuoka sort de la Société des Nations	133
4.4	Le président Roosevelt considère d'un bon œil le principe de la sécurité collective	135
5	Le secrétaire Hull rejette un rameau d'olivier japonais	140
5.1	Les États-Unis s'inclinent amicalement devant la Société des Nations	140
5.2	Le Japon désigne le Jehol comme une partie du Mandchoukou	141
5.3	Le secrétaire Hull rejette l'idée d'une mission sur la base de la bonne volonté japonaise	144

5.4	Les frictions en Extrême-Orient tendent vers une guerre russo-japonaise	146
5.5	Les gestes d'amitié japonais sont repoussés par les États-Unis	147
5.6	Le Japon proclame une doctrine Monroe pour l'Extrême-Orient	150
5.7	Le département d'État fronçe les sourcils à l'idée d'une Entente avec le Japon	157
5.8	Fermeture de la Porte Ouverte en Mandchourie?	158
6	Moscou façonne la formule politique de l'Extrême-Orient	162
6.1	Le secrétaire Hull occulte une opportunité diplomatique	162
6.2	Le Japon dénonce le traité naval de Washington	163
6.3	Le Japon promeut le mouvement d'autonomie en Chine du Nord	165
6.4	Les États-Unis et la Grande-Bretagne protestent contre la politique japonaise	167
6.5	Les achats d'argent étasuniens ont des conséquences défavorables sur la Chine	168
6.6	Le Japon demande de nouveau une parité navale	169
6.7	Le président Roosevelt fait la morale aux méchants dictateurs	170
6.8	Le nationalisme chinois fait cause commune avec le communisme	172
6.9	Le Japon se rapproche de l'Allemagne	175
6.10	Le Japon recherche un accord avec la Chine	176
6.11	Tchang Kaï-tchek accueille l'aide communiste face au Japon	179
6.12	Le Japon essaye d'apaiser la Chine	180
6.13	La Russie soviétique promeut une guerre entre la Chine et le Japon	183
7	Mussolini tourne vers l'Éthiopie un regard envieux	185
7.1	La Grande-Bretagne reconnaît les aspirations italiennes en Afrique du Nord-Est	185
7.2	L'Italie déserte la Triple Alliance	186
7.3	La Grande-Bretagne agit pour apaiser Mussolini	187
7.4	L'Italie allègue des besoins en matière de débouchés coloniaux	189
7.5	L'incident de Welwel montre la direction de la guerre	189
7.6	Le secrétaire Stimson jouit de relations amicales avec Mussolini	192
7.7	Le général Johnson crée des tensions dans les relations italo-étasuniennes	195
7.8	Ébauches de l'Axe Rome-Berlin	196
7.9	Anthony Eden murmure quelques confidences à l'oreille de Hugh Wilson	197
7.10	L'arbitrage de Welwel subit un retard	198
7.11	Mussolini rejette une proposition d'Anthony Eden	199

7.12	L'Empereur d'Éthiopie recherche une intervention étasunienne	201
7.13	L'Italie désire assumer la charge de l'Homme Blanc en Afrique	202
7.14	Le président Roosevelt exhorte Mussolini à accepter un arbitrage	204
7.15	La Maison-Blanche dénonce la diplomatie du dollar	206
8	La Grande-Bretagne et la France craignent de provoquer la guerre à cause du problème de l'Éthiopie	208
8.1	La France essaye en vain d'obtenir des promesses d'une aide britannique	208
8.2	La commission d'arbitrage du Welwel contourne le sujet	209
8.3	Laval désire apaiser Mussolini	210
8.4	Le secrétaire Hull rejette le rôle de médiateur	212
8.5	La Grande-Bretagne et la France essayent de résoudre le problème éthiopien	213
8.6	L'ambassadeur Long est favorable à donner à Mussolini une tranche d'Éthiopie	214
8.7	Laval s'incline devant la Grande-Bretagne	216
8.8	La Grande-Bretagne désire que les États-Unis acceptent d'importantes responsabilités	217
8.9	Anthony Eden exprime ses soupçons sur la Russie	218
8.10	L'ambassadeur Long se prononce en défaveur de sanctions	220
8.11	Le secrétaire Hull définit la position des États-Unis	221
8.12	Le comité des cinq produit une suggestion futile	222
8.13	Le département d'État soupèse le problème des sanctions	223
8.14	L'Italie rejette la proposition du Comité des Cinq	225
8.15	Mussolini propose une formule de paix	227
8.16	La Grande-Bretagne table sur un soutien étasunien	228
8.17	Mussolini avance en direction de la guerre	230
8.18	Le secrétaire Hull offre un « soutien moral » à l'Éthiopie	231
8.19	La Grande-Bretagne s'engage dans un brin de double langage diplomatique	231
9	Les États-Unis vont au-devant de pressions économiques exercées par la Société des Nations sur l'Italie	234
9.1	Le sénateur Nye énerve les diplomates étrangers	234
9.2	L'offensive contre la neutralité des États-Unis	237
9.3	Le président accepte un programme de neutralité en provenance du Congrès	243
9.4	Réaction étasunienne à la guerre italo-éthiopienne	245
9.5	La Société des Nations désigne l'Italie comme nation pratiquant une agression	249
9.6	Le secrétaire Hull insiste pour la pratique d'une politique indépendante	252

9.7	La Grande-Bretagne limite la liberté d'expression italienne .	255
9.8	Les États-Unis refusent de suivre une politique parallèle à celle de la Grande-Bretagne	256
9.9	L'Italie espère préserver l'amitié étasunienne	259
9.10	Le département d'État exerce des pressions sur l'Italie . . .	261
10	Mussolini tourne en dérision la sécurité collective	263
10.1	Le secrétaire Hull défend la politique étasunienne	263
10.2	L'accord Hoare-Laval	266
10.3	Le président Roosevelt réprimande l'Italie	270
10.4	Josef Beck perd confiance dans la Société des Nations . . .	273
10.5	Les implications du rapport Maffey	274
10.6	La Grande-Bretagne désire que le pétrole figure sur la liste de sanctions	276
10.7	Mussolini fait un geste de paix	277
10.8	La Grande-Bretagne se fait plus amicale envers Hitler . . .	278
10.9	La Société des Nations tente de mettre fin à la guerre italo-éthiopienne	280
10.10	La Grande-Bretagne continue de courtiser Hitler	281
10.11	Les États-Unis refusent d'adopter une politique réaliste . .	283
10.12	Eden recommande la levée des sanctions	285
10.13	Le principe de non-reconnaissance est invoqué par les États-Unis	287
11	L'ambassadeur Dodd découvre que Berlin est un endroit déplaisant pour un démocrate wilsonien	291
11.1	L'Allemagne nazie produit un geste amical envers les États-Unis	291
11.2	Dodd refuse d'assister au Congrès du parti à Nuremberg . .	294
11.3	Des citoyens étasuniens traités abruptement par des unités de choc	295
11.4	Le professeur Coar essaye d'améliorer les relations germano-étasuniennes	296
11.5	George Sylvester Viereck propose d'assister le président . .	297
11.6	M. Kaltenborn reçoit une leçon d'incivilité	299
11.7	L'Allemagne se retire de la Société des Nations	301
11.8	Le problème de dette embarrasse les relations germano-étasuniennes	305
11.9	La ville de New York met en scène un procès fictif de Hitler	308
11.10	Le régime nazi se retrouve dans une position défensive inconfortable	313
12	Les États-Unis considèrent le régime de Hitler avec une aversion croissante	319
12.1	Similitudes entre politiques fiscales nazies et étasuniennes .	319

12.2	Le général Johnson dénonce la purge du parti nazi	320
12.3	L'assassinat du chancelier Dollfuss	322
12.4	La mort du président Hindenburg	323
12.5	L'opinion étasunienne sur le plébiscite de la Saare	324
12.6	La déclaration anglo-française privilégie la sécurité collective	325
12.7	Les apparences d'un accord à Stresa	329
12.8	La France noue un important accord avec la Russie	330
12.9	La Grande-Bretagne et l'Allemagne négocient un traité maritime	331
12.10	Le secrétaire Hull a peur du rôle du dirigeant moral	332
12.11	L'incident du Bremen	333
12.12	Hostilité étasunienne contre le régime de Hitler	335
13	L'Europe ne parvient pas à trouver un substitut à Locarno	337
13.1	Hitler liquide le pacte de Locarno	337
13.2	Opinions de la presse étasunienne au sujet de la Rhénanie .	340
13.3	L'Europe s'alarme du tour de force de Hitler	341
13.4	Hitler propose une nouvelle formule de paix	345
13.5	Eden fait la girouette et suit les brises diplomatiques	346
13.6	Hitler et Mussolini parviennent à un important accord	350
13.7	Versailles subit une nouvelle attaque	351
13.8	L'Allemagne et l'Italie reconnaissent Franco	351
13.9	Le pacte anti-Komintern germano-japonais, 25 novembre 1936	352
13.10	L'Europe essaye de remplacer Locarno	352
13.11	Les réponses douces produites par Hitler provoquent de nouveaux espoirs en Europe	356
13.12	La France espère un soutien des États-Unis	357
14	L'ombre de la dictature commence à peser sur le paysage des États-Unis	359
14.1	Les dirigeants européens recherchent une formule de paix à tâtons	359
14.2	La Belgique coupe ses liens avec la Grande-Bretagne et la France	362
14.3	Le maire La Guardia lance une bombe verbale contre Hitler	364
14.4	Le secrétaire Hull regrette l'action de La Guardia	365
14.5	Le cardinal Mundelein crée des tensions entre le Vatican et l'Allemagne	367
14.6	La presse étasunienne critique le bombardement d'Almeria .	370
14.7	Des points de friction sur le front économique	371
14.8	Le département d'État autorise la participation à la convention du parti nazi	373
14.9	Le secrétaire Hull critique l'ambassadeur Dodd	374
14.10	Le président se fait l'avocat d'une quarantaine contre les agresseurs	375

14.11	L'opinion aux États-Unis au sujet du discours de la quarantaine	376
14.12	Le régime nazi se retrouve dans une position défensive difficile	380
14.13	Mussolini fait une visite mémorable à Berlin	381
15	La Grande-Bretagne bloque une tentative de Roosevelt de trouver une voie vers la paix	384
15.1	Le secrétaire Ickes élargit la brèche séparant les États-Unis de l'Allemagne	384
15.2	Hitler répudie le Bund germano-étasunien	389
15.3	L'indépendance de l'Autriche est mise en jeu	393
15.4	L'ambassadeur Bullitt tient des conversations importantes .	394
15.5	Hitler joue les hôtes pour Lord Halifax	396
15.6	La Grande-Bretagne bloque un programme de paix présidentiel	403
16	Hitler s'empare de l'Autriche et progresse ainsi vers un Anschluss longtemps différé	407
16.1	La Valse de Vienne prend des accents macabres	407
16.2	Schuschnigg rend visite à Berchtesgaden	412
16.3	Lord Halifax découvre le prix de l'apaisement	414
16.4	Apaisement britannique en Italie : trop peu et trop tard . .	418
16.5	Hitler marche sur Vienne	420
16.6	La réaction étasunienne à l'Anschluss	420
17	Le président Beneš repousse trop longtemps une politique d'apaisement	427
17.1	La Tchécoslovaquie précipite la crise du mois de mai	427
17.2	Les Allemands des Sudètes expriment une demande, sachant qu'elle ne pourra être réalisée	430
17.3	Chamberlain affirme que la Grande-Bretagne ne se battrait pas pour la Tchécoslovaquie	431
17.4	Tensions en Tchécoslovaquie	433
17.5	L'Allemagne prépare une liste d'exigences politiques	436
17.6	Konrad Henlein demande des concessions provocatrices . . .	438
17.7	Lord Runciman qualifie la Tchécoslovaquie de « terre maudite »	440
17.8	Sir Nevile Henderson perd patience avec Beneš	444
17.9	Kennedy prédit l'intervention des États-Unis dans la seconde guerre mondiale	446
17.10	Chamberlain décide de rendre une visite à Berchtesgaden .	447
17.11	L'apaisement britannique sauve Hitler	448
18	Munich : le prélude à Prague	451
18.1	Le président Roosevelt étend la doctrine Monroe	451

18.2	Chamberlain mène une visite à Berchtesgaden	453
18.3	Beneš accepte les propositions anglo-françaises	455
18.4	Hitler formule de nouvelles demandes	456
18.5	Chamberlain fait un nouvel appel à Hitler	459
18.6	Roosevelt soutient le plaidoyer de paix de Chamberlain . . .	462
18.7	La Grande-Bretagne mène de nouvelles tentatives pour pré- server la paix	463
18.8	Roosevelt exerce de nouvelles pressions sur les dictateurs . .	465
18.9	Chamberlain prépare la base de l'accord de Munich	466
18.10	Capitulation à Munich	468
18.11	L'opinion aux États-Unis au sujet de Munich	470
18.12	Les pailles diplomatiques exposés au vent	473
19	Hitler prend la Tchécoslovaquie sous garde préventive	476
19.1	Les aspects internationaux de l'antisémitisme en Allemagne	476
19.2	L'ambassadeur Kennedy joue avec l'idée d'agir comme in- terlocuteur entre Hitler et Roosevelt	479
19.3	L'ambassadeur d'Allemagne Wilson est rappelé	480
19.4	Le Dr. Schacht propose une solution au problème des réfugiés	481
19.5	Le secrétaire Ickes fait monter les tensions dans les relations germano-étasuniennes	483
19.6	L'offensive économique contre l'Allemagne s'accélère	484
19.7	L'Allemagne est soucieuse de conclure un accord avec les États-Unis	485
19.8	Chamberlain mène une cour ardente auprès de Mussolini . .	488
19.9	La France favorable à laisser les mains libres à Hitler en Europe de l'Est	489
19.10	Le <i>Foreign Office</i> britannique est pris de sueurs froides . . .	491
19.11	L'Allemagne craint que les États-Unis n'en viennent à in- tervenir dans une seconde guerre mondiale	494
19.12	Hitler prend les Tchèques sous garde préventive	496
19.13	Réactions aux États-Unis à l'absorption de la Tchécoslova- quie par l'Allemagne	499
20	La Russie déclenche la guerre en Extrême-Orient ; Roo- sevelt en tient le Japon pour responsable	501
20.1	L'introduction par les Communistes de la guerre en Extrême- Orient	501
20.2	Le secrétaire Hull fait une déclaration sur la politique éta- sunienne	504
20.3	La situation en Chine du Nord se fait inquiétante	507
20.4	Le département d'État insiste sur une politique indépendante	509
20.5	L'action se déplace à Shanghai	514
20.6	Les appels à la Société des Nations lancés par la Chine . . .	518
20.7	Le président Roosevelt propose une quarantaine	521

21 Le Japon propose une recherche conjointe de la paix mondiale, mais Hull refuse	528
21.1 L'Allemagne considère avec une insatisfaction évidente l'éclatement de la guerre entre la Chine et le Japon	528
21.2 La conférence infructueuse de Bruxelles, 3-24 novembre 1937	533
21.3 L'incident du Panay	536
21.4 La mission de l'amiral Ingersoll à Londres	538
21.5 Le Japon établit une suite de gouvernements fantoches en Chine	540
21.6 L'Extrême-Orient après Munich	543
21.7 Tchang Kaï-tchek suggère la tenue d'une nouvelle conférence à Washington	544
21.8 Les liens économiques qui ne suffisent pas à relier étroitement le Japon aux États-Unis	546
21.9 Le secrétaire Hull rejette une suggestion britannique visant à exercer des pressions économiques sur le Japon	549
21.10 La Chine anticipe la guerre en Europe et demande à la Grande-Bretagne et à la France de se concerter avec elle en vue d'un front commun contre le Japon	553
21.11 Le Japon demande au secrétaire Hull une tentative conjointe japo-étasunienne pour trouver une formule de paix pour l'Europe	554
22 L'Europe progresse vers la guerre	559
22.1 Chamberlain fait une promesse considérable à la Pologne	559
22.2 Lord Halifax essaye d'« arranger quelque chose » avec le Duce	565
22.3 Mussolini entre en Albanie	566
22.4 Réaction étasunienne à la capture de l'Albanie	567
22.5 Les dictateurs répondent à la critique du président	571
22.6 Le rôle de la Russie se fait de plus en plus important	572
22.7 Le Pape Pie XII produit un plaidoyer de paix	574
23 Staline allume la mèche de la seconde guerre mondiale	577
23.1 La Grande-Bretagne se montre réticente à considérer la Russie comme une alliée	577
23.2 Chamberlain se met à courir après le fantôme russe	585
23.3 L'Allemagne recherche un accord avec la Russie	585
23.4 La Grande-Bretagne et la France pratiquent de nouvelles ouvertures à destination de la Russie	586
23.5 L'Allemagne signe un traité important avec la Russie	590
23.6 Le Duce essaye de s'équilibrer sur un fil diplomatique glissant	594
23.7 Chamberlain étend ses promesses à la Pologne	594
23.8 Hitler envoie un avertissement à la France	597
23.9 Le Führer se tourne une fois de plus vers la Grande-Bretagne	598
23.10 L'heure zéro en Europe	601

23.11	Roosevelt lance un appel aux populations civiles	605
23.12	Les tentatives de médiations de dernière minute	606
24	Roosevelt adopte une politique plus positive vis-à-vis de la guerre en Europe	613
24.1	Le président promet la paix pour les États-Unis	613
24.2	Le mission de William Rhodes Davis à Berlin	614
24.3	Mise à bas des barrières préservant la neutralité	617
24.4	Une ceinture de sécurité pour l'hémisphère occidental	622
24.5	Le secrétaire Hull s'engage dans une bataille des livres	623
24.6	Hitler adopte une politique conciliante envers les États-Unis	626
24.7	La Finlande entre dans la lutte contre l'agression soviétique	628
24.8	La mission de Sumner Welles	630
24.9	La Grande-Bretagne et l'Allemagne bafouent la neutralité de la Norvège	637
24.10	Le Groenland est placé sous la doctrine Monroe	639
25	Roosevelt recherche un prétexte pour la guerre contre l'Allemagne	641
25.1	Hitler lance une Blitzkrieg sur le front Ouest	641
25.2	Roosevelt considère la neutralité comme un concept démodé	644
25.3	Le président envoie un troisième plaidoyer à Mussolini pour qu'il reste hors de la guerre	648
25.4	Reynaud envoie un dernier appel à Roosevelt pour une assistance militaire immédiate	649
25.5	L'accord des destroyers	652
25.6	La propagande pousse les États-Unis vers l'intervention	657
25.7	La porte dérobée du Prêt-Bail vers l'intervention dans la seconde guerre mondiale	660
25.8	Hitler est préoccupé d'éviter un conflit contre les États-Unis	664
26	Les manœuvres du Japon jusqu'à l'attaque sur Pearl Harbor	675
26.1	Les bombardements japonais sur Chongqing	675
26.2	L'affaire Tientsin	676
26.3	Tchang Kai-tchek demande une médiation de Roosevelt dans la guerre sino-japonaise	678
26.4	L'attitude du président envers le Japon se fait de plus en plus belligérante	679
26.5	Le Japon établit un nouveau gouvernement central en Chine	680
26.6	Le Japon force la Grande-Bretagne et la France à adopter une politique d'apaisement	681
26.7	Le président donne l'ordre d'une offensive économique prudente contre le Japon	683
26.8	Le Japon conclut une alliance avec l'Axe Rome-Berlin	685

26.9 Les États-Unis se rapprochent de la Grande-Bretagne . . .	687
26.10 Matsuoka et le prince Konoye sont prêts à sacrifier la position du Japon en Chine pour la cause de la paix	688
26.11 Une négociation informelle en vue d'une amélioration des relations japo-étasuniennes	689
26.12 Un schéma directeur pour la coopération anglo-étasunienne	690
26.13 Le Japon recherche la paix, pas la guerre, avec les États-Unis	691
26.14 L'amiral Nomura lutte pour améliorer les relations japo-étasuniennes	692
26.15 Matsuoka recommande une politique d'attente	693
26.16 Le secrétaire Hull et l'ambassadeur Nomura recherchent vainement une formule de paix	694
26.17 Matsuoka est écarté, mais Roosevelt se fait plus belliqueux	696
26.18 La conférence de l'Atlantique pousse les États-Unis plus près d'une rupture avec le Japon	700
26.19 Roosevelt refuse de rencontrer le prince Konoye	701
26.20 Le général Marshall et l'amiral Stark opposent un ultimatum au Japon	704
26.21 Le Japon se fait manœuvrer jusqu'à tirer le premier à Pearl Harbor	706
Bibliographie	716
Annexe : télégramme de Roosevelt à Hitler - 14 avril 1939	732
Annexe : discours prononcé par Hitler devant le Reichstag - 28 avril 1939	736

Table des illustrations

1.1 Heinrich Brüning	44
2.1 Occupation de Vladivostok	65
7.1 Hitler et Mussolini — juin 1934	197
16.1 Werner von Fritsch et Werner von Blomberg	411
18.1 Neville Chamberlain	469

Contribution du lecteur

Cet ouvrage a été traduit et relu par une équipe de volontaires non rémunérés.

Si le lecteur trouve des corrections à apporter au présent ouvrage, ses retours, même mineurs, même pour une seule faute, sont les bienvenus à l'adresse : relecture-livres@lesakerfrancophone.fr.

Veillez préciser dans votre message le ou les chapitre(s) concerné(s) et laisser des informations de contexte, comme la phrase entière autour de l'erreur que vous nous notifiez. Cela nous fera gagner beaucoup de temps.

Dédicace

À
MES ÉTUDIANTS
SUR PLUS DE TROIS DÉCENNIES

Préface

L'armistice du 11 novembre 1918 mit fin à la première guerre mondiale, mais inaugura une bataille d'ouvrages qui s'est poursuivie jusqu'à ce jour. Les historiens des pays alliés ont fait peser de manière éhontée la responsabilité de l'éclatement du conflit sur les dirigeants des puissances centrales. Les historiens allemands ont répondu avec un déluge d'ouvrages et de pamphlets qui ont rempli les rayonnages de nombreuses bibliothèques, et lesdits « révisionnistes » de tous lieux ont gonflé cette tendance en ajoutant des monographies remettant en cause la thèse de la culpabilité de la guerre avancée par les Alliés. La seconde guerre a éclaté en 1939, alors que cette dispute d'historiens était encore tout à fait active, et l'attention des universitaires s'est alors portée sur la question de la responsabilité derrière cette nouvelle expression de folie martiale.

Dans la plupart des esprits étasuniens, il ne fait aucun doute que Hitler avait délibérément provoqué la Seconde Guerre Mondiale en lançant son attaque contre la Pologne. Depuis 1933, il avait été critiqué à l'acide dans la presse étasunienne. Sa manière débridée de s'exprimer, son programme contestable de régénération de l'Allemagne, et les frasques folles de ses adeptes fanatiques ont créé dans de nombreux cercles étasuniens une haine personnelle à son encontre, dépassant de loin la forte antipathie ressentie à l'égard du Kaiser Guillaume au cours de la première décennie du XX^{ème} siècle. Il ne fait aucun doute que, du point de vue des États-Unis, Hitler était un fardeau, dont toutes les bonnes intentions et les meilleurs esprits d'Allemagne ne pourraient jamais se débarrasser. Le fléau immédiat qu'il infligea aux relations germano-étasuniennes peut facilement se mesurer, en comparant le trait amical des articles de presse qui avaient paru à l'égard du gouvernement de Brüning aux attaques acérées lancées dans la même presse contre les groupes politiques nazis à partir du mois de février 1933.

Chacun des éléments du programme d'expansion de Hitler a provoqué des colonnes de récriminations dans de nombreux journaux allemands. La méfiance envers l'Allemagne s'est répandue et enracinée au point que chaque vestige de bonne volonté étasunienne a disparu des pages des périodiques, jadis bienveillants. Des afflux de réfugiés de différentes races et de diverses convictions ont apporté des témoignages détaillés de l'injustice générale et du déni de libertés qui apparaissaient tellement essentielles au

mode de vie étasunien.

Entre 1933 et 1939, des multitudes d'Étasuniens eurent à subir un lent conditionnement pour une guerre menée sur une frontière lointaine. Alors que Hitler procédait au réarmement de l'Allemagne et se préparait à souligner ses annonces téméraires par la force, de grands nombre de personnes, dans notre hémisphère, se sont mis à penser que sa montée en puissance constituait une menace envers eux-mêmes, ainsi qu'envers ses voisins européens. Les anciens disciples de Woodrow Wilson n'avaient jamais renoncé à leur allégeance envers un idéal d'un monde uni, et ils étaient fervents dans leur croyance selon laquelle les États-Unis devaient prendre une part active à la préservation de la paix mondiale. Ils reçurent un fort soutien de la part de nombreux « libéraux » et « intellectuels » qui estimaient que la science moderne avait repoussé les anciennes frontières du temps et de l'espace et avait amené les peuples du monde à un état de communion tellement étroit qu'une certaine forme de gouvernement mondial était un impératif international.

Certains universitaires, comme Charles A. Beard, ont indiqué que les déclarations présidentielles émises entre 1933 et 1937 prodiguaient de faibles encouragements aux ardents partisans d'un monde uni, mais ils ont sous-estimé l'importance de la conversion du Haut Dirigeant à la doctrine explosive de non-reconnaissance si énergiquement défendue par Henry L. Stimson. Il s'agissait d'une bombe, dont la longue mèche crépita dangereusement durant plusieurs années, et finit par exploser et produire les flammes de la seconde guerre mondiale. Il est tout à fait adéquat que Stimson devînt Secrétaire à la Guerre en 1940 ; nul ne méritait davantage ce titre que lui. L'inscription qui figure sur son journal personnel, en date du 25 novembre 1941, est édifiante. Au sujet du Japon, « la question est de savoir comment nous devrions les manœuvrer en position de tirer le premier coup de feu, sans trop nous exposer en position de danger. » Le lendemain, le secrétaire Hull répondit à cette question en dépêchant un ultimatum aux Japonais, en sachant qu'ils ne pourraient pas en accepter les termes. L'attaque japonaise contre Pearl Harbor réalisa les espoirs les plus fervents du Cabinet Roosevelt. Il était désormais facile de dénoncer la perfidie japonaise et de tirer parti du fait que la tragédie avait supprimé toute dissension d'opinion aux États-Unis. Il a fallu que plusieurs années s'écoulent avant que des esprits curieux missent sérieusement en question le contexte de Pearl Harbor. Lorsque le rapport émis par l'*Army Pearl Harbor Board* a mis clairement en évidence la conduite contestable du général George C. Marshall, le chef d'état-major, le secrétaire Stimson s'est précipité pour sa défense. En avançant la raison bien pratique d'une mauvaise santé, il a refusé par la suite de paraître face au Comité Conjoint du Congrès chargé d'enquêter sur la tragédie de Pearl Harbor.

Lors de la préparation du présent récit historique de la politique étrangère étasunienne durant les années d'avant-guerre, j'ai eu la chance de

m'assurer l'accès à la correspondance abondante sise dans les fichiers confidentiels du Département d'État. Jusqu'à présent, aucun autre historien n'avait pu pleinement exploiter ces éléments. Je désire exprimer ma gratitude aux civilités qui m'ont été prodiguées par le Dr. C. Bernard Noble, responsable de la *Division of Historical Policy Research* au sein du Département d'État, ainsi que par ses habiles assistants, M. Richard Hymphrey et le Dr. Taylor Parks.

Au sein de la Bibliothèque du Congrès, j'ai également eu l'immense privilège d'obtenir l'aide du Dr. Luther Evans. Je tiens également à mentionner ma dette envers M. Verner W. Clapp, chef-assistant bibliothécaire, à M. David C. Mearns, responsable de la division des Manuscrits, à M. Archibald B. Evans, au Dr. Charles P. Powell, au Dr. Elizabeth McPherson, à M. John de Porry, à Miss Katherine Brand, ainsi qu'à M. David Cole.

J'ai pu bénéficier aux Archives Nationales de l'assistance de l'Archiviste National, M. Wayne Grover, du Dr. Philip Hamer, et du Dr. Carl Lokke. Je tiens à exprimer une gratitude toute particulière à Mme Kieran Carroll, dont l'esprit adroit et gracieux ont fait pour moi des Archives Nationales un endroit agréable. Je tiens également à faire mention du Dr. Almon Wright, de Mme Natalia Summers, et de Mme William A. Dowling dont la beauté et le charme rendent difficile à quiconque de conserver l'esprit concentré sur les recherches en archives.

Au sein de l'Université de Georgetown, mon collègue, le Dr. Tibor Kerekes, m'a assisté en d'innombrables occasions, cependant que le bibliothécaire, M. Phillips Temple, a mené tous les efforts possibles pour me prodiguer les données documentaires sur lesquelles certains des chapitres du présent ouvrage sont basés.

À mon vieil ami, le Dr. Harry Elmer Barnes, je suis profondément reconnaissant pour l'inspiration et l'assistance à chaque étape de la préparation de mon manuscrit.

De nombreux amis personnels m'ont été d'une grande assistance : l'ex-sénateur Burton K. Wheeler, le juge Bennett Champ Clark, le Dr. Walter A. Foote, le capitaine Miles DuVal, le révérend Henry F. Wolfe, le Dr. Louis M. Sears, le Dr. Reinhard H. Luthin, le Dr. Rocco Paone, le Dr. Carmelo Bernardo, le colonel Joseph Rockis, le Dr. John Farrell, le Dr. Engene Bacon, M. Edwin H. Stokes, M. Anthony Kubek, M. Louis Carroll, Miss Mary Ann Sharkey, Miss Susan Sharkey, M. William R. Tansill, M. Charles B. Tansill, M. Raymond T. Parker, Mme B.R. Parker, Miss Grace Lee Tansill, Mme Mary Ann Sharkey, Mme. C. Bernard Purcell, M. Fred G. Tansill, Mme Grace M. Carpenter, Miss Hazell Harris, Miss Amy Holland et le révérend Herbert Clancy, S.J.

Je ne peux pas oublier l'inspiration de mon vieil ami, le Dr. Gerald G. Walsh, S.J., dont la vaste érudition m'a bien souvent permis de rester sur le chemin de l'objectivité.

J'ai dédié cet ouvrage à mes étudiants sur plus de trois décennies. Ils ont constitué un pont solide, qui m'a permis de traverser les nombreuses eaux du découragement.

Enfin, je tiens à remercier mon épouse, Helen C. Tansill, qui a marché avec moi sur les chemins de la recherche, de l'interprétation, de la composition, et de la rédaction, qui auraient été d'un ennui inexprimable sans sa compagnie.

Charles Callan Tansill
Université de Georgetown

Introduction Historique

La montée de l'amitié anglo-étasunienne

L'objectif principal poursuivi par la politique étrangère étasunienne depuis 1900 a été la préservation de l'Empire britannique. Des liens étroits entre la Grande-Bretagne et les États-Unis furent forgés à partir de 1898, lorsque la Grande-Bretagne comprit que sa politique d'isolation l'avait privée de tout allié loyal, lui faisant défaut en cas de guerre. Les canons qui apportèrent la victoire à l'amiral Dewey dans la Baie de Manille résonnèrent d'une nouvelle note d'autorité en Extrême-Orient, et firent prendre conscience au gouvernement britannique du fait que les États-Unis pouvaient constituer un gardien utile des lignes de vie de son empire. Avec John Hay au poste de secrétaire d'État, il ne fut pas difficile pour le *Foreign Office* de parvenir à une entente avec les États-Unis, aussi intime qu'informelle.

La première note de la Porte Ouverte, en date du 6 septembre 1899, fut un exercice de coopération anglo-étasunienne, avec Alfred E. Hissley qui prodigua une démonstration intéressante de l'utilité de disposer d'un dirigeant britannique à la manœuvre pour rédiger les notes diplomatiques étasuniennes. Theodore Roosevelt fut d'évidence impressionné par cet accord croissant entre Anglais et Étasuniens, et lorsque certaines puissances européennes menacèrent d'intervenir dans la guerre menée par les Britanniques contre les Boers en Afrique du Sud, il émit une note qui devint très familière lors des années mouvementées précédant l'éclatement de la seconde guerre mondiale : « La liberté et le progrès véritables sont liés à la prospérité des peuples anglophones. . . Je serais un fervent partisan d'une intervention de notre pays. . . si le continent européen choisissait cette opportunité pour essayer de briser l'Empire britannique¹. »

1. John H. Ferguson, *American Diplomacy and the Boer War* (Philadelphia, 1939), pp. 208-9.

On laisse le feu vert au Japon pour s'étendre en Mandchourie

En Extrême-Orient, cette politique parallèle anglo-étasunienne avait une véritable tendance pro-japonaise, avec l'alliance anglo-japonaise du 30 janvier 1902 comme pierre d'achoppement d'une structure impérialiste imposante. Il était inévitable que le Département d'État entretînt une préférence pour le Japon dans une lutte dont il anticipait qu'elle déboucherait sur une émancipation du Nord de la Chine vis-à-vis des entraves russes. La presse étasunienne se montrait également pro-japonaise.

Dans la nuit du 8 février 1904, le Japon lança [une attaque surprise](#) contre la flotte russe, au port de Port Arthur, et démarra ainsi une guerre suivant la même séquence qui serait par la suite utilisée face aux États-Unis au mois de décembre 1941.

Ce fut une « attaque sournoise » contre la flotte russe, mais en 1904, la presse étasunienne ne trouva aucune critique à exprimer à l'encontre de ce stratagème japonais. Le *New York Times* fit l'éloge de « la prouesse rapide, osée et courageuse des Japonais »², cependant que le *St. Louis Globe-Democrat* louait chaudement la « folle épopée et l'intelligence » des ingénieux fils du Soleil Levant³. Le *Cleveland Plain Dealer* se fit lyrique dans sa description de l'exploit japonais : « Comme Drake au Port de Cadix fit roussir la barbe du Roi d'Espagne, les commandants de l'île ont mis le feu aux moustaches du Tsar »⁴. D'autres journaux étasuniens exprimèrent des sentiments semblables, et l'opinion publique prit rapidement un tour favorable au Japon. Ce soutien resta patent jusqu'à ce que [la conférence de paix de Portsmouth](#) révélât le caractère ambitieux des termes japonais.

Quoique le Japon remportât des avantages substantiels suivant les termes de ce traité, qui l'établit comme puissance dominante d'Extrême-Orient, le grand public japonais s'indigna qu'aucune indemnisation ne fût prévue. Des émeutes éclatèrent dans plusieurs villes japonaises, et il fallut veiller à protéger les Étasuniens de toute violence⁵. La Grande-Bretagne s'était montrée trop avisée pour porter assistance à Roosevelt dans l'arrangement des termes du traité de paix. Le rôle de faiseur de paix n'attirait pas le secrétaire britannique aux affaires étrangères.

Le président Roosevelt découvrit bientôt que sa politique d'« antagonismes équilibrés » en Extrême-Orient constituait un échec patent⁶. Les dirigeants japonais étaient trop intelligents pour ne pas régler leurs dif-

2. 10 février 1904.

3. 10 février 1904.

4. 11 février 1904.

5. Tatsuji Takeuchi, *War and Diplomacy in the Japanese Empire* (New York, 1936), pp. 155-57.

6. Edward H. Zabriskie, *American-Russian Rivalry in the Far East 1895-1914* (Philadelphia, 1946), pp. 101-60.

férends diplomatiques avec la Russie. Le *Foreign Office* britannique, qui plus est, voyait d'un bon oeil une entente entre le Japon et la Russie. La Grande-Bretagne se préparait à un conflit contre l'Allemagne, et il relevait évidemment de ses intérêts de disposer d'alliés puissants dont l'assistance pourrait être récompensée par des morceaux de territoire chinois. Le 30 juillet 1907, le Japon et la Russie conclurent des traités de paix importants, pour partie publics et pour partie secrets, délimitant leurs sphères d'influence respectives en Mandchourie et en Mongolie⁷. Alors que le contrôle politique sur ces deux provinces de Chine était peu à peu pris en charge par la Russie et le Japon, la Porte Ouverte commença à grincer sur ses charnières rouillées. Le président Roosevelt n'avait aucune volonté d'y mettre de l'huile en y apportant un soutien des États-Unis. De fait, de son point de vue, la Porte Ouverte constituait surtout une fiction. Pour confirmer ce fait, il conclut l'accord Root-Takahira avec le Japon (le 30 novembre 1908). L'article le plus important de cet accord était dédié au maintien du « statu quo en place... dans la région de l'Océan Pacifique. » En Mandchourie, le *statu quo* ne pouvait déboucher que sur un contrôle politique et économique de la part du Japon. Aux yeux du président Roosevelt, cette vaste phrase devait bien porter une signification similaire, et un universitaire éminent maintient l'opinion que l'accord Root-Takahira a accordé au Japon « les mains libres en Mandchourie, » en échange d'un reniement quant à des intentions agressives vis-à-vis des Philippines⁸.

Il est évident que le président, fortement préoccupé au sujet de notre dispute avec le Japon au sujet de l'immigration en Californie, était prêt à acheter la paix en consentant à une domination japonaise sur une vaste région en Chine du Nord. Dans une lettre au président Taft datée du mois de décembre 1910, il énonçait franchement que l'Administration ne devrait mener aucune action laissant à penser aux Japonais que nous constituons « une menace envers leurs intérêts » en Chine du Nord. En référence spéciale à la Mandchourie, il remarquait : « Si les Japonais choisissent de suivre une ligne de conduite à laquelle nous sommes opposés, nous ne pouvons pas l'arrêter, sauf à nous préparer à la guerre... Nos intérêts en Mandchourie sont tout à fait insignifiants, et ne valent pas que le peuple étasunien courre le moindre risque de collusion à cause d'eux »⁹.

Le point de vue entretenu par Theodore Roosevelt en 1910 sur la Mandchourie était réaliste, et aurait pu être suivi avec profit par l'administration Taft. Mais Taft avait ses propres idées sur les actions à suivre en Extrême-Orient. Croyant fermement en la « diplomatie du dollar, » il adopta un programme ambitieux visant à faire croître les intérêts et le prestige éta-

7. Ernest B. Price, *The Russo-Japanese Treaties of 1907-1916 Concerning Manchuria and Mongolia* (Baltimore, 1933), pp. 34-38.

8. A. Whitney Griswold, *The Far Eastern Policy of the United States* (New York, 1938), pp. 129-34.

9. Lettre de Theodore Roosevelt au président William H. Taft, 22 décembre 1910. Knox MS, Library of Congress.

suniens en Orient, en établissant un soutien financier solide sous la politique étasunienne. Il œuvra à pousser le « big business » à investir des sommes importantes en Chine, et l'un des éléments importants de son plan consista à proposer au mois de novembre 1909 de placer les voies ferrées de Mandchourie sous contrôle international, en positionnant les États-Unis comme l'une des puissances de ce consortium¹⁰.

Cette proposition mit le *Foreign Office* britannique « sur le coup » et le rejet poli qu'en fit Sir Edward Grey constitua une indication claire du fait que ladite politique parallèle anglo-étasunienne en Extrême-Orient ne pouvait être invoquée que lorsqu'elle contribuait à accomplir les objectifs britanniques. Mais le secrétaire britannique aux affaires étrangères se devait de réaliser des gestes de conciliation. Les États-Unis étaient d'une force trop importante pour qu'on les rejetât continuellement. En 1909, après une suite de notes voyant Grey sauter de position en position avec une impudence non feinte, le gouvernement britannique finit par accepter un arbitrage de la querelle antique qui l'opposait aux États-Unis au sujet de la pêche en Atlantique. Deux années plus tard, il répondit à la pression étasunienne et contribua à écrire une conclusion profitable à la longue histoire du différend des peaux de phoque¹¹. Il semblait bien qu'il s'employait à nettoyer de fond en comble le pont du navire de l'État britannique en vue d'un possible conflit contre l'Allemagne. Des relations amicales avec les États-Unis devenaient une nécessité nationale.

Sir Edward Grey remporte un succès diplomatique

Sir Edward Grey connaissait un succès singulier dans ses relations avec les États-Unis. Ses réussites ne découlaient pas de quelque habileté à s'exprimer, ou d'une capacité à rédiger des notes diplomatiques particulièrement persuasives. Il pénétrait les cœurs étasuniens du fait qu'il semblait avoir l'honnêteté marquée en grands caractères sur son visage agréable. Son expression ouverte ne laissait aucune place à la subtilité ; aucune ligne dénotant la ruse ne laissait paraître un esprit retors. Il exerçait un attrait immédiat sur la plupart des Étasuniens, qui pensaient voir la candeur et le caractère dans des yeux qui ne vacillaient guère durant les longues conversations diplomatiques. Aux yeux de Theodore Roosevelt, il passait pour un naturaliste, plus intéressé par l'observation de la vie sauvage dans son pays que par un réseau complexe d'intrigues internationales qui couvrait de nombreux murs du 10 Downing Street. Aux yeux du colonel House, il semblait être un homme aux goûts simples et aux plaisirs tranquilles. Aux yeux du public étasunien, il passait pour un homme en qui l'on pouvait

10. John G. Reid, *The Manchu Abdication and the Powers, 1908-1912* (Berkeley, 1935), chaps. 4-10.

11. Charles Callan Tansill, *Canadian-American Relations, 1875-1911* (New York, 1944), chaps. 1-4, 10-12.

avoir confiance. Lorsque le grand orage de 1914 avait éclaté sur les champs d'Europe, il avait été largement considéré comme un personnage courageux qui avait défié l'éclair du Kaiser avec courage, en dépit du fait que son courage aurait pu faire exploser la Grande-Bretagne toute entière. Mais le peuple britannique s'était fatigué de ce paratonnerre glorifié, si bien qu'en 1916 il avait été soustrait de son poste périlleux.

Au cours des premières années de l'Administration Wilson, il avait connu des succès retentissants avec les diplomates amateurs comme Bryan, le secrétaire Lansing, et le colonel House. Il vit rapidement l'importance d'une extension du soutien britannique aux traités de conciliation de Bryan, et gagna par là non seulement l'admiration du « Great Commoner »¹², mais s'attira également un soutien important en cas d'un choc étasunien pouvant survenir à l'avenir¹³. À cet égard, il se montra considérablement plus intelligent que le Secrétaire allemand aux affaires étrangères, qui ne faisait guère de cas des traités de « refroidissement ». Si une telle convention avait été conclue avec le ministère allemand des affaires étrangères, l'intervention des États-Unis de 1917 ne se serait pas produite, et l'histoire de la politique étrangère étasunienne n'aurait pas été entachée des nombreuses erreurs commises par le président Wilson avant et durant la conférence de Versailles.

Il fut heureux pour la Grande-Bretagne que les Allemands se comportassent de manière aussi inepte dans leurs relations diplomatiques, et il fut doublement heureux que Sir Edward Grey fût aussi bien vu par tant d'Étasuniens. Ces relations cordiales valurent à la Grande-Bretagne d'importants dividendes en 1914, lorsque les ombres de la guerre commencèrent à descendre sur le paysage européen. Il était évident que l'opinion publique étasunienne était amicale envers la Grande-Bretagne et la France, alors que l'Allemagne était considérée avec une profonde méfiance. Les nombreux liens qui nous unissent à la Grande-Bretagne étaient facilement discernables aux yeux de multitudes d'Étasuniens. Le concert politique des années récentes, bien qu'accordé sur des notes britanniques, était un facteur qu'il ne fallait pas négliger. L'accord politique était complété par d'étroites relations d'affaires qui amenèrent des milliers d'Étasuniens dans des relations profitables avec les Britanniques à travers les vastes régions de l'Empire. Le système politique étasunien devait ses racines aux pratiques britanniques, et nos institutions légales affichaient clairement une empreinte britannique. Mais les liens intellectuels étaient bien plus puissants que les connexions de tout autre caractère. Shakespeare, Milton, Scott, Dickens, Burns, Wordsworth et une myriade d'autres hommes de lettres avaient frappé à la porte du cœur étasunien, et y avaient été chaudement accueillis. Il n'y avait jamais eu de barrière douanière sur les

12. Surnom que l'on donnait à William Jennings Bryan, NdT

13. Merle E. Curti, « Bryan and World Peace, » *Smith College Studies in History*, XVI (Northampton, 1931).

biens intellectuels en provenance de Grande-Bretagne, ni d'embargo sur les idéaux britanniques. Dans l'esprit étasunien de 1914, on trouvait un profond substrat de pensée britannique, et ce fut tâche aisée pour la propagande britannique que de convaincre l'Étasunien moyen que la guerre de la Grande-Bretagne était « notre guerre. »

Après le mois d'août 1914, le gouvernement britannique, faisant usage avec habileté de cette attitude étasunienne amicale comme base pour des pratiques belliqueuses aux implications profondes, se mit à saisir des vaisseaux étasuniens sous divers prétextes, au point que même notre président anglophile perdit patience et appela à une action de nature à protéger les droits étasuniens. En 1916, une loi fut adoptée, prévoyant la construction d'une marine militaire de premier rang, mais le président Wilson n'entretenait aucune disposition à faire usage de notre force navale comme arme pour contraindre la Grande-Bretagne à respecter le principe étasunien historique de liberté des mers. Au lieu d'exercer des pressions sur la Grande-Bretagne, le président dériva dans une querelle contre l'Allemagne au sujet de la tenue de la guerre sous-marine.

Le Département d'État diffuse une note erronée

Il apparaît que les États-Unis ont dérivé vers la guerre contre l'Allemagne parce que le Département d'État dénonçait la guerre sous-marine allemande comme inhumaine et illégale. On sait moins que Robert Lansing, le conseiller du Département d'État, était fortement déboussolé dans sa controverse contre le gouvernement allemand au sujet de cette guerre sous-marine. Le 4 février 1915, le ministère allemand des affaires étrangères annonça l'établissement d'une zone de guerre autour des Îles Britanniques. Dans cette zone de guerre, à partir du 18 février, tout « navire marchand ennemi » serait détruit, sans grande considération pour la sûreté de ses passagers ni de son équipage. Dans une brève note en date du 10 février 1915, le Département d'État protesta contre le naufrage de tout navire marchand, sans réaliser les habituelles opérations de contrôle et de recherche à bord, et émit un avertissement distinct : le gouvernement allemand serait tenu à une « stricte responsabilité » de toute blessure causée à des citoyens étasuniens¹⁴.

Le professeur Borchard a clairement démontré que cette âcre note du 10 février était fondée sur une interprétation incorrecte du droit international. Après une discussion sur le fond de la controverse des sous-marins, il remarque : « Il est ainsi apparent que la première protestation étasunienne au sujet des sous-marins, en date du 10 février 1915, avec son défi de "stricte responsabilité", était basée sur le faux postulat que les États-Unis avaient le privilège de s'exprimer non seulement pour les navires étasuniens et leur équipage, mais également au nom des citoyens étasuniens

14. Charles Callan Tansill, *America Goes to War* (Boston, 1938), chaps. 2-6.

embarqués sur des navires alliés ou autres. Aucun autre pays neutre ne semble avoir commis cette erreur. »¹⁵

Il est remarquable que M. Lansing, en tant que conseiller du Département d'État, ait pu rédiger une note aussi grossièrement incorrecte dans son interprétation de la loi des nations. Avant de prendre ses fonctions officielles au sein du Département d'État, il avait de nombreuses années durant été engagé dans la pratique du droit international. Il était tout à fait familier des précédents et pratiques des États-Unis, et il est tout à fait consternant de découvrir qu'à un point de décision des plus importants de l'histoire des États-Unis, un avocat présumé compétent ait pu rendre au président et au secrétaire d'État une opinion légale qui aurait fait rougir de honte un novice en la matière.

Après avoir commis une erreur fondamentale de par son interprétation du droit international eu égard aux attaques de sous-marins lancées contre des navires marchands non-armés appartenant aux puissances alliées, il s'empressa d'en commettre une seconde eu égard aux attaques sur les navires marchands armés. M. Lansing affirma en effet, et tel fut par conséquent le point de vue adopté par le président Wilson, que les sous-marins allemands ne devaient pas couler de navire marchand allié sans commencer par envoyer un avertissement laissant aux passagers et à l'équipage bien assez de temps pour débarquer en toute sécurité. Le ministère allemand des affaires étrangères s'empressa d'indiquer que les navires marchands armés pourraient tirer parti d'une telle procédure pour ouvrir le feu et détruire le submersible. Durant une brève période couvrant les mois de janvier et février 1916, M. Lansing, secrétaire d'État depuis le mois de juin 1915, accepta l'affirmation allemande, et le Département d'État se montra prêt à insister pour que les navires marchands alliés fissent route sans arme ou en acceptassent les conséquences d'être armés. Mais Lansing, sur l'insistance du colonel House, revint sur la position sensée qu'il avait temporairement acceptée, et affirma de nouveau avec véhémence que les navires marchands armés n'étaient pas des navires de guerre pouvant être coulés à vue¹⁶. Ainsi, du fait de l'opinion finale adoptée par le secrétaire Lansing, le président « ainsi que la Chambre et également le Sénat, fut induit en erreur à prendre une position qui n'avait aucun fondement, ni dans la loi, ni dans le sens commun. Pourtant, c'est sur cette plateforme creuse que s'appuya Wilson pour défendre l'exemption d'attaques contre les navires marchands armés britanniques ayant des citoyens étasuniens à

15. Edwin Borchard et William P. Lage, *Neutrality for the United States* (New Haven, 1937), p. 183.

16. Tansill, op. cit., pp. 459-60.

bord. » ¹⁷

Il est ainsi clair que les États-Unis dérivèrent vers la guerre en 1917, soit parce que le principal conseiller légal du Département d'État avait commis des erreurs d'interprétation fondamentales qu'un simple étudiant en droit international aurait facilement évitées, ou parce que le conseiller voulait une guerre contre l'Allemagne et rédigea à dessein des opinions erronées. Ces faits détruisent complètement la thèse populaire selon laquelle les États-Unis sont entrés en guerre pour protester contre les barbaries commises par les Allemands en pleine mer.

L'intervention étasunienne dans la première Guerre Mondiale établit un schéma qui amena les États-Unis dans une seconde guerre en 1941. Si nous n'étions pas entrés en guerre en Europe en 1917, la première Guerre Mondiale se serait terminée en match nul, et un équilibre des pouvoirs en Europe aurait été créé. Notre intervention a complètement anéanti l'ancien équilibre des pouvoirs, et a planté les graines d'un inévitable futur conflit sous le sol noir de Versailles. Nous avions un profond intérêt à maintenir la structure politique de 1919. Des milliers de vies étasuniennes, et un colossal trésor étasunien, ont été perdus dans son érection. Nous ne pûmes le voir démoli sans de profondes préoccupations. Lorsque des dictateurs se mirent à en affaiblir les fondations, l'administration Roosevelt fit connaître de plus en plus fort sa désapprobation envers ces actions. Le bricolage désastreux de 1919 devrait être maintenu à tout prix, et les États-Unis retournèrent en guerre en 1941 pour sauver un édifice politique dont les principales fondations avaient déjà pourri dans l'atmosphère moite de la désillusion. La structure politique douteuse de 1919 est le sujet de la section à suivre du présent chapitre.

Les Alliés violent le contrat de pré-armistice

Au cours de la période précédant l'éclatement de la seconde Guerre Mondiale, le président Roosevelt et le secrétaire Hull avaient pour habitude de parler constamment du caractère inviolable des traités. Il s'agissait de contrats internationaux qu'il ne fallait jamais rompre. À cet égard, ils étaient surtout considérés comme une part essentielle du rituel devenu très populaire après 1919. Mais en Allemagne, nombreux étaient ceux qui

17. Borchard et Lage, op. cit., p. 88. Il est intéressant de noter qu'au cours des journées mouvementées ayant précédé l'entrée des États-Unis dans la Guerre Mondiale, le président Wilson avait si peu de considération envers le secrétaire Lansing qu'il se plaignit amèrement au colonel House de ses défaillances : « Je [House] fut surpris de l'entendre [le président] dire que Lansing était le plus décevant de tous les Secrétaires de son Cabinet ; ... qu'il n'avait aucune imagination, aucune capacité constructive, et guère de compétence en quelque matière que ce fût. Il avait constamment peur de lui du fait qu'il entreprenait souvent de lancer de lui-même des politiques que lui, le président, avait à plusieurs occasions brusquement inversées. » Journal de House, 28 mars 1917. House MS, bibliothèque de l'Université de Yale.

ne pouvaient oublier le fait que le [traité de Versailles](#) constituait la pierre d'achoppement d'une structure qui avait été édifée sur les sables douteux de la trahison. Lloyd George et Clemenceau avaient accepté à contrecœur un contrat de pré-Armistice qui les engageait à établir le traité en accord avec les célèbres [Quatorze Points](#)¹⁸. Le traité de Versailles constitua une violation délibérée de ce contrat. Sur la sombre base de ce parjure, les graines d'une nouvelle guerre mondiale furent profondément enfouies dans la terre.

Il faut garder à l'esprit que Woodrow Wilson consentit à la violation de ce contrat. Ses fervents admirateurs ont prétendu qu'il s'était fait tromper pour adopter cet arrangement désagréable par Lloyd George et Clemenceau, désignés comme les maîtres de ce sinistre ouvrage. [Ben Hecht](#), dans son roman *Erik Dorn*, accepte ce point de vue et fait âcrement référence à Wilson à Paris comme à un « puceau au visage blême enfermé dans une maison de débauche et demandant bravement qu'on lui serve un verre de limonade. »¹⁹. En réalité, Wilson avait commandé son verre de limonade relevé d'une sérieuse dose d'alcool de tromperie, et que le monde entier a payé la beuverie d'un soi-disant homme d'État qui a promis la paix en tissant les mailles d'un réseau de guerre.

Le récit de cette trahison commence le 5 octobre 1918, lorsque le prince [Max de Bade](#) adressa une note au président Wilson pour lui demander de négocier une paix sur la base des Quatorze Points. Trois jours plus tard, le président demanda si le gouvernement allemand acceptait ces points comme base d'un traité. Le 12 octobre, le prince Max donna une assurance que son objectif, en « entrant dans des discussions serait uniquement sur les détails pratiques de l'application » des Quatorze Points aux termes du traité de paix. Deux jours plus tard, le président Wilson ajouta deux conditions. Aucun armistice ne serait signé s'il n'assurait pas « des protections absolument satisfaisantes au maintien de la suprématie militaire actuelle » des armées alliées et associées. En outre, un gouvernement démocratique et représentatif devait être établi à Berlin. Lorsque le gouvernement allemand accepta ces conditions, le président informa le prince Max (le 23 octobre) qu'il était désormais prêt à discuter avec les gouvernements associés des termes de l'armistice proposé. Cette discussion déboucha sur un

18. Le président Wilson n'avait pas une idée claire du sens réel des Quatorze Points. Dans son journal, à la date du 20 décembre 1918, le secrétaire Lansing porte les commentaires qui suivent : « Il y a certaines phrases dans les "Quatorze Points" du président [La liberté des mers et l'auto-détermination] dont je suis certain qu'ils vont provoquer des problèmes à l'avenir, car leur sens et leurs applications n'ont pas été bien soupesés. . . Ces phrases donneront probablement lieu à des niches et à de grandes vexations. . . Il [le président] n'a semble-t-il jamais réfléchi à l'avance à ce à quoi ils pourraient amener, ou à la manière dont d'autres personnes pourraient les interpréter. En fait, cela ne semble pas lui importer, pourvu que ses mots sonnent bien. » Lansing Papers, bibliothèque du Congrès.

19. Oscar Cargill, *Intellectual America : Ideas on the March* (New York, 1941), p. 504.

accord de leur part, acceptant les Quatorze Points avec deux exceptions. En référence à la « liberté des mers », ils s'auto-réservèrent la « complète liberté » en démarrant la Conférence de Paix. En lien avec le sujet des réparations, ils entendaient que des compensations fussent versées « par l'Allemagne pour tous les dégâts causés aux populations civiles des Alliés, ainsi qu'à leurs propriétés, du fait de l'agression de l'Allemagne, par terre, mer ou air. » Ces termes furent transmis au gouvernement allemand le 5 novembre, et il les accepta rapidement. Le 11 novembre, un armistice positionnant l'Allemagne à la merci des puissances alliées fut signé dans la forêt de Compiègne. Avec la cessation des hostilités, la question d'un traité de paix vint au premier-plan²⁰.

La bonne foi des gouvernements alliés quant à établir ce traité en conformité avec les Quatorze Points a été promise en bonne et due forme. Mais à peine l'encre de l'Armistice était-elle sèche que Lloyd George conspira ouvertement pour transformer l'accord de pré-Armistice en simple torchon. Durant la Conférence de Londres (du 1^{er} au 3 décembre), le rusé Gallois aida à faire adopter une résolution recommandant qu'une Commission inter-alliés « examine et rapporte les montants que les pays ennemis sont en mesure de verser pour les réparations et indemnités. » Le mot « indemnités » pouvait facilement être étiré pour couvrir les « coûts de la guerre. » Bien qu'une telle décision fût « clairement exclue par le dessein-même de l'accord pré-Armistice, » Lloyd George fit montre d'une « apparente nonchalance quant au principe et au contrat, » et commença sur une pente glissante qui « amena rapidement jusqu'aux marécages des élections britanniques du mois de décembre. »²¹

Réparations et Scélératesse

Avec ses promesses de pré-élections, Lloyd George fit montre d'un mépris total pour le contrat de pré-Armistice. Les assurances qu'il accorda à l'électorat britannique étaient en contradiction directe avec sa promesse consentie au colonel House qu'il serait guidé par les Quatorze Points. À Bristol (le 11 décembre 1918), il informa vivement son auditoire impatient que « nous nous proposons de demander [à l'Allemagne] l'ensemble du coût de la guerre. »²² L'esprit qui animait l'élection fut exprimé de manière stridente par [Eric Geddes](#) dans un discours au Guildhall de Cambridge : « Nous allons presser l'orange jusqu'à ce que les pépins grincent. »²³

20. La correspondance ayant trait à l'accord de pré-Armistice est intégralement imprimée dans *Foreign Relations, 1918*, Supplement, I, *The World War, I* (Washington, 1933), 337-38, 343, 357-58, 379-81, 382-83, 425, 468-69.

21. Paul Birdsall, *Versailles Twenty Years After* (New York, 1941), pp. 35-36.

22. David Lloyd George, *Memoirs of the Peace Conference* (New Haven, 1939), I, 306-9.

23. Harold Nicolson, *Peacemaking*, 1919 (New York, 1939), p. 18.

À la [conférence de paix de Paris](#) (le 22 janvier 1919), Lloyd George proposa que fût nommé une commission pour étudier « les réparations et indemnités. » Le président Wilson parvint à faire retirer le mot « indemnités » mais cela ne fut qu'une victoire temporaire. Les Français soutenaient ardemment la position tenue par Lloyd George. Leurs desseins aspirant au démembrement de l'Allemagne allaient être promus par une attitude exigeante de la part de la Grande-Bretagne. Cette action concertée contre l'accord de pré-Armistice fut fortement contestée par [John Foster Dulles](#), le conseiller légal des membres étasuniens de la Commission aux réparations. Il insista pour que les promesses souscrites dans l'accord de pré-Armistice fussent strictement respectées et fut soutenu par le président Wilson, qui affirma sans équivoque que les États-Unis étaient « engagés sur l'honneur à refuser l'inclusion des coûts de la guerre dans les réparations demandées. . . C'est clairement contradictoire avec ce que nous avons délibérément amené l'ennemi à penser. . . »²⁴

Mais Lloyd George et Clemenceau contournèrent sans bruit la position étasunienne en étendant simplement les catégories des dommages subis par les civils afin que celles-ci puissent intégrer les immenses sommes qui auraient dû relever des « coûts de guerre ». Lloyd George insista sur le fait que les pensions et allocations de séparation devaient être intégrées au calendrier des réparations, et Clemenceau s'empessa de le soutenir. Il était évident pour chacun d'eux que ces éléments étaient exclus de manière expresse des termes convenus par l'accord de pré-Armistice. Si le président Wilson s'en était tenu aux assurances qu'il avait accordées à ses experts financiers, il aurait immédiatement rejeté ce dessein visant évidemment à violer la promesse écrite par les puissances alliées. Mais lorsque les mêmes experts indiquèrent les implications évidentes des propositions de Lloyd George et affirmèrent qu'elles ne suivaient aucune logique, Wilson les surprit profondément en éclatant de manière pétulante : « La logique ! La logique ! Je n'ai rien à faire de la logique. Je vais intégrer les pensions. »²⁵ Non content d'ajouter une charge non méritée contribuant à briser les soutiens financiers de l'Allemagne, Wilson suivit la direction empruntée par Lloyd George en empruntant à son tour d'autres voies menant à la folie suprême. Lors de la rencontre du [Conseil des Quatre](#) (le 5 avril 1919), le premier ministre britannique suggéra que dans le traité de paix, les Alliés devraient « énoncer leurs revendications » et que l'Allemagne devrait reconnaître « son obligation pour tous les coûts de la guerre. » Lorsque le colonel House remarqua qu'une telle déclaration serait contraire à l'accord de pré-Armistice, Clemenceau murmura de manière rassurante qu'il s'agissait en grande partie d'« une question de rédaction. »²⁶

24. *The Intimate Papers of Colonel House*, ed. Charles Seymour (Cambridge, 1928), IV, 343.

25. Philip M. Burnett, *Reparation at the Paris Peace Conference* (New York, 1940), I, 63-64.

26. *Ibid.*, p. 69.

Cette expérience de rédaction s'avéra constituer l'Article 231, âprement disputé, faisant porter à l'Allemagne la responsabilité « d'avoir provoqué toutes les pertes et tous les dégâts auxquels les Alliés et leurs gouvernements associés, ainsi que leurs ressortissants, avaient été sujets, par conséquence de la guerre à eux imposée du fait de l'agression de l'Allemagne. » Cette soi-disant « Clause de culpabilité » souleva une haine profonde et répandue dans toutes les classes de la société allemande contre une décision considérée comme fondamentalement injuste. Et pour ajouter l'insulte à la blessure, l'Article 232 répéta la langue de l'accord de pré-Armistice avec sa formule truquée, limitant les réparations aux dégâts civils. La facilité avec laquelle ces éléments de langage avaient été déformés au bénéfice des Alliés avait clairement indiqué qu'ils ne constitueraient aucune protection pour l'Allemagne.

Ces deux redditions étasuniennes furent suivies d'une troisième, qui signifiait l'abandon total de la position selon laquelle aucun « traité punitif » ne devait être imposé à l'Allemagne. Les experts étasuniens avaient mis beaucoup de foi dans la création d'une Commission aux Réparations, disposant de pouvoirs étendus pour estimer ce que l'Allemagne pouvait se permettre de verser face aux revendications alliées, et pour modifier les modalités et dates de ces paiements. Mais Clemenceau voulait que cette commission ne soit rien d'autre qu'une machine à calculer magnifiée, conçue dans le simple but d'enregistrer les sommes dues par l'Allemagne. Elle ne devait avoir aucun droit à établir des jugements indépendants. La controverse étasunienne voulant que le paiement des réparations ne devait pas dépasser les trente-cinq années subit un veto de la part des Français, qui pensaient que cinquante années pourraient être nécessaires²⁷.

Au cours des discussions échaudées dans la rencontre du Conseil des Quatre (le 5 avril 1919), le colonel House se montra tellement obtus qu'il ne comprit pas que les Français prenaient d'assaut la position étasunienne jusqu'à ce que l'un des experts français l'en informât. [Norman Davis](#) lui cria que les bannières françaises arboraient la légende : « Ce sont les revendications des Alliés, et non la capacité des Allemands à payer, qui doivent constituer la base des réparations. » Bien que ce slogan français fût en violation directe avec les principes pour lesquels les experts étasuniens s'étaient battus trois longs mois durant, le colonel déboussolé déchira le drapeau étasunien et fit lever le douteux drapeau tricolore français. Par cette action, il bafoua « aussi bien la lettre que l'esprit de l'accord de pré-Armistice. »²⁸ Lorsque le président Wilson confirma cette reddition, il rendit service à Adolf Hitler, qui accueillait volontiers les illustrations de la mauvaise foi des Alliés ; il s'agissait de l'un des meilleurs moyens de promouvoir le mouvement nazi.

Les experts financiers de Versailles ne parvinrent pas à établir une

27. *Ibid.*, pp. 832-33.

28. *Birdsall*, *op. cit.*, p. 258.

somme particulière à la mesure de la responsabilité de l'Allemagne pour avoir provoqué la Guerre Mondiale. En 1921, la Commission aux Réparations remédia à cette omission en calculant que le montant devait approximer les 33 000 000 000 \$. Un tiers de cette somme couvrait les dégâts infligés aux propriétés des Alliés, « et entre la moitié et les deux tiers, des pensions et d'autres allocations. En bref, la décision de Wilson doubla, voire tripla la note. »²⁹ L'Allemagne aurait pu être en mesure de verser une somme ne dépassant pas les dix milliards de dollars, mais lorsque Wilson consentit à jouer le rôle de *Shylock* et aida à perfectionner un plan revenant à soustraire une livre de chair à la carcasse émaciée d'une nation ravagée par la guerre, il ouvrit la voie à un chaos financier qui devait submerger l'Allemagne et l'Europe. Il contribua également à l'écriture de plusieurs chapitres de *Mein Kampf*.

La question coloniale

La question coloniale était traitée dans le cinquième des Quatorze Points. Il prévoyait un « ajustement libre, ouvert d'esprit, et absolument impartial des revendications coloniales. » À la Conférence de Paix de Paris, il n'y eut aucune tentative de parvenir à ce « jugement absolument impartial. » Bien avant que la conférence fût tenue, s'était développée dans l'esprit des publicistes de premier plan en Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis l'opinion selon laquelle l'Allemagne avait perdu tout droit sur ses territoires coloniaux qui avaient été conquis par les forces alliées durant la guerre. L'accord habituel en faveur de cette confiscation était que les administrateurs coloniaux allemands avaient cruellement maltraité les indigènes. Le professeur *Thorstein Veblen* a écrit sur ce sujet avec son habituelle certitude pontificale : « Dans la politique coloniale [allemande], les colonies sont conçues pour se comporter envers le gardien ou maître impérial de la même manière qu'un enfant adopté ou qu'un serviteur ; traitées sommairement et à discrétion, et pouvant être utilisées sans scrupules. »³⁰ En Grande-Bretagne, *Edwyn Bevan* arguait que le retour de ses colonies ne serait pas de nature « à contenter l'Allemagne, mais de lui maintenir son appétit pour l'expansion coloniale ; cela reviendrait à rétablir une nature des choses fondamentalement instable. »³¹

29. Thomas A. Bailey, *Woodrow Wilson and the Lost Peace* (New York, 1944), p. 240.

30. Thorstein Veblen, *The Nature of Peace* (New York, 1917), p. 261. Le secrétaire Lansing ne partageait pas le point de vue selon lequel les Allemands avaient perdu tout droit sur leurs colonies par mauvaise administration. Dans son journal, à la date du 10 janvier 1918, il remarqua : « Ce dessein de la rétention des territoires conquis est *prima facie* basé sur la conquête, et n'est pas en accord avec l'esprit d'une paix basée sur la justice. . . il est nécessaire pour la paix que l'ajustement soit équitable. » *Lansing Papers*. Bibliothèque du Congrès.

31. Edwyn Bevan, *The Method in the Madness* (London, 1917), pp. 305-6.

En 1917, la Commission d'Enquête étasunienne, sous la direction du Dr. Sidney E. Mezes, demanda au Dr. **George L. Beer** de préparer une suite d'études sur la question coloniale, avec une référence spéciale à la politique coloniale allemande. Beer était de longue date considéré comme un expert de premier plan sur la politique commerciale de l'Angleterre au cours des XVI^{ème}, XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles. Dans une suite imposante de volumes, il avait « présenté le point de vue anglais » eu égard à l'administration coloniale.³² Après l'éclatement de la Guerre Mondiale, « ses sympathies allaient de manière très décisive aux Alliés, et particulièrement à l'Empire britannique. »³³

Ce fut chose toute naturelle que le Dr. Beer, malgré son objectivité historique supposée, condamnât fermement la politique coloniale de l'Allemagne. Au mois de février 1918, il rendit au Dr. Mezes son manuscrit sur les colonies allemandes en Afrique. Après avoir étudié une quantité de données considérable, il parvenait à la conclusion que l'Allemagne avait totalement échoué à « apprécier les responsabilités d'une tutelle coloniale. »³⁴ Par conséquent, elle devait perdre ses territoires coloniaux.

Le Dr. Beer accompagna la délégation étasunienne à la Conférence de Paix de Paris au titre d'expert colonial, et il est évident qu'il exerça une influence sur les opinions du président Wilson qui affirma le 10 juillet 1919 que les colonies allemandes n'avaient pas « été gouvernées ; elles n'avaient été qu'exploitées, sans penser aux intérêts ni mêmes aux droits humains ordinaires de leurs habitants. »³⁵

Cette accusation émise par le président était tout à fait dénuée de fondement. Un universitaire étasunien qui avait fait le déplacement au Cameroun pour se faire une image précise de la situation d'avant-guerre synthétise sa compréhension comme suit : « La propre conclusion est que les accomplissements coloniaux de l'Allemagne en trente courtes années constituent un record de réussites inhabituelles et classent l'Allemagne parmi les puissances coloniales les plus méritantes, une vision très différente de celle qui fut adoptée en 1919. . . Je pense que si l'Allemagne avait pu être maintenue au rang de puissance coloniale après la guerre, ses réglemmentations civiles se seraient comparées favorablement aux meilleures que connaisse le monde aujourd'hui. »³⁶

Les Allemands étaient profondément courroucés du fait que les gouvernements alliés refusaient de compter les colonies comme un élément important au crédit du compte des réparations. Certains Allemands avaient

32. Arthur P. Scott, « George Louis Beer, » dans les *Marcus W. Jernegan Essays in American Historiography*, ed. W. T. Hutchinson (Chicago, 1937), p. 315.

33. *Ibid.*, p. 319.

34. George L. Beer, *African Questions at the Paris Peace Conference*, ed. L. H. Gray (New York, 1923), pp. 58-60.

35. Bailey, *op. cit.*, p. 163.

36. Harry R. Rudin, *Germany in the Cameroons, 1884-1914* (New Haven, 1938), pp. 11, 414, 419.

estimé la valeur des colonies à neuf milliards de dollars. Si cette estimation avait été réduite de moitié, il en serait encore resté une importante somme d'argent qui aurait pu être mise à profit pour réduire la charge financière colossale imposée sur les dos allemands déjà usés. Une telle décision aurait « économisé à l'Allemagne l'humiliation supplémentaire de perdre l'ensemble de ses possessions d'outre-mer sous le couvert hypocrite de motivations humanitaires. »³⁷ Ces humiliations inutiles préparaient la voie à la tragédie de 1939. Il est évident que les révélations dans les documents de Nuremberg au sujet du dessein d'agression établi par Hitler ne sont guère que le dernier chapitre d'un long et déprimant ouvrage qui fut entamé à Versailles.

Le problème de la Pologne : Dantzig — le Couloir polonais — la Haute Silésie

Pour discuter les questions relatives à la Pologne, le président Wilson s'entoura des conseils prodigués par le professeur Robert H. Lord, dont la monographie sur la seconde partition de la Pologne était supposée faire de lui une autorité sur les problèmes de 1919. Son manque d'objectivité était aussi frappant que celui manifesté par le professeur Beer. Ce fut bien plus une démonstration d'hystérie que d'érudition historique.³⁸

Alors que le président formulait ses Quatorze Points, certains experts de la Commission d'Enquête étasunienne proposèrent qu'un État polonais indépendant fut institué avec des frontières basées sur « un juste équilibre de considérations nationales et économiques, donnant le poids approprié à la nécessité d'un accès adéquat à la mer. »³⁹ Dans le treizième des Quatorze Points, le président Wilson modifia le phrasé de cette suggestion afin d'insister davantage sur les facteurs ethnographiques : « Un État polonais indépendant devrait être institué, devant intégrer les territoires habités par des populations incontestablement polonaises, et devrait se voir accorder un accès libre et garanti à la mer. »

Dantzig

S'il fallait accorder à la Pologne un accès à la Mer Baltique, le port de Dantzig était d'une importance fondamentale. Pour guider le président sur ce sujet difficile des frontières polonaises, les experts étasuniens pré-

37. Bailey, *op. cit.*, p. 167.

38. Il est significatif que la plupart des collègues du professeur Lord au sein de l'*Inquiry* pensaient que son zèle envers la Pologne était « excessif. » *Birdsall*, *op. cit.*, p. 178. Voir également Hunter Miller, *My Diary at the Conference of Paris* (imprimé à titre privé, 1928), I, 289.

39. Ray S. Baker, *Woodrow Wilson and World Settlement* (Garden City, 1922), III, 37-38.

parèrent deux rapports (janvier-février 1919).⁴⁰ Pour le cas de Dantzig, ils l'accordaient à la Pologne en raison de considérations économiques. Ils négligèrent commodément le fait que la population de Dantzig était allemande à 97 %. Le 23 février, alors que Wilson se trouvait aux États-Unis, le colonel House lui envoya un câble au sujet de la disposition de Dantzig : « Nos experts pensent également que ceci [la cession de Dantzig à la Pologne] est la meilleure solution. »⁴¹ Mais le président n'était pas prêt à confirmer cette suggestion, si bien que la question de Dantzig fut repoussée jusqu'au 17 mars, date à laquelle Lloyd George eut un dynamique échange de vues avec le colonel House et Clemenceau. Deux jours plus tard, le premier ministre britannique refusa catégoriquement la proposition de céder à la fois Dantzig et le district allemand de Marienwerder à la Pologne. Il ne fut pas très impressionné par le fait que les membres de la commission polonaise, ainsi qu'un grand nombre d'experts, étaient favorables à cette décision.⁴²

Malgré les pressions exercées par le colonel House et le Dr. Mezes (le beau-frère de ce dernier), le président Wilson se précipita (le 28 mars) pour soutenir Lloyd George. Le 5 avril, lui-même et Lloyd George parvinrent à une entente, selon laquelle la ville et la région de Dantzig deviendraient une ville libre, disposant d'une autonomie locale, sous l'autorité d'un commissaire dépêché par la Société des Nations, mais liée à la Pologne par une union douanière et des installations portuaires. Les relations étrangères de la ville libre seraient sous contrôle de la Pologne.⁴³

Aux yeux des Allemands, cette vaste dose de contrôle de la Pologne sur la ville de Dantzig était profondément irritante, et par moments, les décisions prises par les autorités polonaises eu égard aux relations étrangères et à l'établissement des droits d'exportation semblèrent inutilement provocatrices. Du point de vue économique, le contrôle polonais sur Dantzig présentait des implications très profondes. En modifiant les droits de douane, la Pologne pouvait impacter négativement les échanges commerciaux de la ville libre, et du fait qu'elle contrôlait les voies ferrées, elle pouvait accorder des avantages importants à son propre port de Gdynia, concurrent de Dantzig.⁴⁴

Cette situation amena Gustav Stresemann, l'un des hommes d'État allemands les plus modérés, à remarquer au mois de septembre 1925 que la « troisième grande tâche de l'Allemagne est de ... récupérer Dantzig. »⁴⁵ En 1931, [Heinrich Brüning](#), le dirigeant centriste non-agressif et peu expansif, sonda certains gouvernements européens pour déterminer s'ils pourraient soutenir une révision territoriale aux dépens de la Pologne.

40. Miller, op. cit., IV, 224-26.

41. Seymour, op. cit., IV, 334-35.

42. Lloyd George, op. cit., II, 637-42.

43. René Martel, *The Eastern Frontiers of Germany* (London, 1930), pp. 49-50.

44. William H. Dawson, *Germany Under the Treaty* (London, 1933), pp. 149-52.

45. *Diaries, Letters and Papers* (London, 1935-37), II, 503.

Mais cette pression en vue de récupérer ces territoires perdus se termina subitement en Allemagne le 26 janvier 1934, lorsque le maréchal Pilsudski conclut avec Hitler le bien connu [traité de non-agression](#).⁴⁶ Le prix payé par la Pologne en échange de cet accord était un assentiment immédiat envers un programme allemand visant à la nazification de Dantzig. Lorsque les hommes d'État polonais, après la mort de Pilsudski, essayèrent d'inverser ce mouvement en courtisant les faveurs britanniques et françaises, ils ouvrirent les écluses qui permirent à la marée nazie-soviétique d'inonder la Pologne toute entière.

Le couloir polonais

Un couloir polonais traversant le territoire allemand jusqu'à la Mer Baltique était distinctement en préparation dans le treizième point du programme de Wilson, déclarant expressément que la Pologne disposât d'un « accès libre et sécurisé à la mer. » Ce large « droit de passage » devait traverser des territoires habités par des « populations incontestablement polonaises. » Dans leurs rapports de janvier-février 1919, les experts étatsuniens ébauchèrent un vaste passage polonais jusqu'à la mer, traversant les provinces allemandes de Posen et de Prusse Occidentale. Ils reconnaissaient les difficultés que cette action allait provoquer pour quelque 1 600 000 Allemands vivant en Prusse Orientale, mais considéraient que les bénéfices que cela conférerait à de nombreux millions de Polonais l'emportaient sur ceux-ci.⁴⁷

Lorsque les rapports de ces experts furent acceptés par la Commission polonaise, et furent intégrés au texte du Traité de Versailles, il s'ensuivit que la vallée de la Vistule avait été mise sous contrôle polonais. Afin de couper les Allemands de Prusse Orientale de tout contact avec la Vistule, « une zone de cinquante yards⁴⁸ de large, le long de la rive Est, a été donnée à la Pologne, afin que les Prussiens de l'Est ne disposent plus d'aucun droit riverain sur leur ancienne voie d'eau. Bien que la rivière coule à un jet de pierre de leur porte, ils ne peuvent pas l'utiliser. »⁴⁹

Le Couloir lui-même était un morceau de territoire qui traversait les terres depuis la Mer Baltique sur 72 kilomètres, avec une largeur de 32 kilomètres au niveau de la côte, 96 kilomètres au centre, et 225 kilomètres au Sud. Les autorités polonaises rendirent difficiles l'action de le traverser, qui « au lieu de maintenir et de développer l'excellent système de communications par train et par route, par rivières et canaux... en abandonnèrent sur-le-champ une grande partie dans l'objectif de détourner la direction naturelle et historique des échanges. » En référence aux condi-

46. *Documents on International Affairs*, 1934, ed. John W. Wheeler-Bennett and Stephen Heald (New York), p. 424.

47. Miller, op. cit., IV, 224-28 ; VI, 49-52.

48. Environ 45 mètres, NdT

49. E. Alexander Powell, *Thunder Over Europe* (New York, 1931), p. 62.

tions qui régnaient dans le Couloir en 1933, le professeur Dawson note ce qui suit : « Il est exact que quelques trains traversent le Couloir chaque jour, mais comme ils ne peuvent ni embarquer, ni débarquer quoi que ce soit sur le chemin, cette zone de territoire désormais polonais, du point de vue des communications et des transports, pourrait tout aussi bien ne pas être habitée. »⁵⁰ Le trafic sur les voies routières traversant le Couloir était également très insatisfaisant. En 1931, le colonel Powell découvrit que seules les principales routes Est-et-Ouest étaient ouvertes au trafic des véhicules, et que ce transit était « entravé par tout dispositif que l'ingéniosité des Polonais peut trouver. Je parle ici d'expérience personnelle, pour avoir traversé le Couloir en voiture à quatre reprises. »⁵¹

En 1938 et 1939, Hitler essaya en vain de sécuriser auprès du gouvernement polonais le droit de construire une voie ferrée et une route traversant le Couloir. En s'appuyant sur le soutien britannique, le ministère polonais des affaires étrangères rejeta au printemps 1939 toute idée d'accorder ces concessions. Cette action fâcha Hitler au point qu'il se mit à sonder le gouvernement soviétique au sujet d'un traité pouvant déboucher sur la quatrième partition de la Pologne. Les diplomates polonais n'avaient pas appris le simple enseignement, suivant lequel des concessions peuvent empêcher une catastrophe.

Haute Silésie

Au cours des sessions de la Conférence de Paix de Paris, la décision prise au sujet de la Haute Silésie fut l'une montrant les indications les plus claires du fait que l'hystérie, et non l'histoire objective, guidait les conclusions retenues par certains experts étasuniens. Cela fut particulièrement vrai dans le cas du professeur Robert H. Lord. Il s'accrochait fermement à l'opinion selon laquelle la Haute Silésie devait être rattachée à la Pologne sans plébiscite pour valider les désirs de la population. Lorsque l'on remit le traité à la délégation allemande, l'article sur la Haute Silésie fut sujet à une forte salve de critiques convaincantes. Lloyd George se laissa convaincre par les arguments allemands, mais le président Wilson resta à l'écoute du professeur Lord, qui se plaignait de ce que l'Allemagne n'avait été souveraine sur la Haute Silésie que deux siècles durant. Bien que M. Lamont répondit à cela en remarquant que ce territoire n'avait pas « appartenu à la Pologne durant 400 ans, » le président conserva une foi persistante dans les protestations véhémentes du professeur Lord. Mais cette foi fut encore ébranlée lorsque le docte professeur s'opposa à la tenue d'un plébiscite en Haute Silésie. Lloyd George demanda alors à raison pourquoi des plébiscites devaient être menés en « Allenstein, Schleswig, Klagenfurt, mais

50. Dawson, *op. cit.*, pp. 102-9. Voir également, I. F. D. Morrow et L. M. Sieveking, *The Peace Settlement in the German Polish Borderlands* (London, 1936).

51. Powell, *op. cit.*, p. 66.

pas en Silésie. »⁵² Le professeur Lord ne fut pas en mesure de répondre pour soutenir sa position, si bien qu'une clause fut ajoutée au traité en référence à un plébiscite en Haute Silésie.

Mais ce plébiscite fut mené dans une atmosphère de terreur. La Commission Internationale qui avait pris le relais pour administrer la région où devait se tenir le scrutin était constituée de trois membres : le général **Le Rond** (France) ; le colonel Sir Harold Percival (Grande-Bretagne) ; et le général de Marinis (Italie). La France envoya immédiatement 8000 soldats pour maintenir la domination française sur la Haute Silésie, et obtint la nomination du général Le Rond à la tête de l'administration civile. En dépit des assurances prodiguées par les gouvernements alliés auprès de la délégation allemande à Paris (le 16 juin 1919) que la Commission Internationale mettrait l'accent sur la « pleine impartialité du scrutin, » ils revinrent sur leur parole sur ce sujet, comme sur d'autres. Toutes les concessions possibles furent accordées aux Polonais dans la région du plébiscite, mais lorsque le scrutin fut tenu, le 20 mars 1921, les résultats choquèrent considérablement les Français et les Polonais : 707 554 voix, soit 59.6 %, se prononcèrent pour rester sous contrôle allemand, contre 478 802 voix, soit 40.4 %, exprimés pour être placés sous administration polonaise.⁵³

Lorsque l'on examine les tactiques indéfendables mises en œuvre par les Français avant la tenue du plébiscite, il est surprenant que le résultat fût à ce point pro-allemand. L'un des meilleurs récits de la situation en Haute Silésie en 1919-1920 est livré dans la monographie produite par le professeur René Martel, *The Eastern Frontiers of Germany* :

Le 4 avril 1919, le Conseil National Suprême polonais de Haute Silésie prit contact avec Korfanty. Adelbert Korfanty, un ancien journaliste devenu un dirigeant populaire, était l'homme d'action pour lequel Dmowski semblait préparer et organiser le soulèvement... Le 1^{er} mai 1919, les sociétés secrètes polonaises... démontrèrent leurs sentiments patriotiques en poursuivant les Allemands. La Terreur avait commencé... L'organisation secrète qu'il [Korfanty] avait établie... continua d'exister jusqu'au plébiscite... Les Allemands étaient torturés, mutilés, mis à mort, et les corps étaient profanés ; les villages et châteaux étaient pillés, brûlés ou ou les faisait sauter. Le gouvernement allemand a publié à ce sujet une suite de Livres Blancs, illustrés par des photographies... Les scènes qui ont ainsi été immortalisées en image dépassent en horreur les pires

52. Baker, op. cit., pp. 482-84. Il semble que Henry White ne donna pas au président Wilson la vision correcte sur la situation de Haute Silésie. Voir Allan Nevins, *Henry White* (New York, 1930), p. 423.

53. Dans le compte rendu rédigé par **Georges Kaeckenbeeck**, *The International Experiment of Upper Silesia* (London, 1942), p. 6, le résultat est cité à 707 605 voix pour l'Allemagne ; 479 359 pour la Pologne.

*atrocités imaginables.*⁵⁴

Lorsqu'il fut finalement mis fin à ces flambées polonaises, la Société des Nations confia la tâche de partitionner la Haute Silésie à une commission composée de représentants de la Belgique, du Brésil, de la Chine, du Japon et de l'Espagne. Il faut noter la composition non-neutre de cette commission, et ses décisions reflétèrent ses préjugés. Selon ses termes, la Pologne reçut presque les cinq sixièmes de la région industrielle objet du différend. Elle obtint également « 80 % de la région houillère... outre toutes les mines de fer; presque toutes les mines de zinc et de plomb, ainsi qu'une vaste majorité des activités dépendantes des industries primaires. »⁵⁵

En commentant la farce que constitua ce plébiscite, **Sir Robert Donald** remarque : « Plus difficiles à supporter que les pertes matérielles étaient les fautes morales et les injustices, exaspérantes et cruelles, infligées à la communauté allemande. Il est bien possible que si les Alliés avaient transféré la Haute Silésie à la Pologne, en fondant leur décision sur la seule loi de la force brute, l'Allemagne se serait résignée à l'inévitable. . . Mais lui infliger la farce tragique du plébiscite, avec toute sa suite de tromperies, de promesses non tenues, de massacres, d'affronts cruels, menés dans une atmosphère de putrescence politique, tout cela revenait à ajouter l'insulte à la blessure, et la torture morale au vol à main armée. »⁵⁶

Malgré les mots rassurants prononcés par Wilson au sujet d'une paix qui ne devait pas être punitive, l'Allemagne avait été dépouillée et sévèrement fouettée. Après ces exemples impressionnants de mauvaise foi, il ne fut pas difficile pour les hommes d'État nazis de préparer une expansion sans trop s'attarder sur les principes habituels du droit international. La loi est fondée sur la logique, et à Versailles, Woodrow Wilson avait franchement condamné la science du juste raisonnement : « La logique! La Logique! Je n'ai que faire de la logique. » Hitler n'aurait pas pu trouver pire à énoncer.

L'occupation de la Rhénanie

Le président Wilson ne fut pas à chaque fois du mauvais côté de la barrière diplomatique à Paris. Dans l'affaire de l'occupation de la Rhénanie, il adopta un rôle vigoureux qui bloqua totalement l'exécution d'un ambitieux programme français. L'un des principaux objectifs des Français

54. (London, 1930), pp. 79-88.

55. Dawson, op. cit., pp. 206-9.

56. Sir Robert Donald, *The Polish Corridor and the Consequences* (London, 1929), pp. 197-98. Voir également, Sarah Wambaugh, *Plebiscites Since the World War* (Washington, 1933); W. J. Rose, *The Drama of Upper Silesia* (Brattleboro, 1936); Colonel E. S. Hutchinson, *Silesia Revisited—1929* (London, 1930).

en 1919 était de séparer l'ensemble de la rive gauche du Rhin de l'Allemagne, et d'y établir des républiques autonomes favorables à la France. Wilson refusa ce programme, bien qu'il fût ardemment soutenu par le colonel House.⁵⁷ Avec le soutien de Lloyd George, il put faire figurer dans le Traité de Versailles une clause modérée : « Les territoires allemands situés à l'Ouest du Rhin, ainsi que les têtes des ponts, seront occupés par les Alliés et les armées associées pour une période de quinze années à partir de l'entrée en vigueur du présent traité. »⁵⁸

Le dernier contingent de l'armée étasunienne d'occupation quitte la Rhénanie au mois de février 1923 ; certaines armées alliées y restèrent jusque 1930. Le simple fait que le sol allemand fût occupé une décennie durant provoqua du ressentiment dans la plupart des esprits allemands. Ce ressentiment se transforma en sentiment de courroux lorsque la France cantonna un grand nombre de ses soldats coloniaux noirs dans des résidences privées sur diverses zones du territoire du Rhin. Leur conduite insultante et parfois brutale envers les femmes allemandes était considérée comme une indication que la France était prête à adopter des mesures extrêmes pour humilier l'Allemagne. Au mois de décembre 1921, le général [Henry T. Allen](#) transmet au secrétaire [Hughes](#) une plainte qui avait été déposée auprès de la Haute Commission par une délégation de travailleurs allemands : « Nous craignons de quitter nos foyers et de partir au travail en laissant nos femmes et nos filles dans nos maisons en compagnie de ces hommes. Cette question nous préoccupe davantage que le logis et le couvert. »⁵⁹ Felix Morley, au cours de congés en France, critiqua vertement la conduite française : « Si l'Angleterre et les États-Unis laissent la France à ses propres moyens, il ne resterait plus un seul Français sur le sol allemand au bout d'une semaine. »⁶⁰ Trois années plus tard, le consul des États-Unis à Cologne écrivit au secrétaire Hughes un réquisitoire amer contre les pratiques des Français en Rhénanie. Il rapporte que de temps à autre, les dirigeants allemands se faisaient menotter et que la police allemande était « battue au poing et au pied. » À Aix-la-Chapelle, civils et dirigeants se faisaient « cravacher. »⁶¹ Les souvenirs de ces insultes a subsisté dans les esprits allemands, et a contribué à produire un climat d'opinion justifiant nombre des éléments du programme d'expansion et de revanche de Hitler.

57. Seymour, op. cit., IV, 347, 349, 383.

58. Articles 428-432 du Traité de Versailles, *The Treaties of Peace, 1919-1923* (New York, 1924), I, 254-55.

59. *Message du général Henry T. Allen au Secrétaire Hughes*, 22 décembre 1921. 862T.01/346, MS, National Archives.

60. Message de l'ambassadeur Wallace au secrétaire Hughes, Paris, 27 avril 1920. 862.00/921, MS, National Archives.

61. Message d'Emil Sauer au secrétaire Hughes, Cologne, 16 février 1923. 862.00/1215, MS, National Archives.

Le blocus de la famine

L'armistice du 11 novembre 1918 ne mit pas fin au blocus de l'Allemagne par les Alliés. Une fois la guerre terminée, de nombreux mois durant, les gouvernements alliés ne permirent pas que de la nourriture fût envoyée aux millions de personnes qui avaient faim en Allemagne. Cette attitude cruelle de la part des délégations alliées à Paris choqua le parti travailliste en Angleterre, qui se mit à soutenir le mouvement de charité « save the children. » Des fonds furent levés pour acheter de la nourriture « alors qu'en raison du blocus, la famine était partout, hagarde et livide, dans les villes de milliers de villes allemandes. »⁶²

À Paris, le président Wilson fit appel « encore et encore à une libre exportation des denrées alimentaires aux populations semi-affamées d'Europe centrale, mais à chaque fois, le gouvernement français le faisait échouer. Cette politique française emplit [Henry] White, qui avait des petits-enfants en Allemagne et connaissait bien par sa fille la détresse qui était celle du peuple, d'une indignation futile. »⁶³

L'impact du blocus sur le peuple allemand a été décrit par George E.R. Gedye, qui avait été envoyé au mois de février 1919 mener une tournée d'inspection en Allemagne :

*Dans les hôpitaux, les conditions étaient épouvantables. C'était de manière constante un taux de 10 % des patients qui étaient morts durant les années de guerre du fait du manque de graisses, de lait, et de farine de qualité... Nous vîmes des scènes terribles dans l'hôpital pour enfants, comme les « bébés de la famine » avec d'horribles têtes enflées... Notre rapport exhortait évidemment à l'ouverture immédiate des frontières aux graisses, au lait et à la farine... mais le terrible blocus fut maintenu en raison de l'insistance manifestée par les Français.*⁶⁴

Cette description graphique présentée par Gedye reçoit une ferme confirmation dans un récit récemment produit par l'ex-président Hoover qui, en 1919, avait été chargé par le président Wilson de distribuer de la nourriture aux populations d'Europe dans le besoin. Lorsque Hoover arriva à Londres, il dut encaisser un choc important :

J'ai rencontré les représentants alliés pour discuter les programmes et l'organisation. La session a immédiatement révélé les intrigues, le nationalisme, l'égoïsme, l'insensibilité et les soupçons... Pour attaché que je sois aux Anglais, ils avaient une qualité des plus irritantes — ils étaient maîtres pour envelopper chaque action nationale avec des mots sacrés qui fai-

62. Dawson, op. cit., p. 84.

63. Nevins, op. cit., p. 372.

64. G. E. R. Gedye, *The Revolver Republic* (London, 1930), pp. 29-31.

saient véritablement ressentir de la honte à quiconque ne la soutenait pas complètement. . . En quelques heures, j'ai compris que la plus grande famine depuis la *Guerre de Trente Ans* ne semblait pas engendrer de préoccupation urgente. . . Ils [les gouvernements alliés] étaient déterminés à maintenir le blocus sur la nourriture non seulement sur l'Allemagne et les autres États ennemis, mais aussi sur les neutres et les nations libérées. . . Le 1^{er} février [1919]. . . je lui ai remis [au président Wilson] ce qui suit : « Cher M. le Président : Nous n'avons aucun droit, que ce soit selon les lois de Dieu ou celles des hommes, de continuer à affamer des gens à présent que nous disposons de surplus alimentaires. » . . . Le président enregistra dûment la question. . . [et] les Quatre Grands donnèrent l'ordre que ma proposition d'accord avec les Allemands fût appliquée sur-le-champ.

Pour présenter cette formule aux Allemands, ils nommèrent une délégation, dont le chef devait être un amiral britannique, *Sir Rosslyn Wemyss*. . . Il me dit avec arrogance, « Jeune homme, je ne vois pas pourquoi vous autres États-Uniens voulez nourrir ces Allemands. » Ma réponse impudente fut : « Vieil homme, je ne comprends pas pourquoi vous autres Britanniques voulez affamer femmes et enfants à peine sevrés. » . . . Lorsque l'on ouvrit la porte à l'envoi de denrées alimentaires en Allemagne, je constatai rapidement une haine si furieuse du côté allié, ainsi que dans certaines parties des États-Unis, que je fus contraint de produire une déclaration pour justifier mes actions. . . Nous avions perdu quatre mois, et le problème s'était entre-temps multiplié en Allemagne. . . Le maintien du blocus alimentaire jusqu'au mois de mars 1919 — quatre mois après l'Armistice — fut un crime des hommes d'État, et un crime contre la civilisation dans son ensemble. . . Les nations peuvent endurer avec philosophie les difficultés de la guerre. Mais lorsqu'elles déposent les armes et se rendent sur la base d'assurances qu'elles pourront disposer de nourriture pour leurs femmes et enfants, et qu'elles découvrent que cet instrument de la pire des attaques est maintenu contre elles, alors la haine ne meurt jamais.⁶⁵

En fin de compte, selon les termes de l'Accord de Bruxelles (le 14 mars 1919), une clause fut énoncée pour l'envoi de nourriture en Allemagne, mais avant que ces livraisons fussent rendues disponibles, des milliers d'Allemands avaient péri dans les tortures de la lente famine. À Versailles, les perles d'un long rosaire de haine et de désespérance avaient été forgées par les Quatre Grands pour les Allemands. Après 1919, elles furent égrenées

65. Herbert Hoover, « Communism Erupts in Europe, » Collier's, CXXVIII (September 8, 1951), pp. 26-27, 68-71.

à l'infini par de vastes groupes de personnes malheureuses dont la santé avait été abîmée par la malnutrition. Ils n'oublièrent, ni ne pardonnèrent.

La réaction allemande au Traité de Versailles

Le 7 mai 1919, la délégation allemande à Paris reçut une présentation formelle des termes du Traité de Versailles. Lorsque [Johann Giesberts](#) parcourut le long acte d'accusation, il éclata avec véhémence : « Ce traité honteux m'a brisé, car jusqu'à ce jour, j'avais cru en Wilson. Je pensais que c'est un honnête homme, et voici que cette canaille nous envoie un tel traité. »⁶⁶ Le 12 mai, lors d'un grand rassemblement tenu à Berlin, [Konstantin Fehrenbach](#), l'un des dirigeants du parti centriste, fit allusion à l'attitude que les futures générations d'Allemands auraient vis-à-vis du traité, et termina son discours par des mots d'avertissement, qui furent plus tard mis en application par Hitler : « La volonté de briser les chaînes de l'esclavage sera implantée dès l'enfance. »⁶⁷

Ces chaînes furent confirmées par le [pacte Kellogg-Briand](#), qui octroya une bénédiction formelle aux injustices prononcées à Versailles. Elles ne pourraient être brisées que par la force. Lorsque Hitler commença à les rompre, le bruit s'en fit entendre dans le monde entier, et les secrétaires Stimson et Hull informèrent le grand public étasunien qu'un éléphant sauvage allemand était en train de briser les assiettes les plus raffinées du magasin de porcelaine de la paix mondiale. À Nuremberg, des hommes furent pendus pour avoir planifié de briser ces récipients emplis de haines nationales. Pas un mot ne fut dit des pseudo-hommes d'État qui avaient préparé à Paris la décoction ensorcelée qui avait empoisonné l'esprit des Allemands. Le résultat de leur bévée criminelle sera exposé au cours des chapitres à venir.

66. Alma Luckau, *The German Delegation at the Paris Peace Conference* (New York, 1941), p. 124.

67. *Ibid.*, pp. 98-100.

Chapitre 1

Les relations entre États-Unis et république de Weimar

1.1 Les États-Unis refusent que les criminels de guerre soient jugés

Au cours des années qui suivirent immédiatement la Guerre Mondiale, l'attitude du gouvernement étasunien envers la république de Weimar consista à attendre en observant. Au Département d'État, on craignait véritablement que des étincelles en provenance de la Russie soviétique puissent venir se loger aisément dans la structure brisée de l'Allemagne, et démarrer un incendie qui pourrait consumer tous les repères qui avaient été ceux de l'ancien mode de vie allemand. Cette crainte était accrue par les remarques de certains Allemands qui avaient occupé des postes diplomatiques importants sous l'autorité de l'Empereur. Au mois d'octobre 1919, le comte [von Bernstorff](#) souligna l'importance d'établir des connexions étroites entre l'Allemagne et la Russie : « la Russie est le pays le plus pratique pour nous à exploiter. La Russie est en manque de capitaux et d'intelligence, que notre industrie peut fournir. Par-dessus tout, à présent que le Bolchevisme commence en Allemagne, nous devenons des "cousins germains"¹ des Russes. Nous devons trouver des accords avec les Bolcheviques. »²

L'instabilité croissante en Allemagne trouvait de nombreuses expressions déplaisantes. Au mois de novembre 1919 fut tenue une grande manifestation à Heidelberg, au cours de laquelle l'antisémitisme, et un esprit de nationalisme excessif furent clairement exprimés.³ Au mois d'avril 1921,

1. En français dans le texte, NdT

2. Message de l'ambassade étasunienne (Paris) au secrétaire d'État, 24 octobre 1919. 862.00/754, MS, National Archives.

3. Message de Dyar au Secrétaire d'État, Berlin, 31 décembre 1919. 862.00/776, MS, National Archives.

l'antisémitisme atteignit un sommet dans certaines villes allemandes, bien que les prélats catholiques, comme le cardinal de Munich, s'y opposassent fortement.⁴ Après 1933, Hitler ne fit que jouer sur des préjugés qui avaient existé depuis longtemps en Allemagne.

Les ardentes expressions du nationalisme étaient pour partie provoquées par les vociférations de certains hommes d'État alliés, au sujet d'organiser des procès pour crimes de guerre à l'encontre de nombreux dirigeants allemands de premier plan. Ces bruits amenèrent l'ancien Empereur, Guillaume II, à écrire au président Wilson, et à se proposer en victime à la place des autres Allemands : « Si les Alliés et les gouvernements associés veulent une victime, qu'ils s'emparent de moi, au lieu de neuf cents Allemands qui n'ont pas commis d'autre crime que de servir leur pays durant la guerre. »⁵ Il n'était pas vraiment nécessaire que l'ancien Empereur émit cette proposition. Le gouvernement étasunien était fermement opposé à la tenue de procès pour crimes de guerre. Le 6 février 1920, le secrétaire Lansing envoya une instruction pleine de sens à l'ambassade des États-Unis à Paris : « Ce gouvernement n'a pas encore ratifié le Traité ; il ne rejoint pas la demande des Alliés, et ne soutient en rien l'insistance des Alliés [pour que soient livrés les criminels de guerre allemands]. »⁶

1.2 La feinte illégale des Alliés au sujet du paiement de l'armée d'occupation étasunienne

Les Alliés abandonnèrent bientôt le projet de juger les Allemands pour crimes de guerre. Apparemment, ils en voulaient fortement au secrétaire Lansing à ce sujet, car ils firent montre d'un esprit des moins coopératifs au sujet du paiement des frais de l'armée d'occupation étasunienne. L'administration Wilson s'était attendue à ce que les paiements fussent versés rapidement, sur les réparations versées par les Allemands, mais cette action resta bloquée durant plusieurs années. En 1923, le représentant britannique de la Commission des Réparations exprima un doute : les États-Unis, ayant rejeté le [Traité de Versailles](#), pouvaient-ils justement prétendre à voir payée leur occupation de la Rhénanie ?⁷ Des affirmations de la même teneur énervèrent profondément George B. Lockwood, secrétaire du comité national républicain, qui écrivit au secrétaire Hughes pour lui faire part de son indignation eu égard à cette situation. Il était

4. Message de R. D. Murphy au secrétaire d'État, 5 janvier 1924. 862.4016/12, MS, National Archives.

5. Message de l'ancien Empereur Guillaume II au président Wilson, 9 février 1920. 763.7219/9116, MS, National Archives.

6. Message du secrétaire Lansing à l'ambassade des États-Unis à Paris, 6 février 1920. 763.7219/8941a, MS, National Archives.

7. Message de M. Wadsworth au secrétaire Hughes, Paris, 16 mai 1923. 462.00R294/210, MS, National Archives.

convaincu que le « marchandage et pinaillage, duplicité et pure malhonnêteté qui ont caractérisé l'attitude de la Grande-Bretagne et des autres Puissances Alliées dans leur traitement des revendications étasuniennes » indiquaient un désir marqué d'« escroquer » les États-Unis de tout versement de leurs coûts d'occupation.⁸

Le 25 mai 1923, les gouvernements de Belgique, de Grande-Bretagne, de France et d'Italie signèrent un accord avec les États-Unis, stipulant le remboursement des frais de l'armée d'occupation étasunienne. Ce remboursement devait être payé sur les réparations allemandes, sur une période de douze années.⁹ Bien que les gouvernements alliés aient finalement consenti à ce paiement étalé sur une longue période, le secrétaire Hughes nota que dans leur propre cas, ils avaient insisté pour que les paiements de l'occupation fussent « réglés quasiment dès qu'ils étaient déclarés dus. » Il lui sembla qu'« ils auraient dû distribuer l'argent reçu pour ces coûts d'armées de manière équitable ; au lieu de cela, ils ont gardé l'argent et nous ont laissés dehors. »¹⁰

1.3 La France bouge dans la Ruhr

Dans l'affaire des réparations, le gouvernement français s'avérait extrêmement difficile à satisfaire. Selon les termes du Traité de Versailles, il était prévu que fût nommée une Commission aux Réparations, à laquelle il incombait de déterminer le montant dû par l'Allemagne, et de préparer un calendrier pour « souscrire à l'ensemble des obligations dans une période de trente années à dater du 1^{er} mai 1921. » Avant cette date, le gouvernement allemand devait régler l'équivalent de cinq milliards de dollars. Au début de l'année 1921, l'Allemagne affirma avoir réglé l'ensemble de ce paiement en or, obligations, charbon et autres marchandises, mais la Commission des Réparations déclara que moins de la moitié de la somme due avait effectivement été versée. Le gouvernement allemand fit alors appel aux États-Unis pour « assurer une médiation sur la question des réparations et établir le montant à payer... aux puissances alliées. »¹¹ Le secrétaire Hughes refusa de se laisser entraîner dans ce différend, mais admonesta la république de Weimar pour qu'elle envoyât « directement aux gouvernements alliés des propositions claires, précises et appropriées qui à tous points de vue répondraient à l'ensemble de ses justes obligations. »¹²

8. Message de George B. Lockwood au secrétaire Hughes, 24 mai 1923. 462.00R.293/232, MS, National Archives.

9. Foreign Relations, 1923, II, 180.

10. Message du secrétaire Hughes à l'ambassadeur Herrick, 23 février, 15 mars 1924. 462.00R-296/176, 212, MS, National Archives.

11. Message du commissaire Dresel au secrétaire Hughes, Berlin, 20 avril 1921. 462.00R29/649, MS, National Archives.

12. Message du secrétaire Hughes à la mission américaine de Berlin. 22 avril 1921. 462.00R29/684, MS, National Archives.

Le 28 avril 1921, la Commission des Réparations annonça que l'indemnité allemande totale avait été établie à 132 000 000 000 marks or, soit approximativement 33 000 000 000 \$. Le calendrier des versements fut transféré à l'Allemagne le 5 mai et fut promptement accepté.¹³ Bien que le premier versement fût acquitté le 31 août, le déclin de la valeur du mark révélait des difficultés financières fondamentales en Allemagne. Courant 1922, le gouvernement allemand demanda un moratoire pour étendre la durée des remboursements de 2 années et demie. La Grande-Bretagne était encline à accepter cette demande ; la France s'y opposa âprement. Sous la pression des Français, la Commission des Réparations finit par déclarer l'Allemagne en défaut et Poincaré insista pour que fussent adoptées des mesures de représailles.

Le gouvernement étasunien s'intéressait de très près à ce problème allemand. La paix entre l'Allemagne et les États-Unis avait été conclue selon les termes d'une résolution conjointe signée par le président Harding le 2 juillet 1921.¹⁴

Cette action avait été suivie par un traité (le 25 août 1921) prenant effet le 11 novembre de la même année.¹⁵

Selon les termes de ces instruments, tous les droits, privilèges, indemnités et réparations auxquels les États-Unis avaient droit selon l'Armistice et le Traité de Versailles étaient « expressément réservés. » Une paix séparée avec l'Allemagne n'impliquait pas que les États-Unis renonçaient à leurs droits durement acquis.

Ces droits n'auraient eu aucune valeur dans une Allemagne disposant d'une structure économique détruite. Par conséquent, les représentants des États-Unis à l'étranger considéraient avec une forte désapprobation la détermination manifestée par Poincaré de faire pression pour un paiement rapide de réparations impossibles. À Rome, l'ambassadeur Child discuta de la situation avec Barthou, le porte-parole de Poincaré. Il rapporta au secrétaire Hughes que cette conversation avait révélé que Barthou présentait « un préjugé anti-allemand si fort qu'il viciait un jugement sensé. » Il pensait qu'il pourrait être nécessaire pour le « monde de soupeser la nécessité d'agir de manière indépendante du gouvernement français, au travers d'appels à l'opinion publique. »¹⁶

Le mois suivant, l'ambassadeur Herrick, qui était habituellement tout à fait francophile, écrivit au secrétaire Hughes et désapprouva l'attitude de Poincaré en référence aux pressions exercées sur l'Allemagne : « Il n'existe désormais assurément aucun espoir de faire impression sur Poincaré en personne. Il n'a rien appris, et n'a rien oublié, pas par manque d'intelligence, mais plutôt pour une raison précise... Il a misé sa vie politique

13. Foreign Relations, *The Paris Peace Conference*, 1919, XIII, 862-67.

14. Ibid., pp. 18-19.

15. Ibid., pp. 22-25.

16. Message de l'ambassadeur Child au secrétaire Hughes, Rome, 24 octobre 1922. 462.00R296/5, MS, National Archives.

et sa réputation sur sa politique agressive. Si vous voulez faire quoi que ce soit d'efficace pour y mettre fin, vous devez à mon avis faire une annonce publique avec pour idée de contribuer à une opinion française raisonnable. »¹⁷ Mais Hughes répondit qu'un appel au peuple français, en passant outre le dirigeant du gouvernement français, était une manière de faire dangereuse : « Les tentatives passées d'agir de la sorte ont provoqué davantage de problèmes que de solutions. »¹⁸

Au mois de janvier 1923, l'armée française entra dans la Ruhr, et pénétra jusqu'à Dortmund vers l'Est. Le gouvernement britannique considéra cette action comme illégale, et refusa de la soutenir. L'occupation de la Ruhr allait paralyser l'industrie allemande et sérieusement affecter les réparations ainsi que le commerce entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Pour contrer cette politique de pression française, les travailleurs allemands de la Ruhr refusèrent de travailler. Les mines et les usines s'arrêtèrent et les services de téléphone, de télégraphe et de voies ferrées furent interrompus. Les paiements des réparations aux gouvernements alliés cessèrent.

L'attaché commercial étasunien à Berlin considérait cette invasion française de la Ruhr comme une tentative d'« émasculer l'Allemagne en tant que Grande Puissance »¹⁹ à titre permanent. L'ambassadeur étasunien rapporta dans une veine similaire : « Le peuple a été traité comme un sujet et comme une race étrangère ; le commerce a été épuisé et en grande partie détruit ; une armée inefficace a été placée en garnison ci et là dans les villages. Apparemment, tout a été fait pour exacerber l'hostilité, et rien pour contribuer à la conciliation. En résultat, la population de la Rhénanie est aujourd'hui sauvagement anti-française. »²⁰

Aux yeux de Herbert Hoover, la politique répressive menée par les Français avait un impact mondial. L'ingérence française dans le commerce du charbon de la Ruhr allait tendre « l'ensemble du marché mondial du charbon et allait partout rendre la vie plus difficile. »²¹ La description la plus graphique du terrorisme français pratiqué dans la Ruhr est donnée par George E.R. Gedye dans *The Revolver Republic* :

À Essen, j'ai vu un petit garçon, un matin, qui sanglotait tristement après s'être fait jeter par terre par un officier français du fait qu'il ne l'avait pas laissé passer, et à Recklinghausen,

17. Message de l'ambassadeur Herrick au secrétaire Hughes, Paris, 22 novembre 1922. 462.00R-29/2184, MS, National Archives.

18. Message du secrétaire Hughes à M. Boyden, 24 novembre 1922. 462.00R29/2187, MS, National Archives.

19. Message de C.E. Herring au secrétaire Hughes, Berlin, 10 septembre 1923. 462.00R.29/3333, MS, National Archives.

20. Message de l'ambassadeur Houghton au secrétaire Hughes, Berlin, 27 juillet 1923. 462.00R29/2923, MS, National Archives.

21. Interview entre W.R. Castle and Herbert Hoover, 7 mars 1923. 862T.01/687, MS, National Archives.

*les Français ont poursuivi avec leurs cravaches des hommes qui avaient trouvé refuge dans un théâtre, ont mis fin à la représentation du « Roi Lear, » et ont fait sortir toute l'assemblée... Dans la nuit du [illisible, NdT] mars, les corps d'un chasseur français non gradé et d'un responsable de station ont été découverts aux abords de Buer... Le lendemain matin, à sept heures, le couvre-feu fut déclaré sur Buer... L'ordre de se trouver à l'intérieur à sept heures avait été donné un dimanche, après que de nombreuses personnes fussent sorties pour la journée. À leur retour, et sans qu'ils aient la moindre intention de violer ce couvre-feu, ils furent battus avec des cravaches, frappés avec des crosses de fusil, chassés dans les rues par des soldats français, et on les prit pour cibles de tir. Un ouvrier du nom de Fabeck fut tué par balle alors qu'il attendait un tram en compagnie de sa jeune épouse.*²²

Ces tactiques répressives finirent par porter leurs fruits avec l'accord du 26 septembre 1923, lorsque l'Allemagne promit d'abandonner sa politique de résistance passive. Mais le prix de la victoire avait été élevé. Le gouvernement britannique n'avait pas considéré d'un bon œil l'occupation de la Ruhr avec l'effondrement qui s'ensuivit de la structure économique de l'Allemagne, et l'opinion dans les pays neutres était vertement critique. En France, la chute de la valeur du franc fit que les humeurs s'adoucirent. La voie fut ainsi préparée à des discussions, qui amenèrent à l'adoption du [plan Dawes](#). L'accord inter-alliés prévoyant ce plan fut signé à Londres le 30 août 1924, et l'évacuation de l'armée française hors de la Ruhr commença sur-le-champ.²³

1.4 Le président Hoover propose un moratoire sur les réparations

Le plan Dawes n'était guère qu'un sédatif financier, et non un remède aux maux de l'Allemagne. Il ne disait rien au sujet de la note totale des réparations. Par conséquent, au sens technique, l'ancien montant total de 33 000 000 000 \$ fixé par la Commission des Réparations était toujours en vigueur. Mais il aurait dû être évident aux yeux des soi-disant experts financiers que l'Allemagne ne pourrait pas continuer à assurer des versements de réparations annuelles colossales pour une durée indéfinie. Ils auraient également dû comprendre qu'aucune grande puissance ne serait satisfaite de rester enchaînée selon les termes financiers et politiques qui étaient ceux qui paralysaient l'Allemagne selon le plan. À cet égard, le *Commercial and Financial Chronicle* fit des remarques très pertinentes :

22. Ibid., pp. 102, 119-21.

23. *Foreign Relations, Paris Peace Conference*, XIII, 899-902. Voir également Charles G. Dawes, *A Journal of Reparations* (London, 1939).

*Il n'existe pas dans l'histoire de procédure semblable à celle qui est proposée. On va s'emparer de l'Allemagne et l'administrer de la même manière qu'une entreprise qui n'est plus en mesure de répondre à ses obligations, prise en charge par la loi et transférée aux commissaires de la faillite... En réalité, un contrôle étranger des affaires intérieures a été imposé, qui n'a jamais existé à notre époque ni auparavant... Jamais auparavant il n'avait été proposé de prendre possession de manière aussi totale de la richesse d'une nation.*²⁴

Les paiements, selon le plan Dawes, augmentaient chaque année jusqu'à atteindre (la cinquième année) 2 500 000 000 marks. Le gouvernement allemand ne parvenait à les honorer qu'en recourant à un volume important d'emprunts étrangers. Ces emprunts commencèrent en 1924, alors que les agents financiers étasuniens sillonnaient l'Europe dans une recherche fervente d'emprunteurs. Selon le Dr. Koepler-Aschoff, le ministre prussien des finances au cours des années 1925-1926, il se trouvait chaque semaine quelque représentant de banquiers étasuniens pour appeler son bureau et essayer de lui fourguer des emprunts. Les dirigeants allemands étaient « pratiquement inondés d'offres de prêts émises par des étrangers. »²⁵ Il n'importait guère qu'un emprunt fût réellement nécessaire. En Bavière, un petit hameau voulait emprunter 125 000 \$ pour améliorer la centrale électrique de la ville. Un promoteur étasunien convainquit bientôt le maire de monter un dossier d'emprunt de 3 000 000 \$, qui assurerait non seulement l'expansion de la centrale, mais financerait également la construction de divers projets non-productifs. On n'accorda guère d'attention réfléchie aux capacités de remboursement.²⁶

Mais les versements des réparations devaient être réalisés, et cela n'était possible qu'en empruntant de l'argent à l'étranger. Entre 1924 et le 30 juin 1931, les emprunts qui suivent furent consentis par des banquiers étasuniens :

Ces importants emprunts étasuniens représentaient 55 % du montant total prêté à l'Allemagne au cours de ces années. Il est évident que les hommes d'affaires étasuniens avaient misé beaucoup d'intérêts sur la solvabilité allemande, et ils scrutaient avec un intérêt aiguïté la manière dont ces emprunts étaient utilisés en Allemagne. La plus grande réussite allemande dans la sphère de la reconstruction était la refonte totale de son industrie du fer et de l'acier. Des progrès techniques significatifs furent accomplis dans l'industrie du charbon, et d'énormes pas en avant franchis dans la production de coke et de gaz, ainsi que l'utilisation des produits dérivés. L'industrie chimique augmenta ses productions d'avant-

24. Cité dans Max Sering, *Germany Under the Dawes Plan* (London, 1929), pp. 64-65.

25. Max Winkler, *Foreign Bonds, An Autopsy* (Philadelphia, 1933), pp. 86-87.

26. Ibid.

TABLE 1.1 – Tableau des emprunts consentis par l'Allemagne entre 1924 et 1941

	Reichsmarks
Emprunts Dawes et Young	875 000 000
États et municipalités	860 000 000
Services publics	1 073 000 000
Banques municipales	188 000 000
Emprunteurs privés	2 269 000 000
	5 265 000 000

guerre d'au moins 25 %, et les industries électriques connurent également une croissance digne d'un champignon.²⁷

Mais la colossale charge des paiements des réparations et des intérêts à verser sur les emprunts étrangers était trop importante pour la structure financière allemande branlante.²⁸ Un autre palliatif financier fut mis à l'essai. Le 7 juin 1929, un groupe d'experts financiers dirigé par **Owen D. Young** remit à la Commission des Réparations ainsi qu'aux gouvernements concernés un accord financier, désigné à point nommé sous le nom de plan Young. Selon les termes de ce plan, la somme totale des indemnités était réduite à 8 032 500 000 \$, et était capitalisée à 5.5 %. La durée de son règlement était limitée à 58 années et demie. La Commission des Réparations était dissoute, au profit d'une Banque des Règlements Internationaux, qui jouirait de pouvoirs étendus. En concession à l'Allemagne, les importants contrôles financiers et politiques définis par le plan Dawes étaient abandonnés.²⁹

Le plan Young entra en vigueur en 1930, mais ce remède universel ne pouvait pas soigner les maux d'un monde qui était au bord de l'effondrement. Certains attribuèrent cette situation désespérée à un approvisionnement en or inapproprié ; d'autres y voyaient un surplus d'argent métal. On accusa la technologie, parce qu'elle avait permis à l'homme de multiplier les productions industrielles et agricoles au point où le marché mondial se trouvait inondé de marchandises à bas prix. **Aristide Briand** considérait qu'une fédération économique de l'Europe serait le meilleur moyen de surmonter les difficultés qui menaçaient d'engloutir le continent, mais le ministre autrichien des affaires étrangères, le Dr. **Johann Schober** exprimait l'opinion qu'il ne serait pas opportun de pousser les choses à un rythme trop rapide. Peut-être que le meilleur jalon vers une fédération européenne aboutie serait une union douanière austro-allemande ! Au mois

27. Sur l'ensemble du sujet de la situation financière de l'Allemagne dans la période précédant Hitler, voir C.R.S Harris, *Germany's Foreign Indebtedness* (London, 1935).

28. J. W. Angell, *The Recovery of Germany* (New Haven, 1932), pp. 170 ff.

29. John W. Wheeler-Bennett et H. Latimer, *Information on the Reparation Settlement* (London, 1930).

de mars 1931, cette proposition d'union fut formellement annoncée par les gouvernements d'Autriche et d'Allemagne, avec une explication cohérente de ses objectifs.

Quoique la Grande-Bretagne ne fut pas opposée à cet arrangement, la France affecta d'y distinguer des motifs politiques et exprima un désaccord véhément. Son refus d'accorder un emprunt très nécessaire à la principale banque d'Autriche (le *Kredit Anstalt*) aida à saper la confiance dans la stabilité de cette institution. En réaction, cela produisit son effet sur la structure économique de l'Allemagne, qui titubait déjà sous le poids d'une balance commerciale très déficitaire.³⁰

TABLE 1.2 – Balance commerciale de l'Allemagne

Moy mensuelle	Reichmarks (millions)		
	importations	exportations	balance
1931	560.7	799.8	239.1
1933	350.3	405.9	55.6
1934	371.0	347.2	-23.8

Comprenant que l'Autriche et l'Allemagne traversaient une période financière effrénée, le président Hoover proposa (le 20 juin) un moratoire pour une durée d'un an, pouvant démarrer en date du 1^{er} juillet, relatif à « tous les paiements sur les dettes inter-gouvernementales, les dettes de réparations et d'apaisement, à la fois sur le principal et les intérêts... ne comprenant pas les obligations des gouvernements détenues par des citoyens privés. » Il énonça cependant clairement que cette action ne déboucherait pas sur « l'annulation des dettes » dues aux États-Unis.³¹

Après que la France retarda l'acceptation de cette mesure, la situation européenne empira rapidement. Au cours des dix-sept jours « durant lesquels la France retarda le plan Hoover, une panique sur les banques allemandes et l'appel à remboursement des crédits de courte durée vidèrent le pays de quelque 300 000 000 \$. Toutes les banques d'Allemagne furent fermées pour un temps. Le plan Hoover aurait fait économiser à l'Allemagne 406 000 000 \$ cette année. »³²

30. P. Einzig, *The World Economic Crisis, 1929-1931* (New York, 1932); F. W. Lawrence, *This World Crisis* (London, 1931); Société des Nations, *World Production and Prices, 1925-1933* (Geneva, 1934). Le tableau 1.2 indique le rapide déclin des exportations allemandes

31. *New York Times*, June 21, 1931.

32. *Message de Sherwood Eddy au secrétaire Stimson*, Berlin, 1^{er} septembre 1931. GK 862.00/2616, MS, Department of State.

1.5 Le chancelier Brüning est contraint à la démission

Avec l'Allemagne dans une situation de chaos financier, le secrétaire Stimson décida de mener une visite à Berlin pour se faire une idée précise de la situation. La presse allemande, « sans une seule note discordante, » lui accorda « un accueil chaleureux, et l'occasion fut saisie d'exprimer dans les éditoriaux de première page la gratitude ressentie envers le sentiment manifesté par les États-Unis... d'amitié envers l'Allemagne. »³³ Stimson eut une longue conversation avec le Dr. Brüning, le chancelier allemand. Il ne fallut pas longtemps pour qu'ils découvrent avoir combattu sur le Front Ouest dans des armées opposées qui s'étaient affrontées à plusieurs reprises. Le lien entre combattants les rapprocha immédiatement, et il en alla de même avec le président Hindenburg. Aux yeux de Stimson, le président de la république de Weimar était un « vieil homme raffiné et impressionnant. »³⁴

Mais il en fallait plus que la bonne volonté de Stimson pour sauver la république de Weimar. L'échec des gouvernements alliés à s'en tenir aux promesses de désarmement énoncées dans le Traité de Versailles, la lourde charge du plan Young avec les niveaux d'imposition écrasants qui en avaient découlé, et les difficultés à sécuriser un marché pour les biens manufacturés faisaient apparaître la situation de l'Allemagne comme quasiment désespérée. Au printemps 1932, Brüning comprit que des concessions généreuses de la part des Alliés étaient plus que jamais nécessaires pour arrêter la marée du national-socialisme, qui commençait à monter de manière menaçante.

La seule manière de bannir l'ombre de l'hitlérisme était de renforcer les soutiens du gouvernement Brüning. Mais la France refusait d'accepter ce fait pourtant simple. De fait, des éléments démontrent que certains hommes d'État français conspirèrent pour faire tomber le gouvernement Brüning. Selon Brüning en personne, « un facteur majeur dans la montée de Hitler... était le fait qu'il avait reçu d'importantes sommes d'argent depuis des pays étrangers en 1923 et plus tard [France, Pologne et Tchécoslovaquie], et était bien payé pour saboter la résistance passive dans le district de la Ruhr... Dans les années qui suivirent, il [Hitler] fut payé pour exciter les désordres et encourager la révolution en Allemagne, par des gens qui s'imaginaient que cela pourrait affaiblir l'Allemagne de manière permanente et rendre impossible la survie de tout gouvernement

33. De Frederick M. Sackett au secrétaire Stimson, Berlin, 30 juillet 1931. 033.1140 Stimson, Henry L./144, MS, Department of State.

34. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Stimson et le président von Hindenburg, Berlin, 27 juillet 1931. 033.1140 Stimson, Henry L./142 1/2, MS, Department of State.



FIGURE 1.1 – Heinrich Brüning, chancelier du Reich allemand entre 1930 et 1932. Source : [Wikipedia](#)

constitutionnel et central. »³⁵

En soutien partiel à cette déclaration faite par le Dr. Brüning, on trouve le paragraphe suivant dans l'intrigant ouvrage écrit par [Louis P. Lochner](#), *What About Germany?* :

S'il fut un homme d'État étranger qui se trompa du tout au tout sur Hitler et son mouvement, ce fut André François-Poncet, l'ambassadeur de France à Berlin. De ce que je sais des activités clandestines au moment de la fin de l'ère Brüning en 1932, je suis forcé de conclure qu'aucun autre diplomate n'est plus directement responsable de la montée au pouvoir d'Adolf Hitler que ce brillant et sarcastique homme politique français. À en croire François-Poncet, l'incorruptible chancelier, Heinrich Brüning, était trop intellectuel et expérimenté pour le jeu cauteleux de la politique internationale. Hitler, d'un autre côté, était un imbécile et un dilettante politique... Avec le di-

35. Dr. Heinrich Brüning au Rev. Edward J. Dunne, S.J., cité dans E. J. Dunne, *The German Center Party in the Empire and the Republic*, MS, dissertation for the degree of Doctor of Philosophy, Georgetown University library.

*riquant nazi au pouvoir, il pensait qu'il serait bien plus facile de conclure des accords qui seraient favorables à la France.*³⁶

En tout cas, au printemps 1932, le gouvernement français contribua grandement à la chute de Brüning. Lorsque la conférence de désarmement s'assembla à Genève au mois de février 1932, Brüning présenta un programme dont il pensait qu'il aurait les faveurs de l'Allemagne. [Ramsay MacDonald](#) et le secrétaire Stimson exprimèrent leur approbation de la proposition émise par Brüning, mais Tardieu, de France, recourut à l'habituelle tactique française du retard. Lorsque Brüning rentra à Berlin les mains vides, Hindenburg le convoqua dans le bureau du président, et le critiqua si vertement que la démission fut la seule option à sa portée.³⁷

Lorsque Brüning tomba, le destin de la république de Weimar fut scellé. Et la faute n'en incomba pas uniquement à la France. [Walter Lippmann](#) a résumé la situation au travers d'un commentaire lucide :

*À présent qu'il [Brüning] est tombé, des tributs vont être payés... dans le monde entier et partout on va grandement regretter qu'un homme d'État aussi droit et doté d'expérience ne soit plus le porte-parole de l'Allemagne. C'est l'homme le plus apprécié et le plus digne de confiance de toute l'Europe... Il n'a manqué que d'hommes de stature égale dans d'autres pays avec lesquels il aurait pu œuvrer... Bien qu'il semble qu'il soit tombé par suite des intrigues fomentées par les Nationalistes [en Allemagne], c'est l'échec de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis à mener la moindre action constructive pour rétablir la confiance internationale, ainsi que le commerce et le crédit qui en dépendaient, qui a sapé sa position.*³⁸

1.6 Le problème du désarmement reste entier

La chute du gouvernement Brüning souligna les difficultés qui entouraient le problème du désarmement. C'était la même vieille histoire des promesses non tenues par les gouvernements alliés. Ils avançaient pour excuse plausible le fait que le phrasé de [l'Article 8 de l'Accord de la Société des Nations](#) était ambigu : « Les membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposée par une action commune. » En discutant ce phrasé, [Lord Davies](#) fait pertinemment le commentaire suivant : « Voici une tentative de compromis, de résolution de la quadrature du cercle, de

36. (New York, 1942), pp. 42-43.

37. John W. Wheeler-Bennett, *Hindenburg : Wooden Titan* (New York, 1936), pp. 368-85.

38. New York Herald-Tribune, 1^{er} juin 1932.

combiner comme base de réduction deux principes incompatibles, à savoir l'ancienne doctrine de l'auto-défense absolue... et l'idée alternative d'une fonction de police. »³⁹

Il était inévitable que les dirigeants adoptent des positions divergentes dans l'interprétation de cet article. André Tardieu a avancé que ce phrasé n'engageait la France à aucun plan de désarmement. Bien qu'existât une « obligation légale » à laquelle l'Allemagne avait souscrit, la France n'était obligée à rien, sauf à un « désir » de réduire ses armements.⁴⁰ Aristide Briand n'était pas d'accord avec Tardieu à ce sujet. Il avançait pour sa part que la France était obligée par l'Article 8 à convenir d'un plan de désarmement. Elle avait partiellement souscrit à cette promesse en réalisation des réductions substantielles de ses armements, mais était incapable d'aller plus loin, sauf à ce que les autres nations adoptassent des mesures appropriées pour assurer la sécurité française.⁴¹

La vision étasunienne sur le désarmement fut clairement énoncée par le professeur **James T. Shotwell** : « L'Allemagne a été désarmée avec la compréhension... que les autres signataires allaient également réduire volontairement leurs armements en tenant bien compte de ce à quoi l'Allemagne avait été forcée. »⁴² En 1933, la position étasunienne reçut une expression convaincante de la part de **Norman H. Davis**, qui affirma lors de la conférence sur la Réduction et la Limitation des Armements qu'il n'aurait été ni juste ni sage, et qu'il n'était pas escompté, que les Puissances Centrales fussent sujettes en tout temps à un traitement spécial sur les armements. Il existe et il a existé un devoir correspondant incombant aux autres Puissances, parties des traités de paix, que par étapes successives elles aussi diminuent leurs armements à un niveau strictement déterminé par les besoins relevant de l'auto-défense.⁴³

Au mois de mars 1933, le premier ministre Ramsay MacDonald présenta son projet pour la Conférence de Désarmement. La taille proposée des armées européennes était vouée à provoquer du ressentiment en Allemagne : 100 000 hommes en Tchécoslovaquie ; 200 000 en France sur le plan intérieur et 200 000 outre-mer ; 200 000 en Allemagne ; 200 000 en Italie sur le plan intérieur, et 50 000 outre-mer ; 200 000 en Pologne ; 500 000 en Russie.⁴⁴

Pour cerner avec précision le point de vue du chancelier Hitler au sujet du désarmement, le président Roosevelt décida d'envoyer Norman H. Davis à Berlin, pour une conversation visant à explorer la situation. Dans

39. *The Problem of the Twentieth Century : A Study in International Relationships* (London, 1934), p. 227.

40. Léon Blum, *Peace and Disarmament* (London, 1932), pp. 88-89.

41. *Ibid.*, pp. 90-91.

42. James T. Shotwell, *On the Rim of the Abyss* (New York, 1936), p. 269.

43. John W. Wheeler-Bennett, *Documents on International Affairs, 1933* (London, 1934), p. 209.

44. *Foreign Relations, 1933, I*, 45.

l'après-midi du 8 avril 1933, Davis tint une longue conférence avec Hitler, qui lui fit immédiatement mention des clauses du Traité de Versailles, qu'il considérait comme « conçues pour maintenir à jamais l'Allemagne dans un état d'infériorité, et la discréditer aux yeux du monde. » Il estimait ridicule que la France entretînt des craintes vis-à-vis de l'Allemagne. La France était la nation la plus lourdement armée au monde ; l'Allemagne disposait de l'armée piteuse que le Traité de Versailles lui laissait entretenir. La seule raison pour laquelle « la France pouvait cultiver quelque appréhension vis-à-vis de l'Allemagne était parce qu'elle savait agir de manière injuste en essayant de contraindre à jamais l'Allemagne à vivre sous les conditions d'un traité qu'aucune nation respectueuse d'elle-même ne pouvait tolérer. » En conclusion, Hitler fit la remarque que tout en ne désirant pas « la guerre, les Allemands ne pouvaient pas vivre à jamais selon les termes d'un Traité inique et entièrement fondé sur le faux axiome de la culpabilité allemande pour la guerre. »⁴⁵

Ces mots inquiétants encore dans les oreilles, Davis s'empressa de se rendre à la Conférence de Désarmement à Genève pour discuter le plan MacDonald avec ses limitations proposées sur les armées, que l'Allemagne n'accepterait jamais. Le 25 avril, il reçut des instructions définitives de la part du secrétaire Hull :

*Veillez vous laisser guider par la politique large des États-Unis, en poussant de manière constante pour un désarmement immédiat, pratique et réel. Notre objectif ultime est en deux volets : premièrement, réduire les coûts actuels de maintien des armements sur les budgets nationaux, et deuxièmement, parvenir à un objectif de régulation des armements intérieurs dans quelques années si possible. . . Nous considérons le plan MacDonald comme une action décisive et excellente vers l'objectif ultime, mais il ne s'agit que d'un premier pas, qui devrait être suivi par d'autres.*⁴⁶

Menant des tentatives hâtives de trouver une solution au problème du désarmement, les premiers ministres MacDonald et Herriot menèrent des visites à Washington, mais n'accomplirent que peu de choses. Le 26 avril, le président Roosevelt tint une conférence approfondie avec Herriot au cours de laquelle de nombreux sujets importants furent discutés. Herriot exprima l'opinion selon laquelle le « point le plus dangereux d'Europe » était le Couloir polonais. Le président observa immédiatement qu'il ne pouvait « pas comprendre pourquoi quelque accord mécanique ne pouvait pas être trouvé, laissant l'Allemagne et la Prusse orientale mieux reliées entre elles, fût-ce par communication aérienne, par une voie ferrée surélevée, ou si nécessaire par des tunnels creusés sous la terre. » Mais Herriot

45. Mémoire d'une conversation entre Norman H. Davis et le chancelier Hitler, Berlin, 8 avril 1933. Ibid., p. 107.

46. Du secrétaire Hull à Norman H. Davis, 25 avril 1933. Ibid., p. 107.

répondit rapidement en faisant les louanges des services de train et de routes existants entre les deux frontières. Puis, sans le vouloir, il mit le doigt sur la véritable difficulté à parvenir à une entente entre l'Allemagne et la Pologne en discutant les « qualités artistiques des Polonais, la difficulté qu'il y avait à négocier avec eux, et comment même les Français... les trouvaient extrêmement difficiles à contenir et à calmer lorsqu'ils s'énermaient. » À la fin de la conférence, Herriot « ne proposa aucune suggestion pour résoudre le danger du Couloir polonais, ni ne sembla penser qu'il existait quelque solution au problème. »⁴⁷

C'est ce « point de danger » qui fut en 1939 l'une des principales causes du conflit. En 1933, Herriot comprit que les « qualités artistiques » des Polonais rendaient impossible de leur suggérer une solution réaliste à la question du Couloir. Ces mêmes qualités furent mises encore plus en évidence en 1939, lorsque l'ambassadeur de Pologne à Paris refusa de parler à Bonnet ou à Daladier. Quand les Dieux veulent la déchéance de quelqu'un, ils commencent par le rendre fou !

En 1933, Hitler considérait les demandes polonaises de disposer d'une armée forte de 200 000 hommes comme une indication évidente de folie. Il ne se souvenait que trop bien des incursions sanglantes menées par les soldats clandestins de Korfanty, avant et après le plébiscite tenu en Haute Silésie. Une armée polonaise de 200 000 hommes, ainsi qu'une armée russe de 500 000 hommes, constituait une menace des plus dangereuses sur le front Est de l'Allemagne. Le plan MacDonald ne fut pas bien reçu à Berlin. Il allait falloir le modifier et y faire figurer une armée allemande plus importante.

Mais tous les arguments prônant une augmentation des forces militaires de l'Allemagne rencontraient une opposition immédiate de la part de Washington. Le 6 mai, le Dr. Schacht tint une conférence avec le président Roosevelt qui l'informa rapidement que les « États-Unis vont insister pour que l'Allemagne reste au *statu quo* en matière d'armement. » Dans le même temps, il fut informé que le gouvernement étasunien allait « soutenir tous les efforts possibles pour faire descendre le niveau des armements offensifs de toutes les autres nations jusqu'au niveau allemand. » Comme conclusion de la conférence, le président intima « aussi fortement que possible » qu'il considérait « l'Allemagne comme le seul obstacle possible à un Traité de Désarmement, et qu'il espérait que le Dr. Schacht ferait part à Hitler de son point de vue aussitôt que possible. »⁴⁸

Hitler répondit en convoquant une assemblée du Reichstag le 17 mai, pour prononcer son allocution sur la question du désarmement. Pour influencer les remarques du chancelier allemand à cette occasion, le président Roosevelt s'empressa de faire connaître une déclaration (le 16 mai) aux

47. Mémoire d'une conversation entre le président Roosevelt et le premier ministre Herriot, 26 avril 1933. Ibid., pp. 109-11.

48. Ibid., pp. 130-31. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur en Grande-Bretagne (Bingham), 8 mai 1933.

« chefs d'État de tous les pays prenant part à la Conférence de Désarmement général ou à la Conférence Internationale Monétaire et Économique. » Il insista sur l'espoir que la paix pouvait être assurée « au travers de mesures pratiques de désarmement, et que chacun d'entre nous peut amener à la victoire notre lutte commune contre le chaos économique. » Ces mesures pratiques comprenaient l'« élimination complète de toutes les armes offensives. » En addition à cette étape capitale, toutes les nations « devraient convenir d'un pacte de non-agression solennel et définitif. »⁴⁹

Le 17 mai, Hitler répondit aux propositions de Roosevelt d'une manière très générale. Il professa trouver dans les suggestions du président certains éléments qu'il pouvait soutenir comme moyens de dépasser « la crise internationale. » Même si l'Allemagne continuerait d'insister sur « une véritable égalité de droits au sujet du désarmement, elle ne recourrait pas à la force pour parvenir à ses objectifs. »⁵⁰

Ces remarques conciliantes de la part du Führer apportèrent un soulagement immédiat à de nombreux Étasuniens. Le *Cincinnati Enquirer* estima que Hitler avait transféré à d'autres épaules la responsabilité du véritable désarmement,⁵¹ cependant que le *Christian Science Monitor* exprimait l'opinion selon laquelle le mouvement pour la paix mondiale avait été fortement renforcé.⁵²

Encouragé par ces signes d'accord, Norman H. Davis annonça le 22 mai que le gouvernement étasunien était prêt à consulter les autres nations en cas de menace envers la paix du monde, et n'adopterait aucune action pour entraver les tentatives menées par les autres nations pour limiter les activités des nations adoptant le rôle d'agresseur.⁵³ Les États-Unis empruntaient la route de la sécurité collective.

1.7 L'opinion de la presse étasunienne sur Hitler en 1933

Pendant que le département d'État empruntait la route des relations germano-étasuniennes avec une grande prudence, la presse étasunienne était divisée dans ses commentaires sur Hitler. Après que le Führer fut nommé au poste de chancelier (le 30 janvier 1933), certains journaux exprimèrent l'opinion selon laquelle les éléments conservateurs du cabinet allemand allaient tempérer l'ardeur montrée par Hitler vis-à-vis de toute action radicale. À cet égard, l'extrait qui suit, tiré du *New York Times*, est typique :

49. Du président Roosevelt à divers chefs d'État, 16 mai 1933. Ibid., pp. 143-45.

50. *New York Times*, 18 mai 1933.

51. 18 mai 1933.

52. 18 mai 1933.

53. Department of State, Press Releases, May 22, 1933.

*Il serait inutile d'essayer de dissimuler les scrupules que les nouvelles de Berlin peuvent provoquer chez tous les amis de l'Allemagne. A été placé à la tête de la république allemande un homme qui l'a ouvertement méprisée, et qui a juré de la détruire dès qu'il pourrait installer la dictature qui est l'objectif dont il se vante. Une majorité du cabinet, que lui, en tant que chancelier, a été contraint d'accepter, lui serait fermement opposée s'il essayait de transformer les mots furieux... de ses discours de campagne en action politique... La meilleure assurance de tout cela est le président Hindenburg, qui va conserver le poste suprême et qui sera prêt à défaire Hitler aussi vite qu'il l'a fait monter.*⁵⁴

Le *Boston Evening Transcript* penchait vers la thèse selon laquelle les responsabilités avaient déjà modéré le nouveau chancelier : « Plus le pouvoir est remis entre les mains d'Hitler, plus la sobriété pénètre son esprit. »⁵⁵ Le désir de voir un éclaircissement aux nuages qui étaient amoncélés au-dessus de l'Allemagne était évident dans les éditoriaux de nombreux journaux après que les élections allemandes du 5 mars assurèrent à Hitler une majorité au Reichstag. Le *New York Sun* estimait que cette majorité indiquait une aspiration du peuple allemand envers un dirigeant ayant une « main forte. »⁵⁶ Le *Philadelphia Public Ledger*⁵⁷ et le *Los Angeles Times*⁵⁸ recherchaient du réconfort dans le fait que Hitler allait supprimer tout désordre intérieur, cependant que le *Milwaukee Journal* était enclin à croire que la majorité de Hitler pourrait être une bonne chose pour « le peuple allemand »⁵⁹ L'*Atlanta Constitution* était disposé à penser que la victoire de Hitler dans les urnes pourrait aider à stabiliser la situation sur le continent européen.⁶⁰

Mais on trouvait de nombreux journaux pour exprimer de sérieux doutes. La *Pittsburgh Post-Gazette* de Paul Block commenta sombrement le décès de la démocratie en Allemagne.⁶¹ Le *Nashville Banner* rejeta la vision selon laquelle l'élection du 5 mars était une réflexion véritable du sentiment allemand,⁶² et le *Washington News* déclara carrément que l'élection était « contrefaite ». ⁶³

L'espoir pour que le président Hindenburg puisse s'avérer une force limitante, qui pourrait corriger toute action radicale de Hitler fut rapidement dissipé lorsque le Führer poussa pour la promulgation de la loi

54. 31 janvier 1933.

55. 2 février 1933.

56. 6 mars 1933.

57. 7 mars 1933

58. 7 mars 1933

59. 7 mars 1933.

60. 7 mars 1933.

61. 7 mars 1933.

62. 6 mars 1933.

63. 15 mars 1933.

habilitante qui allait transférer le pouvoir législatif au chancelier et ainsi lui permettre de libérer « le président d'un travail superflu. » Au matin du 23 mars 1933, cette loi habilitante fut présentée au Reichstag, qui siégeait à ce moment à l'Opéra Kroll. Alors que la loi était en discussion, le chant incendiaire des Unités d'Assaut qui entouraient le bâtiment se fit clairement entendre aux oreilles des législateurs inquiets : « Donnez-nous la loi ou ce sera le feu et le meurtre. » Lorsque la loi fut finalement adoptée par une écrasante majorité du Reichstag, Hindenburg la ratifia à son tour, et donna ainsi clairement la preuve de sa volonté de détruire la république de Weimar qu'il avait juré de défendre.⁶⁴

La réaction de certains journaux au passage de la loi habilitante fut immédiate, et vertement critique. Leur point de vue fut exprimé de manière tranchante par le *Baltimore Sun* : « La conclusion est implacable : la dictature de Hitler est une affaire mauvaise, sadique et brutale, et il est impossible de sympathiser avec la plupart de ses aspirations déclarées. »⁶⁵

1.8 Les diplomates étasuniens considèrent l'Allemagne avec appréhension

Certaines dépêches envoyées par les représentants étasuniens à Berlin confirmèrent les sombres soupçons des journaux étasuniens pessimistes. Le consul général en poste à Berlin était George S. Messersmith, qui écrivait de longs récits critiques du régime nazi. Au soir du 10 mai, quelque vingt mille livres écrits par des « auteurs juifs et marxistes » furent brûlés sur la grande place située entre l'Opéra d'État et les bâtiments de l'Université de Berlin. Ce spectacle pyrotechnique fut suivi par des pressions qui contraignirent un grand nombre de personnes ayant du sang juif à démissionner des postes importants dans les sphères publiques ou semi-publiques. Auteurs, artistes, éducateurs, médecins et scientifiques se mirent à fuir l'Allemagne en nombres croissants. Des camps de concentration pour prisonniers politiques firent leur apparition dans certaines régions de l'Allemagne, mais M. Messersmith s'empressa d'affirmer qu'il n'y avait « aucune raison de croire que les personnes dans ces camps étaient... maltraitées. »⁶⁶

Ces commentaires critiques de la part de M. Messersmith furent complétés par les remarques moins acides de George A. Gordon, le chargé d'affaires étasunien à Berlin. M. Gordon craignait que le ministère allemand des affaires étrangères allait connaître une « restructuration » qui pourrait avoir des aspects déplaisants. Il commenta ensuite le rapprochement entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Goebbels comme Goering

64. Wheeler-Bennett, *Wooden Titan*, pp. 446-49.

65. 25 mars 1933.

66. De George S. Messersmith au secrétaire Hull, Berlin, 12 mai 1933. 862.00/2984, Strictly Confidential, MS, Department of State.

travaillaient dur pour que cet accord fût solide et durable. En référence à la Russie, la situation était très différente. Il y avait un antagonisme fondamental entre l'hitlérisme et le communisme. Le bolchevisme est fondamentalement un mouvement *international*, fondé sur une seule classe — le Prolétariat — et sur la solidarité internationale du Prolétariat. Son objectif final est la révolution mondiale et l'établissement d'un État mondial communiste. L'hitlérisme est fondamentalement un mouvement national... Il estime que des relations internationales amicales et la paix universelle ne peuvent pas être assurées en coordonnant toutes les nations sur une base prolétarienne et en supprimant leurs différences nationales.⁶⁷

À la mi-juin, les dépêches émises par M. Gordon prirent une tonalité distinctement sombre. Il y avait des indications selon lesquelles les dirigeants nazis pensaient que le temps était arrivé « pour l'absorption complète de tous les partis politiques en accord avec leur philosophie d'un "État total" au sein duquel ne peut se trouver de place pour aucun autre parti que le parti nazi... Des arrestations de dirigeants catholiques et la suppression de journaux catholiques ont été rapportées depuis diverses régions du pays. »⁶⁸

Dans la soirée du 22 juin, le Dr. Brüning rendit visite à l'ambassade étasunienne, et y fit part de sa profonde préoccupation au sujet des « événements récents et surtout de l'attitude apathique manifestée par le président Hindenburg ainsi que son entourage immédiat. » Le président n'avait « rien fait du tout » au sujet des nombreux abus et Brüning avait pour crainte que les éléments sans foi ni loi du parti nazi pourraient toujours « prévaloir sur Hitler à long terme. »⁶⁹

Mais le Führer fit bientôt montre d'une force surprenante dans sa résistance à la clameur de la clique nazie qui essayait d'accélérer le mouvement de la marée révolutionnaire qui balayait l'Allemagne. Il réprimanda Goebbels « qui s'était récemment montré satisfait par des paroles plus incendiaires qu'à l'accoutumée, concernant l'imminence d'une Seconde Révolution. » Hitler était fortement opposé à un tel mouvement, dont il estimait qu'il ne pouvait mener à rien d'autre qu'à des « résultats chaotiques. » Il apparaissait qu'il avait « décidé d'adopter la ligne plus courageuse et plus digne d'un chef d'État, consistant à essayer de maîtriser les illégalités et les excès de ses disciples. »⁷⁰

M. Messersmith partageait l'opinion de Gordon, selon laquelle Hitler était déterminé à faire cesser les excès de ses remuants disciples. Ses assu-

67. De George A. Gordon au secrétaire Hull, Berlin, 22 mai 1933. 862.00/2985-86, MS, Department of State.

68. De George A. Gordon au secrétaire Hull, Berlin, 17 juin 1933. 862.00/3010, MS, Department of State.

69. De George A. Gordon au secrétaire Hull, Berlin, 23 juin 1933. 862.00/3017, MS, Department of State.

70. De George A. Gordon au secrétaire Hull, Berlin, 10 juillet 1933. 862.00/3028-29, MS, Department of State.

rances aux hommes d'affaires allemands avaient été fermes et précises. La dissolution des partis politiques pourrait produire de bons résultats. On ne pouvait que dire « que pour le moment, les perspectives sont résolument plus optimistes et encourageantes qu'elles n'avaient pu l'être depuis le 5 mars. »⁷¹

1.9 Le président Roosevelt « torpille » la conférence économique mondiale

Après la chute du gouvernement Brüning, les Alliés comprirent que le système de réparations touchait à sa fin. Ce fait fut franchement reconnu lors de la **conférence de Lausanne** (16 juin - 8 juillet 1932). Le nouveau chancelier allemand, **Franz von Papen**, proposa de verser une somme raisonnable afin de liquider toutes les revendications à des réparations. Cette suggestion fut adoptée avec certaines réserves, et le montant fut établi à 714 000 000 \$.⁷²

Une fois cet élément important réglé, le gouvernement allemand se tourna vers la tâche consistant à trouver des moyens de s'acquitter des importantes dettes publiques et privées contractées avant la crise bancaire du mois de juillet 1931. La « politique de relance » de Hitler avait débouché sur un accroissement impressionnant de la production de charbon et de fer, et un déclin tout aussi impressionnant du chômage, mais malgré ces facteurs favorables, le surplus des exportations allemandes ne faisait que baisser, détruisant toute possibilité de rembourser les emprunts consentis par l'étranger. La situation économique allemande empirant, le **Dr. Schacht**, président de la Reichsbank, tint une conférence le 29 mai 1933 avec les représentants des crédateurs de l'Allemagne dans six pays.⁷³ Après cinq journées de discussions, les représentants produisirent une déclaration convenant qu'un déclin continu des réserves de la Reichsbank pourrait nuire à ses fonctions, et qu'une augmentation de ces réserves était nécessaire pour renforcer la banque « dans ses tentatives fructueuses de maintenir la stabilité de la monnaie allemande. »

Cette déclaration concluait avec une forte expression d'espoir que la solution permanente du problème de transfert allemand allait être « l'un des objectifs les plus importants et les plus urgents de la Conférence Économique Mondiale » qui devait bientôt s'assembler à Londres.⁷⁴

Dans les cercles bancaires, il était apparent que le Dr. Schacht s'apprêtait à adopter quelque mesure temporaire visant à protéger les réserves

71. De George S. Messersmith au secrétaire Hull, 10 juillet 1933. 862.00/3033, MS, Department of State.

72. Acte final de la conférence de Lausanne, 9 juillet 1932 (London, 1932), Cmd. 4126.

73. Les pays représentés à cette conférence, tenue à Berlin, étaient la France, la Grande-Bretagne, la Hollande, la Suède, la Suisse et les États-Unis.

74. New York Times, 3 juin 1933.

de la Reichsbank. Il pourrait alors pratiquer le *wait and see* et constater quelle solution serait proposée par la Conférence Économique Mondiale. Le 9 juin, il finit par émettre une régulation décrétant un moratoire sur les transferts sur les intérêts, et abaissant les paiements des fonds sur la dette étrangère, estimés à environ 17 000 000 000 reichsmarks.⁷⁵ John Foster Dulles, en tant que représentant des banquiers étasuniens, envoya un télégramme au Dr Schacht exprimant de vives protestations.⁷⁶ Schacht, en retour, attendit de constater ce que la Conférence Économique Mondiale allait faire au sujet des maux économiques qui affligeaient l'Europe. Il n'eut pas à attendre très longtemps. Lorsque la conférence s'assemble, le 12 juin, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie se montrèrent préoccupés de ce qu'en première étape, le président Roosevelt devait convenir d'une déclaration clémente de politique financière. Raymond Moley considérait la déclaration comme « totalement anodine. » Ce n'était guère qu'une déclaration selon laquelle « l'or serait en fin de compte rétabli comme mesure de la valeur d'échange international, mais que chaque nation se réserve le droit de décider si elle veut revenir à un étalon or et réaliser une stabilisation. »⁷⁷

Lorsque cette déclaration fut soumise au président Roosevelt, il la déclina abruptement, et ce faisant « torpilla » la conférence. Toute l'Europe « explosa de ressentiment et de colère » du fait de l'action du président,⁷⁸ et c'est déprimées que les délégations d'experts repartirent de Londres. Le 27 juillet, la conférence fut formellement ajournée sans être parvenir au moindre accord sur les questions importantes des politiques de crédit, des niveaux de prix, des limitations de fluctuations des monnaies, du contrôle des changes, des barrières douanières, des quotas, des subventions et du rétablissement des emprunts étrangers.⁷⁹ Si l'on peut emprunter une célèbre phrase de Woodrow Wilson prononcée à une occasion différente, le président Roosevelt « brisa le cœur du monde » et passa le reste de sa vie à essayer de recoller les morceaux.

Une fois consommé l'échec de la Conférence Économique Mondiale à trouver quelque réponse aux questions qui exigeaient un règlement, le Dr. Schacht mena des négociations avec les représentants des banquiers étasuniens et finit par parvenir à un compromis selon lequel l'emprunt Dawes (1924) et l'emprunt Young (1930) seraient sortis du cadre du moratoire qu'il avait annoncé le 9 juin. D'autres concessions furent faites aux

75. Les États-Unis se préoccupèrent beaucoup de ce moratoire sur les transferts, car environ 40 % de la dette extérieure allemande, environ 1 800 000 000 \$, était détenue par des créiteurs étasuniens. Pour une estimation différente, voir Cleona Lewis, *America's Stake in International Investments* (Washington, 1938), p. 414.

76. New York Times, 21 juin 1933.

77. Raymond Moley, *After Seven Years* (New York, 1939), p. 247.

78. Ibid., pp. 261-62.

79. Les documents traitant de la Conférence Économique de Londres sont produits avec moult détails dans *Foreign Relations*, 1933, I, 452-762.

intérêts bancaires étasuniens, mais la situation resta nettement insatisfaisante. L'échec de Londres fut un coup sérieux aux projets des dirigeants européens en vue d'un ajustement satisfaisant des difficultés politiques et économiques.

1.10 Le pacte des Quatre Puissances s'avère constituer un échec

L'effondrement de la Conférence Économique de Londres eut un effet immédiat sur la situation politique du continent, car il contribua à saboter l'accord politique qui avait été signé dans le cadre du [pacte des Quatre Puissances](#), à Rome, le 15 juillet 1933. Le concept de ce pacte des Quatre Puissances semble avoir été conçu par le premier ministre MacDonald, qui avait parlé de ce sujet à Genève au mois de mars 1933. Mussolini avait alors pris en main le sujet, et avait transmis le 18 mars aux ambassadeurs britannique, français et allemand en poste à Rome une tentative de brouillon en vue d'un accord des Quatre Puissances. Le brouillon prévoyait non seulement la collaboration des puissances à la préservation de la paix en Europe, mais reconnaissait la nécessité d'une révision des traités de paix conclus au sortir de la Guerre Mondiale. Une référence particulière était faite sur la nécessité de parvenir à quelque règlement des aspirations coloniales de l'Allemagne et de l'Italie. En référence au Couloir polonais, le brouillon prévoyait que fût rendue à l'Allemagne une bande de territoire qui reliait la Prusse Orientale « au reste du Reich. » Le gouvernement britannique fronça les sourcils à la lecture de ces clauses, et elles finirent par disparaître.⁸⁰

Alors que les négociations pour le pacte des Quatre Puissances avançaient dans les différentes capitales européennes, l'ambassadeur d'Italie à Londres (Grandi) eut une conversation avec Norman Davis, au sujet du problème de désarmement. Il exprima l'opinion selon laquelle la meilleure manière d'accélérer un accord au sujet du désarmement et les autres questions était d'organiser une rencontre entre Daladier, Hitler, MacDonald et Mussolini. Cela ne pouvait être réalisé que sur initiative des États-Unis.⁸¹

Le président ne répondit pas à cette ouverture, mais les négociations se déroulèrent si rapidement que l'accord des Quatre Puissances fut initié à Rome le 7 juin. Ses provisions étaient une confirmation du Pacte Kellogg-Briand. Les quatre puissances allaient « se consulter ensemble au sujet de toutes les questions qui leur revenaient, » et allaient « mener tous les efforts en vue de poursuivre, dans le cadre de la Société des Nations, une politique de coopération efficace entre toutes les Puissances dans l'optique de maintenir la paix. » Les hautes parties contractantes allaient également

80. Mémoire rédigé par le chef de la division des affaires d'Europe occidentale (Moffat), 24 mars 1933. Ibid., pp. 396-98.

81. Ibid., pp. 409-11. D'Atherton au secrétaire Hull, Londres, 12 mai 1933.

« assurer tout effort pour garantir le succès de la Conférence de Désarmement et, si des questions les concernant particulièrement devaient rester en suspens à la conclusion de la Conférence, elles se réservaient le droit d'examiner de nouveau ces questions entre elles dans la lignée du présent accord. » Cet accord consultatif comprenait également « toutes les questions économiques qui soulèvent un intérêt commun pour l'Europe, et particulièrement pour son rétablissement économique. »⁸²

Une semaine après le lancement de l'accord à Rome, Lord Tyrrell, l'ambassadeur britannique en poste à Paris, tint une conversation avec l'ambassadeur Jesse Straus. Après avoir longuement fait l'éloge de Daladier, Tyrrell exprima « une grande crainte vis-à-vis de l'avenir. » Hitler était confronté à une tâche colossale en Allemagne et allait « perdre pied, sauf s'il trouvait les moyens de mener à bien ses nombreuses promesses qui devaient provenir d'une Allemagne Organisée. . . Alors le grand danger d'un soulèvement communiste pourrait menacer la paix de l'Europe. » Il était perturbé par le fait qu'une dictature existait en Allemagne, car la seule forme stable de gouvernement était « la forme démocratique, et que la forme de gouvernance médiévale dont pâtissait à présent l'Allemagne ne pouvait pas durer. . . Il exprima l'opinion selon laquelle. . . l'Angleterre comme les États-Unis sont responsables de la montée de l'hitlérisme. »⁸³

Les craintes entretenues par Lord Tyrrell étaient partagées par de nombreux autres dirigeants qui n'avaient guère de foi envers le pacte des Quatre Puissances qui avait été formellement signé à Rome le 15 juillet 1933. En confirmant le pacte Kellogg-Briand, il ne faisait guère que garantir les clauses du Traité de Versailles, que peu de gens considéraient comme un traité parfait. Mussolini s'était montré réaliste en intégrant à ses premiers brouillons le traitement du Couloir polonais et les aspirations coloniales des gouvernements allemand et italien. Le refus manifesté par la Grande-Bretagne et la France d'accepter cette ébauche fit du pacte des Quatre Puissances un simple morceau de papier inutile.

1.11 William E. Dodd prend le poste d'ambassadeur des États-Unis en Allemagne

On trouve nombre d'éléments dans les documents du colonel House, conservés à la bibliothèque de l'Université de Yale, sur le fait que le choix de William E. Dodd au poste d'ambassadeur des États-Unis en Allemagne fut réalisé sur les fortes recommandations exprimées par le colonel House

82. Ibid., pp. 417-19. *Agreement of understanding and co-operation.*

83. Mémoire rédigé par l'ambassadeur en France (Straus) après une conversation tenue avec l'ambassadeur britannique en France (Tyrrell), le 15 juin 1933. Ibid., pp. 420-21.

et par [Daniel C. Roper](#), qui fut commissaire au revenu intérieur.⁸⁴ Il ne fait pas non plus de doute que ce choix fut malheureux. Le colonel n'avait pas compris que Dodd ne savait que peu de choses de la politique étrangère étasunienne, et moins encore au sujet des problèmes de l'Europe. Ses connaissances en langue allemande étaient si limitées que ses conversations dans cette langue étaient aussi emplies de pauses qu'une valse d'hésitations. Il ne se sentit jamais bien à Berlin. En tant que libéral étasunien, il ressentait un mépris profond pour tous les aspects du mouvement nazi. S'il avait été bilingue comme George Bancroft, il aurait dû faire attention à ce qu'il disait, afin d'éviter que des saillies critiques ne sortissent de la texture son discours.

Il est évident qu'un homme de plus haute stature aurait accompli un travail meilleur. La diplomatie est une profession qui demande des yeux vifs, en mesure de lire entre les lignes des relations internationales, et des oreilles aiguës détectant rapidement les nuances dans les intrigues. Avec son esprit de deuxième catégorie qui avait à peine réussi à percer des fondamentaux discutables de la profession d'historien, Dodd était véritablement semblable à un lapin de trois semaines au milieu des sombres forêts de Berlin. Le colonel House s'était frayé un chemin en sûreté à travers ces mêmes ombres, mais le loup nazi était plus dangereux que l'aigle de [Hohenzollern](#). On trouve ci et là dans les pages du journal de Dodd des aperçus des tourments qui voltigeaient dans son esprit alors qu'il essayait d'évaluer une situation particulièrement difficile à définir. Il espérait constamment découvrir quelque dénominateur commun dans la culture pouvant résoudre toutes les difficultés, sans sembler comprendre que les dirigeants nazis et lui considéraient la culture avec des yeux fort différents. Sa présence en poste à Berlin au cours des années d'avant-guerre constitua une inadéquation tragique, et l'avoir choisi comme ambassadeur fut l'une des premières erreurs commises par l'administration Roosevelt.

1.12 Le président raconte une histoire fausse

Dans la mesure où l'ambassadeur allait devoir tenir des conférences fréquentes à Berlin au sujet du paiement des emprunts étasuniens, le président Roosevelt jugea opportun de l'inviter à la Maison-Blanche et de lui raconter une anecdote dont Dodd ne soupçonna pas qu'elle était fausse. Il fut informé qu'au printemps 1933, Schacht avait rendu visite aux États-Unis pour conférer avec les dirigeants étasuniens au sujet de l'affaire du remboursement des emprunts qui avaient été consentis au gouvernement allemand, aux municipalités allemandes, aux corporations allemandes et

84. Journal de l'ambassadeur Dodd, 1933-1938, pp. 9-10. En date du 4 juillet 1933, Dodd note une conversation avec le colonel House au cours de laquelle le Colonel âgé remarqua : « J'ai envoyé deux nominations au président, la vôtre et celle de Nicholas Butler, mais j'estimais que la vôtre devait passer en premier. »

aux nationaux allemands. Lorsque Schacht s'était présenté à la Maison-Blanche pour parler avec le président, il avait été traité avec une courtoisie digne de Hyde Park. Après avoir détaillé avec délectation cet exemple d'attitude de rustre, le président énonça le récit qui suit, qui était absolument faux :

Il décrivit la conduite arrogante du Dr. [Hjalmar Schacht](#) au mois de mai, alors qu'il menaçait, en tant que dirigeant de la Reichsbank allemande, de cesser de régler les intérêts et les principaux sur les dettes de plus d'un milliard de dollars dues à des créiteurs étasuniens au mois d'août suivant. Le président affirma qu'il avait dit au secrétaire Hull de recevoir Schacht, mais de faire semblant d'être profondément absorbé dans l'examen de certains documents, laissant Schacht debout et sans surveillance pendant trois minutes, tout en scrutant sans le montrer les réactions nerveuses manifestées par l'Allemand. Puis Hull devait découvrir une note du président indiquant une ferme opposition à de tels défauts de la part des débiteurs allemands. Il devait se tourner vers Schacht, lui tendre le document et observer le changement de couleur sur le visage de l'Allemand tout en lui disant bonjour. Ceci, selon le président, devait pondérer quelque peu l'arrogance de la posture de l'Allemand, et il ajouta que l'effet avait été encore plus marqué, selon les dires de Hull, qu'il ne s'y était attendu.⁸⁵

Cette histoire est évoquée dans les mémoires de Hull, avec des éléments supplémentaires. Il est facile de démontrer qu'elle est fausse.

Le 8 mai, le Dr. Schacht, dirigeant de la Reichsbank allemande, qui était en visite officielle à Washington... annonça que son gouvernement allait cesser les paiements à l'étranger sur les dettes extérieures de l'Allemagne, constituant un total de 5 000 000 000 \$, dont presque 2 000 000 000 \$ étaient détenus par des Étatsuniens. Le lendemain, j'appelai le Dr. Schacht à mon bureau, déterminé à asséner des mots forts. Je trouvai Schacht simple et non-affecté, totalement approchable... Au moment où Schacht s'assit de l'autre côté de mon bureau, j'en vins directement au fait et affirmai, non sans colère : « Je n'ai jamais été si profondément surpris qu'hier après-midi par votre annonce. Mon gouvernement fait usage de chaque levier dont il dispose pour faire sortir la nation des profondeurs des conditions de panique terrible... Au moment précis où de véritables progrès étaient accomplis, vous venez ici et, après avoir tenu des conférences confidentielles avec nos dirigeants... voilà qu'il est dit depuis votre pas de porte que l'Allemagne a suspendu ces versements... » Je me sentis outragé par une tentative aussi directe d'impliquer ce gouvernement dans une action aussi odieuse menée par l'Allemagne. J'ajoutai : « Chacun

85. Ibid., p. 5.

devrait comprendre les possibilités graves de telles actions. » Le Dr. Schacht protesta avec insistance qu'il n'avait pas anticipé ou compris ces réactions, « je suis extrêmement désolé, » disait-il. Je remis au Dr. Schacht un mémorandum écrit qui affirmait : « Le président m'a donné pour instruction de vous dire au sujet de votre communication sur la décision du gouvernement allemand de cesser les transferts sur les obligations vendues à l'étranger ou payables à l'étranger, qu'il est profondément choqué. »⁸⁶

Lorsqu'on lit les mémoires du secrétaire Hull, on note qu'il ne fait aucune référence à la « posture arrogante » du Dr. Schacht telle que décrite par le président au Dr. Dodd. Au lieu de cela, il décrit le Dr. Schacht comme « simple et non-affecté. » Il n'existe aucune confirmation du récit du président quant à la manière discourtoise dont Schacht était supposé avoir été traité dans le bureau du secrétaire Hull. Mais les mémoires du secrétaire sont parfois tout aussi fictionnelles que le récit du président Roosevelt. De fait, le secrétaire Hull, ou son génial « fantôme », le lieutenant colonel Andrew Berding, se fit très confus en mettant par écrit cet « incident Schacht. » Pour commencer, le Dr. Schacht n'annonça pas le 8 mai que « son gouvernement allait mettre fin aux paiements à l'étranger sur les dettes extérieures de l'Allemagne. » Cette annonce fut prononcée un mois plus tard (le 9 juin). Dès le 19 janvier 1933, Herr Wambold, le ministre de l'économie du Reich, annonça que les versements « du principal des dettes privées étrangères seront impossibles en 1933. »⁸⁷ Le Dr. Schacht contra cette affirmation par une assurance que toutes « les dettes commerciales étrangères seront entièrement payées. »⁸⁸ Le 8 mai, une annonce parut dans la presse étasunienne affirmant que « le service de la dette allemande est compromis par la chute des exportations. »⁸⁹ Une annonce semblable avait été faite précédemment le 19 janvier et le 10 avril. Schacht n'était pas prêt à mener d'action précise jusqu'à son retour à Berlin, et tint une conférence avec les représentants des principaux pays créditeurs (29 mai - 2 juin).

Le 9 mai, le secrétaire Hull n'avait aucune raison de faire venir le Dr. Schacht dans son bureau et de l'agresser avec des « mots forts » en référence au défaut prononcé par l'Allemagne sur ses obligations aux crédettes étasuniens. Aucune annonce n'avait été prononcée d'un tel défaut, et les histoires très colorées racontées par le président Roosevelt et le secrétaire Hull ne sont que des traits d'imagination.

L'ambassadeur Dodd ne connaissait pas assez bien le président pour faire la différence entre la vérité et le mensonge, si bien qu'il nota dûment

86. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 237-38.

87. *New York Times*, 19 janvier 1933.

88. *New York Times*, 19 mars 1933.

89. *New York Times*, 8 mai 1933.

le récit pour la postérité et livra ainsi une nouvelle illustration du fard moral dont se parait le dirigeant suprême. Après avoir écouté le discours douteux du président sur le Dr. Schacht, Dodd se rendit à New York (le 3 juillet) pour une conférence avec un groupe d'éminents banquiers qui n'avaient pas de recette miracle au sujet d'un règlement des difficultés financières rencontrées avec l'Allemagne. Ils ne faisaient guère qu'exprimer l'espoir que l'ambassadeur étasunien pourrait être en mesure d'empêcher un « défaut ouvert » de la part du gouvernement allemand. En incitation à ce résultat, ils étaient prêts à réduire les taux d'intérêts sur leurs emprunts de sept pourcents à quatre pourcents.⁹⁰

Après avoir reçu ces instructions officielles et officieuses au sujet des défauts allemands proposés sur les emprunts étasuniens, Dodd dut ensuite écouter des conseils ayant trait à de nombreux autres problèmes contrariant les relations germano-étasuniennes. L'un des éléments irritants les plus troublants, porteur de problèmes à venir, était la campagne antisémite qui avait été lancée par le gouvernement nazi. Au cours de sa conversation avec Dodd à la Maison-Blanche, le président avait remarqué : « Les autorités allemandes traitent les Juifs de manière honteuse et les Juifs de notre pays sont très énervés. Mais ceci... n'est pas une affaire du gouvernement. Nous ne pouvons rien faire sauf pour les citoyens étasuniens qui se retrouvent en position de victimes. Nous devons les protéger et tout ce que nous pouvons faire pour modérer la persécution générale, au travers d'influences officieuses et personnelles, devrait être fait. »⁹¹

Le lendemain, Dodd rencontra Raymond Moley, qui semble-t-il disposait de « visions tout à fait différentes de la part du président au sujet de l'attitude étasunienne envers les Juifs d'Allemagne. » Après avoir écouté les remarques de Moley pour un temps, Dodd rétorqua avec une question sur un autre sujet : l'opération des [barrières douanières de Walker](#), en 1846. Moley fut dérouté par ce brutal changement de sujet, et lorsqu'il tâtonna pour trouver une réponse qu'il n'avait pas sur le bout de la langue, Dodd décida que son interlocuteur était un poids plume intellectuel, qui « ne pourrait pas maintenir ses relations confidentielles avec Roosevelt pour longtemps. »⁹²

Au cours de la première semaine du mois de juillet, Dodd était à New York et se préparait à prendre le navire pour l'Allemagne. Il eut une longue conférence avec certains Juifs de premier-plan, dont le rabbin [Stephen S. Wise](#) et [Felix Warburg](#). Ils l'exhortèrent fortement à exercer des pressions en faveur d'un changement dans la politique répressive qui avait été adoptée par le gouvernement nazi vis-à-vis des Juifs, et Dodd leur assura qu'il allait « exercer toute l'influence personnelle possible contre le traitement injuste » de cette minorité infortunée.⁹³

90. Dodd, op. cit., p. 9.

91. Ibid., p. 5.

92. Ibid., pp. 6-7.

93. Ibid., p. 9.

Dodd s'empressa ensuite de se rendre à un rendez-vous pris avec le colonel House, à [Beverly Farms](#), près de Boston. En référence à la question juive, le colonel remarqua : « Vous devriez essayer d'améliorer les souffrances des Juifs. Elles sont clairement mauvaises et terribles ; mais les Juifs ne devraient pas rester en mesure de dominer la vie économique et intellectuelle à Berlin comme ils l'ont fait depuis longtemps. » À New York, au domicile de [Charles R. Crane](#), Dodd écouta un nouveau point de vue au sujet de l'antisémitisme en Allemagne. Crane, bien que vieux et faible, fit montre d'une animation surprenant à l'encontre de tous les Juifs. Ses mots de conclusion à Dodd furent vifs et sanguinaires : « Laissez Hitler œuvrer comme bon lui semble. »⁹⁴

L'un des derniers visiteurs de Dodd avant son départ pour Berlin fut [George Sylvester Viereck](#). Viereck était connu de Dodd comme un propagandiste allemand au cours des années 1914 à 1917, et il était tenu à distance comme une « drôle d'espèce de journaliste, avec lequel il vaut mieux ne pas se montrer trop libre. » Après avoir quitté Viereck, il fut amené à la jetée du bateau-vapeur où des journalistes insistants n'eurent de cesse de crier pour qu'il se laissât prendre en photo. Dodd posa à contre-cœur pour une photo. Peut-être la « curieuse » personnalité de Viereck lui poursuivit-elle, car malheureusement, « inconscients de la similarité avec le salut hitlérien... nous levâmes la main. »⁹⁵

Au cours des mois qui suivirent à Berlin, il allait souvent lever la main, non pas pour saluer Hitler, mais par un geste d'imprécation contre un régime qu'il se mit à détester de plus en plus.

94. Ibid., pp. 10-11.

95. Ibid., p. ix.

Chapitre 2

L'Extrême-Orient en Ferment

2.1 Une triple offensive est lancée contre le Japon

Alors que l'administration Roosevelt mettait en ordre sa maison diplomatique vis-à-vis de l'Allemagne nazie, la situation en Extrême-Orient menaçait constamment de devenir incontrôlable. L'héritage de la politique de Stimson était fâcheux. Mais la politique de pression sur le Japon avait précédé Stimson de vingt ans environ. Sous Taft, la diplomatie du dollar avait mis au défi la position du Japon en Mandchourie, et sous Woodrow Wilson, une offensive triple avait été lancée contre les Nippons. La première phase de cette offensive commença lorsque le Japon présenta en janvier 1915 à la Chine les célèbres [Vingt-et-Une demandes](#). En connexion avec ces demandes, le représentant étasunien à Pékin, [Paul Reinsch](#), envoya au département d'État une suite de dépêches au ton si critique qu'elles contribuèrent à créer dans les esprits étasuniens une fixation sur la méchanceté japonaise, qui finit par rendre la guerre possible.¹ Cette probabilité crut encore (le 11 mai 1915) lorsque le secrétaire Bryan envoya à Tokyo une note de non-reconnaissance qui fut plus tard retrouvée dans les anciens fichiers de la correspondance du département d'État par le secrétaire Stimson, et servit de grenade à main pour effondrer tout espoir de relations pacifiques entre le Japon et les États-Unis.

En 1917, lorsque les États-Unis étaient intervenus dans la première Guerre Mondiale, l'esprit à voie unique du président Wilson était dirigé vers l'Europe. Le Japon devint d'un coup notre petit frère de couleur dans une croisade dirigée contre les sinistres desseins des Puissances Centrales. Il fallait lui faire la cour, et non le critiquer, et l'on pouvait le récompenser pour son aide aux Alliés au moyen d'une nouvelle entente sur ses revendications en Chine du Nord. La Grande-Bretagne, la France et la Russie avaient déjà au cours des premiers mois de l'année 1917 signé des traités

1. Paul W. Reinsch, *An American Diplomat in China* (New York, 1922), chap. 12; Thomas E. La Fargue, *China and the World War* (Stanford, 1937), chap. 3.

secrets avec le Japon, promettant leur soutien sur ses revendications face aux droits allemands sur le **Shandong**, et sur les îles allemandes au Nord de l'équateur.² Lorsque les États-Unis entrèrent en guerre, Balfour rendit visite à Washington et informa le président Wilson ainsi que le secrétaire Lansing des termes des traités secrets.³

Comme le professeur Griswold le remarqua avec sagesse : « Il est difficile d'éviter la conclusion selon laquelle ces [traités] relatifs au Shandong faisaient partie des révélations de Balfour. »⁴ De fait, Lansing reconnaît dans son journal qu'il connaissait les termes du traité secret conclu entre la Grande-Bretagne et le Japon : « Le problème de la disposition finale des possessions coloniales de l'Allemagne devrait être considéré comme non-réglé. . . Dans le cas des îles du Pacifique, j'ai appris l'été dernier que le Japon et la Grande-Bretagne disposaient d'un accord secret selon lequel le Japon conservera après la guerre les territoires allemands du Nord de l'Équateur. »⁵

Le 2 novembre 1917, Lansing et le vicomte **Ishii** signèrent le célèbre **accord Lansing-Ishii**, qui affirmait explicitement que « la proximité territoriale crée des relations spéciales entre les pays, et par conséquent, le gouvernement des États-Unis reconnaît que le Japon entretient des intérêts spéciaux en Chine, surtout dans la région dont ses possessions sont voisines. » En référence à cet accord, le professeur Griswold apporte le commentaire suivant :

*L'usage diplomatique établi a accordé à la phrase « intérêts spéciaux » des connotations politiques ainsi qu'économiques. . . La situation de la politique mondiale à l'époque où l'accord était en cours de négociation était de nature à suggérer que Lansing comprenait le caractère politique de sa concession, et le dissimulait. . . Le fait est que Lansing connaissait l'existence des traités secrets, auprès desquels sa phrase faisait pâle figure, et qui donnaient un caractère fantastique aux attentes implicites dans le reste de l'accord. . . Vu que Lansing connaissait les engagements des Alliés envers le Japon, la phrase-même « intérêts spéciaux » induisait au moins une tentative de les reconnaître.*⁶

2. F. Seymour Cocks, *The Secret Treaties and Understandings* (London, 1918), pp. 84-88 ; J. V. A. MacMurray, *Treaties and Agreements with and Concerning China* (New York, 1921), II, 1168-69.

3. Blanche E. Dugdale, *Arthur James Balfour* (New York, 1936), II, 145-46. Voir également, De Balfour au président Wilson, 31 janvier 1918, File 2, Box 135. Wilson Papers, Library of Congress ; et du secrétaire Lansing au président Wilson, 18 novembre 1918, File 2, Box 156. Ibid.

4. A. Whitney Griswold, *The Far Eastern Policy of the United States* (New York, 1938), p. 219.

5. Journal de Lansing, 10 janvier 1918. Lansing Papers, Library of Congress.

6. Griswold, op. cit., pp. 218-19.

Lorsque l'on garde ces éléments à l'esprit, il est évident que la politique menée par le président à Paris fut des plus douteuses. Au cours des sessions de la Conférence de Paix, il dirigea un assaut déterminé contre la position japonaise à Shandong, en dépit du fait qu'il consentait au traité secret qui liait la Grande-Bretagne à soutenir les revendications japonaises à la domination économique sur cette province. L'accord Lansing-Ishii avait formellement pris acte de ce consentement. Par conséquent, l'action menée par Wilson, et ses réfutations ultérieures d'avoir été au fait des traités secrets, doivent avoir convaincu les dirigeants japonais qu'il mettait en application les maximes de Machiavel.

Un autre aspect de l'offensive menée par le président contre le Japon avait trait à l'intervention alliée en Sibérie en 1918. Au cours du printemps de cette année, les gouvernements alliés n'eurent de cesse d'exhorter les États-Unis à consentir à une proposition de faire dépêcher par le Japon une force expéditionnaire en Sibérie comme « mandataire des Puissances. » Le 19 mars, Lansing s'opposa à cette intervention au travers d'un mémorandum puissant : « Au vu de la quasi-certaine hostilité du peuple russe à une occupation de la Sibérie par le Japon, et du sentiment pro-allemand qui en découlerait... il semblerait peu avisé et tout à fait inefficace de soutenir la demande d'intervention japonaise. »⁷ Le 10 avril, Lansing énonce dans un autre mémorandum que « Je suis entièrement responsable de la politique présente, qui est opposée à l'intervention par les Japonais au titre de mandataire. »⁸

Deux mois plus tard, Lansing poursuit en remarquant : « Ce serait une grave erreur de la part du Japon d'envoyer seul une expédition. J'estime que cela ne devrait pas être permis si cela peut être évité. »⁹

Il apparut cependant rapidement qu'il allait s'avérer nécessaire d'envoyer une force expéditionnaire en Sibérie pour coopérer avec l'armée tchécoslovaque qui traçait sa route vers Vladivostok. Dans la mesure où le Japon était proche de ce port, il était évident qu'on devrait lui demander de contribuer pour un nombre considérable de soldats. Le 6 juillet, une conférence importante eut lieu à la Maison-Blanche avec le président, le secrétaire d'État, le secrétaire de la Guerre, le secrétaire de la Navy, le général March et l'amiral Benson. Après une discussion détaillée de la situation en Extrême-Orient, il fut décidé qu'une « force militaire » devrait être assemblée à Vladivostok, composée d'« environ 7000 Étasuniens et 7000 Japonais, pour tenir la ligne de communication des Tchéco-slovaques jusqu'à Irkoutsk. »¹⁰

Le même jour, le colonel House eut une conversation avec le vicomte Ishii au sujet de la situation en Sibérie. Au sortir de cette conférence, House

7. Lansing, op. cit. *Mémorandum du secrétaire Lansing*, 18 mars 1918.

8. Ibid., 10 avril 1918.

9. Ibid., 12 juin 1918.

10. Lansing, op. cit. *Mémorandum d'une conférence tenue à la Maison-Blanche*, 6 juillet 1918.

écrivit une lettre au président Wilson, dans laquelle il émit le commentaire qui suit : « Mon opinion de longue date est qu'à moins que le Japon ne soit traité avec davantage de considération au sujet des droits de ses citoyens à s'étendre dans les pays asiatiques sous-développés voisins, il ne va pas falloir sous-estimer ce pays, à prendre à sa juste valeur. » ¹¹

En résultante des nombreuses conférences ayant trait à l'Extrême-Orient, il fut décidé d'envoyer en Sibérie le général William S. Graves, à la tête d'une petite armée (9014 hommes et officiers) pour coopérer avec une force expéditionnaire alliée. Les tâches assignées à cette armée étaient d'assister les Tchèques, d'aider les tentatives russes continues d'auto-gouvernement et d'auto-défense, et de monter la garde auprès des dépôts militaires alliés. L'armée sous commandement de Graves resta en Sibérie entre le mois d'août 1918 et avril 1920. Son seul accomplissement fut de sauver les provinces maritimes de Sibérie du rôle impitoyable joué par la Russie Rouge. ¹²



FIGURE 2.1 – Troupes alliées (étasuniennes, françaises, britanniques et japonaises) lors d'une parade à Vladivostok en 1918. Source : [wikipedia](https://fr.wikipedia.org/wiki/Parade_militaire)

Le troisième vecteur de l'offensive menée par Wilson contre le Japon prit la forme de pressions financières. Sous l'administration Taft, certaines banques étasuniennes se trouvaient sous pression pour prendre part à l'emprunt chinois des voies ferrées du **Hukuang**. Cette action signifiait une prise de participation étasunienne dans un consortium bancaire comprenant quatre puissances. Le statut de cette participation fut soigneusement

11. Du colonel House au président Wilson, 6 juillet 1918. *House Papers*, Yale University Library.

12. Général William S. Graves, *America's Siberian Adventure* (New York, 1931); Pauline Tompkins, *American-Russian Relations in the Far East* (New York, 1949), pp. 47-141; John A. White, *The Siberian Intervention* (Princeton, 1950), pp. 270-74.

défini dans les accords du 19 novembre 1910 et du 20 mai 1911.¹³ En 1912 (du 18 au 20 juin), le Japon et la Russie rallièrent ce groupe bancaire, le transformant en consortium à six membres. Mais les banquiers étasuniens étaient « mécontents » de n'être « pas encore en position de tirer le moindre profit de leurs tentatives. » Au cours des premiers jours du mois de mars 1913, ils firent clairement savoir à l'administration Wilson qu'ils ne se satisferaient pas de la « simple approbation » du département d'État. En condition nécessaire « à leur maintien dans les affaires avec la Chine, il fallait que le gouvernement étasunien le leur demandât. »¹⁴ Au lieu d'étendre cette invitation, le président Wilson opta pour l'abstention étasunienne vis-à-vis du consortium, en raison du fait que les pressions bancaires concertées « pourraient éventuellement prendre la proportion de quelques contingences contrariées d'interférences par la force dans les affaires financières et même politiques du grand État d'Orient [la Chine]. »¹⁵

Le déclenchement de la Guerre Mondiale élimina l'Allemagne et la Russie du consortium, et la Grande-Bretagne et la France étaient écrasées par les coups de la guerre au point qu'elles n'étaient pas en mesure d'étendre le moindre emprunt à la Chine. Le Japon s'engouffra dans ce vide financier et prêta à la Chine plus de 320 000 000 yens.¹⁶

Les implications politiques de ces emprunts étaient tellement évidentes que les gouvernements britannique et français intimèrent au département d'État qu'il serait souhaitable que les États-Unis réintégrassent le consortium.¹⁷

Le secrétaire Lansing contra au moyen d'une importante suggestion. Dans une lettre au président Wilson, il souligna la situation financière de la Chine, puis remarqua que, « au vu des circonstances actuelles et de la situation de la Chine, » il était probablement sage d'organiser un nouveau consortium bancaire à quatre puissances.¹⁸ Le lendemain, le président approuva cette suggestion, avec la provision qu'il faudrait prendre soin de la possibilité de tout « arrangement déraisonnable » comme certains de ceux qui avaient été considérés selon les termes du consortium précédent.¹⁹

Le 22 juin, le secrétaire Lansing invita les représentants d'importants groupes bancaires à discuter avec lui de la formation d'un nouveau consor-

13. Frederick V. Field, *American Participation in the China Consortiums* (Chicago, 1931), pp. 14-66; John G. Reid, *The Manchu Abdication and the Powers, 1908-1912* (Berkeley, 1935), pp. 36-241, 258-99.

14. MacMurray, op. cit., p. 1024; Griswold, op. cit., pp. 172-73.

15. Foreign Relations, 1913, pp. 170-71.

16. Ibid., 1918, pp. 167-68.

17. Ibid., 1917, pp. 144-45; 154-55. De l'ambassade britannique au secrétaire Lansing, 3 octobre 1917; De l'ambassadeur Jusserand au secrétaire Lansing, 19 novembre 1917.

18. Su secrétaire Lansing au président Wilson, 20 juin 1918. 893.51/2512, MS, Department of State.

19. Du président Wilson au secrétaire Lansing, 21 juin 1918. 893.51/2513, MS, Department of State.

tium. Ils s'empressèrent d'accepter cette invitation, et le 8 octobre, le département d'État indiqua formellement aux gouvernements de Grande-Bretagne, de France et du Japon une proposition détaillée en vue d'un nouveau consortium.²⁰ Le 17 mars 1919,²¹ le gouvernement britannique accepta la proposition étasunienne, mais la France et le Japon retardèrent toute action favorable. La presse japonaise était opposée au nouveau consortium du fait que cela impliquerait la perte par le Japon des « fruits qu'il avait amassés » au cours des récentes années.²² Le gouvernement japonais entretenait des craintes similaires et M. Odagiri, le représentant financier du Japon à Paris, reçut pour instruction d'informer M. Thomas W. Lamont, le représentant en chef financier des États-Unis, que « tous les droits et options détenus par le Japon dans les régions de Mandchourie et de Mongolie, où le Japon cultive des intérêts spéciaux, devraient être exclus de l'arrangement. »²³

Lamont informa immédiatement Odagiri que toute tentative d'exclure la Mandchourie et la Mongolie du cadre du nouveau consortium serait « inadmissible. »²⁴ Il écrivit également à J.P. Morgan & Company et exprima l'opinion selon laquelle il n'existait aucun espoir que le Japon revînt sur ses positions, sauf si « les États-Unis et la Grande-Bretagne en viennent à assumer une position très rigoureuse sur le sujet. »²⁵ Depuis Pékin, le représentant étasunien envoya un avertissement : les Japonais jouaient leur « jeu habituel » en matière de duperie. Sans doute que « vous recevez les assurances selon lesquelles ils sont favorables au consortium et le rejoindront en temps voulu. Dans l'intervalle, une influence est exercée pour soulever les Chinois contre ce dispositif. »²⁶

Pour exercer des pressions sur le gouvernement japonais, le département d'État joua avec l'idée d'un consortium à trois puissances, mais la Grande-Bretagne et la France étaient opposées à une telle décision.²⁷ Des pressions excessives sur le Japon pourrait impulser le pays vers une alliance

20. Du secrétaire Lansing à l'ambassadeur Jusserand, 8 octobre 1918. 893.51/20426, MS, Department of State.

21. Du *Foreign Office* britannique à l'ambassade des États-Unis, Londres, 17 mars 1919. *The Consortium, The Official Text of the Four-Power Agreement for a Loan to China and Relevant Documents* (Washington, 1921), No. 5, p. 15.

22. De l'ambassadeur Morris au secrétaire Lansing, Tokyo, 28 mai 1919. 893.51/2241, MS, Department of State.

23. De J. W. Davis au secrétaire en intérim Polk, Londres, 18 juin 1919. 893.51/2268, MS, Department of State.

24. De J. P. Morgan & Company au département d'État, 25 juin 1919. 893.51/2282, MS, Department of State.

25. De T. W. Lamont à J. P. Morgan & Company. 893.51/2268, MS, Department of State.

26. De Reinsch au secrétaire Lansing, Pékin, 26 juin 1919. 893.51/2284, MS, Department of State.

27. De l'ambassadeur Wallace à Breckinridge Long, Paris, 13 juillet 1919. 893.51/2308, MS, Department of State.

avec l'Allemagne.²⁸

Dans une tentative d'explication de leur désir d'exclure la Mandchourie et la Mongolie du cadre de cette proposition de consortium, le gouvernement japonais indiqua que ces régions présentaient un intérêt vital du point de vue de sa défense nationale. Les développements récents en Russie étaient un sujet de « grave préoccupation. » La situation en Sibérie pouvait prendre un tournant subi de nature à menacer « la sûreté du Japon, » et en fin de compte toute l'Asie de l'Est pourrait devenir la victime des « activités sinistres des forces extrémistes. »²⁹

Le secrétaire Lansing pouvait comprendre cette crainte japonaise vis-à-vis de la vague montante du bolchevisme. En référence au désir manifesté par le Japon de positionner une armée appropriée en Sibérie pour arrêter cette marée, il nota le commentaire qui suit dans son journal personnel :

*Mon opinion est qu'ils [les Japonais] vont envoyer des renforts en Sibérie, et tenter de renforcer l'armée [de Russes blancs] de Seminoff. Je ne vois pas comment le gouvernement japonais peut adopter une autre politique au vu du péril très concret auquel le Japon serait confronté si les Bolcheviques devaient prendre pied en Mandchourie et coopérer avec les révolutionnaires coréens. Certainement, au vu des circonstances, nous ne devrions pas objecter à ce que le Japon envoie une armée suffisante pour bloquer l'avancée bolchevique, car la propagation du bolchevisme en Extrême-Orient serait une menace terrible pour la civilisation.*³⁰

Au cours des mois durant lesquels les négociations sur le consortium se déroulaient, Lansing nota une autre information éclairante dans son journal :

*Je n'ai guère de patience avec ces gens qui sont perpétuellement au bord de l'hystérie au sujet des desseins profonds et néfastes du Japon. Ils s'imaginent les choses les plus grotesques et les rapportent comme des faits. Je serais enclin à penser qu'un certain nombre de ces ennemis du Japon sont déséquilibrés mentalement, sur ce sujet précis et à l'exception des autres. Malheureusement, ils ont l'oreille de nombreux Étatsuniens qui feraient mieux de ne pas croire ces fables en l'absence de meilleures preuves.*³¹

L'ambassadeur Morris, à Tokyo, s'associait au secrétaire Lansing pour prêter une oreille sympathique aux représentations japonaises au sujet de

28. De l'ambassadeur Wallace au secrétaire Lansing, Paris, 16 septembre 1919. 893.51/2425, MS, Department of State.

29. De l'ambassade du Japon au département d'État, 2 mars 1920. 893.51/2695, MS, Department of State.

30. Lansing, op. cit., 30 novembre 1918.

31. Ibid., 31 juillet 1919.

la nécessité d'établir des bastions de défense puissants en Chine du Nord. Il estimait que le « dessein fort, fondamental, tenace » du gouvernement japonais était d'assurer la protection de sa ligne de communication avec les gisements de matières premières et de denrées alimentaires. Les États-Unis devaient accorder de la « considération » au point de vue japonais : « Faute de le faire, la probabilité de résoudre les problèmes existants est faible. »³²

Les financiers s'expriment de manière plus abrupte que les diplomates. M. Lamont estimait qu'il ne « serait guère avisé de laisser davantage de marges de manœuvre au gouvernement japonais sur ce sujet. À mon avis, ils devraient tomber à genou de gratitude face aux groupes étasunien, britannique et français, pour avoir invité le groupe japonais à rejoindre leur partenariat et s'être montrés si patients à cet égard. Mes associés et moi avons convenu que la meilleure chose est de les inviter à faire demi-tour, et s'ils ne sont pas satisfaits, à repartir sur leur propre chemin. »³³

Le département d'État adopta le point de vue de M. Lamont, et le *Foreign Office* britannique également. Face à cette pression, le gouvernement japonais fit des concessions et le nouvel accord de consortium fut finalement signé le 15 octobre 1920.³⁴ Le nombre d'exceptions sur lesquelles le Japon insista était significatif, ce qui fit adopter au gouvernement chinois une attitude peu enthousiaste vis-à-vis du consortium. Au mois de janvier 1921, le ministère chinois des affaires étrangères fut notifié du nouvel accord de consortium, mais Pékin ne transmet jamais aucune réponse en retour à cette notification. Dans son rapport préliminaire au nouveau Consortium pour la Chine, M. Lamont s'exprima comme à l'accoutumée de manière directe :

*Si... les Puissances principales, avec l'accord desquelles le nouveau Consortium a été organisé, devaient envoyer de puissantes représentations diplomatiques au présent gouvernement de Pékin, au gouvernement du Sud et à toutes les factions de Chine, y compris les Tschuns, pour affirmer qu'il faut arrêter toutes ces fadaïses de guerre d'opérette et que le gouvernement doit se mettre au travail, je suis enclin à penser que le résultat serait frappant d'efficacité.*³⁵

32. De l'ambassadeur Morris au secrétaire par intérim Polk, 11 mars 1920. 893.51/2707, MS, Department of State.

33. De l'ambassadeur Morris au secrétaire Colby, Tokyo, 8 avril 1920, avec citations. 893.51/2765, MS, Department of State.

34. Le 11 mai 1920, dans une lettre à Nakaji Kajiwara, président de la *Yokohama Specie Bank*, M. Lamont fit la liste des clauses convenues : « (1) que la voie ferrée de la Mandchourie du Sud et ses branches actuelles, ainsi que les mines qui dépendent de la voie ferrée, n'entrent pas dans le périmètre du Consortium ; (2) que le projet de voie ferrée Taonan-fu-Jehol et le projet de voie ferrée reliant un point de la voie ferrée Taonan-fu-Jehol avec un port maritime soient intégrés aux clauses du Consortium. »

35. Pp. 14-15.

Mais les quatre Puissances représentées dans le nouveau consortium ne furent pas enclines à accepter le conseil direct prodigué par M. Lamont. Elles se satisfirent de rester sur le côté, pendant que des factions rivales en Chine sapaient la structure nationale. Si les mots vifs de M. Lamont avaient été mis en effet d'une certaine manière, la Chine aurait peut-être pu trouver le salut, mais les Puissances du consortium attendirent des opportunités qui ne se présentèrent jamais. Snobé par les gouvernements qui se succédaient rapidement en Chine, le consortium n'accomplit rien. La Chine nationaliste rejetait avec mépris toute idée de céder la moindre parcelle de souveraineté à des banquiers internationaux. Qui plus est, un puissant ferment communiste travaillait activement en Chine, et Sun Yat-sen, le dirigeant le plus puissant de la turbulente Canton, présentait de forts penchants à gauche. Le Kremlin ne perdit pas de temps pour exploiter ces penchants.

2.2 Sun Yat-sen donne à la révolution chinoise une teinte rouge

Lorsque la [conférence de Washington](#) (1921-1922) refusa le programme présenté par la délégation chinoise, un profond ressentiment se manifesta dans de nombreuses régions chinoises. La division politique entre le Nord et le Sud n'impliquait pas que Canton et Pékin entretenaient des visions différentes au sujet des demandes devant être poussées auprès des Puissances. On trouvait un dénominateur commun d'hostilité envers les États-Unis et l'Europe, qui pouvait facilement être utilisé par des dirigeants compétents pour résoudre le problème de désunion chinoise. Moscou comprit rapidement ce point et envoya des agents habiles exploiter la situation au bénéfice de la Russie. Au mois d'août 1922, [Adolf Joffé](#) fut envoyé en Chine avec pour instruction de cultiver des relations étroites avec les intellectuels, et de gronder contre les « Pouvoirs capitalistes » et les « nations impérialistes. » Il promettait une assistance russe disponible dès lors que la Chine estimerait le moment venu pour se débarrasser de l'« impérialisme étranger. »³⁶ Joffé rencontra Yat-sen à Shanghai au mois de janvier 1923 et eut bientôt le Chinois crédule sous son emprise.³⁷ La technique soviétique consistait pour partie à imputer les malheurs de la Chine à la méchanceté de l'impérialisme occidental. Sun Yat-sen fit rapidement sien cet ensei-

36. Lyon Sharman, *Sun Yat-sen : His Life and its Meaning* (New York, 1934). p. 247 ; M. T. Z. Tyau, *China Awakened* (New York, 1922), chap. 9.

37. Le secrétaire Lansing n'avait guère de considération pour Sun Yat-sen. Dans une lettre au président Wilson, le 25 novembre 1918, il remarqua : « Je n'irais pas plus loin que le stade actuel avec cet homme [Sun Yat-sen] car circulent à son sujet de très vilaines histoires sur son acceptation de pots de vin et son empressement à servir le plus offrant. Je pense que les éléments dont nous disposons à cet égard... sont des plus édifiants. » Wilson op. cit., File 2, Box 157.

nement, et le 22 juillet 1923, au cours d'une interview avec Fletcher S. Brockman, il dénonça avec véhémence les manières de l'Occident.³⁸

La propagande diffusée par Joffé était secondée par un autre agent communiste habile, Mikhaïl Borodine, qui arriva à Canton au mois d'octobre 1923. Son intellect passionné compensait son physique ingrat, et sa carrière d'agitateur communiste en Écosse, puis comme enseignant dans une université de commerce de Chicago, lui avait donné une vision des habitudes de pensée occidentales. En Chine, il œuvra à accroître l'autorité de Sun Yat-sen en convertissant l'encombrant Kuomintang en une machine politique centralisée et efficace. Être membre du parti deviendrait un privilège limité, et la discipline du parti serait mise en œuvre de manière sévère. Les véritables rênes du pouvoir seraient entre les mains du Comité Exécutif Central, qui organiserait et contrôlerait le gouvernement national.

Le credo de Sun Yat-sen et de son cercle de disciples reçut une expression incendiaire dans la « Déclaration du Premier Congrès National », émise au mois de janvier 1924. Elle ressemblait à un véritable mémorandum issu de Moscou. Un pillage armé et une exploitation éhontée, menés par des nations impérialistes, avaient réduit la Chine à un statut semi-colonial. Les principaux instruments de sujétion avaient été les traités inégaux, le contrôle étranger sur les douanes, la pratique de l'**extra-territorialité**, et la division de la Chine en sphères d'influence. Tous ces privilèges spéciaux devaient être abandonnés, et les traités inégaux abrogés.³⁹

Avec l'appui de roubles russes et d'instructeurs militaires de Russie, Sun Yat-sen établit l'Académie Militaire Whampoa pour entraîner les officiers à diriger l'armée qu'il projetait. Pour commencer dans cette voie, il créa des « groupes de travailleurs » qui écrasèrent de manière impitoyable les organisations de volontaires négociants de Canton. Par la Russie, il apprit que les réformes prolétaires progressent plus rapidement lorsqu'elles sont accompagnées de balles. Il exprima librement sa dette à ses maîtres soviétiques dans l'expression complète d'ardents convertis au communisme : « La Russie croit dans la bienveillance et la droiture, pas dans la force et l'utilitarisme. Elle est du côté de la justice et ne croit pas dans le principe selon lequel une minorité devrait opprimer une majorité. »⁴⁰

Cette expression de foi flamboyante envers Moscou n'empêchait pas les agents soviétiques d'entretenir des relations avec Pékin. Leurs activités au Nord amenèrent au traité du 31 mai 1924, qui voyait la Russie renoncer aux droits et privilèges spéciaux dont avait joui en Chine le gouvernement tsariste, parmi lesquels une part des indemnités versées par les Boxers et

38. *New York Times*, 22-23 juillet 1923.

39. T. C. Woo, *The Kuomintang and the Future of the Chinese Revolution* (London, 1928), Appendix C.

40. Harley F. MacNair, *China in Revolution* (Chicago, 1931), p. 77.

le droit à l'extra-territorialité.⁴¹

Mais ce traité signé avec Pékin au mois de mai 1924 ne constituait guère qu'un geste creux. Alors que les représentants de Moscou négociaient un traité avec Pékin, d'autres agents préparaient Sun Yat-sen à une invasion dans le Nord. Borodine poussait fiévreusement des plans pour une unification de la Chine en passant par les forces armées du Kuomintang. Le Russie Rouge et la Chine Rouge seraient bientôt en mesure de faire face aux puissances occidentales et de les contraindre à convenir à leurs demandes. Cette association étroite entre Borodine et les dirigeants du Kuomintang était clairement indiquée dans « Message to Soviet Russia, » écrit par Sun Yat-sen peu de temps avant sa mort : « Je laisse derrière moi un Parti qui, comme je l'ai toujours espéré, sera lié à vous [la Russie soviétique] dans le travail historique des libérations finales de la Chine et d'autres pays exploités par le joug de l'impérialisme. . . Par conséquent, je donne pour tâche au Kuomintang de poursuivre le travail du mouvement nationaliste révolutionnaire afin que la Chine. . . puisse devenir libre. Dans cet objectif, j'ai donné pour instruction au Parti de rester en contact constant avec vous. »⁴²

Après la mort de Sun Yat-sen, le 12 mars 1925, l'influence de Borodine crut jusqu'à un point où il dirigea la trajectoire du mouvement révolutionnaire en Chine du Sud. Au mois de septembre 1925, il déclencha un coup d'État qui positionna Tchang Kai-chek à la tête des forces militaires du Kuomintang. En 1923, Tchang avait été envoyé à Moscou pour étudier l'idéologie bolchevique et les techniques révolutionnaires. Il était revenu en Chine comme protégé de Sun Yat-sen et devint par la suite un proche associé de Borodine. Cela signifiait qu'en 1925, il était à la fois anti-étranger et anti-chrétien. Au cours des années 1926-1927, alors que les forces armées du Kuomintang se déplaçaient vers le Nord, ce penchant anti-chrétien se fit plus manifeste dans les attaques nationalistes contre les institutions et les convertis chrétiens.

Les missionnaires étaient dénoncés comme « impérialistes », et leurs convertis étaient maudits comme « chiens dressés des impérialistes. »⁴³ Ce langage de vitupération était la spécialité d'Eugène Chen, le ministre des affaires étrangères du *Soviet-Kuomin-tang*, dont la langue active ne se fatiguait jamais de s'en prendre aux étrangers.

41. Harriet L. Moore, *Soviet Far Eastern Policy, 1931-1945* (Princeton, 1945), pp. 156-64.

42. Sharman, op. cit., pp. 308-9. La connexion étroite entre Sun Yat-sen et les Communistes fut indiquée dans une dépêche émise par John K. Davis, consul des États-Unis à Nankin, au secrétaire Kellogg, le 6 juillet 1925 : « Il ne fait guère de doute que sans la maladie et la mort de Sun, Feng Yu-hsiang et lui-même auraient déclenché sous peu un coup d'État dans la capitale, avec une assistance soviétique, et une fois au pouvoir, au lieu de demander une révision des traités, ils auraient purement et simplement annoncé que tous les soi-disant "traités inégaux" venaient d'être abolis. » 893.00/6465, MS, Department of State.

43. McNair, op. cit., pp. 100-107.

L'étincelle du ressentiment des privilèges étrangers en Chine s'embrasa en flammes du fait de l'incident de Shanghai du 30 mai 1925, provoqué par les Communistes. Cet incident fut précipité par des agitateurs étudiants qui pénétrèrent dans le Règlement International pour déposer une plainte contre les supposés mauvais traitements d'employés chinois dans des moulins japonais. Lorsque la foule fût devenue incontrôlable, les policiers Sikh et chinois ouvrirent le feu sur ordre de l'inspecteur de police du poste de Louza. Le faible nombre de morts indiqua la retenue dont fit preuve la police, mais les éléments communistes amplifièrent l'incident pour lui donner des proportions majeures.

La toile de fond de l'incident fut mise en scène par le consul étasunien à Nankin, dans une dépêche envoyée au secrétaire Kellogg :

Quelques semaines avant l'incident du 30 mai, un professeur d'université étasunien, qui venait de mener une visite en Russie, produisit une suite de conférence sur le communisme à Nankin, au cours desquelles il décrivit le communisme dans les teintes rosâtres et déclara pratiquement que si le système devait encore être amélioré, il n'en donnait pas moins des gages d'être le plus idéal jamais établi par la race humaine du point de vue économique et social... Comme il avait été introduit sous les auspices missionnaires étasuniens et donna de nombreuses conférences à un public chinois, et débattit avec de nombreux Chinois, ses proclamations eurent un effet très malvenu.

Dans sa dernière déclaration sur les causes de l'incident du 30 mai, le consul Davis remarque : « On estime que le mouvement actuel a été directement et délibérément provoqué par la Russie soviétique, qui ravive en flammes les braises fumantes du sentiment anti-étranger en Chine, alors que sans ces activités, cette combustion lente aurait sans doute peu à peu encore baissé en intensité. »⁴⁴

À Londres, les cercles financiers s'alarmaient de cet éclatement de violence, et Sir Charles Addis, qui dirigeait le groupe britannique du consortium chinois, estimait qu'une « action concertée immédiate de la part des Puissances » était « impérative. »⁴⁵ M. Lamont ne se montra pas si positif en écrivant une recommandation pour l'occasion. Il assura au représentant des intérêts Morgan à Londres qu'il avait maintenu « un lien des plus étroits avec Washington » mais qu'il n'avait produit aucune « suggestion spécifique, car bien que nous soyons d'accord sur le fait que la situation est grave, nous ne nous sentons pas compétents pour indiquer une voie de sortie. »⁴⁶

44. Du consul John K. Davis au secrétaire Kellogg, Nankin, 6 juillet 1925. 893.00/6465, MS, Department of State.

45. D'E. C. Grenfell à T. W. Lamont, Londres, 25 juin 1925. 893.00/6364, MS, Department of State.

46. De T. W. Lamont à E. C. Grenfell, 26 juin 1925. 893.00/6364, MS, Department of State.

2.3 Le sénateur Borah attaque l'impérialisme étranger en Chine

Ceux qui étudiaient de près les affaires d'Extrême-Orient étaient tout aussi hésitants que M. Lamont à écrire et à émettre de vastes recommandations de nature à répondre à tous les problèmes de la Chine. Thomas F. Millard, qui avait pour un temps occupé le poste de conseiller au ministère chinois des affaires étrangères, craignait que les radicaux chinois ne poussassent les choses trop rapidement. Dans une lettre à W.W. Yen, il développa son point de vue :

Je suis arrivé en Chine au mois de décembre, et j'ai commencé immédiatement à étudier la situation. Avant de quitter les États-Unis, j'avais espéré que la réorganisation de Pékin qui suivit le coup d'État de l'automne dernier fournirait une chance pour que l'on fasse quelque chose de constructif; mais après avoir résidé ici quelque temps, je compris que ce n'était pas le cas... Il apparaît à présent que les tendances politiques en Chine penchent vers un éloignement avec les États-Unis, selon lequel tout ce qui avait été accompli à Washington serait perdu, et peut-être le gouvernement étasunien sera-il contraint par les circonstances d'altérer sa politique chinoise à certains égards... Je suis quelque peu intrigué au sujet de ce que les intellectuels de Chine ont à l'esprit — Où pensez-vous aller? ... Je trouve que nombre d'intellectuels chinois semblent avoir dépassé l'idée d'abroger les traités de position spéciale (extra-territoriale) par ultimatum, en espérant « s'en tirer » comme la Turquie l'a fait... Je vous demande, hommes qui devriez être en mesure de voir un peu l'avenir, de bien mesurer la situation. Si vous pratiquez une telle répudiation, il va de soi que vous n'avez plus besoin de vous préoccuper de votre crédit, car il aura absolument disparu ce faisant. Mais si vous comptez rester dans le cercle des gouvernements responsables, il vous faut une aide financière considérable depuis l'étranger. Où celle-ci peut-elle être obtenue? En un seul lieu — les États-Unis.⁴⁷

M. Millard écrivit ensuite au [sénateur Borah](#) et lui conseilla de ne pas soutenir l'idée d'abolir sur-le-champ les droits extra-territoriaux en Chine. Il estimait que la Chine était

en ce moment impréparée à ce changement, et il est presque certain qu'une transition soudaine ajoutera à la confusion existante... Il est incertain pour l'instant de savoir si les éléments radicaux seront prêts à s'arrêter sans une abrogation complète

47. De Thomas F. Millard à W. W. Yen, Shanghai, 11 juin 1925. Borah MS, Library of Congress.

*et immédiate : ils sont assez intelligents pour savoir qu'ils disposent en ce moment des meilleurs leviers d'influence sur les Puissances... Le corps diplomatique en place à Pékin est presque à plaindre d'égarément et de sottise.*⁴⁸

Borah répondit qu'il était juste favorable à « renoncer aux droits extra-territoriaux en Chine dès que cela sera faisable... J'ai compris, et je comprends désormais, que cela ne peut pas se pratiquer sans préparation et en un claquement de doigts. »⁴⁹

Mais Borah était fondamentalement opposé à l'impérialisme étranger en Chine, et il faisait feu de tout bois pour le dénoncer. Lorsque la chambre de commerce de Hankow câbla au département d'État que la Troisième Internationale de Moscou était « certes en train de se concentrer sur l'Orient avec pour idée de créer le chaos, » il exprima l'opinion véhémement selon laquelle les problèmes en Chine découlaient de l'impérialisme occidental : « La chambre de commerce étasunienne en Chine fait partie de la combine impérialiste qui compte opprimer et exploiter le peuple chinois. »⁵⁰

Le 21 août, le secrétaire Kellogg écrivit au sénateur Borah et revint sur le contexte de l'incident du 30 mai d'une manière compétente et étendue. En conclusion, il observa que : « Que des coups de feu aient été tirés est, bien sûr, une affaire des plus déplorables. Il m'est impossible d'affirmer à cette distance où les responsabilités résident précisément. Elles ne reposent évidemment pas intégralement sur les autorités de la police car, sans aucun doute, la foule était déterminée à semer la zizanie. »⁵¹ Borah se dissocia fermement de cette vision : « Selon les faits qui m'ont été présentés, j'estime que la fusillade ne peut en aucune manière être justifiée. Il m'apparaît que toute cette affaire a été traitée au départ avec regrets et mépris, puis enfin avec brutalité. »⁵²

Alors que le sénateur Borah continuait de fermer les yeux sur les activités des agents soviétiques et insistait pour imputer les péchés de l'impérialisme aux méchantes nations de l'Occident, le conseil municipal de Shanghai produisit un manifeste affirmant que l'émeute du 30 mai avait été inspirée par des étudiants et d'autres « personnes mécontentes » qui avaient prononcé des discours incendiaires. Lors du procès tenu à Shanghai, l'accusation avançait que les étudiants qui avaient lancé « tous ces problèmes venaient d'une université bolchevique — la *Shanghai Univer-*

48. De Thomas F. Millard au sénateur Borah, Shanghai, 18 juin 1925. Ibid.

49. Du sénateur Borah à Thomas F. Millard, Boise, Idaho, 20 juillet 1925. Ibid.

50. *New York Times*, 16 juin 1925.

51. Du secrétaire Kellogg au sénateur Borah, 21 août 1925, Strictly Confidential. Borah, op. cit.

52. Du sénateur Borah au secrétaire Kellogg, Boise, Idaho, 26 août 1925. Ibid. Dans une lettre à l'évêque William F. McDowell, le 18 août 1925, Borah réalise le commentaire critique suivant : « Je pense que la voie de conduite des nations occidentales en Chine [est] indéfendable. » Ibid.

sity of Seymour Road. »⁵³ Ferdinand L. Mayer, le chargé de la légation étasunienne à Pékin, souligna également les dangers causés par les intrigues soviétiques. Il avait confiance dans l'idée que la situation en Chine était « exploitée de toutes manières possibles » par « les Soviétiques. »⁵⁴ Sur un point, tous les observateurs étasuniens convergeaient — le mouvement anti-étrangers se répandait rapidement en Chine, et il portait les implications d'un grave danger pour les intérêts investis par les puissances occidentales.

2.4 Les causes du mouvement anti-étranger en Chine

Le représentant MacMurray, après une évaluation de la situation en Chine, parvint à la conclusion qu'une grande part des désordres qui se déroulaient en Chine étaient due à un « complexe d'infériorité » qui affligait un grand nombre d'intellectuels. Ils étaient conscients de « l'échec qu'ils manifestent dans l'organisation de leur vie nationale et morbidement conscients du faible niveau de présentation qu'ils ont aux yeux des nations étrangères. »⁵⁵

Le sénateur Borah pensait que ce « complexe d'infériorité » découlait du fait que les puissances occidentales avaient imposé des « traités inégaux » à la Chine, en référence spéciale à l'extra-territorialité et à l'autonomie douanière. Cette situation devait rapidement trouver remède en accordant des concessions à la Chine. Dans une lettre envoyée au rédacteur en chef du *Baltimore Sun*, le 11 août 1925, il souligna sa position avec vigueur :

*L'extra-territorialité est contraire à l'esprit de l'âge et en conflit avec les principes de la souveraineté... Ce qui est proposé, et ce qui est sérieusement argumenté, est que les puissances étrangères, de bonne foi... vont aider à susciter une situation permettant l'abolition de l'extra-territorialité. Ces actions devraient être entreprises sur-le-champ et sans s'y tromper... Les intérêts étrangers en Chine exploitent actuellement la vie humaine... au-delà de ce que le langage humain peut décrire. Il n'y a qu'en Chine que le sang d'enfants impuissants est changé en dollars et en cents.*⁵⁶

Dans une lettre adressée au ministre des affaires étrangères du gouvernement nationaliste, Borah exprima l'opinion selon laquelle la « situation

53. Dorothy Borg, *American Policy and the Chinese Revolution. 1925-192* (New York, 1947), pp. 24-25.

54. De Ferdinand L. Mayer au secrétaire Kellogg, 19 juin 1925. Foreign Relations, 1925, I, 667.

55. Du représentant MacMurray au secrétaire Kellogg, 28 juillet 1925. Ibid., pp. 799-802.

56. Borah, op. cit.

en Chine ne découle pas de causes temporaires, mais du sentiment nationaliste de la part de la Chine, selon lequel elle a droit à un traitement égal parmi les autres nations. »⁵⁷

Pour tracer la route de la meilleure expression de ce sentiment nationaliste, le sénateur Borah pensait que le gouvernement étasunien devait adopter une politique indépendante et ne plus rester un membre du concert des puissances :

*À mon avis, les objets, les objectifs et les standards des États-Unis d'une part, et ceux de la Grande-Bretagne et du Japon d'autre part, sont tellement différents et divers qu'il est absolument impossible d'agir en accord avec eux et dans le même temps protéger nos propres intérêts et assurer la justice en Chine. D'un autre côté, suivant une trajectoire osée et indépendante, fondée sur les principes de la justice et du traitement équitable, les États-Unis peuvent modeler l'opinion publique de sorte à forcer l'application d'une politique raisonnable en Extrême-Orient.*⁵⁸

Il est difficile d'estimer l'influence de Borah sur les intellectuels chinois qui luttèrent durement pour une autonomie douanière et l'abolition de l'extra-territorialité. Il ne fait aucun doute que nombre d'entre eux lurent ses déclarations avec un vif intérêt et tirèrent du courage de sa dénonciation acérée des « traités inégaux. » Chungting T. Wang, du Directorat-général des négociations sino-russes, écrivit pour assurer à Borah que la « voix d'un grand dirigeant d'un grand pays, défendant la justice internationale et les principes d'humanité, ne peut constituer qu'un énorme encouragement dans notre lutte pour retrouver nos droits perdus. »⁵⁹

Dans une veine similaire, Harry Hussey, un architecte de premier plan à Pékin, envoya une lettre très reconnaissante à Borah : « Vos remarques ont fait davantage que toute autre chose pour limiter les Chinois lorsque les choses paraissaient très dangereuses ici en Chine. Jusqu'à ce que vous preniez la parole, les Chinois étaient désespérés... Votre discours leur a montré qu'ils disposaient d'un ami aux États-Unis, et ce fait a été utilisé par l'élément conservateur, qui a compris qu'il pouvait contrôler les autres. »⁶⁰

57. Du sénateur Borah au ministre des affaires étrangères, gouvernement de Canton, 26 septembre 1925. Ibid.

58. Du sénateur Borah à Thomas F. Millard, 15 septembre 1925. Ibid.

59. Ibid. De Chungting T. Wang au sénateur Borah, Pékin, 28 septembre 1925.

60. De Harry Hussey au sénateur Borah, Pékin, 23 juin 1925. Ibid.

2.5 Le Kuomintang demande une autonomie douanière

L'incident de Shanghai ne fut guère que le premier d'une suite d'émeutes anti-étrangers qui éclata en Chine à l'été 1925. En parallèle de cette violence, les dirigeants du Kuomintang organisèrent un boycott contre les marchandises britanniques, qui s'étendit entre juin 1925 et octobre 1926.⁶¹ Le gouverneur de Hong Kong pensait qu'une grande partie des désordres dirigés contre les Britanniques avait été provoquée par une « intrigue bolchevique. »⁶² Il était absolument exact que la frange de gauche du Kuomintang était particulièrement active dans le Sud à l'époque, et que les conservateurs du parti se mettaient à se faire du souci quant à l'avenir de la Chine.

Pour apporter une base populaire à leur poussée visant à s'assurer le contrôle de la Chine, les dirigeants du Kuomintang adoptèrent un programme dont les éléments clés étaient une demande d'autonomie douanière et l'abolition de l'extra-territorialité. En 1928, le gouvernement étasunien conclut un accord avec la Chine, selon lequel l'autonomie douanière prendrait effet le 1^{er} janvier 1929. En référence à l'abolition de l'extra-territorialité, ce fut un échec, ce qui ajouta en violence et en volume aux dénonciations chinoises de l'impérialisme occidental.

2.6 Des missionnaires étasuniens contribuent à modeler la politique des États-Unis

En 1925, on comptait presque cinq mille missionnaires protestants étasuniens vivant en Chine. Les dépenses annuelles des sociétés de mission étasuniennes dans ce pays s'élevaient à environ 10 000 000 \$ et l'estimation basse des propriétés terriennes des missions était de 43 000 000 \$.⁶³ Il était évident que ce groupe important d'Étasuniens qui se faisaient particulièrement bien entendre disposait d'une influence conséquente sur la politique du département d'État. Sous l'administration Coolidge, l'opinion missionnaire était fortement pro-chinoise, et de nombreux mémorandums furent envoyés à Washington afin d'influencer les points de vue officiels. La presse religieuse était également active dans cette campagne pro-chinoise.

Le 20 août 1925, le *Christian Century* désapprouva le fait supposé selon lequel la politique de l'Extrême-Orient menée par le département d'État était en grande partie contrôlée par une « petite coterie d'experts professionnels. » On espérait que l'administration Coolidge allait finir par rejeter

61. C. F. Remer et William B. Palmer, *A Study of Chinese Boycotts with Special Reference to their Economic Effectiveness* (Baltimore, 1933), pp. 95-102.

62. China Year Book, 1926-27, p. 982.

63. China Year Book, 1928, p. 4; Julean Arnold, « The Missionaries' Opportunity in China, » *Chinese Recorder*, octobre 1925, p. 639; C. F. Remer, *Foreign Investments in China* (New York, 1933), p. 308.

le conseil de ce petit groupe d'experts orientés et adopter la politique chinoise du sénateur Borah.⁶⁴ Au mois de septembre, le même magazine se prononça fortement en faveur de l'abolition de l'extra-territorialité qui était le « fruit de l'impérialisme occidental » et qui ne pouvait être maintenu que par la force armée.⁶⁵

Le révérend J.L. Stuart, président de l'université de Yenching, accorda un soutien immédiat à ce point de vue.⁶⁶ Bientôt, le Conseil fédéral des Églises du Christ en Amérique, et la plupart des conseils de direction des grandes missions se mirent à soutenir avec ferveur une action pour mettre fin à l'ancienne pratique de l'extra-territorialité.⁶⁷

Cette opinion missionnaire pro-chinoise soulevait de vives critiques de la part de certaines sphères. Au mois de juin 1926, George Bronson Rea, éditeur du *Far Eastern Review*, exprima l'opinion selon laquelle l'influence missionnaire aux États-Unis était si forte que le « choix de notre représentant à Pékin est déterminé par des qualifications qui répondent aux recommandations des Conseils missionnaires. » Il avait la certitude que ces conseils exerçaient à Washington une « influence à laquelle aucun président, dirigeant ou politicien n'oserait s'opposer. La réussite du développement de leurs plans ne pouvait être atteinte qu'en maintenant aux États-Unis une atmosphère sympathique envers la Chine, car si l'opinion publique devait... devenir hostile, l'afflux de contributions volontaires, dont dépendait l'existence même du mouvement, se verrait automatiquement coupé. » Cette influence missionnaire n'avait pas seulement été édifiée en nuisant au commerce étasunien, mais elle était véritablement responsable des désordres anti-étrangers qui se répandaient sur toute la Chine. « Qui-conque étudie de près les affaires chinoises trouve les racines de la flambée actuelle de sentiment anti-étranger dans l'hystérie émotionnelle mise en mouvement par ceux qui se montraient ultra-zélés pour accomplir leurs tâches missionnaires et d'éducation. »⁶⁸

Rodney Gilbert, un journaliste étasunien bien connu en Chine, partageait le point de vue de M. Rea. Un changement d'attitude missionnaire, de l'amitié vers une posture plus critique, signifierait rapidement que la « marée de bave sans nom qui a été répandue sur les États-unis depuis l'an dernier au sujet des droits et aspiration de la Chine » serait « brutalement essoufflée aussi bien aux États-Unis qu'en Angleterre. »⁶⁹

64. Pp. 1041-43.

65. Ibid., 10 septembre 1925, p. 114.

66. *American Relations with China : A Report of the Conference Held at the Johns Hopkins University, September 17-20, 1925* (Baltimore, 1925), p. 39.

67. Borg, op. cit., pp. 76-82.

68. *Far Eastern Review*, juin 1926, pp. 242-43.

69. *North China Herald*, 10 juillet 1926.

2.7 Évolution de la politique des États-Unis envers la Chine nationaliste

Alors qu'à partir de 1925 les conditions politiques, économiques et sociales empiraient peu à peu en Chine, il se fit plus difficile pour l'opinion missionnaire pro-chinoise d'exercer une influence importante sur la politique du département d'État. Le facteur politique était particulièrement perturbant dans l'équation chinoise. Lorsque la Conférence spéciale sur les barrières douanières s'assembla à Pékin, le 25 octobre 1925, le régime du président Tuan Ch'i-jui était manifestement branlant. Le gouvernement de Pékin était en grande partie contrôlé par **Chang Tso-Lin** et le maréchal **Fêng Yü-hsiang**. Chang contrôlait la Mandchourie, alors que Fêng dominait dans le Nord de la Chine. Mais d'autres seigneurs de guerre défièrent bientôt leur position lorsqu'il fut devenu évident que toute décision favorable de la Conférence spéciale sur les barrières douanières allait impliquer un accroissement des revenus du gouvernement de Pékin. **Wu P'ei-fu** et **Sun Ch'uan-fang** protestèrent rapidement contre les négociations entre les puissances et le gouvernement « illégal » de Pékin. Chang Tso-lin fut contraint de se retirer à Mukden et, malgré les clauses du protocole Boxer, les communications entre Pékin et la mer furent interrompues par les armées des seigneurs de guerre contestataires. Cependant, la situation militaire en Chine restait remarquablement fluide. Au mois de mars 1926, Chang Tso-lin rallia ses forces avec Wu P'ei-fu, son ancien adversaire ardu, et bientôt, leurs armées occupèrent Pékin. Le président, **Tuan Ch'i-jui**, démissionna rapidement et des mois durant, il n'y eut même pas de simulacre de gouvernement central en Chine. Face à ces incertitudes politiques, le 3 juillet 1926, la Conférence spéciale sur les barrières douanières fut ajournée et les puissances furent dissuadées par les factions contestataires de toute tentative de reprendre les discussions.⁷⁰

Le message comminatoire envoyé par le ministre des affaires étrangères du gouvernement de Canton fut une attaque acide contre le « gouvernement fantôme de Pékin, » qu'il décrivit comme la création d'« un appareil de militaristes médiévaux et d'une bande de valets et de travailleurs agricoles mandarins. »⁷¹ Deux semaines plus tard, il retournait ses canons contre la politique étasunienne car celle-ci avait échoué à reconnaître le fait que la situation en Chine était « révolutionnaire », et non « évolutionnaire. » En Chine, les remèdes se devaient d'être drastiques. Les vieux « traités inégaux » allaient devoir être abrogés, et de nouveaux accords négociés, qui seraient « cohérents avec la réelle indépendance et souveraineté

70. Robert T. Pollard, *China's Foreign Relations, 1917-1931* (New York, 1933), pp. 275-79.

71. D'Eugene Ch'en à Jenkins, Canton, consul général des États-Unis, 14 juillet 1926. *Foreign Relations*, 1926, I, 845.

de la Chine. » ⁷²

En réponse à ces détonations infligées par l'excité et impudent Ch'en, le représentant étasunien à Pékin envoya au département d'État une longue note, passant soigneusement en revue la situation qui était celle de la Chine. Depuis 1918, il n'y avait eu à Pékin « aucun régime pouvant revendiquer de manière un tant soit peu plausible de constituer un gouvernement légitime. » Néanmoins, les pouvoirs avaient jusque là trouvé avantageux, d'accorder « une reconnaissance au moins de facto à chaque groupe se succédant pour contrôler la capitale et proposant de mener à bien les obligations du gouvernement de Chine. » Il avait évidemment été rentable de traiter avec un « gouvernement central que nous percevions clairement comme une fiction, » tant que celui-ci continuait de constituer une « force conservatrice » protégeant les intérêts étrangers légitimes. Mais la situation en Chine s'était récemment désintégrée, au point que les puissances ne pouvaient plus escompter « qu'une influence conservatrice ou même amicale puisse caractériser tout nouveau régime. » L'administration centrale à Pékin n'était rien de plus qu'un « pion utilisé dans un jeu fantastique, joué entre rivaux militaires sans loyauté ni principe. » Il aurait par conséquent été vain d'attendre quoi que ce fût de la part d'une Conférence spéciale sur les barrières douanières. Les décisions d'une conférence de cette nature ne pourraient pas être appliquées par une « administration centrale qui est et a été depuis des années une non-entité politique. »

Il faut également garder à l'esprit que l'Ombre Rouge de la Russie empiétait sur la Chine du Nord. Le maréchal Fêng Yü-hsiang, « fraîchement diplômé à Moscou en méthodes révolutionnaires, » pouvait à tout moment rentrer à Pékin, et sa première action serait de faire annuler tous les traités en place avec les États-Unis et les autres « Puissances capitalistes », par « une déclaration qu'il s'occuperait de faire prononcer. » Il aurait sans doute été sage de la part du gouvernement étasunien de franchement « écarter la fiction selon laquelle un gouvernement central existe à Pékin. » ⁷³

Le secrétaire Kellogg n'était pas enclin à accepter les suggestions de MacMurray qui plaidait pour que le département d'État abandonnât tout espoir de résultats de la part d'une Conférence spéciale sur les barrières douanières. Qui plus est, il estimait qu'émettre une « notification publique énonçant que la Chine ne dispose d'aucun gouvernement » constituerait une erreur. Une telle décision pourrait « orienter contre nous l'hostilité du peuple chinois, donner à d'autres nations l'opportunité de nous accuser de l'échec de la Conférence, et leur accorder... une bonne excuse pour abandonner la Conférence... L'action que vous suggérez, j'en suis convaincu,

72. Eugene Ch'en to the American Consul General Jenkins, Canton, July 28, 1926. Ibid., pp. 851-53.

73. Du représentant MacMurray au secrétaire Kellogg, Pékin, 14 août 1926. Ibid., pp. 671-80.

ne serait pas comprise aux États-Unis et serait très probablement mal perçue. »⁷⁴

2.8 Les armées du Kuomintang emploient des conseillers rouges

Pendant que le secrétaire Kellogg et le représentant MacMurray échangeaient des notes au sujet de la politique étasunienne vis-à-vis de la Chine, l'avancée rapide des armées du Kuomintang promettaient un profond changement dans l'équilibre politique de l'Extrême-Orient. Au mois d'octobre 1926, les villes importantes de Hankow, Hanyang et Wuchang avaient été capturées, et au mois de décembre, on menait des préparations pour pousser sur Shanghai.

Il n'était pas anodin que les plans de campagne des armées du Kuomintang avaient été préparés par le général bolchevique Blücher (que les Chinois appelaient *général Ga-Lin*) et son État-major. Dans chacun des dix corps d'armée, « un Russe, ou plusieurs, occupaient des positions stratégiques à des fins militaires ou de propagande. » L'avancée des soldats était précédée par « des propagandistes habillés en civil, qui prêchaient auprès des paysans et des habitants des villes les principes du Dr. Sun et de Lénine ; distribuaient en grandes quantités affiches, pamphlets et prospectus ; organisaient les gens, de gré ou de force, syndicats paysans ou ouvriers ; et établissaient des gouvernements soviétiques locaux. »⁷⁵

Ce caractère rouge de la poussée du Kuomintang vers le Nord ne semblait guère préoccuper le gouvernement britannique. Dès le mois de février 1926, le *Foreign Office* sembla se trouver « en gravitation dans la direction d'une reconnaissance rapide du gouvernement de Canton. » MacMurray pensait que cette inclinaison découlait principalement de considérations commerciales. En apaisant le Régime Rouge de Canton, « grève et boycott » contre les marchandises britanniques seraient « terminés. »⁷⁶ Au mois de septembre, lorsque le *Foreign Office* britannique évoqua cette question de reconnaissance, le secrétaire Kellogg répondit que le gouvernement étasunien était prêt à entrer « en relation et à négocier avec tout gouvernement représentant la Chine, et apparaissant en mesure de remplir les obligations qu'il peut assumer. » Les États-Unis n'avaient pour autant aucune intention de lancer des négociations avec « des provinces individuelles ou des groupes de provinces. »⁷⁷

74. Du secrétaire Kellogg à MacMurray, 24 août 1926. Ibid., p. 682.

75. McNair, op. cit., pp. 108-9.

76. Borg, op. cit., p. 120.

77. Du département d'État à l'ambassade britannique, 5 octobre 1926. *Foreign Relations*, 1926, I, 855.

2.9 Pékin et Canton demandent une révision des traités en place

À l'été 1926, le gouvernement de Canton était prêt à mener des actions profondes contre les dits « traités inégaux » conclus avec les puissances occidentales. Au mois de septembre 1926, on apprit que la première action dans cette direction serait la perception de taxes supplémentaires sur les marchandises importées en Chine du Sud. MacMurray pensait qu'une telle mesure devait produire une « action résolue » et concertée de la part des puissances, contre cette « méthode indirecte de répudiation des traités. »⁷⁸

Le chargé étatsunien à Pékin était en accord avec MacMurray. Peut-être qu'un « blocus naval ou quelque mesure de force réalisable » pourrait faire entendre raison au gouvernement de Canton.⁷⁹

Mais le secrétaire Kellogg était opposé à toute intervention collective pour forcer l'application des traités en existence. Il n'irait pas plus loin qu'une protestation formelle auprès du gouvernement de Canton.⁸⁰

Et cette protestation devrait même rester tiède, car le gouvernement britannique, poursuivant son apaisement de l'administration nationaliste rouge de Canton, était favorable à l'acceptation de la décision du Kuomintang de percevoir des taxes supplémentaires. Downing Street proposa que les messages envoyés par les puissances devraient se contenter d'insister pour que des garanties fussent données sur la non-augmentation des taux des taxes. Cela allait trop loin, même aux yeux du pacifique département d'État, qui refusa d'adopter la suggestion britannique. Le 3 novembre, le consul général des États-Unis à Canton reçut pour instruction de déposer plainte contre la légalité des nouvelles surtaxes. Les autres puissances occidentales suivirent rapidement le mouvement.⁸¹

Cette action audacieuse décidée par Canton fut imitée par le gouvernement de Pékin, qui au mois d'octobre 1926 informa la Belgique et le Japon de sa détermination à demander une révision des traités en place avec ces puissances. Le 6 novembre, Pékin annonça l'abrogation du traité sino-belge de 1865.⁸²

À Pékin, il était évident aux yeux de MacMurray que cette procédure serait invoquée contre les traités existants avec les États-Unis, sauf si, dans l'« intervalle, notre intention de ne pas tolérer un tel traitement de nos droits a été énoncée de manière très claire. »⁸³ MacMurray développa ensuite la thèse selon laquelle se trouvaient en Chine deux écoles

78. Du représentant MacMurray à Ferdinand L. Mayer, 30 septembre 1926. Ibid., p. 868.

79. De Ferdinand L. Mayer au secrétaire Kellogg, 3 octobre 1926. Ibid., p. 869.

80. Du secrétaire Kellogg à Mayer, 5 octobre 1926. Ibid., p. 871.

81. De Ferdinand L. Mayer au secrétaire Kellogg, 3 novembre 1926. Ibid., pp. 896-97.

82. *China Year Book*, 1928, p. 782.

83. De MacMurray au secrétaire Kellogg, 12 novembre 1926. *Foreign Relations*, 1926, I, 996-97.

de pensée rivales en référence à une révision des « traités inégaux » — l'une évolutionnaire, l'autre fortement révolutionnaire. La première école adhérait à l'opinion selon laquelle une révision des traités devait être menée par une action conjointe entre la Chine et les puissances occidentales, et ses membres pensaient également que la Chine devait prouver au monde qu'elle était capable d'assumer les responsabilités d'une nation souveraine. Ceci avait constitué la théorie sur la base de laquelle la Conférence de Washington avait agi, et il s'agissait de l'« inspiration de la Conférence spéciale sur les barrières douanières et la Commission de l'extra-territorialité. » Mais comme la Chine n'avait pas fait usage « efficacement de ses opportunités, » et comme les puissances étaient réticentes à mettre en œuvre les traités de Washington, les « influences soviétiques perturbatrices » avaient percé au travers de l'école de pensée révolutionnaire. La Chine avait déjà mené une action significative en empruntant la voie russe de la répudiation des obligations mentionnées dans les traités. Avant qu'elle ne décidât d'une action supplémentaire sur ce chemin douteux, il serait opportun pour les États-Unis d'émettre « des mots d'avertissements sur un ton amical. »⁸⁴

Le secrétaire Kellogg n'était pas disposé à instiller une menace véritable contre Canton ou contre Pékin, si bien que l'affaire des surtaxes ne fut pas réglée par les conférences tenues entre les représentants des deux gouvernements en Chine et les représentants des puissances occidentales. Le gouvernement de Pékin fit ensuite montre de son mépris envers la pensée occidentale, en limogeant Sir [Francis Aglen](#) du poste d'inspecteur général des douanes. Cette décision incita MacMurray à envoyer un télégramme au secrétaire Kellogg, dans laquelle il soulignait les implications dangereuses qui résidaient derrière ce renvoi. Il fallait comprendre que de nouvelles protestations faibles contre les violations des traités seraient « stériles ; et le commerce étranger n'aura dorénavant plus de protections face aux exactions arbitraires commises par les autorités locales. »⁸⁵

Ces perspectives sombres ne perturbaient pas trop le secrétaire Kellogg. Le département d'État avait déjà compris la « difficulté croissante à obtenir une reconnaissance complète des droits des ressortissants étatsuniens en Chine. » Qui plus est, il n'était pas possible d'employer les « forces militaires et navales des États-Unis pour mettre en œuvre les droits garantis selon les traités en vigueur. » La seule politique que les États-Unis pouvaient suivre vis-à-vis de la Chine était faite de « patience et vigilance. »⁸⁶

84. De MacMurray au secrétaire Kellogg, 16 novembre 1926. *Ibid.*, pp. 897-99.

85. De MacMurray au secrétaire Kellogg, Pékin, 7 février 1927. *Foreign Relations*, 1027, II, 379-81.

86. Du secrétaire Kellogg à MacMurray, 15 février 1927. *Ibid.*, pp. 382-83.

2.10 La Grande-Bretagne met au défi la prépondérance étasunienne en Chine

Les gouvernements de Canton et de Pékin voulaient obtenir davantage de la part de Washington que de la simple patience et vigilance. Ils voulaient une médiation efficace entre les puissances et la Chine, sous la forme de vastes concessions relatives à l'autonomie des barrières douanières et à l'abolition de l'extra-territorialité. Le *Foreign Office* britannique perçut la direction des vents politiques en Chine et décida de s'engager dans une expérience de vol de cerf-volant. Le 24 décembre 1926, l'ambassadeur britannique à Washington remit au secrétaire Kellogg la copie d'un télégramme qui avait été envoyé au représentant britannique en poste à Pékin. Ce télégramme contenait une déclaration de principes qui, selon le *Foreign Office* britannique, devaient guider à l'avenir la politique des puissances occidentales en Chine. Le premier point soulignait l'importance d'abandonner l'idée « selon laquelle le développement économique et politique de la Chine ne peut être assuré sous tuteurage étranger, et [les puissances] devraient déclarer leur empressement à reconnaître ses droits de jouir d'une autonomie douanière dès qu'elle aurait elle-même établi et promulgué de nouveaux droits de douane au niveau national. » Après cette profonde révérence devant les éléments irresponsables qui tenaient alors les rênes de la Chine, le mémorandum poursuivait en affirmant que les puissances devaient « expressément réfuter toute intention de forcer une Chine réticente à subir un contrôle de la part de l'étranger. » Une injonction finale énonçait que les puissances devaient également « modifier leur attitude traditionnelle d'insistance rigide sur la lettre stricte des droits énoncés dans les traités. »⁸⁷

Le département d'État eut la surprise pénible de constater la tentative britannique de lui dérober le « tonnerre américain » eu égard à la Chine,⁸⁸ et il craignait les critiques étasuniennes de l'échec du secrétaire à définir et suivre une politique efficace. À Pékin, MacMurray se montrait caustique dans ses commentaires sur le mémorandum britannique. S'il pouvait être sage de la part des puissances d'adopter envers la Chine une « attitude [moins] acariâtre et mesquine, » la formule présentée par les Britanniques pour « cautionner le mépris manifesté par les Chinois face à leurs obligations de toute nature que les Puissances peuvent ne pas considérer unanimement comme vitales, est... une invitation remise aux Chinois à porter le principe de la répudiation sur tout sujet s'avérant à la limite de tolérance des Puissances. » Mais le simple fait que de telles concessions radicales aient été proposées par la nation qui restait au premier plan dans le commerce de la Chine allait contraindre les États-Unis

87. Du secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères à l'ambassadeur britannique en Chine, 2 décembre 1926. *Foreign Relations*, 1926, I, 923-29.

88. *London Times*, 5 janvier 1927.

à adopter une attitude similaire.⁸⁹

Dans son estimation de la situation, MacMurray s'avéra bientôt avoir eu totalement raison, car le secrétaire Kellogg s'aligna immédiatement sur l'action britannique. Pékin fut informée que les recommandations britanniques avaient « constitué une part de la politique du gouvernement des États-Unis depuis longtemps. » Le département d'État était prêt à tirer profit de la première opportunité de « négocier avec un gouvernement représentant la Chine afin de réviser les traités étasuniens en place dans l'objectif de renoncer aux privilèges d'extra-territorialité des Étasuniens en Chine, et d'accorder à la Chine le droit d'établir ses propres droits de douane sur les produits d'origine étasunienne. »⁹⁰

MacMurray supplia le secrétaire Kellogg de ne pas agir aussi vite pour accorder des concessions importantes à des groupes politiques irresponsables en Chine. Une telle politique n'allait « nous faire gagner aucune considération ni aucun respect de la part des [Chinois],... de fait, cela leur donnerait le courage de nous priver, ainsi que tous les autres étrangers, de tout privilège spécial ainsi que tous les droits ordinaires. »⁹¹

Kellogg rejeta ce conseil de sagesse, et formula la politique étasunienne en stricte conformité avec les désirs chinois tels qu'ils lui avaient été exprimés lors de conférences quotidiennes avec le Dr. Alfred Sze, le représentant chinois à Washington. Le 27 janvier 1927, il annonça en fin de compte que le gouvernement étasunien était absolument prêt à « poursuivre les négociations sur l'ensemble du sujet des barrières douanières et de l'extra-territorialité » et de commencer ces négociations « pour le compte des seuls États-Unis. »⁹² On escomptait que les négociations seraient tenues avec les représentants à la fois des gouvernements de Canton et de Pékin. Il ne fallut cependant pas attendre longtemps pour que la poussée vers le Nord des armées nationalistes ait rendu les désirs de Pékin négligeables.

2.11 Le Congrès soutient une politique de révision des traités

La politique pro-chinoise menée par le secrétaire Kellogg reçut un fort soutien de la part des cercles du Congrès. En janvier 1927, la résolution Porter demanda au président d'entrer dorénavant en négociations avec les « agents dûment accrédités de la République de Chine » en vue de conclure des traités établissant les relations entre les deux pays sur une « base d'égalité et de réciprocité. » Des membres des deux partis politiques

89. De MacMurray au secrétaire Kellogg, Pékin, 22 décembre 1926. *Foreign Relations*, 1926, I, 919-21.

90. Du secrétaire Kellogg au représentant MacMurray, 23 décembre 1926. *Ibid.*, p. 922.

91. De MacMurray au secrétaire Kellogg, 28 décembre 1926. *Ibid.*, p. 929.

92. Du secrétaire Kellogg au chargé étasunien en Chine (Mayer), 25 janvier 1927. *Foreign Relations*, 1927, II, 350-53.

soutenaient cette résolution. M. Connally, du Texas, exprima l'opinion selon laquelle les désordres en Chine remontaient « aussi loin que la *Guerre de l'Opium* en 1842. . . de ce jour jusqu'à aujourd'hui. . . les Puissances du monde ont imposé leur volonté à la Chine. »⁹³ M. Carroll L. Beedy, représentant du Maine, se montrait également sympathique envers la Chine : « Je veux que mon pays fasse tout son possible pour libérer la Chine de la malédiction des traités inégaux et des injustices étrangères. »⁹⁴ Le 21 février 1927, la résolution fut adoptée par la Chambre des Représentants, par une majorité écrasante de 262 voix pour et 43 contre.⁹⁵ Elle fut transmise au Sénat où elle fut reléguée en attente au bureau du comité des relations étrangères.

Alors que la résolution Porter était en cours de débat à la Chambre des Représentants, la presse d'opinion étasunienne de nombreuses sphères soutenait son adoption avec véhémence. Le *Baltimore Sun* se montra particulièrement actif pour pousser un examen immédiat et favorable de la résolution. Le peuple de Chine avait été « persécuté et offensé » de toutes les manières possibles par les Puissances occidentales. La longue période d'oppression était désormais terminée, et la Chine pourrait au moins obtenir sa juste position parmi les nations du monde.⁹⁶ Le *Washington Post* estimait que la seule voie honorable à suivre pour les États-Unis était de « se rapprocher de la nation chinoise et la traiter en égale. »⁹⁷ Le *New York World*,⁹⁸ le *Louisville Courier-Journal*,⁹⁹ et le *Kansas City Star*¹⁰⁰ firent écho à ces sentiments d'amitié. Mais le *Chicago Tribune* remit en question ces attaques pro-chinoises contre les « traité inégaux. » Le tollé face à l'« exploitation étrangère » des Chinois était « en grande partie une affaire de politique intérieure et un dispositif dangereux. » La résolution Porter dénotait soit d'une « ignorance abyssale des faits notoires de la situation chinoise, » soit d'un « simulacre de basse politique visant à soulever un sentimentalisme aux États-Unis n'ayant rien à voir avec les faits. »¹⁰¹

Le *Chicago Tribune* se préoccupait particulièrement de la teinte rouge du gouvernement de Canton. Les Cantonais entretenaient les « relations les plus étroites avec Moscou, » et les Étasuniens devaient comprendre que Sun Yat-sen, au cours de ses dernières années, avait été étroitement associé à des agents communistes.¹⁰² Le *New York Times* était tout aussi critique envers Canton. La domination étrangère sur la Chine était un

93. *Congressional Record*, 26 janvier 1927, LXVIII, pt. II, 2324.

94. *Ibid.*, LXVIII, pt. II, 4388.

95. *Ibid.*, 21 février 1927, LXVIII, pt. III, 4389.

96. 8-10 janvier, 23-24 janvier, 29 janvier 1927.

97. 9 janvier 1927.

98. 25 janvier 1927.

99. 17 mars 1927.

100. 21, 26 janvier 1927.

101. 23, 28, 30 janvier ; 3, 5, 9 février 1927.

102. 22 mars 1927.

mythe, sauf « dans la mesure où les Cantonais sont sous l'influence de la Russie soviétique. »¹⁰³

2.12 L'incident de Nankin et ses répercussions

Alors que les armées du gouvernement de Canton, dirigées par Tchang Kaï-tchek, se déplaçaient vers le Nord au printemps 1927, l'esprit anti-étranger qui s'était développé depuis des années fit céder toutes les barrières de modération. Le 24 mars 1927, à Nankin, un incident majeur se produisit. Au moment où certains soldats nationalistes passaient devant la légation étasunienne, John K. Davis, le consul des États-Unis, leur adressa la parole. Ils répondirent en l'insultant de la « manière la plus sauvage, » et un officier mesquin s'écria : « Vous êtes tous les mêmes... Vous autres Étasuniens avez bu notre sang depuis des années et vous êtes enrichis. Vous vous employez à présent à tuer les soldats de Fengtien, mais bientôt nous allons commencer à tuer tous les étrangers à Nankin, peu importe leur pays d'origine. »¹⁰⁴

Cette menace fut bientôt suivie d'effet. Le Dr. John E. Williams, vice-président de l'université de Nankin, reçut « sans raison » une balle dans la tête et mourut sur-le-champ. Sept missionnaires étasuniens se présentèrent au consulat en faisant état de lugubres récits d'attaques non-provoquées. Le consul Davis décida d'amener les Étasuniens présents au consulat jusqu'à la propriété de la *Standard Oil* connue sous le nom de Socony Hill, où des mesures de protection pourraient être assurées par des canonnières sur la rivière. Peu après leur arrivée à destination, une bande de soldats nationalistes arriva à son tour et ne fut apaisée qu'avec difficultés. D'autres bandes ouvrirent le feu en direction des réfugiés de Socony Hill, qui auraient bientôt finis morts si les canonnières n'avaient pas été en mesure de les protéger d'un « rideau de balles. » Le lendemain matin, le groupe entier put embarquer dans des navires en attente sur la rivière, et être amené en un lieu sûr.

Le nombre d'étrangers tués durant l'incident de Nankin s'éleva à six : un Étasunien, trois Anglais, un Italien et un prêtre français. Dix missions furent incendiées, et la résidence des missionnaires fut pillée. Les consulats étasunien, britannique et japonais furent détruits.

Le consul étasunien à Nankin signala au département d'État que les soldats responsables des attaques étaient « des membres de l'armée régulière du Kuomintang qui agissaient selon leurs ordres. » Le représentant MacMurray était « absolument convaincu » que cette « campagne de terrorisme et d'insultes aux étrangers n'était pas seulement officiellement

103. 25 janvier 1927.

104. Du consul John K. Davis au secrétaire Kellogg, Nankin, 28 mars 1927. *Foreign Relations*, 1927, II, 151-63.

approuvée, mais avait été dirigée et même pré-arrangée » par le gouvernement de Canton.¹⁰⁵

Le mot parvint depuis Tokyo que les abus de Nankin n'étaient guère qu'un élément au sein d'un programme radical étendu visant à mettre à bas Tchang Kai-tchek. Le ministre japonais des affaires étrangères exprima à l'ambassadeur MacVeagh l'opinion qu'il serait inefficace de la part des puissances d'adopter des « mesures répressives » contre Tchang, car de telles actions joueraient en faveur des « radicaux parmi les Cantonais. »¹⁰⁶

Le *Foreign Office* britannique était en accord avec le point de vue japonais. Il fallait accorder un soutien à Tchang dans l'espoir qu'il pût constituer un « noyau d'élément modéré dirigé contre la faction extrémiste du gouvernement nationaliste. » Les demandes de réparations devaient d'abord être présentées à Eugene Ch'en, le ministre de gauche des relations étrangères du gouvernement de Canton. Cela allait nécessiter des consultations préalables entre les représentants des puissances en référence à l'application de sanctions contre Canton.¹⁰⁷

Lorsque l'ombre des sanctions tomba sur le bureau du secrétaire Kellogg, il s' alarma sur-le-champ de la possibilité d'un véritable orage sur l'Extrême-Orient. Sa première réaction fut de prévenir MacMurray que le département d'État n'était pas favorable à infliger « des sanctions drastiques aux nationalistes. »¹⁰⁸

Il n'irait pas plus loin que de présenter à Ch'en des notes de protestations identiques à celles de gouvernements étasunien, britannique, français, italien et japonais au sujet des abus commis à Nankin. Ces notes furent en fin de compte présentées le 11 avril de manière simultanée par les consuls des cinq puissances, à Hankow. Au cas où les « autorités nationalistes » ne « souscrivaient [pas] rapidement » avec ces termes, les puissances se sentiraient contraintes d'adopter « les mesures » qu'elles considéreraient « appropriées. »¹⁰⁹

Lorsque les puissances s'accordèrent à considérer que les réponses d'Eugene Ch'en n'étaient pas « satisfaisantes, » la question des sanctions revint au premier plan. Le secrétaire Kellogg répugnait à une telle suggestion et

105. De MacMurray au secrétaire Kellogg, Pékin, 28 mars 1927. Ibid., p. 151.

106. De l'ambassadeur MacVeagh au secrétaire Kellogg, Tokyo, 28 mars 1927. Ibid., p. 164.

107. De l'ambassadeur britannique (Howard) au secrétaire Kellogg, 5 avril 1927. Ibid., pp. 179-81.

108. Mémoire au secrétaire d'État, 6 avril 1927. Ibid., pp. 182-83.

109. Du consul général à Hankow (Lockhart) à Eugene Ch'en, le 11 avril 1927. Ibid., pp. 189-90. Ces demandes comprenaient les points suivants : (1) une punition appropriée des commandants des soldats responsables pour les meurtres, les blessures, les indignités et les dégâts matériels infligés, ainsi qu'à toutes personnes dont l'implication serait avérée ; (2) des excuses écrites de la part du commandant en chef de l'armée nationaliste, avec un engagement écrit de contenir toutes formes de violence et d'agitation contre les vies et les propriétés des étrangers ; (3) des réparations complètes pour les blessures et les dégâts matériels infligés.

cherchait anxieusement quelque alternative. Le bureau japonais des affaires étrangères en proposa une en suggérant que le temps était propice à promouvoir une scission entre Tchang Kaï-tchek et le belliqueux Eugene Ch'en. Kellogg s'empara sans délai de cette bouée de sauvetage diplomatique et annonça que la meilleure politique à suivre serait de laisser « la note d'Eugene Ch'en sans réponse, et attendre les développements. » Aucune action ne devait être entreprise qui aurait pu embarrasser Tchang.¹¹⁰

MacMurray espérait que ces craintes manifestées par le département d'État n'allaient pas déboucher sur une rupture de la politique collective consistant à appliquer des pressions sur le gouvernement de Canton. Si les États-Unis se retiraient du concert des puissances, le résultat inévitable en serait une nouvelle alliance anglo-japonaise qui dominerait la situation en Extrême-Orient.¹¹¹

Kellogg répondit qu'il n'avait pas décidé de « se retirer complètement » de la coopération avec les puissances sur le sujet du positionnement vis-à-vis du gouvernement nationaliste. Le département d'État allait continuer d'honorer les engagements pris lors de la conférence de Washington au sujet de l'extra-territorialité et de la révision des barrières douanières chinoises, mais allait également insister sur une politique d'« action modérée » en Chine. Le temps était révolu où les pays étrangers pouvaient « s'emparer du territoire chinois ou maintenir par la force des sphères d'influence spéciales sur le commerce. »¹¹²

Lorsque les représentants des puissances à Pékin préparèrent un mémorandum qui continuait d'énoncer l'acceptation du « principe de sanctions » en lien avec la politique proposée à suivre en Chine, le secrétaire Kellogg les sermonna sur la folie que serait d'envisager d'employer la force pour contraindre le gouvernement de Canton à accepter des réparations. Les États-Unis étaient opposés à une « action drastique » et n'iraient même pas jusqu'à rallier les puissances pour présenter une autre note identique à Eugene Ch'en.¹¹³

Face à cette politique d'inaction, les plans des puissances en vue d'une action vigoureuse contre le gouvernement nationaliste s'effondrèrent rapidement. Ce fut le signal pour Tchang Kaï-tchek, qui au mois d'avril 1927 rompit avec les éléments communistes du Kuomintang et établit des plans d'établissement d'un gouvernement plus conservateur qui serait considéré plus favorablement par les puissances occidentales.

110. Mémorandum du secrétaire d'État, 20 avril 1927. Ibid., 204-5.

111. De MacMurray au secrétaire Kellogg, Pékin, 23 avril 1927. Ibid., pp. 209-10.

112. Du secrétaire Kellogg à MacMurray, 25 avril 1927. Ibid., pp. 210-11.

113. Du secrétaire Kellogg à MacMurray, 28 avril 1927. Ibid., pp. 215-16.

2.13 Le secrétaire Kellogg reste indifférent à la menace rouge en Chine

Jusqu'au mois d'avril 1927, lorsque Tchang Kaï-tchek rejetta la direction de Mikhaïl Borodine et des autres dirigeants communistes, le parti nationaliste de Chine avait suivi une ligne tracée par Moscou. Les observateurs expérimentés de l'Extrême-Orient l'avaient bien compris, mais le président Coolidge et le département d'État apparaissaient indifférents à la menace communiste. Le président lui-même continuait de faire tinter la note de l'amitié vers la Chine, nonobstant l'aspect pris par les factions au pouvoir. Le 25 avril 1927, lors d'un dîner tenu par l'*United Press Association*, il insista sur l'idée que son administration ne « désirait [pas] suivre une voie de quelconque agression contre le peuple chinois. » En fin de compte, la tourmente en Chine allait « se calmer et quelque forme d'autorité émergera, qui sans aucun doute sera prête à un règlement adéquat de tous les torts que nous avons subis. »¹¹⁴

Cette attitude « Pollyanna » était tout à fait détestable aux yeux des hommes d'affaires étasuniens impliqués dans les traités chinois. Au mois d'avril 1927, la chambre de commerce américaine de Shanghai fit une déclaration appelant à l'attention à la fois du nationalisme chinois et du communisme russe :

*Le militarisme, le brigandage et le bolchevisme ont détruit tout semblant de loi et d'ordre dans la plus grande partie de la Chine. . . Nous pensons qu'une action concertée immédiate de la part des Puissances afin de rétablir une situation de sécurité pour les vies et les propriétés des étrangers dans tous les ports concernés par les traités. . . aura une influence profonde sur la Chine au bénéfice ultime du peuple chinois.*¹¹⁵

Rodney Gilbert s'accordait sur les vues de la chambre américaine de commerce de Shanghai et déplorait le fait que l'administration Collidge avait abandonné la politique de pression collective sur la Chine. Il écrivit, depuis Pékin : « L'ensemble de cette communauté, officielle et commerciale, est écoeurée et découragée au-delà des mots. »¹¹⁶

Au mois d'octobre 1927, George Bronson Rea, dans un discours prononcé face à la chambre de commerce des États-Unis, présenta le spectre du bolchevisme planant sur des grandes parties de la Chine : « Si nous reconnaissons que la Russie soviétique a un droit d'intervenir dans les affaires internes de la Chine et d'utiliser les armées chinoises. . . pour mener sa guerre contre les intérêts des autres Puissances, alors les Puissances. . .

114. *United States Daily*, 26 avril 1927.

115. *North China Herald*, 30 avril 1927.

116. Borg, op. cit., p. 344.

doivent disposer du même droit à intervenir dans les affaires intérieures de la Chine pour la préservation de leurs intérêts. » ¹¹⁷

La chambre de commerce américaine à Shanghai avait confiance dans le fait que le mouvement nationaliste chinois avait été « géré et fabriqué par les Soviétiques. » ¹¹⁸ La même opinion fut exprimée par le *North China Herald* dans son supplément spécial paru sous le titre « China in Chaos » : « Quiconque appelle à des négociations [entre les Puissances et la Chine] appelle des représentants auto-nommés qui sont les pillards et les destructeurs notoires de ce territoire naufragé, alors que juste derrière eux on trouve les agitateurs bolcheviques. » ¹¹⁹

En raison de l'historique bolchevique de Tchang, le *North China Herald* se montrait très suspect vis-à-vis de sa rupture (du mois d'avril 1927) avec les Communistes :

Ces étrangers qui voient dans la révolte contre le diktat soviétique ou dans la suppression brutale des groupes de travailleurs communistes, la preuve d'un changement d'avis sincère... sont aveugles aux motivations fondamentales sous-jacentes à ces changements. Nous n'avons jamais été en mesure, ni dans la transmission du programme bolchevique, ni dans la révolte contre celui-ci, de distinguer autre chose que de l'hypocrisie froide et calculée. ¹²⁰

Mais ces accusations d'hypocrisie contre Tchang Kaï-tchek ne reçurent que peu de soutien aux États-Unis. L'administration Collidge était déterminée à le tenir en haute estime, et au printemps 1928, elle se montra prête à reconnaître son gouvernement. Le 30 mars 1928, au cours d'un échange de notes, l'incident de Nankin fut résolu. L'étape suivante serait une reconnaissance formelle. MacMurray émit un avertissement pour dissuader le département d'État d'agir ainsi : « Au sujet de la probabilité d'établissement par les Nationalistes d'un gouvernement responsable, au sens de se montrer sérieusement capable de remplir ses responsabilités, intérieures et internationales, mon opinion est que ce point est extrêmement problématique, et je ne m'attends pas à cela dans un avenir prévisible. » ¹²¹

Le secrétaire Kellogg n'accorda guère d'attention au conseil prodigué par le représentant MacMurray. Dans cette affaire, il alla de l'avant, et le 25 juillet 1928, il conclut un traité avec le gouvernement de Tchang Kaï-tchek, au sein duquel une clause définitive était définie au sujet de l'autonomie douanière de la Chine. ¹²²

Lorsque MacMurray demanda des instructions au sujet du statut du gouvernement de Tchang, le secrétaire Kellogg l'informa rapidement que

117. Ibid., p. 351.

118. *Bulletin of the American Chamber of Commerce of Shanghai*, août 1927.

119. *China in Chaos*, p. 2.

120. 18 juin 1927.

121. De MacMurray au secrétaire Kellogg, Pékin, 20 juin 1928. *Foreign Relations*, 1928, II, 184-85.

122. Ibid., pp. 475-77.

la « signature du traité du 25 juillet avec les représentants du gouvernement nationaliste constituent techniquement une reconnaissance de ce gouvernement, et une ratification par le Sénat n'est pas nécessaire pour donner effet à cette reconnaissance. »¹²³

La lutte amère pour parvenir à l'unification chinoise et pour assurer la reconnaissance du gouvernement nationaliste par les puissances occidentales avait apparemment été couronnée de succès. Mais les ferments rouges que Tchang lui-même avait profondément plantés au cœur de la miche de pain politique chinoise ne cessèrent jamais leur travail de propagation. À la fin, ils allaient détruire non seulement Tchang, mais toute la Chine.

123. Du secrétaire Kellogg à MacMurray, 10 août 1928. *Ibid.*, pp. 192-93.

Chapitre 3

Frictions continues contre le Japon : vers une guerre inévitable

3.1 Le Congrès adopte une loi d'exclusion : colère du Japon

Alors que les dirigeants étasuniens considéraient depuis les scènes troublées de Chine les calmes paysages du Japon, ce n'était pas avec soulagement, mais avec des soupçons qu'ils contemplaient l'image placide de l'Empire du soleil levant. Les manières bien ordonnées de l'empire faisaient grincer les dents de nombreux Étasuniens qui préféraient l'atmosphère instable de la démocratie au rythme régulier du gouvernement Mikado. Depuis 1913, le Japon avait subi des attaques quasiment constantes de la part du département d'État. L'administration Wilson avait mené un assaut permanent contre le Japon, sur plusieurs fronts, et l'investiture de l'administration républicaine, en 1921, avait amené à la convocation de la conférence de Washington dans l'objectif express d'arrêter les projets d'expansion japonais. Le climat de l'opinion aux États-Unis était tout à fait hostile au Japon, et il était inévitable que des nuages d'incompréhension se réunissent sur l'horizon diplomatique. La première menace d'orage perça en lien avec la question de l'immigration.

Après la fin de la Guerre Mondiale, les États-Unis connurent une peur croissante de voir débarquer sur leurs rives une immense vague d'immigration en provenance des pays appauvris par la guerre. Le 19 mai 1921, pour empêcher une telle éventualité, le Congrès adopta une loi limitant le nombre d'étrangers de toute nationalité particulière pouvant obtenir l'admission aux États-Unis à 3 % du « nombre de personnes de cette même nationalité nées à l'étranger et résidant aux États-Unis » en 1910. Quelques mois après, une nouvelle loi fut formulée, réduisant l'admission

annuelle de toute nationalité à 2 % de la population de cette même nationalité née à l'étranger et résidant aux États-Unis en 1890.¹ Une haute digue venait d'être érigée face à la vague d'immigration attendue.

Il apparut rapidement que cette nouvelle loi ne serait pas la seule à être utilisée pour compléter l'accord non formel avec le Japon, qui depuis 1907 avait contrôlé l'immigration de travailleurs en provenance de ce pays. En 1921, un mouvement fut lancé en Extrême-Orient pour exclure par la loi toute nouvelle immigration de travailleurs japonais. Cela fut rendu possible par l'emploi d'une phrase suggérée en 1922 par la Cour Suprême, lorsqu'elle énonça que les Japonais étaient inéligibles à l'obtention de la nationalité par naturalisation. La législation fédérale pouvait être établie pour ne s'appliquer qu'aux immigrés japonais.²

Au mois de décembre 1923, des lois furent introduites au Congrès pour interdire l'admission d'étrangers inéligibles à la nationalité. L'ambassadeur japonais protesta rapidement et avec force. Aux yeux du ministère des affaires étrangères, il fallait savoir « si le Japon en tant que nation est ou non habilité [à recevoir] un légitime respect et de la considération de la part des autres nations. »³

Le 8 février, le secrétaire Hughes envoya une longue lettre au représentant Albert Johnson, président du comité de l'immigration de la Chambre, dans laquelle il critiquait la loi proposée comme incompatible avec le traité de 1911. Elle allait également « fortement défaire le travail de la conférence de Washington sur la limitation des armements, qui avait nettement amélioré nos relations avec le Japon. » Il était convaincu qu'il n'était pas « rentable d'affronter une nation amie avec laquelle nous avons établi les relations les plus cordiales. »⁴

Alors que cette lettre de protestation attendait, remise sur le bureau de M. Johnson, le secrétaire Hughes et l'ambassadeur Hanihara échangeaient des notes sur le sujet de l'immigration. Hanihara insistait sur le fait que son pays n'avait pas l'intention de « remettre en cause le droit souverain de tout pays de réguler l'immigration vers son propre territoire. » Il ne comprenait cependant pas la nécessité d'une mesure qui allait « non seulement gravement offenser la juste fierté d'une nation amie. . . mais allait convoquer la question de la bonne foi et par conséquent de l'honneur de son gouvernement. » La mise en œuvre de la loi proposée pourrait mener à « de graves conséquences » qu'il espérait pouvoir éviter en usant

1. A. Whitney Griswold, *The Far Eastern Policy of the United States* (New York, 1938), pp. 369-70.

2. *Ibid.*, p. 369.

3. De l'ambassade du Japon au département d'État, 15 janvier 1924. 711.945/1063, MS, Department of State.

4. Du secrétaire Hughes au président du comité sur l'immigration et la naturalisation de la Chambre des Représentants, 8 février 1924. 150.01/778, MS, Department of State.

d'autres types de restrictions.⁵

Lorsque le secrétaire Hughes envoya cette correspondance au Congrès, le sénateur Lodge déclara que la phrase « graves conséquences » constituait une « menace voilée » qui devrait trouver une réponse par l'adoption immédiate d'une loi d'exclusion. Lorsque les deux chambres du Congrès se mirent en action sur la base de cette suggestion, Hanihara écrivit au secrétaire Hughes et affirma qu'il était « incapable de comprendre comment les deux mots, lus dans leur contexte, pouvaient être interprétés de près ou de loin comme une menace. »⁶ Hughes était d'accord avec le point de vue de l'ambassadeur et écrivit ensuite une lettre au sénateur Lodge pour exprimer l'opinion selon laquelle une blessure irréparable avait été infligée, « non pas au Japon, mais à nous-mêmes. » Il avait été extrêmement peu avisé de susciter dans l'esprit d'un grand nombre de Japonais un sentiment de ressentiment amer à l'encontre des États-Unis : « Je répugne à penser à quoi ressemblera la moisson, après avoir semé de telles graines. »⁷

3.2 Le Japon invite les États-Unis à investir en Mandchourie

De nombreux journaux étasuniens ne se préoccupaient pas beaucoup de la récolte que préparaient les États-Unis dans l'esprit des Japonais en adoptant la loi d'exclusion. Selon le *San Francisco Examiner*, la Californie ressentait une « intense et triomphante satisfaction » que les intérêts de la côte Ouest aient été ainsi protégés.⁸ D'autres journaux de l'Ouest des États des montagnes Rocheuses exprimèrent des sentiments similaires. Ce sentiment d'hostilité envers le Japon était si profond et si répandu qu'il pétrit les relations japoano-étasuniennes jusqu'à la tragédie de Pearl Harbor. Une bonne indication de la manière dont cette opinion publique défavorable contribua à poursuivre les tensions entre les deux pays a clairement été révélée au cours des négociations entre le gouvernement japonais et la banque Morgan au sujet d'un emprunt visant à développer les infrastructures de la voie ferrée de la Mandchourie du Sud.

Le 29 octobre 1927, un rapport parut dans le *New York Journal of Commerce*, selon lequel la South Manchuria Railway recherchait un emprunt étasunien de 40 000 000 \$. Les recettes de cet emprunt seraient consacrées à l'agrandissement de la mine de Fushun ainsi qu'à l'amélioration de divers projets d'engrais. Elles pourraient également contribuer

5. De l'ambassadeur Hanihara au secrétaire Hughes, 10 avril 1924. 711.945/1043, MS, Department of State.

6. De l'ambassadeur Hanihara au secrétaire Hughes, 17 avril 1924. 711.945/1051, MS, Department of State. Le président Coolidge signa la loi d'exclusion le 26 mai 1924.

7. Du secrétaire Hughes au sénateur Lodge, 17 avril 1924. Calvin Coolidge MS, Library of Congress.

8. 17 avril 1924.

à diverses opérations de refinancement. Arthur N. Young, depuis le bureau du Conseiller économique du secrétaire d'État, écrit sur-le-champ à M. Kellogg et à Nelson T. Johnson, chef de la division des affaires d'Extrême Orient, pour attirer leur attention sur cet élément dans le *Journal of Commerce*. Il remarqua ensuite que le

*département a précédemment pris une position d'objection sur ces financements, en raison du fait qu'ils revenaient à utiliser des capitaux étasuniens pour promouvoir la pénétration japonaise en Mandchourie, et que nous affirmions que nous ne considérions pas d'un bon oeil l'utilisation de fonds étasuniens pour promouvoir dans des pays tiers des activités pouvant porter préjudice aux intérêts étasuniens.*⁹

Nelson Johnson envoya immédiatement une réponse à M. Young. Il avait vu le secrétaire Kellogg, qui lui avait assuré qu'il avait « gardé très nettement en mémoire l'attitude qu'il avait adoptée sur la question du financement de la voie ferrée de la Mandchourie du Sud, et que si l'affaire devait éclore, nous conserverions la même attitude. »¹⁰

T.W. Lamont, de la Morgan, estimait que le département d'État devait revoir ses pratiques au sujet de l'approbation d'emprunts pour le développement des infrastructures de la voie ferrée de la Mandchourie du Sud. Dans une lettre à M. Olds, le sous-secrétaire d'État, il relata son récent voyage en Mandchourie et l'aperçu général de cette province :

*Ma propre observation... est qu'aujourd'hui, la Mandchourie est à peu près la seule région stable de toute la Chine, et qu'avec les Japonais sur place, elle a plus de chance de constituer une force de stabilisation des affaires chinoises qu'un élément perturbant. Les Japonais développent principalement la Mandchourie non pas au sens militaire, mais économiquement. Ils n'agissent pas ainsi au bénéfice des colons japonais qui ne se rendent en Mandchourie qu'en petit nombre. De fait, le développement se réalise conformément aux intérêts des Chinois. Avec la situation instable et belligérante qui couvre une si grande partie de la Chine, les Chinois se rendent désormais en grands nombres en Mandchourie du Sud pour échapper au brigandage, aux pillages et aux saccages qu'ils subissent ailleurs.*¹¹

Lorsque Tchang Kai-tchek eut vent de la proposition d'emprunt en vue du développement des infrastructures de la South Manchuria Rail-

9. D'Arthur N. Young au secrétaire Kellogg et à Nelson Johnson, 1^{er} novembre 1927. 894.51 So 8/1, MS, Department of State.

10. De Nelson T. Johnson à Arthur N. Young, 1^{er} novembre 1927. 894.51 So 8/1, MS, Department of State.

11. De T.W. Lamont à R.E. Olds, sous secrétaire d'État, New York, 11 novembre 1927. 894.51 So 8/48, MS, Department of State.

way, il en fut profondément perturbé. Mayer, le conseiller de l'ambassade à Pékin, avait appris que les « Chinois allaient dans l'ensemble examiner un emprunt de la description ci-avant comme une rupture dans l'attitude traditionnelle des États-Unis vis-à-vis de la Chine, car cette action apporterait une assistance directe au Japon dans ses efforts de dominer en Mandchourie. » Tchang indiqua alors qu'il « accorderait un accueil plus que favorable aux capitaux étasuniens recherchant un investissement approprié en Mandchourie, pour lequel il pourrait proposer toute infrastructure possible. »¹²

Dans la mesure où Tchang Kaï-tchek ne disposait d'aucun contrôle sur la Mandchourie, sa proposition d'accepter l'investissement de capitaux étasuniens était quelque peu prématurée. Chose significative, M. Lamont a découvert que la Mandchourie était la seule province de Chine où la vie et les biens étaient en sûreté. La vitesse à laquelle cette situation allait se détériorer sous l'administration de Tchang a été clairement démontré par les événements survenus à Nankin, Hankow et Tsinan.

Le 21 novembre, le secrétaire Kellogg fit demander une enquête à la légation étasunienne de Pékin. Il était particulièrement soucieux de s'assurer « de ce que seraient les réactions en Chine si le gouvernement japonais réalisait un tel emprunt auprès des États-Unis pour la voie ferrée de Mandchourie, et de toute autre information dont vous pourrez disposer en lien à la discrimination contre le commerce étasunien et l'opposition du Japon à la construction de voies ferrées par la Chine en Mandchourie. » La réponse de Mayer fut des plus significatives.

D'un point de vue strictement humanitaire, il serait avantageux pour la Chine de laisser les États-Unis prendre part de manière indirecte au développement japonais en Mandchourie. Avec nos idéaux nationaux... il apparaît inévitable que si nous disposions de certains contrôles de la part des créditeurs, nous exercerions sur le Japon une influence bénéfique pour la Chine... Je dirais que le Japon va de toute façon de l'avant en Mandchourie, et y consolide sa position en vue d'un conflit contre la Russie en fin de compte... Les Puissances ne peuvent pas, et je crois fermement qu'elles ne le feront pas, laisser la Chine dériver à jamais dans son état actuel d'anarchie, chose d'autant plus désastreuse pour eux si l'influence russe n'est pas endiguée. C'est trop dangereux sur le plan international... Sur un plan éthique, nous ne pouvons pas nous opposer aux plans des Japonais en Mandchourie au vu des mesures que nous avons adoptées dans la zone vitale qui nous correspond

12. De Ferdinand L. Mayer au secrétaire Kellogg, Pékin, 19 novembre 1927. 894.51 So 8/1, MS, Department of State.

— *les Caraïbes*.¹³

Trois jours plus tard, M. Mayer envoya une seconde note au secrétaire Kellogg. Une fois de plus, il fit tinter une note de réalisme qui dut perturber le sentimental secrétaire d'État. En référence spécifique à la réaction en Chine à l'octroi d'un emprunt en vue de développer la South Manchuria Railway, il remarqua avec acidité :

*Il y aurait sans doute des désillusions considérables dans toute la Chine vis-à-vis des États-Unis, mais après tout, l'attitude soi-disant amicale des Chinois à notre égard a-t-elle jamais signifié quelque chose de véritable ? Elle n'a pas contribué à nos intérêts commerciaux... pas plus qu'elle ne nous a sauvés des horreurs et des insultes de Nankin.*¹⁴

De Tokyo, le secrétaire Kellogg reçut un conseil plus réaliste. L'ambassadeur MacVeagh craignait que le gouvernement pût

*considérer un refus du département d'octroyer l'emprunt comme une preuve de méfiance vis-à-vis des intentions du Japon en Mandchourie... Le Japon est très désireux d'obtenir de la part des États-Unis plutôt que d'autres sources l'assistance financière nécessaire, et pense qu'intéresser financièrement le peuple étasunien en Mandchourie l'aidera à développer la région d'une manière à la rendre attractive, et à en faire un lieu sûr pour tous les nationaux, chinois y compris... Je pense depuis longtemps que nous devrions saisir la première opportunité de convaincre les Japonais de notre désir honnête de les aider lorsque nous pourrions légitimement le faire... Je pense que Lamont a été impressionné par le désir sincère des banquiers japonais de positionner leurs affaires sur une base sensée... Lamont m'a également paru convaincu de ce que le Japon essayait sincèrement et sérieusement de trouver une méthode pour aider la Chine à résoudre ses propres problèmes.*¹⁵

Certains journaux étasuniens soutenaient ouvertement la South Manchuria Railway. Le *New York Times* soulignait l'excellente performance de la gestion ferroviaire, et ajouta pour commentaire que l'on ne trouvait guère de systèmes de transports aux États-Unis apportant de meilleurs résultats.¹⁶ Le *San Francisco Chronicle* lui-même ne voyait aucune raison à ce que le département d'État s'opposât à cet emprunt.¹⁷

13. De Ferdinand L. Mayer au secrétaire Kellogg, Pékin, 22 novembre 1927. 894.51 So 8/4, MS, Department of State.

14. De Ferdinand L. Mayer au secrétaire Kellogg, Pékin, 25 novembre 1927. 894.51 So 8/8, MS, Department of State.

15. De l'ambassadeur MacVeagh au secrétaire Kellogg, Tokyo, 21 novembre 1927. 894.51 So 8/2, MS, Department of State.

16. 25 novembre 1927.

17. 25 novembre 1927.

Mais les fortes protestations des différentes factions chinoises contre l'emprunt eurent une telle influence néfaste sur l'opinion étasunienne que M. Lamont informa le département d'État qu'il ne serait pas avisé de poursuivre les négociations.¹⁸ Pour compenser cette opposition chinoise, le gouvernement japonais invita l'investissement international à entrer dans de nombreuses industries opérées par la South Manchuria Railway. Jotaro Yamamoto, le président de la South Manchuria Railway, exprima l'opinion selon laquelle cette action devait clairement indiquer au monde la sincérité des assurances données par le Japon qu'il n'entretenait pas de desseins territoriaux sur la Mandchourie. Le moment était venu où il était important de « traduire les mots en actes, et lever les soupçons. »¹⁹

Pékin protesta rapidement contre cette seconde tentative d'assurer des investissements de capitaux étasuniens en Mandchourie.²⁰ Une fois de plus, les intérêts bancaires étasuniens furent influencés par l'opposition officielle chinoise, et l'opportunité de guider la politique japonaise en usant de « contrôles par le crédit » fut laissée de côté. La Chine, bien que ravagée par la guerre et révolutionnaire, conservait un puissant attrait pour les sympathies étasuniennes.

3.3 Des soldats chinois provoquent l'incident de Tsinan

Il arrivait parfois que les Étatsuniens vissent la Chine de manière réaliste. Cela fut notablement le cas lors de l'incident de Tsinan. Le 3 mai 1928, lorsque des soldats nationalistes chinois se mirent à piller à grande échelle la ville de Tsinan, l'armée japonaise entra en action contre eux. Quatre jours plus tard, le commandant japonais à Tsinan envoya un ultimatum à Tchang Kai-tchek, exigeant le retrait immédiat des forces armées chinoises de la ville.²¹ Après que Tchang ne souscrivit pas à cette demande, l'armée japonaise à Tsinan déclencha une attaque sur l'armée chinoise, qui provoqua d'importantes pertes humaines et matérielles.

Le gouvernement nationaliste fit appel à la Société des Nations, décrivant le Japon comme agresseur. En réponse, le Japon mit en avant ses intérêts importants dans la province de Shantung, ainsi que le nombre considérable de ressortissants japonais qui avaient besoin d'une protection.²² Le *Peking and Tientsin Times* fut impressionné de manière favorable par cette affirmation japonaise : « Il s'agit d'un modèle de ce que ce

18. Du secrétaire Kellogg à l'ambassadeur MacVeagh, 10 décembre 1927. 894.31 So 8/20, MS, Department of State.

19. Mémoire de la *Division of Far Eastern Affairs*, 894.51 So 8/61a.

20. *New York Times*, 28 octobre 1928.

21. De l'ambassadeur MacVeagh au secrétaire Kellogg, Tokyo, 4 et 5 mai 1928. 893.00 Tsinan/2-7, MS, Department of State.

22. De l'ambassadeur MacVeagh au secrétaire Kellogg, Tokyo, 6 juin 1928. 893.00 Tsinan/93, MS, Department of State.

type de déclaration devrait être. . . La Chine a perdu une grande partie de la foi qui reposa par le passé sur la véracité de ce qu'elle disait ; du fait de la fausse propagande à laquelle se sont prêtés ses émissaires immatures et excités. »²³

Alors que la Société des Nations examinait ce différend, le gouvernement japonais produisit à destination des puissances l'assurance que dès que l'ordre serait rétabli dans la province de Shantung, il retirerait son armée. Tout dépendait de la voie que prendraient les négociations entre le Japon et la Chine nationaliste. Ces négociations connurent de nombreuses interruptions, mais un accord fut finalement signé le 28 mars 1929. Le résultat en fut une victoire diplomatique pour la Chine. Le Japon consentait à retirer son armée de Shantung dans les deux mois, et la question des dégâts résultant de l'incident de Tsinan serait réglée par une commission sino-japonaise.²⁴

L'attitude d'une large part de la presse étasunienne au sujet de l'incident de Tsinan fut significativement pro-japonaise. Le *Washington Post* estimait qu'il serait efficace, avant que les gens ne s'excitent sur la supposée agression japonaise en Chine, de « s'enquérir du comment et du quand la faction nationaliste a décroché le droit de s'appeler elle-même gouvernement de Chine. »²⁵ Le *New York Herald-Tribune* estimait que l'incident indiquait la « disparition de la Chine du moindre semblant de contrôle national et de gouvernement responsable. »²⁶ Le *Philadelphia Inquirer* avait pour opinion que « Tsinan a souligné la leçon enseignée par Nankin. . . Chaque Puissance concernée devrait faire montre d'un front solide. »²⁷ Le *San Francisco Chronicle* exprimait l'opinion qui était communément tenue dans tous les États-Unis : « Le Japon a été contraint de protéger son peuple et ses propriétés dans le Shantung. »²⁸

3.4 La Russie donne une leçon au Seigneur de guerre de Mandchourie

Les incidents de Nankin et de Tsinan furent produits par la marée haute de nationalisme chinois qui déferlait au Nord, à mesure que Tchang Kai-tchek tentait d'unifier la Chine au moyen d'une force armée. Arrêtée par la force militaire étasunienne et japonaise, la marée fut déviée vers la position russe en Mandchourie. Là également, elle fut repoussée, après avoir quelque peu avancé.

23. 1^{er} juin 1928.

24. De l'ambassadeur MacMurray au secrétaire Kellogg, Pékin, 26 mars 1929. 893.00 Tsinan/127, MS, Department of State.

25. 13 mai 1928.

26. 11 mai 1928.

27. 7 mai 1928.

28. 22 mai 1928.

Des frictions se développèrent entre la Chine et la Russie sur la base de revendications contraires au sujet de l'administration de la voie ferrée de l'Est de la Chine. Les accords sino-soviétiques de 1924 prévoyaient une administration conjointe de la voie ferrée, en tant qu'entreprise commerciale. Une clause interdisait également la dissémination de propagande antinommique aux institutions politiques et sociales de tout pays. Au mois de janvier 1926, une querelle éclata entre Tchang Tso-lin, seigneur de guerre des trois Provinces de l'Est, et Ivanoff, le dirigeant de la voie ferrée de la Chine de l'Est. La dispute s'installa sur l'insistance manifestée par Ivanoff pour que Tchang payât rapidement les frais de transport de ses soldats. Au printemps 1927, Tchang fut informé que les Russes ne respectaient pas l'accord de 1924, et diffusaient de la propagande favorable au bolchevisme. Le 6 avril 1927, son armée attaqua l'ambassade soviétique à Pékin, et découvrit des documents en grand nombre « qui prouvaient avec abondance que les membres du personnel de l'ambassade » distribuaient de la littérature communiste, en violation avec les obligations des traités.²⁹

Le représentant soviétique quitta Pékin en rage après cette attaque, mais restaient des consulats soviétiques en Mandchourie et en Chine du Nord. Ils continuèrent de tenir lieu de point centraux, depuis lesquels la propagande communiste pouvait être distribuée en Chine du Nord, mais avant que Tchang pût intervenir davantage, il fut mortellement blessé par une bombe, le 4 juin 1928. Son fils, Tchang Hsueh-liang, soupçonnait fortement des activités communistes, si bien que son armée mena une attaque le 27 mai 1929 contre le consulat soviétique de Harbin, et arrêta quarante-deux fonctionnaires. Des documents saisis dans les locaux du consulat confirmèrent les soupçons chinois que les dirigeants soviétiques de la voie ferrée de Chine de l'Est s'employaient activement à répandre de la littérature bolchevique.³⁰

Le 1^{er} juin 1929, le gouvernement soviétique réfuta qu'une quelconque réunion de la Troisième Internationale ait été tenue dans les sous-sols du consulat. La police chinoise fut dénoncée pour sa « stupidité et [son] sang-gêne », et ses actions furent déclarées conformes à la « loi de la jungle. » Le gouvernement soviétique, « avec une patience intarissable », attendait une note apportant des explications.³¹ Tchang répondit par de nouvelles attaques. Le 10 Juillet, le système de télégraphe de la voie ferrée de Chine de l'Est fut pris, les syndicats soviétiques dissous, les bureaux de la flotte marchande soviétique et ses organisations commerciales de commerce en Extrême-Orient fermés, et le directeur général russe de la voie ferrée fut remplacé par une personne désignée par les Chinois.

29. Robert T. Pollard, *China's Foreign Relations, 1917-1931* (New York, 1933), p. 391.

30. *China Year Book, 1929-1930*, p. 1217.

31. Pravda, 1^{er} juin 1929. Je remercie M. Frederick L. Hetter pour sa traduction des documents parus dans la Pravda en russe.

Le 13 juillet, le ministère soviétique des affaires étrangères critique ces attaques en les qualifiant de « violation outrageuse du traité sino-soviétique de 1924, » et le gouvernement de Tchang Hsueh-liang à Mukden, ainsi que le gouvernement nationaliste de Tchang Kaï-tchek furent avertis qu'une « situation extrêmement grave s'est installée. » Une demande fut faite pour la tenue d'une conférence « sur le règlement de toutes les questions en lien avec la voie ferrée de Chine de l'Est. »³²

Dans une note au gouvernement soviétique (le 16 juillet) expliquant les raisons de ces mesures drastiques, le ministère chinois des affaires étrangères insista sur le fait que durant des années, les fonctionnaires soviétiques déployés en Chine avaient été engagés dans la propagation de propagande communiste, en violation du traité de 1924.³³ Moscou répondit immédiatement que les accusations chinoises étaient fausses, et que la note était « insatisfaisante de contenu et hypocrite de ton. » Tous les moyens avaient « déjà été épuisés pour un règlement par la négociation des questions et conflits controversés au sujet de la voie ferrée de Chine de l'Est. » Il serait par conséquent nécessaire que le gouvernement soviétique rappelât tous ses représentants sur le territoire chinois et « coupe toutes les lignes ferroviaires reliant la Chine et l'URSS. »³⁴

Il apparaissait désormais qu'à moins de trouver rapidement une formule pour la paix, la guerre serait déclenchée en Chine du Nord. La pensée même de la guerre était profondément perturbante aux yeux du secrétaire Stimson. La Chine et la Russie avaient toutes deux adhéré au pacte Kellogg-Briand, qui déclarait la guerre comme hors-la-loi en tant qu'instrument de politique nationale. Bien que le pacte ne contînt aucune clause de consultation internationale ni de prérequis pour qu'une nation, ou une combinaison de nations, tentassent de maintenir la paix du monde, Stimson était déterminé à insuffler une étincelle vitale dans ces phrases sans vie. Il tenait à jouer le rôle du policier dans les sombres jungles de l'intrigue internationale. Son club serait l'opinion éveillée de l'humanité, qu'il considérait comme l'une des sanctions les plus puissantes au monde.³⁵

Le 18 juillet, il rappela à l'attention des gouvernements chinois et russe les obligations qu'ils avaient endossées selon le pacte Kellogg-Briand.³⁶ Il était évident aux yeux du reste du monde que les dirigeants chinois et russes étaient tout autant en mesure que le secrétaire Stimson de lire le texte du traité, et il ne faisait aucun doute qu'ils étaient tout à fait au courant de l'ensemble de ses implications. Le ministre chinois des affaires étrangères assura rapidement à M. Stimson que son gouvernement n'avait

32. Pravda, 14 juillet 1929.

33. *China Year Book*, 1929-1930, pp. 1217-20.

34. Pravda, 18 juillet 1929.

35. Henry L. Stimson, « The Pact of Paris, » une allocution prononcée face au Conseil des relations étrangères, New York City, 8 août 1932 (Washington, 1932).

36. Stanley K. Hornbeck, « American Policy and the Chinese-Russian Dispute, » *Chinese Social and Political Science Review*, XIV (Janvier 1930), 56-60.

« aucune intention de faire usage de la force dans la controverse présente. » La réponse russe à l'admonestation de Stimson fut tout aussi rassurante. « Notre signature sur le pacte Kellogg ne fut pas un simple simulacre diplomatique. Lorsque nous parlons de paix, nous signifions la paix. »³⁷

Mais malgré ces déclarations pacifiques, des frictions se produisaient sans arrêt au sujet de l'administration de la voie ferrée de Chine de l'Est. En fin de compte, après une suite d'incidents mineurs, une armée russe entra en Mandchourie le 17 novembre, et imposa bientôt sa volonté à Hsueh-liang, qui ne reçut aucune aide de la part de Tchang Kaï-tchek. Il n'y avait eu aucune déclaration de guerre, mais le jeu de paix qui se déroulait sur les plaines de la Chine du Nord avait été très brutal, y compris pour les Russes rouges.³⁸

Stimson était intransigeant sur la forme correcte à suivre en matière de conduite internationale. Il était résolu dans son refus de considérer les mouvements militaires russes en Mandchourie comme de simples plaisanteries. S'il n'y prenait garde, les joyeux Moscovites pourraient s'emparer de toute la Chine du Nord en guise de jeu. Pour tempérer ces états d'esprit et réduire ces frasques sauvages, il entra dans des consultations avec la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon pour tenter d'exercer une pression collective sur la Russie. L'Allemagne et le Japon déclinèrent l'invitation de Stimson, mais la France, la Grande-Bretagne et l'Italie consentirent à marcher sur les traces de Stimson et une note conjointe fut présentée aux parties le 2 décembre 1929.³⁹ La Chine donna rapidement une assurance selon laquelle elle n'avait jamais dévié de la lettre de l'esprit du pacte Kellogg-Briand. La réponse russe indiquait une ferme conviction selon laquelle l'action de Stimson avait fait beaucoup de bruit pour rien. Le différend avec la Chine serait réglé par des « négociations directes » entre les deux puissances. Pour autant que les États-Unis fussent concernés, le commissaire exprima une grande indignation vis-à-vis du fait que Stimson avait endossé le rôle d'invoquer le pacte de Paris. Ce traité n'accordait à « aucun État ou aucun groupe d'États le moindre droit de mise en application. » Qui plus est, le gouvernement soviétique ne put s'empêcher d'exprimer sa stupéfaction vis-à-vis du fait que le « gouvernement des États-Unis, qui n'aura en propre aucune relation officielle avec les Soviétiques, juge possible de prodiguer à cet égard des avis et conseils. »⁴⁰

Stimson refusa de laisser cette rebuffade russe refroidir son ardeur pour la paix. Il était tellement préoccupé par la paix qu'il était prêt à se battre pour l'obtenir. Il comprenait clairement que sa défense du pacte de Pa-

37. Russell M. Cooper, *American Consultation in World Affairs* (New York, 1934), p. 91.

38. Eugene Lyons, *Assignment in Utopia* (New York, 1938), chap. 14.

39. Department of State, *Press Releases*, 7 décembre 1929.

40. John Wheeler-Bennett, *Documents on International Affairs, 1929* (London, 1930), pp. 278-80.

ris n'était guère qu'une bataille de papier. Dans un avenir proche, toute intervention dans les différends qui se produisaient sans cesse en Extrême-Orient pourrait déboucher sur un conflit armé. Aucun dirigeant ne pouvait jamais négliger une telle possibilité, et en 1931, Stimson produisit un long barrage de mots contre l'intervention japonaise en Mandchourie, que de nombreuses personnes interprétèrent comme un appel aux armes. Une décennie plus tard, les mêmes accents stridents trouvèrent leur expression dans un chœur de guerre.

3.5 Contexte de l'Incident mandchou

Le Japon s'inquiète de la propagation du communisme en Chine

Le résultat du conflit de 1929 entre la Chine et la Russie soviétique eut des implications importantes sur le Japon. Pour commencer, il était clair que la Russie avait violé les clauses de l'accord sino-russe de 1924, interdisant la propagation de propagande communiste en Chine. L'important volume des données saisies par la police chinoise au consulat de Harbin ne laissait aucun doute sur ce point. Les démentis russes ne convainquirent pas du tout les Japonais, et le fait que Tchang Hsueh-liang avait dû se battre seul contre l'armée soviétique avait indiqué que Tchang Kaï-tchek était ou bien trop faible pour garder efficacement les frontières de la Mandchourie, ou bien peu perturbé par le châtement infligé par les Russes au seigneur de guerre des trois provinces de l'Est. Les bastions de défense japonais en Chine du Nord étaient en situation de danger évident.

Ce point semblait apparaître aux hommes politiques japonais lorsqu'ils considéraient l'échec inquiétant de Tchang Kaï-tchek à traiter avec les armées communistes. Au mois de décembre 1930, Tchang mobilisa des soldats des provinces de Hunan, Hopeh et Kiangsi, et les envoya contre les Communistes.

Les Rouges annihilèrent bientôt le Dix-Huitième Corps sous le général Tchang Huei-tsan, et provoquèrent la retraite rapide du Quinzième Corps. Au mois de février 1931, le général [Ho Ying-chin](#) se vit attribuer trois corps d'armée pour attaquer les Rouges, mais au mois de mai, ses forces furent contraintes de reculer. Au mois de juillet, Tchang Kaï-tchek lui-même mena une vaste armée au front de Nanchang, mais n'accomplit rien de décisif.⁴¹ La menace rouge grandissait quotidiennement et les craintes japonaises croissaient rapidement. La seule manière d'assurer la

41. *Communism in China*, Document A, Appendix No. 3 (Tokyo, 1932), pp. 3-5. Ce document a été publié par le gouvernement japonais dans le cadre du procès du Japon. Pour un récit sympathique de la lutte de Tchang Kaï-tchek contre les Communistes chinois, voir T'ang Leang-li, *Suppressing Communist Banditry in China* (Shanghai, 1934), chap. 5.

sécurité du Japon était de mettre en place des mesures de défense adéquates en Mandchourie. Celles-ci pourraient violer certains obscurs droits de souveraineté dont la Chine avait disposé sur la Mandchourie, mais ces droits n'avaient pas été mis en application efficacement depuis 1912, et se verraient prochainement annihilés par la Russie si le Japon n'agissait pas. Pour le Japon, l'expansion en Mandchourie constituait un impératif national.

Difficultés au sujet des voies ferrées en Mandchourie

L'expansion en Mandchourie pourrait impliquer la guerre contre la Chine, et dégénérer en conflit contre la Russie. Ces possibilités perturbaient profondément les dirigeants japonais, qui comprenaient le fait que 75 % des employés de la voie ferrée de Chine de l'Est étaient « des Russes, et qu'ils tenaient tous les postes à responsabilités. »⁴² Ce contrôle étroit sur les opérations de la voie ferrée accordait à la Russie un avantage commercial et militaire en Chine du Nord, qui constituait une menace évidente pour les intérêts japonais. Il faudrait en fin de compte prendre le contrôle de cette voie, soit en l'achetant, soit par la force.

Les voies ferrées étaient les lignes de vie de l'empire en Chine du Nord, et ce fait était apparu comme évident aux yeux des dirigeants japonais dès 1905. Selon les clauses du protocole secret du traité sino-japonais du 22 décembre 1905, le gouvernement chinois promettait qu'il ne construirait aucune voie ferrée « aux abords ou parallèles à » la South Manchuria Railway.⁴³ Durant de nombreuses années, le Japon avait affirmé que cette interdiction empêchait la construction de toute ligne parallèle à moins de 320 km de chaque côté de leur voie ferrée. Mais lorsque la souveraineté de la Chine en Mandchourie avait été réduite à une fiction par les seigneurs de guerre comme Tchang Tso-lin et son fils, Tchang Hsueh-liang, le gouvernement japonais avait abandonné son attitude interrogative et avait conclu un accord de transport avec eux. La South Manchuria Railway ainsi que certaines banques avaient avancé des emprunts aux Tchang et mis à disposition des ingénieurs qui avaient construit des voies ferrées, produisant d'importants résultats.⁴⁴ Avec ces fonds, les Tchang avaient poursuivi en construisant des lignes qui étaient parallèles à la South Manchuria Railway.⁴⁵ Au mois de décembre 1930, le gouvernement japonais adopta pour

42. Max Beloff, *The Foreign Policy of Soviet Russia, 1929-1941* (New York, 1947), I, 71.

43. J. V. A. MacMurray, *Treaties and Agreements with and Concerning China*, I, 554.

44. La ligne Ssuningkai-Chenchiatun-Taonan (avec la branche de Piayantala) 395 km, et la voie ferrée Taonan-Anganchi (Tsitsihar), 226 km. Voir K. K. Kawakami, « Manchurian Backgrounds, » *Pacific Affairs*, V (février 1932), 111-30.

45. Les lignes de Kirin-Hailung-Mukden (474 km) ; la ligne Piayantala-Takushan line (215 km), et la ligne Taonan-Piayantala, partiellement construite.

position de ne pas protester à ces lignes construites en parallèle, pourvu qu'elles n'affectent pas défavorablement leurs grandes voies principales.⁴⁶

Mais cette attitude conciliante fut modifiée après que Tchang Hsueh-liang, faisant fi des avertissements japonais, déclara son allégeance à Tchang Kaï-tchek. Le Japon n'était pas enclin à accueillir la moindre vague de nationalisme en Mandchourie, en lien avec des éclatements de violence comme ceux de Hankow, Nankin et Tsinan. En 1927, M. Lamont avait rapporté que la Mandchourie était « à peu près la seule région stable de toute la Chine » et que les Chinois migraient en grands nombres vers cette région pour échapper aux « brigandages, pillages et saccages qu'ils ont à subir ailleurs. »⁴⁷ La Mandchourie s'était transformée en sanctuaire où des multitudes d'immigrants trouvaient la sécurité sous un seigneur de guerre qui obéissait aux mandats japonais. Lorsque ce seigneur de guerre irresponsable avait provoqué une invasion soviétique en prenant le contrôle de la voie ferrée de Chine de l'Est, il était grand temps pour le Japon d'agir pour protéger ses importants intérêts économiques en Mandchourie.⁴⁸ Qui plus est, ce même seigneur de guerre n'avait montré aucune disposition à rembourser les importants emprunts japonais (143 000 000 yens) qui lui avaient permis, à lui et à son père, de construire les voies ferrées qui rapportaient des revenus indispensables. Il était difficile de poursuivre des relations amicales avec un dirigeant dont les actions se faisaient de plus en plus inamicales envers le Japon.

Frictions en référence aux emprunts de Nishihara

Un facteur important amenant à des frictions entre le Japon et la Chine était que le gouvernement nationaliste chinois ne remboursait pas les vastes emprunts qui avaient été avancés à la Chine par des financiers japonais. En 1930, les emprunts sans garantie consentis à la Chine avaient atteint la somme importante de 953 000 000 \$ (intérêts compris). Le gouvernement nationaliste considérait une grande partie de cet endettement avec indifférence. C'était particulièrement le cas pour les [emprunts dits Nishihara](#) de 1917-1918.⁴⁹ Ces emprunts avaient été dépensés par le gouvernement chinois pour construire des voies ferrées, étendre les systèmes de télégraphe, réorganiser la Banque des Communications, prodiguer les dépenses militaires requises pour la participation de la Chine à la Guerre Mondiale, et pour d'autres dossiers voisins. Le gouvernement nationaliste refusait de reconnaître cet endettement, et n'accordait guère d'attention

46. *New York Times*, 10 décembre 1930.

47. Voir ante, p. 83.

48. Edith E. Ware, *Business and Politics in the Far East* (New Haven, 1932), p. 213, estime les investissements japonais en Mandchourie à 2 147 000 000 yens.

49. *Leading Cases of Chinese Infringement of Treaties*, Document A, Appendix, No. 6, (Tokyo, 1932), pp. 105-7. Voir également, Thomas E. LaFargue, *China and the World War* (Stanford, 1937), p. 112.

aux pressions japonaises. Le Japon n'était pas assez riche pour tirer un trait sur une dette chinoise totale non-remboursée de presque un milliard de dollars (953 000 000 \$). L'indifférence des dirigeants chinois face à cette obligation constituait une source d'irritation croissante dans de nombreux cercles japonais, et promettait l'émergence de graves difficultés.

Programmes éducatifs anti-japonais en Chine

Le gouvernement japonais était très gêné par les programmes éducatifs anti-japonais inspirés par le gouvernement nationaliste de Chine. Ils amèneraient non seulement à faire monter la rancœur entre les deux nations, mais même en fin de compte à la guerre. Il était particulièrement gênant de voir ce programme hostile poussé en avant avec vigueur en Mandchourie. Dans les écoles primaires de Shanghai, les écoliers étaient endoctrinés suivant la méthode suivante : « (a) composition : il sera demandé aux enfants de rédiger des textes et des poèmes anti-japonais ; (b) calligraphie : il sera demandé aux enfants de recopier des slogans anti-japonais ; (c) dessin : il sera demandé aux enfants de réaliser des dessins représentant les atrocités commises par les Japonais et des scènes tragiques de Tsinan. »

En référence à la propagande, la recette suivante était mise en œuvre : (a) professeurs et élèves organiseront des fêtes de propagande patriotique anti-japonaises par groupes de cinq pour prononcer des discours en extérieur ; (b) on apprendra aux masses à considérer le Japon comme leur ennemi à vie, et comme leur pire ennemi ; (c) les masses seront appelées à promettre de se consacrer à l'effacement du déshonneur national et à la sauvegarde du pays.⁵⁰

Au cours de la décennie 1930-1940, ce programme anti-japonais fut mis en œuvre avec une intensité croissante, et les dirigeants japonais firent de sa suspension l'un des éléments cardinaux de leur liste de demandes pour améliorer les relations entre la Chine et le Japon. Ces listes ne firent l'objet que de peu de considération en Chine.

Légalité des traités du 25 mai 1915

Le refus par le gouvernement nationaliste chinois de considérer comme légaux les traités signés le 25 mai 1915 constituait une cause fondamentale de la profonde amertume qui finit par déboucher sur le déclenchement des hostilités le 18 septembre 1931. Ces traités, qui étaient le résultat des **Vingt-et-Une Demandes**, avaient apporté aux intérêts japonais en Mand-

50. *Anti-Foreign Education in China*, Document A, Appendix No. 5 (Tokyo, 1932), pp. 28-37. Pour un point de vue différent, voir T'ang Leang-li, *The Puppet State of Man-chukuo* (Shanghai, 1935), pp. 263-72.

chourie une fondation solide.⁵¹ Nankin affirmait que ces traités étaient invalides du fait que le gouvernement de *Yüan Shih-k'ai* les avait signés sous la contrainte. Tokyo insistait sur leur légalité, et affirmait avec force que la haine allemande à l'encontre du traité de Versailles n'invalide pas pour autant les clauses rigoureuses de ce traité.

Il apparaissait comme évident aux yeux du Japon que la Mandchourie lui était essentielle dans le rôle de bastion de défense, et de pierre angulaire de sa structure économique. Les dirigeants japonais espéraient que le département d'État allait reconnaître la Chine du Nord comme aussi importante pour le Japon que la région des Caraïbes l'était pour les États-Unis. Le gouvernement étasunien avait envoyé des forces militaires à Haïti et en République Dominicaine afin d'y établir des administrations répondant aux désirs étasuniens.⁵² Cette intervention armée s'était déroulée si récemment, et avec une telle efficacité, qu'elle avait amené le chargé étasunien à Pékin à envoyer une dépêche au secrétaire Kellogg se terminant sur une note pleine de sens : « Sur le plan éthique, nous ne pouvons pas nous opposer aux plans du Japon sur la Mandchourie, au vu des mesures que nous avons adoptées dans notre zone vitale correspondante — les Caraïbes. »⁵³

En 1931, le Japon estimait être poussé dos au mur par les nationalistes chinois à Mukden ainsi qu'à Nankin. Une tentative concertée était en cours de réduire les traités de 1915 à des chiffons de papier. Ces traités étaient essentiels à ses intérêts colossaux en Mandchourie, et le Japon préférerait se battre plutôt que les abandonner. Il ne réalisait pas qu'il était au bord du conflit.

En 1930, une vaste part (17.7 %) des exportations commerciales du Japon étaient à destination de la Chine, si bien que toute interférence avec ce commerce promettait d'affecter sérieusement l'économie nationale de l'Empire japonais. En 1923, 1925, 1927 et 1928, des boycotts chinois furent déclarés contre le Japon, et après l'incident de Mukden, survenu à la fin de l'été 1931, un nouveau boycott fut lancé.⁵⁴ La force qui avait organisé la plupart de ces boycotts était le Kuomintang, qui faisait une utilisation efficace de la propagande anti-japonaise. Selon le *Rapport Lytton*, un grand nombre d'« actions illégales » furent commises par les Chinois au cours de ces périodes durant lesquelles le commerce avec le Japon était

51. Selon les traités du 25 mai 1915, le Japon avait sécurisé les avantages qui suivent : (a) le bail de la péninsule de Kwantung, y compris Port Arthur et Dairen, était étendu de 1923 à 1997 ; (b) le bail de la voie ferrée d'Antung-Mukden était étendu de 1923 à 2007 ; (c) le bail de la voie ferrée Dairen-Changchun était étendu jusqu'en 2002 ; (d) le droit de céder des baux en Mandchourie du Sud pour des utilisations industrielles ou agricoles était expressément accordé.

52. Hallett Abend, *New York Times*, 4 novembre 1931.

53. De Ferdinand L. Mayer au secrétaire Kellogg, Pékin, 22 novembre 1927. 894.51 So 8/4, MS, Department of State.

54. Sur le sujet des boycotts chinois, voir C.F. Remer et William B. Palmer, *A Study of Chinese Boycotts* (Baltimore, 1933).

interdit. Dans la mesure où le Kuomintang et le gouvernement chinois étaient en grande partie identiques, le Japon tenait Tchang Kaï-tchek et ses conseillers pour les véritables responsables des pressions économiques exercées sur l'empire.

La commission Lytton, en délibérant les éléments concernant l'utilisation de boycotts, ne réfuta pas le droit « du Chinois individuel à refuser d'acheter des biens japonais, d'utiliser des banques ou des navires japonais, ou de travailler pour des employeurs japonais, » mais elle leva la question de savoir si l'utilisation de ces armes économiques était « cohérente avec la tenue de relations amicales. »⁵⁵ Il est certain que les représailles économiques menées par la Chine contre le Japon contribuèrent à élargir le fossé qui séparait les deux pays.

Le meurtre du capitaine Nakamura

Au sein de l'atmosphère hostile qui s'était développée à l'été 1931, il ne manquait guère qu'une étincelle pour déclencher une explosion. Cette étincelle fut constituée par le meurtre du capitaine Nakamura le 27 juin 1931. Le capitaine, accompagné de trois interprètes et assistants, avait été envoyé en Mandchourie durant l'été 1931, en mission militaire. À Harbin, où son passeport fut examiné par les autorités chinoises, il se présenta comme expert en agriculture. Après avoir parcouru quelque distance sur la voie ferrée de Chine de l'Est, il fut « placé en détention par des soldats chinois sous les ordres de Kuan Yuheng, commandant du Troisième Régiment de l'Armée de Réclamation. » Le 27 juin, le capitaine et ses compagnons « furent abattus par des soldats chinois, et leurs corps furent incinérés pour dissimuler les preuves du crime. »⁵⁶

Les Japonais insistèrent sur le fait que le meurtre du capitaine Nakamura et de ses compagnons était injustifié, et démontrait l'irrespect arrogant manifesté envers l'armée et la nation japonaise; ils affirmèrent que les autorités chinoises en Mandchourie traînaient les pieds à établir une enquête officielle sur les circonstances de l'incident, se montraient réticentes à assumer la responsabilité de celui-ci, et se montraient insincères en affirmant qu'elles menaient toutes les actions possibles pour en déterminer les faits.⁵⁷

Il est tout à fait exact que de longs retards se manifestèrent dans les tentatives de « déterminer les faits de cette affaire, » et il ne fait aucun doute que ceux-ci « mirent à rude épreuve la patience des Japonais. » Il est également exact que cette affaire Nakamura, « plus que tout autre incident, aggrava fortement le ressentiment des Japonais et leur agitation

55. Rapport de la commission d'enquête nommée par la Société des Nations sur la Mandchourie (Washington, 1932) (désigné pour la suite sous le nom *Rapport Lytton*), p. 120.

56. Ibid., pp. 63-64.

57. Ibid., p. 64.

en faveur de méthodes employant la force pour déterminer une solution aux grandes difficultés sino-japonaises au sujet de la Mandchourie. »⁵⁸

La commission Lytton, à l'étude de la situation en Chine, nota avec inquiétude la force croissante du communisme. En 1930, les armées du gouvernement nationaliste n'avaient pas réussi à mener à bien leurs opérations contre les forces communistes, et durant l'année qui suivit, il fut rapporté que Tchang Kaï-tchek forçait les Communistes à la retraite vers Fukien, lorsque l'[incident de Mukden](#) se produisit. Mais les Communistes restaient insaisissables et plein de ressources. Durant l'automne 1931, ils reprirent leur offensive, et rapidement, « de vastes parties des provinces de Fukien et de Kiangsi, et des parties de Kwantung furent rapportées, de source sûre, comme totalement soviétisées. »⁵⁹

Le Japon avait bien conscience du danger que représentait cette vague rouge, qui pourrait déferler sur la plus grande partie de la Chine. Dans les documents présentés à la commission Lytton en 1932, l'accent était mis sur cette menace communiste et sur l'incapacité apparente du gouvernement nationaliste chinois à la contrôler.⁶⁰ Il apparaissait aux yeux de Tokyo que les intérêts japonais en Chine du Nord étaient sur le point d'être écrasés entre les meules du nationalisme chinois et du bolchevisme russe. Un appel auprès de la Société des Nations n'apporterait rien de bien concret. Le nationalisme chinois avait trouvé un public sympathique auprès des puissances occidentales. La plupart d'entre elles penchaient pour accepter les fictions et prétentions avancées par le gouvernement de Nankin. La position japonaise en Chine du Nord était en grand danger de se voir infiltrée par les Rouges, ou attaquée avec succès par les fervents nationalistes chinois dont le patriotisme s'était transformé en « flamme de haine. »⁶¹

Le dilemme auquel le Japon était confronté est clairement et nettement énoncé par [George Sokolsky](#), qui tint lieu d'intermédiaire entre la Chine et le Japon en 1931 :

Il faut ici rappeler qu'en 1931, les ultimes efforts furent tentés de réconcilier ces pays [la Chine et le Japon]. En réalité, j'ai été un instrument de cette tentative de réconciliation, me déplaçant de Chine jusqu'au Japon pour mener des rencontres avec le baron [Shidehara](#), ministre des affaires étrangères, et d'autres. Je peux affirmer que l'attitude japonaise était conciliante ; celle des Chinois, dans l'ensemble, antagoniste. . . Deux forces étaient à l'œuvre pour maintenir la Chine et le Japon en conflit : la Russie soviétique et la Société des Nations. La Russie soviétique avait été engagée depuis 1924 dans un pro-

58. Ibid., p. 65.

59. Ibid., p. 22.

60. *Communism in China*, Document A, Appendix No. 3 (Tokyo, 1932).

61. Rapport Lytton, op. cit., p. 19.

*gramme actif de fomenter la haine au sein du peuple chinois contre tous les étrangers à l'exception des Russes, mais surtout contre les Britanniques et les Japonais. Le secrétariat de la Société des Nations développait en Chine un champ d'activité élargi au travers de son agent, le Dr. Ludwic Rajchmann, qui passait le plus clair de son temps en Chine. Rajchmann était violemment anti-japonais, en dépit du fait que le Japon était membre de la Société des Nations et que Rajchmann en était un employé. Rajchmann est polonais, et est désormais associé aux Nations Unies.*⁶²

3.6 Le secrétaire Stimson prépare une voie vers la guerre

L'une des raisons pour lesquelles le Japon se montrait « conciliant » envers la Chine en 1931 était la structure branlante de la finance japonaise. Une guerre contre la Chine présentait le risque de déboucher sur des conséquences très graves. Le 18 septembre 1931, la presse étasunienne publia le résumé d'un rapport établi par le Dr. Harold G. Moulton, de la *Brookings Institution*, sur la situation économique de l'Empire japonais. Cette étude avait été menée sur invitation du ministre des finances japonais. Pour conclusion, le résumé énonçait que « le retranchement militaire, la poursuite de relations pacifiques avec les États-Unis, et une forte restriction des taux actuels de la population sont tous essentiels si le Japon compte éviter de graves difficultés économiques et financières. . . Un budget équilibré et des réductions d'impôts ne peuvent être adoptés que si les dépenses militaires sont réduites. »⁶³

Ce ne fut par conséquent qu'avec les plus grandes réticences que les dirigeants japonais consentirent à soutenir un programme d'expansion en Mandchourie. Après qu'il fut apparu que l'armée japonaise de Kwantung avait pris possession de certaines villes en Chine du Nord, Hugh Byas, depuis Tokyo, écrivit que le mouvement soudain de troupes n'avait pas été « prévu » par le gouvernement japonais et n'avait pas pu être empêché.⁶⁴ Byas, comme de nombreux observateurs expérimentés de l'Extrême-Orient, avait une grande confiance envers les dispositions pacifiques entretenues par le baron Shidehara, le ministre japonais des relations étrangères. Le secrétaire Stimson partageait ce point de vue, et fut au départ très préoccupé de se limiter à exercer trop de pressions sur le gouvernement japonais, de crainte qu'une telle politique pût jouer le jeu des militaristes.

Trois jours après l'affrontement entre les armées japonaise et chinoise à Mukden, Sir Eric Drummond, secrétaire général de la Société des Nations,

62. George Sokolsky, « These Days, » *Washington Times-Herald*, 14 mars 1951.

63. Ware, *op. cit.*, p. 206.

64. *New York Times*, 19 septembre 1931.

demanda à Hugh Wilson (le représentant étasunien à Genève) de vérifier l'opinion du secrétaire Stimson en référence particulière à l'« implication du Pacte Kellogg dans cette affaire. »⁶⁵ Stimson produisit une réponse prudente. Il était « insuffisamment informé des faits de la situation, » mais pensait qu'il était souhaitable qu'aucune action ne fût menée pouvant soulever le sentiment nationaliste japonais « contre le Foreign Office. » Le département d'État « considérait avec préoccupation le développement des événements » et la relations entre ces événements « et le [Traité des Neuf Puissances](#), ainsi que le Pacte de paix Kellogg-Briand. »⁶⁶

Le 23 septembre, Norman H. Davis, à Genève, se fit quelque peu hystérique au sujet de la situation en Mandchourie et essaya de parler au président Hoover au travers de la ligne téléphonique trans-atlantique. Le secrétaire Stimson fut placé sur la ligne, et Davis exprima ses craintes que la situation en Extrême-Orient fût « chargée de dynamite » pouvant exploser à tout moment si les dirigeants des grandes puissances n'en prenaient pas grand soin. Davis débordait de suggestions. Pour commencer, il pensait qu'il était important pour les « États-Unis de mener une action très drastique et de venir s'asseoir au Conseil de la Société des Nations pour aider à composer cette chose. » Ensuite, il voulait que le département d'État supportât une résolution appelant à la nomination d'un comité d'enquête par le Conseil, afin d'examiner l'incident de Mandchourie.

Ces deux propositions laissèrent Stimson de marbre. Il n'était pas favorable à permettre à un représentant étasunien de s'asseoir au Conseil de la Société des Nations, et ne « rêverait pas » de nommer quelque représentant que ce fût à prendre part au comité d'enquête qui était proposé.⁶⁷

Quoique Stimson ne fût pas prêt à adopter ces propositions ambitieuses de Norman Davis, il avait à cœur de mettre en avant un esprit de coopération, si bien que le 24 septembre, il envoya des notes identiques en Chine et au Japon, dans lesquelles il professait l'ardent espoir qu'ils pourraient s'abstenir d'« activités » qui pourraient compromettre un règlement pacifique du différend mandchou.⁶⁸

Après avoir attendu dix jours que sa note ait produit son effet, Stimson conseilla à Drummond de veiller à ce que la Société des Nations usât de toute « l'autorité et de la pression dans son champ de compétence » pour contraindre le Japon à garder la paix en Extrême-Orient. De son côté, le gouvernement étasunien allait « tâcher de renforcer l'action de la Société des Nations et va établir clairement que l'intérêt du gouvernement

65. De Hugh Wilson au secrétaire Stimson, Genève, 21 septembre 1931. *Foreign Relations*, 1931, III, 22.

66. Du secrétaire Stimson à Hugh Wilson, 22 septembre 1931. *Ibid.*, p. 26.

67. Mémorandum d'une conversation téléphonique trans-atlantique entre le secrétaire Stimson, Norman H. Davis, et Hugh Wilson, 23 septembre 1931. *Ibid.*, pp. 43-47.

68. Du secrétaire Stimson au représentant Johnson et au chargé d'affaires étasunien à Tokyo, 24 septembre 1931. *Ibid.*, p. 58.

étasunien vis-à-vis de cette affaire ne s'est pas étioilé. »⁶⁹

Le bombardement de Chinchow par des avions japonais le 8 octobre amena Stimson à adopter une action plus vigoureuse pour préserver la paix. Il se mit désormais à considérer l'usage de sanctions contre le Japon pour le contraindre à « respecter les grands traités de paix. »⁷⁰ Le 10 octobre, il obtint l'approbation par le président d'une suggestion visant à faire participer le représentant étasunien à toutes les sessions du Conseil de la Société des Nations traitant avec la mise en œuvre du Pacte Kellogg-Briand. Ensuite, il autorisa Prentiss Gilbert, le consul des États-Unis à Genève, à participer à ces sessions si une invitation lui était envoyée. Avant d'avoir eu le temps d'obtenir une réponse de la Société des Nations à cet égard, il demanda à Gilbert de faire suggérer à Sir Eric Drummond que le Conseil invoquât le Pacte Kellogg.⁷¹

Drummond répliqua habilement en indiquant à quel point il serait efficace de la part des États-Unis de mener cette action, mais Stimson insista sur l'idée que la Société des Nations devait prendre l'initiative d'invoquer le pacte. Le gouvernement étasunien devait « rester en arrière » et ne pas se montrer comme un paratonnerre susceptible de recevoir le choc de tout le ressentiment japonais. En référence aux assurances japonaises de bonne volonté à l'égard des États-Unis, il leur attribua l'épithète vulgaire mais descriptif d'« ânerie ». ⁷²

Le 17 octobre, en la présence de M. Gilbert, le Conseil de la Société des Nations décida d'une invocation conjointe du pacte Kellogg-Briand. Après que Stimson reçut l'assurance que la Société des Nations agirait, il envoya (le 20 octobre) des notes identiques à la Chine et au Japon, leur indiquant leurs obligations selon le pacte.⁷³ Le Conseil décida en outre (le 24 octobre) d'appeler le Japon à « commencer sans délai le retrait de son armée vers la zone ferroviaire » de la South Manchuria Railway. Le retrait devait être terminé pour le 16 novembre.⁷⁴

Edwin Neville, le chargé étasunien à Tokyo, considérait cette directive de la Société des Nations comme inopportune et inefficace, et il demanda au département d'État de s'abstenir de lui accorder le moindre soutien. Une coopération des États-Unis sur ce cas particulier promettait d'« affaiblir l'influence étasunienne au Japon » et n'« accomplirait rien » pour

69. Du secrétaire Stimson au consul à Genève (Gilbert), 5 octobre 1931. Ibid., pp. 116-17.

70. Henry L. Stimson, *The Far Eastern Crisis : Recollections and Observations* (New York, 1936), pp. 51-57.

71. Du secrétaire Stimson au consul Gilbert, 10 octobre 1931. Foreign Relations, 1931, III, 154.

72. Mémoire d'une conversation téléphonique trans-atlantique entre le secrétaire Stimson et Prentiss Gilbert, 16 octobre 1931. Ibid., pp. 203-7.

73. Du secrétaire Stimson au représentant des États-Unis en Chine et au chargé d'affaires étasunien au Japon, 20 octobre 1931. Ibid., p. 275.

74. Foreign Relations, Japan : 1931-1941, I, 29-30.

régler le différend mandchou. ⁷⁵

Stimson ne prêta guère d'attention à ce conseil. Le 5 novembre, l'ambassadeur Forbes remit au ministre japonais des affaires étrangères un mémorandum qui suivait de près la phraséologie de la résolution de la Société des Nations, avec pour exception que la limite de temps pour le retrait des troupes japonaises en était absente. ⁷⁶

Le 19 novembre, il lança un nouveau tir dans ce barrage contre le Japon. Au cours d'une conversation avec Debuchi, il l'avertit que le gouvernement étasunien pourrait publier une correspondance diplomatique qui avait transité entre le *Foreign Office* et le département d'État, et ainsi mobiliser l'opinion mondiale face aux actions des militaristes japonais. ⁷⁷

Après cette pression contre le Japon, Stimson se tourna une fois de plus vers la ligue et expliqua le fondement de l'action étasunienne. La pression exercée par le président Hoover avait adouci la tonalité de ses notes. Lorsqu'au cours des réunions du Cabinet, Stimson se mit à parler de contraindre le Japon par tous « moyens hormis l'usage effectif de la force armée, » le président l'informa qu'« il s'agissait simplement de la voie vers la guerre, et que nous n'y mettrions pas un pied. » ⁷⁸

Stimson donna donc pour instruction à l'ambassadeur Dawes de préciser à certains membres du Conseil de la Société des Nations que, si la flotte étasunienne ne mènerait pas d'action opposée à un embargo pouvant être imposé au commerce japonais, il fallait clairement comprendre que les États-Unis ne participeraient à aucune sanction économique. Les États-Unis contribueraient à mobiliser l'opinion publique contre le Japon et refuseraient de reconnaître « tout traité qui fut créé sous la force militaire. » ⁷⁹

Sous l'impact de ces pressions étasuniennes, Shidehara fit tout son possible pour modifier la politique menée par les militaristes à Tokyo, et le 27 novembre, il parvint à obtenir un bref arrêt de l'avancée en Mandchourie. Mais le cabinet japonais tomba deux semaines plus tard, et ces gestes de paix futiles prirent fin. Le 2 janvier 1932, **Chinchow** fut prise, et la conquête de la Mandchourie par les Japonais fut dès lors terminée.

Avant cela, **Elihu Root**, tout à fait alarmé par les mesures actives adoptées par Stimson pour mettre un coup d'arrêt à l'expansion japonaise en Mandchourie, écrivit au secrétaire une longue lettre de protestation. Root

75. Du chargé au Japon (Neville) au secrétaire Stimson, Tokyo, 4 novembre 1931. *Foreign Relations*, 1931, III, 366-67.

76. Mémorandum d'une conversation entre l'ambassadeur Forbes (Tokyo) et le ministre japonais des affaires étrangères (Shidehara), 5 novembre 1931. *Ibid.*, pp. 375-80.

77. Mémorandum par le secrétaire d'État d'une conversation avec l'ambassadeur du Japon (Debuchi), 19 novembre 1931. *Japan : 1931-1941*, I, 44-46.

78. Ray L. Wilbur et Arthur M. Hyde, *The Hoover Policies* (New York, 1937), p. 603.

79. Mémorandum d'une conversation téléphonique trans-atlantique entre le secrétaire Stimson et l'ambassadeur Dawes, 19 novembre 1931, *Foreign Relations*, 1931, III, 488-98.

avait occupé le poste de secrétaire d'État de 1905 à 1909, et avait négocié l'accord Root-Takahira qui avait accordé au Japon le feu vert en Mandchourie. Il avertissait à présent Stimson sur le risque de « se trouver empêtré dans des mesures de la Société des Nations pour lesquelles nous n'avons aucun droit de nous engager contre le Japon. » Il évoquait également les intérêts spéciaux du Japon en Mandchourie sur une longue période, et parlait de la nécessité qu'avait le Japon de se protéger au sens politique contre « la dague pointée vers son cœur. »

Root était un réaliste qui ne voulait pas de guerre contre le Japon. Stimson était un pacifiste, tellement épris de paix qu'il était toujours prêt à se battre pour l'obtenir. Il souscrivait de tout coeur au slogan — la guerre perpétuelle pour une paix perpétuelle. Dans sa réponse à Root, il exprima l'opinion selon laquelle son intervention dans l'embrouillamini mandchou était nécessaire pour sauver l'ensemble de la structure des traités de paix. Il se voyait comme Atlas, dont les épaules voûtées soutenaient la paix mondiale, en équilibre instable. Une « nouvelle avancée du Japon » allait « indubitablement créer un sentiment très contraire et même hostile dans notre pays et une forte pression sur nous pour adopter ce type d'action. » En tant qu'homme d'action, il n'était pas enclin à reprendre une posture de neutralité, qu'il aurait considérée comme un repli.⁸⁰

Peut-être la meilleure politique qu'il pouvait mener consistait-elle à se battre pour établir des pressions tripartites (Grande-Bretagne, France et États-Unis) sur le Japon. Après avoir consulté les gouvernements de ces puissances sur les contours de cette nouvelle offensive contre le Japon, et sans attendre de réponse formelle à cette ouverture, il envoya des notes identiques (le 7 janvier) à la Chine et au Japon, au sein desquelles il développait la théorie de la non-reconnaissance. Le gouvernement étasunien ne reconnaîtrait aucun accord qui « nuirait aux droits des États-Unis ou de leurs citoyens établis par traités en Chine, y compris les droits relatifs à la souveraineté, l'indépendance, à l'intégrité territoriale et administrative de la République de Chine ou à la politique internationale relative à la Chine, souvent dénommée politique de la porte ouverte. »⁸¹ Cette non-reconnaissance s'étendrait également à tout changement en Extrême-Orient effectué selon des « moyens contraires aux engagements et obligations du pacte de Paris. »

Après avoir tiré cette salve en direction du Japon, Stimson attendit la réponse du gouvernement britannique. Il était confiant sur le fait que le *Foreign Office* allait répondre en un coup de feu qui se ferait entendre dans le monde entier. Cette attente fut remplie, mais les canons du *Foreign Office* étaient orientés vers les soupçons entretenus par les États-Unis sur la politique japonaise en Extrême-Orient : « Le gouvernement de Sa Ma-

80. Du secrétaire Stimson à Elihu Root, 14 décembre 1931, *Strictly Personal and Confidential*, Box 129, Root Papers, Library of Congress.

81. Du secrétaire Stimson à l'ambassadeur Forbes, 7 janvier 1932. Japan : 1931-1941, I, 76.

jesté n'a pas jugé nécessaire d'adresser une note formelle au gouvernement japonais en ligne avec la note du gouvernement étasunien. »⁸² L'attitude du *Foreign Office* fut encensée par le *London Times*, qui fit la remarque : « Il ne semble pas non plus qu'il relève des tâches du *Foreign Office* de défendre l'"intégrité administrative" de la Chine, tant que cette intégrité n'est rien d'autre qu'un idéal. Elle n'existait pas en 1922 et n'existe pas de nos jours. »⁸³

Satisfait de cette flagrante démonstration de l'absurdité de l'idée selon laquelle Grande-Bretagne et États-Unis suivaient en général des politiques parallèles en Extrême-Orient, le ministère japonais des affaires étrangères envoya le 16 janvier 1932 une note à Stimson, reproduisant « presque littéralement » la phraséologie des paragraphes critiques parus dans le *London Times*.⁸⁴

Piqué par ces mots qui relevaient d'une impudence calculée, Stimson s'empara de son téléphone trans-atlantique, et entama une suite de conversations avec Sir John Simon, le secrétaire britannique aux affaires étrangères. Il était extrêmement soucieux de s'attirer la coopération britannique pour une invocation conjointe de l'Article 7 du traité des Neuf Puissances.

Sir John n'avait pas pour usage de discuter de secrets d'État au téléphone, et à Genève il avait dû « recevoir l'un des appels dans une cabine téléphonique de la Société des Nations. » Il n'avait pas pu « prendre les dispositions pour que des notes sténographiques fussent prises des conversations, et ne pouvait par conséquent pas étudier les mots précis qui avaient été dits, ni peser leurs implications. »⁸⁵ L'ensemble de cet échange fut tellement informel et inhabituel que Sir John refusa de répondre aux importunités énergiques de Stimson, et le secrétaire d'État finit par comprendre que le vieux slogan « [Hands across the Sea](#) » est la propriété exclusive du ministère des affaires étrangères. Il n'est bien utilisé que lorsque l'Oncle Sam peut donner un coup de main à [John Bull](#).

Au cours des deux mois qui suivirent, Stimson dut assumer la responsabilité de la politique de non-reconnaissance sans la moindre assistance de la part de la Grande-Bretagne, mais certains facteurs poussaient lentement le *Foreign Office* à s'aligner sur le département d'État. La Grande-Bretagne entretenait d'importants intérêts d'affaires à Shanghai, et lorsque les Japonais, le 28 janvier 1932, lancèrent une offensive contre [l'Armée chinoise de la Dix-Neuvième Route](#) stationnée dans cette ville, la situation changea d'aspect. Cependant, le *Foreign Office* n'agit pas sur-le-champ pour protéger les importants milieux d'affaires britanniques de cette menace. Pour un temps, Stimson dut poursuivre seul son offensive contre le Japon.

82. Du chargé en Grande-Bretagne (Atherton) au secrétaire Stimson, Londres, 9 janvier 1932. *Foreign Relations*, 1932, III, 19.

83. 11 janvier 1932.

84. Robert Langer, *Seizure of Territory* (Princeton, 1947), p. 60.

85. Raymond Gram Swing, « How We Lost the Peace in 1937, » *Atlantic Monthly*, CLXXIX (février 1947), 34.

Le 23 février, cela prit la forme d'une longue lettre envoyée au sénateur Borah, président du comité aux affaires étrangères du Sénat. Une fois de plus, la théorie de la non-reconnaissance reçut une expression véhémement et fut étendue pour couvrir les violations du traité des Neuf Puissances ainsi que le pacte Kellogg-Briand.⁸⁶

La lettre de Stimson fut reçue par Tokyo avec froideur. L'ambassadeur Forbes a rapporté que les ambassadeurs britanniques et français estimaient que son effet avait été « extrêmement injurieux. » Elle avait sans aucun doute eu pour conséquence à réduire au silence « pour l'instant les influences œuvrant depuis l'intérieur en vue de corriger cette situation difficile. » De nombreux journaux considéraient la lettre comme « distinctement provocatrice, » et lorsque l'on parlait d'« une autre guerre mondiale, » les États-Unis étaient mentionnés comme « l'ennemi probable. » Les ambassadeurs britanniques et français exprimèrent le fort espoir que Stimson allait cesser d'envoyer des lettres d'une « nature [aussi] provocatrice, » et l'ambassadeur Forbes appuya franchement leur point de vue.⁸⁷

Mais Stimson, arborant l'armure de droiture qui était sienne, ne prêta guère attention à ce trait affûté lancé par son propre ambassadeur en poste à Tokyo. Le temps, et les milieux d'affaires britanniques, jouaient en sa faveur. Le 16 février, le Conseil de la Société des Nations lança un appel au Japon pour le dissuader de mener une attaque totale contre Shanghai. Dans cet appel, le Japon était désigné comme partie responsable du conflit en Extrême-Orient, et on lui rappelait les obligations selon le Contrat de la Société des Nations et selon les clauses du traité des Neuf Puissances.⁸⁸ Le 11 mars, l'Assemblée de la Société des Nations mena une action plus hardie en adoptant une résolution déclarant qu'il « incombait aux membres de la Société des Nations de ne reconnaître aucune situation, traité ou accord pouvant être instauré selon des moyens contraires au Contrat de la Société des Nations ou au pacte de Paris. »⁸⁹

Le secrétaire Stimson avait fini par manœuvrer la Société des Nations pour l'amener à approuver formellement la théorie de la non-reconnaissance. Ce fut une étape funeste vers une « impasse » de peur et de frustration, et sa conséquence inévitable en était l'implication des États-Unis dans la seconde guerre mondiale.⁹⁰

86. Du secrétaire Stimson au sénateur Borah, 23 février 1932. Japan : 1931-1941, I, 83-87.

87. De l'ambassadeur Forbes au secrétaire Stimson, Tokyo, 27 février 1932. Foreign Relations, 1932, III, 457-58.

88. Irving S. Friedman, *British Relations With China, 1931-1939* (New York, 1940), P. 33.

89. Du consul à Genève (Gilbert) au secrétaire Stimson, Genève, 15 mars 1932. Foreign Relations, 1932, III, 585-86. Westel W. Willoughby, *The Sino-Japanese Controversy and the League of Nations* (Baltimore, 1935), pp. 299-301.

90.

Les dangers inhérents à la situation en Extrême-Orient ont été discutés dans le détail par le premier ministre britannique (Ramsay MacDonald) au cours d'une conversation avec M. Atherton, le chargé d'affaires étasunien à Londres, le 4 avril 1932 : « En substance, le premier ministre a dit que les critiques de la Société des Nations ont prédit il y a quelque temps que les membres pourraient se trouver de fait en état de guerre sans déclaration de guerre formalisée, pour se soustraire aux sanctions définies par le Contrat de la Société des Nations en cas de guerre. C'est en réalité ce qui s'est produit dans l'instance qui nous intéresse, bien que les Chinois aient presque "jeté de l'huile sur le feu." Au cours des dernières discussions sur l'Extrême-Orient à Genève, les Chinois avaient établi une résolution qu'un représentant de la Société des Nations avait accepté de présenter. Cette résolution déclarait que le Japon, par ses actions, était de fait en état de guerre contre les membres de la Société des Nations. Le représentant de la Société des Nations a montré cette résolution à Sir John Simon, qui a affirmé qu'il ne voulait pas y être mêlé, et que si ce document était présenté, il réfuterait en avoir eu connaissance préalable. En fin de compte, la résolution manqua de justesse d'être présentée, mais le premier ministre a affirmé que cela montrait la proximité où se trouvait le Japon d'être en conflit ouvert contre les membres de la Société des Nations. » 793.94/4965. Confidential file, MS, Department of State.

Chapitre 4

Le secrétaire Stimson produit un scénario de guerre

4.1 L'opinion de la presse étasunienne sur la doctrine Stimson

Lorsque, le 7 janvier 1932, le secrétaire Stimson prononça résolument sa politique de non-reconnaissance, il était confiant dans l'idée qu'il pouvait compter sur le soutien d'une bonne partie de la presse étasunienne. La vieille tradition de l'isolation avait été lentement et continûment sapée par d'ardents mondialistes, qui se montraient désespérément soucieux que les États-Unis portent une plus grande part des fardeaux que la Guerre Mondiale avait déposés sur le dos d'une Europe affaiblie. La presse de New York avait mené les assauts de ces journalistes saboteurs, avec le *Times* pour ouvrir l'offensive. Stimson avait soigneusement assisté à ce conflit, et était parvenu à la conclusion que l'ancien ordre étasunien s'était effondré. Sa note de non-reconnaissance allait tenir lieu d'appel au ralliement pour amener tous les internationalistes à construire un nouvel édifice politique dont les vastes dimensions allaient exiger d'énormes approvisionnements en matières premières étasuniennes, et dont le maintien allait imposer une charge écrasante au contribuable étasunien.

Le *New York Times* fut prompt à répondre aux invocations de M. Stimson. Il reconnut avec candeur qu'au cours des années précédentes, une « franche communication de la part de M. Stimson aurait été considérée comme indélicate et non-diplomate. »¹ Dans la nouvelle ère internationale qui venait de s'ouvrir, la note de Stimson était une invitation cordiale à l'action concertée contre la méchanceté qui avait montré son hideux visage en Mandchourie. Le *Richmond Times-Dispatch* donnait de l'expression à ce sentiment et était convaincu que la doctrine de non-reconnaissance

1. 9 janvier 1932.

allait faire du Japon une « nation paria. »² La *Pittsburg Post-Gazette* faisait écho à ce point de vue³ et le *Los Angeles Times* fredonnait la même joyeuse mélodie.⁴ L'*Indianapolis News* soulignait la « ponctualité » de la note de Stimson,⁵ cependant que le *Boston Daily Globe* se pâmait d'extase du fait que Stimson avait donné une voix au sentiment que « tout ami de la paix dans le monde avait attendu. »⁶

Le *Cleveland Plain Dealer* faisait les ferventes louanges de la politique exprimée par le secrétaire Stimson,⁷ cependant que le *Chicago Daily New*⁸ et le *Kansas City Star*⁹ donnaient de la voix au chœur des approbations. Mais le *Chicago Tribune* ne pouvait approuver la manière suivant laquelle le secrétaire d'État avait œuvré de concert avec la Société des Nations, et craignait que nous ayons donné « au Japon un grief qui aurait pu être évité. »¹⁰ Le *Philadelphia Record* et le *Washington Post* faisaient également état d'appréhensions au sujet d'une association étroite avec la Société des Nations.¹¹

Dans le Sud, l'*Atlanta Constitution* laissait poindre une autre pointe d'avertissement. « Les États-Unis s'aventurent sur un terrain dangereux en s'impliquant dans la situation de Mandchourie au point de se joindre à d'autres nations pour émettre des notes d'avertissements à destination du Japon, qui s'apparentent à des menaces. Nous ne sommes en rien concernés par tout cela tant que certains de nos droits n'ont pas été transgressés. »¹²

La presse de Hearst fut prompte à pointer du doigt les dangers de l'errance chevalière de M. Stimson : « Ni nous, ni le département d'État, n'avons à nous agiter pour la riche Asie. Le Japon ne fait rien d'autre en Mandchourie que ce que les États-Unis firent lorsqu'ils prirent le Texas au Mexique. »¹³ Le *New York Daily News* était tout aussi critique : « Lorsque Frank B. Kellogg était secrétaire d'État, on le connaissait sous le surnom de *Meddlesome Mattie*¹⁴ Pour faire justice à M. Kellogg, il faut bien reconnaître aujourd'hui que jamais, dans ses pires heures, il n'égalait le secrétaire d'État Henry L. Stimson comme pourvoyeur de conseils. »¹⁵

Certains périodiques représentant lesdits « éléments libéraux » de l'Est se faisaient très critiques envers la note de Stimson. Le *New Republic*

2. 12 janvier 1932.

3. 18 février 1932.

4. 9 janvier 1932.

5. 9 janvier 1932.

6. 8 janvier 1932.

7. 9 janvier 1932.

8. 9 janvier 1932.

9. 8, 9 janvier 1932.

10. 9 janvier 1932.

11. 9 janvier 1932.

12. 9 janvier 1932.

13. *The San Francisco Examiner*, 10 janvier 1932.

14. Terme issu d'un poème d'Ann Taylor, au XIX^{ème} siècle, qui désigne une personne moralisatrice et inquisitrice, NdT.

15. 8 janvier 1932.

estimait que la doctrine de non-reconnaissance serait aussi « efficace que dire à un homme qui a brûlé la maison de son voisin : “Je refuse d’acter l’incendie, et je continuerai d’envoyer du courrier à l’ancienne adresse.” » L’implication de la guerre était nettement reconnue. « Si M. Hoover et le secrétaire Stimson persistent sur cette voie et que le Japon ne se soumet pas, nous serons probablement confrontés au simple choix de lutter ou de subir une cuisante défaite diplomatique. »¹⁶

Le *Daily Worker*, organe du parti communiste, était convaincu que la politique de Stimson avait pour objectif ultime d’écraser le mouvement communiste en Chine. Le 22 février, le *Daily Worker* publia un manifeste adressé à la classe laborieuse étasunienne : « Travailleurs ! La guerre en Extrême-Orient implique une guerre contre les masses laborieuses du monde ! Elle implique le danger d’une guerre mondiale au bénéfice des profiteurs ! Pas touche à la Chine ! Défense de l’Union soviétique ! »¹⁷

Lorsque la crise en Extrême-Orient s’aggrava encore avec l’attaque japonaise contre Shanghai (le 28 janvier), la presse d’opinion étasunienne monta encore d’un degré d’excitation. Les professeurs d’université, qui sont si souvent invincibles en temps de paix et invisibles en temps de guerre, se ruèrent sur le front du [linotype](#) et se mirent à pratiquer un barrage verbal face au gouvernement japonais. À Harvard, cette pugnacité professorale fut particulièrement apparente. Le président Lowell et vingt membres de sa faculté organisèrent une sorte de concours verbal, au cours duquel chacun s’en prit à la position japonaise, selon tous les angles possibles. Lowell était particulièrement soucieux de faire imposer par la Société des Nations des sanctions économiques contre les hommes rétifs de l’Empire du Soleil Levant, et il caressait l’espoir que le gouvernement étasunien allait soutenir cette action avec enthousiasme et efficacité.¹⁸ De Princeton émana une demande pour que le président Hoover adoptât les mesures appropriées « nonobstant le coût matériel ou la position politique. »¹⁹ Les universités Cornell et Johns Hopkins ajoutèrent à ceci une logorrhée favorable au boycott,²⁰ et le président Lowell ainsi que Newton D. Baker soutinrent une pétition géante de présidents et professeurs d’université faisant ouïr une note stridente en faveur de pressions économiques collectives contre le Japon.²¹

Il ne fallut pas longtemps avant que le comité dédié à la crise en Extrême-Orient prît une part active à ce passe-temps consistant à chasser le Japon. Sa contribution principale fut une pétition comportant quelque dix-mille signatures, et le professeur [Tyler Dennett](#) se fit leur porte-parole avec une déclaration avertissant terriblement qu’à moins que

16. 27 janvier 1932.

17. 9 janvier, 20-23 février 1932.

18. *Christian Science Monitor*, 18 février 1932.

19. *New York Times*, 4 février 1932.

20. *Ibid.*, 28 février 1932.

21. *New York Times*, 22 février 1932.

l'avancée japonaise en Mandchourie fût stoppée, c'était la civilisation elle-même qui serait ramenée « vers les Âges Sombres. »²²

Au Sud, Le *Louisville Courier-Journal* et le *Raleigh News and Observer* se faisaient les fervents soutiens de ces pétitions demandant des sanctions économiques.²³ Dans d'autres sections du pays, le *Boston Herald*, le *Milwaukee Journal* et le *Cleveland Plain Dealer* tiraient dans le même sens.²⁴ La chaîne de journaux Scripps-Howard exprimait « un accord de tout cœur » avec l'esprit de ces pétitions, mais émit un avertissement : le département d'État se devait d'obtenir des assurances en bonnes et dues formes d'une coopération anglo-française avant d'agir pour l'application de pressions économiques à l'encontre du Japon.²⁵

Il devint cependant rapidement évident que ces voix favorables à des sanctions économiques étaient étouffées dans le chœur de désapprobation qui gonflait à travers le pays. Le *New York Sun* dénonçait les sanctions comme une « invitation à la guerre. »²⁶ Le *Herald-Tribune* compara la proposition de boycott à un gaz toxique pouvant être épandu en direction de l'ennemi mais pouvant facilement revenir au visage de ses supporters.²⁷ Walter Lippmann, dans le *Herald-Tribune*, craignait que de nouvelles pressions contre le Japon pussent amener à la guerre : « Il faut renoncer clairement et définitivement à l'idée d'une guerre, et aller jusqu'à évacuer les citoyens étasuniens du théâtre de guerre si cela s'avère nécessaire. »²⁸

Le *New York Daily News* se faisait véhément dans sa dénonciation des pétitions favorables aux sanctions : « Nous espérons que le peuple étasunien va insister pour que son gouvernement... ne prête aucune attention à cette pétition idiote et provocatrice de M. Baker et des présidents d'universités qui s'y associent. »²⁹ Le *New York Evening Post* publia une note semblable : « Il nous apparaît qu'il y a quelque chose de mal dans le fait qu'une poignée de citoyens doctrinaires peuvent ainsi établir des propositions diplomatiques pouvant amener à la guerre le reste des États-Unis. »³⁰

À Philadelphie, le *Evening Bulletin* se mit à protester vivement contre le boycott ;³¹ le *Record* exprima la vision selon laquelle il n'avait jamais existé dans toute l'histoire des États-Unis de « mouvement plus inconsideré et dangereux » ;³² cependant que le *Public Ledger* indiqua qu'un

22. Ibid., 26 février 1932.

23. 21, 24 février 1932

24. 18, 20, 21 février 1932.

25. *New York World-Telegram*, 22 février 1932.

26. 23 février 1932.

27. 19 mars 1932.

28. 26 février 1932.

29. 21 février 1932.

30. 22 février 1932.

31. 23 février 1932.

32. 27 février 1932.

boycott efficace constituerait le prélude à une guerre contre le Japon.³³ Le *Boston Evening Transcript* craignait que le président Lowell ferait endosser aux États-Unis le rôle de policier « de l'univers, »³⁴ et le *Washington Post* soulignait les périls induits par un tel rôle : « L'engagement proposé impliquerait les États-Unis dans des intrications étrangères qui pourraient coûter la vie d'innombrables fils des États-Unis. »³⁵

La chaîne de journaux de Frank E. Gannett, à Upstate New York, était fortement hostile à l'idée de sanctions économiques³⁶ et la presse de Hearst soutenait chaleureusement le même point de vue.³⁷ Dans le Middle West, le *Chicago Tribune* s'en prenait aux pacifistes étasuniens qui « n'allaient pas bien. » Les *Ph.D et les Pacifistes* amenaient les États-Unis dans une position des plus dangereuses.³⁸ La *Detroit Free Press* considérait le mouvement de boycott comme « futile, criminel et dangereux, »³⁹ et le *Cincinnati Enquirer* estimait que les « États-Unis devaient s'occuper strictement de leurs propres affaires. »⁴⁰ Dans le Grand Ouest, le *Spokane Spokesman Review* fit paraître un éditorial avec pour titre parlant : « Sont-ils en train de titiller une nouvelle guerre ? »⁴¹ Le *San Francisco Examiner* refléta cet éditorial par un éditorial à lui bien tape-à-l'œil : « Le boycott du Japon lancé par Baker est un chemin certain vers la guerre. »⁴²

La « presse libérale » se faisait ouvertement hostile à l'imposition de sanctions économiques contre le Japon. *The Nation* estimait qu'un boycott était « un dispositif trop explosif pour qu'on s'y frotte, »⁴³ et fit paraître dans ses colonnes un article habile écrit par le professeur Edwin M. Borchard, exprimant la ferme conviction selon laquelle « il n'y a pas de paix dans un tel programme. »⁴⁴ Le *New Republic* n'avait rien d'autre que des critiques acérées pour toute chose ressemblant à un boycott. Les États-Unis ne pouvaient pas « coopérer avec la Société des Nations dans une tentative de discipliner le Japon sans aller à la guerre. »⁴⁵

La presse d'affaires n'eut aucune hésitation à rallier ce tollé contre l'imposition de sanctions économiques contre le Japon. Le *commercial and Financial Chronicle* estimait que la demande de sanctions économiques prononcée dans certains cercles devait être « à la fois désapprouvée et déplorée. »⁴⁶ *Bradstreet's* dénonça les « paroles vagues » favorables à un

33. 24 février 1932.

34. 18 février 1932.

35. 24 février 1932.

36. *Rochester Democrat and Chronicle*, 26 février 1932.

37. *Washington Times*, 7 mars 1932.

38. 9 mars 1932.

39. 21 février 1932.

40. 21 février 1932.

41. 23 février 1932.

42. 25 février 1932.

43. 9 mars 1932.

44. 9 mars 1932.

45. 10 février, 9 mars, 1932.

46. 27 février 1932.

boycott,⁴⁷ alors que d'autres périodiques d'affaires comme le *Journal of Commerce* et *Commerce and Finance* firent écho à ces remarques critiques.⁴⁸

Ce barrage de critiques ne produisit guère d'influence sur le secrétaire Stimson, qui poursuivit sa politique de provocation envers le Japon. Il persuada le président d'envoyer la flotte dans le Pacifique au cours des mois d'hiver 1931-32, et elle s'engagea dans des manœuvres élaborées entre la Californie et les îles de Hawaï. Cette démonstration de force sembla donner le culot à l'Assemblée de la Société des Nations d'adopter le 11 mars 1932 une prudente résolution de non-reconnaissance.⁴⁹ Mais cette action tardive n'eut guère d'influence sur la politique menée par le Japon en Mandchourie. Bien que signataire de l'accord du 5 mai amenant au retrait de ses forces armées de Shanghai, le Japon ne mena aucune tentative de quitter la Mandchourie. La doctrine Stimson avait échoué non seulement à endiguer la marée japonaise en Chine du Nord, mais produisit un sentiment anti-étasunien qui allait compliquer le maintien de bonnes relations. Il semblait apparent aux yeux des dirigeants japonais que la situation en Extrême-Orient présageait d'un inévitable conflit entre le capitalisme et le communisme, et ils ne comprenaient pas pourquoi le département d'État tenait à suivre une politique pouvant écarter l'aide japonaise dans un tel conflit. À cet égard, les mots de l'amiral Toyoda avaient un sens particulier. Dans une lettre à l'ambassadeur Forbes, il commenta le grave état de la situation en Chine puis exprima son opinion que la zone pacifique allait être témoin de l'une des confrontations les plus importantes entre le capitalisme et le communisme. La nature de ce conflit promettait d'exclure toute idée de compromis :

*Nous, ou notre postérité, devront choisir entre le communisme sino-russe et le capitalisme anglo-saxon. Si la Chine devait tomber sous le joug du communisme, et si le Japon maintient sa politique actuelle, et c'est sans doute ce qu'il va faire, il est probable qu'il sera contraint de jouer le rôle d'Iki et de Tsushima comme postes avancés du capitalisme anglo-saxon.*⁵⁰

4.2 Stimson contribue à faire sortir le Japon de la Société des Nations

Stimson fermait systématiquement les yeux sur les éléments des véritables conflits d'intérêts en Extrême-Orient, et ignore totalement les mots pleins de sagesse de l'amiral Toyoda. Il restait disposé à fustiger le Japon

47. 5 mars 1932.

48. 24 février, 9 mars, 1932.

49. Robert Langer, *Seizure of Territory* (Princeton, 1947), pp. 62-66.

50. De l'amiral Tejiro Toyoda à l'ambassadeur William Cameron Forbes, Tokyo, 3 mars 1932. 793.94/4877, Confidential file, MS, Department of State.

pour les actions défensives qu'il menait en Mandchourie, qui à ses yeux relevaient purement et simplement d'un programme d'expansion. Le 4 avril, il tint une longue conversation avec l'ambassadeur japonais (Debuchi), au cours de laquelle il critiqua vertement la manière suivant laquelle le Japon avait étendu ses frontières en Mandchourie. Son principal objectif lors de cette conversation était d'« adopter une position très rigide » face à Debuchi, afin « qu'il ne puisse pas rapporter à son gouvernement que j'ai fait montre du moindre signe d'acceptation des actions qu'ils menaient ou des arguments qu'ils avançaient. »⁵¹ Quelques semaines plus tard (le 10 juin), Debuchi dut écouter une autre litanie des méfaits commis par son gouvernement en Chine du Nord. Le ministère des affaires étrangères établissait de toute évidence des plans pour étendre sa reconnaissance au gouvernement de marionnettes du [Mandchoukouo](#), et comme étape préliminaire en ce sens, avait donné des ordres pour remettre le contrôle sur le service des douanes maritimes de la Chine dans cette région. Cette décision était considérée par le secrétaire Stimson avec « de grandes préoccupations. »⁵²

Dans l'objectif de résister à l'avancée japonaise en Chine du Nord, Stimson envoya [Joseph C. Grew](#) à Tokyo comme ambassadeur des États-Unis. Lorsque Grew arriva à Tokyo au mois de juin 1932, la presse se montra amicale et l'Empereur se montra aussi agréable que la surdité de M. Grew le lui permettait. Mais les ombres de l'aventure mandchoue portaient jusqu'au pas de porte de l'ambassade des États-Unis, et Grew comprit bientôt qu'elles allaient sans doute se densifier et s'étirer malgré toutes ses tentatives de les repousser avec la lumière d'une entente japono-étasunienne.

Le principal obstacle à l'établissement de relations amicales était la doctrine Stimson elle-même. Le gouvernement japonais était déterminé à reconnaître le Mandchoukouo en dépit des opinions opposées à cela aux États-unis et en Europe. Assurer le contrôle de la Chine du Nord apparaissait aux dirigeants japonais, nonobstant leur appartenance à tel ou tel parti, comme une nécessité nationale. La Mandchourie, comme source de matières premières essentielles et comme marché de biens manufacturés, présentait une importance spéciale pour le Japon. Les présidents Theodore Roosevelt et Woodrow Wilson s'étaient montrés prêts à considérer certaines portions de Chine du Nord comme relevant de la sphère d'influence japonaise, et la formulation des accords [Root-Takahira](#) et [Lansing-Ishii](#) était vaguement fertile, si bien que les aspirations japonaises avaient connu une croissance rapide. Theodore Roosevelt, après avoir cueilli hardiment la poire du Panama, n'aurait pas pu faire la sourde oreille aux plaidoyers japonais qui demandait une tranche du melon mandchou. Et Woodrow

51. Mémoire rédigé par le secrétaire d'État, 4 avril 1932. 793.94/4968, MS, Department of State.

52. Mémoire rédigé par le secrétaire d'État, 10 juin 1932. 693.002 Manchuria/77, MS, Department of State.

Wilson, tout à ses préparations d'une croisade contre la méchante Allemagne, n'était pas disposé à regarder de trop près les motivations japonaises en Mandchourie. Encouragées par ces gestes amicaux prodigués par des présidents étasuniens, les armées japonaises avaient investi de nombreuses zones de la Chine du Nord. Lorsque Stimson alluma soudainement un feu rouge d'avertissement pour s'opposer à toute nouvelle avancée, le gouvernement japonais ne fit aucun effort concret pour y obéir. Leur machine mandchoue avait pris trop d'élan pour être arrêtée par un policier de la circulation faisant striduler le sifflet en étain de la non-reconnaissance.

Les efforts entrepris par les dirigeants européens étaient tout aussi futiles que ceux du secrétaire Stimson. La commission Lytton, désignée suivant les termes de la résolution de la Société des Nations en date du 10 décembre 1931, parvint à Tokyo le 29 février 1932 pour une suite de conférences avec les dirigeants japonais et les représentants de diverses organisations japonaises. Du 20 avril au 4 juin, la commission recueillit des témoignages en Mandchourie, puis rentra à Tokyo pour un bref séjour. Elle se rendit enfin à Pékin pour achever son travail de rédaction d'un rapport formel.

Alors que la commission se trouvait à Tokyo, le major général [Frank R. McCoy](#) s'entretint franchement avec l'ambassadeur Grew. Il assura à l'ambassadeur que la commission avait pour opinion que les actions menées par le Japon en Mandchourie étaient fondées sur deux axiomes faux : l'argument de l'auto-défense et celui de l'auto-détermination. La commission était également convaincue que l'érection d'un État fantoche comme le Mandchoukouo « allait avoir pour résultat une purulence douloureuse qui conduirait inévitablement à des guerres futures. » Bien que M. Grew partageât ces points de vue, il avertit le secrétaire Stimson que toute protestation émise par les États-Unis contre la reconnaissance par le Japon du Mandchoukouo jouerait à plein en faveur de la clique militaire de Tokyo. Le silence promettait de bons dividendes diplomatiques.⁵³

Mais la tâche de réduire Stimson au silence était aussi difficile que vouloir arrêter la chute de l'eau des cascades du Niagara. Il était tellement empli d'indignation justicière qu'il lui fallut s'en prendre de nouveau le 8 août au Japon face au Conseil des relations étrangères (New York). Comme Grew l'avait anticipé, la réaction au Japon face à cette dernière attaque de Stimson fut vaste et amère. Sa violence amena Grew à avertir Stimson que « nous devrions conserver les yeux ouverts sur toutes

53. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Stimson, Tokyo, 16 juillet 1932. *Foreign Relations : Japan, 1931-1941*, I, 93-95. Le 21 juin 1932, le vicomte Ishii avait prononcé un discours devant la société étasuno-japonaise de Tokyo, au cours duquel il avait apporté des assurances que le Japon ne « négligerait aucun effort pour supprimer toute cause possible de friction avec son grand voisin. » *Shanghai Evening Post and Mercury*, 21 juin 1932.

les contingences futures possibles. »⁵⁴ La politique consistant à systématiquement piquer le Japon pourrait finir par déboucher sur un sursaut dangereux.

Le 3 septembre, Grew envoya un nouveau télégramme d'avertissement. Le gouvernement japonais comptait fermement voir « réussir l'aventure mandchoue. » Le public japonais était convaincu que « l'ensemble des actions menées en Mandchourie relève des intérêts nationaux suprêmes et vitaux, » et était déterminée à répondre, au besoin par les armes, « à toute opposition. »⁵⁵ Après avoir envoyé ce télégramme au département d'État, Grew confia à son journal personnel que le ressentiment japonais n'était véritablement centré que sur un Étatsunien — le secrétaire Stimson. Chaque personne qu'il rencontrait au Japon était « tout à fait amicale » et ses relations personnelles avec les dirigeants japonais étaient « au mieux. » Mais Stimson faisait enrager l'ensemble du Japon par sa politique de pressions hostiles constantes.⁵⁶ Il n'était pas difficile pour un diplomate de voir le résultat inévitable de ces tactiques.

Dans certaines sphères japonaises, on exprimait l'espoir d'un changement dans l'administration à Washington, qui pourrait apporter un changement dans la politique menée en Extrême-Orient. Mais il restait six mois à Stimson au poste de secrétaire d'État, et la sinistre possibilité existait que durant cette période, il pourrait établir si solidement le schéma directeur de la politique à suivre qu'un nouveau secrétaire se trouverait dans l'incapacité de la modifier. Chacun au Japon pouvait être certain d'une chose — Stimson ne reculerait pas devant la posture qu'il avait adoptée, qu'importe le résultat. Les États-Unis pourraient ne pas être poussés au point d'un véritable conflit contre le Japon, mais la voie vers la guerre serait grande ouverte, et une invitation aux hostilités serait prête, à la disposition angoissée du nouveau président élu.

Pour s'assurer que cette invitation ne resterait pas lettre morte, Stimson avait consenti à voir le major général Frank R. McCoy comme membre de la commission d'enquête Lytton. Si cette commission dénonçait l'agression japonaise en Chine du Nord en utilisant des mots acides, le général McCoy porterait une part de la responsabilité de cette mise en accusation.

Le 1^{er} octobre 1932, le rapport de la commission Lytton fut publié à Genève. Il reconnaissait des points intéressants. La croissance rapide du parti communiste était brièvement décrite et l'incapacité de Tchang Kaï-tchek à le supprimer y figurait clairement.⁵⁷ Mais rien n'y était mentionné au sujet de l'infiltration soviétique du Xinjiang ni de l'absorption de la Mongolie Extérieure. C'est le Japon qui devait être désigné comme

54. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Stimson, Tokyo, 13 août 1932. Japan : 1931-1941, I, 100.

55. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Stimson, Tokyo, 3 septembre 1932. Ibid., p. 102.

56. Joseph C. Grew, *Ten Years in Japan* (New York, 1944), p. 40.

57. Lytton Report (Washington, 1932), pp. 20-23.

coupable en Chine, pas la Russie. Pour prouver ce point, le rapport exprimait en des termes très positifs l'idée selon laquelle le Japon avait utilisé l'incident de Muksen du 18 septembre pour mener un vaste plan d'expansion en Chine du Nord. Il était reconnu que le Japon entretenait des « intérêts spéciaux » en Mandchourie, mais ces intérêts ne justifiaient pas l'érection d'un État semi-indépendant comme le Mandchoukouo qui serait sous contrôle japonais. Le rapport recommandait par conséquent que la Mandchourie pût jouir « d'une vaste mesure d'autonomie » en cohérence « avec la souveraineté et l'intégrité administrative de la Chine. »⁵⁸

Le rapport faisait mention du fait que les Japonais avaient érigé le nouvel État du Mandchoukouo le 9 mars 1932, et avaient installé [Henry Pu-yi](#), le petit garçon Empereur de Chine, comme régent. Il n'indiquait pas qui s'apprêtait à détroner le régent ou qui devait assumer la grave responsabilité de repousser la vaste armée japonaise hors du Mandchoukouo et ainsi permettre à la Mandchourie de reprendre son ancien statut. Indirectement, cette affirmation de souveraineté chinoise sur les Trois Provinces constituait un soutien du principe de non-reconnaissance énoncé par Stimson. La commission ferma les yeux à point nommé sur le contrôle de fait du Japon sur le Mandchoukouo, et supposait que la farce de la non-reconnaissance allait rendre vulnérable le Japon. Elle fut quelque peu choquée lorsque le Japon reconnut formellement le Mandchoukouo le 15 septembre, et le secrétaire Stimson fut scandalisé de cette désobéissance à sa doctrine.

Deux mois plus tard (le 19 novembre), Matsuoka, qui dirigeait la délégation japonaise à Genève, murmura des avertissements à Hugh Wilson et Norman Davis. L'hostilité du public japonais envers les États-Unis était « dangereuse. » On croyait de plus en plus que plusieurs tentatives avaient été menées par le gouvernement étasunien de « bloquer le développement japonais en Mandchourie et de prendre le contrôle des voies ferrées de la région. » Le vaste corps d'opinion influente japonaise, qui jusqu'alors s'était montré amical, « diminuait à vue d'œil. » Le peuple japonais s'était montré très patient, mais un point avait été atteint où cette qualité n'était plus une vertu, et l'irritation qui avait été refrénée contre les États-Unis pourrait éclater tous azimuts, avec « soudaineté et violence. »⁵⁹

Matsuoka avait été étudiant plusieurs années durant aux États-Unis, et était réputé parmi les Japonais pour « penser et se conduire comme un Américain. »⁶⁰ Ses mots d'avertissement auraient eu quelque influence sur le secrétaire d'État moyen, mais Stimson refusa d'en tenir compte. Il se vanta étourdiment auprès de Hugh Wilson d'être bien au fait de « la personnalité et des méthodes » de Matsuoka, et d'avoir anticipé qu'il ar-

58. Ibid., p. 130.

59. Du secrétaire Stimson à l'ambassadeur Grew, Washington, 21 novembre 1932. *Japan and the United States : 1931-1941*, I, 104-5.

60. Frederick Moore, *With Japan's Leaders* (New York, 1942), pp. 130-31.

borerait les atours d'un « sage avocat. »⁶¹ Si Stimson avait été doté d'un esprit plus observateur, il aurait compris que Matsuoka ne brandissait pas de vaines menaces. Ses mots étaient pétris de sagesse, mais Stimson s'accrochait à l'idée qu'il pouvait contraindre le ministre japonais des affaires étrangères à se soumettre face au club de non-reconnaissance. Il ne se préoccupait guère que le ministre des affaires étrangères gigotât en recevant cette punition, ni que la presse japonaise se fit violente dans ses dénonciations de sa politique. Les Japonais devaient se voir administrer leur remède, nonobstant son amertume.

Aux yeux de certains publicistes étasuniens, la politique de Stimson apparaissait comme particulièrement mal avisée. Raymond L. Buell critiquait vertement l'attitude de l'administration Hoover envers le Japon. Les États-Unis, « dans leurs tentatives vertueuses de réfuter au Japon l'opportunité d'obtenir les ressources dont il avait besoin par une politique de force, sont-ils prêts à abaisser leurs barrières douanières pour que le Japon puisse résoudre ses problèmes de population en bénéficiant d'une industrialisation ? » M. Buell pensait que le gouvernement des États-Unis devait mener des actions visant à convoquer des « pourparlers » douaniers, qui examineraient des ajustements sur les taux élevés en place, comme concession pour l'opinion japonaise, afin qu'elle puisse mettre fin aux manœuvres navales élaborées dans les eaux du Pacifique.⁶²

Ces suggestions de la part de M. Buell ne parvinrent pas à susciter de réponse favorable de la part du département d'État.⁶³ Stimson était opposé à toute cessation des pressions exercées sur le Japon. Heureusement, cette attitude inamicale ne provoqua pas au Japon de sentiment symétriquement hostile. Le Japon était soucieux de rester conciliant. Le 29 décembre, l'ambassadeur du Japon informa M. Hornbeck, qui dirigeait la division des affaires d'Extrême-Orient, que « tous les banquiers, marchands et industriels » étaient déterminés à maintenir « des relations cordiales et amicales avec les États-Unis. » Nul au Japon « n'oserait penser que la guerre contre les États-Unis est possible. » En conclusion, l'ambassadeur remarquait que le « nouveau rapprochement entre la Russie et la Chine fait en sorte que les Japonais regardent plus que jamais en direction des États-Unis en quête d'amitié et de relations cordiales. »⁶⁴

Dans l'intervalle, la Société des Nations examinait de près les implications du rapport Lytton. Le 6 décembre, l'Assemblée de la Société des Nations renvoya le rapport à un Comité des Dix-Neuf. Les représentants

61. Du secrétaire Stimson à Hugh Wilson, 21 novembre 1932. *Japan and the United States, 1931-1941*, I, 105.

62. *New York Herald-Tribune*, 20 novembre 1932.

63. Mémoire de la Division des affaires d'Extrême-Orient, 25 novembre 1932. F/G 711.94/751, MS, Department of State. Le mémoire exprimait l'opinion selon laquelle une révision des barrières douanières en faveur des produits japonais aurait pour effet d'aider « l'armée japonaise à retenir son pouvoir plus longtemps. »

64. Conversation entre M. Hornbeck et l'ambassadeur du Japon, 29 décembre 1932. F/HS 711.94/758, MS, Department of State.

de plusieurs petites nations de ce comité se trouvaient profondément choqués par le Japon, du fait de ses opérations militaires en Mandchourie. Ils compensaient leurs faiblesses militaires par des cascades de critiques et de verbe haut. Stimson tendit l'oreille à ces accents caustiques, et les répéta à l'ambassadeur du Japon. Le 5 janvier 1933, il discuta avec Debuchi, et après avoir examiné le mépris japonais envers certaines obligations des traités, il observa avec acidité que vraiment, le Japon n'avait « pas d'autre voie » à suivre que « de quitter la Société des Nations et sortir du pacte Kellogg. »⁶⁵

Après avoir lu ce sermon rigide à l'ambassadeur du Japon, Stimson trouva le temps de mener une visite à Hyde Park le 9 janvier, où il trouva Roosevelt, le président élu, d'une humeur des plus réceptives. Il n'eut aucun problème pour convaincre Roosevelt que la doctrine Stimson devait constituer l'un des piliers de la politique étrangère de la nouvelle administration. Trois jours plus tard, il informa l'ambassadeur Debuchi que le président élu allait adhérer à la politique Stimson.⁶⁶ Le 16 janvier, cette information fut envoyée à nos représentants à l'étranger, et le lendemain, Roosevelt, lors d'une conférence de presse à Hyde Park, insista sur l'idée que les États-Unis devaient soutenir le principe d'« inviolabilité des traités. »⁶⁷ Les lignes entre partis avaient disparu aux États-Unis pourvu qu'il s'agît d'imposer une discipline au Japon.

Le lendemain de cette annonce importante, l'ambassadeur du Japon eut une conversation avec le sous-secrétaire d'État William R. Castle. Après l'échange de courtoisies habituel, Debuchi s'aventura à annoncer qu'il avait prévu de discuter « l'irritation des sentiments japonais vis-à-vis du fait que notre flotte [étasunienne] restait dans les îles hawaïennes. » Castle avait adopté la posture consistant à refuser tout compromis avec le Japon, si bien qu'il remarqua froidement que « la disposition de la flotte étasunienne est un sujet qui relève uniquement de la décision du gouvernement étasunien. » Debuchi reconnut rapidement ce point, et ajouta aimablement que son principal désir à cet égard était d'obtenir une « diminution des sentiments anti-étasuniens au Japon », et que la présence de la flotte étasunienne dans les eaux hawaïennes « entretenait ces sentiments. » Castle « ignora cette remarque » puis lança une nouvelle bordée verbale à l'ambassadeur qui battait en retraite : « Je lui ai dit qu'il me semblait que les Japonais faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour

65. Conversation entre le secrétaire Stimson et l'ambassadeur Debuchi, 5 janvier 1933. 793.94/5709, Confidential file, MS, Department of State.

66. Conversation entre le secrétaire Stimson et l'ambassadeur Debuchi, 12 janvier 1933. Japan and the United States, 1931-1941, I, 108-9.

67. *New York Times*, 18 janvier 1933. Stimson avait déjà assuré le secrétaire britannique des affaires étrangères, Sir John Simon, que le président élu était attaché à la doctrine Stimson. Sir John répondit, le 14 janvier, que le gouvernement britannique allait adhérer à la même doctrine. Foreign Relations, 1933, III, 89.

agiter les sentiments anti-japonais dans notre pays. »⁶⁸

Il est évident que l'humeur qui prévalait au sein du département d'État était celle d'une hostilité à peine voilée à l'encontre du Japon, et ce fait est également illustré par un mémorandum préparé par M. Hornbeck. Après avoir fait allusion aux frictions entre les États-Unis et le Japon, Hornbeck y discute certaines suggestions relatives à l'amélioration de cette sinistre situation. Il avait été suggéré « qu'une réunion devrait être convenue, de préférence en un lieu situé entre les États-Unis continentaux et le Japon, comme Honolulu, entre des dirigeants étasunien et japonais de premier plan, par exemple, le secrétaire d'État et le ministre japonais des affaires étrangères. » Ces deux dirigeants pourraient discuter « pleinement et franchement les relations entre les deux pays, et convenir de quelque arrangement pouvant assurer le maintien de la paix. »

Cette suggestion, qui rappelle inévitablement l'une des suggestions réalisées par le prince *Konoye* à l'été 1941, fut rejetée par M. Hornbeck du fait qu'elle « allait selon toutes probabilités rester vaine » et provoquerait par conséquent plus de tort que de bien. Mais le secrétaire Stimson fut momentanément intrigué par l'idée de cette proposition de rencontre. Il apporta l'approbation qui suit au mémorandum de Hornbeck, le 28 janvier 1933 : « Voici une analyse très utile et je suis d'accord avec elle en grande partie. Le seul point sur lequel je tends à diverger est ce que je considère comme son ultra-conservatisme, dans la dernière partie. Je fais tourner en esprit la possibilité d'un geste favorable à l'immigration ou à une rencontre. »⁶⁹

Même si le secrétaire d'État avait sincèrement désiré pratiquer quelque geste de conciliation envers le Japon, il était apparent que le temps aurait joué en sa défaveur. Quelques semaines plus tard, l'administration Roosevelt allait s'installer, et il est fort peu coutumier de la part d'un secrétaire d'État sur le départ de mener une action diplomatique majeure pouvant ne pas être en plein accord avec la politique déjà décrite par son successeur, qui en l'occurrence allait prendre ses fonctions le 4 mars 1933. En tous cas, Stimson ne fit rien pour se rapprocher des dirigeants japonais, désormais déterminés à mener une action radicale à Genève. La déclaration faite par Roosevelt à Hyde Park le 17 janvier en faveur de l'« inviolabilité des traités » ne fit guère impression sur eux. Ils savaient que les empires britannique et français s'étaient construits dans le sang, la sueur et les larmes de millions de gens, dans les pays conquis. Pourquoi, subitement, cet étalage de vertu internationale ? Comme le remarqua Matsuoka avec sagesse : « Les puissances occidentales ont enseigné aux Japonais le jeu du poker, mais après s'être accaparé presque tous les jetons, ils ont déclaré le

68. Conversation entre William R. Castle et l'ambassadeur japonais, 18 janvier 1933. 793.94/6063, Confidential file, MS, Department of State.

69. Approbation par le secrétaire Stimson au mémorandum Hornbeck, 28 janvier 1933. 793.94/6063, Confidential file, MS, Department of State.

jeu immoral et se sont mis au bridge. »⁷⁰ Il était évident aux yeux de la plupart des dirigeants japonais que la conscience des puissances occidentales n'aboyait qu'en direction des étrangers.

4.3 Matsuoka sort de la Société des Nations

À Genève, Matsuoka n'était pas enclin à écouter les sermons de moralité publique prodigués par l'Assemblée de la Société des Nations, et le 23 février 1933, l'ambassadeur Grew informa le secrétaire Stimson que le cabinet japonais était tout à fait en accord avec le point de vue de son délégué en chef. Ils considéraient leur situation en Mandchourie comme un lien essentiel de la « ligne de vie » de l'Empire japonais. Ils étaient déterminés à se battre plutôt que céder aux pressions exercées par la Société des Nations.⁷¹ Face à cette attitude japonaise résolue, la Société des Nations alla de l'avant, et le 24 février, approuva à une majorité écrasante le rapport du Comité des Dix-Neuf qui avait mis en œuvre le rapport Lytton.⁷²

Cette action critique de la part de l'Assemblée de la Société des Nations provoqua une réponse immédiate de la part de Matsuoka. Après avoir affirmé avec gravité que son gouvernement avait « atteint la limite de ses tentatives de coopérer avec la Société des Nations, » il quitta d'un pas rigide la salle de l'Assemblée. À l'exception de Frederick Moore, le reste de la délégation japonaise suivit Matsuoka. Moore resta assis quelque temps sur son siège, cependant que les membres de l'Assemblée et les spectateurs envoûtés attendaient de voir ce qu'il allait faire. Puis, las de subir la pression d'être le seul représentant du Japon à l'Assemblée, il sortit lentement de la salle, non sans comprendre tout le poids de la grave crise qui frappait les affaires du monde.⁷³

Hugh Wilson, représentant les États-Unis, était également présent à l'Assemblée lorsque Matsuoka la quitta. À l'instar de Frederick Moore, il comprenait également qu'une crise venait d'éclater dans la politique du monde, et il savait que cette crise avait été précipitée par la politique de non-reconnaissance pratiquée par Stimson. Dans ses mémoires, Wilson fait le récit de cette action funeste de Matsuoka :

La session finale de l'Assemblée continue de marquer mon esprit de manière indélébile... Le discours que prononça Matsuoka ce jour-là face à l'Assemblée fut prononcé avec une convic-

70. Moore, op. cit., pp. 38-39.

71. *Japan and the United States : 1931-1941*, I, 110-12. Le 7 février 1933, avec un sourire en coin, Stimson donna pour instruction à Hugh Wilson, le représentant des États-Unis à Genève, d'exprimer clairement qu'il n'essayait en aucune manière « de guider, d'influencer, ou d'imprimer des préjugés sur la Société des Nations dans ses délibérations. » *Foreign Relations*, 1933, III, 153.

72. Russell M. Cooper, *American Consultation in World Affairs*, pp. 268-69.

73. Moore, op. cit., p. 133.

tion passionnée, loin de ses manières habituellement policées. Il avait signalé le danger de clouer au pilori une grande nation. Il avait prévenu que l'Assemblée éloignait le Japon de son amitié envers l'Occident, et l'orientait vers le développement inévitable d'un positionnement auto-suffisant, orienté uniquement sur l'Orient... Pour la première fois, les doutes les plus sévères se levèrent quant à la sagesse de la trajectoire suivie par l'Assemblée et par mon pays. Je commençai à avoir une idée de la rancœur et du ressentiment que les condamnations publiques pouvaient susciter parmi un peuple fier et puissant, et je me mis à remettre en cause, et continue de le faire, la question de savoir si un tel traitement est avisé... La condamnation crée une communauté de damnés qui se font bannir, qui n'ont plus rien à perdre à violer toutes les lois de l'ordre et de la bonne foi internationale... Non seulement ces doutes se levèrent-ils en moi au sujet de la lecture de cette mise en accusation, mais pour la première fois, je me mis à remettre en cause la politique de non-reconnaissance. Et à mesure que j'y cogitais, je pris conscience que nous avions pénétré dans une impasse... Hugh R. Wilson, Diplomat Between Wars (New York, 1941), pp. 279-81.

Le professeur Borchard, de Yale, se montra totalement en accord avec Hugh Wilson, À ses yeux, ainsi qu'à ceux de Phoebe Morrison, la doctrine de non-reconnaissance revenait à

*un refus plutôt malvenu de se confronter à des faits déplaisants, en donnant à des jugements politiques une justification légale fictive. Le droit international ne laisse pas de place à une doctrine aussi dénuée de valeur constructive... La doctrine de non-reconnaissance semblerait n'apporter aucune contribution significative à un monde désordonné, mais au contraire, incarne les potentialités de déséquilibres plus profonds.*⁷⁴

Mais aux yeux du président élu Franklin D. Roosevelt, Stimson passait pour un Lancelot des temps modernes, engagé dans un combat désespéré contre les forces du mal, et la doctrine de non-reconnaissance passait pour une lance des plus solides. Roosevelt se voyait comme un Roi Arthur du XX^{ème} siècle, et sa Table Ronde était garnie de chevaliers prêts à aller imposer un *New Deal* à un public étasunien crédule. Peu de temps s'écoula avant qu'[Irvin S. Cobb](#) se mît à murmurer funestement au sujet d'un *Double Deal*, mais peu de gens daignèrent écouter des accents aussi diaboliques.

74. Edwin M. Borchard et Phoebe Morrison, *Legal Problems in the Far Eastern Conflict* (New York, 1941), pp. 157-78.

Ce *New Deal* était supposé insister sur la politique intérieure, et certains des chevaliers de Roosevelt craignaient les aventures lointaines à l'horizon lointain de l'Extrême-Orient. [Rexford G. Tugwell](#) n'était pas un chevalier comme les autres, car il entretenait en son cœur à la fois griefs et craintes. Il reprochait violemment à ses associés de ne pas avertir Roosevelt des dangers évidents présentés par la doctrine Stimson, et craignait fortement que la guerre se cachât derrière chaque ligne de la politique de non-reconnaissance.⁷⁵

[Raymond Moley](#) était un autre des favoris de Roosevelt à avertir son chef face à toute acceptation de la doctrine Stimson. Mais le président élu réduisit Moley au silence avec cette remarque : « J'ai toujours entretenu les plus profondes sympathies envers les Chinois. Comment pourriez-vous vous attendre à ce que je ne rallie pas Stimson au sujet du Japon ? »⁷⁶

À la lecture des colonnes colorées de « Fair Enough », sous la plume de [Westbrook Pegler](#), et en évaluant si les affirmations répétées selon lesquelles les richesses de la famille Delano ne provinrent pas pour partie d'opérations de contrebande douteuse sur les côtes de la Chine, il apparaît par trop vrai que les racines de Roosevelt s'enfoncent très profondément sous le sol noir de l'Orient. L'argent des Delano avait contribué à lui assurer un train de vie luxueux, et lui a apporté les origines sociales et financières si utiles à tout aspirant à la présidence. Il est possible qu'il ressentît une sorte d'étincelle de gratitude envers les Chinois qui avaient été exploités à son bénéfice. Nous pouvons être certains d'une chose : il débuta son premier mandat de président en entretenant des soupçons manifestes vis-à-vis de la politique du Japon en Chine du Nord. Ce fait a reçu une expression claire au cours d'une réunion du cabinet tenue le 7 mars 1933, lorsque la possibilité d'une implication étasunienne dans une guerre d'Extrême-Orient fut envisagée.⁷⁷ La nouvelle administration menait déjà ses premières actions sur la voie de la guerre, en brandissant bien haut la bannière de non-reconnaissance de Stimson.

4.4 Le président Roosevelt considère d'un bon œil le principe de la sécurité collective

Dans le développement d'une critique détaillée de la doctrine de non-reconnaissance du secrétaire Stimson, il est essentiel d'insister sur les implications dangereuses qu'il voulait lire dans la phraséologie pieuse du pacte de paix Kellogg-Briand. Pour ce qui concerne le département d'État, on peut faire remonter le principe général de non-reconnaissance aux nombreuses notes diplomatiques qui exprimaient une politique pan-étasunienne idéale. Ce principe avait reçu sa formulation classique dans la célèbre note

75. Rexford G. Tugwell, *The Stricken Land* (New York, 1947), p. 177.

76. Raymond Moley, *After Seven Years* (New York, 1939), pp. 94-95.

77. James Farley MSS, in the possession of Walter Trohan.

que le secrétaire Bryan avait envoyée au Japon le 11 mai 1915, avertissant que le gouvernement étasunien ne reconnaîtrait aucun accord ou entente entre la Chine et le Japon si cela devait nuire aux droits accordés par d'autres traités aux États-Unis, ou affectait négativement l'intégrité politique ou territoriale de la Chine, ou la politique internationale de la Porte Ouverte.⁷⁸ Le pacte de Paris, et l'important traité (du 5 janvier 1929) qui prévoyait un tribunal d'arbitrage inter-américain, avaient explicitement désigné la guerre comme illégale, et avaient apporté un soutien définitif à la politique de la non-reconnaissance. Ils furent suivis par la note de Stimson du 7 janvier 1932, au sujet de l'Extrême-Orient, et par la déclaration du 3 août 1932, au sein de laquelle les États-Unis et dix-huit autres républiques du Nouveau Monde annonçaient qu'ils ne reconnaîtraient pas la validité d'acquisitions territoriales qui auraient été obtenues par la conquête.⁷⁹ L'administration Hoover était prête à apporter de la substance à ces déclarations en mettant fin aux programmes impérialistes des administrations précédentes en Amérique latine. Après le retrait des forces armées étasuniennes d'Amérique latine, il ne manquait plus qu'un petit pas pour parvenir à l'acceptation par Roosevelt en 1936 de la doctrine de non-intervention absolue dans les affaires de l'Amérique latine.

Mais le principe de non-reconnaissance énoncé par le secrétaire Bryan en 1915 ne portait aucune implication de guerre, et en 1928, seules quelques personnes pensaient que le pacte de paix Kellogg-Briand pourrait être utilisé comme instrument visant à propulser des nations dans la guerre. Il fallut les yeux belliqueux du secrétaire Stimson pour distinguer un sens martial aux phrases pacifiques du pacte de Paris, et il fallut son esprit agressif pour détourner une affirmation innocente faite par le secrétaire Bryan (11 mai 1915) en appel aux armes.

Les diplomates chevronnés voyaient bien que la manière selon laquelle Stimson tâchait d'appliquer la formule de non-reconnaissance était tellement provocatrice que la guerre, et non la paix, devait constituer le résultat de ses efforts. Le monde n'était pas prêt à acheter une paix future au prix d'une guerre immédiate. L'ambassadeur Grew faisait montre de doutes croissants face aux actions frénétiques menées par Stimson pour arrêter l'avancée japonaise en Mandchourie. Il lui semblait que la « machinerie de la paix que le monde s'est employé... à édifier ces quatorze dernières années » était fondamentalement « discutable. » Comment les dirigeants pouvaient-ils véritablement s'attendre à mettre fin aux vagues d'ambitions nationales en édifiant des digues de papier, traités de paix comme le pacte de Paris? Un tel pacte aurait-il pu arrêter le mouvement qui avait poussé les États-Unis en conflit contre l'Espagne en 1898? Des sanctions morales n'auraient guère d'effet sur les nations qui avaient

78. Du secrétaire Bryan à l'ambassadeur Guthrie (Tokyo), 11 mai 1915. *Foreign Relations*, 1915, p. 146.

79. Samuel F. Bemis, *The Latin American Policy of the United States* (New York, 1943). Cf. chaps. 12, 13, 16.

préparé leurs plans de pillage. Et si l'ostracisme moral était « inefficace, » comment les États-Unis pouvaient-ils « mettre en application le pacte Kellogg ? » Certainement pas par la force des armes qui aurait été « contraire aux principes-mêmes énoncés par le pacte Kellogg. » Ni la rupture de relations diplomatiques, ni l'imposition de boycotts économiques ne pouvaient arrêter des nations qui descendaient la voie large menant à la guerre. La paix future du monde ne pouvait être préservée qu'en supprimant les causes de conflits, et en essayant de limiter leur portée ou de diminuer leurs impacts.⁸⁰

Dans le même temps que l'ambassadeur recueillait dans son journal personnel ces sages observations, il préparait une dépêche à destination du secrétaire Stimson, dans une toute autre veine. Le Japon était fondamentalement une nation méchante, ne comprenant pas réellement les obligations morales. De ce fait, il « semblerait que le monde n'avait guère eu raison de prendre pour acquise l'idée que le Japon allait observer la lettre et l'esprit des accords internationaux. » Ce « mépris impitoyable de la parole donnée » était « l'évolution des siècles », et on pouvait en tracer l'origine dans le fait qu'au Japon, « il n'y avait rien eu de semblable aux règles de justice abstraite contenues dans l'ancien droit romain. » Par conséquence de ce manque de connaissances du droit romain, les « Japonais ne considèrent évidemment pas les contrats et les accords de la même manière que les peuples d'Occident. »⁸¹

Alors que M. Grew s'employait à rédiger son commentaire critique sur les Japonais « immoraux, » son conseiller à l'ambassade, M. Neville, œuvrait sur un mémorandum tout aussi caustique sur les infidèles Chinois. Il lui apparaissait que le gouvernement chinois n'avait pas tenu nombre de ses engagements pris à la conférence de Washington de 1921-1922. Qui plus est, la menace de la Russie rouge croissait chaque jour de manière plus formidable :

Dans cette atmosphère de méfiance et de soupçons, aggravée par l'effondrement économique mondial et des problèmes internes d'insatisfaction industrielle et sociale, les Japonais regardaient autour d'eux. Outre les difficultés normales en Chine, les Japonais étaient sujets à un boycott intense ; la situation en Mandchourie apparaissait pire que jamais alors que les Chinois avaient même emprunté de l'argent pour opérer les voies ferrées au détriment de la ligne japonaise ; leurs divers accords avec les Chinois restaient sans application, et en arrière-plan se trouvait la Russie soviétique, qui semblait redevenir une Puissance. Les engagements de Washington n'étaient pas respectés, et la Conférence assemblée pour compléter le traité na-

80. Journal personnel de Grew, 23 février 1933 ; *Ten Years in Japan*, pp. 78-80.

81. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Stimson, 21 février 1933, 793.94/6026. MS, Department of State.

*val avait ignoré la situation réelle à laquelle se trouvait confronté le Japon. Aussi, en 1931, le Japon agit-il seul... Les Britanniques avaient agi seuls à Shanghai, et les Britanniques et Étasuniens avaient agi ensemble à Nankin en 1927... Après l'action japonaise du mois de septembre 1931, les Chinois firent appel à la Société des Nations, affirmant une agression de la part du Japon, et demandant réparations selon le Contrat... Les Chinois ne sont pas en position d'évoquer le moindre règlement de Washington. Ils ont manqué à leurs obligations selon ce traité, et n'entrent pas au tribunal les mains propres.*⁸²

Le secrétaire Stimson n'aurait pas été d'accord avec cette mise en cause du gouvernement chinois, et la division des affaires d'Extrême-Orient continua d'aiguillonner le Japon. Sur son chemin du retour, après la débâcle de Genève, Matsuoka passa par les États-Unis et espéra pouvoir tenir une conférence avec le président Roosevelt. Lorsque le département d'État eut vent de cette information, M. Hornbeck rédigea sur-le-champ un mémorandum indiquant qu'il « serait indésirable que le nouveau président accorde une interview à M. Matsuoka. » S'il [Matsuoka] devait « parler avec le président, cela n'amènerait le public qu'à supposer que Matsuoka a tenté de convaincre le président de la justesse de la position japonaise. »⁸³ Pour quelque raison qui n'est pas claire, M. Hornbeck pensait que le public étasunien ne devait pas subir la pression de devoir entendre les arguments de Matsuoka. Il existait une chance qu'ils fussent trop convaincants, et missent ainsi en défaut la politique répressive du département d'État. En résultat du conseil de M. Hornbeck, Matsuoka n'eut pas l'opportunité de présenter en privé le plaidoyer du Japon eu égard au Mandchoukouo.

Alors que le département d'État luttait pour bloquer tout geste conciliant en direction du Japon, le corps étudiant de l'université de Meiji, à Tokyo, envoyait au président élu ses « félicitations chaleureuses » pour son élection : « Le fait que notre public se réjouisse de votre victoire constitue, nous le pensons, un élément net de la grande importance que nous accordons à votre Administration... Nous espérons que vous pourrez reconsidérer les problèmes mandchous et essayer de comprendre que la cause n'est pas aussi simple que l'on pourrait le penser. »⁸⁴

82. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Stimson, Tokyo, 24 février 1933, dont des extraits par M. Neville, conseiller de l'ambassade. 793.94/6031, MS, Department of State.

83. Mémorandum par M. Hornbeck, division des affaires d'Extrême-Orient, 28 février 1933. 811.4611 Japan/24, MS, Department of State. Le 31 mars 1933, Matsuoka eut une brève interview avec le secrétaire Hull. Il se montra « très affable » et « demanda qu'il fût laissé au Japon le temps de se faire mieux comprendre. » En référence à cette conversation, M. Hull remarque : « J'ai été courtois mais pratiquement silencieux pendant qu'il énonça ces remarques en partant. » Foreign Relations, 1933, p. 264.

84. Mémorandum produit par le corps éditorial du *Sundai Shimpō*, publication étudiante de l'université de Meiji, Tokyo, Japon, au président Roosevelt, 22 février 1933. 711.94/792, MS, Department of State.

La presse japonaise exprimait également un ardent désir de voir l'administration Roosevelt adopter une vision compréhensive de la situation mandchoue, et établir ainsi les bases d'« un rétablissement de relations amicales entre les deux nations. » Matsuoka lui-même était tout à fait optimiste eu égard aux relations japo-étasuniennes. Il pensait que toutes ces paroles de guerres entre les deux pays étaient « ridicules. » Si le Japon devait entrer en guerre dans un avenir proche, ce serait contre la Russie soviétique, et Matsuoka exprimait l'opinion qu'en ce cas « il ne serait pas étonné de trouver les États-Unis du côté du Japon. »

Il ne fait aucun doute que le Japon n'avait aucun désir d'une guerre contre les États-Unis. Matsuoka avait raison de croire que l'opposant logique du Japon dans sa prochaine guerre serait la Russie, mais la logique ne constituait pas la base de la politique étrangère de l'administration Roosevelt. Le désir qui était le plus proche du coeur de Staline était d'impliquer le Japon et les États-Unis dans une guerre qui supprimerait toutes les barrières japonaises qui empêchaient la marée rouge de submerger les vastes plaines de la Chine. Les chapitres qui suivent relatent la manière dont ce souhait fut traité dans les relations japo-étasuniennes.

Chapitre 5

Le secrétaire Hull rejette un rameau d'olivier japonais

5.1 Les États-Unis s'inclinent amicalement devant la Société des Nations

Les gestes d'amitié japonais envers les États-Unis n'évoquèrent aucune action similaire de la part des États-Unis. Il fut vite apparent que l'administration Roosevelt était prête à une coopération limitée avec la Société des Nations qui venait de censurer la conduite japonaise en Chine du Nord. Le secrétaire Hull n'eut aucune hésitation à accepter une invitation de la part de la Société des Nations à nommer un représentant pour prendre part aux délibérations du Comité consultatif qui allait traiter des questions en lien avec l'Extrême-Orient. À Genève, Hugh Wilson aida le comité à formuler certaines recommandations pour l'application de la politique de non-reconnaissance au Mandchouko. Le secrétaire Hull donna son accord à ces recommandations, à quelques exceptions près. De cette manière indirecte, le département d'État indiquait son acceptation de la politique Stimson. Il prit soin de ne pas accompagner cette acceptation d'une fanfare bruyante de notes explosives qui avaient caractérisé la période Stimson de 1931-1932.

En lien avec le problème du désarmement, le président Roosevelt faisait montre d'une véritable tendance à travailler avec la Société des Nations, qu'il avait tournée publiquement en dérision en 1932. Durant sa conférence de presse du 10 mai 1933, il reconnut candidement que son administration était prête « à prendre sa part dans des pactes consultatifs » qui contribueraient à assurer « la sûreté des Nations menacées face à la guerre. » Il considérait cette action comme une « avancée tout à fait considérable » sur la politique du secrétaire Stimson. Le département d'État était désormais prêt à aller de l'avant jusqu'au stade de « rendre ses obligations tout

à fait définitives et engageantes. »¹

Cette déclaration présidentielle révélatrice fut suivie par une déclaration prononcée par Norman Davis, président de la délégation étasunienne à la Conférence de désarmement de Genève, énonçant que les États-Unis étaient prêts non seulement à assurer une « réduction substantielle des armements, » mais également à consulter d'autres États en cas d'une véritable menace envers la paix du monde. Si la Société des Nations, en résultat de ces consultations, devait décider d'invoquer des sanctions économiques contre une nation tenant le rôle d'agresseur, le gouvernement étasunien s'abstiendrait de « toute action de nature à empêcher cet effort collectif. »²

5.2 Le Japon désigne le Jehol comme une partie du Mandchouko

Pendant que l'administration faisait montre d'une attitude coopérative vis-à-vis de la Société des Nations, les soldats japonais commencèrent à pénétrer dans le Jehol. Ce mouvement avait été précédé par une attaque japonaise contre le Shanhaikwan, qui apparaissait « pensée pour fermer la voie vers le Jehol aux forces chinoises envoyées récemment au Nord. » Du point de vue du *Foreign Office* britannique, la province du Jehol était « couverte par la proclamation originelle de l'État du Mandchouko, dont le gouvernement de la Province était une partie. » Pour cette raison, Sir John Simon, le secrétaire britannique aux affaires étrangères, n'était pas certain que l'incorporation formelle du Jehol dans le Mandchouko pouvait être considérée « par la Société des Nations comme plus d'une part par essence de leur action [aux japonais] consistant à convertir la Mandchourie en nouvel État. »³

Il apparaissait aux yeux de Sir John Simon et du secrétaire Hull qu'il n'existe pas véritablement de gouvernement central en Chine. La commission Lytton pouvait parler en termes généraux d'un tel gouvernement, et pouvait condamner le Japon pour l'édification du Mandchouko, mais il était évident pour les observateurs réalistes que le Japon était la seule force de stabilisation en Chine du Nord. Avec la Chine en état de chaos, il avait été nécessaire pour le Japon de protéger ses intérêts face à la menace constituée par la marée rouge du communisme, et contre les demandes exorbitantes des seigneurs de guerre chinois, concurrents entre eux. À Pékin, l'ambassadeur Johnson distinguait nettement la situation, et avait

1. *The Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt*, ed. Samuel I. Rosenman (New York, 1938), II, 169 ff.

2. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), pp. 186-91.

3. De Sir John Simon à l'ambassadeur Mellon, Londres, 13 janvier 1933. *Foreign Relations, 1933*, III, 88-90.

informé le secrétaire Hull du fait que la Chine ne disposait « d'aucune véritable armée nationale en mesure soit de faire appliquer les décisions du gouvernement à l'ensemble du pays, soit de résister efficacement sous contrôle unifié à une puissance moderne, en dépit du fait que plus de deux millions d'hommes sont en armes. Ils sont utilisés par des militaristes rivaux qui ont plongé de manière répétée la nation en guerre civile, et dont les promesses solennelles de soutenir le gouvernement national sont en général sans valeur. »⁴

Lorsque les militaristes chinois, dont les armées avaient apporté la dévastation sur de vastes régions de Chine, entrèrent dans le Jehol, le gouvernement japonais décida de les expulser. Selon Matsuoka, on comptait plus de 100 000 soldats chinois stationnés sur ce territoire revendiqué par le Mandchouko. S'ils n'acceptaient pas de se retirer immédiatement, il allait falloir les faire partir par la force.⁵

Au département d'État, la division des affaires d'Extrême-Orient préparait un mémorandum spécial sur la « Possibilité d'Hostilités sino-japonaises dans la région Tientsin-Pékin. » Après avoir discuté des activités de l'armée chinoise le long des frontières de la Mandchourie, le mémorandum remarque : « Les Japonais déclarent, de manière qui n'a rien d'antinaturelle, que les activités de la Chine à cet égard sont provocatrices et que si elles se poursuivent, des opérations militaires japonaises devront y répondre. » En réponse à cette question sur les actions que les États-Unis devraient mener à cet égard, le mémorandum poursuivait : « On estime qu'il n'existe pas d'initiative à conseiller au gouvernement étasunien à cet égard. La puissance étrangère qui a le plus d'enjeux dans la région est la Grande-Bretagne. »⁶

Comme les intérêts britanniques et français étaient sérieusement affectés par l'avancée japonaise en Chine du Nord, il semblait très difficile d'assurer un accord sur les bases d'une politique conjointe. L'Europe se tournait sans arrêt vers les États-Unis pour trouver un cap dans cette crise d'Extrême-Orient, mais l'administration Roosevelt refusait de s'occuper d'une avancée diplomatique, selon la manière tellement caractéristique du secrétaire Stimson. Le 22 avril, le ministère français des affaires étrangères indiqua à M. Marriner, le chargé d'affaires étasunien à Paris, qu'il serait souhaitable pour les États-Unis, l'Angleterre et la France de « discuter en vue de déterminer ce qui devrait être fait » eu égard à l'avancée japonaise en Chine du Nord. Il était « vital » que les trois puissances « agissent de concert. »⁷

4. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Pékin, 13 février 1933. Foreign Relations, 1933, III, 171-72.

5. De Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 13 février 1933. Ibid., pp. 174-75.

6. Mémorandum préparé par la division aux Affaires d'Extrême-Orient, 16 mars 1933. 793.94/6065, Confidential file, MS, Department of State.

7. De M. Marriner au secrétaire Hull, Paris, 22 avril 1933. Foreign Relations, 1933, III, 286.

Le secrétaire Hull n'était pas prêt à souscrire à une politique conjointe en Extrême-Orient, et était résolument opposé à prendre l'initiative à cet égard. Au vu du « statut de membre de la Grande-Bretagne au sein de la Société des Nations, et de ses intérêts importants en Chine du Nord, la direction de toute action menée par les puissances en capacité d'intermédiaire devait de préférence être laissée aux Britanniques. »⁸

Cette décision du secrétaire Hull était fermement soutenue par M. Hornbeck, responsable de la division des affaires d'Extrême-Orient. Dans un mémorandum pénétrant traitant de la crise en Chine, il montra que le chaos continuait de régner dans de vastes régions de ce malheureux pays. « Les dirigeants chinois, tant politiques que militaires, » n'avaient pas encore « apporté la preuve d'être parvenus en position d'union ou de solidarité entre eux. » Une « révolution en cinq étapes » était en cours sur le territoire, et cela avait empêché les dirigeants de montrer tout « signe de fermeté en termes d'unicité de dessein, de centralisation de l'autorité et de responsabilité de leur part. » Face à cette incapacité des dirigeants, il ne valait pas la peine de tenter une médiation.⁹

Les puissances européennes disposant d'intérêts importants en Extrême-Orient ne furent pas découragées par l'attitude négative manifestée par le secrétaire Hull eu égard à la coopération. Ils continuèrent de pousser pour quelque action internationale visant à bloquer la progression des armées japonaises en Mandchourie, mais le département d'État resta sur sa position de non-engagement. Dans un autre mémorandum, M. Hornbeck redéfinit la politique de l'administration Roosevelt :

*Les intérêts matériels les plus menacés par l'avancée japonaise dans la région qui fait l'objet des attentions actuelles sont les intérêts britanniques. Suivent les français. L'initiative vers une action concertée, si elle doit être prise par l'une des puissances majeures sans référence à la Société des Nations, devrait être endossée par le gouvernement britannique. En second rang, soit par les Français, soit par les Italiens. . . Nous avons affirmé de manière répétée que l'initiative devait venir d'eux plutôt que de nous. . . De temps à autre, depuis le 18 septembre 1931, nous avons. . . pris l'initiative visant à amener à l'action. . . Nous n'avons que très rarement obtenu des réponses favorables de la part de les autres puissances majeures concernées.*¹⁰

Il était évident que les tentatives européennes et chinoises d'attirer les États-Unis dans une forme d'action concertée contre le Japon étaient

8. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Johnson (Chine), Washington, 25 avril 1933. Ibid., p. 290.

9. Mémorandum de M. Hornbeck, responsable de la division des affaires d'Extrême-Orient, 26 avril 1933. Ibid., pp. 293-94.

10. Mémorandum par M. S. K. Hornbeck, 16 mai 1933. Foreign Relations, 1933, III, 327-28.

futiles. Ayant échoué à même susciter de la part du secrétaire d'État une note dénonçant l'agression japonaise en Chine du Nord, le gouvernement chinois décida de signer le 31 mai 1933 la célèbre *Trêve de Tangku*. Au moment où celle-ci fut signée, l'armée japonaise disposait du contrôle de la province du Jehol et occupait le plus gros du *Hopeh*. Selon les termes de l'accord :

1. Les soldats chinois devaient se retirer de la Province du Nord-Est de l'Hopeh. La limite de cette zone, dénommée par la suite « zone démilitarisée, » s'étendait peu ou prou dans une direction Nord-Ouest — Sud-Est à quelques kilomètres « au Nord-Est de la voie ferrée reliant Pékin et Tientsin. »
2. L'armée japonaise devait disposer du droit de mener des inspections pour s'assurer que le gouvernement chinois respectait cette clause.
3. L'armée japonaise devait se retirer jusqu'à la Grande Muraille, et les organisations de police chinoise devaient s'occuper du maintien de l'ordre dans la « zone démilitarisée. »¹¹

Le résultat de la Trêve de Tangku fut l'extension du contrôle japonais, non seulement sur le Jehol, mais également sur la Province du Nord-Est de Hopeh. Sur le papier, la « police » de cette partie de la Province de Hopeh était confiée aux forces chinoises, mais on comprit qu'il était primordial que les autorités japonaises sur place s'en occupassent. Cet accord n'était guère qu'un prélude à la création, à l'automne 1935, sous direction japonaise, du Gouvernement autonome anti-communiste du Hopeh de l'Est, que nous discuterons dans une section à suivre.

5.3 Le secrétaire Hull rejette l'idée d'une mission sur la base de la bonne volonté japonaise

Le fait que le secrétaire Hull ne publia aucune déclaration condamnant la Trêve de Tangku fut interprété par certains dirigeants japonais comme une indication que l'administration Roosevelt n'allait pas poursuivre l'attitude hostile à l'encontre du Japon choisie par le secrétaire Stimson. Dès le 2 mai, l'ambassadeur Grew eut une conversation amicale avec Matsuoka, qui « observa qu'à son avis, le développement de bonnes relations entre les États-Unis et le Japon devait constituer la pierre d'achoppement

11. Mémoire de M. S.K. Hornbeck, 15 juillet 1937. 793.94/9195, MS, Department of State. Dans l'un des paragraphes de conclusion de ce mémoire, M. Hornbeck remarque : « L'armée japonaise a de temps à autre affirmé l'existence de certains accords secrets intégrés ou supplémentaires à la Trêve de Tangku, comme une clause sur les communications postales, ferrées et aériennes entre la Chine du Nord et la Mandchourie. Bien que les Chinois aient réfuté l'existence de tout accord secret, le fait est que des communications postales, ferrées et aériennes ont été ouvertes entre la Mandchourie et la Chine du Nord. »

de la politique japonaise. »¹² Au cours du mois qui suivit, des indications perlèrent : le public japonais partageait les sentiments du ministère des affaires étrangères. Lorsque l'amiral [Montgomery M. Taylor](#), commandant la flotte asiatique des États-Unis, rendit visite au Japon, il fut accueilli par chacun avec une cordialité inhabituelle. Cet accueil chaleureux fut considéré par l'ambassade des États-Unis comme un élément fort de l'« amélioration marquée de l'attitude du Japon à l'égard des États-Unis. » Le Japon se détournait de la Grande-Bretagne au bénéfice des États-Unis : « De nombreuses années durant, les Japonais ont apparemment considéré les Britanniques comme leurs meilleurs amis dans la famille des nations. Nombre d'entre eux ont désormais... décidé qu'un conflit sur les intérêts commerciaux allait toujours empêcher une poursuite de leur amitié, et portent à présent leur regard en direction des États-Unis, pour leur céder la place de leurs anciens Alliés. »¹³

Dans son désir fervent d'améliorer les relations avec les États-Unis, le ministère japonais des affaires étrangères avait dès le mois de décembre 1932 envisagé l'envoi d'une mission de bonne volonté aux États-Unis, et au mois de septembre 1933, lorsque l'ambassadeur Grew tint une conversation formelle avec Hirota, il trouve le ministre des affaires étrangères empreint de la meilleure humeur qui fût. Hirota venait de prendre la suite d'un [Uchida](#) peu démonstratif, et il fit un effort spécial pour convaincre Grew que l'étoile polaire de sa politique serait l'établissement de relations cordiales avec les États-Unis. Grew avait pour certitude que ces assurances étaient sincères. Il découvrit le plaisir de rencontrer un secrétaire aux affaires étrangères avec qui il pouvait « véritablement parler des choses. »¹⁴

L'opportunité d'une discussion franche sur les affaires en cours survint quelques jours plus tard, lorsque Grew se présenta à la résidence du ministre des affaires étrangères. Hirota affirma sur-le-champ qu'il considérait l'envoi d'une mission de bonne volonté aux États-Unis comme une preuve de son désir de « développer des relations plus étroites entre les États-Unis et le Japon. » Grew découragea d'emblée une telle action. Il estimait que des visites informelles par des dirigeants japonais, comme le prince [Tokugawa](#) allait accomplir bien plus que la mission de bonne volonté proposée.¹⁵ Le secrétaire Hull était d'accord avec cette opinion, et suggéra que la meilleure manière pour que le Japon s'attirât les bonnes grâces étasuniennes était de supprimer toute possibilité de discrimination contre les intérêts étasuniens au Mandchouko.¹⁶

12. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 8 mai 1933. Foreign Relations, 1933, III, 307.

13. Rapport mensuel de l'ambassade des États-Unis à Tokyo, juin 1933. 894.00 P.R./67, MS, Department of State.

14. Journal personnel de Grew, 18 septembre 1933 ; *Ten Years in Japan* (New York, 1944), pp. 99-100.

15. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, 3 octobre 1933. Japan : 1931-1941, I, 123-24.

16. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Grew, 6 octobre 1933. Ibid., pp. 125-26.

5.4 Les frictions en Extrême-Orient tendent vers une guerre russo-japonaise

Les des raisons sous-jacentes à cette approche japonaise envers les États-Unis était que l'on pensait à Tokyo que la guerre entre le Japon et la Russie était quasiment inévitable. En 1933, la Mongolie Extérieure était tellement dominée par la Russie qu'elle pouvait être utilisée comme base pour une infiltration russe plus poussée en Chine du Nord. La menace russe envers les intérêts japonais en Mongolie Intérieure et au Mandchouko se faisait de plus en plus concrète chaque jour qui passait. Afin d'y répondre avec assurance, il était utile pour le Japon de cultiver des relations amicales avec les États-Unis. Le gouvernement étasunien devait percevoir les dangers du communisme en expansion, et présenter avec le Japon un front commun contre le grand ennemi du capitalisme.

Le désir immédiat du cœur de Joseph Staline était quelque moyen d'empêcher tout attachement étroit entre les États-Unis et le Japon. Une telle union pouvait ériger une barrière efficace contre la marée rouge qui déferlait déjà sur la Mongolie Extérieure et le Xinjiang. Le destin de la Chine serait décidé par l'attitude des États-Unis, et la Russie savait qu'un signe de tête amicale de la part des États-Unis ferait basculer la balance en sa faveur.

Au début du mois de mars 1933, l'ambassadeur Grew reçut de la part d'une « source soviétique fiable » un exposé des relations soviéto-japonaises. L'« informateur » de l'ambassade assurait à M. Grew que le Japon menait des préparations pour « une guerre contre les Soviétiques, contre les États-Unis, ou contre les deux. » En rempart contre cette menace de guerre, l'« Union soviétique est en grand besoin d'une reprise des relations diplomatiques avec les États-Unis. Elle peut en mesure, mais ne peut pas accepter, d'honorer les anciennes dettes russes envers les citoyens étasuniens, car rembourser une partie des dettes impliquerait de toutes les honorer. » Le gouvernement russe était cependant prêt à accorder des faveurs économiques « en échange d'une annulation des anciennes dettes. »¹⁷

Quatre mois plus tard, le gouvernement russe mena une nouvelle approche vers les États-Unis. M. Bogomolov, l'ambassadeur soviétique en Chine, exprima à l'ambassadeur Johnson l'opinion selon laquelle l'« absence de relations amicales entre la Russie soviétique et les États-Unis » rendait la position de la Russie en Extrême-Orient « très faible. » Il ajouta confidentiellement que cette même absence de relations amicales « constituait également un facteur de faiblesse dans la position des États-Unis en Extrême-Orient. » L'affirmation était très claire : les États-Unis devaient restaurer des relations diplomatiques avec la Russie soviétique, faute de

17. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 9 mars 1933. Foreign Relations, 1933, III, 228-30.

quoi le gouvernement japonais, en cas de guerre, pourrait persuader le public étasunien que les armées du Japon « combattaient, non pas la Russie soviétique, mais le régime soviétique. »¹⁸

Au mois d'octobre 1933, l'ambassadeur Grew envoya au département d'État une estimation soigneuse de la situation en Extrême-Orient, et parvenant à la conclusion qu'il n'était « pas improbable » que le Japon fût déterminé « à retirer l'obstruction russe de la voie de ses ambitions, au moment avantageux. » Ce moment pourrait se produire en 1935. L'une des principales raisons pour cet affrontement entre le Japon et la Russie était la crainte japonaise du communisme. La « pensée communiste » était considérée au Japon avec la plus grande aversion et des mesures drastiques étaient entreprises « pour la bannir hors du pays. Le Japon se considère comme un rempart contre la propagation du communisme vers le Sud et vers l'Est. Avec suffisamment de provocations, les Japonais pourraient être amenés à entrer en Sibérie dans l'intention de détruire complètement un régime qu'ils craignent et détestent. »¹⁹

Cette crainte du communisme, qui teintait si fortement les relations entre le Japon et la Russie soviétique, n'était pas partagée par l'administration Roosevelt, qui décida d'accueillir favorablement les avances du ministère russe des affaires étrangères, plutôt que de les repousser. Malgré l'absorption par la Russie de la Mongolie Extérieure et l'infiltration au Xinjiang, le département d'État refusait de considérer le Japon comme un rempart face à tout nouveau mouvement russe en Chine du Nord. Au lieu de cela, il décida de reconnaître la Russie soviétique, insufflant ainsi au communisme en Chine une formidable poussée en avant. Le 16 novembre 1933, la reconnaissance fut formellement étendue à la Russie soviétique, avec la vaste implication sous-jacente d'une politique conjointe à l'encontre du Japon. L'administration Roosevelt avait clairement énoncé qu'elle avait tourné le dos à une tentative japonaise de rapprochement basée sur une hostilité commune face au communisme. Apparemment, en Extrême-Orient, la nation qu'il fallait discipliner était le Japon, et non la Russie.

5.5 Les gestes d'amitié japonais sont repoussés par les États-Unis

La décision prise par le président de préférer la Russie au Japon en Extrême-Orient était contraire à l'opinion de certains diplomates étasuniens en poste dans la région. Neville, conseiller de l'ambassade des États-

18. Mémorandum du représentant des États-Unis en Chine (Johnson), Pékin, 20 juillet 1933. Foreign Relations, 1933, III, 377-78.

19. De l'ambassadeur Grew au sous-secrétaire d'État (Phillips), Tokyo, 6 octobre 1933. Ibid., pp. 421-24.

Unis à Tokyo, écrivit au mois d'octobre 1933 un long mémorandum présentant un résumé réaliste de la situation en Chine. Il apparaissait que

*l'établissement du régime actuel en Mandchourie va positionner Japonais et Russes face à face sur une longue frontière. Ils n'ont plus besoin de prendre en compte les intérêts politiques chinois dans cette région... Tant que le gouvernement soviétique ne constituait pas une puissance militaire, les Japonais estimaient que leurs intérêts nationaux en Mandchourie n'étaient pas sérieusement menacés. Mais lorsque les capacités militaires se sont ajoutées aux problèmes auxquels les Japonais étaient confrontés sur le continent, ils sont parvenus à la conclusion que les complications politiques chinoises, au moins, devaient être éliminées dans cette région... Du point de vue des États-Unis, aucune probabilité ne semble émerger pour que le peuple étasunien soit désireux de s'engager dans quelque nouvelle aventure en cette partie du monde... À la lumière des activités russes en Mongolie Extérieure et du comportement des agents soviétiques à l'intérieur de la Chine, la question est ouverte de savoir si une victoire militaire russe... serait d'une quelconque valeur pour préserver ou rétablir l'intégrité politique et administrative de la Chine.*²⁰

M. Neville voyait clairement la menace induite par l'avancée russe en Chine du Nord, et indiquait la fausseté de croire qu'une victoire militaire russe sur les Japonais pourrait rétablir l'intégrité politique et administrative de la Chine. Mais l'ambassadeur Grew fermait les yeux sur les implications sous-jacentes à la politique de reconnaissance étendue de la Russie soviétique par l'administration Roosevelt. Dans son journal personnel, il nota les commentaires qui suivent, et illustrent l'étroussure de sa vision : « Le président a bien joué ses cartes : il n'a pas énoncé un mot sur la Mandchourie, mais a commencé à constituer la flotte, et a reconnu la Russie soviétique ; par conséquent, il dresse une orientation de la politique japonaise envers les États-Unis totalement nouvelle, et plus amicale. »²¹

Il est très surprenant que M. Grew pût sérieusement confier à son journal le 30 novembre que la reconnaissance de la Russie par Roosevelt contraignait le gouvernement japonais à adopter une « orientation totalement nouvelle et plus amicale » dans sa politique à l'égard des États-Unis. Depuis le mois de mars 1933, le gouvernement japonais avait fait des pieds et des mains pour apaiser les États-Unis et s'attirer les bonnes grâces du département d'État. Il est par conséquent relativement choquant de trouver l'ambassadeur Grew refuser les éléments abondants qui révélaient cette

20. Mémorandum rédigé par M. Edwin L. Neville sur la situation en Extrême-Orient, Tokyo, 6 octobre 1933. 793.94/6495, MS, Department of State.

21. Journal personnel de Grew, 30 novembre 1933 ; *Ten Years in Japan*, p. 108.

bonne volonté japonaise, et de prendre cette note injuste, qui fut bientôt répétée et amplifiée par le secrétaire Hull.

Mais Hirota était tellement abondant en gestes d'amitié que Grew dut reconnaître que le ministre des affaires étrangères « faisait authentiquement tout son possible pour améliorer les relations entre le Japon et les pays étrangers, sur toute la ligne. » Face à cette attitude amiable, il aurait été inefficace de la part du secrétaire Hull de produire une note faisant référence à la doctrine Stimson de non-reconnaissance. Les États-Unis ne « sacrifieraient aucun principe en conservant en silence » leur positionnement.²²

Alors que les semaines s'égrenaient, Grew s'impressionnait de plus en plus des dispositions pacifiques manifestées par les dirigeants du Japon. L'Empereur était un homme de « caractère tempéré et pacifique. » Le prince Saionji, le comte Makino, et tous les membres du Genrō étaient profondément imprégnés par les « horreurs de la guerre. » Le premier ministre était « plus pacifique que belliqueux, » alors que Hirota faisait tout son possible pour améliorer les relations entre le Japon et d'autres pays. Lors d'un dîner récent tenu au *Tokyo Club*, le baron Hayashi, l'un des favoris de l'Empereur, avait formulé avec un sérieux impressionnant le désir du gouvernement japonais d'éviter la guerre : « Nous voulons la paix. »²³

Geste important sur cette ligne, Hirota envoya un nouvel ambassadeur aux États-Unis. Hiroshi Saito, qui avait commencé à œuvrer comme ambassadeur le 13 février 1934, avait mené une étude intensive de l'histoire étasunienne et était certain de « connaître le peuple étasunien. » Son expérience passée dans les consulats de la Côte pacifique et en tant que secrétaire de l'ambassade à Washington l'avaient accoutumé au plus haut point aux habitudes de pensée étasuniennes. Selon Frederick Moore, « aucun diplomate étasunien de carrière ne l'égalait. »²⁴

La première tâche que mena Saito à Washington fut d'essayer de persuader le secrétaire Hull de négocier un nouveau traité avec le Japon. Dans la tenue de ces négociations, quelque formule pourrait être découverte, propice à éliminer les causes de frictions à venir entre les deux pays. Ces conversations constitueraient à tout le moins une opportunité de discuter franchement de l'ensemble des questions ouvertes. Elles pourraient amener à une compréhension japoano-étasunienne, d'une importance capitale pour la préservation de la paix en Orient. Le Japon était gravement préoccupé au sujet des objectifs de la Russie en Chine du Nord. En utilisant cette appréhension japonaise comme outil diplomatique, Hull disposerait d'une chance de façonner la situation selon une direction allant globalement dans le sens des désirs étasuniens. Une telle procédure allait demander des ta-

22. Ibid., 23 janvier 1934 ; ibid., pp. 115-16.

23. Ibid., 8 février 1934 ; ibid., pp. 117-19.

24. Frederick Moore, *With Japan's Leaders* (New York, 1942), pp. 70-77.

lents diplomatiques de premier ordre. Il semble probable que le secrétaire Hull considéra cette tâche comme trop difficile pour lui, car il refusa catégoriquement d'ouvrir des négociations en vue d'un nouveau traité avec le Japon²⁵, qui auraient pu déboucher sur un accord d'amitié.

Hull finit par consentir à un échange de notes diplomatiques, contenant les aspirations habituelles. Hirota essaya de faire montre d'un esprit amical en faisant référence au fait que, depuis quatre-vingts ans, le Japon et les États-Unis avaient « toujours maintenu une relation d'amitié et de cordialité. » Après avoir fait allusion aux relations commerciales de plus en plus importantes, il exprima la conviction que « tous les sujets en instance entre les deux nations seront réglés d'une manière satisfaisante. » C'était le désir sincère du gouvernement japonais qu'une « relation des plus pacifiques et sincères fût fermement établie entre lui et son grand voisin d'outre-Pacifique, les États-Unis. »

La réponse du secrétaire Hull fut cordiale en surface, mais l'ombre de la doctrine Stimson planait au-dessus de chaque paragraphe.²⁶ S'il avait encouragé de longues conversations diplomatiques en préparation d'un traité formel avec le Japon, il aurait pu trouver quelque réponse aux questions qui trouvèrent une expression éclatante avec l'attaque contre Pearl Harbor. Sa note à Hirota était formulée en phraséologie plaisante, mais esquivait le sujet de l'expansion japonaise en Chine du Nord. Hull savait que ce sujet était semblable à un petit cancer, tapi profondément au plus profond du tissu délicat des relations japo-étasuniennes. On pouvait l'extraire au moyen de la radicale procédure de la guerre ou l'arrêter aux rayons X d'une entente cordiale. Il choisit de le laisser croître jusqu'à ce que la guerre fût le seul remède, et sa responsabilité dans ce résultat saute aux yeux de quiconque étudie de manière attentive la correspondance diplomatique.

5.6 Le Japon proclame une doctrine Monroe pour l'Extrême-Orient

La question la plus importante perturbant le suivi des relations japo-étasuniennes était celle ayant trait au statut du Mandchouko. Lorsque le ministère japonais des affaires étrangères apprit par Saito que le secrétaire Hull n'acceptait pas de discuter en détail des sujets importants en instance entre les deux pays, Hirota comprit malgré ses réticences qu'il était vain d'espérer une entente qui pourrait supprimer toutes les causes de frictions. Il persista pourtant à manifester des gestes d'amitié en direction des États-Unis. L'un des gestes les plus significatifs fut sa décision de dédier un vibrant hommage à la mémoire de [Townsend Harris](#), le premier consul

25. Ibid., pp. 85-86.

26. La note de Hirota fut remise au secrétaire Hull le 21 février 1934 ; la note de Hull fut remise à l'ambassadeur du Japon le 3 mars 1934. Japan : 1931-1941, I, 127-29.

étasunien à avoir été en poste au Japon. Le 22 avril, Grew fut amené à bord d'un destroyer japonais jusqu'au port de [Shimoda](#) où de longues files d'écoliers l'accueillirent sur le cri de « [banzai](#) ». De nombreux discours furent prononcés, soulignant la longue tradition de relations cordiales entre le Japon et les États-Unis, et la cérémonie impressionna Grew comme très « touchante. »²⁷

Mais ce sursaut de relations amicales fut rapidement calmé par la réaction produite par une déclaration prononcée par M. Amau, le responsable du bureau d'Information et de Renseignements du ministère japonais des affaires étrangères. Le 17 avril 1934, Amau envoya à la presse japonaise une déclaration de politique étrangère, formulée par le ministère des affaires étrangères au sujet de la Chine. Sa phraséologie laconique ressemblait à un défi à toutes les puissances qui entretenaient des intérêts importants en Chine. Après une déclaration selon laquelle le Japon avait « des responsabilités spéciales en Asie de l'Est, » le dirigeant poursuivait en affirmant que pour honorer ces responsabilités, il pourrait s'avérer parfois nécessaire que les forces armées japonaises agissent de leur propre initiative et ne recherchent pas la coopération d'autres nations. Il était par conséquent tout à fait naturel que le Japon « s'oppose à toute tentative de la part de la Chine de s'aider de l'influence de tout autre pays afin de résister au Japon. » Les emprunts consentis à des fins politiques, ou les envois de munitions de guerre seraient considérés avec soupçons.²⁸

L'ambassadeur Grew envoya immédiatement un télégramme au secrétaire Hull relatif à la déclaration prononcée par Amau, et Maxwell M. Hamilton, de la division des affaires d'Extrême-Orient, prépara en hâte un mémorandum sur la situation. Dans l'hypothèse où le gouvernement japonais enverrait au département d'État une copie de la déclaration Amau, l'accusé de réception de ce document devait être « très bref et ne devrait guère indiquer que nous avons pour dessein de poursuivre la course traditionnelle et cohérente de nos relations étrangères, en accord avec les principes en développement concernant le droit international, et dans le respect des traités dont les États-Unis sont signataires. »²⁹

Le 20 avril, l'ambassadeur Grew envoya une dépêche au secrétaire Hull ayant trait à l'émission de la Doctrine Monroe japonaise pour l'Extrême-Orient, et il y ajoute une copie de la déclaration non-officielle émise le 17 avril par le ministère japonais des affaires étrangères.³⁰ Une interprétation de cette déclaration fut produite le 21 avril par l'ambassadeur Saito lors d'une interview avec Constantine Brown. Le gouvernement japonais pourrait envisager d'étendre les emprunts ou de vendre des avions à la

27. Journal personnel de Grew, 22 avril 1934 ; *Ten Years in Japan*, pp. 125-27.

28. Ibid., 28 avril 1933 ; *ibid.*, pp. 128-33.

29. Mémorandum préparé par la division des affaires d'Extrême-Orient, 20 avril 1934. 793.94/6700. Confidential file, MS, Department of State.

30. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 20 avril 1934. *Japan : 1931-1941*, I, 223-25.

Chine comme « action inamicale. » Les nations occidentales n'avaient pas la « moindre idée » de « comment traiter avec les Chinois. . . Le gouvernement japonais. . . a décidé d'empêcher la poursuite des problèmes actuels causés par les emprunts que les nations occidentales consentissent aux divers dirigeants chinois pour poursuivre leurs propres ambitions. »³¹

Ces déclarations de politique japonaise en Extrême-Orient résonnèrent comme une alarme dans les couloirs silencieux du département d'État, et le sous-secrétaire d'État Phillips demanda à l'ambassadeur japonais de mener une visite formelle et de présenter des explications de cette action au ministère des affaires étrangères. M. Saito se montra vague dans ses réponses aux questions posées par M. Phillips. Il ne pensait pas que l'affirmation réalisée par M. Amau avait été formulée selon « une manière précise », si bien qu'il était difficile d'y apporter une explication adéquate. Phillips se plaignit de ce que M. Saito ne se montrait pas « d'une grande aide » en cette situation, et l'interview se termina sur une note manifestement insatisfaisante.³²

Entre le 21 avril et le 24 avril, certains journaux britanniques exprimèrent des opinions très orientées en faveur du Japon. Le *London Daily Mail* énonça avec emphase qu'il était difficile de distinguer « pourquoi la prépondérance des intérêts du Japon en Chine devrait être remise en question, »³³ et le *London Morning Post* observa avec acidité que « les interventions, aussi bien à Shanghai qu'en Mandchourie, quoi que l'on pense des méthodes employées, étaient invitées par la Chine, pour ne pas dire contraintes au Japon, au vu de l'anarchie et du désordre qui menaçaient tous les intérêts étrangers. »³⁴

Sir John Simon, le secrétaire britannique aux affaires étrangères, s'était montré beaucoup plus prudent que la presse britannique en exprimant son opinion. Ses déclarations publiques apparurent à M. Hornbeck, responsable de la division des affaires de l'Extrême-Orient, comme « plutôt ambiguës, » et l'ambassadeur britannique, au cours d'une conversation avec M. Hornbeck, reconnut que le secrétaire aux affaires étrangères, lorsqu'il était sous le feu du verbe, avait une manière de s'exprimer « très méfiante ». Lorsque l'ambassadeur (Sir Ronald Lindsay) fit une requête au sujet de la politique étasunienne, M. Hornbeck répondit que « nous estimons que l'action menée par les divers gouvernements au sujet des lignes parallèles et avec l'apparence d'un front commun aurait d'évidents avantages, mais que nous ne comptons pas assumer ou nous trouver placés en position de diriger l'initiative des propositions pour une action conjointe

31. *Washington Evening Star*, 22 avril 1934.

32. Mémorandum par le sous-secrétaire d'État (Phillips), 24 avril 1934. *Japan : 1931-1941*, I, 225-26.

33. 21 avril 1934

34. *London Morning Post*, 24 avril 1934.

ou concurrente. »³⁵

Pendant que le département d'État recherchait une formule pouvant répondre à la situation en Extrême-Orient, l'ambassadeur Grew tint une interview avec Hirota, qui essaya de calmer tout soupçon en apportant des assurances explicites qu'il « n'y avait aucune intention de la part du Japon de revendiquer une position privilégiée dans la dérogation de droits et de responsabilités auxquels les signataires du Traité des Neuf Puissances sont habilités. » Le ministère des affaires étrangères s'employait avec loyauté à « suivre la politique de l'Empereur, » et était soucieux de « parvenir avec tous les pays, et particulièrement avec les États-Unis, à des relations d'amitié. »³⁶

M. Grew ne fut pas profondément impressionné par ces mots d'amitié, et confia à son journal personnel l'opinion selon laquelle la déclaration d'Amay « exprime avec précision la politique que le Japon aimerait poursuivre. »³⁷ M. Hornbeck s'accorda sur ce point de vue,³⁸ mais prépara un mémorandum au sein duquel il conseillait au secrétaire d'État de suivre une politique de prudence : « À la lumière de ce qui s'est produit jusqu'à présent, je privilégie personnellement l'option de ne pas répondre à la déclaration japonaise... Il semble qu'aucun autre gouvernement n'est préparé à adopter une position ferme contre la déclaration japonaise... Les intérêts étasuniens en Chine ne sont pas, à mon avis, plus importants, ni même également importants, aux intérêts de la Grande-Bretagne, de la Russie et possiblement de la France. Je ne pense pas que les États-Unis devraient "se mouiller les premiers" et se faire le fer de lance de l'opposition face au Japon. »³⁹

Le secrétaire Hull n'accorda guère d'attention à ce mémorandum d'avertissement produit par M. Hornbeck. Le 28 avril, il envoya un aide-mémoire à Tokyo, soulignant clairement le point de vue des personnes qui, au sein du département d'État, se montraient favorables à l'application de pressions constantes sur le Japon. Il fit référence aux traités définissant les droits des États-Unis en Chine, puis énonça carrément que les traités eux-mêmes ne pouvaient être modifiés, ou abrogés, que selon les « processus prescrits, reconnus ou convenus par les parties de ces traités. »⁴⁰

Cet aide-mémoire parvint à Tokyo le 29 juillet. Bien que cette date

35. Mémorandum d'une conversation entre l'ambassadeur britannique, Sir Ronald Lindsay, et M. Hornbeck, 24 avril 1934. 793.94/6617, Confidential file, MS, Department of State.

36. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 25 avril 1934. *Japan : 1931-1941*, I, 227-28.

37. Journal personnel de Grew, 28 avril 1934 ; *Ten Years in Japan*, p. 130.

38. Mémorandum préparé par M. Hornbeck et adressé à M. Phillips, 25 avril 1934. 793.94/6669, Confidential file, MS, Department of State.

39. Mémorandum préparé par M. Hornbeck sur la déclaration d'Amay, 25 avril 1934. 793.94/6700, Confidential file, MS, Department of State.

40. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Grew, 28 avril 1934. *Japan : 1931-1941*, I, 231-32.

tombât un dimanche, qui s'avérait également être le jour de l'anniversaire de l'Empereur, Grew envoya en hâte une note à Hirota et demanda une audience immédiate. Le ministre des affaires étrangères accepta cette demande sur-le-champ, et après avoir lentement lu le document à lui remis par Grew, il remarqua que les mots mal choisis d'Amamizu avaient provoqué « une profonde incompréhension. » Il conserva des manières « parfaitement amicales, » et ne laissa perler aucun signe de mécontentement quant au fait que la déclaration du porte-parole du ministère des affaires étrangères avait été aussi directement mise au défi.⁴¹

Il est évident que Hirota continuait désespérément de courtiser la bonne volonté étasunienne face à la menace croissante manifestée par la Russie à l'encontre de la dominance japonaise en Mandchourie. Le Japon était profondément préoccupé par la menace communiste envers l'une des principales lignes de vie de son empire, et avait dirigé les implications de la déclaration d'Amamizu contre la Russie, et non les États-Unis. L'établissement du contrôle bolchevique sur la Russie, en 1917, avait été perçu par le Japon avec inquiétude, et son invasion de la Sibirie avait été provoquée par la nécessité d'endiguer la marée communiste. Alors que les bolcheviques renforçaient leur emprise sur la Russie, les craintes du Japon s'étaient enracinées. Ces craintes avaient été spontanément reconnues dans le rapport produit par la commission Lytton :

*Comme le gouvernement soviétique et la Troisième Internationale avaient adopté une politique opposée à toutes les puissances impérialistes qui maintenaient des relations avec la Chine sur la base des traités en existence, il semblait probable qu'ils soutiendraient la Chine dans sa lutte pour récupérer ses droits souverains. Ce développement raviva les vieilles inquiétudes et les soupçons entretenus par le Japon à l'égard de son voisin russe.*⁴²

Ces soupçons se confirmèrent lorsque la Russie et la Chine signèrent un traité, le 12 décembre 1932, rétablissant les relations diplomatiques entre les deux nations. Cet accord, craignait-on, pourrait s'avérer constituer le signal de début de pressions conjointes russes et chinoises sur la position japonaise en Chine du Nord. Uchida, le ministre japonais des affaires étrangères, reconnut cette possibilité. Dans un discours à la Diète, il remarqua funestement : « Si le mouvement Rouge de la vallée du Yangtse et du Sud de la Chine, qui a depuis longtemps souffert des activités des Communistes et des déprédations des armées communistes, gagnait en force en résultat du rapprochement sino-russe, il s'agirait d'une menace sérieuse envers la paix en Orient contre laquelle le Japon se retrouverait

41. Journal personnel de Grew, 29 avril 1934 ; *Ten Years in Japan*, pp. 133-34.

42. Rapport Lytton, Société des Nations, Genève, 1^{er} octobre 1932, pp. 36-37.

certainement sur ses gardes. »⁴³

L'établissement de l'État du Mandchouko, contrôlé par les Japonais, fut l'un des moyens trouvés à Tokyo pour répondre à cette menace russe. Pour améliorer sa position en Mandchourie, le Japon promut Henry Pu-yi du statut de Régent à celui d'Empereur, et le couronna formellement à Hsinking le 1^{er} mars 1934.⁴⁴ Il s'agissait d'une tentative évidente en vue de la reconnaissance internationale du gouvernement du Mandchouko. Le *London Times* répondit par une déclaration selon laquelle certains pays, disposant d'importants intérêts d'affaires en Extrême-Orient, allaient bientôt estimer nécessaire « de concilier leurs activités de commerce en Mandchourie avec la politique de reconnaissance. »⁴⁵ Le *New York Journal of Commerce* exprima un accord chaleureux avec ce point de vue et loua le gouvernement du Mandchouko comme « le plus stable et efficace par rapport à toute autre zone de la Chine, depuis très longtemps. »⁴⁶ M. T.J. League, qui avait passé de nombreuses années en Chine, écrivit à M. Hornbeck pour lui conseiller sur le statut exact du Mandchouko :

*La Mandchourie n'a à aucune époque fait partie du « corps politique chinois. » Elle a aujourd'hui la même stature qu'au-paravant, comme unité distincte et tout à fait séparée de la Chine. . . J'aimerais vous suggérer la sagesse consistant à rejeter entièrement la propagande russe contre le Japon, qui est, comme elle l'a été depuis un certain temps déjà, virulente. . . La reconnaissance du Mandchouko pourrait soulager une grande partie de ce problème, et apporter à l'ensemble de la situation une atmosphère totalement différente et plus favorable. Personnellement, je pense que le Japon est sincère vis-à-vis de ses présentations et de ses desseins.*⁴⁷

Pendant que les grandes puissances hésitaient sur la reconnaissance de l'État du Mandchouko, la Russie renforçait rapidement sa position en Extrême-Orient. Elle commença par adopter des mesures spéciales pour encourager la migration des provinces maritimes de Sibérie. Par la suite, les fermiers collectivisés reçurent des exemptions d'impôts vis-à-vis des

43. *Contemporary Japan*, publié par la *Foreign Affairs Association of Japan*, Tokyo, mars 1933, I, No. 4, pp. 766-67.

44. *The United States in World Affairs, 1934-35*, ed. W. H. Shepardson and W. O. Scroggs (New York, 1935), pp. 152-53. Henry Pu-yi fut nommé régent du Mandchouko le 9 mars 1932. Il était né en 1906 et avait été désigné par l'Impératrice Douairière de Chine comme successeur au trône, sous le titre d'Empereur Hsuan Tung. Après le renversement de la dynastie mandchoue en 1912, il resta quelque temps à Pékin, mais en 1924, il était parti vivre dans la concession japonaise de Tientsin. Au cours des années séparant son abdication et sa nomination comme poste de régent du Mandchouko, il adopta le nom de Henry Pu-yi.

45. 4 mai 1934.

46. 5 mars 1934.

47. De T.J. League à M. Hornbeck, 23 mars 1934. 793.94/6572, MS, Department of State.

taxes agricoles ; les salaires des travailleurs furent augmentés à des niveaux plus attractifs, cependant que les prix versés par le gouvernement pour les produits des piscicultures furent augmentés de manière significative.⁴⁸

Le Japon considérait ces mouvements russes avec de forts soupçons, et redoutait ses efforts pour acquérir la voie ferrée de Chine de l'Est. Lorsque le gouvernement soviétique établit le prix à 160 000 000 yens, Hirota rejeta cette somme et ne proposa que 120 000 000 yens. Au mois d'août 1934, les négociations furent complètement rompues et laissèrent les relations entre les deux pays en état de forte tension.⁴⁹ Le lieutenant-colonel Seiichi Aoki, dans un magazine japonais populaire, publia un article indiquant l'imminence de la guerre.⁵⁰ Staline répondit à ce défi par une déclaration de défi : « Nous ne craignons pas les menaces, et sommes prêts à rendre coup sur coup. » « *New York Times*, 28 janvier, 4 février 1934. »

En anticipation d'une guerre qui pourrait éclater dans un avenir proche, le Japon termina en 1933 les quelque 1705 km d'une nouvelle voie ferrée en Chine du Nord, puis construisit de nouvelles routes militaires jusqu'aux frontières du Mandchouko.⁵¹ Au mois de novembre 1934, le cabinet japonais approuva le plus important budget militaire de tous les temps. La Russie répondit à cette décision en augmentant ses dotations aux armées de 1 573 000 000 roubles en 1933 à 1 795 000 000 roubles en 1934.⁵²

Il y avait consensus sur l'idée que la reconnaissance par le président Roosevelt de la Russie avait apporté une force considérable à la position moscovite en Extrême-Orient, ce qui accroissait les difficultés du Japon dans ses tentatives de dominer la Mandchourie. Il apparaissait au Japon que la Russie entretenait des projets à long terme pour apporter le communisme en Chine, et parvenir ainsi à contrôler une vaste portion de l'Asie de l'Est. La nature même du communisme international rendait impossible des relations stables avec la Russie, si bien que le Japon se tourna vers les États-Unis au mois de mai 1934, dans l'espoir d'établir un front commun contre les adversaires du capitalisme. Sachant que la reconnaissance par Roosevelt de la Russie rendrait inefficace toute référence au danger du communisme, l'ambassadeur du Japon adressa une note au secrétaire Hull, explorant les bases sur lesquelles une entente japoano-étasunienne pouvait être établie. Cette note mettait l'accent sur l'importance d'adopter une politique empêchant la Chine de s'appuyer sur son ancien stratagème, consistant à manœuvrer les États-Unis contre le Japon.

Il était important de disposer d'une « action gouvernementale » conjointe,

48. Revue économique de l'Union soviétique, janvier 1934, p. 23.

49. Harriet L. Moore, *Soviet Far Eastern Policy, 1931-1945* (Princeton, 1945), p. 37.

50. Tyler Dennett, « America and Japanese Aims, » *Current History*, XXXIX (March, 1934), 767.

51. H. J. Timperley, « Japan in Manchuria, » *Foreign Affairs*, XII (janvier 1934), 295-305.

52. Société des Nations, *Armaments Year Book, 1934*, pp. 441, 725.

pouvant dissiper les « soupçons et les craintes entre les États-Unis et le Japon. » Cela pouvait prendre la forme d'une déclaration conjointe soulignant un désir de « promouvoir le commerce à l'avantage mutuel des deux pays, et de sécuriser le principe d'opportunité égale pour le commerce dans les régions du Pacifique. » La déclaration pouvait également intégrer une promesse, engageant chaque nation à « respecter les possessions territoriales ainsi que les droits et les intérêts de l'autre, » et pouvant « énoncer de nouveau leur détermination à ce que les deux pays entretinssent à jamais une relation de paix et d'amitié. »⁵³

5.7 Le département d'État fronce les sourcils à l'idée d'une Entente avec le Japon

Il était évident que l'ambassadeur Saito s'orientait vers une déclaration conjointe de politique, dans la veine des accords [Root-Takahira](#) ou [Lansing-Ishii](#) établis respectivement en 1908 et 1917, mais Hull ne considérait pas l'amitié japonaise comme un gain intéressant. Il avait déjà rejeté des négociations formelles dans le sens d'un traité entre les deux nations, et il refusait à présent de se faire amener à un accord exécutif qui aurait annoncé l'acceptation par les États-Unis de la position spéciale du Japon en Chine du Nord. Un tel accord aurait modifié l'histoire de nos relations dans le Pacifique, et aurait éliminé la tragédie de Pearl Harbor. Mais une fois de plus, la barrière de la doctrine Stimson tint les deux nations dos à dos, et empêcha un arrangement qui aurait pointé en direction de la paix.⁵⁴

Repoussé une seconde fois par la secrétaire Hull, le Japon se tournait désormais vers l'Allemagne. À l'été 1934, un escadron naval japonais mena une visite amicale dans les eaux allemandes, et ce geste fut suivi par l'envoi d'experts japonais militaires et maritimes en Allemagne. Des accords commerciaux suivirent sur ce catalogue d'amitiés.⁵⁵ Comme la liste des amabilités allait croissante, et que les avantages commerciaux devenaient visibles, la Pologne s'intéressa activement à ce rapprochement japo-allemand. Les possibilités de commerce avec le Mandchoukou amenaient de nombreux dirigeants en Europe à méditer sur l'intérêt d'adhérer à la doctrine de non-reconnaissance de Stimson.

D'autres facteurs économiques perturbaient l'équation de l'amitié internationale. En 1933, les textiles japonais se mirent à inonder les marchés sur lesquels les Britanniques avaient longtemps été en position dominante. C'était particulièrement le cas pour les marchés d'Inde, d'Égypte,

53. De l'ambassadeur Saito au secrétaire Hull, 16 mai 1934. *Japan : 1931-1941*, I, 232-33.

54. De M. Phillips, secrétaire d'État par interim, à l'ambassadeur Grew, 18 juin 1934. *Japan : 1931-1941*, I, 237-39.

55. Moore, op. cit., pp. 38-39.

et d'Afrique de l'Est. En 1934, la situation était tellement grave qu'une conférence fut tenue à Londres entre les fabricants britanniques et japonais, afin de répartir le commerce textile des deux pays. Aucun accord ne fut trouvé, et cette impasse amena M. Walter Runciman, président du Conseil du commerce britannique, à émettre une déclaration qui semblait équivalente à une déclaration de guerre économique contre le Japon.⁵⁶ Les guerres commerciales sont souvent le prélude à des conflits armés.

Les États-Unis firent l'expérience de cette invasion commerciale japonaise en 1934, lorsque les importations d'étoffes en coton en provenance du Japon montèrent de 933 118 m² à 6 092 860 m² en 1934. Au cours des trois premiers mois de l'année 1935, ces importations atteignirent le chiffre ahurissant de 10 678 182 m², et les propriétaires des filatures de coton de Nouvelle Angleterre se mirent à envisager la faillite dès l'année suivante. Mais l'image générale des relations commerciales entre les États-Unis et le Japon était nettement rassurante. Le total des exportations du Japon vers les États-Unis était en 1934 considérablement inférieur à celui de l'année précédente, alors que les exportations étasuniennes vers le Japon montèrent de 143 000 000 \$ en 1933 à 210 000 000 \$ en 1934. Cette croissance rapide du commerce avec le Japon s'expliquait en partie par le fait que les filatures japonaises consommaient une grande part des récoltes du coton étasunien. Le pourcentage des récoltes expédiées au Japon monta de 15 % en 1929 à 30 % en 1934. Alors que de nombreux pays réduisaient leurs importations de coton étasunien, le Japon augmentait sans cesse ses achats de cette importante matière première, ajoutant par là un autre maillon dans la chaîne économique reliant ensemble les deux pays. En comparaison avec ce commerce en croissance rapide, la Porte Ouverte en Chine ressemblait à l'entrée de la porte du placard d'[Old Mother Hubbard](#).⁵⁷

5.8 Fermeture de la Porte Ouverte en Mandchourie ?

Avec les marchés japonais qui prenaient de l'expansion chaque année et les filatures japonaises consommant le coton étasunien dans des volumes sans cesse croissants, il semblait que la base économique d'un accord japoano-étasunien avait été solidement établie. Mais le secrétaire Hull ne pouvait détourner les yeux de la scène mandchoue sur laquelle, on le supposait généralement, la Porte Ouverte se trouvait peu à peu fermée par les pressions japonaises. Le Japon considérait la Mandchourie comme sa première ligne de défense contre l'agression russe. Cette agression ne viendrait pas dans l'avenir proche, mais les courants communistes en Chine se verraient peu à peu groupés dans un puissant flux qui allait déferler sur tous les avant-postes japonais dans le Mandchouko, suivant une marée

56. Débats parlementaires, Chambre des Communes, 7 mai 1934, CCLXXXIX, 718.

57. Shepardson and Scroggs, op. cit., pp. 174-78.

qui serait difficile à contenir. Si ces bastions de défense n'étaient pas soigneusement préparés pour endiguer ces eaux qui montaient rapidement, ils seraient submergés et le travail créatif de plusieurs décennies se verrait détruit.

Ce problème de sécurité nationale pressant était l'un de ceux qui donnaient aux dirigeants japonais leurs principaux soucis, et constituait la véritable raison pour laquelle le ministère japonais des affaires étrangères annonça au mois d'avril 1934 sa Doctrine Monroe en Asie de l'Est. Hirota savait que la Doctrine Monroe étasunienne avait toujours reposé sur la large base de la défense nationale. Il savait également que la principale raison sous-jacente à la politique prédatrice menée par Theodore Roosevelt au Panama était ce même facteur de défense. Jusqu'en 1912 même, le gouvernement étasunien avait invoqué la Doctrine Monroe comme dissuasion contre l'acquisition par une corporation japonaise d'une vaste parcelle de terre aux abords de la [Baie de Magdalena](#). Cette baie était en territoire mexicain, mais si elle se retrouvait sous le contrôle d'une corporation japonaise, elle pourrait être utilisée comme base navale pour des opérations futures contre les États-Unis. Sous pression du département d'État, la corporation japonaise avait abandonné son projet, et le sénat des États-Unis, pour avertissement aux autres corporations japonaises, adopta une résolution s'opposant au transfert de régions stratégiques des Amériques à des corporations non-américaines, qui pouvaient agir comme agents d'une puissance étrangère.⁵⁸

En 1912, le gouvernement japonais avait facilement reconnu le fait que le gouvernement étasunien ne pouvait pas permettre que la moindre partie des zones frontalières mexicaines pussent passer sous contrôle partiel de corporations étrangères. Les considérations de défense nationale étaient d'une importance primordiale aux yeux de tous les dirigeants étasuniens, et ce facteur avait dépassé toute considération pour le sentiment des dirigeants mexicains, qui pouvaient s'indigner de ce diktat yankee dans leur gestion de leurs affaires avec les nationaux d'autres pays. Au mois d'avril 1934, le Japon ne fit guère que faire sienne une feuille du livre de la défense nationale étasunienne, et annonça un contrôle indirect des ressources pétrolières du Mandchouko. La Chine n'apprécierait pas cette action, pas plus que les autres pays qui avaient entretenu l'espoir d'exploiter les richesses de la Chine du Nord, mais pour le Japon, ce contrôle découlait d'un impératif national.

Le premier élément de ce programme de contrôle fut l'émission par le gouvernement du Mandchouko d'une charte de la *Manchuria Petroleum Company* (le 21 février 1932). Cette charte stipulait que la nouvelle société disposerait d'un monopole du contrôle sur la vente et la distribution de pétrole au Mandchouko. Les actions de la société étaient toutes déte-

58. Thomas A. Bailey, « The Lodge Corollary to the Monroe Doctrine, » *Political Science Quarterly*, XLVIII (1933), 235ff.

nues par le gouvernement du Mandchouko ainsi que des intérêts japonais. Il n'existait aucune possibilité qu'une puissance pétrolière étrangère pût prendre part à la gestion ou aux bénéfices de la *Manchuria Petroleum Company*.

Ce contrôle assuré sur les affaires pétrolières dans le Mandchouko aurait pu affecter négativement les sociétés pétrolières des nations étrangères en les privant du commerce de distribution qu'elles avaient développé sur de nombreuses années. En 1932, 55 % du pétrole importé en Mandchourie était géré par l'*American Standard Vacuum Oil Company* et par la *Texas Oil Company*. Les intérêts britanniques, russes et hollandais contrôlaient 35 % du reste des importations de pétrole, le Japon n'en disposant que d'une part de 10 %.⁵⁹ Il est apparent que le gouvernement japonais était déterminé à ajuster cet équilibre d'affaires afin qu'il penche en faveur de ses nationaux. Le pétrole est un produit de base essentiel dans la guerre moderne. Il relevait du sens commun que le gouvernement du Mandchouko insistât pour contrôler les ressources pétrolières au sein de ses frontières.

Bien que la politique restrictive du gouvernement du Mandchouko fût critiquée du fait qu'elle était incohérente avec la politique de la Porte Ouverte, il devint vite évident que les intérêts pétroliers étasuniens n'en souffriraient pas fortement. Les exportations de pétrole crurent de 782 000 \$ en 1936 à 3 436 000 \$ l'année suivante. En 1938, ces exportations continuèrent d'augmenter, mais le département d'État expliqua ce facteur favorable en affirmant que le Mandchouko était en train d'accumuler des réserves pour faire la guerre. Cela était peut-être vrai en 1938, mais tel n'était pas le cas au début des années trente. En 1932, les exportations étasuniennes vers la Mandchourie s'élevaient seulement à 1 186 000 \$. Après l'érection du Mandchouko comme dépendance japonaise, le commerce étasunien augmenta jusque 2 691 000 \$ en 1933, pour atteindre en 1935 le montant respectable de 4 188 000 \$. Si la Porte Ouverte se refermait lentement au Mandchouko, il restait encore une fissure béante, permettant la croissance du commerce étasunien.⁶⁰

Mais le département d'État n'était pas satisfait de ces statistiques commerciales favorables. Le secrétaire Hull envoya une suite de fortes protestations au Japon eu égard au monopole accordé à la *Manchuria Petroleum*

59. Shepardson and Scroggs, op. cit., pp. 156-59.

60. Département of State, Communiqués de presse, 6 avril 1939; *Japan : 1931-1941*, I, 155-56. Ralph Townsend, *The High Cost of Hate* (San Francisco, 1939), pp. 24-25, apporte le tableau qui suit, sur la base de montants officiels :

	Total des ventes annuelles des USA au Mandchouko
1931	2 176 000 \$
1932	1 186 000 \$
1933	2 691 000 \$
1934	3 398 000 \$
1935	4 188 000 \$
1936	3 542 000 \$
1937	16 061 000 \$

Company,⁶¹ et l'opinion publique étasunienne s'excita contre les préférences accordées aux nationaux japonais dans les entreprises d'affaires au sein du Mandchouko. Depuis 1899, nombre d'Étasuniens avaient eu l'imagination émoustillée par la vision de grandes exportations commerciales vers les millions d'habitants grouillant de la Chine.⁶² Bien que ce commerce ne se développât jamais, ils continuaient de chérir leurs illusions et négligeaient les opportunités commerciales bien plus importantes qui existaient avec le Japon. Les frictions entre les États-Unis et le Japon au sujet des politiques japonaises au Mandchouko étaient tout à fait vaines. Le secrétaire Hull était déterminé à faire pression pour la poursuite d'un principe commercial (la Porte Ouverte), même lorsque son abrogation partielle amena à un volume accru du commerce étasunien. Il ne semblait pas conscient du fait inquiétant que ses notes créaient une accumulation de mauvaise volonté, qui allait finir par éclater dans les flammes de la guerre.

61. *Japan : 1931-1941*, I, 130-57.

62. Il était apparu depuis longtemps aux diplomates réalistes que le commerce entre les États-Unis et la Chine ne serait jamais colossal. Comme le fit remarquer le Dr. Jacob Schurman à M. Hamilton, de la division des affaires d'Extrême-Orient : « la Chine n'a jamais été un grand marché pour les biens étasuniens, et peu de choses laissent à penser qu'elle puisse jamais le devenir. » 793.94/6686, MS, Department of State.

Chapitre 6

Moscou façonne la formule politique de l'Extrême-Orient

6.1 Le secrétaire Hull occulte une opportunité diplomatique

Lorsqu'au mois de juin 1934 le secrétaire Hull rejeta l'offre du rameau d'olivier japonais, il indiqua clairement son fort rejet à le voir cultivé dans le sol amical de la bonne volonté étasunienne, chose qui aurait pu lui faire produire les fruits plantureux d'un accord permanent. Mais malgré cette non-réponse de la part du département d'État, le gouvernement japonais continuait de lutter en vue d'une entente étroite avec les États-Unis. Hirota conserva le poste de secrétaire des affaires étrangères au sein du cabinet qui fut institué le 8 juillet, et Saionki, Makino et d'autres modérés furent « clairement mis en selle. » Un éminent libéral japonais exprima auprès de l'ambassadeur Grew que « si les États-Unis avaient pu disposer du privilège d'instituer le cabinet selon leurs propres intérêts, ils n'auraient pas pu mieux choisir. »¹

Ces facteurs favorables restèrent totalement négligés par le secrétaire Hull, qui appréciait parfois d'assaisonner le baume de la diplomatie avec une touche de vinaigre fort. Cette formule de Hull finit par dégoûter le premier ministre Okada, au point qu'il décida qu'il était inutile de continuer de pratiquer des gestes d'amitié en direction des États-Unis. Il aurait tout aussi bien pu se soumettre aux demandes d'un groupe de pression puissant au Japon, qui n'avait de cesse de clamer une parité navale avec les États-Unis et la Grande-Bretagne.

1. Journal personnel de Grew, 6 juillet 1934 ; *Ten Years in Japan* (New York, 1944), pp. 139-40.

6.2 Le Japon dénonce le traité naval de Washington

Le [traité naval de Washington](#) du 6 février 1922 n'avait jamais été populaire parmi les militaristes japonais, qui s'indignaient du ratio d'infériorité qui avait été imposé sur leur implantation navale. Qui plus est, ils comprenaient que la parité avec les États-Unis et la Grande-Bretagne aurait fortement réduit la probabilité d'une intervention armée par l'une ou l'autre des puissances pour bloquer l'expansion japonaise en Chine du Nord.

Durant la décennie qui suivit la conférence de Washington, la situation en Chine était restée un grand point d'interrogation pour les dirigeants des grandes puissances. Pour un temps, il était apparu que Tchang Kaï-tchek aurait pu apporter une certaine paix à un pays qui s'était trouvé dans le chaos depuis les derniers jours de l'empire. Mais le tourbillon du nationalisme avait été trop fort pour que le successeur de Sun Yat-sen pût le maîtriser, et les Étasuniens à Nankin en 1927 et les Russes, le long de la voie ferrée de Chine de l'Est, en 1929, avaient ressenti sa force destructrice. En 1931, le Japon avait décidé de convertir la Mandchourie en refuge face à ce chaos, magnifié, en mesure de résister à tout vent adverse provenant de Chine ou même depuis les steppes de la Sibérie. Cependant, Stimson se montrait trop soupçonneux vis-à-vis des cartes météorologiques du Japon, et protesta vertement contre les précautions adoptées par les hommes vigilants de l'Empire du soleil levant. Les dirigeants japonais s'indignaient de ses protestations répétées, mais considéraient les manœuvres navales étasuniennes dans les eaux hawaïennes comme une menace déguisée contre leur position en Extrême-Orient. Si la parité navale était atteinte, elle pourrait constituer un bâillon pour les secrétaires d'État étasuniens, qui parlaient de paix en prenant le chemin de la guerre.

Il est intéressant de noter que pendant que Stimson restait engagé dans son passe-temps favori, consistant à envoyer des notes irritantes au Japon, les constructions navales étasuniennes reçurent l'autorisation de passer bien en-deça des limitations prévues par le traité naval de Washington. Le 4 mars 1933, la *Navy* étasunienne représentait environ 65 % des forces prévues par le traité pour les États-Unis, alors que la marine japonaise était montée à 95 % des limitations prévues par ce traité. Si le Japon, en dénonçant le traité naval de Washington, pouvait éliminer toute limitation sur ses armements navals, et si les États-Unis poursuivaient leur politique d'indifférence envers la construction navale, il ne faudrait pas longtemps avant qu'une véritable parité fût atteinte. Si cela se produisait, la politique Stimson cesserait d'être invoquée par les dirigeants étasuniens.

Mais au mois de juin 1933, le président Roosevelt déçut ces espoirs entretenus par les experts navals japonais en allouant l'importante somme de 238 000 000 \$, prise sur le *National Industrial Recovery Act*, pour la construction de nouveaux navires de guerre. Cette action confronta les amiraux japonais à un formidable dilemme : ils avaient désormais « la

tâche peu enviable de décider s'il fallait abroger les traités l'an prochain [1934] et s'engager dans une compétition désespérée pour la suprématie navale face à des nations beaucoup plus riches, ou accepter une poursuite des ratios en vigueur et affronter une opinion publique outragée. »² Les dirigeants navals du Japon estimaient qu'ils ne pouvaient pas « perdre la face » en continuant d'accepter les ratios en place. Leur pression sur Hirota crût de manière si importante que le 17 septembre 1934, il informa l'ambassadeur Grew que le Japon avait finalement décidé « de notifier avant le 31 décembre 1934 [de la décision du Japon] de sortir du traité naval de Washington. »³

Lorsque les conversations préliminaires furent ouvertes à Londres au mois d'octobre 1934 en vue de renouveler le *traité naval de 1930*, les délégués japonais introduisirent promptement leur demande de parité. Leurs arguments étaient basés sur les notions de « prestige et [de] destinée manifeste. » La destinée manifeste avait constitué un maître mot étasunien durant de longues décennies du XIX^{ème} siècle, mais le secrétaire Hull se sentit offensé que les dirigeants japonais l'appliquassent à leur expansion en Mandchourie. Il avait la certitude que la véritable raison de la demande de parité japonaise était le désir d'« obtenir une suprématie écrasante en Orient » et ainsi la garantie de « droits et privilèges préférentiels. »⁴

Il ne partageait pas les « profondes préoccupations » du *Foreign Office* britannique pour parvenir à une solution satisfaisante au Japon, et la suggestion d'un traité tripartite de non-agression couvrant la situation en Extrême-Orient le laissait de marbre. Le mieux serait que la délégation étasunienne à Genève n'apportât aucun encouragement aux Japonais de « s'attendre à la moindre concession, ou s'attendre à la conclusion d'un nouveau traité en substitution du traité de Washington. »⁵

Norman Davis découvrit que les Britanniques n'étaient pas favorables à l'attitude du *envers et contre tous* manifestée par le secrétaire Hull. Ils restaient désireux de poursuivre les « conversations avec les Japonais » malgré l'absence de visibilité sur une solution. Hull répondit avec réticence à la pression britannique, et accepta que les « conversations ne fussent pas rompues immédiatement, » mais il donna pour instruction à Davis de « s'empêcher de faire quoi que ce soit pouvant diminuer l'embarras des Japonais, le temps des dénonciations approchant. » Hull avait développé une ardente aversion à l'encontre des Japonais, et menait désormais les relations avec eux d'une manière totalement féodale.⁶

Face à cette attitude sans compromis, il ne restait rien d'autre à faire

2. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, 15 septembre 1933. *Japan : 1931-1941*, I, 249-50.

3. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, 18 septembre 1934. *Ibid.*, pp. 253-54.

4. Du secrétaire Hull à Norman Davis (à Genève), 13 novembre 1934. *Ibid.*, pp. 259-60.

5. Du secrétaire Hull à Norman Davis, 22 novembre 1934. *Ibid.*, pp. 262-63.

6. Du secrétaire Hull à Norman Davis, 26 novembre 1934. *Ibid.*, pp. 266-67.

au ministère japonais des affaires étrangères, hormis informer Hull, le 29 décembre 1934, de sa décision de dénoncer le traité naval de Washington du 6 février 1922. Les limitations imposées par ce traité allaient expirer au dernier jour du mois de décembre 1936. Il restait une petite chance pour que les conversations à Genève pussent amener à une voie de conciliation, et amener le cabinet japonais à revenir sur sa décision. Les dirigeants britanniques exhortèrent à la tenue de nouvelles tentatives en vue de trouver des dénominateurs communs en matière de ratios navals, mais Hull estimait que les enseignements de la diplomatie envers les Japonais devaient être enseignés par des fessées verbales, et non des paroles d'encouragements.⁷ Il est regrettable que le président Roosevelt partageât ce point de vue.

À cet égard, son point de vue était fondamentalement différent de celui de son cousin, Theodore Roosevelt. À l'hiver 1910, après un examen pondéré de tous les facteurs de la situation en Extrême-Orient, Theodore Roosevelt avait prodigué au président Taft un conseil sensé et réaliste eu égard aux avancées japonaises en Mandchourie :

*Notre intérêt vital est de maintenir les Japonais à l'écart de notre pays, tout en préservant la bonne volonté du Japon. L'intérêt vital des Japonais, de l'autre côté, se trouve en Mandchourie et en Corée. Il relève par conséquent de notre intérêt le plus immédiat de ne mener au sujet de la Mandchourie aucune action qui soit de nature à donner aux Japonais matière à ressentir, à raison ou à tort, que nous leur sommes hostiles, ou que nous menacerions, même de manière voilée, leurs intérêts.*⁸

6.3 Le Japon promet le mouvement d'autonomie en Chine du Nord

Il avait été très clair aux yeux de Theodore Roosevelt, au cours de son mandat de président, que le Japon considérait la Mandchourie comme un bastion de défense, et comme la pierre angulaire de la structure économique de l'empire. Le Japon ne pouvait pas se retirer de sa position dans cette province, et toute tentative visant à l'y contraindre promettait de déboucher sur une guerre ouverte. Le président Franklin D. Roosevelt et le secrétaire Hull, en adoptant la formule de non-reconnaissance établie par Stimson, avaient ouvert la boîte à problèmes de Pandore en Extrême-Orient. Lorsqu'ils appliquèrent la formule au Japon et se tinrent coi au sujet de l'absorption par la Russie de la Mongolie Extérieure, ils firent

7. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 290-91.

8. De Theodore Roosevelt au président Taft, 22 décembre 1910. Knox Papers, Library of Congress.

sortir tous les diables de la boîte et les postèrent au bord de la frontière mandchoue, à attiser activement les mécontentements.

Le chaos et le communisme sont des compagnons proches, et au moment où le Japon considérait la situation non réglée des affaires en Chine du Nord, il était apparent que les agents russes s'activaient à fomenter la discorde. Ils voulaient soulever les paysans contre le régime chancelant de Tchang Kaï-tchek, et une fois que les flammes de la révolution auraient détruit la faible structure du gouvernement nationaliste, les armées communistes dirigées par Mao Zedong ou Chu Teh pourraient rapidement les éteindre sous un lourd rideau de fer. La formule était simple et très efficace. Si le Japon restait inactif en Chine du Nord, il ne faudrait que peu de temps avant que la Mandchourie et la Corée fussent assiégées par d'importantes masses de Rouges fanatiques. Le Japon devait, de deux choses l'une, étendre ses frontières en Chine, ou voir son armée jetée à la mer.

Selon les termes de la trêve de Tangku, le 31 mai 1933, l'armée chinoise avait été retirée de la province du Nord-Est de Hopeh, convertie en « zone démilitarisée » sous contrôle symbolique de la Chine. L'ordre dans cette région n'avait pas été correctement maintenu par les organisations « sous le contrôle » des dirigeants chinois qui « n'étaient pas inamicaux envers les Japonais. »⁹ Alors que les conditions restaient troubles, les Japonais décidèrent de rétablir l'ordre par la force et étendirent la région qui était sous leur contrôle. Au mois de mai 1935, les armées japonaises pénétrèrent en zone démilitarisée du Hopeh, et quelques semaines plus tard, les dirigeants chinois furent contraints de signer une nouvelle trêve. Selon les termes de l'accord Ho-Umedzu du 6 juillet 1935 (signé par le général Umedzu, commandant de l'armée japonaise en Chine du Nord, et par le général Ho Ying-chin, ministre chinois de la guerre), l'armée chinoise se retirerait de la province du Hopeh et cette action serait suivie par la « dissolution et la suppression de certaines organisations chinoises auxquelles les Japonais voient un inconvénient. » Un autre élément important stipulait l'interdiction « de toutes activités anti-étrangères et anti-japonaises dans l'ensemble de la Chine. »¹⁰

Cet important accord fut une expression de la politique définie par Hirota à la fin de l'été 1935. Après avoir supprimé une possibilité de friction contre la Russie soviétique en achetant la voie ferrée de Chine de l'Est (le 23 mars), Hirota concentra son attention sur la Chine du Nord. Au mois d'octobre, il annonça trois principes basiques d'entente avec la Chine : (1) reconnaissance du Mandchouko ; (2) suppression de toute activité anti-japonaise ; (3) collaboration au sein d'un programme anti-communiste. Lorsque le gouvernement de Nankin refusa d'accorder sérieusement ces propositions, le Japon annonça, le 24 novembre, l'existence d'un fort mou-

9. Mémoire produit par Stanley K. Hornbeck de la division des affaires d'Extrême-Orient, 15 juillet 1937. 793.94/9195, MS, Department of State.

10. Mémoire par Stanley K. Hornbeck, responsable de la division des affaires d'Extrême-Orient, 15 juillet 1937. 793.94/9194, MS, Department of State.

vement d'indépendance aspirant à l'autonomie des cinq provinces du Nord de Chahar, Hopeh, Shansi, Shantung et Suiyuan. La consolidation de ces cinq provinces en une unité autonome n'était pas accomplie, mais les Japonais organisèrent le « Gouvernement autonome anti-communiste du Hopeh de l'Est. » Celui-ci fut placé sous le contrôle d'un Chinois du nom de **Yin Ju-keng**, qui entretenait des sympathies envers les aspirations japonaises. Puis fut établi le **Conseil Politique Hopeh-Chahar** « sous le contrôle symbolique du gouvernement chinois. » La marionnette japonaise en cette instance fut le général Sung Che-yuan. Enfin, les Japonais érigèrent dans la « Province de Chahar du Nord de la Grande Muraille (soit environ les neuf dixièmes de la Province) un régime mongol "indépendant" sous la direction symbolique du prince de Mongolie, **Teh Wang**. »¹¹

Ces actions politiques ne constituèrent apparemment qu'un prélude à l'établissement d'un véritable gouvernement autonome dans les cinq provinces du Nord.

6.4 Les États-Unis et la Grande-Bretagne protestent contre la politique japonaise

La Grande-Bretagne s'était alarmée de cette soudaine expansion de l'influence japonaise en Chine du Nord. **James L. Garvin**, un illustre analyste politique britannique, attira l'attention générale sur le fait qu'une chose « significative et sinistre » s'était produite en Extrême-Orient,¹² cependant que Sir **Samuel Hoare**, qui s'exprimait pour le compte du *Foreign Office*, se lamentait de ce que des événements se fussent déroulés « qui, quel que soit le fin fond de l'histoire, donnent de la substance à l'opinion selon laquelle une influence japonaise est exercée pour façonner les développements politiques internes et les arrangements administratifs de la Chine. »¹³

Le secrétaire Hull produisit des mots qui allèrent bien au-delà des paroles prudentes du secrétaire britannique aux affaires étrangères. Le 5 décembre, il fit paraître un communiqué de presse indiquant l'attitude du département d'État :

Une lutte politique est en cours en Chine, et au sujet de la Chine, d'une nature inhabituelle, et pouvant présenter des conséquences profondes... Des développements inhabituels en tout

11. Ibid. Dans ce mémorandum, le Dr. Hornbeck prodigue les commentaires qui suivent : « Bien que les Chinois affirment qu'aucun accord de cette nature [Ho-Umedzu Agreement] n'existe, notre ambassade à Pékin affirme que "les éléments circonstanciels poussent chacun à croire en l'authenticité des documents" constituant l'accord. Que les Chinois acceptassent ou non les demandes japonaises, "les actions ultérieures des autorités chinoises ne se sont pas opposées aux désirs japonais." »

12. *New York Times*, 1^{er} décembre 1935.

13. Débats parlementaires, Chambre des Communes, 5 décembre 1935, CCCVII, 336.

*lieu de la Chine constituent à raison et forcément une préoccupation non seulement pour le gouvernement et le peuple de Chine, mais également pour toutes les puissances, nombreuses, qui ont des intérêts en Chine. . . Les perturbations et les pressions politiques font monter l'incertitude et les doutes. . . Ils rendent difficile la jouissance des droits prévus par les traités et le respect des obligations stipulés par ceux-ci. . . Dans les relations internationales, il faut que soient respectée. . . la foi dans les principes et les promesses.*¹⁴

6.5 Les achats d'argent étasuniens ont des conséquences défavorables sur la Chine

Pendant que le secrétaire Hull dissertait à haut niveau sur la manière de venir en aide à la Chine, les actions menées par les dirigeants du Trésor des États-Unis, suivant le *Silver Purchase Act* de 1934 contribuaient à saper l'opposition chinoise face à l'expansion japonaise en Chine du Nord. Les achats d'argent par les États-Unis provoquaient un important afflux de ce métal depuis la Chine vers les États-Unis, ce qui conduisait à une grave diminution des réserves bancaires, et par conséquent un déclin sur les prix des produits de base. Le gouvernement chinois répondit à cela en décrétant une taxe sur les exportations d'argent, mais de grandes quantités de métal précieux quittaient le pays en contrebande, et le commerce extérieur se trouva rapidement démoralisé.¹⁵ Après avoir attendu en vain un emprunt sur lequel elle avait compté, la Chine fut finalement contrainte d'émettre le 3 novembre un décret de nationalisation de l'argent. Tous les détenteurs de ce métal reçurent ordre de l'échanger contre des billets ayant cours légal émis par trois banques du gouvernement.

La politique des États-Unis vis-à-vis de l'argent avait provoqué une grande désolation économique dans de grandes régions de la Chine, avait affaibli la résistance du pays aux invasions japonaises, et avait amené nombre des « dirigeants d'affaires [chinois] responsables à penser que leurs intérêts économiques seraient potentiellement mieux protégés s'ils étaient soumis à un contrôle japonais qu'ils ne pourraient l'être en laissant quatorze sénateurs des États-Unis pratiquer leurs tours de passe-passe. »¹⁶ Au lieu d'accroître les exportations étasuniennes vers la Chine, le *Silver Purchase Act* produisit une forte baisse de ces activités commerciales.¹⁷

14. département d'État, communiqués de presse, 5 décembre 1935. *Japan, 1931-1941*, I, 240-41.

15. Débats parlementaires, loc. cit. Déclaration de Sir Samuel Hoare.

16. *The United States in World Affairs*, 1936, p. 78.

17. Les exportations depuis les États-Unis vers la Chine s'élevèrent pour 1934 à 38 156 000 \$.

Le secrétaire Hull reconnaît que les opérations menées par le département du Trésor ont conduit à une « fuite désastreuse de l'argent hors de Chine et à destination des États-Unis, » et déplore le fait que ce ne fut qu'à partir de mai 1936 qu'un soulagement concret fut apporté par le secrétaire Morgenthau.¹⁸ Au cours de ces mois de dislocation financière en Chine, le Japon avança pour s'assurer un contrôle mieux assuré sur de vastes portions de la Chine du Nord.

6.6 Le Japon demande de nouveau une parité navale

Selon les provisions du traité naval de Londres de 1930, des accords furent ébauchés en vue de la tenue d'une conférence en 1935, afin de tracer les grandes lignes d'une convention qui réglerait toutes les questions relatives aux limitations navales. Lorsque cette conférence s'assembla à Londres, le 9 décembre 1935, les délégués japonais présentèrent leur plaidoyer habituel pour la parité. Cela souligna l'importance d'établir une « limitation haute commune » en réduisant le ratio existant, établi à 5-5-3, à 3-3-3. Cela pouvait être accompli en détruisant un grand nombre de navires de guerre étasuniens et britanniques.¹⁹

L'amiral Nagano a défendu la position japonaise en affirmant que la limite supérieure commune désirée n'« envisageait pas d'accorder au Japon une quelconque opportunité d'agression ; au contraire, le Japon voulait rendre impossible toute agression, par quelque puissance que ce fût. » Selon le ratio 5-5-3, la *Navy* étasunienne, concentrée dans les eaux d'Orient, pouvait « menacer la sécurité japonaise. » Norman Davis répondit qu'il ne pensait pas que les propositions japonaises fussent « très justes ». Après avoir discuté des raisons de l'établissement du ratio de 5-5-3, il fit ensuite la remarque qu'il était essentiel de trouver quelque *modus vivendi* qui pourrait « éviter à la fois la limite supérieure commune et le ratio. » L'amiral Standley pensait qu'un accord temporaire satisfaisant pourrait être réalisé en prenant les établissements navals en place avec certaines limitations qualitatives, et en ajoutant un préambule énonçant qu'« une marine appropriée était le droit souverain de chacun. » Les délégués japonais acceptèrent d'examiner davantage cette suggestion.²⁰

En exprimant ses remarques, Norman Davis avait exprimé sa satisfaction au sujet de l'« amélioration des relations japoano-étasuniennes au cours des trois dernières années. » Il avait rendu hommage au peuple japonais et à son aspiration au progrès, que les États-Unis admiraient mais qu'ils désiraient voir « exercée de manière pacifique. » M. Phillips fit également la publicité de l'« amitié se développant rapidement » entre les États-Unis

18. Hull, op. cit., p. 446.

19. *New York Times*, 10 décembre 1935.

20. Mémoire d'une conversation entre les délégations étasunienne et japonaise lors de la conférence navale de Londres, 17 décembre 1935. *Japan, 1931-1941*, I, 285-89.

et le Japon, et fit état de ses craintes que « la parité nous ferait sans doute régresser et alimenter des soupçons. »²¹

Mais les délégués japonais continuaient d'insister sur la parité, et refusaient de discuter des nouveaux programmes de construction navale présentés par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Le 15 janvier 1936, après que les autres puissances eurent rejeté la demande de parité, le Japon se retira formellement de la conférence.²²

La sécurité collective dans le Pacifique s'effondrait, avant même que les légions de Mussolini aient prouvé en Afrique qu'elle était complètement dépassée.

6.7 Le président Roosevelt fait la morale aux méchants dictateurs

Alors que le système de sécurité collective s'effondrait rapidement en Afrique et en Chine, vint à l'esprit du président à Roosevelt l'idée qu'il pourrait faire cesser cette désintégration en envoyant des mots d'avertissements aux dictateurs en poste en Allemagne, en Italie et au Japon. En 1936, le régime nazi en Allemagne était considéré comme détestable par des multitudes d'États-Uniens, et la marche de Mussolini en Éthiopie avait profondément outragé des groupes aussi grands qu'influents de publicistes et de professeurs, qui estimaient que les frontières des États-Unis s'étaient peu à peu étendues sur chaque continent du globe. Le mouvement japonais en Chine du Nord avait particulièrement perturbé ces ardents globalistes, qui oubliaient de manière fort pratique que la Russie s'était pour de bon emparée de la Mongolie Extérieure, et qu'elle infiltrait rapidement le Xinjiang. En 1935, le département d'État avait protesté face à la Russie contre la propagande communiste répandue aux États-Unis, mais n'avait manifesté aucun intérêt au sujet de la progression de la marée Rouge sur les plaines de la Chine du Nord. La Russie, avec son vaste réservoir de forces dans l'infinie Sibérie, était une menace nettement plus sérieuse pour la Chine que les armées du Japon, qui devaient mener une bataille désespérée pour réussir à s'accrocher aux bordures extérieures du continent chinois. Mais le président Roosevelt et le secrétaire Hull continuaient de considérer les problèmes d'Asie de l'Est avec la myopie de Henry L. Stimson, qui avait marqué la situation en 1931-1932 et continuait d'embrouiller l'esprit des hauts-dirigeants qui détenaient les rênes de l'autorité.

Le 3 janvier 1936, le président prononça un discours face au Congrès, au cours duquel il lança un défi difficile aux méchants dictateurs qui étaient engagés dans des agressions pouvant déboucher sur la seconde guerre mondiale. Après avoir félicité son administration pour l'adoption d'une « poli-

21. Ibid., pp. 288-89.

22. Du président de la délégation japonaise (Nagano) au président de la conférence (Monsell), Londres. 15 janvier 1936. Ibid., p. 297.

tique de bon voisinage, » il insista sur les autres dirigeants nationaux qui n'avaient pas « démontré la patience nécessaire pour atteindre des objectifs raisonnables et légitimes au travers par moyen de négociation pacifique ou en faisant appel aux instincts les plus délicats de la justice. » Pleinement conscient du fait que les injustices de Versailles ne pourraient jamais être corrigées par quelque agence de la Société des Nations, le président aurait mieux fait de tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de proférer des âneries aussi tonitruantes. Mais il savourait son rôle de donneur de leçons aux nations en errance, et s'empressa d'ajouter d'autres termes de châtiments : « Ils [l'Allemagne, l'Italie et le Japon] sont . . . impatientement retournés croire à la loi du glaive, ou à la conception fantastique selon laquelle eux, et eux seuls, ont été choisis pour mener une mission à bien. . . Je reconnais que ces mots, que j'ai choisis avec soin, ne seront pas populaires dans les nations qui choisissent de manger de ce pain-là. »²³

Dans la lointaine ville de Tokyo, l'ambassadeur Grew considérait ces mots menaçants proférés par le président en exercice comme un exercice de « gouvernance courageuse. » Il comprenait que cette remontrance caustique n'allait pas arrêter la « poussée japonaise en Chine, » mais espérait que cela pourrait retarder sa progression.²⁴ Il n'avait pas l'honnêteté requise pour reconnaître qu'il s'agissait d'une nouvelle action en direction de la guerre contre le Japon.

La réaction japonaise à l'allocution du président reçut une expression significative dans un discours prononcé par Hirota qui désapprouvait le fait que les dirigeants étasuniens parlent constamment comme s'ils disposaient d'un mandat établi par Dieu : « Il est regrettable que l'on trouve à l'étranger des hommes d'État réputés, semblant déterminés à imposer aux autres leurs convictions privées comme si elles devaient être édictées au monde, et qui se jugent aptes à dénoncer ceux qui s'opposent à leurs diktats comme s'ils perturbaient la paix. »²⁵

À New York, l'ambassadeur Saito, s'exprimant face à la *Japan Society*, s'employa à justifier la politique japonaise en Chine en la comparant à la Doctrine Monroe étasunienne.²⁶ Cette affirmation provoqua la colère immédiate du sénateur Pittman qui réfuta avec véhémence la validité d'une telle comparaison. « Nous essayons de préserver les républiques d'Amérique Latine, pas de les détruire. »²⁷

Bien que l'ambassadeur Grew reconnût que la déclaration de Pittman, citée de partout, était « complètement chauvine, » il ne la regrettait pas, car il estimait que « son résultat net sera utile. » Il fallait faire

23. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), pp. 304-7.

24. Journal personnel de Grew, 5 janvier 1936 ; *Ten Years in Japan* (New York, 1944), pp. 162-63.

25. *Ibid.*, 21 janvier 1936, p. 164.

26. *The United States in World Affairs, 1936*, p. 66.

27. *Congressional Record*, LXXX, 1703.

comprendre au gouvernement japonais que la patience étasunienne avait toujours connu une limite. De fait, s'ils se penchaient sur l'histoire des États-Unis, ils découvriraient que « le peuple étasunien fait partie des plus inflammables au monde. » Un petit incident en Extrême-Orient pouvait facilement mettre le feu aux poudres de la rancœur étasunienne, et ainsi produire une longue guerre dévastatrice. Grew négligeait le fait que des déclarations comme celle du sénateur Pittman contribuaient fortement à préparer dans l'esprit japonais une accumulation de sentiments ardemment négatifs, qui pouvait prendre feu et déclencher un conflit du fait des étincelles de critiques caustiques produites par des dirigeants étasuniens.²⁸

6.8 Le nationalisme chinois fait cause commune avec le communisme

Pendant qu'aux États-Unis les chauvinistes dénonçaient la politique japonaise en Chine, le cabinet japonais faisait de son mieux pour maintenir des relations amicales avec les États-Unis. Au cours de la première semaine du mois de mars 1936, Hirota reçut ordre de la part de l'Empereur d'accepter le poste de premier ministre. Cette sélection faisait plaisir à Grew, qui considérait Hirota comme un homme « fort et sûr. » En réponse à une suite de questions posées par Grew, le nouveau premier ministre répéta les éléments de sa politique à l'égard de la Chine, déjà annoncée au mois d'octobre précédent : (1) reconnaissance par la Chine du Mandchoukouo ; (2) suppression des activités anti-japonaises ; (3) collaboration à un programme anti-communiste. Dans son exécution de cette politique, le Japon n'allait pas « pratiquer d'ingérence avec les droits et intérêts étrangers, y compris le principe de la Porte Ouverte. » En conclusion, Hirota souligna de nouveau son ardent désir de conserver la tenue « de bonnes relations » avec les États-Unis comme élément le plus important de son programme de paix.²⁹

Cette même note de sentiment amical envers les États-Unis fut reprise par M. Yoshida, l'ambassadeur britannique en Grande-Bretagne en visite à Washington. Pour conclusion de ses remarques amicales, il exprima l'espoir que le peuple étasunien reconnût bientôt le besoin de territoires plus importants pour « la population du Japon, immense et en croissance rapide. »³⁰

Le secrétaire Hull réduisit la ferveur d'expression de Yoshida en remarquant froidement que le peuple étasunien avait pour impression que le Japon « aspirait à une domination économique absolue, d'abord sur l'Asie de l'Est, puis sur d'autres portions à son gré. » Cela finirait par

28. Journal personnel de Grew, 11 février 1936 ; *Ten Years in Japan*, pp. 164-65.

29. Ibid., 13 mars 1936 ; ibid., pp. 179-81.

30. Mémorandum du secrétaire Hull à l'issue d'une conversation avec l'ambassadeur Yoshida, June 12, 1936. *Japan, 1931-1941*, I, 241-44.

impliquer une « domination politique ainsi que militaire, » et le résultat du « mouvement tout entier serait d'exclure des pays comme les États-Unis du commerce avec toutes ces portions de la Chine ainsi soumises sous la domination... du Japon. » Hull s'exprima ensuite longuement sur les aspects bénéfiques de son programme de commerce réciproque, visant à faire tomber les barrières douanières, et rendre ainsi possible « le rétablissement par degrés de quelque 200 milliards de dollars de commerce international. » Si le gouvernement japonais voulait abandonner sa politique égoïste d'impérialisme en Chine du Nord et suivre le tuteurage étasunien en matière de commerce réciproque, il bénéficierait bientôt des nouveaux flux puissants d'un commerce abondant.³¹

Les dirigeants japonais étaient bien au fait de tous les éléments du programme de commerce réciproque énoncé par le secrétaire Hull, et ils avaient soupesé avec le plus grand soin la plupart des arguments en faveur d'un commerce illimité. Mais leur problème en Chine du Nord était principalement un problème de défense face à la Russie. L'importance de la Mandchourie comme source de matières premières et comme marché pour les manufactures japonaises était évidente. Moins évidente était l'importance de cette province comme rempart pouvant endiguer la marée Rouge qui avait déjà recouvert l'ensemble de la province de Mongolie Extérieure. L'armée soviétique, au cours des années 1936-1938, dans le grand Est, avait cru jusqu'à devenir une force imposante de plus de 300 000 soldats aguerris.³² Non seulement cette armée pouvait-elle utiliser la Mongolie comme tremplin pour une action offensive, mais après 1935, les forces Rouges pouvaient également recruter de nouvelles forces dans la province du Xinjiang. Selon Alexander Barmine, qui était responsable de la fourniture d'armes soviétiques aux forces militaires de cette province, il était évident que tous les vestiges du contrôle chinois avaient disparu. En 1935, le Xinjiang était devenu « une colonie soviétique en tous points, sans en porter le nom. »³³

Il est significatif que le gouvernement étasunien n'adressa jamais de note à la Russie soviétique pour protester contre l'absorption de ces provinces. Les préoccupations étasuniennes relatives à la préservation de l'intégrité territoriale chinoise avait pour seule expression des notes âcres à destination du Japon. La foi envers les bonnes intentions de la Russie constituait un élément important de la politique menée par l'administration Roosevelt en Extrême-Orient.

31. Ibid., I, 241-44.

32. Le général Lushkov, qui s'était échappé de Russie vers le Japon au moins de juin 1938, estimait l'infanterie de l'Armée rouge dans le grand Est à 400 000 hommes. Les estimations japonaises étaient un peu plus basses. *New York Times*, 3-14 juillet 1938. Voir N. Hidaka, *Manchukuo-Soviet Border Issues* (Xinjiang, 1938), p. 260.

33. Alexander Barmine, *One Who Survived* (New York, 1945), pp. 231-32. Le 1^{er} janvier 1936, les agents russes signèrent un accord établissant un lien politique très étroit entre la Russie et le Xinjiang. Voir également Martin R. Norins, *Gateway to Asia : Sinkiang* (New York, 1944).

Au sein du département d'État, non seulement les dirigeants négligeaient-ils l'extension rapide de la puissance russe au travers du contrôle de la Mongolie Extérieure et du Xinjiang, mais ils fermaient également les yeux sur les implications résidant derrière l'établissement de l'armée communiste dans la province de **Shensi**. Après la débâcle communiste en 1927, Mao Zedong et Chu Teh menèrent une retraite dans les zones rurales des provinces de Kiangsi et de Kwan-tung, et recrutaient méthodiquement de nouvelles forces. Au mois d'août 1931, un mandat fut reçu depuis Moscou, donnant pour instruction aux communistes chinois de créer un véritable gouvernement soviétique : « Dans la période la plus courte possible, un gouvernement soviétique central doit être formé dans la région la plus sécurisée. » En accord avec cette directive, le premier Congrès des Soviets chinois s'assembla à Juichin, Kiangsi, au mois de novembre 1931, et promulgua une constitution proche des lignes russes. Avant de clôturer ses sessions, ce Congrès élut un Comité Exécutif Central qui désigna sur-le-champ un cabinet intégrant des dirigeants communistes loyaux tels que Mao Zedong, Chu Teh, et Chou En-lai. Ce cabinet était habilité à gouverner par décrets, qui devaient avoir force de loi. Le programme formulé par le Congrès présentait clairement une tendance communiste : confiscation des propriétés terriennes et nationalisation de toutes les industries appartenant à des étrangers.³⁴

Au mois de septembre 1932, le parti communiste de Chine annonça fièrement au **Comintern** qu'il avait organisé une Armée Rouge comptant vingt-six corps et quinze divisions locales. Il avait également introduit un « détachement de puissance bien armé » pour supprimer tout « mouvement contre-révolutionnaire. » Au cours de l'année qui suivit, le délégué chinois, Wang Ming, affirma que les forces militaires Rouges avaient cru jusqu'à constituer une armée de 350 000 soldats entraînés, ainsi qu'une force clandestine comptant environ 600 000 hommes. Cet établissement militaire avait sous sa domination une population totale de presque soixante millions de personnes.³⁵

Mais l'Armée Rouge en Chine ne se sentait pas en sécurité dans les provinces de Kiangsi et de Kwantung, si bien qu'au mois d'octobre 1934, elle se transforma en **Longue Marche**, qui finit par l'amener au Kandu et au Shensi.³⁶ Dans le Nord du Shensi, une nouvelle région soviétique fut rapidement organisée en 1935. Le nouvel emplacement de l'armée communiste chinoise était très important aux yeux de la Russie. À la lisière de la Mongolie Intérieure, elle allait constituer un rempart contre l'avancée japonaise prévue dans cette région. Aux abords du territoire de la Russie soviétique, elle pouvait apporter depuis cette région des approvisionnements très nécessaires à des opérations de guerre. En tant qu'instrument

34. David J. Dallin, *Soviet Russia and the Far East* (New Haven, 1948), pp. 108-9.

35. *Ibid.*, pp. 111-12.

36. Edgar Snow, *Red Star Over China* (New York, 1939), pp. 189-218.

de la politique russe, elle était admirablement située, et était prête à frapper sur ordre de Moscou.

Cependant, le Kremlin était trop habile pour utiliser l'Armée Rouge chinoise comme force offensive à cette période. Une meilleure stratégie serait d'arranger une trêve avec les armées nationalistes de Tchang Kaï-tchek, puis lancer une croisade contre les envahisseurs japonais. Une fois qu'ils seraient repoussés, on pourrait ensuite briser la trêve, et les armées de Tchang Kaï-tchek, usées par la guerre, et démolies, pouvaient être écrasées. C'est toute la Chine qui serait alors inondée par la Marée Rouge.

Il aurait par conséquent été avisé politiquement de la part des communistes chinois de conclure rapidement une entente avec le gouvernement nationaliste, et d'utiliser Tchang Kaï-tchek comme outil involontaire pour parvenir à leurs fins. La première action dans ce jeu d'esprit était de mettre en œuvre une devise forgée par Mao Zedong : « Tous les partis et toutes les classes s'unissent pour lutter contre les Japonais et les traîtres... Nous sommes opposés à la guerre civile. »³⁷ D'autres dirigeants communistes avaient claironné cet appel de Mao Zedong, et lorsque Tchang Kaï-tchek fut fait prisonnier au Siau au mois de décembre 1936 par Tchang Hsueh-liang, Moscou intervint rapidement et s'assura qu'il fût libéré.³⁸

Pour le moment, il était un important atout soviétique, qu'il fallait exploiter avec soin. Lorsque son utilité serait passée, on pourrait l'abattre comme « fasciste-militariste. »

6.9 Le Japon se rapproche de l'Allemagne

Face à cet accord croissant entre Tchang Kaï-tchek et les dirigeants communistes en Chine, le Japon conclut le célèbre [pacte anti-comintern](#) du 25 novembre 1936. Il s'agissait d'une convention consultative qui liait les parties contractantes à « se maintenir l'une l'autre informées au sujet des activités de l'Internationale communiste. »³⁹ Il y avait également un « accord additionnel » secret qui prévoyait qu'au cas où « l'une des Hautes Parties Contractantes » devait « devenir l'objet d'une attaque ou d'une menace d'attaque non provoquée de la part des Républiques socialistes d'Union soviétique, » l'autre partie contractante ne « prendrait aucune mesure pouvant tendre à simplifier la situation » de la Russie soviétique. Ce traité secret avait également pour clause des consultations entre les parties contractantes, pour protéger « des intérêts communs. »⁴⁰

Dans une déclaration expliquant l'objet de l'accord anti-Comintern, le ministère japonais des affaires étrangères indiqua l'étendue de la propagande communiste et les efforts des agents communistes en vue de pro-

37. Dallin, op. cit., p. 131.

38. Ibid., pp. 67-70.

39. Le texte du traité est cité dans *United States and Japan, 1931-1941*, II, 153-55.

40. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, I (Washington, 1949), 734.

mouvoir une révolution à l'échelle mondiale pour rétablir le contrôle Rouge sur chaque partie du globe. L'attention fut portée sur les moyens surnois selon lesquels le gouvernement russe avait acquis une influence dominante sur les provinces chinoises de la Mongolie Extérieure et du Xinjiang. Pour répondre à cette menace croissante envers la sécurité japonaise, il avait été considéré comme nécessaire d'entrer dans le pacte anti-Comintern avec l'Allemagne. Mais cette action ne constituait guère qu'une démarche préliminaire visant à essayer de prouver aux autres puissances l'importance de se constituer parties d'un pacte général anti-Comintern.⁴¹

Au cours d'une conversation avec le chargé d'affaires étasunien, M. Dickover, Horinouchi, le vice-ministre japonais des affaires étrangères, apporta une assurance selon laquelle « aucun arrangement secret... militaire d'aucune sorte n'a été intégré à l'accord. »⁴² Le gouvernement russe, cependant avait pour conviction qu'une forme d'alliance militaire avait été convenue entre l'Allemagne et le Japon, et l'ambassadeur soviétique à Tokyo informa l'ambassadeur Grew, « avec une chaleur considérable, » que cette alliance était également dirigée contre les riches empires coloniaux britannique et hollandais de l'Extrême-Orient. Cette affirmation n'avait pas de fondement, et l'ambassadeur Grew lui-même écarta ces propos.

6.10 Le Japon recherche un accord avec la Chine

L'ambassadeur Grew n'était pas perturbé par les assurances inquiétantes avancées par l'ambassadeur de Russie, selon lesquelles le Japon et l'Allemagne avaient signé un accord qui visait en fin de compte à une absorption de certaines des possessions de choix britanniques et allemandes dans les Indes Orientales. Il se montra heureux que, le jour du nouvel an 1937, il n'y avait pas de « controverse en cours d'importance primordiale » entre le Japon et les États-Unis.⁴³

Quelques semaines plus tard, Grew eut une conversation « longue et intime » avec Amau, le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Le poids de leur conversation porta sur l'état satisfaisant des relations japoano-étasuniennes.⁴⁴ Mais Grew craignait que la situation fût trop belle pour durer. Au Japon, on avait un « peu l'impression de vivre sur un volcan, sachant qu'une éruption va se produire. »⁴⁵

Grew pensait que le premier ministre Hirota était en grande partie responsable de cette amélioration des relations japoano-étasuniennes. Il avait mené des tentatives assidues pour infléchir les commentaires hostiles paraissant dans la presse japonaise, et Amau avait lutté courageusement

41. Déclaration du ministère japonais des affaires étrangères, 25 novembre 1936. *Japan, 1931-1941*, II, 155-57.

42. Journal de Grew, 3 décembre 1936 ; *Ten Years in Japan*, p. 191.

43. Ibid., 1^{er} janvier 1937 ; ibid., p. 192.

44. Ibid., 12 février 1937 ; ibid., pp. 205-6.

45. Ibid., 19 mars 1937 ; ibid., p. 207.

pour que le public japonais vît les États-Unis sous un jour plus amical. Mais le facteur le plus important de cette équation incertaine de bonnes relations était le statut de la Chine du Nord. Faisant face à une menace communiste à croissance rapide, le Japon avait tenté d'étendre son influence dans certaines régions de la Chine du Nord, ce qui avait amené à des frictions accrues avec le gouvernement de Tchang-Kaï-tchek. La situation pouvait facilement se développer en conflit armé, à moins qu'une formule d'accord pût être trouvée. Durant de nombreux mois, les ministres japonais s'étaient succédé les uns aux autres en essayant de trouver cette formule.

À l'été 1936, Hirota mena des efforts spéciaux pour se réconcilier avec la Chine, à une période où les foules chinoises maltraitaient des nationaux japonais. À Chengtu, le 24 août, deux journalistes japonais furent assassinés, et deux autres ressortissants japonais furent « tirés de leur hôtel et brutalement battus. »⁴⁶ Il paraissait évident aux yeux du ministère japonais des affaires étrangères que cette action de foule était le résultat de l'« agitation anti-japonaise instiguée par le Kuomintang et tolérée par le gouvernement national. » L'Incident de Chengtu fut bientôt suivi par de nombreuses autres occurrences malheureuses de nature semblable. Le 17 septembre, à Swatow, une grenade à main fut lancée dans un restaurant appartenant à un Japonais ; à Hankow, le 18 septembre, un dirigeant du Mandchouko « fut molesté dans un train par une foule, et certains de ses biens furent subtilisés. » Le même jour, au même endroit, un policier consulaire du Japon fut tué par des Chinois alors qu'il « patrouillait à la frontière de la concession japonaise de Hankow. » Quelques jours plus tard, (le 23 septembre), à Shanghai, un représentant de l'ordre japonais fut tué, et deux autres blessés, par des tireurs chinois. Pour résultat de ces attaques non provoquées commises à l'encontre de ressortissants japonais, le ministre japonais des affaires étrangères produisit une déclaration (le 28 septembre) selon laquelle les négociations avec la Chine « ne pouvaient pas être laissées à la dérive. » La Chine était « désormais au croisement où il lui faut décider si elle veut ou non serrer la main au Japon. »⁴⁷

Le gouvernement chinois répondit à cette affirmation en demandant au secrétaire Hull de requêter auprès du Japon « qu'il se montrât modéré et conciliant à l'égard de la Chine, »⁴⁸ et le gouvernement britannique donna pour instruction à son ambassadeur à Tokyo de présenter une requête similaire au ministre des affaires étrangères Arita.⁴⁹ Le ministre des

46. De R. Y. Jarvis au secrétaire Hull, Hankow, 8 septembre 1936. 893.00 P.R./Hankow/112, MS, Department of State.

47. D'E. R. Dickover au secrétaire Hull, Tokyo, 1^{er} octobre 1936. 793.94/8272, MS, Department of State.

48. Mémoire préparé par Maxwell M. Hamilton, division des affaires d'Extrême-Orient, 2 octobre 1936. 793.94/8260, Confidential file, MS, Department of State.

49. Mémoire préparé par M. Hamilton, relatant une conversation avec André de Laboulaye, l'ambassadeur de France, 2 octobre 1936. 793.94/8266, MS, Department of State.

affaires étrangères tenta de calmer la situation en annonçant le 2 octobre la décision d'envoyer M. Kuwashima, directeur du Bureau d'Asie de l'Est, en Chine, pour tenir des conférences avec l'ambassadeur Kawagoe. En expliquant cette décision, le porte-parole du ministère des affaires étrangères fit la remarque qu'il était important pour le Japon de communiquer à Tchang Kaï-tchek ses « intention véritables. »⁵⁰

Selon les ambassadeurs de Chine en France et en Grande-Bretagne, les véritables intentions du ministère japonais des affaires étrangères furent divulguées dans une suite de « demandes » ou de « requêtes » dont les conséquences étaient profondes en leur domaine. Le gouvernement japonais attachait une importance spéciale aux « demandes » ayant trait aux actions contre le communisme, et avec le mouvement d'autonomie des cinq provinces du Nord.⁵¹

Le 1^{er} octobre, le ministre japonais des affaires étrangères informa l'ambassadeur britannique que « le Japon était déterminé à rendre la Chine du Nord sûre pour le Mandchouko. »⁵² Deux jours plus tard, le ministère des affaires étrangères avisa l'ambassade des États-Unis à Tokyo que la « seule demande sur laquelle ils vont insister est la suppression de la propagande et des agitations anti-japonaises, en raison du danger de nouveaux incidents. »⁵³ Mais cette agitation contre les Japonais subit une intensité croissante, sans aucun doute attisée par les communistes qui désiraient exclure toute pensée d'un compromis entre Tchang Kaï-tchek et le gouvernement japonais. Le 30 octobre, David Berger écrivit au secrétaire Hull de transmettre les éléments d'information qu'il avait glanés auprès d'un « dirigeant chinois local du ministère des finances de Nankin. » Selon ce dirigeant, il y avait à Nankin « désormais un désir de susciter ce qui pourrait être appelé une orientation soviétique dans les affaires étrangères chinoises. »⁵⁴

Une orientation soviétique des affaires étrangères chinoises impliquait une brèche de plus en plus large entre la Chine et le Japon. Le 3 décembre, M. Suma, premier secrétaire de l'ambassade du Japon à Nankin, confia

50. D'E. R. Dickover au secrétaire Hull, Tokyo, 25 novembre 1936. 894.00 P.R./107, MS, Department of State.

51. Les dites « demandes » japonaises étaient listées comme suit : (1) autonomie des cinq provinces du Nord ; (2) coopération économique avec l'ensemble de la Chine ; (3) mesures conjointes de défense face au communisme ; (4) nomination de conseillers japonais auprès du gouvernement chinois ; (5) établissement de communications aériennes entre le Japon et la Chine ; (6) un accord douanier préférentiel ; (7) la suppression complète de la propagande anti-japonaise en Chine. Voir le mémorandum de Maxwell M. Hamilton, de la division des affaires d'Extrême-Orient, 3 octobre 1936. 793.94/8234, MS, Department of State.

52. Mémorandum d'une conversation entre M. Mallet, chargé d'affaires britannique à Washington, et M. Hornbeck, 6 octobre 1936. 793.94/8254, MS, Department of State.

53. D'E. R. Dickover au secrétaire Hull, Tokyo, 3 octobre 1936. 793.94/8218, MS, Department of State.

54. De David Berger au secrétaire Hull, 30 octobre 1936. 793.94/8451, MS, Department of State.

à l'ambassadeur Johnson qu'au cours du mois écoulé, il avait remarqué un « changement distinct dans le mauvais sens dans l'attitude des Chinois à l'égard des Japonais, et même les soldats et officiers de la propre armée du général Tchang exhortaient désormais à une attitude plus anti-japonaise. »⁵⁵

Cette attitude belligérante de la part des Chinois provoqua de grandes préoccupations au sein du *Foreign Office* britannique. Anthony Eden convoqua l'ambassadeur de Chine à Londres et lui demanda d'« exhorter son gouvernement à ne pas surjouer sa main. » Si Nankin s'avérait « totalement récalcitrante à toutes les ouvertures, le résultat va tendre à solidifier et unifier l'opinion publique japonaise vers des mesures plus fortes. » À Tokyo, l'ambassadeur de Chine parla à Grew d'une manière si vantarde qu'il laissa l'impression que « la Chine est à présent "en train de mesurer sa force", et va très probablement surjouer sa main en résistant aux ouvertures du Japon. »⁵⁶

6.11 Tchang Kai-tchek accueille l'aide communiste face au Japon

L'un des principaux éléments dans la production de cette vantardise chinoise était l'union entre nationalistes et communistes. Cette union avait contribué des forces militaires supplémentaires à la position chinoise, mais l'initiative allait rester aux forces communistes. Elles n'allaient se battre que selon leurs propres clauses, et uniquement pour des objectifs communistes. Ce fait fut clairement perçu au Japon, où la marée Rouge qui progressait était vue avec de plus en plus d'effroi. Selon l'ambassadeur Grew, l'idée s'enracinait, selon laquelle le gouvernement n'avait besoin « que d'un seul principe pour traiter avec la Chine : s'opposer à tout mouvement en Chine qui soit absolument communiste, et d'assister tout mouvement en Chine qui soit absolument anti-communiste. De plus en plus, la politique envers la Chine apparaît comme une simple partie de la question plus vaste de la menace russe et communiste. »⁵⁷

Ce point de vue fut compris par M. Hornbeck, qui préparait de nombreux mémorandums pour la division des affaires d'Extrême-Orient. Le 16 janvier, il discuta de la situation dans la province de Shensi, puis remarqua : « Il existe un sérieux danger que les armées rebelles à Sian (et les troupes provinciales de Kansu) puissent rallier leurs forces avec les grandes armées communistes qui occupent les régions avoisinantes, et créent un formidable front communiste en Chine du Nord-Ouest. Un tel développement

55. Interview entre l'ambassadeur Johnson et M. Suma, Nankin, 3 décembre 1936. 793.94/8481, MS, Department of State.

56. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 14 décembre 1936. 793.94/8437, MS, Department of State.

57. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 31 décembre 1936. 793.94/8501, MS, Department of State.

mettrait en péril la paix intérieure en Chine, et perturberait les relations sino-japonaises. »⁵⁸

Il ne faisait guère de doute quant au fait que les nationalistes et les communistes étaient parvenus à une entente satisfaisante au sujet de leurs objectifs et de leurs procédures. Bien que Tchang-Kaï-tchek eût demandé que les communistes respectassent ses conditions rigoureuses pour mener des opérations conjointes, des « indications fiables » existaient qu'une « réconciliation se produisait suivant des lignes précédemment convenues. »⁵⁹ Ce fait augmentait les craintes entretenues par les dirigeants japonais au sujet de la menace communiste.

6.12 Le Japon essaye d'apaiser la Chine

La Diète japonaise n'avait pas été satisfaite des efforts menés par le ministère de Hirota pour trouver une solution à l'impasse dans les relations japo-chinoises. Le 23 janvier 1937, le gouvernement Hirota quitta ses fonctions, et le 2 février, le général Hayashi endossa la tâche de premier ministre. À la Diète, Hayashi donna immédiatement l'assurance d'une politique pacifique envers la Chine : « Je ne crois pas en une politique étrangère pugnace. » Il développa ensuite son point de vue : « Il serait fortement à regretter que la Chine commette l'erreur de penser que le Japon est voué à mener une politique d'agression. »

On trouvait des indications selon lesquelles le ministère Hayashi ne pousserait pas les « demandes » à grande portée émises par l'administration précédente. Les nouvelles négociations avec la Chine ne s'étendirent que sur deux points : (1) la réduction des barrières douanières chinoises, et (2) l'établissement d'un service aérien entre la Chine et le Japon. Ce programme de conciliation disposait du soutien de la presse japonaise, qui insistait pour que le gouvernement n'entretienne « aucun désir de porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Chine en tant qu'État indépendant. Aussi, le contraste entre le ton présent de la presse et le ton passé est patent. »⁶⁰

Lorsque M. Grew alla parler avec le nouveau ministre japonais des affaires étrangères ([Naotake Sato](#)) qui avait pris ses fonctions le 3 mars, il fut informé qu'un effort spécial serait mené pour instaurer une « amélioration marquée » des relations sino-japonaises. Pour autant que les États-Unis fussent concernés, Grew connaissait « plutôt bien » Sato, et pensait que les

58. Mémoire préparé par Stanley K. Hornbeck, 16 janvier 1937. 793.94/8505, MS, Department of State.

59. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Nankin, 23 février 1937. 893.00/14016, MS, Department of State.

60. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 25 février 1937. 793.94/8546, MS, Department of State.

relations « seront au mieux. »⁶¹ L'une des premières expressions de cette politique conciliatoire japonaise envers la Chine fut l'envoi d'une mission économique sous la présidence de Kenji Kodama, ancien président de la *Yokohama Specie Bank*. Kodama était réputé constituer une autorité sur les affaires chinoises, et était également populaire en Chine. Cette mission japonaise passa deux jours à Nankin (les 16-17 mars) et fut reçue par Tchang Kaï-tchek qui prodigua des assurances selon lesquelles il désirait « l'aide amicale et les conseils du Japon. » Tchang affirma en outre que les industriels chinois allaient « incontestablement » accepter les conseils des experts industriels japonais, et allaient « suivre leurs traces afin que la culture et l'économie de la Chine pussent monter à bord du même avion que celles du Japon, pour la stabilité de la paix et du bien-vivre en Orient. »⁶²

Mais ces mots d'amitié ne portaient guère de sens lorsque les Japonais essayèrent de les transformer en action favorable. Le 24 mars, l'ambassadeur Johnson rapporta que la mission économique japonaise n'avait rien accompli, du fait que les « Chinois semblent avoir insisté sur l'idée qu'un réajustement des relations politiques entre les deux pays est nécessaire avant qu'un programme concret de "coopération économique" puisse être convenu. »⁶³ Au mois d'avril, l'ambassadeur Johnson se montrait franchement pessimiste au sujet d'une amélioration des relations japo-chinoises. L'attitude chinoise envers le Japon s'était distinctement « durcie » au cours des mois récents, et le bureau des affaires étrangères comptait insister sur un changement fondamental de la position politique japonaise en Chine du Nord avant de mener des négociations d'ordre économique.⁶⁴

Le gouvernement nationaliste de Chine savait que le Japon n'était pas en position d'abroger la Trêve de Tangku du 31 mai 1933, ni d'abolir le Conseil politique de Hopeh-Chahar de 1935. Ces mesures avaient été adoptées comme moyens de défense face à l'influence rapidement montante de la Russie soviétique en Chine du Nord. Il était significatif pour le Japon que le gouvernement nationaliste ne s'inquiât pas du tout au sujet du contrôle russe sur les provinces de Mongolie Extérieure et du Xinjiang. Pourquoi le nationalisme chinois devait-il s'opposer âprement à toute expansion japonaise en Chine du Nord, tout en considérant avec une relative indifférence l'impérialisme russe dans la même zone ? Si Tchang Kaï-tchek était tombé sous la domination de la Russie, il serait très dangereux pour le Japon de lui accorder la moindre concession.

61. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 5 mars 1937. 894.00/706, MS, Department of State.

62. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Nankin, 18 mars 1937. 793.94/8543, MS, Department of State.

63. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Nankin, 24 mars 1937. 793.94/8554, MS, Department of State.

64. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Nankin, 12 avril 1937. 893.00 P.R./135, MS, Department of State.

Mais le premier ministre Hayashi continuait d'espérer en un arrangement satisfaisant avec la Chine, et il estimait que des ajustements économiques pourraient être le prélude d'une entente politique. Cependant, cette attitude amicale ne parvint pas à appâter la bonne volonté chinoise. Comme le rapporta l'ambassadeur Grew depuis Tokyo : « L'attitude de la Chine s'est durcie en résultat des gestes de conciliation menés par le Japon. »⁶⁵ Ces gestes ne cessèrent pas lorsque la Chine refusa d'y répondre. Le 10 mai, Sato, le ministre des affaires étrangères assura à des correspondants de journaux étrangers à Tokyo que le Japon « n'exige pas de droits exclusifs, et pense pouvoir vivre en paix côte à côte [avec la Chine] dans le monde économique. »⁶⁶

L'ambassadeur Grew nota au mois de mai que le « programme conciliatoire du Japon subit des contretemps durant le mois de mai, et le ministre des affaires étrangères, le principal partisan de la politique, estima nécessaire d'émettre des déclarations établissant un positionnement plus ferme de la part du Japon. . . Il y eut une récurrence d'agitation anti-japonaise en Chine du Nord et plusieurs incidents se produisirent, qui furent considérés comme ayant provoqué de graves préoccupations aux autorités japonaises. »⁶⁷ Ces difficultés furent amplifiées par l'attitude non-coopérative du général Sung Che-yuan en référence au Hopeh de l'Est. Au début de l'automne 1936, il avait promis « aux Japonais une coopération économique, mais a reporté la signature de divers accords préparatoires japonais pour une telle coopération. Les Japonais désirent certains développements économiques préliminaires, comme la construction de voie ferrée, de mine de fer et de plantations de coton, pour préparer la voie à des établissements industriels japonais. » Tchang Kai-tchek lui-même désirait « maintenir le statu quo en Chine du Nord » et ne pas défier la position japonaise sur place, mais l'opposition de ses « subordonnés » rendait sa position « difficile. »⁶⁸

Au cours de la dernière semaine du mois de mai 1937, le ministère Hayashi quitta son poste en laissant inachevé son programme d'ajustements économiques avec la Chine. Le 4 juin, le prince Konoye endossa la tâche de premier ministre et Hirota devint premier ministre une fois de plus. Au cours d'une conversation avec l'ambassadeur Grew, le 7 juin, Hirota affirma que ses trois anciens points d'arrangement avec la Chine « étaient trop abstraits pour les circonstances présentes, et qu'il proposait par conséquent de trouver des solutions concrètes aux divers problèmes

65. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 30 avril 1937. 793.94/8632, MS, Department of State.

66. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 10 mai 1937. 793.94/8643, MS, Department of State.

67. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, rapport sur les conditions politiques au Japon pour le mois de mai 1937. 894.00 P.R./114, MS, Department of State.

68. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Pékin, 17 juin 1937. 793.94/8721, MS, Department of State.

existant entre le Japon et la Chine. »⁶⁹ M. Grew pensait que la Chine était dans « la position fortunée d'être en mesure de refuser l'octroi de concessions économiques dont le Japon a urgemment besoin, mais pour lequel le Japon ne désire pas faire usage de ses forces armées. »⁷⁰

6.13 La Russie soviétique promet une guerre entre la Chine et le Japon

La correspondance diplomatique arrivant au département d'État en provenance de Nankin et de Tokyo laisse apparaître qu'à l'été 1937, de nombreux dirigeants chinois œuvraient à un affrontement entre le Japon et la Chine. Au mois de juin 1937, M. Andrews, second secrétaire de l'ambassade des États-Unis à Tokyo, eut une conversation avec le Dr. Dar, qui tenait une position similaire au sein de l'ambassade de Chine. Après que l'ambassadeur Grew lut un rapport sur cette conversation, il nota que l'attitude du Dr. Mar était « empreinte de truculence et d'optimisme excessif, reflétant l'augmentation du sentiment de sécurité qui s'est développé au sein d'une section du groupe des dirigeants chinois, en conséquence du développement de l'année passée. »⁷¹

C'était la Chine, et non le Japon, qui était prête à faire éclater les hostilités.

En Chine, l'ambassadeur du Japon continuait de s'exprimer selon une veine conciliante, soulignant l'idée que « l'heure viendrait où se produiraient des "ententes" entre la Chine et le Japon. » En résultat de ces mots pacifiques, M. Gauss, le consul-général étasunien à Shanghai, rapporta que dans les cercles informés, on estimait que « les Japonais vont probablement afficher une attitude forte ou adopter des mesures agressives en Chine du Nord, cependant que la question d'une entente anglo-japonaise est en exploration. »⁷²

Il est évident que de nombreux observateurs étrangers en juin-juillet 1937 considéraient un éclatement d'une guerre entre la Chine et le Japon comme très peu probable. Le ministère de Konoye semblait déterminé à mener la politique pacifique des administrations précédentes. Ce fut par conséquent avec une surprise distincte que les gouvernements des puissances majeures entendirent que des hostilités armées s'étaient produites aux abords de Pékin. Dans la nuit du 7 juillet, [aux abords du célèbre pont Marco Polo](#), des soldats japonais se retrouvèrent impliqués dans une vive

69. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 24 juin 1937. 793.94/8725, MS, Department of State.

70. Ibid.

71. Ibid.

72. De C. E. Gauss au secrétaire Hull, Shanghai, 30 juin 1937. 793.94/8992, MS, Department of State.

lutte contre certaines unités de la Vingt-neuvième armée chinoise.⁷³ Un nouveau drame qui allait mettre fin à un rideau de fond annonçant la domination russe sur le Grand-Orient, s'était ouvert sur une fanfare sinistre. L'ensemble du monde se mit à assister avec intérêts, peu des spectateurs comprenant que la progression de la pièce était orientée vers une conclusion russe. Les Chinois, les Japonais et les Étatsuniens allaient se mouvoir sur la scène de l'Extrême-Orient selon des schémas complexes qui proclamaient finalement un véritable schéma russe. Le théâtre de Moscou n'avait jamais hébergé de spectacle de marionnettes plus éclatant.

73. Walter H. Mallory, « Japan Attacks, China Resists, » *Foreign Affairs*, XVI (octobre 1937), 129-33; T. A. Bisson, « Origins of Sino-Japanese Hostilities, » *Foreign Policy Reports*, XIII (March 1, 1938), 291-300,

Chapitre 7

Mussolini tourne vers l'Éthiopie un regard envieux

Alors que le Japon allait de l'avant en Mandchourie en vue d'étendre les limites de l'Empire japonais, Mussolini examinait avec la plus grande attention la carte de l'Afrique, afin de préparer une action qui donnerait des frontières impériales à l'Italie. Ces rêves italiens d'empire n'avaient pas commencé avec Mussolini. Ils avaient débuté au cours des dernières décennies du XIX^{ème}, et ne pouvaient se réaliser que si certaines parmi les grandes puissances soutenaient les aspirations italiennes.

7.1 La Grande-Bretagne reconnaît les aspirations italiennes en Afrique du Nord-Est

Les aspirations coloniales italiennes trouvèrent leur première expression avec les activités du missionnaire Sapeto qui avait débarqué à [Massaua](#) en 1838. Après avoir examiné soigneusement les territoires aux abords du détroit qui sépare la Mer Rouge du Golfe d'Aden, il acquit pour le compte de la société italienne [Rubbatino](#) une concession sur la baie d'[Assab](#) (le 15 novembre 1869). Au mois de mars 1882, l'entreprise commerciale accepta de vendre ses droits au gouvernement italien, et lorsque ce contrat fut approuvé par le parlement le 5 juillet 1882, l'Italie adopta formellement une politique d'expansion coloniale en Afrique¹.

Après la reconnaissance en 1882 de la souveraineté italienne sur Assab par le gouvernement britannique, le ministère italien des affaires étrangères porta le regard vers d'autres horizons africains, et au mois de février 1885, le port de Massaua fut occupé. Utilisant ce port comme base de départ pour pénétrer plus avant, la sphère d'influence italienne connut une

1. Maxwell H. H. Macartney et Paul Cremona, *Italy's Foreign and Colonial Policy, 1914-1937* (New York, 1938), p. 276 ; Charles F. Rey, *The Real Abyssinia* (Philadelphia, 1935), p. 139.

croissance rapide en taille jusqu'à ce qu'au mois de mai 1889, selon les termes du traité d'Ucciali, un protectorat symbolique sur l'Abyssinie fut établi. La base légale de ce protectorat était l'article 27 du traité, mais le texte [amharique](#) du document était différent de la version italienne, et ne plaçait pas spécifiquement les affaires étrangères abyssiniennes sous le contrôle de l'Italie. Dans la mesure où le texte amharique fut le seul à avoir été signé, les affirmations vigoureuses émises par l'Empereur [Menelik](#) disposaient d'une base légale solide.²

Le gouvernement britannique soutenait les revendications italiennes. Le 24 mars et le 15 avril 1891, un arrangement anglo-italien fut conclu, reconnaissant le contrôle de l'Italie sur une vaste portion de l'Afrique du Nord-Est.³ Mais le gouvernement français était fermement opposé à l'avancée italienne en Abyssinie, et demanda à Menelik de protester contre l'interprétation italienne du traité d'Ucciali, et d'étendre ses revendications sur les territoires localisés jusque [Khartoum](#). Cette attitude agressive amena les Britanniques à conclure un autre accord avec l'Italie (le 5 mai 1894), mettant la province de Hara sous contrôle italien. Cette action fut menée en défi direct contre le traité anglo-français de 1888, ayant trait à ce même territoire.⁴

7.2 L'Italie déserte la Triple Alliance

La reconnaissance britannique des aspirations italiennes à contrôler de vastes portions de l'Éthiopie fut suivie par des tentatives françaises et russes de préserver l'indépendance de cet empire. La France se mit à déverser des munitions de guerre sur l'Éthiopie, et Menelik eut le courage, au mois de février 1893, de dénoncer le traité d'Ucciali. En 1894, l'armée italienne avança dans le [Tigré](#), et remporta pour un temps victoire sur victoire. Mais cette agression ne fut guère qu'un prologue à la défaite écrasante d'[Aduwa](#) (le 1^{er} mars 1896). Par le [traité d'Addis Abeba](#), l'Italie reconnut l'indépendance de l'Éthiopie. Néanmoins, les espoirs italiens d'un contrôle final sur cette vaste région continuaient d'être caressés par les dirigeants ambitieux de Rome. Ces espoirs ne pouvaient se réaliser que si la France et la Grande-Bretagne les considéraient d'un bon œil. À Paris, [Delcassé](#) produisit des gestes diplomatiques qui débouchèrent sur la convention secrète franco-italienne du mois de décembre 1900. Du point de vue de la France, Tripoli était marquée comme future colonie italienne.⁵ Deux années plus tard (le 1^{er} novembre 1902), ce flirt politique prit un

2. William L. Langer, *The Diplomacy of Imperialism* (New York, 1935), I, 109, 272; Elizabeth P. McCallum, « Rivalries in Ethiopia, » *World Affairs Pamphlets*, No. 12 (World Peace Foundation, Boston, 1935), p. 28.

3. Augustus B. Wylde, *Modern Abyssinia* (Londres, 1901), chap. 9.

4. Leonard Woolf, *Empire and Commerce in Africa* (New York, 1920), pp. 211 ff.

5. A. F. Pribram, *The Secret Treaties of Austria-Hungary* (Cambridge, 1920), II, 227, 240-45.

caractère plus sérieux lorsque l'Italie promet de rester neutre au cas où la France serait impliquée dans une guerre qu'elle ne provoquerait pas.⁶

Au printemps 1906, au cours des sessions de la [Conférence d'Algésiras](#), cette entente franco-italienne produisit de bons dividendes à la fois à la France et à la Grande-Bretagne. Elles répondirent en concluant avec l'Italie (le 13 décembre 1906) un accord tripartite semblant reconnaître l'indépendance de l'Éthiopie. Mais derrière une audacieuse façade de double langage diplomatique, les dirigeants français et britanniques revenaient à l'ancien accord italo-britannique de 1891, avec ses implications d'un contrôle de l'Italie sur l'Éthiopie. Après que la Russie suivit leur exemple en concluant avec l'Italie l'[Accord de Racconigi](#) du mois d'octobre 1909, la route de Tripoli était ouverte.⁷ Renforcée par cette suite d'accords diplomatiques, l'Italie provoqua [la guerre contre la Turquie](#) en 1911, et au mois d'octobre de l'année suivante, elle termina ce conflit en remportant la cession de la Libye.⁸

En équilibrant la Triple Entente face à la Triple Alliance, l'Italie était parvenue à remplir ses objectifs diplomatiques. Mais ses interventions dans la Guerre Mondiale ne lui valurent aucun butin de guerre. En 1919, à Versailles, les dirigeants alliés préparèrent involontairement la voie au développement du fascisme qui suivit en Italie. Lorsqu'[Orlando](#) et [Sonnino](#) quittèrent temporairement la Conférence de Paix très en colère à cause de [l'appel lancé par le président Wilson au peuple italien](#), « les Britanniques et les Français s'arrangèrent pour se partager les colonies africaines de l'Allemagne, laissant les Italiens totalement de côté. L'Italie accepta ultérieurement ces arrangements dans l'idée qu'elle pourrait recevoir des compensations ailleurs, mais celles-ci ne se présentèrent jamais de manière satisfaisante. C'est ici que se trouve une base de l'amertume durable entretenue de l'Italie vis-à-vis du règlement final, du viol de l'Éthiopie en 1935, et du "coup de couteau dans le dos" de Mussolini en 1940. »⁹

7.3 La Grande-Bretagne agit pour apaiser Mussolini

Au mois de novembre 1919, le gouvernement italien fit une tentative importante pour extraire de Grande-Bretagne certaines compensations territoriales en Afrique, pouvant aider à réchauffer le courant d'air cinglant qui avait été braqué sur l'Italie durant la conférence de paix de Paris. Selon l'accord proposé, la Grande-Bretagne allait recevoir une concession

6. Livre-Jaune : Les Accords Franco-Italiens de 1900-1902 (Paris, 1920), pp. 7-9.

7. Sidney B. Fay, *Origins of the World War* (New York, 1929), I, 406-11.

8. Macartney and Cremona, op. cit., p. 279.

9. Thomas A. Bailey, *Woodrow Wilson and the Lost Peace* (New York, 1944), p. 266. Luigi Villari, dans son ouvrage *Expansion of Italy* (London, 1930), p. 41, discute des partages entre les Alliés des butins de guerre, et indique comment la Grande-Bretagne a reçu quelque 2 560 000 km² de territoires, la France environ 655 000 km², alors que l'Italie s'est vue gratifiée d'à peine 61 400 km².

de construction d'un barrage sur le lac Tana, bien que cette masse d'eau dût rester dans la sphère d'influence italienne en Éthiopie. La Grande-Bretagne bénéficierait également du droit de construire une route entre ce lac et le Soudan. Pour part du gâteau, l'Italie recevrait un droit de construire et d'opérer une voie ferrée reliant l'Érythrée et la Somalie. Cette ligne passerait jusqu'à l'Ouest d'Adis Abeba. L'Italie disposerait également du droit exclusif sur l'exploitation économique de l'Éthiopie de l'Ouest.

Le gouvernement britannique rejeta la proposition italienne en raison de son opposition à toute forme de contrôle par l'Italie sur les eaux du cours supérieur du Nil.¹⁰ Mais en 1925, le *Foreign Office* britannique changea son fusil d'épaule et des notes furent échangées entre Sir Ronald Graham, l'ambassadeur britannique à Rome, et Mussolini (les 14 et 20 décembre 1925), au travers desquelles les propositions italiennes de 1919 furent acceptées. Cela signifiait que les Britanniques soutenaient une voie ferrée italienne traversant l'Éthiopie pour relier l'Érythrée et la Somalie, et une reconnaissance britannique du droit exclusif pour les Italiens d'exploiter les ressources de l'Ouest de l'Éthiopie. Apparemment, le gouvernement britannique considérait les protocoles anglo-italiens de 1891 comme toujours en vigueur.¹¹

Le gouvernement français se mit immédiatement à protester contre cet accord anglo-italien. La Grande-Bretagne et l'Italie envoyèrent en hâte des notes au secrétaire-général de la Société des Nations, prodiguant moult assurances énonçant leurs intentions innocentes envers l'Éthiopie. Mais il alla de soi que l'échange « des notes anglo-italiennes de 1925... resta en vigueur après les explications livrées à l'Abyssinie par les deux gouvernements... et que les droits économiques exclusifs revendiqués par l'Italie sur l'Abyssinie avant 1923... se trouvèrent pleinement confirmés d'abord par la Grande-Bretagne, puis par la France. »¹²

Encouragé par ce soutien britannique, Mussolini alla de l'avant, et conclut un pacte d'amitié avec l'Éthiopie (le 2 août 1928), ainsi qu'une convention stipulant la construction d'une route reliant le port d'Assab à Dessie. Mais les travaux de construction de cette route furent interrompus lorsqu'elle atteignit la frontière éthiopienne. Le gouvernement italien découvrit bientôt que le « traité de 1928 restait... absolument lettre morte, hormis la clause concernant la conciliation et l'arbitrage... Le non-respect

10. Macartney and Cremona, op. cit., pp. 289-90.

11. Robert G. Woolbert, « Italy in Abyssinia, » *Foreign Affairs*, XIII (1935), 499-508.

12. Macartney et Cremona, op. cit., p. 293. Au sujet de l'entente italo-britannique de 1925, Gaetano Salvemini remarque : « Il ne peut avoir échappé à l'attention du *Foreign Office* que l'Abyssinie allait se montrer réticente à consentir à la construction d'une telle voie ferrée [reliant l'Érythrée et la Somalie italienne], qui allait par conséquent déboucher sur une occupation militaire et à une forme de contrôle politique. L'accord de 1925 ne pouvait signifier qu'une seule chose : le *Foreign Office* laissait à Mussolini les mains libres sur une vaste portion de l'Abyssinie. » « Mussolini, the Foreign Office and Abyssinia, » *Contemporary Review*, CXLVIII (septembre 1935), 271.

par l'Abyssinie de ses engagements économiques envers l'Italie a constitué l'un des griefs les plus importants du gouvernement italien à l'encontre de l'Abyssinie. »¹³

7.4 L'Italie allègue des besoins en matière de débouchés coloniaux

L'intérêt manifesté par l'Italie envers l'Éthiopie résultait de la nécessité reconnue de colonies pouvant pour commencer servir de débouchées à la situation de surpeuplement de la péninsule italienne. En 1913, plus de 700 000 Italiens avaient quitté leur terre natale pour chercher à s'établir à l'étranger, et le nombre moyen annuel d'émigrés était d'environ un demi-million. Les versements qu'envoyaient ces émigrés au bercaïl avaient constitué un élément important de l'équilibre des paiements internationaux italiens. Mais cette vaste émigration, avec son riche flux de versements, s'était fait bloquer par des lois restrictives mises en application par les États-Unis et par de nombreux autres pays. Ces débouchés ordinaires n'étant plus disponibles pour sa population en surplus, l'Italie avait un intérêt vital à acquérir des colonies pouvant non seulement accueillir des immigrants, mais pouvant également extraire les matières premières essentielles à la production du pays. L'Éthiopie, avec sa vaste population, pouvait être développée en marché important pour les biens italiens.

7.5 L'incident de Welwel montre la direction de la guerre

Un facteur perturbant constamment la délicate équation éthiopienne était l'attitude agressive manifestée de temps à autre par les membres de la tribu de l'empereur [Haïlé Sélassié](#) lors de leurs relations avec les ressortissants italiens, aux abords des frontières de l'Érythrée et de la Somalie. Même après son adhésion à la Société des Nations en 1923, l'Éthiopie était « restée une mauvaise voisine pour tous les pays des environs, et pour l'Italie en particulier... On ne peut remettre en cause le fait que les colonies italiennes ont souffert en raison des incursions des bandes en provenance d'Abyssinie. »¹⁴ À supposer que l'Italie se trouvât impliquée dans une guerre en Europe, ces bandes rétives pouvaient constituer une véritable menace pour l'empire colonial italien. Ce danger fut souligné par Mussolini le 14 mai 1935, lorsqu'il affirma ne pas désirer que l'Éthiopie fût un « pistolet qui pourrait être éternellement braqué dans notre direction, et qui pourrait rendre notre position en Afrique de l'Est intenable en cas de problème en Europe. »

13. Macartney et Cremona, *op. cit.*, pp. 294-95 ; MacCallum, *op. cit.*, pp. 39-40.

14. Macartney et Cremona, *op. cit.*, p. 285.

Du point de vue des impérialistes italiens, les éléments contre l'Éthiopie étaient assez nombreux pour justifier la guerre, et les profits qui s'accumuleraient par suite d'un tel conflit furent soigneusement évalués. Une simple étincelle suffirait à allumer le combustible qui s'était accumulé depuis 1896, et ce déclenchement fut produit par les frictions provoquées par l'incident de Welwel, au mois de décembre 1934.

Cet incident trouva ses origines dans un conflit sur la propriété des puits de Welwel. Il est à noter que les « Italiens avaient des années durant été en possession de Welwel, qu'ils avaient fortifié sans soulever la moindre protestation de la part de l'Éthiopie. »¹⁵ Bien que l'empereur affirmât que Welwel était situé sur le territoire de l'Éthiopie, il était évident que l'armée italienne avait occupé ce point stratégique depuis au moins cinq ans.¹⁶

Les hostilités de Welwel auraient pu déclencher l'éclatement d'une véritable guerre, mais plusieurs éléments bloquèrent le conflit. Du point de vue de l'Italie, ces éléments étaient très importants : (1) les obligations imposées à elle par le Contrat de la Société des Nations ; (2) les obligations stipulées par le Pacte de Paris ; (3) les promesses librement consenties dans le cadre du Traité des Trois Puissances de 1906 ; (4) les procédures décrites par le traité d'arbitrage italo-éthiopien de 1928. Mais Mussolini ne se préoccupait pas trop de ces blocages en papier. Il avait envisagé depuis 1933 qu'une guerre finirait par éclater contre l'Éthiopie, et s'y était préparé.¹⁷ Cependant, pour le moment, il allait s'incliner en direction d'un règlement pacifique du différend. Il se préparait au conflit, mais il lui fallait une excuse plausible pour le déclencher.

L'empereur Haïlé Sélassié comptait perturber les plans de Mussolini à cet égard, si bien qu'il proposa sur-le-champ un arbitrage, conformément aux termes du traité de 1928. Lorsque le ministère italien des affaires étrangères rejeta cette proposition et demanda des réparations immédiates, l'Éthiopie porta à l'attention de la Société des Nations les implications de l'incident de Welwel (le 14 décembre). Le 16 décembre, l'Italie produisit sa version de l'incident à destination de la Société des Nations. Quelques semaines plus tard, (le 3 janvier 1935), l'Éthiopie fit formellement appel à la Société des Nations et invoqua l'application de l'Article 11 de la Charte.¹⁸ Lors de l'assemblée du Conseil qui suivit (le 11 janvier), il faudrait qu'une action fût entreprise au sujet du différend italo-éthiopien.

En anticipation de l'action de la Société des Nations, et pour essayer de s'assurer du soutien de l'Italie dans l'idée de finir par appliquer des pressions sur l'Allemagne, Pierre Laval mena une visite à Rome et parvint

15. E. W. Poison Newman, *Italy's Conquest of Abyssinia* (Londres, 1937), p. 17.

16. *Publications of the League of Nations*, Official Document C, 49, M. 22, 1935, VII.

17. Général Emilio de Bono, *Anno XIII* (Londres, 1937), pp. 1-17, 55-89.

18. Selon l'Article 11, toute guerre ou menace de guerre était un « sujet de préoccupation pour l'ensemble de la Société des Nations, qui prendra toute action pouvant être considérée comme sage et efficace pour protéger la paix des nations. »

à un accord avec Mussolini. Conformément aux clauses du traité du 7 janvier 1935, l'Italie accepta de faire des concessions en référence à Tunis. En échange, elle reçut 2500 parts de la [voie ferrée de Djibouti](#), une bande de territoire considérable à ajouter à la Libye italienne, un accroissement de territoire tout aussi considérable à joindre à l'Érythrée, et, cerise sur le gâteau, l'île de [Dumeira](#), sur la Mer Noire. En échange de ces faveurs, Mussolini accepta de consulter la France en cas de menace, quelle qu'elle fût, sur le statu quo en Europe.

Mais les clauses de cet accord qui furent publiées ne relataient que la moitié de l'histoire. Il est évident qu'une entente secrète fut convenue entre Mussolini et Laval le 7 janvier 1935. Lorsque [Ward Price](#) demanda à Mussolini si Laval lui avait laissé les mains libres en Éthiopie par cet accord, l'Italien lui donna une réponse ambiguë : « Il est correct que tous les différends entre nous et la France ont été réglés par l'accord du 7 janvier. »¹⁹ Les commentaires du général de Bono furent moins troubles : « Les conversations avec M. Laval nous ont amenés à espérer que, de la part de la France, aucun obstacle ne nous serait opposé dans toute action que nous finirions par mener contre l'Abyssinie. »²⁰ Les implications du traité franco-italien étaient extrêmement claires : « En échange de la coopération italienne en Europe, Laval était prêt à tout sacrifier, et même jusque la Société des Nations, comme les événements l'ont prouvé. Mussolini comprenait bien cela, et était prêt à en exploiter toutes les possibilités. »²¹

Lorsque le Conseil de la Société des Nations se réunit le 11 janvier, Mussolini avait préparé certaines tactiques de retardement. Il adopta un ton conciliant au sujet des difficultés avec l'Éthiopie, et se montra prêt à procéder selon les clauses du traité italo-éthiopien de 1928. Au cours des deux mois qui suivirent, on assista à de nombreuses joutes diplomatiques, sans véritable progrès vers un règlement du différend. Le 17 mars, l'Éthiopie fit appel à la Société des Nations pour demander une enquête complète sur la situation, conformément à l'Article 15 de la Charte. Mais la Société des Nations était très préoccupée par d'autres sujets. Le 16 mars, l'Allemagne avait abrogé les clauses du [traité de Versailles](#) limitant la taille de ses forces armées. Cette action de défiance avait débouché sur la [conférence de Stresa](#) au cours de laquelle la Grande-Bretagne, la France et l'Italie cherchaient une formule pour préserver la paix en Europe. On n'avait pas le temps de mener des discussions prolongées sur le différend italo-éthiopien. Mais au fil des semaines, aucune avancée n'étant réalisée sur l'arbitrage de l'incident de Welwel, le Conseil de la Société des Nations se trouva contraint d'adopter deux résolutions (le 25 mai). La première demandait aux deux puissances concernées par le différend de nommer un

19. *London Daily Mail*, 24 août 1935.

20. Macartney et Cremona, op. cit., pp. 299-300.

21. C. Grove Haines et Ross J. S. Hoffman, *The Origins and Background of the Second World War* (New York, 1943), pp. 378-79.

Conseil d'Arbitrage composé de quatre arbitres (conformément aux provisions du traité de 1928), et de parvenir à un règlement avant le 25 août. La seconde résolution prévoyait une assemblée du Conseil au cas où les procédures d'arbitrage auraient échoué à produire un résultat acceptable.²²

Comme de nombreux dirigeants l'avaient anticipé, la tentative d'arbitrer l'incident de Welwel déboucha sur un échec désastreux le 9 juillet, lorsque le conseil de l'Éthiopie fit mention de Welwel comme situé sur le territoire éthiopien. Dès que cette affirmation fut prononcée, le représentant italien quitta la réunion en faisant montre de colère, et le différend prit un aspect plus grave. Durant des semaines, le gouvernement italien avait envoyé en masse du matériel militaire en Afrique pour se préparer à l'éventualité d'hostilités. Mussolini donna une indication de l'éclatement de la guerre lors d'une allocution prononcée à Cagliari à destination des chemises noires partant pour l'Afrique (le 8 juin) : « Nous avons des vieux comptes, et d'autres plus récents, à régler ; nous les réglerons. Nous ne tiendrons pas compte de ce qui peut être dit au-delà de nos frontières, car c'est nous, et nous seuls, qui sommes juges de nos intérêts, et qui garantissons notre avenir. »²³

7.6 Le secrétaire Stimson jouit de relations amicales avec Mussolini

Le progrès du différend italo-éthiopien était suivi avec le plus grand intérêt par le président Roosevelt et le secrétaire Hull. À Rome, l'attitude étasunienne envers cette aventure africaine était étudiée avec un intérêt égal, et il devint rapidement évident que le gouvernement italien était extrêmement préoccupé de maintenir les relations amicales qui avaient été si soigneusement instaurées par le secrétaire Stimson sous l'administration Hoover. Au mois de juillet 1931, Stimson rendit une visite à Rome pour discuter avec Mussolini et [Dino Grandi](#) au sujet du désarmement. Le 3 juillet, Grandi, le ministre italien des affaires étrangères, fit une déclaration à l'*Associated Press* au sujet de cette visite : « J'ai rencontré M. Stimson à Londres au cours de la conférence navale, et nos relations ont toujours été des plus cordiales. . . Il n'y a pas de programme de conversations pré-établi. Nous allons avoir un échange amical d'idées. L'Italie n'a jamais été très favorable à l'idée que le monde soit divisé en secteurs géographiques. . . L'Europe ne peut pas progresser sans l'Amérique. »²⁴

Stimson parvint à Rome le 8 juillet, et eut le lendemain une conférence avec Mussolini au palais Venezia. L'« échange amical d'idées » prédit eut lieu. Lorsque Stimson souligna l'importance de faire progresser un pro-

22. *Survey of International Affairs*, 1935, pp. 143-65.

23. *Ibid.*, p. 159.

24. Déclaration faite à la presse par Dino Grandi, le 3 juillet 1931. 033.1140 Stimson, Henry L./137, MS, Department of State.

gramme de désarmement, Mussolini indiqua son accord ardent avec ce point de vue, et affirma « avec emphase que chacun savait où l'Italie en était : elle était favorable au désarmement et à la paix. »²⁵

Après une semaine plaisante passée à Nettuno en compagnie de Grandi, au cours de laquelle eut lieu un voyage en vedette rapide quelque peu terrifiante avec Mussolini, Stimson rentra à Rome pour mener d'autres conversations avec les dirigeants italiens. Grandi énonça clairement que l'Italie craignait et s'opposait à l'« hégémonie française » en Europe. Elle était favorable à un « équilibre du pouvoir, » aux côtés « de la Grande-Bretagne. »

Mussolini montra à Stimson et à son épouse « son côté attractif » et ils se prirent à l'apprécier « beaucoup ». ²⁶ Grandi leur fit une toute aussi bonne impression, et juste avant de quitter Rome, Stimson fit une déclaration très amicale à la presse (le 14 juillet) : « Nous allons emporter avec nous un souvenir de la gentillesse à nous exprimée non seulement par le gouvernement italien, mais par son peuple, qui en tout lieu nous a convaincus de la sympathie fondamentale qui existe entre les peuples d'Italie et des États-Unis. Cette entente commune augure fort bien des relations à venir entre les deux pays. »²⁷

Pour confirmer ces relations cordiales, au mois de novembre 1931, Dino Grandi décida de mener une brève visite aux États-Unis. À la veille de son appareillage pour New York, le *London Times* publia une enquête poussée sur les relations italo-étasuniennes. Celle-ci indiquait que Grandi avait laissé une « excellente impression personnelle » lorsqu'il s'était rendu à Washington après la fin de la Guerre Mondiale, comme membre de la délégation italienne, envoyée pour régler le problème des dettes de guerre. En 1931, il était heureux pour Grandi qu'il n'existât « pas de différend remarquable entre l'Italie et les États-Unis. » Les récentes limitations sur l'immigration italienne aux États-Unis auraient pu provoquer un sentiment inamical, mais Mussolini l'avait empêché en indiquant son opposition à l'ancien système selon lequel l'Italie perdait chaque année une partie importante de sa population. Pour garder les Italiens en Italie, il avait lancé de nouveaux projets « pour une agriculture plus intensive et scientifique et des projets de réhabilitation de terrains. » Dans l'ensemble, par conséquent, on trouvait un « contexte satisfaisant pour cette coopération politique que le Signor Mussolini, surtout depuis le 1^{er} janvier dernier, est soucieux de promouvoir entre les deux pays. »²⁸

25. Mémoire d'une conversation tenue avec Signor Benito Mussolini, chef du gouvernement italien, à Rome, jeudi 9 juillet 1931. 033.1140 Stimson, Henry L./141, MS, Department of State.

26. Henry L. Stimson et McGeorge Bundy, *On Active Service in War and Peace* (New York, 1948), pp. 268-69.

27. De John W. Garrett au secrétaire d'État, Rome, 16 juillet 1931. 033.1140 Stimson, Henry L./137, MS, Department of State.

28. *London Times*, 5 novembre 1931.

Dino Grandi informa les correspondants de presse étasuniens qu'il se rendait aux États-Unis comme « ambassadeur de mon pays, mais également en tant qu'Italien, pour interpréter face au grand peuple étasunien les sentiments d'une amitié profonde et inchangée de la part de tous les Italiens. »²⁹ Il mit pied à New York le 16 novembre et rencontra le sous-secrétaire d'État **William R. Castle**. Lors de son trajet en train vers Washington, Grandi exprima librement ses opinions à Castle. Au sujet de la France, il remarqua que ses dirigeants désiraient « une sécurité absolue » mais il s'agissait d'un objectif difficile à atteindre. Le désarmement était une question tellement complexe qu'il estimait sage de visiter Washington pour découvrir jusqu'où le gouvernement étasunien pourrait « aller lors de la [prochaine] conférence [de Genève]. » L'Italie irait « aussi loin » que les États-Unis sur ce sujet.

Castle informa Grandi que le secrétaire Stimson estimait qu'« il n'existe qu'un faible espoir du moindre succès [du désarmement] à moins que, pour commencer, les questions politiques de l'Europe pussent trouver une solution, à commencer par le Couloir polonais. » Grandi était d'accord sur ce point de vue, mais craignait que ces questions ne pussent trouver de solution « à présent sans guerre. » L'Italie adopta une attitude révisionniste envers les traités de paix de 1919, mais toute révision importante devait être repoussée pour plusieurs années. Il avait informé le chancelier Brüning de ce fait, et avait suggéré qu'il entrât en accord formel avec la France à cet égard, mais Brüning affirma qu'un arrangement de cette nature impliquerait qu'il perdrait rapidement son poste. Il (Brüning) allait cependant faire un effort pour arrêter « les discussions au sujet de ces révisions espérées. »

Grandi était enclin à « convenir avec les Français qu'il aurait peut-être été tout aussi bien de laisser entrer les Nazis pour un temps, dans la mesure où ceux-ci n'auraient pas osé... modifier substantiellement la politique étrangère allemande, et si le reste de l'Allemagne voyait que même eux avaient besoin d'une aide en provenance de l'étranger, le peuple pourrait s'assagir et essayer de composer au mieux. »³⁰

Grandi tint une conférence de trois heures avec le président Hoover peu après son arrivée à Washington, et ils discutèrent de nombreux détails au sujet des réparations et du désarmement. L'esprit cordial selon lequel ces conversations furent tenues fit grande impression en Italie. **Virginio Gayda** était certain que cette atmosphère amicale était « une autre preuve que les politiques étrangères italienne et étasunienne coïncident sur les sujets généraux actuellement en jeu. » On était très satisfait de la « portée non limitée des conversations de Washington, et la phrase du secrétaire, “tout

29. D'Alexander Kirk au secrétaire Stimson, 10 novembre 1931, inclosure No. 2. 033.6511 Grandi, Dino/87, MS, Department of State.

30. Mémoire d'une conversation entre le Signor Grandi et William R. Castle, 16 novembre 1931. 033.6511 Grandi, Dino/99, MS, Department of State.

est possible”³¹, est reprise dans toute la presse italienne. »³²

Lorsque Grandi reprit la mer pour l'Italie, le 27 novembre, il ne trouvait « pas de mots pour exprimer » les « profondes impressions et les précieux souvenirs » qu'il emportait avec lui.³³ Une brève entente italo-étasunienne avait été établie, et durant les sessions de la [conférence de désarmement de Genève](#) qui se déroulèrent au printemps 1932, Grandi joua son rôle comme prévu. Mais la France bloqua l'accord pourtant si nécessaire, et prépara ainsi la voie vers la chute du ministère de Brüning et en fin de compte la montée au pouvoir d'Hitler jusqu'au poste de chancelier.³⁴

L'échec de la conférence de désarmement à régler les problèmes pressants qui lui faisaient face découragea fortement le secrétaire Stimson, mais il n'avait rien à redire au sujet de l'attitude de l'Italie. Au cours des derniers jours du mandat de Stimson comme secrétaire d'État, le Signor Augusto Rosso, l'ambassadeur d'Italie, se rendit au département d'État pour lui faire ses adieux. Après les salutations habituelles, Stimson « remercia l'ambassadeur et affirma que, dans le cas de l'Italie, » sa satisfaction au sujet des bonnes relations entre les deux pays était « accompagnée par le plaisir personnel qu'il avait tiré de ses contacts personnels, non seulement avec le Signor Mussolini mais avec ces gentlemen qui le représentaient. »³⁵ Apparemment, Stimson ne s'était jamais troublé de ses conversations avec le dictateur italien, et lorsqu'il quitta ses fonctions, le 4 mars 1933, les relations entre États-Unis et Italie étaient des plus cordiales. Elles allaient connaître un changement total sous l'administration Roosevelt.

7.7 Le général Johnson crée des tensions dans les relations italo-étasuniennes

L'accord italo-étasunien érigé par le secrétaire Stimson fut rapidement dissous par la ferveur idéaliste du secrétaire Hull. Le premier signe de difficulté survint lorsque l'irrépressible général Hugh S. Johnson prononça un discours emblématique face à la *National Association of Manufacturers* (le 7 décembre 1933). Dans l'écoulement de ses remarques colorées, Johnson décrivit avec beaucoup d'énergie un dirigeant italien s'approchant d'[Alexander Legge](#) (qui s'occupait des achats alliés durant la Guerre mondiale) avec les demandes habituelles en tête. Avant de pouvoir les exprimer, Legge éclata avec véhémence : « Bonjour, Italie ensoleillée ! Quand est-ce

31. Littéralement, « the sky is the limit », NdT

32. D'Alexander Kirk au secrétaire Stimson, 19 et 24 novembre 1931. 033.6511 Grandi, Dino/85-86, MS, Department of State.

33. De Dino Grandi au secrétaire Stimson, 27 novembre 1931. 033.6511 Grandi, Dino/88, MS, Department of State.

34. See ante, p. 34-35.

35. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Stimson et l'ambassadeur d'Italie, le Signor Augusto Rosso, le 23 février 1933. 711.65/42, MS, Department of State.

que vos armées vont arrêter de courir et se mettre à se battre ? » Le dirigeant resta perplexe quelques instants, puis murmura avec énervement : « Il faut attendre — elles sont en randonnée. »

L'ambassadeur d'Italie considérait cette histoire comme une remarque sérieuse sur les actions menées par l'Italie durant la Guerre Mondiale, et demanda des explications au secrétaire d'État par intérim.³⁶ Tout ce que put faire M. Phillips fut d'envoyer une réponse sans envergure, énonçant que le général Johnson « peut avoir été mal cité. » En tous cas, M. Phillips était certain que le bouillant général n'avait pas voulu offenser le gouvernement italien ou « le peuple italien. »³⁷

Ces remarques peu amènes de la part du général Johnson n'eurent guère d'impact sur la trajectoire des relations italo-étasuniennes, mais l'incident fut le reflet d'un changement marqué dans le climat de l'opinion à Washington, à partir de l'investiture du président Roosevelt. Au cours de l'administration du président Hoover, aucun dirigeant de premier plan ne s'était prêté à des saillies verbales. À partir du 4 mars 1933, une chose nouvelle et grossière avait fait son apparition à Washington.

7.8 Ébauches de l'Axe Rome-Berlin

À Rome, au cours des premières années du règne de Roosevelt, on assista à quelques innovations sur le tableau diplomatique, répondant aux changements qui se produisaient à Washington. Les 14 et 15 juin 1934, une conférence importante réunit Hitler et Mussolini à Venise. De nombreux observateurs pensèrent que ces conversations eurent trait à la purge sanglante menée au sein du parti nazi deux semaines plus tard. L'ambassadeur des États-Unis était enclin à penser que « Mussolini avait sans doute conseillé à Hitler sur la nécessité de prendre des mesures drastiques pour maintenir son autorité. »³⁸ Il est très probable que le Duce conseilla à son interlocuteur d'adopter des mesures strictes pour assurer la discipline au sein du parti, mais il n'est guère plausible qu'il conseillât à Hitler de suivre les procédures sanglantes décidées par ce dernier. Une liquidation peut être menée sans mauvaise publicité, et sans les excès sanguinaires commis par les dirigeants nazis.

Pendant que certains dirigeants entretenaient des hypothèses sur le degré de responsabilité qui était celui de Mussolini dans [la purge nazie du 30 juin](#), chacun des dirigeants d'Europe comprit que la rencontre des 14 et 15 juin signalait les prémices d'un accord portant une grave menace

36. D'Augusto Rosso à William Phillips, secrétaire d'État par intérim, 8 décembre 1933. 711.65/44, MS, Department of State.

37. De William Phillips au Signor Augusto Rosso, 12 décembre 1933. 711.65/44, MS, Department of State.

38. De Breckinridge Long au secrétaire Hull, Rome, 5 juillet 1934. 862.00/3308, MS, Department of State.



FIGURE 7.1 – Hitler et Mussolini au mois de juin 1934, à Venise

pour la paix du continent. Aux États-Unis, de nombreux doutes émergeaient sur cette nouvelle relation, et ils contribuèrent à saper l'entente italo-étasunienne si laborieusement érigée par Stimson. Le mépris étasunien envers Hitler avait connu une croissance rapide depuis son investiture au poste de chancelier, et atteignit un point haut à partir de la purge pratiquée dans le parti nazi. Chaque geste amical pratiqué par Mussolini en direction du dictateur allemand allait provoquer une profonde insatisfaction dans de nombreux cercles étasuniens. Il ne faudrait pas longtemps pour que Mussolini et Hitler fussent considérés comme deux graines provenant de la même gousse noire. Le différend italo-éthiopien avait préparé la voie de ce changement dans l'opinion étasunienne.

7.9 Anthony Eden murmure quelques confidences à l'oreille de Hugh Wilson

Le 25 mai, le Conseil de la Société des Nations avait adopté deux résolutions dont on espérait qu'elles constitueraient une formule pour le règlement du différend italo-éthiopien. Mais Anthony Eden avait de sérieux doutes à l'idée de parvenir à une solution rapide de ce problème. Au cours d'un dîner qu'il partagea avec l'ambassadeur Hugh Wilson à Genève, lui et Lord Caranborne (l'assistant parlementaire d'Eden), les deux hommes se firent très volubiles. Eden se trouvait en position difficile. L'opinion publique britannique était favorable à une attitude stricte face à l'Italie, mais Eden craignait qu'une action vigoureuse pût mettre en péril la stabilité

de l'accord de Stresa. Qui plus est, Eden devait traiter avec Pierre Laval, qui ne « comprenait pas l'insistance d'Eden sur le sujet de l'Abysinie et semblait prêt à adopter une formule pour que la Société des Nations sauve la face, en laissant les mains libres à l'Italie. »

Eden fut particulièrement déçu par l'attitude de Benes. Il avait découvert que le dirigeant tchécoslovaque « ne se préoccupait que de la question de l'Autriche, n'était pas prêt à faire pression sur l'Italie ou à faire quoi que ce soit pouvant porter le moindre risque de perturber l'alignement du continent. »

L'attitude d'Eden à l'égard d'Hitler et de l'Allemagne était significative. Tout en étant imprégné d'un « profond scepticisme » vis-à-vis du programme énoncé dans le récent discours d'Hitler, il était déterminé à aller de l'avant et à « explorer pleinement » les possibilités de paix. Il désirait voir l'Allemagne réintégrer la Société des Nations, et avait donné des assurances lors de sa conversation avec Hitler sur le fait que « les Britanniques étaient prêts à séparer le traité de Versailles du contrat si les Allemands le désiraient. » Ce commentaire, affirma M. Wilson, était tellement radical qu'il fallait le maintenir « extrêmement confidentiel. »

D'une observation attentive de la scène de Genève, l'ambassadeur Wilson était parvenu à la conclusion que Laval et Eden constituaient une « excellente équipe. » Il avait l'impression que Laval « se développait selon le type de ministre des affaires étrangères qu'avait été Briand, avec peut-être un plus grand sens du réalisme politique, ainsi qu'une méthode plus pratique pour atteindre et appliquer ses politiques. Lui et Eden sont en train de monter politiquement [et] ils cultivent une estime volontaire l'un pour l'autre. »³⁹

7.10 L'arbitrage de Welwel subit un retard

À Genève, il était évident aux yeux de Prentiss B. Gilbert que l'arbitrage de l'incident de Welwel allait subir un retard important. Le gouvernement éthiopien avait nommé ses représentants au conseil d'arbitrage, mais les choix qui avaient été faits n'avaient pas produit une impression très favorable à M. Gilbert. M. de la Pradelle ne jouissait pas de « la meilleure des réputations, » cependant que Pitman Potter n'avait que peu d'aptitude à s'occuper d'« affaires ayant trait aux affaires étrangères dans la sphère pratique. » Il apparaissait à Gilbert comme le « type d'homme

39. De l'ambassadeur Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 29 mai 1935. 862.20/1058, MS, Department of State.

qui croit au Père Noël. »⁴⁰

Cette attitude généreuse aurait dû attirer le gouvernement italien, mais il fut bientôt évident que l'incident de Welwel ne recevait guère d'attention de la part de Mussolini. Il avait des objectifs plus importants à l'esprit. Ces objectifs furent partiellement mis au jour lors d'une conversation entre l'ambassadeur Long et le Signor Suvich, le secrétaire d'État italien aux affaires étrangères. Le diplomate italien confia librement son espoir pour que la « Société des Nations, au travers de ses pouvoirs d'arbitrage, trouvât approprié d'offrir à l'Italie un mandat sur l'Abyssinie. Cela serait la meilleure chose pour l'Abyssinie, qui était un pays sous-développé et anarchique. . . L'Italie ne pouvait pas se permettre de retirer ses soldats de là-bas ; de fait, il était nécessaire d'y envoyer davantage de soldats pour protéger les colons italiens » des raids menés par des Éthiopiens armés.⁴¹

Ces raids menés depuis l'Éthiopie vers le territoire colonial de l'Italie furent le sujet d'éditoriaux tranchants écrits par Virginio Gayda dans le *Giornale d'Italia*, du 18 au 20 juin . Le public italien fut informé que ces raids ne pourraient pas être tolérés indéfiniment. Apparemment, les seules alternatives étaient la guerre ou un mandat sur l'Éthiopie.⁴²

7.11 Mussolini rejette une proposition d'Anthony Eden

Anthony n'était pas d'accord avec Virginio Gayda sur l'idée que la guerre ou qu'un mandat accordé à l'Italie sur l'Éthiopie étaient les deux seules alternatives pour régler le différend italo-éthiopien. Un mandat sur l'Éthiopie aurait bien trop incité Mussolini à aller de l'avant dans ses plans étendus d'expansion coloniale. Peut-être le Duce pourrait-il se satisfaire d'une grosse bouchée croquée dans la pomme éthiopienne. Avec cette idée à l'esprit, Eden tint une interview mémorable à Rome avec le dictateur italien. Selon les termes de sa proposition, la Grande-Bretagne allait pouvoir proposer à l'Éthiopie un accès à la mer à [Zeila](#), en Somalie britannique, ainsi qu'une mince bande de terre reliant ce port au territoire éthiopien. L'Éthiopie céderait en échange à l'Italie une part de l'[Ogaden](#) et pourrait également accorder certaines concessions économiques aux ressortissants italiens.

40. De Prentiss B. Gilbert à Wallace Murray, 1^{er} juin 1935. 765.84/501, MS, Department of State. Il est intéressant de noter que le professeur Pitman B. Potter a écrit une monographie sur l'arbitrage de Welwel (Washington, 1938), qui passe en revue les éléments de l'affaire et présente les documents les plus importants. Il est significatif que la commission arbitrale a esquivé le point essentiel en jeu dans ce différend : sur quel territoire se trouvait Welwel au mois de décembre 1934 ?

41. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 10 juin 1935. 765.84/528, MS, Department of State.

42. D'Alexander Kirk au secrétaire Hull, Rome, 20 juin 1935. 765.84/434, MS, Department of State.

Mussolini rejeta sur-le-champ les propositions émises par Eden. Pour tout règlement du différend contre l'Éthiopie, il allait insister sur l'annexion de toutes « les parties de l'Abyssinie qui ne faisaient pas partie de l'Abyssinie légitime. » En outre, il désirait « contrôler l'Abyssinie. » S'il devait entrer en guerre pour atteindre ses objectifs, il tâcherait « de rayer le nom d'Abyssinie de la carte. »⁴³

La réaction d'Eden à ces affirmations franches n'est pas clairement établie. À Rome, des dirigeants italiens essayèrent d'instaurer la fiction selon laquelle la visite d'Eden avait été de nature d'une « "tape dans le dos" conciliante, pratiquée pour dissiper un malaise qui aurait pu être provoqué par les négociations indépendantes anglaises pour des accords navals avec l'Allemagne. . . . La plupart des analystes considèrent l'échange de points de vue entre Mussolini et Eden comme s'étant avéré satisfaisant pour les deux parties. »⁴⁴

Le chargé d'affaires étasunien à Genève télégraphia en hâte qu'il avait appris de sources autorisées que Mussolini avait décidé d'« établir un protectorat sur l'Abyssinie, » et qu'Eden avait été informé de cette intention. Il avait également ouï une remarque lancée par un dirigeant russe voulant que « pendant que son gouvernement avait commencé par penser que Mussolini "jouait au poker," ils avaient désormais changé d'idée et pensaient qu'il était sérieux. »⁴⁵

La presse italienne avait critiqué les propositions d'Eden comme inadaptées, cependant que la presse française se montrait hostile du fait que Zeila se retrouverait en compétition avec le port de Djibouti, et que cela allait violer le traité tripartite de 1906. À Rome, Virginio Gayda déplorait que les concessions d'Eden « ne correspondaient ni aux desseins avoués du gouvernement britannique, ni ne répondaient aux besoins de l'Italie en matière de sécurité et d'expansion économique. »⁴⁶

Kirk, le chargé d'affaires étasunien à Rome, discuta de la situation avec Chambrun, l'ambassadeur de France, qui lui confia qu'avant de « partir lors de son récent voyage pour Paris, il avait été autorisé par Mussolini à affirmer au gouvernement français qu'il [le Duce] était tout à fait favorable à une solution pacifique au conflit contre l'Abyssinie, si le prestige et les intérêts de l'Italie pouvaient être préservés. » Chambrun avait pour opinion qu'un certain « geste était essentiel pour faire valoir l'honneur et le prestige de l'Italie, et que ceci pouvait être réalisé par la cession d'Adowa, qui permettrait à Mussolini de brandir le triomphe de son régime en regard

43. Macartney et Cremona, *op. cit.*, p. 303.

44. Alexander Kirk to Secretary Hull, Rome, June 28, 1935. 765.84/479, MS, Department of State.

45. De Mayer au secrétaire Hull, Genève, 29 juin 1935. 765.84/419, MS, Department of State.

46. D'Alexander Kirk au secrétaire Hull, Rome, 2 juillet 1935. 765.84/429, MS, Department of State.

de la défaite du gouvernement précédent. »⁴⁷

7.12 L'Empereur d'Éthiopie recherche une intervention étasunienne

Alors que les principales puissances européennes recherchaient avidement une solution au différend italo-éthiopien, l'empereur Haïlé Sélassié remit au chargé d'affaires étasunien d'Addis Abeba une note, demandant au gouvernement des États-Unis d'invoquer le pacte de Paris comme moyen de mettre fin à l'avancée italienne en Éthiopie. Le secrétaire Hull répondit à cette demande par une note froide et prudente : « Mon gouvernement espère que l'... agence d'arbitrage qui s'occupe de cette controverse sera en mesure de parvenir à une décision satisfaisante pour les deux gouvernements immédiatement concernés. . . Mon gouvernement détesterait penser que l'une ou l'autre des puissances [l'Italie ou l'Éthiopie] pourrait avoir recours à des moyens non pacifiques pour traiter cette controverse. »⁴⁸

Ces instructions furent transmises à la presse le 6 juillet, et débouchèrent sur de nombreuses rumeurs sur la politique des États-Unis en Éthiopie. Le secrétaire Hull exposait très clairement son point de vue aux puissances européennes majeures, mais pas à la manière spectaculaire du secrétaire Stimson. Divers observateurs du droit international le jugèrent trop prudent dans sa gestion de cette situation. Le professeur Quincy Wright écrivit en hâte à Hull, et exprima l'opinion qu'« un échec de notre part à faire quoi que ce soit porterait un tel coup à la cause de la paix et du respect du pacte de Paris que j'espère que vous pourrez accepter une invitation à la consultation, si celle-ci est émise par la Société des Nations. »⁴⁹

Sous la pression des enthousiastes, tel le professeur Wright, le secrétaire Hull fit convoquer l'ambassadeur d'Italie au département d'État. Lorsque le Signor Rosso se présenta, il fut informé que le gouvernement des États-Unis était « très intéressé par la préservation de la paix dans toutes les parties du monde. » Pour cette raison, M. Hull se sentait « contraint de faire savoir à l'ambassadeur d'Italie notre préoccupation croissante au sujet de la situation découlant du différend entre l'Italie et l'Éthiopie, et notre espoir le plus cher qu'un moyen puisse être trouvé de parvenir à une solution. . . pacifique du problème. »⁵⁰ Au cours de l'après-midi du lendemain, les ambassadeurs britannique et français rendirent des visites

47. D'Alexander Kirk au secrétaire Hull, Rome, 2 juillet 1935. 765.84/427, MS, Department of State.

48. Du secrétaire Hull au chargé d'affaires étasunien à Addis Abeba, 5 juillet 1935. 765.84/432, MS, Department of State.

49. De Quincy Wright au secrétaire Hull, 8 juillet 1935. 765.84/469, MS, Department of State.

50. Déclaration du secrétaire Hull à l'ambassadeur d'Italie, 10 juillet 1935. 765.84/479A, MS, Department of State.

formelles au département d'État, et reçurent des affirmations semblables à celle qui avait été prodiguée à M. Rosso. M. Phillips, au cours d'une longue conversation avec l'ambassadeur britannique, attira son attention sur un article paru dans le *Boston Evening Transcript*, qui affirmait que « la conclusion quasiment unanime dans l'opinion de Londres est que le pacte Briand-Kellogg est mort, en raison du refus brutal du gouvernement étasunien d'invoquer ce pacte. » M. Phillips souligna qu'il était important pour le gouvernement britannique de comprendre que « cette impression est totalement contraire au sens de notre note envoyée à l'empereur. »⁵¹

Pour parfaitement éclaircir le point de vue du département d'État à cet égard, le secrétaire Hull produisit le 12 juillet une affirmation, selon laquelle « le pacte de Paris n'est pas moins contraignant aujourd'hui que lorsqu'il fut institué par les 63 nations qui en sont parties... Les États-Unis et les autres nations sont intéressés par le maintien du Pacte et le caractère sacré des engagements assumés en ce sens. »⁵²

Newton D. Baker, ancien secrétaire d'État, fut ravi de cette annonce à la presse du 12 juillet. Il était depuis longtemps tenant de l'opinion selon laquelle il serait « hautement désirable de voir notre pays notifier à la Société des Nations que les États-Unis vont coopérer avec elle en toute mesure qu'elle puisse adopter afin de mettre en œuvre ses engagements sans guerre parmi ses propres membres. » Il lui apparaissait que la prudence ne permettrait jamais de préserver la paix mondiale. Il était persuadé que « si le monde doit être sauvé, il faut qu'il se montre téméraire. »⁵³

7.13 L'Italie désire assumer la charge de l'Homme Blanc en Afrique

Il devint rapidement apparent aux yeux du secrétaire Hull qu'une politique de « témérité » pourrait impliquer les États-Unis dans une guerre. Mussolini était déterminé à jouir de ses aventures en Afrique nonobstant le prix qu'il aurait à payer pour cela. Depuis Londres, le mot fut passé selon lequel l'espoir de préserver la paix en Europe était faible. Bien sûr, la Grande-Bretagne allait poursuivre ses « efforts pour empêcher la guerre, » mais il n'existait qu'une faible chance de les voir réussir.⁵⁴ À Paris, Straus vit Laval qui donnait des assurances selon lesquelles il « s'inquiétait d'éviter la guerre » entre l'Italie et l'Éthiopie. Cette inquiétude l'amena à proposer une formule selon laquelle l'Italie recevrait un mandat sur l'Éthiopie. Selon les termes de ce mandat, le gouvernement ita-

51. Mémoire d'une conversation tenue entre M. Phillips et l'ambassadeur britannique, 11 juillet 1935. 765.84/611, MS, Department of State.

52. Département d'État, Communiqué de presse, 13 juillet 1935, pp. 53-54.

53. De Newton D. Baker au secrétaire Hull, 12 juillet 1935. 765.84/626, MS, Department of State.

54. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 16 juillet 1935. 765.84/541, MS, Department of State.

lien recevrait non seulement des concessions territoriales et des avantages économiques, mais également une forme de « contrôle administratif » sur l'Éthiopie. Si ces concessions n'étaient pas faites sur-le-champ, Mussolini progresserait vers la guerre. Lorsqu'on lui demanda quels effets ces actions belliqueuses de Mussolini auraient sur l'Europe, Laval répondit carrément : « C'est là l'affaire de Mussolini — et non la mienne. »⁵⁵

Depuis Rome, des informations indirectes provinrent de la part de M. H.V. Kaltenborn, qui se disait informé par Mussolini qu'il restait une possibilité de paix, mais que cette paix devait souscrire à ses conditions. Il préparait « une entreprise coloniale de grande échelle plutôt qu'une campagne de conquête. » Cette entreprise coloniale pourrait impliquer certaines « opérations militaires » pour satisfaire au « prestige [de l'Italie] et lui permettre d'affaiblir le pouvoir du négus, » mais une fois ces fins accomplies, le « processus d'entreprise coloniale sera peu à peu réalisé. »⁵⁶

Le gouvernement japonais, apparemment impressionné par les aspects bénéfiques de l'« entreprise coloniale » italienne, annonça sur-le-champ une attitude de neutralité vis-à-vis de la situation en Éthiopie. La presse italienne acclama cette déclaration « sans équivoque » comme un geste d'amitié à l'égard de l'Italie, et cela fut largement interprété comme l'indication d'un nouvel alignement politique.⁵⁷

D'autres nouvelles en provenance de Rome arrivèrent, sous la forme de réponses produites par Mussolini à des questions qui avaient été formulées par Mme William B. Meloney, du *New York Herald-Tribune*. Dans ses réponses, Mussolini énonçait que « la bonne volonté du côté italien a reçu pour réponse de l'Abbyssinie une obstruction têtue. L'attaque traitresse contre Welwel... n'a constitué rien d'autre que la dernière preuve en date d'un esprit d'hostilité persistante qui a duré depuis un demi-siècle. » Il était évident que les frontières de l'empire colonial italien devaient être défendues. Qui plus est, l'Italie était parvenue à une compréhension claire de la « mission de civilisation qu'elle doit accomplir en Abyssinie, non seulement pour son propre compte, mais pour celui de l'ensemble du monde occidental. »⁵⁸

Certaines nations du monde occidental se montraient un peu soupçonneuses vis-à-vis du fait que Mussolini était trop intéressé d'endosser la charge de l'Homme Blanc en Éthiopie. Pour répondre à leurs objections, le Duce accorda une interview à l'un des correspondants de *l'Echo de Paris* (le 16 juillet), au cours de laquelle il remarqua impeccablement

55. De Straus au secrétaire Hull, Paris, 13 juillet 1935. Urgent and Confidential, 765.84/524, MS, Department of State.

56. D'Alexander Kirk au secrétaire Hull, Rome, 17 juillet 1935. Confidential file, 765.84/556, MS, Department of State.

57. D'Alexander Kirk au secrétaire Hull, Rome, 18 juillet 1935. Confidential file, 765.84/567, MS, Department of State.

58. D'Alexander Kirk au secrétaire Hull, Rome, 18 juillet 1935. Strictly Confidential, 765.84/568, MS, Department of State.

qu'il « recherchait pour l'Italie en Abyssinie ce que les colons britanniques et français avaient recherché pour leurs propres pays. » Puis, pour amadouer les dirigeants français et britanniques, il donna l'assurance qu'il allait « continuer de considérer l'indépendance de l'Autriche comme facteur dominant de sa politique étrangère. »⁵⁹ L'Allemagne ne fut pas perturbée par cette incursion dans les ambitions nazies, et von Bülow, à Berlin, informa Dodd qu'il pensait que des pressions sur l'Italie « pour l'application du pacte Kellogg pourraient provoquer des dommages. » Le gouvernement de Hitler prenait soin de ne pas provoquer de frictions avec l'Italie.⁶⁰

7.14 Le président Roosevelt exhorte Mussolini à accepter un arbitrage

La Société des Nations, à l'instar de la France et de l'Allemagne, se montrait tout à fait prudente dans sa gestion du différend italo-éthiopien. Bien que le Conseil adoptât une résolution prévoyant un examen général de la situation en Éthiopie lors de la réunion prévue pour le 4 septembre, elle adopta également une autre résolution qui limitait fortement la portée de l'arbitrage de Welwel. Pour apporter quelque vigueur à cette action de la part de la Société des Nations, le président Roosevelt fit une déclaration publique le 1^{er} août, au cours de laquelle il exprima l'espoir « du peuple et du gouvernement des États-Unis qu'une solution amiable sera trouvée [pour le règlement de la controverse italo-éthiopienne] et que la paix sera maintenue. »⁶¹

L'empereur Haïlé Sélassié fut satisfait par cette expression émise par le président pour un espoir de paix, mais les cercles diplomatiques d'Addis Abeba cultivaient l'opinion selon laquelle le gouvernement des États-Unis avait « adopté une attitude très prudente, calculée pour éviter à tout prix la moindre action ou intervention positive dans la controverse italo-éthiopienne. »⁶² Ce point de vue piqua le secrétaire Hull, qui donna pour instruction à nos ambassadeurs à Londres et à Paris d'envoyer « toutes informations possibles pour permettre à notre gouvernement de déterminer si quelque nouvelle action de sa part... en tant que signataire du pacte de Paris... aurait un effet plutôt bénéfique que désavantageux. »⁶³

Lorsque le chargé d'affaires étasunien en poste à Paris répondit en affirmant que les gouvernements français et britannique avaient pour opinion que quelque action positive de la part des États-Unis constituerait

59. D'Alexander Kirk au secrétaire Hull, Rome, 23 juillet 1935. 765.84/602, MS, Department of State.

60. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 18 juillet 1935. 826.00/3539, MS, Department of State.

61. Département d'État, Communiqué de presse, 10 août 1935, p. 119.

62. De C. Van H. Engert au secrétaire Hull, Addis Ababa, 9 août 1935. 765.84/1075, MS, Department of State.

63. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 421.

une véritable assistance pour bloquer les projets agressifs de Mussolini, une conférence fut tenue à la Maison-Blanche. Le président suggéra l'envoi immédiat d'un message à Mussolini, si bien que le 18 août, Hull donna pour instruction à M. Kirk, le chargé d'affaires des États-Unis à Rome, de porter au Duce le sincère vœu du chef de l'État étatsunien pour que « la controverse entre l'Italie et l'Éthiopie soit résolue sans recourir à un conflit armé. »⁶⁴

Le lendemain, lorsque M. Kirk lui apporta ce message, Mussolini l'assura qu'il appréciait le « caractère du message et son expression d'amitié, » mais qu'il avait déjà mobilisé un million d'hommes pour le conflit contre l'Éthiopie, qui était inévitable. Nonobstant l'action menée par la Société des Nations, l'Italie allait suivre ses projets. Si l'opposition des autres pays se développait au stade d'une intervention effective, l'Italie allait « prendre des mesures en conséquence. »⁶⁵

Face à cette défiance italienne, la France et la Grande-Bretagne travaillèrent fiévreusement pour trouver une solution évitant la guerre. À Paris, entre les 15 et 18 août, des négociations tripartites avaient été menées en référence à la situation éthiopienne, et des propositions avaient été faites à Mussolini, réduisant la souveraineté de l'Éthiopie à une ombre. Mais le Duce voulait toute la pomme abyssinienne, jusqu'aux pépins. Après avoir rejeté la mosaïque préparée par Eden et Laval, Ramsay MacDonald surprit l'Europe en déclarant que la situation était la « plus grave que nous ayons à gérer depuis 1914. »⁶⁶

L'exacitude de l'affirmation de MacDonald ne fut pas remise en question dans la plupart des cercles européens, et il était évident que la Grande-Bretagne était le principal facteur perturbant au sein de la situation internationale explosive. Les Italiens étaient « immuablement convaincus » que la Grande-Bretagne était pilotée « par ses seuls intérêts égoïstes, » et que son « anxiété professée envers la Société des Nations est pure hypocrisie. »⁶⁷ Virginio Gayda, dans le *Giornale d'Italia*, publia une suite d'articles accusant la Grande-Bretagne de mauvaise foi en référence aux termes du traité tripartite de 1906,⁶⁸ et la presse italienne était pleine d'accusations similaires.

64. Du secrétaire Hull à Alexander Kirk, 18 août 1935; *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), p. 266.

65. Hull, op. cit., p. 422.

66. *The United States in World Affairs, 1934-35*, ed. W. H. Shepardson and William O. Scroggs (New York, 1935), p. 245.

67. D'Alexander Kirk au secrétaire Hull, Rome, 23 août 1935. 765.84/1032, MS, Department of State.

68. Voir en particulier les éditions des 16 et 17 août 1935.

7.15 La Maison-Blanche dénonce la diplomatie du dollar

La situation fut subitement rendue plus compliquée lorsque la nouvelle tomba depuis Addis Abeba (le 31 août 1935) que l'empereur avait accordé à une filiale de la *Standard Oil Company* (*L'African Exploration and Development Company*) une concession pour l'exploitation du pétrole et des matières premières dans une vaste portion de l'empire. Cette concession avait été assurée par un sujet britannique, [Francis Rickett](#), et de nombreuses rumeurs circulaient, selon lesquelles des capitaux britanniques s'y trouveraient prochainement investis. Bien que les dirigeants de plusieurs sociétés du groupe de la *Standard Oil* réfutassent savoir quoi que ce fût au sujet de cette concession, l'empereur affirma carrément qu'elle avait été accordée à cette société.⁶⁹

Le *Foreign Office* britannique intervint rapidement, et donna pour instruction à son représentant à Addis Abeba d'« informer l'empereur que le gouvernement de Sa Majesté, pour sa part, lui conseille de dissimuler la concession. »⁷⁰

Depuis Londres, M. Atherton, le chargé d'affaires étasunien, rapporta que le *Foreign Office* considérait M. Rickett comme un « aventurier instable, » et résuma les « rapports d'un tel accord à un tel moment comme "vraiment déplorables." »⁷¹ Cette vision fut confirmée par M. Marriner, à Paris, qui rapporta au secrétaire Hull que le « sentiment général ici dans la presse et les cercles semi-officiels est que la concession rapportée sur le pétrole et les matières premières, quoiqu'une participation officielle de la Grande-Bretagne ait été désavouée, va néanmoins affaiblir la position de la Grande-Bretagne à Genève, renforcer d'autant la thèse italienne, et probablement éluder toute sanction sur la question. »⁷²

Le secrétaire Hull était tout aussi préoccupé de la nouvelle de la concession éthiopienne à la *Standard Oil Company* que l'était Anthony Eden. Le 3 septembre, deux dirigeants de cette entreprise rendirent visite au département d'État et tinrent une longue conversation avec [Wallace Murray](#), chef de la division des affaires du Proche-Orient. M. Murray leur affirma franchement que la concession était le sujet d'un « grave embarras » non seulement pour le gouvernement étasunien, mais également pour d'autres gouvernements qui « pratiquent des efforts intenses et sincères pour la préservation de la paix mondiale, qui est sérieusement menacée par le différend italo-éthiopien. » Après avoir commenté la position délicate du gouvernement britannique au sujet des difficultés en cours, il souligna le

69. *New York Times*, 31 août, 1^{er} septembre 1935.

70. *London Times*, 1^{er} septembre 1935.

71. D'Atherton au secrétaire Hull, Londres, 31 août 1935. 884.6363 African Exploitation and Development Corporation/2, MS, Department of State.

72. De Theodore Marriner au secrétaire Hull, Paris, 3 septembre 1935. 765-84/1005, MS, Department of State.

fait que « son gouvernement, pas moins que le gouvernement britannique, désire se départir de tout soupçon d'intérêt égoïste lorsque la paix mondiale est en jeu. » Après avoir insisté auprès des dirigeants de la *Standard Oil* que seul « un retrait immédiat et sans condition des concessions pourrait répondre aux nécessités de la situation, » ils finirent par s'accorder à accepter son conseil. Le secrétaire Hull ajouta des paroles de sagesse sur les aspects éthiques de la politique étrangère, et les représentants de l'une des plus importantes des corporations des États-Unis quitta le département d'État avec une meilleure compréhension des contre-courants qui affectaient la conduite des affaires étrangères étasuniennes. Leur départ de Washington fut accéléré par des mots pesants émanant de la Maison-Blanche, voulant que la « diplomatie du dollar » n'était « plus reconnue par le gouvernement des États-Unis. » ⁷³

Mais cette déclaration tonitruante fut quelque peu déconcertante pour l'empereur Haïlé Sélassié, qui avait lancé les feux d'artifice diplomatiques en accordant la concession en toute hâte. Il n'avait pas répondu à quelque pression émanant d'un *Wall Street* pernicieux. De fait, il s'était empressé d'accorder ses faveurs à de grandes entreprises étasuniennes dans l'ardent espoir qu'une telle action pourrait renforcer les intérêts étasuniens en Éthiopie. Le secrétaire Hull eut quelque difficulté à expliquer les avantages de la vertu sur l'enrichissement dans le nouveau code diplomatique, mais l'empereur finit par distinguer la lumière et considérait avec un nouvel espoir les mesures adoptées par la Société des Nations. Ces espoirs étaient voués à une déception rapide. ⁷⁴

73. *New York Times*, 5 septembre 1935.

74. Hull, op. cit., pp. 423-25. Il est intéressant de noter que la nouvelle de la concession pétrolière à la *Standard Oil Company* ne provoqua aucune amertume dans la presse italienne contre les États-Unis. Dans une dépêche envoyée au secrétaire Hull, le 4 septembre 1935, [Breckinridge Long](#), l'ambassadeur des États-Unis à Rome, remarqua ce qui suit : « Quant à l'angle étasunien de l'affaire, je peux affirmer que même au départ, il n'y a eu aucun élément de ressentiment à l'encontre des États-Unis, la participation du capital étasunien étant considérée comme dissimulant des intérêts britanniques. . . Les affirmations qui ont suivi, émises par le secrétaire d'État, ainsi que l'action menée par la *Standard Oil* pour renoncer à la concession ont produit ici une impression des plus favorables. . . On estime que le gouvernement étasunien a accordé une nouvelle preuve substantielle d'une attitude de neutralité irréprochable. » 765.84/1216, MS, Department of State.

Chapitre 8

La Grande-Bretagne et la France craignent de provoquer la guerre à cause du problème de l'Éthiopie

8.1 La France essaye en vain d'obtenir des promesses d'une aide britannique

Le 2 septembre, en préparation de la réunion du Conseil de la Société des Nations, Anthony Eden et Pierre Laval eurent une longue conversation au sujet du différend italo-éthiopien. Eden tenta d'imprimer sur Laval « selon les termes les plus forts le point de vue britannique, affirmant comment il était soutenu par l'ensemble de l'opinion publique britannique, par l'Église, par les sociétés de paix et de la SdN, ainsi que par les partis travailliste et libéral. » Il remarqua ensuite qu'« à moins que Mussolini ne modifiât ses projets, la question des sanctions allait forcément se soulever, et que cela pourrait signifier la guerre. » Si cette urgence se présentait, la Grande-Bretagne était « prête à faire sa part. » Après cette affirmation ambiguë, Eden exprima l'opinion que « si la Grande-Bretagne était prête à aller aussi loin cette fois que prendre sa part et courir le risque lié à des sanctions, la France devait estimer que cela serait, sinon une garantie, au moins un précédent certain pour l'avenir, au cas où des difficultés devaient se présenter en lien avec une agression allemande. » Laval répondit qu'il n'avait pas encore décidé s'il allait demander à la Grande-Bretagne des « assurances spécifiques quant à des actions supplémentaires sur d'autres instances, si l'affaire devait arriver aux extrémités d'infliger des sanctions à l'Italie. »¹

1. De Theodore Marriner au secrétaire Hull, Paris, 3 septembre 1935. 765.84/1013, MS, Department of State.

Deux jours plus tard, Hugh Wilson tint un banquet avec Eden à Genève. Eden l'informa que divers représentants des « petits États » l'avaient assuré être favorables à « l'application de la Charte » sur l'affaire de la controverse italo-éthiopienne. Lorsqu'il avait tenté d'obtenir de leur part une assurance de soutien définitif, cependant, ils avaient esquivé ses tentatives. Il fit alors référence au désir apparent des dirigeants français de pratiquer des « marchés » diplomatiques. À Paris, Laval lui avait demandé ce que la Grande-Bretagne allait faire en cas de problème en Autriche. Eden n'avait fait que répondre que l'« érection d'une action collective serait certainement un précédent pour une action britannique à l'avenir. » Lorsque Laval fit pression pour obtenir une affirmation plus spécifique, Eden répliqua avec l'observation : « Je ne suis pas en mesure de vous apporter une réponse officielle. »

Eden informa ensuite Wilson de manière confidentielle qu'au sujet de la conversation Laval-Mussolini du 7 janvier, Laval lui avait indiqué qu'« il avait laissé à Mussolini les mains libres pour autant que la France fût concernée, uniquement au sujet des mesures économiques. D'un autre côté, Mussolini avait affirmé à Eden immédiatement après que les Français “avaient convenu de lui accorder une liberté d'action complète en Éthiopie.” »

En conclusion de ce déjeuner, Eden, « parla suivant un ton d'appréciation totale » de l'action du secrétaire Hull « pour faire se retirer la *Socony Vacuum Company* de la concession. » Ceci était « énormément nettoyé l'ambiance et l'avait rendu “plus heureux que toute autre chose dans cette situation maussade.” »²

8.2 La commission d'arbitrage du Welwel contourne le sujet

Avant l'ouverture de ses sessions par le Conseil de la Société des Nations le 4 septembre, un rapport parvint en provenance de la commission d'arbitrage qui avait été nommée pour analyser les fautes à la source de l'éclatement des hostilités à Welwel. Le 3 septembre, cette commission rendit une décision unanime, déclarant que ni l'Italie, ni l'Éthiopie n'étaient responsables de l'incident.³ Le lendemain, l'ambassadeur d'Italie eut une brève conversation avec Wallace Murray, au département d'État, et remarqua que le phrasé employé par la décision d'arbitrage semblait « exclure toute responsabilité italienne » pour l'« incident de Welwel, » cependant que dans le même temps, il indiquait que « des preuves manquent pour

2. De Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 4 septembre 1935. 765.84/1036, MS, Department of State.

3. Pitman B. Potter, *The Wal Wal Arbitration* (New York, 1935).

permettre d'établir la responsabilité éthiopienne. » Ce phrasé était tout à fait « satisfaisant pour l'Italie. »⁴

8.3 Laval désire apaiser Mussolini

Le lendemain du rendu de la décision de la commission arbitrale sur l'incident de Welwel, le baron Aloisi apporta à la Société des Nations une longue mise en accusation contre l'empire de Haïlé Sélassié, comprenant des éléments ayant trait à l'esclavage, au cannibalisme, et aux meurtres rituels. Le représentant de l'Éthiopie rejeta ces accusations avec véhémence,⁵ et la Société des Nations nomma sur ces entremises un comité de cinq membres pour « examiner dans leur ensemble les relations italo-éthiopiennes en vue de rechercher une solution pacifique. »⁶

Pendant que ce comité procédait à ses études, le Conseil poursuivit son examen du différend italo-éthiopien, et des conversations furent nerveusement tenues entre Laval et Anthony Eden. Au cours de l'une de celles-ci, Eden remarqua que si « on laissait Mussolini "s'en tirer" avec ce qu'il était en train de faire, Hitler serait le suivant. » Laval manifesta alors sa disposition à soutenir les affirmations britanniques si Eden lui apportait des garanties appropriées contre une possible agression allemande. L'affirmation selon laquelle le gouvernement britannique était « préparé à remplir sa part de responsabilité en tant que membre de la Société des Nations » n'allait pas assez loin pour satisfaire la France.

Du point de vue britannique, la situation à Genève était loin d'être rassurante, et Lord Vansittart exprima clairement que « alors que la Grande-Bretagne sera prête à appliquer des sanctions avec un soutien approprié de la part des autres puissances, elle ne pourrait pas assumer de leur appliquer à elle-seule. pour satisfaire l'opinion publique britannique, ils pourraient proposer des sanctions, mais s'ils n'obtenaient pas de soutien, il prédisait un possible abandon de la Société des Nations par les Britanniques. »⁷

Cette manière de parler des sanctions de la part des Britanniques déplut fortement à Laval. Lors d'une rencontre du comité nommé par le Conseil pour étudier la controverse italo-éthiopienne, il émit la remarque qu'il était convaincu que la seule manière selon laquelle l'Italie pouvait traiter sans risque les graves complications européennes était de laisser l'Italie obtenir au moins une victoire en Abyssinie. À ce moment-là, mais pas avant... il ressentait que la France pourrait se rallier à des mesures

4. De Wallace Murray au juge Walton B. Moore, 4 septembre 1935. 765.84/1255, *Confidential file*, MS, Department of State.

5. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 4 septembre 1935. 765.84/1039, MS, Department of State.

6. De Breckinridge Long au secrétaire Hull, Rome, 4 septembre 1935. 765.84/1026, MS, Department of State.

7. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 5 septembre 1935. 765.84/1045, MS, Department of State.

extrêmes... Il estimait que l'Italie pourrait alors accepter une offre sur la base de celles qu'il avait faites à Paris conjointement avec les Britanniques. Eden acquiesça tacitement à ce point de vue.⁸

Cette formule proposée par Laval apparaissait à l'ambassadeur Wilson comme susceptible d'être acceptée à Genève. Après que Mussolini déclencha les hostilités, un compromis serait « travaillé entre l'Angleterre, la France et l'Italie aux dépens de l'Abyssinie. » Bien sûr, il existait une possibilité pour qu'un front fort puisse être maintenu face à l'Italie. Si des sanctions « sont adoptées et sont mises en œuvre avec efficacité par les États d'Europe, les résultats en Europe et de là dans le monde peuvent être incalculables. Une conviction peut être acquise par la stabilité ; un sens de la solidarité et un sens de la sûreté peuvent survenir, qui iraient loin sur la voie de résoudre non seulement les problèmes politiques, mais également les problèmes économiques. »⁹

À Rome, l'ambassadeur britannique doutait fortement que des sanctions pourraient être appliquées contre l'Italie en cas de guerre contre l'Éthiopie. Il penchait vers le point de vue, courant dans les cercles diplomatiques, selon lequel l'Italie pourrait avancer vers la victoire puis être prête à une médiation conjointe franco-britannique.¹⁰

Au cours de l'allocution de Ciano au peuple étasunien le 7 septembre, il n'y eut aucune indication selon laquelle l'Italie comptait sur une guerre de courte durée, avec une probable médiation de la part des puissances européennes majeures. Il souligna la prévalence étendue de l'esclavage en Éthiopie, et le désir manifesté par l'Italie de remédier à cette triste situation. À cet idéal humanitaire s'ajoutait l'opinion selon laquelle l'Italie avait une mission consistant à ouvrir les vastes ressources de l'Éthiopie au bénéfice du monde entier. Cela constituerait une tâche titanesque, ne pouvant être accomplie en une courte période de temps.¹¹

Mais en dépit du discours de Ciano et de ses objectifs élevés, le premier ministre Laval persistait à penser qu'avant que des pourparlers de paix pussent avoir une quelconque fondation, il serait nécessaire « que quelque opération militaire... prît place en Abyssinie pour satisfaire Mussolini, qui commençait à penser que le monde s'était ligué contre lui, non pas en raison des mérites de la cause poursuivie en Abyssinie, mais par opposition aux politiques du parti fasciste. »¹²

8. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 7 septembre 1935. 765.84/1067, MS, Department of State.

9. De Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 7 septembre 1935. 765.84/1068, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

10. De Breckinridge Long au secrétaire Hull, Rome, 7 septembre 1935. 765.84/1069, MS, Department of State.

11. De Breckinridge Long au secrétaire Hull, Rome, 7 septembre 1935. 765.84/1072, MS, Department of State.

12. De Theodore Marriner au secrétaire Hull, Paris, 9 septembre 1935. 765.84/1084, MS, Department of State.

Il était évident aux yeux de Breckinridge Long, à Rome, que ces opérations militaires allaient prochainement se dérouler en Éthiopie. L'Italie disposait de plus de 200 000 soldats au Sud du canal de Suez. Les retirer aurait été équivalent à une défaite désastreuse. Chaque indication indiquait une « poursuite bien calculée, bien préparée, froide, dure et cruelle des plans préparés, avec pour instrument une armée et une marine quasiment fanatiques dans leur dévotion envers... un homme... J'en viens à croire fermement qu'aucun compromis n'est possible sauf selon les termes énoncés par Mussolini... L'amitié établie entre l'Italie et l'Angleterre est partie, pour ne pas revenir avant des générations. »¹³

Ce fossé entre l'Italie et la Grande-Bretagne était très apparent le 11 septembre, lorsque Sir Samuel Hoare, le secrétaire britannique aux affaires étrangères, s'adressa à l'assemblée de la Société des Nations. Il exprima très clairement le fait que dans l'urgence à laquelle était alors confrontée la Société des Nations, en référence aux difficultés entre l'Italie et l'Éthiopie, le gouvernement britannique allait soutenir l'action de la Société des Nations avec « une fidélité inébranlable. » En conformité avec « ses obligations précises et explicites, la Société des Nations est en faveur, et mon pays se tient à ses côtés, d'un maintien collectif de la Charte dans son entièreté et particulièrement d'une résistance ferme et collective à toutes actions d'agression non-provoquée. »¹⁴

8.4 Le secrétaire Hull rejette le rôle de médiateur

La veille du jour où Hoare lança ce défi au visage de Mussolini, l'empereur Haïlé Sélassié demanda au représentant étasunien à Addis Abeba si les États-Unis seraient prêts « à assurer une médiation entre l'Italie et l'Éthiopie, pourvu bien sûr que l'Italie acceptât une telle médiation. »¹⁵ Hull répondit rapidement qu'une médiation étasunienne n'était pas « praticable, étant donné que cela se produirait à un moment où les agences appropriées de la Société des Nations... sont occupées dans une tentative de trouver une solution selon des termes conformes à la Charte. »¹⁶ Le lendemain, pour dissiper les sensibilités éthiopiennes, Hull émit un communiqué de presse énonçant l'attitude du gouvernement étasunien à l'égard d'une guerre non-provoquée. Ce communiqué tintait d'une note qui devint bientôt très familière à des millions d'Étasuniens : « Une menace d'hostili-

13. De Breckinridge Long au secrétaire Hull, Rome, 10 septembre 1935. 765.84/1101, Department of State.

14. Allocution de Sir Samuel Hoare à l'assemblée de la Société des Nations, 11 septembre 1935 ; *International Conciliation*, novembre 1935, pp. 508-18.

15. De Cornelius Engert au secrétaire Hull, Addis Abeba, 10 septembre 1935. 765.84/1094, MS, Department of State.

16. Du secrétaire Hull à Engert, 12 septembre 1915. 765.84/1094, MS, Department of State.

tés n'importe où ne peut être qu'une menace envers les intérêts politiques, économiques, légaux et sociaux de toutes les nations. »¹⁷

8.5 La Grande-Bretagne et la France essayent de résoudre le problème éthiopien

Le communiqué fait à la presse par le secrétaire Hull le 13 septembre contenait de nombreuses vastes implications qui durent faire très plaisir à certains ardents mondialistes, mais le *Foreign Office* britannique désirait que le département d'État se fit plus spécifique dans ses déclarations de politiques. Hoare était arrivé au stade où il estimait que la Grande-Bretagne allait devoir mener quelque action du fait des « potentialités de l'aventure italienne en Afrique à constituer une menace envers l'Empire. » Les pressions sur l'Italie pouvaient prendre la forme de « sanctions économiques graduelles, » qui ne pouvaient être appliquées que si plusieurs importantes nations au sein de la Société des Nations convenaient d'une action commune. Au cours de ses conversations avec Hoare, Laval avait remarqué que « si rien ne peut être cédé à l'Italie, il est vain de lui proposer quoi que ce soit. » Il était prêt à aller jusqu'à consentir à l'« occupation par l'Italie de l'Abyssinie. » La réponse de Hoare fut que tout consentement à l'« occupation par l'Italie de l'Abyssinie revenait à consentir à une guerre. » Il ne pouvait accepter « une telle suggestion. » Lorsque Laval fit alors pression sur Hoare pour quelque « engagement britannique en Europe, » le secrétaire britannique aux affaires étrangères répondit vaguement que son pays n'entrerait pas dans « des engagements sur le continent au-delà de

17. Département d'État, Communiqué de presse, 14 septembre 1935, pp. 194-96. Cette affirmation fut préparée au sein du département d'État le 12 septembre, et remise à la presse le lendemain matin. Elle ne fut envoyée à l'ambassadeur Long ni le 12 ni le 13 septembre. Le 13, elle fut à l'évidence envoyée par câble par l'ambassadeur italien à Washington à destination du ministère des affaires étrangères. Dans l'après-midi du 13 septembre, le sous-secrétaire d'État italien (Suvich) rendit visite à l'ambassade étasunienne afin de discuter de certaines de ses implications. Ce jour-là, (le 13 septembre), la presse italienne fit paraître « de longs exposés » de l'affirmation de Hull.

Pour une raison étrange, le secrétaire Hull n'avait pas câblé cette affirmation à l'ambassadeur Long. Par conséquent, lorsque Suvich rendit visite à l'ambassade, Long ne put pas discuter la déclaration faite à la presse par Hull avec lui. Cette omission de la part du département d'État provoqua un fort embarras auprès de Long, et il abreuva le « cher Cordell » de ses sentiments blessés : « Il ne s'agit pas uniquement de mon embarras personnel et officiel, du fait d'avoir à faire face à un autre gouvernement au sujet d'une affaire supposée relever de mon champ d'information, mais il s'agit également du fait que cela se reflète sur vos représentants à l'étranger, et amène à l'hypothèse élargie qu'ils ne disposent pas de la confiance de leur gouvernement. . . J'ai confiance en le fait qu'à l'avenir, des tentatives particulières seront menées pour informer les ambassades des lieux des problèmes de toute affirmation produite par le département d'État au sujet des gouvernements auprès desquels elles sont accréditées. . . Quoi qu'il en soit, n'agissez plus de la sorte avec moi. » De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 16 septembre 1935. 765.84/1648, Confidential file, MS, Department of State.

la conception générale qui était celle de la Société des Nations. »¹⁸

La réponse sans engagement formulée par Hoare positionnait Laval face au terrain. Il comprit qu'il « ne devait rien faire d'aucune sorte de nature à jeter de l'eau froide sur l'attitude britannique envers la Société des Nations, » mais que dans le même temps il lui fallait « prêcher pour une mesure de prudence et faire entendre un avertissement pour ne pas plonger trop profondément dans les problèmes avant que ceux-ci s'avèrent inévitables. » Hugh Wilson estimait que « Britanniques et Français se rapprochent peu à peu. »¹⁹

Ce point de vue semblait confirmé par les informations qui étaient parvenues aux oreilles de l'ambassadeur Long, à Rome. Il avait appris de la part de certaines « sources diplomatiques françaises » que Mussolini s'était vu « franchement affirmer qu'une solution devait être trouvée par la négociation, et ce avant la réalisation de quelque fait d'armes. » Les diplomates français étaient favorables à un arrangement selon lequel l'Italie, la France et la Grande-Bretagne pourraient « consentir aux aspirations légitimes de l'Italie en Abyssinie et soumettre leurs propositions au Negus. » Si Haïlé Sélassié « refusait, les Italiens pourraient alors faire usage de la force. » Cependant, à en croire les dernières informations en provenance de Genève, il était probable que Hoare allait rejeter leur proposition.

Dans l'hypothèse où la Grande-Bretagne et la France seraient restées indifférentes aux intérêts italiens en Éthiopie, il existait une possibilité bien réelle qu'un rapprochement italo-allemand pût se développer. Si la plupart des gens à Rome reconnaissaient que l'Italie préférerait « l'amitié de la France en raison de considérations militaires, historiques, raciales, religieuses et psychologiques, » on estimait également que si Laval tournait le dos à l'Italie, les probabilités seraient fortes que Mussolini pût « chercher des alliés ailleurs. »²⁰

8.6 L'ambassadeur Long est favorable à donner à Mussolini une tranche d'Éthiopie

La situation dangereuse qui se développait en Europe en lien avec l'im-passe italo-éthiopienne amena l'ambassadeur Long à proposer une solution possible pour surmonter l'obstacle. Son plan était basé sur l'idée qu'il faudrait accorder à l'Italie des « additions à son territoire en Afrique » pour la soudoyer et lui éviter d'entrer en guerre. Qui plus est, il semblait se

18. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 12 septembre 1935. 765.84/1133, MS, Department of State.

19. De Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 12 septembre 1935. 765.84/1140, MS, Department of State.

20. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 12 septembre 1935. 765.84/1338, *Confidential file*, MS, Department of State.

distinguer qu'il faudrait intégrer l'Allemagne en tant que partenaire actif au sein d'un nouveau concert européen.²¹

Ce plan de règlement raisonnable, proposé par l'ambassadeur Long, se confronta aux oreilles très sourdes du secrétaire Hull, qui n'en fait même pas mention dans ses mémoires. Pour essayer d'exercer des pressions sur le département d'État afin qu'il agît selon les lignes de sa proposition, l'ambassadeur Long envoya une longue dépêche, soulignant l'antagonisme croissant qui se faisait jour entre l'Italie et la Grande-Bretagne. Les relations jadis amicales avaient complètement disparu, et il était impossible de « concevoir aujourd'hui que l'Italie et l'Angleterre pourront au cours des prochaines années revenir à une coopération amicale s'apparentant à ce qui caractérisa leurs relations au cours des décennies passées. » Il était par conséquent nécessaire qu'une action audacieuse fût entreprise immédiatement par les États-Unis. Si le plan présenté au secrétaire Hull n'était pas rapidement adopté, une longue série d'« incidents » graves n'allait pas manquer de suivre. Mussolini ne serait pas satisfait de la conquête de l'Éthiopie. Après avoir occupé Addis Abeba, il lèverait le regard sur d'autres territoires en Afrique et en Asie Mineure. L'Europe devait être stabilisée sans tarder par des pactes de non-agression présentant une force certaine, ou une suite de guerres allait suivre. Le monde s'approchait d'une

21. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, 12 septembre 1935. 765.84/1134, MS, Department of State. L'ambassadeur Long résuma son plan comme suit :

1. « L'Italie, en accord avec l'Angleterre et la France, doit recevoir des ajustements territoriaux, comprenant l'ensemble des plaines de l'Abyssinie et certains plateaux jusqu'Addis Abeba ainsi qu'à l'Est de Mia sur quelques kilomètres, et au Sud de la frontière britannique. Les cartes italiennes de l'Abyssinie originelle et de ses dépendances récemment conquises, récemment mises à disposition à la Société des Nations par l'Italie dans le cadre de son mémoire pourraient indiquer l'étendue du territoire à acquérir par l'Italie. »
2. « L'Éthiopie doit avoir une nouvelle capitale, aux confins de l'ancienne Abyssinie, et doit recevoir des garanties de son intégrité territoriale et de sa souveraineté par l'Italie, la France et l'Angleterre. »
3. « L'Allemagne (a) doit être jointe aux discussions et à une tentative d'accord consistant à lui rendre certaines de ses anciennes colonies africaines à condition que l'Allemagne reconnaisse et se porte garantie, avec les trois autres Puissances, de l'indépendance de l'Autriche ; (b) les revendications de l'Allemagne de systèmes d'armement terrestres, maritimes et aériens doivent être confirmées par les trois autres Puissances ; (c) L'Allemagne, l'Italie, la France et l'Angleterre conviennent de participer dans soixante jours à une conférence pour la réduction des forces terrestres et aériennes en Europe. »
4. « Les quatre Puissances doivent souscrire à des pactes de non-agression mutuelle et invoquer le traité de Locarno en matières aérienne et terrestre, et par conséquent ouvrir des accords dans les deux domaines pour l'adhérence de tous les gouvernements européens. »
5. « Les quatre Puissances doivent ouvrir, simultanément à la conférence de réduction des armements, une autre conférence pour diminuer les barrières douanières et les obstacles au commerce, et pour une stabilisation monétaire, et ouvrir cet accord à la signature de tous les gouvernements européens. »

période d'expansion et d'explosion, et une soupape de sûreté, constituée par de la confiance mutuelle et de la bonne volonté était la seule alternative au désastre.²²

8.7 Laval s'incline devant la Grande-Bretagne

Alors que l'ambassadeur Long s'escrimait fiévreusement à trouver une solution à la controverse italo-éthiopienne, le premier ministre Laval fit une allocution importante face à l'Assemblée de la Société des Nations, au cours de laquelle il s'inclina profondément face à la Grande-Bretagne. Il se montra très précis au sujet de certaines obligations de la France :

*La France est loyale à la Charte de la Société des Nations. Elle ne peut pas manquer à ses obligations. . . L'adhésion sans réserve qu'elle a apportée à la Société des Nations a été enthousiaste, et [a constitué] le résultat d'une opinion soigneusement construite. . . Du protocole de 1924 à la conférence pour la limitation des armements, les représentants de la France ont soutenu avec la même ferveur la doctrine de la sécurité collective. La doctrine est et restera celle de la France. La Charte s'applique comme notre droit international. Comprendons tous qu'il n'existe aucune discorde entre la France et la Grande-Bretagne dans leur recherche concrète d'une solution pacifique (au différend italo-éthiopien). Nos obligations sont inscrites dans la Charte. La France ne se soustraira pas à ces obligations.*²³

Anthony Eden fut très satisfait du discours prononcé par Laval. Au soir du 13 septembre, il partagea un repas avec Hugh Wilson et s'exprima très franchement. Il indiqua que

les choses s'alignent dans la direction vers laquelle la Grande-Bretagne travaille ; que les Français s'approchent de la manière de penser britannique. . . Eden et Cranborne étaient manifestement très préoccupés par la gravité extraordinaire de la situation. . . En discutant brièvement au sujet des sanctions, Eden observa que peut-être la forme la plus simple qu'elles pussent prendre, au moins au début, serait sans interférer avec le trafic maritime, et n'impliquassent pas d'actions de flotte, ou de navires de guerre étasuniens. . . Au sujet des États-Unis, Eden affirma que son gouvernement avait déterminé au cours de cette période de ne pas faire d'ouverture en notre direction sur les questions de neutralité, etc. ; que les Britanniques ne

22. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 13 septembre 1935. 765.84/1341, MS, Department of State.

23. Allocution du premier ministre Laval devant l'Assemblée de la Société des Nations, 13 septembre 1935 ; International Conciliation, novembre 1935, pp. 521-23.

*voulaient pas non plus agir prématurément, ni agir d'une manière qui pût embarrasser le gouvernement étasunien, et allaient par conséquent reporter la discussion avec notre gouvernement jusqu'à ce qu'un programme définitif d'inspection du gouvernement étasunien [ait été défini], en espérant une attitude « bienveillante » de notre part.*²⁴

La satisfaction ressentie par Laval au sujet du discours prononcé par Laval était partagée par d'autres membres du gouvernement britannique, et par une vaste section de la presse britannique. Le commentaire produit par le *London Times* fut représentatif :

*À moins que le Signor Mussolini ait perdu le sens des proportions, les mots fermes de M. Laval, dont le désir de parvenir à un accord avec lui a été si évidemment profond et sincère, devrait répondre sur-le-champ au dictateur italien qu'il avait bien plus à gagner pour son pays en pratiquant une collaboration opportune avec la Grande-Bretagne et la France que par une politique insensée à laquelle ces pays n'auraient d'autre choix que de s'opposer.*²⁵

À Paris, le discours de Laval reçut un vaste soutien, et la presse exprima l'opinion selon laquelle le premier ministre avait « négocié un virage difficile, fait progresser la cause de la paix, et accru le prestige de la France. »²⁶

8.8 La Grande-Bretagne désire que les États-Unis acceptent d'importantes responsabilités

À Londres, le *Foreign Office* semblait particulièrement désireux de s'assurer de l'attitude des États-Unis envers l'imposition de sanctions sur l'Italie. Au cours d'une conversation avec M. Atherton (le chargé d'affaires étasunien) au *Foreign Office*, Sir Samuel Hoare produisit de nombreux commentaires sur la suite d'événements récents, et fit montre d'un certain degré de défiance vis-à-vis de Laval. Il avait trouvé que le premier ministre s'exprimait de façon vague, et tant qu'il n'existait aucun écrit entre Mussolini et Laval, il ne doutait pas un instant que Laval avait laissé des impressions très décidées aux Italiens au sujet de la politique française. . . Pour autant, Sir Samuel affirma que les Français avaient mené ce voyage avec les Britanniques. La France s'était bel et bien rangée du côté de la Charte.

24. De Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 13 septembre 1935. 765.84/1139, Strictly Confidential, MS, Department of State.

25. D'Atherton au secrétaire Hull, Londres, 14 septembre 1935. 765.84/1159, MS, Department of State.

26. De Marriner au secrétaire Hull, Paris, 14 septembre 1935. 765.84/1153, MS, Department of State.

... Au moment de consulter les Puissances de la Société des Nations après une action d'agression, les Puissances non-membres de la Société des Nations seraient également consultées, et si le secrétaire aux affaires étrangères « ne faisait aucune demande » dans l'instance présente, il affirma qu'il me gardait informé, puisque l'attitude du gouvernement étasunien... allait être demandée. Sir Samuel répéta que l'imposition de sanctions serait graduelle, selon les lignes des résolutions de 1921. La première question à poser était de savoir si les membres et non-membres de la Société des Nations s'abstiendraient de vendre des armes, munitions et fournitures de guerre à l'Italie, et deuxièmement, ... s'ils accepteraient également de cesser leurs importations en provenance d'Italie.

Après avoir prononcé ces affirmations au sujet de la politique de la Société des Nations, Sir Samuel bougea alors en direction d'une action possible selon les termes du pacte de Paris. Un appel précoce « à tous les signataires du pacte de Paris... doit être envisagé comme autre méthode décisive pour concentrer l'opinion du monde... contre l'agression italienne. »²⁷

Avant d'avoir reçu ce télégramme en provenance de Londres, le secrétaire Hull avait tenu plusieurs conférences avec ses conseillers au département d'État, et avait exprimé l'opinion que le gouvernement étasunien devait clairement définir sa position en lien au commerce avec l'Italie avant que la Société des Nations prît la moindre action au sujet des sanctions. De cette manière, il serait apparent que la décision était indépendante de toute trajectoire prescrite par la Société des Nations.²⁸

8.9 Anthony Eden exprime ses soupçons sur la Russie

Pendant que le département d'État examinait la voie à suivre au sujet des sanctions contre l'Italie, Hugh Wilson envoya un rapport intéressant et révélateur de ses conversations tenues avec M. Massigli, le représentant français à Genève, et avec Anthony Eden. Le 12 septembre, Wilson avait déjeuné avec Massigli. Ce dernier avait informé Wilson en toute confidentialité que le sujet des sanctions contre l'Italie était « tout à fait contraire aux valeurs de Laval, mais qu'il avait reconnu leur inévitabilité ainsi que le fait que la suite des événements pourrait bien amener les Français à maintenir la ligne des Anglais dans cette direction. » Dans le cas où des sanctions seraient appliquées, il fallait qu'elles fussent « rapides

27. D'Atherton au secrétaire Hull, Londres, 16 septembre 1935. 765.84/1197, *Strictly Confidential for the Secretary*, MS, Department of State.

28. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 426.

et efficaces. » Il serait difficile de comprendre cet idéal si les États-Unis ne se ralliaient pas à ce concert. Wilson informa immédiatement Massigli qu'il n'avait « aucune idée de l'humeur qui pourrait habiter les États-Unis lorsque ce moment viendrait, ni si une telle action serait politiquement réalisable. »

Massigli émit alors la remarque qu'il craignait fortement que la France et la Grande-Bretagne s'employassent à traiter avec un « homme fou. » Aucun argument, ni aucune menace, ne semblait porter le moindre effet sur Mussolini. Lorsque Chambrun, à Rome, avait indiqué au Duce le danger de conflit avec les Britanniques s'il persistait dans ses actions, il avait répondu qu'« il était prêt, et enclin, s'ils le désiraient, à mesurer ses forces avec eux, et était convaincu qu'il pouvait les vaincre en Méditerranée : “Je m'en fous des Anglais.”²⁹ »

Le lendemain (13 septembre), Wilson déjeuna avec Eden. Ce dernier était profondément troublé et estimait qu'« il va être trop tard pour mettre fin aux hostilités. » Au sujet de la Russie, il affirma que « Litvinov agissait de manière vraiment “méchante.” Son impression générale... était qu'il pensait que les récentes interactions soviétiques en soutien de la Société des Nations au Conseil, et les expressions générales d'une attitude forte par la Russie étaient véritablement déclenchées non tant pas amour pour l'humanité que dans l'espoir que le déroulement de la situation finirait par affaiblir les États capitalistes, et offrir un terrain avantageux au succès du communisme. »³⁰

De bonnes raisons justifiaient le trouble ressenti par M. Eden et son idée que les hostilités étaient inévitables. Le 17 septembre, à Rome, l'ambassadeur Long tint une importante conférence avec Mussolini, et découvrit bientôt qu'il était « tout à fait et irrévocablement déterminé à progresser en Abyssinie avec ce qu'il insiste pour dénommer une entreprise coloniale. » Le Duce assura à Long qu'il désirait localiser le conflit et le tenir confiné à l'Éthiopie. Il n'avait aucun désir de le répandre en Europe. Mais dans l'hypothèse où

quiconque s'ingérerait dans ses affaires, il est prêt et dispose d'une armée comptant un million d'hommes en Italie, ainsi qu'une flotte et une force aérienne compétentes, disposant d'une supériorité certaine, et il ne tolérera aucune ingérence. Il est tout à fait au courant... au sujet des sanctions et a fait spécifiquement mention de l'action de la France au Maroc, à l'affaire Chaco, à la violation par l'Allemagne du traité de Versailles, à l'action britannique il y a quatre ans en Irak, et aux activités du Japon au Mandchouko et en Chine, autant d'instances où

29. En français dans le Texte, NdT

30. Mémoire de conversations tenues entre Hugh Wilson et M. Massigli, 12 septembre, et Anthony Eden, 13 septembre 1935, Genève. 765.84/1429, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

aucune sanction ne fut invoquée. Il a alors ajouté avec colère : « Ce n'est que contre moi et face à l'Italie, lorsque nous comptons rectifier les torts et disposer d'une expansion légitime, que les sanctions sont des sanctions. »

Il était franc et reconnaissait avancer rapidement sur la voie de la guerre, et n'hésitait pas à déclarer qu'il escomptait conquérir et conserver une vaste portion de l'Éthiopie. Son air de candeur était vivifiant, et son attitude générale fit forte impression sur l'ambassadeur Long :

*On ne peut pas parler à Mussolini... sans avoir pleinement conscience de la détermination ferme et de la nature irrévocable des décisions qu'il a déjà prises. Il est calme, sa voix est posée, ses manières sont gracieuses et son attitude amicale envers les États-Unis est inratable.*³¹

8.10 L'ambassadeur Long se prononce en défaveur de sanctions

L'ambassadeur Long était tellement préoccupé par les vastes ramifications de la dispute italo-éthiopienne qu'il envoya un câble au secrétaire Hull (le 18 septembre) et exprima l'espoir que « si des sanctions sont invoquées à Genève... le gouvernement étasunien ne s'associera pas à celles-ci. Elles porteront à de graves et nombreuses répercussions malheureuses sur le plan intérieur et des complications superflues ici. » Long tenait fermement pour opinion que les États-Unis devaient se méfier des imbroglios européens, et devaient agir « sans référence au programme de toute autre gouvernement ou groupe de gouvernements. »³²

Ces télégrammes envoyés par l'ambassadeur Long amenèrent M. Phillips, le secrétaire d'État par intérim, à tenir une longue conversation avec Wallace Murray, le responsable de la Division des affaires du Proche-Orient, en référence au sujet des sanctions contre l'Italie. M. Murray indiqua qu'à trois occasions récentes (les 20 et 28 août et le 16 septembre), Sir Samuel Hoare avait discuté avec le chargé d'affaires étasunien à Londres de la « question des sanctions et de la possibilité ou bien d'une conférence des signataires du Pacte Kellogg ou bien d'une consultation des [ou entre les] membres du Pacte Kellogg. » M. Murray tenait pour opinion que le département d'État devait adopter une attitude de « grande réserve » au sujet de toute suggestion de conférences ou de consultations.³³

31. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 17 septembre 1935. 765.84/1205, Strictly Confidential, MS, Department of State.

32. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 18 septembre 1935. 765.84/1219, MS, Department of State.

33. De Wallace Murray à Mr. Phillips, 18 septembre 1935, comprenant un mémorandum ayant trait à la question d'une consultation selon les termes du pacte Kellogg. 765.84/1329, MS, Department of State.

Pendant que M. Phillips évaluait les problèmes ayant trait aux sanctions contre l'Italie, il reçut un télégramme depuis Genève, qui indiquait que Mussolini s'était rapproché de la France avec des propositions spécifiques en vue d'une alliance contre l'Allemagne. Cette ouverture avait poussé le ministère français des affaires étrangères à demander à la Grande-Bretagne des promesses fermes d'aide en cas de guerre. Ces promesses envisagées comprenaient un « engagement que les forces terrestres britanniques fussent envoyées sur le continent en cas d'action allemande, l'engagement de préparer des arrangements spécifiques sur le nombre, les caractéristiques et la disposition de ces forces. » Était également demandé un « pacte aérien bilatéral. » Jusqu'à ce que cela « ou quelque chose de semblable fût convenu, les Français n'envisageraient aucune sanction contre l'Italie. »³⁴

La presse italienne eut bientôt vent de ces propositions françaises en vue d'une alliance avec la Grande-Bretagne, et l'ensemble du sujet fut mis de côté, considéré comme de peu d'importance. On exprima des doutes « quant aux engagements concrets que l'Angleterre allait prendre ou pourrait prendre sur le Continent et quant à la possibilité que les Français se satisfissent d'assurances génériques. » La Grande-Bretagne avait par le passé démontré « la valeur incertaine de sa contribution à la sécurité sur le Continent. » Sans l'Italie, il « ne pouvait pas y avoir de sécurité collective. »³⁵

8.11 Le secrétaire Hull définit la position des États-Unis

Sous l'impact de ces télégrammes, le secrétaire Hull décida qu'il était important de formuler clairement une politique étrangère étasunienne. Le 20 septembre, il donna pour instruction à l'ambassadeur Long que le plan proposé dans le télégramme en provenance de Rome en date du 12 septembre n'était pas acceptable aux yeux du département d'État. L'attitude étasunienne envers la paix mondiale avait fait l'objet d'une expression claire au travers d'affirmations déjà prononcées à la presse par le secrétaire d'État, qui regrettait profondément « toutes occurrences pouvant indiquer que nous avons perdu confiance dans les agences qui luttent pour parvenir à une solution satisfaisante du présent différend. »³⁶

Après avoir rejeté la solution proposée par l'ambassadeur Long pour le différend italo-éthiopien, le secrétaire Hull donna pour instruction à

34. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 19 septembre 1935. 765.84/1261, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

35. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 12 septembre 1935. 765.84/1503, MS, Department of State.

36. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Long, 20 septembre 1935. 765.84/1265, MS, Department of State.

M. Atherton, à Londres, que le gouvernement étasunien « ne ralliât pas l'imposition de sanctions sur une quelconque nation impliquée dans la controverse en cours entre l'Italie et l'Éthiopie. » Au sujet de l'action de la Société des Nations, il était impossible pour les États-Unis de « parvenir à une quelconque conclusion à cet égard avant de disposer de l'ensemble des raisons et fondements sur lesquels une telle action collective de la Société des Nations était fondée, ainsi qu'une description complète des mesures spécifiques à mettre en œuvre. »³⁷

8.12 Le comité des cinq produit une suggestion futile

Afin de dissiper tout doute sur le règlement opportun du différend italo-éthiopien, le comité des cinq de la Société des Nations produisit (le 18 septembre) à destination des deux puissances une proposition en vue d'un examen soigné. Il s'agissait en substance d'un protectorat sur l'Éthiopie par la Société des Nations, l'Empereur était assisté par quatre conseillers nommés par le Conseil. Selon ce plan, étaient expressément reconnus pour l'Italie un « intérêt spécial dans le développement économique de l'Éthiopie. »

Pour assurer des informations au sujet de ce qui se passait durant les rencontres du Comité des Cinq, Hugh Wilson tint une conversation avec M. Beck, de Pologne. Il désapprouva toute action forte à l'encontre de l'Italie. Des sanctions pourraient l'amener à sortir de la Société des Nations, et sans l'Italie, la Société des Nations risquait la désintégration. Beck donna alors à Wilson une description détaillée de la situation internationale, comprenant une vignette colorée représentant Hitler :

Dans les affaires internationales, Hitler est simple, mais il s'agit de la simplicité du sens commun. Il a par exemple affirmé à Beck : « Il n'y a pas une seule question séparant la Pologne et l'Allemagne qui mérite une guerre, » et il a spécifiquement mentionné le Couloir [de Dantzig, NdT] dans cette affirmation. Hitler a également affirmé à Beck qu'en lisant son histoire de l'Allemagne et l'histoire de l'Europe sur deux cents ans, il avait trouvé la même erreur répétée ad nauseum : la conquête de territoires de races étrangères laissait à chaque fois un ennemi acharné sur le flanc... « Mais, » répondis-je, « vous dépeignez le portrait d'un homme très intelligent. » Beck leva les mains et répondit que jamais de sa vie il ne parviendrait à comprendre « ce que diable Hitler pouvait bien essayer de fabriquer » en Allemagne... Cependant, sur le sujet des affaires étrangères, Beck affirma avec emphase que personne ne devait commettre l'erreur de sous-estimer Hitler : Hitler était

37. Hull, op. cit., p. 436.

*un homme réfléchi, candide et direct, plein de sens commun lorsque l'on en venait à la question des affaires étrangères. Beck décrivit Hitler dans une veine proche de la description qu'en avait faite Sir John Simon : simple, honnête, travailleur, sans pensée pour soi-même ou pour le luxe.*³⁸

Il fut apparent que M. Wilson déclencha de la part de M. Beck un grand nombre de commentaires au sujet de Hitler, et fort peu d'informations au sujet de l'ouvrage du Comité des Cinq. Lorsque le projet du comité fut rendu public, Signor Rosso (l'ambassadeur d'Italie) tint une conversation avec M. Phillips à ce sujet. Il précisa bientôt que le ministère des affaires étrangères estimait que cela « n'allait vraiment pas assez loin » pour répondre aux aspirations italiennes en Éthiopie. Il n'y avait guère d'espoir que ses propositions fussent acceptées.³⁹

8.13 Le département d'État soupèse le problème des sanctions

Face au probable rejet par l'Italie de la proposition émise par le Comité des Cinq, le département d'État s'empressa de réaliser une étude des implications d'une politique de sanctions. Wallace Murray produisit une fois de plus un rapport sur les aspects politiques des conférences et des consultations. Il lui semblait que le département d'État devrait adopter une attitude de « grande réserve » si on « en venait à lui demander de convoquer ou de participer à une conférence en tant que signataire du Pacte de Paris. » Dans la mesure où les puissances européennes étaient plus directement affectées par la situation italo-éthiopienne, il était évident qu'il « leur appartenait davantage qu'aux États-Unis de convoquer une conférence, s'il faut en organiser une. » Au cas où une conférence serait invoquée par l'une des puissances européennes pour examiner la question des sanctions, le département d'État devrait garder à l'esprit le rapport du Comité du Sénat sur les relations étrangères, au sujet de la ratification du pacte de Paris : « Le Comité comprend en outre que le traité ne prévoit pas de sanctions, expresses ou implicites. Si l'un ou l'autre des signataires du traité... viole les termes de celui-ci, il n'existe ni obligation, ni engagement, express ou implicite, de la part d'aucun autre des signataires du traité, de s'engager dans des mesures punitives ou coercitives à l'encontre de la nation violant le traité. »

Si le gouvernement étatsunien décidait d'adopter une politique consistant à ne plus acheter de produits en provenance d'Italie, cela pourrait être

38. Mémoire d'une conversation entre Hugh Wilson et M. Beck, ministre polonais des affaires étrangères, Genève, 20 septembre 1935. 765.84/1495, MS, Department of State.

39. Mémoire d'une conversation entre Mr. Phillips et Signor Rosso, l'ambassadeur d'Italie, 20 septembre 1935. 765.84/1410, MS, Department of State.

réalisé suivant ces procédures : (1) les organisations privées pouvaient instaurer une campagne de boycott des produits italiens ; (2) le gouvernement pouvait demander aux personnes de cesser d'acheter des produits provenant d'Italie ; (3) si l'Italie essayait de discriminer le commerce étasunien, il serait possible de lui refuser le traitement de nation-la-plus-privilégiée, de la même manière que l'Allemagne avait été traitée ; et (4) il fallait envisager d'employer une mesure plus drastique des termes de l'Article 338 du *Tariff Act* de 1930.⁴⁰

Le Bureau du Conseiller économique du département d'État prépara également un long rapport. Sur le sujet de l'impact de sanctions sur l'Italie, ce rapport indiquait que certaines importations occupaient une place clé dans la structure économique italienne. Celles-ci comprenaient des machines et équipements et des pièces de rechange (dont l'Allemagne était la principale source) ; des huiles minérales (dont la Roumanie était la principale source) ; du charbon et de la houille (dont l'Allemagne était la principale source) ; du cuivre (dont les États-Unis et le Chili étaient les principales sources) ; du coton (dont 60 % provenait des États-Unis) ; et des nitrates (dont le Chili était la source exclusive).

Les conclusions qui étaient tirées de ces éléments étaient que « tant que l'Italie est en mesure de payer ses importations, des sanctions économiques ne pourraient être réalisées avec efficacité que si elles étaient en pratique universelles parmi les principaux fournisseurs des matières premières stratégiques... Dans le cas des plus importantes des matières premières stratégiques, l'Italie a sans doute accumulé des stocks en anticipation de besoins inhabituels. »⁴¹

Après un examen approfondi de ces rapports produits par ses conseillers du département d'État, le secrétaire Hull donna pour instruction au représentant étasunien à Londres d'informer le *Foreign Office* que le gouvernement étasunien « ne se joindrait pas à l'imposition de sanctions sur une quelconque nation impliquée dans la controverse en cours entre l'Italie et l'Éthiopie. » Au sujet d'une action collective selon les termes de la Charte de la Société des Nations, il « serait bien évidemment impossible » pour les États-Unis de rallier un tel concert sans commencer par être « placés en pleine possession des raisons » d'une telle mesure.⁴²

40. Mémoire préparé par Wallace Murray, responsable de la Division des affaires du Proche-Orient, à destination du secrétaire d'État, 20 septembre 1935. 765.84/1281, MS, Department of State.

41. Mémoire préparé par le bureau du Conseiller économique, département d'État, 20 septembre 1935. 765.84/1706, MS, Department of State.

42. Du secrétaire Hull à l'ambassade des États-Unis à Londres, 20 septembre 1935. 765.84/1197, Strictly Confidential, MS, Department of State.

8.14 L'Italie rejette la proposition du Comité des Cinq

Pendant que le secrétaire Hull informait le *Foreign Office* britannique que le gouvernement étasunien n'allait pas devenir membre d'un concert imposant des sanctions à l'Italie, Mussolini pressait ses préparations en vue de la guerre en Éthiopie. Durant une brève période, l'ambassadeur Long pensa que la concentration de la flotte britannique en Méditerranée faisait adopter à la presse italienne un « ton modifié » dans ses commentaires sur la politique britannique,⁴³ mais lorsqu'il parla avec le sous-secrétaire aux affaires étrangères (le Signor Suvich), il apprit que la proposition du Comité des Cinq ne serait « pas acceptable. » Long s'aventura alors à faire la remarque selon laquelle il pensait qu'il pouvait détecter un « ton de conciliation » dans les affirmations italiennes au cours des vingt-quatre heures écoulées, mais Suvich ne « fit [guère] que hausser les épaules et répondre qu'il ne l'avait pas remarqué. »⁴⁴

Il apparaissait qu'à Paris, la presse n'avait détecté aucune note de consultation au sein des affirmations faites par l'Italie, et la tension montait rapidement. On disait que Chambrun avait parlé clairement à Mussolini, et « *Pertinax* » dans *l'Écho de Paris* intima que Laval avait informé le Duce que « tout sentiment selon lequel la France n'irait pas aussi loin sur la route que la Grande-Bretagne au sujet de l'Article 16 était incorrect. »⁴⁵

Mais ces assurances avancées par la France ne purent dissoudre complètement les soupçons britanniques. Le 20 septembre, Sumner Welles et l'ambassadeur Bingham eurent une conversation avec Lord Vansittart,⁴⁶ qui souligna la forte insistance de l'opinion publique britannique pour « la mise en œuvre des obligations de la Charte. » Cette insistance préoccupa Bingham, qui craignait que quelque « incident du *Maine* » pouvant conduire à des relations gravement tendues entre la Grande-Bretagne et l'Italie. Il était évident que Vansittart avait des inquiétudes similaires, et elles virent leur importance encore accrue par l'incertitude dans les esprits britanniques au sujet de l'« étendue selon laquelle les Français se considèrent comme engagés à mettre en œuvre la Charte et par ailleurs la thèse britannique qui en découle. »⁴⁷

Le malaise britannique reçut un développement supplémentaire le 21 septembre, lorsque le gouvernement italien annonça son rejet des propositions du Comité des Cinq. Sur l'île de Malte, des préparations étaient

43. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 21 septembre 1935. 765.84/1287, MS, Department of State.

44. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 21 septembre 1935. 765.84/1288, MS, Department of State.

45. De Théodore Marriner au secrétaire Hull, Paris, 21 septembre 1935. 765.84/1289, MS, Department of State.

46. Le secrétaire aux affaires étrangères britanniques par intérim.

47. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 21 septembre 1935. 765.84/1291, *Confidential for the Secretary*, MS, Department of State.

menées en hâte pour un conflit possible contre l'Italie, et la situation était vue « avec une extrême gravité. »⁴⁸ À Genève, les représentants britanniques décrivirent lors des sessions de la Société des Nations la note de rejet italienne comme « extrêmement brusque, » mais reconnurent qu'elle était intelligemment tournée et contenait « certains éléments qui ... sont embarrassants. »⁴⁹ Anthony Eden était particulièrement gêné par les effets possibles de la réponse italienne au Comité des Cinq, et il confia à Hugh Wilson que « l'affaire était tout aussi mauvaise qu'elle pourrait l'être. »⁵⁰

Le 23 septembre, l'empereur Haïlé Sélassié essaya de positionner une barrière sur la route italienne vers la guerre, en acceptant les propositions du Comité des Cinq. Cette décision parut produire un résultat immédiat sur le gouvernement italien. Le lendemain, la presse italienne ne contenait « aucune attaque contre l'Angleterre » et le temps récemment belliqueux se trouva fortement revu et corrigé.⁵¹ À Genève, l'atmosphère se trouva subitement éclaircie. Un membre de la délégation britannique informa Prentiss Gilbert que Laval avait « bel et bien informé les Britanniques... que la France allait adopter toute position que les Britanniques pourraient arborer à Genève, et qu'il [Laval] en avait également informé Rome. » Cette information fit rapidement le tour des cercles diplomatiques, car Prentiss Gilbert indiqua que « l'ensemble de la situation extérieure, ici, durant la journée, a été que les Britanniques et les Français ont convenu d'une politique commune. » En résultat de ces rumeurs et confidences, « un changement quasiment dramatique s'est soudainement produit dans les cercles intérieurs des trois Puissances principalement concernées. » Les conseils de modération n'étaient pas écoutés, et l'attention était centrée sur les « résultats désastreux pour la finance et le commerce » que ne manquerait inmanquablement pas de produire une guerre européenne.⁵² Comme geste de conciliation, l'ambassadeur britannique à Rome en appela à Mussolini, et l'informa que « Sir Samuel Hoare voulait qu'il comprît que l'ensemble de la conduite de l'Angleterre n'était pas une manifestation d'hostilité britannique à l'encontre de l'Italie ni une agression d'aucune sorte, mais simplement une expression de l'attachement de l'Angleterre aux principes de la Société des Nations. »⁵³

Mais ce combat simulé britannique n'impressionna guère Mussolini.

48. De M. George au secrétaire Hull, Malte, 22 septembre 1935. 765.84/1306, MS, Department of State.

49. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 23 septembre 1935. 765.84/1335, MS, Department of State.

50. De Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 23 septembre 1935. 765.84/1314, Strictly Confidential, MS, Department of State.

51. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 24 septembre 1935. 765.84/1326, MS, Department of State.

52. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 24 septembre 1935. 765.84/1346, MS, Department of State.

53. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 24 septembre 1935. 765.84/1344, MS, Department of State.

L'ambassadeur estima qu'il était « impossible de percevoir une réussite lors de négociations continues. » Il parvenait « à la fin de chaque hypothèse à la même conclusion inaltérée selon laquelle il [Mussolini] se battra pour s'en sortir, et tombera si nécessaire ce faisant, plutôt que par une reddition ignominieuse à la Puissance qu'il avait provoquée. »⁵⁴

8.15 Mussolini propose une formule de paix

Bien que Mussolini fût arc-bouté sur la guerre contre l'Éthiopie, il était suffisamment sage pour réaliser certains gestes en direction de la paix. En contre-mesure aux propositions émises par le Comité des Cinq, il proposa un nouveau projet, comprenant trois éléments majeurs : (1) le droit d'acquiescer des territoires, « à l'Ouest d'Addis Abeba, » qui établiraient une connexion entre les colonies italiennes de l'Érythrée et la Somalie ; (2) une stipulation selon laquelle la proposition faite à l'Éthiopie d'un débouché sur la mer devrait être arrangée pour traverser des terres italiennes plutôt que britanniques ou françaises ; (3) l'adoption d'une politique qui pourrait apporter le désarmement et la démobilisation à une large partie de l'armée éthiopienne. Les forces armées qui resteraient en Éthiopie devaient être placées sous commandement d'officiers italiens.

Pendant que le Comité des Cinq examinait ces propositions de Mussolini, la situation restait tendue à Genève. Le sujet des sanctions préoccupait fortement les membres de la Société des Nations. Le représentant suisse (G. Motta) indiqua à Hugh Wilson qu'il considérait les sanctions économiques comme « particulièrement dangereuses pour la Suisse, car il craignait leurs conséquences. En cas d'imposition de sanctions, est-ce que les Puissances protégeraient la Suisse face à l'Italie ? » À son avis, il serait « impossible que leur application ne fût pas suivie par la rancune et la haine, qui dégraderaient les relations entre les deux pays sur une génération. »⁵⁵

Mais les appréhensions de Motta furent soulagées pour une brève période, par l'apparition soudaine d'une note plus amicale dans les relations anglo-italiennes. À Genève, il semblait apparent que Mussolini avait adopté une attitude plus raisonnable.⁵⁶ À Rome, la presse souligna les « relations amiables existant entre l'Italie et l'Angleterre, »⁵⁷ cependant qu'à Londres les tensions étaient « soulagées pour le moment. »⁵⁸

54. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 24 septembre 1935. 765.84/1342, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

55. De Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 25 septembre 1935. 765.84/1380, *Very confidential*, MS, Department of State.

56. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 25 septembre 1935. 765.84/1378, MS, Department of State.

57. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 25 septembre 1935. 765.84/1377, MS, Department of State.

58. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 25 septembre 1935. 765.84/1374, MS, Department of State.

8.16 La Grande-Bretagne table sur un soutien étasunien

Même à Addis Abeba, l'espoir était exprimé que le conflit pourrait être évité. L'empereur semblait penser que la Grande-Bretagne allait insister sur un « accord équitable » pour l'Éthiopie. En outre, il n'avait pas perdu confiance dans la Société des Nations. Il informa le représentant des États-Unis qu'il avait placé le destin de son pays dans « les mains de la conscience collective du monde, et est prêt à consentir à tout sacrifice que l'on pourrait raisonnablement attendre de sa part. »⁵⁹

L'étendue de son sacrifice allait dépendre de la force des pressions collectives que la Grande-Bretagne serait en mesure de rassembler contre l'Italie. Pour s'assurer du degré exact de cette force, le *Foreign Office* britannique décida de s'enquérir de l'attitude des États-Unis au sujet d'une action conjointe. Le 25 septembre, Sir Samuel Hoare tint une conférence importante avec l'ambassadeur Bingham, durant laquelle il demanda franchement à Bingham si le secrétaire Hull avait un tant soit peu considéré la « possibilité de consultation parmi les signataires du pacte Kellogg. » Bingham répondit prudemment qu'il « ne disposait d'aucune information à ce sujet. » Hoare assura alors en hâte à l'ambassadeur qu'il n'avait aucune intention de faire pression pour « quelque action que ce fût auprès du gouvernement des États-Unis, » mais il espérait qu'il se pourrait que celui-ci engageât des actions qui « pourraient tendre vers une limitation de la guerre entre l'Italie et l'Abyssinie, en étendue et dans le temps. » Bingham exprima l'opinion qu'il ne « pensait pas probable » que le département d'État serait favorable à se rallier à une action conjointe avec les membres de la Société des Nations en imposant des sanctions contre l'Italie si la guerre éclatait. Mais il savait que le secrétaire Hull était intéressé à « réduire la portée et la durée de la guerre, » et allait examiner les méthodes pour y parvenir « en cas d'action collective unanime de la part des autres Puissances. » Sir Samuel Hoare écouta attentivement cette affirmation fort peu encourageante au sujet de l'attitude du département d'État, puis remarqua qu'après l'éclatement des hostilités, la politique du gouvernement britannique serait d'« invoquer des pressions économiques... aussi loin que possible, sans prononcer de sanctions à proprement parler. » Il exprima l'ardent espoir que les États-Unis pourraient « aider son effort aussi loin qu'ils pourraient juger propice de le faire. »⁶⁰

La réponse du secrétaire Hull à ces remarques de Hoare fut une assurance indirecte d'un soutien partiel. Le gouvernement étasunien « n'allait pas décliner une invitation de consulter par les canaux diplomatiques en vue d'invoquer le pacte [de Paris], mais nous sommes de l'opinion que la

59. Cornelius Engert au secrétaire Hull, Addis Abeba, 26 septembre 1935. 765.84/1403, *Confidential file*, MS, Department of State.

60. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 25 septembre 1935. 765.84/1381, *For the Secretary*, MS, Department of State.

consultation... pourrait sembler empiéter sur les fonctions explicites de la Charte de la Société des Nations... et pourrait par conséquent apparaître comme indésirable. » Hull s'empressa alors d'indiquer la manière dont les États-Unis pourraient apporter de l'assistance si la présente crise italo-éthiopienne se transformait en guerre. L'Italie, comme les autres pays européens, avait fait défaut sur son important emprunt consenti par les États-Unis et ne pouvait plus par conséquent (suivant le [Johnson Act](#)) se voir accorder de nouveaux emprunts ou crédits de sources étasuniennes. Qui plus est, aucun crédit ne serait accordé par l'*Export-Import Bank* pour financer les exportations de produits de base vers l'Italie. Aux États-Unis, les institutions privées allaient rapidement adopter une politique de « restriction des crédits pour les emprunteurs italiens, » et en fin de compte, la récente résolution de neutralité approuvée par le Congrès allait nécessiter un embargo sur l'exportation d'armes, de munitions, et d'instruments de guerre à destination de l'Italie si celle-ci se transformait en pays belligérant.⁶¹

Il était tout à fait apparent aux yeux de Hoare et des autres membres du gouvernement britannique que les États-Unis, d'une manière indirecte, pourraient exercer une pression économique colossale sur l'Italie sans devoir recourir à de véritables sanctions. Ce fait évident dut leur apporter du réconfort à un moment où ils en avaient fortement besoin. La Grande-Bretagne faisait face à une instance mineure de « sautilllements pour la guerre. » Prentiss Gilbert envoya un câble depuis Genève, affirmant que le gouvernement britannique allait prochainement « s'enquérir » de savoir si le gouvernement étasunien avait quelque objection à « une augmentation du programme de construction navale britannique, qu'ils se proposent de présenter au Parlement. » Une « méfiance [largement répandue] de la part des Français dans la situation courante, et une insatisfaction de la situation présente de leur part vis-à-vis de Rome a amené les Britanniques à reprendre des relations directes avec Rome. »

L'ambassadeur britannique à Rome avait reçu pour instruction de rencontrer Mussolini et de se plaindre du fait que son programme au sujet de l'Éthiopie était trop expansif. S'il pouvait se montrer plus conciliant, et était prêt « à œuvrer pour un accord » avec le gouvernement britannique, une tentative pourrait être menée de « déterminer ce que l'on pouvait obtenir de la part d'Addis Abeba. » Dans l'intervalle, le Duce avait perturbé l'esprit des dirigeants britanniques en indiquant que la question de l'Éthiopie n'avait pas été soulevée durant la conférence de Stresa, malgré le fait que les Britanniques avaient convoqué leurs experts africains pour consultation. Par conséquent, Mussolini avait interprété l'« attitude britannique durant cette période comme un consentement tacite de ses entreprises. » Certains dirigeants britanniques reconnurent devant Gilbert

61. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Bingham, 27 septembre 1935. 765.84/1381, MS, Department of State.

qu'ils considéraient « cette déclaration de Mussolini comme impossible à répondre. »⁶²

8.17 Mussolini avance en direction de la guerre

Aux yeux de la plupart des observateurs européens, il était devenu évident au cours de la dernière semaine du mois de septembre que Mussolini procédait à ses préparations finales en vue d'une guerre. Le 26 septembre, il tint une conversation avec Jules Sauerwein, du quotidien *Le Matin*, et l'informa que les opérations allaient débuter environ dix jours après. Il anticipait l'imposition de sanctions économiques, mais ne s'attendait pas à ce qu'elles fussent « assez efficaces pour interférer dans ses opérations. »⁶³

Dans une longue dépêche à destination du secrétaire Hull, l'ambassadeur Long sonda en détail la situation qui était celle de Rome, et en vint à la conclusion qu'il n'existait « pas d'élément laissant à penser que les Italiens envisagent de modifier leur programme africain. S'il est vrai que la présence de la flotte britannique en Méditerranée a provoqué dans certains cercles un sentiment de malaise, . . . il n'existe en l'état aucune preuve que le pays dans son ensemble ne soit pas prêt à soutenir la détermination du gouvernement à défier toutes les menaces, plutôt que céder à une défaite diplomatique qui serait fatale au prestige national italien. »⁶⁴

À Genève, l'attitude générale semblait se faire de plus en plus résolue contre toute progression italienne en Éthiopie. On estimait qu'après que l'armée italienne avait remporté une « victoire sans faire couler le sang » sur l'armée éthiopienne, une tentative serait menée par la Société des Nations pour « désigner l'Italie comme agresseur et appliquer des sanctions. » À ce moment, une offensive de paix pourrait être lancée, avec d'excellentes chances de réussite. Le règlement de paix final pourrait accorder aux Italiens « des concessions territoriales et des privilèges économiques pouvant être graduellement développés en une position attractive, sans pour autant jamais constituer un contrôle sur l'Abyssinie pouvant menacer les intérêts de l'Empire britannique résidant dans l'indépendance de l'Abyssinie. »⁶⁵

Ces conjectures de la part de l'ambassadeur Wilson accordaient trop peu d'attention aux véritables objectifs de Mussolini. Le Duce ne se satisferait de rien de moins que du contrôle total sur l'Éthiopie. Le 28 septembre, Rome produisit une déclaration qui indiquait clairement le point de vue

62. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 26 septembre 1935. 765.84/1384, MS, Department of State.

63. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 27 septembre 1935. 765.84/1408, MS, Department of State.

64. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 27 septembre 1935. 765.84/1700, MS, Department of State.

65. De Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 27 septembre 1935. 765.84/1445, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

italien. Les propositions du Comité des Cinq n'étaient pas parvenues à prendre des mesures propres à répondre aux « besoins de l'Italie en matière d'expansion et de sécurité. » Toutes les personnes de « bonne foi à travers le monde ont compris la justice du rejet par l'Italie de la suggestion du Comité. » Le Duce était déterminé à ce que son propre programme fût mené à bien, et était prêt à en affronter les conséquences. L'empereur Haïlé Sélassié avait récemment terminé la mobilisation de ses forces armées avec l'« intention déclarée d'attaquer les frontières des colonies italiennes. » L'Italie répondrait à la force par la force.⁶⁶

8.18 Le secrétaire Hull offre un « soutien moral » à l'Éthiopie

Apparemment, l'empereur était plus prêt à répondre à la paix par la paix, et pour mettre en oeuvre ce programme pacifique, il se tourna une fois de plus vers M. Engert, le représentant étasunien à Addis Abeba. Engert en appela rapidement au secrétaire Hull à « se faire entendre publiquement en exprimant à l'ambassadeur d'Italie votre déception quant au fait que son pays devrait délibérément tourner le dos à toute la structure d'après-guerre pour le maintien de la paix. »⁶⁷ La réponse de Hull à ce plaidoyer fut un refus catégorique d'adopter un positionnement ferme dans cet imbroglio éthiopien. La seule chose que les États-Unis étaient prêts à faire à ce stade était de promettre à l'empereur leur « soutien moral. » Il devrait être encouragé par l'assurance que le département d'État allait « maintenir son soutien par toute action que nous pourrions adopter de manière adéquate à la lumière de nos limitations, lorsque les occasions s'en présenteront. »⁶⁸

8.19 La Grande-Bretagne s'engage dans un brin de double langage diplomatique

Pendant que le secrétaire Hull essayait de satisfaire l'empereur affamé en lui lâchant des miettes éparses de moralité, Sir Samuel Hoare s'employait à apaiser Laval avec un régime de diète similaire. Le 10 septembre, le gouvernement français avait adressé une note à Sir Robert Vansittart, pour s'enquérir de ce à quoi il pourrait s'attendre de la part de la Grande-Bretagne en cas de « violation de la Charte de la Société des Nations et d'un recours à la force » par quelque État européen, « que ledit État soit

66. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 28 septembre 1935. 765.84/1452, MS, Department of State.

67. De Cornelius Engert au secrétaire Hull, Addis Abeba, 29 septembre 1935. 765.84/1460, MS, Department of State.

68. Du secrétaire Hull à Cornelius Engert, 1^{er} octobre 1935. 765.84/1460, MS, Department of State.

ou non membre de la Société des Nations. » La réponse du *Foreign Office* britannique fut rendue publique le 29 septembre. Elle était tournée en des termes généraux, qui étaient loin de satisfaire la France. Hoare faisait spécifiquement référence aux assurances qu'il avait nommées dans son allocution face à l'Assemblée de la Société des Nations, le 11 septembre. Il soulignait ensuite de nouveau sa déclaration selon laquelle la « Société des Nations a pour position, et notre pays tient la même position, le maintien collectif de la Charte dans son entièreté, et particulièrement pour une résistance collective et continue à toutes actions d'agression non-provoquée. »⁶⁹

La presse britannique était globalement en accord sur l'idée que la réponse de Hoare était la « seule possible que tout gouvernement britannique aurait pu formuler. » La plupart des journaux tenaient pour opinion qu'« aucun gouvernement britannique ne peut s'engager à des actions spécifiques dans une affaire hypothétique et indéfinie se présentant dans l'avenir. »⁷⁰ La presse française, à l'exception des journaux radicaux comme le *République* socialiste ou le *Populaire* de Léon Blum, exprimait une profonde déception au vu des vagues promesses contenues dans la note de Hoare. Elle n'aurait pu être satisfaite par rien de moins qu'« une garantie dure et rapide par écrit de toutes les clauses du Traité de Versailles. »⁷¹

L'information parvint de Rome que l'attaché naval français avait « assurément » énoncé que Laval « n'accepterait pas de sanctions militaires. » L'ambassadeur allemand de la même ville exprima l'opinion selon laquelle l'Allemagne « ne rallierait aucune sanction contre l'Italie. »⁷² À Paris, l'attitude dominante indiquait une « opinion publique française décidément résolue contre l'application de mesures de toute forme contre l'Italie. »⁷³ Le 3 octobre, en France, même les groupes de gauche étaient opposés aux sanctions. Marcel Déat, dirigeant du groupe néo-socialiste, déclara ouvertement que ses disciples ne soutiendraient aucune « proposition pour l'application de sanctions qui pourrait être portée à l'examen de la Chambre. » Les vigoureuses paroles prononcées par Léon Blum contre l'Italie avaient peu à peu été réduites à de faibles murmures parlant de « sanctions pacifiques. » Apparemment, il n'y aurait pas de concert des puissances en vue de bloquer la marche des légions de Mussolini sur l'Éthiopie.⁷⁴

Le 2 octobre, les avions bombardiers italiens se mirent à lâcher des

69. London Times, 30 septembre 1935.

70. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 30 septembre 1935. 765.84/1459, MS, Department of State.

71. De Theodore Marriner au secrétaire Hull, Paris, 30 septembre 1935. 765.84/1456, MS, Department of State.

72. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 29 septembre, 1^{er} octobre 1935. 765.84/1453, 765.84/1488, MS, Department of State.

73. De Theodore Marriner au secrétaire Hull, Paris, 2 octobre 1935. 765.84/1498, MS, Department of State.

74. De Theodore Marriner au secrétaire Hull, Paris, 3 octobre 1935. 765.84/1515, MS, Department of State.

bombes sur des villages du Nord de l'Éthiopie, et le lendemain, le signal fut donné pour une avancée générale des forces armées italiennes sur l'Éthiopie. L'armée italienne, en traversant la frontière, entonnait un gai chant de marche dont les paroles indiquaient leur confiance suprême : « Des moustaches de l'Empereur, nous ferons une petite brosse pour faire briller les chaussures de Benito Mussolini. » Ce chant était une indication claire que l'armée italienne n'avait aucun doute sur le fait que Mussolini avait rapidement balayé le gouvernement britannique.⁷⁵

75. Le 3 octobre, Prentiss Gilbert informa le secrétaire Hull qu'un membre du Conseil de la Société des Nations s'était enquis de savoir si le gouvernement étasunien allait participer à des vols au-dessus de l'Éthiopie au titre d'« observateur impartial. » Référence était faite à une participation étasunienne dans les travaux de la commission Lytton. Le secrétaire Hull répondit sur-le-champ que le gouvernement étasunien continuait de « suivre systématiquement les tentatives de la Société des Nations de trouver une solution pacifique au différend italo-éthiopien, » mais ne désirait pas devenir un « participant actif de ses activités administratives. » Du secrétaire Hull à Prentiss Gilbert, le 4 octobre 1935. 765.84/1529, MS, Department of State.

Chapitre 9

Les États-Unis vont au-devant de pressions économiques exercées par la Société des Nations sur l'Italie

9.1 Le sénateur Nye énerve les diplomates étrangers

Alors que les légions de Mussolini s'apprêtaient à marcher sur l'Éthiopie, de nombreux Étasuniens se mirent à exiger une loi de neutralité qui isolerait l'hémisphère occidental du possible éclatement d'une seconde guerre mondiale. La croisade de 1917 n'avait pas préparé le monde à la démocratie, et au cours des premières années de l'ère Roosevelt, une marée de désillusion balaya les États-Unis, qui eut pour effet de soustraire à la perception du public les métriques qui avaient été utilisées par les historiens patriotes au cours de la seconde administration Wilson. L'Étasunien moyen se mit subitement à additionner les coûts qu'avait occasionnés la Guerre Mondiale, et était très perturbé de découvrir que les dépenses colossales en vies humaines et en richesse nationale consenties pour mener cette lutte avaient été versées en pure perte. L'intervention étasunienne avait totalement détruit l'ancien équilibre de pouvoirs qui avait été soigneusement construit par les dirigeants européens, et à la fin du conflit, les États-Unis avaient quitté une position qui aurait pu apporter de la stabilité à un nouvel édifice international qui tremblait sous les vents de l'incertitude. Lorsque Hitler se mit à arpenter les frontières allemandes en faisant trembler la terre sous ses pas, le continent européen fut pris de tremblements dont les répliques se firent ressentir jusqu'à la Maison-Blanche à Washington. Mais le président Roosevelt ne disposait d'aucune formule magique pouvant rassurer sur-le-champ les millions de personnes qui s'inquiétaient outre-Atlantique. Il brigua sa réélection en 1936, et

n'osait pas défier le fort sentiment isolationniste qui s'était absolument imposé dans la plupart des cercles étasuniens.

L'un des dirigeants isolationnistes était le sénateur Nye, qui avait pour certitude que les Étasuniens n'avaient aucun bénéfice à tirer d'aller naviguer sur les eaux européennes orageuses. La grande parade de 1917 n'avait que trop clairement montré que les chemins de la gloire n'amenaient qu'à la tombe. La meilleure façon d'empêcher cette folle mêlée de se reproduire, ainsi que la folie de ses répercussions, était de montrer au peuple étasunien les forces sinistres qui les avaient attiré dans le conflit. Il fallait familiariser l'homme de la rue avec les stratagèmes employés par Wall Street, afin qu'il pût rester insensible aux tambours de guerre, dont le rythme cadencait la mort des pauvres, et l'accumulation de nouveaux trésors pour les riches.

Le point de vue du sénateur Nye se vit fortement étayé par un article à sensations paru dans *Fortune* au mois de mars 1934, sous le titre « Arms and the Men. » Dans une longue succession de pages chamarrées, le récit était exposé des accords troubles et des méthodes sournoises usités par les grands fabricants de munition d'Europe, dans leurs tentatives de fomenter des guerres propres à faire atteindre des sommets vertigineux à leurs bénéficiers.¹ Nye fit reproduire cet article dans les archives du Congrès, afin que son plein impact fût ressenti par les membres du Congrès qui y seraient sensibles. Il ne fait aucun doute que cette action contribua à influencer les actions du Sénat lors de l'approbation du 12 avril de la résolution Nye, qui stipulait la nomination d'un Comité spécial du Sénat ayant pour mission d'investiguer sur les activités des fabricants et des marchands de munitions.²

Le vice-président Garner nomma Nye à la présidence de ce comité, et le sénateur Pittman, président du comité aux affaires étrangères du Sénat, acquiesça à cette nomination. Il était tout à fait inhabituel qu'un Sénat sous majorité démocrate désignât un Républicain à ce poste important. Le secrétaire Hull était tout à fait opposé à cette décision de la majorité démocrate : « Si j'avais vu, ne serait-ce qu'en rêve, un Républicain isolationniste nommé [à ce poste], je m'y serais promptement opposé. . . La nomination de Nye a constitué une erreur fatale car le comité. . . s'est mis à élargir le champ de ses investigations pour essayer de démontrer que les États-Unis avaient été poussés dans la Première Guerre Mondiale par des banquiers et fabricants de munitions étasuniens. »³

Mais en dépit de son aversion pour la nomination du sénateur Nye, le secrétaire Hull promit d'aider le comité de toutes les manières possibles, et le président Roosevelt exhorta le Sénat (le 18 mai 1934) à mettre des fonds importants à disposition des membres du comité pour qu'ils pussent exécuter leur tâche avec une rigueur à la mesure de l'importance élevée de

1. IX, (mars 1934), 52-57, 113-26.

2. *Congressional Record*, 73 Cong., 2 sess., 2×92, 4323, 6688, 7154.

3. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 398.

la question en jeu.⁴

Le comité commença ses auditions le 4 septembre, et il ne fallut que peu de temps avant qu'une histoire sordide commençât. Certains chapitres hauts en couleur montraient les activités néfastes de lobbyistes très bien payés, usant de leur influence pour assurer des contrats juteux. Une partie des témoignages indiquait le fait que les fabricants de munitions croyaient ardemment en une « mondialisation » des affaires. Des liens étroits re liaient ces « marchands de mort » au sein d'un trust international. Au sein de ce cercle d'affaires, de nombreux secrets d'affaires circulaient librement, on échangeait des brevets, et le volume des affaires était réaffecté vers certains canaux privilégiés.

On mit également en exergue le fait que certains officiers de l'armée et la marine des États-Unis avaient été d'un grand secours aux firmes d'armement, et que les départements de l'armée et de la marine, pour accélérer un « programme de préparation, » avaient fortement encouragé ces mêmes entreprises. Ces encouragements avaient été jusqu'à laisser les fabricants copier des conceptions d'équipements qui avaient été testés et perfectionnés dans des laboratoires gouvernementaux. Les produits élaborés à partir de ces plans étaient librement vendus à des gouvernements étrangers.⁵

De toutes les révélations qui choquèrent le grand public étasunien, il y en avait qui émanaient des dossiers secrets du département d'État. Le secrétaire Hull s'était montré généreux pour mettre à disposition du comité Nye des documents confidentiels dont les contenus étaient supposés rester cachés aux regards des journalistes de presse. Mais les inévitables fuites se produisirent bientôt. Le gouvernement d'Argentine protesta contre certaines allégations au sujet d'un amiral argentin ; le bureau chinois des affaires étrangères réfuta qu'un vaste prêt de blé avait été détourné pour terminer entre les mains avides des fabricants de munitions, et Lord Vansittart choisit soigneusement ses mots au sein de son vocabulaire étendu pour exprimer le niveau opportun d'indignation au sujet des insinuations selon lesquelles le roi [George V](#) avait exercé des pressions sur la Pologne afin de sécuriser un contrat pour une firme britannique bien connue.⁶ Tirant sa réplique du ministère des affaires étrangères, l'ambassadeur britannique à Washington dénonça la publication de la correspondance entre le gouvernement britannique et la maison [Morgan](#) au cours des années 1914-17. Le grand public étasunien devait rester dans l'ignorance des liens étroits entre les grandes entreprises étasuniennes et la Grande-Bretagne.

Le secrétaire Hull fut fortement embarrassé par ce barrage de protestations, et il essaya d'obtenir le soutien du président dans ses tentatives

4. Ibid., p. 400.

5. Auditions devant le Comité Spécial du Congrès, sur l'*Investigation of the Munitions industry*, 73 Cong., 2 sess., pts. 1-17. Voir également : William T. Stone, « The Munitions Industry, » Foreign Policy Association Reports, No. 20, 1935 ; H. C. Engelbrecht, *One Hell of a Business* (New York, 1934).

6. Hull, op. cit., p. 380.

de maintenir le comité Nye « dans des limites raisonnables. » Les relations anglo-étasuniennes devaient être soigneusement dorlotées de crainte qu'un incident pût se produire débouchant sur des relations très détériorées. Mais le président Roosevelt n'était pas intéressé au maintien du secret des archives de la maison Morgan. Quoiqu'il convînt de rencontrer les membres du Comité Nye lors d'une conférence, le 19 mars, il s'abstint d'exercer sur eux la moindre pression.⁷

Les historiens lui seront à jamais reconnaissants d'avoir conservé le silence en cette occasion.

Du fait de l'absence de toute pression présidentielle, le comité Nye déterra un volume considérable de données, d'une valeur colossale pour les historiens. Ces documents montraient clairement les forces économiques qui contribuèrent à préparer le climat d'opinion hostile à l'encontre de l'Allemagne, et finirent par déboucher sur l'intervention des États-Unis dans la guerre en 1917. Une part importante de ces éléments révélait la riche moisson financière amassée par certaines firmes d'affaires en résultante du conflit.⁸

Ces chiffres étonnants accélérèrent le mouvement poussant à une loi assurant la neutralité des États-Unis et supprimant les profits de guerre.

9.2 L'offensive contre la neutralité des États-Unis

Le mouvement visant à assurer la neutralité des États-Unis rencontra bientôt une aigre opposition de la part de nombreux publicistes et hommes politiques étasuniens estimant que le pacte Kellogg avait aboli l'ancien concept de neutralité. Ils exprimaient leurs opinions avec véhémence et lançaient des attaques fougueuses contre quiconque adhérait à l'idée selon laquelle les États-Unis pouvaient rester extérieurs à cycle de guerres européennes sans fin. Leur offensive soigneusement préparée contre la poursuite de la pratique de neutralité étasunienne commença longtemps avant que les découvertes du Comité Nye perturbassent l'esprit étasunien.

7. Ibid., pp. 400-402.

8. Selon les statistiques présentées au sein du rapport de la Commission fédérale du commerce sur les bénéfices et coûts de guerre de l'industrie de l'acier, en date du 25 juin 1924, p. 29, les profits de certaines corporations étaient fantastiquement élevés :

Société	Année	Bénéfices
Bethlehem Steel Corporation	1917	43%
Jones and Laughlin Steel Company	1917	47%
Colt's Patent Fire Arms Company	1917	64%
Savage Arms Corporation	1917	65% \$

Dans l'ouvrage *The Profits of War* (New York, 1937) écrit par Richard Lewisohn, pp. 153-34, on trouve l'affirmation qui suit : « La [Kennecott Company](#), qui appartient au groupe [Guggenheim](#), a réalisé en 1917 des bénéfices équivalents à 70% des capitaux investis... Les bénéfices de l'[Utah Copper Company](#) étaient pour la même année... de 200%... Mais cela même fut surpassé par la [Calumet and Hecla Copper Mining Company](#) qui remporta la palme avec 800% en 1917. » Voir également le *Washington Evening Star*, 14 décembre 1935.

Il s'agissait d'une réplique émanant de la lutte pour le traité de Versailles. Ce traité avait partiellement été conçu par les États-Unis, et disposait de nombreux soutiens aux États-Unis. Nombreux étaient ceux qui reconnaissaient qu'il contenait des injustices flagrantes, mais ils ne voulaient pas condamner la convention dans son ensemble du fait de ces imperfections. Après la défaite du traité au Sénat, un groupe d'éminents Étasuniens avait dédié ses efforts à amener les États-Unis dans un concert étroit avec leurs anciens alliés, au moyen d'un pacte aux allures innocentes, dont les vastes implications pourraient en fin de compte être utilisées pour servir ses desseins. Le pacte de paix Kellogg-Briand était la réponse à leurs prières.

Les gouvernements britannique et français considéraient avec grande attention et avec beaucoup d'intérêt les travaux de ces Étasuniens à l'esprit internationaliste. Il se faisait de plus en plus difficile de préserver les butins de la Guerre Mondiale. Si les États-Unis pouvaient être astreints à quelque traité général pour la renonciation à la guerre, leur soutien moral serait assuré en faveur du *statu quo*. Si une nation encore handicapée par les chaînes de Versailles essayait de rompre ces liens, ou si quelque puissance ne tirant pas bénéfice de ce traité essayait par la force armée de perturber la structure politique érigée en 1919, elle serait violemment dénoncée comme violatrice du traité, et ennemi maudit de la paix mondiale. Le pacte Kellogg avait été en cours d'édification bien avant 1928.

Pour que ce pacte fût spécialement établi afin de promouvoir les intérêts impériaux britanniques et français, les ministères des affaires étrangères de ces deux pays insistèrent sur certaines restrictions dans les termes généraux du traité. Le gouvernement français énonça très clairement que le traité de paix proposé ne devait pas affecter le droit à la défense légitime ou l'accomplissement des obligations énoncées par la Charte de la Société des Nations. Il devait en aller de même au sujet des obligations contractées selon les termes du traité de Locarno, ou selon les termes des traités d'alliance. Le secrétaire Kellogg indiqua son accord pour ces restrictions dans son discours face à l'*American Society of International Law* (le 28 avril 1928). Le 19 mai, le gouvernement britannique exprima son accord des restrictions françaises, puis s'empara de l'opportunité d'annoncer des restrictions à lui. Il existait certaines régions du monde dont la bien-portance et l'intégrité constituaient un « intérêt spécial et vital » pour la sûreté de l'Empire. On n'aurait pu « tolérer » aucune ingérence sur ces régions. Leur protection contre toute attaque était « une mesure d'auto-défense pour l'Empire britannique. » Il fallait par conséquent clairement comprendre que le gouvernement britannique ne deviendrait partie d'un nouveau traité de paix générale que sous condition sur l'« accord distinct que ce traité ne portât pas atteinte à sa liberté d'action à cet égard

[auto-défense de certaines régions du monde.] »⁹

En commentaire de ces restrictions britanniques et françaises, le professeur Edwin Borchard remarque avec tranchant : « Au vu de l'ampleur de ces qualifications ou interprétations, il serait difficile de concevoir, pour toutes les guerres que les nations ont combattues au cours du siècle passé, ou vont probablement combattre à l'avenir, qu'elles ne puissent pas en satisfaire les termes. Loin de constituer une mise au ban de la guerre, elles constituent la validation la plus catégorique de guerres spécifiques qui ait jamais été promue. »¹⁰

Il était évident que les restrictions britanniques étaient ambiguës à dessein. Les dirigeants britanniques pouvaient toujours répondre par la force armée à toute « interférence » dans les vastes régions du monde indéfinies dont la bien-portance et l'intégrité étaient considérées comme « vitales » par le gouvernement britannique vis-à-vis des intérêts de l'Empire. En acceptant cette phraséologie significative, le secrétaire Kellogg souscrivit à une restriction réduisant le traité de paix à un geste pitoyable. Son acceptation préalable des restrictions françaises avait donné des accents supplémentaires de guerre à un document supposé constituer une ode à la paix.¹¹

Cette situation reçut un rebondissement martial supplémentaire, du fait de l'opinion du secrétaire Kellogg, selon qui les guerres menées par les nations en poursuite de leurs obligations selon la Charte de la Société des Nations, selon les traités de Locarno, ou selon les traités d'alliance, n'étaient pas déclarées hors la loi par le Pacte de Paris.¹² Après cette vaste déclaration, il n'était que naturel que les dirigeants européens arguassent que le gouvernement étasunien était désormais lié par les décisions de la Société des Nations au sujet des nations commettant des agressions, et ne pouvait pas s'opposer aux actions collectives décrétées par Genève.¹³ Il est intéressant de noter que le sénateur Borah contribua à modeler ce point de vue européen. Au cours d'une interview avec Kirby Page, il déclara carrément : « Un autre résultat important d'un tel traité [le pacte de Paris proposé] serait de mobiliser le soutien des États-Unis dans une action coopérative contre toute nation se rendant coupable d'une violation flagrante de cet accord de mise hors-la-loi... Il est tout à fait inconcevable

9. En référence à l'effet de ces restrictions sur le pacte Kellogg, voir [Edwin Borchard](#), « The Multilateral Treaty for the Renunciation of War, » *American Journal of International Law*, XXIII (1929), 116-20 ; Philip M. Brown, « The Interpretation of the General Pact for the Renunciation of War, » *ibid.*, pp. 374-79.

10. Edwin Borchard et William P. Lage, *Neutrality for the United States* (New Haven, 1937), pp. 292-93.

11. George Wickersham, « The Pact of Paris : A Gesture or a Pledge?, » *Foreign Affairs*, VII (1929), 356 *if.*

12. *The General Pact for the Renunciation of War*, pp. 37, 67.

13. Frank H. Simonds, « America's Second Peace Adventure, » *American Review of Reviews*, LXXVIII (1928), 267 ; Oscar T. Crosby, « The Paris Pact, » *Advocate of Peace*, XC (1928), 693.

que ce pays reste sans intervenir en cas d'une grave entorse à un traité multilatéral dont il est partie. »¹⁴

Le lecteur doit se souvenir ici que Borah, en tant que président du Comité sénatorial aux relations étrangères, prit une part active dans les négociations pour ce Pacte de Paris. Avant la signature du pacte, le secrétaire Kellogg lui écrivit une lettre pour le remercier de sa « coopération et [sa] très grande assistance. »¹⁵ Borah répondit en félicitant Kellogg « non seulement pour avoir assuré [le succès du] Traité, mais aussi pour avoir assuré la forme sous laquelle il semble qu'il sera désormais indubitablement accepté. Je considère le Traité comme un grand accomplissement tout particulier pour la cause de la paix, et je considère la manière et la compétence avec lesquelles vous avez conduit les négociations comme une démonstration de la plus haute compétence en tant qu'homme d'État. »¹⁶

Kellogg exprimait désormais ses craintes qu'il y ait « un mouvement significatif contre le traité dans notre pays, et je pense que nous devrions tous conserver cela à l'esprit. »¹⁷

Borah aurait dû être très intéressé à mettre un point d'arrêt à ce mouvement, car il était à de nombreux titres l'un des auteurs du pacte qui allait bientôt être signé à Paris :

*Je pense que le peuple d'Europe comprend la grande assistance que vous avez constituée. Nombre des suggestions au sujet de sa forme sont venues de vous, et votre première lettre ouverte au New York Times, expliquant le traité proposé, fut d'une valeur colossale.*¹⁸

Au cours de la deuxième semaine du mois d'août, Kellogg écrivit à Borah en faisant part de son anxiété au sujet des « insinuations » parues dans certains journaux :

En ce moment-même, les représentants de certains journaux... sont en train d'écrire toutes les insinuations auxquelles ils peuvent penser, et Frank Simonds a rejoint la meute. Il affirma que nous avons des obligations morales. Je ne connais aucune obligation morale enjoignant d'appliquer des sanctions, ni d'entreprendre des actions militaires affirmatives quoi qu'il puisse se produire ; de fait, ceci constitue la seule sorte de

14. *New York Times*, 25 mars 1928. Quelques mois plus tard, le sénateur Borah exprima un point de vue très différent. Dans un discours au Sénat, le 3 janvier 1929, il affirma désormais : « Si une nation viole le traité [le Pacte de Paris], sommes-nous sous quelque obligation, expresse ou implicite, d'appliquer des mesures coercitives ou punitives ? Je réponds sans ambage : NON ! » *Congressional Record*, 70 Cong., 2 sess., LXX, 3 janvier 1929, 1065.

15. Du secrétaire Kellogg au sénateur Borah, 16 juillet 1928. *Personal and Confidential*, Borah Papers, Library of Congress.

16. Du sénateur Borah au secrétaire Kellogg, 22 juillet 1928. *ibid.*

17. Du secrétaire Kellogg au sénateur Borah, 26 juillet 1928. *Ibid.*

18. Du secrétaire Kellogg au sénateur Borah, 27 juillet 1928. *Ibid.*

*traité, comme vous l'avez toujours affirmé, que nous puissions possiblement signer... Cela me décourage lorsque je constate de telles insinuations.*¹⁹

Ces insinuations étaient portées sur de bonnes bases, et l'interview de Borah avec Kirby Page [le 25 mars 1928] montra que le président du comité aux relations étrangères du Sénat pensait fermement qu'« en cas d'une grave violation » du pacte de paix proposé, les États-Unis ne pourraient « pas rester inactifs. » Il ne faudrait guère de temps avant que le prochain secrétaire d'État, Henry L. Stimson, affirmât ce point de vue exact avec véhémence. Borah se montra incroyablement naïf dans l'ensemble de son attitude à l'égard du traité Kellogg-Briand proposé pour déclarer la guerre comme hors-la-loi. Il avait été l'un des opposants les plus éminents au traité de Versailles en 1919-1920, et avait joué un rôle majeur dans la défaite de ce traité au Sénat. À présent, il jetait toute son énergie à pousser au Sénat un traité qui allait « geler » toutes les injustices de Versailles. Lesdites chaînes de Versailles ne pouvaient être rompues qu'au travers d'un conflit armé; Borah se trouvait en étrange position de déclarer hors-la-loi la guerre, en perpétuant par là-même ces chaînes. Les implications du pacte proposé semblaient le dépasser, bien que certains publicistes distingués essayassent de l'avertir. Au mois de décembre 1929, le professeur Borchard lui écrivit une longue lettre se terminant par l'admonition qui suit :

*Je ne peux me sentir que reconnaissant vis-à-vis du fait que nous n'avons pas succombé à la campagne de ralliement de la Société des Nations — une campagne qui s'apprête à être renouvelée... Nous aurions inévitablement dû devenir soit l'une des parties, soit un opposant à ces transactions [Les différends européens alors en cours] et nous n'aurions rien fait d'autre que nous prendre dans les filets de la politique européenne. Si j'ai bien lu le Livre Blanc britannique, leur idée est que ce résultat a été accompli du fait de notre signature au bas du pacte Kellogg. J'ai toujours pensé qu'il s'agissait de leur dessein fondamental sous-jacent à la signature du pacte Kellogg.*²⁰

Le sénateur Capper avait déjà fourni une indication sur le fait qu'il pensait que le pacte Kellogg changeait fondamentalement notre politique historique de neutralité. Au mois de février 1929, il introduisit une résolution appelant à l'interdiction de la livraison d'« armes, munitions et équipements ou autres articles utilisés pour la guerre » à tout pays que le président désignait comme violant le pacte Kellogg.²¹ Quoique cette résolution ne fût pas adoptée par le Sénat, des éléments forts indiquaient

19. Du secrétaire Kellogg au sénateur Borah, 10 août 1928. Ibid.

20. D'Edwin M. Borchard au sénateur Borah, 27 décembre 1929. Ibid.

21. *Congressional Record*, 70 Cong., 2 sess., 11 février 1929, p. 3198.

que certains républicains et démocrates de premier-plan était prêts à suivre une politique bi-partisane eu égard à la déclaration hors-la-loi de la guerre.

On trouvait de nombreux soutiens de cette politique bi-partisane dans la sphère académique. Le professeur Clyde Eagleton était confiant dans le fait que le « Pacte Kellogg ne sera respecté que si nous prenons partie délibérément et résolument contre le violateur du Pacte, »²² et le professeur Charles G. Fenwick faisait les éloges du pacte car celui-ci indiquait l'implication étasunienne au sujet de son respect « par les autres États » et une intention de laisser de côté notre « attitude traditionnelle de neutralité » si d'autres devaient se rendre coupables d'une brèche dans celui-ci.²³

Pour mettre en œuvre ce concept mondialiste de guerre et de paix (sans zone intermédiaire de neutralité), certains publicistes exprimaient l'opinion que les termes du Pacte Kellogg contenaient des implications d'une consultation internationale. David Hunter Miller en était certain. En cas de menace de guerre, « inévitablement le gouvernement des États-Unis sera consulté, sinon à Genève, certainement par les Puissances les plus influentes à Genève. . . Aucun gouvernement des États-Unis ne saurait se montrer indifférent à un tel appel [ni] ne pourrait refuser d'user de son influence en un tel cas, en coopération avec la Société des Nations, pour préserver la paix. » La consultation parmi les signataires du Pacte de Paris était une obligation intrinsèque aux termes du Pacte lui-même.²⁴

Le secrétaire Stimson partageait ce point de vue de M. Miller, et le 8 août, dans une allocution face au Conseil de relations étrangères, il lui donna une expression claire et appuyée.²⁵ La neutralité, suivant son opinion, était un concept étasunien usé : la coopération internationale était le nouveau slogan du département d'État, et allait inspirer un soutien populaire. L'administration Roosevelt se montrait trop prudente pour aller aussi loin que M. Stimson, mais Norman Davis, à Genève (le 22 mai 1933), promit non seulement une consultation mais également une coopération avec les autres puissances sur l'idée d'empêcher toute action qui empêcherait un effort collectif visant à punir un État agresseur.²⁶

Ce fut avec un profond désarroi que John Bassett Moore, la principale autorité des États-Unis en matière de droit international, entendit les mots prononcés par Norman Davis. L'engagement des États-Unis envers tout pacte consultatif aux effets profonds allait « constituer le plus grave danger auquel le pays a jamais été exposé, un danger impliquant notre indépendance même. . . Cela détruirait le dernier vestige du pouvoir

22. *Proceedings of the American Society of International Law*, 1925, p. 133.

23. « The Implication of Consultation in the Pact of Paris, » *American Journal of International Law*, XXVI (1932), 787-89.

24. David Hunter Miller, *The Peace Pact of Paris* (New York, 1928), pp. 130-31.

25. Henry L. Stimson, « The Pact of Paris : Three Years of Development, » *Department of State, Publication No. 357* (Washington, 1932), pp. 11-12.

26. Département d'État, Communiqué de presse, 22 mai 1933.

de contrôler notre propre destinée... De tous les dispositifs concevables, le pacte consultatif est le plus pernicieux. »²⁷

Ces mots d'avertissement de la part du Juge Moore pesèrent un poids considérable dans les cercles démocrates, et ils eurent une véritable influence sur le département d'État lors de la crise italo-éthiopienne. Mais avant l'éclatement de ce conflit, la lutte pour préserver la neutralité étasunienne fut transférée au sein des murs du Congrès.

9.3 Le président accepte un programme de neutralité en provenance du Congrès

Il est banal de faire l'observation que la politique produit souvent d'étranges compagnonnages. Tel fut sans aucun doute le cas au sujet des amitiés entre Borah et Stimson. À certains moments, ils présentaient des attitudes diamétralement opposées envers le problème de la paix mondiale, mais à d'autres occasions, ils se tenaient épaulé contre épaulé et se donnaient l'un l'autre un soutien important. À l'été 1932, Borah convint avec Stimson qu'il relèverait de la sagesse d'annuler les dettes de guerre des nations qui avaient été associées aux États-Unis durant la Guerre Mondiale.²⁸ Aux premiers jours de 1933, Borah se tint une nouvelle fois proche de Stimson. Le 10 janvier 1933, le président Hoover envoya au Congrès un message spécial pour demander l'autorité de déclarer un embargo sur les munitions de guerre. Cette demande faisait particulièrement référence à la guerre qui faisait alors rage entre la Bolivie et le Paraguay. Mais le message contenait également un passage du secrétaire Stimson (le 6 janvier 1933), sous la forme d'une résolution ayant de vastes implications.²⁹ Borah se laissa convaincre d'introduire cette résolution qui fut approuvée sans discussion par le Sénat le 19 janvier. Le lendemain, le sénateur Bingham produisit une motion pour revenir sur le vote de la résolution, et érigea de la sorte une barrière qui empêcha en fin de compte une action favorable.³⁰

Selon les termes généraux de cette résolution, quoi que le président découvrit en quelque partie du monde une situation menaçante qui pouvait se trouver aggravée par des expéditions de munitions de guerre dans cette zone, il pouvait, après avoir assuré quelque mesure de coopération internationale, émettre une proclamation qui pourrait prendre la forme d'un embargo sur les armes. Cet embargo serait mis en action contre « tout ou tous pays qu'il [le président] peut désigner. »

27. « An Appeal to Reason, » *Foreign Affairs*, XI (1933), 571-73.

28. Henry L. Stimson et McGeorge Bundy, *On Active Service in War and Peace* (New York, 1948), p. 214.

29. *Congressional Record*, 72 Cong., 2 sess., 10 janvier 1933, pp. 1448, 1546.

30. *Congressional Record*, 72 Cong., 2 sess., pp. 2134-35.

Les pouvoirs considérables ainsi remis à la seule discrétion du président étaient très visibles du point de vue des intérêts d'affaires des États-Unis. Les dirigeants de la *Winchester Repeating Arms Company*, ainsi que d'autres entreprises similaires, s'empressèrent de se rendre depuis les quatre coins du pays à Washington, et s'opposèrent fermement à la législation proposée. En réponse à cette pression, on réduisit le cadre de la résolution. L'embargo ne s'appliquerait non pas à « toute partie du monde » mais uniquement à « tout pays américain. »³¹ Mais même sous cette forme émasculée, il ne parvint pas à obtenir l'approbation du Congrès.³²

Pendant que le secrétaire Hull occupait ses fonctions, au mois de mars 1933, il dévoila rapidement son irritation au vu du fait que le Congrès n'avait pas agréé la loi remettant de vastes pouvoirs à la discrétion du président. Lui-même et Stimson étaient d'opinions similaires à cet égard. Au mois d'avril 1935, il informa franchement le président qu'il ne voulait pas du type de législation « défendue par les isolationnistes comme Nye, qui maintiendrait l'exécutif pieds et poings liés et informerait tout éventuel agresseur. . . qu'il pouvait déclarer la guerre contre sa victime ciblée, et que nous veillerions à ce que nos citoyens ne fournissent pas d'armes à cette victime. »³³

Mais Hull ne parvint pas à supprimer l'enthousiasme des sénateurs Nye et Clark, qui introduisirent plusieurs mesures stipulant la même politique de neutralité qui était décriée par le département d'État. Le président et le secrétaire Hull demandèrent au sénateur Pittman (président du Comité du Sénat aux relations étrangères) de « tuer » la loi proposée en produisant un rapport opposé à son sujet, mais il ne parvint pas à satisfaire à leurs désirs. Norman Davis fut alors envoyé voir Pittman qui accepta d'« étouffer » les résolutions Nye-Clark. Après cette promesse de consentement par Pittman, Hull parut devant le Comité du Sénat aux relations étrangères et exprima ses opinions. Par la suite, il envoya au comité un brouillon de la législation qu'il préférait. Celui-ci contenait bien entendu une clause qui laissait à la discrétion du président l'application d'un embargo sur les armes en temps de guerre.³⁴

Le département d'État craignait que le fort bloc isolationniste au Sé-

31. *New York Times*, 16 février 1933.

32. Le juge John Bassett Moore protesta vigoureusement contre l'adoption de toute résolution positionnant des pouvoirs aussi importants à la discrétion du seul président : « La résolution en cours d'examen est. . . opposée à la politique établie et aux intérêts les plus élevés des États-Unis, ainsi qu'aux termes de notre Constitution fédérale. Si elle était adoptée, elle pourrait permettre au président (1) de procéder à des engagements internationaux de la nature la plus étendue, selon son bon vouloir, sans les conseils ni le consentement du Sénat, et (2) nous mener à la guerre sans la déclaration promulguée par le Congrès, tel que requis par la Constitution. » House Report No. 22, 73 Cong., 1 sess., pt. 2, pp. 5-9.

33. Hull, op. cit., p. 406.

34. Ibid., pp. 410-11.

nat pût être en mesure de reporter l'adoption de la législation proposée, si bien que le 19 août, Hull demanda au président Roosevelt d'exercer des pressions sur le sénateur Pittman pour qu'il manifestât l'esprit combatif approprié contre les obstructionnistes. Mais Pittman parut singulièrement peu répondre aux consignes de la Maison-Blanche à cet égard, et la résolution qu'il rapporta en provenance du Comité aux affaires étrangères ne prodiguait pas au président les pleins pouvoirs dans l'application d'un embargo sur les armes. Lorsque cette résolution eut été adoptée par les deux chambres, et fut envoyée au président pour approbation, le sénateur Hull indiqua plusieurs clauses qui ne lui plaisaient pas. Mais le président balaya ces objections et approuva la loi le 31 août.

Le 24 septembre, le Conseil National de Contrôle des Munitions³⁵ s'assembla pour la première fois, et désormais chaque fabricant, exportateur, et importateur d'armes, munitions, et équipements de guerre dut s'enregistrer auprès du département d'État. Les exportations de leurs produits passaient sous contrôle d'un système de licences. En temps de guerre, un embargo obligatoire proclamé par le président mettrait un coup d'arrêt à ce commerce avec les nations belligérantes. Il n'y aurait aucune possibilité pour le président d'en décider seul. Il était également stipulé que le chef de l'exécutif, par proclamation, pouvait émettre à destination des citoyens étasuniens un avertissement : s'ils embarquaient à bord de navires belligérants, ils le faisaient en assumant les risques. Il pouvait interdire ou restreindre l'entrée des sous-marins belligérants dans les eaux étasuniennes et pouvait bannir le transport d'hommes et de munitions depuis les États-Unis vers les navires belligérants en mer.³⁶

9.4 Réaction étasunienne à la guerre italo-éthiopienne

La loi de neutralité avait établi une nouvelle politique d'assurance de paix dont elle espérait ardemment qu'elle maintiendrait les États-Unis à l'abri des ravages de la guerre. Un test de cette politique monta bientôt, le 3 octobre, lorsque les légions de Mussolini entrèrent en Éthiopie. Les déclarations de guerre habituelles avaient été omises. Cela amena le secrétaire Hull à envoyer des télégrammes à Londres, Paris, Rome, Genève et Addis Abeba pour demander des nouvelles sur les hostilités concrètes.

Bingham, à Londres, répondit que « le gouvernement de Sa Majesté ne considère pas qu'il existe un état de guerre. »³⁷ Quelque peu gêné par l'attitude de prudence manifestée par la Grande-Bretagne, Hull envoya un autre télégramme de requête à Londres : « Cette attitude est-elle basée sur

35. *National Munitions Control Board*, NdT

36. Borchard et Lage, op. cit., p. 315.

37. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 4 octobre 1935. 765.84/1556, MS, Department of State.

des considérations légales en lien avec les droits des belligérants, ou s'agit-il du résultat de considérations pratiques dans l'attente de l'assemblée du Conseil ? »³⁸

Pendant que Hull attendait une réponse en provenance de Bingham, Stanley K. Hornbeck, chef de la division des affaires de l'extrême-Orient, proposa à M. Phillips qu'un message fût envoyé au *Foreign Office* britannique ainsi qu'au secrétaire-général de la Société des Nations, dans le but qu'aucune requête ne fût produite à destination du gouvernement étasunien pour coopérer à l'imposition de sanctions.³⁹

La proposition du Dr. Hornbeck fut l'objet de « sourires de désapprobation », mais il continua néanmoins à la pousser vigoureusement. Il ne savait que trop bien que l'Europe serait demandeuse d'une coopération de la part des États-Unis dans tout programme de pression sur l'Italie, et il comprenait les dangers qui accompagneraient une telle action. Pendant que le département d'État soupesait les problèmes qui seraient inévitablement posés par la guerre, le mot parvint depuis Paris que Laval et Eden avaient tenu d'importantes conférences au sujet de la trajectoire qu'il faudrait suivre. Laval avait exprimé l'opinion selon laquelle « il pourrait être possible de passer par des mesures économiques » de pression sur Rome. Eden avait contré en répondant que « si de telles mesures devaient être prises, elles devaient être fortes, fermes et complètes, et devaient toutes commencer sur-le-champ pour être efficaces. »⁴⁰

Alors que les dépêches continuaient de se déverser sur le département d'État depuis les capitales européennes, il devint bientôt évident qu'un réel état de guerre existait entre l'Italie et l'Éthiopie. Au vu de ce fait, le président Roosevelt envoya au secrétaire Hull un message radio depuis le croiseur *Houston* dont il estimait qu'une déclaration devait être produite immédiatement, reconnaissant cet état de guerre.⁴¹ Hull était d'accord avec ce point de vue, bien que certains de ses conseillers, comme Hugh Wilson, étaient d'opinion que les États-Unis devaient attendre une action de la part de la Société des Nations. Le 5 octobre, la déclaration fut produite, positionnant un embargo sur les livraisons d'armes et de munitions de guerre aux nations belligérantes. Cette déclaration était accompagnée d'un avertissement adressé à tous les citoyens étasuniens : ceux « qui s'engageraient volontairement dans des transactions de toute nature avec l'un ou l'autre des belligérants le feraient à leurs propres risques. »⁴²

38. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Bingham, 4 octobre 1935. 765.84/1556, MS, Department of State.

39. De Stanley K. Hornbeck à Mr. Phillips, 4 octobre 1935. 765.84/1960, MS, Department of State.

40. De Theodore Marriner au secrétaire Hull, Paris, 4 octobre 1935. 765.84/1557, MS, Department of State.

41. Du président Roosevelt au secrétaire Hull, 4 octobre 1935. 765.84/1574, MS, Department of State.

42. Département d'État, Communiqué de presse, 5 octobre 1935, pp. 251-55.

Cette déclaration allait au-delà de la loi de neutralité, et fut rédigée par le secrétaire Hull afin de décourager « le commerce de toute nature avec l'Italie. » Le président était d'accord avec Hull sur ce cas particulier, mais divergea de son secrétaire d'État au sujet de l'envoi d'un avertissement aux citoyens étasuniens quant à voyager à bord de navires italiens. Hull pensait que cet avertissement n'était pas nécessaire, mais le président insista pour qu'il fût émis. Il craignait que si « les États-Uniens continuent de fréquenter les navires italiens, quelque épisode fâcheux pourrait très facilement s'ensuivre. »⁴³

Depuis l'Allemagne, Dodd rapporta que la guerre italo-éthiopienne était soigneusement examinée par le ministère des affaires étrangères. Au sujet de la possible imposition de sanctions, Dodd pensait que dans la mesure où l'Allemagne n'était plus membre de la Société des Nations et n'avait pas son mot à dire dans les « décisions prises à Genève, elle ne propose pas de s'y astreindre. » Le gouvernement allemand espérait « maintenir un commerce normal avec l'Italie. »⁴⁴

À Paris, on assistait à une réticence croissante à adopter des mesures fortes contre l'Italie. Même la presse de gauche soutenait ce point de vue. Les journaux communistes s'exclamaient avec emphase : « Nous refusons de nous laisser entraîner dans une guerre par la folie du Signor Mussolini. » Dans les journaux de premier-plan, on trouvait une tendance marquée à « dissuader l'Angleterre de faire pression pour l'adoption de sanctions. »⁴⁵

Après un examen soigneux de la presse française, le gouvernement italien parvint à la conclusion que « la France avait décidé de soutenir l'Italie sans s'éloigner de l'Angleterre. » La conséquence en fut que l'« Italie va avancer en Éthiopie sans se faire arrêter, et va chercher à obtenir ce faisant quelque compromis avantageux. . . Il semble certain que des sanctions militaires seront rejetées et les sanctions économiques qui peuvent être adoptées promettent d'être si limitées qu'elles seront inefficaces. »⁴⁶

À Genève, Hugh Wilson espérait que le secrétaire Hull allait repousser toute action vis-à-vis du conflit italo-éthiopien. La situation était décidément « épineuse. » L'émission par les États-Unis d'une déclaration reconnaissant l'état de guerre « pourrait influencer la décision du Conseil et impliquer notre responsabilité dans la suite des actions adoptées par le Conseil. »⁴⁷

À Genève également, Prentiss Gibert présentait le point de vue opposé. Il avait parlé avec un dirigeant britannique qui tenait pour position que

43. Hull, op. cit., pp. 430-31.

44. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 5 octobre 1935. 765.84/1587, MS, Department of State.

45. De Theodore Marriner au secrétaire Hull, Paris, 5 octobre 1935. 765.84/1591, MS, Department of State.

46. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 5 octobre 1935. 765.84/1607, MS, Department of State.

47. De Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 5 octobre 1935. 765.84/1583, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

le plus tôt les États-Unis agirait serait « le mieux ». L'action de la Société des Nations « n'allait pas tendre à clarifier la situation mais [allait] sans doute l'impliquer davantage, et cette action précoce de notre part allait servir non seulement à passer outre cette atmosphère par une reconnaissance des réalités de la situation, mais... allait également renforcer la position britannique. »⁴⁸

C'était la position britannique que le secrétaire Hull considérait comme étant de première importance. Le 5 octobre, il donna pour instruction à James C. Dunn de téléphoner à l'ambassade à Londres et de présenter certaines requêtes au sujet de l'attitude du *Foreign Office*. Il apprit que le gouvernement britannique estimait que « des sanctions pourraient ne pas faire l'objet d'un consensus immédiat à Genève, mais qu'en fin de compte des sanctions seraient décidées. » En référence à l'existence d'une guerre entre l'Italie et l'Éthiopie, aucune décision n'avait encore été prise par le gouvernement britannique.⁴⁹

Pendant que le *Foreign Office* britannique luttait avec le problème judiciaire de la guerre, l'État-Major britannique ainsi que l'Amirauté britannique s'engageaient dans d'importantes conversations avec les dirigeants militaires français au sujet de possibles opérations dans l'hypothèse où la France se serait fait attaquer en réponse à des mesures décidées par la Société des Nations. Au cours de ces conversations, on accorda à la question des sanctions un examen approfondi, et l'opinion fut exprimée que « des mesures militaires pourraient être évoquées selon les conditions découlant de l'application de mesures économiques. »⁵⁰

Ces conversations reçurent un poids supplémentaires du fait de la réponse du gouvernement français à la requête britannique au sujet d'une action française dans l'hypothèse où la Grande-Bretagne serait attaquée par une tierce partie « contre laquelle des sanctions étaient envisagées. » L'assistance française fut promise selon les trois conditions qui suivent :

1. L'obligation d'assistance doit être réciproque. Elle doit engager la Grande-Bretagne à aider la France selon des circonstances semblables.
2. Une consultation conjointe doit être menée au sujet des mesures de précaution proposées.
3. Les obligations doivent s'appliquer que l'État agresseur soit ou non membre de la Société des Nations.⁵¹

48. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 5 octobre 1935. 765.84/1595, MS, Department of State.

49. Mémoire de James C. Dunn, 5 octobre 1935. 765.84/1583V2, MS, Department of State.

50. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 6 octobre 1935. 765.84/1681, MS, Department of State.

51. *London Times*, 8 octobre 1935.

9.5 La Société des Nations désigne l'Italie comme nation pratiquant une agression

Au cours de la période des conversations anglo-françaises au sujet des vastes ramifications du différend italo-éthiopien, la Société des Nations s'escrimait sur le même épineux problème. À Genève, Anthony Eden n'avait aucune pensée d'apaisement, et son attitude inflexible était fermement soutenue par de nombreux groupes importants en Grande-Bretagne. Le clergé de l'Église d'Angleterre se faisait particulièrement insistant pour que le gouvernement britannique restât derrière la Société des Nations. L'Archevêque de York⁵² et l'Archevêque de Canterbury écrivirent des lettres qui exprimaient avec véhémence l'opinion que la loyauté envers la Société des Nations constituait une obligation morale.⁵³

L'Ecclésiaste **F.R. Barry**, durant son prêche à l'abbaye de Westminster, laissa paraître une note similaire et énonça franchement que le soutien à la Société des Nations dans la crise qui perturbait alors l'Europe pourrait présenter de graves conséquences pour la Grande-Bretagne.⁵⁴

Juste avant que l'Assemblée de la Société des Nations déclarât l'Italie État agresseur, Eden reçut un télégramme de la part de l'Archevêque de York et de plusieurs évêques, doyens et autres représentants de l'Église d'Angleterre, l'assurant qu'il disposait de leur ardent soutien pour « prendre toute action » pouvant être « nécessaire pour défendre la Charte de la Société des Nations. »⁵⁵

De nombreux membres du Congrès des Syndicats se prononçaient avec ferveur pour la loyauté envers la Société des Nations, et lorsque le parti travailliste commença ses sessions le 30 septembre, une demande fut immédiatement exprimée pour l'application de sanctions économiques.⁵⁶ L'opinion du grand public britannique semblait prête à soutenir la Société des Nations, même au prix d'une guerre.

En France, la situation était très différente. Alors que l'ombre de l'Allemagne venait de nouveau peser sur les frontières Nord de la France, Laval se faisait de plus en plus réticent à une rupture sérieuse avec Mussolini. Au début, les sociétés de droite, telles que la *Croix de Feu*, les *Camelots du Roi* et la *Solidarité Française* étaient les groupes les plus connus favorables à des relations amicales avec l'Italie de Mussolini, mais les éléments de gauche s'alignaient peu à peu dans la même direction. Dans la plupart des cercles, aucune ferveur en faveur de la guerre ne se faisait sentir. Le point de vue généralement partagé reflétait un profond pessimisme envers l'idéalisme britannique. Il apparaissait aux yeux d'un grand nombre de Français que le soudain enthousiasme britannique pour la Société des

52. *ibid.*, 20 août 1935.

53. *Ibid.*, 28 août 1935.

54. *Ibid.*, 26 août 1935.

55. *Ibid.*, 10 octobre 1935.

56. *Survey of International Affairs*, 1935, pp. 61-63.

Nations dissimulait une préoccupation égoïste au sujet des intérêts impériaux britanniques. Ils considéraient comme particulièrement naïf le fait de laisser leurs sentiments se faire engager par la conversion abrupte d'une nation se faisant dominer par un attachement si animé pour la Société des Nations, à un moment où celle-ci pouvait rendre service à leurs intérêts nationaux. Entre l'indulgence qui avait prépondéré jusqu'alors, et la nouvelle sévérité de l'attitude anglaise envers les violations de la Charte, les Français distinguent un contraste qui les frappe par sa singularité... N'est-il pas exaspérant de voir l'Angleterre se rallier en fin de compte à la Charte après que son long détachement a permis à notre victoire [lors de la Guerre Mondiale] de s'éparpiller au vent, et a permis une expansion du nationalisme allemand ?⁵⁷

Mais la réticence française à faire pression sur Mussolini de manière vigoureuse n'empêcha pas la Société des Nations d'agir pour bloquer l'expansion italienne en Éthiopie. Le 5 octobre, le Conseil de la Société des Nations s'assembla à Genève et nomma un Comité des Six qui devait produire un rapport sur le différend italo-éthiopien au plus tard pour le 7 dans l'après-midi. À cette date, le Conseil s'assembla de nouveau et entendit le rapport de son comité spécial. En conclusion, le rapport faisait cette déclaration de mauvaise augure : « Après un examen des faits énoncés ci-avant, le Comité est parvenu à la conclusion que le gouvernement italien a fait recours à la guerre au mépris de ses engagements selon l'Article 12 de la Charte de la Société des Nations. » Le Conseil accepta ce rapport désignant l'Italie comme nation pratiquant une agression, et porta le sujet à l'ordre du jour de l'Assemblée du 9 octobre.⁵⁸

Il ne faisait guère de doute quant au fait que l'Assemblée allait confirmer la décision du Conseil, et à Genève, la question des sanctions commença à se dessiner largement. Le 8 octobre, Hugh Wilson eut une longue discussion avec M. Coulondre, l'expert en économie du ministère français des affaires étrangères, qui voulait savoir si le cuivre et le pétrole se verraient intégrés sous le terme « équipements de guerre », et se verraient ainsi affectés par l'embargo étasunien sur les armes. Wilson ne pensait pas que ces « matières premières stratégiques » tombassent dans la terminologie de la loi de neutralité. Coulondre remarqua alors que les embargos et quotas ne pouvaient être rendus efficaces « qu'à condition que les États-Unis coopéreraient. » Wilson estimait qu'une telle coopération « pourrait s'avérer extrêmement difficile. » Après un bref examen de sa déclaration décourageante, Coulondre exprima l'opinion optimiste selon laquelle les gouvernements français et britannique bougeaient en direction d'une « véritable entente. »⁵⁹

57. P. Vaucher et P. H. Siriex, *L'Opinion Britannique, la Société des Nations et la Guerre Italo-Éthiopienne* (Paris, 1936), pp. 8, 23, 91.

58. Journal Officiel de la Société des Nations, novembre 1935, p. 1223.

59. De Hugh Wilson au secrétaire Hull, Genève, 8 octobre 1935. 765.84/1680, Strictly Confidential, MS, Department of State.

À Londres, Sir Samuel Hoare discuta de cette entente avec l'ambassadeur Bingham, et se montra quelque peu dubitatif au sujet d'une coopération française. Il avait tendance à penser que le « gouvernement français n'irait pas jusqu'au stade de véritables sanctions militaires, ou d'un blocus, mais il avait confiance en l'idée que les Français soutiendraient les Britanniques jusqu'à ce stade. » Des sanctions économiques pourraient suffire à faire l'affaire. Si l'on pouvait arranger quelque action collective en refusant d'acheter les exportations italiennes, la guerre cesserait après quelques mois.⁶⁰

La possibilité que le conflit italo-éthiopien pût se généraliser en guerre européenne fut écartée par Mussolini, qui assura à l'éditeur de *Paris-Soir* son désir de parvenir à une entente avec la Grande-Bretagne : « Ce désaccord que l'Angleterre a avec nous est certes absurde, et un conflit entre les deux pays serait impensable. Nous ne désirons abîmer les intérêts britanniques ni directement, ni indirectement. »⁶¹

Mais ces gestes de conciliation restèrent sans impact sur l'attitude de l'Assemblée de la Société des Nations, qui approuva le 11 octobre la décision du Conseil (le 7 octobre) pour déclarer que l'Italie avait fait recours à la guerre « dans le mépris des engagements énoncés à l'Article 12 de la Charte. » L'Assemblée nomma également un Comité de coordination pour traiter du sujet de possibles sanctions contre l'Italie.⁶²

L'ambassadeur Long rapporta qu'à Rome, la presse se montrait « amère au sujet des actions entreprises par la Société des Nations. » Elle exprimait l'opinion que « l'Italie a été condamnée à Genève selon des méthodes qu'aucun tribunal d'un pays civilisé n'utiliserait, même dans le traitement du crime le plus haineux qui soit. »⁶³ Au vu de cette animosité cinglante de l'Italie envers la Grande-Bretagne, Long pensait que le département d'État ferait bien de se préparer à un « possible éclatement soudain des hostilités. » Si un conflit se produisait effectivement, il ne serait pas sage d'écarter la force militaire de l'Italie. Les « potentialités de la situation suggèrent la possibilité que nous ayons à l'avenir à traiter sur une base amicale avec une Italie plus importante. »⁶⁴

60. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 8 octobre 1935. 765.84/1666, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

61. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 8 octobre 1935. 765.84/1653, MS, Department of State.

62. Journal Officiel de la Société des Nations, Assemblée de la Société des Nations, pp. 255-67.

63. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 9 octobre 1935. 765.84/1695, MS, Department of State.

64. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 9 octobre 1935. 765.84/1711, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

9.6 Le secrétaire Hull insiste pour la pratique d'une politique indépendante

Le département d'État était pleinement conscient des implications du différend italo-éthiopien. Le 9 octobre, le secrétaire Hull envoya un télégramme à Hugh Wilson dans lequel il souligna le fait que du point de vue du gouvernement étasunien, il devait être « de plus en plus clair » aux yeux de la Société des Nations que chaque étape possible devait être entreprise pour « préserver la paix. » Une assurance fut alors prodiguée : le département d'État n'allait pas occulter « toute mesure que nous pouvons prendre pour assurer une cohérence avec notre politique. » Mais la Société des Nations devait comprendre que le gouvernement étasunien était enclin à poursuivre sa trajectoire « de manière indépendante, selon les circonstances, au fil du développement de celles-ci. »⁶⁵

L'ambassadeur Wilson discuta de ces instructions avec Anthony Eden, qui affirma qu'il « avait pris un soin tout particulier à ne mener aucune action pouvant embarrasser les États-Unis, et [qu']il était parvenu, avant que je lui parle, à la conclusion qu'il pourrait s'avérer embarrassant pour nous de faire émettre une invitation. » Lorsque Wilson reprit le sujet avec Laval, il reçut une prompte assurance : « si le sujet d'une invitation était mis sur la table, » la France s'opposerait « à une telle action. »⁶⁶ Eden remarqua alors que des pressions supplémentaires pouvaient être exercées sur l'Italie au travers d'une action collective de la part des signataires du Pacte de Paris. Il ne pensait pas qu'« une telle action pourrait entraver le travail réalisé à Genève, si elle était menée suivant les canaux diplomatiques. » Pour illustrer cette affirmation, il exposa le plan qu'il avait à l'esprit pour appliquer des sanctions à l'Italie de façon à faire approcher la guerre d'une conclusion rapide.

Alors qu'Eden continuait de réfléchir en termes de contraintes, Laval continuait d'espérer qu'il serait « possible de parvenir à un accord qui pourrait être accepté par l'Italie. » Cet espoir se fondait sur des informations confidentielles, selon lesquelles Mussolini était prêt à accepter « quelque chose considérablement moindre que ce qu'il avait précédemment exigé. »⁶⁷

Mais le mot vint de Rome, selon lequel la position de Mussolini en Italie était plus forte que jamais. Le sentiment général était que « l'affaire présente dépasse toute question de politique internationale et implique l'existence-même de l'Italie. Mussolini compte aujourd'hui parmi ses sou-

65. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Wilson, 9 octobre 1935. 765.84/1686, MS, Department of State.

66. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Genève, 10 octobre 1935. 765.84/1722, MS, Department of State.

67. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Genève, 10 octobre 1935. 765.84/1729, MS, Department of State.

tiens des personnes qui auraient par le passé été enchantées d'assister à sa chute, voire qui ont pu contribuer à essayer de la provoquer. »⁶⁸

À Genève, les Britanniques continuaient de faire pression pour l'application de sanctions concrètes. Cette politique allait se poursuivre jusqu'aux élections. Par conséquent, « il faut s'attendre à voir le poids de la pression anglaise à Genève au sujet de la crise italo-abyssinienne augmenter, et non diminuer, jusqu'à la fin des élections générales. »⁶⁹

Cette pression britannique trouva son expression au cours d'une conversation entre Sir Samuel Hoare et l'ambassadeur Bingham. Le secrétaire aux affaires étrangères était extrêmement préoccupé de faire sentir à l'Italie le poids du mécontentement international du fait de son action agressive en Éthiopie. À cet égard, les signataires du pacte Kellogg pouvaient jouer un rôle important. La Société des Nations pouvait leur donner mandat pour agir, mais cette procédure pourrait provoquer du ressentiment aux États-Unis. Une seconde alternative pouvait prendre la forme d'une suite de conversations « entre les représentants diplomatiques des signataires du Pacte, » mais Hoare resta coi au sujet des méthodes de lancement de ces conversations. La troisième alternative était la « possibilité d'action initiée par le président des États-Unis. »⁷⁰

Lorsque ces suggestions furent portées à l'attention du président Roosevelt, il resta quelque peu déconcerté au sujet de la procédure. Il jouissait d'une croisière en mer, et ne disposait pas à bord de son navire d'une « copie complète » du pacte Kellogg. Il ne se souvenait pas d'une « clause selon laquelle une action positive peut être entreprise par les signataires contre une nation violatrice, hormis au travers d'une protestation pro forma. »⁷¹

Hull fit également répondre par message radio qu'il n'existait dans le pacte de Paris aucune clause prescrivant quelque méthode d'invocation. Mais les anciens secrétaires d'État [Stimson y compris] avaient « exprimé officieusement l'opinion selon laquelle le Pacte autorisait implicitement et appelait aux consultations, et notre opinion est qu'une consultation au stade présent... n'envisage rien de plus qu'un appel concerté... de la part de tous les signataires aux pays belligérants, afin qu'ils respectent leurs obligations légales et morales en renonçant à de nouvelles hostilités. »⁷²

Avec l'accord du président, le secrétaire Hull envoya de longues instructions à l'ambassadeur Bingham, indiquant l'attitude du gouvernement des États-Unis. Le département d'État était « favorablement disposé sur

68. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 10 octobre 1935. 765.84/2074, MS, Department of State.

69. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 10-11 octobre 1935. 765.84/1721, 1740, MS, Department of State.

70. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 11 octobre 1935. 765.84/1752, *Confidential for the Secretary*, MS, Department of State.

71. Du président Roosevelt au secrétaire Hull, 13 octobre 1935. 765.84/1784, MS, Department of State.

72. Du secrétaire Hull au président Roosevelt, 13 octobre 1935. 765.84/1784, MS, Department of State.

le principe à l'idée d'appeler l'attention sur les obligations souscrites par tous les signataires du Pacte, » et cela avait déjà été réalisé au sujet du différend italo-éthiopien. Au sujet d'une consultation entre les signataires du pacte en relation avec ce différend, une telle action aurait dû être menée avant l'éclatement des hostilités. Par conséquent le « moment opportun pour une invocation collective du Pacte... est révolu. » Au vu de ce que les « États-Unis ont déjà fait, je doute de manière claire et nette qu'il serait sage de relancer une initiative de la part de notre pays. »⁷³

Mais cette attitude négative en direction d'une invocation formelle du Pacte de Paris n'empêchait pas le président ainsi que le secrétaire Hull de mener des tentatives intenses d'exercer des pressions économiques sur l'Italie avant même que des sanctions fussent véritablement imposées par les membres de la Société des Nations. Lors d'une conférence de presse, le 10 octobre, on demanda au secrétaire Hull s'il souhaiterait développer ce que « le président avait dit au sujet des intérêts étasuniens qui pratiqueraient le commerce avec les belligérants à leurs propres risques. » Hull répondit que chaque personne devait être en mesure de mesurer les « implications » de l'affirmation faite par le président. Il n'existait aucune interdiction légale faite aux États-Unis de s'engager dans des transactions commerciales ordinaires avec les nations belligérantes, mais l'avertissement du président au sujet de ces relations d'affaires allait sans doute avoir pour conséquence d'en diminuer l'étendue.⁷⁴

Cette manière modérée et indirecte de bloquer le flux de marchandises étasuniennes vers l'Italie ne satisfaisait pas le désir du président de mettre un terme à la guerre italo-éthiopienne. Il suggéra au secrétaire Hull qu'il pourrait être possible de mettre fin à toutes les expéditions de cuivre et d'acier transformés en intégrant ces articles à la liste des « armes, munitions et matériaux de guerre. » Lorsque Hull l'informa que ses conseillers au département d'État avaient pour opinion que le *Neutrality Act* n'« autorisait pas de telles additions à la liste de l'embargo, » il poussa pour que fussent publiés les noms de tous les États-Unis qui, même à leur propre risque, voyageaient sur des navires belligérants ou pratiquaient le commerce avec les belligérants. Hull échangea sur ce point avec le secrétaire Roper, puis donna pour conseil au président l'idée qu'une telle publication serait « malavisée. » Il serait opportun de procéder lentement et d'éviter d'encourir la « critique et l'antagonisme certain de la part des négociants et des voyageurs. »⁷⁵

73. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Bingham, 14 octobre 1935. 765.84/1752, MS, Department of State.

74. département d'État, communiqué de presse, 12 octobre 1935, pp. 303-4.

75. Hull, op. cit., pp. 432-33.

9.7 La Grande-Bretagne limite la liberté d'expression italienne

L'intérêt des États-Unis au sujet de l'imposition de sanctions contre l'Italie fut détourné durant une brève période par une action britannique consistant à limiter la liberté d'expression italienne. Le 12 octobre, le *Columbia Broadcasting System* fit paraître un communiqué de presse au sujet du refus de la part des autorités postales britanniques de relayer, au travers du circuit radio-téléphonique reliant Londres et New York, un discours prononcé par le baron Aloisi à Genève. Selon l'Article 27 de la Convention des Télécommunications de Madrid, une suspension des services radio ne pouvait être mise en oeuvre qu'après que « tous les gouvernements contractants » avaient été notifiés en passant par le Bureau de Berne de la volonté de pratiquer cette action. Le gouvernement britannique n'avait pas pris la peine d'envoyer cette notification, et Francis C. de Wolf, du département d'État, qualifia cette omission de « quelque peu cavalière. » Cet incident constituait une « nouvelle preuve de la sagesse d'établir un circuit téléphonique séparé entre New York et Paris. »⁷⁶

Le Dr. Irving Stewart, un membre de la Commission des Communications, considérait le sujet avec plus de sérieux que M. de Wolf. Il considérait l'action britannique comme une violation directe de l'Article 26 du *Traité de Madrid* (1932). Il pourrait par conséquent s'avérer nécessaire que la *Federal Communications Commission* écrivit au secrétaire Hull et demandât que la violation fut « portée à l'attention des autorités britanniques. » Cette suggestion choquait certains dirigeants du département d'État, qui s'employaient activement à fustiger l'Italie du fait que celle-ci violait des traités. La Grande-Bretagne ne devait jamais être classée comme l'Italie à cet égard. Le Dr. Stewart fut rapidement informé qu'il serait préférable de maintenir toute discussion autour de cette question à un « niveau purement informel » du fait que ses vastes ramifications « impliquaient des sujets aux conséquences délicates. » Il apparaissait aux yeux du Dr. Stewart que la Grande-Bretagne ne devait pas être jugée selon les standards habituels, et il promit de faire « tout son possible » pour empêcher la commission d'envoyer la moindre protestation au département d'État.⁷⁷ L'incident pouvait facilement être enterré au milieu des volumineux fichiers du gouvernement.

76. Mémorandum de Francis Colt de Wolf : « Censorship by British of Baron Aloisi's Speech, » 12 octobre 1935. 765.84/2026, MS, Department of State.

77. Mémorandum au sujet d'une conversation avec le Dr. Irving Stewart, 15 octobre 1935. 765.84/2028, MS, Department of State.

9.8 Les États-Unis refusent de suivre une politique parallèle à celle de la Grande-Bretagne

Alors que les membres de la *Federal Communications Commission* s'occupaient de procéder à cet enterrement, de nombreux experts au sein du département d'État luttèrent avec le problème très concret des sanctions contre l'Italie. Ils avaient pleinement conscience du fait que la Charte de la Société des Nations n'imposait aucune obligation sur la Société des Nations eu égard à l'imposition de sanctions. La mise en oeuvre de telles mesures relevait de la responsabilité de chaque membre de la Société des Nations, à titre individuel. Les obligations de chaque membre d'appliquer des sanctions prenaient effet dès lors que celui-ci avait reconnu par son vote que l'Italie « était entrée en guerre en violation de la Charte. »⁷⁸ Tous les membres du Conseil, à l'exception de l'Italie, l'Autriche, la Hongrie et l'Albanie avaient approuvé la résolution déclarant l'Italie comme nation pratiquant une agression, ce qui constituait de manière indirecte une déclaration favorable à des sanctions. Lors de l'Assemblée du 10 octobre, l'Italie avait voté contre la motion de censure, cependant que l'Autriche et la Hongrie s'étaient abstenues de mener une action formelle. La Société des Nations se prononçait par conséquent presque à l'unanimité dans son approbation de mesures pour limiter l'agression italienne.

En Europe, l'attitude de l'Allemagne était de première importance. Le mot en provenance de l'ambassadeur Dodd était rassurant : « Nonobstant les soupçons des Français... dont je comprends qu'ils sont dans une certaine mesure partagés par les États-Unis, selon lesquels on peut s'attendre à voir l'Allemagne utiliser sous peu la conjecture pour se détacher, ce pays est vraiment hors du cadre pour l'instant. »⁷⁹

Les nouvelles qui provenaient de France contenaient une note d'optimisme discret. Henry Morgenthau Jr. eut une conversation avec Laval le 15 octobre. Le premier ministre français continuait d'entretenir des espoirs de trouver une solution au différend italo-éthiopien. La France n'avait aucune intention d'« acquiescer à des sanctions militaires ou à un blocus. » Il était particulièrement inquiet de voir réussir sa politique de conciliation, car si l'affaire était poussée jusqu'à un stade extrême, et que Mussolini estimait qu'existait un « grand danger que le communisme pût supplanter le régime en Italie, l'Europe ne pouvait guère se permettre d'encaisser un tel coup. »⁸⁰

En octobre 1935, le risque de chute de Mussolini était faible. La décision prise par la Société des Nations d'imposer des sanctions à l'Italie

78. Mémoire ayant trait au mécanisme de la Société des Nations au sujet de sanctions, 15 octobre 1935. 765.84/2002, MS, Department of State.

79. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 14 octobre 1935. 765.84/1819, MS, Department of State.

80. Mémoire d'une conversation entre Pierre Laval et M. Henry Morgenthau, Jr., secrétaire au Trésor, 15 octobre 1935. 765.84/2065, MS, Department of State.

avait davantage contribué « à rallier la nation autour du gouvernement... que toute action jamais entreprise pour “une solution pacifique” du différend. » L'Italie avait désormais la conviction que la Grande-Bretagne cherchait la guerre afin de « paralyser » la puissance italienne « de manière permanente. »⁸¹ Mussolini, au cours d'une conversation avec Allen, ancien sénateur du Kansas, exprima l'opinion que le gouvernement britannique essayait de « provoquer une entrée en guerre de l'Italie. »⁸² À Rome, il fut rapporté que Dino Grandi venait d'émettre un télégramme relatant une discussion tenue avec Neville Chamberlain. Chamberlain avait remarqué qu'« il n'était plus question de guerre en Abyssinie ; plus question d'un soutien de la part de la Société des Nations, mais il s'agissait d'une question de prestige pour l'Angleterre. »⁸³

Mais la Grande-Bretagne n'entretenait pas de réelles intentions d'entrer en guerre aux fins de préserver son prestige. On espérait fortement à Londres que les sanctions économiques allaient mettre l'Italie à genoux. Le 15 octobre, la presse étasunienne publia une déclaration au sujet des restrictions financières que la Société des Nations était prête à imposer à l'Italie. Tous les emprunts consentis directement ou indirectement au bénéfice du gouvernement italien, ou à toute personne ou société relevant du territoire italien, étaient interdits. Des interdictions similaires allaient être appliquées à « toutes les banques et autres établissements de crédits. » Cette action fut considérée par Herbert Feis, du département d'État, comme « très drastique. »⁸⁴

Quoique le gouvernement britannique comprît qu'une politique de sanctions économiques pourrait finir par déboucher sur une guerre contre l'Italie, il donna pour instruction à sa délégation à Genève de pousser « durement et avec insistance » pour son adoption.⁸⁵ Le ministère italien des affaires étrangères craignait que ces pressions britanniques pussent avoir un effet immédiat sur la politique étasunienne. Le 16 octobre, l'ambassadeur d'Italie eut une conversation avec M. Phillips, et se plaignit de ce que la *Federal Reserve Bank* avait récemment diffusé à destination des banques les plus importantes de la ville de New York une demande d'informations au sujet de toutes les opérations de crédit et de banque en instance avec les banques et maisons commerciales italiennes. Il considérait cette action comme l'une des nombreuses manifestations de ce que le gouvernement étasunien s'engageait activement dans des tentatives de

81. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 17 octobre 1935. 765-84/2241, MS, Department of State.

82. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 16 octobre 1935- 765-84/1888, MS, Department of State.

83. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 16 octobre 1935. 765-84/1870, MS, Department of State.

84. Mémoire par Herbert Feis sur les sanctions financières de la Société des Nations contre l'Italie, 16 octobre 1935. 765.84/2027, MS, Department of State.

85. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Genève, 15 octobre 1935. 765.84/1849, MS, Department of State.

décourager le commerce avec l'Italie. Tout en restant convaincu que la Société des Nations ne « donnait pas d'ordres » aux États-Unis, il semblait évident que le département d'État se montrait « très empressé de répondre à la situation en cours de développement à Genève. » Lorsque l'ambassadeur finit par remarquer qu'il présuait que le gouvernement britannique était en lien étroit avec les États-Unis « eu égard à son programme, » M. Phillips s'empressa de « réfuter cela, et lui affirma catégoriquement que nous n'étions pas approchés par un quelconque gouvernement au sujet des activités de la Société des Nations. »⁸⁶

Cette assurance fournie par M. Phillips était particulièrement fallacieuse. Le jour-même où elle fut prodiguée par M. Phillips, Anthony Eden tint l'une de ses conversations confidentielles usuelles avec l'ambassadeur Hugh Wilson. Une fois de plus, la vieille question fut levée sur les consultations entre les pays qui n'étaient pas membres de la Société des Nations. Wilson exprima l'opinion selon laquelle toute action ou déclaration par ces pays non-membres sur le différend italo-éthiopien devraient être émis par suite de discussions diplomatiques, plutôt que comme produits d'une conférence formelle. Eden répondit en suggérant que la France et les États-Unis prissent l'initiative d'invoquer le pacte Kellogg. Il était tout à fait « enthousiaste vis-à-vis de cette idée. » Il estimait qu'elle pourrait être « énormément utile. . . si l'Allemagne pouvait d'une manière ou d'une autre être ajoutée au tableau. »⁸⁷

Cette suggestion laissa de marbre le secrétaire Hull, et le 17 octobre, il envoya un câble à Prentiss Gilbert à Genève, énonçant que le gouvernement étasunien « agissait de sa propre initiative et de manière séparée et indépendante de tout autre gouvernement ou organisation de paix. »⁸⁸

Lorsque l'on montra à l'ambassadeur Wilson une copie de ces instructions, il essaya de trouver un créneau rapide pour en discuter le contenu avec Anthony Eden. Ce dernier se montra rassurant. Sans aucun doute, une communication serait transmise depuis la Société des Nations aux États-Unis, mais elle serait formulée d'une manière qui « ne pourrait pas être embarrassante. » En référence à la situation politique en Europe, Eden remarqua que l'« ensemble de la relation entre la France et la Grande-Bretagne laissait de plus en plus à désirer. » Il avait reçu des lettres en provenance de France indiquant que l'Angleterre y était plus impopulaire que jamais depuis *Fachoda*. Il était manifeste que le sentiment public en Grande-Bretagne se levait également rapidement contre la France et ses

86. Mémoire d'une conversation entre M. Phillips et l'ambassadeur d'Italie, 16 octobre 1935. 765.84/2176, MS, Department of State.

87. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Genève, 17 octobre 1935. 765.84/1916, MS, Department of State.

88. Du secrétaire Hull à Prentiss Gilbert, 17 octobre 1935. 765.84/1847, MS, Department of State.

« tergiversations pour mener une action collective. »⁸⁹

La communication en provenance de la Société des Nations à laquelle Eden avait fait référence prit la forme de documents ayant trait au différend italo-éthiopien. Un commentaire étasunien au sujet de ces informations fut demandé. Le 26 octobre, le secrétaire Hull envoya sa réponse. Une fois de plus, l'emphase était mise sur la « politique indépendante » suivie par les États-Unis au sujet de la guerre en Éthiopie. Si le gouvernement étasunien considérait avec un intérêt sympathique les efforts concertés des autres nations pour préserver la paix, il ne prendrait pas part à ce concert. Mais il serait toujours prêt à exercer « son influence morale en faveur de la paix, partout dans le monde. »⁹⁰

9.9 L'Italie espère préserver l'amitié étasunienne

En France, certains journaux comme *le Four* se montrèrent franchement déçus par la teneur de la réponse du secrétaire Hull. M. Bailby exprima l'opinion selon laquelle « lorsque les promesses des États-Unis de faire usage de leur influence morale en faveur de la paix, » il est apparent qu'ils n'ont « aucun désir d'aller plus loin. » Cette décision laisse « la porte ouverte au transport de produits en passant par l'Allemagne et l'Autriche, ce qui place donc les nations exerçant des sanctions dans une déplorable position d'infériorité. »⁹¹

Le premier ministre Laval, cependant, informa l'ambassadeur Straus qu'il était « tout à fait charmé par la déclaration sur la position étasunienne. » Il estimait que la paix pouvait être préservée en accordant à l'Italie « une certaine forme de contrôle sur cette portion de l'Éthiopie sise au Sud du huitième méridien. » Il estimait également qu'il allait s'avérer nécessaire de céder une bande de territoire au Nord, jouxtant l'Érythrée. Au sujet des sanctions il tendait à penser qu'elles seraient appliquées « presque immédiatement, » et seraient confinées à « des mesures économiques. » Il pensait qu'il serait extrêmement important de « maintenir l'administration de Mussolini afin de prévenir la propagation du communisme. »⁹²

En Italie, la réponse du secrétaire Hull à la Société des Nations fut considérée comme une « pleine confirmation de la politique de neutralité votée par le Congrès. » L'opinion italienne restait « amicale envers les États-Unis. »⁹³ Les espoirs exprimés par de nombreux Italiens furent en-

89. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Genève, 18 octobre 1935. 765.84/1952, MS, Department of State.

90. Déclaration du secrétaire Hull, 26 octobre 1935, Department of State, Press Release, 2 novembre 1935, pp. 336-37.

91. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 28 octobre 1935. 765.84/2167, MS, Department of State.

92. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 29 octobre 1935. 765.84/2181, *Confidential file*, MS, Department of State.

93. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 29 octobre 1935. 765.84/2195, MS, Department of State.

couragés par les remarques publiées par un correspondant de presse étasunien célèbre, Isaac G. Marcossou⁹⁴, qui semblait s'exprimer avec autorité au sujet de l'impossibilité de mettre en œuvre des sanctions à l'encontre de l'Italie. M. Marcossou avait pour conviction que l'échec de l'Autriche et de la Hongrie à approuver la politique de pressions présageait d'un rapide délitement de ce système. Les exportations allemandes trouveraient un chemin facilement vers l'Italie, et la Russie, en dépit de promesses du contraire, fournirait à Mussolini le pétrole, la fonte brute et le manganèse dont il avait tant besoin.⁹⁵

Mais l'optimisme italien au sujet de la nature inefficace des sanctions reçut un coup le 30 octobre, lorsque le président Roosevelt et le secrétaire Hull firent paraître des déclarations attirant l'attention sur le fait qu'ils avaient averti les citoyens étasuniens « contre les transactions de toute nature avec l'une ou l'autre des nations belligérantes, sauf à leur propre risque. » Le président exprima alors l'espoir que les hommes d'affaires étasuniens ne seraient pas attirés par la possibilité d'importants retours de la part du commerce en temps de guerre, et M. Hull exprima un avertissement contre « les profits de guerre temporaires et risqués. »⁹⁶

Certains pays importants n'accueillirent pas favorablement cette recommandation de perfection. L'ambassadeur du Japon à Rome informa l'ambassadeur Long que son gouvernement n'allait « pas soutenir la politique de sanctions » et n'allait pas « même répondre à la communication récente de la Société des Nations à ce sujet. »⁹⁷ Le gouvernement espagnol n'était pas du tout certain de la politique qu'il allait adopter,⁹⁸ cependant que l'ambassadeur de Pologne informa M. Phillippe, le secrétaire d'État par intérim, que son gouvernement était opposé à une mise en application précoce de sanctions contre l'Italie.⁹⁹ Les trous dans les digues de l'embargo ne faisaient que grossir.

Nombre de diplomates étasuniens en poste à l'étranger furent frappés par l'évidence de ce que le programme britannique visant à exercer des pressions sur l'Italie ne recevait pas le soutien qu'on en avait espéré. La possibilité de se faire attirer dans une guerre avait dissuadé certaines nations ; d'autres se montraient critiques sur la manière dont les dirigeants britanniques traitaient le sujet. L'ambassadeur Long exprima l'opinion que l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie avait constitué une violation du Pacte Kellogg, mais que ce mouvement vers la guerre présentait égale-

94. On pense qu'il s'agit de Isaac F. Marcossou, NdT

95. New York Herald-Tribune, (édition de Paris), 18 octobre 1935.

96. Département d'État, communiqué de presse, 2 novembre 1935, pp. 338-39.

97. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 29 octobre 1935. 765.84/2192, MS, Department of State.

98. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 30 octobre 1935. 765.84/2205, MS, Department of State.

99. Du secrétaire d'État par intérim, Phillips, à l'ambassade des États-Unis à Varsovie, 2 novembre 1935. 765.84/1866, MS, Department of State.

ment d'autres causes. Le « menace navale [britannique] envers l'Italie a également constitué une violation de la Charte de la Société des Nations, ainsi qu'un élément plutôt probant du fait que le Royaume-Uni était et reste prêt à passer outre sa renonciation de "la guerre comme politique nationale" souscrite dans le cadre du Pacte Kellogg. »¹⁰⁰

Il était difficile pour l'ambassadeur Long de critiquer vertement la politique italienne. À Rome, il avait été traité avec une courtoisie si constante qu'il trouvait facile de proposer des excuses pour les violations pratiquées à l'encontre du Pacte Kellogg. Depuis le 11 octobre, le gouvernement italien avait eu à faire face à la menace de sanctions. Cette guerre économique allait commencer le 18 novembre, et c'est l'ensemble de la péninsule qui craignait l'impact qu'elle aurait sur le mode de vie italien. On reconnaissait partout que les États-Unis, au travers de leur embargo sur les armes, au travers de restrictions sur les crédits bancaires, et au moyen d'avertissements répétés sur les dangers de commercer avec les nations belligérantes, avaient agi d'une manière pouvant gravement embarrasser l'effort de guerre italien. Mais le gouvernement italien n'avait pas permis à ces actions contraires de produire une attitude d'hostilité à l'égard des États-Unis. Si l'on trouvait quelque « pleurnicherie dans leur examen de la politique étasunienne, leurs interprétations sur l'impact produit sur eux restent dans l'ensemble généreuses, et ils considèrent très largement encore les États-Unis d'une manière très amicale. » On continuait de caresser l'espoir que la guerre éthiopienne n'allait pas sacrifier « l'amitié des États-Unis, non seulement du fait de l'avantage égoïste qu'elle constitue pour eux dans cette lutte, mais également parce que la pensée est traditionnellement avec eux. » Après cette présentation soignée de nombre des facteurs de l'équation italo-éthiopienne, l'ambassadeur Long clôturait sur le conseil qui suit : « Je recommande fortement que le gouvernement étasunien soit neutre et reste hors de cette guerre. . . Je recommande que nous poursuivions une trajectoire de distance étudiée. »¹⁰¹

9.10 Le département d'État exerce des pressions sur l'Italie

Ces recommandations de l'ambassadeur Long restèrent vaines de la part du président Roosevelt et du secrétaire Hull. L'entente anglo-étasunienne, dont l'existence avait été vigoureusement réfutée par M. Phillips, fonctionnait de la manière la plus efficace qui fût. Le département d'État avait mené une étude complète des sanctions économiques et était parvenu à la conclusion qu'elles ne pouvaient pas fonctionner correctement, sauf si

100. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 12 novembre 1935. 765.84/2507, MS, Department of State.

101. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 12 novembre 1935. 765.84/2507, MS, Department of State.

certaines matières premières essentielles et quelques produits de base clés étaient exclus des exportations étasuniennes autorisées vers l'Italie. L'embargo sur « les armes, munitions et équipements de guerre » était d'un cadre trop limité pour affecter significativement l'effort de guerre italien. Il allait falloir ajouter quelque chose de nouveau au programme étasunien.

Pour rendre le meilleur service possible à la Société des Nations dans cette affaire des sanctions contre l'Italie, le secrétaire Hull émit le 15 novembre une déclaration qui constituait véritablement une déclaration de guerre économique contre l'Italie :

*Le peuple étasunien mérite de savoir qu'il existe certains produits de base, tels que le pétrole, le cuivre, les camions, les tracteurs, la ferraille de fer et d'acier, qui constituent des éléments essentiels à la guerre, bien que ne relevant pas littéralement des « armes, munitions ou équipements de guerre, » et que selon des rapports commerciaux récents établis par le gouvernement, les quantités de ces biens ont récemment connu une forte croissance, à des fins d'exportation pour la guerre. Cette classe de commerce est directement contraire à la politique de ce gouvernement, comme annoncée dans les déclarations officielles du président et du secrétaire d'État, et elle est également contraire à l'esprit général du récent neutrality act.*¹⁰²

Le dessein du secrétaire Hull était de placer les États-Unis dans un train de croisades menées contre les nations coupables d'agression. Ni lui, ni le président ne disposait de l'autorité de rallier d'autres nations dans des sanctions militaires qui pourraient arrêter l'avancée des armées italiennes sur l'Éthiopie, mais ils pouvaient invoquer « l'esprit » du *Neutrality Act* dans l'objectif de saboter toute avancée rapide de la machine de guerre de Mussolini. Ils avaient pris plusieurs longueurs d'avance sur la Société des Nations à cet égard. La déclaration du secrétaire Hull en date du 15 novembre précédait de trois jours la date où les sanctions de la Société des Nations devaient prendre effet. En outre, l'énumération des produits de base et des matières premières de cette liste de non-exportation était plus conséquente que celle émise par la suite par les membres de la Société des Nations. Le calendrier étasunien comprenait le pétrole, élément clé. La Société des Nations n'alla jamais aussi loin, et les déclarations qu'elle produisit ne se parèrent jamais de la note de droiture si fortement proclamée par le secrétaire Hull. Aux oreilles des ardents soutiens de la Société des Nations, cette note de droiture pouvait paraître comme une ode à la paix ; pour ceux qui étudiaient de manière réaliste les relations internationales, il s'agissait d'un coup de clairon pour appeler aux armes, dont les échos résonnèrent dans les couloirs du département d'État jusqu'à ce qu'il fût magnifié en chœur de guerre, avec la tragédie de Pearl Harbor.

102. Département d'État, Communiqué de presse, 16 novembre 1935, p. 382.

Chapitre 10

Mussolini tourne en dérision la sécurité collective

10.1 Le secrétaire Hull défend la politique étasunienne

La déclaration faite à la presse le 15 novembre par le secrétaire Hull convainquit Mussolini que les États-Unis devaient bel et bien être classés parmi les nations favorables à des sanctions économiques contre l'Italie. Lorsque l'ambassadeur Long rapporta ce changement de sentiment au département d'État, Hull expliqua avec désinvolture que les États-Unis suivaient une « politique indépendante » basée sur l'« esprit et le dessein » de la récente loi de neutralité.¹ Le 22 novembre, il fit usage de la même explication au cours d'une longue conversation tenue avec l'ambassadeur d'Italie. Il assura au Signor Rosso que l'une des principales raisons des vastes suggestions de la déclaration du 15 novembre résidait dans le fait évident que le peuple étasunien était « presque sauvagement opposé à la guerre, et restait en tous cas favorable à se tenir extérieur à la guerre présente. » Des contacts avec les nations belligérantes pourraient répandre l'infection du conflit armé, si bien que l'administration Roosevelt était arrivée à la conclusion qu'il était opportun d'isoler les États-Unis de tels contacts autant que possible. « De lourdes pressions » avaient été exercées sur le département d'État pour intégrer à sa liste d'embargo « divers matériels de guerre de première et d'essentielle [importance] » à partir desquels on pouvait fabriquer des équipements de guerre. L'administration avait fini par décider d'apporter une réponse favorable à ces pressions.

M. Hull porta ensuite l'attention de l'ambassadeur Rosso sur le sacrifice très considérable que la Guerre Mondiale avait demandé aux États-Unis. Il évoqua également les importants emprunts que l'administration Wilson

1. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 436.

avait consentis à l'Italie durant ce conflit, ainsi que le fait que les remboursements de ces emprunts avaient par la suite été réduits à une « somme symbolique. » De nombreux Étasuniens demandaient désormais pourquoi le gouvernement italien s'embarquait dans une aventure impérialiste coûteuse au lieu de liquider ces obligations financières impayées. Quant à M. Hull lui-même, il se sentait contraint d'exprimer sa grande surprise de voir que « le gouvernement italien venait se plaindre à ce gouvernement, au vu des circonstances, avec les mots sévères qu'il emploie. »² La position des États-Unis était très claire : « Ils s'opposent à la livraison anormale à des desseins de guerre de matériels strictement destinés à la guerre. »

Le gouvernement italien était loin de se trouver satisfait par ces explications. La Société des Nations avait désigné le 18 novembre comme jour de début d'application des sanctions, et Mussolini entretenait de nombreuses craintes au sujet de l'impact de ces restrictions sur le mode de vie italien. Les sanctions se classaient en quatre catégories :

1. un embargo aux armes, sur les munitions et équipements de guerre
2. un embargo sur les exportations italiennes
3. une interdiction sur les exportations à destination de l'Italie
4. un boycott financier contre l'Italie.

Le boycott financier, quoique très strict, n'affectait pas sérieusement l'Italie. L'embargo sur les exportations italiennes provoqua un rapide déclin du commerce avec la France et la Grande-Bretagne, mais les importations des États-Unis depuis l'Italie conservaient en mars 1936 le même niveau qu'en janvier 1935, et l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie se portèrent au secours de Mussolini. Quoique les réserves d'or de la Banque d'Italie eussent rapidement diminué entre novembre 1935 et mars 1936, la balance commerciale restait suffisante pour assurer les achats nécessaires

2. Mémoire du secrétaire d'État au sujet d'une conversation tenue avec l'ambassadeur d'Italie (Rosso) le 22 novembre 1935. 765.84/2747, MS, Department of State. La veille (le 21 novembre), le marquis [Alberto Rossi Longhi](#), conseiller de l'ambassade d'Italie, avait eu une longue discussion avec M. [Joseph C. Green](#), responsable du bureau de contrôle des armes et munitions. Il s'était plaint de ce que « certains traits de notre politique de neutralité étaient injustes vis-à-vis de l'Italie, et semblaient indiquer une attitude hostile de notre part envers ce pays. » M. Green avait donné au Signor Longhi la réponse stéréotypée que l'« objectif principal de notre politique de neutralité était d'empêcher que les États-Unis se retrouvaient impliqués dans la guerre et que les mesures que nous avons adoptées pour parvenir à cette fin avaient été décidées de manière indépendante et de notre propre initiative, et étaient applicables à égalité aux deux belligérants. » De Green au secrétaire Hull, 21 novembre 1935. 71100111 Armament Control/492, MS, Department of State.

à une courte guerre.³ L'interdiction des exportations vers l'Italie n'était pas aussi drastique et étendue que l'avaient désiré certains dirigeants. Le charbon, le pétrole et le cuivre n'étaient pas interdits. Au cours du trimestre s'étalant d'octobre à décembre 1935, la proportion étasunienne des ventes de pétrole faites à l'Italie monta jusque 17.8 %. Les exportations de cuivre en provenance des États-Unis connurent un accroissement similaire, montant de 1 329 000 \$ (novembre 1934 — mars 1935) à 2 201 000 \$ (novembre 1935 — mars 1936). Malgré les ardentes admonestations du président Roosevelt et du secrétaire Hull, les intérêts d'affaires étasuniens ne voulaient pas pratiquer d'embargo sur les exportations, qui donnaient lieu à des bénéfiques juteux.⁴

Au mois de novembre 1935, le gouvernement italien ne disposait d'aucune assurance vis-à-vis du fait que les sanctions pourraient échouer à gêner fortement ses efforts de guerre. Il restait à Genève un fort sentiment favorable à inscrire le pétrole sur la liste d'embargo, et une possibilité existait également que le secrétaire Hull pourrait amener les compagnies pétrolières à mettre fin à leurs exportations. L'ambassadeur Long estimait que si la Société des Nations bannissait les exportations de pétrole à destination de l'Italie, Mussolini allait « décider de se battre plutôt que de jeter les armes. »⁵

Laval craignait également cette possibilité, et était décidément « tiède vis-à-vis de la mise en oeuvre de sanctions. » À une réception à Paris, Mme Laval informa l'épouse de l'ambassadeur d'Italie « en des termes non équivoques à quel point elle était opposée à la création de tout antagonisme entre la France et l'Italie. » Des personnes « haut-placées dans le gouvernement » pensaient qu'elle « reflétait le point de vue de son époux. »⁶

Face à cette menace de guerre de la part de Mussolini, la Grande-Bretagne se tourna rapidement vers les États-Unis pour obtenir des conseils. Le 5 décembre, l'ambassadeur britannique à Washington demanda au secrétaire Hull s'il existait quelque possibilité que le gouvernement étasunien pût adopter « des actions efficaces » pour empêcher une augmentation des livraisons de pétrole à l'Italie au cas où la Société des Nations imposerait un embargo sur le pétrole ou si le gouvernement britannique adoptait

3. Au 12 décembre 1935, trente-cinq nations avaient convenu d'un embargo sur les armes dirigé contre l'Italie; cinquante-deux nations avaient accepté la suggestion d'un boycott sur le crédit; cinquante s'étaient laissé convaincre que les importations italiennes devaient être interdites; cinquante-et-une estimaient que certaines exportations à destination de l'Italie devaient subir un embargo; et quarante-six avaient adopté le projet de plan visant à assister les nations qui avaient été affectées négativement par le programme de sanctions. Seuls quatre États avaient refusé d'agir dans le cadre de l'Article 16 de la Charte — l'Albanie, l'Autriche, la Hongrie et le Paraguay. Voir Dwight E. Lee, *Ten Years* (Boston, 1942), p. 150.

4. M. J. Bonn, « How Sanctions Failed, » *Foreign Affairs*, XV (1937), 350-61.

5. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 25 novembre 1935. 765.84/2742, Strictly Confidential, MS, Department of State.

6. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 25 novembre 1935. 765.84/2740, MS, Department of State.

une trajectoire indépendante dans la même veine.⁷ La réponse de Hull fut très prudente. Si le département d'État restait tout à fait opposé à l'expédition « en quantités anormales » de matériel de guerre aux nations belligérantes, « les parties intéressées doivent faire usage de leur propre jugement » pour essayer de prévoir « l'attitude et les actions probables qui seront celles du Congrès » vis-à-vis de ces exportations anormales.

Cette réponse absconse ne satisfaisait pas Sir Ronald Lindsay, qui retourna au département d'État le 7 décembre afin de répéter sa requête. Hull fut quelque peu ennuyé de cette persistance. Au cours de sa conversation avec Sir Ronald, il demanda si la Société des Nations attendait des assurances étasuniennes avant d'entreprendre quelque action. Avant que l'ambassadeur ait pu répondre, Hull indiqua que le département d'État était « allé aussi loin » qu'il le pouvait. Il n'avait pas d'« autorité légale pour imposer un embargo sur le pétrole. » Si la Société des Nations était prête à adopter des actions pour inscrire le pétrole sur la liste d'embargo, elle devrait le faire sans référence à une action étasunienne.⁸

Sir Ronald fut interloqué par le ton et le contenu des remarques de Hull, et finit par murmurer qu'il n'était pas « disposé à faire d'autres recherches. » Il voyait clairement que le département d'État n'était pour le moment pas intéressé par quelque aventure dans des politiques parallèles anglo-étasuniennes.

10.2 L'accord Hoare-Laval

Sans le secrétaire Hull pour lui raidir l'échine, John Bull était une personne très souple. Il pouvait parfois tendre une oreille aux conseils relevant de principes élevés, mais en d'autres occasions, il n'avait aucune difficulté à ouïr les doux accents de l'intrigue. À Genève, le *Foreign Office* britannique disposait d'un porte-parole en la personne d'Anthony Eden, qui parlait de manière aussi impeccable qu'il se vêtait. À Paris, les Britanniques disposaient d'un expert, M. [Maurice Peterson](#), qui murmurait de manière si peu réaliste que Pierre Laval le considérait comme une âme soeur, et désigna

7. De nombreux journaux britanniques appelaient haut et fort à des sanctions sur le pétrole. Le professeur Gilbert Murray écrivit au *Daily Mail*, le 2 décembre 1935, en affirmant catégoriquement qu'« il fallait vaincre Mussolini. Si vous pouvez y parvenir en tarissant ses approvisionnements en pétrole, alors faites le rapidement et de manière universelle. Cela mettra fin à la guerre. » Le *Daily Telegraph*, dans son édition du 2 décembre 1935, était certain que des sanctions sur le pétrole auraient pour effet de « paralyser la grandiose expédition outre-mer sur laquelle Mussolini a misé le prestige présent de l'Italie. »

8. Hull, op. cit., p. 442. Dans le journal personnel de Neville Chamberlain, on trouve quelques commentaires intéressants au sujet des sanctions : « 29 novembre 1935. Les États-Unis en ont déjà fait bien plus qu'à l'accoutumée... Nous devrions prendre la direction nous-mêmes au lieu de laisser la question s'orienter par défaut... Si nous reculions à présent du fait des menaces de Mussolini, nous devrions laisser seuls les Étasuniens. » Keith Feiling, *The Life of Neville Chamberlain* (New York. 1946), p. 272.

M. de Saint-Quentin pour lui tenir une compagnie agréable. Au cours des premières semaines du mois d'octobre, lorsqu'Eden parlait de tenir une position ferme contre l'agression italienne, Peterson et Saint-Quentin étaient activement engagés dans un projet qui allait franchement reconnaître les revendications de Mussolini sur une vaste portion de l'Éthiopie. Ces activités étaient si bien connues que le *London Daily Herald* publia un plan d'apaisement qui était supposé représenter le point de vue de cette paire intéressante. Ce plan prévoyait une domination italienne sur l'empire de Haïlé Sélassié.⁹

Ce plan fut remis en attente dans les sphères diplomatiques pour n'être activé qu'après les Élections générales qui devaient se tenir en Grande-Bretagne. Lorsque M. Baldwin eut obtenu l'assurance de reprendre du service (le 14 novembre), M. Peterson reprit son travail avec Saint-Quentin. Le 4 décembre, Laval tint une conférence importante avec l'ambassadeur italien, et le lendemain le *New York Times* fit paraître le schéma d'un projet de paix en Éthiopie.¹⁰ Apparemment, il était difficile pour le plan de Laval de rester secret.

Le 7 décembre, Sir Samuel Hoare fit un voyage à Paris pour discuter avec Laval, au cours duquel il exprima la vision que faute d'une plateforme de paix rapidement positionnée sous la structure chancelante de l'Éthiopie, le pays allait tomber sous les coups de butoir du maréchal Badoglio. Laval s'accorda rapidement avec les prédictions lugubres du secrétaire britannique aux affaires étrangères. L'Éthiopie devint soudain l'« homme malade d'Afrique », et une opération majeure devenait nécessaire pour préserver son existence. Cette opération fut achevée le 8 décembre, avec pour chirurgiens en chef Hoare et Laval.

Au mois de décembre 1935, la principale préoccupation de Laval était le danger d'un rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne. Il fallait empêcher cela bien que les conditions de Mussolini fussent élevées. Il serait bien mieux de placer un grand nombre d'Éthiopiens arriérés sous l'administration de l'Italie que de pousser Mussolini dans les bras de Hitler et ainsi préparer la voie vers une seconde Guerre Mondiale. Sous le règne de l'empereur Haïlé Sélassié, les conditions de vie en Éthiopie étaient tout à fait primitives, et la plupart des indigènes vivaient en état de pauvreté et de danger personnel. Il existait une forte possibilité que le mode de vie des indigènes pût se trouver amélioré en passant sous administration italienne.

Le point de vue de Laval a reçu une expression de compréhension de la part de Winston Churchill dans sa dernière étude sur la toile de fond de la seconde Guerre Mondiale :

Les Français, par conséquent, tenaient fermement à l'idée qu'ils ne devaient pas se laisser entraîner dans une distanciation per-

9. *London Daily Herald*, 30 octobre 1935.

10. *New York Times*, 5 décembre 1935.

*manente de l'Italie par suite du fort sentiment qui avait soudainement émergé en Angleterre contre Mussolini... Nous ne pourrions envoyer en France que deux divisions d'armée pour commencer si celle-ci était envahie par l'Allemagne. Chacun peut tout à fait comprendre le point de vue de Monsieur Laval à cette époque.*¹¹

La crainte de l'Allemagne était un facteur constant dans l'équation européenne de Laval, et Hoare, après un séjour de quelques heures à Paris, se mit à partager cette même appréhension. Il finit par donner sa bénédiction aux travaux de Saint-Quentin et de Maurice Peterson, et le produit de ces travaux fut bientôt connu sous le nom d'**Accord Hoare-Laval** pour le règlement du différend italo-éthiopien. Selon ses termes, l'Éthiopie céderait à l'Italie quelque 155 400 km² de territoires, et recevrait en retour une tranche d'Érythrée avec un débouché sur la mer. La moitié Sud de l'Éthiopie, environ 414 400 km², serait réservée comme sphère d'influence où l'Italie pourrait jouir de certains privilèges économiques. Outre ces avantages, une bonne dose de contrôle politique, équivalent à une domination italienne, était consentie.¹² Sir Samuel sortait le grand jeu à Mussolini.¹³

La retraite de Hoare était à la fois morale et physique. Après la publication de l'Accord Hoare-Laval, en grand besoin de se reposer, le secrétaire britannique aux affaires étrangères mena une visite en Suisse. Des images circulèrent, le montrant en train de pratiquer le patin à glace avec entrain, mais la poisse devait le suivre. En réalisant une figure difficile sur la glace, il tomba et se cassa le nez. C'est une vieille histoire que la chute de l'homme, mais aux yeux de Hoare, celle-ci sembla prendre un sens nouveau. Il lui fallait rentrer sur-le-champ en Angleterre pour expliquer au Parlement pourquoi il était devenu partie d'un plan visant à apaiser Mussolini. Le premier ministre Baldwin s'accorda avec sa décision, et escompta pour un temps se battre aux côtés de Hoare sous sa bannière bien connue « des hommes, pas des mesures. » Mais l'opinion publique britannique, chauffée à blanc, le contraignit rapidement à cesser d'arborer cette bannière, et à

11. Winston Churchill, *The Gathering Storm* (Cambridge, 1948), pp. 181-83.

12. *British White Paper*, Cmd. 5044 (1935) ; Parliamentary Debates, House of Commons, CCCVII, 19 décembre 1935, 2004 ff. Diverses estimations existaient sur la surface de territoire exacte que l'Italie recevrait de la part de l'Éthiopie. Le *Manchester Guardian*, dans son éditorial du 12 décembre 1935, « The Peace Proposals, » indiquait estimer que selon l'Accord Hoare-Laval, l'Italie allait recevoir 388 500 des 906 500 km² de l'Éthiopie. Ceci reviendrait à dix fois plus que la proposition réalisée au mois de septembre par le Comité des Cinq.

13. Le *Foreign Office* britannique alla jusqu'à donner instruction à Sir Sidney Barton, le représentant britannique à Addis Abeba, de faire usage de sa « pleine influence pour induire l'empereur à accorder une considération soigneuse et favorable à ces propositions, et à ne surtout pas les rejeter à la légère... Il donnera de nouvelles preuves de sa stature d'homme d'État en comprenant les avantages de l'opportunité de négociations qu'elles procurent. » *London News Chronicle*, 16 décembre 1935.

confesser franchement auprès du parlement que les propositions Hoare-Laval étaient « absolument et totalement mortes. » Il n'y aurait aucune tentative de les « ramener à la vie. »¹⁴

La décision de Baldwin d'abandonner l'Accord Hoare-Laval fut prise après le déclenchement d'un concert de protestations dans la presse britannique. Le *London Star* qualifiait l'accord de simulacre qui « horrifiait les hommes dotés d'un sentiment de justice ; » le *Yorkshire Post* le considérait comme une brèche dans la « moralité internationale ; » le *Liverpool Daily Post* considérait ses conditions comme « choquantes » ; et le *Manchester Guardian* remarquait qu'il était « incroyable que le gouvernement ait accepté un plan si drastiquement éloigné de tout ce que le pays lui a donné à penser qu'il pourrait tolérer. »¹⁵ Le *London Daily Herald*, un organe de la gauche travailliste, se montrait particulièrement véhément dans sa dénonciation de l'accord qu'il appelait une « brèche de confiance — une conspiration pour entrer en conspiration avec l'agresseur afin de vaincre la Société des Nations. »¹⁶ Le *News Chronicle* (libéral) classait l'accord comme une « trahison outrageante de la Charte, »¹⁷ cependant que le *Daily Telegraph* et le *Morning Post* faisaient paraître une plainte similaire.¹⁸ Harold Laski s'empessa de mettre sous presse une appréciation âcre de Sir Samuel Hoare : « Il n'est rien d'autre que l'esprit d'un Conservateur moyen usant du pouvoir au lieu d'en être privé. . . Sir Samuel a agi dans la crise exactement comme l'approuve le vieil esprit conservateur. . . Il raisonne en termes de pouvoir. »¹⁹

Le 16 décembre, le corollaire secret de l'Accord Hoare-Laval fut publié. Cet article allait vraiment empêcher le gouvernement éthiopien de construire une voie ferrée entre le port d'Assab et l'intérieur du pays. Le *London Times* considérait ce corollaire comme quelque chose « en désaccord avec l'interprétation la plus cynique même de la mission de civilisation » de l'Italie.²⁰

Les chaînes de journaux appartenant à Lord [Beaverbrook](#) et à Lord [Rothermere](#) étaient dans l'ensemble favorables à l'Accord Hoare-Laval, mais la majorité de la presse britannique se faisait si critique que Hoare fut contraint à la démission, et qu'Anthony fut nommé ministre des affaires étrangères. Baldwin s'inclina ainsi face à l'opinion publique, mais son geste fut réalisé sans conviction. Au mois de juin 1936, Hoare fut repris au sein du Cabinet, au poste de Premier Lord de l'Amirauté. Il fut affirmé avec emphase que l'on ne pouvait pas se passer de ses talents extraordinaires. Apparemment, ses collègues estimaient que ses talents, et non de hauts

14. *Survey of International Affairs*, 1935, II, 314-20.

15. Cité dans le *London Times*, 12 décembre 1935.

16. 11 décembre 1935.

17. 11 décembre 1935.

18. 14 décembre 1935.

19. *London Daily Herald*, 20 décembre 1935.

20. 16 décembre 1935.

principes moraux, constituaient le principal prérequis à un dirigeant.

En Italie, cette amère réaction britannique à l'Accord Hoare-Laval fut attribuée aux « œuvres de l'antifascisme, de la maçonnerie, et du communisme, sur les masses égarées. » Ces forces n'existaient pas en Allemagne, et ce fait préparait la voie à une entente avec ce pays. La presse italienne reconnaissait avec candeur que les dirigeants allemands n'avaient « pas d'amour pour l'Italie, » mais on estimait que Hitler respectait l'État fasciste comme « bastion contre le communisme, et en tant qu'élément indispensable pour la sûreté de l'Europe... En un certain sens, on peut considérer comme liés les destins des deux pays et régimes, car les deux sont opposés aux mêmes ennemis puissants, étrangers et internationaux, et les deux œuvrent à des desseins nationaux similaires. » ²¹

En référence à la politique britannique, le sentiment en Italie se faisait de plus en plus hostile. Même le tempéré et optimiste *L'Osservatore Romano* exprimait l'opinion que la situation était devenue « extrêmement dangereuse. » ²² Les sanctions n'avaient pas entravé l'effort de guerre italien, et à Rome, on trouvait « plein de charbon et de la nourriture en abondance. » Le peuple italien était « paré à toute urgence » et fermement disposé à « agir conformément aux décisions prises pour lui par son dirigeant. » ²³

10.3 Le président Roosevelt réprimande l'Italie

L'existence de cet esprit martial en Italie était vue par le président Roosevelt avec de profondes appréhensions. Dans une allocution au Congrès, le 3 janvier 1936, il fit directement référence à l'Italie ainsi qu'à d'autres nations défailtantes. Ces nations n'étaient pas parvenues à faire preuve de la « patience nécessaire à atteindre des objectifs raisonnables et légitimes au travers de négociations pacifiques ou par un appel à leurs instincts les plus distingués vers la justice mondiale. » Il décrivit ensuite le contraste entre ces nations impétueuses et captatrices, et les États-Unis, pacifiques et moraux. ²⁴

Cette homélie sur les vertus étasuniennes mit en colère de nombreux éditeurs italiens, qui indiquaient les nombreuses années durant lesquelles Mussolini avait attendu en vain une justice sur le sujet d'une juste distribution des territoires coloniaux :

21. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 18 décembre 1935. 765.84/3357, MS, Department of State.

22. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 31 décembre 1935. 765.84/3485, MS, Department of State.

23. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 3 janvier 1936. 765.84/3481, MS, Department of State.

24. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), p. 306.

*Il est facile pour les nations riches (comme les États-Unis qui, au travers d'expansions et de conquêtes passées durant lesquelles les indigènes furent exterminés, ont tout ce qu'il leur faut et qui, pour protéger leurs hauts niveaux de vie, ont bloqué l'immigration et les importations au détriment des nations pauvres) de condamner les autocraties... Quant aux beautés des régimes démocratiques... qu'en est-il de Roosevelt lui-même, qui a... totalement échoué à extirper le crime, au point de forcer le héros national des États-Unis [Lindbergh] à aller chercher la sûreté pour son enfant de ce côté de l'Atlantique.*²⁵

Cette tonalité de critique acerbe au sujet des États-Unis s'adoucit rapidement lorsque la presse italienne se mit à refléter un optimisme croissant au sujet de l'efficacité de la machine de guerre. L'attaché naval étasunien à Rome rapporta que la flotte était dans un « état de très haute efficacité » avec un « moral au plus haut parmi les hommes, et une attitude calme et posée de la part des officiers. »²⁶ Le colonel William J. Donovan, de retour d'un voyage en Érythrée, affirma que le « service des approvisionnements était excellent, que le moral était élevé, que la santé et l'hygiène étaient splendides, l'efficacité de première classe, et que les positions militaires à présent occupées étaient sécurisées et pouvaient facilement être tenues. »²⁷ À Rome, le sentiment allait croissant que l'aventure africaine connaîtrait une fin heureuse, car la force militaire italienne avait augmenté à un point tel que la Grande-Bretagne n'oserait pas intervenir. Cet optimisme fut confirmé par d'éclatants rapports de victoire dans les engagements acharnés du **Tembyen**, du 19 au 23 janvier 1936.

Le message du président Roosevelt au Congrès du 3 janvier fut produit dans la soirée, sur un réseau radio de grande écoute à l'échelle nationale. Après avoir traité spécifiquement des relations internationales, il embraya sur le sujet de la nouvelle loi de neutralité. Cette nouvelle proposition de loi n'allait pas seulement maintenir l'embargo obligatoire sur les exportations d'armes, de munitions et d'équipements de guerre aux belligérants, mais allait également accorder au président le pouvoir d'étendre l'embargo sur les exportations dépassant le « commerce normal » d'autres articles ou matériaux utilisés « dans la conduite de la guerre » lorsqu'il estimerait qu'une telle action pourrait « préserver la neutralité des États-Unis, » ou s'il estimait que la guerre serait prolongée dès lors qu'un tel embargo ne serait pas mis en œuvre. La liste des éléments sujets à ces restrictions était

25. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 16 janvier 1936. 765.84/3380, MS, Department of State, with inclosures.

26. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 17 janvier 1936. 765.84/5463, MS, Department of State.

27. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 16 janvier 1936. 765.84/3354, MS, Department of State.

laissée à la discrétion du président.²⁸

Ces vastes pouvoirs conférés au président par la [proposition de loi Pittman-McReynolds](#) étaient considérés par certains éminents publicistes comme dangereux pour les libertés étasuniennes. Le juge [John Bassett Moore](#) déclara qu'il était malavisé de « donner ce pouvoir illimité à un homme, quel qu'il soit... L'effusion d'un tel pouvoir constituerait la pire forme de dictature jamais établie. »²⁹

Un grand nombre d'organisations italo-étasuniennes renforcèrent ces objections émises par le juge Moore à tout renforcement du pouvoir d'embargo du président. Lettres et télégrammes se mirent à affluer dans les bureaux influents du Congrès. La Ligue pour la Neutralité Étasunienne parraina une rencontre à Faneuil Hall, à Boston. Le gouverneur Curley, lors d'un discours aux fortes connotations politiques, fit les éloges d'un Mussolini présenté comme épris de paix et sauveur de la Chrétienté. Les autres orateurs se firent tout aussi lyriques dans leurs louanges du Duce.³⁰

Alors que l'attaque sur la nouvelle proposition de loi de neutralité gagnait en force, M. [Generoso Pope](#), éditeur du célèbre journal *Il Progresso*, se rendit en hâte à Washington pour rencontrer le président Roosevelt. Le chef de l'exécutif se fit très rassurant : « Gene, les États-Unis désirent honnêtement rester neutres ; et je veux que vous disiez aux Italiens... que notre neutralité n'impliquera en aucune manière de discrimination aux dépens de l'Italie et en faveur de quelque autre nation. » Lorsque M. Pope demanda si la loi de neutralité déjà existante ne pouvait pas être adoptée de nouveau, le président répondit : « Cela pourrait peut-être constituer une bonne solution. » M. Pope poussa alors la même question au secrétaire Hull, qui « l'assura qu'il n'avait aucune objection personnelle à cette idée si le Congrès devait décider de l'accepter. »³¹

Que ce fût ou non par suite de ces pressions, le Congrès rejeta la section de la Loi de Neutralité qui augmentait les pouvoirs d'embargo du président. Il interdit l'octroi de prêts et crédits aux belligérants et rendit obligatoire le pouvoir discrétionnaire déjà existant du président à étendre l'embargo sur les armes à des États supplémentaires lorsque ceux-ci s'impliquaient dans la guerre. Il exempta également du champ de la loi toute république américaine en guerre contre un État non-américain et « coopérant avec un État non-américain ou des États impliqués dans une telle guerre. »³²

28. Edwin Borhard et William P. Lage, *Neutrality for the United States* (New Haven, 1937), pp. 325-29.

29. Pending « Neutrality » Proposals : Their False Conceptions and Misunderstandings (New York, 1936), pp. 6-7.

30. *Il Progresso*, 28 janvier 1936.

31. John Norman, « Influence of Pro-Fascist Propaganda on American Neutrality, 1935-1936, » *Essays in History and International Relations in Honor of George Hubbard Blakeslee*, ed. D. E. Lee and G. E. McReynolds (Worcester, 1949), pp. 207-8.

32. *The United States in World Affairs*, 1936, pp. 142-43.

Il est par conséquent apparent que le groupe de pression italo-étasunien réalisa des efforts considérables pour empêcher toute loi de neutralité de nature à sérieusement affecter l'« Aventure africaine » de Mussolini, et l'opinion d'un étudiant attentif de la situation en 1936 est que ce groupe « influença notablement la trajectoire de la neutralité étasunienne. »³³

10.4 Josef Beck perd confiance dans la Société des Nations

Au printemps 1936, les victoires italiennes renforcèrent les tentatives menées par les Italo-étasuniens en vue de bloquer toute loi de neutralité pouvant conférer des pouvoirs supplémentaires au président. Ils firent également savoir aux dirigeants européens que la conquête de l'Éthiopie par l'Italie était inévitable. On comprenait désormais, avec de profonds regrets, qu'abandonner l'Accord Hoare-Laval avait été une erreur ; cet accord aurait laissé à l'empereur Haïlé Sélassié une part considérable de son empire. À Londres, le chargé d'affaires étasunien rapporta que « les responsables de la politique étrangère britannique comprenaient de mieux en mieux que si les méthodes employées par Hoare étaient erronées, l'objectif général de sa politique était fondamentalement justifié. » L'ancien secrétaire britannique aux affaires étrangères avait compris le fait que l'Allemagne était vouée à profiter largement de toute rupture dans le front de Stresa. Ses concessions à l'Italie étaient fondées sur l'idée que l'Europe ne pouvait pas se permettre de s'éloigner de Mussolini. Eden commençait à percevoir la vérité contenue dans diverses déclarations faites par Hoare, et son zèle pour prodiguer des sanctions disparaissait rapidement.³⁴

À Genève, Hugh Wilson vit l'ombre de l'Allemagne se mettre à assombrir l'esprit de nombreux délégués de la Société des Nations. Il était frappé par le « fait que presque chacun à qui j'ai parlé a traité le problème de l'Allemagne avec une gravité plus profonde que celui de l'Abyssinie. . . Massigli affirme que les Français sont très préoccupés, et craignent que l'Allemagne puisse dans un avenir proche dénoncer les servitudes sur la Rhénanie. »³⁵

Il n'était pas difficile pour les dirigeants français de voir que Hitler allait tirer parti de tout refroidissement entre la Grande-Bretagne et l'Italie, et Massigli vit clairement venir le mouvement allemand en Rhénanie. La pression britannique sur la Pologne au sujet des sanctions avait ébranlé le colonel Beck à Varsovie, qui fit savoir à Laval qu'il avait « perdu confiance dans la Société des Nations comme instrument de promotion de

33. Norman, op. cit., p. 213.

34. D'Atherton au secrétaire Hull, Londres, 18 janvier 1936. 765.84/3470, MS, Department of State.

35. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Genève, 23 janvier 1936. 765.84/3521, MS, Department of State.

la paix. »³⁶ L'insistance d'Anthony Eden pour une politique ferme en référence à l'Italie apporta bientôt beaucoup de grain à moudre en matière de haine dans les couloirs capitonnés de la Société des Nations.

10.5 Les implications du rapport Maffey

Les poulets italiens se virent offrir un confortable perchoir avec le célèbre « Rapport Maffey » qui fut publié pour partie dans le *Giornale d'Italia*. Ce document britannique confidentiel, daté du 18 juin 1935, fut considéré par la presse italienne comme une justification pour le programme italien en Éthiopie. Sir John Maffey, sous-secrétaire britannique permanent aux Colonies, avait été nommé président d'un comité spécial pour examiner les aspects les plus importants du différend italo-éthiopien. Eden reconnut que le rapport de ce comité spécial concluait sur une déclaration selon laquelle « il n'y avait pas d'intérêts britanniques importants en Abyssinie, à l'exception du Lac Tana, des eaux du Nil bleu, et de certains droits d'herbages tribaux. » Au cours des premiers mois de l'année 1935, les représentants britanniques se comportèrent comme s'ils étaient en accord avec les découvertes de ce Rapport Maffey, et « qui plus est, semblèrent ne faire que peu de cas de leurs obligations envers la Société des Nations en relation avec le différend italo-éthiopien. . . Il ne faut guère s'étonner, dès lors, que Mussolini conclût que le Lion britannique continuait volontairement de sommeiller tranquillement. »

Mais cette léthargie fut brutalement interrompue par l'annonce, le 27 juin 1935, des résultats du « Scrutin de la Paix » qui avait depuis novembre 1934 été mené par certaines organisations privées sous les auspices de l'Union de la Société des Nations. Quelque onze millions et demi de personnes en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord exprimèrent leur opinion sur cinq questions. Sur la question concernant l'opportunité d'utiliser des « mesures militaires » pour mettre fin à l'agression, 74 % des voix se prononcèrent en faveur « de sanctions militaires. »

Ce vote largement affirmatif perturba profondément le gouvernement Baldwin qui venait de refuser d'envisager des sanctions contre le réarmement allemand. La politique du *Foreign Office* avait été gouvernée par la rapidité plutôt que par les principes, et il était difficile qu'elle se « levât avec conviction comme Chevalier Blanc de la sécurité collective. »³⁷ Lorsque la tentative fut menée en lien avec l'expansion italienne en Éthiopie, Mussolini sentit qu'il avait été doublé et refusa de se laisser impressionner par les ré citations britanniques de certaines formules de paix.

Pour justifier ses soupçons envers la politique britannique, il fit paraître dans la presse italienne des paragraphes pertinents extraits du Rapport

36. Rapport du lieutenant L. N. Miller, assistant naval attaché à Paris, 14-23 janvier 1936. 765.84/3879, MS, Department of State.

37. Lee, op. cit., pp. 135-38.

Maffey. Ceux-ci contenaient une verte critique au sujet de « l'indignité de l'Éthiopie de faire partie de la Société des Nations, sa mauvaise volonté à l'égard de l'Italie, et sa menace sur toutes les colonies avoisinantes. » Le gouvernement italien avait « en temps voulu informé le gouvernement britannique de la situation en Éthiopie, » et avait exprimé un désir de coopération. Pourquoi la coopération avait-elle été refusée, et pourquoi le *Foreign Office* britannique n'avait-il pas « acté le fait, comme le montrait le Rapport Maffey, que l'Abyssinie violait les principes et obligations de la Société des Nations ? »

À la lecture des extraits tirés du Rapport Maffey et parus dans le *Giornale d'Italia*, la plupart des Italiens étaient portés à croire que l'action britannique au niveau du différend éthiopien était fondée sur un « mépris du Fascisme ; une détermination à détruire l'alliance franco-italienne ; un désir de maintenir une hégémonie absolue en Méditerranée ; et l'ambition personnelle d'Eden, puis, plus tardivement, l'inimitié amère contre Mussolini. » Les Italiens étaient « perplexes en raison de la politique anglaise considérée par eux comme criminelle, et suicidaire. »³⁸

En Angleterre, Sir **Leo Chiozza Money**, ancien secrétaire parlementaire au ministère britannique des transports, écrivit une courte lettre au président Roosevelt et y joignit de nombreux documents faisant apparaître la pénétration italienne en Éthiopie sous une lumière favorable. Il était évident à ses yeux qu'en Éthiopie les Italiens « cultivaient, enseignaient et soignaient, établissaient des hôpitaux et dispensaires, [creusaient] des puits, libéraient des esclaves... et selon les termes du Major Fiske (un Étasunien, qui plus est), en avaient accompli davantage en 100 jours que ce qui avait été réalisé en 1000 années. »³⁹

À Rome, l'ambassadeur Long comprenait le sens de l'impasse italo-éthiopienne eu égard aux alignements européens. Le gouvernement italien avait clairement énoncé qu'une « poursuite de la politique actuelle de la Société des Nations sous direction britannique et avec un soutien français va amener l'Italie à revoir l'ensemble de sa politique étrangère. » La lourde concentration de la flotte britannique en Méditerranée indignait profondément Mussolini, qui avait accordé une attention étroite à la suggestion qu'un ultimatum fût envoyé à Londres pour exiger une diminution du nombre de vaisseaux de guerre britanniques dans ces eaux.⁴⁰

La possibilité d'une telle action fut renforcée par la nouvelle électriante d'une suite de brillantes victoires remportées par les armées italiennes en Éthiopie. Le 15 février, le maréchal Badoglio remporta une

38. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, 27 février 1936. 765.84/3915, MS, Department of State.

39. De Sir Leo Chiozza Money au président Roosevelt, 3 mars 1936. 765.84/3939, MS, Department of State.

40. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 27 février 1936. 765.84/3911, MS, Department of State. Voir également Virginio Gayda, « Mediterranean and International Agreements, » *Giornale d'Italia*, 26 février 1936.

bataille décisive à [Amba Aradam](#), où les forces du ras [Mulugeta](#) furent si totalement écrasées que l'issue en fut considérée comme un désastre national. Le 27 février, les armées italiennes repoussèrent les forces éthiopiennes de leurs positions lourdement fortifiées dans le Tembyen, et le 12 avril, le drapeau italien fut hissé sur la berge Nord du [Lac Tana](#). L'empereur Haïlé Sélassié comprit l'effet éclatant de ces défaites, et dans une tentative désespérée d'endiguer la marée italienne, il attaqua le 31 mars le premier Corps de l'armée italienne aux abords du [lac Ashangi](#). Après cinq journées de durs combats, les forces de l'empereur s'enfuirent en débacle sur la route de Dessie, et la conquête finale de l'Éthiopie par l'Italie s'en trouva assurée.⁴¹

10.6 La Grande-Bretagne désire que le pétrole figure sur la liste de sanctions

Les victoires italiennes du mois de février 1936 parurent inciter le gouvernement britannique à mener une dernière tentative de resserrer les restrictions économiques contre l'Italie, et à imposer les sanctions sur le pétrole, dont la menace planait de longue date. Le 2 mars, le Signor Bova Scoppa, dirigeant de la délégation italienne à Genève, informa le secrétaire français aux affaires étrangères (Flandin) que Mussolini s'indignerait sérieusement en cas d'imposition de sanctions sur le pétrole. Lorsque Flandin informa Eden de ce fait, le secrétaire britannique aux affaires étrangères affirma qu'il avait reçu pour consigne de la part du Cabinet de pousser cette mesure précise. Flandin s'y opposa avec une telle fermeté qu'Eden conversa au téléphone avec le premier ministre Baldwin, et obtint un report de l'action sur le pétrole.⁴² Le lendemain (3 mars), le Comité des Treize adopta une résolution appelant les deux belligérants à ouvrir des négociations pour le « rétablissement complet de la paix. » Les réponses des gouvernements italien et éthiopien étaient attendues pour l'assemblée du comité prévue le 10 mars.

Mussolini n'était pas disposé à accorder une grande attention à cette demande de la part du Comité des Treize. Il ferait la paix selon ses propres conditions, une fois la résistance éthiopienne écrasée par les armées italiennes. La France déchiffrait cette inscription militaire sur le mur de l'Éthiopie, et celle-ci énonçait une politique de non-intervention. Flandin était déterminé à la conciliation plutôt qu'à irriter Mussolini, et son attitude fut louée par Virginio Gayda (le 3 mars).⁴³ Le même jour, le Duce, dans une allocution à son Cabinet, salua le gouvernement étasunien pour son refus de tenir compte des « sollicitations de la Société des Nations »

41. *Survey of International Affairs*, 1935, II, 350-409.

42. Voir les remarques de Mme Tabouis. *L'Œuvre*, 3 mars 1936.

43. *Giornale d'Italia*, 3 mars 1936.

au sujet de l'imposition d'une sanction sur les exportations de pétrole vers l'Italie.⁴⁴

À Rome, le sentiment contre des sanctions sur le pétrole avait été très fort, et Mussolini avait à plusieurs reprises intimé qu'il allait considérer une telle action comme quasiment équivalente à une déclaration de guerre. Il était par conséquent très reconnaissant envers Flandin des pressions que celui-ci avait exercées sur Eden. Mais sa gratitude envers la France fut bientôt partiellement réorientée vers Hitler, lorsque le dirigeant nazi fit entrer ses troupes en Rhénanie (le 7 mars), et liquida par là-même le Pacte de Locarno. Une fois de plus, l'Allemagne ébranlait les fondations du système d'États européens, et amenait la France à œuvrer désespérément en vue de maintenir le front de Stresa. Il fallait dès lors courtiser Mussolini, et non le rabrouer.

10.7 Mussolini fait un geste de paix

Au mois de mars, le ministère italien des affaires étrangères vit immédiatement qu'un changement profond venait de se produire sur la scène européenne. Avec sa victoire en Éthiopie désormais assurée, l'Italie pouvait réaliser un léger geste de paix. Le 8 mars, Mussolini informa le Comité des Treize qu'il acceptait sur le principe leur plaidoyer pour un rétablissement de la paix. Mais les négociations en vue d'une cessation des hostilités italo-éthiopiennes devaient être fondées sur une reconnaissance du fait supposé que l'Éthiopie était la « nation ayant provoqué l'agression. » Qui plus est, pour qu'un programme de paix fût acceptable aux yeux de l'Italie, il fallait qu'une assurance de « sécurité et de droits par traités » fût garantie, et il fallait établir clairement que « la situation militaire » devait constituer la base des négociations.⁴⁵

Engert, à Addis Abeba, tourna en dérision ces conditions de paix, et réfuta avec véhémence les rapports faisant état des succès militaires italiens. Au cours des récents engagements importants, les plans italiens d'encerclement de l'armée éthiopienne avaient échoué, et les « forces [italiennes], surtout les Alpinois, avaient subi de lourdes pertes. » Le moral des soldats éthiopiens était « excellent et n'a pas été affecté par les mensonges italiens. » Les légions de Mussolini se trouvaient en « situation précaire, et leurs lignes de communication sont à la merci des patrouilles éthiopiennes qui en tirent le meilleur avantage... L'Éthiopie est déterminée à éjecter l'envahisseur hors de son territoire. »⁴⁶

44. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, 4 mars 1936. 765.84/3944, MS, Department of State.

45. Du secrétaire Hull à Engert (Addis Ababa), 9 mars 1936. 765.84/3889, MS, Department of State.

46. D'Engert au secrétaire Hull, Addis Abeba, 17 mars 1936. 765.84/3935, MS, Department of State.

Mussolini était bien mieux au fait de la situation en Éthiopie que le représentant étasunien à Addis Abeba, et il comptait sur le fait qu'il avait le temps pour lui. À Rome, il fit montre de dispositions à coopérer, et laissa comprendre qu'il était favorable à un règlement de la difficulté en Rhénanie « avec un tel étalage de force face à l'Allemagne que cela ferait comprendre au Reich la gravité de toute nouvelle infraction » envers le traité de Versailles.⁴⁷

L'affichage de cette disposition à la conciliation produisit un effet sur le Comité des Treize qui se réunit le 23 mars à Londres. Après avoir examiné les réponses de l'Italie et de l'Éthiopie à son plaidoyer en vue d'un rétablissement de la paix, le comité demanda à son président de « prendre toutes actions jugées utiles » afin de « rapprocher les deux parties... et de provoquer une cessation rapide des hostilités. » Le même jour, Mussolini mena une âpre attaque contre les sanctions.⁴⁸ Le chemin vers la paix était bloqué par des barrières que seule une victoire italienne pouvait faire tomber.

Cette victoire ne serait plus longue à venir. Les armées italiennes étaient sur la voie de la victoire militaire totale en Éthiopie, et la flotte était prête à montrer sa force. Le capitaine L. N. McNair, l'attaché naval à Rome, fut très impressionné « par les préparations physiques sous la forme d'équipement, et par les préparations morales et spirituelles des hommes et officiers de la marine italienne. » Au cours des six mois précédents, la situation en Méditerranée de l'Est avait distinctement changé à l'avantage de l'Italie.⁴⁹

10.8 La Grande-Bretagne se fait plus amicale envers Hitler

La Grande-Bretagne n'était pas heureuse de voir monter la force militaire italienne, et avait tendance à courtiser l'Allemagne, en vue d'équilibrer la nouvelle équation politique en Méditerranée. On trouvait une « attitude distinctement pro-allemande au sein du peuple anglais, y compris dans les hauts cercles de l'armée. »⁵⁰ Le recours à quelque mesure de soutien allemand soulageait le gouvernement britannique de la nécessité de conciliation avec l'Italie, et on estimait à Paris que « les relations entre l'Italie et la Grande-Bretagne sont tellement tendues qu'elles consti-

47. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 12 mars 1936. 740.0011 Mutual Guarantee/418 (Locarno), MS, Department of State.

48. *Survey of International Affairs*, 1935, II, 342.

49. De l'ambassadeur Long au secrétaire Hull, Rome, 3 avril 1936. 765.84/4104, MS, Department of State.

50. D'Anthony J. Biddle au secrétaire Hull, Oslo, 6 avril 1936. 765.84/4042, MS, Department of State.

tuent le véritable danger grave sur l'horizon de l'Europe aujourd'hui. »⁵¹ Depuis Berlin, Dodd indiqua la possibilité d'un rapprochement entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Plusieurs observateurs bien informés et expérimentés avaient pour opinion que « les Britanniques peuvent avoir rapidement à choisir entre suivre les conseils des Français et se réconcilier avec les Italiens... ou poursuivre l'alternative évidente consistant à s'allier en pratique avec l'Allemagne. »⁵² Si Hitler était intelligent il pouvait, selon l'ambassadeur Dodd, négocier un excellent accord.

Les dirigeants britanniques connaissaient bien le vieux dicton voulant que qui dîne avec le Diable doit utiliser une longue cuillère. Ils craignaient que Hitler pût demander un prix élevé pour tout soutien diplomatique qu'il pourrait accorder à la position britannique à Genève, et Neville Chamberlain insista pour qu'« aucune demande pour le transfert des colonies britanniques à l'Allemagne ne soit reçue pour un temps. »⁵³ Mais comme geste d'amitié envers l'Allemagne, le Cabinet britannique serait prêt à « supprimer les "clauses de culpabilité" du traité [de Versailles] si l'Allemagne abandonne ses revendications sur les mandats. » La Grande-Bretagne ne « laisserait pas l'Allemagne être remise "à quai." » Il faudrait également mener une tentative pour « accorder à la France la sécurité nécessaire tout en accordant dans le même temps l'équité à l'Allemagne. » Mais nonobstant les accords diplomatiques qu'exigeait la situation en Europe, il fallait toujours conserver à l'esprit qu'il ne faudrait jamais permettre à l'Italie de dominer l'Éthiopie.⁵⁴

Les éléments du mémorandum du Cabinet britannique que Prentiss Gilbert dévoila au secrétaire Hull reçurent une confirmation supplémentaire de la part de l'ambassadeur Bingham. Il était désormais tout à fait évident que le *Foreign Office* britannique était fortement déçu par le fait que l'accord Hoare-Laval avait échoué. Au cours d'une conversation tenue avec Bingham, le sous-secrétaire britannique aux affaires étrangères reconnut franchement qu'il était « plus que jamais convaincu que les propositions Hoare-Laval auraient été d'un grand avantage à commencer pour l'Abyssinie, et certes pour le monde entier, et qu'il pensait qu'en fin de compte l'opinion publique se rallierait à cette opinion. »⁵⁵

51. De Warrington Dawson au secrétaire Hull, Paris, 7 avril 1936. 765.84/4124, MS, Department of State.

52. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 9 avril 1936. 765.84/4066, MS, Department of State.

53. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 7 avril 1936. 765.84/4045, MS, Department of State.

54. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Geneva, 15 avril 1936. 765.84/4159, MS, Department of State.

55. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 15 avril 1936. 765.84/4115, MS, Department of State.

10.9 La Société des Nations tente de mettre fin à la guerre italo-éthiopienne

La foi britannique dans les avantages de l'accord Hoare-Laval fut inuite par les victoires militaires italiennes de mois de mars et avril 1936. Le 15 avril, le baron Aloisi apparut à Genève, et proposa au président du Comité des Treize que les négociations de paix fussent ouvertes sur la base de la « situation de fait telle qu'elle se présente après six mois d'opérations militaires. » La délégation éthiopienne de la Société des Nations s'opposa à cette proposition, et proposa au lieu de cela l'imposition de sanctions plus rigoureuses. Anthony Eden écouta favorablement ces suggestions drastiques, et lorsque le Conseil se réunit dans l'après-midi du 20 avril, il indiqua la volonté du gouvernement britannique d'exercer davantage de pressions sur l'Italie en mettant en oeuvre « toutes nouvelles sanctions économiques et financières qui peuvent être jugées nécessaires. . . à l'accomplissement des obligations que nous avons tous souscrites dans ce différend. »

Monsieur [Paul-Boncour](#) était en total désaccord avec le point de vue d'Eden. La France était déterminée à s'en tenir à une politique de conciliation. Le gouvernement italien avait manifesté son désir de soutenir la structure politique existante en Europe. Cette attitude devait être encouragée, et non pas défiée. Le délégué russe (Potemkine) dénonça la tendance de la Société des Nations à traiter les agresseurs avec « tolérance ou même indulgence, » et Madariaga fit référence à la difficulté de se rapprocher d'une nation que la Société des Nations avait condamnée comme violant la Charte. À la fin de la session, le 20 avril, le Conseil finit par adopter une résolution anodine, renouvelant l'appel du Comité des Treize aux deux belligérants « de cesser promptement les hostilités et de rétablir la paix dans le cadre de la Société des Nations. » ⁵⁶

Cette action menée par le Conseil constitua une défaite évidente pour Eden. Comme le rapporta Hugh Wilson depuis Genève, « le courant a changé. Là où par le passé le désir général était d'augmenter la sévérité des sanctions, Britanniques en tête et Français renaclant à le faire, à présent la marée s'est inversée, et les Britanniques comprennent qu'ils doivent manoeuvrer avec précautions s'ils ne veulent pas voir emportées les sanctions déjà en place. » Le gouvernement britannique avait parié « sur le facteur temps. Si, avant les pluies en Abyssinie, qui se produisent à la fin du mois de mai, la résistance abyssinnienne est totalement écrasée, cela impliquera une défaite désastreuse de la politique britannique. » Au sortir de la session du Conseil, Wilson rencontra Eden qui remarqua avec ironie : « Ça glisse sacrément. Nous avons fait de notre mieux mais je crains que

56. *Survey of International Affairs*, 1935, II, 347-55.

cela [la tentative collective contre l'Italie] finisse par s'effondrer. »⁵⁷

10.10 La Grande-Bretagne continue de courtiser Hitler

Malgré l'apparente désintégration du front établi par la Société des Nations contre l'Italie, Eden continuait de travailler fiévreusement pour le maintenir intact. Pour ce faire, il se tourna une fois de plus vers Berlin en quête d'assistance. À Paris, Straus apprit qu'il se trouvait « certaines personnalités en Grande-Bretagne » qui « adoptaient la trajectoire dangereuse consistant à encourager Hitler » à organiser un « coup nazi en Autriche. » Ils adoptaient ce positionnement imprudent pour « montrer à Mussolini l'erreur de ses méthodes. »⁵⁸

À Berlin, ces gestes amicaux de la part des Britanniques étaient les bienvenus, et le ministère des affaires étrangères désapprouvait l'effondrement de la sécurité collective à Genève, du fait qu'il « affectait fortement le prestige britannique. » Les récentes conversations anglo-allemandes à Londres « étaient tout à fait satisfaisantes, les dirigeants allemands... ayant constaté que les Britanniques étaient aussi obligeants que leurs engagements scellés par des traités le permettaient... Référence fut faite au désavantage des Britanniques du fait de leur arrimage proche avec les Français. On a ressenti que cela travaillait contre les intérêts de l'Empire britannique, contre les intérêts de la Société des Nations, et contre la tentative suivant laquelle l'Angleterre et l'Allemagne sont toutes deux si préoccupées d'instaurer de meilleures relations et conditions européennes dans l'ensemble. Il y avait de nettes implications dans mes conversations tenues hier avec le ministère des affaires étrangères, que celui-ci estimait que tôt ou tard, les Britanniques en viendraient à comprendre la communauté d'intérêts anglo-allemands vis-à-vis de l'impérialisme italien. »⁵⁹

Pendant que les dirigeants britanniques faisaient des « gestes amicaux en direction de Hitler, »⁶⁰ les armées italiennes frappaient aux portes d'Addis Abeba. Le 2 mai, l'empereur et sa famille quittèrent la capitale en hâte, et trois jours plus tard, la garde avancée italienne entra dans la ville sans rencontrer d'opposition. Mussolini proclama sur-le-champ une annonce au « peuple italien et au Monde, que la paix est rétablie. »⁶¹

57. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Genève, 20 avril 1936. 765.84/4151, Strictly Confidential, MS, Department of State.

58. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 21 avril 1936. 765.84/4158, MS, Department of State.

59. De Mr. Mayer au secrétaire Hull, Berlin, 22 avril 1936. 765.84/4176, *Confidential file*, MS, Department of State.

60. D'Anthony J. Biddle au secrétaire Hull, Oslo, 2 mai 1936. 765.84/4228, MS, Department of State.

61. *New York Times*, 6 mai 1936.

La capture d'Addis Abeba et la fuite de l'empereur donnèrent au monde une indication infaillible que l'aventure italienne en Éthiopie avait été une réussite. La politique britannique avait subi une grave défaite, et ce fait fut mis en exergue dans la presse britannique. La Grande-Bretagne avait reculé face aux menaces de Mussolini, et selon le *London Daily Herald*, « la Société des Nations pouvait tout aussi bien être fermée, car le premier tyran rugissant pouvait la mettre en défaut en émettant des menaces de guerre si on lui faisait des grimaces. »⁶² Le *London Daily Mail* pensait que le temps était venu d'inverser la politique d'Eden : « La bonne trajectoire pour la Grande-Bretagne est d'effacer l'ardoise et de faire savoir aussitôt que possible qu'elle n'aura rien de plus à voir avec des sanctions ou clauses pénales de la Charte. L'amitié avec l'Italie est d'une importance vitale, tant pour elle que pour nous-mêmes. »⁶³

Il était significatif de noter que l'opposition en Grande-Bretagne continuait de faire du bruit pour que les sanctions fussent maintenues. Son attitude fut vertement attaquée par le *Morning Post* :

*La guerre est finie ; les armées italiennes occupent l'Éthiopie ; mais nos Socialistes affirment que les sanctions doivent être maintenues... Ils ont poussé des cris pour la fermeture du canal de Suez aux navires de transport italiens, et hier, M. Eden leur a affirmé franchement qu'une telle mesure promettait inévitablement d'aboutir à la guerre contre l'Italie. ... L'Opposition, ayant agi de son mieux pour désarmer ce pays, semble prête à faire face à ce risque et il est remarquable que ce sont exactement les mêmes personnes qui ont œuvré le plus au désarmement qui s'emploient désormais sans relâche à nous embrigader dans la guerre.*⁶⁴

En France, l'opposition jouait le même jeu sinistre. La presse de gauche appelait à « la revanche sur l'Italie et la prévention de l'exploitation de sa conquête par la préservation et l'application stricte et continue des principes de la Société des Nations. . . Certains organes de la presse d'extrême-gauche se levaient d'indignation et poussèrent pour une épreuve de force immédiate dans une crise que les puissances de Genève avaient espéré ajourner. »⁶⁵

Les dirigeants britanniques et français refusaient de se laisser pousser dans un conflit contre l'Italie par les cris farouches proférés par leurs oppositions belliqueuses. Certains d'entre eux commençaient à penser que le temps était largement venu de pratiquer un changement radical de direction dans la politique étrangère britannique. Lord Lothian était l'un des

62. 7 mai 1936.

63. 7 mai 1936.

64. 7 mai 1936.

65. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 11 mai 1936. 765.84/4365, MS, Department of State.

éminents partisans de ce nouveau positionnement. Il exprimait l'opinion selon laquelle il était opportun d'éliminer de la Charte de la Société des Nations toute obligation « d'aller en guerre partout dans le monde, en des lieux où ni nous ni les Dominions n'ont l'intention... d'habiter. » La Société des Nations devait être un instrument de conciliation internationale, et non un « bureau international des guerres. » Qui plus est, une nouvelle attitude devait être adoptée vis-à-vis des pays qui avaient été adversaires de la Grande-Bretagne lors de la Guerre Mondiale. Il devait être évident qu'une « Allemagne forte sera la meilleure garantie de paix et de stabilité. On n'aura certainement aucune stabilité en Europe ou en Afrique tant que nous nous accorderons à maintenir le système d'encerclement et d'inégalité contre l'Allemagne, qui a été la racine des désordres européens au cours des quinze dernières années, et la principale raison de la montée du régime de Hitler... Une fois dissolu le système de sécurité collective universelle, la meilleure base possible sera celle d'un équilibre régional, et lorsque l'Allemagne disposera de sa place légitime en Europe et sera membre d'une Société des Nations revue et corrigée aux côtés de la Russie, de l'Italie et de la France, il pourra devenir possible... d'assurer ces vingt-cinq années de paix garantie dont Herr Hitler parle. »⁶⁶

10.11 Les États-Unis refusent d'adopter une politique réaliste

Il n'était guère probable que l'Europe pût jouir d'une période de paix si les puissances majeures continuaient de s'en tenir au principe de non-reconnaissance. Il fallut du temps pour que les dirigeants britanniques comprissent ce fait. Le 9 mai 1936, le roi d'Italie signa un décret proclamant que l'ancien empire d'Éthiopie avait été conquis par les armées italiennes et se trouvait par conséquent sous la « pleine et entière souveraineté du Royaume d'Italie. » L'empereur Haïlé Sélassié répondit à cette proclamation par un télégramme au secrétaire-général de la Société des Nations (le 10 mai), demandant l'adoption formelle du principe de non-reconnaissance au sujet du différend italo-éthiopien.⁶⁷ Confronté à ce défi, le Conseil (le 12 mai) ajourna adroitement la question de la non-reconnaissance jusqu'à son assemblée suivante, le 15 juin. À cette date, la guerre en Éthiopie aurait atteint son étape finale, et une décision réaliste pourrait être prise.

Le même jour (le 12 mai), l'ambassadeur britannique à Rome informa Mussolini que son gouvernement n'allait « pas reconnaître » le régime italien en Éthiopie. On comprenait pleinement à Londres que le Duce allait

66. *London Times*, 5 mai 1936.

67. *Journal officiel de la Société des Nations*, 1936, p. 660.

s'en indigner profondément, et le Cabinet britannique estimait que la situation était « extrêmement grave. »⁶⁸

L'action britannique du 12 mai était inutilement provocatrice. Sous la houlette d'Eden, le *Foreign Office* s'en tenait à une politique tout à fait irréaliste. Mais Mussolini, avec la victoire à portée de main, fut heureux de négliger ce défi verbal. Les légions du maréchal Badoglio s'étaient montrées bien plus puissantes que les sanctions économiques de la Société des Nations. L'Italie avait remporté une victoire majeure sur les plans politique et diplomatique, et les froncements de sourcils d'Anthony Eden finiraient bien par se transformer en léger sourire d'acquiescement.

Cependant, aux États-Unis, il existait une opposition déterminée à l'adoption d'une politique réaliste sur l'Éthiopie. Le secrétaire Hull ne faisait guère de cas du fait qu'en Europe, le poids politique de l'Italie était des plus nécessaires pour équilibrer le jeu face à une pression montant rapidement du côté de Hitler. Hull disposait d'une opportunité en or pour aider à maintenir le front de Stresa en accordant un léger signe de tête d'encouragement à Mussolini. Au lieu de cela, il s'en tint à la vieille formule de non-reconnaissance de Stimson, avec une ténacité renforcée par un halo de vertu. Il préférait avoir raison que sauver le monde en acceptant une touche de réalisme.

Le 12 mai, l'ambassadeur italien rendit visite au département d'État afin d'expliquer au secrétaire Hull la mission civilisatrice de l'Italie en Éthiopie. Hull considéra cette explication comme « quelque peu décousue » et ne fut pas impressionné favorablement par le contenu.⁶⁹ L'ambassadeur fut perturbé par l'absence de réponse amicale par le secrétaire d'État, si bien qu'il s'arrêta au bureau de M. Phillips, le sous-secrétaire d'État, et remarqua avec hésitation que l'annexion de l'Éthiopie constituait « de loin la meilleure solution au problème ; qu'il pensait qu'en temps voulu, Genève allait reconnaître les faits tels qu'ils étaient. » Lorsqu'il s'enquit de « la position que les États-Unis prendraient au vu des circonstances, » Phillips l'informa derechef que le gouvernement étasunien n'avait « pas encore décidé de la trajectoire » qu'il allait suivre.⁷⁰ Les mots de M. Phillips étaient des plus indécis, mais ses manières restèrent amicales, si bien que c'est avec un léger espoir dans le cœur que l'ambassadeur Rosso sortit du département d'État.

68. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Genève, 12 mai 1936. 765.84/4388, MS, Department of State.

69. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull et Signor Rosso, l'ambassadeur d'Italie, 12 mai 1936. 765.84/4397, MS, Department of State.

70. Mémoire d'une conversation entre le sous-secrétaire d'État, Mr. William Phillips, et le Signor Rosso, ambassadeur d'Italie, 12 mai 1936. 765.84/4413, MS, Department of State.

10.12 Eden recommande la levée des sanctions

Avec leur victoire assurée en Éthiopie, les dirigeants italiens menèrent des tentatives assidues pour montrer à quel point ils se montreraient conciliants envers les pays qui avaient des questions au sujet du programme suivi par le Duce en Afrique. À Addis Abeba, le maréchal Badoglio fut plus que cordial envers M. Engert. Il fit mention dans les termes les plus amicaux de sa visite aux États-Unis lorsqu'il avait eu la bonne fortune de rencontrer le président Roosevelt, qui occupait alors le poste d'assistant-secrétaire de la Navy. Il parla également de son « cher ami le général Pershing. »⁷¹

Mussolini était habitué de dispositions tout aussi bonnes. Dans une interview publiée dans l'*Intransigent* du 24 mai, il essaya de calmer les appréhensions britanniques en affirmant qu'il « ne demandait rien de la part de l'Angleterre. Je suis prêt à lui accorder toutes les assurances possibles. »⁷² À Londres, Dino Grandi souligna le désir de Mussolini d'une « meilleure entente avec la Grande-Bretagne, et réitéra l'assurance selon laquelle l'Italie n'entretenait aucun dessein contre les intérêts britanniques. »⁷³

Le 28 mai, Mussolini accorda une interview à Gordon Lennox, le correspondant à Rome du *London Daily Mail*. Il ne tarit pas de protestations contre l'idée que « les intérêts de la Grande-Bretagne aussi loin que les eaux du Lac Tana seront strictement respectés. » Lorsqu'on lui posa des questions sur les relations anglo-italiennes, il répondit que non seulement un rapprochement entre ces deux pays était désirable, mais que celui-ci était vraiment « nécessaire. » Il affirma ensuite qu'il ferait tout son possible « pour le concrétiser. »⁷⁴

Mais ces assurances restèrent sans effet sur les ardents avocats de sanctions, comme Sir [Alfred Zimmern](#), le professeur [Gilbert Murray](#) et [Lord Hugh Cecil](#). Mais elles portèrent leurs fruits sur Neville Chamberlain, le [chancelier de l'Échiquier](#). Dans un discours face au *1900 Club* (le 10 juin), il condamna la poursuite de sanctions, considérées par lui comme le « cœur même de la folie. » Les dirigeants britanniques devaient ouvrir les yeux « aux réalités. » La politique de sanctions avait été « essayée, et avait échoué à empêcher la guerre, échoué à mettre fin à la guerre, échoué à sauver la victime de l'agression. » On se devait d'abandonner une telle politique.⁷⁵

71. D'Engert au secrétaire Hull, Addis Abeba, 14 mai 1936. 765.84/4421, MS, Department of State.

72. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 25 mai 1936. 765.84/4490, MS, Department of State.

73. D'Atherton au secrétaire Hull, Londres, 29 mai 1936. 765.84/4532, MS, Department of State.

74. *London Daily Mail*, 29 mai 1936. Voir également le message de Kirk au secrétaire Hull, Rome, 29 mai 1936. 765.84/4544, MS, Department of State.

75. *London Times*, 11 juin 1936; Feiling, op. ch., p. 296.

Il était évident que le cabinet britannique devait se préparer à inverser son attitude vis-à-vis de l'Italie, et ce fait fut rendu encore plus limpide par la « réintégration » de Sir Samuel Hoare au poste de premier Lord de l'Amirauté. Le 18 juin, Anthony Eden annonça face au parlement qu'il allait recommander à Genève que les sanctions en cours contre l'Italie fussent levées. Le *Morning Post* approuva chaudement cette déclaration : « La politique de sanctions contre l'Italie est devenue un affront au sens commun, et une menace envers la paix en Europe. »⁷⁶ Le *Daily Mail* exprima le même point de vue : « Le Daily Mail a depuis le début maintenu que la politique de sanctions était stupide et désastreuse. »⁷⁷ Mais le *News Chronicle* critiqua l'action du gouvernement comme une « soumission à plat ventre, »⁷⁸ cependant que le *Daily Herald* faisait état de ce changement d'attitude comme une « reddition totale et inconditionnelle. »⁷⁹

L'Australie et le Canada suivirent la piste tracée par Londres, et les autres membres de la Société des Nations se ruèrent à la suite des Britanniques. Le 4 juillet, l'Assemblée de la Société des Nations vota la fin des sanctions. Quelques mois plus tard, la question de la non-reconnaissance fut soulevée au parlement (le 16 décembre), et Eden annonça que le gouvernement britannique continuait d'adhérer à ce principe.⁸⁰ Par conséquent, il n'était pas dans « l'intention du gouvernement de Sa Majesté d'accorder une reconnaissance de jure à l'annexion de l'Abyssinie. » En prononçant cette affirmation, il eut le soin de dissimuler le fait que le cabinet avait d'ores et déjà décidé d'étendre la reconnaissance *de facto* du contrôle italien sur l'Éthiopie. Cette décision fut bientôt révélée au cours d'un procès tenu à la division de la chancellerie de la *Supreme Court of Judicature*,⁸¹ et fut ensuite énoncée par le sous-secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères au cours d'un débat tenu à la chambre des Communes (le 17 mars 1938).⁸²

Le 16 avril 1938, un accord anglo-italien fut signé à Rome, stipulant une pleine reconnaissance de la souveraineté de l'Italie sur l'Éthiopie.⁸³ La scène était tout à fait prête pour une action de la Société des Nations. Le 10 mai, Lord Halifax affirma face aux membres du Conseil que l'accord anglo-italien n'avait trait qu'aux affaires entre les deux nations. La vérité de cette remarque fut remise en question par Litvinov, et une discussion explosive fut provoquée par un appel lancé par l'empereur Haïlé Sélassié contre toute reconnaissance de la conquête italienne de l'Éthiopie. Mais la plupart des membres du Conseil soutenaient le point de vue britannique, le délégué

76. 19 juin 1936.

77. 19 juin 1936.

78. 19 juin 1936.

79. 19 juin 1936.

80. *Parliamentary Debates*, 318 House of Commons, 2432.

81. Robert Langer, *Seizure of Territory* (Princeton, 1947), p. 137.

82. *Parliamentary Debates*, 333 House of Commons, 17 mars 1936, 617.

83. *Documents on International Affairs*, 1938, I, 141.

polonais alla jusqu'à dénoncer le principe de non-reconnaissance comme une « source de conflit. » Quoiqu'aucun vote ne fut mené à l'occasion de cette session du Conseil, il était évident qu'une majorité des membres était prête à abandonner le principe pour lequel M. Stimson s'était battu avec vigueur et ténacité.⁸⁴

Selon le Professeur Malbone W. Graham, qui a discuté de la situation avec M. Munters, président du Conseil de la Société des Nations, on reconnaissait franchement à Genève que la décision d'abandonner la doctrine de non-reconnaissance était adoptée sous la pression de Lord Halifax.⁸⁵ Impressionnés par cet exemple britannique d'apaisement, plusieurs membres de la Société des Nations reconnurent l'administration italienne sur l'Éthiopie en émettant des lettres de créance pour accréditer leurs envoyés auprès de « Sa Majesté le roi d'Italie, empereur d'Éthiopie. »⁸⁶

Tout était désormais prêt pour une répudiation totale de l'assurance d'Eden selon laquelle le gouvernement de Sa Majesté n'avait aucune intention d'« accorder de jure une reconnaissance de l'annexion de l'Abyssinie. » Le 2 novembre 1938, le premier ministre Chamberlain introduisit à la Chambre des Communes une motion stipulant que « cette Chambre accueille favorablement l'intention » de mettre « en œuvre » l'accord anglo-italien (16 avril 1938). Après un vif débat, la Chambre adopta la motion à une majorité écrasante, et la Chambre des Lords en fit autant.⁸⁷ Anthony Eden dut ravalier ses paroles courageuses du 16 décembre 1936, et rien n'indiqua qu'il eût de véritable difficulté à le faire.

10.13 Le principe de non-reconnaissance est invoqué par les États-Unis

Aux États-Unis, l'action du gouvernement britannique était suivie avec un intérêt passionné, voire de l'approbation. Après la proclamation de Mussolini annonçant l'annexion de l'Éthiopie, l'ambassadeur Long fit une déclaration cordiale qui réchauffa le cœur du Duce et amena le gouvernement et la presse d'Italie à émettre de « ferventes protestations d'amitié pour les États-Unis. »⁸⁸ Le 16 juin, le comte Ciano, récemment nommé ministre des affaires étrangères, assura au secrétaire Hull qu'il allait faire usage de « chaque tentative pour approfondir les relations amicales en

84. Journal officiel de la Société des Nations, 1938, pp. 339-55.

85. Actes de l'*American Society of International Law*, 13-15 mai 1940, p. 95.

86. Le 5 janvier 1938, le gouvernement italien fit une déclaration indiquant que dix-sept États, pour la plupart membres de la Société des Nations, avaient reconnu *de jure* [l'administration de l'Éthiopie par l'Italie, NdT], et onze d'entre eux, parmi lesquels la Grande-Bretagne et la France, avaient reconnu *de facto* l'annexion de l'Éthiopie.

87. *Parliamentary Debates*, 340 House of Commons, 331; *Parliamentary Debates*, 110 House of Lords, 1678.

88. De Kirk au secrétaire Hull, Rome, 11 mai 1936. 765.84/4362, MS, Department of State.

place entre nos deux pays. »⁸⁹ Quatre jours plus tard, le président Roosevelt émit une proclamation déclarant qu'aucun état de guerre n'existait plus entre l'Italie et l'Éthiopie, et que par conséquent l'embargo sur les armes n'était plus appliqué.⁹⁰

Mais le département d'État n'avait aucune intention de reconnaître l'annexion de l'Éthiopie par l'Italie. Lorsqu'au mois d'août 1936 [Breckinridge Long](#) prit sa retraite d'ambassadeur en Italie, et que son successeur, [William Phillips](#), fut envoyé à Rome, sa lettre de créance n'était adressée qu'au « roi d'Italie. » Au mois d'octobre, Mussolini envoya aux États-Unis un nouvel ambassadeur, le Signor [Fulvio Suvich](#). Sa lettre de créance citait deux titres : « roi d'Italie-empereur d'Éthiopie. » Mais le président Roosevelt eut le soin de ne le recevoir qu'au titre d'ambassadeur du « roi d'Italie. »⁹¹

Le gouvernement britannique se montra bien plus réaliste. Le 14 janvier 1938, le premier ministre informa le président Roosevelt qu'il était prêt, « si possible avec l'autorité de la Société des Nations, à reconnaître de jure la conquête italienne de l'Abyssinie (dont le Signor Mussolini fait grand cas), et de mener d'autres actions s'il estime que le gouvernement italien est prêt de son côté à prodiguer des éléments établissant son désir de contribuer au rétablissement de la confiance et de relations amicales. »⁹² Le président répondit rapidement qu'il était « préoccupé » par cette déclaration du premier ministre Chamberlain. À un moment « où le respect des obligations stipulées par les traités apparaissent d'une importance aussi vitale dans les relations internationales, . . . et au moment où nos deux gouvernements ont examiné des mesures de soutien au droit et à l'ordre internationaux en Extrême-Orient, . . . je ne peux m'empêcher de penser. . . qu'une reddition du gouvernement de Sa Majesté sur le principe de non-reconnaissance. . . aurait un grave effet sur l'opinion publique dans ce pays. »⁹³

Mais le gouvernement britannique n'accorda guère d'attention à ce plaidoyer du président Roosevelt. Le 16 avril 1938, il conclut avec l'Italie un accord reconnaissant spécifiquement l'annexion de l'Éthiopie par l'Italie. La politique de non-reconnaissance avait été enterrée au plus profond du caveau de l'efficacité. Mais l'administration Roosevelt continuait de s'en tenir à la doctrine Stimson. Le 19 avril, en faisant spécifiquement référence à l'accord anglo-italien, le président Roosevelt remarqua que « ce gouvernement a vu la conclusion d'un accord avec un intérêt sympathique,

89. Du Signor Rosso au secrétaire Hull, 16 juin 1936. 711.65/73, MS, Department of State.

90. Hull, op. cit., p. 471.

91. Ibid., 470-71.

92. Du premier ministre Chamberlain au président Roosevelt, 14 janvier 1938. 740.00/264a, Confidential file, MS, Department of State.

93. Du président Roosevelt au premier ministre Chamberlain, 17 janvier 1938. 740.00/264b, Confidential file, MS, Department of State.

car il établit la preuve de la valeur des négociations de paix, » mais ajouta en se mordant la langue qu'il ne faisait aucune tentative de « se prononcer sur les traits politiques » d'un tel accord.⁹⁴ Quelques semaines plus tard, le secrétaire Hull énonça clairement que les principes gouvernant la conduite des relations extérieures étasuniennes n'avaient connu aucune modification.⁹⁵

Pour preuve de cette affirmation, le président Roosevelt envoya un télégramme de félicitations à Victor Emmanuel III (le 11 novembre 1938) qui n'était adressé qu'au « roi d'Italie. »⁹⁶

Mais cette cohérence n'était guère que la marotte de petits esprits. L'administration Roosevelt s'en tenait avec obstination à une formule qui menait à la guerre plutôt qu'à la paix. Elle ne servait aucun dessein utile. Comme le remarque à raison une sommité en matière de droit international : « Il semble avisé de conclure que la politique de non-reconnaissance telle qu'on la pratique de nos jours n'apporte guère de valeur, que ce soit comme sanction ou comme preuve que la règle voulant que la conquête confère un titre valide a été supplantée. . . Pensée comme solution au problème séculaire des causes et des remèdes à la guerre, elle apparaît quelque peu futile. »⁹⁷

Lorsque l'on passe en revue l'ensemble de l'histoire du différend italo-éthiopien, il est évident que la politique suivie par la Grande-Bretagne fut pire que « futile. » La futilité n'amène pas nécessairement à la guerre, mais l'attitude d'hostilité persistante du *Foreign Office* britannique envers l'acquisition par l'Italie de l'Éthiopie poussa sans conteste dans cette direction. Lorsque Mussolini mit en branle ses légions dans un pays qui était désespérément arriéré et en grand besoin d'une direction intelligente produite par un État hautement civilisé, le gouvernement britannique se prétendit profondément perturbé par principe.⁹⁸ La politique de compromis de Sir Samuel Hoare du mois de décembre 1935 prouva que les protestations de principe précédemment émises n'étaient qu'une pure co-

94. Département d'État, Communiqué de presse, 19 avril 1938.

95. Ibid., 12 mai 1938.

96. Ibid., 11 novembre 1938.

97. Herbert Briggs, « Non-Recognition of Title by Conquest, » *Proceedings of the American Society of International Law* (13-15 mai 1940), p. 81.

98. Ceux qui s'intéressent aux problèmes de l'Afrique reconnaissent depuis longtemps que l'esclavage existait à grande échelle en Éthiopie. Le Major E. W. Poison Newman, dans un article écrit pour la *Contemporary Review*, CXLVIII (décembre 1935) sous le titre « Slavery in Abyssinia, » p. 650, produit le commentaire qui suit : « L'esclavage est la base du système économique abyssinien. . . L'abolition de l'esclavage en Abyssinie implique une totale réforme sociale et économique, et ne peut être mené que par des pressions extérieures et l'exercice d'une administration européenne. » Comme le remarque avec justesse Winston Churchill, « Le caractère du gouvernement éthiopien et les conditions régnant sur cette terre sauvage de tyrannie, d'esclavage et de tribalisme n'étaient pas en concordance avec l'appartenance à la Société des Nations. » *Op. cit.*, p. 166.

médie.⁹⁹ Le gouvernement français ne fut jamais dupe de ces pieuses platitudes émises par Eden, et Mussolini les considérait comme une insulte à son intelligence. L'insistance britannique sur des sanctions détruisit totalement le front de Stresa. Ce changement fondamental dans les relations politiques en Europe peut être imputé directement à Eden, qui prenait la pose d'un Lancelot perdu dans un monde d'intrigues modernes. Son rôle malheureux, et celui du gouvernement Baldwin, est clairement décrit par Winston Churchill :

*Le gouvernement de Sa Majesté s'est imprudemment avancé comme champion d'une grande cause mondiale. Ils ont ainsi mené cinquante nations avec de belles paroles. . . Leur politique a longtemps été conçue pour donner satisfactions aux éléments puissants de l'opinion intérieure, et non pour répondre aux réalités de la situation en Europe. En éloignant l'Italie, ils ont perturbé l'ensemble de l'équilibre de l'Europe, et n'ont rien gagné pour l'Abyssinie.*¹⁰⁰

Avec l'effondrement du front de Stresa, la voie était grande ouverte pour la création et l'extension de l'Axe Rome-Berlin. Hitler pouvait sourire lorsque Eden fronçait les sourcils, et Mussolini apprit rapidement à préférer l'atmosphère amicale de Berlin aux brouillards glacés qui régnaient sur Londres. Ces brumes d'incompréhension dissimulèrent à la plupart des observateurs britanniques la dure réalité qui était que la deuxième Guerre Mondiale nous attendait au tournant. Grâce à Eden, et aux autres hommes de son acabit, on allait rapidement atteindre ce tournant.

99. L'une des forces importantes contrôlant l'attitude britannique envers l'avancée de Mussolini en Éthiopie était la crainte profonde qu'il pût détourner les eaux du Nil bleu « vers les plaines arides de la grande Érythrée » et ce faisant perturber l'approvisionnement en eau du Nil en Égypte. Il pouvait transformer l'Érythrée en riche pays producteur de coton, mais ce détournement d'eau pouvait gravement porter dommage à l'Égypte. Sir John Harris, « Italy and Abyssinia, » *Contemporary Review*, CXLVIII (August 1935), 151.

100. Churchill, op. cit., p. 187.

Chapitre 11

L'ambassadeur Dodd découvre que Berlin est un endroit déplaisant pour un démocrate wilsonien

11.1 L'Allemagne nazie produit un geste amical envers les États-Unis

Pendant que l'administration Roosevelt s'employait à dissiper à grande vitesse un grand capital de bonne volonté italienne à l'égard des États-Unis, une crise sérieuse se développait également dans les relations germano-étasuniennes. Durant le printemps et le début de l'été de l'année 1933, les perspectives paraissaient prometteuses. Lorsque l'ambassadeur Dodd arriva à Berlin le 13 juillet, il découvrit que les Allemands « semblaient très amicaux. »¹ Deux jours plus tard, il fut présenté à [Konstantin von Neurath](#), le ministre des affaires étrangères, qui s'avéra « des plus agréables. » Il ne fallut pas longtemps pour que Louis P. Lochner, de l'*Associated Press*, informât Dodd que l'un des amis du chancelier Hitler avait produit une invitation à destination du nouvel ambassadeur pour rencontrer le Führer au cours d'un « banquet calme et secret » où les relations entre les États-Unis et l'Allemagne pourraient être discutées franchement. Dodd repoussa ce geste amical mais consentit à prendre contact avec la famille du professeur [Henry Wood](#), de l'université [Johns Hopkins](#). Il découvrit que dans le cercle de Wood, la conversation était assez « bonne » quoique « la tonalité en fût très hitlérienne. »²

Le 17 juillet, Dodd envoya au secrétaire Hull une longue dépêche traitant des conditions économiques du Reich. Le Dr. Frick, ministre de l'in-

1. Journal personnel de l'ambassadeur Dodd, 1933-1938 (New York, 1941), p. 12.

2. Ibid., pp. 14-15.

térieur, ne s'épargnait aucun effort pour améliorer la situation. Il avait émis un « ordre strict » interdisant aux dirigeants nazis irresponsables de s'ingérer dans les affaires des entreprises. Il devait désormais être clair que la révolution allemande était terminée. Le parti nazi allait consacrer tous ses efforts à venir à « des travaux légitimes et constructifs. » Il ne faisait aucun doute qu'Hitler soutenait fermement ce mouvement conservatif, et Dodd considérait le programme du chancelier comme une « étape courageuse. »³

Ces commentaires favorables furent répétés sur un ton bien plus fort par Lord Rothermere, dont l'estime pour le parti nazi était exprimée sur le ton le plus amical qui fût :

Parmi tous les changements historiques de notre temps, ce bouleversement de l'Allemagne sous Hitler a été le plus rapide, le plus complet et le plus significatif. Le peuple allemand est empli du courage d'une croisade... Il serait stérile et injuste de regretter cette renaissance de l'esprit allemand... C'est pour l'Allemagne une chance d'avoir trouvé un dirigeant qui puisse rassembler tous les éléments de jeunesse du pays.

4

L'attitude amicale du gouvernement nazi fut davantage affichée encore en lien avec l'arrestation d'un jeune étudiant étasunien en provenance de New York, qui s'était vanté de sa foi communiste. Il fut rapidement arrêté et resta un temps détenu au secret malgré les tentatives de M. Messersmith d'entrer en communication avec lui. M. Messersmith y parvint finalement, et après s'être mis au fait des éléments constituant cette affaire, il autorisa M. Mowrer et M. Knickerbocker à envoyer un câble faisant état de cette histoire dans leurs journaux aux États-Unis. L'ambassadeur Dodd nota que M. Messersmith n'eut pas la courtoisie d'agir en cette affaire en s'assurant de disposer des autorisations de la part de l'ambassade. Il s'avéra que le jeune communiste était « une sorte de bonhomme indiscret. » Lorsque M. Dodd intervint pour son compte, il fut immédiatement libéré et renvoyé à New York.⁵

Le 3 août, Dodd fut reçu par l'exubérant [Karl von Wiegand](#), un correspondant des journaux aguerri qui dévoila à l'ambassadeur de nombreux aspects de la diplomatie de lui jusqu'alors inconnus. Quoique von Wiegand

3. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, 17 juillet 1933. 862.00/3037, MS, Department of State.

4. *Berliner Tageblatt*, 10 juillet 1933. En commentaire de cette affirmation de Lord Rothermere, M. [George S. Messersmith](#), le consul général des États-Unis à Berlin, remarqua : « Quiconque est familier des actions anarchiques de la jeunesse du mouvement de Hitler, surtout de la S.A. et du corps étudiant dans les universités, ne peut pas être d'accord avec les affirmations mentionnées ci-avant. » De Messersmith au secrétaire Hull, 29 juillet 1933. 862.00/3047, MS, Department of State.

5. Dodd, op. cit., p. 18.

fût « sympathique envers le groupe de Hitler », il impressionna « très favorablement » Dodd.⁶

Dodd n'avait pas encore fermé son esprit aux impressions favorables sur les Allemands et l'Allemagne, et même M. Messersmith pouvait parfois voir quelque chose sur la scène allemande qui n'était pas repoussant. Au mois d'août 1933, il apparaissait à Messersmith que les autorités nazies se préoccupaient de créer une opinion publique étasunienne plus amicale à leur égard. Lorsqu'un groupe de jeunes Boy Scouts étasuniens visita Munich, il fit l'objet d'un accueil tellement amical que le dirigeant fit la remarque que Hitler « faisait du véritable socialisme une réalité. » Lorsque des cadets du service des gardes-côtes des États-Unis passèrent par Berlin, ils furent déclarés invités par la ville. Au cours d'un dîner donné en leur honneur, l'un des dirigeants allemands exprima l'espoir que les cadets, à leur retour aux États-Unis, pourraient « détromper les esprits étasuniens sur les récits d'abus et de persécutions de personnes qui ne sont pas en lien avec le mouvement nazi. » M. Messersmith attira également l'attention du secrétaire Hull sur les déclarations récentes de M. Joseph E. Ridder dans le *Berliner Tageblatt*. M. Ridder, propriétaire du *New Yorker Staats-Zeitung*, avait confié à un journaliste du *Tageblatt* qu'il avait trouvé l'atmosphère « en Allemagne empreinte d'une honnêteté nette en toutes choses, qu'il s'agisse des sujets politiques, commerciaux ou culturels. »⁷

Le 12 août, M. Dodd envoya une lettre au président Roosevelt pour décrire la scène allemande. Il existait d'importantes frictions entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne sur le sujet du désarmement. La situation était tellement tendue que l'attaché militaire britannique à Berlin signalait une récente conversation avec Winston Churchill « afin que leur gouvernement soit déjà, à la demande de la France, prêt à appliquer la force la plus conséquente contre l'Allemagne. » Il était évident aux yeux de Dodd que les autorités nazies faisaient tout leur possible pour courtiser la bonne volonté des États-Unis. Une raison de cette attitude conciliatrice résidait dans le fait que tous les mouvements révolutionnaires, aussitôt qu'ils sont fermement installés, « penchent un petit peu vers la droite. » En raison de ce conservatisme croissant au sein du parti nazi, Dodd estimait que si le président pouvait « freiner » les Britanniques et les Français, il avait confiance en l'idée que la situation à Berlin allait « se calmer. »⁸

6. Ibid., p. 19.

7. De George S. Messersmith au secrétaire Hull, 8 août 1933. 711.62/75, MS, Department of State.

8. De William E. Dodd au président Roosevelt, 12 août 1933. 862.00/3085, MS, Department of State.

11.2 Dodd refuse d'assister au Congrès du parti à Nuremberg

Mais malgré ces gestes de conciliation de la part des nazis, Dodd restait très prudent quant à entreprendre quoi que ce fût pouvant indiquer son approbation du régime de Hitler. Le programme d'antisémitisme soutenu par les nazis présentait de nombreuses implications qui déplaisaient fortement à Dodd,⁹ et il avait pleinement conscience de la vague de sentiment anti-hitlérien qui balayait les États-Unis. Au vu de cette situation, il décida de demander des instructions pour savoir s'il devait accepter l'invitation de se rendre au Congrès du parti nazi à Nuremberg au cours de la première semaine de septembre.¹⁰ William Phillips, secrétaire d'État par intérim, répondit rapidement à Dodd qu'il n'estimait pas « qu'il soit avisé de la part du département d'entreprendre quelque initiative ou d'agir directement à ce sujet. Les implications de la situation locale vous sont plus familières qu'au département, et je me fie à votre jugement pour gérer cette question de manière à embarrasser aussi peu que possible vous-même et ce gouvernement. »¹¹ M. Phillips recommanda ensuite de consulter les ambassadeurs français et britannique en poste à Berlin.

Mais Dodd ne voulait pas assumer la responsabilité d'agir selon son seul jugement. Il avait consulté le chargé d'affaires britannique, qui restait indécis quant à sa position à ce sujet ; l'ambassadeur de France n'avait pas eu de nouvelles de la part du ministère des affaires étrangères et ne pouvait prodiguer aucune indication au sujet de l'attitude de son gouvernement. Après avoir lutté contre cette indécision diplomatique, Dodd se sentit contraint de lancer un nouvel appel au département d'État pour obtenir des instructions.¹² Il se heurta à un Phillips tout à fait évasif. Le secrétaire par intérim estimait que « ce gouvernement ne devrait pas prendre de décision à ce sujet. Les Britanniques et les Français ont autant, voire davantage de choses en jeu que nous, et je ne désire pas leur accorder d'opportunité de justifier a posteriori une décision en affirmant qu'elle aurait été prise du fait de celle de ce gouvernement. »¹³ Une fois de plus, l'affaire fut mise entre les mains de M. Dodd, qui décida finalement de décliner l'invitation en invoquant la « raison que je ne pourrais pas m'absenter assez longtemps de Berlin pour avoir le plaisir d'accepter. »¹⁴

9. Pour un traitement détaillé de l'antisémitisme en Allemagne et ses effets sur les esprits britanniques, voir *Survey of International Affairs, 1933*, ed. Arnold J. Toynbee (New York, 1934), pp. 167-74.

10. De Dodd au secrétaire Hull, 18 août 1933. 862.00/3056, MS, Department of State.

11. De William Phillips à M. Dodd, 19 août 1933. 862.00/3057, MS, Department of State.

12. De Dodd au secrétaire Hull, 20 août 1933. 862.00/3058, MS, Department of State.

13. De Phillips à M. Dodd, 20 août 1933. 862.00/3058, MS, Department of State.

14. De Dodd à M. Phillips, 23 août 1933. 862.00/3061, MS, Department of State.

11.3 Des citoyens étasuniens traités abruptement par des unités de choc

L'excuse peu plausible invoquée par l'ambassadeur Dodd pour justifier son absence aux célébrations nazies de Nuremberg fut considérée comme une indication nette de son sentiment envers le gouvernement de Hitler. Certains dirigeants nazis étaient désormais prêts à faire montre de leur sentiment d'hostilité au régime Roosevelt. Il arrivait que des citoyens étasuniens fussent traités avec dureté sans la moindre excuse, et malgré les protestations de l'ambassadeur, ces incidents se répétaient. Avant même que M. Dodd eût décliné l'invitation à Nuremberg, le Dr. Daniel Mulvihill, un citoyen étasunien, avait été attaqué par des membres des unités de choc (de la *Sturmabteilung*). Mulvihill assistait à une parade d'hommes de la SA sur l'avenue *Unter den Linden*. Lorsqu'il ne prodigua pas le salut nazi face aux couleurs allemandes, il fut attaqué et battu. Une protestation fut rapidement émise auprès du bureau des affaires étrangères et du ministère de l'intérieur prussien. Le ministère prodigua des assurances d'« action immédiate et adéquate, »¹⁵ le chef de groupe Karl Ernst, de la SA de Berlin, présenta ses excuses à Dodd pour l'affront, et le soldat ayant commis l'attaque fut mis sous les verrous.¹⁶

À cette occasion particulière, Bernhard von Bülow, sous-secrétaire d'État, rendit visite à l'ambassade des États-Unis pour une « conversation franche et cordiale » avec M. Dodd. Il expliqua que les actions d'armement et d'exercice nazis étaient « purement défensifs, et destinés pour partie à entraîner les plus jeunes à adopter des attitudes plus sérieuses envers la vie. » Lorsque Dodd l'avertit que la « moindre agression de la part de l'Allemagne sur l'une ou l'autre de ses frontières allait sans doute déboucher sur un conflit européen, » von Bülow répondit : « C'est exactement ce que je pense. » Il observa ensuite que « nonobstant le fait que le traité de Versailles l'interdise ou non, nous allons construire des canons et des défenses anti-aériennes et anti-chars si la conférence de Genève ne débouche pas sur une réduction des armements aériens en France. »

En conclusion, von Bülow désapprouva la nature voyante des récits étalés dans les journaux étasuniens sur les supposées « atrocités » allemandes. Dodd expliqua alors à von Bülow les « relations entre la presse et le gouvernement, et reconnut que de nombreux articles qui paraissent dans nos journaux sont exagérés, et je lui affirmai également que j'allais essayer d'influencer le *Chicago Daily News* dans son traitement de l'affaire Mowrer. Nous convînmes tous deux que Mowrer avait dépassé les limitations légitimes. Je lui dis évidemment que Mowrer partait le 31 août, chose

15. Département d'État, Communiqué de presse, 19 août 1933.

16. Ibid., 23 août 1933.

pour laquelle il me remercia. »¹⁷

11.4 Le professeur Coar essaye d'améliorer les relations germano-étasuniennes

À Berlin, Dodd découvrit bientôt que de nombreux ambassadeurs officiels de bonne volonté œuvraient sans relâche à créer un meilleur sentiment entre l'Allemagne nazie et les États-Unis. Au cours des premiers jours du mois d'août 1933, le professeur John F. Coar se présenta à l'ambassade des États-Unis pour tenir une conversation avec M. Dodd. Coar était né en Allemagne, de parents étasuniens, et en savait apparemment beaucoup au sujet des conditions qui étaient celles du Reich. Il s'appretait à partir rendre visite à Hitler à [Berchtesgaden](#), et désirait discuter de certains problèmes avec Dodd. L'ambassadeur insista sur le fait que la persécution des Juifs par les nazis repoussait tout sentiment étasunien, et Coar s'accorda sur ce point de vue. Le 16 août, Coar retourna à Berlin après sa conférence avec Hitler. Apparemment, les paroles d'avertissement de Dodd étaient restées vaines sur le chancelier, qui informa Coar que les Juifs étaient la pire malédiction du monde, et qu'il était déterminé à y remédier.¹⁸

Mais Hitler ne voulait pas mener cette tâche à bien par lui-même. Il autorisa le professeur Coar à informer le président Roosevelt de « sa volonté [celle de Hitler] d'ouvrir une discussion diplomatique avec notre administration s'il peut disposer d'assurances personnelles quant à l'attitude de cette administration sur certains sujets. »¹⁹ Le président consentit à voir Coar, mais tomba malade à l'arrivée de celui-ci à Washington, et le secrétaire Hull était tellement « occupé par la crise de Cuba » qu'il ne pouvait dégager de temps pour tenir une conférence avec l'impatient professeur. Coar finit par tenir une conversation étendue avec M. Moffat, le chef de la division des affaires d'Europe occidentale, qui rapporta au secrétaire Hull la substance des remarques énoncées par Coar.²⁰ Hull assura ensuite à Coar, par courrier, que ses idées avaient été « d'une grande aide » mais que dans la mesure où la situation en Allemagne changeait « de jour en jour il est impossible de vous donner ici le type d'informations que vous désirez. »²¹

17. De Dodd au secrétaire Hull, 26 août 1933, joint un mémorandum de sa conversation avec von Bülow le 26 août. 862.00/3076, MS, Department of State.

18. Journal personnel de l'ambassadeur Dodd, 1933-1938, pp. 20-24.

19. De John F. Coar au président Roosevelt, 12 septembre 1933. 862.00/3082, MS, Department of State.

20. Mémorandum écrit par M. Pierrepont Moffat, 14 septembre 1933. 862.00/3084, MS, Department of State.

21. Du secrétaire Hull à John F. Coar, 22 septembre 1933. 862.00/3084, MS, Department of State.

11.5 George Sylvester Viereck propose d'assister le président

Lorsque le professeur Coar quitta la scène de Washington, sa place fut prise par [George Sylvester Viereck](#). Viereck avait été une figure littéraire d'importance avant 1914. Au cours des années séparant 1914 et 1917, il avait été éditeur de *The Fatherland*, un périodique pro-allemand. Après la Guerre Mondiale, le colonel House l'avait employé pour écrire un récit des relations House-Wilson durant la guerre, et durant les sessions troubles de la conférence de paix de Paris. Alors qu'il préparait la publication de son ouvrage (*The Strangest Friendship in History*) il tomba sur [l'accord House-Grey du 22 février 1916](#). Cet accord constituait une entente secrète entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, et selon ses termes, les États-Unis apporteraient une assistance diplomatique à la Grande-Bretagne et à la France à tout moment où celles-ci les appelleraient à l'aide. Cette assistance diplomatique se transformerait peu à peu en soutien militaire au moment le plus favorable. House pensait que le président Wilson disposait d'un contrôle tellement assuré sur le Congrès que le pouvoir d'entrer en guerre résidait véritablement entre les mains du chef de l'État. Lorsque le président approuva l'accord House-Grey, le peuple étasunien se retrouva secrètement engagé à partager les fortunes militaires des puissances alliées aussitôt que ces puissances invoqueraient cet accord.²²

Viereck fut très choqué de découvrir toutes les implications de l'accord House-Grey. La diplomatie secrète a été l'une des causes les plus importantes de la Guerre Mondiale, et apparemment, elle aurait pu plonger les États-Unis dans ce conflit en 1916 si les dirigeants alliés avaient pleinement tiré parti de leurs opportunités. Il ne fut pas difficile pour Viereck de voir que les accords secrets au plus haut niveau de l'État pouvaient facilement impliquer les États-Unis dans des guerres futures. Habité par un pressentiment sur l'avenir des États-Unis, Viereck écrivit au président Roosevelt et attira son attention sur le côté sombre de la politique étrangère de Wilson durant les années mouvementées, 1915 à 1917. Il se sentait libre d'écrire sur ce mode intime au président parce qu'il avait jadis tenu lieu de nègre pour trois articles qui étaient parus dans *Liberty Magazine*, signés par Franklin D. Roosevelt.²³

Le 11 octobre 1933, Viereck écrivit une autre lettre au président, par laquelle il attira une fois de plus son attention sur l'accord House-Grey :

Vous vous souvenez peut-être qu'il y a quelque temps, j'ai attiré votre attention sur un « gentleman's agreement » qui liait les

22. Charles Callan Tansill, *America Goes to War* (Boston, 1938), pp. 458-86.

23. De George Sylvester Viereck au présent auteur, 12 juin 1947. Au sujet de ces articles dans *Liberty Magazine*, Viereck a remarqué : « J'ai réécrit trois articles qu'il avait rédigés pour Liberty, qui étaient si mal écrits qu'il n'était pas possible de les imprimer. »

*États-Unis au chariot de l'Entente. Mon article a été publié dans Liberty et a par la suite été intégré à mon livre « The Strangest Friendship in History, » une étude de la camaraderie psychique entre Woodrow Wilson et le colonel House. À l'époque où je vous ai envoyé l'article de Liberty, vous m'avez demandé de discuter le sujet avec vous. Je ne m'étais pas prêté à cette très aimable invitation du fait que je n'avais aucun remède à proposer. Plus je pense au problème, plus je découvre qu'il est impossible de maintenir une politique internationale sans des accords informels de cette nature. J'ai discuté du sujet avec le sénateur Gore et le sénateur Borah, mais aucun d'entre eux n'a eu de suggestion concrète que j'aurais pu porter à votre connaissance. Je viens de rentrer d'Allemagne, où j'ai eu l'opportunité de discuter franchement avec le chancelier Hitler, le ministre des affaires étrangères von Neurath, le vice-chancelier von Papen, le ministre de l'économie Schmitt, avec Goebbels, le ministre de la propagande, Schacht, le ministre des finances, et d'autres. J'ai également eu des conversations tout à fait intéressantes avec le prince de la Couronne, avec l'empereur William à Doorn, ainsi qu'avec notre propre ambassadeur, Dodd. Le colonel House pense que certains des faits que j'ai découverts peuvent vous intéresser. Si tel est le cas, je serai très heureux de vous les présenter. . . Il me semble que les États-Unis ont une dette d'honneur envers l'Allemagne, par suite des *Quatorze Points*. La seule manière dont notre gouvernement peut rembourser sa dette est de faire usage de ses efforts les plus ultimes pour maintenir la paix et empêcher les vainqueurs de 1918 de maintenir un avantage indu sur l'Allemagne. Je suis heureux que votre administration, tellement remarquable dans ses réussites sur le plan intérieur, paraisse encline à se montrer tout aussi distinguée et remarquable à l'étranger. En tous cas, il semble précieux que sous votre régime, les États-Unis ne se laisseront pas de nouveau utiliser par les autres puissances dans leur lutte égoïste pour la prédominance.*²⁴

Le président mit longtemps à envoyer une réponse à cette lettre de Viereck. Enfin, le 3 novembre, Louis Howe lui transmet une invitation à visiter Washington pour y discuter avec le secrétaire Hull ou avec le sous-secrétaire d'État William Phillips.²⁵ Viereck écrivit ensuite au secrétaire Hull et joignit une copie de la lettre reçue de la part de M. Howe. Il fit la

24. De George Sylvester Viereck au président Roosevelt, 11 octobre 1933. 711.62/81, MS, Department of State.

25. De Louis Howe à George Sylvester Viereck, 3 novembre 1933. 711.62/83, MS, Department of State.

remarque qu'il avait récemment discuté avec nombre des dirigeants nazis, dont le chancelier Hitler. Il était possible qu'« un élément égaré d'information ou d'interprétation puisse être utile d'une manière ou d'une autre. »²⁶ Le secrétaire Hull fit passer la lettre de Viereck à M. Phillips qui organisa une conférence.²⁷ Aucun mémorandum du département d'État ne livre d'élément au sujet de la teneur de cette conférence. Selon Viereck, il eut une « conversation agréable avec Phillips et avec les chefs des divers départements [au sein du département d'État.] Je lui ai dit que Hitler était “la sur-compensation du complexe d'infériorité allemand.” J'ai également affirmé que “l'Anschluss était inévitable et qu'il était encore plus désiré en Autriche qu'en Allemagne.” Par ailleurs, Hull m'a remis une lettre spéciale me recommandant auprès de tous les représentants diplomatiques des États-Unis en Europe. »

Mais cette lettre en provenance du secrétaire Hull n'amena à aucune discussion à l'étranger de nature à améliorer les relations germano-étasuniennes. Lorsque Viereck, un peu plus tard, se mit à critiquer le *New Deal*, il reçut de la part de [Fulton Oursler](#), de *Liberty Magazine*, « un ultimatum selon lequel je [Viereck] devais soit écrire un article, “Pourquoi j'ai honte de l'Allemagne,” et un autre soutenant le *New Deal*, soit mettre fin à mes relations avec *Liberty*. Si j'acceptais, il promettait de rétablir mon nom en couverture et de faire figurer ma signature. Je refusai. »²⁸

M. Viereck m'assure qu'il ne parla au président Roosevelt durant aucune de ses administrations. Cette assurance rend tout à fait contestable l'affirmation qui suit, produite par M. Erwin H. Klaus dans une lettre envoyée au président au mois de mars 1939 : « M. Viereck a pris sur lui d'affirmer à l'assemblée [de la *Roland German-American Democratic Society of Greater New York*, le 16 mars 1939] que quelques années auparavant, vous [le président] lui avez affirmé personnellement que vous considérez comme votre première ambition de détruire Hitler et l'Allemagne avec lui, dut-ce être la dernière chose que vous fassiez. »²⁹ Il est peu probable que le président se fût exprimé de manière aussi directe à M. Viereck.

11.6 M. Kaltenborn reçoit une leçon d'incivilité

Au cours de ces négociations informelles menées par des diplomates amateurs, l'ambassadeur Dodd se rendit à la résidence du président [Hindenburg](#) pour lui présenter formellement ses références. Au cours de la conversation qu'il eut avec le président, il trouva une opportunité de lan-

26. De George Sylvester Viereck au secrétaire Hull, 10 novembre 1933. 711.62/83, MS, Department of State.

27. De Vinton Chapin à George Sylvester Viereck, 14 novembre 1933. 711.62/83, MS, Department of State.

28. De George Sylvester Viereck au présent auteur, 21 août 1948.

29. D'Erwin H. Klaus au président Roosevelt, 17 mars 1939. 711.62/236, MS, Department of State.

cer une attaque sur la doctrine du socialisme économique qui s'était faite de plus en plus populaire en Allemagne. Lorsqu'il vit que son point de vue trouvait un écho favorable de la part du grand combattant, il soupçonna que Hindenburg pouvait être en train de s'engager dans une « critique indirecte des extrémistes nazis. »³⁰

Ces extrémistes troublaient sans arrêt la moindre petite action que Dodd et les modérés allemands essayaient de mettre en œuvre pour faire baisser les tensions dans les relations diplomatiques germano-étasuniennes. Le 9 septembre, le département d'État produisit un communiqué de presse affirmant que M. Samuel B. Bossard, ainsi qu'un fils de M. H.V. Kaltenborn, commentateur radio bien connu, avaient été attaqués pour avoir manqué d'effectuer le salut nazi en voyant passer un défilé. Le bureau allemand des affaires étrangères fut prompt à exprimer ses « profonds regrets » face à de tels outrages, et promit d'entreprendre les « actions les plus énergiques » contre les auteurs.³¹ Le 14 septembre, Dodd tint une conférence avec le baron von Neurath à ce sujet : « J'ai pris connaissance que les Étasuniens se sont montrés négligents, mais ont affirmé qu'il s'agissait de leur privilège... Il m'a assuré qu'il avait récemment discuté le sujet avec Goering,... et également avec le chancelier, les deux hommes ayant convenu qu'une "mise en application plus stricte de la loi serait dès lors pratiquée." »³²

Dodd eut beaucoup plus de succès que M. Messersmith à recevoir des réponses orales satisfaisantes de la part des dirigeants nazis au sujet de ces attaques contre des ressortissants étasuniens. Lorsque le consul général eut tenu une longue discussion avec le Dr. Funk, sous-secrétaire au ministère de la propagande, le dirigeant nazi reprocha aux Kaltenborn d'« avoir tourné le dos à la rue et d'avoir contemplé une vitrine » pendant qu'un défilé de soldats de la SA passait devant eux. Au sujet de l'attaque contre M. Bossard, le Dr. Funk affirma que tant de civilités avaient été prodiguées au jeune homme que lorsqu'il avait quitté l'Allemagne, il était « tout à fait satisfait que tout se passât bien ici. »³³

M. Messersmith fut choqué par la manière civile dont le Dr. Funk avait écarté les incidents Kaltenborn et Bossard. Il se faisait de plus en plus hostile envers le régime nazi, et remarqua dans une lettre adressée à M. Phillips que la devise de la révolution nazie devait être « brutalité, mensonge et loquacité. » La campagne contre les Juifs avait été menée avec une « brutalité aussi extrême » que les suicides devenaient monnaie courante. S'il se manifestait une opposition populaire à ces outrages menés contre les Juifs, l'affaire était gérée de manière si habile par le Dr. Goebbels que la position de Hitler

30. Dodd, op. cit., pp. 30-31.

31. Département d'État, Communiqué de presse, 9 septembre 1933, p. 149.

32. Dodd, op. cit., p. 36.

33. Dr M. Messersmith au secrétaire Hull, 16 septembre 1933. 862.00/3089, MS, Department of State.

*reste plus forte que jamais. Il est quasiment déifié par une certaine partie de la population et connaît la situation psychologique extraordinaire qui a été créée. Il est le centre de la folie ambiante... Goering reste la figure centrale de la force physique du parti... Il s'est avéré être celui que certains d'entre nous en pensaient, un soldat candide et enthousiaste, resté en grande partie tel un petit garçon... En toute justice pour Goering, il faut dire qu'il est le seul des trois dirigeants principaux du parti qui est raisonnable et avec qui l'on peut discuter.*³⁴

Le point de vue amical de M. Messersmith est nettement mis en avant dans son estimation de Goering en tant que « soldat candide et enthousiaste, resté en grande partie tel un petit garçon. » Toute personne sensée ayant passé quelques semaines en Allemagne en contact proche de Goering serait parvenu à une estimation très différente de l'homme et de son influence dans les rangs nazis. Dodd jugea Goering de manière bien plus pertinente que Messersmith, et le tint à raison responsable de l'échec du gouvernement nazi à agir efficacement contre les outrages perpétrés sur les ressortissants étasuniens par des voyous allemands. Goering, en tant que président de la Prusse et chef de la police, aurait facilement pu faire appliquer l'ordre s'il avait été disposé à le faire. Lorsque Dodd se plaignit au ministère des affaires étrangères au sujet de ces attaques menées par des membres de la SA, von Neurath murmura avec faiblesse : « Les hommes de la SA sont tellement incontrôlables que je crains que nous ne puissions pas les arrêter. »³⁵ Il signifiait évidemment ce faisant que Goering n'était pas intéressé à protéger les ressortissants étasuniens.

11.7 L'Allemagne se retire de la Société des Nations

Goering n'était guère que le symbole du nationalisme exagéré qui était encouragé par le gouvernement nazi. En Allemagne, ce chauvinisme était souvent exprimé par des attaques sur les étrangers qui ne pratiquaient pas le salut hitlérien durant les défilés. Dans les relations internationales, il prit souvent la forme d'une suite de demandes pour la révision du traité de Versailles et pour l'égalité au sujet des armements. La conférence de Genève, au mois de juin 1933, avait reporté toutes les réunions jusqu'au 16 octobre. Durant l'été, Norman Davis entama de nombreuses conversations à Londres et à Paris dans une tentative de réduire la portée des demandes allemandes et d'augmenter les concessions consenties par les Français. Le 9 octobre, le secrétaire Hull donna au Dr. Luther, l'ambassadeur allemand, un avertissement voilé selon lequel les États-Unis considéraient défavorablement toute accélération de la course européenne aux armements : « Je

34. De M. Messersmith au secrétaire Hull, 29 septembre, 28 octobre 1933. 862.00/3097 1/2, 862.00/3128, MS, Department of State.

35. Dodd, op. cit., pp. 44-47.

lui affirmai [à Luther] que le seul dessein majeur et primordial... du gouvernement des États-Unis était la promotion d'un désarmement général. J'ajoutai, naturellement, que tout mouvement organisé à cette fin ne pouvait logiquement pas envisager un programme modifié selon lequel certains gouvernements pourraient procéder à un réarmement. »³⁶

Quelques jours plus tard (le 14 octobre), Sir John Simon présenta un plan qui prévoyait la réorganisation d'armées continentales sur base d'une milice, avec un système détaillé de supervision internationale. Les puissances disposant d'importants armements devaient réduire leur appareil militaire en accord avec un plan qui visait à atteindre une égalité de statut en huit années. Dans l'intervalle, les « Puissances subissant actuellement des limitations du fait des traités de paix » ne devaient mener aucune tentative d'augmenter leurs armements. L'Allemagne, cependant, recevait quelques concessions en matière de réorganisation de la Reichswehr.³⁷

Hitler ne trouvait guère inspirant un projet faisant attendre huit années à l'Allemagne pour parvenir à un statut d'égalité au sujet des armements, et le ministère des affaires étrangères informa sur-le-champ Genève que l'Allemagne ne resterait pas plus longtemps membre de la Conférence de désarmement ou de la Société des Nations.³⁸ En défense de cette action, Hitler annonça à la radio que les refus étudiés des grandes puissances de reconnaître l'« égalité morale et matérielle » de l'Allemagne avait contraint le gouvernement nazi à adopter une politique de retrait des conférences européennes. Pour calmer toute crainte au sujet de desseins d'agressions nazis, il adopta un ton conciliant dans ses références à la France et alla jusqu'à laisser entendre qu'il renonçait à tout désir de récupérer l'Alsace et la Lorraine.³⁹

Dans une dépêche confidentielle envoyée à M. Phillips, M. Messersmith donna une explication à la méthode abrupte du retrait allemand de la Société des Nations :

Je pense qu'il ne fait guère de doute que Goebbels est davantage responsable que quiconque de la décision rapide de sortir rapidement de Genève. Je pense qu'il est tout à fait certain... que Sir John Simon a eu une conversation avec Goebbels et que Goebbels a été amené à tout à fait comprendre que l'Angleterre ne pouvait aider l'Allemagne en aucune manière tant que

36. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), pp. 193-94.

37. Département d'État, Communiqué de presse, 14 octobre 1933.

38. Toynbee, op. cit., pp. 301-8.

39. « Germany and the Crisis in Disarmament, » *Foreign Affairs*, XII (1934), 260-70. Au cours d'une interview avec M. de Brinon, publiée le 22 novembre 1933 dans *Le Matin*, Hitler souligna son désir de paix. Au sujet de son attitude à l'égard de la France, il affirma que le problème de la Saare était la seule mouche présente dans le baume diplomatique : « L'Alsace et la Lorraine ? J'ai souvent répété que nous y avons définitivement renoncé pour penser qu'il me faille encore m'expliquer sur ce point. »

celle-ci continuait d'agir comme elle le faisait. Je comprends que Sir John fut très clair, très direct, et tout aussi énergique et catégorique qu'il est possible de l'être. Je connais Goebbels et je sais quel effet une telle conversation put avoir sur lui. Il dut être absolument furieux... Il alla voir Hitler toutes affaires cessantes, et comme Hitler et lui ont le même mode de pensée sur toutes ces choses et partagent en grande mesure le même tempérament, je pense que tout amène à penser que la décision de quitter Genève fut prise en ce lieu et à ce moment.

Pour illustrer l'état d'esprit pathologique des dirigeants nazis, M. Messersmith fit l'observation qui suit :

*Je ne connais aucune manière d'insister sur la mentalité extraordinaire mieux qu'en vous disant à quel point j'ai été outré d'apprendre que dans les cercles gravitant autour de Hitler, il existe un sentiment répandu selon lequel le président ainsi que Mme Roosevelt n'ont pratiquement que des conseillers juifs... Ils semblent penser que, du fait que nous ayons des Juifs en position officielle,... notre politique est dictée par les seuls Juifs et qu'en particulier, le président et Mme Roosevelt mènent une propagande anti-allemande sous l'influence d'amis et de conseillers juifs.*⁴⁰

Les premiers portraits de Hitler dépeints par l'ambassadeur Dodd étaient d'une couleur plus sobre que ceux dressés par M. Messersmith. Le 17 octobre, Dodd eut une audience avec le chancelier qui lui apparut « plutôt mieux que les images qui en sont faites dans les journaux. » Dodd discuta de deux affaires d'importance : les attaques sur des ressortissants étasuniens et les discriminations contre les crédetes étasuniens. Chaque requête qu'il produisit fut acceptée, et « le chancelier m'assura personnellement qu'il veillerait à ce que toute attaque à l'avenir soit punie aussi sévèrement que possible. » Lorsque Dodd passa au sujet du retrait allemand de la Société des Nations, Hitler se fit « nettement agité. » Après avoir égrené un réquisitoire contre les injustices du traité de Versailles, Dodd remarqua : « Il existe une injustice évidente dans l'attitude française. » Hitler s'apaisa instantanément après cette franche admission, et l'interview se termina dans un esprit agréable.⁴¹

Mais si Dodd était prêt à reconnaître l'injustice de l'attitude française à l'égard de l'Allemagne, il fut également prompt à critiquer la manière suivant laquelle les pressions étaient exercées sur les électeurs pour influencer leurs décisions. Les opposants au régime nazi étaient « systématiquement intimidés. Les orateurs nazis se sont ouvertement vantés de ce

40. De Messersmith à M. Phillips, 28 octobre 1933. 862.00/3128, *Confidential file*, MS, Department of State.

41. Dodd, *op. cit.*, pp. 49-50.

que, quoique le scrutin fût secret, une manière a été trouvée de vérifier les voix exprimées par les “traîtres” qui ne votent pas pour Hitler. »⁴²

Les commentaires de Dodd faisaient particulièrement référence à l’élection nationale du 12 novembre qui était un référendum sur la décision de Hitler de retirer l’Allemagne de la Conférence sur les armements et de la Société des Nations. Du fait des pressions nazies, le résultat fut que les « candidats du gouvernement reçurent 39 500 000 voix sur un total d’environ 43 000 000. »⁴³

Lors de ses discours pré-électoraux, Hitler affirmait sans cesse qu’il désirait la paix, et non la guerre. Le 10 novembre, il observa avec grandiloquence : « Il ne faut pas s’attendre à ce que je sois assez dérangé pour désirer une guerre. Si quelqu’un dans le monde peut se sentir menacé, c’est bien nous. Nous voulons la paix et l’accord, rien d’autre ! »⁴⁴ Mais ces expressions pacifiques furent écartées par M. Messersmith, qui était certain qu’Hitler planifiait en fin de compte la guerre : « Hitler et ses associés veulent sincèrement et véritablement la paix pour le moment, mais seulement pour disposer d’une chance de se préparer à utiliser la force lorsqu’elle sera finalement jugée essentielle. »⁴⁵

Cependant, ce désir de guerre était arrêté par le président Hindenburg qui était fermement opposé à toute action militaire irréfléchie. La mémoire de Versailles continuait de sourdre dans l’esprit du grand maréchal, et il prenait sur lui de se montrer conciliant envers les diplomates étrangers. Le 1^{er} janvier 1934, Dodd se rendit au palais présidentiel pour présenter ses respects au vieux guerrier. Hindenburg s’enquit courtoisement des progrès du fils de Dodd à l’université de Berlin, et complimenta même Dodd sur sa maîtrise de la langue allemande. Hitler, « tout à fait contenu, » essaya de tenir une conversation avec Dodd qui insistait pour parler des professeurs d’université et de la situation des universités allemandes. Après plusieurs tentatives de monter à bord de cet avion académique de haute altitude, Hitler sortit du cercle de Dodd avec pour sentiment que l’ambassadeur étasunien avait « quelque peu cherché à l’embarrasser. »⁴⁶

42. De Dodd au secrétaire Hull, 4 novembre 1933. 862.00/3131, MS, Department of State.

43. De Dodd au secrétaire Hull, 13 novembre 1933. 862.00/3127, MS, Department of State.

44. J. C. White, conseiller de l’ambassade à Berlin, au secrétaire Hull, 16 novembre 1933. 862.00/3143, MS, Department of State.

45. De Messersmith à M. Phillips, 23 novembre 1933 ; *Peace and War, etc.*, pp. 194-95.

46. Dodd, *op. cit.*, pp. 67-68.

11.8 Le problème de dette embarrasse les relations germano-étasuniennes

Ce n'était pas uniquement au sujet de sujets universitaires que l'ambassadeur Dodd pouvait « embarrasser » le chancelier Hitler. Le problème de la dette due à des crédateurs étasuniens était récurrent, et préoccupait Hitler de manière profonde et durable. Le moratoire allemand du 9 juin 1933 s'était d'abord appliqué à toutes les dettes, publiques et privées, à l'exception des obligations à court terme détenues par les institutions bancaires étrangères. Il fut modifié pour soustraire à son champ l'emprunt du [Plan Dawes](#) de 1924 et du [Plan Young](#) de 1930. Des clauses furent également écrites pour le paiement de 75 % des intérêts des autres emprunts, au travers d'un plan mettant en œuvre des titres convertibles.

Au mois de décembre 1933, la Reichsbank étendit le moratoire au premier semestre de l'année 1934, et réduisit les intérêts des obligations allemandes de 75 à 65 %. Les crédateurs étasuniens étaient fortement gênés par les accords consentis avec la Hollande et la Suisse, selon lesquels les détenteurs d'obligations de ces pays recevraient tous les intérêts en échange de concessions commerciales.

Le 3 janvier 1934, l'ambassadeur Dodd présenta une forte protestation au ministère des affaires étrangères contre ce traitement discriminatoire des crédateurs étasuniens. Quoique le ministère des affaires étrangères se montrât sympathique à cette plainte, il ne pouvait rien faire pour améliorer la situation, et la seule réponse que reçut Dodd fut une affirmation selon laquelle l'Allemagne ne pouvait payer qu'en proportion des achats de marchandises allemandes par les nations étrangères. Du fait d'un boycott étasunien partiel des fabricants allemands, seul un certain pourcentage des intérêts pouvait être versé aux crédateurs étasuniens.⁴⁷

Le président Roosevelt refusa d'acter cette explication allemande. Le 22 janvier 1934, il invita le Dr. Luther à la Maison-Blanche et insista pour que les crédateurs étasuniens fussent traités à égalité avec les crédateurs des autres nations.⁴⁸ En réponse à cette pression, le Dr. Schacht tint une conférence avec les représentants des nations créditrices et finit par convenir d'un compromis. Selon cet accord, une partie des intérêts continuerait d'être versée en titres convertibles, mais elle serait échangée à 76,9 % de la valeur totale des dettes, au lieu des 65 % proposés. Dodd fit fortement pression sur le sujet, conformément aux instructions qu'il avait reçues, mais il révéla sa sympathie avec le gouvernement allemand qui connaissait presque la faillite en faisant la remarque suivante : « Je ferai mon possible mais [je] suis d'accord avec les Allemands sur l'idée que les taux d'intérêts devraient être réduits à 4 %. »⁴⁹

47. *New York Times*, 25 janvier 1934 ; Toynbee, op. cit., pp. 93-98.

48. Département d'État, Communiqué de presse, 27 janvier 1934, pp. 47-48.

49. Dodd, op. cit., p. 74.

Mais ce compromis consenti par Schacht ne tint que quelques mois. Le 14 juin, tous les gouvernements créditeurs se virent notifier une « suspension inévitable des emprunts étrangers à moyen et à long terme. » Il était particulièrement significatif que les emprunts des Plans Dawes et Young étaient intégrés à ce nouveau moratoire.

Le 16 juin, l'ambassadeur Dodd reçut pour instruction d'informer le ministère des affaires étrangères que le gouvernement étasunien « prenait l'occasion d'exprimer ses regrets les plus forts au sujet des nouvelles pertes imposées aux citoyens étasuniens » et que de nouvelles discriminations fussent mises en place contre les créditeurs étasuniens.⁵⁰ Onze jours plus tard, le secrétaire Hull remit à Rudolph Leitner, le chargé d'affaires allemand, une protestation détaillée contre cette dernière action de la Reichsbank. Dans ce mémorandum, « de graves regrets » étaient exprimés au sujet de la politique fiscale nazie.⁵¹

Le secrétaire Hull n'était jamais satisfait d'envoyer des protestations au représentant diplomatique allemand à Washington au sujet du problème de la dette. Une ou deux semaines après, cette plainte parviendrait à Berlin et serait soumise au ministère des affaires étrangères. Aucune action ne serait prise à ce sujet du fait que la Reichsbank ne disposait d'aucun fonds disponible pour le service de la dette étasunienne. Hull était pleinement conscient de ce fait, mais cela ne l'empêcha pas d'envoyer des instructions à Dodd de faire pression sur von Neurath pour qu'il payât. Apparemment, il faisait pleinement usage de la valeur de nuisance de la difficulté de la dette, et cette persistance dans sa politique de provocation provoquait chez Dodd un embarras considérable : « Que puis-je dire de plus que je n'aie déjà énoncé à de multiples reprises ? L'Allemagne connaît une détresse terrible, et pour une fois, elle reconnaît que la guerre n'est pas un remède. »⁵² Il était apparent aux yeux de Dodd que les mesures répressives à l'encontre des Juifs d'Allemagne avaient produit dans les pays étrangers un boycott contre les usines allemandes. Cette action avait sérieusement réduit les exportations allemandes et avait affecté funestement la capacité du pays à répondre à ses obligations envers l'étranger. L'effondrement de la *World Economic Conference* à Londres avait profondément perturbé l'équilibre économique européen, et avait repoussé toute perspective d'un retour à la normale. Qui plus est, le programme de rétablissement en Allemagne, avec son expansion des travaux publics et le développement de l'industrie d'armement, avait fortement fait croître les importations de matières premières, mais ne produisait pas de biens qui pourraient créer une balance commerciale favorable. Au mois de juin, les réserves d'or de

50. Département d'État, Communiqué de presse, 23 juin 1934, pp. 418-19. Voir également : *Documents on International Affairs*, 1934, ed. John W. Wheeler-Bennett, pp. 244-46.

51. Département d'État, Communiqué de presse, 30 juin 1934, pp. 444-48.

52. Dodd, op. cit., pp. 111-12.

la Reichsbank avaient décrié jusqu'au niveau des 80 000 000 marks, si bien que le Dr. Schacht avait estimé qu'une action drastique s'imposait.

De nombreux journaux étasuniens comprenaient les difficultés qui assiégeaient le gouvernement allemand. Le *Cincinnati Enquirer* craignait qu'une vague d'inflation fût sur le point d'engloutir l'Allemagne,⁵³ cependant que le *Springfield Republican*⁵⁴ et le *Rochester Democrat and Chronicle*⁵⁵ pensaient que l'action du président de la Reichsbank n'était pas pire que la pratique d'autres nations. Le *Seattle Daily Times*⁵⁶ et l'*Atlanta Constitution*⁵⁷ penchaient vers l'opinion selon laquelle l'Allemagne n'avait guère fait que suivre l'exemple qui lui prodiguaient les nations européennes qui avaient fait défaut sur les emprunts étasuniens.

Bien que plusieurs pays européens échouassent à remplir leurs obligations financières envers le gouvernement étasunien, ils refusaient de laisser l'Allemagne adopter une politique similaire à leur égard. En menaçant de saisir les soldes allemands existant sur leur sol, ils contraignirent le gouvernement nazi à honorer certaines de leurs exigences. Au mois de juillet et août 1934, l'Allemagne signa des accords avec la Grande-Bretagne, la France, la Suisse, la Suède et les Pays-Bas, stipulant le versement de paiements partiels sur les intérêts et les soldes sur les emprunts d'importance. Le tableau 11.1 indique les soldes excédentaires des balances commerciales vers ces pays, ainsi que la raison pour laquelle l'Allemagne parvint à un accord financier avec eux :

TABLE 11.1 – Excédents de la balance commerciale allemande avec certains pays européens (en millions de reichsmarks)

Pays	1933 année entière	Janvier-mars 1933	Janvier-mars 1934
France	211.0	57.5	34.4
Grande-Bretagne	167.2	31.6	38.3
Pays-Bas	380.8	80.2	75.6
Suède	88.5	16.3	23.0
Suisse	269.9	61.9	51.0

Les États-Unis n'avaient pas d'association économique comparable avec l'Allemagne de nature à assurer une conformité à leurs désirs.⁵⁸

De fait, les États-Unis présentaient une balance commerciale excédentaire avec le Reich, si bien qu'il n'existait aucune possibilité de saisir les fonds allemands détenus aux États-Unis. Tout ce que le département

53. 16 juin 1934.

54. 19 juin 1934.

55. 21 juin 1934.

56. 16 juin 1934.

57. 16 juin 1934.

58. La balance commerciale des États-Unis avec l'Allemagne peut s'exprimer comme suit :

d'État pouvait faire était d'envoyer une suite de protestations contre la discrimination allemande favorable aux nations créditrices européennes.⁵⁹ Ces plaintes étaient clairement énoncées et exposées avec force, mais ne produisirent guère d'impression sur le gouvernement nazi, et le couteau fut ainsi maintes fois retourné dans une vieille plaie diplomatique.⁶⁰ Il s'agissait d'un cercle vicieux qui contribuait à maintenir l'opinion publique étasunienne hostile à Hitler.

11.9 La ville de New York met en scène un procès fictif de Hitler

Le problème de dette n'était qu'un des éléments sur la longue liste des points irritants qui perturbaient les relations étasuniennes avec le Reich. Plusieurs mesures contre les Juifs soulevaient l'indignation dans de nombreux cercles étasuniens, et l'attaque d'Hitler contre le principe de la démocratie offensait un grand nombre d'Étasuniens qui étaient profondément préoccupés par le trépas de la république de Weimar. Goebbels ajouta de la force au mépris étasunien de l'Allemagne en essayant, le 28 février 1934, d'expliquer les raisons pour lesquelles l'Allemagne était devenue grande en suivant la voie de Hitler. Après avoir étoffé sur le sujet du génie allemand, il affirma que la difficulté principale dans les relations entre l'Allemagne et les autres nations était leur insistance à considérer la révolution nazie avec un regard rationaliste et libéral. La course des événements avait clairement montré que les « forces dynamiques de propulsion de l'esprit et du cœur étaient plus fortes que celles de la raison, que l'embrasement spontané de l'âme allemande ne pouvait pas être envisagé suivant les méthodes rationalistes d'une dialectique libérale, et qu'en fin de compte, le génie immortel de l'âme allemande s'élevait triomphalement au-dessus des forces de la décrépitude. »⁶¹

Il devint rapidement évident qu'aux États-Unis, bien peu d'observateurs distinguaient dans le mouvement nazi le « génie immortel de l'âme allemande », élevé en triomphe au-dessus des forces de la décrépitude. Les Étasuniens restaient désespérément rationalistes. Ce fait fut illustré de

	Exportations vers l'Allemagne	Importations depuis l'Allemagne
1934	108 738 000 \$	68 805 000 \$
1935	91 981 000 \$	77 792 000 \$
1936	101 956 000 \$	79 679 000 \$
1937	126 343 000 \$	92 468 000 \$

59. Département d'État, Communiqué de presse, 1^{er} décembre 1934, pp. 325-28.

60. Il est important de noter que le Dr. Schacht avait pris soin de remplir les obligations qui découlaient des crédits bancaires à court-terme. Le 21 février 1934, James Gannon, de la *Chase National Bank*, se présenta à l'ambassade des États-Unis pour « rapporter une conférence satisfaisante avec la Reichsbank allemande... Il était tout à fait satisfait et donna à Schacht la plus haute note en intelligence et honnêteté. » Dodd, op. cit., p.81.

61. De Dodd au secrétaire Hull, 6 mars 1934. 862.00/3208, MS, Department of State.

manière criante par l'apparition de publicités dans le *New York Times* et le *Herald-Tribune*, pour la tenue d'un procès fictif du chancelier Hitler, organisé le 7 mars au *Madison Square Garden*. Hans Luther, l'ambassadeur d'Allemagne, se rendit en toute hâte au département d'État le 19 février pour se plaindre frénétiquement de l'insulte lancée contre le gouvernement nazi. Le secrétaire Hull répondit froidement qu'il était « désolé de voir ces différences monter entre des personnes de son pays et d'autres du mien ; que j'accorderais à ce sujet toute l'attention que justifieraient et rendraient possibles les circonstances. »⁶²

Le 1^{er} mars, le Dr. Leitner, conseiller de l'ambassade d'Allemagne, tint au département d'État une conférence expresse avec M. John Hickerton, de la division des affaires d'Europe de l'Ouest. Il présenta une forte protestation contre le projet de procès fictif de Hitler, et fit mention des noms de plusieurs personnes, « proches du président, » qui allaient prendre part à cette manifestation d'opposition au régime de Hitler. Il mentionna en particulier le maire Fiorello La Guardia, Alfred E. Smith, le juge Samuel Seabury, et Bainbridge Colby. M. Hickerson indiqua alors au Dr. Leitner que « nulle personne en lien avec le gouvernement fédéral » n'était listée comme jouant un rôle dans le projet de procès fictif. Il termina la conversation en affirmant avec candeur qu'« au vu de nos garanties constitutionnelles de liberté d'expression », il ne voyait « aucune action que le gouvernement fédéral puisse entreprendre de manière adéquate à ce sujet. »⁶³

Le lendemain, le Dr. Luther enregistra sa seconde protestation contre le procès fictif de Hitler, mais fut rejeté par le secrétaire Hull avec le commentaire suivant lequel le département d'État n'avait pas pu « trouver d'autorité légale permettant au gouvernement fédéral de donner pour instruction ou pour ordre aux participants de s'abstenir à un tel procès fictif. »⁶⁴

Le ministère allemand des affaires étrangères n'était pas satisfait des explications du secrétaire Hull et de M. Hickerson. Le 5 mars, l'ambassadeur Dodd fut convoqué dans le bureau de von Neurath et trouva un ministre des affaires étrangères tout à fait agité. Après que celui-ci eut vivement proféré l'habituelle protestation, Dodd fit la remarque qu'il avait plusieurs fois exprimé l'opinion selon laquelle la « politique juive de Hitler allait provoquer de nouveaux problèmes si elle ne change pas. » Pour autant qu'il pût en juger, rien ne pouvait être fait pour « arrêter le pro-

62. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur d'Allemagne, Hans Luther, 19 février 1934. 862.00 Hitler, Adolf/11, MS, Department of State.

63. Mémoire d'une conversation entre le Dr. Leitner et M. John Hickerson, 1^{er} mars 1934, 862.002 Hitler, Adolf/22, MS, Department of State.

64. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur d'Allemagne, Herr Hans Luther, 2 mars 1934, 862.002 Hitler, Adolf/17, MS, Department of State.

cès. » ⁶⁵

Après sa visite au ministère des affaires étrangères, Dodd envoya un télégramme au secrétaire Hull pour décrire sa conversation avec von Neurath, et termina en indiquant que si le département d'État se sentait disposé à « apaiser les susceptibilités blessées », il pouvait exprimer des regrets pour certaines « expressions d'opinion irresponsables eu égard aux problèmes extérieurs à nos frontières. » ⁶⁶

Après que ces protestations répétées auprès du département d'État au sujet du procès fictif de Hitler à New York restèrent sans effet, la Maison-Blanche se mit à faire montre de préoccupations à ce sujet. Le 5 mars, M. Early envoya un mémorandum pour s'enquérir à ce sujet auprès du secrétaire Hull. M. James C. Dunn répondit que la situation avait été évaluée avec soin et que les « précédents indiquaient que le département d'État n'a jamais assumé le moindre devoir de supprimer des prononciations publiques considérées comme hostiles à des États amis. » ⁶⁷

Quoique cette réponse apparût satisfaisante aux yeux de M. Early, elle fut considérée avec une aversion évidente par l'ambassadeur d'Allemagne, qui se présenta au département d'État le 7 mars pour rencontrer M. Phillips. Lorsque sa dernière demande d'intervention fut refusée par le sous-secrétaire d'État, le Dr. Luther exprima l'espoir qu'« une déclaration pourra être produite demain indiquant que les vues exprimées lors de cet événement ne sont pas en accord avec celles du gouvernement fédéral. » M. Phillips refusa d'engager le département d'État « de quelque manière que ce fût, » si bien que les protestations du Dr. Luther ne débouchèrent sur aucune action favorable. ⁶⁸

Le 8 mars, Pierrepont Moffat, de la division des affaires d'Europe de l'Ouest du département d'État, partagea un déjeuner avec le Dr. Leitner qui remarqua de manière répétée auprès de lui qu'il était incroyable qu'« une telle attaque contre le chef d'une nation amicale fût autorisée, et qu'hormis ses répercussions politiques en Allemagne, celle-ci établissait un précédent très dangereux qui pourrait revenir nous harceler un jour ou l'autre. » ⁶⁹

Pendant que l'ambassadeur d'Allemagne et son personnel s'employaient activement à émettre des protestations contre le procès fictif de Hitler, le chancelier lui-même tint une longue conférence avec Dodd et ne se prêta pas à énoncer la moindre remarque au sujet de cet incident. Dodd trouva Hitler « très cordial » et tout à fait désireux de passer en revue le sujet

65. Dodd, *op. cit.*, pp. 86-87.

66. De Dodd au secrétaire Hull, 6 mars 1934. 862.002 Hitler, Adolf/18, MS, Department of State.

67. De James C. Dunn à M. Early, 6 mars 1934. 862.002 Hitler, Adolf/126, MS, Department of State.

68. Mémorandum d'une conversation avec l'ambassadeur d'Allemagne, 7 mars 1934, 862.002 Hitler, Adolf/30, MS, Department of State.

69. Mémorandum d'une conversation entre M. Pierrepont Moffat et le Dr. Leitner, 8 mars 1934. 862.002 Hitler, Adolf/27, MS, Department of State.

général des relations germano-étasuniennes. Lorsque Dodd critiqua vertement certains pamphlets de propagande qui professaient un appel « aux Allemands dans les autres pays de toujours se considérer comme Allemands, et débiteurs sur le plan moral, ou politique d'une allégeance à la Patrie, » Hitler « dénonça sur-le-champ toute chose de la sorte, et poursuivit en affirmant que cela avait presque certainement été affiché par les Juifs. » Dodd fit ensuite référence au problème juif dans d'autres pays, et le chancelier interrompit fréquemment le discours de l'ambassadeur avec de vertes imprécations contre les « satanés Juifs. »

Dodd plaida contre cet antisémitisme, et indiqua qu'aux États-Unis, « divers hauts postes... sont à l'heure actuelle occupés par des Juifs... Je lui ai expliqué que là où une question de suractivité des Juifs à l'université ou dans la vie officielle provoquait des problèmes, nous étions parvenus à redistribuer les bureaux de sorte à ne pas commettre de grand affront... Le chancelier revint à la charge avec une réponse plus vigoureuse encore, affirmant qu'en Russie 59 % de tous les postes étaient occupées par des Juifs; qu'ils avaient ruiné le pays et qu'ils comptaient ruiner l'Allemagne, et, ajouta-t-il, "s'ils poursuivent leur activité, nous allons mettre totalement fin à leur présence dans ce pays." » Lorsque Dodd mentionna que les Communistes n'avaient remporté que quelques voix lors des élections de 1932 aux États-Unis, Hitler éclata avec l'exclamation : « Heureux pays! Votre peuple paraît tout à fait sensé à cet égard. »

Après que Hitler remarqua que « l'Allemagne veut la paix et fera tout son possible pour maintenir la paix, » Dodd s'enquit de savoir s'il n'était pas possible pour les nations européennes de s'accorder sur les points suivants :

1. « Aucune nation ne devrait traverser les frontières d'une autre nation » ; et
2. « Toutes les nations européennes devraient s'accorder à établir une commission de supervision [pour inspecter les armements] et à respecter les décisions de ce corps. »

Hitler accepta ces points « de tout cœur », puis surprit Dodd en faisant part de son soutien cordial de la proposition d'établir davantage d'échanges de postes de professeurs entre les deux pays.⁷⁰

Quoique Hitler n'ait fait aucune mention de l'incident du procès fictif de New York, les difficultés autour de celui-ci continuèrent durant quelques semaines d'embarrasser les relations germano-étasuniennes. Le 13 mars, l'ambassadeur Luther émit une autre protestation contre cette insulte au régime de Hitler,⁷¹ et dix jours plus tard, il étendit sa portée

70. Mémoire d'une conversation entre l'ambassadeur Dodd et le chancelier Hitler, 7 mars 1934. 711.62/90, MS, Department of State.

71. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur d'Allemagne, Hans Luther, 13 mars 1934, 862.002 Hitler, Adolf/33, MS, Department of State.

pour couvrir non seulement le procès fictif, mais aussi les activités de **Samuel Untermyer**, la résolution **Dickstein** à la chambre des représentants, et le boycott des usines allemandes par de grandes chaînes de magasins aux États-Unis. Il craignait que des « relations satisfaisantes » entre l'Allemagne et les États-Unis ne pussent plus être maintenues aussi longtemps que des citoyens étasuniens fissent usage d'un langage aussi abusif et insultant en référence au mouvement nazi. Le secrétaire Hull répondit que la cause principale des mauvais sentiments aux États-Unis envers l'Allemagne était la manière répressive dont les Juifs étaient traités dans ce pays. Après avoir discuté de l'antisémitisme en Allemagne, Hull demanda à Luther s'il pensait que les Juifs des États-Unis devaient « recommencer à acheter des biens en provenance d'Allemagne. » La réponse de Luther fut des plus naïves : « Oui, cela contribuerait à rétablir de bonnes relations. » Hull comprit sur-le-champ que Luther se faisait délibérément obtus à ce sujet, et mit fin rapidement à l'entretien.⁷²

Pendant que l'ambassadeur Luther mettait fortement à l'épreuve la patience du secrétaire Hull du fait de ses nombreuses protestations, le chancelier Hitler décida de rassurer l'opinion publique étasunienne en adoptant une attitude plus tolérante avec les Juifs. Le 12 mars, il ordonna la fermeture de la Maison Columbia, « l'endroit où les Juifs et d'autres avaient été torturés. » Il annonça également que « des mandats doivent être produits avant que quiconque puisse être détenu pour une durée supérieure à vingt-quatre heures, quelle que soit l'accusation. »⁷³

Mais ces décisions n'indiquaient qu'un assouplissement, et non une cessation de la campagne d'antisémitisme en Allemagne. Les racines de ce mouvement avaient pénétré très profondément et s'étaient étendues très loin dans la terre sombre du Reich. Plusieurs facteurs avaient contribué à cette croissance. Les théories raciales nazies contribuaient à répandre une haine des Juifs. Il faut également se rappeler que depuis 1918 avait existé dans de nombreux esprits allemands la ferme conviction que l'effondrement militaire et politique qui s'était produit au cours des derniers mois de la Guerre Mondiale avait résulté en premier chef de « la perfidie juive. » Une troisième raison à l'antisémitisme était la pensée selon laquelle « le marxisme est fortement lié au peuple juif. » Le gouvernement communiste de Russie était basé sur les principes du marxisme, et ces principes, avec leur insistance sur la révolution mondiale, étaient considérés comme une menace distincte contre la sûreté du Reich.⁷⁴ Il n'avait pas été difficile

72. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur d'Allemagne, Hans Luther, 23 mars 1934. 862.4016/1369, *Confidential file*, MS, Department of State.

73. Dodd, op. cit., p. 100.

74. De Dodd au secrétaire Hull, 12 mars 1934. 862.00/3216, MS, Department of State. Pour une thèse récente sur l'idée que « le communisme enraciné en Union soviétique » est « d'inspiration juive, » voir Hoffman Nickerson, *The New Slavery* (Garden City, 1947).

pour Hitler de composer un hymne de haine chanté avec enthousiasme par des millions d'Allemands.

11.10 Le régime nazi se retrouve dans une position défensive inconfortable

L'antisémitisme n'était pas la seule ombre au tableau allemand de 1934. De très nombreux Allemands avaient véritablement cru en la république de Weimar, et s'offensaient grandement de la manière dont Hitler avait lentement sapé ses fondations. Le mot parvint de Vienne au département d'État que la « situation financière et économique » en Allemagne empirait rapidement, et qu'une « crise » approchait.⁷⁵ Un message semblable fut reçu en provenance de Prague. M. Benes était certain que le gouvernement nazi était « en position précaire, et il est difficile de voir comment [il] pourrait perdurer beaucoup plus longtemps. »⁷⁶

À Berlin, Dodd découvrit que certains Allemands occupant des postes de directions importants étaient tout à fait hostiles à l'administration nazie. Le 24 mai, il partagea un banquet avec le Dr. Dieckhoff, du ministère des affaires étrangères. Au cours d'une longue conversation, le Dr. Dieckhoff « dévoila toute son attitude d'opposition à Goebbels et son espoir que Hitler fût bientôt renversé. » Il n'aurait guère pu en dire plus « s'il s'était trouvé en Angleterre ou aux États-Unis... Je perçus les préoccupations profondes d'un haut dirigeant qui était ainsi prêt à mettre en risque sa vie en critiquant le régime en place. »⁷⁷

Dieckhoff reflétait sans doute le point de vue de nombreux dirigeants au sein du ministère des affaires étrangères. Au cours de la dernière semaine du mois de mai, Dodd tint deux conférences avec von Neurath. Le ministre des affaires étrangères était fortement préoccupé par « le déclin des réserves d'or allemandes à seulement 4 % de la monnaie papier allemande. » Il s'exclama, faisant état de son profond accablement : « Qu'allons-nous faire ? C'est le boycott juif, les barrières douanières établies par tous les pays et notre incapacité à acheter du coton et du caoutchouc, ni de vendre quoi que ce soit à l'étranger. » En référence à un moratoire sur les dettes dues à des banquiers étasuniens, von Neurath craignait qu'aucune autre action ne pût être entreprise : « L'Allemagne n'exporte rien à destination des États-Unis, et ne promet des exportations qu'à destination du Danemark et d'autres pays. » Il était apparent qu'il était « très mal à l'aise, mais il ne dit pas qu'une révolution était en attente. »⁷⁸

75. De M. Messersmith au secrétaire Hull, 14 juin 1934. 862.00/3306, MS, Department of State.

76. De M. J. Webb Benton au secrétaire Hull, 27 juin 1934. 862.00/3306, MS, Department of State.

77. Dodd, *op. cit.*, pp. 101-2.

78. *Ibid.*, pp. 103-4.

Lorsque Dodd déjeuna avec Herr Kurt Schmitt, le ministre de l'économie, il découvrit le même esprit de désespoir et de malaise. Schmitt l'emmena visiter ses grands jardins et se répandit en lamentations face à l'écoute sympathique offerte par l'ambassadeur : « Schmitt a parlé pendant une heure de la situation calamiteuse de l'Allemagne ; une grande sécheresse menaçante, aucune exportation vers le monde extérieur, une hostilité intense aux États-Unis et en Angleterre du fait du traitement par Hitler des Juifs, des Protestants et des Catholiques... Je n'ai jamais vu un dirigeant allemand aussi perturbé... Il a fait mention de manière répétée de la folie de la politique suivie par Hitler. »⁷⁹

Dodd entendit en de nombreux lieux qu'il visita la même litanie de lamentations sur la folie de la politique suivie par Hitler que celle énoncée par Schmitt. Au sein même des rangs des dévots nazis, on entendait des murmures de mécontentement. Ils avaient espéré récupérer le couloir polonais, et avaient appris avec amertume l'existence d'un pacte de non-agression de dix années avec la Pologne. Au lieu d'une Allemagne remodelée conformément aux principes de nivellement du national-socialisme, ils avaient découvert que les dirigeants industriels importants et les grands propriétaires continuaient d'occuper les sièges des puissants. Et les sections d'assaut fomentaient la révolte, après que Hitler avait révélé un projet de réduction drastique de leurs effectifs. Röhm était absolument opposé à cette proposition de réduction, et les rumeurs couraient qu'il fomentait avec le général von Schleicher des changements drastiques dans l'organisation nazie.

Dans l'intervalle, von Papen avait rendu une visite importante au président Hindenburg à Neudeck, et s'était assuré de son assentiment à un discours insistant sur l'importance de préserver en Allemagne le droit à la libre parole et à la critique constructive. Le 17 juin, à l'université de Marburg, von Papen avait fait éclater sa bombe verbale au plein visage des extrémistes nazis comme Goebbels :

*Une presse libre devrait exister, afin d'informer le gouvernement au travers d'affirmations ouvertes et viriles des endroits où la corruption a fait son nid, où des erreurs graves ont été commises, où les mauvais hommes sont au mauvais endroit, et où l'esprit de la révolution allemande a été entaché de pêché... Si les organes officiels de l'opinion publique ne projettent pas assez de lumière sur la mystérieuse obscurité qui cache à présent l'esprit du peuple allemand, un homme d'État doit s'avancer et appeler un chat un chat.*⁸⁰

Aux États-Unis, ce discours prononcé par von Papen fit l'objet de beaucoup d'attention. Le *Chicago Daily News* pensait que son énoncé à Marburg n'était rien de moins qu'un « coup dur porté à Hitler. » Il s'agissait

79. Ibid., pp. 104-5.

80. John W. Wheeler-Bennett, *Wooden Titan* (New York, 1936), pp. 454-59.

d'une « manifestation de l'esprit-même de l'individualisme que le national-socialisme était supposé éradiquer. »⁸¹ Le *Springfield Republican* fut assez avisé pour deviner que le discours constituait « le signal de quelque développement importante dans les affaires intérieures de l'Allemagne » ;⁸² cependant que le *New York Times* enfonçait le clou en affirmant que les mots résonants de von Papen « avaient indéniablement l'approbation de Hitler. »⁸³

Il ne fait guère de doute qu'Hitler avait tout à fait conscience de la vague montante d'insatisfaction qui montait au sein des rangs nazis. Il savait l'opposition déterminée de Röhm à toute réduction importante dans le nombre de troupes d'assaut, et il avait entendu parler des desseins retors de von Schleicher. Il savait pouvoir compter sur le soutien de von Blomberg et de Göring, et il est tout à fait possible qu'il alluma lui-même la mèche de la bombe von Papen. Une phrase du discours de Marburg préparait la voie pour l'entrée dynamique de Hitler sur la scène allemande préparée pour afficher de nouveaux éclats de puissance : « Si les organes officiels de l'opinion publique ne projettent pas assez de lumière sur la mystérieuse obscurité qui dissimule à présent l'esprit du peuple allemand, un homme d'État doit s'avancer et appeler un chat un chat. »

Mais avant de s'avancer avec audace sur cette scène allemande, Hitler tenait à être certain de ses lignes. S'il devait assumer le rôle du dictateur sévère arc-bouté sur une purge du parti, il serait sage d'obtenir quelque conseil de la part de l'acteur italien de référence, Benito Mussolini. Par conséquent, les 14 et 15 juin, Hitler partagea de longues conversations avec le Duce à Venise. Selon Breckinridge Long, l'ambassadeur des États-Unis à Rome, Mussolini « conseilla sans doute à Hitler qu'il allait être nécessaire de mener des actions drastiques pour maintenir son autorité et exercer le pouvoir du gouvernement sur les membres de ses forces qui n'étaient pas disposés à adhérer à ses politiques. Hitler quitta l'Italie avec la ferme détermination de mener une action qui jusqu'alors était restée étrangère à sa personnalité. »⁸⁴

Le 28 juin, Dodd confia à son journal personnel qu'à Berlin l'atmosphère était plus « tendue qu'en tout temps depuis que je suis en Allemagne. » Le lendemain, il donna un banquet auquel participa von Papen. Après une discussion sur la situation en Allemagne, von Papen prit congé du banquet avec la remarque significative : « Quoi qu'il en soit, je ne me ferai pas torpiller. »⁸⁵

Von Papen savait qu'une purge du parti était imminente, mais il avait la certitude d'être en sécurité. La purge se produisit au matin du 30 juin,

81. 20 juin 1934.

82. 19 juin 1934.

83. 1^{er} juillet 1934.

84. De Breckinridge Long au secrétaire Hull, 5 juillet 1934. 862.00/3308, MS, Department of State. Voir également, Toynebee, op. cit., 1934, pp. 468 ff.

85. Dodd, op. cit., pp. 115-17.

lorsque Hitler, avec un groupe d'adhérents dévoués, fit un raid dans une villa aux abords de Munich et découvrit Röhm et Heines en position compromettante. Heines fut abattu sur-le-champ, et Röhm se retrouva par la suite face au peloton d'exécution dans sa propre cave. Le général von Schleicher et son épouse furent abattus dans leur résidence, à Berlin. Au cours de la période du 30 juin au 2 juillet, les exécutions se poursuivirent jusqu'à ce que, comme Hitler le reconnut lors de son discours du 13 juillet, quelque soixante-dix-sept personnes furent tuées. Tous les diplomates en poste à Berlin portèrent une attention particulière au fait que von Papen échappa à cette purge sanglante. La remarque qu'il avait faite à Dodd en le quittant le 29 juillet prit un sens supplémentaire : « Je ne me ferai pas torpiller. »

Aux États-Unis, de nombreux journaux estimaient que Hitler ne parviendrait pas complètement à éradiquer le fort esprit d'opposition qui montait au sein du Reich. Une véritable épreuve de force allait bientôt se produire : « L'Allemagne et le monde en attente vont bientôt voir s'ils ont affaire à un nouveau Bismarck ou à une baudruche percée. »⁸⁶ Le *Baltimore Sun* vit dans les événements du 30 juin au 2 juillet le « début d'un soulèvement élémentaire par un peuple déçu et trahi » ;⁸⁷ le *Richmond Times-Dispatch* avait pour opinion que « beaucoup de sang va couler avant que le petit peintre autrichien ne consolide sa position ou se fasse éjecter du pouvoir, »⁸⁸ cependant que le *Buffalo Evening News* résumait la situation par la remarque sinistre : « Il [Hitler] est assis sur un baril de poudre, et la mèche peut provoquer une explosion qui portera au firmament l'ensemble du projet de gouvernement nazi. »⁸⁹

Drew Pearson et Robert Allen prédisaient un avenir sombre à Hitler : « Le département d'État a reçu des rapports détaillés sur la "purge" menée par Hitler dans son parti nazi. Ces rapports indiquent que le peintre autrichien ne peut plus conserver le pouvoir. »⁹⁰ Paul Mallon exprima dans sa rubrique l'opinion selon laquelle Hitler copiait les méthodes de la pègre étasunienne : « Il semble que l'important Hitler a adopté les méthodes d'Al Capone pour les mêmes raisons qui poussèrent Al à les mettre en œuvre. Son propre gang commençait à s'agiter et les radicaux essayaient d'y prendre le pouvoir par la force. »⁹¹

Des journaux étasuniens estimaient que la purge sanglante qui s'était produite en Allemagne serait le prélude à l'adoption de politiques plus modérées de la part des dirigeants nazis. Le *Rochester Democrat and Chro-*

86. Washington News, 2 juillet 1934.

87. 2 juillet 1934.

88. 3 juillet 1934.

89. 2 juillet 1934. Voir aussi le même point de vue dans le *Los Angeles Times*, 3 juillet ; le *Philadelphia Evening Bulletin*, 2 juillet ; et le *St. Louis Globe-Democrat*, 2 juillet 1934.

90. *Des Moines Register*, 10 juillet 1934.

91. *Atlanta Constitution*, 3 juillet 1934.

nicle prédit que « l'on peut désormais s'attendre à de la modération dans les politiques nazies extrêmes » ;⁹² le *New Republic* estimait que Hitler avait pivoté vers la Justice et avait rejeté les visions radicales de certains de ses anciens adeptes,⁹³ cependant que le *Literary Digest* avait tendance à penser que le chancelier avait « apparemment entrepris d'adopter une ligne politique modérée. »⁹⁴

Le discours de Hitler au Reichstag du 13 juillet, en défense de la purge de son parti, ne parvint pas à convertir grand monde aux États-Unis, quoique le *Louisville Courier-Journal* parlât de lui comme d'un « personnage presque pathétique » plaidant pour soutenir « son régime chancelant. »⁹⁵ Le *Rochester Democrat and Chronicle* estimait qu'il n'avait pas « réussi à nettoyer le sang de la culpabilité qui maculait ses mains » ;⁹⁶ le *New York Times* considérait son discours comme une indication du fait qu'il était « manifestement sur la défensive, »⁹⁷ cependant qu'Oswald G. Villard exprimait la conviction qu'il était « impossible de lire la défense menée par Hitler de ses meurtres atroces sans beaucoup de courage. . . Je ne peux m'empêcher de ressentir que cette orgie de sang marque le début de la fin pour Hitler. »⁹⁸

Le *St. Louis Globe-Democrat* était en total désaccord avec M. Villard. Il considérait l'allocution de Hitler du 13 juillet comme l'un de ses grands succès oratoires : « Il ne faut pas se surprendre s'il doit s'avérer qu'il a par ce discours non seulement récupéré la confiance du peuple d'Allemagne, mais renforcé leur foi en lui. »⁹⁹ Cette opinion était partagée par Arthur Brisbane qui estimait que « Hitler conserve encore son pouvoir en Allemagne et sa mainmise sur l'imagination allemande. »¹⁰⁰

Brisbane avait raison de penser que Hitler conservait une « mainmise sur l'imagination allemande, » mais il ne semblait pas comprendre l'étendue et l'amertume du mépris qui existaient aux États-Unis vis-à-vis du régime de Hitler. La purge du parti avait supprimé de l'entourage de Hitler des personnes dont il fut heureux d'être débarrassé, mais elle avait également dissout dans l'esprit étasunien ce qui restait de respect pour le mouvement nazi et ses dirigeants. Lorsque l'ambassadeur Dodd fut invité à écouter le discours de Hitler (le 13 juillet) en défense de la purge, il refusa rapidement d'être présent à la cérémonie. En explication de son absence à Sir [Eric Phipps](#), l'ambassadeur britannique, il remarqua : « Il

92. 2 juillet 1934.

93. 18 juillet 1934.

94. 7 juillet 1934.

95. 15 juillet 1934.

96. 14 juillet 1934.

97. 14 juillet 1934.

98. *The Nation*, 1 août 1934.

99. 16 juillet 1934.

100. *Chicago Herald and Examiner*, 15 juillet 1934.

est si terrible à mes yeux que je ne peux endurer sa présence. »¹⁰¹

Jusqu'au 30 juin, Dodd n'appréciait pas Hitler et n'entretenait aucune sympathie pour ses objectifs, mais s'était satisfait de discuter avec lui et avait contribué à empêcher une répétition à Chicago du procès fictif de Hitler qui s'était déroulé à New York. Après la purge, Dodd et un groupe d'autres Étasuniens estimaient que Hitler était capable de n'importe quelle action pouvant servir ses intérêts égoïstes. Que cette accusation fût trop sévère ne fit guère de différence. Hitler était désormais un énorme passif à porter pour le peuple allemand, et la charge finirait par les briser, et avec eux le mode de vie allemand.

101. Dodd, op. cit., p. 126. Le 25 juillet 1934, Dodd envoya une dépêche strictement confidentielle au secrétaire Hull au sujet de la purge menée par Hitler. Il avait obtenu de la part d'un « dirigeant dont la position devrait lui permettre d'être proche des faits, » une « histoire interne » qu'il s'était empressé d'envoyer au département d'État : « Selon cet informateur, la communauté juive mondiale ayant collecté des sommes importantes pour améliorer la détresse des Juifs d'Allemagne, les responsables de ces fonds ont décidé de consacrer douze millions de marks à la propagande monarchiste en Allemagne, considérée comme l'un des meilleurs moyens de parvenir à la fin désirée. La police secrète d'État en a eu vent, et a appris que l'argent devait être transféré de Paris à l'Allemagne en passant par Prague. . . La surveillance nécessaire a requis des dépenses importantes dont Diels. . . a fini par affirmer qu'il n'était plus en mesure de les honorer, et ainsi le plan allemand a échoué faute de quelques derniers milliers de marks. » « Dans le même temps, l'ancien prince de la couronne s'est montré actif en vue d'une restauration, en sollicitant l'aide des loges maçonniques et des associations monarchistes, ainsi qu'en collectant des sommes supplémentaires à cet effet. . . Les autorités ont eu connaissance de ses projets, et sans être en mesure de localiser ni de saisir les fonds, ont dissous les organisations sus-mentionnées. Pour se disculper, l'ancien prince de la couronne a présenté 12 000 000 marks à la SA, et lui et ses fils ont revêtu des uniformes de la SA. Roehm a décidé de se servir de cette manne financière pour promouvoir ses propres projets de révolte. Les agents de la police secrète d'État ont découvert le projet et. . . se sont tournés vers von Papen qui a profité de cette opportunité pour enrayer les tendances radicales de Roehm. . . Von Papen a collecté tous les éléments au sujet du complot. . . et les a montrés à Hindenburg. Le président. . . a fait venir Hitler et lui a présenté un ultimatum — ou bien Hitler devait supprimer sur-le-champ la révolte en préparation, ou bien Hindenburg le ferait de lui-même. . . Hitler. . . a eu une crise de nerfs, et. . . a ordonné les fusillades du 30 juin. » De Dodd au secrétaire Hull, 25 juillet 1934. 862.00/3344, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

Chapitre 12

Les États-Unis considèrent le régime de Hitler avec une aversion croissante

12.1 Similitudes entre politiques fiscales nazies et étasuniennes

La purge du parti nazi perturba temporairement les processus ordinaires du gouvernement du troisième Reich. D'évidence, le dirigeant moyen ressentait l'idée que les problèmes diplomatiques importants ne pouvaient faire l'objet de l'attention qu'ils méritaient jusqu'à ce qu'un ordre administratif fût totalement rétabli. Mais le secrétaire Hull refusait de reconnaître les réalités de la situation en Allemagne : il était déterminé à faire pression sur le gouvernement nazi au sujet des obligations financières, alors même qu'il savait que celui-ci n'était pas en position de répondre de manière satisfaisante. S'il pouvait maintenir purulente cette plaie fiscale, il pourrait en résulter une inflammation généralisée, répandue dans l'ensemble du corps des relations germano-étasuniennes, et débouchant sur des résultats fatals. Il était quelque peu surprenant de voir la manière dont ce calme avocat, issu d'un État agricole, s'intéressa à tel point à protéger les investissements des banquiers de Wall Street.

Alors que les braises de la crise en Allemagne étaient encore rougeoiantes, il envoya pour instruction à l'ambassadeur Dodd de déposer une forte protestation contre la décision annoncée du gouvernement nazi de pratiquer une discrimination favorable aux crédetes britanniques. Le 6 juillet, lorsque ces instructions parvinrent à l'ambassade des États-Unis, Dodd s'empressa de se rendre au ministère des affaires étrangères, où il tint une conférence avec von Neurath : « Nous étions tous deux embarrassés. Il savait que l'Allemagne avait mal agi en promettant de régler les dettes anglaises sans honorer les étasuniennes ; je le savais également ;

nous savions tous deux que l'Allemagne n'avait même pas les moyens de rembourser la dette anglaise. . . Il me demanda de répondre qu'il était désolé et allait payer, pourvu que des réserves fussent disponibles, mais que cela était fort peu probable. »¹

Dans son télégramme au secrétaire Hull relatant l'interview menée avec von Neurath, Dodd révéla une sympathie pour l'Allemagne du fait de la détresse financière désespérée qui était celle de ce pays. De nombreuses autres nations avaient traversé des cycles semblables, et les États-Unis en avaient fait partie : « Washington, Jefferson et Hamilton prodiguèrent les mêmes excuses en 1790 pour le défaut de paiement des dettes révolutionnaires "impayables". Les accès aux marchés anglais, français et espagnols avaient été refusés aux États-Unis. . . Entre 1820 et 1850, nos États avaient emprunté 400 000 000 \$ alors que la richesse nationale s'élevait à dix milliards. Presque tous ces États firent défaut ou renièrent [la dette, NdT]. . . Le gouvernement fédéral refusa d'agir de quelque manière que ce fût. . . Tous ces faits sont connus des dirigeants compétents ici, ainsi que de certaines de nos éminences. Nul ne peut soustraire les faits à sa connaissance, pour patriote qu'il soit. »²

Malgré la clarté du télégramme de Dodd de ce 14 juillet, faisant état du chaos financier que connaissait l'Allemagne, le secrétaire Hull répéta ses instructions pour qu'il poursuivit ses protestations contre les discriminations financières nazies. Le 16 juillet, il se présenta au ministère des affaires étrangères, où avec von Neurath, ils reconnurent leur « embarras » face à la situation,³ mais aucun remède n'était en vue, et nul ne le savait mieux que le secrétaire Hull. L'Allemagne se trouvait au bord d'un « effondrement »⁴ et il était futile de tenir un barrage de protestations. Le vinaigre diplomatique n'attirait pas les mouches de la compréhension mutuelle.

12.2 Le général Johnson dénonce la purge du parti nazi

Pendant que la menace d'effondrement de la structure financière nazie envoyait des secousses dans les cercles bancaires étasuniens, et provoquait de ce fait une gêne évidente au sein du département d'État, certains Étatsuniens éminents élargissaient la brèche dans les relations germano-étasuniennes par leurs dénonciations amères de la purge du parti nazi. Le 12 juillet, le général [Hugh S. Johnson](#), qui dirigeait la [National Recovery Administration](#), prononça un discours critiquant vigoureusement

1. Journal personnel de l'ambassadeur Dodd, 1933-1938, pp. 119-20.

2. De Dodd au secrétaire Hull, 14 juillet 1934. 862.00/3307, MS, Department of State.

3. Dodd, op. cit., pp. 129-30.

4. De Dodd au secrétaire Hull, 21 juillet 1934. 862.00/3320, MS, Department of State.

Hitler pour avoir permis les meurtres qui avaient nettoyé les écuries du parti le 30 juin. Ces brutalités avaient rendu le général Johnson « malade, non pas au sens figuré, mais physiquement et très activement. L'idée que des hommes adultes et responsables pussent être arrachés à leur domicile, adossés à un mur... et abattus par balle est au-delà des mots... Qu'une telle chose puisse se produire dans un pays supposément cultivé dépasse l'entendement. »

Lorsque le chargé d'affaires allemand s'empressa de se rendre au département d'État pour protester contre cette dénonciation au vitriol de l'Allemagne nazie, le secrétaire Hull attira son attention sur la déclaration du général Johnson, selon laquelle « il s'exprimait à titre personnel, et non au nom du département d'État ou de l'administration. » Après avoir assuré au Dr. Leitner qu'« il était à regretter que la position occupée au sein du gouvernement par l'orateur a rendu possible que les remarques qu'il a énoncées puissent être perçues à tort comme officielles, » M. Hull mit fin abruptement à l'entretien.⁵

Mais cette explication officielle des remarques échauffées du général Johnson déplut à la presse allemande, qui professa à grand bruit son indignation. Les remarques qui suivent, extraites du *Deutsche Allgemeine Zeitung*, étaient caractéristiques :

*Il fallait s'attendre aux protestations allemandes, car les remarques du général Johnson, dirigeant de la NIRA, au sujet des événements du 30 juin étaient si monstrueuses qu'un État souverain ne pourrait jamais tolérer une telle médisance contre les dirigeants de son gouvernement... La réponse du secrétaire d'État Hull aux protestations allemandes... nous semblent régler l'incident de la manière la moins satisfaisante qui soit.*⁶

Après avoir cherché un moyen d'exprimer son mécontentement au sujet de la manière cavalière dont le département d'État avait traité l'« incident Johnson, » le gouvernement nazi décida de donner libre cours à son insatisfaction en expulsant d'Allemagne Mme Sinclair Lewis ([Dorothy Thompson](#)). Le 24 août, Mme Lewis s'était présentée à l'ambassade des États-Unis pour tenir une conversation agréable avec M. Dodd. Après être revenue à l'hôtel, elle téléphona à l'ambassade pour annoncer la nouvelle déplaisante : elle avait reçu un ordre de la part de la police secrète de quitter l'Allemagne dans les vingt-quatre heures. L'affront qu'elle avait commis résidait dans certains articles, écrits par elle deux années plus tôt, et contenant des commentaires critiques sur Hitler. Dodd mena sur-le-champ toutes les tentatives possibles en vue d'empêcher l'expulsion de Mme Lewis, mais en vain.

5. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Dodd, 13 juillet 1934. 862.00/3307A, MS, Department of State.

6. 15 juillet 1934.

Sérieusement mis en colère par cette décision du gouvernement nazi, Dodd envoya un télégramme musclé au département d'État et s'enquit de la « position du gouvernement eu égard à l'expulsion d'étrangers indésirables ressortissants des États-Unis. »⁷ Il fut rapidement informé que le gouvernement étasunien avait toujours considéré qu'« il relève du droit souverain de notre propre pays de déterminer exactement quels étrangers il peut décider d'expulser hors des États-Unis. . . Ce gouvernement ne remet pas en question le droit de tout autre gouvernement étranger à expulser de son territoire tout citoyen étasunien qu'il considère comme indésirable. »⁸

Dodd ne pouvait rien faire pour surseoir à l'expulsion de Mme Lewis, mais la « solidarité du corps de la presse étrangère de Berlin, qui accompagna Dorothy Thompson jusqu'à son train d'exil » fut une indication sans équivoque du ressentiment profond et répandu qui s'était levé du fait des attaques menées par les nazis contre la liberté de la presse.⁹

12.3 L'assassinat du chancelier Dollfuss

À l'été 1934, une suite d'incidents éveilla aux États-Unis un sentiment de vif méfiance à l'encontre de l'Allemagne nazie. Quelques semaines avant l'expulsion de Dorothy Thompson hors d'Allemagne, un groupe de sympathisants nazis en Autriche occupa subitement les stations d'émission radio-phoniques de Vienne, puis assassina le chancelier, Engelbert Dollfuss. M. Messersmith, le consul général étasunien en poste à Vienne, téléphona au consul général étasunien en poste à Berlin (M. Geist) et lui fit part des détails du putsch nazi. Dodd considéra cette action menée par Messersmith comme une « indiscrétion » qui allait « causer du tort aussi bien à nous qu'à notre gouvernement. »¹⁰ Il avait averti Messersmith de se prendre un soin particulier lors de ses utilisations des téléphones qui étaient écoutés en Allemagne.

Il était évident aux yeux de Dodd que la presse étasunienne serait emplie de « dénonciations cinglantes » de l'assassinat de Dollfuss, et il avait sur ce point tout à fait raison. Le *Birmingham News* fut prompt à remarquer que l'intuition désignait « indéfectiblement Adolf Hitler comme force principale ayant déclenché les crimes indescriptibles qui ont taché le visage de l'Europe au cours de cet été. »¹¹ Le *Cleveland Plain Dealer* jugeait clair que le mouvement derrière l'assassinat était d'« origine na-

7. De Dodd au secrétaire Hull, 26 août 1934. FW 811.91262/134, MS, Department of State.

8. De J. F. Simmons à Pierrepont Moffat, 27 août 1934. FW 811.91262/134, MS, Department of State.

9. *Washington Daily News*, 27 août 1934.

10. Dodd, op. cit., p. 132. Pour un récit détaillé de l'assassinat du chancelier Dollfuss et de ses séqueles, voir *Survey of International Affairs, 1934*, ed. Arnold J. Toynbee, (New York, 1936), pp. 471-87.

11. 30 juillet 1934.

zie. »¹² Le professeur Sidney Fay exprima l'opinion selon laquelle l'une des causes ayant contribué au crime était la « détermination annoncée de longue date de Hitler et de ses adeptes d'amener l'Autriche sous domination nazie. »¹³ Le *Seattle Daily* se démarquait de l'opinion populaire qui assignait à Hitler la culpabilité : « Hitler, le seul dirigeant contre lequel les soupçons auraient pu être dirigés, a été aussi prompt que quiconque à dénoncer l'acte ; et en envoyant à Vienne son critique conservateur, von Papen, il a saisi la chance de l'accuser de collusion dans la folie nazie autrichienne. »¹⁴ L'*Albuquerque Journal* estimait que « l'assassinat du premier [ministre] Dollfuss a provoqué la colère des autres Puissances et a ruiné les espoirs nazis de sympathie et de contrôle de l'Autriche. »¹⁵ Le *Milwaukee Sentinel* était d'accord sur ce point : « Une chose est tout à fait certaine : l'union de l'Autriche et de l'Allemagne est plus lointaine qu'elle ne l'a jamais été depuis qu'elle a été proposée. »¹⁶

12.4 La mort du président Hindenburg

Survenue le 1^{er} août, la mort du président Hindenburg fut reçue avec un grand désarroi par le plus gros de la presse étasunienne, qui le considérait comme un rempart face aux excès de Hitler. Hindenburg avait été considéré de manière très favorable dans de nombreux cercles étasuniens, et l'administration Hoover avait recherché ses bonnes grâces. Le *Seattle Daily Times* l'avait déclaré comme « l'un des plus grands guerriers » ;¹⁷ le *Richmond Times-Dispatch* était certain qu'il était l'« idole du peuple allemand, »¹⁸ cependant que le *St. Louis Globe-Democrat* le considérait comme l'un des plus grands hommes que l'Allemagne ait jamais produits.¹⁹

Mais on trouvait certains journaux étasuniens pour refuser de contribuer à ce chœur de louanges. Le *Chicago Daily News* se plaignit que Hindenburg avait vécu trop longtemps. S'il était mort avant que Hitler devînt chancelier, sa célébrité aurait reposé sur un piédestal plus stable.²⁰ Le *Milwaukee Sentinel* voyait beaucoup de choses à critiquer en Hindenburg : « L'histoire jugera de Paul Hindenburg et les reproches associés à sa mémoire pourraient dépasser les louanges. . . Le fardeau d'un Hitler est un poids bien pesant à assumer pour tout homme. »²¹

12. 26 juillet 1934.

13. *Current History*, septembre 1934.

14. 28 juillet 1934.

15. 28 juillet 1934. Pour une opinion semblable, voir également le *Los Angeles Times*, 26 juillet et le *Cincinnati Enquirer*, 27 juillet 1934.

16. 27 juillet 1934.

17. 2 août 1934.

18. 3 août 1934.

19. 3 août 1934.

20. 21 août 1934.

21. 3 août 1934.

La lourde charge que l'Allemagne devait supporter avec Hitler pour chancelier fut fortement appesantie lorsque le décès de Hindenburg constitua l'occasion pour Hitler d'exercer le mandat supplémentaire de président du Reich. Cette nouvelle responsabilité parut le modérer pour un temps. Le 6 août, dans l'amphithéâtre du Reichstag, on assista à une cérémonie impressionnante en commémoration des contributions que Hindenburg avait offertes à la patrie, et Hitler prononça une oraison sur le « génie militaire » de feu le président. Le lendemain, ce rituel fut répété à Tannenberg, et l'on remarqua que le chancelier s'abstint de toute remarque pouvant être considérée comme « défi envers les Français, les Anglais ou les Étasuniens. »²²

Hitler avait les yeux rivés sur le plébiscite sur la Saare, dont l'échéance fixée au mois de janvier 1935 approchait, et pour le moment, il désirait apaiser l'opinion publique dans les pays étrangers, plutôt que la fâcher.

12.5 L'opinion étasunienne sur le plébiscite de la Saare

Au mois de décembre 1934, le gouvernement français parvint à un accord avec le chancelier Hitler au sujet des implications du plébiscite de la Saare. Si le scrutin était favorable à une réintégration au Reich, le gouvernement nazi verserait une somme importante pour compenser les revendications françaises (900 000 000 francs). Ce paiement serait pratiqué pour partie en liquide, et pour partie en promesses de livraison de charbon.

Le 13 janvier 1935, le plébiscite se déroula, et 528 542 voix furent exprimées. Les résultats furent de 477 119 voix pour l'union avec le Reich ; 46 613 voix favorables à une poursuite du régime existant (2124 voix furent exprimées pour l'union à la France). Au vu de ce scrutin écrasant en faveur d'une union avec l'Allemagne (90 %), le transfert formel du territoire se produisit le 1^{er} mars 1935.²³ Il va sans dire que le résultat du plébiscite de la Saare constitua une victoire éclatante pour Hitler.

Nombre de journaux étasuniens furent satisfaits du résultat du plébiscite, le considérant comme une forme d'assurance de paix. Ils étaient particulièrement enchantés du fait que la Société des Nations avait traité l'affaire d'une manière très efficace et avait par là accru son prestige. Le *Louisville Courier-Journal* souligna cet aspect de l'affaire : « Le plébiscite de la Sarre produit un nouvel accomplissement de l'importance profonde du crédit de la Société des Nations. En tout point, cela a été une réussite éclatante. »²⁴

22. Dodd, op. cit., pp. 141-43. Le 19 août 1934, un plébiscite fut tenu en Allemagne eu égard à l'investiture de Hitler au bureau présidentiel. Le scrutin donna, pour le Oui : 3 827 900 voix, pour le Non : 4 278 808 voix.

23. Sarah Wambaugh, *The Saar Plebiscite* (Cambridge, 1940). Voir également *Documents on International Affairs*, 1935, pp. 50-98.

24. 17 janvier 1935.

Certains journaux étaient impressionnés par le plébiscite comme indication de la force du principe du nationalisme. Le *Boston Daily Globe* le considérait comme l'« un des baromètres les plus impressionnants produisant des indications sur le nationalisme dans l'histoire européenne récente, »²⁵ cependant que l'*Omaha World-Herald* remarquait que les Allemands de la Sarre semblaient « ne pas craindre les risques, mais suivre gaîment, avec défiance et enthousiasme ce que leur indiquait leur cœur, pour revenir au sein de la Patrie. »²⁶

Le *Rochester Democrat and Chronicle* émit un avertissement : la victoire lors du plébiscite de la Sarre risquait d'aiguiser l'appétit de Hitler pour davantage de territoires. La « paix de l'Europe continue d'exiger des soins attentionnés. »²⁷ Le *Chicago Tribune* avait confiance dans l'idée que la seule manière de préserver cette paix était de prêter attention à l'appel du nationalisme. Les globalistes, avec leur accent sur l'internationalisme, constituaient un facteur perturbant dans la délicate équation européenne : « Le scrutin sur la Sarre devrait leur rappeler... que le sentiment de race ou de nationalisme est omniprésent et est presque tout puissant dans les affaires internationales... Hormis une très petite minorité, impuissante en Europe, le sentiment d'internationalisme ne présente que peu d'attrait et les expériences qui se basent sur celui-ci... n'ont pas plus de chance de tenir contre le profond et puissant sentiment de nationalisme qu'un jeune arbre présent au cœur d'une tempête. »²⁸

12.6 La déclaration anglo-française privilégie la sécurité collective

Cet esprit de nationalisme allemand en développement rapide sous Hitler présentait de nombreuses implications gênantes du point de vue des dirigeants européens. Sans accord général de désarmement en vue, le gouvernement français s'inquiétait de plus en plus de la situation. Au mois de janvier 1935, Laval rendit une visite à Rome pour tenir des conversations avec Mussolini. En résultat de ses efforts, un accord fut conclu prévoyant que les deux puissances se consulteraient si une action agressive était menée par une troisième puissance contre l'Autriche. Il s'agissait de la première étape d'un chemin assurant la préservation de la paix en Europe. Le 3 février, une seconde étape fut atteinte lorsque les premiers ministres français et britannique produisirent une déclaration qui devait constituer la base d'un « règlement général librement négocié parmi les autres Puissances, Allemagne y compris. » Il s'agissait en réalité d'une invitation à l'Allemagne à rejoindre cette proposition de système collectif, et par-là de

25. 17 janvier 1935.

26. 16 janvier 1935.

27. 16 janvier 1935.

28. 17 janvier 1935.

concrétiser son désir de maintenir la paix. On parviendrait à un nouvel accord sur les armements selon lequel les clauses militaires du traité de Versailles se trouveraient annulées. En addition à cette répudiation du règlement de 1919, on conclurait un pacte de mutuelle assistance à l'Est, un pacte en Europe centrale visant à préserver l'indépendance de l'Autriche, et une convention aérienne qui stipulerait que les puissances occidentales apporteraient une aide immédiate à toute puissance signataire se trouvant victime d'une attaque aérienne non-provoquée.²⁹

Aux États-Unis, cette déclaration anglo-française provoqua un grand intérêt. Le *Portland Morning Oregonian* se montra franchement sceptique au sujet de cette proposition de pacte : « Nous n'apprécions pas d'être désobligeants envers des accords conclus et annoncés avec une telle ambiance d'exaltation, mais ils visent de manière tout à fait patente à piéger l'Allemagne en lui offrant des concessions mineures... Après avoir verrouillé la Société des Nations et pratiqué un réarmement face à une Europe occidentale hostile, l'Allemagne ne se laissera sans doute pas entraîner dans un piège aussi grossièrement dissimulé. »³⁰

L'*Atlanta Constitution* entretenait l'espoir que les propositions de traités pourraient ouvrir « la voie à un réajustement sensé d'une situation inquiétante, »³¹ et le *Cleveland Plain Dealer* y était favorable.³² Le *Nashville Banner* estimait que les déclarations souvent répétées de Hitler en faveur de la paix allaient désormais être mises à l'épreuve : « Il a souvent proclamé... qu'il n'envisageait aucune action agressive, mais ne recherchait que la sécurité et la paix. La sincérité de ces protestations va à présent être mise à l'épreuve. »³³

Le 14 février, Hitler apporta une réponse apaisante aux ambassadeurs français et britannique à Berlin, et approuva le principe d'un traité aérien. Mais il ne fit montre d'aucune disposition à accepter les propositions de pactes d'Europe de l'Est ni d'Europe centrale. Au lieu de cela, il suggéra que de nouvelles discussions fussent menées sur les sujets abordés par ces conventions. Cette suggestion gêna fortement le *Cleveland Plain Dealer* : « La réponse allemande aux propositions franco-britanniques est une invitation à parler et parler encore. »³⁴ Le *Detroit Free Press* indiquait que l'« attitude de Berlin n'est pas véritablement productrice de paix, »³⁵ cependant que le *New York Times* se montrait dubitatif quant à la sincérité de Hitler : « Le troisième Reich espère désormais une longue période de négociations. Pour lui, chaque retard apporte un bénéfice. Herr Hitler a joui de la liberté qu'il a acquise en se retirant de la Société des Nations et

29. *Documents on International Affairs*, 1935, pp. 119-27.

30. 4 février 1935.

31. 5 février 1935.

32. 4 février 1935.

33. 7 février 1935.

34. 16 février 1935.

35. 17 février 1935.

de la conférence de désarmement. Il n'est pas pressé de signer un accord fixant l'Allemagne dans ses frontières actuelles. »³⁶

Il apparaissait que Hitler s'efforçait de convenir d'un pacte bilatéral avec la Grande-Bretagne, plutôt qu'un traité général européen, et sa suggestion que le gouvernement britannique envoyât un porte-parole à Berlin fut considérée favorablement par Londres. Le 24 février, Sir **John Simon**, ministre britannique des affaires étrangères, annonça qu'il allait mener une visite à Berlin le 7 mars.³⁷ Mais ce geste de paix était prématuré. Le 4 mars, le gouvernement britannique publia soudainement un livre blanc énonçant les dépenses en armements dans les autres pays. Puis, en référence spécifique à l'Allemagne, il remarquait que les projets de réarmement de Hitler avaient l'effet regrettable d'aggraver les « anxiétés existantes des voisins de l'Allemagne, » et avaient produit « une situation où la paix va se trouver mise en péril. »³⁸

Ce camouflet britannique infligé à Hitler eut un effet néfaste sur la santé du chancelier. On annonça à Berlin que le Führer avait contracté une forte fièvre. Apparemment, en Allemagne, les négociations diplomatiques ne pouvaient être menées que lorsque les hauts dirigeants se trouvaient au mieux de leur forme. La visite de Sir John Simon dans la capitale du Reich fut repoussée à une date indéfinie.³⁹

De nombreux journaux étasuniens désapprouvèrent la publication du livre blanc britannique. L'*Indianapolis News* estimait qu'il avait considérablement assombri les espoirs de paix en Europe, et d'un accord général avec l'Allemagne,⁴⁰ cependant que le *Springfield Republican* s'interrogeait de savoir si le « gouvernement britannique joue un jeu à plusieurs bandes ou se trouve tout bonnement dans la situation plutôt habituelle de laisser sa main droite ignorante des actions de sa main gauche. »⁴¹ Le *Christian Science Monitor* exprima l'opinion selon laquelle l'action britannique « rend la situation plus claire et fait approcher les craintes, mais n'oeuvre guère à orienter les pensées des hommes et des femmes vers la plus grande amitié et la plus grande entente qui doivent constituer les véritables fondations de la paix. »⁴² Le *Philadelphia Record* se faisait franchement critique de l'action britannique : « L'Allemagne est-elle coupable de tout ? Quid des promesses des anciennes Puissances alliées de pratiquer un désarmement ? Et quid des firmes d'armement britanniques et étrangères qui ont aidé l'Allemagne dans ce réarmement périlleux ? »⁴³

44

36. 17 février 1935.

37. *New York Times*, 25 février 1935.

38. *Documents on International Affairs*, 1935, pp. 132-34.

39. *New York Times*, 7 mars 1935.

40. 7 mars 1935.

41. 7 mars 1935.

42. 5 mars 1935.

43. 7 mars 1935.

44. Hitler rompt un autre maillon de la chaîne de Versailles

Les dirigeants européens attendaient avec anxiété la réponse de Hitler au livre blanc britannique du 4 mars. Celle-ci fut produite le 16 mars, lorsqu'il dénonça les clauses du traité de Versailles relatives aux armes. Après avoir rappelé que la France avait récemment elle-même violé ces mêmes clauses en promulguant une loi augmentant la durée du service militaire à deux années, il fit référence à la grande armée de l'Union soviétique, forte de 960 000 hommes. Du fait de cette menace franco-russe, l'Allemagne allait devoir augmenter sa force militaire à 550 000 hommes bien entraînés. Il avait conscience du fait que ce nombre dépassait de 350 000 les estimations produites par le concert de l'Europe relatif aux besoins militaires de l'Allemagne.⁴⁵

La défiance de Hitler envers l'Europe ne provoqua pas la panique dans la presse étasunienne. Le *Detroit Free Press* se moqua des craintes généralisées au sujet d'une guerre.⁴⁶ Le *Dallas Morning News* était en accord avec ce verdict rassurant,⁴⁷ et le *Milwaukee Journal* estimait que « la situation n'a fondamentalement guère changé. »⁴⁸ Mais pour maintenir la paix, l'Allemagne allait devoir être entourée d'un « anneau de fer. »⁴⁹

Aux yeux du *Richmond Times-Dispatch*, il allait de soi que la véritable responsabilité derrière l'action de Hitler pesait sur les épaules des dirigeants alliés, en raison des « politiques revanchardes » qui avaient suivi la Guerre Mondiale.⁵⁰ Cette opinion était partagée par le *Portland Morning Oregonian* : « La France et ses associés, par leur timidité à l'égard de l'Allemagne républicaine d'après-guerre, et leur manque de foi sur le sujet du désarmement, nous ont donné Hitler. »⁵¹

Le *Cincinnati Enquirer* penchait vers l'opinion selon laquelle ni l'Allemagne ni les Alliés ne tenaient de position solide, et portait l'attention sur le fait que le livre blanc britannique et la loi récemment adoptée en France avaient certainement influencé l'action de Hitler.⁵² Le *Raleigh News and Observer* était d'un avis très proche : « Le Diable lui-même a légitimité à réclamer qu'on lui rembourse ce qu'on lui doit, et il faut bien noter que la répudiation par Hitler de l'interdiction d'une Allemagne armée telle que formulée dans le traité de Versailles n'est pas la seule menace contre la paix dans le monde moderne. Bien avant qu'il annonçât que l'Allemagne allait s'armer de nouveau, des murs d'acier ont été érigés avec l'armement des nations qui entourent l'Allemagne... Indéniablement, l'Allemagne n'avait aucune raison d'agir différemment, par crainte d'un ennemi aussi lourdement armé et aussi ancien que la France. »⁵³

45. *Documents on International Affairs*, 1935, pp. 141-43.

46. 18 mars 1935.

47. 19 mars 1935.

48. 18 mars 1935.

49. 19 mars 1935.

50. 17 mars 1935.

51. 18 mars 1935.

52. 17 mars 1935.

53. 27 mars 1935.

La presse du groupe **Hearst** se réjouit de ce que les États-Unis n'entretinssent pas de liens politiques avec l'Europe et restassent « libres de s'occuper de leurs propres affaires sans obligation envers quiconque à l'étranger, »⁵⁴ cependant que le *Philadelphia Record* adoptait la même tonalité isolationniste.⁵⁵

William Allen White tenait le rôle de prophète, et ses mots d'avertissements révélèrent une vive perception des problèmes de l'Europe : « La brusque annonce la semaine dernière [par Hitler] n'a pas été un nouveau départ [mais] seulement un nouveau jalon sur la voie de la ruine que l'Europe a empruntée il y a plusieurs années... Dans quelques semaines... sans doute pas moins d'un an, l'Allemagne annoncera qu'elle fortifie la rive gauche du Rhin... Cela-même ne mettra pas feu aux poudres. Mais la mèche crépité déjà, la flamme progresse en sifflant suivant la ficelle enduite de poudre, petit à petit. »⁵⁶

12.7 Les apparences d'un accord à Stresa

Le 11 avril, Mussolini hébergea les représentants de la Grande-Bretagne et de la France pour une importante conférence à **Stresa**. Après une brève période de discussion, les trois puissances produisirent le 14 avril un communiqué indiquant un front commun contre les projets de réarmement de l'Allemagne.⁵⁷

La *Pittsburgh Post-Gazette* prit tout à fait au sérieux la déclaration de Stresa : « Le communiqué produit hier sur la conférence anglo-franco-italienne de Stresa indique qu'... un front unifié va être maintenu contre l'hitlérisme... La situation exigeait un positionnement ferme face à la défiance de Hitler, et il s'agit du meilleur espoir de paix. »⁵⁸ Le *Detroit Free Press* exprima un point de vue tout aussi optimiste,⁵⁹ mais le *Milwaukee Journal* estima quant à lui que l'annonce de Stresa était tout à fait inappropriée.⁶⁰ De nombreux autres journaux reflétaient ce pessimisme. Le *New Orleans Times-Picayune* estimait que la conférence avait laissé « en suspens la plupart des questions qui furent examinées » ;⁶¹ le *Los Angeles Times* remarqua sur un ton critique que la rencontre à Stresa « semble n'avoir modifié la situation d'aucune manière tangible, »⁶² cependant que

54. *New York Evening Journal*, 19 mars 1935.

55. 18 mars 1935.

56. *Emporia Gazette*, 21 mars 1935.

57. *New York Times*, 15 avril 1935. Voir également *Documents on International Affairs*, 1935, pp. 156-61.

58. 15 avril 1935.

59. 16 avril 1935.

60. 15 avril 1935.

61. 16 avril 1935.

62. 16 avril 1935.

le *Dallas Morning News* craignait que Hitler n'ait remporté une victoire diplomatique.⁶³

12.8 La France noue un important accord avec la Russie

La France ne se satisfait pas du résultat de la conférence de Stresa. Alors que l'ombre de l'Allemagne commençait à peser sur les frontières de la France, le gouvernement Laval vit ses craintes augmenter et s'empressa de signer le 2 mai 1935 un pacte avec le gouvernement soviétique de Russie. Quoique celui-ci constituât un traité d'assistance mutuelle contre une agression, cette assistance ne pouvait être étendue qu'après tenue de consultations avec les puissances occidentales de Locarno, et avec les représentants de la Société des Nations.⁶⁴

Hitler perçut la faiblesse de ce pacte franco-soviétique et le dénonça (le 21 mai) comme assurément dangereux, du fait que l'idéologie des dirigeants russes était fondamentalement opposée au concept du capitalisme. Capitalisme et communisme ne présentaient aucun point commun sur lequel leurs représentants auraient pu s'ancrer. Il fit ensuite part de sa volonté de négocier des traités de non-agression et de consultation avec les puissances voisines. Il était également prêt à constituer l'une des parties dans des accords pour contenir les conflits à une portée locale, et isoler les nations agressives. Après avoir laissé à penser qu'il ne s'opposerait pas au retour de l'Allemagne au sein de la Société des Nations sur une base d'égalité, il affirma que le Reich devait bénéficier d'une parité aérienne avec la plus puissante force occidentale, et une force navale égale à 35 % de la *Navy* britannique.⁶⁵

Ce discours du chancelier allemand apparut si raisonnable aux yeux de nombreux éditeurs étasuniens qu'ils y virent une réponse favorable. Le *Christian Science Monitor* estimait qu'il fallait le saluer comme « tentant d'ouvrir plusieurs ponts au-dessus de l'abîme qui s'est creusé de manière tellement alarmante en Europe au cours des derniers mois » ;⁶⁶ Le *Chicago Tribune* considéra le discours comme une « discussion impeccable » qui énonçait des desseins clairs face auxquels « fort peu de choses étaient à redire » ;⁶⁷ cependant que le *Louisville Courier-Journal* était tout aux louanges de ce geste de Hitler : « Le discours de Hitler... a constitué un aveu plein et franc de la politique étrangère de l'Allemagne... Rien ne laisse à désirer dans cette affirmation candide sur les objectifs et aspirations du troisième Reich. Celle-ci constitue une base de réconciliation et

63. 16 avril 1935.

64. *Documents on International Affairs*, 1935, pp. 116-19.

65. *Ibid.*, pp. 159-75.

66. 22 mai 1935.

67. 24 mai 1935.

d'entente, pourvu que les autres puissances acceptent la Patrie comme une égale, et non comme inférieure... Elle ouvre la voie à une paix juste et durable. »⁶⁸

Le *New York Times* restait nettement sceptique face à toute promesse émise par Hitler,⁶⁹ et le *Washington News* frappa durement le chancelier et tous ses desseins retors : « Comme d'habitude, chacun est déphasé sauf Adolf... Il propose d'ouvrir une attaque systématique "contre l'empoisonnement de l'opinion publique" au travers de la presse. Cela provient de l'archi-empoisonneur de la presse, toutes périodes confondues. »⁷⁰

12.9 La Grande-Bretagne et l'Allemagne négocient un traité maritime

L'allocution de Hitler du 21 mai et sa proposition de traité bilatéral avec la Grande-Bretagne porta ses fruits avec l'accord maritime anglo-allemand du 18 juin 1935. Selon cet accord, la puissance de la flotte allemande était établie à 35 % du tonnage total du Commonwealth des Nations britanniques. Il allait de soi que cet accord présentait des conséquences profondes pour les autres puissances navales. La France et l'Italie critiquèrent vertement le gouvernement britannique pour avoir « œuvré de connivence avec le Reich » en rompant le traité de Versailles.⁷¹ En Allemagne, l'accord procura une intense satisfaction, car il permettait au Reich non seulement de disposer d'une marine trois fois plus importante que celle prévue par le règlement de paix de 1919, mais également d'obtenir la parité avec la Grande-Bretagne en matière de sous-marins.⁷²

Aux États-Unis, l'accord naval anglo-allemand fut reçu avec une approbation générale. Le *Cincinnati Enquirer* fut prompt à donner sa bénédiction à l'arrangement : « Plus sages que leurs amis de Paris, les Britanniques ont conclu un compromis sain avec l'Allemagne, et ont ainsi obtenu un accord satisfaisant sur les ratios maritimes sans nuire à leurs relations d'amitié. »⁷³ Le *Des Moines Register* était satisfait de tout accord « réduisant l'engouement nazi pour un maximum d'armements, »⁷⁴ et l'*Albuquerque Journal* le considérait comme une « première pierre importante » pour reconstruire la « ruine qu'est désormais l'Europe politique. »⁷⁵

68. 23 mai 1935.

69. 23 mai 1935.

70. 22 mai 1935.

71. *The United States in World Affairs, 1934-35*, ed. W. H. Shepardson and William O. Scroggs (New York, 1935), p. 235. Voir également André Géraud (« Pertinax »), « France and the Anglo-German Naval Treaty, » *Foreign Affairs*, XIV (octobre 1935), 51-61.

72. *Documents on International Affairs*, 1935, pp. 141-152.

73. 22 juin 1935.

74. 26 juin 1935.

75. 1^{er} juillet 1935.

Il y eut des voix pour exprimer un fort désaccord face au désir britannique d'apaiser Hitler. Le *Washington News* espérait que la « trajectoire chimérique actuelle [de la Grande-Bretagne] ne provoquera pas davantage de dégâts que de bien » ;⁷⁶ le *New York Times* désapprouvait le fait que la Grande-Bretagne « s'autorisait à pratiquer ce qu'elle condamne de la part de tout autre comme rupture du droit international » ;⁷⁷ cependant que le *Chicago Daily News* considérait l'accord comme une importante victoire diplomatique allemande : « Cet accord est le plus grand triomphe de la diplomatie allemande depuis que celle-ci est parvenue à répudier les clauses de désarmement du traité de Versailles au mois de mars dernier. »⁷⁸

12.10 Le secrétaire Hull a peur du rôle du dirigeant moral

Les tensions dans les cercles diplomatiques européens au printemps 1935 firent une profonde impression sur les observateurs étasuniens. Mais nonobstant le niveau de désespoir que prenait la situation en Europe, on estimait que les États-Unis devaient s'abstenir d'endosser un rôle actif pour tenter d'améliorer la situation. L'ambassadeur Bingham, à Londres, partageait clairement cette opinion. Dans un télégramme envoyé au secrétaire Hull, il remarqua : « Si une... rencontre européenne se produit, au sein de laquelle l'Allemagne doit prendre part, notre opinion actuelle est que les États-Unis ne devraient pas y participer, ni y envoyer d'observateur... Notre opinion est que si nous nous mêlons de la situation européenne, nous devons être prêts à accepter les responsabilités qui s'ensuivent ; nous ne pouvons pas y participer simplement sous cette forme spécieuse de "dirigeant moral" de laquelle l'administration actuelle s'est sagement tenue à l'écart. »⁷⁹

Le secrétaire Hull n'était pas prêt à endosser quelque rôle « spécieux » de « dirigeant moral » au cours des premiers mois de l'année 1935. Il ne savait que trop bien à quel point l'Europe avait besoin d'un tel dirigeant, mais il n'était pas possible que les dirigeants européens répondissent à un appel de clairon, d'où qu'il vînt. Cependant, pour rester prêt en cas d'urgence, il passait en revue avec grand soin les dépêches des ambassades étasuniennes en Europe, et durant le mois de mars, il se préoccupa de plus en plus du danger d'un éclatement d'hostilités. Le 4 avril, l'ambassadeur Dodd reçut un télégramme de la part de Hull, demandant si « la guerre en Europe est imminente. » Le lendemain, Dodd envoya une réponse rassurante au département d'État, mais confia à son journal personnel que le

76. 20 juin 1935.

77. 20 juin 1935.

78. 19 juin 1935.

79. De l'ambassadeur Bingham à Londres au secrétaire Hull, 29 mars 1935. 862.20/798, *Personal and Strictly Confidential, Confidential file*, MS, Department of State.

« trio irresponsable, Hitler, Goering et Goebbels pourrait facilement mener une action folle, avec le peu qu'ils connaissent de l'histoire passée. »⁸⁰

La négociation du pacte maritime anglo-allemand apparut à Dodd comme une première étape en vue d'« encercler » la Russie. Un contrôle absolu « de la Baltique était le point majeur. . . dans l'accord naval. L'autre moyen d'encercler la Russie est l'entente avec le Japon qui laisse à ce pays quasiment les mains libres en Asie. » L'Allemagne devait cependant se montrer prudente, car l'entente franco-italienne et le pacte franco-russe constituaient des obstacles majeurs sur la route du conflit. Ainsi, « nous avons l'Europe bloquée d'une manière qui garantit assez bien la paix pour quelques années. »⁸¹

12.11 L'incident du Bremen

Les relations germano-étasuniennes ne purent jamais se dérouler de manière souple même pour une courte période. Il se trouvait toujours quelque incident pour provoquer de la mauvaise volonté. À cet égard, il faut se souvenir qu'en 1934, le parti communiste des États-Unis prenait une part active à remuer les braises du mécontentement étasunien à la fois avec l'Allemagne et le Japon. Ces puissances constituaient des barrières contre la marée rouge qui pourrait submerger l'Europe et l'Asie. Si les États-Unis pouvaient être « aiguillonnés » vers la guerre contre ces rivaux de la Russie, il s'agirait d'une grande victoire pour la diplomatie soviétique. Rien n'aurait pu mieux convenir au Kremlin que de voir les États-Unis se battre en faveur d'objectifs russes. Lorsqu'on lit la correspondance diplomatique des années 1930, il est facile de voir comment les agents communistes travaillaient sans relâche pour injecter le poison de la haine dans les relations germano-étasuniennes. Un bon exemple de leur technique fut l'Incident du Bremen.

Le 25 juillet, la troisième division du bureau du département de police de la ville de New York reçut la copie d'une circulaire émise par le parti communiste, appelant à une « manifestation » sur le Quai 86, le 26 juillet à minuit, « à l'occasion du départ du **S.S. Bremen**. » Le phrasé de cette circulaire est très intéressant. Il supposait une union des Communistes, des Catholiques, des Juifs et des anti-fascistes contre l'Allemagne nazie :

Tous les Catholiques doivent sur-le-champ venir à l'aide de leurs co-religioneux en Allemagne. Aujourd'hui, pendant que vous assistez à la messe, le gouvernement fasciste de Hitler lance l'attaque la plus brutale contre la liberté religieuse dans l'histoire moderne. . . Le parti communiste appelle toutes les personnes et organisations anti-fascistes à rejoindre la défense

80. Dodd, op. cit., pp. 228-31.

81. De Dodd au secrétaire Hull, 15 juillet 1935. 862.00/3539, MS, Department of State.

*du peuple catholique d'Allemagne. . . CEUX QUI S'EXPRIMENT CONTRE LE COMMUNISME VEULENT LE FASCISME. APPRENEZ DE L'EXEMPLE ALLEMAND. Nous vous exhortons à inonder le quai de travailleurs antifascistes.*⁸²

Au soir du 26 juillet, certains communistes parvinrent à se glisser à bord du Bremen, et à 23h45, ils se mirent à attaquer les marins allemands. Lorsque la police de New York intervint en hâte pour réprimer ce désordre, elle fut immédiatement attaquée par les communistes agressifs, munis d'armes à feu. Durant cette bataille féroce, certains communistes parvinrent jusqu'au « mât du S.S. Bremen et firent descendre la Swastika allemande, la jetant dans la rivière. » Après un long et vif combat, les Communistes furent finalement maîtrisés, et un grand nombre d'entre eux fut arrêté.⁸³

Trois jours après cet incident, le Dr. Rudolf Leitner, le chargé d'affaires allemand, mena une visite formelle au département d'État pour exprimer la « protestation la plus catégorique contre cette grave insulte à l'emblème national allemand. » Dans sa note adressée à M. Phillips, le secrétaire d'État par intérim, le Dr. Leitner exprima l'attente que les « personnes coupables fussent dûment punies. »⁸⁴

Le Dr. Leitner ne parvint pas à rencontrer M. Phillips, si bien qu'il eut une longue conversation avec M. James Dunn :

Il [Le Dr. Leitner] a affirmé que la combinaison de la règle énoncée par La Guardia refusant une licence de masseur à un citoyen allemand et de l'incident du drapeau du Bremen a provoqué beaucoup de ressentiment en Allemagne, et a ajouté que pour autant qu'il puisse en juger, à chaque fois qu'elle a une opportunité de le faire, la presse étasunienne fulmine contre le gouvernement allemand comme si elle recevait l'instruction de le faire de la part de quelque autorité supérieure. . . Il m'a remis une page tirée de la section illustrée du Minneapolis Sunday Tribune du 7 juillet 1935, qui est clairement une attaque contre Hitler, affirmant que son père était alcoolique, maltraitait sa femme et battait fréquemment son fils. J'ai dit au Dr. Leitner que nous considérions l'incident du drapeau du Bremen comme très malheureux. J'ai cependant précisé que. . . la police de New York avait agi avec célérité et efficacité. . . Pour ce qui concerne l'article paru dans le Minneapolis Sunday Tribune, ce gouvernement ne pouvait rien faire. . . car la presse de ce

82. Une copie de cette circulaire est imprimée au département d'État, Communiqué de presse, 3 août 1935, pp. 104-5.

83. Voir les rapports par Alexander C. Anderson, sous-chef des inspecteurs, et de James Pyke, lieutenant par intérim du département de police de New York, département d'État, Communiqué de presse, 3 août 1935, pp. 100-109.

84. Du Dr. Rudolf Leitner à M. William Phillips, 29 juillet 1935, *ibid.*, p. 100.

*pays est entièrement libre de s'exprimer de la manière qui lui convient sur tout sujet.*⁸⁵

Le 1^{er} août, M. Phillips envoya une note formelle au Dr. Leitner qui ne faisait guère qu'énoncer qu'il était « malheureux » que l'« emblème national allemand n'ait pas pu recevoir le respect auquel il avait droit. »⁸⁶ Il n'y avait aucune assurance que les communistes ne pourraient pas réitérer leur prestation du 26 juillet. Du point de vue du département d'État, l'incident était clos, mais le ministère allemand des affaires étrangères fut loin d'être satisfait de ce règlement froid et verbal de l'affaire, et celle-ci resta dans les esprits [allemands] comme une affaire en suspens.

12.12 Hostilité étasunienne contre le régime de Hitler

Certains dirigeants du département d'État tendaient à prendre l'incident du Bremen à la légère, espérant un effondrement rapide du gouvernement de Hitler. Mais l'ambassadeur Dodd doucha ces espoirs avec certains de ses télégrammes. Le 9 août, il sonda la force de l'organisation nazie et parvint à la conclusion qu'il n'y avait « rien pour étayer une prédiction d'une décomposition rapide du régime économique ou politique. »⁸⁷

Cette opinion fut partiellement confirmée par M. Clifton M. Utley, directeur du Conseil aux relations étrangères de Chicago. M. Utley tint une conversation avec M. R.E. Schoenfeld, de la division du département d'État aux affaires d'Europe de l'Ouest. Durant cette conversation, M. Utley émit l'idée que le peuple allemand soutenait fermement le gouvernement de Hitler. Ce fait avait été démontré par les élections récentes : « Quant à Hitler, personnellement, M. Utley estimait que les deux référendums tenus [récemment] donnaient une image fidèle du sentiment du peuple. » M. Utley fit alors des remarques intéressantes au sujet de Himmler : « Himmler était personnellement un homme tout à fait honnête et droit. »

Le camp de concentration de Dachau était « bien organisé. » La discipline des « détenus était excellente et leur santé semblait satisfaisante. » Ces détenus étaient en grande partie des communistes, et dans la mesure où en Allemagne les dirigeants considéraient le communisme comme inspiré par les Juifs, ce fait présentait des implications sinistres pour la vaste population juive.⁸⁸

85. Mémoire d'une conversation entre M. James C. Dunn et le Dr. Rudolf Leitner, 29 juillet 1935. 862.002/Hitler, Adolf, MS, Department of State.

86. De M. Phillips au Dr. Leitner, 1^{er} août 1935. département d'État, communiqué de presse, 3 août 1935, pp. 100-101.

87. De Dodd au secrétaire Hull, 9 août 1935. 862.00/3522, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

88. Mémoire d'une conversation entre M. Clifton, M. Utley et Mr. Schoenfeld, 6 septembre 1935. 862.00/3537, MS, Department of State.

À l'été 1935, il y eut beaucoup de discussions dans les rangs nazis au sujet de l'opportunité d'émettre de nouveaux décrets pour compléter les lois antisémites de Nuremberg. Cependant, à cette période, on estimait que Hitler était opposé à des mesures plus dures :

Il est tout à fait établi qu'un vif conflit a éclaté dans les cercles du parti et du gouvernement au sujet de la portée de l'application de la loi [antisémite]. Selon une source fiable, Herr Hitler et le Dr. Schacht, lors d'une réunion de Gauleiters et de Reichsleiters tenue juste après le Congrès [de Nuremberg], expliquèrent à leur auditoire la nécessité de discipline et d'éviter les excès contre les Juifs. . . D'un autre côté, il semble que des concessions furent faites aux radicaux : la classe désignée comme « 100 % Juif » serait sujette à des restrictions plus sévères.⁸⁹

Le fait même que de nouveaux décrets antisémites fussent en projet en Allemagne contribua à accroître l'hostilité déjà très installée aux États-Unis, qui rendait difficile le maintien de relations diplomatiques avec le Reich. Au mois de juillet, les émeutes anti-juives dans certaines villes allemandes avaient clairement indiqué le statut précaire des Juifs. Qui plus est, les règles supplémentaires en projet étaient déjà « mises en œuvre par le parti contre les Juifs et les entreprises juives. »⁹⁰ L'indignation étasunienne face à ces mesures répressives provoqua la colère de Goebbels, qui remarqua le 17 janvier 1936 au cours d'un discours tenu à Berlin que l'opinion publique étasunienne défiait l'entendement. Lindbergh, jadis héros national, était désormais méprisé par nombre d'Étasiens pour son refus de surfer sur la vague anti-allemande qui balayait les États-Unis : « Nous ne voulons pas être les Pharisiens, mais un peuple qui laisserait une telle chose se produire a toutes les raisons de s'occuper de ses propres affaires. Pour ce qui concerne le reste du monde, s'il aime tant que cela les Juifs, qu'il les héberge ! »⁹¹ Cette attitude de défi face à l'opinion du monde présageait d'une nouvelle poussée nazie vers le pouvoir. Il ne fallut pas longtemps avant que le Führer effrayât l'Europe par une nouvelle répudiation d'obligations formulées par un traité.

89. John C. White, conseiller de l'ambassade des États-Unis, Berlin, au secrétaire Hull, 5 octobre 1935. 862.00/3546, MS, Department of State.

90. De Douglas Jenkins, consul général à Berlin, au secrétaire Hull, 4 novembre 1935.

91. De Dodd au secrétaire Hull, 22 janvier 1936. 862.00/3569, MS, Department of State.

Chapitre 13

L'Europe ne parvient pas à trouver un substitut à Locarno

13.1 Hitler liquide le pacte de Locarno

Alors que les tensions s'accroissaient en Europe en résultante du différend italo-éthiopien, on se mit à craindre dans certains milieux que Hitler pût exploiter la situation pour en tirer des concessions substantielles. Hugh Wilson, le représentant des États-Unis à Genève, écrivit au secrétaire Hull qu'il s'agissait de la « préoccupation au sujet de l'Allemagne qui influence aujourd'hui de manière décisive les actions de tous les États... européens. » Il n'existait pas « véritablement de crainte de l'Italie » mais de nombreux dirigeants « craignaient profondément l'Allemagne. »¹

L'une des concessions que Hitler désirait obtenir de la part de l'Angleterre et de la France était le retour des anciennes colonies allemandes. Au mois de juin 1935, Bullitt écrivit au secrétaire Hull qu'un diplomate britannique venait de lui dire que son gouvernement était prêt à « reconnaître comme justes et raisonnables » les revendications de l'Allemagne sur des territoires coloniaux.² Au mois de janvier de l'année suivante, il eut un récit différent à rapporter. L'ambassadeur britannique à Paris l'avait carrément informé que le *Foreign Office* allait « considérer avec mécontentement que fût soulevée la question des colonies. »³ Ce fut ce même mois que l'ambassadeur Davies eut une conversation avec le Dr. Schacht qui remarqua de manière confidentielle que son gouvernement l'avait autorisé à soumettre des propositions à l'Angleterre et à la France qui pourraient garantir la paix de l'Europe, réduire les armements, et régler la question

1. Du représentant Wilson au secrétaire Hull, Berne, 13 novembre 1935. 740.00/40 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

2. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, 28 juin 1935. 862.014/106, MS, Department of State.

3. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, 14 janvier 1936. 751.62/391, MS, Department of State.

des frontières internationales si la question des colonies était résolue de manière satisfaisante.⁴

Schacht ne fit guère impression sur le gouvernement britannique, qui était plutôt d'humeur à demander qu'à accorder des concessions. Au mois de décembre 1935, le *Foreign Office* donna pour instruction à Sir Eric Phipps, à Berlin, de demander à Hitler s'il avait des objections à l'établissement de « bases aériennes dans le Nord de la France ainsi qu'en Belgique. »⁵ Posée de but en blanc, la question stupéfia le chancelier allemand. Elle indiquait, de deux choses l'une, ou bien que le *Foreign Office* avait perdu toute foi envers le traité de Locarno d'octobre 1925, ou bien qu'il le considérait comme une cible facile. C'est avec véhémence qu'il répondit à Phipps qu'il était absolument opposé à toute répudiation indirecte de Locarno, et Paul Scheffer, dans les pages du *Berliner Tageblatt*, consacra un long éditorial aux « composantes injustes de tous accords franco-britanniques d'assistance mutuelle vis-à-vis de Locarno, et le mécontentement et l'appréhension qui partout en Allemagne sont suscités par la perspective de ces accords. »⁶ Lorsque les autres journaux allemands publièrent des commentaires acides sur cette proposition britannique remarquable, l'ambassadeur de France fit part de ses objections à un tel barrage, et celui-ci prit subitement fin.⁷

Le ministère allemand des affaires étrangères entretenait également des appréhensions au sujet des conversations des États-Majors français et britannique, qui semblaient indiquer des préparations militaires contre l'Allemagne. Ferdinand L. Mayer, le chargé étasunien à Berlin, eut une longue conversation avec Dieckhoff au ministère des affaires étrangères, et ce dernier révéla franchement de nombreux doutes relatifs à l'attitude franco-britannique vis-à-vis de Locarno :

Dieckhoff affirma que si les Britanniques et les Français avaient apporté les assurances les plus solennelles quant au fait que leurs discussions d'État-Major récentes n'avaient trait qu'à la Méditerranée, il devait ajouter franchement que la valeur de ces assurances se trouvait quelque peu diminuée par le fait que des assurances similaires, apportées en 1913 et 1914 au sujet de discussions entre États-Majors, s'étaient avérées sans va-

4. De l'ambassadeur Davies au secrétaire Hull, 20 janvier 1936. 740.00/100, MS, Department of State.

5. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 9 janvier 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/351, Confidential file, MS, Department of State.

6. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 13 janvier 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/352, MS, Department of State. Dans son télégramme, Dodd fit mention d'une conversation tenue avec l'éditeur d'un important journal allemand, qui l'avait informé « sans équivoque que la rencontre du mois dernier entre Phipps et Hitler avait pour dessein de sonder le gouvernement allemand eu égard à la question de bases aériennes britanniques dans le Nord de la France ainsi qu'en Belgique. »

7. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 18 janvier 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/353, MS, Department of State.

*leur. Qui plus est, ces assurances présentes étaient affaiblies par la question plutôt naïve et surprenante que Phipps avait posée à Hitler au mois de décembre précédent, lorsqu'il avait demandé ce que serait l'attitude de l'Allemagne si l'Angleterre installait des bases aériennes dans le Nord de la France et en Belgique.*⁸

Les déclarations publiques des dirigeants britanniques continuaient d'exprimer une détermination de s'en tenir à Locarno. Le 12 février 1936, à la chambre des Communes, Anthony Eden insista sur l'idée que le gouvernement de Sa Majesté allait « adhérer à ces obligations et... y souscrire fidèlement. »⁹ Cela signifiait que toute occupation allemande de la zone démilitarisée jouxtant le Rhin serait suivie par une prompt action britannique conformément aux clauses du traité.

En France, la situation était compliquée par les difficultés soulevées par le débat sur le pacte franco-soviétique. Le 11 février, ce traité avait été présenté à la Chambre pour ratification. Flandin, le ministre des affaires étrangères, fit mention de la possibilité d'une répudiation par l'Allemagne de Locarno, mais sans paraître préoccupé par une telle possibilité. Le 27 février, la Chambre approuva le traité à une vaste majorité, et le 3 mars, celui-ci fut présenté au Sénat.¹⁰

Les dirigeants britanniques et français examinaient soigneusement le ciel diplomatique surplombant l'Allemagne, y cherchant la moindre trace de nuages d'orages. Ils avaient en mémoire le discours de Hitler du 21 mai 1935, au cours duquel il avait promis « scrupuleusement de respecter chaque traité signé volontairement » par le gouvernement allemand. Mais ils se souvenaient également de ses réserves à l'idée que l'adhésion allemande à Locarno ne durerait qu'« aussi longtemps que les autres partenaires, de leur côté, continuent d'honorer ce pacte. » On savait que Hitler considérait le pacte franco-soviétique comme une violation de Locarno, et en février 1936 la presse allemande avait exprimé un âpre ressentiment face à sa possible ratification par le parlement français.

Par conséquent, les ambassadeurs britannique et français ne furent sans doute pas surpris outre mesure lorsque le 7 mars ils furent convoqués (à l'instar des ambassadeurs de Belgique et d'Italie) à la *Wilhelmstrasse*, où von Neurath les informa que la réoccupation militaire de la zone démilitarisée par l'Allemagne avait déjà commencé. Il leur remit alors un mémorandum expliquant les raisons de cette action. À midi, Hitler s'adressa au Reichstag, puis lui lut le mémorandum qui avait été remis aux ambassadeurs représentant les puissances de Locarno. Le document insistait

8. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 6 février 1936. 862.20/1102, MS, Department of State.

9. *Survey of International Affairs, 1936*, ed. Arnold J. Toynbee (New York, 1937), p. 255.

10. *Ibid.*, p. 256. Le Sénat français ratifia le pacte le 12 mars 1936.

sur la nécessité d'un nouvel alignement politique qui allait contenir la marée rouge en provenance de Russie. La meilleure façon d'ériger une digue puissante face à la marée soviétique serait la ratification rapide de quatre accords :

1. un traité multilatéral stipulant une nouvelle zone démilitarisée jouxtant les frontières de Belgique, de France et d'Allemagne ;
2. un pacte de non-agression d'une durée de vingt-cinq années entre la Belgique, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas ;
3. un pacte aérien protégeant l'Europe de l'Ouest de toute attaque aérienne ;
4. une suite de traités bilatéraux de non-agression avec les pays à la frontière orientale de l'Allemagne.¹¹

13.2 Opinions de la presse étasunienne au sujet de la Rhénanie

Aux États-Unis, la nouvelle de l'occupation nazie de la Rhénanie souleva un intérêt national. Le *Baltimore Sun*¹² et le *Louisville Courier-Journal*¹³ entretenaient des soupçons sur les propositions de Hitler, et le *San Francisco Chronicle* se montrait confiant sur l'idée que tout ce qui provenait de Hitler était contrefait : « Le monde n'a aucune confiance en lui. »¹⁴ L'*Oklahoma City Daily Oklahoman* craignait qu'une guerre européenne générale fût imminente. Après ce tour de force pratiqué par Hitler, la guerre devait « inévitablement suivre. »¹⁵ L'*Emporia Gazette* partageait cette opinion : « Le danger d'une guerre européenne se concrétise. »¹⁶ Le *Portland Morning Oregonian* refusait de craindre le spectre de la guerre,¹⁷ et la presse du groupe Hearst soutenait un point de vue tout aussi audacieux.¹⁸

Le *St. Louis Post-Dispatch* tendait à considérer favorablement les propositions de paix de Hitler : il était grand temps de démarrer un *New Deal* en Europe.¹⁹ L'*Omaha World-Herald* exprimait une opinion semblable : « On ne peut que pratiquer le *wait and see* et espérer. Hitler présente la possibilité de devenir le faiseur de paix de l'après-guerre... Le traité de

11. Documents on International Affairs, 1936, pp. 35-41. On estimait que dans les deux semaines suivant le 7 mars, l'armée allemande dans la zone démilitarisée s'élevait à 90 000 hommes.

12. 8 mars 1936.

13. 9 mars 1936.

14. 9 mars 1936.

15. 10 mars 1936.

16. 9 mars 1936.

17. 9 mars 1936.

18. *The San Francisco Examiner*. 11 mars 1936.

19. 8 mars 1936.

Versailles pourrait avantageusement être sacrifié pour un bénéfice aussi considérable. »²⁰

Le *Cincinnati Enquirer* allait jusqu'à défendre la décision audacieuse prise par Hitler sur la Rhénanie : « La Grande-Bretagne et la France, pour ne rien dire de la Russie, du Japon et des États-Unis, sont à pied d'œuvre pour construire de grandes machines militaires sans précédent... Par conséquent, les Puissances n'ont pas d'objection logique à la nouvelle action du chancelier Hitler en Rhénanie. »²¹

13.3 L'Europe s'alarme du tour de force de Hitler

Juste après la nouvelle de l'occupation de la Rhénanie par Hitler, le gouvernement français était favorable à appeler les autres signataires de Locarno à honorer leurs obligations. À l'issue d'une réunion de cabinet dans la soirée du 7 mars, il fut décidé de suivre une approche plus prudente. On ferait appel au Conseil de la Société des Nations. Si le Conseil devait déterminer l'Allemagne coupable d'une violation de Locarno, les puissances signataires pourraient se jeter à l'aide de la France.²²

Alors que cette procédure était en cours, certaines nations, comme la Russie ou la Tchécoslovaquie, prodiguaient déjà à la France des assurances de soutien. À Moscou, l'ambassadeur Bullitt discuta avec Litvinov, dont on peut distinguer l'exaltation entre les lignes de la dépêche envoyée au secrétaire Hull :

*Litvinov a fait montre d'une rage presque violente en commentant l'action de Hitler. Je lui ai demandé s'il accueillerait défavorablement le pacte de non-agression germano-lituanien proposé par Hitler... Il a répondu que les promesses faites par un chien, un menteur et un coquin comme Hitler étaient sans valeur, pour la Lituanie comme pour tout autre pays... J'ai demandé à Litvinov s'il espérait que la France allait envoyer une armée en Rhénanie. Il a répondu par la négative, car cela impliquerait une guerre immédiate... Il a affirmé qu'il était dégoûté par la proposition de Hitler de revenir dans la Société des Nations, et encore plus dégoûté par le fait que les Britanniques voyaient cette perspective d'un bon œil.*²³

À Berlin, l'ambassadeur Dodd considérait le discours de Hitler face au Reichstag comme « impressionnant, » et il prit note des « forts applaudissements spontanés » qui accueillirent l'affirmation au sujet de la

20. 9 mars 1936.

21. 8 mars 1936.

22. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 7 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/305, MS, Department of State.

23. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Moscou, 8 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/373, MS, Department of State.

volonté allemande de revenir au sein de la Société des Nations. Certains journalistes étasuniens à Berlin tenaient pour opinion que « la décision de Hitler peut n'avoir pas été mal vue par les Britanniques, d'autant qu'elle propose des avantages vraiment remarquables eu égard à la coopération internationale avec la Société des Nations. »²⁴

On comprit bien vite que ni la Belgique, ni l'Italie ne mèneraient d'action propre à mettre Hitler en colère, et la Pologne se montrait tout aussi prudente.²⁵ Le gouvernement britannique détenait la clé vers l'avenir. Eden indiqua rapidement qu'il était fermement opposé à toute « action hâtive » et se trouva soutenu en cela par une vaste partie de la presse britannique. L'*Observer* conseillait au public britannique de garder « la tête froide et le cœur juste. » La première nécessité qui était celle de la Grande-Bretagne était « de réparer ses défenses. La seconde est d'examiner les propositions de Herr Hitler dans un esprit de sympathie et de bonne volonté. » Le *Sunday Despatch* fit un commentaire qui exprimait le sentiment de multitudes de Britanniques : « Le pacte de Locarno est mort. Il s'agissait d'un engagement pour lequel le peuple de Grande-Bretagne n'avait jamais exprimé son aval. »²⁶

Le *Foreign Office* britannique s'en tenait à l'opinion qu'un accord pouvait être conclu avec Hitler, qui pourrait apaiser la situation, au moins à titre temporaire. Il était clair aux yeux du chargé étasunien à Londres qu'Eden espérait gérer cette pagaille en Rhénanie d'une « manière réaliste. » En fin de compte, le *Foreign Office* pourrait trouver quelque formule satisfaisante à laquelle la France devrait consentir.²⁷

Il planait en France un sentiment, « même dans les cercles officiels, » que le premier ministre s'était montré trop abrupt face à Hitler. On doutait véritablement de toute assistance britannique rapide selon les clauses du pacte de Locarno. Il était évident, à écouter le discours d'Eden devant la chambre des Communes, que la Grande-Bretagne ne viendrait au secours de la France « qu'en cas d'invasion ou d'attaque sur le territoire français. »²⁸

L'attitude de prudence du *Foreign Office* britannique eut un effet en France. Le 10 mars, Flandin assura à Eden que « la ligne politique française était à 100 % pacifique, et ne visait pas à mener à un conflit. »²⁹

24. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Moscou, 8 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/375, MS, Department of State.

25. De l'ambassadeur Cudahy au secrétaire Hull, Varsovie, 8 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/382, MS, Department of State.

26. Du chargé Atherton au secrétaire Hull, Londres, 8 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/370, MS, Department of State.

27. Du chargé Atherton au secrétaire Hull, Londres, 9 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/381, Confidential file, MS, Department of State.

28. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 9, 10 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/388, 396, MS, Department of State.

29. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 10 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/401, MS, Department of State.

Mais la France était avide d'un soutien britannique pour des sanctions économiques et financières contre l'Allemagne, et la Russie poussait fort pour que fût entreprise une action qui allait « encourager un meilleur encerclement de l'Allemagne au travers de l'«action la plus résolue» de la part du Conseil de la Société des Nations. »³⁰ Lorsque le ministre Baldwin insista pour que fût suivie une ligne traditionnelle, la presse française fit montre d'une amertume croissante « à l'encontre de Hitler et de Baldwin. » Tabouis, dans *L'Œuvre*, affirma qu'une « liaison stricte avait été établie entre Londres et Berlin, et affirme savoir de source sûre que ce fut durant le voyage de Lord Londonderry à Berlin, après les funérailles du Roi George, que Hitler lui avait fait savoir que l'occupation militaire de la zone démilitarisée serait accomplie au début du mois de mars. » L'ambassadeur Straus ajouta alors cet élément confidentiel : « L'ambassade a des raisons de penser que les informations de Madame Tabouis sont sur l'essentiel avérées. »³¹

Alors que la Belgique et la France faisaient montre de leurs fortes préoccupations au sujet du résultat final de l'occupation allemande de la Rhénanie, les autres nations s'inquiétaient tout autant du retour de la Russie dans le jeu politique européen. À Budapest, le ministère hongrois des affaires étrangères était particulièrement préoccupé par la « construction de bases aériennes en Tchécoslovaquie, surtout l'une d'entre elles située aux abords de la frontière hongroise. » Eckhardt affirma au représentant des États-Unis qu'il parlerait peu après de ce sujet au parlement, et ajouta : « Si l'Allemagne devait proposer d'assister la Hongrie pour combattre ce danger, est-ce qu'un premier ministre, quel qu'il soit, pourrait prendre la responsabilité de refuser une telle offre ? » En Hongrie, il apparaissait que le « retour de la Russie en Europe est dans l'ensemble considéré comme une nouvelle menace communiste. »³²

Au vu de cette situation internationale menaçante, Eden recherchait févreusement une solution pouvant s'avérer satisfaisante. Le 11 mars, il demanda à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres s'il ne pourrait pas demander sur-le-champ si son gouvernement serait prêt à procéder à un retrait symbolique de quelques soldats hors de la zone démilitarisée, et de promettre de ne pas y ériger de fortifications durant la situation d'urgence en cours. Le gouvernement nazi répondit en prodiguant des assurances que le nombre de soldats allemands sur la zone ne serait pas augmenté, et qu'aucun soldat ne serait stationné aux abords de la frontière.³³ Cette petite concession amena le 14 mars la Société des Nations à inviter le gou-

30. Du chargé Atherton au secrétaire Hull, Londres, 11 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/406, Confidential file, MS, Department of State.

31. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 11 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/412, MS, Department of State.

32. Du représentant Montgomery au secrétaire Hull, Budapest, 14 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/452, MS, Department of State.

33. Toynbee, op cit., pp. 285-87.

vernement allemand à envoyer un représentant siéger avec le Conseil de la Société des Nations durant son examen de la question de la Rhénanie. L'Allemagne accepta cette invitation, et le 19 mars, Herr [von Ribbentrop](#) présenta le point de vue allemand. Il s'agissait d'une tâche trop lourde pour un homme qui s'exprimait le plus souvent de manière peu réfléchie. Le Conseil adopta la résolution franco-belge déclarant l'Allemagne coupable d'avoir violé les traités de Versailles et de Locarno.³⁴

Dans la mesure où le Conseil n'exprima aucune recommandation d'application de sanctions, cette victoire de la France n'eut guère d'effet pratique.

Bien que le représentant britannique du Conseil de la Société des Nations eût voté en faveur de la motion de censure franco-belge, l'opinion publique en France s'en tenait à l'idée que les « tentatives d'accords de Londres » restaient très « fragiles » et que l'importance des résultats « observés avec tant de peine par la délégation française » n'étaient que relatifs.³⁵ Pour dissiper ces craintes françaises, Eden prononça un discours le 26 mars, au cours duquel il affirma que la Grande-Bretagne allait honorer ses obligations énoncées à Locarno. Cette assurance déplut à certains journaux britanniques, comme le *Daily Mail*, qui exprima l'opinion selon laquelle les promesses d'Eden n'allaient pas « satisfaire ce pays qui craint les possibilités de guerre. »³⁶ En France, la parole d'Eden était critiquée comme « trop modérée et ouverte. » La conclusion générale « tirée par la majorité de la presse est que la France ne doit désormais plus compter que sur elle-même et sur le renforcement de ses propres forces. »³⁷

Pendant que le Conseil de la Société des Nations examinait avec soin le problème de la violation par l'Allemagne du pacte de Locarno, Hitler ordonna qu'un plébiscite fût tenu le 29 mars eu égard à l'occupation allemande de la Rhénanie. Les haut-dirigeants nazis travaillèrent d'arrachepied pour recueillir un scrutin très favorable :

*Goebbels a parlé sept fois à Berlin et dans les environs, Goering en Rhénanie, et Hess à Stuttgart, cependant qu'Hitler a prononcé une allocution passionnée à Francfort. . . Le ton employé par Hitler se fait de plus en plus messianique, le peuple allemand est « Son peuple » et il prend Dieu pour témoin et demande à être foudroyé s'il agit mal.*³⁸

34. Ibid., p. 304.

35. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 20 mars 1936. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/489, MS, Department of State.

36. Du chargé Atherton au secrétaire Hull, Londres, 27 mars 1935. 740.0011 Locarno Mutual Guarantee/523, MS, Department of State.

37. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 27 mars 1936. 740.0011 Locarno/531, MS, Department of State.

38. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 18 mars 1936. 862.00/3580, MS, Department of State.

Grâce à ces intenses efforts, le plébiscite fut une victoire inéquitable pour Hitler. Environ 98.79 % des voix furent exprimées pour l'occupation par l'Allemagne de la Rhénanie. Ce fait donna à Hitler « au moins l'apparence d'un soutien total de sa ligne politique actuelle », et représenta « un vote record en sa faveur et un tremplin tout aussi fort pour sa prochaine action internationale. »³⁹

13.4 Hitler propose une nouvelle formule de paix

L'action suivante entreprise par Hitler fut de soumettre le 31 mars à la Grande-Bretagne un projet de paix aux implications profondes. Aux États-Unis, la majorité des commentaires de presse au sujet de ce plan furent défavorables. Le *Los Angeles Times* estimait que Hitler essayait de « semer la zizanie entre la France et ses Alliés. Elle ne peut pas accepter ces termes sans abandonner ses alliés à l'Est. »⁴⁰ Le *Rochester Democrat and Chronicle* tenait pour opinion que Hitler avait revêtu « le pouvoir de dicter les termes de la paix au reste de l'Europe, et il se présente avec l'expression du jour pour s'en tirer à bon compte. »⁴¹ Le *Salt Lake City Deseret News* exprimait un état de pessimisme : « Si l'Europe essaye de bloquer Hitler, cela débouchera sur la guerre. Si l'Europe ne le fait pas, viendra une dictature incontrôlée. »⁴²

Le *New York Times* respirait un esprit d'optimisme : « L'Europe s'est vue octroyer un intervalle au sein duquel les forces de la paix peuvent entrer en jeu avec la perspective d'une réussite qui apparaît comme meilleure qu'au cours des mois précédents. »⁴³ Le *Springfield Republican* entretenait des espoirs plus grands encore : « Les nouvelles propositions, principale-

39. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 30 mars 1936. 862.00/3584, MS, Department of State.

40. 2 avril 1936. Les principaux éléments du projet de paix de Hitler du 31 mars étaient :

1. Une période d'arrêt de quatre mois au cours de laquelle l'Allemagne n'augmenterait pas ses forces militaires en Rhénanie, pourvu que la Belgique et la France n'accrussent pas leurs forces armées dans la même région ;
2. Des négociations pour un traité aérien complétant et renforçant les accords de sécurité ;
3. La conclusion d'un pacte de non-agression d'une durée de vingt-cinq années entre la Belgique, la France et l'Allemagne ;
4. Des pactes de non-agression bilatéraux avec les voisins allemands à l'Est ;
5. L'affirmation par l'Allemagne de toute obligation spéciale d'accorder une assistance militaire qui aurait pu découler des traités de sécurité proposés ;
6. L'établissement d'une Cour d'arbitrage spéciale à laquelle les différends au sujet du respect des divers accords devraient être soumis.

Documents on International Affairs, 1936, pp. 183-92.

41. 3 avril 1936.

42. 2 avril 1936.

43. 2 avril 1936.

ment fondées sur les principes de Woodrow Wilson, accordent une opportunité splendide pour contraindre l'Allemagne à se déclarer favorable à une paix négociée sur tous les fronts. » À présent que la crise immédiate était passée, il revenait aux « autres Puissances, et surtout au groupe de Locarno, de décider si elles apporteraient des concessions à Hitler et essaieraient d'accorder à l'Europe davantage de sécurité et de bonne volonté que la génération courante n'en a connues. »⁴⁴

La presse religieuse semblait considérer la crise de Rhénanie avec un esprit ouvert. Les États-Unis estimaient qu'il était « difficile de condamner le désir du peuple allemand de détenir la Rhénanie comme sienne. »⁴⁵ Le *Christian Century* exprimait des sentiments semblables. Versailles était fondamentalement dans l'erreur. On ne pouvait bâtir une paix permanente « sur la théorie que l'une des [nations d'Europe] occupe un statut plus bas et jouit d'un degré d'indépendance plus faible que toute autre. »⁴⁶ Le *Catholic World*, après une critique avancée de Versailles, orientait ses critiques vers Hitler, dénoncé comme « meurtrier calculateur à sang-froid »⁴⁷

13.5 Eden fait la girouette et suit les brises diplomatiques

Le gouvernement français aurait été d'accord avec le *Catholic World* au sujet de Hitler, et restait convaincu que rien de bon ne serait sorti d'examiner sérieusement l'une ou l'autre de ses propositions. Le 6 avril, le cabinet français approuva deux documents qui avaient été rédigés par le ministère des affaires étrangères. Ces écrits constituaient une critique détaillée du programme de Hitler. Après avoir présenté un long acte d'accusation, ils finissaient par esquisser un plan visant à améliorer l'efficacité de la Société des Nations pour préserver la paix en Europe.⁴⁸

Le 8 avril, le Comité des Treize se réunit à Genève pour examiner le différend italo-éthiopien. Les membres français du comité profitèrent de cette occasion pour présenter le point de vue français sur le problème de la Rhénanie, et insistèrent pour que toutes les tentatives de conciliation avec l'Allemagne fussent abandonnées. Eden n'accepta pas la thèse selon laquelle les négociations avec Hitler étaient rompues, et il s'assura que fût acceptée l'idée que le gouvernement britannique devrait se renseigner « sur le sens porté par le gouvernement allemand aux traités bilatéraux qu'il a proposés, et sur la manière dont ces traités s'intégreraient au cadre de la sécurité collective. »⁴⁹

44. 3 avril 1936.

45. 4 avril 1936.

46. 18 mars 1936.

47. Mai 1936, p. 130.

48. *London Times*, 9 avril 1936.

49. Toynbee, op. cit., p. 334.

Le 15 avril, l'ambassadeur Straus informa le secrétaire Hull que le gouvernement français ne connaissait pas la forme exacte selon laquelle les requêtes britanniques seraient présentées au gouvernement allemand, mais qu'il supposait qu'il allait prochainement recevoir le texte du document. Il avait appris que le *Foreign Office* britannique avait reçu des assurances « de principe » de la part de l'Allemagne au sujet de la « non-fortification de la Rhénanie durant la période de négociations proposée pour quatre mois. »⁵⁰

Depuis Londres, l'ambassadeur Bingham prépara un bref rapport sur l'indécision qui marquait les efforts de règlement du blocage de la Rhénanie :

*Au cours de ma rencontre avec le sous-secrétaire d'État cette après-midi, il... a affirmé qu'au vu de la demande insistante des Français que les armées allemandes se retirent de la zone précédemment démilitarisée de la Rhénanie, il avait été nécessaire d'accorder des concessions au gouvernement français pour l'induire à parvenir à une position de laquelle des négociations seraient possibles. C'est sur cette base qu'il fut convenu au niveau du gouvernement britannique de mener des conversations entre les administrations. Le résultat en a été que les Français avaient bougé d'une position extrême à un terrain plus central, d'où les négociations étaient possibles... Le gouvernement allemand semble avoir estimé qu'il avait remporté une grande victoire et avait occupé une position... totalement récalcitrante. [Si Hitler n'avait pas reculé] les négociations n'auraient eu aucune chance de réussite.*⁵¹

À Berlin, Ferdinand L. Mayer, le chargé d'affaires étasunien, eut une discussion avec l'ambassadeur de France et le trouva « très pessimiste » face à l'idée de parvenir à un règlement satisfaisant de la question de la Rhénanie.⁵² Ce pessimisme était bien fondé. Le 7 mai, l'ambassadeur britannique à Berlin soumit au ministère des affaires étrangères un questionnaire détaillé reflétant une forte tendance vers les opinions exprimées dans le mémorandum français du 6 avril.⁵³ Eden savait fort bien que Hitler n'était pas prêt à promettre de respecter l'ensemble des clauses en vigueur du traité de Versailles. Il avait également conscience du fait que le ministère allemand des affaires étrangères ne serait pas d'accord avec une quelconque véritable limitation de la puissance aérienne, et refuse-

50. De l'ambassadeur Straus au secrétaire Hull, Paris, 15 avril 1936. 765.84/4101, MS, Department of State.

51. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 15 avril 1936. 765.84/4115, MS, Department of State.

52. Du chargé Mayer au secrétaire Hull, Berlin, 22 avril 1936. 765.84/4176, MS, Department of State.

53. *Documents on International Affairs*, 1936, pp. 211-16.

rait d'entrer dans un pacte de non-agression avec la Russie soviétique. La politique britannique avait subitement basculé de la conciliation au défi.

On ne s'attendait pas à ce que ce défi fût rapidement relevé.

L'attitude du ministère allemand des affaires étrangères envers les vacillations d'Eden fut clairement révélée dans une conversation entre l'ambassadeur Bullitt et von Neurath, le ministre des affaires étrangères. Il assura à Bullitt que « le désir le plus profond de Hitler était de parvenir à une véritable entente avec la France, » mais chaque tentative que lui ou Hitler avaient menée pour se rapprocher des Français avait « débouché ou bien sur une absence de réponse de la France, ou bien sur un refus. » Au sujet de l'Angleterre, il regrettait

fortement qu'aucun contact amical n'ait été établi entre les gouvernements allemand et britannique. Je lui ai demandé s'il voulait dire qu'il ne parlait pas ni ne pouvait parler avec Eden ou avec l'ambassadeur britannique à Berlin de manière aussi simple et directe qu'il parlait avec moi. Il a répondu qu'il ne le pouvait absolument pas, et que cela était totalement impossible. . . Il a poursuivi en disant que l'ensemble de la question de la note britannique posant des questions avait été très grossièrement gérée par le Foreign Office britannique. Il a affirmé que Sir Eric Phipps lui avait apporté la note avec la demande d'en conserver le contenu tout à fait secret. . . Il [von Neurath] a affirmé qu'à sa grande stupéfaction, Sir Eric Phipps lui avait alors téléphoné et avait dit qu'il regrettait fortement de l'informer qu'il y avait eu une fuite sur le contenu de la note, et qu'il serait essentiel pour le gouvernement britannique de la publier le lendemain matin.

Le renversement de politique d'Eden vis-à-vis de l'Allemagne s'opposait à la certitude que la force militaire allemande constituait la principale barrière qui retenait la marée du bolchevisme qui menaçait constamment d'inonder l'Europe. À cet égard, la conversation entre Bullitt et von Neurath endosse une importance additionnelle :

Nous avons discuté des relations entre l'Allemagne et le gouvernement soviétique. Von Neurath a affirmé qu'il considérait l'hostilité entre l'Allemagne et l'Union soviétique comme absolument inamovible. Il a affirmé que l'Union soviétique estimait que l'Allemagne nazie était le seul obstacle à la conquête de l'Europe par le communisme. Ceci est par ailleurs l'opinion du gouvernement soviétique.⁵⁴

Le ministère allemand des affaires étrangères ne prit pas la peine de produire une réponse formelle au mémorandum britannique, et van Zee-

54. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, 18 mai 1936. 740.00/52, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

land, le premier ministre belge, confia à l'ambassadeur Bullitt qu'il « considérait l'avenir avec le plus grand pessimisme. »⁵⁵ Pour lever ce pessimisme, les représentants de Belgique, de Grande-Bretagne et de France se réunirent à Londres le 23 juillet et produisirent un communiqué pour présenter leur opinion. Les trois puissances étaient à présent prêtes à rencontrer l'Allemagne en conférence dès que possible afin d'essayer de trouver une formule qui prendrait la place de Locarno. L'Allemagne ne répondit pas à cette ouverture, si bien que le 14 octobre, le roi des Belges prononça un discours face à son cabinet pour clarifier la situation du point de vue de son pays. Il tenait à voir la Belgique revenir rapidement à son statut de neutralité garantie d'avant-guerre. La ligne politique du pays devait « viser résolument à nous maintenir en dehors des conflits de nos voisins. »⁵⁶ Locarno était morte et bien morte, et l'on n'espérait désormais plus la raviver.

L'ombre du bolchevisme flottait au-dessus des cendres de Locarno. Elle apportait une consternation de plus en plus importante dans les esprits des Européens, du fait de l'effondrement du système de sécurité collective. Selon l'ambassadeur Dodd en poste à Berlin, la France était grandement responsable de cet effondrement :

Sous la direction de la France, la Société des Nations est elle-même devenue partisane, et n'a fait qu'affirmer la durée de la paix dictée de Versailles, en divisant l'Europe en deux camps opposés. Le refus par l'Allemagne au mois de mars 1935 de continuer à subir cette situation a produit l'effondrement de cet équilibre précaire et artificiel... l'ensemble de l'Europe a été plongé dans l'effervescence, et dans un cafouillage aspirant à la rectification... Jusqu'ici, la menace bolchevique en Europe s'est caractérisée par les activités souterraines de la Troisième Internationale plutôt que par un militarisme nationaliste russe. Cependant, dernièrement... il semble qu'un changement significatif et agressif se soit produit dans le soutien russe à la Révolution Mondiale. Nous avons tendance à penser que cela peut avoir atteint un point où la perspective de cette révolution, du point de vue de l'Europe... a persuadé Staline et ses conseillers de la désirabilité de sortir au grand jour et de combiner l'impérialisme russe militant avec le communisme russe d'une manière agressive... Au travers de l'alliance franco-soviétique, au travers des appréhensions ressenties dans de nombreux cercles d'Europe sur la renaissance de l'Allemagne, et au travers des adroites manœuvres diplomatiques de la Russie, les Soviétiques sont parvenus à passer pour

55. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Bruxelles, 20 mai 1936. 740.00/47, *Confidential file*, MS, Department of State.

56. Toynbee, op. cit., pp. 344-57.

*les sauveurs auprès des États d'Europe les plus craintifs de la renaissance d'une Allemagne puissante.*⁵⁷

13.6 Hitler et Mussolini parviennent à un important accord

Pour répondre à la montée de cette menace du communisme, et dans le même temps renforcer leur position en Europe, Hitler et Mussolini œuvrèrent à définir un accord durant l'été 1936. La révolution en Espagne, et le funeste accord austro-allemand ce même mois accélérèrent ce mouvement. Le 25 juillet, Hitler ferma la légation allemande à Addis Abeba, annonçant par ce geste être prêt à reconnaître la conquête de l'Éthiopie par l'Italie.⁵⁸

La visite de Lloyd George à Berchtesgaden de l'été 1936 retarda légèrement le mouvement allemand vers l'Italie. Durant une brève période, Hitler reprit intérêt à un véritable rapprochement avec la Grande-Bretagne. Les conversations avec Lloyd George confirmèrent son opinion sur la puissance montante de l'Allemagne et l'amènèrent à écarter la possibilité d'une intervention étasunienne dans une seconde guerre mondiale.⁵⁹ Mais le ministère allemand des affaires étrangères entretenait des soupçons vis-à-vis d'Eden, qui ne semblait jamais savoir exactement quelle devait être son attitude à l'égard de l'Allemagne nazie.

Pendant que Londres hésitait à améliorer ses relations avec Hitler, Rome faisait montre d'un esprit d'amitié qui amena le ministère des affaires étrangères à envoyer Hans Frank évaluer la situation. La visite de Frank à Rome fut suivie par le voyage de Ciano à Berlin. Ciano apportait avec ses affaires deux documents qui étaient tombés entre les mains de Mussolini. Lorsque Ciano montra à Hitler un télégramme envoyé par Sir Eric Phipps au *Foreign Office* britannique, au sein duquel le gouvernement allemand était critiqué comme faisant partie des « dangereux aventuriers, » Hitler fut pris de rage, comme attendu. Il se mit à désirer un pacte avec l'Italie contre les « créatures ineptes » qui formulaient la politique étrangère britannique.⁶⁰

Aux États-Unis, le pacte Hitler-Mussolini ne suscita que peu de commentaires. Le *Baltimore Sun* craignait que l'« entente » entre Ciano et Hitler pût avoir « une signification profonde car elle révèle que les deux dictateurs fascistes sont tombés d'accord sur un plan d'action commun dans leurs relations diplomatiques à venir avec les autres puissances d'Eu-

57. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 3 septembre 1936. 740.00/59, *Confidential file*, MS, Department of State.

58. Elizabeth Wiskemann, *The Rome-Berlin Axis* (New York, 1949), pp. 57-65.

59. De Witt C. Poole, « Light on Nazi Foreign Policy, » *Foreign Affairs*, XXV (1946), 130-54.

60. Wiskemann, op. cit., pp. 66-67.

rope occidentale. »⁶¹ Le *Richmond Times-Dispatch* considérait ce pacte comme un présage « extrêmement funeste » pour l'avenir,⁶² mais le *Christian Science Monitor* espérait que « des ajustements économiques sensés entre ces deux pays pourraient améliorer plutôt que mettre en danger la paix de l'Europe. »⁶³

13.7 Versailles subit une nouvelle attaque

Peu après l'annonce du pacte Hitler-Ciano, Hitler produisit un nouveau séisme dans toute l'Europe en répudiant les clauses du traité de Versailles qui mettaient les importantes voies d'eau allemandes sous le contrôle d'une commission internationale.⁶⁴ La question principale qui tourmentait désormais les esprits aux États-Unis était de savoir s'il allait prochainement attaquer les clauses territoriales dans le pacte dicté de Versailles. Le *Los Angeles Times* craignait qu'une « guerre de revanche à la première opportunité de l'Allemagne est désormais presque inévitable, »⁶⁵ et le *Chicago Daily News* était profondément préoccupé par les effets de la dénonciation nazie d'importants traités.⁶⁶ Le *Springfield Republican* exprima un point de vue très différent. Les signataires du traité de Versailles auraient dû remédier à la situation il y a longtemps et ainsi prévenir le développement du nationalisme féroce qui « déchirait l'Europe en morceaux très abîmés. »⁶⁷ Le *Providence Journal* pensait que l'ensemble de la difficulté était à imputer aux « politiciens à courte vue » qui avaient produit l'« irréaliste » traité de Versailles.⁶⁸

13.8 L'Allemagne et l'Italie reconnaissent Franco

Lorsque Hitler et Mussolini reconnurent le gouvernement de Franco, le *Portland Morning Oregonian* remarqua que la « situation en Europe est chaque jour plus dangereuse. »⁶⁹ Le *Birmingham News* était inquiet à l'idée que la Russie pût bientôt mener quelque action qui allait découler sur une « guerre générale. »⁷⁰ L'*Atlanta Constitution* adopta une vision plus encourageante : « Il est plus probable que l'alignement renforcé contre le communisme va agir comme puissant dissuasif contre les actions agressives menées par la Russie. »⁷¹

61. 28 octobre 1936.

62. 27 octobre 1936.

63. 27 octobre 1936.

64. *Documents on International Affairs*, 1936, pp. 283-84.

65. 17 novembre 1936.

66. 17 novembre 1936.

67. 17 novembre 1936.

68. 17 novembre 1936.

69. 20 novembre 1936.

70. 19 novembre 1936.

71. 21 novembre 1936.

Le *Rochester Democrat and Chronicle* parvint à extraire un rayon de soleil de la grande lessive grise des nouvelles en provenance d'Europe : « Il existe trop de points de rivalité entre l'Italie et l'Allemagne pour qu'une véritable alliance militaire puisse s'installer entre elles. Ces deux pays ne peuvent pas s'entendre sans coopération de la France et de la Grande-Bretagne. Cependant, ensemble, ils peuvent contribuer à établir un pacte à quatre puissances qui servira les intérêts de tous. » ⁷²

13.9 Le pacte anti-Komintern germano-japonais, 25 novembre 1936

Le *Baltimore Sun* se préoccupait fortement des implications du pacte anti-Komintern : « Il ne sert à rien de nier que la plupart des puissances mondiales se précipitent pêle-mêle vers la guerre. » ⁷³ Le *Cleveland Plain Dealer* craignait que le pacte pût devenir « le morceau d'ouverture de la prochaine guerre. » ⁷⁴

Le *Des Moines Register* estimait que le nouveau traité germano-japonais constituait une menace distincte à la position historique des États-Unis en Extrême-Orient : « Allons-nous abandonner telle quelle l'ensemble de notre ligne politique fondamentale à la rive lointaine du Pacifique, ou allons-nous... continuer de jouer l'équilibre du jeu de pouvoir dans le Pacifique lointain ? » ⁷⁵

La presse d'affaires ne trouva que peu de commentaires à émettre au sujet de cet accord entre l'Allemagne et le Japon, mais *Barron's* estimait que son dessein était évident : « Alors que l'entente germano-japonaise vise le communisme et n'a ostensiblement rien à faire avec la Russie soviétique en tant que pays, le masque est si mince qu'il en est presque délibérément transparent. En réalité, ces pays affirment aux gauchistes espagnols et au monde : "Nous montrons désormais notre force. Si quelque pays désire interférer avec nos projets, ce pays doit en tirer les conséquences !" » ⁷⁶

13.10 L'Europe essaye de remplacer Locarno

La montée de la force militaire allemande au travers de la création d'accords avec l'Italie et le Japon soulevait des préoccupations importantes dans l'esprit de nombreux dirigeants européens. Georges Bonnet eut une conversation avec l'ambassadeur Bullitt au cours de laquelle il souligna

72. 20 novembre 1936.

73. 19 novembre 1936. Le pacte anti-Komintern était un accord consultatif en référence aux mesures pouvant s'avérer nécessaire comme protection face aux intrigues de la Troisième Internationale Communiste.. Toynbee, op. cit., pp. 384ff.

74. 23 novembre 1936.

75. 27 novembre 1936.

76. 23 novembre 1936.

l'importance d'une « réconciliation entre la France et l'Allemagne. » Il estimait qu'une tentative devait être menée pour atteindre cet objectif, mais était certain que la « bénédiction des États-Unis serait nécessaire. » Bullitt s'empressa de lui assurer que toute tentative de « parvenir à une telle réconciliation aurait l'entière bénédiction des États-Unis. »

Plus tard, dans l'après-midi, l'ambassadeur d'Allemagne se présenta à l'ambassade étasunienne à Paris et confia à Bullitt qu'il avait reçu pour instruction de la part de Ribbentrop de discuter du sujet de parvenir à une « entente totale » entre la France et l'Allemagne. Son gouvernement « désirait ardemment » une telle entente, et aurait voulu savoir si Bullitt pourrait proposer des actions menant à cet objectif. Bullitt assura à l'ambassadeur que le gouvernement français « désirait intensément parvenir à une entente avec l'Allemagne. » La meilleure manière d'assurer cet objectif serait « au travers de conversations discrètes » entre les représentants des deux pays. L'ambassadeur affirma ensuite qu'il avait

*initié des conversations de cette nature en amenant Schacht à Paris ; que la conversation entre Schacht et Blum avait été des plus prometteuses, mais que les Français avaient devisé avec les Britanniques, et par suite de l'opposition de ces derniers n'avaient pas suivi l'initiative de Schacht. Il indiqua ensuite que l'Angleterre, l'Union soviétique et l'Italie étaient toutes opposées à une réconciliation franco-allemande et que les États-Unis étaient la seule Grande Puissance du monde occidental à considérer une telle réconciliation avec un œil favorable. Je lui ai affirmé que notre gouvernement serait certainement favorable à une telle réconciliation... Je lui ai demandé quelle serait l'attitude du gouvernement allemand si Delbos lui disait que la France aurait aimé entrer dans une telle négociation globale. Il a répondu que le gouvernement allemand y répondrait avec enthousiasme.*⁷⁷

Au cours de la même après-midi, Bonnet discuta avec Bullitt de la possibilité de « créer une étroite collaboration entre la France, l'Angleterre et les États-Unis. » Les trois grandes démocraties devaient commencer par convenir d'un plan amenant à la paix mondiale, puis le proposer à l'Allemagne. Si l'on ne pouvait convaincre l'Allemagne que les grandes démocraties se tenaient au coude à coude, elle n'oserait pas attaquer au cours des dix-huit mois à suivre. Bullitt informa carrément Bonnet qu'il pensait qu'il n'y

avait pas la moindre chance pour que les États-Unis y prennent part. Je lui ai expliqué que pendant que nous nous intéressions profondément et sincèrement à la préservation de la paix, non

77. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 16 décembre 1936. 751.62/380, *Confidential file*, MS, Department of State.

*seulement dans l'hémisphère occidental, mais aussi en Europe et en Extrême-Orient, il restait certaines limites absolues au-delà desquelles nous ne pourrions pas aller. Lui et les autres dirigeants français devaient comprendre que les États-Unis n'envoyeraient plus d'armée, de vaisseaux de guerre ni d'argent pour soutenir la France et l'Angleterre. Il devait également comprendre que nous ne nous impliquerions pas dans les difficultés politiques de l'Europe.*⁷⁸

Mais en dépit des paroles brutales de Bullitt, les dirigeants français continuaient de lui présenter « diverses variantes d'un plan pour le règlement des difficultés en Europe. » De grandes corporations internationales devaient être établies « avec des capitaux provenant principalement d'Angleterre, de France et des États-Unis, mais avec un conseil d'administration où seraient représentées toutes les nations prépondérantes dans le monde. » Ces corporations constitueraient des chambres de compensation pour l'échange de matières premières destinées aux biens manufacturés. Couplée à cette proposition, qui était « conçue principalement pour soulager l'Allemagne de ses difficultés économiques présentes, il y aurait une proposition pour la limitation des armements. » Les dirigeants français espéraient que le président Roosevelt allait « prendre la direction pour réaliser une proposition de cette nature. »⁷⁹

Quoique Bullitt eût averti le ministère français des affaires étrangères que le président ne prendrait pas l'initiative de rechercher une formule pouvant assurer la paix de l'Europe, il restait de l'espoir à Paris que les États-Unis pourraient abandonner leur politique d'isolement et assumer la charge de dirigeant. Le Dr. Schacht tint une conversation importante avec l'ambassadeur Davies, qui traversait Berlin en route vers Moscou. Il affirma que la « situation actuelle du peuple allemand était intolérable » et qu'il avait été autorisé à soumettre à l'Angleterre et à la France des propositions significatives pouvant sauver la situation.⁸⁰ Il avait trouvé le premier ministre Blum « étonnamment sympathique, » mais l'Angleterre avec « catégoriquement rejeté » les propositions et avait même refusé de mener des discussions informelles sur le sujet. Schacht pensait que la seule

78. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 16 décembre 1936. 800.51 W89 France/1065, *Confidential file*, MS, Department of State.

79. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 12 janvier 1937. 751.62/386, *Confidential file*, MS, Department of State.

80. Ces propositions étaient :

1. Un projet pour garantir la paix en Europe ;
2. Une garantie des frontières européennes internationales en place ;
3. Un projet de réduction des armements ;
4. L'établissement d'une nouvelle Société des Nations opérationnelle ;
5. La cession à l'Allemagne de colonies qui lui prodigueraient un débouché pour ses surplus de population et constitueraient une source de denrées alimentaires, de graisses et de matières premières.

sortie de l'impasse possible était que le président Roosevelt convoquât une conférence internationale visant à discuter de l'abolition des nombreuses barrières sur le commerce mondial.⁸¹

Davies était un peu plus encourageant que Bullitt. Il affirma à Schacht que le président ne serait pas disposé à « se laisser empêtrer dans ces affaires, sauf s'il existait quelque assurance de réussite. » Dans l'intervalle, il serait sage que les dirigeants allemands pondérassent l'esprit agressif qui s'était fait si manifeste dans les discours récents de Nuremberg.

Pendant qu'à Berlin Schacht sortait les antennes de la paix, Blum en faisait autant à Paris. Il affirma à Bullitt que l'ambassadeur de France venait de rapporter une « conversation des plus plaisantes » avec le ministre allemand des affaires étrangères, qui avait été abondant « dans ses affirmations que l'Allemagne ne désirait rien d'autre que la paix. » Blum s'accordait sur l'opinion de von Neurath, selon qui toute « véritable conciliation entre la France et l'Allemagne doit être précédée par un règlement du conflit espagnol. » Une fois cela réalisé, des conversations pourraient être tenues en vue d'« explorer les possibilités » de coopération économique à grande échelle.⁸²

Il apparaissait que Blum était favorable à des concessions concrètes accordées à l'Allemagne, dans l'espoir de bâtir une entente entre la France et le gouvernement nazi. Ce penchant vers l'apaisement connut une fin brutale lorsqu'Anthony Eden rendit visite à Paris afin de donner à Blum des conseils brutaux.⁸³

Le 19 janvier, Eden prononça un discours à la chambre des Communes, soutenant l'opinion selon laquelle « collaboration économique et apaisement politique doivent aller main dans la main. » Il fit ensuite référence à l'Allemagne comme nation qui avait « exalté la race et le nationalisme selon un credo pratiqué avec la même ferveur que celle avec laquelle il est prêché. Et le monde demande... où ces doctrines vont conduire l'Allemagne, où elles vont tous nous amener ? »⁸⁴

Le 24 janvier, le premier ministre Blum, dans un discours prononcé à Lyon, rappella la thèse britannique selon laquelle la paix en Europe était indivisible. On ne pouvait la préserver par une suite de traités bilatéraux. Aucun « engagement limité à la France ne suffirait à garantir la sécurité de la France. »⁸⁵

81. De l'ambassadeur Davies au secrétaire Hull et au président Roosevelt, Moscou, 20 janvier 1937. 740.00/100, *Confidential file*, MS, Department of State.

82. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 20 janvier 1937. 740.00/99, *Confidential file*, MS, Department of State.

83. Du représentant Wilson au secrétaire Hull, Genève, 25 janvier 1937. 740.00/104, *Confidential file*, MS, Department of State.

84. Toynbee, op. cit., p. 30.

85. Ibid., p. 31.

13.11 Les réponses douces produites par Hitler provoquent de nouveaux espoirs en Europe

Le 30 janvier 1937, le chancelier Hitler apporta sa réponse aux discours d'Eden et de Blum. Il commença par dénoncer les clauses de « culpabilité de guerre » du traité de Versailles. Puis il exprima un désir de coopération avec les autres nations, et cita pour preuve de cette affirmation les accords conclus par l'Allemagne avec l'Autriche, l'Italie, le Japon et la Pologne. Des assurances furent prodiguées pour que fût garantie la neutralité de la Belgique et de la Hollande. Il affirma une fois de plus que le gouvernement nazi n'avait aucune querelle avec la France. Ses griffes n'étaient affûtées qu'à destination d'une seule nation — la Russie soviétique. À cet égard, il fit référence au caractère insoutenable de la thèse britannique selon laquelle la paix européenne était indivisible. De fait, l'Europe était divisée en deux camps, et cette division avait été apportée par la proclamation de la doctrine bolchevique, dont le principal trait consistait à s'imposer à tous les peuples.⁸⁶ La paix ne pouvait être préservée qu'en se préparant face à la menace Rouge.

Aux États-Unis, la moitié des journaux environ reçut les mots de Hitler avec soupçons vis-à-vis de ses motivations sous-jacentes. L'*Omaha World-Herald* ne voyait aucune promesse de paix dans le discours du 30 janvier : « L'Europe doit attendre des assurances plus pacifiques de la part du dirigeant de l'Allemagne. »⁸⁷ Le *Rochester Democrat and Chronicle* estimait que les « conditions sur la base desquelles Hitler allait traiter avec les autres nations sont impossibles, sauf si le monde désire ramener la civilisation en arrière de mille ans. »⁸⁸ Le *Memphis Commercial Appeal* était certain que l'attaque de Hitler contre la Russie avait pour dessein d'« attiser en France l'opposition conservatrice et paysanne contre le gouvernement rose et rouge de Blum. »⁸⁹ Le *San Francisco Chronicle* attaqua Hitler comme « toujours pas régénéré. » Il avait « proposé de rallier toute forme de mouvement de paix en Europe laissant la Russie en dehors. Jusque-là, en vain. Il ne peut y avoir de paix en Europe, sauf à y inclure tout le monde. »⁹⁰

Certains journaux étasuniens considéraient Hitler comme un héraut de la paix. Le *Boston Evening Transcript* voyait le discours du 30 janvier comme « rassurant. » Ce que le « Führer a dit était d'un ton conciliant. »⁹¹ Le *St. Louis Post-Dispatch* insista sur l'idée que c'était un « Hitler ai-

86. *The Speeches of Adolf Hitler*, ed. and tr. Norman H. Baynes (London, 1942), II, 1334-47.

87. 3 février 1937.

88. 2 février 1937.

89. 2 février 1937.

90. 1^{er} février 1937.

91. 1^{er} février 1937.

mable que le Reichstag avait écouté, »⁹² cependant que le *Des Moines Register* attirait l'attention de ses lecteurs sur son « ton conciliant dans l'ensemble. »⁹³ Le *Brooklyn Daily Eagle* produisit des commentaires semblables : « Il [Hitler] s'est montré étonnamment conciliant sur l'ensemble de ces sujets qui pourraient ajouter aux tensions en Europe. »⁹⁴

À Londres, Louis Einstein estimait que le discours de Hitler était « principalement conçu en vue d'influencer l'opinion britannique pour qu'elle se fit plus patiente vis-à-vis de la future expansion allemande vers l'Est. »⁹⁵ À Paris, le premier ministre Blum affirma à Bullitt qu'il avait entendu de la part de l'ambassadeur de France à Berlin que Hitler avait préparé son discours sous l'influence de Neurath et Schacht, mais que Goering, à son retour d'Italie, avait persuadé le Führer « de le rendre beaucoup moins positif et conciliant que le premier jet. »⁹⁶ À Berne, Hugh Wilson pensait voir dans le discours de Hitler quelque élément d'une « lente évolution en faveur d'une meilleure compréhension avec ses voisins. Ceci peut finir par rendre possible un point de rencontre bien que je ne pense pas que ce point de rencontre soit atteint pour l'instant, eu égard aux limitations d'armements, de la coopération économique ou des aspirations coloniales. »⁹⁷

Il était évident aux yeux de l'ambassadeur Davies que le gouvernement soviétique était préoccupé par les effets du discours de Hitler sur les gouvernements britannique et français. Litvinov se plaignit à Davies qu'il « ne parvenait pas à comprendre pourquoi l'Angleterre et la France pratiquaient sans arrêt des ouvertures envers Hitler... La politique de Hitler restait celle qu'il avait décrite dans son livre, *Mein Kampf*, et il continuait d'être dominé par un désir de conquête. » Après avoir écouté les remarques acides de Litvinov, Davies eut l'impression que le ministère russe des affaires étrangères nourrissait « des appréhensions, de crainte que pût émerger quelque composition des différences entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. »⁹⁸

13.12 La France espère un soutien des États-Unis

Le ministère français des affaires étrangères estimait que cette crainte russe de voir la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne composer avec

92. 1^{er} février 1937.

93. 31 janvier 1937.

94. 31 janvier 1937.

95. De Louis Einstein au secrétaire Hull, Londres, 2 février 1937. 862.002 Hitler/88, MS, Department of State.

96. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 3 février 1937. 751.62/398, *Confidential file*, MS, Department of State.

97. Du représentant Wilson au secrétaire Hull, Berne, 4 février 1937. 740.00/115, *Confidential file*, MS, Department of State.

98. De l'ambassadeur Davies au secrétaire Hull, Moscou, 5 février 1937. 740.00/114, *Confidential file*, MS, Department of State.

toutes leurs difficultés pourrait se trouver justifiée. Depuis le mois de janvier, le gouvernement nazi avait « assurément instauré une politique plus modérée. » L'ambassadeur de France à Berlin venait de passer le mot selon lequel « Schacht et les hommes d'affaires d'Allemagne ont une fois de plus eu davantage d'influence sur Hitler que les dirigeants du parti nazi. » [Delbos](#), le ministre français des affaires étrangères, pensait que cette information était significative au point d'« envoyer demain les experts du ministère du commerce à Berlin pour conduire les négociations en vue du renouvellement du traité de commerce franco-allemand. Il leur avait donné l'ordre d'agir avec la plus grande libéralité. »

Une barrière importante à un accord franco-allemand était l'opposition du *Foreign Office* britannique. Delbos était certain qu'Eden était un « bon Européen, et apprécierait véritablement de voir la France et l'Allemagne se rapprocher. Cependant, malheureusement, Eden ne contrôlait souvent pas la politique étrangère britannique. Il se faisait couper l'herbe sous le pied par les autres membres du cabinet britannique, et même par les dirigeants permanents du *Foreign Office* britannique. Il estimait que les Britanniques pourraient faire semblant de désirer une réconciliation franco-allemande, mais continueraient de poursuivre leur ancienne politique consistant à maintenir la France et l'Allemagne hostiles l'une envers l'autre, sans se mettre en guerre pour autant. »⁹⁹

Ces soupçons nourris par les dirigeants français à l'encontre de la Grande-Bretagne ne s'étendaient pas aux États-Unis. Là-bas, l'ouvrage du ferment radical en France était considéré avec une compréhension sympathique. Le premier ministre Blum confia à Bullitt qu'il désirait prodiguer ses « remerciements les plus profonds » au président Roosevelt pour le soutien qu'il apportait aux « forces de la démocratie en France. » Les États-Unis, seuls parmi les grandes puissances, étaient « authentiquement intéressés par les mêmes politiques » que Blum « essayait de faire percer. » Le gouvernement britannique était conservateur et « désapprouvait fortement » la « politique intérieure » radicale de Blum. Qui plus est, le *Foreign Office* britannique était toujours « réticent à voir la France et l'Allemagne commencer à se rapprocher l'une de l'autre. » Il était évident, selon Blum, que la France comptait fortement sur « la bonne volonté étasunienne pour la préservation de la paix en Europe. »¹⁰⁰

Faisant fi de la force des admonestations de Bullitt envers les dirigeants français à ne pas s'attendre à une assistance des États-Unis en cas de guerre européenne, Blum et le ministère des affaires étrangères continuaient de caresser l'espoir que le président Roosevelt allait bientôt mener un rôle actif dans les affaires du monde. Le président était réticent à décevoir ces espoirs.

99. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 20 février 1937. 740.00/117, *Confidential file*, MS, Department of State.

100. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 23 février 1937. 740.00/118, *Confidential file*, MS, Department of State.

Chapitre 14

L'ombre de la dictature commence à peser sur le paysage des États-Unis

14.1 Les dirigeants européens recherchent une formule de paix à tâtons

Lorsque les dirigeants britanniques et français se rendirent compte que le président Roosevelt ne mènerait aucun effort pour désigner un chemin vers la paix, ils se bornèrent à poursuivre leur politique consistant à se laisser entraîner peu à peu vers le bord de la falaise. Eden confia lugubrement à l'ambassadeur Bingham qu'il « ne distinguait que peu de chances pour un pacte de Locarno à l'Ouest dans l'avenir proche, bien qu'il estimât qu'un tel pacte serait nécessaire pour commencer à rétablir les bases de la confiance en Europe. » Le point central de toute la situation européenne était « l'Allemagne. » Le ministère nazi des affaires étrangères continuait de creuser le vieux sujet des colonies, que la Grande-Bretagne et la France avaient espéré enterrer profondément dans les clauses du traité de Versailles. Ribbentrop avait récemment souligné l'importance de concessions à cet égard, mais Eden l'avait abruptement informé que la « position britannique était inchangée. » Cette réponse brusque avait amené Ribbentrop à répliquer que cette nouvelle « serait mal reçue dans son pays, et produirait une forte influence contre toute coopération vers la paix au niveau de l'Allemagne. »¹

Les dirigeants français n'arboraient pas l'attitude calme affectée par Anthony Eden dans cette dérive vers l'abîme, et continuaient d'essayer de contraindre le département d'État à prodiguer une petite assurance de soutien étasunien. Le 18 mars, l'ambassadeur de France à Washington

1. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 11 mars 1937. 740.00/125, *Confidential file*, MS, Department of State.

(Georges Bonnet) eut une longue conversation avec le secrétaire Hull, au cours de laquelle il remarqua qu'il serait heureux de connaître l'existence de projets existant à l'esprit du gouvernement des États-Unis relativement à un règlement pacifique des « principaux problèmes internationaux » qui exigeaient une solution rapide. Hull répondit à cette pression provocatrice en prodiguant ses platitudes habituelles. Le gouvernement des États-Unis « connaissait fort bien les nombreux problèmes de nature internationale qui à de nombreux égards se faisaient de plus en plus graves et dangereux. » Il fallait cependant garder à l'esprit que toute « action définitive et concrète » que le président avait à l'esprit en direction d'une solution à ces problèmes relevait des affaires privées du président, et que le secrétaire d'État ne pouvait pas divulguer la moindre information à ce sujet. L'ambassadeur se sentit fermement remis à sa place, et se contenta de murmurer qu'il allait continuer de rechercher « des opportunités de coopération » avec le département d'État, et la conversation se termina sur les tonalités habituelles d'une conversation diplomatique.²

Mais ces tonalités ne dissimulèrent pas la crainte qui restait toujours présente dans les cœurs britanniques et français eu égard à la puissance croissante de l'Allemagne. À Londres, le *Foreign Office* continuait de considérer le gouvernement nazi comme la « plus grande menace envers la paix européenne. » C'est ce fait qui préparait la Grande-Bretagne à apaiser l'Italie en refusant de mener la moindre action pouvant effectivement bloquer l'intervention italienne dans la guerre civile espagnole.³

Ce facteur espagnol dans l'équation internationale apparaissait comme particulièrement significatif aux yeux d'Anthony Eden, qui informa subitement Norman Davis que la meilleure manière de parvenir à une réponse satisfaisante était que les États-Unis « prennent la direction ou agissent comme médiateur. » Davis répondit sur-le-champ que le président Roosevelt « n'avait aucun désir ni aucune intention de s'ingérer dans la situation politique européenne. » Il aurait été futile de « tenter quoi que ce soit jusqu'à ce que l'Europe se décide à vouloir la paix, et jusqu'à ce que les Britanniques... soient prêts à soutenir toutes les tentatives menées par chacun pour parvenir à un tel résultat. » Le gouvernement britannique devait mener sur-le-champ des actions dans la direction d'une étroite « collaboration économique » avec les États-Unis. Lorsqu'Eden exprima l'opinion selon laquelle Chamberlain désirait parvenir à cet objectif, Davis remarqua sèchement qu'il espérait que les dirigeants britanniques n'allaient pas attendre « jusqu'à avoir raté le bateau. »⁴

Le malaise suscité dans les esprits britanniques et français par la guerre

2. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur de France (Georges Bonnet), 18 mars 1937. 500. A 19/70, MS, Department of State.

3. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 31 mars 1937. 740.00/134, MS, Department of State.

4. De Norman H. Davis au secrétaire Hull, Londres, 10 avril 1937. 740.00/143, *Confidential file*, MS, Department of State.

civile espagnole se trouvait aggravé par les implications sous-jacentes à la situation belge. Les ambassadeurs de Belgique à Londres et à Paris avaient énoncé de manière limpide que leur gouvernement était déterminé « à ne pas laisser son sol devenir le champ de bataille de la prochaine guerre ; à ne permettre qu'aucun soldat allemand, britannique ou français ne posât le pied sur son sol. » Cette position de neutralité avait profondément dérangé le ministère polonais des affaires étrangères, qui informa rapidement la France que l'alliance franco-polonaise était désormais « pratiquement inutile. »

La position de la Tchécoslovaquie fut également affectée négativement par ce changement subit dans la toile de fond diplomatique européenne. Lorsque Bullitt s'enquit auprès de Léger, au ministère des affaires étrangères, au sujet d'une possible aide française aux Tchèques en cas de besoin, il reçut une réponse fantastique, selon laquelle l'armée française « allait traverser la Roumanie et la Yougoslavie. » Dans le même temps, Bullitt apprit d'une autre source que la Russie n'allait pas « soutenir la Tchécoslovaquie en cas d'attaque allemande » sur ce pays.⁵

Pour résumer la situation en Europe, Bullitt remarqua que l'on considérait dans l'ensemble qu'il n'y aurait « probablement pas de guerre avant le printemps prochain, mais que durant cette période l'influence française va diminuer cependant que l'influence allemande va croître en Europe centrale ainsi qu'en Europe de l'Est. »⁶

En compensation de cet accroissement de l'influence allemande sur le continent, certains dirigeants, à l'instar du premier ministre belge van Zeeland, estimaient que la puissance britannique connaissait une croissance constante jusqu'au point où, quelques années plus tard, la Grande-Bretagne serait « très proche de contrôler la tendance des affaires internationales. » Mais les Britanniques reculaient malheureusement pour le moment au sein des murs économiques de leur empire, et soumettaient les autres nations à des barrières douanières croissantes. Par conséquent, van Zeeland avait résolu de se rendre en mission aux États-Unis, dans l'objectif d'amener le président Roosevelt à entreprendre quelque action efficace pour abaisser les barrières qui s'opposaient au commerce mondial. Si les États-Unis pouvaient prendre la tête à cet égard, la Grande-Bretagne serait bien forcée de les suivre.

Bullitt avertit alors van Zeeland que les États-Unis n'allaient consentir à « aucun engagement politique, et qu'il était quasiment inconcevable que les pays européens se vissent autorisés à lancer des emprunts aux États-

5. Bullitt apprit que Coulondre, l'ambassadeur de France à Moscou, ainsi qu'un général français, avaient « tout récemment discuté avec Litvinov et que le général français avait demandé à ce dernier de but en blanc : "Si l'Allemagne attaque la Tchécoslovaquie, allez-vous envoyer du soutien à la Tchécoslovaquie?" Litvinov avait répondu : "Non."... Coulondre affirma qu'à son avis, le "non" était ferme et sincère. »

6. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 22 avril 1937. 740.00/149, *Confidential file*, MS, Department of State.

Unis. » Mais malgré ces admonitions précises émises par Bullitt, van Zeeland continuait d'espérer qu'au cours de plusieurs « conversations en toute franchise » avec le président Roosevelt et le secrétaire Hull, quelque nouvelle avenue ouvrant vers un commerce mondial sans restriction pourrait être tracée.⁷

14.2 La Belgique coupe ses liens avec la Grande-Bretagne et la France

L'annonce faite par le gouvernement belge, selon laquelle il allait suivre une politique de neutralité en cas d'une nouvelle guerre en Europe, eut l'effet d'une bombe dans de nombreux ministères des affaires étrangères. La Tchécoslovaquie, la France et la Pologne entamèrent sur-le-champ une réévaluation de la situation. Le 30 avril, Bullitt déjeuna avec Delbos et Sir Eric Phipps, qui s'était récemment vu transféré de Berlin à Paris. Delbos reconnut franchement que la capacité de la France à « prodiguer une assistance à la Tchécoslovaquie... avait grandement été diminuée par la nouvelle politique de la Belgique. » Pour accorder aux Tchèques un soutien approprié, il allait désormais s'avérer nécessaire que le gouvernement britannique affirme « clairement qu'en cas d'attaque allemande contre la Tchécoslovaquie, » la Grande-Bretagne se hâterait de venir à l'aide de cette dernière sur-le-champ. Le ministère des affaires étrangères tchèque se souvenait avec gratitude de l'affirmation apportée par la Grande-Bretagne selon laquelle elle n'était « pas désintéressée » au sujet du « destin de la Tchécoslovaquie. » Mais Delbos considérait cette affirmation comme « insuffisante, » et il exhorta Phipps à garantir de la part de son gouvernement une « promesse définitive de soutenir la Tchécoslovaquie. » L'ambassadeur britannique répondit rapidement que son gouvernement « ne pouvait pas apporter une telle promesse par avance. » La seule formule sur laquelle la Grande-Bretagne ou la France pouvaient s'appuyer était que les deux puissances allaient « montrer les dents à l'Allemagne, et garder derrière elles la neutralité bienveillante des États-Unis. »⁸

Au cours du même après-midi (du 30 avril), Bullitt eut une conversation intime avec Sir Eric Phipps qui dévoila une hostilité profondément installée à l'encontre de l'Allemagne. Il se montrait particulièrement ennuyé de trouver à Paris des dirigeants pour continuer à penser « qu'il pourrait être possible pour la France de trouver un accord avec l'Allemagne. » Il considérait un tel rapprochement comme « totalement impossible. » Après avoir écouté les remarques âcres émises par Phipps, Bullitt parvint à la conclusion que l'ambassadeur britannique avait reçu pour

7. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 29 avril 1937. 740.00/153, MS, Department of State.

8. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 30 avril 1937. 740.00/156, *Confidential file*, MS, Department of State.

instruction « d'empêcher les Français de tenir des conversations en tête-à-tête avec l'Allemagne ; que la politique de la Grande-Bretagne reste de maintenir divisé le continent européen... et que peu des choses, ou rien, n'est à attendre de la part de la Grande-Bretagne sur la voie d'un soutien à la politique de réduction des barrières au commerce international et au rétablissement de la vie économique du monde. »⁹

Ce refus britannique d'agir concrètement pour assurer le maintien de la structure politique de l'Europe fut très décourageant pour Delbos, le ministre français des affaires étrangères. Il avait suggéré que les gouvernements d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Roumanie et de Yougoslavie « adoptent une attitude plus décidée d'opposition à l'Allemagne, » mais ceux-ci avaient répondu qu'il fallait commencer par assurer une promesse ferme de soutien de la part des Britanniques. Lorsque Phipps avait été sondé à ce sujet, il avait précisé de manière très claire que « la Grande-Bretagne n'allait pas apporter de garanties à la Tchécoslovaquie ou à l'Autriche, sans parler de la Roumanie. » Phipps avait également révélé que la Grande-Bretagne ne ferait rien pour faire réussir la mission qu'avait entreprise van Zeeland aux États-Unis.

Lorsque Delbos demanda si « la Grande-Bretagne était aussi préparée que la France à accorder des concessions à l'Allemagne en matière coloniale, » Sir Eric avait répondu de manière laconique que la France « pourrait faire ce qui lui plaisait, mais la Grande-Bretagne ne cédera pas une once du territoire de l'Empire britannique à l'Allemagne, y compris les territoires sous mandat. »

Au sujet de l'Autriche, Delbos confia à Bullitt que la France ne pouvait offrir aucune promesse d'aide en cas d'invasion. Mussolini avait énoncé « clairement à Schuschnigg qu'il ne ferait rien pour empêcher l'Autriche de tomber dans les mains de l'Allemagne. » Delbos estimait que Schuschnigg résisterait « jusqu'à la fin » contre l'absorption par l'Allemagne, car il savait que le Pape faisait tout son possible non seulement pour soutenir Schuschnigg « contre les Nazis » mais pour l'influencer à maintenir une indépendance de l'Autriche.

Delbos conclut cette conversation sur une assurance à Bullitt que « si l'Allemagne devait attaquer la Tchécoslovaquie, la France déclarerait sur-le-champ la guerre à l'Allemagne, » mais sa voix laissa paraître une telle note d'irrésolution que Bullitt soupçonna qu'après la visite de Delbos à Bruxelles, la « décision du gouvernement français d'entrer en guerre pour le compte de la Tchécoslovaquie peut faiblir. » Il devait apparaître comme évident aux yeux de la plupart des dirigeants que la France « pouvait prendre une position forte uniquement si elle pouvait disposer du soutien absolu de la part de l'Angleterre. »¹⁰

9. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 30 avril 1937. 740.00/158, *Confidential file*, MS, Department of State.

10. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 6 mai 1937. 740.00/164, MS, Department of State.

À la mi-mai, il était évident que la recherche d'un nouvel accord pouvant prendre la place de Locarno s'était avérée tout à fait stérile. Le premier ministre Blum reconnut tristement que le « résultat net de l'ensemble des conversations politiques récentes à Londres et à Paris serait très réduit. » Litvinov avait apporté des assurances que si l'Allemagne devait attaquer la Tchécoslovaquie, et si la France devait entrer en guerre contre l'Allemagne pour défendre les Tchèques, l'Union soviétique « allait faire la guerre à l'Allemagne sur-le-champ. » Mais Bullitt indiqua que l'aide de la Russie ne pouvait pas être très efficace au vu du fait que « les avions et armées soviétiques ne pouvaient pas traverser la Pologne ni la Roumanie. »

Blum reconnut que Hitler disposait de l'« initiative politique sur le continent européen pour le moment, et qu'il ne voyait aucune manière de retirer cette initiative des mains allemandes. » La « seule chance de préserver la paix en Europe » serait de passer par la création d'une entente étroite entre l'Angleterre, la France et la Russie. Lorsque Bullitt exprima l'opinion qu'il ne serait pas facile de convaincre le gouvernement britannique d'entretenir des relations proches avec la Russie soviétique, « surtout au vu des récents et massifs exils et fusillades, » Blum remarqua d'un ton chagrin qu'il n'y avait pas d'alternative. Litvinov lui avait demandé de faire « tout son possible pour entamer un rapprochement entre l'Angleterre et l'Union soviétique, » et au vu des circonstances, il allait œuvrer en ce sens.¹¹

14.3 Le maire La Guardia lance une bombe verbale contre Hitler

Pendant que les dirigeants européens tâtonnaient au milieu du crépuscule qui descendait sur le continent, les relations entre les États-Unis et l'Allemagne furent perturbées par le résultat d'une vitupération du maire La Guardia contre Hitler. Le 3 mars, lors d'une allocution face à la division des femmes de l'*American Jewish Congress*, La Guardia proposa que le *World's Fair* de 1939 à New York héberge un temple dédié à la liberté religieuse : « Mais au sein de ce temple, je ferais aménager une Chambre des Horreurs et comme point culminant j'y ferais figurer ce fanatique en chemise brune qui menace actuellement la paix du monde. »¹²

Joseph Goebbels contra par l'invective de Bowery, suivant un art dont il était passé maître. Après avoir qualifié La Guardia de voyou et de gangster, il lança ensuite un tir de barrage contre l'administration Roosevelt : « On pourrait penser... que la Maison-Blanche... aurait assez de pouvoir pour freiner les procureurs... Il semble, cependant, que les hommes du gouvernement ont peur des armes clandestines de New York, qui obéissent

11. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 10 mai 1937. 740.00/178, *Confidential file*, MS, Department of State.

12. *New York Times*, 4 mars 1937.

au premier coup de sifflet du maître-gangster en chef. Ils laissent le voyou juif proférer ses insanités comme elles viennent à son esprit sale. »¹³

La majorité des journaux étasuniens critiquèrent l'attaque de La Guardia contre Hitler, l'assimilant à un exemple de mauvais goût de la part d'un dirigeant municipal d'importance. Le *Milwaukee Journal* estimait que « tout sentiment décent au sein de la nation » allait regretter les mots prononcés par le maire.¹⁴ Le *Brooklyn Daily Eagle* condamnait l'éruption du maire comme affichage d'un « mauvais goût atroce » ;¹⁵ le *Detroit Free Press* la considérait comme « un exemple misérable de mauvaises manières, »¹⁶ cependant que le *Rochester Democrat and Chronicle* désapprouvait l'effusion du maire, qualifiée d'« idiote et malvenue. »¹⁷

Mais on trouvait certains journaux et périodiques pour soutenir ce maire exubérant. Aux yeux du *New Republic*, les paroles du maire étaient l'« expression d'[une] opinion honnête et indignée. »¹⁸ Le *New York Daily News* était en accord avec la « critique générale de Hitler livrée par le maire, »¹⁹ et le *Boise Idaho Daily Statesman* partageait ce sentiment « sans demander pardon. »²⁰ La plume caustique de [Westbrook Pegler](#) s'envola rapidement pour manifester son approbation : « En fin de compte, le petit désagrément causé au département d'État par la remarque de La Guardia selon laquelle Hitler a sa place dans la chambre des horreurs en valait sans doute la peine. »²¹

14.4 Le secrétaire Hull regrette l'action de La Guardia

Le 4 mars, le conseiller de l'ambassade d'Allemagne présenta au département d'État une protestation contre l'attaque verbale proférée par le maire La Guardia contre Hitler. M. Dunn, chef de la division des affaires d'Europe de l'Ouest, prodigua au conseiller l'assurance qu'il n'avait aucun doute sur le fait que le « secrétaire Hull considérait comme très malheureux qu'un dirigeant d'une ville pût s'exprimer selon des termes pouvant offenser un gouvernement étranger. » Outre cette assurance, Dunn affirma que le secrétaire allait également « suivre cette affaire selon toutes les manières à sa portée, dans la limite du manque d'autorité qui existait ici pour

13. *Newsweek*, 13 mars 1937, p. 16.

14. 5 mars 1937.

15. 6 mars 1937.

16. 7 mars 1937.

17. 6 mars 1937.

18. 17 mars 1937.

19. 6 mars 1937.

20. 6 mars 1937.

21. *Chicago Daily News*, 6 mars 1937.

réprimer ou contrôler toute libre expression d'une opinion. »²²

Le 5 mars, le secrétaire Hull fit une déclaration en référence aux remarques de *La Guardia*. Après avoir rappelé le droit à la liberté d'expression, le secrétaire remarqua que ce fait ne « diminuait [pas] le regret du gouvernement lorsque des paroles, prononcées par de simples citoyens ou des dirigeants publics s'exprimant à titre individuel pouvaient offenser un gouvernement avec lequel nous entretenons des relations officielles. Je désapprouve très sincèrement les paroles qui ont en cette occurrence offensé le gouvernement allemand. »²³

En Allemagne, les remarques caustiques du maire déclenchèrent un flot d'insultes dirigées non seulement vers *La Guardia* mais contre les États-Unis. L'ambassadeur Dodd fut très surpris par les « termes selon lesquels l'attaque fut lancée, » mais nota également que le ministère des affaires étrangères tint une conférence avec le ministère de la propagande « dans le but de museler *l'Angriff* sur sa publicité étasunienne. »²⁴

Après avoir reçu la dépêche de Dodd, le secrétaire Hull donna pour instruction à l'ambassadeur d'émettre une protestation formelle contre le « caractère grossier et tout à fait indécent » des attaques lancées dans la presse allemande sur « la féminité et les institutions étasuniennes. » Il ne pouvait exister de « provocation humaine pouvant justifier un tel langage. »²⁵ Dodd essaya sur-le-champ d'obtenir une interview avec von Neurath, qui l'informa avoir déjà discuté du sujet avec Goebbels, qui avait réprimandé l'éditeur de *l'Angriff*. Lorsque Dodd insista, Neurath ajouta qu'il ne « pouvait pas affirmer qu'un autre journal avait été réprimandé ou qu'une rétractation avait été publiée. » Sans exprimer de regrets formels, « l'attitude de Neurath a été clairement compréhensive et sympathique. »²⁶

Mais l'attitude compréhensive de von Neurath changea du tout au tout lorsque le maire *La Guardia*, au soir du 15 mars, lança une nouvelle attaque contre le chancelier Hitler. Deux jours après, l'ambassadeur d'Allemagne se présenta au département d'État et demanda que le secrétaire Hull présentât des « excuses fermes et définitives » pour ce nouvel éclat, et « renouvelât des regrets spéciaux. » Hull commença par remarquer que le maire de New York dénonçait Hitler dans l'objectif de s'attirer un capital politique pour faciliter sa campagne de réélection. Ce capital pro-

22. Mémoire d'une conversation entre M. James C. Dunn, chef de la division des affaires d'Europe de l'Ouest et M. Thomsen, conseiller de l'ambassade d'Allemagne, 4 mars 1937. 862.002 Hitler/107, MS, Department of State.

23. Déclaration du secrétaire Hull, 5 mars 1937. 862.002 Hitler/101, MS, Department of State.

24. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 8 mars 1937. 862.002 Hitler/116, MS, Department of State.

25. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Dodd, 10 mars 1937. 862.002 Hitler/102, MS, Department of State.

26. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 12 mars 1937. 862.002 Hitler/104, MS, Department of State.

mettait de croître très fortement si le gouvernement allemand continuait de s'offusquer formellement des propos insultants du maire. Il assura à l'ambassadeur que le président était « profondément désireux de préserver des relations convenables entre nos pays et gouvernements, mais qu'une situation impossible se présentait lorsque le gouvernement allemand prenait au sérieux chaque parole douteuse des hommes politiques et autres personnages de ce pays, qui n'étaient pas sous le contrôle du gouvernement fédéral. » L'ambassadeur parut satisfait de cette explication du secrétaire Hull, et affirma qu'il allait faire « vraiment de son mieux » pour amener son gouvernement à considérer la situation de manière compréhensive.²⁷

L'ambassadeur Luther parut réussir à persuader le ministère des affaires étrangères à ignorer les remarques insultantes du maire La Guardia, même si, le 18 mars, Dieckhoff demanda à Dodd s'il pouvait « recommander que le président ou le secrétaire d'État mettent fin aux discours du maire sur l'Allemagne et sur le chancelier. »²⁸ Il était difficile pour le gouvernement nazi d'apprécier le fait que le gouvernement fédéral des États-Unis ne dispose que de pouvoirs tout à fait limités.

14.5 Le cardinal Mundelein crée des tensions entre le Vatican et l'Allemagne

Les derniers échos de l'incident La Guardia s'estompaient lentement lorsque des remarques critiques énoncées par le cardinal [Mundelein](#) sur Hitler déclenchèrent un tel tonnerre d'indignations en Allemagne que les relations entre le Vatican et le gouvernement nazi s'en trouvèrent sérieusement dégradées. Le 18 mai 1937, lors d'une rencontre du clergé catholique de l'archidiocèse de Chicago, le cardinal Mundelein présenta la situation en Allemagne, puis fit allusion à Hitler selon les termes qui suivent : « Vous allez peut-être vous demander comment une nation de 60 millions de personnes intelligentes peuvent se soumettre dans la crainte et la servitude à un étranger, un peintre-tapissier autrichien, et pas des meilleurs, flanqué de quelques associés tels que Goebbels et Goering, qui imposent chacune des actions de la vie du peuple. »²⁹

À Washington, l'ambassadeur Dieckhoff se retenait de présenter une protestation formelle face à ces remarques, car le cardinal occupait un bureau qui n'avait « aucun lien avec le gouvernement des États-Unis » et était par conséquent considéré « comme un particulier. » Mais l'ambassadeur envoya Herr Thomsen, conseiller de l'ambassade, au département d'État pour protester informellement contre les critiques acerbes du car-

27. Conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur Luther, 17 mars 1937. 862.002 Hitler/122, MS, Department of State.

28. De l'ambassadeur Dodd au secrétaire Hull, Berlin, 18 mars 1937. 862.002 Hitler/113, MS, Department of State.

29. *New York Times*, 19 mai 1937.

dinal. Thomsen discuta du sujet avec M. Dunn, chef de la division des affaires d'Europe de l'Ouest, et tenta de faire ressentir à M. Dunn les effets malheureux du débordement du cardinal sur les relations germano-étasuniennes.³⁰

Bien que le gouvernement nazi se retînt de formuler une protestation formelle contre les mots mordants de Mundelein, il déplaça immédiatement l'attaque sur un autre registre. L'ambassadeur d'Allemagne à Rome reçut pour instruction de discuter du sujet avec le secrétaire d'État du Pape. C'était Rome, et non Washington, qu'il fallait tenir pour responsable de l'attaque verbale lancée par le cardinal.

Le cardinal secrétaire d'État ne fut pas grandement gêné par ce barrage allemand. Dans sa réponse soigneusement froide, il commençait par noter qu'il n'avait pas pour habitude de commenter les discours jusqu'à disposer du « texte absolument correct » du discours en question. Après cette pression, il posa ses propres questions très pertinentes : « Qu'a fait le gouvernement allemand, et que compte-t-il faire à l'avenir contre la calomnie et la médisance perfides, contre les diffamations scandaleuses dirigées contre les églises, les institutions ecclésiastiques, le Pape, les cardinaux, les prêtres, etc., qui apparaissent... dans les journaux allemands et dans les discours de personnages de premier plan ? »³¹

Une fois remis de sa stupéfaction face à une réponse aussi acide, le secrétaire allemand aux affaires étrangères donna pour instruction à son ambassadeur à Rome d'informer le cardinal secrétaire d'État que la « conduite inattendue et incompréhensible » du Saint-Siège dans cette affaire avait « éliminé les conditions nécessaires pour un état normal de relations entre le gouvernement allemand et la Curie. La pleine responsabilité de ce développement incombe uniquement à la Curie. »³²

Le bureau allemand des affaires étrangères attendit un changement dans l'attitude de la Curie, et le 9 juin, le chargé d'affaires à Rome rapporta que l'on distinguait une « certaine tendance vers la conciliation » dans les cercles du Vatican. *Avenir d'Italia* avait fait paraître un article écrit par un prêtre jésuite bien en vue, le père Yves de la Brière, qui avait qualifié les mots utilisés par le cardinal Mundelein comme « quelque peu violents, et manquant de finesse diplomatique. »³³

Le 24 juin, le cardinal secrétaire d'État adressa une longue note à l'ambassade d'Allemagne à Rome. Le Saint-Siège avait désormais reçu le

30. De l'ambassadeur Dieckhoff au ministère allemand des affaires étrangères, Washington, 21 mai 1937. Documents on Germany Foreign Policy, 1918-1945, Series D (Washington, 1949). 969-70.

31. De l'ambassadeur d'Allemagne au Saint-Siège (Bergen) au ministre allemand des affaires étrangères, Rome, 25 mai 1937. Ibid., pp. 970-72.

32. Du ministère allemand des affaires étrangères à l'ambassade d'Allemagne au Saint-Siège, Berlin, 27 mai 1937. Ibid., pp. 973-74.

33. Du chargé d'affaires de l'ambassade d'Allemagne au Saint-Siège au ministère allemand des affaires étrangères, Rome, 9 juin 1937. Ibid., p. 975.

« texte intégral » des remarques de Mundelein et se trouvait par conséquent en mesure de les commenter. En premier chef, il fallait se souvenir que l'ambassadeur d'Allemagne à Washington avait présenté une protestation au département d'État, et s'était satisfait qu'aucune réponse formelle ne fût produite suite à cette protestation. Ce silence officiel de la part du département d'État n'avait pas affecté négativement les relations germano-étasuniennes. Apparemment, il en allait tout à fait différemment des relations entre le Vatican et le gouvernement allemand. Lorsque le Saint-Siège n'avait pas répondu formellement à une note de protestation allemande, le silence avait pour le coup amené à la production d'une seconde note allemande affirmant que l'inaction papale avait « éliminé les conditions nécessaires à un état normal des relations entre le gouvernement allemand et la Curie. » L'application d'un tel « deux poids, deux mesures » était plus qu'« inhabituel. » Cela était particulièrement vrai au vu du fait que le cardinal Mundelein était un citoyen étasunien « qui faisait usage du droit que lui garantit la Constitution de son pays à exprimer des opinions librement dans la sphère des faits connus publiquement. » Il fallait également conserver à l'esprit que les remarques du cardinal avaient été prononcées sur l'hypothèse qu'elles n'étaient pas « destinées au public. » Leur publication n'était « pas conforme à ses intentions. » Quoique le cardinal de Chicago, en tant qu'évêque, fût sous l'« autorité du Saint-Siège, » il n'était pas « un dirigeant du Saint-Siège tel qu'un nonce. » Le « Saint-Siège lui-même ainsi que ses représentants » restaient toujours attentifs à « observer la ligne séparant les controverses objectives et celles teintées de facteurs personnels. » ³⁴

Cette note produite par le cardinal Pacelli ne satisfait guère l'ambassadeur d'Allemagne au Saint-Siège, qui nota quatre jours plus tard que l'humeur du secrétaire d'État papal était « plus irritée que jamais. » ³⁵

Cette irritation atteignit bientôt l'ambassadeur lui-même lorsque le 17 juillet, le Pape Pie XI reçut un groupe de Catholiques étasuniens en provenance de Chicago. À cette occasion, Sa Sainteté prononça des mots élogieux à destination du cardinal Mundelein, qui était tellement « soucieux et fervent dans la défense des droits de Dieu et de l'Église, ainsi que pour le salut des âmes. » ³⁶

Le cardinal Pacelli essaya d'assurer à l'ambassadeur d'Allemagne que les mots d'éloges du Pape envers le cardinal Mundelein ne portaient aucune implication d'approbation au sujet des remarques critiques du cardinal sur

34. Du secrétaire d'État papal (Pacelli) à l'ambassade d'Allemagne au Saint-Siège, Vatican, 24 juin 1937. Ibid., pp. 976-81.

35. De l'Ambassadeur d'Allemagne au Saint-Siège au conseiller Dumont du ministère allemand des affaires étrangères, Rome, 7 juillet 1937. Ibid., p. 988.

36. De l'ambassadeur d'Allemagne au Saint-Siège (Bergen) au ministère allemand des affaires étrangères, Rome, 20 juillet 1937. Ibid., p. 989.

Hitler,³⁷ mais le représentant du Reich et de la Prusse pour les affaires ecclésiastiques ne fut guère impressionné par cette explication. Il suggéra au ministère des affaires étrangères que toute « affaire diplomatique » avec la Curie fût suspendue. Von Neurath n'accepta pas cette suggestion,³⁸ mais opposa son veto à toute idée de rendre visite à Rome pour discuter avec le cardinal Pacelli des difficultés existantes entre l'Église et le gouvernement nazi. Une telle visite devrait être repoussée jusqu'après qu'« un règlement de l'affaire Mundelein satisfaisante pour nous aura été pratiqué par le Saint-Siège. »³⁹

Le Vatican était dans l'impossibilité de régler l'affaire Mundelein d'une manière satisfaisante pour le gouvernement nazi, si bien que le fossé entre Rome et Berlin s'élargit. L'effet de ces frictions sur les Catholiques étasuniens fut clairement décrit par l'ambassadeur Dieckhoff dans une dépêche à destination du bureau des affaires étrangères. Après avoir mentionné les liens étroits entre le Vatican et les Catholiques étasuniens, il remarqua :

*Les Catholiques étasuniens figuraient jadis parmi les Étatsuniens qui comprenaient le mieux l'Allemagne, et nombre d'entre eux sympathisaient jusqu'il y a quatre ans avec l'Allemagne, pour son rôle de champion contre le communisme. Nous ne pouvons pas ignorer le fait regrettable qu'ils sont passés dans le camp ennemi en nombres croissants au cours des quelques années passées.*⁴⁰

14.6 La presse étasunienne critique le bombardement d'Almeria

La presse étasunienne n'était pas très intéressée par l'affaire du cardinal Mundelein, mais elle s'embrasa d'indignation en apprenant qu'Almeria avait été bombardée en représailles du bombardement d'un cuirassé de poche allemand par un avion loyaliste. La destruction partielle de cette petite ville espagnole par une escadrille de navires de guerre allemands souleva de nombreux commentaires acerbes dans la presse périodique et quotidienne.

Le *Providence Journal* était certain que le bombardement d'Almeria avait « amené toute l'Europe, et certes le monde entier, face à l'une des plus graves crises depuis de nombreuses années. »⁴¹ Le *Spokane Spokesman-*

37. De l'ambassadeur d'Allemagne au Saint-Siège (Bergen) au ministère allemand des affaires étrangères, Rome, 23 juillet 1937. Ibid., pp. 990-92.

38. Du ministère des affaires étrangères au représentant du Reich et de la Prusse pour les affaires ecclésiastiques, Berlin, 5 août 1937. Ibid., pp. 995-96.

39. Du ministre allemand des affaires étrangères au représentant du Reich et de la Prusse pour les affaires ecclésiastiques, 13 août 1937. Ibid., p. 998.

40. De l'ambassadeur Dieckhoff au ministère allemand des affaires étrangères, Washington, 22 novembre 1937. Ibid., pp. 646-48.

41. 1^{er} juin 1937.

Review estimait que l'action menée contre Almeria allait « raviver des mémoires hésitantes sur les atrocités commises par les sous-marins allemands lors de la Guerre Mondiale. »⁴² L'*Atlanta Constitution* craignait que l'incident d'Almeria ait « précipité la crise la plus grave en Europe depuis l'avènement de la Guerre Mondiale, »⁴³, cependant que le *Seattle Daily Times* estimait que « seuls des miracles diplomatiques peuvent prévenir une descente à pleine puissance de l'Allemagne et de l'Italie sur l'Espagne. »⁴⁴

De nombreux journaux estimaient que les implications dangereuses de l'incident d'Almeria avaient été exagérées. Le *Richmond Times-Dispatch* exprima l'opinion selon laquelle la crise allait bientôt se calmer : « Aucun gouvernement européen ne veut à présent la guerre. »⁴⁵ Le *Springfield Republican* faisait montre d'espoir : « Les chances semblent indiquer que même à présent, le bord du précipice n'a pas été atteint. »⁴⁶ Le *Kansas City Journal-Post* estimait que si l'Angleterre et la France suivaient une politique parallèle, elles pourraient amener « Hitler à "se montrer gentil" avec l'Espagne. »⁴⁷

Du point de vue des relations germano-étasuniennes, le bombardement d'Almeria était tout à fait malheureux, car il convainquit de nombreux Étasuniens que l'Allemagne de Hitler ravivait toutes les pratiques brutales des années précédentes. Le *Los Angeles Times* qualifia l'action allemande de « sauvagerie pure et simple, »⁴⁸ cependant que le *Portland Morning Oregonian* lançait une charge lourde contre la cruauté allemande : « Puisse Dieu avoir pitié d'une génération d'hommes qui s'est engagée, dans la poursuite de la guerre, à faire usage du terrorisme ! Tel est d'évidence l'objectif des collèges de guerre et nautiques de faire des populations civiles les principales victimes de la prochaine guerre générale. »⁴⁹

14.7 Des points de friction sur le front économique

Cette marée montante de méfiance des États-Unis envers l'Allemagne nazie ne fut pas arrêtée par les digues considérables constituées par leurs intérêts économiques communs. Le commerce étranger entre l'Allemagne et les États-Unis était sérieusement affecté par différentes théories sur le commerce international. Conformément aux termes du *Trade Agreements Act* de 1934, le secrétaire Hull poussa un programme qui insistait sur le principe d'égalité de traitement comme base des relations commerciales.

42. 2 juin 1937.

43. 1^{er} juin 1937.

44. 1^{er} juin 1937.

45. 1^{er} juin 1937.

46. 1^{er} juin 1937.

47. 1^{er} juin 1937.

48. 1^{er} juin 1937.

49. 2 juin 1937.

Il insistait sur l'idée que l'égalité ne devait pas être remise en question par l'imposition de la part d'autres nations de contrôles de change, de monopoles gouvernementaux ou de quotas. Il était particulièrement opposé aux accords d'échanges.

En 1934, le président Roosevelt nomma [George N. Peek](#) au poste de conseiller au commerce étranger, et Peek ne perdit pas de temps pour négocier avec l'Allemagne un accord d'échange selon lequel le gouvernement nazi achèterait 800 000 balles de coton étasunien en passant par les infrastructures de l'*ExportImport Bank*. Les paiements de ce coton seraient arrangés afin qu'un quart du prix fût versé en dollars étasuniens, et les trois-quarts en devise allemande, avec un supplément de 22.5 %. Les banques revendraient ces excédents en devise allemande aux importateurs étasuniens de biens allemands, qui pourraient en faire usage pour leurs achats.

Le secrétaire Hull s'opposa avec véhémence à cet accord d'échange, et parvint à s'assurer non seulement de l'empêcher, mais de la fermeture du bureau du conseiller au commerce étranger.⁵⁰ Il va sans dire que cette action porta un coup à tous ceux qui avaient espéré que le développement de liens économiques avec l'Allemagne pourrait déboucher sur de meilleures relations politiques.

Les difficultés de 1934 s'étendirent pour produire de nouvelles frictions en 1936. Selon les termes d'un arbitrage pris par le Procureur Général, le plan allemand de subvention des exportations fut désigné comme pratique commerciale discriminatoire. Le département du Trésor appliqua alors les clauses anti-privileges du *Tariff Act* de 1930 en appliquant des droits compensatoires entre 22 et 56 % sur une douzaine de produits de base importés depuis l'Allemagne. Le gouvernement allemand envoya sur-le-champ un groupe d'experts à Washington pour essayer d'obtenir le retrait de ces droits importants.⁵¹ N'y étant parvenu, il essaya ensuite d'apaiser le département au Trésor en émettant un décret interdisant l'utilisation de l'Aski Mark⁵² et des accords d'échanges dans le commerce germano-étasunien.⁵³

Le département du Trésor refusa de considérer favorablement ces gestes de conciliation. Au lieu de cela, il porta un nouveau coup au commerce germano-étasunien en donnant pour instruction aux dirigeants consulaires étasuniens en Allemagne d'exiger que chaque facture de biens allemands exportés fût accompagnée de déclarations complètes de « tous bénéfices ou privilèges, y compris les marquages sujets à des échanges spéciaux » qui avaient été accordés au transporteur par son gouvernement. Selon la loi allemande, révéler des secrets d'affaires à des étrangers était strictement

50. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 370-74.

51. *New York Times*, 6, 7 et 12 juillet 1936.

52. *Aski désigne* Auslander Sonderkonten für Inlandszahlung, un compte séparé pour le paiement intérieur des pays étrangers, Ndt

53. *Ibid.*, 4 août 1936.

interdit, si bien que la nouvelle régulation émise par le département du Trésor fut très efficace pour faire baisser le volume du commerce entre le Reich et les États-Unis.⁵⁴

Le 13 août, le gouvernement allemand annonça que les subventions sur les exportations à destination des États-Unis allaient prendre fin. Le département du Trésor répondit prudemment que les droits compensatoires seraient révoqués une fois que des assurances auraient été reçues que les exportations allemandes ne recevaient véritablement aucune stimulation artificielle.⁵⁵ Pour maintenir le petit volume d'échange qui se poursuivait malgré tous ces obstacles, la *Continental Export and Import Company* fut établie pour tenir lieu de chambre de compensation aux échanges commerciaux germano-étasuniens. Les exportateurs de matières premières étasuniennes furent mis en contact avec les importateurs de marchandises allemandes, et un équilibre fut trouvé entre les débits et crédits respectifs. Il s'agissait d'un mécanisme commercial reposant sur de frêles béquilles, qui présentait la possibilité de vaciller à tout moment.⁵⁶

14.8 Le département d'État autorise la participation à la convention du parti nazi

En 1937, l'ambassadeur Dodd était déterminé à s'en tenir à son habitude de refuser de participer à la fête du parti nazi à Nuremberg. Pour assurer sa non-participation, il fit un voyage spécial aux États-Unis, en s'attendant à y rester plusieurs mois. Peu après son départ de Berlin, l'ambassadeur de France se présenta pour rencontrer M. Mayer, le chargé d'affaires étasunien. Il informa franchement M. Mayer qu'il apparaissait aux yeux de son gouvernement qu'il ne serait « plus désirable de continuer à “boycotter” le rassemblement du parti de Nuremberg. » S'en tenir à l'« habitude du passé serait ostensible, voire antagoniste. » Le parti nazi était désormais « devenu l'État, et refuser une invitation reviendrait à agir sans se conformer aux réalités. » Les ambassadeurs français et britannique avaient convenu de prendre part à la fête du 10 septembre, et au matin du lendemain, un accord des États-Unis sur ce point serait accueilli favorablement, pour « poursuivre l'attitude identique que les trois gouvernements ont manifestée par le passé. »⁵⁷

54. Journal of Commerce, 5 août 1936.

55. *New York Times*, 14 août 1936.

56. Le tableau qui suit illustre les fluctuations du commerce germano-étasunien entre 1934 et 1938 :

	Exportations US vers Allemagne	Importations Allemagne vers US
1935	91 980 719 \$	78 336 330 \$
1937	126 342 536 \$	91 175 901 \$
1938	107 129 899 \$	62 532 302 \$

57. De Ferdinand L. Mayer, chargé d'affaires étasunien à Berlin au secrétaire Hull, 11 août 1937. 862.00/3664, MS, Department of State.

Après cette conversation avec l'ambassadeur de France, Mayer envoya un câble au secrétaire Hull et demanda des instructions spécifiques au sujet d'une participation aux célébrations de Nuremberg. Le secrétaire d'État répondit que le sujet restait à la discrétion de l'ambassade de Berlin.⁵⁸ En fin de compte, le chargé d'affaires des États-Unis à Berlin accepta l'invitation du gouvernement nazi, et participa à la fête du parti nazi à Nuremberg. Cette décision provoqua une forte protestation de la part du membre du Congrès Emmanuel Celler, qui mit en avant l'idée que cette participation allait rendre le département d'État sujet à des « critiques sévères. »⁵⁹ Mais le secrétaire Hull resta ferme et informa M. Celler que le gouvernement des États-Unis ne faisait guère que suivre la pratique d'autres gouvernements qui maintenaient des relations avec l'Allemagne nazie.⁶⁰

Le 4 septembre, l'ambassadeur Dodd eut la surprise de lire dans le *New York Herald-Tribune* un paragraphe tiré de sa lettre confidentielle adressée au secrétaire Hull, et conseillant qu'aucun représentant du parti nazi ne prît part à la fête du parti nazi à Nuremberg. Référence était également faite à un télégramme qu'il avait récemment envoyé au département d'État pour réitérer son conseil. Le fait que le département d'État avait autorisé la publication de ces communications indiquait que les opinions de l'ambassadeur Dodd n'étaient pas considérées avec beaucoup de valeur dans les cercles du pouvoir.⁶¹

14.9 Le secrétaire Hull critique l'ambassadeur Dodd

Lorsque l'ambassadeur Dodd mit pied à terre à Norfolk le 4 août pour ses longues vacances aux États-Unis, il fit une déclaration selon laquelle l'objectif premier de « certaines des puissances en Europe était de faire peur et même de détruire les démocraties partout. » Ces remarques acérées amenèrent l'ambassadeur Dieckhoff à rendre visite au département d'État où le secrétaire Hull lui assura que « le passe-temps favori de Dodd est d'idéaliser la démocratie jeffersonienne ; à ce sujet, Dodd est “quelque peu insensé.” » Hull était également certain que Dodd, en faisant cette déclaration, n'avait « aucun pays en particulier à l'esprit. »⁶²

Le 31 août, Dodd écrivit au ministère allemand des affaires étrangères, et expliqua que ses remarques du 4 août ne faisaient « aucune ré-

58. Du secrétaire Hull à l'ambassade des États-Unis à Berlin, 13 août 1937. 862.00/3664, MS, Department of State.

59. D'Emmanuel Celler au secrétaire Hull, 27 août 1937. 862.00/3673, MS, Department of State.

60. Du secrétaire Hull à Emmanuel Celler, 28 août 1937. 862.00/3673, MS, Department of State.

61. Journal personnel de l'ambassadeur Dodd, 1933-1938, p. 427.

62. De l'ambassadeur d'Allemagne à Washington (Dieckhoff) au ministère allemand des affaires étrangères, 5 août 1937. Documents on German Foreign Policy, 1918-1945, Series D, I, 627-28.

férence d'aucune sorte à l'Allemagne. » S'il y avait la moindre « critique dans celles-ci, elles portaient sur certaines choses faites dans mon propre pays. » ⁶³

Quelques semaines plus tard, l'ambassadeur Dieckhoff tint une conversation avec Sumner Welles. Lorsque le sujet des remarques faites par Dodd fut évoqué, Welles « reconnut franchement que Dodd était aussi incompréhensible pour lui que pour nous. » ⁶⁴

Le 1^{er} octobre, Welles informa Dieckhoff que le président avait décidé de rappeler Dodd de son poste d'ambassadeur en Allemagne. Il allait prochainement revenir à Berlin, mais « uniquement pour arranger ses affaires sur place. » ⁶⁵

Dodd lui-même exhorta le président à nommer comme successeur le professeur [James T. Shotwell](#) « du fait de ses liens universitaires ainsi que de sa réputation nationale d'éruudit. » ⁶⁶ Dodd semblait confiant sur l'idée que seuls des professeurs pouvaient occuper de manière satisfaisante le poste d'ambassadeur en Allemagne.

14.10 Le président se fait l'avocat d'une quarantaine contre les agresseurs

Un axiome vieux comme le monde est que bien souvent, les dirigeants, lors de périodes de grandes difficultés économiques, essayent au travers d'une politique étrangère téméraire de détourner l'attention de leur public des sujets intérieurs vers de lointains horizons troublés. Certains historiens estiment qu'en 1937, le président Roosevelt appliqua cet axiome eu égard au célèbre [discours de la quarantaine](#) prononcé à Chicago le 5 octobre 1937. Il ne fait aucun doute qu'il était fortement préoccupé par la grave récession économique qui affligeait les États-Unis, et qui s'était manifestée à la fin de l'été 1937. Après une conversation avec le président en date du 11 août, l'ambassadeur Dodd nota dans son journal personnel que le chef de l'État était « fortement troublé au sujet du danger de la guerre, ainsi que de la dépression continue aux États-Unis. » ⁶⁷

Entre les mois d'août et de décembre de l'année 1937, l'index de la production industrielle déclina d'environ 27 %, et les marchés d'actions perdirent en moyenne 37 %. Au cours des deux derniers mois de l'année, plus de 850 000 travailleurs en usine perdirent leur emploi. La transition de la prospérité à la détresse économique était la « plus sévère que le pays ait

63. De l'ambassadeur Dodd au ministre allemand des affaires étrangères, 31 août 1937. Ibid., p. 628.

64. De l'ambassadeur d'Allemagne à Washington au ministère allemand des affaires étrangères, New York, 27 septembre 1937. Ibid., pp. 630-31.

65. De l'ambassadeur d'Allemagne à Washington au ministère allemand des affaires étrangères, Washington, 1^{er} octobre 1937. Ibid., p. 632.

66. Dodd, op. cit., pp. 428-29.

67. Ibid., p. 426.

jamais connue au cours d'une période aussi courte. »⁶⁸ Selon le professeur Beard, le choc de l'« effondrement économique avait pris de saisissement le président Roosevelt et ses conseillers. »⁶⁹

Mais le facteur économique n'était pas le seul à perturber l'équation économique. La nomination de Hugo Black à la Cour Suprême et l'opposition à grande échelle et dure qui s'était levée lorsqu'on avait découvert que, par le passé, il avait figuré parmi les membres du Ku Klux Klan, avaient amené de nombreux conseillers du président Roosevelt à regarder avec alarme les dangers évidents qui se présentaient sur le front politique.

Pour autant, ces éléments n'apportent pas la preuve que le président décida de lancer une accusation vigoureuse contre les nations coupables d'agression pour détourner l'attention du public de la scène intérieure. Il faut garder à l'esprit que dès le mois de janvier 1933, il avait considéré favorablement la théorie Stimson de la non-reconnaissance appliquée à l'expansion japonaise en Chine du Nord. Au mois d'octobre 1937, le Japon avait une fois de plus avancé en Mandchourie, et en Éthiopie c'était un empire que les légions de Mussolini avaient conquis. Le « panneau stop » de Stimson pouvait s'appliquer aux deux situations, et on trouvait de nombreux moralistes aux États-Unis qui désiraient que le président le plantât sur ces horizons lointains, et appelât le monde à s'y tenir. Même si la scène intérieure était restée parfaitement calme, il se serait pu que le chef de l'État dirigeât un coup contre les « nations coupables d'agression ».

En tous cas, le 5 octobre à Chicago, le président prononça une dénonciation sonore de toutes les méchantes nations qui perturbaient la paix du monde. Après avoir fait référence à la destruction de la vie et des biens résultant des guerres à l'étranger, il essaya de montrer que si ces conflits se poursuivaient, leurs étincelles voleraient jusqu'aux États-Unis et provoqueraient ici les mêmes ravages : « Que nul ne s'imagine que les États-Unis vont échapper, que cet hémisphère occidental ne sera pas attaqué. » Le monde ne pouvait pas être protégé de l'agression sans standards moraux « auxquels tous adhéreront. » Apparemment, ces standards seraient largement acceptés si quelque structure de sécurité collective pouvait être créée pour les mettre en œuvre. La mesure la plus facile de mise en œuvre serait une quarantaine internationale contre les agresseurs.⁷⁰

14.11 L'opinion aux États-Unis au sujet du discours de la quarantaine

Raymond Leslie Buell, dirigeant de l'association de politique étrangère

68. *The United States in World Affairs*, 1937, p. 90.

69. Charles A. Beard, *American Foreign Policy in the Making, 1932-1940* (New Haven, 1946), p. 178. Voir également *American Year Book, 1937* (New York, 1937), p. 366.

70. *New York Times*. 6 octobre 1937.

de la ville de New York, fit rapidement l'éloge du discours du président, vu comme un rejet de la philosophie isolationniste qu'il avait suivie depuis 1933. Il exprima ensuite un espoir fervent que le département d'État pourrait adopter une « politique étrangère positive. »⁷¹ Oswald Garrison Villard pensait que le président avait « rendu un immense service au monde. » Le temps était arrivé où nous devions « endosser de nouveau la direction morale du monde que Woodrow Wilson avait abandonnée en se rendant face aux “faiseurs de paix” à Paris. »⁷² Nicholas Murray Butler félicita chaudement les mots forts du président, en espérant qu'ils seraient suivis par la création d'une force de police internationale pouvant maintenir l'ordre mondial. La « folie » de la politique isolationniste n'était dépassée que par son « immoralité. »⁷³

Une vaste section de la presse reprit ces sentiments exprimés par Villard et Butler. À New York, le *World-Telegram* considérait les mots du président comme un « rappel et un avertissement. » Ils nous rappelaient « que nous ne pouvons pas vivre seuls entre nous » et nous avertissaient « que se contenter de le désirer ne va pas suffire à nous garder en sûreté. »⁷⁴ Le 3 octobre, le *New York Daily News* avait déjà soutenu un blocus maritime à grande portée du Japon au cas où celui-ci menacerait la position des puissances occidentales en Chine. Le 6 octobre, le discours de la quarantaine reçut un fort soutien, et le principal éditorial présentant le titre significatif : « Est-ce que nous les prenons dès à présent, ou bien plus tard ? »⁷⁵

Le *Washington Post* rallia ce chœur d'approbations. Le président avait « énormément renforcé sa réputation comme l'un des grands dirigeants de l'humanité. »⁷⁶ Le *Washington Evening Star* ajouta sa voix à cette acclamation : « Depuis le message de Woodrow Wilson au Congrès au mois d'avril 1917, jamais un président des États-Unis n'avait prononcé de paroles aussi visionnaires... Ce sont les mots qu'il fallait prononcer à un tel endroit et à ce moment critique. »⁷⁷

Dans le Middle West, le *Chicago Daily News* n'avait « que des louanges au sujet des vastes généralités » du discours de quarantaine.⁷⁸ Le *St. Louis Globe-Democrat* louait les mots d'avertissements du président, et était certain que l'on pouvait compter sur le secrétaire Hull pour « tenir la barre d'une trajectoire sûre. »⁷⁹ Le *Cincinnati Enquirer* accordait son soutien à l'idée d'une pression collective, en appliquant des sanctions contre les

71. *Foreign Policy Bulletin*, 15 octobre 1937, p. 1.

72. *The Nation*, 16 octobre 1937, p. 405.

73. *New York Times*, 12 novembre 1937.

74. 6 octobre 1937.

75. 7 octobre 1937.

76. 7 octobre 1937.

77. 6 octobre 1937.

78. 6 octobre 1937.

79. 7, 8 octobre 1937.

nations coupables d'agression, mais restait opposé à une action unilatérale de la part des États-Unis.⁸⁰

Sur la côte du Pacifique, le *San Francisco Chronicle* réservait des mots forts et élogieux pour la « sagesse » des visions entretenues par le chef de l'État sur les affaires étrangères.⁸¹ Le *Los Angeles Times* tenait une position similaire : « Ce discours de Chicago affirme énergiquement des choses qu'il faut dire, et émet des avertissements qui devaient être émis. »⁸² Le *Portland Morning Oregonian* estimait que les États-Unis ne devaient pas « fuir leurs responsabilités » si les grandes puissances décidaient de sanctions pour faire plier les agresseurs.⁸³ Dans ces mêmes zones du pays, on trouvait un plus grand nombre de journaux pour contester ces propos favorables au sujet du discours du président.

Le *New York Herald-Tribune* critiqua vertement toute idée d'appliquer des sanctions en vue de bloquer les dites nations coupables d'agression : « Vraisemblablement, nous allons bientôt savoir ce que le président compte faire. On ne peut qu'espérer que le public va dans le même temps pleinement comprendre le sens de la trajectoire que sa nature agitée et aventureuse va désormais pouvoir l'amener à adopter. »⁸⁴

Le *New York Sun* revenait sur le discours du président avec lourdeur, comme suit : « Si M. Roosevelt n'a réfléchi qu'à donner de la voix à l'indignation morale, il a choisi une manière et un moment malheureux. Le ton qu'il a adopté était terrifiant et dédaigneux... Il ne suppose certainement pas que les États-Unis puissent imposer leurs propres standards de moralité politique à d'autres nations par le simple processus de leur tapoter rhétoriquement le poignet. »⁸⁵

Lors de ses critiques du discours du président, le *Boston Herald* prit une forte tonalité isolationniste : « Les États-Uniens ne doivent pas, consciemment ou non, seuls ou accompagnés, s'embarquer dans une nouvelle tentative coûteuse de réformer le monde. »⁸⁶ Le *Boston Post* craignait que la route vers la sécurité collective fût « une voie dangereuse pour nous » ;⁸⁷ le *Philadelphia Enquirer* avertissait que le chemin emprunté par un « faiseur de paix agressif » est « truffé d'embûches, »⁸⁸ et le *Philadelphia Evening Bulletin* estimait que tout boycott du Japon serait imprudent et voué à l'échec.⁸⁹

Dans le Middle West, le *Chicago Tribune* menait l'assaut : « La politique suivie par M. Roosevelt n'invite-t-elle pas à l'advenue du jour où

80. 6 octobre 1937.

81. 6 octobre 1937.

82. 6 octobre 1937.

83. 6 octobre 1937.

84. 8 octobre 1937.

85. 6 octobre 1937.

86. 8 octobre 1937.

87. 6 octobre 1937.

88. 6 octobre 1937.

89. 11 octobre 1937.

lui aussi n'aura d'autre alternative que de recourir aux armes? »⁹⁰ Le *Detroit Free Press* était véhément dans son opposition au point de vue du président : « Au mieux, certainement, les mots du président ne vont probablement rien accomplir de bon, qui n'aurait pu être obtenu aussi bien et de manière bien moins périlleuse en faisant usage de méthodes plus posées. »⁹¹ Le *Minneapolis Tribune* craignait que le discours de la quarantaine pût amener à la guerre : « Si nous ne comptons pas nous battre pour l'opprimé... nous ferions bien d'éviter les dangers qui résident dans la dramatisation persistente de la situation fâcheuse de l'opprimé. »⁹² Le *Spokane Spokesman-Review* remarquait de manière inquiétante : « Cette déclaration préoccupante s'apparente à une déclaration de guerre » ;⁹³ cependant que le *San Francisco Examiner*, représentant la presse du groupe Hearst, publiait un ferme avertissement contre les gestes de guerre : « N'étends pas le cou, mon Oncle ! »⁹⁴

La presse religieuse ne distinguait aucun impératif moral prônant un positionnement ferme contre des nations coupables d'agression. *America* insistait sur l'idée que « le peuple des États-Unis est positivement opposé aux imbroglios étrangers. »⁹⁵ Le *Catholic World* estimait ridicule de la part du président de s'imaginer pouvoir faire peur à l'Allemagne, à l'Italie et au Japon « avec quelques phrases explosives ! » Son langage présentait des tonalités belliqueuses, mais il fallait se souvenir que l'Oncle Sam n'était plus un idiot en matière de relations internationales. Les puissances alliées l'avaient « appâté dans une guerre pour rendre le monde sûr pour la démocratie, » mais Sam n'allait pas succomber une nouvelle fois à ce leurre déjà utilisé.⁹⁶ *Ave Maria* était tout aussi critique envers tout rapprochement vers la guerre, et faisait allusion au fait que nous n'avions rien gagné en faisant la Guerre mondiale : « Nous n'avons que des dettes étrangères non-honorées à cumuler aux nôtres à mettre en face de nos sacrifices, consentis en France, pour apporter la victoire aux Alliés. »⁹⁷ Le *Christian Century*, voix influente du protestantisme étasunien, exprimait d'importants soupçons au sujet de la ligne politique empruntée par le président, et énonçait la prophétie notable qu'en cas de guerre, une victoire favorable à la Chine déboucherait également sur une victoire de la Russie.⁹⁸

Deux journaux importants représentant la presse d'affaires s'opposaient franchement à la guerre. Le *Wall Street Journal* imprima un éditorial phare sous le titre éclatant de « Non à l'ingérence étrangère : les

90. 6 octobre 1937.

91. 7 octobre 1937.

92. 11 octobre 1937.

93. 6 octobre 1937.

94. 11 octobre 1937.

95. 16 octobre 1937.

96. décembre 1937, pp. 257-65.

97. 23 octobre 1937, pp. 534-35.

98. 20 octobre 1937, pp. 1287-88.

États-Unis veulent la paix. »⁹⁹ et le *Commercial and Financial Chronicle* prenait la même tonalité : « On devrait sévèrement rejeter toute action de nature à nous amener à un nouveau conflit. »¹⁰⁰

14.12 Le régime nazi se retrouve dans une position défensive difficile

Le 11 octobre, l'ambassadeur d'Allemagne se présenta pour rencontrer Sumner Welles, le secrétaire d'État par intérim. Après avoir discuté certains aspects de la guerre civile espagnole, l'ambassadeur s'enquit directement de l'« interprétation exacte » que son gouvernement devait donner au discours de la quarantaine prononcé par le président. Welles répondit qu'

il ne me semblait guère nécessaire d'essayer d'interpréter le discours du président dans la mesure où il s'agissait à mon avis d'un discours parlant en soi... J'affirmai que le président pensait sincèrement que tous les problèmes difficiles auxquels les pays du monde se trouvaient aujourd'hui confrontés pouvaient être résolus en faisant montre d'un esprit de coopération amicale et en reconnaissant les difficultés les uns des autres, et que la force ne permettrait jamais de trouver des solutions permanentes.

L'ambassadeur remarqua ensuite que « c'était exactement la vision qu'il avait tirée du discours, » et qu'il lui fallait « exprimer ses regrets au vu du fait que la presse en Allemagne, ainsi qu'une partie de la presse des États-Unis, s'était mise, en interprétant de manière erronée et exagérée les affirmations du président, à essayer d'exacerber la malveillance entre les deux peuples. »¹⁰¹

Dans ses dépêches envoyées au ministère des affaires étrangères, l'ambassadeur Dieckhoff souligna le point de vue selon lequel l'allocution de Chicago était « surtout, pour ne pas dire exclusivement, dirigée contre le Japon et que la possibilité d'endosser un rôle plus actif dans les questions européennes n'était pas envisagée. »¹⁰² Une semaine plus tard, Dieckhoff rapporta que le « ton vif » du discours de la quarantaine avait grandement surpris jusqu'au secrétaire Hull en personne. La première version du brouillon du discours ne faisait allusion à aucune « menace de qua-

99. 7, 8 octobre 1937.

100. 9 octobre 1937.

101. Mémoire d'une conversation entre Sumner Welles et l'ambassadeur allemand, 11 octobre 1937. 711.00 *President's Speech*, 5 octobre 1937/99, MS, Department of State.

102. De l'ambassadeur Dieckhoff au ministère allemand des affaires étrangères, Washington, 9 octobre 1937. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D., I, 634-35.

rantaine. » Ce passage « provenait du président lui-même, » et n'avait été intégré dans le texte du discours « que juste après son arrivée à Chicago. »

Les raisons de ce ton vif et de l'intégration de la menace de quarantaine étaient l'« intensification du conflit en Extrême-Orient... Il est certain que le discours de Chicago ciblait principalement le Japon. » Aux États-Unis, le discours avait été reçu de manière « extrêmement négative : le ralliement de guerre, qui avait immédiatement été prononcé par certains groupes, avait provoqué une réaction considérable, et dans le même temps les choses se sont plutôt calmées. »¹⁰³

Les rapports envoyés par l'ambassadeur depuis Washington et soulignant la réaction défavorable relayée par la presse des États-Unis au discours du président soulevèrent un tel intérêt de la part de Hitler qu'il se décida soudain à envoyer l'un de ses amis personnels, *Fritz Wiedemann*, faire un petit voyage aux États-Unis. Selon l'ambassadeur Dieckhoff, Wiedemann « regarda très attentivement autour de lui, » et rentra en Allemagne avec « des impressions très marquées sur les États-Unis. »¹⁰⁴

Selon Prentiss Gilbert, qui discuta avec Wiedemann à Berlin une fois celui-ci rentré au pays, l'agent spécial mandaté par Hitler avait été « atterré par ses observations des sentiments anti-allemands à travers les États-Unis, » et il était « désemparé sur ce qu'il pourrait suggérer au chancelier, » à qui il devait rapporter directement, « eu égard aux actions que l'Allemagne devrait prendre pour améliorer la situation. »¹⁰⁵

14.13 Mussolini fait une visite mémorable à Berlin

L'une des raisons de ces « sentiments anti-allemands » aux États-Unis était la crainte que Mussolini et Hitler complotaient contre la paix du monde. Dans l'hypothèse où une seconde guerre mondiale éclaterait, la possibilité existerait toujours fortement d'une implication des États-Unis, avec à la clé d'importantes pertes en vies humaines et un accroissement de la dette nationale. Le pacifisme était cher aux cœurs de la plupart des Étatsuniens qui considéraient avec des yeux effrayés les mouvements des remuants dictateurs européens.

Le 4 septembre, l'annonce fut faite à Rome d'une visite imminente de Mussolini à Berlin. Le 23 septembre, le Duce entama la première phase de son voyage, accompagné de trois ministres et d'une suite d'une centaine de personnes. Le 28 septembre, à Berlin, une foule de 800 000 personnes s'assembla sur le Maifeld pour écouter Hitler et Mussolini échanger des

103. De l'ambassadeur Dieckhoff au ministère allemand des affaires étrangères, Washington, 15 octobre 1937. *Ibid.*, pp. 639-41.

104. De l'ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis (Dieckhoff) au chef du département politique du ministère allemand des affaires étrangères, Washington, 20 décembre 1937. *Ibid.*, pp. 658-61.

105. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 29 décembre 1937. 811.00 Nazi/330, MS, Department of State.

courtoisies. Au milieu du discours de Mussolini, un immense orage éclata juste au-dessus de la scène des festivités, et c'est un Duce inconsolable qui retourna trempé jusqu'à sa voiture, presque seul, et presque effondré.¹⁰⁶ L'aventure de Berlin montrait déjà son côté funeste.

Mussolini et Hitler avaient été trop accaparés par des activités sociales pour prêter attention aux affaires politiques. Aucun traité ni accord ne fut négocié, mais un rapprochement s'était confirmé, avec toutes ses implications dangereuses. C'est probablement cela qui avait perturbé le président Roosevelt, et affûté la tonalité de son allocution de Chicago du 5 octobre.

La presse étasunienne prit très au sérieux cette rencontre entre les deux dictateurs. L'*Albuquerque Journal* estimait que le monde pouvait être en train d'« assister, avec la rencontre de ces deux hommes forts, à l'un des événements importants de l'histoire contemporaine. »¹⁰⁷ Le *Los Angeles Times* craignait qu'une catastrophe pût suivre cette rencontre entre dictateurs : « Nul ne sait ce qui s'est passé dans les coulisses à Berlin. Il peut s'agir d'une nouvelle guerre, de nouvelles conquêtes, d'une nouvelle centralisation du pouvoir. »¹⁰⁸ Le *Birmingham News* exprimait son appréhension évidente envers une guerre subite : « Ces deux véritables gentlemen sont aujourd'hui les deux personnages les plus opposés à la paix. Ils constituent aujourd'hui la plus grande des menaces envers la paix et la sécurité de l'Europe et du monde. »¹⁰⁹ À Chattanooga, le *Daily Times* remarquait que si « Hitler et Mussolini n'entraient pas dans une alliance militaire, Mussolini réalisait un accord valide en cas d'urgence, quelle qu'elle soit. »¹¹⁰ Dans le Middle West, le *St. Louis Post-Dispatch*, au sein d'un éditorial au vitriol paru sous le titre, « Sous le rire des Dieux, » atteignait la limite de l'invective contre Hitler :

*C'est d'un rire ironique que les Dieux doivent éclater en entendant Benito Mussolini qualifier Adolf Hitler de « héraut et défenseur de la civilisation européenne contre les activités subversives. » Hitler défend son pays contre la poésie de Heine et contre la musique de Mendelssohn... Au nom de la civilisation européenne, il a écrasé les deux hérésies constituées par la démocratie et la liberté... Il a ruiné les universités et envoyé leurs plus grands hommes dans un pitoyable exil... Oui, Hitler est le défenseur de la civilisation européenne, la civilisation des instruments de torture et du supplice, la civilisation de... l'ignorance et de la bestialité.*¹¹¹

Il n'est pas surprenant que Fritz Wiedemann fût « atterré » par ces expressions extrêmes de l'opinion étasunienne sur l'Allemagne nazie. Une

106. Elizabeth Wiskemann, *The Rome-Berlin Axis* (New York, 1949), pp. 79-82.

107. 29 septembre 1937.

108. 29 septembre 1937.

109. 29 septembre 1937.

110. 3 octobre 1937.

111. 27 septembre 1937.

grande part du public étasunien entretenait de forts soupçons et une importante aversion à l'encontre de Hitler et de tout ce qu'il avait entrepris. Cette hostilité atteignit un sommet après Munich et apporta un soutien de poids à la politique de Roosevelt lorsque celui-ci emprunta la voie de la guerre en parlant fort de l'importance de la paix.

Chapitre 15

La Grande-Bretagne bloque une tentative de Roosevelt de trouver une voie vers la paix

Pendant que l'ambassadeur Dieckhoff s'employait à convaincre le ministère allemand des affaires étrangères que le discours de quarantaine de Roosevelt du 5 octobre 1937 visait le Japon et non l'Allemagne, le secrétaire Ickes luttait désespérément pour prouver aux nazis soupçonneux que les États-Unis étaient bel et bien hostiles au régime de Hitler.

15.1 Le secrétaire Ickes élargit la brèche séparant les États-Unis de l'Allemagne

Au cours des premiers mois de 1937, le département du Commerce se mit à fortement s'intéresser à promouvoir les vols commerciaux. Ce moyen de transport avait été développé jusqu'à un point de haute efficacité par des scientifiques allemands, avec le *Hindenburg* utilisé comme dirigeable de test. Le 2 février 1937, le colonel Johnson, assistant secrétaire au commerce, écrivit à Walton Moore, l'assistant secrétaire d'État, pour l'informer que le sujet des vols additionnels « du Hindenburg depuis et à destination des États-Unis a été discuté à la Maison-Blanche. La réaction y est favorable. » Au vu de ce fait, le département du Commerce était prêt à accepter une demande allemande d'un « nombre raisonnable de vols, disons dix ou douze. » Le 17 février, le département accorda la « permission de ne pas dépasser dix-huit vols aller-retour par le Hindenburg entre Francfort-sur-le-Main, en Allemagne, et Lakehurst, dans le New Jersey. » Le *Hindenburg* était en train de réaliser son premier vol conformément à

cette permission lorsqu'il explosa et brûla le 6 mai.¹

Le secrétaire Roper fut profondément choqué par ce désastre, et le 12 mai, il produisit une déclaration à la presse au sein de laquelle il remarqua qu'« un plan bien gardé sera établi, permettant au gaz d'hélium de nos réserves d'être mis à disposition des besoins commerciaux mondiaux sans... aucun sacrifice pour notre politique de paix. »²

Le lendemain, le colonel Johnson exprima l'opinion que les États-Uniens pouvaient espérer une « modification de notre politique nationale eu égard à l'émission d'hélium pour utilisation en dehors de nos propres frontières. »³

Le président Roosevelt agit rapidement sur ce sujet, et nomma un comité inter-Cabinet de cinq membres pour « formuler et recommander une politique pour la vente et l'exportation du gaz hélium. » Le 25 mai, ce comité, composé des secrétaires d'État, de la Guerre, de la Marine, du Commerce et de l'Intérieur envoya une lettre au président, affirmant que les réserves d'hélium des États-Unis étaient « suffisantes pour de nombreuses années. » Il recommandait par conséquent que le gouvernement soit autorisé à « pratiquer des ventes aussi bien sur le plan intérieur qu'à l'étranger pour opérer des engins volants plus légers que l'air entre les États-Unis et des pays étrangers. » On estimait que ces ventes pouvaient être protégées par des barrières qui pourraient « empêcher l'utilisation de l'hélium par des pays étrangers dans des objectifs militaires. »⁴

Le Congrès répondit à cette pression de l'exécutif en adoptant l'*Helium Act* du 1^{er} septembre 1937, qui autorisait l'exportation du gaz hélium pour utilisation dans les « engins volants commerciaux opérant entre les États-Unis et un pays étranger. » La vente de ce gaz devait être approuvée par le *National Munitions Control Board*, composé des secrétaires d'État, du Trésor, de la guerre, de la Marine et du Commerce. La participation du secrétaire de l'Intérieur fut ajoutée comme précaution supplémentaire contre toute vente malavisée de gaz hélium. Les règles régissant l'exportation de l'hélium entrèrent en application le 3 septembre.

Conformément aux termes de ces réglementations, la *German Zeppelin Company*, en passant par son agent, l'*American Zeppelin Transport, Inc.*, présenta sa candidature auprès du secrétaire d'État pour se voir allouer 506 871 mètres cubes de gaz hélium. Le 23 novembre 1937, le secrétaire d'État accepta cette allocation avec « l'approbation unanime de tous les membres du National Munitions Control Board et du secrétaire de l'intérieur. » Le 31 janvier 1938, une autorisation fut émise à l'*American*

1. Mémoire de L. H. Price, bureau de contrôle des armes et munitions, département d'État, 13 novembre 1937. 811.659 HELIUM-AMERICAN ZEPPELIN TRANSPORT, Inc./18, MS, Department of State.

2. Ibid.

3. *New York Times*, 14 mai 1937.

4. Des secrétaires Hull, Woodring, Swanson, Roper, et Ickes au président Roosevelt, 25 mai 1937. 811.659 HELIUM/13 1/2, MS, Department of State.

Zeppelin Transport, Inc. pour exportation de 73 623 mètres cubes de gaz hélium. L'entreprise soumit alors au secrétaire de l'intérieur un contrat pour l'achat de 283 168 mètres cubes de gaz hélium, et déposa avec celui-ci un chèque d'un montant de 76 850 \$ comme exigé par les réglementations des ventes. Toutes les formalités avaient désormais été réalisées, et l'entreprise fut informée « par des agents du département de l'intérieur que le contrat serait prêt pour signature sous quelques jours. »⁵

Après avoir reçu cette assurance, l'*American Zeppelin Transport, Inc.* envoya à Houston, Texas, un navire équipé de cuves à gaz vides pour se faire livrer l'hélium ainsi promis. Mais cette affaire de vente de gaz hélium prit un tournant politique au cours des premiers mois de l'année 1938, lorsqu'il se fit jour que l'Allemagne entretenait des intentions agressives envers l'Autriche. Les représentants [Bruce Barton](#), [John M. O'Connell](#), [Donald L. O'Toole](#), [Alfred N. Phillips](#), [James G. Polk](#), et [Mark Wilcox](#) émiront des objections à la vente d'hélium à toute agence allemande, leur principal argument étant que cela allait « épuiser pour une durée d'un an les stocks disponibles d'hélium, et ainsi mettre en péril la défense nationale. »

Le secrétaire à la guerre, l'amiral [Leahy](#) et une suite d'experts des départements de la guerre et de la marine témoignèrent qu'il était « pratiquement inconcevable que le gouvernement allemand pût envisager l'utilisation de cet hélium pour pratiquer des bombardements ou qu'il pouvait entretenir de telles intentions. » Après avoir passé en revue ces faits, le secrétaire exécutif du *National Munitions Control Board* remarqua que « les développements récents de la situation en Europe n'affectent pas le sujet fondamental mis au jour par la présente affaire. . . Ce gouvernement s'exposerait à une accusation de mauvaise foi s'il devait à présent refuser l'exportation convenue, ou employer des moyens indirects, comme exiger des obligations exorbitantes de la part de l'acheteur afin de rendre impossible l'opération d'exportation convenue. »⁶

Cette accusation de « mauvaise foi » prit une substance très concrète avec les « moyens indirects » craints par M. Green. Le 31 mars, un nouvel ensemble de règles fut émis, stipulant « tant pour envoyer une obligation garantissant la non-utilisation de l'hélium à des fins de guerre, et pour le contrôle par des agents étasuniens au sein des frontières allemandes de la disposition de l'hélium. » Le bureau allemand des affaires étrangères se plaignit auprès de l'ambassadeur Hugh Wilson que « ces deux conditions étaient impossibles à accepter du fait qu'elles mettent le doute sur la bonne foi du gouvernement allemand. » Wilson en personne exprima auprès du secrétaire Hull l'opinion que le gouvernement allemand était « sincère en pensant que les nouvelles réglementations allaient diverger de manière injuste de l'accord initial. » Il craignait qu'elles pussent faire monter

5. Mémoire préparé par Joseph C. Green, secrétaire en chef du *National Munitions Control Board* et envoyé au président Roosevelt par le secrétaire Hull, 22 mars 1938. 811.659 HELIUM/96A, MS, Department of State.

6. Ibid.

« un ressentiment si profond » au sein du bureau des affaires étrangères qu'il serait difficile après cela d'« obtenir une protection efficace et un juste traitement des personnes et des intérêts étasuniens » en Allemagne.⁷

Dès que Hugo Eckener, le génie derrière la *German Zeppelin Company*, entendit parler des régulations du 31 mars, il envoya un télégramme au président Roosevelt au sein duquel il insista sur le fait que tous les experts en Allemagne partageaient l'opinion unanime selon laquelle il était « absolument impossible » qu'un aéronef rempli d'hélium pût mener des opérations militaires.

Il supplia donc le président d'agir sans délai pour débloquer l'exportation du gaz hélium.⁸

Il allait de soi qu'une crise était inévitablement en approche dans les relations germano-étasuniennes, et nombre de dirigeants allemands étaient anxieux au sujet de ce qui allait suivre. Selon un observateur étasunien compétent qui avait récemment visité l'Allemagne, Hitler était « très perturbé au sujet des relations entre l'Allemagne et les États-Unis, ainsi qu'à l'étendue des sentiments opposés à sa personne et au régime nazi en général. »⁹

Le secrétaire Ickes partageait ce sentiment de profonde méfiance envers Hitler, et ce fut son refus d'approuver le moindre contrat de vente d'hélium à l'Allemagne qui fit s'effondrer l'espoir du Dr. Eckener. De nombreux Étasuniens considérèrent l'action du secrétaire Ickes comme malheureuse. Le périodique *American Aviation* publia un éditorial qui commentait la nouvelle régulation, qui demandait que fût souscrite une obligation de garantir l'utilisation non-militaire de l'hélium acheté. La manière dont une quelconque

*agence de cautionnement peut garantir qu'un gouvernement étranger n'allait pas confisquer l'hélium en temps de guerre est un sujet qui dépasse l'entendement humain. L'ironie de l'ensemble de l'affaire de l'hélium est que le secrétaire Ickes œuvre en supposant qu'un engin volant à l'hélium présente une valeur militaire. D'un autre côté, le département de la Navy a refusé de reconnaître la moindre valeur militaire au dirigeable... Nous craignons que le secrétaire Ickes ait accumulé une nouvelle de ses phobies notoires.*¹⁰

Le 27 avril, le bureau du *National Munitions Control Board* prépara un mémorandum affirmant franchement que tous les éléments à disposition

7. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Berlin, 13 avril 1938. 811.659 HELIUM/101, MS, Department of State.

8. Du Dr. Hugo Eckener au président Roosevelt, 5 avril 1938. 811.659 HELIUM/102, MS, Department of State.

9. Mémorandum préparé par Pierrepont Moffat, chef de la division des affaires européennes au sein du département d'État, 15 janvier 1938. 811.607 New York, 1939/437, MS, Department of State.

10. 15 avril 1938, p. 13.

du conseil indiquait que ni la *German Zeppelin Company*, ni le gouvernement allemand, n'avaient « la moindre intention de faire usage de l'hélium, devant être exporté selon les conditions sus-mentionnées, d'une autre manière que pour répondre aux opérations commerciales de l'engin volant LZ-130 pour relier l'Allemagne et les États-Unis. »¹¹

Le 28 avril, au cours d'une conversation avec l'ambassadeur Wilson, le général Goering parla avec « une profonde émotion et franchise » de l'affaire de l'hélium. Le renversement de politique des États-Unis au sujet de la vente d'hélium à la *German Zeppelin Company* « ne pouvait signifier qu'une antipathie délibérée de la part du gouvernement étasunien. » Les relations entre l'Allemagne et les États-Unis avaient été amenées

*au point le plus bas, et ce sur un sujet d'une importance mineure pour les deux nations. Il a affirmé « Je ne comprends pas ce qui amène une nation à s'attirer l'inimitié d'une autre sur une aussi petite chose. »... S'il était impossible d'obtenir l'hélium, le peuple allemand n'allait pas oublier l'attitude des États-Unis.*¹²

Au cours d'une tentative finale d'assurer la livraison de l'hélium, le gouvernement allemand envoya en mai 1938 le Dr. Eckener aux États-Unis pour qu'il discutât avec les dirigeants étasuniens. Le 21 mai, l'ambassadeur Dieckhoff et le Dr. Eckener furent reçus par le président Roosevelt qui était « visiblement embarrassé. » Il les accueillit d'une « manière excessivement amicale » et affirma qu'il était « fermement convaincu que l'hélium allait nous être livré. » Des regrets furent exprimés au sujet de l'opposition têtue manifestée par le secrétaire Ickes, qui avait retardé toute décision sur le sujet. On ne pouvait rien faire sans son approbation. Mais la question de la vente d'hélium à l'Allemagne restait en cours d'examen, et il y avait « de l'espoir » qu'elle pût finalement être réglée à la « satisfaction » de la *German Zeppelin Company*.¹³

Ces espoirs ne furent jamais concrétisés, et l'hélium ne fut jamais livré à l'Allemagne. Le 14 mai, l'ambassadeur Wilson rapporta que les sentiments hostiles se faisaient « excessivement élevés dans les cercles allemands parmi ceux qui sont au courant de notre décision au sujet de l'hélium. » Il apparaissait cependant qu'une retenue avait « été exercée sur la presse allemande, » et le ministère des affaires étrangères paraissait soucieux de cultiver la bonne volonté étasunienne.¹⁴ La semaine suivante, Wilson in-

11. Mémoire préparé par L. H. Price, *National Munitions Control Board*, 27 avril 1938. 811.659 HELIUM/126, MS, Department of State.

12. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Berlin, 29 avril 1938. 811.659 HELIUM/120, Confidential file, MS, Department of State.

13. De l'ambassadeur Dieckhoff au ministère allemand des affaires étrangères, Washington, 21 mai 1938. *Documents on German Foreign Policy*, 1918-1945, Series D, I, 706-7.

14. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Berlin, 14 mai 1938. 811.659 HELIUM/136, MS, Department of State.

forma le secrétaire Hull que Hitler réalisait une étude personnelle de la « tension en cours dans les relations germano-étasuniennes » dans l'espoir de trouver une base de « rapprochement. » À cet égard, on affirma que le chancelier envisageait d'approcher directement le président afin de proposer une tentative conjointe de liquider les « controverses » d'importance.¹⁵ Avant d'énoncer une proposition en la matière, il lui faudrait mener des actions pour influencer les activités de certaines sociétés allemandes aux États-Unis. Il était prêt à le faire.

15.2 Hitler répudie le Bund germano-étasunien

En 1937, l'administration Roosevelt se préoccupait de plus en plus des activités du **Bund germano-étasunien**. Le 2 octobre, le chargé d'affaires étasunien à Berlin rendit visite au baron **von Weizsäcker**, dirigeant du département politique du ministère des affaires étrangères, pour discuter avec lui des « effets sérieux et perturbants causés sur les relations germano-étasuniennes par la conduite d'Allemands aux États-Unis. » Des parades d'« Allemands en uniformes bruns » et des affirmations antidémocratiques énoncées par des ressortissants allemands ou par des Allemands-Étasuniens créaient beaucoup de « malaise, » et une alarme se répandait à l'idée de la possibilité d'une « ingérence allemande dans la politique intérieure étasunienne. »¹⁶

Il ne s'agissait pas de la première protestation contre les activités de ressortissants allemands aux États-Unis. En 1935, les « **Amis de la Nouvelle Allemagne** » avaient pris une part ostensible à promouvoir une meilleure entente entre les Germano-Étasuniens et la « Nouvelle Allemagne » de Hitler. Leurs efforts en ce sens avaient attiré une protestation de la part du département d'État avec pour résultat que les « ressortissants allemands reçurent pour instruction de mettre fin à leur affiliation à cette société afin qu'il apparût clairement qu'il s'agissait d'une organisation purement étasunienne. » Après cette action, les « Amis de la Nouvelle Allemagne » avaient dissous leur organisation et en avaient établi une nouvelle sous le nom de *Bund germano-étasunien*.

La question se présentant au ministère allemand des affaires étrangères en 1937 était de savoir si des instructions devaient désormais être envoyées aux ressortissants allemands vivant aux États-Unis de quitter le *Bund*. La Division d'Amérique du Nord du bureau des affaires étrangères prépara un mémorandum le 11 octobre, répondant par l'affirmative à cette question.

15. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Berlin, 20 mai 1938. 711.62/152, MS, Department of State.

16. Mémorandum du baron von Weizsäcker, 2 octobre 1937. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945, Series D, I, 632-33.*

Le Bund devait être remplacé par une organisation présentant des « objectifs purement culturels » comme la *Dante Alighieri Society* italienne.¹⁷

Cette suggestion de dissoudre tout lien entre les ressortissants allemands et le Bund germano-étasunien était soutenue par **Jacob G. Schurman**, ancien ambassadeur des États-Unis en Allemagne. Au mois de novembre 1937, Schurman eut une longue conversation avec l'ambassadeur Dieckhoff au cours de laquelle il exprima la crainte que les activités des ressortissants allemands aux États-Unis pourraient provoquer des tensions dans les relations. Dieckhoff l'assura immédiatement que le gouvernement allemand menait « les efforts les plus colossaux pour ne s'ingérer en aucune manière dans les préoccupations politiques des citoyens étasuniens, y compris des citoyens étasuniens d'ascendance allemande. Tout ce que nous attendions de la part des citoyens étasuniens d'ascendance allemande était un intérêt pour leur héritage culturel allemand, surtout pour ce qui concerne la langue allemande. » Schurman répondit rapidement qu'il ne pensait pas que les sociétés germano-étasuniennes implantées aux États-Unis « se limitent à des sujets purement culturels. » Dans certains cas, elles s'étaient « transformées en championnes prétendues de la philosophie politique allemande sur le sol étasunien » et avaient donné l'impression d'« agir sur ordres de l'Allemagne. » Tout Étasunien, « nonobstant son bord politique, devait résister à de telles ingérences. »

En rapportant cette conversation au bureau des affaires étrangères, Dieckhoff critiqua vertement les « activités stupides et bruyantes » du Bund germano-étasunien. À moins que le gouvernement allemand indiquât clairement qu'il ne soutenait pas ces activités, les relations entre l'Allemagne et les États-Unis allaient se trouver « sérieusement dégradées. »¹⁸

Le 20 décembre, l'ambassadeur Dieckhoff écrivit de nouveau au bureau des affaires étrangères au sujet des relations germano-étasuniennes, qui ne s'étaient pas améliorées « au cours des sept derniers mois. » L'une des principales raisons de ce refroidissement était le fait que de nombreuses personnes, aux États-Unis, se montraient soupçonneuses au sujet de l'« activité croissante » du Bund germano-étasunien. Il pensait qu'il était « incontestable » que l'aversion étasunienne envers cette organisation avait rendu « plus difficiles » les relations entre les deux pays.¹⁹

Von Mackensen donna à l'ambassadeur Dieckhoff l'assurance que le bureau des affaires étrangères suivait avec « beaucoup de préoccupations les attaques de la presse et des autorités étasuniennes dirigées contre la supposée ingérence allemande dans la situation intérieure des États-Unis. »

17. Mémoire préparé par Herr Freytag, chef de la Division Amérique du Nord du bureau des affaires étrangères, 11 octobre 1937. Ibid., pp. 635-38.

18. De l'ambassadeur Dieckhoff au secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères allemandes, (Mackensen), Washington, 24 novembre 1937. Ibid., pp. 648-51.

19. De l'ambassadeur Dieckhoff au chef du département politique du bureau allemand des affaires étrangères (Weizsäcker), Washington, 20 décembre 1937. Ibid., pp. 658-61.

Toute correspondance entre « les bureaux du gouvernement ou du parti et le Bund germano-étasunien » avaient été stoppées, et l'attitude inamicale de l'ambassadeur envers le Bund fut approuvée.²⁰

Au début du mois de janvier 1938, l'ambassadeur Dieckhoff remit sur le tapis la question de l'influence malheureuse du Bund germano-étasunien sur les relations diplomatiques. Avec son « programme, avec ses défilés en uniforme, avec son drapeau (identique à celui du Reich allemand), avec ses camps d'été » et de nombreuses autres activités, le Bund avait donné à de nombreux Étasuniens l'impression qu'il essayait d'« introduire un régime autoritaire aux États-Unis. » Le prétendu programme culturel du Bund ne pouvait déboucher sur aucune unification des Germano-étasuniens au stade où ils auraient pu constituer une force politique importante au bénéfice de l'Allemagne. De fait, « tout lien politique entre toute autorité en Allemagne et l'élément germano-étasunien, s'il en existe, doit être rompu. » Les méthodes du Bund étaient propres à provoquer « des difficultés et une discorde entre les États-Unis et l'Allemagne, » et le rôle de cette organisation dans les relations germano-étasuniennes doit être soigneusement examiné par le bureau des affaires étrangères.²¹

En réponse à ces dépêches envoyées par l'ambassadeur Dieckhoff, le bureau des affaires étrangères, au travers du chef de l'*Auslandsorganisation*, décida de dire « aux Allemands du Reich et aux membres du parti vivant aux États-Unis de renoncer sur-le-champ à leur adhésion » au Bund. On espérait que cette action pourrait « prouver au gouvernement et au public étasunien que l'Allemagne n'avait aucune intention d'interférer dans les affaires intérieures des États-Unis. »²²

Le 10 février, le bureau des affaires étrangères donna pour instruction à l'ambassadeur Dieckhoff d'informer les Allemands du Reich qu'ils ne pouvaient pas être membres du Bund germano-étasunien, ni d'organisations affiliées au Bund. Ceci était considéré comme un geste d'amitié important, propre à s'attirer les bonnes grâces des États-Unis.²³

Dans le même temps, Prentiss Gilbert, le chargé étasunien à Berlin, eut une longue conversation avec le Dr. Schacht. Ce dernier précéda ses remarques par des éloges de Hitler, décrit par lui comme un « homme aux principes sensés, auquel le peuple allemand devrait accorder toute sa foi. » Il professa ensuite une grande surprise au vu du fait que les activités des membres du Bund germano-étasunien pouvaient provoquer autant de préoccupations aux États-Unis. Von Neurath avait clairement affirmé

20. Du secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères allemandes (Mackensen) à l'ambassadeur Dieckhoff, Berlin, 22 décembre 1937. Ibid., p. 662.

21. De l'ambassadeur Dieckhoff au ministère allemand des affaires étrangères, Washington, 7 janvier 1938. Ibid., pp. 664-77.

22. Mémorandum d'une réunion entre Herr Grothe, de l'*Auslandsorganisation*, et le consul général Lorenz représentant le département culturel du bureau des affaires étrangères, Berlin, 26 janvier 1938. Ibid., pp. 685-87.

23. Du ministère allemand des affaires étrangères à l'ambassadeur Dieckhoff, Berlin, 10 février 1938. Ibid., p. 691.

à Stuttgart que le « gouvernement allemand n'était intéressé à l'étranger que par les citoyens allemands. » Gilbert répondit que le « peuple étasunien n'était pas convaincu » que les activités de l'*Auslandsorganization* étaient « réservées aux citoyens allemands. »²⁴ Il serait opportun que le gouvernement nazi clarifiât la situation.

Peu après cette conversation avec le Dr. Schacht, Gilbert prit part à un dîner donné par le bureau des affaires étrangères, et fut surpris de découvrir qu'il était recherché par le Dr. E. W. Bohle, dirigeant de l'*Auslandsorganization* au ministère des affaires étrangères. Bohle exprima ses préoccupations au sujet de « l'hostilité de l'opinion publique étasunienne vis-à-vis de l'Allemagne, et affirma qu'en raison de celle-ci, il insistait pour que les citoyens allemands s'abstinsent de pratiquer des agitations national-socialistes aux États-Unis. » Gilbert estimait que cette action de la part du Dr. Bohle révélait une « anxiété » de la part des dirigeants allemands à améliorer les relations avec les États-Unis. Le nouveau plan quadriennal de Hitler visant à renforcer l'économie nationale de l'Allemagne dépendait pour partie d'un accroissement des échanges commerciaux avec les États-Unis. Cet objectif ne pouvait être atteint que sur la base d'un accord amical entre les États-Unis et l'Allemagne.²⁵

Mais cet accord restait impossible, sauf à constater un profond changement dans l'opinion étasunienne au sujet de l'Allemagne. L'ambassadeur Dieckhoff écrivit le 14 avril au bureau des affaires étrangères que le sentiment anti-allemand aux États-Unis restait « fort » et que le gouvernement allemand devait « mener des efforts plus importants que jamais pour lui donner une tournure plus favorable. »²⁶ Pendant que Ribbentrop se penchait sur ce problème, il eut une conversation avec l'ambassadeur Wilson le 29 avril. Lorsque Ribbentrop se plaignit de l'hostilité de la presse étasunienne, Wilson affirma que cette animosité restait très cantonnée à la presse « de la côte Est, qui dépendait des banques et des trusts. » Au sein du peuple étasunien dans l'ensemble, on continuait de trouver « beaucoup de sympathie pour l'Allemagne. » Ceci évoqua à Ribbentrop la remarque que « le peuple étasunien était considéré avec respect et sympathie par les Allemands. »²⁷

L'ambassadeur Dieckhoff ne trouva guère de sympathie envers l'Allemagne aux États-Unis. Au mois de juillet 1938, à la veille de son départ pour l'Allemagne, il rendit visite au département d'État et reconnut tristement face au secrétaire Hull que les relations entre les États-Unis et

24. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 27 janvier 1938. 862.002/320, MS, Department of State.

25. De Prentiss Gilbert au Secretary Hull, Berlin, 14 février 1938. 711.62/138, MS, Department of State.

26. De l'ambassadeur Dieckhoff au ministre allemand des affaires étrangères (Ribbentrop), Washington, 14 avril 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945, Series D, I, 703-4.*

27. Mémoire du ministre des affaires étrangères Ribbentrop, 29 avril 1938. *Ibid.*, 704-5.

le Reich s'étaient empirées depuis son arrivée au poste d'ambassadeur. Hull remarqua de manière acerbe que les relations auraient été meilleures si l'Allemagne avait adopté le programme de haut niveau suivi par les États-Unis : égalité d'opportunités pour toutes les nations, *fair play*, traitement équitable et aucune ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. En contraste avec le *fair play* étasunien, le gouvernement allemand avait récemment annoncé ne pas reconnaître le passif pour le paiement des « dettes extérieures » de l'Autriche. Cela signifiait que l'Allemagne, après avoir absorbé l'Autriche, refusait de reconnaître les dettes autrichiennes au lieu de les payer. Cet exemple de manquement envers les principes fondamentaux, assemblé à d'autres exemples de mauvaise foi, avait produit une forte marée de désapprobation aux États-Unis, si bien qu'il devenait difficile pour lui et pour le président de la retenir dans l'espoir que des relations amicales entre les deux nations pussent être établies.²⁸

Aux yeux de Dieckhoff, il apparaissait que le geste allemand de conciliation sur les activités du Bund germano-étasunien n'avait pas créé de climat d'opinion amical au département d'État. L'Allemagne, si elle voulait gagner l'amitié étasunienne, allait devoir abandonner tout espoir d'expansion par la force militaire, ou par « ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. » Le traité de Versailles avait gelé la structure politique de l'Europe. Toute tentative de dégeler cette structure par la friction d'une pression armée promettait de réveiller une forte désapprobation de la part des États-Unis. La passion du président résidait dans la paix, et il attendait des autres nations qu'elles exprimassent une partie de sa ferveur. Il allait considérer avec beaucoup d'aversion tout dessein d'agression. Au mois de novembre 1937, Hitler avait préparé un plan détaillé en vue de l'absorption de l'Autriche. La réussite de ce plan affecta profondément les relations germano-étasuniennes.

15.3 L'indépendance de l'Autriche est mise en jeu

Le plan d'absorption de l'Autriche de Hitler fut dévoilé le 5 novembre 1937 à la chancellerie du Reich, à un important groupe de conseillers de confiance — le Feld-Marschal von Blomberg, le colonel général baron von Fritsch, l'amiral Dr. Erich Raeder, le colonel général Hermann Goering, le baron von Neurath et le colonel Hossbach. Au cours de son exposé des problèmes auxquels l'Allemagne faisait face, Hitler affirma que l'avenir du Reich ne pourrait être assuré ni par l'autarcie, ni par une participation accrue à l'économie mondiale. Le Reich avait un besoin pressant de *Lebensraum*, et cela ne pouvait être obtenu qu'en passant par la conquête de territoires désirables : « La question allemande ne peut être résolue que par la force. » La dernière période au cours de laquelle cette guerre

28. Mémoire du secrétaire Hull au sujet d'une conversation tenue avec l'ambassadeur Dieckhoff, 7 juillet 1938. 711.62/160, MS, Department of State.

d'agression devait être lancée se situait entre 1943 et 1945. Il était probable que la guerre éclaterait bien avant ces dates. Au cas où des « tensions sociales en France » pourraient franchement réduire l'efficacité de l'armée française, ou si la France se trouvait engagée dans un conflit contre un autre État, l'Allemagne pourrait en profiter pour mettre en branle son plan d'expansion.

La direction de cette pression militaire était clairement indiquée : « Notre premier objectif doit être de conquérir la Tchécoslovaquie et l'Autriche dans le même temps. » Mais cette directive était flexible. Lorsque le moment de l'action arriva, l'absorption de l'Autriche reçut la priorité, quoique la Tchécoslovaquie fût considérée comme une prise d'une valeur supérieure.

L'opportunité de conflit pouvait se développer en partant d'une attaque anglo-française contre l'Italie, du fait de l'intervention de celle-ci dans la guerre civile espagnole et de son occupation continue des îles [Balears](#). À cet égard, Hitler affirma que la « date qui lui apparaissait comme possible était l'été 1938. »²⁹

15.4 L'ambassadeur Bullitt tient des conversations importantes

Quelques jours après cette importante conférence tenue à la chancellerie du Reich à Berlin, l'ambassadeur Bullitt décida de rendre visite en Pologne et en Allemagne pour découvrir si le navire de la paix européenne risquait de s'échouer sur les bas-fonds dissimulés de l'incompréhension. Au cours de sa visite à Varsovie, du 14 au 17 novembre 1937, il tient des conférences avancées avec d'importants dirigeants polonais. Le colonel [Beck](#), ministre polonais des affaires étrangères, lui confia qu'il pensait que l'Allemagne

dans un avenir proche, allait mener une action ou une autre contre la Tchécoslovaquie. . . Lui-même et le maréchal [Smigly-Rydz](#) exprimèrent l'opinion que la France n'allait pas intervenir pour sauver la Tchécoslovaquie. . . Je [Bullitt] m'inscrivis en faux avec cette opinion, car je pense que pour le moment, la France lancerait sa mobilisation sur-le-champ en cas d'attaque allemande contre la Tchécoslovaquie, soit directement, soit par les Allemands de Bohême. Je ne sais pas combien de temps cet état d'esprit va perdurer au sein du gouvernement français. . . J'ai demandé à Beck ce que la Pologne ferait si la France s'impliquait dans une guerre contre l'Allemagne par suite d'une attaque allemande contre la Tchécoslovaquie. Beck

29. Minutes de la conférence tenue à la chancellerie du Reich, Berlin, 5 novembre 1937. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945, Series D., I, 29-39.*

a répondu que dans le cas hypothétique que j'ai présenté... la Pologne ne se mettrait absolument pas en action... En aucune circonstance la Pologne n'allait s'impliquer pour protéger les satellites français en Europe centrale, et surtout pas la Tchécoslovaquie... En discutant de la question de Dantzig, Beck a affirmé que Hitler avait personnellement donné à Lipski, l'ambassadeur polonais à Berlin, l'assurance la plus absolue qu'il portait trop d'attention aux bonnes relations entre l'Allemagne et la Pologne pour permettre aux Allemands de Dantzig de faire quoi que ce fût qui aurait été totalement inacceptable aux yeux de la Pologne.

De Varsovie, Bullitt se rendit à Berlin où il tint plusieurs conversations avec les dirigeants allemands. Il trouva le baron von Neurath, le ministre des affaires étrangères, « suprêmement sûr de lui » et l'atmosphère de « la Wilhelmstrasse aussi arrogante qu'avant la guerre. » Neurath prodigua des assurances que

L'Allemagne désirait certainement la paix. Du point de vue de la France, il n'y avait absolument aucune question en suspens entre l'Allemagne et la France... Les économies nationales des deux pays se complétaient parfaitement, et il n'existait aucune raison pour que leurs activités commerciales entrassent en conflit... Qui plus est, les Français avaient énoncé clairement qu'ils étaient prêts à rendre les colonies allemandes qu'ils avaient reçues selon le traité de Versailles, pourvu que l'Angleterre en fit autant... Il craignait que les Britanniques se montrassent extrêmement rigides au sujet des colonies allemandes... En conclusion, Neurath m'a dit : « Dites à vos amis français que nous sommes tout à fait prêts à établir les meilleures relations possibles avec eux. »

Bullitt jugea que le Dr. Schacht se faisait assez prudent en émettant ses commentaires. Il se sentit forcé à parler de l'« absolue nécessité de faire quelque chose pour produire la paix en Europe, avant que n'éclate la guerre vers laquelle le Continent dérive. » Hitler était « déterminé à finir par accaparer l'Autriche, et à obtenir au moins l'autonomie pour les Allemands de Bohême. » La seule manière selon laquelle « il pouvait voir la paix était en passant par des négociations entre la France et l'Allemagne. »

Le général Goering était très volubile. Il répéta l'opinion du Dr. Schacht, selon laquelle il n'y aurait pas de véritable querelle entre la France et l'Allemagne. Au sujet de nombreux problèmes auxquels était confrontée l'Allemagne, Goering s'exprima avec moult détails :

J'ai demandé si... l'Allemagne était absolument déterminée à annexer l'Autriche au Reich. Il a répondu que ceci était une

détermination absolue du gouvernement allemand... L'Allemagne ne tolérerait aucune autre solution à la question autrichienne que celle de la consolidation de l'Autriche au sein du Reich allemand... J'ai demandé à Goering si le gouvernement allemand était tout aussi décidé sur le sujet des Allemands de Bohême que sur celui de l'Autriche. Il a répondu qu'il ne pouvait exister qu'une seule solution finale à cette question : les Allemands des Sudètes doivent entrer dans le Reich allemand à l'instar de tous les autres Allemands vivant à côté du Reich. Goering a ensuite poursuivi pour affirmer qu'il déplorait fortement le présent état des relations commerciales entre l'Allemagne et les États-Unis. Le commerce entre les deux pays cessait de présenter la moindre importance, ce qui était contraire à la raison... Il m'a alors demandé pourquoi, à mon avis, il existait de l'hostilité aux États-Unis à l'encontre de l'Allemagne. J'ai répondu que cette hostilité avait de nombreuses sources. Tous les Étatsuniens étaient attachés à l'idéal de la démocratie. Il y a eu un gouvernement démocratique en Allemagne... qui a été détruit et remplacé par la dictature nazie... Qui plus est, le gouvernement allemand avait dans le même temps attaqué avec la plus grande violence les Juifs, l'Église catholique et l'Église protestante... Il pensait que la violence de la réaction aux États-Unis provenait sans doute des Juifs. J'ai répondu que dans une certaine mesure, celle-ci provenait des Juifs, et que cela n'était que normal... J'ai ensuite ajouté qu'... il apparaissait que le gouvernement nazi était engagé à établir des organisations nazies aux États-Unis. Ni le gouvernement, ni le peuple des États-Unis ne pouvaient tolérer la formation sur leur sol de quelque groupe national que ce soit... dirigé par un pays étranger ou l'autre... Goering a affirmé qu'il considérait l'ensemble de ce raisonnement comme compréhensible... Le gouvernement allemand avait interdit à tout ressortissant allemand de participer de quelque manière que ce fût à la formation de tels groupes... Goering a alors ajouté qu'il espérait que je comprenais qu'il existait un désir intense de la part du gouvernement allemand de développer de meilleures relations avec les États-Unis...³⁰

15.5 Hitler joue les hôtes pour Lord Halifax

L'Allemagne désirait « de meilleures relations » non seulement avec les États-Unis, mais également avec la Grande-Bretagne. Goering s'était mon-

30. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 23 novembre 1937. 123 Bullitt, William C./382-383, MS, Department of State.

tré très franc avec l'ambassadeur Bullitt au sujet de l'absorption de l'Autriche. Cette même candeur pouvait prodiguer des bénéfices considérables avec d'importants dirigeants britanniques. Goering estimait que lui-même et Lord Halifax avaient un dénominateur commun de compréhension, créé par un amour mutuel pour la chasse. À l'automne 1937, Goering, en tant que garde-chasse du Reich, invita Halifax à Berlin pour une Exposition Internationale de Chasse. Halifax, célèbre maître de fox-hounds, n'avait jamais accepté la description acide faite par Oscar Wilde de la chasse au renard : « La poursuite de l'immangeable par l'innommable. »

Avant l'arrivée de Halifax à Berlin, le gouvernement allemand procéda à une évaluation rapide de la situation. Franz von Papen avait quitté Vienne pour une visite rapide à Paris où il avait discuté avec les dirigeants français de certains problèmes importants qui demandaient un règlement rapide. Il avait une personnalité plus retorse que Goering, et ne parlait pas aussi franchement des objectifs ultimes de Hitler. Au cours d'une conversation avec le ministre français des finances, il exprima l'espoir que la France allait « arrêter de désigner chaque extension de l'influence allemande dans la région du Danube comme menace envers les intérêts français. » Lorsque Bonnet s'enquit des véritables objectifs de l'Allemagne dans cette région, von Papen répondit par le mensonge éhonté selon lequel l'Allemagne ne désirait que la « communauté la plus étroite d'intérêts économiques et intellectuels, avec la préservation de l'indépendance autrichienne. » Par la suite, en parlant avec le premier ministre Chautemps, von Papen répéta cet exercice de tromperie. Il ne révéla pas la détermination de Hitler à absorber l'Autriche. Le Führer désirait une « évolution marquée de l'influence allemande en Autriche, obtenue par des moyens d'évolution. » Lorsque Chautemps entendit l'assurance par von Papen que la politique de Hitler dans la région du Danube était évolutionnaire plutôt que révolutionnaire, il fut pris d'une telle émotion qu'il prit impulsivement le diplomate nazi dans ses bras et s'exclama avec joie : « Dites au Führer que ce serait un jalon dans l'histoire du monde si tous les deux nous portions la politique européenne à une base nouvelle et plus saine. »³¹

À Londres, Halifax eut une brève conversation avec l'ambassadeur Ribbentrop au sujet de sa prochaine visite à [Berchtesgaden](#). Il apparaissait que ses conversations avec le Führer auraient principalement trait aux « questions autrichienne tchèque » et à l'important sujet du rétablissement des colonies allemandes. Halifax souligna le point de vue qu'une guerre entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne « signifierait la fin de la civilisation. » Ribbentrop s'accorda sur cette sombre prédiction, puis émit l'observation qu'« il ne se trouvait pas un seul Allemand pour désirer un tel conflit. »³²

31. Rapport de von Papen au chancelier Hitler de sa conversation avec Bonnet et Chautemps, 8 novembre 1937. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, I, 41-45.

32. De l'ambassadeur Ribbentrop au ministre allemand des affaires étrangères, Londres, 15 novembre 1937. *Ibid.*, pp. 46-47.

Le 10 novembre, Halifax arriva à Berlin et tint bientôt une conversation avec le général Goering, qui lui confia que le gouvernement allemand avait pour objectif d'intégrer l'Autriche et les Sudètes au Reich. Il affirma ensuite que Hitler désirait également le retour de Dantzig à l'Allemagne ainsi qu'une solution raisonnable au problème du couloir polonais.

Après avoir écouté les déclarations candides faites par Goering au sujet des objectifs du gouvernement nazi, Halifax se rendit à Berchtesgaden pour y rencontrer Hitler. Le 19 novembre, il eut sa conversation mémorable avec le Führer. Il existe quatre versions de cette conversation, dont trois proviennent du bureau allemand des affaires étrangères,³³ et la quatrième du rapport resté non-publié que Halifax produisit pour le *Foreign Office* britannique. Une copie de cette version du *Foreign Office* fut envoyée au département d'État pour que le président Roosevelt pût disposer d'une « image de l'intérieur » de la crise diplomatique européenne.

Après que Lord Halifax eut ouvert formellement la conversation, Hitler remarqua qu'un accord entre la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie n'aurait guère de valeur « à moins de prendre en compte les réalités, pour déplaisantes qu'elles soient. » Le statu quo « ne pouvait durer éternellement. Des changements pouvaient être apportés par (1) le jeu des forces — ce qui signifiait la guerre ; (2) un règlement raisonnable. Nous avons connu l'expérience de (1) et il était par conséquent impératif de passer à (2), la voie d'une solution raisonnable. »

Hitler se plaignit ensuite qu'« il était difficile de traiter des affaires avec les démocraties en raison du système de partis et de la liberté de la presse. À l'exception de l'Accord Naval, toutes ses tentatives précédentes avaient échoué du fait de cette difficulté à traiter des affaires avec les démocraties. » Lord Halifax répondit sèchement que « si un accord devait dépendre de l'abandon de la démocratie par la Grande-Bretagne, c'était perdre son temps que d'en discuter. » Hitler remarqua alors sans délai que sa référence avait été « principalement dirigée vers la démocratie française. »³⁴

Halifax remarqua alors qu'en Angleterre, on pensait qu'il était « parfaitement possible d'évacuer la mésentente qui existait au moment présent » entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La solution recherchée pourrait éventuellement être trouvée au travers d'un « échange de vues ouvert. » Ces vues pouvaient peut-être amener à un accord intégrant non seulement la Grande-Bretagne et l'Allemagne, mais aussi la France et l'Italie.

Hitler pensait qu'un tel accord devait aller bien plus loin que de simples « relations mutuellement polies. » L'Allemagne devait pour commencer se voir traitée comme une nation « ne portant plus les stigmates moraux ou matériels du traité de Versailles. » Le nœud du problème était la question

33. La version la plus complète de la conversation du 19 novembre 1937 entre Halifax et Hitler figure dans *Documents on German Policy, 1918-1945, Series D, I, 55-67.*

34. Conversation entre Lord Halifax et Hitler à Berchtesgaden, 19 novembre 1937. 740.00/238 1/2. Confidential file, MS, Department of State.

de savoir « quelle coopération politique active pouvait être accordée par un pays qui à d'autres égards ne s'était même pas vu accordé les nécessités de vie les plus urgentes. »

Halifax répondit rapidement que chacun en Angleterre « respectait l'Allemagne en tant que grand pays souverain, et que ce n'était que sur cette base qu'elle serait traitée. » Le gouvernement britannique n'estimait pas nécessairement que le statu quo « devait être maintenu en toutes circonstances. » Cependant, des changements ne pouvaient se produire que sur « la base d'accords raisonnables atteints par la voie de la raison. »

Mais Hitler exprima la crainte qu'il serait difficile pour les démocraties de négocier « des accords raisonnables » en raison des pressions exercées par les démagogues. Sur le sujet du rétablissement des colonies confisquées à l'Allemagne au sortir de la Guerre mondiale, il savait que les Conservateurs britanniques s'opposeraient vigoureusement à toute initiative. Il en « allait de même en France. » Les partis politiques, avec leur constant besoin d'installer des barrières politiques, allaient ériger des obstacles élevés sur la voie du réalisme.

Lord Halifax remit sèchement en cause la vision selon laquelle le gouvernement britannique était l'« esclave » d'hommes politiques aux vues démagogiques. En Angleterre, nul gouvernement « digne de ce nom n'était sous la domination de parties extérieures. » Il désirait également énoncer clairement que la Grande-Bretagne n'adoptait pas la position selon laquelle la question du retour des colonies allemandes ne devait pas être discuté. Cependant, les dirigeants britanniques croyaient fermement qu'il s'agissait d'un problème nécessitant un règlement général, et que par conséquent des négociations entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne ne seraient que d'un caractère préparatoire.

La conversation se tourna vers la Société des Nations et Halifax demanda à Hitler s'il « voyait une quelconque possibilité de rapprocher à nouveau l'Allemagne d'une coopération plus étroite avec les autres nations de la Société des Nations. » En quoi Hitler voudrait-il voir la Société des Nations « modifiée avant que l'Allemagne n'en redevînt membre ? » Hitler exprima l'opinion que sans l'Allemagne, l'Italie et le Japon, la Société des Nations n'était pas une véritable ligue de nations. Savoir si l'Allemagne allait jamais revenir à Genève était une « question qui ne pouvait trouver de réponse pour l'instant. »

Au sujet de la question du désarmement, Hitler reconnut n'avoir aucune idée sur la manière dont elle pourrait être posée « dans le cadre des possibilités pratiques. » En tous cas, il ne croyait pas en les conférences qui étaient « vouées à l'échec dès le départ. »

Pour ce qui concernait l'Autriche, Hitler fit mention de l'accord austro-allemand du 11 juillet 1936, et exprima l'espoir qu'« il pourrait déboucher sur l'aplanissement de toutes les difficultés. » Au sujet de la Tchécoslovaquie, les Tchèques eux-mêmes occupaient une « position propre à ba-

layer toutes les difficultés en place. » L'Allemagne « attachait beaucoup d'importance à maintenir de bonnes relations avec l'ensemble de ses voisins. »³⁵

Dans son rapport au *Foreign Office* britannique, Lord Halifax remarqua que l'atmosphère à Berchtesgaden ainsi que l'

ensemble de la conversation fut calme et amical, quoique le chancelier fit montre d'une certaine réserve, résultant peut-être de la fatigue, ou peut-être d'un sentiment que ses perspectives n'ont que peu de choses en commun avec celles des gouvernements démocratiques. Herr Hitler a affirmé qu'il espérait que nous pourrions sortir de l'atmosphère de « catastrophe imminente. » La situation en Europe n'était pas dangereuse, et parmi toutes les nations, seule la Russie pouvait éventuellement penser à cette date à la guerre.

Le chancelier allemand et d'autres personnages donnaient l'impression qu'ils n'étaient pas sur le point de s'embarquer dans des aventures impliquant la force ou au moins la guerre... Lord Halifax avait pour opinion qu'ils allaient poursuivre leurs objectifs en Europe centrale ou en Europe de l'Est d'une manière qui ne laisserait sans doute pas aux autres nations les raisons, ou l'opportunité, d'intervenir.³⁶

Le 29 novembre, le premier ministre Chamberlain et Lord Halifax tinrent une conférence à Londres avec le premier ministre français et le ministre français des affaires étrangères. Lord Halifax revint sur sa conversation avec Hitler et exprima la « conclusion générale » selon laquelle l'Allemagne estimait qu'il appartenait désormais à la Grande-Bretagne et à la France de « proposer une solution sur la question coloniale si elles en voulaient une. » À cet égard, l'Allemagne estimait que « l'ensemble de ses anciennes colonies d'Afrique devait lui être rendu. »

Halifax exposa ensuite ses impressions personnelles sur Hitler et sur la situation de l'Europe. Son impression principale était

que les Allemands comptaient faire pression au sujet de leurs revendications coloniales, mais qu'ils n'exerceraient pas ces pressions jusqu'au stade de la guerre. À moins que leur revendication pût être exaucée sous une certaine forme, il serait impossible d'améliorer les relations d'une manière propre à progresser vers l'objet que nous avons tous à l'esprit. Par conséquent, la question que nous devons nous poser était de savoir s'il était possible d'utiliser ce problème comme levier pour obtenir certaines choses désirées à la fois par les gouvernements

35. Conversation entre Lord Halifax et Hitler, 19 novembre 1937. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945, Series D, I, 55-65.*

36. Conversation entre Lord Halifax et Hitler, 19 novembre 1937. 740.00/238 1/2, MS, Department of State.

français et anglais, comme par exemple une contribution par l'Allemagne à la paix en Europe...

Son impression générale [celle de Lord Halifax] était que l'Allemagne était extrêmement soucieuse d'entretenir des relations amicales avec nous. Les Allemands auxquels nous avons parlé étaient également soucieux de le convaincre que l'Allemagne n'entretenait aucune cause de difficulté avec la France... Dans le même temps, pour désireux qu'il [Hitler] fût d'une amitié avec nous, le chancelier n'était pas prêt à courir derrière nous, et avait conscience de sa propre force. Il n'était pas enclin à des aventures rapides, en partie du fait qu'elles pourraient n'être pas profitables, et en partie parce qu'il s'employait à reconstruire l'Allemagne sur le plan intérieur... Le général Goering lui avait donné l'assurance que pas une seule goutte de sang allemand ne serait versée en Europe, sauf si l'Allemagne y était absolument contrainte.

Les Allemands lui avaient donné [à Lord Halifax] l'impression d'être convaincus qu'ils avaient le temps pour eux, et qu'ils escomptaient atteindre leurs objectifs de manière ordonnée.

Le premier ministre Chautemps interrompit le discours de Halifax et s'enquit de la sincérité des « mots rassurants [de Hitler] au sujet de la Tchécoslovaquie. » Halifax répondit qu'il avait été « surpris par la modération des remarques de Herr Hitler sur ce point. Il ne pouvait que supposer que leur degré de permanence dépendrait pour partie du positionnement international général de l'Allemagne, et de l'influence que nous pourrions exercer sur les développements à venir de la politique allemande. » Il était évident, à son avis, que Hitler attendait des propositions concrètes sur le sujet colonial avant de s'engager dans une discussion sur les autres sujets.³⁷

Peu après le retour du premier ministre Chautemps à Paris, l'ambassadeur Bullitt eut avec lui une longue conversation au sujet de la situation européenne. Chautemps affirma qu'il

estimait que tout développement pratique immédiat serait impossible en raison du refus britannique d'accorder la moindre concession en matière coloniale à l'Allemagne. Au cours des conversations tenues à Londres, son gouvernement [à Chamberlain] avait commencé à approcher délicatement la question de savoir si la France aurait pu être disposée à céder le Cameroun à l'Allemagne sur-le-champ sans qui pro quo. Chamberlain n'avait fait aucune mention directe à ce sujet, mais lui, Chautemps, avait perçu ce qui occupait l'esprit de Chamberlain et avait par conséquent affirmé immédiatement que la France ne pouvait pas se mettre en position d'être le seul pays

37. Conversation entre le premier ministre Chamberlain, Lord Halifax, le premier ministre Chautemps, et le ministre des affaires étrangères Delbos, à Londres, 29 novembre 1937. 740.00/241 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

accordant des concessions à l'Allemagne en matière coloniale, et qu'elle ne le ferait que si l'Angleterre était prête à en accorder également de semblables, et si ces concessions s'intégraient dans un règlement général. . . Chautemps affirma que sa déclaration avait mis un point d'arrêt à toute suggestion qui aurait pu être émise par les Britanniques en vue de satisfaire les ambitions coloniales allemandes en cédant au Reich des colonies portugaises, belges ou françaises. . .

Chautemps poursuivit en affirmant que Halifax avait réalisé une gaffe importante lors de sa conversation avec Hitler. Il avait commencé par dire à Hitler qu'il n'était pas venu pour discuter des sujets en Europe centrale, et avait accepté sans protester la réponse de Hitler selon laquelle la Grande-Bretagne n'était certes que fort peu intéressée par ce qui pouvait se produire en Europe centrale.

J'ai demandé à Chautemps s'il voyait une possibilité d'utiliser les conversations de Londres comme base pour améliorer les relations entre la France et l'Allemagne. . . Chautemps a répondu qu'il pensait qu'il existait actuellement en Allemagne un véritable désir de développer des relations plus étroites avec la France. Il était bien entendu impossible à la France de se jeter dans les bras de l'Allemagne et de constituer du jour au lendemain une alliance offensive et défensive ; mais il pourrait s'avérer possible d'inaugurer une période de véritable recherche de l'amitié. . .

Chautemps a poursuivi en affirmant que lui et Chamberlain estimaient tous deux que les Allemands avaient absolument raison dans leur interprétation selon laquelle l'article XVI [ayant trait à l'imposition de sanctions] devait être supprimé de la Charte de la Société des Nations. Il n'a pas vraiment osé affirmer cela à haute voix, car Delbos n'était pas d'accord avec lui ; et Herriot et Paul Boncourt. . . n'avaient pas encore compris que leur Dieu était mort. Ils étaient encore à genoux face à l'autel de la Société des Nations, dont la divinité avait depuis longtemps été retirée. . .

Chautemps a affirmé qu'il allait également me divulguer un autre élément, hautement indiscret. Pour autant qu'il fût concerné, il voyait avec une placidité considérable la possibilité que l'Allemagne pût annexer l'Autriche, car il pensait que cela allait produire une réaction immédiate de la part de l'Italie contre

*l'Allemagne.*³⁸

Au mois de décembre 1937, Delbos, le ministre français des affaires étrangères, mena une visite rapide en Pologne et dans les pays de ladite *Petite Entente*. Il donna l'assurance à l'ambassadeur Bullitt qu'il était « tout à fait satisfait » des résultats de cette évaluation rapide. Il avait pu « s'assurer au travers de contacts personnels que la Petite Entente et la Pologne étaient déterminées à continuer d'occuper leurs positions au sein de la sphère de la politique française. » Il craignait cependant un « mouvement allemand contre l'Autriche qui ne rencontrerait que peu de résistance de la part de l'Autriche elle-même ou des Puissances extérieures. » Il n'avait aucun « plan constructif pour l'avenir mais se sentait obligé de suivre une politique de *wait and see*. »³⁹

15.6 La Grande-Bretagne bloque un programme de paix présidentiel

Le président Roosevelt n'accepta pas la politique de « *wait and see* » de Delbos. Peu après son discours de la quarantaine du 5 octobre, il décida de lancer une véritable offensive de paix. En tant que président des États-Unis, il allait émettre un appel aux nations du monde pour essayer de définir un chemin vers la paix. Il allait souligner la nécessité d'adhérer étroitement aux principes de bonne conduite internationale. Une suggestion serait émise au sujet du problème de désarmement, et il allait attirer les attentions sur l'importance de mettre à bas les principaux obstacles au commerce mondial. Du fait des horreurs de la guerre moderne, il avait pour projet de demander aux nations du monde d'adopter des régulations ambitieuses qui préserveraient la sûreté et le bien-être des populations civiles. Le plan détaillé visant à mettre en œuvre ces suggestions devait être confié à un comité de dix nations dont les membres représenteraient toutes les parties du monde.⁴⁰

Le président avait prévu d'émettre cet appel le jour de l'Armistice, lors d'une réunion de l'ensemble du Corps diplomatique à la Maison-Blanche, mais il se heurta à l'« opposition [quasiment] hystérique » de certains de ses « conseillers les plus proches. » Il décida finalement de commencer par évoquer le sujet avec le *Foreign Office* britannique et d'évaluer sa réaction

38. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 4 décembre 1937. 740.00/239, *Confidential file*, MS, Department of State. Le 25 janvier, au cours d'une conversation avec Delbos, le ministre des affaires étrangères, Bullitt entendit de nouveau ces affirmations fortes au sujet du désir de l'Allemagne d'un accord avec la France : « Delbos a dit qu'il était convaincu que l'Allemagne désirait véritablement trouver un accord avec la France pour le temps présent. » *New York Times*, 2 décembre 1949.

39. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 23 décembre 1937. 740.00/251. *Confidential file*, MS, Department of State.

40. Sumner Welles, *The Time for Decision* (New York, 1944), pp. 64-66; Keith Feiling, *The Life of Neville Chamberlain* (New York, 1946), p. 336.

à celui-ci. Lorsque la proposition de Roosevelt parvint au *Foreign Office* le 12 janvier 1938, Anthony Eden jouissait en France de brèves vacances. Le premier ministre Chamberlain lut la proposition avec surprise et envoya sur-le-champ une ferme réponse négative. Le gouvernement britannique était prêt à présenter un plan d'apaisement à l'Allemagne et à l'Italie, qui pouvaient se trouver affectées négativement par toute intervention diplomatique étasunienne. Le premier ministre Chamberlain envoya une lettre au président Roosevelt dans laquelle il remarquait que le gouvernement étasunien était bien conscient

des efforts que mène le gouvernement de Sa Majesté pour susciter une mesure d'apaisement [eu égard à l'Allemagne et l'Italie]. Il [le président] sera intéressé de savoir que récemment, le gouvernement de Sa Majesté a reçu une requête de la part du gouvernement italien visant à savoir quand les conversations pourraient être de nouveau ouvertes avec le gouvernement de Sa Majesté, et qu'au cours des quelques derniers jours, j'ai convenu avec le secrétaire d'État que le gouvernement italien devrait discuter à Genève le 16 janvier avec le ministre français des affaires étrangères de la possibilité de mener une nouvelle approche vers la réconciliation avec l'Italie, pouvant apporter l'apaisement au moins à la région méditerranéenne. . .

Notre plan, aussi bien pour l'Allemagne que pour l'Italie, repose sur l'idée que nous et eux sommes tous en position d'apporter une contribution à l'objectif que nous désirons tous obtenir. Il n'y aurait pas besoin de discuter si notre contribution est plus ou moins importante que la leur. . .

Je mentionne ces éléments afin que le président puisse examiner. . . s'il n'existe pas un risque que sa proposition ne puisse entraver nos efforts ici. Il est probable que les gouvernements italien et allemand, de la part desquels nous aurions à demander une contribution. . . ne seront pas prêts à donner. . . sur l'idée que les sujets en cours de discussion, qui pour la plupart seront d'un trait spécifique et concret, semblent avoir tous fusionné dans les problèmes plus vastes que le président envisage de traiter en tant qu'ensemble. . .

Je pense que l'on jugerait regrettable que l'action. . . que je suis certain que le président compte mener, prise par lui en parallèle des efforts que nous menons, s'avérerait utilisable pour bloquer les progrès dans les directions desquelles nous avons travaillé dur au cours des derniers mois, et pour lesquelles nous pensons que les jalons ont été positionnés d'une manière assez peu confortable. Cela m'amène à demander au président s'il ne serait pas plus avisé de s'abstenir d'agir pour une brève période, afin de voir les progrès auxquels nous pouvons aboutir en com-

*mençant à aborder certains des problèmes — voyez ma lettre du 23 mai.*⁴¹

En réponse à cet appel du premier ministre, le président laissa tomber toute pensée de prendre l'initiative de proposer aux nations du monde un plan qui pourrait assurer la paix. Dans sa réponse à M. Chamberlain, le président fit les commentaires qui suivent :

Au vu des opinions et considérations avancées par le premier ministre, je conviens sans problème d'ajourner brièvement la proposition que je comptais faire, comme il le suggère, afin que le gouvernement de Sa Majesté puisse voir les progrès qu'il obtiendra en commençant les négociations qu'il envisage...

*Je vais exprimer l'espoir qu'il sera assez bon pour me tenir au courant des développements eu égard à certains aspects des négociations directes menées avec l'Allemagne et l'Italie... Ce gouvernement [celui des États-Unis, NdT] n'a bien entendu aucun lien avec les caractéristiques politiques de ces négociations. J'estime cependant qu'il serait des plus utiles à ce gouvernement d'être informé des traits des négociations qui auraient un effet matériel sur le maintien des principes internationaux et sur les politiques d'apaisement du monde que ce gouvernement tâche de soutenir.*⁴²

Anthony Eden était un fervent partisan d'œuvrer en coopération étroite avec les États-Unis. Lorsqu'il apprit que le premier ministre Chamberlain avait rejeté la proposition du président en date du 12 janvier, il rentra sur-le-champ en Angleterre, et fit connaître sa forte désapprobation face à cette décision. Suite à cette pression, le premier ministre envoya une seconde lettre au président, dans laquelle il déclara qu'il « accueillerait favorablement l'initiative du président, et que le gouvernement britannique ferait tout son possible pour contribuer à la réussite du projet, quel que soit le moment où le président déciderait de le lancer. »⁴³

Mais le président Roosevelt pensait désormais qu'il était trop tard pour qu'il s'embarquât dans une aventure majeure sur les mers de la diplomatie qui se faisaient de plus en plus agitées avec l'approche de la mi-mars. Il devenait plus opportun pour lui de suivre une politique d'attente vigilante. Par conséquent, sa proposition du 12 janvier reste comme l'une des plus grandes possibilités inachevées de l'histoire mondiale. À cet égard, Sumner Welles remarque :

Au mois de novembre 1937, la situation européenne restait fluide. Lorsque Hitler avait sans aucun doute formulé tous

41. Du premier ministre Chamberlain au président Roosevelt, 14 janvier 1938. 740.00/264A, *Confidential file*, MS, Department of State.

42. Du président Roosevelt au premier ministre Chamberlain, Washington, 17 janvier 1938. 740.00/264B, *Confidential file*, MS, Department of State.

43. Welles, op cit., p. 68.

ses projets en coopération avec l'État-Major allemand, les politiques de l'Italie étaient encore loin d'avoir pris forme. La pleine participation des États-Unis dans une telle tentative à l'échelle mondiale de maintenir la paix, comme envisagée par le président, aurait pu mettre l'Italie en pause. Elle aurait pu déboucher sur une modification radicale de la politique japonaise...

*Avec l'annexion de l'Autriche et la menace d'attaque contre la Tchécoslovaquie au printemps 1938, le président ne disposait plus de véritable opportunité d'arrêter la calamité en approche.*⁴⁴

Les vacillations de Chamberlain dérangèrent tellement Anthony Eden que ce dernier quitta son poste de secrétaire aux affaires étrangères le 20 février. Lord Halifax et Chamberlain pouvaient désormais mener leur politique d'apaisement, qui prit fin subitement lorsque les légions de Hitler eurent procédé à leur entrée à Prague, redoutée de longue date.

44. Ibid., p. 69.

Chapitre 16

Hitler s’empare de l’Autriche et progresse ainsi vers un Anschluss longtemps différé

Les projets du président Roosevelt et du premier ministre Chamberlain visant à conclure une sorte d’accord avec le chancelier Hitler ne constituaient guère que des expressions de vœux pieux. Le chancelier entretenait ses propres projets, et un apaisement partiel n’aurait pu suffire à les satisfaire.

16.1 La Valse de Vienne prend des accents macabres

Les relations entre l’Autriche et l’Allemagne sur la période s’étalant de 1936 à 1938 nous offrent un excellent exemple des procédures tortueuses caractérisant la diplomatie nazie. L’accord du 11 juillet 1936 fut le point de départ du processus de désintégration de l’Autriche. Derrière une façade de locutions amicales, la machine de propagande nazie était bien installée, et avec l’aide de nombreuses organisations politiques, le gospel du national-socialisme fut propagé haut et fort. L’accord énonçait explicitement que les deux pays appartenaient à l’orbite culturelle allemande, et que toute restriction sur les « échanges culturels » devait être promptement supprimée. Les deux nations devaient « influencer leur presse respective » afin que « ses critiques objectives de la situation dans l’autre pays » ne fussent pas « offensantes. » Le gouvernement autrichien devait mener sa politique étrangère « à la lumière des tentatives pacifiques de la politique étrangère du gouvernement allemand. » Il devait également nommer dans un avenir proche des « représentants de ladite “opposition nationale en Autriche” pour prendre leur part de responsabilité politique. »¹

1. *Documents on German Foreign Policy, 1919-1945*, Series D, I, 278-81.

L'absorption finale de l'Autriche par les nazis perlait entre les lignes de ce document tout entier. Les pressions politiques qui s'exerçaient en Europe ne permettaient plus que fût retardée cette union. Franz von Papen et les autres diplomates pouvaient céder au double langage pour esquisser toute affirmation claire de ce fait, mais le général Goering se montrait tout à fait franc lorsqu'il exprimait les véritables implications de la ligne politique nazie. Au mois d'octobre 1936, il tint une conversation importante avec Kurt von Schuschnigg, le chancelier fédéral d'Autriche, et après l'avoir sondé sur la situation autrichienne, il avait rapporté avoir une « confiance » assurée envers les « objectifs » de Schuschnigg.²

Mais Schuschnigg réduisit à néant une grande partie de cette confiance lorsque, le 26 novembre, à Klagenfurt, il prononça un discours s'opposant à toute nouvelle progression du national-socialisme en Autriche. Von Neurath donna pour instruction à la légation allemande de Vienne d'exprimer sa « stupéfaction » après cette tirade. Le chancelier fédéral « croyait-il réellement » pouvoir continuer « à prendre implacablement des mesures opposées au national-socialisme ? »³

Cette attitude hostile de la part de Schuschnigg amena Hitler à envoyer en janvier 1937 une protestation au gouvernement allemand, faisant référence à l'action punitive qui avait été menée contre des personnes membres d'une « organisation national-socialiste. »⁴ L'explication fournie par le chancelier fédéral ne fut pas tout à fait satisfaisante aux yeux du ministère allemand des affaires étrangères.⁵

Il devenait désormais tout à fait clair aux yeux de Hitler qu'il ne pouvait en aucune manière compter sur Schuschnigg pour soutenir les plans d'expansion nazis. Il allait falloir éliminer le chancelier fédéral, mais il était pour commencer opportun de voir l'étroitesse des liens existants entre Mussolini et les dirigeants autrichiens. Au mois de janvier 1937, Goering fut envoyé à Rome pour explorer la situation. Suivant ses manières franches et directes habituelles, il s'enquit de savoir si le Duce était prêt à reconnaître que l'Autriche figurait dans la « sphère d'intérêt allemande » et si par conséquent « un Anschluss-même pouvait être mené » si Hitler le désirait.⁶

Mussolini ne s'empressa pas de mordre à l'hameçon. Il finit cependant par assurer à Goering qu'il allait exercer des pressions sur le gouvernement autrichien pour que celui-ci exécutât loyalement l'accord du 11 juillet. En

2. Mémoire au sujet d'une réunion entre le colonel général Goering et le chancelier fédéral autrichien, Kurt von Schuschnigg, 13 octobre 1936. Ibid., pp. 306-9.

3. Du ministère allemand des affaires étrangères à la légation allemande en Autriche, Berlin, 28 novembre 1936. Ibid., p. 351.

4. Du secrétaire d'État et chef de la chancellerie présidentielle au ministre des affaires étrangères, 13 janvier 1937. Ibid., p. 374.

5. De l'ambassadeur d'Allemagne (Papen) au ministère allemand des affaires étrangères, Vienne, 14 janvier 1937. Ibid., pp. 375-76.

6. Mémoire produit par l'ambassadeur d'Allemagne en Italie (Hassell), Rome, 16 janvier 1937. Ibid., p. 376.

outre, en cas de « conflit en Autriche, l'Italie ne reprendrait pas le “guêt sur Brenner” contre l'Allemagne. »⁷

Goering comprit que Mussolini se montrait trop avisé pour souscrire aux desseins d'agression nazis sauf à recevoir un *qui pro quo* substantiel. On pouvait lui en proposer un sous la forme d'un soutien ferme aux ambitions italiennes en Éthiopie. Face à la forte opposition au sein de la Société des Nations, cette action pouvait rapidement convaincre le Duce que l'amitié allemande avait bien plus de prix que l'indépendance de l'Autriche. Lorsqu'il arriva à ce point de vue, l'armée allemande put marcher sur Vienne en confiance.

L'Allemagne prit soin de ne pas trop hâter Mussolini sur ce sujet. Au mois de mai 1937, von Neurath rendit une visite à Rome et affirma de manière rassurante au Duce que l'Allemagne continuait d'honorer l'accord austro-allemand du 11 juillet 1936, et ne « préparait pas d'action surprise ou éruptive. »⁸

Mais Schuschnigg était de plus en plus difficile à gérer, et von Papen confia bientôt au représentant italien à Vienne que les actions menées par le chancelier fédéral était perturbantes au point qu'à moins que les tensions fussent soulagées, « nous pourrions facilement nous retrouver dans une situation très défavorable aux intérêts de l'Axe Berlin-Rome. »⁹

Il devint bientôt évident aux yeux du ministère allemand des affaires étrangères que le temps, ainsi que l'incompétence britannique, jouaient en faveur de Hitler. L'aventure éthiopienne et la guerre civile en Espagne avaient poussé de plus en plus Mussolini dans les bras de Hitler, pendant qu'Eden lui faisait la leçon sur les pêchés d'agression. Lorsque l'Allemagne s'ébranla et reconnut la conquête de l'Éthiopie par l'Allemagne tout en envoyant une assistance armée à Franco, le Duce oublia totalement l'intérêt qu'il avait voué à l'indépendance de l'Autriche. La *realpolitik* devint le mot d'ordre du moment à la Wilhelmstrasse.

À Londres, les diplomates britanniques considéraient avec beaucoup de préoccupation ce rapprochement italo-allemand, et certains d'entre eux estimaient que l'assentiment britannique aux demandes d'expansion de Hitler en Europe centrale pourraient affaiblir ces liens récents. Sir Neville Henderson, l'ambassadeur britannique en Allemagne, était l'un de ces apôtres de l'apaisement. Peu après son arrivée à Berlin, il reçut une invitation de la part de von Papen à visiter l'Autriche. À Vienne, il échangea rapidement des confidences intimes avec l'ambassadeur nazi. Il était tout à fait d'accord « avec le Führer sur l'idée que le principal et le plus grand des

7. Mémoire de l'ambassadeur d'Allemagne en Italie (Hassell), Rome, 30 janvier 1937. Ibid., pp. 384-85.

8. Du ministère allemand des affaires étrangères à l'ambassade d'Allemagne en France et aux légations allemandes en Autriche et en Tchécoslovaquie, Berlin, 8 mai 1937. Ibid., p. 419.

9. De l'ambassadeur d'Allemagne en Autriche (Papen) au ministère allemand des affaires étrangères, Vienne, 26 mai 1937. Ibid., p. 424.

dangers envers l'existence de l'Europe était le bolchevisme, et que tous les autres points de vue devaient être subordonnés à celui-ci. » Après que von Papen eut souligné la manière nazie de considérer le problème autrichien, il émit la remarque qu'il était convaincu que « l'Angleterre comprenait pleinement la nécessité historique d'une solution à cette question dans le sens du Reich et de l'Allemagne. » Il était tout à fait opposé aux tentatives menées par l'ambassadeur britannique à Vienne en vue de préserver l'indépendance autrichienne, et avait pour certitude que ses propres opinions à cet égard allaient « l'emporter à Londres. » Il espérait cependant que l'Allemagne « ne se précipitât point dans la solution de ce problème. »¹⁰

Hitler n'avait aucune intention de rechercher une réponse immédiate au problème de l'Autriche. Au cours d'une conversation avec le général Goering et le ministre des affaires étrangères von Neurath, il souligna son opinion selon laquelle l'Allemagne devait s'abstenir de provoquer la moindre « explosion » en Autriche dans « l'avenir proche. Nous devrions continuer à rechercher une solution évolutionnaire. »¹¹

Mais les processus de l'évolution s'avèrent bientôt trop lents pour satisfaire le programme d'expansion nazi. Au mois de décembre 1937, von Papen avertit Schuschnigg que les relations entre l'Autriche et l'Allemagne ne se « développaient [pas] de manière favorable. » Le chancelier fédéral devait comprendre que le Reich allemand était embarqué dans un mouvement de la « plus haute portée historique. » L'Autriche, « cour et âme, » devait « soutenir cette lutte du monde allemand pour son existence. »¹²

Pour s'assurer de la victoire lors cette lutte, le Führer décida de réaliser des changements dans d'importantes positions officielles. Lors de la **rencontre historique** à la chancellerie du Reich du 6 novembre 1937, lorsque le plan d'agression de Hitler sur l'Europe centrale avait été évoqué pour la première fois, l'opposition s'était fait entendre de la part du maréchal **von Blomberg**, ministre de la guerre du Reich, du colonel-général **von Fritsch**, commandant en chef de l'armée, et du baron von Neurath, ministre des affaires étrangères. Le 4 février 1938, une annonce fut subitement faite en Allemagne selon laquelle ces trois hauts dirigeants avaient été démis de leurs fonctions. C'est Hitler en personne qui devint chef du haut-commandement ; Ribbentrop prit la place de von Neurath ; le colonel-

10. De l'ambassadeur d'Allemagne en Autriche (Papen) au Führer et chancelier, Vienne, 1^{er} juin 1937. Ibid., pp. 427-28.

11. Mémoire d'une conversation entre le Führer, Goering et le baron von Neurath, 1^{er} octobre 1937. Ibid., pp. 463-64.

12. De l'ambassadeur d'Allemagne en Autriche (Papen) au Führer et chancelier, Vienne, 21 décembre 1937. Ibid., pp. 483-84. L'accroissement des pressions exercées par Hitler sur l'Autriche était bien connu de la France. Le 22 novembre 1937, le ministre français des affaires étrangères, Delbos, fit à l'ambassadeur Bullitt la remarque selon laquelle il était « de plus en plus appréhensif face au fait que l'Allemagne, dans un avenir proche, pouvait venir faire une promenade contre l'Autriche. Il était clair que les Allemands étaient déterminés d'une manière ou d'une autre à incorporer l'Autriche dans le Reich allemand. » 740.00/225, *Confidential file*, Department of State.



FIGURE 16.1 – De gauche à droite, Rundstedt, Fritsch et Blomberg pour une cérémonie mémorielle sur Unter den Linden à Berlin le 25 février 1934. Source : [Wikipedia](#)

général [Walther von Brauchitsch](#) prit la place précédemment occupée par le baron von Fritsch, cependant que Goering se voyait promu au poste de [Feldmarschall](#).¹³

Le chargé d'affaires étasunien, en commentant ces changements, indiqua que « la cause sous-jacente de ces changements » était bien « plus profonde » que le très discuté mariage infortuné du maréchal Blomberg à la célèbre Eva Gruhn. Le changement subit de responsables pouvait bien signifier le démarrage d'une « tendance plus radicale dans la conduite des affaires étrangères allemandes. » Dans certains cercles, on trouvait « de fortes appréhensions au sujet de quelque action immédiate avec référence particulière à l'Autriche. »¹⁴

L'ambassadeur d'Allemagne à Washington assura à Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État, que le récent remplacement de von Neurath par Ribbentrop n'impliquait aucun changement « d'aucune sorte dans la politique étrangère allemande. » Il reconnut que Ribbentrop était « jeune et impulsif, » mais l'expérimenté von Neurath avait été mobilisé pour consultation sur des problèmes exigeant un examen minutieux.¹⁵

13. Sir Nevile Henderson, dans son ouvrage *Failure of a Mission* (New York, 1940), pp. 105-9, attribue la destitution du maréchal von Blomberg à son mariage funeste avec Eva Gruhn.

14. De Prentiss Gilbert, le chargé d'affaires étasunien à Berlin, au secrétaire Hull, 5 février 1938. 862.00/3726, MS, Department of State.

15. Mémoire d'une conversation entre l'ambassadeur Dieckhoff et Sumner Welles, 8 février 1938. 862.00/3742, MS, Department of State.

Prentiss Gilbert, le chargé d'affaire étasunien à Berlin, exprima l'opinion selon laquelle l'« influence de Ribbentrop sera largement dominante dans les conseils sur les affaires étrangères prodigués au chancelier. » Il évoqua ensuite le fait que le caractère de Ribbentrop ainsi que les « expressions passées de sa ligne politique » suggéraient que l'Allemagne s'était tournée vers une « politique plus radicale, plus active, et par conséquent plus “dangereuse.” »¹⁶

La première interview entre l'ambassadeur Wilson et Ribbentrop fut courte et fort peu éclairante. Le nouveau ministre des affaires étrangères se plaignit que l'hostilité des presses britannique et française rendît difficile la tenue de relations satisfaisantes avec ces pays.¹⁷ Avec von Neurath, il en était allé tout autrement. L'ancien dirigeant du ministère des affaires étrangères se montrait amical et loquace. Il parlait de son désir de prendre sa retraite et du refus de Hitler de le laisser quitter son poste. Cette situation avait totalement basculé avec le mariage de von Blomberg à Eva Gruhn, une professionnelle de l'amour. Lorsque Hitler découvrit que le cœur d'Eva avait été ouvert à de nombreux hommes longtemps avant que von Blomberg vînt y frapper de ses vieux os, il convoqua von Neurath à la chancellerie. Neurath tomba sur un Führer

en larmes, abattu par le fait que von Blomberg l'avait trompé au sujet de ce mariage, et l'avait mis [Hitler] en position délicate. Von Neurath affirme que Hitler est extrêmement sensible, surtout vis-à-vis de tout ce qu'il peut considérer comme une trahison de son amitié par ses amis. Il avait développé beaucoup d'affection pour Blomberg et estimait que celui-ci l'avait funestement laissé tomber. Il affirma alors à von Neurath qu'il avait besoin de libérer son poste. Von Neurath répondit : « Il est bien entendu à votre disposition. » Hitler poursuivit qu'il voulait garder Neurath près de lui, plus près qu'auparavant, et plus près qu'il n'avait été possible tant que von Neurath avait occupé une position administrative ; mais que lui, Hitler, estimait qu'il fallait détourner d'une manière ou d'une autre l'opinion publique, surtout à l'étranger, de la « position déshonorante » en laquelle le mariage de Blomberg avait placé le chancelier.¹⁸

16.2 Schuschnigg rend visite à Berchtesgaden

Sir Nevile Henderson fait grand cas de l'affaire von Blomberg et affirme que celle-ci a précipité une « crise de rage incontrôlée » de la part

16. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 11 février 1938. 862.00/3735, MS, Department of State.

17. Interview entre l'ambassadeur Wilson et le ministre des affaires Ribbentrop, 17 février 1938. 762.00/185, MS, Department of State.

18. Conversation entre l'ambassadeur Wilson et le baron von Neurath, 19 février 1938. 762.00/185, MS, Department of State.

de Hitler, qui assombrit l'atmosphère à Berlin pour longtemps. Il était pratique de trouver un bouc émissaire sur lequel déchaîner la colère de Hitler. Le sinistre von Papen suggéra que Schuschnigg pourrait simplement constituer la victime d'un tel calvaire verbalement. Le chancelier fédéral d'Autriche fut convoqué sur-le-champ à Berchtesgaden pour rencontrer Hitler au cours de l'une de ses pires crises d'humeur. Schuschnigg arriva le 12 février et eut immédiatement à subir un long rituel d'indignités. Hitler ne s'adressa à lui que sous le titre de « Herr » ou « Doktor », mais jamais selon son titre officiel. Bien qu'il fût un fumeur invétéré, on ne le laissa jamais assouvir cette habitude en présence du Führer.

Il commença par se faire réprimander du fait que l'Autriche n'avait pas quitté la Société des Nations, et l'ensemble de sa ligne politique fut condamnée comme une longue trahison des intérêts de l'Allemagne. Il aurait été bien de la part du chancelier de comprendre que les chétives forces armées d'Autriche ne pouvaient pas endiguer l'avancée des légions de Hitler si celles-ci recevaient l'ordre de se mettre en branle : « Je peux être à Vienne dès demain comme un orage de printemps ! C'est alors que vous ressentirez quelque chose ! » Hitler l'avertit qu'après l'entrée des forces allemandes à Vienne, la SA et la légion autrichienne allaient prendre le relais, et que nul ne pourrait « empêcher leur revanche. » La plupart des Autrichiens devaient considérer comme une évidence l'idée qu'aucune puissance au monde n'aurait pu « perturber » les progrès de Hitler.¹⁹

Après quelque onze heures de pressions de cette nature, Schuschnigg perdit pied et signa un accord qui était le prélude à l'absorption de l'Autriche par l'Allemagne nazie. Pour commencer, il fut convenu que le Dr. [Artur Seyss-Inquart](#) serait fait membre du cabinet autrichien au poste de ministre de l'intérieur et de la sécurité publique. Sous sa supervision constante, il serait possible de développer un programme national-socialiste qui finirait par positionner l'Autriche sous domination allemande. Les autres éléments stipulés par l'accord présentaient des implications de la même nature.²⁰

Le retour de Schuschnigg à Vienne marqua le début du crépuscule dans la capitale autrichienne. Cela apparut à Mussolini qui n'approuvait pas la manière abrupte selon laquelle Hitler avait traité Schuschnigg, et qui s'indignait du fait que l'Italie n'avait pas du tout été consultée dans cette affaire. Ciano lut à [Philippe de Hesse](#) une allocution sur la négligence de la part des Allemands de la plus élémentaire courtoisie diplomatique, et

19. Le récit de l'effondrement de l'Autriche est évoqué par Kurt von Schuschnigg dans *Requiem in Rot-Weiss-Rot* (Zurich, 1946) ; Guido Zernatto, *Die Wahrheit ueber Oesterreich* (Londres, 1938) ; M. W. Fodor, « Finis Austriae, » *Foreign Affairs*, XVI (1938), 587-600 ; Elizabeth Wiskemann, *The Rome-Berlin Axis* (New York, 1949) ; G. E. R. Gedye, *Betrayal in Central Europe* (New York, 1939) ; et Eugene Lenhof, *The Last Five Hours of Austria* (New York, 1938).

20. Protocoles de la conférence du 12 février 1938 tenue à Berchtesgaden entre le chancelier Hitler et le chancelier fédéral Kurt von Schuschnigg, *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, I, 513-17.

Mussolini envoya des assurances dépourvues de sens à Schuschnigg, mais la plupart des dirigeants autrichiens devaient déjà avoir compris que le sable de l'indépendance de leur pays s'écoulait à toute vitesse vers l'épuisement. Le président Miklas prit brièvement une posture futile contre les exigences des nazis, mais fut en fin de compte contraint d'accepter un nouveau cabinet où figuraient non seulement le Dr. Seyss-Inquart, mais également trois autres membres dont les sympathies allaient à l'Allemagne.²¹

Le 20 février, Hitler prononça un discours au Reichstag qui sonnait comme un requiem pour l'Autriche. Aucune assurance de l'indépendance de l'Autriche ne fut produite. Au lieu de cela, Hitler se contenta d'exprimer ses « remerciements sincères » à Schuschnigg pour sa « grande compréhension et pour la volonté chaude avec laquelle il avait accepté mon invitation [à Berchtesgaden] et travaillé avec moi pour découvrir une manière de servir les meilleurs intérêts de nos deux pays. » Le véritable sens de ses mots fut révélé par son affirmation fervente selon laquelle il était « intolérable pour une puissance mondiale ayant du respect pour elle-même de se voir privée à titre permanent de son entité, » et de savoir que « de l'autre côté de la frontière, on trouve un proche qui doit subir de graves persécutions du fait de ses sympathies... envers l'ensemble du peuple allemand. »²²

16.3 Lord Halifax découvre le prix de l'apaisement

À Londres régnait une grande indécision quant à la meilleure méthode pour traiter avec Hitler. Au mois de décembre, Chamberlain affirma à Ribbentrop que la Grande-Bretagne serait disposée à faire des propositions en février au gouvernement allemand au sujet particulier de la question coloniale. Ribbentrop remarqua alors que seule une « attitude très généreuse envers les intérêts allemands pourrait enfin déboucher sur une entente. » Chamberlain, après avoir pondéré cette affirmation, répondit qu'il allait accorder son « soutien entier » à une « entente germano-britannique. »²³

Les assurances conciliantes émises par Chamberlain amenèrent le ministère allemand des affaires étrangères à préparer un mémorandum résumant la ligne politique britannique comme suit : « la politique britannique contemporaine s'appuie sur la thèse selon laquelle il est possible d'accorder pleinement justice aux griefs allemands par des voies pacifiques. »²⁴ Mais Ribbentrop n'était pas d'accord avec cette interprétation optimiste de la situation. Au mois de janvier, il prépara son propre mémorandum

21. Fodor, op cit., pp. 594-95.

22. *The United States in World Affairs, 1938*, pp. 35-36; New York Times, 21 février 1938.

23. De l'ambassadeur d'Allemagne en Grande-Bretagne (Ribbentrop) au ministère allemand des affaires étrangères, Londres, 17 décembre 1937. Documents on German Foreign Policy, 1918-1945, Series D, I, 131-34.

24. Mémorandum sur la situation diplomatique en Europe, décembre 1937. Ibid., pp. 148-51.

au sein duquel il affirmait franchement qu'il n'accordait guère de crédit au désir britannique d'une véritable entente avec l'Allemagne. La Grande-Bretagne ne faisait qu'arborer un masque de bienveillance pour gagner du temps et procéder à un réarmement massif. Il n'était pas avisé de se placer en dépendance d'une « entente » avec l'Angleterre. En réalité, ce pays était « l'ennemi le plus dangereux » de l'Allemagne.²⁵

Il est probable que c'est en ayant ce mémorandum en tête que Hitler, le 3 mars 1938, tint une conférence stérile avec Sir Nevile Henderson. Ce dernier partit sur une note très positive, qui sembla sans doute quelque peu ridicule à Hitler. Selon les remarques de Henderson, le gouvernement britannique estimait qu'une entente avec l'Allemagne pouvait être conclue si les négociations portaient sur le « principe de la raison la plus haute, par opposition à l'utilisation de la force brute. » Hitler écouta ce discours de haute volée avec un « visage féroce ment renfrogné, » puis lança une harangue passionnée au sujet du « triste destin des Allemands épris du nazisme en Autriche. » Après deux heures de discussions, couvrant une multitude de sujets, Henderson quitta la chancellerie du Reich sans avoir rien accompli.²⁶

Une semaine plus tard (le 9 mars), la solution fragile du tube à essai autrichien fut précipitée par l'annonce faite par Schuschnigg que le dimanche suivant (le 13 mars), un plébiscite allait être tenu sur le sujet de l'indépendance de l'Autriche. Son annonce signait l'arrêt de mort de la souveraineté autrichienne.

Hitler fut totalement fâché par toute idée de plébiscite en Autriche, et se mit sur le champ à exercer des pressions pour empêcher sa tenue. Ces tactiques furent considérées avec la plus grande désapprobation par Lord Halifax. au cours d'une conversation tenue avec Ribbentrop le 10 mars, il indiqua que le gouvernement de Sa Majesté était profondément déçu par l'attitude

de Herr Hitler vis-à-vis de leur approche conciliante et constructive, mais dans le même temps [il indiqua] que cette déception ne changeait rien à notre désir ardent d'une meilleure entente avec l'Allemagne. Mais pour que nous réussissions, des efforts unilatéraux de notre part ne pourraient suffire, et chacune des parties doit apporter sa contribution... Au sujet de l'Europe centrale, nous n'avons pas essayé de « bloquer » l'Autriche, mais avons plutôt essayé de stabiliser l'opinion publique, se-

25. Mémorandum préparé par Ribbentrop pour Hitler, 2 janvier 1938. Ibid., pp. 162-68.

26. Henderson, op. cit., pp. 113-18. Dans les *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945, Series D, I, 250-49*, on trouve un long mémorandum couvrant cette discussion entre Hitler et Nevile Henderson. Au sujet des minorités allemandes en Autriche et en Tchécoslovaquie, Hitler affirma avec emphase que « l'Allemagne a le devoir d'intervenir, et le fera, si les Allemands d'Europe centrale continuent d'être opprimés de la même manière qu'il en a été jusqu'à présent, ou de toute autre manière. »

couée par l'interview de Berchtesgaden [du 12 février]... Mais nous ne serions pas francs si nous n'énoncions pas clairement au gouvernement allemand le danger que nous avons distingué dans l'expression que les dirigeants responsables de l'Allemagne donnaient au public sur la ligne politique allemande et sur l'esprit selon lequel cette politique était menée... La dernière chose que nous voulons est de voir une guerre éclater en Europe. Mais si une guerre devait démarrer en Europe centrale, il est tout à fait impossible de déterminer où elle pourrait s'arrêter, et quelles parties pourraient s'y trouver impliquées.

Lord Halifax exprima alors l'opinion selon laquelle le plébiscite autrichien, prévu pour le 13 mars, devait

être mené sans ingérence ni intimidation. Herr von Ribbentrop... a répondu qu'... il pensait que la plus utile contribution que nous [le gouvernement britannique] pouvions apporter serait de faire usage de notre influence sur le chancelier autrichien pour annuler ce plébiscite. J'ai répondu qu'il me paraissait stupéfiant d'affirmer que le dirigeant d'un État ne devait pas mener de plébiscite s'il voulait en mener un... .

Par la suite, à 17h15, je revis Herr von Ribbentrop et m'exprimai en termes plus forts auprès de lui... Notre approche auprès des Allemands n'était pas encourageante... Leur mépris brutal pour tout autre argument que la force démontre la difficulté à raisonner avec eux, et doit jeter des doutes sur la valeur des accords conclus avec eux... Le monde s'est retrouvé face à un fait accompli²⁷ : il est extrêmement douteux qu'une menace, quelle qu'elle fût, aurait pu l'éviter ; et certainement aucune menace que ceux qui l'auraient proférée auraient été prêts à soutenir par la force.²⁸

Le même jour (le 11 mars), Lord Halifax envoya deux télégrammes à Sir Nevile Henderson à Berlin, au sein desquels il utilisa le même vocabulaire qu'il avait employé dans sa lettre au président Roosevelt.²⁹ Henderson répondit qu'il jugeait les méthodes allemandes « indéfendables, » mais que la décision de Schuschnigg d'en appeler au plébiscite était « précipitée et malavisée. »³⁰

Au sujet du plébiscite, Schuschnigg commença par refuser de céder aux pressions nazies, puis se tourna vers la Grande-Bretagne pour demander « ce qu'il devait faire. »³¹ Halifax répondit sur-le-champ que le

27. En français dans le texte, NdT.

28. Du ministre des affaires étrangères, le vicomte Halifax, au président Roosevelt, Londres, 11 mars 1938. 740.00/324 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

29. Du vicomte Halifax à Sir Nevile Henderson, 10 mars 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Third Series, I (London, 1949), 4-6.

30. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, 11 mars 1938. *Ibid.*, p. 8.

31. De M. Palairat au vicomte Halifax, Vienne, 11 mars 1938. *Ibid.*, p. 10.

gouvernement britannique ne pouvait « pas endosser la responsabilité » de prodiguer des conseils au chancelier sur une ligne d'action qui pourrait déboucher sur la guerre.³² Tout ce que la Grande-Bretagne pouvait faire sur ce sujet était de déposer une plainte à Berlin contre les pressions nazies injustifiées.

Une simple protestation britannique à Berlin constituait une planche trop fragile pour que Schuschnigg s'y appuyât, si bien qu'il démissionna de son poste de chancelier fédéral. Lorsque cette nouvelle parvint à Londres, Ribbentrop remarqua sans relief que cette action était « véritablement la meilleure chose qui pouvait se produire. » Le *Foreign Office* britannique tomberait certainement d'accord sur le fait que c'était « l'objet de nous tous de voir arriver des solutions pacifiques. » Ribbentrop n'avait aucun doute sur le fait que Schuschnigg était coupable de mauvaise foi et était « totalement revenu sur sa parole donnée lors des accords de Berchtesgaden. » Cette conduite répréhensible avait rendu la situation en Autriche « tout à fait impossible. »

Lord Halifax refusait de considérer les choses en prenant le point de vue nazi. Le monde avait assisté à Vienne à « un spectacle de force nue, » et il devait être évident qu'une procédure aussi retorse allait « sérieusement poser problème dans les relations anglo-allemandes. » Ribbentrop considérait cette affirmation comme à côté de la plaque. Il avait confiance en l'idée que l'opinion britannique pouvait être « guidée à prendre une vision réaliste de ce qui s'était produit et ne pas se montrer réticente à finir par l'accepter. »³³

Le lendemain, Chamberlain reçut Ribbentrop pour un banquet, et cette rencontre constitua l'opportunité d'une nouvelle conversation. Chamberlain « demanda [très] énergiquement » à Ribbentrop d'informer Hitler de son « désir le plus sincère d'une entente avec l'Allemagne. » À ce stade, le vicomte Halifax apporta plusieurs télégrammes au premier ministre. Ils indiquaient une tension croissante à Vienne, et Halifax remarqua avec agitation que les menaces de force nazies constituaient une « méthode intolérable » pour exercer des pressions sur Schuschnigg. Il s'enquit ensuite de savoir si un plébiscite dans le « style du plébiscite de la Sarre » serait tenu en Autriche à une date ultérieure. Chamberlain intervint immédiatement avec l'opinion qu'une telle procédure ne « semblait pas être rendue nécessaire par la situation. » Cette observation négative produisit un effet sédatif sur Halifax qui déclara qu'il n'« insistait » pas sur cette suggestion au sujet d'un plébiscite. Ribbentrop nota que l'« habituellement très placide Lord Halifax » était plus agité « que Chamberlain qui apparaissait au moins extérieurement calme et posé. » Au sortir de la conversation,

32. Du vicomte Halifax à M. Palaret, *Foreign Office*, 11 mars 1938. Ibid., p. 13.

33. Du vicomte Halifax à Sir Nevile Henderson, *Foreign Office*, 11 mars 1938. Ibid., pp. 21-23.

« même Halifax était de nouveau calme. »³⁴

16.4 Apaisement britannique en Italie : trop peu et trop tard

La formule d'apaisement élaborée par Chamberlain au cours des premiers mois de l'année 1938 était si chère à son cœur qu'il s'accrocha à elle avec ténacité pendant que le reste du monde voyait qu'elle ne pouvait pas résoudre les problèmes qui menaçaient la paix de l'Europe. Anthony Eden ne partageait pas l'enthousiasme du premier ministre à cet égard et ce fait constituait une difficulté dans leurs relations personnelles. La crise se produisit le 18 février, lorsque Chamberlain et Eden tinrent deux conversations détaillées avec **Dino Grandi**, l'ambassadeur d'Italie à Londres. Selon Grandi, Chamberlain était déjà entré dans une intrigue pour évincer Eden de son poste. Au cours de ces conversations importantes entre Chamberlain, Eden et Grandi, l'ambassadeur d'Italie réfuta qu'une entente ait été conclue avec l'Allemagne, selon laquelle Hitler aurait eu les mains libres en Autriche en échange d'une promesse de soutien allemand en Méditerranée et en Europe. Il reconnut cependant que le ministère italien des affaires étrangères estimait qu'une « proximité amicale et une collaboration étroite » entre l'Allemagne et l'Autriche étaient « essentielles à la paix et à la tranquillité de l'Europe centrale. » Grandi insista également pour que la reconnaissance britannique de la conquête italienne de l'Éthiopie fût accordée comme étape préliminaire dans la direction d'un rapprochement final anglo-italien.³⁵

Le *London Times* fit montre d'un accord absolu avec la thèse italienne selon laquelle une collaboration étroite entre l'Autriche et l'Allemagne était essentielle à la paix en Europe centrale. Dans un éditorial du 17 février, l'argument fut avancé selon lequel la Grande-Bretagne ne devait pas essayer de bloquer l'expansion allemande vers l'Est, et quatre jours plus tard, l'assertion fut faite que la Grande-Bretagne n'avait pas de préoccupation véritable quant aux événements qui se déroulaient en Europe centrale ni en Europe de l'Est, sauf à les voir se développer en « conflit catastrophique. »³⁶

Avec le *London Times* qui prêchait pour une politique d'apaisement, Hitler prononça le 20 février un discours attaquant Anthony Eden avec

34. Mémorandum par le ministre allemand des affaires étrangères, Londres, 11 mars 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, I, 273-75.

35. Du chargé d'affaires allemand en Grande-Bretagne (Woermann) au ministre allemand des affaires étrangères, Londres, 25 février 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, I, 218-23; Victor Gordon Lennox, « Anthony Eden, » *Foreign Affairs*, XVI (1938), 691-703; *New York Times*, 19 février 20, 1938. L'ouvrage du comte Ciano « *L'Europa verso la catastrofe* » (Milan, 1948) est d'une valeur importante en référence à cet épisode.

36. *London Times*, 21 février 1938.

toute la furie d'une haine longtemps refoulée. Comme Chamberlain était convaincu que l'apaisement constituait la seule voie pour calmer le bouleversement en Europe, et donc pas d'humeur à s'indigner de la harangue de Hitler, il était évident qu'Eden n'avait plus véritablement sa place au sein du cabinet britannique. Le 20 février, il se sentit contraint de démissionner de son poste de ministre des affaires étrangères, et le vicomte Halifax, prêt à suivre les directions de Chamberlain, prit ses fonctions.³⁷

Une fois Eden sorti du cabinet, Chamberlain se mit à entretenir des espoirs plus importants encore de créer une entente anglo-italienne. Bien entendu, il était prêt à en payer le prix. Dans une lettre à Grandi, il fit l'observation qu'il n'avait jamais eu la

*moindre intention ou le moindre projet de faire quoi que ce soit qui puisse affaiblir la solidarité italo-allemande. Au contraire, je considère l'Axe Rome-Berlin comme une réalité qui pourrait représenter le pilier le plus précieux de la paix européenne... Cette conviction qui est mienne, je suis heureux de le dire, est partagée par mon ami Lord Halifax... Je veux que le Duce en personne sache que si mon objectif immédiat est un traité fort et permanent avec le Duce et l'Italie fasciste, mon objectif... à long terme est un traité permanent et aussi fort que possible avec le Führer et l'Allemagne national-socialiste.*³⁸

Mais ces mots conciliants ne produisirent pas de forte impression sur Mussolini, qui était désormais monté avec une grande agilité sur le train de Hitler. Il n'y aurait pas d'entente anglo-italienne pouvant servir de quelque manière que ce fût à arrêter la marche de Hitler sur l'Autriche. Le Duce avait décidé que l'Autriche devait être laissée au Führer comme prix pour la reconnaissance par l'Allemagne des conquêtes italiennes en Afrique. Schuschnigg mit longtemps à comprendre cela. Pour maintenir en vie l'aversion italienne contre l'expansion allemande en Autriche, il envoya à Rome son attaché militaire, le colonel Liebitzky, pour relater à Mussolini toutes les remarques méprisantes que Hitler avait émises à l'encontre de l'Italie au cours des célèbres conversations de Berchtesgaden du 12 février. Mais le Duce repoussa le tout d'un haussement d'épaules et se mit à établir des plans pour accueillir Hitler à son arrivée à Rome.³⁹ Le fruit autrichien était quasiment prêt à être cueilli, et Mussolini comprenait qu'aucune puissance européenne n'aurait pu retenir la main de Hitler.

37. Chamberlain avait perçu depuis longtemps qu'un rapprochement avec l'Italie serait difficile tant qu'Eden figurait au cabinet. Le 25 janvier 1938, le ministre des affaires étrangères Delbos avait affirmé à l'ambassadeur Bullitt qu'« il était très positif au sujet d'une chose ; qu'Eden détestait Mussolini davantage que tout autre être humain en vie. » *New York Times*, 2 décembre 1949.

38. Du premier ministre Chamberlain à l'ambassadeur Dino Grandi, non daté. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, I, 238.

39. Wiskemann, op. cit., pp. 97-98.

16.5 Hitler marche sur Vienne

Avant que Hitler n'entrât en Autriche, il prit soin d'extraire de l'assurance de Mussolini le fait que cette action était pleinement approuvée. Le 11 mars, il envoya le prince Philippe de Hesse à Rome doté d'une lettre urgente à destination de Mussolini au sujet de la situation autrichienne. Cette lettre affirmait que le gouvernement autrichien avait au cours des mois récents établi une étroite « relation avec la Tchécoslovaquie » qui constituait une « menace des plus sérieuses à l'encontre de la sécurité du Reich. » Le gouvernement autrichien armait peu à peu « toutes les frontières avec des fortifications » pour barrer la route aux forces militaires allemandes. Dans l'hypothèse où une guerre « serait imposée à l'Allemagne, » les soldats autrichiens et tchèques pourraient attaquer le flanc allemand. L'absorption de l'Autriche par l'Allemagne était par conséquent devenue un impératif national.⁴⁰

Après avoir remis cette lettre au Duce, le prince téléphona à Hitler depuis Rome et annonça les bonnes nouvelles : Mussolini avait « accepté toute la chose d'une manière très amicale. » L'impact de ces mots rassurants sur Hitler fut si important qu'il en devint hystérique. Il demanda au prince de dire au Duce qu'il n'oublierait jamais son assistance en cette heure de besoin : « S'il devait jamais avoir besoin d'aide ou se trouver en danger, il peut être convaincu qu'il pourra compter sur moi quoi qu'il puisse arriver, même si le monde entier était contre lui. »⁴¹

Goering téléphona depuis Berlin à Seyss-Inquart ainsi qu'à d'autres sympathisants nazis à Vienne pour mettre la pression sur le président Miklas. Lorsque celui-ci finit par céder à ces pressions, et par nommer Seyss-Inquart au poste de chancelier, la dernière heure de l'indépendance autrichienne approchait.⁴²

L'armée allemande traversa la frontière autrichienne le 12 mars, et deux jours plus tard, Hitler entra en triomphe à Vienne.

16.6 La réaction étasunienne à l'Anschluss

La réaction des États-Unis à l'absorption de l'Autriche par l'Allemagne nazie a été relatée dans les moindres détails dans les dépêches produites par l'ambassadeur Dieckhoff. Le 12 mars, l'ambassadeur se présenta au département d'État pour discuter de la situation en Autriche. Quoique

40. Du Führer et chancelier à Benito Mussolini, 11 mars 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, I, 573-76.

41. Conversation téléphonique entre le chancelier Hitler et le prince Philippe de Hesse, 11 mars 1938. *Nazi Conspiracy and Aggression* (Washington, 1946), V, 641-42.

42. Au sujet de la possibilité d'utiliser la force armée pour mener les desseins de Hitler en Autriche, voir *ibid.*, VI, 911-13.

42. Conversation téléphonique entre le général Göring et des sympathisants nazis à Vienne, 11 mars 1938. *Ibid.*, V, 628-41.

le secrétaire Hull posât plusieurs questions, il « n'exprima d'attitude ni critique ni même désapprobatrice. » Il en alla de même de la presse étasunienne les 12 et 13 mars, mais le lendemain, « un changement subit se produisit. » L'absorption de l'Autriche se trouvait désormais qualifiée de « violation de traité, militarisme, viol de la petite Autriche sans défense par son grand voisin hérissé d'armes. » Pour ce qui concernait la « fabrication de l'opinion du gouvernement étasunien, » l'ambassadeur estimait que le président était « intervenu en personne et avait donné des instructions à la fois au département d'État et à la presse. » Au département d'État « ils pensaient probablement dès le début moins à l'Autriche qu'à la Tchécoslovaquie, avec toutes les complications possibles. » Le 14 mars, Dieckhoff tint une autre conversation avec le secrétaire Hull qui conserva des manières calmes et courtoises, mais Sumner Welles reçut l'ambassadeur d'Allemagne avec une expression amère.⁴³ De fait, dans une dépêche envoyée au ministère des affaires étrangères le 15 mars, Dieckhoff se plaignit de ce que Welles « affichât une expression d'une sorte d'amertume malveillante » lorsqu'il faisait allusion à l'absorption nazie de l'Autriche.⁴⁴

On trouve au département d'État une copie de la conversation du 14 mars entre Dieckhoff et Welles. Après que l'ambassadeur eut remis au sous-secrétaire d'État les textes des décrets incorporant l'Autriche au Reich, il se mit bien entendu en posture d'attente de commentaires de la part de Welles à cet égard. Après que celui-ci fut resté silencieux, Dieckhoff, faisant montre d'un « degré considérable d'excitation nerveuse, » s'exclama : « C'est un grand jour, un jour merveilleux pour l'Allemagne. » Après que Wells eut continué d'observer le silence, Dieckhoff « se lança dans une tirade » contre les critiques du récent Anschluss. Il était particulièrement perturbé par les commentaires parus dans la presse étasunienne qu'il condamna comme des « mensonges » purs et simples. Puis il attaqua vertement les Juifs et demanda à Welles pourquoi on les autorisait « à dominer la presse et l'opinion publique. » Le sous-secrétaire réfuta la vérité d'une telle affirmation, et remarqua que « l'élément juif au sein de la population des États-Unis ne représente qu'un petit pourcentage de notre population totale, néanmoins, le peuple des États-Unis a ressenti que cet élément était une part tout aussi légitime des États-Unis que tout autre élément de la population. » La plupart des Étasuniens avaient des amis juifs « qu'ils considéraient avec bienveillance et admiraient comme concitoyens. » Le traitement injuste qu'ils subissaient en Allemagne soulevait une forte indignation à l'encontre du régime nazi. Lorsque Welles eut terminé ses remarques, l'ambassadeur Dieckhoff conclut en hâte la conversation avec une autre brève diatribe contre les « impostures pernicieuses

43. De l'ambassadeur Dieckhoff au ministre allemand des affaires étrangères, Washington, 18 avril 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, I, 615-20.

44. De l'ambassadeur Dieckhoff au ministère allemand des affaires étrangères, Washington, 15 mars 1938. *Ibid.*, pp. 604-5.

et perfides » de la presse des États-Unis.⁴⁵

À Berlin, le Dr. Goebbels était également très perturbé par l'attitude hostile de la presse des États-Unis. Il pensait qu'il était

lamentable que cette campagne de haine dût être menée. Il ne s'attendait en aucune manière à ce que l'Allemagne échappât à la critique, mais... il ne s'attendait pas et déplorait profondément les fausses affirmations délibérées quant aux faits, ainsi que les calomnies et diffamations contre les personnes du chancelier du Reich et de son entourage immédiat. Il affirma que la personne du Führer était vénérée par chaque Allemand... Par conséquent, les Allemands s'indignaient profondément de toute attaque personnelle lancée contre lui... Il était certain qu'au cours des prochains mois, j'aurais l'opportunité fréquente de parler avec le Führer et de le connaître, et je ne pouvais être qu'impressionné par l'unicité du dessein et de l'honnêteté sans faille du caractère de cet homme...

De nombreuses personnes en Allemagne estimaient que les relations avec les États-Unis étaient si mauvaises au travers de la presse qu'il était inutile de faire quoi que ce fût pour y remédier... Mais il n'en faisait pas partie, et ce point de vue relevait à ses yeux de l'abrutissement. Il pensait qu'il existait des possibilités d'améliorer les choses, et estimait que si nous pouvions travailler avec un certain degré de confiance, nous pourrions susciter une amélioration des relations.

L'ambassadeur Wilson exprima l'opinion selon laquelle la

chose la plus cruciale empêchant toute amélioration de notre relation par voie de presse était la question juive... Des haines aussi profondes que celles qui existaient dans mon pays sur cette question ne pouvaient pas être modérées en l'intervalle de quelques semaines ou même quelques mois. C'était une affaire d'années avant que ces haines pussent s'atténuer ou être oubliées, et ce uniquement si aucun nouvel incident ne revenait jeter de l'huile sur le feu.

Quittant cette question importante, l'ambassadeur Wilson remarqua ensuite qu'une grande partie de l'hostilité étasunienne existante contre l'Allemagne était le résultat d'un complexe freudien

au travers duquel une profonde affection qui se voit brisée se transforme inévitablement en haine... Les Étasuniens de mon âge et de ma génération ont pris l'habitude de voir les meilleurs intellectuels de mon pays essayer de se rendre en Allemagne pour y étudier la médecine, les sujets techniques, les arts, et d'autres domaines; ... ces dizaines de millions de familles

45. Mémoire d'une conversation entre Sumner Welles, sous-secrétaire d'État, et l'ambassadeur d'Allemagne, 14 mars 1938. 863.00/1691, MS, Department of State.

avaient des proches allemands. Ainsi, les liens entre les deux territoires sont devenus si profonds que nous ne pourrions pas considérer ce qui s'est produit en Allemagne avec indifférence.

Goebbels reconnut qu'il s'agissait d'« un point de vue tout à fait nouveau et intéressant, » et il exprima l'espoir que l'ambassadeur des États-Unis pourrait souvent venir discuter des sujets d'intérêt commun.⁴⁶

Il ne faisait guère de doute quant au fait que Goebbels était soucieux d'explorer les raisons résidant derrière l'hostilité germano-étasunienne. Il avait découvert l'une des causes importantes de frictions lorsqu'il avait fait mention de la vénération allemande pour Hitler et les attaques incessantes de la presse étasunienne à l'encontre du Führer. De nombreux observateurs proches de la scène allemande jugeaient évident que Goebbels lui-même avait été infatigable dans ses efforts pour créer cette vénération pour le Führer. Son discours du 20 avril, en l'honneur de l'anniversaire de Hitler, était un exemple typique de la rhétorique que Goebbels pouvait développer à cet égard. Il avait la certitude qu'une aura de divinité environnait le chancelier. Il relata qu'après l'entrée de Hitler en Autriche, ses accompagnateurs avaient vu un homme « courir vers la voiture du Führer avec les mains élevées dans un geste de prière, et nous eûmes le sentiment qu'en ce lieu, l'émotion de l'âme humaine avait trouvé son expression parfaite. »⁴⁷ Avec un grand nombre d'Allemands qui partageaient ce point de vue, il se faisait de plus en plus difficile de maintenir des relations amicales entre les deux pays tant que la presse étasunienne continuerait sa campagne de critiques et de ridicule.

Cette affaire de l'hostilité de la part de la presse étasunienne ne cessait pas de polluer le tableau diplomatique à Berlin. À la fin du mois d'avril, l'ambassadeur Wilson discuta longuement avec Ribbentrop, ministre des affaires étrangères, et l'inévitable sujet de la critique de la presse revint dans la discussion. Ribbentrop affirma qu'il venait de passer en revue un grand nombre de coupures de presse en provenance des États-Unis et qu'elles montraient

une profondeur d'hostilité qui l'avait surpris et choqué. On y trouvait un manque de compréhension au sujet de tout ce que l'Allemagne avait réalisé, et une immense proportion à affirmer des faits qui étaient inexacts. . . Ces rapports ne pouvaient être fondés que sur des on-dit et des rumeurs, et provenaient le plus souvent de ceux qui, du fait de leur race ou de leur ligne politique, étaient hostiles au régime, et donc enclins à déformer les faits.

Il observa ensuite qu'il avait

46. Mémoire d'une conversation entre l'ambassadeur Wilson et le Dr. Goebbels, 22 mars 1938, 711.62/145, MS, Department of State.

47. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Berlin, 22 avril 1938. 862.002 HITLER/161, MS, Department of State.

passé alors qu'il était enfant une longue période de vie heureuse aux États-Unis, ainsi qu'au Canada; qu'il avait de nombreux amis étasuniens et continuait de maintenir une correspondance avec certains d'entre eux; que nul ne pouvait passer une partie de sa jeunesse dans un pays sans y laisser un peu de son cœur; ... il était ainsi doublement déprimant pour lui que ce déversement de colère fût produit contre son pays.

Wilson interrompit ce discours pour émettre l'opinion selon laquelle cette hostilité étasunienne à l'encontre de l'Allemagne répondait à de nombreuses causes. Les persécutions des Protestants et des Catholiques, les relations étroites entre l'Allemagne et le Japon, la question juive, et la manière selon laquelle le gouvernement nazi avait absorbé l'Autriche constituaient des facteurs importants dans la création d'une inimitié répandue aux États-Unis contre le gouvernement nazi.

Ribbentrop commenta alors ce facteur de l'absorption de l'Autriche par l'Allemagne. La Grande-Bretagne et la France étaient bien plus concernées par la question autrichienne que les États-Unis, et malgré cela la presse de ces pays avait adopté une attitude nettement plus objective que celle des États-Unis. Lorsque les éditeurs allemands lisaient les critiques véhémentes parues dans les journaux étasuniens, ils « invoquaient [immédiatement] le droit de leur répondre dans leurs journaux. Jusqu'ici, le gouvernement allemand leur a refusé ce droit de réponse. Il m'a [Wilson] mis au défi, par exemple, de trouver une critique personnelle à l'encontre du président Roosevelt. » Wilson n'essaya pas de réfuter cette affirmation. Il se contenta de reconnaître qu'il craignait que l'hostilité dans la presse étasunienne « n'allait pas disparaître durant les prochaines années. » Dans l'intervalle, il « revenait [évidemment] à ceux qui traitaient les affaires étrangères d'essayer » de maintenir « leurs pays dans des relations normales et amicales. »⁴⁸

L'ambassadeur Wilson avait absolument raison de penser que les critiques de l'Allemagne nazie dans la presse étasunienne n'allaient « pas disparaître durant les prochaines années. » Au fur et à mesure qu'elles se poursuivaient, la réaction en Allemagne se faisait plus prononcée. Dans la nuit du 10 août, une réception fut donnée à l'ambassade d'Allemagne en l'honneur du maréchal **Balbo**. Au cours de cette soirée, M. Riddleberger, un membre du personnel de l'ambassade des États-Unis, discuta avec le maréchal Goering qui attribua immédiatement une grande partie de l'hostilité étasunienne à l'encontre de l'Allemagne aux machinations des Juifs, et lança une

discussion du problème juif. Il prédit qu'au cours des « dix années à partir de cette nuit, » les États-Unis deviendraient le

48. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Berlin, 23 août 1938. 862.00/3781, MS, Department of State.

*pays le plus antisémite au monde... Je [M. Riddleberger] répondis au général Goering que cette affirmation sur les possibilités d'antisémitisme aux États-Unis m'avait intéressé bien que je ne fusse bien entendu pas en accord avec cette prédiction. J'affirmai que sans entrer en débat sur la ligne politique allemande au sujet des Juifs, j'étais certain qu'il comprendrait en quoi cette politique avait généré d'importantes préoccupations à notre gouvernement, ainsi qu'à d'autres, dans les juridictions desquelles les Juifs allemands cherchaient refuge... Le général Goering ne répondit rien à cela, mais poursuivit en déclarant que les Juifs devaient être éliminés de la vie économique allemande... En revenant au problème des relations germano-étasuniennes, le général Goering affirma qu'en dépit du fait que celles-ci n'avaient pas été des plus harmonieuses, il ne fallait pas désespérer et que nous devons espérer de meilleurs jours... Il compléta ses remarques en affirmant que la combinaison des Nègres et des Juifs aux États-Unis, ces derniers assurant la direction, était un sujet qui devait engendrer une anxiété considérable au sujet de notre avenir.*⁴⁹

Il apparaissait à l'ambassadeur Wilson que tout en n'appréciant pas la presse étasunienne, le gouvernement allemand n'en était pas moins très soucieux de rester en relation cordiale avec le département d'État. Pour cette raison, Wilson accepta l'invitation de participer au mois de septembre à la fête du parti nazi, à Nuremberg. Il prit ses dispositions pour y être présent « sensiblement durant la même période que les ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne. »⁵⁰ Cette décision provoqua une vive protestation de la part du *B'nai Israel Jewish Centre of Brooklyn*, à New York. Participer à la fête de Nuremberg reviendrait à accorder un « accord tacite aux programmes nazis de persécution raciale et dirigés contre les minorités. »⁵¹ Le département d'État refusa ce point de vue,⁵² et l'ambassadeur Wilson se rendit à Nuremberg avec ses collègues britannique et français.

C'était la dernière fois qu'un ambassadeur des États-Unis prenait part à une fête de Nuremberg. Sous la surface des relations germano-étasuniennes, on trouvait de nombreux points de différences qui menaçaient constamment de percer la mince texture de l'accord politique. La presse étasu-

49. Mémoire d'une conversation entre M. James W. Riddleberger, de l'ambassade des États-Unis, et le général Göring, Berlin, 11 août 1936. 711.62/163, MS, Department of State.

50. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Berlin, 23 août 1938. 862.00/3781, MS, Department of State.

51. De David Surowitz au secrétaire Hull, New York, 25 août 1938. 862.00/3783, MS, Department of State.

52. De Pierrepont Moffat, chef de la division des affaires européennes, à David Surowitz, Washington, 8 septembre 1938. 862.00/3783, MS, Department of State.

nienne menait des attaques incessantes contre le mode de vie allemand, et en de nombreuses régions des États-Unis se produisaient des signes de mépris qui durent exaspérer les dirigeants nazis. Lors d'une foire à Venice, en Californie, un stand de tir à l'arc utilisa une affiche de Hitler à taille réelle comme cible pour s'attirer un soutien au sein d'un public « principalement juif, italien et allemand. »⁵³

Dans d'autres villes, on imprimait du papier-toilette à l'effigie de Hitler, ainsi que divers articles de toilette. Ces formes de ridicule vulgaire étaient exaspérantes pour des multitudes d'Allemands, et créaient le contexte favorable à une guerre. La haine est l'un des précurseurs du conflit, et déjà, à l'été 1938, elle sonnait fortement la trompette sur le front germano-étasunien. Après Munich, ses éclats sonores allaient gagner encore en volume et en tempo, mais la plupart des Étasuniens se bouchaient les oreilles face à ce tapage, et continuaient de caresser l'espoir que le président Roosevelt allait les maintenir hors de la guerre. Ils ne comprenaient pas qu'à l'instar de Lincoln, il était tellement épris de paix qu'il était prêt à se battre pour elle.

53. De R. J. Frazer au secrétaire Hull, Santa Monica, California, 22 mai 1938. 862.002 HITLER/162, MS, Department of State.

Chapitre 17

Le président Beneš repousse trop longtemps une politique d'apaisement

17.1 La Tchécoslovaquie précipite la crise du mois de mai

L'absorption de l'Autriche par Hitler produisit un changement fondamental dans les projets britanniques et français d'apaisement de l'Allemagne en lui rendant le domaine colonial qui lui avait été retiré par le traité de Versailles. La France avait longtemps été favorable au retour de certaines colonies allemandes comme moyen de satisfaire les exigences du gouvernement nazi pour un *Lebensraum*. Au mois de septembre 1937, Chautemps avait informé l'ambassadeur Bullitt que pour la France, la question des colonies n'était « pas insurmontable, » mais qu'il estimait que la Grande-Bretagne allait « résister au maximum » à tout règlement colonial satisfaisant pour l'Allemagne.¹ L'opposition britannique à tout « accord » avec l'Allemagne au sujet des colonies reçut une expression véhémement de la part d'Anthony Eden : « La réponse britannique à l'Allemagne au sujet des colonies devrait être un vaste accroissement du programme d'armement britannique. »² La France estimait que cette position britannique était trop extrême, et Delbos, le ministre des affaires étrangères, avait essayé de discuter de la question avec Eden. Il avait cependant découvert que le ministre britannique des affaires étrangères maintenait une opposition « catégorique » à cet égard. Le gouvernement britannique était « pleinement déterminé à ne pas laisser les clauses [du traité de Ver-

1. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 20 septembre 1937. 751.6111/196, MS, Department of State.

2. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 26 novembre 1937. 741.62/202, MS, Department of State.

sailles] au sujet des colonies être modifiées. »³

Quelques semaines plus tard, Delbos fit à l'ambassadeur Bullitt la remarque selon laquelle il pensait que les

meilleures chances de commencer des négociations pouvant déboucher sur un règlement pacifique de la situation en Europe, ou au moins sur un délai avant la guerre, résidaient dans le domaine colonial. La France et l'Angleterre ne pouvaient pas offrir à l'Allemagne de « concessions » en Autriche ou en Tchécoslovaquie... [mais] dans le domaine colonial, la France et l'Angleterre avaient des choses à céder, et pouvaient par conséquent demander autre chose en échange. Il estimait par conséquent qu'en passant par le domaine des concessions coloniales, il serait possible d'entrer dans des négociations fertiles. Il estimait que si des progrès pouvaient être menés dans le domaine colonial, il n'était pas forcément impossible de débiter des conversations en vue d'un nouveau Locarno. . .

*Il [Delbos] a affirmé que de son point de vue, il préférerait l'option de faire des concessions hétéroclites à l'Allemagne pour repousser la guerre, mais qu'au sein d'une démocratie, il était excessivement difficile d'accorder ce type de concessions. L'opinion publique préférerait de loin se ranger derrière un fait accompli qu'accorder une concession.*⁴

Cette attitude conciliante de la part de la France se poursuivit durant le printemps 1938. Au mois de mars, Flandin, l'ancien ministre des affaires étrangères, affirma à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris que « du point de vue français, la solution de la question coloniale » n'était pas un sujet grave.⁵

Pour un temps, la Grande-Bretagne parut encline à accepter certaines concessions. Une fois Eden sorti du cabinet britannique, Chamberlain était prêt à discuter de la question coloniale. Au cours de sa conférence avec le Führer, le 3 mars, Sir Nevile Henderson avait indiqué que la Grande-Bretagne « pourrait être prête à transférer certains territoires coloniaux d'Afrique à l'Allemagne. » Hitler avait répondu à cette affirmation prudente en insistant sur l'idée que « toutes les colonies de l'Allemagne devaient lui revenir. »⁶ Henderson ne pouvait pas apporter de « réponse

3. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 6 novembre 1937. 740.00/221, *Confidential file*, MS, Department of State.

4. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 22 novembre 1937. 740.00/225, *Confidential file*, MS, Department of State. Au mois de décembre 1937, Franz von Papen quitta la légation allemande de Vienne pour une brève visite à Paris. Il découvrit que les dirigeants français croyaient que la « question coloniale » pouvait être « facilement résolue. » Documents on German Foreign Policy, 1918-1945, Series D, I, 102-3.

5. De l'ambassadeur d'Allemagne en France (Welczek) au ministre allemand des affaires étrangères. *Ibid.*, p. 230.

6. Mémoire par le ministre allemand des affaires étrangères, Berlin, 3 mars 1938. *Ibid.*, pp. 236-38.

définitive » à cette demande radicale, si bien que le sujet fut reporté à des discussions ultérieures.

Lord Halifax maintint le sujet actif en assurant à Ribbentrop que la Grande-Bretagne « avait à l'esprit de remettre des territoires coloniaux à la souveraineté allemande. » Mais il insista sur l'idée que le gouvernement britannique ne pouvait pas régler le problème colonial « de manière isolée des autres problèmes. »⁷ Une solution devait être définie pour les questions qui menaçaient constamment le *statu quo* sur le continent. L'absorption subite de l'Autriche par Hitler perturba Halifax et reporta pour un temps toute nouvelle conversation au sujet des colonies. L'intérêt britannique se porta sur l'Italie et des projets furent établis en vue d'appâter Mussolini à revenir dans les bras des dirigeants britanniques et français.

Pour sonder l'Italie à cet égard, Churchill fut envoyé en France évaluer la situation. Il eut la surprise de découvrir que le gouvernement français n'allait « mettre aucune confiance dans un amarrage anglo-français avec les Soviétiques, en raison des doutes de la France quant à la valeur des Soviétiques en tant qu'alliés. » En fin de compte, après avoir discuté le sujet avec les dirigeants français, Churchill posa franchement à Blum une suite de questions pour savoir si le gouvernement français serait prêt à entrer en relations étroites avec la Grande-Bretagne et l'Italie dans l'objectif de négocier « un Locarno méditerranéen. » La reconnaissance du gouvernement de Franco en Espagne était un élément important de cette proposition d'accord à trois parties.⁸

7. Compte-rendu d'une conversation entre le vicomte Halifax et Ribbentrop, ministre des affaires étrangères, 10 mars 1938. Ibid., pp. 253-61.

8. De l'ambassadeur Biddle au secrétaire Hull, Varsovie, 31 mars 1938. 740.00/340, MS, Department of State. Les questions posées par Churchill à Léon Blum sont listées ci-après :

1. Blum était-il préparé et prêt à ce que lui-même et Chamberlain recommandassent que la Société des Nations reconnût la conquête de l'Éthiopie par l'Italie ?
2. Blum ferait-il sienne l'idée d'un pacte de non-agression et de coopération économique entre les empires coloniaux britannique, français et italien à condition que l'Italie assurât à la France et à la Grande-Bretagne que :
 - a) Aucune menace d'ingérence n'existerait envers les communications françaises et britanniques en Méditerranée ?
 - b) Aucune base italienne ne serait établie, et que l'Italie ne nourrissait aucune ambition territoriale en Espagne ?
3. En cas de victoire de Franco, la France se joindrait-elle à la Grande-Bretagne pour finalement reconnaître Franco, pour commencer comme gouvernement *de facto*, pouvant ouvrir la voie à la négociation par Franco à un pacte d'entente mutuelle ou de non-agression avec la Grande-Bretagne et la France, garantissant l'absence de présence militaire ou de base militaire italienne ou allemande sur le territoire espagnol ?
4. La France se joindrait-elle à la Grande-Bretagne et à l'Italie pour négocier un Locarno méditerranéen, que Franco pourrait soutenir sur certains aspects, quoiqu'on n'attendît pas de lui de constituer l'une des parties principales aux garanties impliquées ?

Après avoir considéré soigneusement toutes les implications sous-jacentes à ces questions, on dit que Blum aurait répondu à Churchill qu'il était favorable à procéder aux « discussions préalables » amenant à un nouveau traité de Locarno.⁹

Pendant que la France serait engagée dans les premières étapes de ces discussions, la Grande-Bretagne devait démarrer des négociations avec l'Allemagne en vue d'un pacte réglant non seulement la question des colonies, mais obtenant également de la part de Hitler des « garanties [générales] de sécurité » pour le *statu quo* en Europe. On affirma que Chamberlain avait affirmé être prêt à « informer Daladier et Bonnet que si les Français étaient d'accord pour ne pas positionner d'obstacle à des discussions bilatérales britanniques avec l'Allemagne, et que les Français parvenaient à un accord avec Mussolini, les Britanniques seraient prêts à nouer une alliance défensive avec la France. »¹⁰

17.2 Les Allemands des Sudètes expriment une demande, sachant qu'elle ne pourra être réalisée

Il était difficile pour Chamberlain ou Halifax de comprendre l'impossibilité de négocier un traité satisfaisant avec l'Allemagne ou l'Italie. La structure européenne bâtie sur le traité de Versailles vacillait déjà, et Hitler était déterminé à ne pas la laisser réparer par le mortier de quelque apaisement. Il tenait à la voir détruite, et escomptait ériger sur ses ruines un édifice dont la nouvelle Allemagne serait la clé de voûte. Réaliser une telle tâche allait demander de la diplomatie avec le bon degré d'exercice de la force. Il allait sans dire qu'il fallait également exercer la bonne dose de tromperie, que des siècles de diplomatie ont pris l'usage de dénommer « art sinistre. »

Les assurances prodiguées dans la nuit du 11 mars par le général Goering à M. Mastný, le représentant tchèque à Berlin, étaient trop transparentes pour être trompeuses.¹¹ Les dirigeants nazis avaient travaillé sur une ébauche d'agression visant à l'absorption de la Tchécoslovaquie ainsi qu'à celle de l'Autriche. Ils commenceraient par diviser l'État tchèque suivant la ligne des Sudètes, et la portion restante tomberait inévitablement

5. En deuxième étape, la France se joindrait-elle à la Grande-Bretagne pour recommander que la Société des Nations reconnût le gouvernement de Franco *de jure* ?

6. La France conclurait-elle alors une alliance militaire anglo-française en soutien à la politique précitée avec l'accord de l'Italie ?

9. Ibid.

10. De l'ambassadeur Biddle au secrétaire Hull, Varsovie, 28 avril 1938. 740.00/373, *Confidential file*, MS, Department of State.

11. Du représentant allemand en Tchécoslovaquie (Eisenlohr) au ministère allemand des affaires étrangères, Prague, 13 mars 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, II, pp. 158-60.

dans les mains allemandes. Les demandes formulées pour l'autonomie des Sudètes pouvaient se voir attribuer une apparence raisonnable, mais elles serviraient en réalité d'écran derrière lequel le mouvement visant à absorber les Sudètes pourrait être organisé et mené à bien. Ce fait fut énoncé clairement au cours de la conversation entre Hitler et les dirigeants du [parti allemand des Sudètes](#), [Konrad Henlein](#) et [Karl H. Frank](#). Le Führer affirma qu'il « comptait régler le problème allemand des Sudètes dans un avenir guère lointain. » Il « ne pouvait plus tolérer que des Allemands soient opprimés ou renvoyés. » Hitler se tourna alors vers Henlein et remarqua : « Je serai à vos côtés ; à partir de demain vous serez mon vice-roi. » Le sens des instructions données par Hitler à Henlein indiquait qu'aucun compromis avec les Tchèques n'était acceptable : « Le parti allemand des Sudètes doit formuler des demandes inacceptables pour le gouvernement tchèque. » Henlein répondit : « Nous devons toujours demander tellement que nous ne pourrions jamais être satisfaits. » ¹²

Le programme de Karlsbad émis par Henlein le 24 avril avait été préparé conformément aux instructions de Hitler, et portait à des conséquences profondes. Dans l'intervalle, le 21 avril, Hitler avait tenu une importante conversation avec le général Keitel, au cours de laquelle un plan d'opérations pour une attaque sur la Tchécoslovaquie avait été discuté en détail. ¹³

La politique d'« agression planifiée » de Hitler ne laissait guère de place au hasard. Pendant que la Grande-Bretagne et la France caressaient des espoirs de pouvoir définir une formule d'apaisement pouvant déboucher sur un nouveau Locarno, l'Allemagne ne pensait à la paix que suivant ses propres conditions, et celles-ci impliquaient une dominance nazie en Europe.

17.3 Chamberlain affirme que la Grande-Bretagne ne se battra pas pour la Tchécoslovaquie

Il était évident aux yeux de la France qu'une dominance allemande en Europe serait bientôt assurée, à moins que l'on pût trouver une manière de mettre en échec les desseins des dirigeants nazis. Mais tout projet présentant une véritable chance de réussite pour barrer la route à Hitler présupposait une association étroite entre la Grande-Bretagne et la France, et une disposition évidente à répondre à un défi nazi pour la réponse d'une mobilisation immédiate. Mais Chamberlain craignait qu'une telle réponse pût déboucher sur l'éclatement d'hostilités. Le 14 mars, il laissa temporairement ces craintes de côté et dénonça résolument l'utili-

12. Mémoire d'une conversation entre Hitler, Konrad Henlein, et Karl Hermann Frank, Berlin, 28 mars 1938. Ibid., pp. 197-98.

13. Mémoire sur « [Operation Green](#) » : Résumé de la conversation entre le Führer et le général Keitel, 21 avril 1938. Ibid., pp. 239-40.

sation de « méthodes violentes » pour résoudre les problèmes de l'Europe. Une nouvelle agression ne pouvait pas être considérée par le gouvernement de Sa Majesté « avec indifférence ou imperturbabilité. »¹⁴ Mais cette démonstration de courage disparut bientôt. Le 24 mars, il se montra bien plus prudent dans ses commentaires. Il déclarait désormais que la Grande-Bretagne n'était pas prête à défendre la Tchécoslovaquie contre une agression non-provoquée.¹⁵

Deux jours plus tôt, le vicomte Halifax avait donné instruction à Sir Eric Phipps, à Paris, d'informer le gouvernement français de ce que la Grande-Bretagne reconnaissait ses obligations selon la charte de la Société des Nations, et selon ceux du traité de Locarno, mais que le *Foreign Office* n'avait aucune intention d'élargir le champ de ses responsabilités. Une attaque allemande contre la Tchécoslovaquie n'amènerait par conséquent au déplacement d'aucune armée britannique pour défendre les frontières tchèques, quoiqu'il fût toujours possible que des pressions politiques pussent contraindre le gouvernement britannique à rallier une croisade contre l'oppression.¹⁶

Halifax comprenait que cette déclaration n'apporterait guère de réconfort au ministère français des affaires étrangères, mais se montrait appréhensif à l'idée de se montrer plus spécifique. Son objection sur l'usage de la menace provenait de son doute quant à la capacité de la Grande-Bretagne, « ou la capacité de la France et de la Grande-Bretagne combinées à les mettre effectivement en œuvre. »¹⁷

À Berlin, Henderson était d'accord avec Halifax sur la « futilité de protestations forcées qui ne soient pas soutenues par la force ou par la crainte de la force. » Qui plus est, il ne fallait pas sous-estimer Hitler. L'homme était peut-être un « sujet pathologique, un introverti, un mystique, ou toute autre désignation que vous pouvez lui trouver, mais outre tout cela, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un génie constructif. »¹⁸

Avec Hitler qui restait un énorme point d'interrogation, et avec sa politique qui posait une menace à la paix en Europe, les dirigeants britanniques et français décidèrent de mener des conversations à Londres les 28 et 29 avril. Durant ces discussions, Halifax réitéra l'avertissement selon lequel les engagements spécifiques énoncés par la Grande-Bretagne étaient limités aux conditions exposées dans la charte de la Société des Nations et

14. Déclaration du premier ministre Chamberlain face à la chambre des Communes, 14 mars 1938. Débats parlementaires, chambre des Communes, 5th Ser., vol. 333, cols. 45-52.

15. John Wheeler-Bennett, *Munich : Prologue to Tragedy* (New York, 1948), pp. 36-40.

16. Du vicomte Halifax à Sir Eric Phipps, *Foreign Office*, 22 mars 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Third Series, I, 82-86.

17. Du vicomte Halifax à Sir Eric Phipps, *Foreign Office*, 23 mars 1938. *Ibid.*, pp. 86-88.

18. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 24 mars 1938. *Ibid.*, pp. 97-100.

dans les termes du traité de Locarno. Le gouvernement britannique n'était pas prêt à « endosser de nouveaux engagements militaires. » Il était par conséquent extrêmement important que le gouvernement tchécoslovaque comprît la gravité de la situation et menât un « effort [suprême] pour parvenir à un règlement » avec l'Allemagne au sujet de l'autonomie des Sudètes.¹⁹

Pour apaiser l'Allemagne, Halifax fit passer le mot à Henderson que le gouvernement nazi devait être avisé que la Grande-Bretagne n'avait « aucun désir d'intervenir dans ce qu'ils [les Allemands] considèrent comme leur propre sphère intérieure... Nous sommes tout à fait prêts à reconnaître qu'ils ont des intérêts spéciaux » dans le problème des Sudètes. Mais il faut conserver à l'esprit que le gouvernement britannique n'était pas « sans intérêt dans une question pouvant déboucher sur l'éclatement de la guerre. »²⁰

Apparemment, Chamberlain entretenait des doutes sur ces derniers mots d'avertissement envoyés à l'Allemagne. Par conséquent, pour faire montre de l'esprit d'apaisement le plus sincère, il produisit à destination de correspondants de presse étasuniens et canadiens des affirmations révélatrices lors d'un banquet informel donné par Lady Astor. On a rapporté qu'il affirma que « ni la France, ni la Russie, et certainement pas la Grande-Bretagne, ne se battraient pour la Tchécoslovaquie en cas d'agression allemande, et que l'État tchécoslovaque ne peut pas continuer d'exister sous sa forme actuelle. »²¹

17.4 Tensions en Tchécoslovaquie

Malgré l'attitude très conciliante manifestée par Chamberlain, Halifax poursuivait ses efforts pour exercer des pressions sur l'Allemagne pour qu'elle acceptât un compromis raisonnable sur le problème des Sudètes. Il donna pour instruction à Henderson de faire connaître un avertissement indirect au gouvernement allemand : celui-ci ne devait pas se montrer « rigide » dans son attitude à l'égard de la Tchécoslovaquie. Ribbentrop devait être impressionné par le fait qu'il serait impossible pour la Grande-Bretagne « de ne pas s'intéresser à tout sujet sur lequel l'avenir de la paix européenne pourrait un jour se trouver dépendre. »²² Cet avertissement sembla présenter quelque effet sur le ministre nazi des affaires étrangères qui discuta des problèmes de l'Europe avec Henderson d'une « manière

19. Compte-rendu d'une conversation anglo-française, tenue au 10 Downing Street, 28-29 avril 1938. Ibid., pp. 198-234.

20. Du vicomte Halifax à Sir Nevile Henderson, *Foreign Office*, 5 mai 1938. Ibid., pp. 253-55.

21. Wheeler-Bennett, op. cit., p. 52 ; Voir également « Augur, » *New York Times*, 14 mai 1938.

22. Du vicomte Halifax à Sir Nevile Henderson, *Foreign Office*, 11 mai 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Third Series, I, 281-82.

inhabituellement tempérée. » Il était d'évidence « impressionné à la fois par les dangers de la situation » si on « laissait celle-ci trainer, et par la nécessité de trouver une solution pacifique dans cette dernière opportunité de coopération avec la Grande-Bretagne. »²³

Alors que la période de tensions en Tchécoslovaquie « traînait » sans véritable solution en vue, Henderson exprima à Halifax ses craintes qu'en cas de « sérieuse effusion de sang » provenant d'affrontements entre Allemands et Tchèques, il était certain que l'Allemagne allait intervenir. Il fallait se souvenir que le gouvernement nazi considérait les demandes de Henlein pour l'autonomie des Sudètes comme raisonnables. Cela aurait par conséquent été une « grave erreur » de la part du gouvernement britannique que de compter sur ses « conseillers modérés à Berlin pour se montrer efficaces, même si la menace de la guerre vient les soutenir, si nous soutenons les propositions tchèques qui échouent dans l'ensemble à répondre aux demandes de Henlein. »²⁴

Au fur et à mesure que la crise se faisait plus menaçante, des rumeurs (le 20 mai) de mobilisation partielle en Allemagne se firent jour. Bien qu'elles fussent rapidement réfutées, on s'inquiétait de plus en plus sur l'imminence d'une guerre. Ces craintes empirèrent lorsque (le 20 mai) le gouvernement tchèque prononça subitement sa propre mobilisation partielle.²⁵ Les choses empirèrent encore davantage lorsqu'un policier tchèque ouvrit le feu et tua deux motocyclistes allemands des Sudètes qui avaient refusé d'obtempérer à ses injonctions. Karl Frank, l'un des dirigeants des Sudètes, fut reçu par le premier ministre Hodža suite à cet incident, et lorsqu'il lui fut demandé quelle solution finale il désirait pour le problème des Sudètes, il répondit : « Une fédéralisation complète, et en cas d'échec, un plébiscite. » Hodža accepta « sans réserve et déclara qu'il comptait démissionner si Beneš ne se ralliait pas à sa position. »²⁶

Pendant que la situation restait irrésolue en Tchécoslovaquie, les tensions montaient à Berlin à tel point que Sir Nevile Henderson trouva Ribbentrop dans un « état d'esprit très excitable et pugnace. » Il avertit Henderson : « L'Allemagne ne pourrait plus attendre très longtemps, et si les provocations se poursuivaient, les 75 millions d'Allemands agiraient comme un seul homme. »²⁷

Halifax répondit à cette menace par un conseil de patience à l'Allemagne. La Grande-Bretagne exerçait toutes les pressions possibles sur le

23. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 12 mai 1938. Ibid., pp. 284-86.

24. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 19 mai 1938. Ibid., pp. 318-19.

25. Wheeler-Bennett, op. cit., p. 55.

26. Du représentant allemand en Tchécoslovaquie (Eisenlohr) au ministère allemand des affaires étrangères. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, II, 304-5.

27. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 21 mai 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Third Series, I, 329-30.

gouvernement tchèque pour « promouvoir une solution pacifique » de la question des Sudètes. À Berlin, le ministère des affaires étrangères devait garder à l'esprit qu'en cas d'agression allemande contre les Tchèques, la France serait contrainte d'intervenir sur-le-champ. En de telles circonstances, le gouvernement de Sa Majesté ne pouvait pas apporter la garantie qu'il ne se verrait pas contraint à s'y impliquer également.²⁸

Le lendemain, Halifax se montra plus précis et plus menaçant. Il informa l'ambassadeur d'Allemagne à Londres qu'« en cas d'entrée allemande en Tchécoslovaquie, quelles qu'en soient les circonstances, même en cas de graves actions de provocations de la part des Tchèques, les Français marcheraient sur nous [les Allemands]. . . En cas de conflit européen, il était impossible de prédire que la Grande-Bretagne ne s'y ferait pas attirer. »²⁹

Après avoir envoyé ces avertissements clairs à Berlin, Halifax essaya d'exercer une influence modératrice sur le gouvernement français. Il prodigua l'assurance au ministère français des affaires étrangères que le gouvernement de Sa Majesté allait toujours honorer sa « promesse de venir à l'assistance de la France si elle était victime d'une agression non-provoquée de la part de l'Allemagne. » Mais le gouvernement français ne devait pas supposer que le gouvernement britannique allait « immédiatement mener une action militaire conjointe avec lui pour préserver la Tchécoslovaquie d'une agression allemande. »³⁰

Ces avertissements britanniques à l'Allemagne produisirent une influence sur Hitler, qui était toujours prêt à revenir sur son agenda si quelque nécessité l'imposait. Que la France fût prête à apporter un soutien armé à la Tchécoslovaquie, couplé à la mobilisation partielle de l'armée tchèque, constituaient des facteurs supplémentaires qui amenèrent Hitler à abandonner toute pensée d'ordonner à son armée de traverser la frontière tchèque. Le 23 mai, le représentant tchèque à Berlin reçut des assurances au sujet des intentions allemandes à l'égard de son pays. Le même jour, Henlein reçut pour ordre de rentrer en Tchécoslovaquie et de reprendre des négociations en vue d'un règlement pacifique du problème des Sudètes.

La Tchécoslovaquie avait remporté une victoire diplomatique, mais son succès n'allait être que de courte durée. Hitler était désormais décidé à la détruire. Il s'indignait tout particulièrement des rumeurs tchèques de mobilisation allemande. L'attaché militaire britannique en poste à Berlin, le colonel [Mason-MacFarlane](#), avait eu l'autorisation de parcourir 1100

28. Du vicomte Halifax à Sir Nevile Henderson, Foreign Office, 21 mai 1938. Ibid., pp. 331-32.

29. De l'ambassadeur d'Allemagne en Grande-Bretagne (Dirksen) au ministère allemand des affaires étrangères, Londres, 22 mai 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, II, 322-23.

30. Du vicomte Halifax à Sir Eric Phipps, 22 mai 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*. Third Series, I, 346-47.

kilomètres de routes frontalières et n'avait constaté aucune activité militaire.³¹

Ce rapport négatif avait été confirmé par certains dirigeants consulaires, et à Nuremberg, les généraux Jodi et Keitel témoignèrent n'avoir pas déplacé « un seul soldat » vers la frontière tchèque.³² Aux yeux de Hitler, se faire accuser fallacieusement par les dirigeants tchèques était l'insulte suprême.

Il est notable que Beneš avait décidé d'appeler à la mobilisation sans en avoir informé la France.³³ Il était ensuite subitement parti pour sa propriété située à la campagne et s'était isolé des événements en cours à Prague.³⁴ Des officiers haut-gradés avaient saisi l'opportunité et avaient pris le contrôle de la situation. Cette action avait tellement perturbé le cabinet tchèque qu'il avait été décidé de rappeler Beneš à Prague et de lui faire choisir entre le gouvernement civil et l'État-Major.

Il était apparent aux yeux de Hitler que Beneš avait précipité une crise pour humilier l'Allemagne. Une telle tactique ne pouvait être ni pardonnée, ni oubliée. Le 30 mai, il émit une directive pour « *Fall Grün* ». Cette opération devait être menée pour le « 1^{er} octobre 1938 au plus tard. » Les deux premiers paragraphes révèlent la profonde haine du Führer pour les Tchèques et sa détermination à détruire leur pays : « Ma décision irrévocable est d'écraser la Tchécoslovaquie par une action militaire dans un avenir proche. » Certain « développement inévitable des événements au sein de la Tchécoslovaquie, ou d'autres événements politiques en Europe produisant une opportunité subitement favorable susceptible de ne jamais se présenter à nouveau, peuvent m'amener à agir sans délai. »³⁵ Cette action était désormais inévitable.

17.5 L'Allemagne prépare une liste d'exigences politiques

Aux yeux d'un dirigeant français comme Bonnet, la crise de Munich qui approchait était attendue, et bienvenue. Il exhalait constamment un esprit de défaitisme, et était tout à fait prêt à accepter une domination allemande sur le continent européen. Il était cordialement méprisé par le premier ministre Daladier, qui n'avait pas le courage de le révoquer. L'expérience de la Grande Guerre qu'avait connue Daladier avait fait de lui un ardent pacifiste. Ce long conflit avait agi sur lui comme une meule, mais pour le

31. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 23 mai 1938. Ibid., p. 358.

32. Ibid., p. 359. Voir également *Nazi Conspiracy and Aggression*, IV, 363.

33. De Sir Eric Phipps au vicomte Halifax, Paris, 21 mai 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Third Series, I, 336.

34. Du représentant allemand à Prague (Eisenlohr) au ministère allemand des affaires étrangères, *Documents on German Foreign Policy, 1918-1943*, II, 308-9.

35. Directive de « *Fall Grün* », Berlin, 30 mai 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, II, 357-62.

diminuer, non le polir. Le « taureau de Vaucluse » s'était usé au conflit, et aspirait à des pâturages pacifiques. Au cours d'une conversation avec l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, il souligna les « horreurs de la dernière guerre, » et ses craintes qu'une seconde guerre mondiale terminât sur un triomphe russe qui signifierait que des « hordes cosaques et mongoles » déferleraient sur l'Europe avec une nouvelle manière de vivre atroce.³⁶

Avec une France prête à acquiescer et une Grande-Bretagne décidée à l'apaisement, l'avenir semblait radieux à Hitler. Il était particulièrement satisfait du fossé séparant la Pologne et la Tchécoslovaquie. À Paris, l'ambassadeur Biddle discuta avec le représentant tchèque en France (M. Oszuski) et fut choqué de l'amertume manifestée par ce dernier à l'égard de la Pologne. Il craignait fortement qu'il ne se trouvât que « peu d'espoir d'améliorer les relations polono-tchèques sur une base durable. »³⁷ Hitler allait trouver un bon usage de cette amertume.

Mais le Führer allait devoir se méfier des apparences, car aux États-Unis les soupçons croissaient rapidement quant aux motivations nazies. Le dernier jour du mois de mai, l'ambassadeur Dieckhoff envoya au ministère des affaires étrangères un long résumé de l'opinion aux États-Unis sur l'Allemagne, dans lequel se trouvait un avertissement :

*Je répète également en cette occasion que si, en résultante de l'affaire tchèque, un conflit à grande échelle devait éclater dans lequel les Britanniques se trouveraient impliqués, les États-Unis ne voudraient pas en rester à l'écart de manière permanente, et entreraient dans le conflit contre nous. Les sentiments ici se sont faits de plus en plus intenses et amers au cours des derniers mois, et les quelques amis que nous conservons sont si timorés et ridicules qu'il n'existe que peu de choses pour empêcher l'entrée des États-Unis dans une guerre contre nous. Les nouvelles de propagande en provenance d'Autriche ont ici produit une mauvaise impression dans de nombreux cercles.*³⁸

La lettre de Dieckhoff produisit évidemment une forte impression sur Weizsäcker, qui prépara un mémorandum soulignant divers impératifs politiques que l'Allemagne devait suivre. Pour commencer, il fallait partir de l'idée que sur la voie de l'expansion allemande, la France allait constituer l'« opposant le plus certain » et la Grande-Bretagne l'« ennemi le plus dangereux. » Mais aucun des deux pays ne croiserait le fer avec l'Allemagne « sans l'autre. » En cas de guerre, l'Allemagne devrait compter « comme

36. De l'ambassadeur d'Allemagne en France (Welczek) au ministère allemand des affaires étrangères, Paris, 23 mai 1938. Ibid., II, 326-28.

37. De l'ambassadeur Biddle au secrétaire Hull, Varsovie, 20 juillet 1938. 740.00/437, *Confidential file*, MS, Department of State.

38. De l'ambassadeur Dieckhoff au secrétaire d'État (Weizsäcker), Washington, 31 mai 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, II, 369-72.

allant de soi que les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique s'associeront avec l'alliance *de facto* opposée à nous par ces deux Puissances, la France et la Grande-Bretagne. » L'Allemagne allait devoir s'occuper de l'opposition de « cette Entente de sa voie vers l'avenir par la diplomatie ou par la guerre. » Uniquement si l'« Entente nous attaque, le Troisième Reich considérera de miser son existence sur une guerre. Nos objectifs de guerre fondamentaux ne résident pas sur leurs territoires. Nous n'avons aucune recette militaire pour vaincre la France et la Grande-Bretagne. » Même en prenant en compte l'assistance de l'Italie et du Japon, la guerre se terminerait par « l'épuisement et la défaite » de l'Allemagne. La tâche de la diplomatie allemande était de reconnaître clairement les limites jusqu'auxquelles la politique allemande pouvait être « poussée pour le moment sans provoquer d'intervention de la part de l'Entente. » Le problème le plus immédiat à résoudre pour l'Allemagne avait trait à la Tchécoslovaquie. En laissant la guerre hors de l'équation pour l'instant, il était alors évident que l'État tchèque devait être détruit par « des tendances perturbatrices intérieures. » Ce processus devait être graduel, et des plébiscites ou d'autres procédures pacifiques devaient être employées. Des slogans comme « auto-détermination » pouvaient rendre les plus grands services. Mais il ne fallait jamais oublier que l'Allemagne n'était « pas libre de choisir le moment où ce fruit pouvait être cueilli sans courir un risque trop important. »³⁹

17.6 Konrad Henlein demande des concessions provocatrices

Konrad Henlein était l'un des facteurs importants de ce programme nazi visant à la désintégration graduelle de la Tchécoslovaquie. Sa liste de demandes allait intégrer des éléments dont il savait que la Tchécoslovaquie ne les accepterait pas. Mais le ministère des affaires étrangères ne voulait pas que ces demandes soient excessives et provoquent « une nouvelle crise. »⁴⁰

Après que des pressions eussent été exercées sur lui, il présenta (le 8 juin) au Dr. Hodža son nouveau programme, soulignant l'importance de diviser la Tchécoslovaquie en régions raciales. Chacune de ces régions devait jouir d'un degré d'autonomie au point d'être pratiquement indépendant, mais il restait une voix importante dans les affaires du gouvernement tchèque central. Hodža accepta ce mémorandum ainsi que le programme de Karlsbad comme base pour des conférences qui devaient démarrer le

39. Mémorandum by par le secrétaire d'État Weizsäcker, 20 juin 1938. Ibid., pp. 420-22.

40. Du secrétaire d'État (Weizsäcker) à l'ambassadeur d'Allemagne en Grande-Bretagne (Dirksen), Berlin, 1^{er} juin 1938. Ibid., pp. 374-75.

23 juin. Ernst Kundt tiendrait lieu de représentant en chef des Allemands des Sudètes lors de ces conférences.

Le premier ministre Hodža assura au représentant allemand à Prague qu'« en matière d'autonomie, il était prêt à aller jusqu'à la limite absolue, » et ses assurances furent acceptées pour argent comptant.⁴¹

Mais les négociations traînèrent sans le moindre règlement, et le gouvernement britannique se fit de plus en plus préoccupé face à la situation. Ces craintes furent accrues lorsque le ministère allemand des affaires étrangères exprima auprès de Sir Nevile Henderson l'opinion selon laquelle l'« état des négociations était hautement insatisfaisant. »⁴²

Le gouvernement allemand se faisait critique à l'encontre de la manière dilatoire selon laquelle les négociations étaient menées à Prague, et lorsque le représentant britannique évoqua ce point, Beneš protesta de son impatience à tout régler « aussitôt que possible. »⁴³ À Berlin, Henderson était particulièrement inquiet au sujet du délai continu pour parvenir à une solution du problème. Il se plaignit amèrement auprès de Lord Halifax de ce que ses efforts de paix n'avaient « aucune chance de réussite tant qu'aucun résultat pratique ne vient concrétiser notre action à Prague. »⁴⁴

Ce manque de réponse de la part de Prague aux pressions britanniques rendit sceptique le ministère allemand des affaires étrangères au sujet des intentions britanniques. Weizsäcker eut une conversation avec Hugh Wilson, l'ambassadeur des États-Unis, et exprima son dégoût face au fait que le vicomte Halifax n'avait jamais dit aux Tchèques qu'ils « ne devaient pas dépasser une certaine limite de patience s'ils ne désiraient pas en fin de compte parier sur le soutien des Puissances occidentales en cas de conflit. » L'ambassadeur Wilson faisait montre de sympathie avec la position exprimée par Herr Weizsäcker et critiquait les « tactiques retardatrices » de Beneš ainsi que ses méthodes de « suppression des faits. » Il semblait que les Britanniques ne voulaient pas d'une guerre européenne, mais qu'ils ne faisaient pas « ce qui était vraiment nécessaire pour en éviter une. »⁴⁵

41. Du représentant allemand en Tchécoslovaquie (Eisenlohr) au ministère allemand des affaires étrangères, Prague, 10 juin 1938. *Ibid.*, pp. 402-3.

42. Mémoire par le secrétaire d'État (Weizsäcker) pour le ministre des affaires étrangères, 1^{er} juillet 1938. *Ibid.*, p. 449.

43. De M. Newton au vicomte Halifax, Prague, 3 juin 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Third Series, I, 442-43.

44. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 6 juin 1938. *Ibid.*, p. 447.

45. Mémoire écrit par le secrétaire d'État (Weizsäcker) à destination du ministre des affaires étrangères, Berlin, 8 juillet 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, 11, 481-82.

17.7 Lord Runciman qualifie la Tchécoslovaquie de « terre maudite »

Il était difficile pour le gouvernement britannique de savoir que faire pour empêcher l'éclatement d'hostilités au bord de la frontière de la Tchécoslovaquie. Le moindre petit incident pouvait prendre des proportions dangereuses. Le représentant britannique à Prague suivait avec anxiété les conversations entre Henlein et les dirigeants tchèques, et fut perturbé lorsque Hitler convoqua le dirigeant des Sudètes (le 9 juillet) à Berchtesgaden pour qu'il lui fit un rapport sur l'avancée des négociations. Il existait une possibilité pour que cela constituât la première étape d'un nouveau programme de Hitler visant à écraser la Tchécoslovaquie par une attaque surprise. Les appréhensions britanniques montèrent du fait de l'attitude étonnamment rigide manifestée par le président Beneš, qui semblait déterminé à « ne donner aux Allemands des Sudètes que très peu de temps pour commenter le dessein indivisible et tranché » qu'il comptait présenter au parlement tchèque. Lord Halifax estimait qu'il était « évidemment déloyal » de la part du gouvernement tchèque de prendre « plusieurs semaines pour se décider lui-même » puis d'exiger de la part des Allemands des Sudètes « de se faire un avis en quelques jours. » Pour éviter une possible guerre, le secrétaire britannique aux affaires étrangères décida de demander au gouvernement tchèque d'accepter Lord Runciman comme arbitre indépendant.⁴⁶

Pendant que le gouvernement tchèque évaluait l'idée d'accepter cet arbitrage, Lord Halifax eut une longue conversation avec le capitaine Wiedemann qui rendait visite à Londres au titre de représentant spécial de Hitler. Le capitaine ne perdit pas de temps pour faire part à Halifax de « l'admiration et l'amitié » de Hitler pour la Grande-Bretagne. Le Führer était soucieux de préserver des relations amicales avec la Grande-Bretagne et c'était pour cela qu'il avait envoyé Wiedemann en mission. Il s'inquiétait particulièrement des retards dans le règlement du problème des Allemands des Sudètes. À tout moment, des incidents pouvaient se produire, d'une nature qu'un « grand État comme l'Allemagne ne pouvait pas laisser passer. »⁴⁷

Ces mots d'avertissements redoublèrent les inquiétudes de Lord Halifax quant aux perspectives de réussites de la mission de Runciman, mais le gouvernement tchèque insista sur l'idée que le problème des Sudètes ne pouvait pas être sujet à un arbitrage extérieur, si bien que Runciman finit par être envoyé à Prague uniquement au titre de « médiateur et conseiller. »⁴⁸

46. Du vicomte Halifax à M. Newton, Foreign Office, 18 juillet 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, I, 581-83.

47. Compte-rendu d'une conversation entre le vicomte Halifax et le capitaine Wiedemann, 18 juillet 1938. *Ibid.*, pp. 548-89.

48. De M. Newton au vicomte Halifax, Prague, 21 juillet 1938. *Ibid.*, pp. 604-8.

En discutant de la situation avec le président Beneš, il découvrit que les Tchèques entretenaient des objections importantes à une autonomie des Sudètes qui, si elles ne pratiquaient pas une sécession de la Tchécoslovaquie, constituerait à tout le moins un dangereux ferment de discordes au sein du sac de farine instable de l'État tchèque. Runciman ne rencontra pas Henlein dans la période suivant son arrivée à Prague, mais tint de nombreuses conférences avec d'autres Allemands des Sudètes et prit soigneusement note de leurs arguments.⁴⁹

Il devint bientôt limpide à ses yeux que la situation en Tchécoslovaquie était remplie de dynamite politique. La loi sur le statut des minorités nationales adoptée par le parlement tchèque ne répondait pas aux demandes de Hitler, et le « Plan N°2 » tchèque, établi pour répondre à toutes les objections des Sudètes, fut rejeté le 17 août par les dirigeants de cette région. Après que d'importantes manœuvres militaires allemandes en Saxe et en Silésie suivirent cette décision, le *Foreign Office* britannique s'alarma de plus en plus. Mais les diplomates britanniques en Europe centrale faisaient montre d'une sympathie évidente envers ce moyen de pression allemand. Sir Nevile Henderson, à Berlin, avait compris depuis longtemps que la seule manière de maintenir les Sudètes hors des mains allemandes était de proposer aux dirigeants des Sudètes une solution de compromis tellement raisonnable que l'opinion européenne demanderait qu'elle fût acceptée. Tout retard sur ce sujet constituait une invitation faite à l'Allemagne à faire avancer son propre programme d'autonomie complète pour les Sudètes. Le président Beneš ne se décida jamais sur le niveau des concessions qu'il fallait céder aux Allemands des Sudètes, et son indécision coûta très cher à son pays.

En évaluant la situation en Europe centrale, Sir Nevile Henderson était soucieux que le *Foreign Office* ne commît aucune bétise. Il était particulièrement soucieux que ce département écartât la tradition d'hostilité invétérée à l'égard de l'Allemagne établie par [Eyre Crowe](#). Un tel positionnement pouvait se révéler désastreux. Il fallait également garder à l'esprit que les Allemands des Sudètes avaient des arguments très convaincants à présenter à l'opinion mondiale. Leurs droits n'avaient pas été respectés comme il se devait par le gouvernement tchèque. De fait, la position de « Beneš et de ses enthousiastes militaires » était « tout à fait intenable. » Qui plus est, Beneš était un « petit homme. C'est un fait. Et désormais, tout dépend de Lord Runciman. »⁵⁰

Chamberlain pensait pouvoir contribuer à la réussite de la mission de Runciman en exerçant des pressions sur Hitler. Le 27 août, à Lanark, il poussa Sir [John Simon](#) à répéter au cours d'un discours l'avertissement du 24 mars, énonçant que si une guerre devait découler des complications

49. Du vicomte Halifax au vicomte Runciman, Foreign Office, 18 août 1938 ; du vicomte Runciman au vicomte Halifax, 18 août 1938. Ibid., II, 111-16.

50. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 22 août 1938. Ibid., pp. 131-34.

tchécoslovaques, il serait « tout à fait impossible d'affirmer où celle-ci s'arrêterait, et quels gouvernements s'y impliqueraient. »⁵¹ Le gouvernement français suivit cet avertissement en ordonnant que l'armée française occupât la ligne Maginot.

La réponse de Hitler à ces pressions fut constituée par un message à la légation britannique à Prague, énonçant qu'il allait « accueillir une solution pacifique à [la] question des Sudètes si celle-ci est produite rapidement. » Il était également intéressé par un « règlement [général] anglo-allemand » dont Henlein pourrait apporter les conditions à Berlin lors de sa visite suivante.⁵²

Lord Halifax annonça rapidement son veto à voir Henlein participer aux négociations d'un règlement général des problèmes anglo-allemands. La meilleure manière de procéder pour un tel règlement devait se faire suivant les canaux diplomatiques habituels. Au sujet de la question des Sudètes, il pensait qu'il serait efficace de la part de Beneš de publier sans délai sa dernière offre à destination de Hitler, afin que le monde pût apprécier le caractère raisonnable de celle-ci.⁵³

Lorsque Beneš remit à M. Newton son « Plan N°3, » le représentant britannique fut « très fortement déçu » par le contenu de celui-ci, et se plaignit qu'au lieu d'amplifier ses propositions précédentes, il ne faisait guère que les « diluer. »⁵⁴

Lord Runciman était lui-même si profondément perturbé par la tournure que prenaient les choses qu'il se mit à qualifier la Tchécoslovaquie de « pays maudit. » Au fur et à mesure de ses constats, les signes de « mauvais gouvernement » en Tchécoslovaquie s'accumulaient de jour en jour, et « à tout moment, Hitler peut trouver une excuse pour traverser la frontière pour maintenir l'ordre. » Le nouveau plan de Beneš était manifestement insatisfaisant. Il s'agissait d'un « long mémorandum de neuf pages rempli de trous et de restrictions. »⁵⁵

Lord Halifax fut très énervé par cette lettre envoyée par Lord Runciman. Si Beneš « jouait rapidement et approximativement », l'heure n'était-elle pas arrivée de « mener une action drastique ? » Son attitude allait « provoquer des dégâts incalculables » si rien n'était fait pour l'arrêter. Il fallait lui demander immédiatement de publier son nouveau projet de règlement des difficultés des Sudètes. Il devait être évident que le gouvernement allemand n'allait pas « rester à l'écart et attendre plus longtemps que les négociations présentes produisent une solution satisfaisante à la question tchécoslovaque. »⁵⁶

51. Du vicomte Halifax à M. Newton, Foreign Office, 27 août 1938. Ibid., pp. 172-75.

52. De M. Troutbeck au vicomte Halifax, Prague, 29 août 1938. Ibid., p. 177.

53. Du vicomte Halifax à M. Newton, Foreign Office, 29 août 1938. Ibid., pp. 180-82.

54. De M. Newton au vicomte Halifax, Prague, 10 août 1938. Ibid., pp. 188-89.

55. De Lord Runciman au vicomte Halifax, Prague, 30 août 1938. Ibid., p. 192.

56. Du vicomte Halifax à M. Newton, Foreign Office, 31 août 1938. Ibid., p. 193.

Lord Runciman était désormais prêt à dire à Beneš que son « dernier mémorandum » avait produit une « mauvaise impression. » Il était également prêt à envoyer Henlein rendre visite à Hitler et lui exposer la situation. Quant à Henlein lui-même, Runciman assura à Lord Halifax qu'il était « courtois, amical, et (je le crois) honnête. » Il pourrait être avisé de la part de la Grande-Bretagne de soutenir les huit points du programme de Karlsbad comme seule voie vers la paix.⁵⁷

Pendant que Henlein était à Berchtesgaden et discutait avec Hitler de la proposition de Beneš, le premier ministre Chamberlain discuta avec l'ambassadeur Kennedy. Chamberlain reconnut que la Grande-Bretagne ne disposait pas d'une armée suffisamment forte pour arrêter Hitler s'il envahissait la Tchécoslovaquie, et que par conséquent il ne jugeait pas utile de lancer de vaines menaces. Kennedy s'agita de plus en plus au fil de cette discussion, et s'exclama que si Hitler s'emparait de la Tchécoslovaquie ce « serait l'Enfer. » Il estimait que si la France venait au secours des Tchèques et que la Grande-Bretagne devait « y entrer également, les États-Unis suivraient avant longtemps. » Lorsque Kennedy s'enquit de savoir si le président Roosevelt pouvait pratiquer une action qui pourrait aider dans cette crise, Chamberlain se prononça contre un nouveau discours dans le style de celui de Chicago le 5 octobre 1937. Répéter les menaces contenues dans cette allocution serait « malvenu à présent. » Kennedy l'interrompit pour exprimer la vision selon laquelle le président Roosevelt avait décidé « d'y aller avec Chamberlain ; quelle que soit la voie que Chamberlain désire adopter, il [Roosevelt] l'estimerait juste. »⁵⁸

Plusieurs jours après que l'ambassadeur Kennedy ait si généreusement promis au premier ministre Chamberlain une assistance armée de la part des États-Unis au cas où la Grande-Bretagne se trouverait prise dans une seconde guerre mondiale, l'ambassadeur Bullitt donna un son de cloche très différent à Paris. Au cours d'une conversation avec Sir Eric Phipps, l'ambassadeur britannique, Bullitt remarqua que si des soldats allemands traversaient la frontière tchèque, la France « irait sans doute se battre pour le compte de la Tchécoslovaquie. » Heureusement pour la France, Bullitt estimait que celle-ci disposait de la meilleure armée « au monde aujourd'hui. » Bullitt fit alors référence au fort sentiment anti-allemand aux États-Unis. Lorsque Phipps lui demanda si cela impliquait une « probabilité de participation des États-Unis lors des premières phases des hostilités, » Bullitt répondit par la négative. Il fallait conserver à l'esprit que le peuple étasunien restait fermement opposé à se trouver « impliqué dans des hostilités en Europe seulement vingt ans après la dernière guerre, avec la probabilité qu'ils en tirent à nouveau davantage de problèmes que de retombées positives en échange de leur aide. » Il avait clairement énoncé

57. De M. Newton au vicomte Halifax, Prague, 1^{er} septembre 1938. Ibid., p. 199.

58. Du vicomte Halifax à Sir Ronald Lindsay (À Washington), Foreign Office, 2 septembre 1938. Ibid., pp. 212-13.

cela auprès du gouvernement français, et était certain que celui-ci ne se faisait « aucune illusion à cet égard. »⁵⁹

Le jour où se déroula cette conférence entre Bullitt et Sir Eric Phipps, Henlein rentra à Prague. Il avait discuté avec Hitler à Berchtesgaden et avait dit au Führer que les objectifs recherchés par les Allemands des Sudètes étaient ou bien « l'autonomie au sein de la Tchécoslovaquie, » ou bien un « plébiscite qui impliquera la solidification avec le Reich. » Il avait donné l'assurance à Hitler qu'il désirait parvenir à l'un de ces objectifs d'« une manière pacifique » et le Führer avait « pleinement consenti » à cela.⁶⁰

Dès que le représentant britannique à Prague apprit cela de la part de Henlein, il conseilla au président Beneš d'aller aux « limites de la concession » et que ces limites « ne devaient pas s'écarter des huit points de Karlsbad s'il n'était pas possible de parvenir à un règlement d'une autre manière. » Après avoir prodigué ce conseil à Beneš, M. Newton critiqua l'insincérité tchèque au sujet des promesses qui avaient précédemment été réalisées. Le président Beneš devait comprendre que l'échec du gouvernement tchèque à honorer sa parole sur ces sujets avait produit « une très mauvaise impression. »⁶¹

17.8 Sir Nevile Henderson perd patience avec Beneš

Sir Nevile Henderson était tout aussi critique que M. Newton envers le président Beneš. Il estimait qu'il devait être évident que Hitler ne laisserait pas Henlein accepter moins que le programme de Karlsbad et que la réticence de Beneš à utiliser ces huit points comme base de discussion avait provoqué un retard dangereux dans le règlement du problème des Sudètes. Il était difficile pour le président tchèque de faire face aux « réalités. » En fin de compte, il jouerait sans doute le « même rôle que Schuschnigg et finira par provoquer des dégâts incalculables à son pays, et possiblement à nous tous. »⁶²

À ce stade, selon le récit dramatique relaté par [John Wheeler-Bennett](#), Beneš décida subitement de convoquer les dirigeants des Sudètes et de leur demander d'énumérer par écrit leurs principales demandes. Lorsqu'ils refusèrent d'obtempérer, il leur demanda de lui dicter par oral leur programme, dont il prit note et qu'il signa. Ce document fut par la suite connu sous le nom de « Plan N°4. » Il comprenait la plupart des éléments du programme de Karlsbad et indiquait les limites des concessions auxquelles Beneš se sentait appelé.⁶³

59. De Sir Eric Phipps au vicomte Halifax, Paris, 2 septembre 1938. Ibid., pp. 218-19.

60. De M. Newton au vicomte Halifax, Prague, 3 septembre 1938. Ibid., pp. 231-32.

61. De M. Newton au vicomte Halifax, Prague, 4 septembre 1938. Ibid., pp. 226-29.

62. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 4 septembre 1938. Ibid., pp. 238-39.

63. Wheeler-Bennett, op. cit., pp. 89-92.

Il est significatif que le texte de ce « Plan N°4 » fut livré au *Royal Institute of International Affairs* par le gouvernement tchécoslovaque en exil en 1942.⁶⁴ Il se peut qu'il soit ou ne soit pas authentique dans les détails. Il faut également garder attention du fait que le récit coloré de la rencontre entre Beneš et les dirigeants des Sudètes, tel que présenté par la monographie produite par M. Wheeler-Bennett, a été entièrement tiré de l'interview entre Beneš et G.E.R. Gedye, tel que publié dans le *London Daily Herald* du 8 octobre 1945. Il est tout à fait probable que Beneš ait donné à son récit une présentation aussi dramatique que possible. Les admirateurs du président Beneš peuvent continuer d'accepter sa version de la rencontre avec les dirigeants des Sudètes.

Dans le même temps, il sera pertinent de noter que M. Newton, Lord Runciman et Sir Nevile Henderson étaient à l'époque très critiques envers Beneš et se montraient soupçonneux vis-à-vis de son programme. Dans les dépêches de Lord Runciman, aucune mention n'est faite de la rencontre du 4 septembre, et l'on en tire l'impression que Beneš était encore en train de négocier avec les dirigeants des Sudètes. M. Newton, le représentant britannique, rencontra Beneš le 4 septembre et lui parla apparemment « assez clairement » de ses « retards » pour présenter des conditions à Henlein. Runciman considérait ces retards comme inexcusables : « Rien ne peut excuser la lenteur de ses [Beneš] mouvements ni le côté dilatoire des négociations des cinq mois écoulés. »⁶⁵

Arrivée la première semaine du mois de septembre, Sir Nevile Henderson avait perdu toute patience envers Beneš du fait de ses retards interminables. Le 6 septembre, il exprima à Halifax l'opinion selon laquelle le « moment est venu » pour la Grande-Bretagne et la France de donner à Beneš le « conseil catégorique » d'accepter « même ce que ce dernier décrit comme l'ultimatum de Hitler. »⁶⁶

Le premier ministre Hodža semblait partager en partie le point de vue de Henderson, car il retira des mains de Beneš (le 6 septembre) le contrôle des négociations avec les dirigeants des Sudètes. Il leur expliqua ensuite que le texte final du plan pour l'autonomie des Sudètes « n'était pas encore complet » mais allait prochainement être rédigé. La délégation des Allemands des Sudètes fut impressionnée par la sincérité manifestée par Hodža et exprima l'opinion unanime selon laquelle les propositions tchèques « ne pouvaient pas être refusées », car elles contenaient la substance du programme de Karlsbad. Mais en raison de certains incidents qui venaient de se produire à Maehrisch-Ostrau, les négociations allaient devoir être

64. *Documents on International Affairs, 1938*, ed. Monica Curtis (New York, 1943), II, 178-84.

65. Du vicomte Runciman au vicomte Halifax, Prague, 5 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, II, 248-49.

66. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 6 septembre 1938. *Ibid.*, pp. 250-51.

rompues jusqu'à ce que le sujet fût « nettoyé. »⁶⁷ Ces négociations ne reprirent jamais sérieusement.

Cette décision prise par la délégation des Allemands des Sudètes de rompre les négociations semblait aux yeux de Lord Halifax présenter tant d'implications funestes qu'il donna pour instruction à Sir Nevile Henderson d'informer Hitler que le gouvernement de Sa Majesté était « fortement perturbé » par la situation à Prague, et se sentait contraint de demander la coopération du gouvernement allemand pour éviter un « arrêt calamiteux » des négociations sur les Sudètes.⁶⁸ Henderson, en participant à Nuremberg à la fête du parti nazi, était fortement opposé à une politique consistant à prononcer une menace, même indirecte, visant à bloquer l'action allemande contre la Tchécoslovaquie. Il n'y aurait pas d'agression contre les Tchèques mais s'ils poursuivaient leurs « aiguillonages, n'importe quoi peut arriver et aucune menace ne peut dissuader le chancelier une fois qu'il a décidé que l'honneur allemand... l'oblige à agir. Il est essentiel de rester calme. »⁶⁹

17.9 Kennedy prédit l'intervention des États-Unis dans la seconde guerre mondiale

À Londres, l'ambassadeur Kennedy considérait la situation à Prague et à Nuremberg avec une appréhension évidente. Au cours d'une conversation avec Lord Halifax, il émit l'opinion selon laquelle il était « essentiel de mener toute action possible en vue d'éviter une incompréhension avec l'esprit de Herr Hitler. » Le gouvernement britannique devait se tenir prêt à toute urgence et il se demandait s'« il ne serait pas possible pour le gouvernement soviétique de pratiquer un mouvement pouvant forcer l'attention, comme une concentration d'avions aux abords de la frontière. » Pour autant que les États-Unis étaient concernés, il avait eu l'intérêt de remarquer que « l'opinion étasunienne était bien plus agitée contre l'Allemagne qu'il ne l'avait jamais connue. » Si la Grande-Bretagne se faisait attirer dans la guerre qui menaçait à présent l'Europe, et si Londres était bombardée, l'« histoire de la dernière guerre serait répétée, amenant à l'intervention des États-Unis bien plus rapidement que lors de la guerre précédente. »⁷⁰

67. Du chargé d'affaires allemand en Tchécoslovaquie (Hencke) au ministère allemand des affaires étrangères, Prague, 7 septembre 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, II, 711-12.

68. Du vicomte Halifax à M. Kirkpatrick, Foreign Office, 9 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, II, 277-78.

69. De Sir G. Ogilvie-Forbes au vicomte Halifax, Berlin, 10 septembre 1938. *Ibid.*, p. 280.

70. Du vicomte Halifax à Sir Ronald Lindsay, Foreign Office, 10 septembre 1938. *Ibid.*, pp. 284-85.

Pendant que l'ambassadeur Kennedy prédisait l'intervention étasunienne aux côtés de la Grande-Bretagne dans une seconde guerre mondiale, le chargé d'affaires allemand à Washington écrivait à l'unisson. Quoique le président Roosevelt essayât de préserver la paix en Europe, il était très probable que si une invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne amenait la Grande-Bretagne et la France à venir à l'aide des Tchèques, on « trouverait [les États-Unis] à leurs côtés. »⁷¹

Pour compenser les importantes rumeurs d'intervention probable des États-Unis dans toute nouvelle guerre pouvant éclater en Europe, le président Roosevelt, lors d'une conférence de presse (le 9 septembre) reprocha aux journaux étasuniens de créer une psychose de guerre. Ses remarques, formelles ou informelles, ne permettaient pas de conclure qu'il était prêt à soutenir « les Démocraties » contre le bloc totalitaire en cas de guerre. Si les journalistes faisaient bien attention à ses mots exacts, ils découvriraient qu'ils avaient eu « tort à 100 % ».⁷²

17.10 Chamberlain décide de rendre une visite à Berchtesgaden

Trois jours après ces affirmations du président lors de sa conférence de presse, Hitler prononça un discours (le 12 septembre) à Nuremberg. Après s'en être pris aux Bolcheviques et aux Juifs, il dirigea son attaque contre les Tchèques qui « torturaient trois millions et demi d'Allemands. » Il ne proposa cependant aucune solution au problème des Sudètes, quoiqu'il soulignât l'importance d'appliquer le principe d'auto-détermination au bénéfice des Allemands de Tchécoslovaquie qui subissaient de fortes pressions.⁷³

Le discours de Hitler parut inciter à de graves perturbations dans les Sudètes, si bien que le gouvernement tchèque déclara promptement la loi martiale (le 13 septembre). À Berlin, Henderson estimait que « seule une action immédiate » de la part de la Tchécoslovaquie pouvait empêcher « le recours à la force par l'Allemagne. » Le gouvernement allemand n'accorderait jamais de foi en « l'honnêteté de M. Beneš tant que rien ne serait réalisé. » Les mots ne portaient à eux seuls plus aucune conviction. Il apparaissait que Beneš, même avec le destin frappant à sa porte, allait « continuer de marchander et se montrera incapable de consentir à des concessions étendues, généreuses et immédiates essentielles à la paix », à moins que les « pressions les plus sévères » fussent exercées sur lui.⁷⁴

71. Du chargé d'affaires allemand aux États-Unis (Thomsen) au ministère allemand des affaires étrangères, Washington, 10 septembre 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, II, 735-36.

72. *New York Times*, 10 septembre 1938.

73. *New York Times*, 13 septembre 1938.

74. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 13 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, H, 306-7.

À Paris, le premier ministre Daladier trahit ses appréhensions face à la guerre de manière si évidente que l'ambassadeur britannique en vint à croire que ses récentes paroles téméraires n'avaient guère constitué qu'une partie de « bluff. » Au cours de conversations avec Sir Eric Phipps, Daladier et Bonnet avaient tous deux cherché un bouc émissaire et s'étaient finalement arrêtés sur Beneš.⁷⁵

Lorsque le premier ministre Chamberlain lut ces télégrammes avec leurs hautes tonalités d'urgence, il décida d'envoyer à Hitler un message personnel pour proposer une rencontre en personne « afin d'essayer de trouver une solution pacifique » aux problèmes qui minaient l'Europe.⁷⁶ Lorsque le Führer répondit être « absolument à la disposition » du premier ministre, le décor fut positionné pour une nouvelle rencontre mémorable à Berchtesgaden.⁷⁷ Si la réunion ne s'était pas produite, il existait en Allemagne des forces qui étaient prêtes à défier l'autorité de Hitler et peut-être de le destituer. La passion de Chamberlain pour la paix fit échouer les plans les mieux échafaudés de comploteurs qui auraient pu sauver le monde des agonies et de la destruction de la seconde guerre mondiale.

17.11 L'apaisement britannique sauve Hitler

La détermination de Chamberlain à porter l'apaisement jusqu'au bout constitua la planche de salut pour Hitler et sa clique, qui restaient voués à une politique impliquant une guerre inévitable. En Allemagne, un vaste groupe de personnes importantes complotait de mettre Hitler sur la touche et de présenter un programme qui pourrait préserver la paix en Europe. ce groupe comprenait des officiers importants de l'armée, comme le colonel-général [Ludwig von Beck](#), chef d'État-Major ; le colonel-général [Kurt von Hammerstein](#), commandant en chef de l'armée allemande entre 1930 et 1934 ; le général [Erwin von Witzleben](#) ; le général [Georg Thomas](#), chef de la division économique de la planification de l'armée ; du général [Eduard Wagner](#), quartier-maître général ; du major-général [Hans Oster](#) ; et du colonel [Claus von Stauffenberg](#). L'amiral [Canaris](#) fut particulièrement actif dans ce complot visant à renverser Hitler. Parmi les civils impliqués, on comptait [Carl Friedrich Goerdeler](#), qui avait été maire de Leipzig ; [Hans B. Gisevius](#) ; [Johannes Popitz](#), ministre prusse des finances, et [Ulrich von Hassell](#), qui avait été ambassadeur d'Allemagne à Rome.

À l'été 1938, les comploteurs furent poussés à agir rapidement par la crise des Sudètes. Le général Beck envoya un mémorandum à l'ensemble du personnel général pour présenter la vision selon laquelle les hostilités

75. De Sir Eric Phipps au vicomte Halifax, Paris, 13 septembre 1938. *Ibid.*, pp. 311-12.

76. Du vicomte Halifax à Sir Nevile Henderson, *Foreign Office*, 13 septembre 1938, avec une copie du télégramme envoyé par Chamberlain à Hitler. *Ibid.*, p. 314.

77. Du vicomte Halifax à Sir Eric Phipps, *Foreign Office*, 14 septembre 1938. *Ibid.*, p. 325.

contre la Tchécoslovaquie allaient déboucher sur une guerre européenne généralisée que l'Allemagne ne pouvait pas gagner. Le général **Brauchitsch** approuvait les principaux points du mémorandum, et l'apporta à Hitler en juillet 1938 avec un message d'avertissement résolu. Le Führer écarta immédiatement ce document et poursuivit son programme pour les Sudètes.⁷⁸

Le général Beck informa ensuite le gouvernement britannique des projets belliqueux de Hitler au sujet de la Tchécoslovaquie, et exhorta à une « déclaration sans équivoque par la Grande-Bretagne que toute violation de la neutralité tchèque déboucherait sur la guerre. » Mais Chamberlain préféra poursuivre l'apaisement et n'accorda guère d'attention au conseil déterminant prodigué par le général Beck.⁷⁹

Après un entretien avec Hitler au cours duquel il plaida contre toute action pouvant provoquer un conflit en Europe, Beck démissionna de son poste de chef d'État-Major, et son successeur fut le général **Halder**. Halder faisait également partie du complot visant à destituer Hitler, et était prêt à obéir à tout ordre émis par le général **von Brauchitsch**, qui était commandant en chef des armées.

Ces comploteurs haut-placés étaient prêts à agir lors du retour de Hitler à Berlin, planifié pour le 14 septembre. Mais à ce moment, la nouvelle tomba que Chamberlain avait décidé de mener une visite à Berchtesgaden pour une dernière tentative d'éviter la guerre. Bien que cette nouvelle fût très gênante pour les conspirateurs, on présumait que Chamberlain serait confronté à des propositions qu'il ne pouvait pas accepter. Dans ce cas de figure, le complot serait mené pour empêcher la guerre. Le 28 septembre, lorsque le général von Witzleben se rendit au bureau du général Halder pour recevoir les ordres qui démarreraient le putsch, un message fut diffusé, annonçant que Chamberlain et Daladier allaient rencontrer Hitler à Munich le lendemain. Cette nouvelle bloqua l'exécution immédiate du complot, et l'apaisement acté par les accords de Munich renforça tellement la position de Hitler que tous les projets visant à le destituer durent être reportés à une date non définie. Le « vieil homme au parapluie » avait écarté la pluie qui approchait, mais pour laisser la place à la tempête

78. Allen W. Dulles, *Germany's Underground* (New York, 1947), pp. 35-44.

79. *Ibid.*, p. 42.

terrible de la seconde guerre mondiale.⁸⁰

80. Ibid., pp. 42-48. Voir également, par Franklin L. Ford, « The Twentieth of July in the History of the German Resistance, » *American Historical Review*, LI (July 1946), 609-26, et par Hans B. Gisevius, *Bis zum bitteren Ende* (2 vols. ; Zurich, 1946). Au cours des procès de Nuremberg, le général Halder produisit un long témoignage au sujet de ce complot contre Hitler. En réponse à une question spécifique posée au sujet d'agenda du complot, Halder répondit : « Adolf Hitler était au Berghof au moment où Schacht était avec moi. Von Witzleben avait procédé à toutes les préparations. Mais l'action ne pouvait être lancée qu'après que Hitler serait rentré à Berlin. Le jour où... j'appris que Hitler était rentré à Berlin, je communiquai immédiatement avec von Witzleben... Il demanda que je lui remisse l'ordre d'exécution. Nous discutâmes d'autres détails — combien de temps il lui fallait pour les autres préparations, etc. Au cours de la discussion, la nouvelle parvint que les premiers ministres britannique et français étaient venus rendre visite à Hitler pour discuter... Je revins par conséquent sur l'ordre d'exécution car, en raison de ce fait, c'était toute la base de notre action qui avait été sapée. » *Nazi Conspiracy and Aggression*, Supplement B (Washington, D. C., 1947-48), pp. 1547-75.

Chapitre 18

Munich : le prélude à Prague

18.1 Le président Roosevelt étend la doctrine Monroe

Alors que les tensions se développaient en Europe au sujet du problème des Sudètes, le président Roosevelt se mit à se préoccuper fortement en raison du possible éclatement de la guerre. Au mois de janvier 1938, il avait tenté en vain d'assurer un soutien britannique à un projet de paix mondiale, mais le premier ministre Chamberlain avait rejeté cet appel en raison du fait qu'il pourrait affecter négativement ses propres tentatives de conciliation avec l'Italie, et déloger l'instable Duce des bras ardents de Hitler. Au milieu de l'été 1938, le président décida de mener une action indépendante en matière de politique étrangère, qui apparemment suivrait une route familière aux Étasuniens depuis 1823. Il amènerait ses compatriotes à lever les yeux de leurs paysages étasuniens familiers pour considérer un horizon lointain, où se profilait vaguement un concept mondialiste. Depuis 1932, il avait chanté avec ferveur au sein d'un chœur d'isolationnistes, mais avait furtivement lancé des œillades aux filles publiques exotiques de la sécurité collective qui attendaient dehors un signal inévitable.

Pour donner à ce signal la forme la plus impressionnante, il mena une visite à la *Queens University* à Kingston, dans l'Ontario (le 18 août) dans l'objectif ostensible de recevoir un de ses innombrables diplômes d'honneur. Dans le cadre de ce rituel visant à qualifier la connaissance par des diplômes, Roosevelt prononça ensuite un discours mettant formellement le Canada sous la protection de la doctrine Monroe : « Je vous donne l'assurance que le peuple des États-Unis ne restera pas les bras croisés sans rien faire si la domination du sol canadien est menacée par un autre empire. »

Après cette grande promesse de protection, il se mit ensuite à parler comme si la doctrine Monroe comportait des implications profondes. Il énonça clairement que le territoire du Canada était une « partie de la sororité de l'Empire britannique. » La question se leva alors : si les États-

Unis devaient venir en aide à l'une de ces sœurs en détresse, allaient-ils rester les bras croisés si les autres se trouvaient confrontées à des situations catastrophiques? En réponse partielle à cette question, il répéta l'un des clichés de Hull, voulant que « nous autres, aux États-Unis, ne sommes plus un continent lointain, auquel les tourbillons des controverses outre-mer ne pourraient apporter aucun intérêt ni aucun dégât... La grande quantité de nos ressources, la vigueur de notre commerce, et la force de nos hommes ont fait de nous des facteurs vitaux dans la paix mondiale, que nous le voulions ou non. »¹

Certains journaux étasuniens qualifièrent l'allocution du président à Kingston comme une « affirmation quelque peu stupéfiante » d'un fait familier,² mais on reconnaissait qu'il lui avait donné une « solennité calculée » en la prononçant lors d'« un moment tendu dans les affaires internationales. »³ À Londres, J.L. Garvin, illustre éditeur de l'*Observer*, interpréta les mots du président comme une « proclamation face aux dictatures qu'au premier pincement, les États-Unis ne pourraient s'abstenir d'intervenir, »⁴ cependant que le *Manchester Guardian* était certain qu'ils constituaient « pratiquement une garantie d'aide contre l'agression. »⁵

En France, on reçut l'allocution de Kingston comme une assurance claire de soutien aux « démocraties » si une crise importante se produisait. Bonnet, le ministre des affaires étrangères, produisit plusieurs suggestions à l'ambassadeur Bullitt. Il pensait qu'il serait utile que l'ambassadeur des États-Unis à Berlin reçût pour instruction d'informer le ministère allemand des affaires étrangères que le département d'État estimait que les négociations à Prague entre les Allemands des Sudètes et le gouvernement tchèque « produisaient des possibilités substantielles de réussite. » Par conséquent, l'« usage de la force » pour influencer ces négociations serait considéré défavorablement. Bonnet suggéra également qu'« en cas de nécessité catastrophique, » le président pourrait proposer de tenir lieu de médiateur dans les difficultés entre les Tchèques et les Allemands des Sudètes, et ainsi sauver la situation.⁶

Quelques jours plus tard, Léon Blum, l'ancien premier ministre français, exhorta le président « à s'adresser à l'Europe avec tout le prestige de sa personne et toute l'autorité de l'État dont le soutien moral et matériel serait en fin de compte décisif dans toute guerre généralisée. »⁷ Il était évident qu'une vaste portion du monde attendait des États-Unis qu'ils endossassent un rôle de dirigeant dans une crise qui faisait poindre la guerre, et le président fut fortement tenté de répondre à cette pression. Mais le

1. *New York Times*, 19 août 1938.

2. Ibid.

3. *New York Herald-Tribune*, 19 août 1938.

4. *New York Times*, 21 août 1938.

5. *Manchester Guardian*, 26 août 1938.

6. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 588-89.

7. *New York Herald-Tribune*, 19 septembre 1938.

premier ministre Chamberlain était une nouvelle fois en train de concevoir un règlement par l'apaisement, si bien que le chef de l'État des États-Unis dut attendre son heure.

18.2 Chamberlain mène une visite à Berchtesgaden

En se préparant à rendre une visite à Berchtesgaden pour chercher la paix, le premier ministre Chamberlain avait des idées très arrêtées en tête au sujet du problème des Sudètes. Il savait que l'État tchèque reposait sur les « fondations faibles » de nationalités diverses qui se méfiaient fortement les unes des autres. Il fallait une grande sagesse, une bonne fortune et beaucoup de temps pour dépasser ces difficultés nationalistes, mais « avant même la mort du sage Masaryk, trop peu de ces constituants étaient assurés. » Le régime libéral en faveur duquel Beneš s'était montré si éloquent à Versailles se désintérait peu à peu. Le pays

avait été constitué comme un État centralisé, et par la suite, sous les pressions et l'usure, pour partie comme un État policier, envenimé par chaque conflit qui ne manque pas d'éclater sur une terre hébergeant des races antagonistes, — sur le sujet de la proportion des dirigeants, de l'allotissement des écoles, des statistiques de recensement. Ces querelles continuaient de se faire sentir lorsque la grande dépression plongea les régions allemandes... dans une pauvreté soudaine...

Le chômage était chronique dans la région allemande... mais les aides accordées aux chômeurs allemands étaient dans l'ensemble inadaptées, et bien plus faibles que pour les Tchèques. Les lois drastiques de 1935-1936 avaient resserré l'emprise tchèque sur l'emploi gouvernemental, avaient dessiné une vaste région frontalière où des emprisonnements arbitraires pouvaient être imposés, et avaient importé une police tchèque dans les régions allemandes... Lorsque Beneš et Hodza, son premier ministre slovaque, se mirent en 1937 à accorder aux Allemands au compte-goutte des améliorations en matière au travail ou en matière d'emploi, ils refusèrent fermement d'entendre parler du système « suisse, » ou d'autonomie locale...

Après six années d'avertissements, le gouvernement britannique, à la fin de l'année 1937, exerça des pressions sur Beneš pour qu'il cédât sur des concessions importantes... L'heure zéro était proche.⁸

Chamberlain estimait que la seule manière de répondre à ce moment crucial avec une petite chance de réussite serait d'invoquer le principe

8. Keith Feiling, *The Life of Neville Chamberlain* (New York, 1946), pp. 344-46.

d'auto-détermination. Mais cette invocation présentait des difficultés formidables et il distingua cela clairement au cours de sa première conversation avec Hitler. Lorsqu'il arriva à Berchtesgaden le 15 septembre, il remarqua que le Führer apparaissait comme « très timide » et avait du mal à converser sur des sujets banals. Il fut décidé que la conversation entre Chamberlain et Hitler aurait lieu dans la chambre à coucher du Führer, meublée de manière spartiate, en présence du seul Paul Schmidt pour tenir lieu d'interprète. L'arrangement exclut la présence de Ribbentrop qui se montra ostensiblement contrarié d'avoir été écarté du tableau.

Le Führer s'exprimait « calmement et à voix basse » la plupart du temps, mais par moments devenait « très agité et donnait libre cours à son indignation contre les Tchèques dans un torrent de mots. »⁹

Chamberlain écoutait attentivement « puis, regardant Hitler bien en face, souligna qu'il était prêt à discuter de chaque possibilité pour remédier aux griefs allemands, mais qu'en toutes circonstances, l'usage de la force devait être exclu. » À ce stade, Hitler explosa : « La force ! Qui parle de force ? Herr Beneš fait usage de la force contre mes compatriotes dans les Sudètes, Herr Beneš a proclamé la mobilisation au mois de mai, pas moi... Je ne tolérerai plus tout ceci... Je vais régler les choses de mes propres mains. » Cette explosion provoqua Chamberlain, qui s'exclama sur un ton agité : « Si je vous ai bien compris, vous êtes déterminé à agir contre la Tchécoslovaquie dans tous les cas... Si tel est le cas, pourquoi m'avoir laissé venir à Berchtesgaden... Il est préférable que je reparte tout de suite. »

Hitler s'empessa alors d'apaiser Chamberlain. Il fit rapidement mention des problèmes dans les Sudètes et remarqua avec calme : « Si vous êtes prêt à reconnaître le principe du droit des peuples à l'auto-détermination... alors nous pouvons poursuivre la discussion pour voir de quelle manière ces principes peuvent être appliqués en pratique. » Mais Chamberlain se fit subitement extrêmement prudent. Un plébiscite dans les Sudètes allait engendrer d'énormes « difficultés pratiques. » Le mieux serait qu'il rentre à Londres pour discuter ce sujet avec le cabinet. Après avoir assuré de la part de Hitler une promesse qu'aucune action agressive ne serait entreprise à l'encontre de la Tchécoslovaquie, Chamberlain rentra à l'hôtel de Berchtesgaden, et prit le lendemain un avion de Munich à Londres.¹⁰

En arrivant au numéro 10 de Downing Street, il lut un télégramme envoyé par Nevile Henderson, l'avertissant qu'« aucune discussion de demi-mesures ne servira plus à rien à ce stade, mais au contraire encouragera Herr Hitler de jeter la discrétion... aux quatre vents... Si les gouvernements britannique et français ne consentent pas au principe d'incorporation des régions allemandes dans le Reich, il est absolument certain que

9. Ibid., pp. 366-67.

10. Paul Schmidt, *Hitler's Interpreter* (London, 1950), pp. 92-94, *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Third Series, II, 338-41.

l'Allemagne agira d'elle-même. »¹¹

Il apparaissait aux yeux de Chamberlain que l'heure n'était plus aux « demi-mesures. » Il allait falloir réaliser sans attendre une action portant d'importantes conséquences. Ayant mandé à Londres le premier ministre Daladier et le ministre des affaires étrangères Bonnet, il leur relata sa conversation avec le Führer, puis observa que le sujet impliqué était « des plus simples. » Il s'agissait d'une question « d'accepter ou non le principe d'auto-détermination. » Si ce principe était appliqué au problème des Sudètes, il n'« anticipait aucune grande difficulté du côté de la partie allemande. » Mais Daladier était plein d'appréhensions au sujet de l'application du principe d'auto-détermination aux Sudètes. Lord Halifax partageait ces appréhensions mais demanda à Daladier de considérer les « réalités pratiques de la situation. » Ni la France, ni la Russie, et certainement pas l'Angleterre, ne seraient capables d'accorder une « protection efficace » à la Tchécoslovaquie en cas de guerre contre l'Allemagne. Il était par conséquent évident que la Grande-Bretagne comme la France allaient devoir élaborer un moyen de sauver l'Europe « de la destruction. » Cette formule pourrait ne pas s'avérer délicate, et il allait falloir procéder par essais.

En fin de compte, après trois réunions, les premiers ministres Chamberlain et Daladier, et les ministres des affaires étrangères Bonnet et Halifax s'accordèrent sur une formule qui fut transmise le 19 septembre au gouvernement tchèque. Les gouvernements britannique et français étaient convaincus que le point avait été atteint où il était évident que les districts des Sudètes « habités principalement par des Allemands des Sudètes » allaient devoir être transférés au Reich. Cela pouvait être réalisé ou bien par « transfert direct, ou bien en résultat d'un plébiscite. » Les régions choisies pour le transfert contiendraient plus de 50 % d'« habitants allemands. » Les détails concernant ces transferts pourraient être réglés par « un corps international comprenant un représentant tchèque. » Si le gouvernement tchèque acceptait cette proposition anglo-française, la Grande-Bretagne était prête à se joindre à la France pour une « garantie internationale des nouvelles frontières de l'État tchécoslovaque contre toute agression non provoquée. »¹² Le sujet était désormais entre les mains du président Beneš et du cabinet tchèque.

18.3 Beneš accepte les propositions anglo-françaises

Les problèmes auxquels Beneš se trouvait confronté étaient si compliqués qu'ils défiaient la notion de réussite. S'il acceptait les proposi-

11. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 17 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Third Series, pp. 360-61.

12. Compte-rendu des conversations anglo-françaises tenues au 10, Downing Street, le 18 septembre 1938 ; Du vicomte Halifax au M. Newton, *Foreign Office*, 19 septembre 1938. *Ibid.*, pp. 373-99, 404-6.

tions anglo-françaises, il allait devoir assister au démembrement de l'État tchèque, et consentir à abandonner la frontière stratégique. S'il refusait de répondre à ces pressions, la Grande-Bretagne et la France pourraient déclarer qu'elles n'étaient plus intéressées vitalement au destin de la Tchécoslovaquie, ce qui constituerait pour Hitler une invitation à s'emparer de l'ensemble du pays. Le 20 septembre, la réponse du gouvernement tchèque fut remise aux représentants à Prague de la Grande-Bretagne et de la France. Il s'agissait d'un appel leur demandant de reconsidérer le point de vue exprimé dans leur note conjointe du 19 septembre. Elles devaient reconnaître le fait que ce n'était « pas uniquement le sort de la Tchécoslovaquie qui est en jeu, mais également celui d'autres nations. »¹³

Cet appel tchèque tomba dans des oreilles britanniques et françaises qui étaient non seulement sourdes, mais également quelque peu indignées. Le président Beneš désirait-il une seconde guerre mondiale ? À Berlin, Sir Nevile Henderson appréciait le fait que le président tchèque avait « des circonstances terriblement difficiles avec lesquelles composer, » mais il avait « gaspillé ses opportunités au cours des quatre mois écoulés, jusqu'à ce qu'il soit trop tard. » La seule chose que Beneš pouvait faire était de céder à « la force majeure et accepter le plan franco-britannique. »¹⁴

L'application de cette force majeure arriva au cours des premières heures de la matinée du 21 septembre, lorsque Beneš fut informé par les représentants britannique et français à Prague qu'il lui fallait accepter les propositions anglo-françaises, faut de quoi, en cas de guerre contre l'Allemagne, la Tchécoslovaquie ne pourrait pas compter sur l'assistance britannique ou française.¹⁵ Au cours de la matinée et jusqu'au début de l'après-midi du 21 septembre, le cabinet tchèque examina avec gravité ces propositions. En fin de compte, à 17h00, le gouvernement tchèque indiqua qu'il les avait « accepté avec tristesse ». La voie se trouvait désormais ouverte pour le second acte du drame de Munich.

18.4 Hitler formule de nouvelles demandes

Ce second stade fut dénué des petites notes de courtoisie qui avaient marqué la rencontre de Berchtesgaden. On avait choisi [Bad Godesberg](#) en raison de son emplacement idéal, mais c'était le seul élément en faveur de ce lieu. La conférence entre Chamberlain et Hitler fut tenue à l'hôtel Dreesen, avec pour sinistre toile de fond le fait qu'il s'agissait du lieu de départ de la purge sanglante du mois de juin 1934. Avec une telle atmosphère, Hitler abandonna tout semblant de conciliation, et fit montre d'une atti-

13. *Documents on International Affairs, 1938*, ed. Monica Curtis (New York, 1943), II, 214-16.

14. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 20 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Third Series, pp. 428-29.

15. De M. Newton au vicomte Halifax, Prague, 21 septembre 1938. *Ibid.*, pp. 431-34.

tude de bandit de grand chemin, insistant pour battre ses victimes tout en leur extorquant leurs biens.

Au début de la conversation du 22 septembre, le premier ministre Chamberlain répéta ce qui avait été convenu à Berchtesgaden, et ce qu'avaient fait les gouvernements britannique et français pour mettre en œuvre cet accord. Un plébiscite ne serait pas nécessaire, un accord de session de territoire au Reich conviendrait, en accord avec des « principes fondateurs. » Les détails pouvaient être gérés par une commission composée d'un Allemand, un Tchèque, et un président neutre.

Une fois que Chamberlain eut terminé son récital, Hitler demanda si ce programme anglo-français avait été présenté au gouvernement tchèque et si celui-ci l'avait accepté. Chamberlain répondit par l'affirmative. Hitler s'arrêta un moment, puis remarqua lentement : « Je suis extrêmement désolé, mais cela ne sert plus à rien. »¹⁶ Il était évident que la crise des Sudètes avait atteint son « stade le plus critique. » Les attentes habituelles de la diplomatie n'avaient plus leur place.

En entendant l'observation sèchement négative de Hitler, Chamberlain avança avec ferveur l'idée que les propositions anglo-françaises avaient déjà répondu à toutes les demandes raisonnables d'application du principe d'auto-détermination. Qui plus est, ces propositions avaient été acceptées par le gouvernement tchèque. Les gouvernements britannique et français avaient « obtenu exactement ce que voulait le Führer, et sans épancher une seule goutte de sang allemand. » Hitler répondit qu'il n'avait rien à faire des commissions internationales et de leurs temps d'attente interminables. Une ligne frontalière devait être tracée « immédiatement. » Mais il fallait que cela fût une frontière selon les langues parlées, sur la base de « cartes fiables existantes. »

Il insista pour que les Tchèques se retirassent sur le champ des régions ainsi délimitées, et que l'armée allemande les accompagnât. Il s'attendait à ce que Tchèques affirmeraient que cette ligne frontalière « ne représentait pas la véritable situation des minorités. » En ce cas, il était « favorable à tenir un plébiscite partout » dans les régions disputées. Là où le résultat « montrerait une majorité tchèque, il serait parfaitement prêt à céder le territoire qu'il avait occupé. » Il serait prêt à « céder face à une majorité. » Et quoiqu'il n'eût guère de considération pour les commissions internationales, il était « parfaitement prêt pour qu'une telle commission menât le plébiscite. » Mais il insista pour que les régions constituant l'objet du différend fussent occupées « par l'armée allemande sur-le-champ. » Au sujet d'un pacte de non-agression avec la Tchécoslovaquie, le Führer déclara qu'il ne serait prêt à aller jusque là que si les Tchèques réussissaient à rétablir leurs relations avec la Pologne et la Hongrie « en bonne et due

16. Sir Nevile Henderson, *Failure of a Mission*, (New York, 1940), p. 158.

forme. »¹⁷

Ces demandes débordèrent Chamberlain qui protesta sur le fait qu'elles étaient en nette contradiction avec celles qui avaient été convenues à Berchtesgaden. Peut-être que l'on parviendrait mieux à se comprendre lors de la conversation du lendemain ! Après avoir clôturé la conférence, Chamberlain marcha à pas lents vers la terrasse de l'hôtel Dressen, où Hitler l'arrêta pour s'adresser à lui sur un ton doux et contrit : « Oh, M. le premier ministre, je suis vraiment désolé : je tenais vraiment à vous montrer ce panorama magnifique sur le Rhin... mais voilà qu'il est masqué par la brume. »¹⁸

Le premier ministre fut stupéfait de ce passage inattendu de demandes politiques aux significations profondes vers des regrets poignants sur l'impossibilité de contempler la beauté de la nature. Une vision à couper le souffle sur le Rhin majestueux aurait pu adoucir un peu l'humeur de Chamberlain, mais la nappe de brume le déprima à tel point qu'il reconnut auprès de Lord Halifax que sa conversation avec Hitler avait été « des moins satisfaisantes qui soient. » Il était possible qu'il rentrât rapidement à Londres.¹⁹

Au matin du vingt-trois, Chamberlain envoya une lettre à Hitler dans laquelle il indiqua que la principale difficulté de la proposition allemande résidait dans la suggestion que l'armée allemande occupât « dans un avenir immédiat » les zones des Sudètes qui constituaient l'objet du différend. Si les soldats du Reich entraient dans n'importe quelle zone des Sudètes, il ne faisait « aucun doute que le gouvernement tchécoslovaque n'aurait pas d'autre choix que d'ordonner à son armée de résister. » Cela impliquait la guerre avec l'ensemble de ses implications lugubres. Il existait cependant une mince possibilité pour que le gouvernement tchèque permît que la loi et l'ordre fussent maintenus par les « Allemands des Sudètes eux-mêmes. »²⁰

En réponse à cette lettre, Hitler envoya une note à Chamberlain au sein de laquelle il accorda la petite concession selon laquelle l'armée allemande pouvait être retirée « des régions présentant un doute lorsque le scrutin y sera mené. »²¹

Mais Chamberlain savait que cet appât était trop petit pour intéresser le gouvernement tchèque. Il allait falloir qu'il discute des choses avec Hitler une fois de plus et le rendre plus malléable. Au soir du 23 au 24 septembre, il eut sa seconde conversation avec le Führer. Contrairement

17. Notes d'une conversation entre M. Chamberlain et Herr Hitler à Godesberg le 22 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, pp. 463-73.

18. André Maurois, *Tragedy in France* (London, 1940), pp. 12-13.

19. Du vicomte Halifax à Sir Eric Phipps, *Foreign Office*, 23 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, p. 477.

20. De la délégation britannique (à Godesberg) au vicomte Halifax, 23 septembre 1938. *Ibid.*, pp. 482-83. Voir également *British White Paper*, Cmd, 5847, Correspondence Respecting Czechoslovakia, septembre 1938, No. 3.

21. De la délégation britannique (à Godesberg) à M. Newton, 23 septembre 1938. *Ibid.*, pp. 484-85.

à leur première réunion, il y avait désormais trois dirigeants britanniques et deux dirigeants allemands présents. Ribbentrop ouvrit les débats en remettant à Chamberlain un mémorandum qui énonçait les « desiderata allemands » par rapport à un accord. Il stipulait une clause selon laquelle l'armée tchèque devait commencer l'évacuation des régions à prédominance allemande et des Sudètes à 8h00 le 26 septembre, et terminer leur retrait pour le 28 septembre.

Chamberlain lut avec attention ce mémorandum et remarqua avec surprise : « Mais ceci ne constitue rien de moins qu'un ultimatum. » « Non, non, » s'exclama Hitler, il ne s'agit de « rien de la sorte. » Il ne s'agit pas « du tout d'un diktat : voyez, le document a pour titre le mot, "Mémorandum." » Alors que le Führer menait ce petit exercice de raillerie, la patience de Chamberlain céda et il éclata pour se plaindre de la manière dont il avait été traité. Aucun véritable effort n'avait été mené pour répondre aux propositions de conciliation.²² Surpris par cet éclat de la part du premier ministre, Hitler finit par accorder une petite concession. Il allait reporter la date de l'entrée de l'armée allemande dans les Sudètes jusqu'au 1^{er} octobre. Puis, après avoir pratiqué des modifications mineures sur le brouillon de son mémorandum, il le présenta à Chamberlain pour étude et pour transmission au gouvernement tchèque.²³

Comprenant que toutes ces fanfaronnades devaient avoir mis à vif les nerfs du premier ministre Chamberlain, Hitler tenta de les soulager par quelques mots de flatterie. Il remarqua doucement en se tournant vers le premier ministre : « Vous êtes le seul homme à qui j'ai accordé une concession. » Il prodigua ensuite l'assurance que l'annexion des Sudètes satisfaisait ses ambitions territoriales en Europe. Il n'avait aucun désir de démembrer la Tchécoslovaquie ; il ne désirait incorporer au Reich aucun autre peuple que les Allemands. Sur ces mots conciliants et ces vastes promesses, la conférence de Godesberg se clôtura et Chamberlain se prépara à partir pour Londres. Ses tentatives inquiètes pour la paix n'avaient suscité que des concessions tellement mineures que les tambours de guerre reprisent leur longue litanie.

18.5 Chamberlain fait un nouvel appel à Hitler

Lorsque Chamberlain revint au 10 Downing Street il trouva de nombreux télégrammes d'importance qui l'attendaient. Sir Eric Phipps avait télégraphié depuis Paris qu'« à moins que l'agression allemande fût tellement brutale, sanglante et prolongée (du fait de la bravoure de la résistance tchécoslovaque) pour exaspérer l'opinion publique française au

22. Discours du premier ministre Chamberlain à la chambre des Communes, 28 septembre 1938. *Parliamentary Debates*, House of Commons, CCCXXXIX, 21-22.

23. Notes d'une conversation entre le premier ministre et Herr Hitler à Godesberg, 23-24 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, pp. 499-508.

point de lui faire perdre la raison, la guerre serait désormais extrêmement impopulaire en France... Tout ce que la France a de mieux est opposé à la guerre, presque à tout prix. »²⁴ Depuis Berlin, Sir Nevile Henderson envoya un avertissement énonçant que les Allemands insistaient désormais pour de véritables concessions tchèques et n'allaient pas se satisfaire de simples mots. Tout encouragement « accordé aux Tchèques pour hésiter ou tergiverser sera désastreux et seule une remise immédiate des territoires qu'ils ont convenu de finir par remettre peut les sauver de la tragédie totale. »²⁵ Le gouvernement de Sa Majesté pourrait être en mesure d'empêcher la guerre en énonçant de manière « absolument claire à Prague qu'ils doivent accepter [le] plan allemand ou abandonner toute revendication pour un nouveau soutien de la part des Puissances occidentales. »²⁶

Après avoir lu ce télégramme urgent de la part de Sir Nevile Henderson, Chamberlain porta son attention sur une note qu'il venait de recevoir depuis Prague. Le gouvernement tchèque avait soigneusement examiné les demandes allemandes et les avait rejetées. Elles étaient « absolument et inconditionnellement inacceptables. »²⁷

Le même jour, une réunion fut tenue au 10 Downing Street avec des groupes soigneusement choisis de dirigeants britanniques et français. Après que le premier ministre Chamberlain décrivit sa conférence avec Hitler à Godesberg, le premier ministre Daladier proféra des mots hardis. Le conseil des ministres français avait rejeté toute « idée de supprimer la commission internationale qui avait été décidée sur le principe par les ministres français et britanniques. » Il avait également été « convenu que le gouvernement français ne pouvait pas reconnaître les droits de Herr Hitler à prendre possession » du territoire tchèque « par la force. » Il apparaissait que le Führer considérait l'ensemble des territoires marqués en rouge sur la carte comme « siens, déjà en l'absence de plébiscite, en vertu du fait que ces régions étaient à plus de 50 % [allemandes]. » Par conséquent, dans cette région « aucun plébiscite n'était nécessaire. » Mais il se trouvait d'autres régions où un plébiscite devait être tenu, car « il était incertain qu'il existât une majorité allemande ou tchèque. » Si ces régions étaient gardées par des soldats allemands jusqu'à la tenue du plébiscite, cela signifiait que le « reste du territoire tchèque serait coupé de la Slovaquie » et se trouverait « à la merci de l'Allemagne. » Il fallait dire à Hitler qu'il devrait accepter les « propositions anglo-françaises convenues dimanche dernier. »

Lorsque Chamberlain s'enquit de savoir ce qu'il faudrait faire dans l'hypothèse où Hitler refuserait ces propositions, Daladier répondit abrupt-

24. De Sir Eric Phipps au vicomte Halifax, Paris, 24 septembre 1938. Ibid., p. 510.

25. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 25 septembre 1938. Ibid., pp. 512-13.

26. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 25 septembre 1938. Ibid., pp. 515-16.

27. Note du représentant tchécoslovaque au vicomte Halifax, 25 septembre 1938. Ibid., pp. 518-19.

tement qu'en tel cas « chacun d'entre nous aurait à faire son devoir. » En entendant ces paroles de défi, Chamberlain se souvint des télégrammes envoyés par Sir Eric Phipps soulignant le désir passionné de paix à presque n'importe quel prix existant en France. Il suggéra par conséquent qu'il était temps de revenir aux « abruptes réalités de la situation. » Si l'Allemagne envahissait la Tchécoslovaquie, la France déclarerait-elle la guerre ? Daladier répondit que la France « remplirait [sans aucun doute] ses obligations » envers l'État tchèque en cas d'« agression non-provoquée. » Ces obligations seraient constituées d'« opérations offensives » contre la [ligne Siegfried](#) et de raids de bombardements contre « les usines et centres militaires allemands. » Chamberlain évoqua sans tarder le fait que la force aérienne française était plutôt faible. Il se pourrait que les avions allemands dominassent la situation et fassent subir à Paris une « pluie de bombes. » Il fit également référence à nombre de commentaires parus dans la presse française qui n'indiquaient absolument pas l'existence d'un fort « esprit belliqueux » favorable à une attitude insoumise envers l'Allemagne. En conclusion, il assura à Daladier que le gouvernement britannique n'allait pas « exercer de pressions » sur les Tchèques pour qu'ils acceptassent les demandes formulées par Hitler à Godesberg. Il n'exprimerait par ailleurs aucune opinion sur la manière dont la France devait se comporter. Le gouvernement français allait devoir prendre ses propres décisions.²⁸

Le lendemain, Chamberlain eut une « conversation personnelle » avec Daladier et le général Gamelin. Le chef d'État-Major manifestait un esprit de confiance, et prodiguait des assurances selon lesquelles, au cas où des hostilités éclateraient, les nations démocratiques allaient « dicter la paix. »²⁹ Le premier ministre fut encouragé par cet optimisme fluide à prodiguer des assurances de sa part. Le gouvernement britannique avait affirmé « publiquement plusieurs fois » qu'il ne pouvait pas « se permettre de voir la France débordée ou vaincue par l'Allemagne, et que nous allions devoir venir à son assistance si la France se trouvait en danger. » Il devait être parfaitement clair que « le gouvernement de Sa Majesté n'avait aucune intention de revenir sur ce qu'il avait déclaré. »³⁰

Il s'agissait d'une promesse importante, et Chamberlain ne la prononça pas sans appréhensions. Malgré les mots hardis du général Gamelin, on savait fort bien qu'un esprit de défaitisme se manifestait dans de nombreux cercles en France. Qui plus est, Sir Eric Phipps avait émis l'avertissement selon lequel « tout ce que la France comptait de mieux » était opposé à la guerre. Le seul groupe favorable aux hostilités était une clique « petite et corrompue », composée de communistes, « payée par Moscou et qui avait

28. Compte-rendu d'une conversation anglo-française tenue au 10 Downing Street, 25 septembre 1938. Ibid., pp. 520-35.

29. « Pertinax » (André Géraud), *The Gravediggers of France* (New York, 1944), p. 3.

30. Compte-rendu d'une conversation anglo-française tenue au 10 Downing Street, 26 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, p. 537.

œuvré pour la guerre depuis des mois. »³¹

C'est avec cette admonition de Phipps bien en tête que Chamberlain décida d'écrire une dernière lettre à Hitler, dans l'espoir que cela pourrait éviter le conflit qui menaçait constamment d'éclater. Le 26 septembre, il confia une lettre à Sir Horace Wilson, à remettre à Hitler sans délai. Dans cette lettre, il appelait l'attention du lecteur sur le fait que le gouvernement tchèque avait déjà signifié son acceptation de la proposition de transférer une vaste portion des Sudètes au Reich. N'était-il pas possible pour Hitler d'accepter que les représentants de l'Allemagne rencontrassent les représentants de la Tchécoslovaquie et réglassent par un accord « la manière selon laquelle le territoire doit être transféré ? » Sans doute les conséquences tragiques de la guerre « ne devaient-elles pas être occasionnées par une différence de méthode. »³²

18.6 Roosevelt soutient le plaidoyer de paix de Chamberlain

Pendant que le premier ministre Chamberlain luttait contre Hitler à Berchtesgaden et Godesberg, le président Roosevelt se maintenait en étroit contact avec les événements en Europe au travers de messages téléphoniques de la part de l'ambassadeur Kennedy à Londres et de l'ambassadeur Bullitt à Paris. Le 24 septembre, Bullitt exhorta qu'« un effort » fût mené par le gouvernement étasunien pour « maintenir la paix. » Il suggéra que le président dirigeât un appel à destination des gouvernements britannique, français, allemand, italien et polonais pour qu'ils envoyassent des représentants à La Hague dans une tentative de trouver une formule de paix. Les États-Unis devaient également être représentés à cette conférence.³³

Le lendemain, le représentant étasunien à Prague envoya un message de Beneš au président Roosevelt pour l'implorer à exhorter la Grande-Bretagne et la France à ne pas désertir la Tchécoslovaquie, ce qui aurait provoqué sa destruction par Hitler. Le président fut ému de ces demandes d'aide urgentes et était prêt à faire une déclaration en soutien de la préservation de la paix en Europe. Après avoir dérouté la main contraignante du secrétaire Hull, le président Roosevelt donna pour instruction à Sumner Welles et à Adolf Berle de préparer des appels à Hitler ainsi qu'à Beneš. Il les signa le 26 septembre à 12h15, et ils furent câblés dans la foulée à Berlin et à Prague.³⁴

Dans ces communications à Beneš et à Hitler, le président indiquait les terribles destructions qu'une seconde guerre mondiale allait engendrer.

31. De Sir Eric Phipps au vicomte Halifax, Paris, 26 septembre 1938. Ibid., pp. 543-44.

32. Lettre du premier ministre Chamberlain à Herr Hitler, 26 septembre 1938. Ibid., pp. 541-42.

33. Hull, op. cit., p. 590.

34. Ibid., p. 591.

Le système économique « de chaque pays est certain d'être brisé, » et la « structure sociale » pouvait bien être « totalement effondrée. » Quoique les États-Unis fussent dans un hémisphère différent, ils ne pourraient pas « échapper dans une certaine mesure aux conséquences d'une telle catastrophe mondiale. » Le président estimait par conséquent qu'il devait attirer les attentions sur les obligations solennelles du pacte Kellogg-Briand pour résoudre « les controverses par des moyens pacifiques. » Il était persuadé qu'il n'existait pas de problème « trop difficile ni trop urgent pour ne pouvoir être résolu avec justice par le ressort de la raison plutôt que celui de la force. » Par conséquent, et au nom des « 130 000 000 d'habitants des États-Unis et par souci de l'humanité partout, » il faisait sincèrement appel à Beneš et à Hitler à « ne pas rompre les négociations dans la recherche d'un règlement pacifique, juste et constructif des questions en jeu. »³⁵

Le président Beneš envoya une réponse rapide et favorable le 26 septembre, mais Hitler était trop occupé pour répondre à l'appel du président. Ce soir-là, il avait prévu de prononcer un discours au *Sportspalast* de Berlin. Le président Roosevelt devrait patienter quelque peu avant d'obtenir sa réponse.

18.7 La Grande-Bretagne mène de nouvelles tentatives pour préserver la paix

Quoique Hitler fût engagé dans la tâche d'appliquer des touches finales au discours qu'il s'appropriait à prononcer au *Sportspalast* dans la soirée du 26 septembre, il trouva malgré tout le temps de voir Sir Horace Wilson qui avait été envoyé à Berlin avec la dernière note émise par Chamberlain. Sir Nevile Henderson accompagnait Sir Horace. Henderson avait reçu de la part du vicomte Halifax des instructions importantes : « Depuis votre départ, [les] Français ont véritablement énoncé leur intention de soutenir la Tchécoslovaquie par des mesures offensives si celle-ci est attaquée. Ceci nous ferait entrer, et il devrait apparaître clairement au chancelier qu'il s'agit d'une alternative inévitable à une solution pacifique. »³⁶

Armé de cet avertissement important, Sir Horace Wilson et Sir Nevile Henderson tinrent une conférence avec Hitler à 17h00. Il se montra extrêmement rétif et ne se laissa persuader qu'avec difficulté à écouter la lettre en provenance du premier ministre. À un certain point, il s'écria : « Il ne sert plus à rien de parler, » puis se dirigea vers la porte comme pour sortir de la pièce. Il finit par convenir qu'une rencontre entre les représentants tchèques et allemands pouvait se produire, « mais seulement

35. Du président Roosevelt au président Beneš et au chancelier Hitler, 26 septembre 1938. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), pp. 425-26.

36. Du vicomte Halifax à Sir Nevile Henderson, *Foreign Office*, 26 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, II, 550.

sur l'hypothèse selon laquelle le gouvernement tchécoslovaque acceptait le mémorandum intégrant le 1^{er} octobre. » Au vu de cette « intense émotion », on estima préférable de ne pas l'informer de l'instruction cinglante que Henderson avait reçue de la part de Lord Halifax.³⁷

Au cours de cette conversation animée, Hitler s'exclama à plusieurs reprises que l'Allemagne se trouvait « traitée comme les nègres ; on n'oserait même pas traiter les Turcs de cette manière. » En fin de compte, il cria : « Le 1^{er} octobre, je ferai de la Tchécoslovaquie ce que je voudrai. » Si la France et l'Angleterre « décident de frapper, qu'elles frappent. Je ne m'en soucie pas. » Il ne laisserait plus « M. Beneš le diriger par le bout du nez. » Que ce soit par voie de négociations ou par l'exercice de la force, les territoires des Sudètes seraient « libres le 1^{er} octobre. » Il fallait qu'il reçoive une réponse affirmative à ses demandes « dans les deux jours, c'est-à-dire pour mercredi. »³⁸

Ce soir-là (le 26 septembre), Hitler prononça un discours au Sports-palast. Ce discours contenait une attaque à l'acide contre le président Beneš, et la responsabilité de toute hostilité pouvant éclater était mise directement sur ses épaules : « À présent, que M. Beneš fasse son choix. » Ses commentaires sur Chamberlain furent amicaux, et il répéta son désir de « bonnes relations avec l'Angleterre. » Il déclara qu'une fois réglée la question des Sudètes, l'Allemagne n'aurait « plus aucune revendication territoriale à faire valoir en Europe. » Le Reich ne voulait aucun tchèque au sein de ses frontières. Mais il désirait qu'il fût parfaitement clair que le problème des Sudètes devait être résolu pour le 1^{er} octobre, faute de quoi l'armée allemande allait occuper le territoire objet du différend avec « lui-même comme premier soldat du Reich. »³⁹

Ce fut habité d'un sentiment d'alarme croissant que Chamberlain lut ce discours au vitriol, et il donna immédiatement pour instruction à Sir Horace Wilson d'assurer à Hitler que les promesses du gouvernement tchèque au sujet des Sudètes étaient en réalité destinées à la Grande-Bretagne et à la France. Le gouvernement britannique était prêt à « agir pour qu'elles fussent accomplies justement et pleinement... et avec une promptitude raisonnable, » pourvu que le gouvernement allemand acceptât « le règlement des termes et conditions du transfert par la discussion et non par la force. »⁴⁰

Dans l'après-midi du vingt-sept, Sir Horace tint sa seconde conversation avec le Führer. Au sujet des Tchèques et des Sudètes, Hitler affirma

37. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, Berlin, 26 septembre 1938. Ibid., pp. 552-53 ; Notes d'une conversation entre Sir Horace Wilson et Herr Hitler à Berlin, 26 septembre 1938. Ibid., pp. 554-57.

38. Ibid., p. 554.

39. *The Speeches of Adolf Hitler*, ed. and tr. Norman H. Baynes (London, 1942), II, 1487-99.

40. Du vicomte Halifax à Sir Nevile Henderson, 27 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy. 1919-1939*, II, 559.

qu'il existait deux alternatives : le gouvernement tchèque devait accepter ou bien les conditions du mémorandum de Godesberg, ou bien les rejeter. S'il les rejetait, il « briserait les Tchèques. » Il répéta cette phrase de destruction à plusieurs reprises comme pour insister sur la formule. À ce stade, Sir Horace exprima un avertissement au Führer : « Si, en poursuite de ses obligations exprimées dans les traités, la France s'engageait activement dans des hostilités contre l'Allemagne, le Royaume-Uni se sentirait contraint de la soutenir. » Cette menace mit Hitler en colère, qui répondit en criant : « Si la France et l'Angleterre frappent, qu'il en soit ainsi. Cela m'est totalement indifférent. Je suis prêt à toute éventualité. . . Nous sommes aujourd'hui mardi, et d'ici lundi prochain, nous serons en guerre. »⁴¹

Après que Sir Horace eut quitté la chancellerie, Hitler se mit à entretenir des doutes au sujet de la manière abrupte dont il avait mené sa conférence avec le représentant britannique. Peut-être avait-il davantage à gagner en adoptant une attitude plus conciliante. C'est avec cette idée à l'esprit qu'il adressa sur-le-champ une lettre à Chamberlain, dans laquelle il affirmait que s'il remplissait son objectif au sujet des Sudètes, il était prêt à « apporter une garantie formelle pour le reste de la Tchécoslovaquie. » Au vu de ce fait, il laissait au jugement du premier ministre de savoir s'il serait utile de continuer ses efforts très appréciés pour « amener le gouvernement de Prague à la raison à la toute dernière heure. »⁴²

Hitler disposait désormais du temps nécessaire pour répondre à l'appel émis le 26 septembre par le président Roosevelt. Son télégramme au président soulignait l'importance du principe d'auto-détermination et faisait référence à la trahison de ce principe par le président Wilson avec une référence spéciale à l'intégration des Allemands des Sudètes à l'État artificiel de Tchécoslovaquie. Lorsque le président disposerait d'une meilleure compréhension du problème des Sudètes, il prendrait conscience du fait que le gouvernement allemand n'avait manqué ni « de patience, ni d'un désir sincère d'une entente pacifique. »⁴³

18.8 Roosevelt exerce de nouvelles pressions sur les dictateurs

Lorsque le président Roosevelt reçut ce télégramme de la part du chancelier Hitler, il décida que sa tonalité douteuse justifiait un second appel à la paix mondiale. Au cours de cette seconde communication à destination

41. Henderson, op. cit., pp. 164-65 ; Notes d'une conversation entre Herr Hitler et Sir Horace Wilson, Berlin, 27 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, II, 564-67.

42. De Sir Nevile Henderson au vicomte Halifax, avec en pièce jointe une lettre de Hitler au premier ministre Chamberlain, 27 septembre 1938. Ibid., pp. 576-78.

43. Télégramme du chancelier Hitler au président Roosevelt, 27 septembre 1938. Communiqué de presse, département d'État, 1^{er} octobre 1938, XIX, 221-23.

du Führer, il affirma que la « question qui fait face au monde aujourd'hui... n'est pas la question des erreurs de jugement ou des injustices commises par le passé. Il s'agit de la question du destin du monde aujourd'hui et demain. » Le recours à la force lors de la guerre mondiale avec échoué à apporter la tranquillité aux nations qui s'étaient engagées dans ce conflit. La victoire et la défaite « étaient aussi stériles l'une que l'autre. » Une seconde guerre mondiale serait aussi « superflue qu'injustifiable. » Les négociations pour une fin pacifique du différend en cours au sujet des Sudètes étaient « encore ouvertes. » On pouvait les poursuivre si le Führer « passait le mot. » Que le chancelier acceptât une solution pacifique au différend des Sudètes, et des « centaines de millions de gens, dans le monde entier, » lui en seraient reconnaissants.⁴⁴

Le même jour (le 27 septembre), le président envoya également un appel puissant à Mussolini pour qu'il apportât son assistance aux efforts de paix. Après avoir affirmé qu'une seconde guerre mondiale impliquerait la « destruction de millions d'hommes, de femmes et d'enfants en Europe, » il exhortait le Duce à aider « dans la poursuite des efforts menés pour parvenir à un accord sur la question en jeu par la négociation ou par des moyens pacifiques, plutôt que par le recours à la force. »⁴⁵

Mussolini se retrouvait ainsi avec les yeux du monde braqués sur lui, et profita grandement de cette opportunité pour déambuler sur la scène européenne comme la seule personne pouvant apporter la guerre ou la paix à d'innombrables millions de gens.

18.9 Chamberlain prépare la base de l'accord de Munich

Pendant que le président Roosevelt envoyait ses appels à Hitler et Mussolini pour une solution pacifique au problème des Sudètes, le premier ministre Chamberlain menait de nouveaux efforts sur la même ligne. Dans la nuit du 27 septembre, Henderson rendit une visite au ministère allemand des affaires étrangères pour remettre au secrétaire d'État de nouvelles propositions qui avaient obtenu l'aval de la France et qui feraient pression sur le gouvernement tchèque pour qu'il consentît au « transfert immédiat des territoires des Sudètes sur la base d'un agenda garanti par le gouvernement de Sa Majesté. » Ces propositions constituaient véritablement une concession envers Hitler, et constituèrent « la principale base du règlement final de Munich. »⁴⁶

44. Du président Roosevelt au chancelier Hitler, 27 septembre 1938. *Peace and War*, pp. 428-29.

45. Du président Roosevelt à l'ambassadeur des États-Unis en Italie (Phillips), 27 septembre 1938. *Ibid.*, p. 427.

46. Henderson, *op. cit.*, p. 166.

Le lendemain matin, Henderson reçut de la part du premier ministre une lettre finale qui devait être présentée au chancelier Hitler. Elle commençait par transmettre au Führer une assurance au sujet de tous ses objectifs importants « sans guerre et sans délai. » Pour trouver une base à la paix, il pourrait être utile d'assembler une conférence à Berlin entre les représentants de Grande-Bretagne, de Tchécoslovaquie, de France, d'Allemagne et d'Italie dans l'objectif de discuter du problème des Sudètes. Le premier ministre Chamberlain en personne était prêt à rendre visite à Berlin sur-le-champ pour aider à arranger les détails nécessaires. Le Führer ne devait avoir aucun doute sur l'idée que la Grande-Bretagne et la France allaient veiller à ce que toutes les promesses tchèques fussent « emplies justement, pleinement et au plus vite. »⁴⁷ Le même jour (28 septembre), Chamberlain envoya également un message personnel à Mussolini où il relatait son appel à Hitler et demandait au Duce de soutenir ses efforts pour empêcher l'éclatement de la guerre.

Avant que ces lettres aient pu susciter la moindre réponse, l'ambassadeur de France prit contact avec Ernst von Weizsäcker et demanda une audience avec Hitler. Ribbentrop, qui pensait que la guerre constituerait la meilleure solution au problème tchèque, était opposé à tout dialogue entre l'ambassadeur et le Führer. Selon Weizsäcker, cette attitude belligérante de la part de Ribbentrop fut la cause d'une scène violente : « J'ai dit que c'était une chose monstrueuse de vouloir démarrer une guerre, alors que les vraies différences entre les deux parties sont si minimes et ne concernaient que la méthode suivant laquelle les Sudètes devaient être incorporés. . . C'est avec cette humeur que nous nous rendîmes ensemble du Kaiserhof à la chancellerie. »⁴⁸

Lorsque l'ambassadeur de France se présenta pour son audience avec le Führer, il déroula des arguments clairs et convaincants contre toute action précipitée eu égard aux Sudètes : « Vous vous faites des illusions, chancelier, si vous pensez pouvoir confiner le conflit à la Tchécoslovaquie. Si vous attaquez ce pays, vous allez enflammer toute l'Europe. . . Pourquoi prendre ce risque alors que vos demandes essentielles peuvent être exaucées sans guerre ? » L'ambassadeur produisit ensuite une carte montrant les phases séparées de l'évacuation. Hitler fut impressionné par les remarques avancées par François-Poncet, et affirma ensuite franchement qu'il avait été le seul « à avoir produit une proposition sensée. » À ce stade se produisit une interruption importante. L'ambassadeur d'Italie (Attolico) entra en hâte dans la pièce et annonça d'une voix agitée : « J'ai un message urgent à vous remettre de la part du Duce, Führer ! » Le Duce, en réponse au plaidoyer de Chamberlain pour qu'il réalisât des pressions sur Berlin, exprimait à Hitler l'opinion selon laquelle il « serait avisé d'accepter la

47. Du vicomte Halifax à Sir Nevile Henderson, 28 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, II, 587.

48. Ernst von Weizsäcker, *Memoirs* (Chicago, 1951), pp. 152-53.

proposition britannique » et faisait paraître l'espoir que la mobilisation ne serait pas ordonnée.⁴⁹

Lorsque Sir Nevile Henderson se présenta à la chancellerie quelques heures plus tard, il fut accueilli par Hitler avec cette remarque en guise d'accueil : « À la demande de mon grand ami et allié, Mussolini, j'ai reporté de vingt-quatre heures la mobilisation de mon armée. » L'atmosphère était à Berlin notablement moins tendue que la veille, et le Führer, « quoiqu'un peu distrait, n'était pas déraisonnable. » Lorsque Henderson lui remit la suggestion de Chamberlain au sujet d'une conférence à cinq puissances, il répondit qu'il allait devoir consulter le Duce avant de prendre quelque décision que ce fût. Il avait à peine énoncé cette remarque qu'Attolico fit une nouvelle apparition éclair et murmura que Mussolini avait signifié son accord pour une conférence à cinq puissances ayant trait au problème des Sudètes.⁵⁰

Hitler avait déjà reçu une note de la part du ministère français des affaires étrangères, plus conciliante encore que celle de Chamberlain. En réponse à ces gestes d'apaisement, le Führer invita à une conférence le lendemain (29 septembre) à Munich Mussolini, le premier ministre Chamberlain et le premier ministre français (Daladier).

18.10 Capitulation à Munich

La conférence de Munich ne fit guère plus que confirmer le programme d'apaisement sur lequel la Grande-Bretagne et la France s'étaient déjà mises d'accord. Quoique Daladier fit au départ montre d'esprit combatif, il fut pris en main par le général Goering et se calma bientôt. Goering fut content de constater la reddition rapide du premier ministre : « M. Daladier est vraiment le type d'homme qui me plaît — il est tellement élastique. »⁵¹ Grâce à l'attitude élastique manifestée à la fois par Chamberlain et Daladier, les accords de Munich furent signés le 30 septembre au petit matin, après un long débat qui ne révéla aucune différence d'opinion tranchée. Les Sudètes étaient cédées à l'Allemagne, et pour simplifier les choses, on les divisa en quatre zones dont l'occupation par l'armée allemande commencerait le 1^{er} octobre et se poursuivrait jusqu'au 7 octobre. L'évacuation de ces zones par les Tchèques était garantie par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ; les détails devaient être définis par une commission internationale à Berlin dont les membres comprendraient le secrétaire d'État du ministère allemand des affaires étrangères, les ambassadeurs britannique, français et italien, ainsi qu'un représentant de la Tchécoslovaquie.⁵² L'Allemagne avait ainsi « incorporé les territoires des

49. Schmidt, op. cit., pp. 105-7.

50. Henderson, op. cit., pp. 168-69.

51. John Wheeler-Bennett, *Munich : Prologue to Tragedy* (New York, 1948), p. 173.

52. Note de Sir Horace Wilson sur la conférence de Munich, 29-30 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, II, 630-35.

Sudètes au Reich sans verser de sang et sans tirer un seul coup de feu. » ⁵³



FIGURE 18.1 – Neville Chamberlain le 29 septembre 1938 à son arrivée à Munich. Source : [Wikipedia](#)

Il apparaissait que sur toute cette affaire de Munich, le président Roosevelt n'avait joué qu'un rôle très mineur. Ses appels à Hitler n'avaient constitué qu'une influence négligeable, et son message à Mussolini avait été considéré par le Duce avec indifférence. Les relations des États-Unis avec l'Italie n'avaient fait qu'empirer depuis 1935, et Mussolini n'avait aucune raison de porter attention à un président étasunien qui refusait avec constance de reconnaître la conquête de l'Éthiopie par l'Italie. Chamberlain, de son côté, s'était escrimé à apaiser le Duce, et l'ambassadeur du Royaume-Uni à Rome avait de bonnes raisons d'affirmer que c'était le plaidoyer du premier ministre qui avait amené Mussolini à demander à Hitler de museler les chiens de guerre. ⁵⁴ Il existe une possibilité que Chamberlain ait été influencé à rechercher une solution pacifique à la crise qui

53. Henderson, op. cit., p. 172.

54. Du comte de Perth au vicomte Halifax, Rome, 30 septembre 1938. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, II, 641-45.

s'aggravait par l'assurance qui lui avait été prodiguée quelques semaines plus tôt par l'ambassadeur Kennedy : « Quelle que soit la trajectoire que Chamberlain désire adopter, il [Roosevelt] l'estime bonne. » Cette affirmation s'apparentait à un chèque en blanc, ce qui portait des conséquences importantes, et il ne fait pas de doute que Chamberlain gardait cela à l'esprit durant la crise de Munich. Je n'ai cependant pu découvrir au sein des archives du département d'État aucun élément confirmant que de véritables pressions fussent exercées sur le premier ministre en faveur d'une paix à tout prix.

Dans les cercles administratifs, on trouvait des personnes qui étaient très satisfaites des accords de Munich. Sumner Welles les salua comme un pacte qui promettait la possibilité d'un nouvel ordre mondial « basé sur la justice et la loi. »⁵⁵ Le secrétaire Hull était plus prudent, quoiqu'il reconnût que l'accord offrait « un sentiment universel de soulagement. »⁵⁶ Dans une lettre envoyée à Mackenzie King, le président Roosevelt fit la remarque qui suit : « Je peux vous assurer que nous-autres, aux États-Unis, nous réjouissons comme vous, et avec le monde dans son ensemble, de ce que l'éclatement de la guerre ait été évité. »⁵⁷ Une semaine plus tard, il fit part de ses pensées à l'ambassadeur Phillips à Rome : « Je veux que vous sachiez que je ne suis pas du tout contrarié par le résultat final [des accords de Munich]. »⁵⁸

18.11 L'opinion aux États-Unis au sujet de Munich

Cette indifférence présidentielle envers les implications des accords de Munich n'était pas partagée dans la presse des États-Unis. Pour le *Miami Herald*, à la veille de Munich, il semblait que l'Europe était sur le point de se trouver « plongée dans le meurtre de masse de la guerre moderne en raison de la volonté d'un seul homme. »⁵⁹ Le *Richmond Times-Dispatch* avait confiance en l'idée que la « responsabilité de la guerre, si elle se produit, restera sur les épaules de l'Allemagne nazie, comme il se doit, »⁶⁰ et le *New Orleans Times-Picayune* émettait une opinion similaire : « Dans l'hypothèse où le monde serait de nouveau jeté dans le chaos, la culpabilité de la guerre sera presque inévitablement attachée au cou d'Adolf Hitler. »⁶¹

55. *New York Times*, 4 octobre 1938.

56. 30 septembre 1938. *Peace and War*, p. 430.

57. Du président Roosevelt à Mackenzie King, 11 octobre 1938. *F.D.R. : His Personal Letters*, ed. Elliott Roosevelt (New York, 1950), II, 816-17.

58. Du président Roosevelt à l'ambassadeur Phillips, 17 octobre 1938. *Ibid.*, pp. 818-19.

59. 28 septembre 1938.

60. 29 septembre 1938.

61. 28 septembre 1938.

Lorsque le texte des accords de Munich fut rendu public, de nombreux journaux firent paraître des louanges à Chamberlain. Le *New York Herald-Tribune* estimait qu'on ne pouvait « qu'applaudir de tout cœur l'intégrité scrupuleuse et la dévotion auto-sacrificielle avec lesquelles il [le premier ministre Chamberlain] avait oeuvré à la paix. »⁶² D'autres journaux se montraient tout aussi élogieux. Le *Washington Post* considérait l'accord comme un jalon sur la voie de la paix. Les sacrifices consentis par les Tchèques allaient « sembler un prix peu élevé pour la paix, surtout si la paix ainsi obtenue est stabilisée. »⁶³ Le *Washington Evening Star* n'entretenait aucun doute sur le fait que Hitler avait « remporté une victoire considérable, » mais d'« importance énorme est le fait qu'une solution a été trouvée sans verser le sang face à la plus grave menace envers la tranquillité internationale au cours du dernier quart de siècle. »⁶⁴ L'*Atlanta Constitution* estimait que les accords de Munich présentaient de nombreuses imperfections, mais « l'espoir se présente là où hier on ne trouvait que désespérance, et les peuples du monde peuvent de nouveau prendre courage. »⁶⁵

Le *New York Times* avait des mots élogieux pour Munich : « Qu'aucun homme n'affirme qu'un prix trop élevé a été consenti pour la paix en Europe avant d'avoir exploré son âme et s'être trouvé prêt à risquer par la guerre les vies des personnes qui lui sont les plus proches et les plus chères. »⁶⁶ Le *Chicago Tribune* était également impressionné par l'importance de la préservation de la paix en Europe : « Il ne fait aucun doute que les névrosés et les têtes brûlées de tous les pays concernés étaient favorables à la guerre, mais ils se sont fait dépasser en nombre à hauteur de mille pour un par ceux qui étaient prêts à consentir des sacrifices substantiels en faveur de la paix. »⁶⁷ Le *Los Angeles Times* appartenait à ce vaste groupe de journaux qui imprimaient des mots de louanges pour les résultats de la conférence de Munich : « Il ne faisait aucun doute que la guerre fut évitée de peu à Munich. » Par conséquent, en comparaison « avec ses alternatives immédiates, il se classe parmi les plus grandes réussites diplomatiques de l'histoire. »⁶⁸ Le *Cleveland Post* entretenait un point de vue similaire. Les critiques qui accumulaient les fautes sur Chamberlain et Daladier devaient marquer une pause le temps d'un instant et réfléchir aux horreurs de la guerre. Alors ils se mettaient à « remercier Dieu pour la trêve ainsi accomplie. »⁶⁹ Le *Boston Evening Transcript* soulignait le fait que le « grand sujet du moment est que la paix continue de régner en Eu-

62. 29 septembre 1938.

63. 29 septembre 1938.

64. 30 septembre 1938.

65. 30 septembre 1938.

66. 30 septembre 1938.

67. 30 septembre 1938.

68. 30 septembre 1938.

69. 30 septembre 1938.

rope. La raison n'a pas abdiqué, on l'a seulement quelque peu piétinée. » ⁷⁰ On retrouvait ce thème dans les pages du *Christian Science Monitor* : « La raison a joué une part dans l'accord présent. . . Il s'agit d'une paix conclue sans guerre — peut-être la plus notable de l'histoire. » ⁷¹

Ces commentaires favorables trouvés dans la presse trouvaient leur pendant dans des remarques opposées, parues dans de nombreux autres journaux. Le *Philadelphia Inquirer* pensait qu'il se trouvait des « aspects de ce soi-disant règlement. . . que les personnes réfléchies, dans le monde entier, doivent considérer avec un profond sentiment de futilité et d'appréhension. » ⁷² Le *Norfolk Virginian-Pilot* ne voyait aucune raison de faire les éloges des négociations de Munich. Le résultat net en était une « paix qui sent mauvais. » ⁷³ L'*Emporia Gazette* ne voyait le règlement de Munich que comme un palliatif. On n'était pas parvenu à une véritable paix : « Les États-Unis peuvent respirer profondément à présent, mais devraient se serrer la ceinture pour demain et se cuirasser les reins pour l'inévitable conflit. » ⁷⁴ Le *Portland Oregonian* se faisait ouvertement dérisoire de la paix conclue avec Hitler : « Qu'y a-t-il de bon dans un pacte de paix avec ce fléau de la démocratie, bourreau de Juifs, abuseur de minorités, et maître des camps de prisonniers brutaux ? » ⁷⁵

L'*Atlanta Constitution* entretenait l'opinion selon laquelle les accords de Munich démontraient de façon concluante que les États-Unis ne pouvaient plus « faire confiance à la Grande-Bretagne. La politique de l'empire est l'efficacité, et le peuple de notre pays ne peut pas s'appuyer sur la parole de l'Angleterre au vu de ces circonstances. » ⁷⁶ Cependant, le *Constitution* faisait paraître des mots chaudement élogieux pour la politique suivie par le président Roosevelt. C'était lui qui avait « presque à lui seul tracté le monde depuis le bord de l'abîme. . . À son crédit éternel, Franklin Roosevelt n'a pas faibli dans son dessein, qui atteint désormais une conclusion fructueuse. » ⁷⁷ La presse du groupe Hearst présentait le même point de vue surprenant : « Il ne peut faire aucun doute que si un ajustement pacifique de la crise en Europe est accompli, en résultat de l'accord à quatre puissances conclu à Munich, le président Roosevelt aura immensément contribué à ce résultat. . . Le second message envoyé à Hitler par M. Roosevelt se classe parmi les plus grands documents d'État de tous les temps. . . Les commentateurs étrangers avaient pu donner libre cours à leurs vœux pieux en lisant dans le premier message un indice selon lequel les États-Unis pourraient suivre ses sympathies vers une autre guerre eu-

70. 30 septembre 1938.

71. 30 septembre 1938.

72. 1^{er} octobre 1938.

73. 30 septembre 1938.

74. 30 septembre 1938.

75. 1^{er} octobre 1938.

76. 1^{er} octobre 1938.

77. 30 septembre 1938.

ropéenne comme ils l'avaient fait en 1917. Le président Roosevelt n'a laissé aucune voie à cette fausse interprétation dans son second message. »⁷⁸

Le *New York Daily News* n'allait pas être le dernier à faire les éloges à des individus ayant supposément œuvré pour la paix en Europe, et publia des mots amicaux pour Adolf Hitler : « Le temps est venu pour ceux qui haïssent Hitler de retenir leurs paroles hostiles. Il a réalisé un geste significatif envers la paix ; un geste que nul autre que lui n'aurait pu réaliser à ce moment. »⁷⁹

18.12 Les pailles diplomatiques exposés au vent

À Washington, l'ambassadeur d'Allemagne poursuivait une politique de conciliation à la fin de l'été 1938. La veille de Munich, il eut une longue discussion avec le secrétaire Hull, couvrant de nombreux sujets. Lorsque le secrétaire fit mention de certaines rumeurs selon lesquelles le chancelier Hitler recherchait « une domination générale par la force, » l'ambassadeur Dieckhoff réfuta rapidement que le Führer entretînt la moindre « ambition mondiale. » Il estimait que l'Allemagne avait un droit à « des intérêts dans les pays des Balkans et du Danube, » et ne distinguait aucune raison pour laquelle ils devraient être « embouteillés. » Hull indiqua les implications de cette poussée allemande vers l'Est en remarquant qu'il ne parvenait pas à comprendre pourquoi l'Europe désirait « commettre un suicide. » Dieckhoff changea rapidement de sujet et se mit à discuter des relations germano-étasuniennes. Il avait récemment discuté avec Hitler, et avait découvert que le Führer entretenait un « intérêt véritable » pour les États-Unis. Il commençait à comprendre que « certains réajustements de pratiques ou de politiques existantes, de la part de son gouvernement, en matière commerciale ou au sujet de la question juive, allaient être importants, voire vitaux, dans le rétablissement de relations pleinement satisfaisantes entre nos deux pays. »⁸⁰

On reçut de la part de l'ambassade des États-Unis à Berlin des informations selon lesquelles, durant la crise de Munich, avait existé une étroite entente entre les armées allemande et polonaise. Le lieutenant-colonel Truman Smith, attaché militaire à Berlin, envoya un rapport à l'ambassadeur Wilson ne laissant « aucun doute quant à une entente militaire à grande échelle entre la Pologne et l'Allemagne. Peut-être que cette entente n'aura duré que pour cet épisode, mais cela soulève la possibilité d'une coopération à un degré plus élevé de proximité qu'on n'en a jusqu'ici constaté entre deux des trois points de l'AXe. »

78. *San Francisco Examiner*, 30 septembre 1938.

79. 29 septembre 1938.

80. Mémorandum d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur d'Allemagne (Dieckhoff), 28 septembre 1938. 611.6231/1055, MS, Department of State.

Dans son rapport envoyé à l'ambassadeur Wilson, le colonel Smith avait remarqué :

*J'estime qu'au cours de la crise récente [Munich] les gouvernements polonais et allemand avaient des accords militaires établis et profonds... Du début à la fin de la crise, l'armée allemande n'a donné aucune indication de la moindre préoccupation au sujet d'une intervention russe. À moins que les Allemands aient eu pleinement confiance envers la Pologne, et que la Pologne se fût engagée à résister militairement à une attaque russe, il n'est pas pensable que cette indifférence aurait pu rester aussi apparente à Berlin... Il n'apparaît que difficilement possible que les mouvements allemands et polonais sus-décrits aient pu se réaliser sur la base d'un accord oral flou entre les deux dirigeants d'État.*⁸¹

Depuis Varsovie, l'ambassadeur Biddle informa le département d'État qu'il avait discuté avec les dirigeants polonais au sujet des détails du mémorandum du lieutenant-colonel Smith, et qu'ils lui avaient apporté l'assurance que les informations envoyées par Smith étaient incorrectes.⁸² Mais dans les documents relatifs à la politique étrangère allemande, on trouve des éléments concluants indiquant que le ministre polonais des affaires étrangères, Beck, avait donné à l'ambassadeur allemand à Varsovie des « informations très confidentielles au sujet des concentrations de troupes polonaises, au sein desquelles la confirmation d'une coopération pratique doit certainement avoir été mentionnée. »⁸³ Le même jour (27 septembre), le secrétaire d'État allemand aux affaires étrangères montra à l'ambassadeur de Pologne à Berlin une carte préparée par le quartier général de la Wehrmacht, sur laquelle apparaissait la ligne de démarcation qui devait être « observée entre les armées polonaise et allemande si on en arrivait à avancer sur la Tchécoslovaquie. » L'ambassadeur estimait qu'il « serait utile » qu'il ait l'opportunité de discuter de ce sujet avec le bureau allemand des affaires étrangères le lendemain. Après cela, les « autorités militaires devraient se contacter. »⁸⁴

Il apparaît qu'il exista bien une coopération réelle entre les États-Majors des armées allemande et polonaise au sujet d'un possible conflit

81. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, avec en pièce jointe le mémorandum du lieutenant-colonel Truman Smith, Berlin, 26 octobre 1938. 740.00/496 1/2, MS, Department of State.

82. De l'ambassadeur A.J. Drexel Biddle à Sumner Welles, Varsovie, 25 novembre 1938. 740.00/520 1/2, MS, Department of State.

83. De l'ambassadeur d'Allemagne en Pologne (Moltke) au ministère allemand des affaires étrangères, Varsovie, 27 septembre 1938. *Documents of German Foreign Policy, 1918-1945*, II, 973-74.

84. Procès verbal rédigé par le secrétaire d'État (Weizsäcker) à destination du ministre des affaires étrangères, Berlin, 28 septembre 1938. *Ibid.*, II, 975.

contre la Tchécoslovaquie. La véritable portée de cette coopération reste une affaire de conjecture.

Il existe cependant un fait qui est établi sans contestation possible : Hitler avait remporté une victoire diplomatique d'importance à Munich. Le plan d'expansion allemand contenait de nombreux éléments qui n'avaient pas encore été dévoilés, si bien que les dirigeants réalistes adoptèrent une attitude d'attente et d'observation. Le premier ministre Chamberlain lui-même abandonna par moments son rôle de *Pollyanna* et exprima des appréhensions au sujet de Hitler. Il est certain qu'il ressentait une défiance personnelle envers le Führer. Il reconnut face à Lord Halifax que Hitler était « grossier et certainement pas le type de gaillard avec lequel on aimerait parcourir le monde à bicyclette. »⁸⁵

Il ne fallut pas longtemps avant que Hitler fit monter Chamberlain et des millions d'autres Britanniques en hâte sur les machines de la guerre pour faire de longs trajets qui allaient couvrir une grande partie du monde. Les pressions induites par cet exercice inhabituel amenèrent Neville Chamberlain à la mort.

85. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 12 octobre 1938. 741.00/202, *Confidential file*, MS, Department of State.

Chapitre 19

Hitler prend la Tchécoslovaquie sous garde préventive

Les accords de Munich stipulaient une clause pour qu'une commission internationale fixât les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie. Le travail de cette commission fut bientôt transformé en farce du fait de la détermination de Hitler à absorber ce qui restait de l'État tchèque.¹

19.1 Les aspects internationaux de l'antisémitisme en Allemagne

L'un des héritages les plus malheureux de la guerre mondiale était le problème de réfugiés. Après février 1920, la Société des Nations avait essayé de gérer plusieurs aspects de ce problème et au cours de l'année qui avait suivi, le Dr. [Fridtjof Nansen](#) avait été nommé pour superviser le travail réalisé pour les réfugiés russes. Par la suite, ses fonctions furent étendues pour comprendre les Arméniens, les Syriens et les Turcs. La Société des Nations en soi ne leur apportait pas de secours. Son principal rôle était d'assister aux levées de fonds nécessaires dans plusieurs États européens et d'agir comme agent pour aider à la distribution de nourriture et de vêtements aux réfugiés.

À partir du mois de janvier 1933, l'Allemagne nazie inaugura une campagne contre les Juifs et les mécontents politiques qui haïssaient les mesures brutales du régime de Hitler. Pour soulager la détresse de ce nouveau flux de réfugiés, la Société des Nations créa le poste de Haut-Commissaire. [James G. MacDonald](#) fut nommé pour pourvoir ce poste vacant et l'occupa deux années durant dans une tentative courageuse d'accomplir quelque

1. Les réunions de cette commission internationale sont reproduites sous forme résumée dans *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, IV ; *The Aftermath of Munich, 1938-1939* (Washington, 1951), pp. 2-4, 9-14, 22-24, 27-29, 34-35, 41-43, 63-66.

chose de valable. Lorsqu'il démissionna en 1935, il indiqua que des actions devaient être menées pour supprimer les causes du problème de réfugiés plutôt que d'étendre les secours à un flux croissant d'êtres humains impuissants.²

En 1937, quelque 130 000 Juifs avaient quitté l'Allemagne. Ceux qui restaient au sein du Reich vivaient selon des restrictions qui leur rendaient difficile d'occuper un emploi acceptable. L'Anschluss qui ajouta l'Autriche à l'Allemagne (en mars 1938) étendit considérablement la zone de l'antisémitisme et transforma le problème des réfugiés en problème grave. Le 24 mars 1938, en réponse à ce défi, le secrétaire Hull émit une invitation à un grand nombre de nations pour rallier les États-Unis dans l'établissement d'un comité spécial « dans l'objectif de faciliter l'émigration hors d'Autriche et supposément hors d'Allemagne pour les réfugiés politiques. » On indiqua que bien que les membres du comité seraient nommés par les gouvernements coopérant, les coûts de cette entreprise seraient couverts par des fonds en provenance d'organisations privées. On ne demanderait à aucun pays de modifier son quota d'immigration en vigueur, et l'on prendrait soin de ne pas interagir avec le travail déjà mené par la Société des Nations.³

En référence spéciale aux États-Unis, il apparaissait qu'il n'était pas nécessaire de viser une augmentation des quotas existants pour l'immigration en provenance d'Autriche et d'Allemagne. Pour l'année fiscale qui se terminait le 30 juin 1938, l'immigration en provenance de ces zones fut considérablement plus faible que les quotas établis par la loi.⁴ Ce petit nombre de réfugiés résultait des restrictions au sein du Reich au sujet de la confiscation de l'argent et des autres actifs. En 1933, les émigrants quittant le Reich avaient pu emporter 75 % de leurs biens avec eux ; par la suite, la proportion avait été réduite à 15 % et en 1938, elle atteignit le niveau bas de 5 %. Ces restrictions rendaient nécessaire le financement par des organisations privées de groupes minoritaires comme les Juifs.⁵

La première réunion du comité international proposé par le secrétaire Hull fut tenue en France le 6 juillet 1938, et une organisation temporaire y fut définie. Par la suite, le comité se réunit à Londres et Lord Winterton fut nommé président permanent, avec M. George Rublee, un Étasunien, choisi au poste de directeur. On produisit des estimations indiquant que le nombre de réfugiés en provenance d'Allemagne allait sans doute totaliser au moins 660 000. Ce fut sur les larges épaules de M. Rublee que fut imposée la charge de persuader les dirigeants nazis de libéraliser les

2. Dorothy Thompson, *Refugees : Anarchy or Organization* (New York, 1938) ; Sir John Hope Simpson, *Refugees : Preliminary Report of a Survey* (New York, 1938).

3. Département d'État, Communiqué de presse, 24 mars 1938.

4. Pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1938, le nombre total d'immigrés aux États-Unis en provenance d'Autriche et d'Allemagne fut de 17 868. Le quota officiel était établi à 27 370.

5. *The United States in World Affairs*, 1938, p. 94.

restrictions sur les confiscations de propriété de la part du Reich, et de rendre ainsi possible à un grand nombre de réfugiés de se rendre dans des pays acceptant de les recevoir.⁶

Alors que M. Rublee attendait une invitation de la part du gouvernement nazi à rendre visite à Berlin afin de discuter du problème des réfugiés, l'ambassadeur d'Allemagne à Washington (Dieckhoff) eut une longue conversation avec Sumner Welles, le secrétaire d'État par intérim. Il semblait être « dans un état distinctement émotionnel et nerveux » et se plaignit qu'il était très difficile pour tout « représentant diplomatique allemand » de mener à bien ses fonctions aux États-Unis sans « subir une très grave pression nerveuse. » Après cette introduction, il se lança dans une défense détaillée de l'expansion de l'Allemagne aux dépens de la Tchécoslovaquie. Le gouvernement du Reich ne faisait guère que suivre la politique wilsonienne énoncée dans les célèbres [Quatorze Points](#). L'Allemagne avait désormais « incorporé sur son propre territoire tous les individus de nationalité allemande en Europe centrale. Le Reich allemand actuel n'avait pas la moindre intention d'étendre sa souveraineté plus loin en Europe, fut-ce par la force ou par toute autre méthode. . . L'Allemagne n'avait pas seulement annoncé, mais avait répété à plusieurs reprises son désir de vivre en paix avec ses voisins, surtout avec la France et la Grande-Bretagne, et les accords de Munich avaient rendu possible une telle paix. »

Au sujet du traitement des Juifs et des autres minorités au sein du Reich, Dieckhoff affirma qu'il avait pour opinion qu'aucune autre nation n'était habilitée à critiquer la « politique intérieure » de l'Allemagne. Welles répondit immédiatement qu'il était

absolument impossible pour l'opinion publique étasunienne de penser que la politique que l'Allemagne avait poursuivie au cours de ces dernières années au sujet des Juifs au sein de ses propres frontières... pouvait être considérée comme une question purement intérieure. J'[Welles] affirmai que tout pays contraignant à l'émigration hors de ces frontières des centaines de milliers de personnes que d'autres pays estimaient nécessaires d'héberger pour des raisons humanitaires... ne pouvait guère attendre de la part du reste du monde de considérer une telle politique comme intérieure... Le peuple des États-Unis... était un peuple profondément religieux et hautement idéaliste, et la torture d'êtres humains qui s'était déroulée en Allemagne révoltait les meilleurs instincts de l'ensemble de ce peuple.

Je poursuivis alors pour discuter des injustices pratiquées en Allemagne à l'encontre de nos ressortissants, qu'ils soient d'origine juive ou non, en refusant de les laisser faire sortir d'Allemagne les sommes d'argent qu'ils possédaient et j'affirmai

6. *New York Times*, 16,31 juillet, 5, 8, 18 août 1938.

que j'estimai nécessaire d'énoncer en toute franchise que l'opinion publique aux États-Unis avait atteint à ce sujet un tel stade qu'il y aurait inévitablement une demande générale, dans l'avenir immédiat, pour que le gouvernement des États-Unis adoptât des mesures de représailles contre les ressortissants allemands résidant aux États-Unis.

En conclusion, Welles remarqua que rien ne pouvait faire davantage pour « améliorer l'indignation publique » aux États-Unis qu'un accord de la part du gouvernement allemand pour recevoir M. Rublee et négocier quelque accord satisfaisant avec lui. L'ambassadeur Dieckhoff parut « très fortement impressionné » par le conseil de M. Welles, et promit de faire « tout ce qui est en son possible » pour persuader son gouvernement d'envoyer une invitation à M. Rublee pour rendre une visite à Berlin et régler le problème des réfugiés.⁷

19.2 L'ambassadeur Kennedy joue avec l'idée d'agir comme interlocuteur entre Hitler et Roosevelt

Pendant que le gouvernement allemand évaluait la question d'inviter M. Rublee à Berlin, l'ambassadeur Dirksen, à Rome, envoya une dépêche importante au ministère des affaires étrangères. Cette dépêche faisait mention du désir de l'ambassadeur Kennedy de rendre une visite à Berlin dans l'objectif express d'une conférence avec Hitler. Kennedy allait discuter franchement avec le Führer et « essayer de susciter une meilleure entente entre les États-Unis et l'Allemagne. » Kennedy sous-entendait que les personnes « considérant l'Allemagne avec sympathie étaient empêchées de voir le président. . . Pour cette raison, Kennedy estimait pouvoir rendre service dans l'avancée des relations germano-étasuniennes, car il disposait de l'oreille du président et approchait l'Allemagne d'aujourd'hui avec compréhension et sympathie. » Kennedy « souligna [alors] de manière répétée la sympathie que l'Étatsunien moyen ressentait pour l'Allemand, et qui était plus grande que son appréciation de l'Anglais moyen. » En outre, il fallait se souvenir que « de très fortes tendances antisémites existaient aux États-Unis, et qu'une vaste portion de la population entretenait une compréhension de l'attitude allemande envers les Juifs. »⁸

À Washington, l'ambassadeur Dieckhoff n'était pas enthousiaste à l'idée de la visite proposée de Kennedy à Berlin. Il jugeait que l'argument selon lequel le président devait être « mieux informé au sujet de l'Allemagne » était très faible. Le président était « bien informé par les rapports de son

7. Mémoire d'une conversation entre Sumner Welles, secrétaire d'État par intérim, et l'ambassadeur Dieckhoff, 1^{er} novembre 1938. 702.6211/929, MS, Department of State.

8. De l'ambassadeur Dirksen au secrétaire d'État Weizsäcker, Londres, 13 octobre 1938. *Documents of German Foreign Policy, 1918-1945*, IV, 634-36.

ambassadeur à Berlin, » mais malgré ce fait, il continuait d'endosser une « attitude inamicale » envers l'Allemagne. Kennedy ne pouvait pas modifier cette attitude. L'opinion publique étasunienne ne pouvait être « rectifiée » que par la « reconstruction de l'Europe au travers d'une action conjointe et réussie des grandes puissances européennes. »⁹

19.3 L'ambassadeur d'Allemagne Wilson est rappelé

L'éventualité de visite de l'ambassadeur Kennedy à Berlin fut annihilée par de nouvelles flambées d'antisémitisme en Allemagne. Le 7 novembre, un jeune réfugié juif en provenance de Pologne ([Herschel Grynszpan](#)) entra dans l'ambassade d'Allemagne à Paris et tira un coup de feu sur [Ernst vom Rath](#), le troisième secrétaire, qui mourut trois jours plus tard. Immédiatement, dans toute l'Allemagne, les Juifs furent l'objet de pillages et de violences, leurs magasins furent saccagés, et leurs synagogues brûlées. Le 13 novembre, le gouvernement nazi imposa une amende d'un milliard de marks (420 000 000 \$) aux Juifs allemands, sous forme d'une punition collective. Cette action drastique fut suivie par divers décrets interdisant à tous les Juifs l'accès aux lycées et universités, et les excluant de nombreuses entreprises. Ils ne pouvaient plus fréquenter les cinémas, les théâtres, les musées, les concerts publics, ni les conférences, et leurs permis de conduire des véhicules à moteur de toutes sortes furent suspendus. Des ordonnances de ségrégation d'une grande portée furent immédiatement mises en œuvre.¹⁰

Cet éclatement d'antisémitisme au sein du Reich provoqua un profond ressentiment aux États-Unis, qui reçut une expression partielle le 14 novembre, lors d'une émission radiophonique nationale qui diffusa des remarques critiques de la part de diverses chapelles politiques et religieuses. Parmi ces locuteurs, on trouvait l'ancien président [Hoover](#), [Harold L. Ickes](#), le révérend Robert I. Gannon, S.J., président de l'Université de Fordham, et l'évêque [Edwin Hughes](#) de l'Église épiscopale méthodiste. Lors d'une conférence de presse, le président Roosevelt dénonça vertement les mesures adoptées par le gouvernement nazi : « Je ne pourrais que difficilement croire que de telles choses peuvent se produire dans une civilisation du XX^{ème} siècle. »¹¹ Il annonça ensuite le rappel de l'ambassadeur Wilson, en poste à Berlin, pour se faire une « image directe » de la situation en Allemagne. Cette action amena le gouvernement allemand à rappeler l'ambassadeur Dieckhoff depuis Washington. Les relations entre les deux pays étaient désormais très tendues.

9. De l'ambassadeur Dieckhoff à l'ambassadeur Dirksen, Washington, 2 novembre 1938. Ibid., p. 637.

10. *Frankfurter Zeitung*, 11, 30 novembre, 5 décembre 1938.

11. *New York Times*, 15, 16 novembre 1938.

Avant que l'ambassadeur Wilson reçût sa lettre de rappel, il télégraphia au secrétaire Hull que le sénateur Reynolds, de Caroline du Nord, était impatient qu'il organisât un entretien avec le chancelier Hitler.¹² Hull répondit en donnant pour instruction à l'ambassadeur qu'« au vu des circonstances telles qu'elles existent aujourd'hui, nous pensons qu'il ne serait pas avisé de la part de l'ambassade de demander ou de planifier un entretien entre le chancelier Hitler et tout Étasunien, dirigeant ou autre. »¹³ Il estimait apparemment que tous les Étasuniens devaient être protégés de tout contact avec le Führer.¹⁴

19.4 Le Dr. Schacht propose une solution au problème des réfugiés

Les Allemands attentifs avaient remarqué que les tensions dans les relations entre l'Allemagne et les États-Unis pourraient finir par déboucher sur une guerre. Peut-être qu'une négociation pourrait être menée, mettant fin au conflit économique entre les deux pays, et rendant possible l'inauguration d'une période de traitement plus modéré des Juifs en Allemagne.

Ce conflit économique entre l'Allemagne et les États-Unis avait été aggravé par la réticence, aux mois de mars et avril 1938, manifestée par le gouvernement nazi à assurer les obligations induites par les dettes extérieures de l'Autriche. Après la fin de la guerre mondiale, le Congrès étasunien avait autorisé un crédit au bénéfice du gouvernement autrichien pour un montant de 38 000 000 \$. Au mois d'avril 1938, après l'Anschluss, le gouvernement étasunien s'était emparé de cette affaire de paiement des obligations autrichiennes, et avait franchement informé le ministère allemand des affaires étrangères que la « prospérité de nombreux citoyens étasuniens est directement affectée [par l'absorption de l'Autriche] et ce gouvernement apprécierait des assurances rapides à ce sujet. »¹⁵

Le Reich ne répondit pas à cette invitation, puis enfonça le clou en concluant un accord avec le gouvernement britannique prévoyant un service limité des obligations extérieures autrichiennes payables à Londres. Cet accord fut rendu possible du fait que la balance commerciale de l'Alle-

12. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Berlin, 15 novembre 1938. 862.002 HITLER/171, MS, Department of State.

13. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Wilson, 18 novembre 1938. 862.002 HITLER 171, MS, Department of State.

14. L'ambassadeur Dieckhoff s'inquiétait beaucoup de l'hostilité de l'opinion publique étasunienne à l'encontre de l'Allemagne. Des hommes « comme Dewey, Hoover, Hearst et de nombreux autres » avaient soudainement adopté « une attitude violente et amère » contre le régime de Hitler. Il existait une « atmosphère générale de haine » eu égard aux excès nazis. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, IV, 639-40.

15. Département d'État, Communiqué de presse, 9 avril 1938, XVIII, 465-67. Voir également « Outline of the Present State of Economic Relations Between Germany and the United States of America, November 18, 1938, » dans *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, IV, 641-643.

magne avec la Grande-Bretagne était favorable, si bien que les dirigeants britanniques avaient le pouvoir de saisir les fonds allemands en surplus et de les utiliser pour rembourser la dette autrichienne. Le gouvernement de Chamberlain n'avait pas pour intention d'adopter des contre-mesures aussi drastiques, si bien qu'un accord avait été conclu, prévoyant que des marchandises allemandes (et non pas de l'argent) seraient acceptées pour rembourser ces obligations. Cet accord avait amené les journaux allemands à se vanter que la politique habituelle de parallélisme entre l'Angleterre et les États-Unis avait été abandonnée par le *Foreign Office* britannique.¹⁶

À la fin de l'année 1938, l'Allemagne avait conclu des accords avec la plus grande partie des pays créditeurs pour prévoir des versements aux détenteurs d'obligations autrichiennes. Les États-Unis étaient la seule exception.

Au cours de la dernière semaine du mois de novembre, le Dr. Schacht était impatient de conclure un accord avec le département d'État, pouvant partiellement satisfaire les demandes étasuniennes. Au cours d'une conversation avec Donald R. Heath, le premier secrétaire de l'ambassade des États-Unis à Berlin, il exprima son désir urgent de parvenir à un règlement du conflit économique et des difficultés dans les relations germano-étasuniennes, non pas en raison des bénéfices économiques mutuels qui ont découleraient, mais parce qu'un tel règlement contribuerait à empêcher de nouvelles mesures hostiles aux Juifs allemands. . . Il fit une référence voilée mais manifeste aux mesures et manifestations anti-juives, et affirma avec une grande émotion qu'elles étaient scandaleuses. Revenant aux difficultés dans l'état des relations économiques germano-étasuniennes, il affirma : « Si je pouvais seulement m'asseoir avec le secrétaire Hull, je sais que nous pourrions rapidement définir une voie de sortie pour ces difficultés. »¹⁷

Au mois de décembre 1938, Schacht se rendit à Londres pour rencontrer [Montagu Norman](#), le gouverneur de la Banque d'Angleterre. À Londres, il en profita pour discuter avec M. Rublee au sujet de l'émigration des Juifs du Reich. Il proposa la mise en commun de tous les biens laissés derrière eux par les réfugiés en Allemagne, et qu'utilisation fut faite de cette propriété comme collatéral pour un vaste prêt international. Cet emprunt serait utilisé pour faciliter le mouvement des réfugiés depuis l'Allemagne vers leur nouveau foyer. Il serait remboursé par les recettes dérivées des exportations allemandes supplémentaires vers de nouveaux marchés, ou sur les marchés déjà existants qui avait été partiellement fermés.¹⁸

Le 20 décembre, M. Rublee fut invité à Berlin pour discuter plus en avant sur le plan Schacht d'aide à l'émigration des personnes hors du Reich. Au cours du mois qui suivit, il y eut un échange de notes entre

16. *Economist* (Londres), 9 juillet 1938, CXXXII, 71.

17. Mémorandum d'une conversation entre Donald R. Heath et le Dr. Schacht, Berlin, 30 novembre 1938. 711.62/175, MS, Department of State.

18. *London Times*, 21, 22 décembre 1938 ; *New York Times*, 13, 17, 20, 25 décembre 1938.

le département d'État et le ministère allemand des affaires étrangères. Ce dernier refusait de reconnaître l'emprunt de secours de 26 200 000 \$ consenti à l'Autriche sous forme d'obligations valides, et arguait que les paiements des autres obligations externes autrichiennes détenues par des investisseurs étasuniens devaient être ajustés à la lumière de la balance commerciale défavorable qui existait entre l'Allemagne et les États-Unis. Le département d'État rejetait ces contestations, mais suggéra que les dirigeants du Reich initiassent des conversations avec des représentants des détenteurs étasuniens de bons autrichiens.¹⁹ Cette suggestion ne déboucha sur aucun résultat utile, si bien que la question de la dette autrichienne resta une épine dans le pied des relations germano-étasuniennes.

19.5 Le secrétaire Ickes fait monter les tensions dans les relations germano-étasuniennes

Un autre facteur irritant important dans les relations germano-étasuniennes étaient le secrétaire Ickes, dont les remarques méprisantes gênaient les dirigeants allemands. Le 18 décembre, au cours d'un discours prononcé à Cleveland, il critiqua vertement Henry Ford et le colonel Lindbergh pour avoir accepté la récompense de l'Aigle allemand de la part du chancelier Hitler : « Comment un Étasunien peut-il accepter une décoration de la part d'un dictateur brutal qui vole et torture de la même main des milliers d'êtres humains ? »²⁰

Avant que le Dr. Thomsen, le chargé d'affaires allemand, pût émettre une protestation officielle auprès du département d'État au sujet des remarques caustiques énoncées par le secrétaire Ickes, George S. Messersmith, assistant du secrétaire d'État, envoya un mémorandum à Sumner Welles traitant de cet incident. Il estimait que toute « protestation de la part du gouvernement allemand au sujet des remarques relativement inoffensives du secrétaire Ickes tombe particulièrement mal à propos en ce moment. Les journaux allemands ont récemment publié des attaques sordides contre le président et Mme Roosevelt... Comme le contrôle... total de la presse allemande constitue une part déclarée du gouvernement national-socialiste, le gouvernement allemand ne peut se soustraire à la responsabilité de ces attaques. »²¹

M. Welles accepta le conseil de M. Messersmith sur la manière de répondre à la protestation émise par le Dr. Thomsen. Après que le diplomate allemand eut récité sa plainte, Welles remarqua froidement que la critique que le secrétaire Ickes avait lancée contre Henry Ford et le colonel Lindbergh s'appliquait principalement à des citoyens étasuniens, et

19. Département d'État, Communiqué de presse, 28 janvier 1939, XX, 53-55.

20. *New York Times*, 19 décembre 1938.

21. De George S. Messersmith à Sumner Welles, 21 décembre 1938. 711.62/186, MS, Department of State.

que par conséquent le ministère allemand des affaires étrangères s'insérait dans une question intérieure étasunienne. Il allait sans dire que le département d'État n'allait pas discuter de telles questions avec « le représentant d'un gouvernement étranger. » Au sujet particulier de la critique émise par le secrétaire Ickes sur les politiques suivies par le gouvernement nazi, Welles déclara avec acidité que

*le gouvernement allemand doit certainement être familier du fait que les politiques récentes suivies en Allemagne avaient choqué et déconcerté l'opinion publique étasunienne plus profondément que tout ce qui avait pu se produire en plusieurs décennies, et que de telles références à cet état d'indignation publique représentaient le sentiment de la majorité écrasante du peuple des États-Unis... Il lui semblait que le désir du gouvernement allemand de protester sur ce sujet était particulièrement malvenu. Il affirma qu'au cours des mois écoulés, il avait suivi de près la presse allemande, qui était totalement sous influence et dictée des autorités du gouvernement allemand, et qu'il avait rarement lu des critiques plus injustifiables ou des attaques aussi ouvertes... contre le président des États-Unis et les membres de son cabinet.*²²

19.6 L'offensive économique contre l'Allemagne s'accélère

Alors que les relations politiques avec l'Allemagne se tendaient chaque jour davantage, le secrétaire Hull élargissait le fossé entre le département d'État et le ministère allemand des affaires étrangères en poussant avec une ardeur croissante son offensive économique contre le Reich. Pour que son programme d'accords commerciaux fût véritablement efficace, il fallait qu'il gagnât le soutien de la Grande-Bretagne. Au début de l'année 1936, Hull avait carrément informé l'ambassadeur britannique à Washington que les « accords de dédouanement négociés par la Grande-Bretagne avec l'Argentine, l'Allemagne, l'Italie et d'autres pays handicapaient les efforts menés par ce gouvernement pour mener à bien son vaste programme avec la politique de nation privilégiée qui en constituait la base. » La tendance de la plupart de ces accords était « d'avancer droit vers un commerce bilatéral et restreindre et entraver la somme totale du commerce mondial. » Ces restrictions et entraves étaient des jalons sur la voie de la guerre.²³

22. Mémoire d'une conférence entre Sumner Welles et Dr. Thomsen, chargé d'affaires allemand, 21 décembre 1938. 711.62/199, MS, Department of State. Dans une dépêche envoyée au secrétaire d'État Weizsäcker le 21 décembre 1938, Dieckhoff relate cette conversation avec Welles et termine sur cette remarque : « J'ai rompu la discussion à ce stade, car elle était désespérée. » *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, IV, 662-63.

23. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 520-21.

Au mois d'octobre 1936, Hull donna pour instruction à James C. Dunn, chef de la Division d'Europe de l'Ouest, d'écrire une lettre à l'ambassadeur Bingham pour présenter la situation bien en face au gouvernement britannique. Il n'y avait pas de temps à perdre pour établir « un commerce sensé et substantiel sur une base solide d'égalité de traitement et d'échange d'opportunités commerciales jusqu'au niveau le plus élevé que chaque nation peut contribuer à son maximum. » Des opportunités commerciales améliorées allaient constituer une base pour la paix mondiale.²⁴

En fin de compte, le 17 novembre 1938, une cérémonie formelle se déroula à la Maison-Blanche, au cours de laquelle le secrétaire Hull, Mackenzie King, premier ministre canadien, et Sir Ronald Lindsay, l'ambassadeur britannique, signèrent d'importants accords commerciaux au nom de leurs gouvernements respectifs. Le point fondamental était ainsi placé sur la vaste structure économique prônée par le secrétaire Hull. Les nations les plus importantes en matière de commerce baissaient désormais leurs barrières cependant que de nombreux autres pays faisaient monter les leurs. Les concessions prévues par ces accords étaient « généralisées » de sorte qu'un nombre considérable de nations pouvaient en tirer parti si elles pouvaient fournir l'un ou l'autre des produits affectés. Les agriculteurs étatsuniens tiraient particulièrement profit de taux réduits sur d'importantes exportations agricoles. Les droits de douanes disparaissaient totalement sur le blé et le lard. Les concessions consenties par le Canada au bénéfice des États-Unis comprenaient des réductions sur les droits de douane pour les fruits, les légumes et les machines non-fabriquées sur le territoire du *Dominion*. En retour, trois des exportations majeures du Canada à destination des États-Unis étaient « liées » à la liste libre — le bois à pâte, la pâte à papier et le papier journal.²⁵ La réponse des États-Unis à Munich était prononcée avec de forts accents économiques qui grinçaient fortement dans les oreilles allemandes, qui étaient finement ajustées sur les harmonies douteuses des accords bilatéraux.

19.7 L'Allemagne est soucieuse de conclure un accord avec les États-Unis

Les actions du secrétaire Hull et les commentaires acidulés de Sumner Welles semblaient indiquer la voie vers une dégradation définitive des relations germano-étasuniennes. M. Gilbert, le chargé d'affaires étasunien à Berlin, estimait qu'il était possible qu'Hitler ait décidé de rompre les relations diplomatiques avec les États-Unis « immédiatement après Noël. »²⁶ Il avait appris que le Führer était devenu « excessivement furieux » après

24. Ibid., pp. 523-24.

25. Département d'État, Communiqués de presse, XIX, Supplements A and B.

26. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 24 décembre 1938. 711.62/178, MS, Department of State.

avoir été informé de la réponse de Sumner Welles aux protestations du Dr. Thomsen au sujet des remarques acides du secrétaire d'État Ickes en date du 18 décembre. On pensait que Ribbentrop préparait une riposte aux commentaires caustiques du secrétaire de l'Intérieur.²⁷

Quoique Ribbentrop ne lançât pas cette attaque attendue sur les dirigeants étasuniens, M. Gilbert apprit que « certains extrémistes » proches de Hitler « exhortaient à une rupture avec les États-Unis. » Mais une telle rupture des relations n'aurait pas été « populaire en Allemagne, » et le chargé d'affaires ne parvint pas à détecter « ne serait-ce qu'un soupçon » d'hostilité dans ses conversations avec les dirigeants allemands.²⁸

Hugh Wilson rapporta depuis Paris que le Dr. Goebbels avait récemment demandé au correspondant de Havas à Berlin « de ne pas présenter dans ses dépêches l'avenir des relations germano-étasuniennes d'une manière trop sombre. » Le gouvernement allemand n'avait « aucune intention d'aggraver le présent conflit et désirait sincèrement le rétablissement de relations normales entre les deux pays. »²⁹

Il était apparent que Goebbels et les autres dirigeants nazis attendaient avec un vif intérêt le message du président au Congrès au mois de janvier 1939. Celui-ci contenait l'avertissement attendu selon lequel les actes de nouvelle agression « nous concernaient » pleinement, et que les « démocraties du monde craignant Dieu » ne pouvaient pas « laisser passer à jamais sans protester de manière efficace » ces menaces envers leur mode de vie. Mais il était clair que les protestations démocratiques devaient rester « dans les lignes pacifiques. » Il soulignait également qu'il existait de nombreuses méthodes « en dehors de la guerre » pouvant être employées pour faire ressentir aux nations coupables d'agression « les sentiments agrégés de notre propre peuple. »³⁰

La tempérance de ce message présidentiel au Congrès raffermi l'assurance du gouvernement allemand, et l'amena à poursuivre ses récents gestes de réconciliation. Ces gestes furent listés par M. Gilbert comme suit :

1. Une cessation de la violence sans limite de la presse.
2. L'invitation envoyée au comité d'Évian de se rendre à Berlin.
3. Des réponses plus conciliantes à nos notes au sujet des discriminations contre certaines classes de ressortissants étasuniens ainsi que la publicité donnée aux récents échanges.

27. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 27 décembre 1938. 711.62/182, MS, Department of State.

28. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 3 janvier 1939. 711.62/191, MS, Department of State.

29. De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Paris, 5 janvier 1939. 711.62/194, MS, Department of State.

30. *The Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt, 1939*, ed. Samuel I. Rosenman (New York, 1939), pp. 1-12.

La question de savoir si ces actions constituaient des « gestes à visée immédiate » ou si elles représentaient un « changement de politique réfléchi » restait à voir. Il devait apparaître comme évident aux dirigeants allemands que « l'intérêt propre allait suggérer la désirabilité de meilleures relations avec les États-Unis. »³¹

Cet intérêt propre amena le général Goering à tenir une conférence avec M. Rublee sur le problème des réfugiés et de planifier une suite d'entretiens entre Rublee et le directeur ministériel Wholtat. Goering invita ensuite M. Gilbert à sa résidence privée pour discuter des relations germano-étasuniennes. L'atmosphère de l'entretien fut

*des plus cordiales et amicales, et Goering souligna de manière répétée qu'il était soucieux de trouver une solution au problème juif. Il semblait avoir pleinement conscience de l'importance de régler le problème du point de vue de bonnes relations avec les autres pays, et en particulier les États-Unis... Il discuta le sujet de l'émigration juive de manière générale et souligna particulièrement la nécessité d'agir rapidement... Pour conclure la conversation, Goering insista très longuement sur la désirabilité de bonnes relations entre l'Allemagne et les États-Unis. Hors du problème juif, il ne distinguait aucun problème concret pouvant perturber les relations entre les deux pays.*³²

Le Dr. Schacht se montrait tout aussi conciliant. Au cours d'une discussion avec Donald Heath, le troisième secrétaire de l'ambassade des États-Unis, il affirma qu'il serait intéressé de « discuter tout projet utile pouvant lui être proposé, que cela soit en Allemagne ou à l'étranger. » Après cette intimation selon laquelle il était prêt à accepter une place auprès d'une grande institution bancaire étasunienne, il affirma qu'il était en grande partie responsable de l'invitation qui avait été envoyée à M. Rublee pour rendre visite à Berlin au sujet du problème des réfugiés. C'était suite à « son initiative » que les conversations récentes entre Rublee et les dirigeants nazis s'étaient déroulées. Il avait personnellement suggéré cela à « Hitler et avait obtenu son accord avant de démarrer ses discussions. » Il avait également « obtenu l'accord de Hitler à chaque phase des conversations. »³³

31. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 14 janvier 1939. 711.62/201, MS, Department of State.

32. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 21 janvier 1939. 840.48 REFUGEEES/1328, MS, Department of State.

33. Mémoire d'une conversation entre Donald R. Heath et le Dr. Schacht, 7 février 1939. 862.00/3835, MS, Department of State.

19.8 Chamberlain mène une cour ardente auprès de Mussolini

Pendant que Goering, Goebbels et Schacht menaient ces gestes de conciliation à destination des États-Unis, la politique basique nazie d'expansion rendait ces gestes tellement futiles qu'il est difficile de comprendre pourquoi ils étaient considérés comme utiles. L'esprit agité de Hitler, malgré toutes ses promesses publiques du contraire, était fixé sur l'absorption rapide de la Tchécoslovaquie. Avant qu'il ne pratiquât le moindre mouvement militaire dans cette direction, il désirait étendre l'Axe Rome-Berlin en alliance militaire triple : Allemagne-Italie-Japon. Le 28 octobre, Ribbentrop incita Mussolini à accepter cette alliance, présentée comme une arme nécessaire contre les démocraties lorsque l'inévitable guerre finirait par éclater.³⁴

Après avoir attendu plusieurs mois, Mussolini donna le 1^{er} janvier 1939 pour instruction à Ciano d'« accepter la proposition de von Ribbentrop de transformer le pacte anti-Comintern en alliance. » Il considérait également un conflit contre les démocraties comme « inévitable » et désirait « pratiquer un alignement militaire par avance. » Le 2 janvier, Ciano informa Ribbentrop par téléphone de la décision du Duce et le lendemain, l'ambassadeur Attolico rentra à Berlin avec des instructions détaillées relatives à la proposition de pacte. Après avoir discuté avec Ribbentrop, Attolico désigna le 28 janvier comme « date pour signer l'alliance. » Le ministère allemand des affaires étrangères prépara rapidement un aperçu de cette nouvelle triple alliance, qui fut envoyé à Rome, et approuvé promptement par Mussolini.³⁵

Pendant que Mussolini et Hitler préparaient une triple alliance pour faire face aux démocraties lors d'une guerre inévitable, Neville Chamberlain décida de mener une visite à Rome pour assurer certaines garanties de paix mondiale. Il s'agissait d'une quête désespérée, et les dirigeants fascistes étaient déterminés à ce que les négociations se terminassent sur des promesses vides, et rien de plus. Ciano était soucieux que Chamberlain ne reçût pas un « accueil enthousiaste » à Rome, et il fut déçu lorsque le peuple acclama « le vieil homme au parapluie. »

Après une conférence au Palazzo Venezia avec Chamberlain et Lord Halifax, Mussolini remarqua avec mépris auprès de Ciano : « Ces hommes ne sont pas de la même trempe que Francis Drake et les autres aventuriers magnifiques qui édifièrent l'empire. Ceux-ci... sont les enfants fatigués d'une longue lignée d'hommes riches et ils vont perdre leur empire. » Au cours des conversations du 12 janvier, Lord Halifax s'exprima avec une telle prudence que Ciano acquit la certitude que les « Britanniques ne

34. Elizabeth Wiskemann, *The Rome-Berlin Axis* (New York, 1949), p. 134.

35. *The Ciano Diaries, 1939-1943*, ed. Hugh Gibson (Garden City, 1947), 1^{er}-8 janvier 1939, pp. 3-8.

veulent pas se battre. » Le mépris du Duce pour ces Britanniques pacifiques connut une croissance rapide et Ciano affirma à Ribbentrop au téléphone que la visite de Chamberlain était « une grande limonade, tout à fait inoffensive. » Mais Chamberlain continuait d'entretenir des espoirs d'une poursuite de la paix en Europe, et Ciano nota que les yeux du premier ministre « s'emplirent de larmes lorsque le train s'ébranla et que ses compatriotes se mirent à chanter "For He's a Jolly Good Fellow." »³⁶

Le communiqué destiné à la presse prodiguait une assurance qu'il était de la « volonté de l'Italie et de la Grande-Bretagne de poursuivre une politique visant efficacement au maintien de la paix. »³⁷ Pendant que cette note optimiste était émise à destination des oreilles anxieuses du public, Ciano confiait à son journal que le ministère italien des affaires étrangères préparait une campagne de « propagande constamment croissante contre la France. » Lorsque celle-ci produirait les effets escomptés, l'information de la nouvelle triple alliance pourrait être annoncée, et le peuple préparé peu à peu à la guerre contre les démocraties. Et Ciano estimait qu'il n'y avait guère de motifs de s'inquiéter du côté de l'Angleterre. Vers la fin du mois de janvier, Lord Perth avait requis l'approbation par l'Italie des grandes lignes d'un discours que Chamberlain allait prochainement prononcer devant la chambre des Communes. Les commentaires du Duce sur ce geste de conciliation révélèrent son mépris croissant pour le cabinet britannique : « je pense que c'est la première fois que le gouvernement britannique soumet à un gouvernement étranger l'un de ses discours. C'est mauvais signe pour eux. »³⁸

19.9 La France favorable à laisser les mains libres à Hitler en Europe de l'Est

Pendant que Chamberlain courtoisait Mussolini, Georges Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, préparait un nouveau programme d'apaisement susceptible de plaire à Hitler. Sa première action fut d'essayer de négocier avec l'Allemagne un accord semblable à celui signé par Chamberlain avec le Führer au moment des accords de Munich. Le 19 octobre, M. François-Poncet, lors de son audience d'adieu avec Hitler, aborda soigneusement ce sujet d'un accord qui pourrait établir une nouvelle entente entre les deux pays.³⁹ Le Führer fut satisfait de cette preuve de naïveté française et donna sa bénédiction au projet. Le 6 décembre, dans la célèbre *Salle de l'Horloge* où avait été signé le pacte Kellogg-

36. Ibid., 11-14 janvier 1939, pp. 9-12.

37. *New York Times*, 13, 14 janvier 1939.

38. Gibson, op. cit., 27 janvier 1939, p. 17.

39. De M. François-Poncet à Georges Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, Berlin, 20, 24 octobre 1938. *French Yellow Book : Diplomatic Documents, 1938-1939* (New York, 1940), pp. 20-29.

Briand, Bonnet et Ribbentrop apportèrent leur signature sur une déclaration d'amitié franco-allemande. Cette déclaration annonçait qu'aucune question de nature territoriale n'était en suspens entre la France et l'Allemagne, et reconnaissait comme permanente la frontière alors en vigueur. Après avoir souligné l'importance de relations pacifiques, une clause suivait pour qu'une consultation fût suscitée « en cas de complications » « pouvant menacer de conduire à des difficultés internationales. »⁴⁰

Selon Ribbentrop, Bonnet, dans le secret de conversations personnelles, lui assura que la garantie des Quatre Puissances relative à la Tchécoslovaquie était « quelque chose à laquelle aucune importance spéciale n'allait être attachée. » Quoique Bonnet, plusieurs mois plus tard, réfutât vigoureusement les affirmations contenues dans la lettre de Ribbentrop, il est tout à fait apparent qu'au mois de décembre 1938, il avait pour préoccupation de prodiguer à l'Allemagne des assurances aux conséquences profondes au sujet des plans d'expansion nazis en Europe de l'Est.⁴¹

Au mois de décembre 1938, Jules Lukasiewicz, l'ambassadeur de Pologne en France, rapporta une conversation avec Bonnet dans laquelle le ministre français des affaires étrangères affirmait que Ribbentrop avait « reçu une promesse française de ne pas s'opposer à l'expansion économique allemande dans le bassin du Danube. » Il était également exact que Bonnet avait confié à Ribbentrop que l'« expansion politique » allemande dans la même région n'allait pas « rencontrer de sérieuse résistance de la part de la France. »⁴²

Pour amplifier le développement de ses desseins d'apaisement, Bonnet envoya Paul Baudouin à Rome avec des propositions de participation dans le directoire du Canal de Suez, de divers privilèges pour les Italiens à Tunis, et d'importantes concessions relatives à Djibouti et à la voie ferrée d'Addis Abeba. Il envoya à Berlin le comte Ferdinand de Brinon solliciter l'assistance de Ribbentrop pour assurer l'acceptation par l'Italie de ces propositions. Mais Ribbentrop n'avait aucun désir de s'occuper des difficultés entre la France et l'Italie, si bien qu'il « torpilla » la mission Baudouin en révélant à la presse certains secrets inhérents à cette

40. Ibid., p. 35.

41. De Herr von Ribbentrop à M. Georges Bonnet, Fuschl, 13 juillet 1939. Ibid., pp. 213-15. Pour la réponse de Bonnet, le 21 juillet 1939, réfutant les affirmations de Ribbentrop, voir pp. 221-24.

42. *The German White Paper : Full Text of the Polish Documents Issued by the Berlin Foreign Office* (New York, 1940), p. 28.

mission.⁴³ L'axe Rome-Berlin traitait désormais les démocraties avec un mépris ouvert.

19.10 Le *Foreign Office* britannique est pris de sueurs froides

Pour Chamberlain, les doses d'apaisement répétées qu'il se contraignait à avaler étaient de plus en plus difficiles à digérer, mais il continuait de les subir comme prix pour la paix. Au moins était-il parvenu à préserver l'indépendance de la Tchécoslovaquie. Au parlement, Sir [Samuel Hoare](#) exprima avec désinvolture l'opinion selon laquelle l'État tchèque était désormais aussi « sûr que la Suisse, » et Sir [Thomas Inskip](#) déclara avec solennité qu'en cas d'agression non-provoquée contre les Tchèques, le gouvernement de Sa Majesté se sentirait « contraint de mener toutes les actions en son pouvoir pour veiller à ce que l'intégrité de la Tchécoslovaquie soit préservée. »⁴⁴

Le 1^{er} novembre, Chamberlain, impressionné par la gravité de la situation en Europe se mit à louvoyer au sujet de la portée de la garantie britannique sur l'intégrité de l'État tchèque. Il continuait de soutenir l'affirmation d'Inskip au sujet de la politique suivie par le gouvernement britannique, mais il reconnut franchement ne pas être en mesure d'éclairer la chambre des Communes au sujet de « [la nature] des termes que la garantie couvrira, et qui seront les parties prenantes à cette garantie. » Il pouvait cependant affirmer que la Grande-Bretagne n'avait jamais garanti « les frontières telles qu'elles existaient. » Sa promesse ne concernait que l'« agression non-provoquée et non la cristallisation des frontières. »⁴⁵

Il ne dissimulait pas le fait que cette agression pouvait survenir à tout moment. De fait, on craignait de plus en plus dans toute l'Europe l'éclatement de la guerre. Au mois de janvier 1939, [Coulondre](#), l'ambassadeur de France à Berlin, rapporta que Hitler avait prononcé une menace des plus perturbantes : « Si la Tchécoslovaquie ne rentrait pas dans le rang, il allait déclencher contre elle une action éclair. »⁴⁶

43. Gibson, op. cit., 28 janvier, 2, 3, 6 février, 18 mars 1939, pp. 17, 20-21, 23, 47. Le ministre français des affaires étrangères continuait de croire que les liens entre Hitler et Mussolini n'étaient pas très étroits. Hugh Wilson, à Paris, parla avec Léger, secrétaire-général du ministère français des affaires étrangères, qui l'informa que « pour l'instant, du point de vue du soutien allemand... Hitler désire sincèrement que la France et la Grande-Bretagne résistent fermement à toute concession envers Mussolini. Tant que la Grande-Bretagne et la France resteront fermes, Hitler accordera à Mussolini un soutien de presse et diplomatique, mais rien de plus. Hitler savait bien qu'en cas de guerre à cause des revendications italiennes, l'Allemagne supporterait les quatre cinquièmes des opérations induites par le conflit. » De l'ambassadeur Wilson au secrétaire Hull, Paris, 16 janvier 1939. 740.00/546, *Confidential file*, MS, Department of State.

44. John Wheeler-Bennett, *Munich : Prologue to Tragedy* (New York, 1948), p. 314.

45. Débats parlementaires, House of Commons, 1^{er} novembre 1938, cols. 80-82.

46. L. B. Namier, *Diplomatic Prelude, 1938-1939* (New York, 1948), p. 64.

Le *Foreign Office* britannique apprit que Hitler était

profondément aigri par les accords de Munich, qui l'empêchaient de mener une guerre localisée contre la Tchécoslovaquie, et démontrait la volonté de paix des masses allemandes en opposition avec le bellicisme du parti nazi. Il se sent personnellement humilié par cette démonstration. Il considère la Grande-Bretagne comme principale responsable de cette humiliation et sa rage est par conséquent dirigée principalement vers ce pays, qu'il tient comme principal obstacle actuel à la réalisation de ses nouvelles ambitions.

Au cas où l'Allemagne chercherait querelle avec la Hollande, le gouvernement de Sa Majesté examinait

*la désirabilité, d'un point de vue tactique et par précaution, d'être prêt sur-le-champ avec une proposition à destination des deux gouvernements pour qu'un gouvernement neutre désignât un conseil de trois arbitres. Une telle proposition pouvait ne pas s'avérer efficace, mais si l'arbitrage était supplanté par l'Allemagne, le sujet serait clair et le gouvernement de Sa Majesté aurait le *locus standi* pour mener les actions appropriées.*⁴⁷

Quelques jours plus tard, le gouvernement britannique décida que l'« importance stratégique de la Hollande et de ses colonies » était d'une importance telle qu'une « attaque allemande contre ce pays devait être considérée comme menace directe envers la sécurité des Puissances occidentales. Ne pas relever un tel défi reviendrait à placer l'Allemagne en position de prédominance écrasante sur l'Europe, et en de telles circonstances, le gouvernement de Sa Majesté est disposé à penser qu'il n'aurait d'autre choix que de considérer une invasion allemande de la Hollande comme un *casus belli*. »⁴⁸

Le 7 février, le président Roosevelt reçut un message de la part de Lord Halifax indiquant que le gouvernement britannique était désormais parvenu au point où « toute tentative menée par l'Allemagne pour dominer la Hollande par la force, ou par la menace de la force, devrait également être considérée comme menace envers la sécurité du Royaume-Uni. » Une attaque allemande « contre la Hollande et une attaque contre la Suisse relèvent de la même catégorie. » Les réponses envoyées par le ministère français des affaires étrangères aux demandes britanniques au sujet de la ligne politique française indiquaient clairement que le « gouvernement

47. De Lord Halifax au président Roosevelt, 25 janvier 1939. 740.00/555 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

48. Du chargé d'affaires Johnson au secrétaire Hull, Londres, 28 janvier 1939. 740.00/553, *Confidential file*, MS, Department of State.

français s'accorde avec le gouvernement de Sa Majesté à considérer l'éventualité d'une invasion de la Hollande comme un *casus belli*. »⁴⁹

Le 17 février, l'ambassadeur Kennedy discuta longuement avec Chamberlain, qui exprima l'opinion que les perspectives générales en Europe « sont bien meilleures. » Il ne distinguait aucune « indication claire d'actions contre la Hollande, la Suisse, ou d'autre territoire à l'Ouest ou vers l'Ukraine, et en ceci il se montre en désaccord avec le *Foreign Office*. Il continue de penser que le seul espoir de faire affaire avec Hitler est de le prendre au mot. » Il estimait qu'il existait « une probabilité très nette de parvenir à une solution par des moyens économiques. »

Chamberlain discuta longuement de sa visite à Rome pour rencontrer Mussolini. Il mettait en contraste le Duce, « en tant qu'homme qui apprécie de voir l'ensemble du tableau. . . face à Hitler qui regarde rêveusement par la fenêtre à Berchtesgaden et envisage les perspectives futures de l'Allemagne sans se montrer très pratique. » Mais Chamberlain continuait de penser pouvoir « faire affaire avec Hitler » et continuait de penser que sa politique d'apaisement pouvait « encore se montrer efficace. » Il restait « très optimiste. »⁵⁰

Trois jours plus tard, Kennedy discuta des sujets en instance avec le vicomte Halifax qui semblait avoir fait sien d'une partie de l'optimisme de Chamberlain. Dans un rapport envoyé au secrétaire Hull, Kennedy résuma la situation en Angleterre comme suit :

*Mes observations, et j'ai discuté avec Chatfield, Simon, Hoare, Halifax et Chamberlain, ainsi qu'avec de nombreux autres, sont qu'ils estiment complètement que l'Angleterre est sur la bonne voie ; que l'Allemagne ne mènera pas d'attaque ; que le problème de l'automne dernier, lorsqu'ils furent obligés de mener des actions qu'ils n'auraient peut-être pas menées en d'autres circonstances, n'est plus, et que, si l'Angleterre n'entre pas en guerre suite à une attaque par l'Allemagne contre la Roumanie ou l'Ukraine, elle déclarerait immédiatement la guerre si l'Allemagne faisait mouvement vers la Suisse ou la Hollande.*⁵¹

L'atmosphère variable qui régnait au *Foreign Office* a été décrite par l'ambassadeur britannique au cours d'une conversation avec Sumner Welles :

L'ambassadeur affirma que les 24 et 26 janvier, l'opinion publique à Londres et en particulier le *Foreign Office* avaient connu un état d'agitation quasiment incroyable suite aux rapports selon lesquels l'Allemagne préparait une action vers l'Ouest impliquant l'invasion de la Hollande. Le

49. De Lord Halifax au président Roosevelt, Londres, 7 février 1939. 740.00/569 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

50. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 17 février 1939. 740.00/588, *Confidential file*, MS, Department of State.

51. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 20 février 1939. 740.00/589, *Confidential file*, MS, Department of State.

11 février, le jour où il avait quitté Londres pour se rendre aux États-Unis, l'opinion générale, *Foreign Office* y compris, avait basculé en un état d'optimisme et de réconfort quasiment incroyable. L'ambassadeur affirma qu'il pensait que les deux états d'esprit étaient tout aussi perturbants l'un que l'autre, et que la tension nerveuse que chacun subissait en Angleterre était horrificante. Il affirma que son propre ministère des affaires étrangères était dans un état très insatisfaisant. Il ajouta que Lord Halifax était un homme aux réelles capacités, et un « excellent gentleman chrétien, » mais qu'il ne semblait disposer d'aucun véritable aperçu de la situation européenne. . . Il affirma qu'il doutait que les collègues de M. Chamberlain au cabinet partageassent son sentiment de réconfort, et qu'il savait de manière certaine que le ministère des affaires étrangères était extrêmement inquiet.⁵²

19.11 L'Allemagne craint que les États-Unis n'en viennent à intervenir dans une seconde guerre mondiale

Kennedy envoya depuis Londres d'autres informations au sujet de la situation menaçante en Europe. Halifax avait demandé à l'ambassadeur nazi à Londres (von Dirksen) la raison pour laquelle Hitler, s'il désirait véritablement la paix, poursuivait son « programme d'armement terrifiant. » Dirksen avait répondu qu'« ils étaient très perturbés en Allemagne par les proclamations presque hebdomadaires du président des États-Unis, et s'étaient convaincus que les États-Unis viendraient à l'aide de l'Angleterre et de la France, non pas après deux années, mais après deux jours, et que par conséquent, ils estimaient que la seule chose à faire était de continuer à se renforcer. » Le propre sentiment de Kennedy était que « les hommes du haut » au sein du gouvernement britannique se demandaient chaque nuit comment Hitler, face au programme d'armement gigantesque en cours en Allemagne, pouvait possiblement progresser vers une période de paix. Il ne faisait guère de doute sur l'idée que les « perspectives à long terme étaient extrêmement sombres pour l'Angleterre. »⁵³

Ces craintes allemandes d'une intervention étasunienne dans une possible seconde guerre mondiale furent confirmées par les déclarations de diplomates étasuniens comme Kennedy ou Bullitt. Avant la crise de Munich, Kennedy affirma de manière répétée à Chamberlain que les États-Unis allaient se précipiter pour aider la Grande-Bretagne et la France en cas d'agression non-provoquée. Bullitt s'était montré plus prudent mais avait parfois prodigué des assurances similaires. Au cours d'une conversa-

52. Mémoire d'une conversation entre Sir Ronald Lindsay, ambassadeur britannique à Washington, et Sumner Welles» sous-secrétaire d'État, 20 février 1939. 740.00/595 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

53. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 23 février 1939. 740.00/592, *Confidential file*, MS, Department of State.

tion avec le comte Potocki, l'ambassadeur de Pologne à Washington, il fit mention de la possibilité d'un conflit entre l'Allemagne et les démocraties européennes. Lorsque la question lui fut posée de savoir si les États-Unis entreraient dans un tel conflit, il répondit : « Sans aucun doute, oui, mais seulement après que la Grande-Bretagne et la France auront mené la première action. » Le sentiment aux États-Unis était « tellement tendu contre le nazisme et l'hitlérisme » qu'il s'apparentait à une « psychose » semblable à celle qui avait existé « avant la déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne en 1917. »⁵⁴

Après avoir affirmé que cette « psychose » était en partie créée par « des émigrés d'Allemagne et de Tchécoslovaquie » qui excitaient l'opinion publique étasunienne contre l'Allemagne en utilisant « diverses calomnies, » il finit par aborder le sujet du sentiment étasunien à l'égard de la Russie :

*Il est intéressant de noter que dans cette campagne extrêmement bien préparée, conduite par-dessus tout contre le national-socialisme, la Russie soviétique est presque totalement éliminée. La Russie soviétique, pour autant qu'il en soit fait mention, est présentée d'une manière amicale et les choses sont présentées d'une telle sorte qu'il apparaîtrait que l'Union soviétique coopérait avec le bloc des États démocratiques. Grâce à la propagande bien pensée, les sympathies du public étasunien se portent totalement du côté de l'Espagne rouge.*⁵⁵

Le 14 janvier, Bullitt eut une dernière conversation avec l'ambassadeur Potocki avant de partir pour Paris muni d'instructions du président Roosevelt. Il affirma être disposé à assurer à la Grande-Bretagne et à la France qu'elles pouvaient compter sur le fait que les États-Unis seraient prêts « à intervenir activement aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France en cas de guerre. » Les États-Unis étaient prêts à « mettre l'ensemble de leur richesse financière et en matières premières à leur disposition. »⁵⁶

Au mois de février 1939, après son arrivée à Paris, Bullitt informa l'ambassadeur de Pologne, Jules Lukasiewicz, que si les hostilités devaient éclater, nul ne pouvait « présager dès le départ de la participation des États-

54. De l'ambassadeur Jerzy Potocki au ministère polonais des affaires étrangères, Washington, 21 novembre 1938. German White Paper, pp. 19-21.

55. De l'ambassadeur Jerzy Potocki au ministère polonais des affaires étrangères, Washington, 12 janvier 1939. Ibid., pp. 29-31.

56. De l'ambassadeur Jerzy Potocki au ministère polonais des affaires étrangères, Washington, 16 janvier 1939. Ibid., pp. 32-34.

Unis dans la guerre aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne. »⁵⁷

19.12 Hitler prend les Tchèques sous garde préventive

Peut-être ces assurances indirectes d'intervention étasunienne aux côtés des démocraties en cas de seconde guerre mondiale prodiguées par l'ambassadeur Bullitt renforcèrent-elles l'optimisme de Chamberlain au sujet de la situation en Europe. En tous cas, il continua de caresser son espoir d'éviter la guerre en menant une politique d'apaisement, et ferma les yeux sur les signes évidents indiquant que Hitler s'appêtait à liquider prochainement la Tchécoslovaquie.

Avec le premier ministre britannique dans cet état déconfit, Hitler se mit promptement à l'action pour mener à bien ses objectifs. Le 21 janvier, il tint une conversation notable avec M. Chvalkovsky, le ministre tchèque des affaires étrangères, qui avait été convoqué à Berlin. Chvalkovsky fut informé que, pour commencer, son pays devait sur-le-champ sortir de la Société des Nations. Puis, il devait être prêt à tout moment à modeler sa politique étrangère selon les désirs nazis. Élément final de ce programme de sujétion, l'armée tchèque devait être matériellement réduite.⁵⁸

Paris et Londres découvrirent ces rudes conditions au travers d'une dépêche envoyée par le représentant français à Prague.⁵⁹ Mais cette nouvelle funeste elle-même ne détruisit pas les espoirs britanniques de maintien de la paix. Le 1^{er} mars, l'ambassadeur britannique porta à Sumner Welles un message spécial de Lord Halifax à destination du président. Les dernières informations en Angleterre étaient que « Herr Hitler a pour l'instant abandonné l'idée de précipiter une crise immédiate comme il semblait l'envisager au début de l'année. » Il n'existait aucun « signe préliminaire de mobilisation imminente » en Allemagne. Sir Nevile Henderson avait

57. De l'ambassadeur Jules Lukasiewicz au ministère polonais des affaires étrangères, Paris, février 1939, *Ibid.*, pp. 43-45. Dans ses commentaires sur l'attitude des États-Unis vis-à-vis de la lutte qui approchait de l'Europe, Lukasiewicz fait la remarque qui suit : « Il ne faut pas négliger que le prestige britannique a subi un grave revers dans l'opinion publique étasunienne par suite des événements en Extrême-Orient, et au vu des résultats de la conférence de Munich. . . C'est bien entendu le côté faible des États-Unis qui a déjà déterminé aujourd'hui leur attitude en cas d'un conflit final, mais dans le même temps, ils sont incapables de prendre une part active à l'advenue d'une solution positive aux problèmes européens. »

58. Notes sur la discussion entre Ribbentrop, ministre des affaires étrangères, et Chvalkovsky, ministre tchèque des affaires étrangères, à Berlin, le 21 janvier 1939; Rapport sur la réception du ministre tchèque des affaires étrangères, 21 janvier 1939. *Nazi Conspiracy and Aggression*, V, P-S 2795, 2796, 2906, pp. 430, 571. Une conversation notable s'était déjà tenue entre Ribbentrop et Chvalkovsky à Berlin, le 13 octobre 1938, ainsi qu'entre Hitler et Chvalkovsky, le 14 octobre 1938. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, IV, 60-63, 69-72.

59. Du représentant M. V. de Lacroix au ministère français des affaires étrangères, Prague, 18 février 1939. *French Yellow Book*, pp. 60-61.

adopté l'impression que Hitler « était à présent en train de ne préparer aucune aventure immédiate. »⁶⁰ Chamberlain continuait de porter sa cape de confiance, et le 9 mars, il avait assuré aux représentants de la presse que « l'Europe s'installait dans une période de tranquillité. »⁶¹

Mais à Prague, on n'entretenait pas de faux espoirs. La Ruthénie et la Slovaquie faisaient montre de signes indiscutables de désirs sécessionnistes. Le 6 mars, le président Hácha prononça la dissolution du gouvernement ruthénien, et trois jours plus tard, il en fit autant du gouvernement de Slovaquie. Le premier ministre slovaque, **Monsignor Tiso**, s'enfuit à Berlin où il eut un entretien avec Hitler le 13 mars. Le Führer demanda qu'il prononçât sur-le-champ une proclamation d'indépendance slovaque. Armé de ce mandat, Tiso se rendit à Bratislava d'où le 14 mars il prononça ladite proclamation. La Ruthénie suivit rapidement, et cette action mit fin à l'existence de ce qui restait de l'État tchèque.⁶²

Après que l'armée allemande se massa aux abords de la frontière tchèque de manière menaçante, Hitler envoya une convocation au président Hácha pour qu'il visitât Berlin pour une conversation importante. À son arrivée, dans la soirée du 14 mars, on lui fit les honneurs dus au dirigeant d'un État important, et le Führer ajouta à la situation une touche grotesque en envoyant un coffret de chocolats à la fille de Hácha. Mais ces faveurs ne signifiaient pas que le président tchèque n'aurait pas à subir un exercice d'humiliation prononcée. On ne lui laissa prendre qu'un bref temps de repos à son hôtel avant de le conduire à la chancellerie pour y rencontrer Hitler. Il était totalement décontenancé, et essaya de s'attirer les bonnes grâces du Führer en prononçant des critiques sur le gouvernement de Beneš. Le régime de son prédécesseur lui avait été « étranger » et la seule fois qu'il avait rencontré Beneš, des incompréhensions s'étaient immédiatement manifestées. Il comprenait à présent que le destin de la Tchécoslovaquie résidait entre les mains de Hitler, mais il conservait l'espoir que son indépendance serait assurée.

Le Führer fut satisfait de cet esprit grimaçant de soumission. Cela lui facilitait la tâche d'annoncer qu'il comptait prendre sous garde préventive les provinces de Bohême et de Moravie. Les Tchèques n'avaient guère que deux alternatives. Ils pouvaient résister et subir une punition terrible, ou se laisser faire avec dignité et recevoir quelque autonomie.

Après avoir énoncé ces rudes conditions, Hitler signa les documents nécessaires à la mise en œuvre de ses objectifs, et laissa Hácha aux brutalités de Goering et de Ribbentrop. En fin de compte, après plusieurs évanouissements découlant de son épuisement, Hácha signa les statuts du protectorat. En quittant la chancellerie, à 4h30 du matin, Chvalkovsky, qui

60. Du vicomte Halifax au président Roosevelt, 1^{er} mars 1939. 740.00/597 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

61. *London Times*, 10 mars 1939.

62. Conférence entre le Führer et le premier ministre slovaque, Tiso, Berlin, 13 mars 1939. *Nazi Conspiracy and Aggression*, V, P-S 2802, pp. 443-46.

l'accompagnait, s'exclama avec émotion : « Notre peuple va nous maudire, et pourtant nous avons sauvé son existence. Nous l'avons préservé d'un terrible massacre. »⁶³

Le 15 mars, Hitler et ses légions entrèrent en triomphe à Prague. Le même jour, Chamberlain affirma à la chambre des Communes que la « situation a radicalement changé depuis que la Diète slovaque a déclaré l'indépendance de la Slovaquie. L'effet de cette décision a mis fin par rupture interne à l'État dont nous avons proposé de garantir les frontières. Le gouvernement de Sa Majesté ne peut par conséquent plus se considérer comme engagé par cette obligation. »⁶⁴ Le lendemain, Sir John Simon développa le raisonnement du premier ministre au sujet de l'obligation de défendre la Tchécoslovaquie. Il était difficile de garantir une chose qui n'existait plus. Il était certes impossible « de supposer qu'en ces circonstances, la garantie de maintenir l'État de Tchécoslovaquie peut présenter la moindre signification. »⁶⁵

Mais cette politique d'apaisement fut subitement jetée par dessus bord par le premier ministre sous les pressions de Lord Halifax. Au matin du 17 mars, le chargé d'affaires étasunien rencontra Halifax, qui l'informa que Chamberlain allait prononcer un discours qui serait « plutôt sévère. » Il n'était pas prêt à affirmer « qu'ils iraient ou n'iraient pas au secours de la Roumanie ou de la Pologne à ce stade. Ils vont commencer à éduquer l'opinion publique de leur mieux au sujet de la nécessité d'agir. Ils soupçonnent que Hitler va continuer d'agir, et ce assez rapidement. »⁶⁶

Cette nuit-là (17 mars), le premier ministre prononça un discours à Birmingham faisant résonner une note de critique acerbe de l'absorption de la Tchécoslovaquie par Hitler. Tout en se sentant obligé de répéter qu'il n'était

*pas prêt à engager son pays suivant de nouvelles clauses opérant selon des conditions qui ne peuvent pas être envisagées, rien ne serait plus faux que de supposer que, du fait qu'elle estime que la guerre est une chose absurde et cruelle, cette nation aurait perdu sa fibre au point de ne pas participer avec tout son pouvoir à résister à un tel défi, s'il était prononcé.*⁶⁷

Le lendemain, l'ambassadeur Kennedy discuta avec Halifax qui exprima l'opinion que si Hitler entrait en Roumanie, l'Angleterre ne pourrait « plus attendre. Halifax affirme qu'ils doivent déterminer sur-le-champ

63. De l'ambassadeur Coulondre à Georges Bonnet, Berlin, 17 mars 1939. *French Yellow Book*, pp. 96-97. Sir Nevile Henderson, *Failure of a Mission* (New York, 1940), pp. 217-18 ; Conférences entre le Führer et le président Hácha, Berlin, 15 mars 1939. *Nazi Conspiracy and Aggression*, V, P-S 2798, pp. 433-40.

64. Débats parlementaires, chambre des Communes, 15 mars 1939, col. 437.

65. *Ibid.*, 16 mars 1939, cols. 546, 554.

66. Du chargé d'affaires Johnson au secrétaire Hull, Londres, 17 mars 1939. 740.00/628, *Confidential file*, MS, Department of State.

67. *London Times*, 18 mars 1939.

l'une de ces deux choses : d'abord, si Hitler bluffe, et si tel est le cas, s'il faut défier son bluff ; s'il ne bluffe pas, le plus tôt ils l'affronteront sera le mieux. Il pensait que le discours du premier ministre de la nuit dernière les engageait à agir si Hitler se mettait en mouvement vers la Roumanie. Mon pressentiment est que si Chamberlain s'oppose fortement à cette idée, il pourrait se produire une rupture entre le premier ministre et Halifax. » ⁶⁸

19.13 Réactions aux États-Unis à l'absorption de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne

La nouvelle de l'absorption de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne parvint au secrétaire Hull alors qu'il jouissait de vacances en Floride. Il téléphona sur-le-champ à Sumner Welles, le secrétaire d'État par intérim, et dicta une déclaration à livrer à la presse. Après quelques corrections apportées par le président, cette déclaration fut publiée le 17 mars. Elle soulignait le point de vue selon lequel le gouvernement des États-Unis, fondé sur les principes de la liberté humaine et de la démocratie, ne pouvait pas s'empêcher d'exprimer sa « condamnation d'actions qui ont débouché sur l'extinction temporaire des libertés d'un peuple libre et indépendant avec lequel... le peuple des États-Unis a maintenu des relations particulièrement étroites et amicales. » ⁶⁹

Le mot « temporaire », expliqua par la suite le département d'État, signifiait que le gouvernement des États-Unis ne reconnaissait pas la légalité de l'établissement d'un protectorat allemand sur la Tchécoslovaquie. Vladimir Hurban resterait reconnu comme représentant tchèque à Washington. Cependant, les exportations bohèmes, moraves et slovaques seraient considérées par les officiers des douanes étasuniens comme des produits allemands, et des droits de douane très élevés leurs seraient appliqués. Le 23 mars, l'accord commercial qui avait été négocié avec la Tchécoslovaquie fut suspendu par proclamation présidentielle. ⁷⁰

Six mois après la destruction de la république tchèque, une **exposition universelle** s'ouvrit à New York. En anticipation de cet événement, le gouvernement tchèque avait érigé un bâtiment au sein duquel seraient exposés des éléments destinés à impressionner le visiteur au sujet du développement des industries de la région de Masaryk. Sur la façade, on lisait une inscription tirée de **Comenius** :

Une fois passée la colère de la tempête
L'emprise sur ton pays te reviendra
Ô peuple tchèque

68. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 18 mars 1939. 740.00/630, *Confidential file*, MS, Department of State.

69. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), pp. 454-55.

70. Hull, op. cit., pp. 614-15.

Sous le rude joug de la Russie, de nombreuses décennies s'écouleront avant que cette prophétie se réalise.

Chapitre 20

La Russie déclenche la guerre en Extrême-Orient ; Roosevelt en tient le Japon pour responsable

Au cours des longs mois où Hitler se consacra à redéfinir les frontières en Europe, Joseph Staline se préparait à modifier la carte de l'Extrême-Orient. Tchang Kaï-tchek, agissant comme son principal cartographe, allait sans le vouloir éclabousser du Rouge sur la carte de l'Asie de l'Est, de la Mongolie extérieure à Mukden, puis faire retraite, alarmé par les conséquences de son ouvrage. Sa tâche était plus facile à réaliser dans l'atmosphère d'un conflit armé, et celui-ci était produit par les agents russes qui semèrent des étincelles de tensions en Chine du Nord jusqu'à provoquer les vives flammes d'une guerre sino-japonaise non-déclarée.

20.1 L'introduction par les Communistes de la guerre en Extrême-Orient

L'initiative prise le 7 juillet par les Communistes du lancement de la guerre non-déclarée est mise en lumière par des remarques révélatrices de l'ambassadeur de Chine à Moscou. Au cours d'une conversation avec le représentant diplomatique des États-Unis, il reconnut qu'à son arrivée à Moscou au mois de novembre 1936 il était un « soutien ferme de l'amitié sino-soviétique. » L'un des principaux desseins de sa mission avait été « d'obtenir des assurances de la part du gouvernement soviétique que *si la Chine poussait le Japon trop loin au point de rendre la guerre inévitable, l'Union soviétique soutiendrait la Chine au travers d'approvisionnements*

et de forces armées. »¹ Peu après son arrivée en Russie, il avait questionné Litvinov sur ce point, mais avait obtenu comme réponse que le gouvernement soviétique préférerait régler ce point à Nankin. À cet égard, il fut significatif que durant le printemps et l'été 1937 l'ambassadeur de Russie à Nankin avait tenté d'« amener le gouvernement chinois à penser que s'il entreprenait de présenter une résistance armée face au Japon, il pouvait s'attendre à un soutien armé de la part de l'Union soviétique.² »

Au mois de juillet 1937, l'initiative communiste et le soutien continu du conflit entre les forces armées chinoises et japonaises fut illustré également par l'évidente réticence du Kuomintang à convenir d'une formule d'accord. Agir ainsi aurait indiqué une franche rupture avec les Communistes, qui avaient depuis l'accord de Sian œuvré à un front commun entre eux et les Nationalistes, face au Japon. La situation est bien décrite par une dépêche en provenance de Nankin :

Les observateurs compétents ici considèrent la situation comme se dirigeant vers la guerre ; ils indiquent que si le gouvernement national devait s'en tenir à l'ancien plan consistant à abandonner la Chine du Nord plutôt que d'y résister à l'agression japonaise, l'existence du gouvernement nationaliste s'en trouverait fortement compromise, car on pense qu'il a promis de résister au Japon dans le cadre du règlement de la révolte de Sian, et une non-résistance provoquerait une distanciation des forces communistes du Nord, qui sont sur le point de se trouver intégrées aux armées gouvernementales.³

Au début, les autorités militaires japonaises parurent ne pas se rendre compte de la force du lien entre les Communistes et les Nationalistes, et elles espéraient un règlement rapide du conflit dans la nuit du 7 juillet. Certains de leurs membres étaient enclins à penser que « les coups de feu par l'armée chinoise qui ont démarré l'incident n'étaient pas prémédités. »⁴ Cette attitude conciliante avait débouché à l'accord du 11 juillet, qui fut formellement signé par le général Tchang le dix-neuf. Ses conditions étaient clémentes. Des excuses seraient présentées, et le capitaine chinois responsable de l'éclatement des hostilités serait puni. On prodiguerait également des assurances pour l'avenir, prévoyant le retrait volontaire des dirigeants chinois en Chine du Nord préalablement à une coopération sino-japonaise et à l'expulsion des éléments communistes du district de Pékin.⁵

1. L'auteur a lui-même porté en italique une partie de cette citation.

2. De M. Henderson au secrétaire Hull, 21 décembre 1937. 793.94/11763, Moscow, MS, Department of State.

3. De M. Peck au secrétaire Hull, Nankin, 12 juillet 1937. 793.94/8715, MS, Department of State.

4. Walter H. Mallory, « Japan Attacks, China Resists, » *Foreign Affairs*, XVI (1937), 129-33.

5. Mémoire produit par l'ambassadeur des États-Unis au Japon (Grew), Tokyo, 22 juillet 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 333-34.

Le 12 juillet, l'ambassadeur du Japon (Saito) tint une longue conversation avec le secrétaire Hull au cours de laquelle il expliqua la politique du ministère des affaires étrangères. Une fois terminées les remarques de Saito, Hull exprima son approbation envers les tentatives japonaises « d'œuvrer à un règlement amical » de l'incident.⁶ Le lendemain, l'ambassadeur Grew informa le département d'État qu'il estimait que « si une manière d'éviter les hostilités générales sans perdre la face pouvait être trouvée, le gouvernement japonais pourrait bien être satisfait de l'emprunter. »⁷

Il apparaissait à M. Hornbeck que le ministère japonais des affaires étrangères adoptait la position selon laquelle aucune conversation ne devait se tenir entre les représentants des gouvernements chinois et japonais « mais entre les dirigeants japonais en Chine du Nord et les dirigeants chinois locaux sur la théorie que la Chine du Nord est une entité politique séparée de l'autorité et du contrôle du gouvernement chinois (de Nankin). » Son opinion était que le gouvernement étasunien ne devait « mener aucune approche auprès des autorités chinoises ou japonaises, ni commenter l'affaire publiquement. »⁸

Le secrétaire Hull suivit ce conseil. Au soir du 13 Juillet, il convoqua l'ambassadeur Saito dans son appartement de l'hôtel Carlton, et l'informa franchement que le gouvernement étasunien était « capitalement préoccupé par la préservation de la paix. » De ce fait, il allait maintenir ses déclarations « à des phases totalement dans le spectre de son attitude impartiale et amicale envers toutes les parties. » Son action allait « rester à l'écart de toute question ou phase de médiation. »⁹

Cette attitude de « lavage de mains » manifestée par le département d'État allait se poursuivre si l'incident de Pékin ne débouchait pas sur une guerre générale. En cas d'hostilités sur une longue période, des pressions importantes seraient exercées sur le secrétaire Hull pour entreprendre une forme de médiation. Mais durant les premiers jours du mois de juillet 1937, on pouvait encore espérer la paix. Cependant, il était exact que l'action du gouvernement nationaliste chinois dans le désaveu de l'accord du 11 juillet provoquait beaucoup de préoccupations dans l'esprit de nombreux observateurs. Lorsque ce désaveu fut suivi par l'envoi d'« un vaste corps d'armée » dans la région de Pékin, il était évident qu'une crise était arrivée.¹⁰

Le 15 juillet, l'ambassadeur Grew continuait d'espérer que l'incident de Pékin pourrait être réglé de manière pacifique. Le Japon n'avait envoyé

6. Mémoire par le secrétaire Hull, 12 juillet 1937. Ibid., pp. 316-18.

7. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 13 juillet 1937. Ibid., pp. 319-20.

8. Mémoire par M. Hornbeck, 13 juillet 1937. 793.94/8737, 8922, MS, Department of State.

9. Mémoire par le secrétaire Hull, 13 juillet 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 320-22.

10. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 13 juillet 1937. 793.94/8741, MS, Department of State.

en Chine qu'une petite armée pour renforcer les garnisons japonaises déjà existantes et il avait reçu des assurances qu'aucune intention n'existait d'établir « quelque pays indépendant » en Chine du Nord. Le principal point en jeu était la validité de l'accord du 11 juillet entre les autorités militaires chinoises et japonaises. Il était également significatif que les agitateurs communistes étaient « actifs pour propager de fausses informations eu égard à la concentration des armées chinoises et japonaises. »¹¹ Le Kremlin était âprement opposé à tout règlement pacifique du différend entre la Chine et le Japon.

20.2 Le secrétaire Hull fait une déclaration sur la politique étasunienne

Le *Foreign Office* britannique considérait l'approche d'une guerre générale entre la Chine et le Japon avec un grand désarroi. Dès le mois de mai 1937, le premier ministre Chamberlain avait exprimé de grandes préoccupations au sujet de la situation de l'Extrême-Orient, et avait proposé un échange de vues entre le *Foreign Office* et le département d'État au sujet de divers moyens pouvant améliorer les relations anglo-étasuno-japonaises. Le 1^{er} juin, le secrétaire Hull remit à Sir Ronald Lindsay sa réponse à cette proposition britannique. On avait exprimé au département d'État que le Japon pourrait être prêt à adopter une politique de « coopération avec ses voisins en Extrême-Orient et avec les Puissances qui y entretenaient de grands intérêts. » Cette initiative avait été l'objet de beaucoup d'intérêt de la part du secrétaire Hull. Il estimait qu'« il existait des forces au sein et entre le Japon et la Chine œuvrant à la paix. » Cependant, dans le cas où la guerre éclaterait en Extrême-Orient, le gouvernement étasunien allait suivre les procédures traditionnelles eu égard à la situation. Il n'allait entrer dans aucune alliance visant à préserver la paix, mais, suivant des consultations fréquentes, il espérait travailler et suivre une politique parallèle avec la Grande-Bretagne et les autres puissances qui étaient parties des traités de Quatre Puissance et des Neuf Puissances.¹²

Cette note encourageante envoyée par le secrétaire Hull fut sans aucun doute partagée avec le ministère français des affaires étrangères, qui suggéra à l'ambassadeur Bullitt d'invoquer l'article 7 du traité des Neuf Puissances, prévoyant une consultation des puissances signataires dès lors qu'une situation se présenterait « qui selon l'opinion de l'une d'entre elles suscite l'application des stipulations du présent Traité. » Léger exprima ses craintes à Bullitt que tout appel à la Société des Nations « pour essayer de régler ce différend serait extrêmement préjudiciable à la Société des Nations qui s'avérerait impotente une fois de plus. » Les dirigeants du

11. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 14-15 juillet 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 322-23.

12. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 530-33.

ministère français des affaires étrangères insistaient sur l'idée qu'« il serait absolument essentiel de faire entrer les États-Unis dans la discussion. »¹³

Le *Foreign Office* britannique se montrait favorable à une « démarche combinée anglo-étasunienne » à Tokyo et à Nankin plutôt qu'à une invocation du Traité des Neuf Puissances, et Eden, le secrétaire aux affaires étrangères, suggéra à l'ambassadeur Bingham de procéder ainsi. Depuis Tokyo, l'ambassadeur Grew s'exprima vent debout contre cette approche. Il ne pouvait distinguer « aucune raison pour laquelle nous devrions mener quelque action. »¹⁴ Il indiqua également qu'au Japon, l'unanimité de l'opinion vis-à-vis de la situation en Chine du Nord était « frappante. » Il ne s'agissait d'« une affaire de déférence réticente par le gouvernement à une initiative militaire. Le cabinet jouit d'un haut prestige, est pleinement aux commandes, et appuie pleinement les étapes récemment décidées par l'armée japonaise en Chine du Nord. . . À aucun moment durant la période où j'ai été affecté à ce poste, je n'ai observé de la part du gouvernement japonais d'indication d'une détermination aussi forte et unanime de résister même au coût d'hostilités élargies à tout mouvement pouvant tendre à affaiblir la position du Japon en Chine du Nord. » M. Grew remarqua également qu'il manquait d'éléments pour justifier l'hypothèse selon laquelle « ou bien le gouvernement japonais, ou bien l'armée ont délibérément fabriqué l'incident pour déclencher une "épreuve de force" »¹⁵

Le lendemain, l'ambassadeur Grew envoya une longue dépêche au secrétaire Hull, affirmant que l'ambassade britannique à Tokyo était opposée à toute action précipitée de la part du secrétaire Eden. Une forte suggestion d'agir ainsi avait été envoyée à Londres. Du point de vue étasunien, Grew recommandait que « le gouvernement étasunien s'abstînt de proposer ses bons offices en vue du règlement de l'incident de Chine du Nord. » L'un des objectifs principaux de la politique étrangère japonaise était « l'élimination de l'influence des puissances occidentales comme facteur de la politique de l'Extrême-Orient. » Il n'y avait par conséquent aucune raison de penser que le Japon pourrait voir d'un bon oeil une tentative de médiation étasunienne. En conclusion, Grew soulignait le fait que l'amélioration récente des relations japoano-étasuniennes avait découlé du fait que le département d'État avait fait évoluer les objectifs de ses représentations au Japon d'une « tentative de limiter l'utilisation de la force par le Japon à positionner des réserves au sujet des droits étasuniens en Chine. »¹⁶

13. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 13 juillet 1937. 793.94/8748, MS, Department of State.

14. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 13 juillet 1937. 793.94/8742, MS, Department of State.

15. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 13 juillet 1937, 793.94/8745, MS, Department of State.

16. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 14 juillet 1937. 793.94/8766, MS, Department of State.

Sous l'impact de toutes ces recommandations, le secrétaire Hull informa le *Foreign Office* britannique qu'il estimait qu'une « coopération suivant des lignes parallèles mais indépendantes » serait la meilleure politique à suivre pour le département d'État.¹⁷ Cette note avait été remise à l'ambassadeur britannique à l'issue de longues consultations entre le secrétaire Hull, Sumner Welles, M. Hornbeck, Norman Davis et le président. La réaction de l'ambassadeur à cette note est décrite de manière intéressante dans un mémorandum produit par M. Hornbeck :

*L'ambassadeur britannique a lu le mémorandum avec une grande attention. Il a ensuite fait la remarque : « Cela signifie, selon ma compréhension, que le gouvernement étasunien n'est pas prêt à rallier les représentations à Tokyo et à Nankin. » Suivant ses instructions, M. Hornbeck a expliqué à l'ambassadeur que le gouvernement entretenait pleinement le désir de coopérer avec le gouvernement britannique dans la tentative de décourager l'entrée par les Japonais et les Chinois dans de graves hostilités, ... que ce gouvernement a déjà exhorté aussi bien les Japonais que les Chinois à l'importance de maintenir la paix ; qu'il espérait que le gouvernement britannique agirait de la même manière ; que nous comptons poursuivre nos efforts ; et que nous estimions que la coopération suivant des lignes parallèles mais indépendantes serait plus efficace et présenterait moins de risques de produire l'effet inverse que des représentations conjointes ou identiques... L'ambassadeur a ensuite relu le mémorandum, a observé le silence un moment, puis, avec un sourire, affirma qu'il comprenait.*¹⁸

Après que le secrétaire Hull éclaircit auprès du *Foreign Office* britannique qu'il préférerait suivre une politique suivant des lignes indépendantes plutôt que conjointes, il produisit (le 16 juillet) une déclaration publique indiquant l'attitude du département d'État eu égard à la situation en Extrême-Orient. Il commença par exprimer un point de vue qui était devenu tout à fait coutumier : « Il ne peut se produire de graves hostilités où que ce soit dans le monde qui n'affecteraient pas d'une manière ou d'une autre les droits ou les obligations de notre pays. » Par conséquent, la politique étasunienne mettait un fort accent sur l'importance de régler les différends internationaux suivant des moyens pacifiques. D'autres éléments du credo étasunien furent ensuite énoncés : « Nous prônons l'auto-modération nationale et internationale. Nous prônons l'abstinence de la

17. Du secrétaire Hull à l'ambassade des États-Unis à Londres, 14 juillet 1937. 793.94/8777, MS, Department of State.

18. Mémorandum produit par M. Hornbeck, 14 juillet 1937. 793.94/8786, MS, Department of State.

part de toutes les nations de l'utilisation de la force pour poursuivre une politique et pour s'ingérer dans les affaires internes des autres nations. »¹⁹

Chose significative, cette déclaration était formulée selon des termes généraux, et non régionaux. Aucune mention n'était faite des principes de base qui avaient contrôlé la politique étasunienne en Extrême-Orient : la [Porte Ouverte](#) et maintien de l'intégrité territoriale de la Chine. Il était évident que le secrétaire Hull traçait sa voie avec grand soin et continuait d'espérer un règlement pacifique de l'incident de Pékin. Le 21 juillet, il répéta à l'ambassadeur Saito son profond désir de paix en Extrême-Orient et prodigua de nouvelles assurances de son attitude « impartiale » vis-à-vis des deux nations.²⁰

Lorsque l'ambassadeur Grew communiqua auprès du représentant japonais des affaires étrangères ces sentiments du secrétaire Hull, Hirota répondit qu'il continuait d'espérer la paix. Tout dépend de l'exécution de « l'accord établi le 11 juillet et signé le 19 juillet par le général Tchang. » Le Japon ne demandait pas à Nankin de reconnaître l'accord « mais uniquement que les obstructions soient levées. »²¹

20.3 La situation en Chine du Nord se fait inquiétante

Alors même que l'incident de Pékin ne remontait qu'à une semaine, M. Hornbeck caressait des espoirs de maintien de la paix. Il estimait qu'« à moins que les Chinois ne poussent trop fort, diplomatiquement et militairement, depuis Nankin, il semblerait que les probabilités soient substantielles pour qu'un ajustement puisse être trouvé sans que l'on en arrive au stade d'opérations militaires. »²² Une réserve que l'on pouvait trouver vis-à-vis de cette opinion découlait du fait que le général [Tchang Tzu-chung](#) (également maire de [Tianjin](#)), qui avait signé l'accord du 11 juillet, était subitement devenu ardemment pro-japonais et allait « les assister pour parvenir à l'autonomie dans la province de Hopei. »²³

D'autres personnages d'importance en Extrême-Orient étaient également enclins à adopter un positionnement pro-japonais. L'ambassadeur de France à Tokyo était fermement opposé à toute action pouvant établir des pressions envers le Japon. Il était « convaincu que les Japonais n'avaient pas prémédité ni démarré l'incident, et estime qu'ils sont soucieux d'évi-

19. Déclaration du secrétaire Hull, 16 juillet 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 325-26.

20. Mémorandum par le secrétaire Hull, 21 juillet 1937 Ibid., pp. 330-32.

21. Mémorandum produit par l'ambassadeur Grew, 22 juillet 1937. Ibid., pp. 333-34.

22. Mémorandum par M. Hornbeck, 15 juillet 1937. 793.94/9010, MS, Department of State.

23. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Pékin, 15 juillet 1937. 793.94/8775, MS, Department of State.

ter la guerre. »²⁴ Les explications japonaises sur l'origine de l'incident de Pékin avaient convaincu d'autres esprits. À Nankin, le conseiller de l'ambassade du Japon avait produit une longue déclaration à destination de M. Peck, le chargé d'affaires étasunien. Il avait insisté sur le fait que « les premiers coups de feu avaient positivement été tirés par les Chinois. Les seules munitions transportées par l'armée [japonaise] en manœuvre sont établies à une cartouche par soldat, et c'est l'officier commandant le groupe qui les a en sa possession. Les coups de feu avaient recommencé lorsque deux officiers japonais se trouvaient à Wanping, et avaient de toute évidence été tirés par les Chinois parce que les Japonais n'auraient pas voulu mettre volontairement en danger la vie de ces émissaires. »²⁵

Le 16 juillet, l'ambassadeur Grew rapporta depuis Tokyo que « le développement continu de plans au niveau du gouvernement chinois en vue de mobiliser ses forces et de les concentrer en Chine du Nord était la raison principale de la décision prise hier par le gouvernement japonais d'envoyer des renforts depuis le Japon en Chine du Nord. » À cet égard, l'accord Ho-Umedzu du 6 juillet 1935 était de la première importance. Selon les termes de cet instrument, l'armée chinoise devait être retirée de la province de Hopeh. Si l'armée devait être envoyée dans cette province durant les difficultés en cours, des pressions vers la guerre pouvaient se développer rapidement.²⁶ Le 19 juillet, le ministère chinois des affaires étrangères envoya une note au Japon pour proposer un armistice et de nouvelles négociations diplomatiques en vue de trouver une formule de règlement. Cette proposition était d'évidence insatisfaisante aux yeux du gouvernement japonais, qui adhérait au point de vue que l'incident de Pékin avait été réglé par l'accord du 11 juillet. L'affaire n'était de nature à ne concerner que les autorités locales. Il était par conséquent essentiel que l'accord du 11 juillet fût suivi sans obstruction de la part de Nankin. Le fait que le commandant militaire chinois en Chine du Nord avait autorisé son armée à passer la ligne Ho-Umedzu constituait une indication du fait qu'il cherchait des problèmes.²⁷

Il existait un autre facteur dans cette lourde équation en Extrême-Orient. Les Communistes poussaient de toute évidence vers un affrontement entre les armées nationalistes et les Japonais. Le 16 juillet, le conseiller de l'ambassade du Japon à Nankin (Hidaka) se plaignit auprès du ministère chinois des affaires étrangères de ce qu'« un élément de danger supplémentaire et très important avait été injecté dans la situation

24. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 15 juillet 1937. 793.94/8781, MS, Department of State.

25. De M. Peck au secrétaire Hull, Nankin, 15 juillet 1937. 793.94/8788, MS, Department of State.

26. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 16 juillet 1937. 793.94/8789, MS, Department of State.

27. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 20 juillet 1937. 793.94/8863, MS, Department of State.

par les Communistes (il fit comprendre qu'il s'agissait du Comintern et du gouvernement soviétique) qui "essayaient d'envenimer les problèmes entre la Chine et le Japon." » Hidaka fit également savoir qu'« un dirigeant chinois haut-placé » lui avait affirmé que le « gouvernement chinois avait intercepté des télégrammes en provenance de Moscou et à destination d'agents en Chine, qui révélaient leurs activités. »²⁸

20.4 Le département d'État insiste sur une politique indépendante

À Londres, Anthony Eden se sentait de plus en plus préoccupé par les développements en cours en Extrême-Orient. Le 20 juillet, il eut une discussion avec l'ambassadeur Bingham et exprima l'opinion selon laquelle la « situation » en Chine du Nord « avait pris un lourd tournant vers le pire. » Il se sentait « à vide d'idées, [mais] affirma qu'il accueillerait toute suggestion de la part du gouvernement étasunien quant aux actions qui pourraient contribuer à l'apaisement. . . Il comprenait et soutenait pleinement la position du secrétaire d'État sur le fait que les lignes d'actions étasunienne et britannique suivissent des lignes parallèles, et il avait confiance en le fait qu'une action séparée de la part des deux gouvernements avec le même objectif porterait . . . un poids plus important que toute action menée par son seul gouvernement. »²⁹

Au soir du 20 juillet, Eden revint soudainement à son opinion précédente sur l'efficacité d'une action conjointe anglo-étasunienne, et l'on s'enquit auprès du département d'État de savoir si ce dernier accepterait cette approche.³⁰ Le secrétaire Hull répondit rapidement qu'il estimait que « la ligne d'action jusqu'ici suivie » par les deux gouvernements avait « été véritablement coopérative et qu'. . . [ils] devaient de nouveau, chacun à sa manière, insister auprès des gouvernements japonais et chinois sur l'importance de maintenir la paix. »³¹

Après que le département d'État eut fait passer cette information, le mot arriva de Chine que Tchang Kai-tchek avait indiqué à l'ambassadeur britannique à Nankin qu'il était prêt à tenir des négociations avec le gouvernement japonais, mais qu'il valait mieux que cette information parvînt à Tokyo par l'entremise d'une nation neutre avec de grands intérêts en Extrême-Orient. La Grande-Bretagne avait indiqué à Tchang que cette

28. De M. Peck au secrétaire Hull, Nankin, 17 juillet 1937. 793.94/8812, MS, Department of State.

29. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 20 juillet 1937. 793.94/8875, MS, Department of State.

30. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 21 juillet 1937. 793.94/8877, MS, Department of State.

31. Du secrétaire Hull à l'ambassade des États-Unis à Londres, 21 juillet 1937. 793.94/8920, MS, Department of State.

tâche ne pouvait être menée par aucun diplomate britannique.³² Tchang affirma ensuite à l'ambassadeur Johnson que « le gouvernement central de Chine, sur la base d'un désir de paix sincère, avait accédé aux demandes japonaises et avait levé son opposition à un règlement local de l'incident du pont Marco Polo... selon les lignes des trois points couverts par le règlement du 11 juillet. »³³

Cette disposition d'apparence pacifique de la part de Tchang Kaï-tchek était rassurante aux yeux de nombreuses personnes intéressées par les développements observés en Extrême-Orient, et leur optimisme crut encore davantage lorsqu'elles apprirent dans *Paris-Soir* cette déclaration de l'ambassadeur du Japon à Paris : « Je ne cherche rien de grave. Aux gens qui demandent si nous voulons entrer en guerre contre la Chine, je réponds simplement : "Nous ne sommes vraiment pas stupides à ce point." »³⁴

Mais le Japon pouvait être poussé à la guerre en passant par l'intransigeance chinoise. Le 27 juillet, la situation en Chine du Nord empira pour de bon. Selon les récits japonais, l'armée chinoise attaqua une force japonaise à Lanfang, puis tendit une embuscade à une force japonaise à la porte Sud-Ouest de Pékin.³⁵ Cette nouvelle amena le secrétaire Hull à envoyer des câbles aux ambassadeurs étasuniens à Pékin et à Tokyo afin de leur donner pour instruction d'« échanger immédiatement avec les ambassades britanniques et à leur discrétion, de mener des actions suivant des lignes parallèles aux actions britanniques visant à dissuader les autorités japonaises de poursuivre un plan d'opérations militaires susceptible de mettre en danger les vies de ressortissants étasuniens. »³⁶

M. Hornbeck n'était pas enclin à croire qu'une telle action pouvait s'avérer utile :

Il ne faudrait rien de moins qu'une indication claire de la part d'une ou plusieurs grandes Puissances étrangères, établissant sa disposition à projeter des forces dans l'équation, pour affecter de manière appréciable le jeu des forces qui est en cours sur le champ de bataille diplomatique et militaire sino-japonais... Nous nous sommes exprimés pour le compte de la paix et nous devrions probablement continuer de le faire... Lorsque nous nous exprimons, nous devrions prendre grand soin de ne dire que les choses tendant à pacifier et d'éviter

32. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Pékin, 23 juillet 1937. 793.94/8936, MS, Department of State.

33. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Nankin, 25 juillet 1937. 793.94/8980, MS, Department of State.

34. *Paris Soir*, 26 juillet 1937.

35. Mémoire d'une conversation entre M. Suma and M. Hornbeck, 27 juillet 1937. 793.94/9309, MS, Department of State.

36. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Bingham, 27 juillet 1937. 793.94/8993, MS, Department of State.

*de dire ces choses qui peuvent tendre à enflammer les parties
directement en conflit.*³⁷

L'ambassadeur Grew soutenait la politique de prudence suggérée par M. Hornbeck. Il ne « pensait pas qu'une action coopérative menée par les États-Unis et la Grande-Bretagne suivant des lignes plus vigoureuses que celles jusqu'alors tentées, ou en fait qu'une quelconque représentation diplomatique étrangère, pourrait affecter favorablement les développements. »³⁸

Le chargé d'affaires britannique à Tokyo était d'accord avec l'ambassadeur Grew sur ce sujet, mais à Londres, Anthony Eden ne partageait pas cet avis. Au cours d'une conversation avec l'ambassadeur Bingham, il suggéra que le « gouvernement des États-Unis et nous-mêmes devons avancer des propositions pour tenter de mettre fin à un blocage existant. »³⁹ Le même jour (28 juillet), à Tokyo, l'ambassadeur Grew et le chargé d'affaires britannique avaient mené des visites séparées au *Foreign Office* et avaient laissé des notes lourdes de sens soulignant l'importance, durant les opérations militaires, de prévoir des protections adéquates pour la vie et les propriétés des ressortissants étasuniens et britanniques.⁴⁰ Hirota avait prodigué à Grew des « assurances explicites » qu'aucun effort ne serait épargné pour protéger tous les intérêts étasuniens en Chine dans la région des hostilités. Quelques jours plus tard, il répéta sa déclaration : « Le Japon ne veut pas la guerre contre la Chine. Si l'armée centrale chinoise qui est montée jusqu'à la province de Hopeh se retire, les combats prendront fin. »⁴¹

Le secrétaire Hull s'intéressa au type de propositions que le secrétaire Eden désirait faire au Japon. Le 29 juillet, il transmit cette question à Eden, qui n'avait pas de réponse toute prête à cela. Le ministère français des affaires étrangères était tout aussi aride en idées. Lorsque Bullitt rendit une visite au Quai d'Orsay, Delbos refusa « de discuter de la position en Extrême-Orient. Il affirma qu'en réalité, la Chine était isolée, mais qu'il restait tout à fait opposé à ce qu'elle lançât un appel à la Société des Nations. La Société des Nations... avait aujourd'hui une fonctionnement cryptique, et le seul résultat d'un appel lancé par la Chine serait [que] ce fonctionnement cryptique se réduisît à l'ombre de lui-même... Il était favorable... à un appel par la Chine aux signataires du pacte des Neuf Puissances... Il était certain que pour le moment présent, l'Union

37. Mémoire produit par M. Hornbeck, 27 juillet 1937. 793.94/9080, MS, Department of State.

38. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 27 juillet 1937. 793.94/9007, MS, Department of State.

39. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 28 juillet 1937. 793.94/9043, MS, Department of State.

40. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 28 juillet 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 337-38.

41. Mémoire produit par l'ambassadeur Grew, 6 août 1937. *Ibid.*, pp. 338-39.

soviétique ne ferait rien pour venir en aide à la Chine. De fait, il venait de recevoir un télégramme de la part de l'ambassadeur de France à Nankin, affirmant que Tchang Kaï-tchek était furieux contre les Russes. Les Russes l'avaient amené à croire qu'ils allaient le soutenir, pour finir par lui dire qu'ils n'interviendraient pas. »⁴²

Après avoir persuadé Tchang Kaï-tchek de suivre une politique qui amènerait à la guerre contre le Japon, l'action suivante que mena la Russie fut de le trahir. Le 30 juillet, l'ambassadeur Bullitt discuta avec le représentant russe à Paris qui « exprima l'opinion selon laquelle son gouvernement ne ferait rien du tout pour porter assistance à la Chine dans le temps présent. »⁴³ Tchang se tourna alors vers les États-Unis. L'ambassadeur de Chine à Londres professa énergiquement la possibilité d'invoquer le Pacte des Neuf Puissances, mais envisagea rapidement l'idée que le gouvernement étasunien amenait la Grande-Bretagne à se tenir en retrait. Lorsque ce point de vue fut présenté à M. Hornbeck, des assurances furent immédiatement prodiguées selon lesquelles le département d'État avait été « en consultation constante » avec le *Foreign Office* britannique, et « ne négligeait rien » pouvant contribuer à régler la situation en Extrême-Orient.⁴⁴

En accord avec ces assurances, le département d'État continua d'attendre des suggestions de la part de Londres. Le 3 août, Vansittart rencontra l'ambassadeur Bingham et souligna fortement l'importance d'une offre de bons offices.⁴⁵ En réponse, le secrétaire Hull remarqua que les gouvernements britannique et étasunien avaient déjà réalisé des avances revenant à une proposition de médiation, mais que le gouvernement japonais avait « clairement indiqué qu'il n'est pas disposé à se montrer réceptif à ces approches... et ne tolérera pas d'ingérence de la part d'autres pays. » Mais en dépit de cette attitude passive, le département d'État avait envoyé une requête à l'ambassadeur Grew au sujet d'une nouvelle offre de médiation.⁴⁶ Grew rapporta qu'au vu de l'« extrême importance » de tout mettre en œuvre pour éviter la guerre, il ne pouvait pas « consciencieusement se prononcer contre une tentative finale de la part des gouvernements étasunien et britannique de proposer leurs bons offices. »⁴⁷

Le 6 août, une conférence fut tenue entre J.L. Dodds, le chargé d'affaires

42. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 30 juillet 1937. 793.94/9097, MS, Department of State.

43. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 30 juillet 1937. 793.94/9098-99, MS, Department of State.

44. Mémoire d'une conversation entre l'ambassadeur de Chine (C T. Wang) et M. Hornbeck, 31 juillet 1937. 793.94/9312, MS, Department of State.

45. De l'ambassadeur Bingham au secrétaire Hull, Londres, 3 août 1937. 793.94/9151, MS, Department of State.

46. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Bingham, 5 août 1937. 793.94/9141, MS, Department of State.

47. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 6 août 1937. 793.94/9216, MS, Department of State.

fares britannique à Tokyo et l'ambassadeur Grew, au sujet de la situation au Japon ; la conclusion en fut qu'une offre de médiation devait être envoyée aux gouvernements chinois et japonais. Les probabilités pour qu'elle fût acceptée étaient « faibles mais pas nécessairement désespérées. »⁴⁸ Grew pensait que l'offre au gouvernement japonais devait prendre la forme d'une « conversation orale, confidentielle, semi-informelle et exploratoire avec le ministre des affaires étrangères. » Le département d'État convint avec cette suggestion et lui donna l'autorisation, lorsque le chargé d'affaires britanniques serait prêt à agir, d'approcher le « ministre japonais des affaires étrangères suivant les lignes indiquées. »⁴⁹

Pendant que ces instructions étaient en partance pour Tokyo, l'ambassadeur Bullitt discuta avec H.H. Kung à Paris au sujet de la crise en Extrême-Orient. En réponse à une question au sujet des possibilités d'une guerre à grande échelle, Kung répondit que « le général Tchang désirait personnellement se battre, mais qu'il existait d'importantes oppositions au combat dans les cercles les plus influents de Nankin. » Kung ajouta alors sobrement : « Je crains qu'il [Tchang] ne se batte. » Au cours de la discussion concernant les finances de la Chine, Kung affirma qu'il « considérait comme de la plus haute importance que l'emprunt de 50 000 000 \$ au sujet duquel il avait parlé avec le président, Jesse Jones et Pierson pût être validé... Il avait discuté avec Maisky, l'ambassadeur soviétique à Londres, qui lui avait prodigué l'assurance que si les États-Unis, l'Angleterre et la France s'accordaient sur une protestation conjointe face à l'action du Japon et formulaient une offre de médiation, et si le Japon devait rejeter cette offre, l'Union soviétique entrerait en guerre aux côtés de la Chine. »⁵⁰

Il est évident que Tchang Kaï-tchek, sous l'impact des promesses continues formulées par la Russie au sujet d'une assistance armée, « désirait personnellement se battre. » Les chances étaient minces pour qu'une proposition de médiation pût être acceptée. Mais le département d'État n'en savait que fort peu sur la véritable situation à Nankin : la paix lui apparaissait comme à portée en organisant une conférence amicale. Le 10 août, Grew informa Hirota qu'il avait reçu pour instruction de présenter une « offre concrète de bons offices » d'une « manière informelle, confidentielle et exploratoire. » Si une réunion devait être arrangée entre « les plénipotentiaires japonais et chinois » en un lieu neutre approprié, il se pourrait qu'une formule de paix en sortît. Hirota exprima son appréciation de cette offre de médiation, mais ajouta que les négociations étaient en cours entre l'ambassadeur Kawagoe et M. Kao, du ministère chinois des affaires étrangères. La guerre pouvait peut-être « encore être évitée

48. Joseph C. Grew, *Ten Years in Japan* (New York, 1944), pp. 214-16.

49. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Bingham, 7 août 1937. 793.94/9217, MS, Department of State.

50. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 6 août 1937. 793.94/9220, MS, Department of State.

si Tchang Kai-tchek répondait avec une proposition pouvant tenir lieu de base de négociations. »⁵¹

L'espoir était mince pour que Tchang produisît une proposition de ce type. Le 12 août, l'ambassadeur Johnson rapporta qu'il avait été

*informé de source sûre que Chu Teh et Mao Tse Tung, les dirigeants militaires des armées communistes de Shensi, avaient rendu visite à Nankin au cours des quelques jours passés par suite d'une visite précédente menée par Chou En-lai, secrétaire général du régime communiste à Yennan, Shensi, et qu'un accord avait été conclu pour la coopération des armées communistes avec les armées gouvernementales contre les Japonais.*⁵²

20.5 L'action se déplace à Shanghai

Pendant que les diplomates parlaient, les armées japonaises avançaient en Mandchourie. Au 1^{er} août, Tientsin était tombée, et les troupes chinoises concentrées dans la région de Pékin avaient subi les bombardements lancés par l'aviation japonaise. L'armée japonaise occupa bientôt l'ensemble de la province de Hopeh, et le public étasunien fut choqué par les récits de viols et de pillages. Lorsque l'action se déplaça à Shanghai, des récits détaillés des brutalités japonaises furent produits, et firent impression de manière indélébile sur le secrétaire Hull. La ville ne tomba entre les mains des Japonais que le 9 novembre, et durant cette longue période d'activité militaire, de nombreux incidents éclatèrent qui perturbèrent le département d'État.

Avant que les combats lourds commencent dans la région de Shanghai, Sumner Welles soumit au secrétaire Hull un mémorandum soulignant l'opinion selon laquelle le Japon ne pourrait « ni être dissuadé de se battre contre la Chine par des considérations financières, ni, si les deux pays se battent, se trouver paralysé et contraint de sacrifier son objectif par conséquence d'un épuisement financier. »⁵³

Le même jour, M. Hornbeck soumit un mémorandum ayant spécifiquement trait à Shanghai. Il pensait que le secrétaire d'État pourrait « raisonnablement suggérer, et même exhorter le gouvernement chinois à retirer l'armée qu'il avait apparemment introduite. . . dans les régions aux alentours de Shanghai tombant dans ladite "zone démilitarisée" établie par l'accord de 1932 entre Japonais et Chinois. . . Nonobstant les raisons et les

51. Mémorandum produit par l'ambassadeur Grew, 10 août 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 339-41.

52. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Nankin, 12 août 1937. 793.94/9297, MS, Department of State.

53. Mémorandum produit par Sumner Welles pour le secrétaire Hull, 10 août 1937. 793.94/9487, MS, Department of State.

droits cette armée [chinoise] n'est pas nécessaire sur place pour des raisons de maintien de l'ordre ; . . . elle tient lieu d'irritant pour les Japonais. » ⁵⁴

Lorsque les marins japonais mirent pied à Shanghai le 11 août, cette question de la « zone démilitarisée » fut immédiatement soulevée. Mais le maire chinois de la ville affirma que lui-même et le commandant de la garnison locale ne disposaient d'« aucun contrôle sur l'armée de la 88^{ème} division arrivant sur la zone. » Leur commandant se trouvait « quelque part à l'arrière. » ⁵⁵ Le 13 août, d'importants renforts japonais arrivèrent à Shanghai, et au cours des dix jours qui suivirent les combats furent intenses, et donnèrent lieu à d'importantes pertes humaines. Les inévitables « incidents » se produisaient à présent. Le 14 août, le commandant en chef de la flotte asiatique des États-Unis envoya un télégramme à l'ambassadeur des États-Unis à Nankin pour lui demander de manifester « une vigoureuse protestation auprès du gouvernement chinois après le bombardement de vaisseaux étasuniens à Shanghai par des avions chinois. Deux bombes étaient tombées à moins de vingt mètres de l'*Augusta*. . . Si de nouveaux bombardements se produisent, les navires des États-Unis feront usage de batteries anti-aériennes pour leur défense. » ⁵⁶ Ce télégramme fut soutenu par un message envoyé par le consul général Gauss au secrétaire Hull : « Le bombardement répété et de plus en plus intense réalisé par des avions chinois se poursuit. Plusieurs bombes sont tombées dans la zone de refuge étrangère aux abords du rivage. . . Les avions chinois ne respectent pas l'Accord ni la zone de refuge. J'exhorte à des représentations des plus fortes auprès du Generalissimo. » ⁵⁷ Le 15 août, le président du conseil municipal de Shanghai envoya un message urgent au « consul général de Norvège et consul senior » pour lui demander de transmettre « aux autorités chinoises les protestations les plus solennelles contre le bombardement tragique et impardonnable d'hier d'une partie de la concession internationale, dont chacun savait qu'il n'était occupé par aucune force belligérante. » ⁵⁸ Trois jours plus tard, le consul général Gauss informa le secrétaire Hull qu'« en dépit du fait que les Chinois ont été informés officiellement que des ravitailleurs transportant femmes et enfants allaient quitter Shanghai à une heure établie dans la journée d'hier, des avions chinois sont apparus au-dessus de la zone précisément à l'heure du départ, ce qui a amené les Japonais à déclencher des tirs anti-aériens jusqu'à ce

54. Mémoire de M. Hornbeck à destination du secrétaire Hull, 12 août 1937. 793.94/9940, MS, Department of State.

55. Du Consul Général Gauss au secrétaire Hull, Shanghai, 12 août 1937. 793.94/9305, MS, Department of State.

56. Du commandant en chef de la flotte asiatique des États-Unis à l'ambassade des États-Unis à Nankin, 13 août 1937. FW 793.94/9351, MS, Department of State.

57. Du consul général Gauss au secrétaire Hull, Shanghai, 14 août 1937. 793.94/9348, MS, Department of State.

58. De C. S. Franklin, président du conseil municipal de Shanghai au consul général de Norvège, 15 août 1937. 793.94/10595, MS, Department of State.

que les avions chinois dussent faire demi-tour. »⁵⁹

Pour mettre fin à ce désordre et établir un chemin vers la paix, le chargé d'affaires britannique (le 21 août) présenta une proposition au ministère japonais des affaires étrangères, prévoyant que si les deux gouvernements chinois et japonais s'accordaient pour retirer leurs forces armées de la région de Shanghai et acceptaient que la protection des ressortissants japonais au sein de la concession internationale fût assurée par des autorités étrangères, le gouvernement de Sa Majesté serait « prêt à assumer cette responsabilité si les autres Puissances les rallient dans cette tâche. »⁶⁰ Le ministère japonais des affaires étrangères n'accepta pas cette suggestion. Lorsque le secrétaire Hull entendit l'ambassadeur Grew parler de ce sujet, il informa le *Foreign Office* britannique qu'il n'était pas utile que le département d'État soutînt la proposition britannique.⁶¹

Alors que le conflit entre Chinois et Japonais se poursuivait, les avions chinois ne semblaient pas en mesure d'éviter de bombarder les navires étasuniens. C'étaient jusqu'aux batteries côtières chinoises qui tiraient sans s'inquiéter de leurs cibles. Au soir du 20 août, un projectile explosa sur le pont de croiseur étasunien *Augusta*, tuant un marin et en blessant dix-huit autres.⁶² Trois jours plus tard, deux « bombes aériennes, » dont on pensa qu'elles étaient d'« origine chinoise, » furent lâchées sur la concession internationale, blessant grièvement un ressortissant étasunien.⁶³ Mais le secrétaire Hull s'intéressait bien plus aux rapports de bombardements japonais sur Nankin qu'au bombardement chinois de la concession internationale de Shanghai. Le 1^{er} septembre, l'ambassadeur Grew se présenta au ministère des affaires étrangères pour établir une plainte contre les opérations de bombardement japonais « dans diverses zones de la Chine. » Hirota répondit qu'« il était de l'intention des forces japonaises en Chine d'attaquer uniquement les établissements militaires, mais que des erreurs restaient malheureusement inévitables. » Il signala ensuite à M. Grew la situation désordonnée à Tsingtao depuis le départ des ressortissants japonais. Il pensait qu'il pourrait être opportun que les Puissances « fissent représentation à Nankin » au sujet de cette situation. Passant au sujet des relations sino-soviétiques, il remarqua que la conclusion récente d'un pacte entre la Chine et la Russie pouvait produire des résultats regrettables. Il existait un « grave danger que les Communistes prissent le contrôle en Chine. » La menace communiste était « très réelle », car leur véritable

59. Du consul général Gauss au secrétaire Hull, Shanghai, 18 août 1937. 793.94/9467, MS, Department of State.

60. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 18 août 1937. 793.94/9470, MS, Department of State.

61. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Grew, 19 août 1937. 793.94/9470, MS, Department of State.

62. Du consul général Gauss au secrétaire Hull, Shanghai, 21 août 1937. 793.94/9565, MS, Department of State.

63. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Nankin, 27 août 1937. 793.94/9746, MS, Department of State.

objectif était « de s'emparer en fin de compte du contrôle total du gouvernement et du pays. » Au sujet de la paix en Extrême-Orient, les Chinois pouvaient l'avoir à trois conditions : (1) de bonnes relations avec la Mandchourie ; (2) le retrait de l'armée chinoise de Chine du Nord ; (3) la cessation en Chine des activités et de la propagande anti-japonaises.⁶⁴

La menace communiste en Chine ne préoccupait guère le secrétaire Hull. Il était désormais totalement enfiévré par les rapports évoquant des bombardements japonais indiscriminés en Chine. Au cours d'une longue séance d'instructions données à l'ambassadeur Grew, il exprima très clairement sa pensée. Il lui apparaissait que la non-réaction japonaise aux protestations étasuniennes contre les bombardements montrait que le gouvernement japonais n'accordait guère de valeur aux tentatives étasuniennes « de cultiver la bonne volonté, la confiance et la stabilité en général. » Si le gouvernement japonais suivait simplement les hauts principes énoncés par le gouvernement étasunien le 16 juillet, la situation en Extrême-Orient s'améliorerait sans doute. Alors que le gouvernement étasunien avait tâché de suivre une « trajectoire absolument impartiale » durant la crise en cours en Chine, les actions des forces armées japonaises avaient choqué l'opinion étasunienne. Il serait opportun de la part du gouvernement japonais de garder à l'esprit que sa trajectoire en Chine était considérée aux États-Unis avec le même degré de désapprobation qu'elle avait suscitée en Grande-Bretagne. L'opinion publique étasunienne « a été outragée par les méthodes et la stratégie employées par les combattants, en particulier l'armée japonaise, et s'est peu à peu faite de plus en plus critique envers le Japon. » Il était grand temps que le gouvernement japonais accordât de l'attention aux principes si souvent exprimés par le département d'État.⁶⁵

Il est évident que la déclaration de principes étasuniens produite par le secrétaire Hull le 16 juillet était une bombe verbale dirigée contre le Japon. Toute mention d'une « trajectoire absolument impartiale » vis-à-vis de la Chine et du Japon durant la crise du mois de juillet relevait de la pure ânerie diplomatique qu'aucun dirigeant sérieux ne prit au sérieux. Hull était catégoriquement antagoniste au Japon, et sa déclaration du 16 juillet constitua un prélude au discours de la quarantaine prononcé le 5 octobre par le président.

64. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 1^{er} septembre 1937. 793.94/9835 ; mémorandum produit par l'ambassadeur Grew, 1^{er} septembre 1937. 793.94/10157, MS, Department of State.

65. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Grew, 2 septembre 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 361-64.

20.6 Les appels à la Société des Nations lancés par la Chine

Le 16 juillet, alors que le secrétaire Hull faisait montre d'une expression tranchée des principes de la conduite internationale dont les États-Unis se faisaient l'avocat, le gouvernement chinois produisit un appel aux signataires du Traité des Neuf Puissances contre l'« agression » japonaise en Chine du Nord.⁶⁶ Les gouvernements étasunien et britannique avaient tenté de pratiquer la médiation dans ce conflit entre la Chine et le Japon, mais le gouvernement japonais n'avait pas accepté ces offres de bon offices. Lorsque les combats éclatèrent dans la région de Shanghai, les besoins de médiation se firent plus aigus, mais rien ne fut accompli par les signataires du pacte des Neuf Puissances. Le 12 août, l'ambassadeur de Chine (C.T. Wang) discuta avec M. Hornbeck au sujet de l'invocation du Traité des Neuf Puissances. Hornbeck lui répondit immédiatement que l'Article 7 de ce traité ne contenait aucune directive spécifiant « quelles actions, si action il y a, doit être prise au cas où une ou plusieurs Puissances signataires ne respectent pas les promesses prises par elles dans le traité. » L'ambassadeur affirma alors humblement que ce qu'il désirait savoir était « les lignes d'action qui étaient discutées dans le cadre des consultations entre les gouvernements étasunien, britannique et français. » Il ne fut pas éclairé par M. Hornbeck à ce sujet, et la conversation prit fin.⁶⁷

Le 20 août, l'ambassadeur de Chine eut une autre conversation avec M. Hornbeck qui, à cette occasion, était accompagné du secrétaire Hull. Lorsque l'ambassadeur s'enquit de l'invocation du pacte des Neuf Puissances, le secrétaire Hull marmonna des généralités et lui indiqua de poser la question à M. Hornbeck. Ce dernier se montra tout aussi vague. Il se demandait « quels effets concrets le gouvernement chinois estimerait pouvoir découler de l'action qu'il suggérerait. » L'ambassadeur répondit qu'« un effet, au début, pourrait résider dans l'incidence morale. » La conversation ne progressa pas, et se termina bientôt, sur un échange entre l'ambassadeur et le secrétaire Hull d'« expression de sollicitude sérieuse au sujet de la gravité de la situation. »⁶⁸ Le lendemain, M. Hornbeck envoya un mémorandum au secrétaire Hull déconseillant « tout engagement » en matière de prise d'initiative dans le cadre d'une invocation du pacte des Neuf Puissances.⁶⁹

En Grande-Bretagne, le *Foreign Office* se montrait plus réceptif aux

66. *New York Times*, 17 juillet 1937.

67. Mémorandum produit par Mr. Hornbeck au sujet d'une conversation avec l'ambassadeur de Chine, 12 août 1937. 793.94/9649, MS, Department of State.

68. Mémorandum produit par M. Hornbeck suite à une conversation entre le secrétaire Hull, l'ambassadeur de Chine, et M. Hornbeck, 20 août 1937. 793.94/9752, MS, Department of State.

69. Mémorandum produit par M. Hornbeck sur la situation en Extrême-Orient, 21 août 1937. 793.94/9938, MS, Department of State.

pressions exercées en faveur d'une politique positive en Extrême-Orient. Le 26 août, le *London Times* se plaignit de ce que la situation était difficile, mais indiqua qu'elle pouvait trouver une solution au travers d'une étroite coopération anglo-étasunienne. Cette affirmation perturba l'ambassade des États-Unis à Londres. Les nerfs sensibles étasuniens furent calmés par une note en provenance du *Foreign Office* critiquant le paragraphe publié par le *London Times* comme exemple de « journalisme irresponsable. »⁷⁰

Le *Foreign Office* britannique manifestait désormais un esprit de douce raison. Au cours d'une conversation avec l'un des représentants de la Chine à Londres, M. Eden remarqua que le « gouvernement britannique était prêt à soutenir toute ligne d'action que le gouvernement étasunien pourrait décider d'adopter. » Lorsque cette observation fut portée à la connaissance du secrétaire Hull par l'ambassadeur de Chine à Washington, elle amena avec elle la question inévitable : l'ambassadeur pensait-il « que toute ligne d'action n'impliquant pas la force serait efficace ? » L'ambassadeur reconnut qu'« il pensait que pour l'efficacité, la force serait essentielle. »⁷¹ Cette réponse franche révélait la difficulté fondamentale à assurer toute invocation du pacte des Neuf Puissances. Les nations signataires n'étaient pas prêtes à apporter la force qui serait essentielle pour toute action menée contre le Japon.

Ces difficultés pour assurer une invocation du pacte des Neuf Puissances amenèrent le gouvernement chinois à se tourner vers la Société des Nations. Le 30 août, une note fut adressée à M. Joseph Avenol, secrétaire général de la Société des Nations, passant en revue les incidents en lien avec l'affrontement du pont Marco Polo entre les forces armées chinoises et japonaises. Il était ensuite demandé à M. Avenol de communiquer cette déclaration aux membres de la Société des Nations et au Comité consultatif établi selon la résolution du 24 février 1933.⁷²

Cette action de la part du gouvernement chinois incita le *Foreign Office* britannique à s'enquérir de savoir si les États-Unis envisageaient d'« être représentés à Genève d'une manière ou d'une autre » au cas où la Société des Nations accorderait une audition suite à l'appel de la Chine.⁷³ Le secrétaire Hull répondit que les États-Unis pourraient être représentés au Comité consultatif si la Société des Nations décidait que celui-ci était encore en existence.⁷⁴

70. De Johnson au secrétaire Hull, Londres, 26 août 1937. 793.94/9711, MS, Department of State.

71. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull, l'ambassadeur de Chine, et M. Hornbeck, 28 août 1937. 793.94/9831, MS, Department of State.

72. De Hoo Chi-tsai à M. Joseph Avenol, Genève, 30 août 1937. 793.94/9951, MS, Department of State.

73. Aide-mémoire de l'ambassade britannique, 31 août 1937. 793.94/9941, MS, Department of State.

74. Du secrétaire Hull au consul étasunien à Genève, 3 septembre 1937. 793.94/9941, MS, Department of State.

Pendant que le ministère chinois des affaires étrangères procédait aux préparations pour lancer un appel formel à la Société des Nations, Tchang Kaï-tchek eut une longue conversation avec l'ambassadeur Johnson. Il fit remarquer qu'il était « perplexe quant à la politique étasunienne vis-à-vis de la situation actuelle en Extrême-Orient, surtout pour ce qui concerne le refus [étasunien] de nous associer avec la Grande-Bretagne pour essayer de contenir le Japon. » Il mit en question le terme « parallèle » et « demanda pourquoi nous n'avions pas voulu mener une action conjointe avec les Britanniques. » Johnson lui répondit que le département d'État « préférait agir en consultation » avec la Grande-Bretagne, et en cas « d'accord, de manière indépendante. » Il énonça également n'avoir pas été conscient de « la moindre différence d'opinion ou d'objectif entre les deux gouvernements. » ⁷⁵

La plainte qui fut ensuite formulée à l'encontre de l'indifférence apparente des États-Unis envers la cause de la Chine provint de Madame Tchang Kaï-tchek. Elle se sentait offensée de ce que le gouvernement étasunien avait refusé « des passeports aux instructeurs en aviation que le gouvernement chinois avait invités à venir en Chine avant même le début du présent conflit. » Elle espérait que les États-Unis se montreraient véritablement « neutres dans cette affaire et ne mettraient pas de bâtons dans les roues de la Chine qui se bat pour sa pure et simple existence. » ⁷⁶ Le secrétaire Hull répondit sur le champ qu'il existait un fort sentiment aux États-Unis que les ressortissants de ce pays « ne devraient pas prendre part ou s'impliquer dans des combats pouvant se dérouler dans tout pays étranger. » On tenait pour opinion que cela était « irrespectueux envers le pays étranger où se déroulent les combats. » L'attitude du gouvernement « doit être accordée avec les opinions du peuple étasunien. » ⁷⁷

Le département d'État était plus coopératif eu égard aux actions en concert avec la Société des Nations. Le 12 septembre, la Chine soumit un appel formel à la Société des Nations au titre des articles 10, 11 et 17 de la Charte. Cet appel fut transmis au Comité consultatif pour l'Extrême-Orient. Le gouvernement étasunien fut invité à désigner un représentant au sein de ce comité, et le 20 septembre, cette invitation fut acceptée, et [Leland Harrison](#) fut nommé pour siéger au sein du Conseil, sans droit de vote. M. Harrison était également le représentant des États-Unis auprès de la Suisse. Dans ses communications avec le Secrétaire-Général de la Société des Nations, le département d'État souligna le fait que le gouvernement étasunien ne prendrait pas sur « lui ces responsabilités incombant aux membres de la Société des Nations qui découlent du fait de leur adhésion. »

75. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Nankin, 1^{er} septembre 1937. 793.94/9862, MS, Department of State.

76. De l'ambassadeur Johnson au secrétaire Hull, Nankin, 1^{er} septembre 1937. 793.94/9873, MS, Department of State.

77. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Johnson, 7 septembre 1937. 793.94/9922, MS, Department of State.

Il serait cependant prêt à « accorder un examen soigné aux propositions concrètes que la Société des Nations peut lui envoyer. »⁷⁸

Le 5 octobre, le Comité consultatif pour l'Extrême-Orient adopta deux rapports et les exposa à l'Assemblée de la Société des Nations. Le premier de ces rapports passait en revue la situation en Extrême-Orient, et concluait que les « opérations militaires menées par le Japon contre la Chine par voies de terre, de mer et d'air » ne pouvaient se justifier « ni sur la base d'instruments légaux en existence, ni sur le droit à l'auto-défense. » Il était évident que ces opérations se déroulaient « en contravention avec les obligations du Japon » selon le Pacte des Neuf Puissances et selon le Pacte de Paris.⁷⁹

20.7 Le président Roosevelt propose une quarantaine

Il ne fait aucun doute sur le fait que l'action rapide du Comité consultatif pour l'Extrême-Orient fut déclenchée par l'idée que le gouvernement étasunien allait soutenir une politique de dénonciation acerbe des opérations militaires japonaises en Chine. À Genève, on avait compris depuis longtemps que les États-Unis considéraient le Japon avec une froideur croissante. L'affirmation par Hull des principes de conduite internationale, le 16 juillet, avait provoqué au cours du mois des réponses favorables de la part de plus cinquante nations. On encerclait le Japon d'un cordon sanitaire moral. En outre, il existait quelques points de friction qui se développèrent entre le Japon et les États-Unis en résultat du conflit en Chine. Le 25 août, le gouvernement japonais annonça un blocus de la côte de la Chine en partant de Shanghai au Sud ; dix jours plus tard, le blocus était étendu à l'ensemble de la côte chinoise. Bien qu'il se limitât à la navigation chinoise, le Japon se réservait le droit d'arrêter les navires marchands d'autres nations afin de vérifier leur identité.⁸⁰ Dans la mesure où le Japon n'avait pas déclaré la guerre à la Chine, ce blocus n'était pas légal dans son application aux vaisseaux étasuniens, et le secrétaire Hull donna pour instruction au consul-général des États-Unis à Shanghai qu'il n'était pas nécessaire de donner « un assentiment affirmatif aux mesures qui peuvent être adoptées par les autorités maritimes japonaises dans le cadre de l'application de leur blocus. » Les vaisseaux étasuniens devaient montrer « aux autorités maritimes japonaises des preuves de nationalité, mais n'autoriser d'autres investigations qu'en émettant des protestations explicites. »⁸¹

78. Département d'État, Communiqué de presse, 21 septembre 1937.

79. Journal officiel de la Société des Nations, Supplément spécial N°. 177, pp. 37-42.

80. Département d'État, Communiqué de presse, 10 septembre 1937.

81. Du secrétaire Hull au consul-général étasunien à Shanghai, 22 septembre 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 371-72.

Cette situation dangereuse en Extrême-Orient préoccupait fortement l'ambassadeur Grew. Il était particulièrement soucieux d'éviter toute rupture avec le Japon. Dans une longue dépêche envoyée au secrétaire Hull, il exprima franchement son opinion sur la meilleure politique à poursuivre du point de vue étasunien. Jusqu'alors, le département d'État avait fait montre d'une attitude d'impartialité dans ses relations avec la Chine et le Japon. Il espérait ardemment que cette attitude serait maintenue. Il estimait qu'il était important de poursuivre une ligne d'action concertée avec la Grande-Bretagne, mais cette méthode n'en présentait pas moins certaines limites. Les méthodes britanniques n'étaient pas « toujours calculées au mieux pour parvenir aux résultats désirés. » Il se manifestait parfois « une incompétence dans leurs méthodes, et surtout dans le ton, le langage et l'agenda de leurs communications officielles. » Il pensait que le département d'État devrait viser à « éviter de sacrifier inutilement nos relations présentes » avec le Japon. Il n'y avait rien à gagner à entraver « les intérêts futurs [des États-Unis], et peut-être notre propre utilité à œuvrer pour la paix en créant au sein du peuple japonais un antagonisme renouvelé contre les États-Unis. »⁸²

Ce sentiment d'impartialité envers les belligérants en Extrême-Orient sembla colorer les opinions exprimées par le sous-secrétaire Sumner Welles dans une conversation tenue avec M. Oumansky, le chargé d'affaires soviétique. Le représentant russe montra rapidement sa profonde insatisfaction vis-à-vis de l'attitude prudente du département d'État dans le conflit en Chine. Il désirait savoir si le gouvernement étasunien comptait coopérer avec d'autres gouvernements en lien avec la possible imposition de « sanctions militaires ou économiques » contre le Japon. Welles répondit froidement à M. Oumansky que celui-ci semblait avoir « totalement mal compris le fondement-même de la ligne politique suivie par les États-Unis... consistant à ne se ranger du côté de personne dans le présent conflit. » Oumansky marmonna qu'une telle politique était « de nature très décourageante » et quitta en hâte le département d'État.⁸³

Mais cette attitude impartiale envers la Chine et le Japon fut totalement abandonnée par le président Roosevelt dans son allocution de Chicago du 5 octobre. Il était fermement favorable à une quarantaine contre les nations coupables d'agression.⁸⁴ Ses mots de critiques et d'avertissements étaient surtout dirigés contre le Japon, et leur effet fut aussi désastreux que Grew avait pu le craindre. Il s'agissait en réalité de propos musclés proférés à un haut niveau. Il s'inquiétait nettement plus des revers politiques intérieurs que des mouvements japonais en Mandchourie. Aux États-Unis, une récession économique avait mis à nu le fait que tout le

82. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 15 septembre 1937. 793.94/10697, MS, Department of State.

83. Mémoire produit par Sumner Welles d'une conversation avec M. Oumansky, le chargé d'affaires soviétique, 2 octobre 1937. 793.94/10630, MS, Department of State.

84. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 379-83.

battage des politiciens du *New Deal* avait fait résonner des notes très peu agréables dans les oreilles des travailleurs étasuniens qui avaient perdu leur emploi. Le journal personnel tenu par Morgenthau produit des preuves indiscutables de la profonde préoccupation ressentie par l'Administration du fait de la brèche béante qui s'était fait jour dans la structure économique de la nation.⁸⁵

À ces mauvaises nouvelles en provenance du front économique se joignaient les réactions hostiles de la presse après la nomination⁸⁶ du sénateur **Hugo Black** à la Cour Suprême. Au mois de septembre, on fit savoir que M. Black avait jadis appartenu au Ku Klux Klan. Désarmé, il s'enfuit en Europe, et le président Roosevelt jugea opportun de partir en toute hâte en voyage dans le *Far West*. Il était extrêmement avantageux pour lui de prononcer une allocution pouvant détourner l'attention du public loin des vastes effets de la récession économique, et de couvrir la trajectoire de l'habile Juge Black. Une dénonciation acerbe de l'avancée japonaise en Chine du Nord pouvait constituer une belle contre-mesure pour dévier la trajectoire de la colère populaire.

Le discours de la quarantaine du 5 octobre présentait de nombreuses connotations macabres, conçues pour faire peur au peuple étasunien. Il indiquait que de vastes portions du monde connaissaient un « règne de la terreur, » et que les « emblèmes et traditions qui ont marqué le progrès de la civilisation vers une situation de droit, d'ordre et de justice » se faisaient « balayer au loin. » « Peuples et nations innocents » se voyaient « cruellement sacrifiés à une soif de pouvoir et de suprématie » qui était « dépourvue de tout sens de la justice et de considération humaine. » Si cette mauvaise situation des affaires existait dans d'autres parties du monde, il était vain pour quiconque d'« imaginer que les États-Unis pourront y échapper, qu'ils puissent s'attendre à la pitié, que cet hémisphère occidental ne sera pas attaqué, et qu'il pourra continuer tranquillement et paisiblement à mener les éthiques et les arts de la civilisation. »

Les journaux d'obédience mondialiste bondirent pour soutenir le président. Le *New York Times* et le *World-Telegram* attaquèrent vivement les « irréalités de l'isolement, »⁸⁷ cependant que le *New York Daily* suggérait un blocus maritime anglo-étasunien de longue portée contre le Japon si cette nation devait surpasser la Chine et menacer les intérêts des puissances occidentales.⁸⁸

Certains journaux se faisaient avocats d'un boycott économique pour ramener le Japon à la raison. Le *Washington Post* exhortait à « la ces-

85. « The Morgenthau Diaries, » Collier's, CXX (4 octobre 1947), 20 ; *ibid.*, CXX (25 octobre 1947), 85.

86. La nomination de Black date du 18 août 1937 ; c'est le 4 octobre, veille du célèbre discours de Roosevelt, qu'il siégea à la Cour Suprême pour la première fois, après être entré dans les locaux par les sous-sols, NdT

87. 6, 8 octobre 1937.

88. 3, 7 octobre 1937.

sation immédiate [par les États-Unis] de tout achat de marchandises japonaises, »⁸⁹ et cette opinion était fermement secondée par le *Washington Evening Star*⁹⁰ et le *Rochester Democrat and Chronicle*.⁹¹ L'*Atlanta Constitution* exprimait l'opinion empathique selon laquelle « les nations malades de la guerre doivent être soumises à quarantaine, »⁹² et le *Birmingham News*⁹³ ainsi que le *Raleigh News and Observer*⁹⁴ chantaient le même refrain. Dans le Middle West, le *Chicago Daily News*,⁹⁵ le *St. Louis Globe-Democrat*,⁹⁶ et le Cincinnati *Enquirer*⁹⁷ exprimaient un accord avec les « principes généraux » de l'allocution du président. Sur la côte Pacifique, le *San Francisco Chronicle*,⁹⁸ le *Los Angeles Times*,⁹⁹ et le *Portland Morning Oregonian*¹⁰⁰ adoptaient une attitude favorable.

Mais il se trouvait une vaste légion de journaux pour rejeter toute idée de sanctions économiques contre le Japon. Une telle action allait déboucher sur la guerre. Le *new York Herald-Tribune* estimait que le discours du président avait été fondé sur les « mêmes sables de confusion, d'émotion et de vœux pieux que ceux qui avaient tragiquement englouti la grande vision de M. Wilson. »¹⁰¹ Le *New York Times* avertissait le président : l'opinion publique étasunienne n'allait pas approuver une politique consistant à « tirer les marrons du feu par quelque association de nations étrangères. »¹⁰² Le *Boston Herald* déclarait avec audace que « les Étasuniens ne doivent pas s'embarquer dans une nouvelle tentative coûteuse de réformer le monde, »¹⁰³ cependant que même l'obstinément démocrate *Boston Post* protestait par ce cri : « Il [le président] doit savoir que le peuple étasunien n'est pas d'humeur à lancer une croisade. »¹⁰⁴

Le *Chicago Tribune* se montrait ouvertement hostile à toute menace de boycott contre le Japon. Des sanctions économiques amèneraient les États-Unis sur la voie de la guerre.¹⁰⁵ Le *Detroit Tree Press* énonçait l'opinion selon laquelle il n'existait aucune « raison appropriée pour des remarques qui étaient évangélistes plutôt que dignes d'un chef d'État, et étaient manifestement conçues pour attiser des émotions plutôt que pour

89. 8 octobre 1937.

90. 6, 7 octobre 1937.

91. 6 octobre 1937.

92. 7 octobre 1937.

93. 6, 11 octobre 1937.

94. 6, 8 octobre 1937.

95. 6, 8 octobre 1937.

96. 15 octobre 1937.

97. 7, 8 octobre 1937.

98. 6 octobre 1937.

99. 6, 7 octobre 1937.

100. 6 octobre 1937.

101. 6, 8 octobre 1937.

102. 6, 7 octobre 1937.

103. 6, 7 octobre 1937.

104. 11 octobre 1937.

105. 6 octobre 1937.

provoquer une pensée raisonnée. »¹⁰⁶ Le *Milwaukee Journal* remarquait qu'un boycott était un « premier cousin de la guerre déclarée, »¹⁰⁷ et le *Spokane Spokesman-Review* avançait funestement que l'allocution du président de Chicago « s'apparentait à une déclaration de guerre. »¹⁰⁸

Les éditorialistes étaient divisés sur leurs opinions au sujet de l'allocution de Chicago. Boake Carter craignait que le président souffrît de la « maladie de la ferveur morale des réformes. »¹⁰⁹ Paul Mallon considérait l'allocution comme une manière rusée de détourner les attentions de la nomination malheureuse de Hugo Black à la Cour Suprême,¹¹⁰ cependant que le général Hugh S. Johnson s'inquiétait que les États-Unis pussent, comme en 1917, jouer le rôle du « cocu. »¹¹¹

De l'autre côté, David Lawrence saluait l'allocution comme le « discours que le monde entier avait attendu depuis plusieurs mois » ;¹¹² Dorothy Thompson était soulagée de pouvoir désormais envisager la fin de la « neutralité » étasunienne,¹¹³ et Walter Lippmann louait le président pour son appel au clairon tellement nécessaire afin que les démocraties résistent aux nations coupables d'agression.¹¹⁴

La presse catholique n'eut guère de louanges à faire sur le défi de Chicago prononcé par le président. *America* écrivit carrément que le « peuple des États-Unis est positivement opposé aux imbroglis étrangers »¹¹⁵ ; l'*Ave Maria* était empli de réticences,¹¹⁶ cependant que le Père Gillis, dans le *Catholic World*, critiquait vertement toute pression favorable à une intervention étasunienne en Extrême-Orient.¹¹⁷

Il est intéressant de noter que le *Christian Century*, qui reflétait le point de vue protestant, se montrait distinctement soupçonneux à l'encontre du discours de Chicago. En prévision de l'avenir, il avertissait que si les États-Unis entraient en guerre pour le compte de la Chine, le résultat en serait une victoire pour la Russie.¹¹⁸

Cet angle russe de la situation en Extrême-Orient fut clairement perçu

106. 7 octobre 1937.

107. 10 octobre 1937.

108. 6, 7 octobre 1937.

109. *Boston Daily Globe*, 8 octobre 1937.

110. *Boston Herald*, 8 octobre 1937.

111. *New York World-Telegram*, 6 octobre 1937.

112. *Chicago Daily News*, 7 octobre 1937.

113. *New York Herald-Tribune*, 10 octobre 1937.

114. *New York Herald-Tribune*, 16 octobre 1937.

115. 16 octobre 1937.

116. 23 octobre 1937, pp. 534-35.

117. Décembre 1937, pp. 257-65. Le 9 octobre 1937, le sénateur David I. Walsh écrivit une note au secrétaire Hull à laquelle il joignit un télégramme en provenance des Pères Maryknoll au Japon. Ils regrettaient profondément le « changement d'attitude récent vis-à-vis du problème sino-japonais, » et demandaient d'urgence son influence « vers un rétablissement de l'attitude passée de tolérance impartiale, en tant que politique la plus pragmatique. » 793.94/10546, MS, Department of State.

118. 20 octobre 1937, pp. 1287-88.

par de nombreux observateurs. Le 12 octobre, la division aux affaires de l'Extrême-Orient prépara un mémorandum à destination du secrétaire Hull. Au sujet de possibles sanctions économiques, le mémorandum posait la question de savoir si les États-Unis devraient prendre la tête d'un tel mouvement. Pour répondre à cette question, il fait la remarque : « On estime qu'endosser une telle position, pour n'importe quel pays, revient à mettre ce pays face à face avec un danger très concret... Il me semble [M. Hamilton, chef de la Division] que l'opinion publique aux États-Unis est fermement opposée à ce que les États-Unis endossent une position de dirigeant dans l'imposition de mesures restrictives dirigées contre le Japon. Qui plus est, il faudrait conserver à l'esprit que si des mesures restrictives devaient prendre la forme de "sanctions" économiques, les États-Unis seraient amenés à en assumer la charge la plus lourde.¹¹⁹... Si un programme pouvait être défini, pouvant accorder au Japon des perspectives raisonnables de sécurité économique, et pouvant mettre fin aux craintes japonaises du communisme et d'une attaque en provenance de l'Union soviétique, certains éléments fondamentaux de la situation responsable du programme impérialiste actuel du Japon pourraient être supprimés. »¹²⁰

Un message provint de Téhéran, confirmant les craintes croissantes du Japon à l'égard de la marée montante du bolchevisme en Chine. Le 14 octobre, le représentant étasunien à Téhéran eut une conversation avec le représentant japonais récemment arrivé, qui « prédit que le prochain chamboulement en Chine se déroulerait selon les lignes bolcheviques, et sentait que la grande tragédie de la situation présente était que l'Angleterre et les États-Unis poussaient de par leur attitude la Chine plus près de l'abysse. »¹²¹

Aucun doute n'existait au sujet des relations de plus en plus étroites entre les nationalistes chinois et les communistes sous Mao Tse-tung. En 1937, la Russie avait pratiquement détaché la Mongolie extérieure de la Chine, et les représentants chinois tâchaient de dissimuler ce fait en accentuant leurs attaques contre le Japon pour une expansion en Chine du Nord. Le 14 octobre, le secrétaire Hull eut une conversation avec l'ambassadeur de Chine (Dr. C.T. Wang). Il s'enquit « très confidentiellement au sujet de l'attitude de la Russie envers la Mongolie extérieure et au sujet d'observer de manière générale l'intégrité de la Chine. » L'ambassadeur eut soin de ne pas « entreprendre de prodiguer une opinion, sauf pour

119. Dans une lettre destinée à M. Hornbeck, M. Taneo Taketa, un représentant de la voie ferrée de la Mandchourie du Sud, indique les liens économiques étroits entre les États-Unis et le Japon. La voie ferrée de Mandchourie du Sud, à elle-seule, avait acheté « pour bien plus de 100 000 000 \$ d'équipements en provenance des États-Unis. » D'autres sociétés avaient procédé à des acquisitions pour des montants conséquents. 793.94/10708, MS, Department of State.

120. Mémorandum préparé par la Division aux affaires de l'Extrême-Orient, 12 octobre 1937. 793.94/10706, MS, Department of State.

121. De M. Engert au secrétaire Hull, Téhéran, 14 octobre 1937. 793.94/10660, MS, Department of State.

minimiser l'influence et l'attitude de la Russie eu égard à la Mongolie extérieure à l'époque, ajoutant que la Mongolie extérieure continue de se revendiquer comme une partie de la Chine, et d'assumer la souveraineté chinoise. » ¹²²

Face à une grande quantité d'informations disponibles au département d'État établissant le contrôle communiste sur la Mongolie extérieure, il n'est guère probable que le secrétaire Hull accordât beaucoup de crédit à cette observation de la part de l'ambassadeur de Chine. Pour autant, il est sans doute avéré que le secrétaire fermait les yeux sur l'avancée rapide des Rouges dans de nombreuses régions de la Chine, et qu'il ne comprenait certainement pas les implications du lien étroit reliant Tchang Kai-tchek et les armées communistes. Il existait un monde de vérité dans l'affirmation faite par le représentant japonais à Téhéran : « Le prochain chamboulement en Chine suivra les lignes bolcheviques. » Rares étaient ceux au sein du département d'État à comprendre la pertinence de cette prophétie ou à lui accorder une véritable considération. Depuis la reconnaissance de la Russie en 1933, le bolchevisme apparaissait aux yeux de nombreux Étasuniens comme un défi à notre ordre social plutôt que comme une menace militaire.

122. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur de Chine, 14 octobre 1937. 793.94/10791, MS, Department of State.

Chapitre 21

Le Japon propose une recherche conjointe de la paix mondiale, mais Hull refuse

21.1 L'Allemagne considère avec une insatisfaction évidente l'éclatement de la guerre entre la Chine et le Japon

L'éclatement de la guerre entre la Chine et le Japon souleva parmi les puissances occidentales la préoccupation profonde au sujet de leurs intérêts financiers en Extrême-Orient. Même l'Allemagne, dont la sphère d'influence dans la province de Shantung avait été perdue suite à la guerre mondiale, s'intéressait activement à la guerre non-déclarée qui se déroulait en Chine. Au sein d'un jeu d'instructions envoyées aux missions diplomatiques allemandes, le ministère des affaires étrangères souligna le fait qu'une politique de « stricte neutralité » devait être suivie. On désirait un règlement pacifique rapide des difficultés par souci des « intérêts économiques [allemands] en Extrême-Orient et au vu de notre politique anti-comintern. Une épreuve de force militaire entre la Chine et le Japon bénéficierait au gouvernement soviétique qui avait intérêt à impliquer le Japon en tout lieu et à l'affaiblir au travers d'opérations militaires. » ¹

L'ambassadeur des États-Unis à Rome rapporta que le point de vue officiel de l'Italie au sujet du conflit en Extrême-Orient était identique à celui du ministère allemand des affaires étrangères. La principale question à Rome avait trait à la préservation de la mission militaire italienne

1. Du ministère allemand des affaires étrangères aux diverses missions diplomatiques allemandes, 20 juillet 1937. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D (Washington, 1949), I, 733-34.

en Chine.² L'Allemagne disposait également d'une mission militaire en Chine, et y entretenait des intérêts économiques en expansion. Oskar Trautmann, l'ambassadeur d'Allemagne à Nankin, était fortement pro-chinois et regrettait profondément l'impact défavorable de l'éclatement de la guerre sur les aspirations commerciales allemandes. Il estimait que Tchang Kaï-tchek était déterminé à mener une « confrontation militaire » avec les Japonais, et considérait les perspectives de cet affrontement pour la Chine comme « pas du tout défavorables. » Il était essentiel que les dirigeants militaires allemands comme le maréchal *von Blomberg* comprissent qu'une victoire japonaise n'était « certaine » à aucun égard.³

Sous les pressions du Japon, l'Allemagne avait mis fin à la livraison d'armes à la Chine, mais hésitait sur le sujet du rappel de la mission militaire allemande de Nankin.⁴ Le ministère des affaires étrangères informa également le Japon du fait qu'il serait inutile de demander une invocation du pacte anti-comintern contre la Chine, « car le pacte n'a pas parmi ses objets de combattre le bolchevisme sur le territoire d'un pays tiers. »⁵ Le ministère des affaires étrangères envoya ensuite une longue instruction à l'ambassade à Tokyo. Des regrets étaient exprimés à l'idée de l'éclatement d'une guerre qui allait « empêcher la consolidation de la Chine » et par conséquent « poursuivre la propagation du communisme en Chine. » Qui plus est, on craignait qu'un tel conflit pût « jeter les Chinois dans les bras de la Russie. » Il était jugé malavisé pour le moment de rappeler la mission militaire allemande à Nankin. Ses membres se verraient sans doute remplacés par des conseillers russes, ce qui pourrait déboucher sur un « résultat indésirable pour les Japonais. »⁶

Le 28 juillet, l'ambassadeur du Japon à Berlin rendit visite au ministère des affaires étrangères pour déposer une plainte, selon laquelle « le Japon ressentait le manque d'une entente complète au sujet des réussites anti-communistes inhérentes à l'action japonaise contre la Chine. » Il pensait que le gouvernement allemand devait comprendre le fait que le Japon « accomplissait une tâche anti-communiste » qui apporterait d'importants bénéfices au Troisième Reich.⁷ Alors que l'ambassadeur s'échauffait dans sa dénonciation des activités communistes en Chine, Weizsäcker essaya l'expédient de « rire un peu » en réponse à certaines de ses remarques

2. De l'ambassadeur d'Allemagne à Rome (Hassell) au ministère allemand des affaires étrangères, 21 juillet 1937. Ibid., p. 735.

3. De l'ambassadeur d'Allemagne en Chine (Trautmann) au ministère allemand des affaires étrangères, 21 juillet 1937. Ibid., p. 736.

4. De l'ambassadeur d'Allemagne au Japon (Dirksen) au ministère allemand des affaires étrangères, 27 juillet 1937. Ibid., p. 740.

5. Du ministère allemand des affaires étrangères à l'ambassade d'Allemagne en Chine, 28 juillet 1937. Ibid., p. 742.

6. Du ministère allemand des affaires étrangères à l'ambassade d'Allemagne au Japon, 28 juillet 1937. Ibid., pp. 742-44.

7. Mémoire produit par Weizsäcker, ministère allemand des affaires étrangères, d'une conversation tenue avec l'ambassadeur du Japon, 28 juillet 1937. Ibid., pp. 744-45.

véhémentes. Mais ce recours à l'humour ne produisit aucune impression sur le diplomate nippon, qui continua d'insister sur l'idée que « derrière le gouvernement de Nankin se tient le communisme, » et que par conséquent il serait « dans l'intérêt de la paix générale de ne pas encourager le gouvernement de Nankin. » Cette insistance finit par déboucher sur l'émission d'instructions à destination de la mission militaire allemande en Chine afin de « ne pas prendre part dans les opérations militaires. »⁸

Le 31 juillet, le ministère allemand des affaires étrangères envoya des demandes pointues à ses ambassadeurs en Chine et au Japon au sujet de la véracité des rapports japonais selon lesquels l'activité communiste se trouvait derrière l'incident de Pékin. Trautmann répondit depuis Nankin que les affirmations japonaises relevaient de la pure propagande « à laquelle nul ne croit en Extrême-Orient. De l'autre côté, je considère comme tout à fait possible que la Chine soit poussée par l'action japonaise dans les bras de la Russie soviétique. »⁹

L'ambassadeur Dirksen répondit depuis Tokyo suivant une autre veine. Hirota l'avait informé qu'il disposait de « preuves irréfutables d'une activité communiste intensifiée en Chine de la part des communistes chinois ainsi que du Comintern et du gouvernement soviétique. »¹⁰ Quelques semaines plus tard, Dirksen indiqua que le ressentiment allait croissant au Japon au sujet du maintien de la mission militaire allemande de Nankin.¹¹

Ce fait était librement reconnu par le chef de la division Extrême-Orient du ministère allemand des affaires étrangères au cours d'une discussion avec le chargé d'affaires étasunien. L'angle anti-comintern était également discuté par ce dirigeant du bureau des affaires étrangères :

Je [Prentiss Gilbert] peux affirmer qu'il apparaît ici plutôt évident que l'Allemagne se trouve prise entre ses relations spéciales avec le Japon selon le traité anti-communiste et ses intérêts en Chine... Von Schmieden a affirmé que les Japonais menaient un grand effort de propagande au sujet de l'aide accordée par la Russie à la Chine, mais que cet effort visait principalement à influencer l'Allemagne, et que pour autant qu'il pouvait en juger, l'assistance matérielle russe était, si elle existait même, extrêmement limitée... Il a affirmé que l'éventualité la moins désirable était une victoire décisive japonaise ou chinoise. Entre ces deux possibilités, une victoire japonaise était davantage à craindre, car il estimait que le Japon, en un tel

8. Mémoire du ministère des affaires étrangères, 30 juillet 1937. Ibid., pp. 745-47.

9. De l'ambassadeur Trautmann au ministère allemand des affaires étrangères, Pékin, 1^{er} août 1937. Ibid., p. 748.

10. De Dirksen au ministère allemand des affaires étrangères, Tokyo, 3 août 1937. Ibid., pp. 748-49.

11. De Dirksen au ministère allemand des affaires étrangères, Tokyo, 23 août 1937. Ibid., pp. 754-55.

cas, agirait pour éliminer les intérêts occidentaux en Chine et plus généralement dans tout l'Extrême-Orient. . .

*L'attaché militaire m'informe, eu égard au maintien par l'Allemagne à Nankin d'un « bureau de l'attaché militaire », considéré comme riche d'une centaine d'officiers qui ont prodigué des conseils à Tchang Kai-tchek. . . L'attaché militaire japonais ici a récemment pris en charge avec le ministère de la guerre la question du retrait ou au moins de la réduction du nombre de ces officiers. . . Le ministère de la guerre a refusé en raison du fait que cela ne serait pas honorable, au vu des relations d'amitié de long terme qui ont existé entre le bureau de Nankin et Tchang Kai-tchek.*¹²

Le 28 août, Gilbert rapporta qu'il avait appris que la direction par intérim du bureau allemand des affaires étrangères s'était exprimée « avec vivacité au sujet de l'action et de la politique japonaise. » Il craignait que l'« emmêlement du Japon en Chine. . . soit infiniment prolongé » et pourrait par conséquent annuler « la valeur pour l'Allemagne de l'entente germano-japonaise au sujet de la Russie, qui recevait une forme d'expression apparente dans l'accord anti-communiste. »¹³

Mais nonobstant cette hostilité dans certains quartiers du bureau allemand des affaires étrangères au sujet de l'expansion japonaise en Chine du Nord, la politique du gouvernement allemand envers le Japon restait conciliante. En tirant avantage de ce geste d'amitié, le bureau japonais des affaires étrangères demanda le 22 septembre le rappel de Trautmann depuis Nankin. Lorsque von Neurath répondit vertement à l'ambassadeur japonais que Trautmann allait « rester à Nankin, »¹⁴ le Japon accepta calmement cette rebuffade. Le Japon était certain de pouvoir utiliser l'Allemagne pour faire progresser ses intérêts et pouvait s'offrir de passer outre des affronts occasionnels. Au mois de novembre 1937, il se tourna une fois de plus vers le bureau allemand des affaires étrangères et en fit usage pour lancer une offensive de paix. Les clauses de paix proposées à la Chine étaient considérées par Herr von Dirksen comme « très modérées »

12. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 26 août 1937. 793.94/9753, MS, Department of State.

13. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 28 août 1937. 793.94/9755, MS, Department of State.

14. Mémoire produit par le ministre allemand des affaires étrangères (von Neurath), 22 septembre 1937. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, I, p. 760.

et pouvaient être acceptées par Nankin « sans perdre la face. »¹⁵

Lorsque ces conditions furent connues de Tchang Kaï-tchek, il remarqua que le « gouvernement japonais serait balayé par la marée de l'opinion publique » s'il les acceptait.¹⁶ Le Generallissimo se déclara prêt à ouvrir des négociations de paix sur une base plus favorable, mais il insista pour que l'ensemble de la transaction fût tenu secret.¹⁷ L'espoir de réussite de ces négociations se fit plus mince après les réussites militaires japonaises en Chine du Nord. Qui plus est, il apparaissait désormais à Hitler que le Japon serait victorieux dans la lutte en Chine. Il se montrait favorable à ce résultat, car il estimait que « le communisme existait dans une mesure menaçante en Chine. » Mais au sein de nombreux cercles en Allemagne, on trouvait un net penchant pro-chinois. Le bureau des affaires étrangères, le ministère de l'économie, et le ministère de la guerre étaient connus pour leurs positions « pro-chinoises, ainsi qu'une majorité des éditeurs allemands. » Mais Ribbentrop était tout à fait pro-japonais et l'on trouvait de nombreux autres nazis occupant des postes importants pour soutenir ce point de vue.¹⁸

Ribbentrop et son cercle comptaient sur une suite de victoires japonaises en Chine du Nord, et leurs attentes s'avèrent justifiées. Alors que les armées japonaises poursuivaient leur avancée continue, les conditions de paix proposées à la Chine se faisaient de plus en plus rigides. Au mois de décembre, lorsque Mme Tchang Kaï-tchek lut les nouvelles conditions japonaises, elle fut empreinte de « la plus profonde consternation. »¹⁹ Ces conditions ne pouvaient être envisagées un seul instant. En fin de compte, le 16 janvier 1938, le ministère japonais des affaires étrangères déclara que son offensive de paix avait échoué et que toutes les négociations étaient

15. De l'ambassadeur allemand au Japon (Dirksen) au ministère allemand des affaires étrangères, 3 novembre 1937. Ibid., pp. 778-79. Les clauses de paix proposées à la Chine par le Japon étaient comme suit : (1) en Mongolie intérieure s'établirait un gouvernement autonome correspondant au statut de la Mongolie extérieure ; (2) en Chine du Nord, une zone démilitarisée serait créée le long de la frontière du Mandchouko jusqu'à un point au Sud de la ligne Pékin-Tientsin ; (3) à Shanghai, une zone démilitarisée serait établie plus étendue que celle déjà en place et placée sous le contrôle d'une force de police internationale ; (4) le gouvernement chinois allait mettre fin à sa politique anti-japonaise courante ; (5) la Chine et le Japon allaient mener une lutte commune contre le communisme ; (6) une réduction serait pratiquée des droits de douane sur les marchandises japonaises ; (7) en Chine, les droits des étrangers allaient recevoir une protection adéquate.

16. De l'ambassadeur d'Allemagne en Chine au ministère allemand des affaires étrangères, 3 décembre 1937. Ibid., pp. 787-89.

17. De l'ambassadeur d'Allemagne en Chine au ministère allemand des affaires étrangères, 3 décembre 1937. Ibid., pp. 787-89.

18. De Prentiss Gilbert au secrétaire Hull, Berlin, 20 octobre 1957. 793.94/10783, MS, Department of State.

19. De l'ambassadeur d'Allemagne en Chine au ministère allemand des affaires étrangères, 26 décembre 1937. *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, I, 809.

terminées.²⁰ La médiation allemande entre la Chine et le Japon avait constitué un échec total.

Le ministère allemand des affaires étrangères était désormais prêt à adopter une attitude davantage pro-japonaise. Les éléments les plus importants de ce programme de conciliation étaient :

1. La reconnaissance par l'Allemagne du Mandchouko
2. Le rappel des conseillers militaires allemands de Chine
3. L'arrêt de l'exportation vers la Chine de munitions de guerre.²¹

Les longs débats et les fervents plaidoyers de Trautmann à Nankin avaient échoué face au désir de Hitler de faire de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo une force dominante dans la politique mondiale.

21.2 La conférence infructueuse de Bruxelles, 3-24 novembre 1937

Alors que l'Allemagne essayait d'appliquer par la médiation une solution à l'impasse en Chine du Nord, la conférence de Bruxelles œuvrait dans le même sens. Le 5 octobre, le Comité consultatif pour l'Extrême-Orient suggéra que les signataires du traité des Neuf Puissances se rencontrassent en conférence pour décider d'une politique à suivre en lien avec le conflit en Chine.²² Le secrétaire Hull répliqua immédiatement en produisant une déclaration selon laquelle le gouvernement des États-Unis avait été « contraint à la conclusion que l'action du Japon en Chine est incohérente avec les principes qui devraient gouverner les relations entre nations, et est contraire aux closes du traité des Neuf Puissances... ainsi qu'à celles du pacte Kellogg-Briand. »²³ Le ministère japonais des affaires étrangères contra par une déclaration accusant la Chine de l'incident amenant à l'éclatement de la guerre non-déclarée. Le « développement sub-séquent de l'action militaire japonaise n'a constitué qu'une conséquence inévitable des opérations hostiles en Chine. »²⁴

Le 12 octobre, le président Roosevelt annonça que le gouvernement états-unien avait pour volonté de « prendre part à une conférence des parties du Traité des Neuf Puissances, » et trois jours plus tard, l'ambassadeur

20. De l'ambassadeur d'Allemagne au Japon au ministère allemand des affaires étrangères, 16 janvier 1938. Ibid., pp. 819-20.

21. Mémoire d'une conversation entre le ministre allemand des affaires étrangères et l'ambassadeur du Japon, Berlin, 20 mai 1938. Ibid., pp. 867-68.

22. Second rapport du sous-comité du Comité consultatif pour l'Extrême-Orient, adopté par le Comité le 5 octobre 1937. 793.94/10668, MS, Department of State.

23. Communiqué de presse émis par le département d'État, 6 octobre 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 396-97.

24. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, 9 octobre 1937. 793.94/10524, MS, Department of State.

Grew tâcha de persuader le ministre japonais des affaires étrangères (Hirota) d'accepter une invitation à cette proposition de conférence. Hirota répondit par la négative. Il estimait que cette rencontre des puissances allaient « déboucher principalement sur un renforcement de la Chine et prolonger la guerre plutôt que la raccourcir. »²⁵

Cette attitude négative de la part du Japon indiquait la véritable futilité de tenir une conférence en trait avec les problèmes de l'Extrême-Orient, mais on finit par choisir la Belgique pour héberger la réunion à Bruxelles. Les instructions envoyées à la délégation étasunienne indiquaient que l'objet de la conférence était d'« étudier des moyens pacifiques de hâter la fin du conflit regrettable » qui se déroulait en Extrême-Orient. Il fallait accorder une attention particulière « aux droits et intérêts des États-Unis selon le Traité des Neuf Puissances. » On soulignait le fait « que l'objectif premier de la politique étrangère de ce pays est la sécurité nationale. » Les délégués devaient constamment conserver à l'esprit « que l'opinion publique aux États-Unis a exprimé sa détermination empathique pour que les États-Unis restent hors de la guerre. »²⁶

La prudence qui perle de ces instructions fut probablement inspirée par le fait que l'on savait que le Japon n'était pas d'humeur à répondre aux pressions. Ce fait fut confirmé par une dépêche en provenance de Tokyo. L'ambassadeur Grew avertit le secrétaire Hull qu'au Japon, « toutes les classes du peuple estiment que la sécurité et l'existence future de la nation sont impliquées dans la situation présente, et qu'il ne peut être question de faire demi-tour, quelles que soient les pressions exercées par d'autres Puissances. »²⁷

Bien que la conférence n'eût aucun programme en vue d'exercer des pressions sur le Japon, elle n'hésita pas à déclarer que le « concept japonais des sujets et intérêts impliqués dans le conflit en question est absolument différent des concepts entretenus par les autres nations et gouvernements du monde. » Il apparaissait que des négociations directes entre la Chine et le Japon n'amèneraient à « aucune solution pouvant apporter une promesse de paix entre ces deux pays. » Par conséquent, dans la mesure où le conflit en Chine constituait la préoccupation de toutes les nations intéressées par la préservation de la paix mondiale, il relevait du devoir des signataires du Pacte des neuf Puissances de pratiquer une consultation pour trouver une formule pouvant mettre fin au conflit en Chine.²⁸

Norman H. Davis, qui dirigeait la délégation étasunienne à Bruxelles,

25. Mémoire produit par l'ambassadeur Grew, 15 octobre 1937. 793.94/11026, MS, Department of State.

26. Du secrétaire Hull à Norman H. Davis, 18 octobre 1937. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), pp. 389-90.

27. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 2 novembre 1937. 793.94/10946, MS, Department of State.

28. Déclaration adoptée par la conférence de Bruxelles, 15 novembre 1937. *Peace and War*, pp. 390-92.

avait pris un rôle tellement actif depuis que la conférence avait commencé que de nombreuses rumeurs circulaient, voulant que les États-Unis fussent les principaux responsables de la tenue de la conférence et de la préparation de son agenda. Le 16 novembre, le ministère japonais des affaires étrangères exprima à l'ambassadeur Grew sa grande préoccupation en raison du fait que le public japonais allait considérer les États-Unis comme « véritable dirigeant » des travaux de la conférence. Jusqu'à ce moment, l'opinion publique japonaise avait considéré la Grande-Bretagne comme pays ayant été « au premier-plan pour essayer de développer un front solide contre le Japon. » Il allait déplorer tout repositionnement de cette charge vers les États-Unis. « De bonnes relations avec les États-Unis » restaient le point cardinal de sa politique étrangère, et il était fortement préoccupé de crainte que les actes de la conférence de Bruxelles pussent mettre celle-ci en danger.²⁹

Lorsque Grew rapporta cette conversation au département d'État, il reçut pour instruction de la part du secrétaire Hull de présenter des informations supplémentaires à Hirota. Le 18 novembre, Grew se rendit au ministère des affaires étrangères et assura à Hirota que le gouvernement étasunien n'avait pas pris l'initiative d'assembler la conférence de Bruxelles. Il lut également la partie des instructions livrées par Hull faisant référence aux tentatives étasuniennes de maintenir et développer de bonnes relations entre le Japon et les États-Unis. À la conclusion de l'instruction, une appréhension se fit jour à l'idée que la situation en Extrême-Orient pût « abîmer ces relations. »³⁰

Il était évident que le département d'État se montrait inhabituellement prudent à ne pas offenser les sensibilités japonaises. Ceci fut confirmé par la déclaration adoptée par la conférence le 24 novembre. Cette déclaration mettait un fort accent sur certains principes de base : respect de la souveraineté des autres nations ; abstention de toute ingérence dans les affaires intérieures des autres nations ; et détermination à ne pas rechercher de domination politique ou économique sur elles. Après cette déclaration introductive, la déclaration exprimait ensuite la vision selon laquelle « dès lors que la force armée est employée au mépris de ces principes, l'ensemble de la structure des relations internationales... est perturbé. » Après avoir affirmé que la force ne pouvait pas apporter une « solution juste et durable » aux différends entre nations, la déclaration finissait sur l'affirmation qu'un règlement satisfaisant de la guerre en Extrême-Orient ne pourrait être accompli qu'au travers d'une consultation amicale entre

29. Mémoire produit par l'ambassadeur Grew, Tokyo, 16 novembre 1937. 793.94/11672, MS, Department of State.

30. Mémoire produit par l'ambassadeur Grew, Tokyo, 18 novembre 1937. Ibid.

les signataires du pacte des Neuf Puissances.³¹

Cette déclaration calme et non-explosive indiquait que les puissances n'étaient pas prêtes à appliquer quelque sanction que ce fût contre le Japon. Il ne s'agissait guère que d'une admonition pieuse exprimant un espoir de retenue de la part du Japon. On ne pensait pas à imposer cette limitation par une action collective.

21.3 L'incident du Panay

L'incident du Panay fut le résultat direct de l'offensive japonaise contre Nankin. Sur la fin du mois de novembre 1937, le ministère chinois des affaires étrangères fut déplacé à Hankow, et cela demanda un changement de résidence pour les représentants des puissances étrangères. Certains Étasuniens refusèrent de quitter Nankin, si bien que la canonnière *Panay* fut stationnée dans cette ville avec pour ordre de leur accorder la protection dont ils avaient besoin. Le 8 décembre, le consul-général japonais de Shanghai exhorta les consuls étrangers résidant dans la ville de demander à leurs ressortissants d'évacuer Nankin sans délai. Le lendemain matin, l'officier en charge de l'ambassade étasunienne envoya depuis le Panay une réponse par radio avisant les Japonais des noms de dix-huit ressortissants étasuniens qui avaient décidé de rester à Nankin.

Le 10 décembre, les Japonais lancèrent une forte offensive contre Nankin. Comme mesure de protection, la position du *Panay* fut transmise au consul-général japonais à Shanghai avec une demande « qu'il [la] notifie aux forces japonaises afin que ce navire ne soit pas mis en danger par leurs activités militaires. »³² Alors que l'offensive japonaise gagnait en amplitude, le 11 décembre, « des projectiles commencèrent à tomber sur la berge de la rivière à proximité du Panay. » Le *Panay* retarda son cheminement vers l'amont de la rivière « jusqu'à ce que les projectiles tombent dans l'eau et sur la berge opposée. » Il jeta l'ancre à douze miles de Nankin, et les dirigeants qui étaient restés à l'ambassade étasunienne envoyèrent un radiogramme naval demandant au département d'État de faire connaître leur position aux Japonais, des avions bombardiers occupant constamment l'espace aérien surplombant la position du *Panay*.³³

Le 12 décembre, le *Panay*, arborant un immense étendard des États-Unis ainsi que deux drapeaux étasuniens fraîchement peints sur son pont supérieur, fut bombardé plusieurs fois par des avions japonais. Après avoir

31. Déclaration adoptée par la conférence de Bruxelles, 24 novembre 1937. *Peace and War*, pp. 393-94. Voir également *The Conference of Brussels, November 3-24, 1937, Convened in Virtue of Article 7 of the Nine-Power Treaty of Washington of 1922* (Washington, 1938).

32. Du consul-général Gauss au secrétaire Hull, Shanghai, 10 décembre 1937. 793.94/11569, MS, Department of State.

33. D'Atcheson au secrétaire Hull, Nankin, 11 décembre 1937. 793.94/11583, MS, Department of State.

gravement endommagé la canonnière, les avions bombardèrent trois navires de la société *Standard Oil*, ce qui provoqua des incendies sur deux d'entre eux et amena le troisième à s'échouer. Deux membres de l'équipage du *Panay* moururent par suite de leurs blessures, et le lieutenant-commandant Hughes ainsi que dix officiers et membres de l'équipage furent grièvement blessés.³⁴

Le lendemain matin, avant que l'ambassadeur Grew ait eu le temps de recevoir une protestation à transmettre, Hirota, le ministre des affaires étrangères, se présenta à l'ambassade. Il affirma que le commandant naval japonais à Shanghai avait accepté l'entière responsabilité de l'incident, puis exprima les profonds regrets de son gouvernement.³⁵ À 12h30 le même jour (13 décembre), le président remit au secrétaire Hull un mémorandum lui demandant d'informer l'ambassadeur du Japon, lorsque celui-ci se présenterait au département d'État, que le chef de l'État étasunien était « profondément choqué et préoccupé par la nouvelle du bombardement indiscriminé de vaisseaux non-chinois, étasuniens et autres, sur le Yangtse, » et qu'il attendait « la pleine expression de regrets et l'offre d'indemnisation. »³⁶

Ce soir-là, le secrétaire Hull envoya des instructions à l'ambassadeur Grew pour concrétiser les éléments du mémorandum du président. Il insista ensuite sur l'importance d'assurances quant au fait qu'à l'avenir « les ressortissants, intérêts et propriétés étasuniens en Chine » ne soient pas « assujettis aux attaques des forces armées japonaises. »³⁷

Au début, Grew craignit que le bombardement du *Panay* pût « déboucher sur une rupture des relations diplomatiques, que Saito récupérait ses passeports, et que je serais rappelé. » Ses appréhensions furent levées avec les excuses présentées par Hirota, une promesse d'indemnités, et les actions conciliatoires menées par les autorités maritimes japonaises.³⁸ Il apparaissait que partout au Japon on se préoccupait fortement au sujet de l'incident du *Panay*. Le 16 décembre, Grew rapporta au secrétaire Hull que des donations en liquide se déversaient sur l'ambassade ainsi que dans des bureaux de journaux pour être transmises à l'ambassade.³⁹

Le 18 décembre, la division des affaires d'Extrême-Orient prépara un mémorandum énonçant le fait que l'incident du *Panay* n'avait « pas enflammé l'opinion publique aux États-Unis » et que la « position ferme adoptée par ce gouvernement semble avoir satisfait l'opinion publique. »⁴⁰

34. Département de la Navy, Communiqués de presse, 24, 25 décembre 1937.

35. Mémorandum produit par le secrétaire Hull, 13 décembre 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 522-23.

36. Mémorandum du président Roosevelt, 13 décembre 1937. *Ibid.*, p. 523.

37. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Grew, 13 décembre 1937. *Ibid.*, pp. 523-24.

38. Joseph C. Grew, *Ten Years in Japan*, pp. 234-35.

39. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 16 décembre 1937. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 528.

40. Mémorandum de la division des affaires d'Extrême-Orient, 18 décembre 1937. 793.94/11741, MS, Department of State.

La voie était ouverte pour un règlement de l'incident. Le 24 décembre, Hirota envoya la note attendue, qui contenait une référence aux excuses présentées dans sa communication préalable du 14 décembre. Pour l'avenir, il affirmait que les ordres les plus stricts avaient été émis à destination des forces militaires et maritimes pour empêcher une récurrence de l'incident du *Panay*.⁴¹ Le lendemain (jour de Noël), le secrétaire Hull envoya pour instructions à Grew d'accepter les explications et promesses de Hirota. Lorsque Grew présenta cette note, Hirota s'exclama : « Je remercie de tout cœur votre gouvernement et vous-même de cette décision. Je suis très, très heureux. »⁴²

L'incident du *Panay* fut formellement clos par l'acceptation d'une indemnité de 2 214 007.36 \$. L'affaire avait été traitée dans son ensemble avec une admirable retenue de la part des dirigeants des deux pays. Il est extrêmement regrettable que cet esprit pacifique s'évanouît rapidement.

21.4 La mission de l'amiral Ingersoll à Londres

L'incident du *Panay* ne fut pas réglé par la lettre conciliatoire (du 24 décembre) de Hirota, le ministre des affaires étrangères. L'attaque sur la canonnière étasunienne avait approfondi la méfiance dans l'esprit du président, qui avait déjà reçu une expression explosive lors du discours de la quarantaine du 5 octobre. Au mois de décembre, il se mit à accorder une sérieuse considération à l'idée d'établir une entente plus étroite avec la Grande-Bretagne sur le sujet de l'Extrême-Orient. Il avait bien conscience du fait que l'accroissement des tensions en Europe empêchait le *Foreign Office* britannique d'exercer de fortes pressions sur le Japon. Le 15 décembre, **Pertinax**, dans **l'Écho de Paris**, dépeignit une description lapidaire de la situation :

Le pire serait que la Grande-Bretagne, sous prétexte de soutenir les États-Unis et de s'attirer une coopération permanente de la part de ceux-ci, se laisse aller à une dangereuse contre-attaque en Mer de Chine. Dans les conditions qui sont aujourd'hui celles de l'Europe, les forces britanniques ne devraient pas être soustraites de leur tâche principale qui consiste à maintenir bloquées les deux États totalitaires qui sont nos voisins. Ce n'est pas par une action en Extrême-Orient mais par une action en Europe que le prestige britannique peut se trouver rétabli.

Il allait de soi aux yeux de la plupart des dirigeants que la Grande-Bretagne ne pouvait exercer de pressions sur le Japon qu'en étroite concer-

41. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, 24 décembre 1937. 394.115 Panay/196, MS, Department of State.

42. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 26 décembre 1937. 394.115 Panay/200, MS, Department of State.

tation avec les États-Unis. Pour préparer la voie à cet accord, Sir [Robert Craigie](#), l'ambassadeur britannique à Tokyo, martela ce thème à l'envi au cours de ses conversations avec l'ambassadeur Grew. Il insistait sur l'idée que les États-Unis « devaient se tenir côte à côte avec la Grande-Bretagne pour s'opposer aux déprédations japonaises, car des dégâts provoqués sur les intérêts britanniques en Extrême-Orient allaient automatiquement en occasionner d'autres aux intérêts des États-Unis. » Grew comprenait le danger qui accompagnait ce concert avec la Grande-Bretagne, et craignait que les États-Unis dussent payer le prix « des incompétences britanniques, tant en actions qu'en déclarations, qui ont contribué à pleine mesure au développement du sentiment d'exacerbation qui prévaut désormais entre la Grande-Bretagne et le Japon. » Qui plus est, il ne « partageait [pas] entièrement » la vision de Craigie voulant « qu'un abaissement du prestige et de l'influence britanniques en Extrême-Orient devaient forcément causer du tort aux intérêts étasuniens. » Il estimait que la politique étasunienne consistant à agir suivant des lignes parallèles à la Grande-Bretagne plutôt que de manière conjointe s'était révélée « sensée et saine. »⁴³

Mais le président Roosevelt était désormais convaincu que nous devons nous rapprocher de la Grande-Bretagne, et c'est avec cette idée en tête qu'il décida d'envoyer l'amiral [R.E. Ingersoll](#) à Londres pour explorer la situation. Ingersoll arriva dans la métropole britannique au mois de janvier 1938. L'« objet premier » de sa mission consistait

à investiguer et à discuter avec les dirigeants de l'Amirauté britannique au sujet de ce que nous pourrions faire si les États-Unis et l'Angleterre se retrouvaient en guerre contre le Japon dans le Pacifique, d'explorer tous les moyens, quels moyens pourraient être utilisés, quels arrangements il serait nécessaire d'adopter eu égard aux relations de commandement, eu égard aux communications réciproques, à l'établissement d'officiers de liaison et à la préparation de certains codes et chiffres, et ainsi de suite.

À l'issue de conversations étendues avec les dirigeants de la division aux plans de guerre de l'Amirauté britannique, il fut arrangé qu'il devait exister une « distribution des codes et chiffres. » Il n'y eut pas d'accord sur la base de ces conversations, mais l'exploration de la probabilité d'une action conjointe anglo-étasunienne était significative. Comme l'énonça franchement l'amiral Ingersoll : « Chacun savait, comme indiqué par ce voyage que j'ai mené à Londres en 1938, que tôt ou tard, nous allions tous finir par nous trouver impliqués dans une guerre dans le Pacifique pouvant comprendre les Hollandais, possiblement les Chinois, les Russes, les Britanniques, et nous-mêmes, et nous devons réaliser des arrangements

43. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 11 décembre 1937. 793.94/11841, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

préalables pour explorer ce qui pouvait être aménagé comme moyens de communication les uns avec les autres. »⁴⁴

Si « chacun » au sein du cercle de Roosevelt savait que « tôt ou tard » nous allions intervenir dans la seconde guerre mondiale, les protestations répétées du contraire par Roosevelt en 1940 indiqueraient le niveau atteint par ce dernier en matière de mensonge.

21.5 Le Japon établit une suite de gouvernements fantoches en Chine

Il était apparent aux yeux du Japon qu'après que la guerre non-déclarée eut duré plusieurs mois, le gouvernement nationaliste dirigé par Tchang Kaï-tchek allait continuer de se battre pour une période indéfinie. Il pouvait par conséquent relever d'une bonne stratégie d'établir une suite de gouvernements fantoches pouvant répondre aux désirs japonais. Le 14 décembre 1937, le « Gouvernement Provisoire de la République Chinoise » fut proclamé à Pékin. Plusieurs mois plus tard (le 28 mars 1938), le « Gouvernement Réformé de la République Chinoise » fut érigé à Nankin. Ces gouvernements fantoches rivaux entre eux perdurèrent jusqu'au 30 mars 1940, lorsque le Gouvernement Provisoire de Pékin disparut et que le « Gouvernement Nations Réorganisé » fut établi à Nankin.⁴⁵

Pour s'assurer des concessions économiques prodiguées par ces gouvernements fantoches, le Japon créa la *North China Development Company* et la *Central China Development Company*. Au sein des régions contrôlées par l'armée japonaise, les systèmes monétaires furent modifiés et les nomenclatures douanières appliquées aux manufactures japonaises furent allégées. Une Banque de Réserve Fédérale fut instituée, et le régime fantoche de Pékin décréta que ses émissions devaient constituer la seule monnaie pouvant circuler au sein de sa juridiction.⁴⁶ Le 31 mai, les dirigeants de Pékin annoncèrent que les droits de douane en Chine du Nord seraient étendus en Chine du Centre.⁴⁷ La Porte Ouverte en Chine se transformait rapidement en pur verbiage.

Le *Foreign Office* britannique considérait ces actions japonaises avec une préoccupation de plus en plus grande en raison de leur effet sur le commerce britannique avec la Chine. Le 14 février, Sir Alexander Cado-

44. Témoignage de l'amiral R.E. Ingersoll, 12 février 1946. Auditions des *Joint Committees on the Investigation of the Pearl Harbor Attack* (Washington, 1946), IX, 4273-78.

45. *Japan Year Book*, 1939-1940, p. 1085.

46. Mémoire par l'ambassadeur Grew, Tokyo, 12 avril 1938. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 762-63; *Far Eastern Survey*, VII, 55-56, 83-84, 89-90, 99, 107; *Journal of Commerce*, 16 mars 1938.

47. *New York Herald-Tribune*, 1^{er} juin 1938. Pour un récit fouillé de cette poussée japonaise en vue de dominer la vie économique de la Chine du Nord, voir William C. Johnstone, *The United States and Japan's New Order* (New York, 1941), chap. 11.

gan envoya à M. Hornbeck un mémorandum contenant les grandes lignes d'un règlement de la situation en Extrême-Orient que les dirigeants du *Foreign Office* considéraient comme « raisonnable. » Imposer ce règlement au Japon allait exiger un étroit concert anglo-étasunien. Les gouvernements des deux puissances devraient informer le Japon du fait que leurs intérêts en Extrême-Orient souffraient de graves atteintes en raison du refus du gouvernement japonais « à honorer les termes de l'Article 1 du traité des Neuf Puissances. » Il faudrait alors affirmer carrément que les deux gouvernements ne « comptaient [pas] consentir à une quelconque nouvelle brèche, ou à la poursuite d'une brèche, dans les termes du Traité. » Après ces mots radicaux, la note des deux gouvernements devait traiter de la question de Shanghai. Il devait être évident que la Chine ne pouvait guère « développer le Gouvernement efficace et adapté prévu dans le Traité des Neuf Puissances tant que l'autorité chinoise reste à quelque degré que ce soit exclue de Shanghai... L'objectif traditionnel de la politique étasunienne et britannique... a été d'encourager la Chine à se développer pour devenir un État moderne. Mais cet objectif s'est vu en grande partie empêché par l'incapacité de rompre avec l'ancienne tradition consistant à imposer un tutorat et de protéger les intérêts à l'étranger par la force armée. » Il était suspect que la sécurité pût « être obtenue pour les intérêts étrangers suivant les anciennes méthodes des régions étrangères administrées et des garnisons étrangères. » Qui plus est, la Chine se faisait de plus en plus réticente à « accepter une situation selon laquelle la moitié de la population de leur plus grande ville est soustraite au contrôle chinois. » La meilleure solution serait sans doute de demander au Japon de renoncer aux mêmes choses que les autres puissances. « La seule alternative à maintenir la Concession Internationale par la force est de renoncer à tout contrôle étranger et de rétablir un contrôle chinois total. » L'administration municipale en place de la Concession devrait être « fusionnée en un corps plus large qui, tout en restant une autorité chinoise, contiendrait un élément étranger avec une pleine représentation des intérêts japonais, britanniques et d'autres pays. »⁴⁸

Après avoir étudié cette proposition à grande portée produite par Cadogan durant deux mois, Hornbeck répondit par une lettre qui s'apparentait à un rejet abrupt. Il estimait que le Japon pourrait en temps voulu être amené à voir l'erreur de ses méthodes suivant les pressions « de l'indignation morale des autres nations, et de ses propres difficultés économiques. » La possibilité existait également que le gouvernement étasunien pût employer quelque forme de représailles économiques contre le Japon pour l'amener à modifier sa politique.⁴⁹

48. De Sir Alexander Cadogan à Stanley K. Hornbeck, Londres, 14 février 1938. 793.94/12855 1/5, *Confidential file*, MS, Department of State.

49. De Sir Alexander Cadogan à Stanley K. Hornbeck, Londres, 23 mai 1938. 793.94/12855 3/5, *Confidential file*, MS, Department of State.

Avant que le département d'État réfléchît sérieusement à la préparation de représailles économiques contre le Japon, le secrétaire Hull jugeait opportun de répéter les principes qui guidaient sa politique. Dans une allocution au *National Press Club* (le 17 mars 1938), il lança directement un défi au visage du Japon. Les États-Unis n'allaient pas se retirer d'Extrême-Orient par suite de pressions japonaises dans cette région :

*Renoncer à des droits et laisser des intérêts tomber en désuétude face à leur violation, réelle ou menacée — et par-là même abandonner ses obligations — dans toute région importante du monde, ne peut servir qu'à encourager le non-respect de la loi et des principes fondamentaux de l'ordre international, et ainsi contribuer à l'inévitable propagation de l'anarchie internationale, dans le monde entier. Pour notre pays, comme pour tout pays, agir de telle manière, où que ce soit, reviendrait à inviter au mépris à la violation de nos droits et intérêts partout, par toute nation désirant le faire, grande ou petite.*⁵⁰

Deux mois plus tard environ (le 31 mai), une protestation véhémement fut envoyée à Tokyo contre l'exclusion continue des hommes d'affaires étasuniens de leurs lieux d'affaires et des missionnaires de leurs travaux dans les régions où les hostilités avaient cessé et où les ressortissants japonais exerçaient activement leurs activités commerciales.⁵¹ Après que le gouvernement japonais ne mena aucune démarche en vue de remédier à cette situation, l'*American Chamber of Commerce* et l'*American Community Committee* envoyèrent un **câblogramme** au secrétaire Hull exhortant le département d'État à adopter un positionnement ferme face aux pratiques japonaises.⁵² Le secrétaire Hull répondit au travers d'une nouvelle protestation acerbe envoyée au Japon. Commencant par citer une liste de pratiques discriminatoires japonaises comme la manipulation de la monnaie, les contrôles exercés sur le commerce, les préférences douanières et les monopoles qui œuvraient à l'exclusion du commerce avec l'étranger, Hull poursuivait en observant que ces politiques indiquaient un dessein « visant à établir dans les régions qui sont passées sous occupation militaire japonaise des préférences générales et une supériorité pour les intérêts japonais, chose dont un effet inévitable sera de contrarier l'application pratique du principe de la Porte Ouverte. »⁵³

50. Allocution du secrétaire Hull au *National Press Club*, 17 mars 1938. *Documents on American Foreign Relations, January 1938-June 1939*, ed. S. Shepard Jones and Denys P. Myers (Boston, 1939), pp. 6-17.

51. De l'ambassadeur Grew au ministre japonais des affaires étrangères, Tokyo, 31 mai 1938. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 764-66.

52. *New York Times*, 3 septembre 1938.

53. De l'ambassadeur Grew au premier ministre japonais et au ministre japonais des affaires étrangères (Prince Konoye), 6 octobre 1938. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 785-90.

21.6 L'Extrême-Orient après Munich

La capitulation anglo-française de Munich donna au gouvernement japonais un signal d'avancée en Extrême-Orient sans crainte d'ingérence importante de la part de la Grande-Bretagne ou de la France. Même avant Munich, le gouvernement britannique avait abdicqué au sujet de la Chine. Au cours de la première semaine du mois de septembre 1938, Sir Robert Craigie, l'ambassadeur britannique à Tokyo, avait informé Grew qu'« en raison de la crise en Europe, il avait reçu pour instruction de la part de son gouvernement d'éviter une épreuve de force avec le gouvernement japonais pour l'instant, et de poursuivre de son mieux. »⁵⁴

Sachant que la Grande-Bretagne était impuissante en Extrême-Orient, le Japon préparait une nouvelle poussée militaire pour conquérir la Chine. Le 12 octobre, un corps expéditionnaire de 30 000 hommes fut débarqué aux abords de Hong Kong et se mit à progresser vers Canton. En moins de dix jours (le 21 octobre), Canton tomba aux mains des envahisseurs, et le 26 octobre, l'armée japonaise entra dans Hankow. Le gouvernement de Tchang Kai-tchek avait évacué Hankow en hâte et se déplaça de 1300 km en amont du Yangtze, jusque Chungking. Après cette victoire militaire impressionnante, le gouvernement japonais produisit une déclaration proclamant un nouvel ordre en Asie de l'Est — la coordination politique, économique et culturelle totale de la Chine et du Mandchouko avec le système japonais. L'objet de ce nouvel ordre était d'« assurer la justice internationale, de parfaire la défense conjointe face au communisme, et de créer une nouvelle culture et de produire une cohésion économique étroite dans l'ensemble de l'Asie de l'Est. » Le Japon avait confiance dans le fait « que les autres Puissances comprendront correctement pour leur part ses objectifs et sa politique, et adapteront leur attitude aux nouvelles conditions qui règnent en Asie de l'Est. »⁵⁵

Le lendemain, le secrétaire Hull montra qu'il ne comprenait pas correctement les objectifs du Japon en Asie de l'Est. Dans une déclaration à la presse, Hull remarqua que l'attitude du gouvernement étasunien à l'égard de la situation en Asie restait gouvernée « par les principes généralement acceptés du droit international, par les clauses des traités dont les États-Unis et de nombreux pays — parmi lesquels la Chine et le Japon — constituent des parties, et par les principes du traitement équitable et du *fair play* entre les nations et parmi celles-ci. »⁵⁶ La réponse japonaise à la déclaration de Hull fut donnée le 18 novembre, avec des tonalités de défi marquées. Elle s'appliquait à réfuter qu'il s'était produit la moindre véritable discrimination dans la Chine contrôlée par le Japon

54. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 8 septembre 1938. 793.94/13837, *Confidential file*, MS, Department of State.

55. Déclaration produite par le gouvernement japonais, 3 novembre 1938. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 477-78.

56. Déclaration du secrétaire Hull, 4 novembre 1938. *Ibid.*, pp. 481-82.

contre les intérêts d'affaires des ressortissants étrangers. Des restrictions avaient été imposées afin de préserver la paix et l'ordre. Les conditions normales seraient rétablies dès que les circonstances le permettraient. Il fallait cependant clairement comprendre que « toute tentative d'appliquer aux conditions d'aujourd'hui et de demain des idées et principes inapplicables ne contribuerait ni à l'établissement d'une véritable paix en Asie de l'Est, ni à résoudre le problème immédiat. »⁵⁷

Le 19 décembre, le ministre des affaires étrangères Arita fit une nouvelle fois référence au nouvel ordre en Extrême-Orient. Dans une déclaration auprès de correspondants étrangers à Tokyo, il insista sur l'idée que la formation d'un bloc japo-manchou-chinois était politiquement nécessaire comme mesure de défense face au communisme et économiquement nécessaire du fait que le reste du monde érigeait des barrières douanières de plus en plus hautes et recourait à d'autres mesures en vue de l'autosuffisance économique. Au sein de ce nouvel ordre, les trois pays allaient maintenir leur indépendance et leur individualité. Le nouveau régime ne viserait pas non plus à « exclure les activités économiques européennes et étasuniennes de l'Asie de l'Est » bien que les « pré requis en matière de défense nationale et de sécurité économique puissent rendre nécessaire l'imposition de certaines restrictions sur les activités des puissances tierces. »⁵⁸

Cette manière indirecte de dénoncer le Traité des Neuf Puissances ne plut pas au secrétaire Hull, qui répondit que le « peuple et le gouvernement des États-Unis ne pourraient pas consentir à l'établissement, sur l'initiative et pour servir aux objectifs de tout pays tiers, d'un régime qui les déposséderait arbitrairement des droits établis de longue date aux égalités d'opportunités et aux justes traitements qui sont légalement et en toute justice les leurs, ainsi que ceux relevant des autres nations. »⁵⁹

21.7 Tchang Kai-tchek suggère la tenue d'une nouvelle conférence à Washington

Il sautait aux yeux de la plupart des observateurs qu'à l'automne 1938, les relations japo-étasuniennes avaient atteint une impasse qui pouvait être difficile à surmonter. Pour Tchang Kai-tchek, l'opportunité était parfaite d'inviter à la tenue d'une nouvelle conférence à Washington. Le 8 octobre, il envoya un plaidoyer passionné au président Roosevelt sur ce thème. Si les notes émises par le président à destination des nations euro-

57. Département d'État, Communiqué de presse, 19 novembre 1938. Voir également, Du ministre des affaires étrangères Arita à l'ambassadeur Grew, 18 novembre 1938, Tokyo. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 797-800.

58. *New York Times*, 20 décembre 1938. Voir également la déclaration du ministre japonais des affaires étrangères (Arita), 19 décembre 1938. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 816-18.

59. Département d'État, Communiqué de presse, 31 décembre 1938.

péennes avaient grandement contribué à calmer la situation sur ce continent,

le recours à la force brutale et au massacre va s'imposer en Extrême-Orient et la paix mondiale reste loin d'être observée. J'ai confiance en le fait que vous, M. le président, qui avez déjà tant œuvré par le passé pour la paix, n'ignorez certainement pas le problème de la paix en Extrême-Orient... On affirme qu'en raison d'importantes pertes humaines et des difficultés économiques, le Japon commence à comprendre que la force ne résout aucun problème. Plus d'une fois, ce pays a cherché à obtenir une médiation passant par l'Allemagne et l'Italie. Mais M. le président, mon peuple estime qu'il ne peut se tourner que vers votre gouvernement pour prendre la tête de la recherche active de la paix, car nous avons pleinement foi en le fait que la forme de paix que le gouvernement des États-Unis est inspiré à soutenir sera une paix juste.

À présent que la situation européenne semble s'apaiser, n'est-il pas possible pour le gouvernement des États-Unis d'initier une action pour la paix en Extrême-orient en invitant tous les gouvernements intéressés à prendre part à une Conférence, stipulant une cessation générale des hostilités comme pré condition, et visant à rechercher un règlement durable dans le calme et la délibération équitable ?⁶⁰

Lorsqu'on montra ce plaidoyer de Tchang Kaï-tchek à M. Hornbeck, le conseiller en relations politiques, il prépara un mémorandum destiné à guider le secrétaire Hull. Il pensait que la réponse du président à cette communication devait relever à « à peine plus qu'un avis de réception poli, couplé à une assurance d'intérêt et d'attention. » Il estimait qu'une tentative de réunir une conférence à ce moment au sujet de la situation en Extrême-Orient pourrait produire bien plus de dégâts « que de bien. On estime qu'il en irait de même de toute tentative qui pourrait être menée par le gouvernement étasunien pour dire quoi que ce soit en ce moment sur le sujet d'une médiation en lien avec cette situation. On estime, cependant, qu'il serait malavisé et inopportun de laisser connaître ces estimations de notre part à Tchang Kaï-tchek. » Le réponse devait être « sans engagement. »

La réponse préparée en conformité avec cette prescription de Hornbeck était si froide et terne que le président la renvoya à Sumner Welles avec la note : « Pouvez-vous rendre ce message à Tchang Kaï-tchek un peu plus personnel et le réchauffer quelque peu ? » Une nouvelle note du président à Tchang fut ébauchée, et le 19 octobre, Hornbeck la remit à l'ambassadeur

60. De Tchang Kaï-tchek au président Roosevelt, 8 octobre 1938. 793.94/14047 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

de Chine. Elle indiquait que le chef de l'État étasunien « apportait une attention étroite et sympathique à la situation... et qu'il observait chaque développement avec un désir d'agir et de contribuer... à une réduction de la difficulté, de la destruction et des souffrances qui sont inhérentes et produites par les hostilités sino-japonaises. »⁶¹ L'ambassadeur de Chine accepta ce rejet avec un calme oriental, et l'incident fut clos. Par la suite, les pressions chinoises sur le président allaient susciter une réponse plus rapide et plus satisfaisante.

21.8 Les liens économiques qui ne suffisent pas à relier étroitement le Japon aux États-Unis

Les relations étasuniennes avec la Chine ont réfuté de manière éloquentes la théorie du déterminisme économique. En dépit du fait que les investissements étasuniens au Japon et le commerce étasunien avec ce pays ont été d'un ordre plusieurs fois supérieur à nos intérêts économiques en Chine, la politique des États-Unis envers la Chine a été nettement plus amicale que celle menée à l'égard du Japon. En 1938, on estimait que nos investissements en Chine (hors immobilier) s'élevaient approximativement à 132 000 000 \$, à comparer à un montant de 387 000 000 \$ avec le Japon.⁶² Nos échanges commerciaux avec le Japon étaient considérablement plus élevés qu'avec la Chine :

	Exportations vers la Chine	Exportations vers le Japon	Exportations vers la Russie	Exportations vers l'ensemble de l'Amérique du Sud
1928	137 661 000 \$	288 158 000 \$		
1930	89 600 000 \$	164 700 000 \$		
1932	56 200 000 \$	134 500 000 \$		
1934	68 667 000 \$	210 000 000 \$	15 011 000 \$	
1936	46 819 000 \$	204 348 000 \$	33 427 000 \$	204 222 000 \$
1937	49 697 000 \$	288 378 000 \$	42 903 000 \$	318 384 000 \$

Ces statistiques produisent une image significative de notre commerce en croissance rapide avec le Japon, et de notre commerce relativement faible avec la Chine.⁶³ Le marché chinois avait toujours été source de déceptions, et continua à baisser jusqu'à l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Mais le rêve composé de 450 000 000 clients chinois demandant

61. Mémoire produit par M. Hornbeck, 19 octobre 1938. 793.94/14047 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

62. A. Whitney Griswold, *The Far Eastern Policy of the United States* (New York, 1938), pp. 468-69.

63. Ralph Townsend, *The High Cost of Hate* (San Francisco, 1939), pp. 23, 39, 48; Miriam S. Farley, « America's Stake in the Far East, I : Trade, » *Far Eastern Survey*, V (July 29, 1926), 161-70; C. F. Remer, *Foreign Investments in China* (New York, 1933), chap. 15; Ethel B. Dietrich, *Far Eastern Trade of the United States* (New York, 1940).

des biens en provenance des États-Unis continuait de hanter de nombreux Étatsuniens qui oubliaient à point nommé que la Chine n'avait que fort peu à échanger contre les produits de notre pays.

L'importance du Japon comme client mince pour les États-Unis est bien décrite par John W. Masland :

Entre 1931 et 1941, le fait remarquable est la position de numéro un tenue par le Japon aussi bien pour les importations que pour les exportations. Entre 1931 et 1940 (cette année y compris), les exportations étasuniennes vers le Japon constituaient 48 % en moyenne de l'ensemble des exportations vers l'Extrême-Orient, et les importations en provenance du Japon s'élevaient à 21% en moyenne de l'ensemble des importations vers les États-Unis. Au cours de cette période, le Japon était le troisième meilleur client étranger des États-Unis, dépassé uniquement par la Grande-Bretagne et le Canada, et les États-Unis étaient son meilleur client. . . Le commerce étasuno-japonais, qui plus est, était mutuellement profitable et satisfaisant, basé sur un échange de biens et de produits de base dont chaque partie avait besoin et manquait sur son sol. . . Parmi une vaste proportion de sociétés d'exportation et d'importation étasuniennes faisant des affaires avec tout ou partie des pays de l'Extrême-Orient, le Japon était le meilleur client de la source d'approvisionnement principale, dans tous les cas. . . Les hommes d'affaires étasuniens étaient en général très satisfaits de leurs contacts avec le Japon. Ils trouvaient que les Japonais étaient prompts à remplir leurs obligations et que les biens japonais tenaient bien la comparaison avec les standards. ⁶⁴

Il convient également de conserver à l'esprit que la domination japonaise sur une vaste portion de la Chine et du contrôle de ses échanges, ainsi que les autres dispositifs qui gênaient profondément le secrétaire Hull, n'affectaient pas sérieusement le commerce étasunien avec la Chine. De fait, c'était plutôt l'opposé qui était vrai. Les exportations des États-Unis à destination de la Chine en 1939 s'élevaient à 55 614 000 \$, comparées à 46 819 000 \$ en 1936, et ce volume d'exportation s'élevait en 1940 à 77 590 000 \$ à comparer à un montant de 49 697 000 \$ en 1937. Ces retours bienvenus en matière commerciale amenèrent des groupes commerciaux à considérer « avec une défaveur considérable l'utilisation d'embargos et d'autres mesures fortes contre le Japon. . . Ce ne fut qu'en 1941, avec l'approche de la crise de la guerre, que les groupes commerciaux acceptèrent des pressions économiques drastiques. » ⁶⁵

64. John W. Masland, « Commercial Influence Upon American Far Eastern Policy, 1937-1941. » *Pacific Historical Review*, XI (1942), 281-83.

65. *Ibid.*, p. 297.

Mais les groupes de pression commerciaux n'avaient que peu d'influence sur la définition de la ligne politique étasunienne en Extrême-Orient. Le groupe de pression composé des missionnaires en Chine et de leurs ardents supporters aux États-Unis se faisait beaucoup plus entendre. En 1937, on comptait cinquante sociétés et conseils aux États-Unis intéressés par les missions chinoises. Il existait un investissement de 50 000 000 \$ dans ces missions avec des dépenses annuelles de 4 000 000 \$. En Chine, on comptait quelque 2500 missionnaires protestants. La cause de ces missions était ardemment épousée par des organisations telles que la Fondation Rockefeller, la *Y.M.C.A.*, la *Y.W.C.A.*,⁶⁶ l'*Associated Board of Christian Colleges in China* (comptant 13 établissements), et par des groupes qui représentaient vingt-sept établissements d'enseignement supérieur et universités aux États-Unis.

La propagande favorable à la Chine était répandue au travers des nombreux contacts entre les dirigeants administratifs, ces conseils et sociétés missionnaires et les dirigeants du gouvernement fédéral. Le Dr. A.L. Warnshuis, de la *Foreign Missions Conference*, se montrait particulièrement actif et parvint à influencer l'esprit de nombreux dirigeants du gouvernement. La propagande circulait également au travers de lettres envoyées par les missionnaires en Chine et des conseils missionnaires auprès des églises en fondations. Certaines de ces lettres, qui critiquaient amèrement le Japon, furent distribuées aux États-Unis en très grands nombres.

Cette propagande missionnaire étasunienne favorable à la Chine eut une influence très importante sur le façonnement de l'esprit étasunien contre le Japon. Elle prépara également un climat d'opinion favorable aux embargos et aux restrictions commerciales, ce qui allait gravement perturber le commerce japoano-étasunien.

Il était significatif que l'un des groupes de pression importants qui appelait à des représailles économiques contre le Japon était le comité de non-participation à l'agression japonaise qui avait pour président Henry L. Stimson.⁶⁷ Stimson avait fait pression sur le Japon contre le mur à Genève en 1933, et comme membre du cabinet Roosevelt en 1940-1941, il était fortement enclin à la guerre contre le Japon. Il appréciait les impératifs moraux énoncés par les missionnaires dans leurs critiques du Japon, et ils ne comprenaient pas que l'homme était un véritable faucon de guerre dont les cris stridents appelant à des restrictions économiques allaient devenir une invocation de la guerre.

66. Respectivement, *Young Men's Christian Association* et *Young Women's Christian Association*, NdT

67. John W. Masland, « Missionary Influence Upon American Far Eastern Policy, » *Pacific Historical Review*, X (September 1941), 279-96. Voir également : Johnstone, op. cit., chaps. 14-15.

21.9 Le secrétaire Hull rejette une suggestion britannique visant à exercer des pressions économiques sur le Japon

Au cours des premiers mois de l'année 1939, les pressions se firent croissantes sur le secrétaire Hull vers des représailles économiques à l'encontre du Japon. Le 31 décembre 1938, l'ambassadeur britannique à Tokyo remit à l'ambassadeur Grew un long mémorandum exposant en détail les caractéristiques d'une offensive économique contre l'empire japonais. Tout d'abord, il était souligné que les Japonais avaient besoin de certaines matières premières essentielles — huile minérale, minerais et métaux, coton, laine, caoutchouc, pâte de bois, et des produits de l'industrie chimique lourde. Les principales sources de ces éléments étaient les États-Unis et l'empire britannique. Pour créer un échange face à ces produits qui lui étaient très nécessaires, le Japon pouvait vendre à des ressortissants étrangers des marchandises, des services de livraisons, et de l'or. Mais le niveau de « ses ventes sur ces trois [produits]... ne s'avérait pas suffisant pour payer ce qu'il achetait à l'étranger au cours des années de développement industriel, militaire et naval d'avant 1937... Depuis le début de l'année 1937... les difficultés du Japon pour trouver des fonds afin de financer ses importations nécessaires depuis l'étranger ont fortement augmenté. Il n'a pas été en mesure d'emprunter de l'argent à l'étranger depuis 1932... et il n'est pas probable qu'il puisse le faire dans un avenir proche. » Les recours à ses services de livraison avaient été fortement réduits depuis le mois de juillet 1937, et ses ventes de marchandises n'avaient pas apporté le niveau de revenus escompté. Dans la période entre janvier et novembre 1938, il avait payé en devises étrangères rien que pour des marchandises 2058 millions de yens, et avait reçu au titre de ses « ventes de marchandises en devises étrangères, 1636 millions de yens, si bien que sa balance débitrice en matière de commerce international s'établit à 442 millions de yen. » Pour contrebalancer sa balance débitrice sur les marchés internationaux établie à 961 millions de yens en 1937 et à 422 millions de yens sur la période janvier-novembre 1938, le Japon exporta vers les États-Unis de l'or pour une valeur de 876 millions de yens en 1937, et 670 millions de yens en 1938.

Au vu de ces faits, il semblait apparent que s'« il devait s'imposer ne serait-ce que de petites restrictions sur les exportations de marchandises ou d'or pratiquées par le Japon, et si les crédits et les emprunts se trouvaient simultanément suspendus, la situation économique du Japon deviendrait immédiatement critique. Si un embargo devait être déclaré sur les exportations du Japon à l'empire britannique, aux États-Unis et à la France (affectant ainsi 70 % de ses exportations vers l'étranger), l'effet mettrait en branle un processus qui s'avérerait rapidement désastreux

pour l'économie du Japon. »⁶⁸

Le 7 janvier 1939, Grew envoya ce mémorandum au secrétaire Hull avec des observations par lui apportées. Il n'écartait pas l'impact d'un embargo sur le Japon, dont il était certain qu'il réduirait au minimum le niveau de vie dans ce pays, mais il soulignait certains facteurs psychologiques contribuant à équilibrer cette équation incertaine. Les Japonais constituaient

*une race vivace, apte au sacrifice personnel et national ; ils ont été habitués à travers leur histoire à répondre aux catastrophes et aux désastres ; l'esprit « agir ou mourir » est davantage implanté en eux qu'au sein de n'importe quel autre peuple... Que le Japon reconnaisse sa défaite dans les hostilités actuelles après avoir versé autant de sang et de trésors en Chine... est une hypothèse que nous, au sein de l'ambassade, trouvons très difficile à soutenir. Il est relativement simple de soutenir, voire de prouver cette thèse en citant quelques chiffres et statistiques, et c'est sur la base de chiffres et de statistiques que mes collègues font reposer leurs opinions au sujet de l'efficacité de sanctions économiques. Je devrais ajouter, entre parenthèses, que ces collègues ont prédit de manière confidentielle au cours des deux années écoulées que l'effondrement économique du Japon était sur le point de se produire.*⁶⁹

Le 3 février, M. V.A.L. Mallet, le chargé d'affaires britannique, eut une conversation avec M. Welles au sujet des vues entretenues par l'ambassadeur Craigie. Après un bref échange de vues, M. Welles remarqua brutalement que le gouvernement étasunien « n'allait pas envisager pour le moment d'entreprendre des mesures de représailles contre le Japon. » Dans l'hypothèse où le département d'État désirait « examiner le sujet plus avant, » il en « informerait le gouvernement britannique et discuterait avec lui certains des sujets impliqués. »⁷⁰

Au sein du département d'État, on discuta considérablement après cela au sujet d'ouvrir une offensive économique contre le Japon. Le 11 février, M. Hornbeck prépara un mémorandum sur le sujet. Jusqu'au tournant du XX^{ème} siècle, les Japonais avaient été considérés comme « un peuple relativement amical, artistique, épris d'arts et pacifique, qui devait recevoir des enseignements et que l'on pouvait fréquenter. » Mais le caractère du Japon n'était « pas ce que l'on pensait qu'il était avant 1895, » et sa « force n'est pas ce que l'on a pensé qu'elle était depuis 1905. » De manière répétée depuis 1905, le monde, à cause de la « crainte du Japon,

68. De l'ambassadeur R.L. Craigie à l'ambassadeur Grew, Tokyo, 31 décembre 1938. 793.94/14671, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

69. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 7 janvier 1939. Ibid.

70. Mémorandum d'une conversation entre Sumner Welles et M. V.A.L. Mallet, 3 février 1939. 793.94/15197, MS, Department of State.

a consenti à des activités agressives et prédatrices de la part du Japon... Petit à petit, le Japon est allé de l'avant... Il existe trois méthodes selon lesquelles... les nations peuvent apporter une résistance : par l'opposition morale, par l'opposition économique, et/ou par l'opposition militaire. » De nombreuses années durant, les États-Unis ont essayé l'opposition morale aux progrès illicites du Japon, mais cela n'a pas suffi à protéger les droits étasuniens. Des propositions avaient été faites pour essayer l'opposition économique, mais des objections avaient rapidement été levées, selon lesquelles les Japonais sont un « peuple militant et puissant » qui pourrait répliquer « par un appel aux armes. » Ainsi, « l'opposition morale ne suffisant pas et l'opposition économique n'ayant même pas été essayée, » la perspective est qu'à long terme « la situation se développera de telle sorte que l'opposition militaire par notre pays devra être offerte. »⁷¹

Herbert Feis, le conseiller aux affaires économiques internationales, n'était pas aussi porté sur la chose militaire que M. Hornbeck. Il était impressionné par certains arguments présentés par Sir Robert Craigie au sujet des effets sur le Japon de pressions économiques croissantes exercées par la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. Il avait la certitude que ces pressions impliqueraient bien plus que simplement diminuer le niveau de vie au Japon. Mais il « ne désirait pas que les critiques précédentes de l'analyse économique de l'ambassadeur des États-Unis fussent interprétées comme un argument favorable à l'imposition de sanctions sur le Japon. » Après quelques critiques du mémorandum de Craigie au sujet de l'épuisement des réserves en or du Japon, il discute des effets d'un embargo sur les ventes d'or par le gouvernement japonais :

J'ai des doutes sur la conclusion selon laquelle « la première action la plus simple et la plus efficace semblerait être que la Grande-Bretagne, les États-Unis d'Amérique et la France refusent d'acheter davantage d'or en provenance du Japon. » Comme les États-Unis détiennent une part très importante de l'or mondial, il ne serait pas dans leurs intérêts d'agir de manière à rendre moins désirable aux yeux des autres nations de détenir de l'or comme mesure d'urgence. Je ne crois par conséquent pas qu'un embargo sur les exportations d'or en provenance du Japon devrait être entrepris, sauf si des mesures extrêmement drastiques sont envisagées, et que l'embargo sur l'or est démarré en même temps qu'un embargo sur les exportations de marchandises en provenance du Japon. Avant que des actions aussi drastiques soient entreprises, il me semblerait plus logique d'essayer des mesures moins extrêmes, comme la dénonciation de notre traité commercial en vigueur avec le

71. Mémorandum par Stanley K. Hornbeck, conseiller en relations politiques, 11 février 1939. 793.94/14671, *Confidential file*, MS, Department of State.

*Japon.*⁷²

Dans un mémorandum sur la faisabilité d'exercer de fortes pressions économiques sur le Japon, la Division des affaires d'Extrême-Orient convint avec M. Feis qu'aucune action ne devait être prise relativement au refus d'acheter de l'or japonais. Elle convint également avec lui qu'un embargo sur le commerce avec le Japon, entrepris par la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis « amènerait le chaos dans l'économie japonaise et réduirait bientôt drastiquement l'efficacité de ses forces armées. »⁷³

Lorsque ces mémorandums furent envoyés à l'ambassadeur Grew, il n'en fut pas très impressionné. Il était particulièrement en désaccord avec le mémorandum préparé par Herbert Feis. Il était tout à fait possible que l'impact de sanctions économiques pût renverser le système capitaliste en place au Japon, mais M. Feis négligeait le fait qu'« un nouveau système économique pourrait être mis en place pour répondre à une situation d'extrême urgence. » Il était également vrai que M. Feis n'avait pas exploré la question « des utilisations que le Japon pourrait faire des nouvelles ressources dans les régions de la Chine occupées. » Il fallait porter attention au fait que le Japon était « auto suffisant en matière d'approvisionnement alimentaire. » Il fallait également se souvenir que des années durant, le gouvernement japonais avait constitué de vastes réserves de « matière première militaire. » Cela étant, on ne pouvait affirmer avec autorité qu'un embargo sur le commerce du Japon pourrait sérieusement affecter ses opérations militaires ou son programme politique. Les éléments au pouvoir au Japon avaient « répété à plusieurs reprises leur intention d'évoluer, si nécessaire, vers un nouveau système économique qui permettrait au Japon, nonobstant les restrictions imposées au moyen de sanctions, de poursuivre son programme en cours en Chine. » La question de savoir si le peuple japonais allait accepter et soutenir ce nouveau système « est une question politique et non pas économique. »⁷⁴

M. Feis eut le dernier mot dans cette discussion, qu'il obtint en énonçant qu'il n'était pas du tout clair à ses yeux que « quelque forme de socialisme ou de fascisme permettra aux Japonais d'obtenir les matières premières nécessaires ou d'éviter la refonte majeure et la reconstruction de leur économie qui suivrait l'application de sanctions. . . Aucune alternative simple au cadre social ou politique au sein duquel opère l'économie japonaise ne résoudrait nécessairement les problèmes économiques de base qui feraient suite à des sanctions efficaces. »⁷⁵

72. Mémorandum produit par Herbert Feis, 15 février 1939. 793.94/14671, *Confidential file*, MS, Department of State.

73. Mémorandum par la Division des affaires d'Extrême-Orient, 15 février 1939. Ibid., MS, Department of State.

74. Mémorandum produit par l'ambassadeur Grew, M. Dooman et M. Coville, Tokyo, 13 mars 1939. 793.94/14818 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

75. Mémorandum par Herbert Feis, 5 avril 1939. 793.94/14818 1/2. *Confidential file*, MS, Department of State.

21.10 La Chine anticipe la guerre en Europe et demande à la Grande-Bretagne et à la France de se concerter avec elle en vue d'un front commun contre le Japon

Il apparaîait que durant le printemps 1939, on parla beaucoup de sanctions économiques contre le Japon. Elles pouvaient s'avérer efficaces, estimait-on généralement, pourvu que plusieurs grandes puissances agissent de manière concertée. Le 4 avril, l'ambassadeur de Chine (Wellington Koo) remit à M. Léger, secrétaire-général du ministère des affaires étrangères (de la France) un mémorandum contenant des propositions d'action contre le Japon. Il proposait, au vu de la menace de guerre en Europe, que fût tenue « une consultation pratique immédiate entre les gouvernements français, britannique et chinois pour une action conjointe en Extrême-Orient contre l'agression japonaise et des offres de pleine collaboration pour préparer un plan [impliquant] des mesures militaires et économiques. » Par la suite, « on demanderait à l'Union soviétique de les rallier, et l'on demanderait aux États-Unis de mener une action parallèle. » La Chine devait convenir « de pourvoir toute la main d'œuvre y compris les effectifs militaires à sa disposition, et les gouvernements français et britannique devaient envoyer en Extrême-Orient l'ensemble des forces aériennes et maritimes pour la poursuite conjointe de la guerre. . . La Chine, l'Angleterre et la France devaient. . . appliquer conjointement des sanctions économiques et financières à l'encontre du Japon. » ⁷⁶

Le gouvernement britannique répondit à cette proposition japonaise en affirmant

qu'il ne serait pas prêt à convenir à présent d'un accord avec le gouvernement chinois sur la base de l'hypothèse voulant que si la Grande-Bretagne devait se trouver impliquée dans la guerre en Europe, le Japon essaierait de s'emparer des possessions britanniques en Extrême-Orient. Le gouvernement britannique énonça en outre qu'il entretenait des espoirs à l'idée que la présence de la flotte étasunienne dans le Pacifique pourrait empêcher une attaque japonaise contre les possessions britanniques en Extrême-Orient. Au cas où le Japon attaquerait les possessions britanniques en Extrême-Orient, et où aucune assistance ne serait apportée par les États-Unis, le gouvernement britannique avait décidé qu'il ne pourrait apporter aucune assistance à ses possessions en Extrême-Orient jusqu'à la conclusion victorieuse de la guerre en Europe. ⁷⁷

76. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 18 avril 1939. 793.94/14901, *Confidential file*, MS, Department of State.

77. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 18 avril 1939. 793.94/14902, *Confidential file*, MS, Department of State.

Le gouvernement français ne se montra pas aussi immédiat et explicite dans sa réponse à la Chine. Après une durée d'attente considérable, le ministère français des affaires étrangères répondit que la proposition chinoise était « des plus intéressantes, mais qu'il apparaissait prématuré d'accorder de la considération pour l'instant à la mise en œuvre d'un tel accord. » Le chef de la division d'Extrême-Orient au sein du ministère français des affaires étrangères informa l'ambassadeur Bullitt qu'il pensait qu'il serait « malavisé de répondre à la proposition chinoise par un refus catégorique » et pousser ainsi Tchang Kaï-tchek dans les bras japonais. Il serait plus opportun de « laisser les Chinois "en suspens." »⁷⁸

21.11 Le Japon demande au secrétaire Hull une tentative conjointe japoano-étasunienne pour trouver une formule de paix pour l'Europe

Pendant que les dirigeants chinois tâchaient de monter un front tripartite contre les attaques japonaises sur fond d'éclatement de la seconde guerre mondiale en Europe, le ministère japonais des affaires étrangères essayait fiévreusement de trouver une formule pouvant préserver la paix en Europe. Le Japon ne trouvait guère de saveur dans ses liens avec l'Allemagne nazie, et s'inquiétait profondément au vu des éléments indiquant que Hitler cherchait à définir un accord avec Staline. Le communisme avait depuis longtemps été reconnu comme une menace effroyable envers la position japonaise en Extrême-Orient. Toute entente entre Hitler et Staline promettait de saper la sécurité du Japon.

Le ministère allemand des affaires étrangères essaya de détourner les soupçons vis-à-vis de ses ouvertures vers la Russie en avertissant les diplomates japonais face aux avancées britanniques en direction de Moscou. Le 27 avril, Lord Halifax affirma à l'ambassadeur Kennedy qu'il venait de prodiguer à l'ambassadeur du Japon l'assurance que « toute discussion qu'ils avaient avec la Russie ne présupposait absolument aucun mélange dans les événements du Japon, et que les Britanniques étaient enclins à se limiter absolument à la situation en Europe pourvu que les Japonais se comportassent raisonnablement bien. »⁷⁹

Ces contre-courants dans la diplomatie amenèrent le ministère japonais des affaires étrangères à rechercher une association étroite avec les États-Unis pour définir une formule qui pourrait disperser les nuages de la guerre qui s'amoncelaient sur l'horizon européen. Il était évident que le Japon ne pouvait plus faire confiance à un associé européen.

78. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 3 mai 1939. 793.94/14946, *Confidential file*, MS, Department of State.

79. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 27 avril 1939. 740.00/1192, *Confidential file*, MS, Department of State.

Le premier mouvement en direction d'un accord japo-étasunien se produisit le 16 mai, lors d'un banquet donné en honneur de l'ambassadeur Grew « par un Japonais qui, tout en n'occupant aucun poste officiel, est un ami proche et dispose de la confiance de hauts-dirigeants au tribunal. » À la fin du banquet, cet hôte japonais qui jouissait des faveurs de la cour eut une conversation confidentielle avec Grew. Il indiqua que de fortes pressions étaient exercées par l'Allemagne et l'Italie ainsi que « par des groupes réactionnaires au Japon » vers « l'entrée dans quelque arrangement... qui pourrait réaffirmer la solidarité entre les nations dont les politiques subissaient une opposition de la part des nations démocratiques. » Le groupe auquel appartenait l'hôte « avait réussi à faire échouer la proposition de conclure l'alliance et fait désormais de son mieux pour mettre en défaut le "renforcement du Pacte Anti-Comintern." » Ce même groupe était évidemment favorable à une association plus étroite avec les États-Unis. Grew répondit à cette ouverture en affirmant qu'il devait être « évident que le rétablissement de la paix et des bonnes relations entre le Japon et la Chine doit constituer une condition préalable au rétablissement de bonnes relations entre le Japon et les États-Unis. »

Le lendemain (17 mai), Grew prit part à un autre banquet donné en son honneur par Arita, le ministre des affaires étrangères. Grew avait donné pour instruction au chargé d'affaires étasunien, Eugene H. Dooman, de sonder Arita au sujet de la conversation de la veille. Dooman découvrit qu'Arita n'ignorait rien de la discussion entre Grew et son important hôte japonais. La conversation passa ensuite sur le sujet de l'entrée du Japon dans un pacte anti-Comintern plus étendu avec l'Allemagne et l'Italie. Arita remarqua que si le Japon était « très soucieux d'éviter de s'impliquer dans les affaires de l'Europe, » il ne pouvait pas pour autant ignorer le fait que la « Russie était à cheval sur l'Europe et l'Asie, et qu'indépendamment du fait que le Japon les appréciait ou non, ses politiques et actions constituent un pont qui font agir et réagir entre eux l'Extrême-Orient et l'Europe. » Il était cependant heureux de prodiguer l'assurance que le nouveau pacte anti-Comintern qui était proposé « ne contiendrait aucune clause militaire, politique ou économique. »

Ces conversations diplomatiques furent reprises le 23 mai lorsque M. Dooman dina avec le baron [Hiranuma](#), le premier ministre. Hiranuma confia à Dooman son « horreur » au sujet de la possibilité d'une seconde guerre mondiale dont il craignait qu'elle « déboucherait sur la destruction totale de la civilisation. » Il pensait que la meilleure manière d'éviter des possibilités terribles serait que le Japon agît comme intermédiaire entre les dictatures et les nations démocratiques. En Extrême-Orient, il avait essayé de stabiliser la situation en suivant la trajectoire de la « diplomatie morale. » La sphère de cette ligne politique pouvait être élargie. Le Japon, à l'instar des États-Unis, « n'était pas directement impliqué dans les problèmes de l'Europe, et il pensait que ces deux nations... se trouvaient

en position d'exercer une influence modératrice sur l'Europe. » Dooman répondit à cette ouverture en affirmant que la principale difficulté « sur la voie de la collaboration était... les politiques et les actions du Japon en Chine. » Le premier ministre observa qu'il avait bien conscience du fait que les Étatsuniens supposaient « que le Japon avait délibérément provoqué le conflit en Chine dans l'objectif de s'emparer des parties les plus peuplées et les plus productives du pays, mais il avait confiance dans le fait que le gouvernement étasunien comprenait que le Japon n'avait originellement pas eu d'autre intention ou d'autre désir que de protéger ses droits en Chine du Nord. » Si le secrétaire Hull insistait pour qu'un « règlement du conflit en Chine » fût une condition préalable « à des efforts conjoints étasuno-japonais pour modérer la situation en Europe,... il lui faudrait abandonner la trajectoire qu'il avait à l'esprit. »⁸⁰

Le réponse du secrétaire Hull à ces « antennes de paix » japonaises fut froide et décourageante. Il serait mieux que le Japon œuvrât à la paix en Europe en exerçant des pressions sur les gouvernements européens avec lesquels il entretenait des « relations spéciales. » Si les dirigeants japonais se préoccupaient de « voir une véritable paix mondiale s'établir et se maintenir, » il serait opportun qu'ils adoptent des actions concrètes en vue de mettre fin aux hostilités existant en Extrême-Orient. Dans l'intervalle, le département d'État était « sincèrement intéressé » dans la recherche japo-étasunienne proposée en vue de préserver la paix européenne, et serait heureux de recevoir davantage de communications à cet égard.⁸¹

Dooman, à Tokyo, pensait que cette réponse n'était guère conciliante, et retarda sa présentation. Durant cet intervalle, le président décida de mener une action concrète contre le Japon. À ce sujet, il était en partie influencé par les conseils prodigués par Stanley K. Hornbeck, qui avait fortement conseillé que le département d'État adoptât une politique plus positive.⁸² Il était également influencé par le fait que le 18 juillet, le sénateur Vandenberg avait introduit une résolution demandant au président de produire à destination du Japon l'avis de résiliation du traité de 1911 six mois plus tard.⁸³ Le 26 juillet, le secrétaire Hull envoya une note à l'ambassadeur Horinouchi pour l'informer que le traité du 21 février 1911 contenait des clauses qui demandaient « un nouvel examen. » Pour préparer la voie à cet examen, et dans l'idée de mieux « sauvegarder et promouvoir [les] intérêts étasuniens, » le gouvernement étasunien décidait

80. Eugene H. Dooman, chargé d'affaires à Tokyo, au secrétaire Hull, 7 juin 1939. 740.00/1812, *Confidential file*, MS, Department of State. Voir également : de Dooman au secrétaire Hull, 23 mai 1939. 740.00/1565, *Confidential file*, MS, Department of State.

81. Du secrétaire Hull au premier ministre japonais (Hiranuma), 8 juillet 1939. *United States and Japan, 1931-1941*, I, 5-8.

82. Mémoire produit par Stanley K. Hornbeck, 8 mars 1939. 793.94/14922, MS, Department of State.

83. S. Res. 166.,

de notifier formellement la fin du traité de 1911 pour le 26 janvier 1940.⁸⁴

Comme le remarque judicieusement Frederick Moore, cette note du 26 juillet résonnait d'une note distincte de casuistique. Le gouvernement étasunien avait jusqu'à présent « été tout à fait franc dans son traitement du Japon. Mais cette Note m'a semblé manquer de franchise. Le Traité était abrogé en raison des actions japonaises en Chine pour lesquelles le gouvernement étasunien ne pouvait pas obtenir de réparation, et en raison de la demande répandue aux États-Unis envers le gouvernement pour que nous cessions de fournir aux Japonais du matériel de guerre. Pourtant, la Note énonçait pour raison que "des changements peuvent être rendus nécessaires pour mieux servir les desseins pour lesquels de tels traités sont conclus." Lorsque les Japonais me signalèrent ce point, je ne pus que répondre qu'à mon avis, il s'agissait de casuistique, que le département ne pouvait pas ne pas savoir qu'une fois abrogé le Traité avec le Japon, il ne pourrait possiblement obtenir la ratification d'un autre traité de la part du Sénat au vu de son état d'esprit à l'égard du Japon. J'ai été contrarié que le Département s'en remette à ce qui ressemblait à de l'évasion diplomatique. Si les Japonais avaient procédé de la sorte, nous aurions considéré cela comme une nouvelle duplicité. »⁸⁵

L'abrogation du traité de 1911, couplée au refus formulé par le secrétaire Hull d'accorder un examen sérieux à la proposition japonaise pour une tentative conjointe de découvrir une formule pouvant préserver la paix en Europe, constitua une nette indication auprès du ministère japonais des affaires étrangères que les États-Unis étaient en train d'adopter une nouvelle politique en Extrême-Orient. Cette politique se ferait plus positive avec un Japon ressentant le poids de ces nouvelles pressions. À Tokyo, le chargé d'affaires étasunien (Dooman) le ressentit tout de suite et il avisa le secrétaire Hull qu'il était « fortement impressionné » par le sens premier que l'on attache le plus souvent au Japon vis-à-vis du fait que la révocation du traité commercial avait été annoncée par les États-Unis sans l'énoncer préalablement, comme cela se serait produit si l'action avait été motivée en grande partie par des considérations économiques. La déduction selon laquelle les considérations sous-jacentes étaient de nature politique est confirmée par les réactions de la presse étasunienne et les réactions populaires une fois que fut prononcée l'annonce de la révocation de ce traité.⁸⁶

Peu d'Étasuniens comprirent qu'au travers les commentaires hostiles parus dans la presse se créait un climat d'opinion tellement marqué par une opposition contre le Japon qu'une psychose de guerre finirait par se

84. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur du Japon (Horinouchi), 26 juillet 1939. *United States and Japan, 1931-1941*, II, 189.

85. Frederick Moore, *With Japan's Leaders* (New York, 1942), pp. 111-13.

86. D'E.H. Dooman au secrétaire Hull, Tokyo, 3 août 1939. *Hearings Before the Joint Committee on the Investigation of the Pearl Harbor Attack* (Washington, 1946), XX, 4196-97.

développer. La casuistique de Hull dans la note du 26 juillet contribua à produire au Japon un sentiment selon lequel les États-Unis avaient commencé à emprunter le chemin de la guerre sous la bannière du mensonge. Cette bannière fut de plus en plus amenée vers l'avant à mesure que l'administration Roosevelt s'orientait vers la tragédie de Pearl Harbor.

Chapitre 22

L'Europe progresse vers la guerre

Avec la Russie qui poussait la Chine dans le conflit en Extrême-Orient, il sauta bientôt aux yeux de certains observateurs qu'aucun armistice n'était en vue. Si Tchang Kai-tchek se fatiguait de sortir les marrons soviétiques des flammes de la guerre, il serait immédiatement qualifié de traître à l'unité chinoise, et les agents communistes présents dans toute l'Asie se mettraient à exiger son exil ou son exécution. La paix allait devoir se faire sous une étiquette communiste.

22.1 Chamberlain fait une promesse considérable à la Pologne

Pendant que Staline soufflait sur les braises de la guerre en Extrême-Orient, Hitler lançait la mise en œuvre des plans d'expansion qui allaient bientôt déboucher sur le conflit en Europe. Dès le 24 octobre 1938, Ribbentrop suggéra à Lipski, l'ambassadeur de Pologne à Berlin, que le gouvernement polonais devait convenir d'une « réunion de Dantzig avec le Reich, » et devait également consentir à la construction d'« une autoroute et une voie ferrée extra-territoriales à travers Pomorze. » En retour, la Pologne conserverait le « maintien de la voie ferrée et des infrastructures économiques » à Dantzig, et l'Allemagne garantirait les frontières polono-allemandes. Lipski ne fut guère enthousiasmé par ces propositions,¹ et le ministère polonais des affaires étrangères répondit par un refus poli.²

De nouvelles conversations furent tenues le 19 novembre lorsque Lipski informa franchement Ribbentrop avec une candeur édifiante que « toute

1. De M. Lipski au ministre des affaires étrangères Beck, Berlin, 25 octobre 1938. *Polish White Book* (London, 1939), pp. 47-48 ; *Documents on the Events Preceding the Outbreak of the War. German White Book* (New York, 1940), pp. 199-201.

2. De M. Beck à M. Lipski, 31 octobre 1938. *Polish White Book*, pp. 48-50.

tendance à intégrer la Ville Libre [de Dantzig] au Reich doit inévitablement amener au conflit. » Le ministre des affaires étrangères donna immédiatement des assurances, « sur une tonalité très amicale, » qu'il se sentait tellement proche de la Pologne qu'il ne désirait pas mener les relations avec Lipski d'une « manière diplomatique formelle, » mais sur un plan amical, « franchement et ouvertement. » Après ce geste cordial, il souligna son inquiétude quant à trouver une solution au problème de Dantzig qui serait satisfaisante aux deux parties. Au sujet d'une autoroute traversant le Corridor, Lipski pensait qu'il pourrait « être possible » de parvenir à une entente.³

La scène suivante du drame de Dantzig se déroula à Berchtesgaden. Hitler n'était pas enclin à accepter la réponse négative produite par Beck. En tant que réaliste en termes de politique mondiale, il savait fort bien que la Pologne ne disposait pas de la force militaire nécessaire pour résister aux demandes allemandes, et il était certain qu'aucune puissance, ni aucune combinaison de puissances ne pouvait apporter suffisamment d'assistance à la Pologne pour repousser une attaque allemande sur Varsovie. Mais Hitler ne désirait pas la guerre contre la Pologne. Il pouvait l'utiliser comme rempart pour neutraliser toute menace russe, vers un Troisième Reich fortement étendu, ou peut-être comme alliée au cours d'agressions à l'avenir contre l'Union soviétique. Si la Pologne pouvait accepter le rôle de principal satellite dans l'orbite nazie, son expansion serait garantie. L'Allemagne et la Pologne pouvaient dominer l'Europe et les paroles de Hitler pourraient faire loi de Varsovie à Lisbonne.

Cependant, Beck n'était pas très attiré par les possibilités politiques qui résidaient sur la voie de la coopération germano-polonaise. Il préférait caresser l'espoir d'une indépendance polonaise continue face à la force écrasante de l'Allemagne. À la plus formidable croisée des chemins de toute l'histoire, il rejeta une place dans la machine de guerre allemande sur un chemin promettant à la Pologne puissance et pillages en tant qu'État satellite. Au lieu de cela, lui et le cabinet polonais suivirent les conseils de Chamberlain et empruntèrent la route menant à la guerre contre l'Allemagne et la destruction de l'État polonais qui s'ensuivit. L'entente britanno-polonaise du printemps 1939 amena Hitler à se tourner vers Staline pour chercher l'alliance qui était une incitation à un conflit qui finit par apporter la domination rouge sur une Pologne battue et démembrée. La diplomatie polonaise de 1938-1939 était vouée au désastre.

Au cours des premiers jours de l'année 1939, Hitler estimait que Beck était tellement porté sur les principes de la Realpolitik qu'il serait heureux de marcher main dans la main avec les dirigeants nazis dans une recherche conjointe du pillage, auquel ne s'opposaient faiblement que les États brisés d'Europe. Pour bénéficier de cette possibilité de partir à la

3. De M. Lipski au ministre des affaires étrangères Beck, Berlin, 19 novembre 1938. Ibid., pp. 50-52.

chasse avec Hitler, il aurait un prix certain à payer. Le 5 janvier 1939, à Berchtesgaden, ce sujet fut crûment exposé à Beck. Au sujet des questions de Dantzig et du Corridor, il fallait « sortir des vieilles rengaines et chercher une solution suivant des lignes totalement nouvelles. » Cela impliquerait une solution selon laquelle « Dantzig reviendrait à l'Allemagne politiquement, mais resterait avec la Pologne économiquement. » Quant au Corridor, une connexion « avec la Prusse Orientale était un sujet aussi vital pour le Reich que la connexion à la mer pour la Pologne. » En échange de ces concessions, l'Allemagne offrirait à la Pologne une « une garantie ferme de ses frontières... y compris celles du Corridor. » Beck n'apporta aucune réponse désinvolte à ces propositions. La question de Dantzig était « extraordinairement délicate, » « mails il était tout à fait prêt à repenser ce sujet de fond en comble. »⁴

Le 6 janvier, à Munich, Ribbentrop émit des propositions sur les questions de Dantzig et du Corridor, et Beck les discuta de nouveau. Ribbentrop proposa la « réunion de Dantzig avec l'Allemagne, » et en retour les intérêts économiques de la Pologne dans ce territoire seraient « garantis de la manière la plus généreuse. » Si la Pologne pouvait consentir à une « autoroute et une voie ferrée extra-territoriales traversant le Corridor, » l'Allemagne pourrait dès lors « garantir le Corridor et l'ensemble des possessions actuelles de la Pologne. » Ces propositions laissèrent froid Beck, qui confia sombrement à von Ribbentrop qu'il ne voyait « aucune possibilité d'accord d'aucune sorte » sur ces sujets.⁵

De nouvelles conversations entre Beck et Ribbentrop, tenues à Varsovie du 25 au 27 janvier, ne débouchèrent sur aucun résultat d'importance.⁶ Au mois de mars 1939, Ribbentrop commença à perdre patience avec la Pologne. Le 21 mars, il repassa les questions de Dantzig et du Corridor avec l'ambassadeur Lipski et émit la remarque que le Führer était « de plus en plus surpris par l'attitude polonaise » sur ces questions. Il estimait qu'une nouvelle tentative devait être menée en vue de « mettre la politique germano-polonaise sur la bonne voie, » et il espérait que Beck mènerait prochainement une visite à Berlin dans l'objectif de rechercher une solution aux problèmes qui demandaient une solution rapide. En référence spéciale au Corridor, le Führer reconnaissait la « justesse de la demande polonaise pour disposer d'un libreaccès à la mer, » et il était prêt à « renoncer à la possession du Corridor une bonne fois pour toutes. »⁷

Il est apparent que Hitler pensait aller très loin dans ses offres à la

4. Conversation entre Hitler et Beck à Berchtesgaden, 5 janvier 1939. *German White Book*, pp. 205-7.

5. Conversation entre Ribbentrop et Beck, Munich, 6 janvier 1939. *German White Book*, pp. 207-9; *Polish White Book*, p. 54.

6. Conversations entre Ribbentrop et Beck, Varsovie, 25-27 janvier 1939. *Polish White Book*, p. 56.

7. Conversation entre Ribbentrop et l'ambassadeur Lipski, Berlin, 21 mars 1939. *German White Book*, pp. 210-12.

Pologne. La tonalité truculente tellement évidente dans ses relations avec l'Autriche et la Tchécoslovaquie n'était pas présente dans les ouvertures qu'il pratiquait auprès du ministère polonais des affaires étrangères. Mais Beck rejeta rapidement ces gestes de conciliation. La Pologne ne pouvait pas consentir à voir une route extra-territoriale construite pour traverser le Corridor. Eu égard à Dantzig, le gouvernement polonais pensait que cette question pourrait se résoudre au travers d'une « garantie polono-allemande conjointe » sur la poursuite du statut d'une « ville libre. »⁸

En adoptant son positionnement déterminé en opposition à toute concession à l'Allemagne, Beck s'embarquait dans un pari désespéré, qu'il finit par perdre. Il avait décidé d'essayer d'utiliser la Grande-Bretagne comme force d'équilibrage contre l'Allemagne, alors même qu'il n'avait aucune certitude sur la trajectoire que pourrait emprunter le gouvernement britannique. Il voulait mener une visite à Londres au début du mois d'avril, mais entretenait des appréhensions quant au fait que la Grande-Bretagne pourrait essayer « de transformer sa visite pour de potentielles négociations avec Berlin » plutôt que d'essayer de déterminer une base en vue d'une « collaboration constructive » avec la Pologne.⁹

Chamberlain, de son côté, n'avait aucune intention de se tourner vers Hitler. Il produisit subitement une formule selon laquelle quatre puissances d'importance — la Grande-Bretagne, la France, la Pologne et la Russie — allaient signer une déclaration énonçant qu'elles « agiraient de concert au cas où se manifesteraient de nouveaux signes d'ambitions agressives de la part de l'Allemagne. »¹⁰ Dans une dépêche envoyée au secrétaire Hull, l'ambassadeur Bullitt décrivit la destinée de cette proposition :

*J'ai discuté ce matin de la situation avec Léger. Au sujet de la proposition britannique, la France l'a bien entendu acceptée, et l'Union soviétique l'a acceptée sans condition. Mais la clé de la situation est détenue par la Pologne. Hier matin, Chamberlain avait pour idée que les Polonais n'allaient pas l'accepter. Les Polonais avaient posé un grand nombre de questions au gouvernement britannique eu égard à l'aide exacte que la Grande-Bretagne apporterait à la Pologne en cas d'attaque allemande... Léger a poursuivi en affirmant qu'à son avis, Beck n'oserait pas rejeter la proposition britannique à brûle-pourpoint, car la responsabilité en serait terrible si... l'Allemagne devait par la suite attaquer la Pologne.*¹¹

8. Du ministre des affaires étrangères Beck à l'ambassadeur Lipski, Varsovie, 25 mars 1939. *Polish White Book*, pp. 64-66.

9. De l'ambassadeur Biddle au secrétaire Hull, Varsovie, 18 mars 1939. 740.00/631, *Confidential file*, MS, Department of State.

10. Keith Feiling, *The Life of Neville Chamberlain* (New York, 1946), pp. 402-3.

11. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 24 mars 1939. 740.00/676, MS, Department of State.

Beck rejeta cette proposition britannique, mais prit soin d'expliquer qu'il agissait ainsi par crainte qu'elle ne fût pas « adaptée » à répondre à l'urgence existante. Il préférait de loin un accord bilatéral entre la Grande-Bretagne et la Pologne.¹² Chamberlain apporta une prompte considération à cette suggestion, et le 27 mars, le *Foreign Office* britannique informa Beck que si les Polonais « se défendaient en cas d'attaque, » la Grande-Bretagne formulerait une déclaration promettant « toutes ses forces et toutes ses ressources » à leur assistance. Mais malgré ces mots forts, la Grande-Bretagne n'était pas en mesure d'envoyer dans le Corridor une armée opérationnelle en cas d'attaque allemande contre la Pologne. Le 27 mars, Lord Halifax affirma à l'ambassadeur Kennedy que même face à un conflit possible contre l'Allemagne, aucune action ne serait menée pour ouvrir la voie à la conscription. Le gouvernement de Chamberlain savait que la Grande-Bretagne ne disposait pas des équipements militaires pour armer de possibles conscrits, et craignait également que les syndicats fussent « prêts à perturber le programme industriel » si une tentative sérieuse « de forcer à la conscription » était menée.^{13 14}

Nonobstant cette impasse en matière de préparation militaire, Chamberlain poursuivit de l'avant, et annonça le 31 mars devant la Chambre des Communes que si une action était menée en Europe « menaçant clairement l'indépendance de la Pologne, et à laquelle le gouvernement polonais estimait par conséquent comme vital de s'opposer en usant de ses forces nationales, » le gouvernement de Sa Majesté se sentirait « obligé de prêter immédiatement au gouvernement polonais tout le soutien en son pouvoir. »¹⁵

12. De Beck au comte Raczynski, Varsovie, 23 mars 1939. *Polish White Book*, pp. 70-71.

13. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 27 mars 1939. 740.00/690, *Confidential file*, MS, Department of State. Malgré cette carence de préparation militaire, de nombreux Britanniques parlaient à mots très crus de la manière dont la Grande-Bretagne pourrait agir en cas de guerre contre l'Allemagne. Au mois d'août 1938, la mission militaire britannique au Portugal produisit des commentaires intéressants, qui étaient de nature à intéresser les Polonais. Le lieutenant Chamberlain s'était montré particulièrement loquace : « Nous savons que l'Allemagne et l'Italie bluffent. Les jeunes officiers de notre état-major et moi tenons pour opinion que nous devrions commencer la guerre sur-le-champ. » Il avait la certitude que dans cette guerre, la Grande-Bretagne pourrait compter sur l'« étroite coopération des États-Unis. » À cet égard, le commandant Gade, l'attaché naval étasunien à Lisbonne, produisit une observation pertinente : « Pour l'instant, les possibilités d'une aide rapide à la Grande-Bretagne et à la France sont à l'étude aux États-Unis. Il faut conclure que contrairement à ce qui s'était produit durant la guerre mondiale, l'aide ne sera pas envoyée après une durée d'une année, . . . mais en sept à dix jours. » Lettre de l'état-major général polonais de Varsovie au ministre des affaires étrangères, 8 août 1939. *German White Paper*, pp. 14-16.

14. On peut aussi orienter le lecteur vers l'excellent ouvrage de Russell Grenfell, « [Haine Inconditionnelle](#) », qui traite en détail et avec un style éclatant de ce sujet des tragiques garanties britanniques apportées sur le papier à la Pologne, NdT.

15. Feiling, op. cit., p. 403.

Le côté douteux de cette assurance prodiguée par Chamberlain saute aux yeux lorsque l'on a à l'esprit que le gouvernement britannique ne pouvait pas aligner le moindre soldat dans le Corridor polonais en cas de guerre entre la Pologne et l'Allemagne. Se pose dès lors une question inévitable : Pourquoi Beck recherchait-il avec une telle ferveur une promesse d'aide qui n'était d'aucune réelle valeur ? En tournant le dos à Hitler, il ouvrait la voie à une destruction rapide qu'aucune puissance européenne n'aurait pu éviter. Peut-être pensait-il que Hitler ne faisait que bluffer et qu'il restait en zone de sûreté en jouant le rôle d'un Ajax polonais défiant avec bravoure l'éclair nazi !

Daladier semblait partager cette opinion : il confia à l'ambassadeur Bullitt qu'il était « particulièrement heureux du positionnement fort et courageux adopté par les Polonais. »¹⁶ Mais il restait très préoccupé par le fait que la Grande-Bretagne ne lançait aucun programme de conscription. Si une guerre européenne éclatait, la Grande-Bretagne serait contrainte de se cantonner à un rôle mineur « hormis sur mer. » La France, par conséquent, devrait endosser une charge qui « serait terrible. » Daladier entretenait le soupçon selon lequel la Pologne ne constituerait qu'une faible alliée. Même si Beck signait quelque type d'alliance avec la Grande-Bretagne au cours de sa visite à Londres, la possibilité existait toujours que les « Polonais pussent dégoter une excuse ou une autre pour ne pas souscrire à leurs obligations de se battre aux côtés de la France et de l'Angleterre. »¹⁷

Chamberlain ne ressentait pas cette méfiance envers la Pologne, et continuait d'espérer que la guerre se trouvait tellement lointaine qu'il n'aurait pas à se soucier de conscription avant longtemps. Il avait été quelque peu impressionné par une affirmation que Hitler lui avait faite à Godesberg : « J'ai plus gagné avec les mots qu'avec les baïonnettes. » Aux yeux de l'ambassadeur Kennedy, cette remarque indiquait surtout que Chamberlain, et avec lui l'ensemble du peuple anglais, se laissaient aller à croire en des vœux pieux. Mais Chamberlain était assez réaliste pour reconnaître que Hitler était « tout à fait conscient que le plus longtemps il laisse l'Angleterre et la France s'armer, le moins il a de chances de gagner en un seul coup décisif. »¹⁸

L'importance d'un coup rapide contre la Grande-Bretagne était soulignée dans la presse allemande. L'ambassade britannique à Berlin avertit Lord Halifax que ces commentaires dans la presse reflétaient avec fidélité une hostilité croissante de la part de Hitler envers la politique d'« encerclement » de Chamberlain. Halifax, de son côté, informa le président

16. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 31 mars 1939. 740.00/715, *Confidential file*, MS, Department of State.

17. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 3 avril 1939. 740.00/735, *Confidential file*, MS, Department of State.

18. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 4 avril 1939. 740.00/736, *Confidential file*, MS, Department of State.

Roosevelt que la flotte britannique pouvait à tout moment devenir l'objet d'une « attaque éclair » nazie.¹⁹

En dépit de la détestation vouée par Hitler à la politique d'encerclement britannique, Chamberlain continua sur cette voie, et le 6 avril, il fit émettre une déclaration par le *Foreign Office* selon laquelle la Grande-Bretagne et la Pologne étaient « prêtes à entrer dans un accord de nature permanente » dont l'application serait réciproque. Jusqu'à la signature de cet accord permanent, la Pologne était prête à accorder une assurance à la Grande-Bretagne selon laquelle elle prêterait assistance au gouvernement de Sa Majesté selon les mêmes conditions que celles contenues dans l'assurance britannique du 31 mars.²⁰ Beck avait désormais lancé la Pologne sur la voie de la guerre et de la destruction nationale. Cette politique était directement vouée au désastre.

22.2 Lord Halifax essaye d'« arranger quelque chose » avec le Duce

Chamberlain, tout en œuvrant à des relations plus étroites avec la Pologne, essayait également de séparer Hitler de Mussolini. Le 20 mars, il écrivit une lettre personnelle au Duce, au sein de laquelle il souligna les dangers que contenaient les plans d'expansion allemande de Hitler. Si l'Italie s'alliait avec les démocraties occidentales, la paix en Europe se verrait préservée et des avantages certains seraient assurés. Lord Halifax fit connaître cette lettre à l'ambassadeur Kennedy, et tâcha de le mettre au fait des aspects centraux de la politique britannique. Lorsque Kennedy demanda si la Grande-Bretagne serait encline à « payer un prix élevé » en échange d'une coopération italienne, Halifax répondit qu'il « le pensait, mais ne voulait pas s'en acquitter sans avoir vu la prestation de Mussolini. »²¹

Joseph Davies, l'ambassadeur des États-Unis à Bruxelles, s'accordait avec Chamberlain pour penser que le moment était propice pour établir un accord avec Mussolini. Il craignait grandement que la paix en Europe fût « en train de vaciller. » Il était donc important que le président menât quelque action pour éviter une guerre. Il pensait que Mussolini était le personnage clé de l'Europe. Il était essentiel que le Duce comprît que « les intérêts présents et futurs » de l'Italie étaient étroitement liés aux démocraties occidentales. Si l'Europe devait s'impliquer dans un conflit majeur, les dictatures étaient vouées à perdre. Le Duce devait « progresser lente-

19. De Lord Halifax au président Roosevelt, Londres, 5 avril 1939. 740.00/887 1/2, *Confidential file*, MS, Department of State.

20. Communiqué polono-britannique, 6 avril 1939. *Polish White Book*, p. 74.

21. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 20 mars 1939. 740.00/638, *Confidential file*, MS, Department of State.

ment et ne pas précipiter à présent une crise en formulant des demandes que la fierté française ne peut pas accepter. »²²

Alors que le président Roosevelt accordait un examen attentif à ces suggestions de la part de Davies, Lord Halifax continuait d'espérer qu'il serait en mesure d'« arranger quelque chose » avec Mussolini.²³ Mais Chamberlain commençait à douter que son ministre des affaires étrangères pût parvenir à grand-chose avec le Duce. Il remarqua auprès de Kennedy que Mussolini, en tant que dictateur, devait « rester en mouvement. » Son aventure suivante pouvait se produire en Albanie. Lorsque Kennedy s'enquit de connaître les actions que le gouvernement britannique pourrait mener si le Duce partait dans cette direction, Chamberlain murmura sombrement qu'il s'agirait d'une « terrible calamité du point de vue de l'Angleterre, car il ne voudrait pas entrer en guerre pour l'Albanie. »²⁴

22.3 Mussolini entre en Albanie

La terrible calamité que craignait Chamberlain fut bientôt précipitée par Mussolini. L'armée italienne entra en Albanie et ne rencontra aucun obstacle en s'emparant de l'ensemble du pays. Cette action avait été planifiée des mois durant, et les carnets personnels de [Ciano](#) contiennent des références à foison sur la probable invasion de ce pays. Le désir du Duce de s'emparer de l'Albanie avait été fortement renforcé par l'absorption de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne. Les raisons énoncées par l'Allemagne pour justifier cette action osée étaient tellement spécieuses que Ciano avait été dégoûté par leur caractère transparent : « Des prétextes de cette nature peuvent convenir à la propagande de Goebbels, mais ils ne devraient pas les invoquer auprès de nous. » Aux yeux de Mussolini, il semblait impératif que l'Italie s'emparât de l'Albanie pour contre-balancer les acquisitions allemandes.²⁵

Ciano était véritablement furieux de l'attitude cavalière qu'avait empruntée Hitler pour transmettre au Duce la nouvelle de la prise de la Tchécoslovaquie. Il confia dans son journal qu'il pensait que le Führer était « déloyal et fourbe. » Il nota ensuite que le Roi avait qualifié les Allemands de « scélérats et [de] mendiants, » cependant que le maréchal [Balbo](#) avait violemment exprimé son dégoût face à l'attitude conciliante manifestée par le Duce. À la fin de l'un des ardents discours prononcés par Mussolini pour prôner la collaboration avec l'Allemagne, Balbo avait remarqué avec

22. De l'ambassadeur Davies au secrétaire Hull, Bruxelles, 21 mars 1939. 740.00/646, *Confidential file*, MS, Department of State.

23. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 27 mars 1939. 740.00/690, *Confidential file*, MS, Department of State.

24. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 4 avril 1939. 740.00/736, *Confidential file*, MS, Department of State.

25. *The Ciano Diaries, 1939-1943*, ed. Hugh Gibson (Garden City, 1947), 15 mars 1939, pp. 42-43.

acidité : « Vous cirez les bottes de l'Allemagne. » Mais le Duce continua de s'agripper à Hitler et répondit à ses détracteurs par le commentaire plaintif : « Nous ne pouvons pas jouer les putains politiques. »²⁶

Le roi Zog d'Albanie considéra cela comme un doux euphémisme en apprenant le 7 avril que l'armée italienne attaquait Durazzo. Le lendemain, Tiranë était occupée par les forces militaires du Duce, et les combats étaient achevés. Le 16 avril, une délégation d'Albanie rendit visite à Rome pour remettre la couronne du royaume au roi d'Italie. Ciano nota que le dirigeant de cette délégation (Verlaci) semblait très « abattu » et avait prononcé son discours d'un « air fatigué » ne trahissant aucun enthousiasme.²⁷

Les pré-requis nécessaires à passer un congé à Rome étaient des plus épuisants.

22.4 Réaction étasunienne à la capture de l'Albanie

La réaction des États-Unis à l'absorption de l'Albanie par l'Italie fut immédiate et hostile. La vieille amitié qui avait marqué les relations italo-étasuniennes au cours des premières années du régime Mussolini avait été anéantie par l'alignement du Duce sur Hitler. En 1937, le gouvernement italien avait été fortement déçu par la lenteur qui avait caractérisé les négociations en vue d'un nouveau traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les deux pays, et des tentatives avaient été menées pour pousser le département d'État sur la voie d'une conclusion rapide de ce pacte.²⁸ L'ambassadeur Philipps appréhendait que ce retard persistant de la part des États-Unis pût pousser fermement l'Italie dans les bras ouverts de Hitler, mais le secrétaire Hull insista sur l'idée qu'il était « malavisé de nous lier les mains » en concluant un traité privilégié avec l'Italie, « du moins pour le moment. » Il valait mieux laisser les choses « faire long feu » et attendre une clarification de la situation internationale. Une politique d'attente devait être maintenue, et les réponses étasuniennes aux notes italiennes devaient devenir « plus réfléchies qu'à l'accoutumée. »²⁹

Cette froideur en développement entre l'Italie et les États-Unis amena l'ambassadeur Kennedy à quitter Londres le temps d'une courte visite à Rome. Il découvrit que la comtesse Ciano désapprouvait la disparition de la cordialité qui avait marqué les relations entre les deux pays au début du régime Mussolini. Elle exprimait l'opinion selon laquelle la politique des démocraties avait poussé son père par nécessité à « jouer le jeu de Hitler pour sa propre protection. »

26. Ibid., 19-21 mars 1939, pp. 48-50.

27. Ibid., 16 avril 1939, pp. 66-67.

28. De l'ambassadeur Phillipps au secrétaire Hull, Rome, 8 février, 14 mai, 8 juin, 19 juin 1937. 711.652/85-102, MS, Department of State.

29. De Francis B. Sayre à l'ambassadeur Phillipps, 19 novembre 1937. 711.652/119, MS, Department of State.

Kennedy développa une admiration furtive pour la comtesse Ciano, mais ses dépêches n'expriment que mépris envers son courtisan d'époux. Après avoir rencontré Ciano lors d'un thé, il envoya au secrétaire Hull l'une de ses dépêches les plus piquantes :

*J'ai également rencontré Ciano... Je n'ai aucune idée de ses capacités au travail, mais je n'avais de toute mon existence jamais rencontré un âne aussi pompeux. Il a passé le plus clair de son temps à pousser les filles dans un coin pour discuter, et lors du repas, il ne s'est jamais attardé à discuter sérieusement plus de cinq minutes, de crainte que les deux ou trois filles qui avaient été invitées pour le faire venir pussent s'éclipser... J'en suis venu à penser que nous pourrions réaliser de bien plus grandes choses en envoyant à Rome un chœur d'une dizaine de filles plutôt qu'un contingent de diplomates et une escadrille aérienne... Les discours du président les rendent complètement fous... Chaque fois que le président s'exprime, quoi qu'il dise, nul dans le cabinet ou au gouvernement à Rome n'est disponible pour discuter durant la suite de la journée.*³⁰

À réception de cette dépêche par le département d'État, le secrétaire Hull et le président Roosevelt parurent enchantés de prononcer des discours ou de produire des déclarations de nature à maintenir Mussolini et son cabinet dans un état d'agitation nerveuse élevée. Le 8 avril, Hull dénonça l'invasion de l'Albanie par l'Italie comme une « nouvelle menace à la paix du monde, »³¹ cependant que le même jour, depuis Warm Springs, le président émettait l'opinion selon laquelle le maintien de l'indépendance de toutes les petites nations avait une importance établie pour la sûreté et la prospérité des États-Unis.³²

Le dimanche de Pâques (le 9 avril), alors qu'il partait de Warm Springs à destination de Washington, le président se tourna vers le petit attroupelement qui s'était formé aux abords de son wagon personnel, et émit cette remarque significative : « Je reviendrai à l'automne si nous n'avons pas de guerre. »³³ Walter Lippmann analysa cette déclaration comme une intimation claire envoyée à Hitler et à Mussolini que les États-Unis ne resteraient pas indifférents si les dictateurs continuaient de saper l'indépendance de petites nations.³⁴

Lorsque le président arriva à Washington, le 19 avril, il lut une dépêche confidentielle envoyée par l'ambassadeur Bullitt, qui contenait de forts indices d'une guerre imminente : « J'ai brièvement parlé à Bonnet ce soir.

30. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 17 mars 1939. 865.00/1805, *Confidential file*, MS, Department of State.

31. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), p. 455.

32. *New York Times*, 9 avril 1939.

33. *Ibid.*, 10 avril 1939.

34. *New York Herald-Tribune*, 14, 15 avril 1939.

Il m'a demandé d'informer mon gouvernement qu'"il était minuit moins cinq." La guerre peut éclater à tout moment. »³⁵ Deux jours plus tard, Bullitt parla avec le premier ministre Daladier, qui pensait que Hitler et Mussolini allaient sans doute « faire la guerre dans la semaine, ou la semaine suivante... Il était totalement incapable de comprendre les raisons qui amenaient à ce moment Chamberlain à se montrer optimiste. Il estimait que Chamberlain était soit fourvoyé, soit criminellement faible. »³⁶

Pendant que Daladier parlait de guerre avec Bullitt, Lord Halifax parlait de paix à Kennedy. Le 11 avril, Halifax eut une longue conversation avec Kennedy et apparut « étrangement optimiste. » Il exprima l'opinion selon laquelle il « ne s'attendait pas à la guerre. Il a affirmé qu'il hésite toujours à m'en faire part, car il estime que je pense qu'il "enterre la tête dans le sable" et il reconnaît qu'à cette date, il s'est quelque peu trompé. » Kennedy attribuait cet optimisme pour partie aux assurances produites par le Duce : « L'attitude de Mussolini telle qu'exprimée au gouvernement sur le sujet de l'Albanie n'a pas fait croître leur préoccupation. Au lieu de cela, ils estiment que la situation n'est pas si désespérée que chacun semble le penser. »³⁷

Il était évident aux yeux de Bullitt que le *Foreign Office* britannique se fourvoyait à cause des rapports de couleur rose reçus de la part de Lord Perth, l'ambassadeur britannique à Rome. Bonnet affirma à Bullitt qu'il avait appris de la part de François-Poncet, que Ciano « lui avait promis que l'Italie n'attaquerait positivement pas la Grèce. » Il avait également promis à Perth que « l'armée italienne serait retirée d'Espagne immédiatement après la parade de victoire à Madrid le 2 mai. » Du point de vue de Bullitt, ces déclarations produites par Lord Perth prouvaient qu'il était « un âne comme il l'avait été toute sa vie, et que Mussolini prenait les Britanniques pour des "pigeons." » L'ambassadeur britannique à Paris décrivit comme tout à fait juste cette description de Perth produite par Bullitt.³⁸

Sur la base de ce faux espoir voulant que Mussolini fût en réalité du côté des démocraties, Chamberlain se sentait assez fort pour développer sa politique d'assurance aux nations menacées par une agression allemande. Le 13 avril, il produisit une autre de ses annonces mémorables. La Chambre des Communes fut informée que toute action menaçant l'indépendance de la Grèce ou de la Roumanie amènerait le gouvernement britannique à étendre à ces pays toute l'assistance qu'il avait en son pouvoir.³⁹

35. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 9 avril 1939. 740.00/754, *Confidential file*, MS, Department of State.

36. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, 11 avril 1939. 740.00/772, *Confidential file*, MS, Department of State.

37. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 11 avril 1939. 740.00/774, *Confidential file*, MS, Department of State.

38. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 12 avril 1939. 740.00/787, *Confidential file*, MS, Department of State.

39. Débats parlementaires, Chambre des Communes, 13 avril 1939, CCCXLVI, 13.

Pendant que Chamberlain était activement engagé à étendre des promesses d'aide qu'il lui serait impossible de tenir, Hitler se préparait à la guerre. Le 12 avril, le chef de l'État-major allemand discuta avec le chargé d'affaires étasunien à Berlin. Il n'y alla pas par quatre chemins pour intimider qu'« à moins que diminuât le nombre d'obstacles positionnés sur la voie de l'expansion allemande vers l'Est, il allait devenir nécessaire à Hitler de mettre fin à l'opposition... à l'Ouest. »⁴⁰

Avec ce sentiment de guerre présent dans l'atmosphère européenne, le président prononça le 14 avril une allocution face au Conseil de gouvernance de l'Union Panaméricaine, dont chacun comprit qu'elle était en réalité dirigée vers les dictateurs européens. Il remit en cause la plainte d'encerclement énoncée par Hitler en affirmant qu'il n'y avait « rien qui s'apparente à un encerclement... de quelque nation pacifique par d'autres nations pacifiques. » Puis, s'en prenant directement aux méthodes d'expansion nazies et fascistes, il posa une question dardée de barbelés : « Devons-nous vraiment supposer que les nations ne peuvent pas trouver de meilleure méthode pour parvenir à leurs destinées que celles employées par les Huns et les Vandales il y a 1500 ans ? »⁴¹

En post-scriptum de cette allocution critique et provocatrice, il envoya par câble un appel à Hitler et à Mussolini pour leur demander de ne pas pratiquer d'autre action susceptible de provoquer une guerre européenne. Il leur demanda également de prodiguer des assurances selon lesquelles leurs forces armées « n'attaqueraient ni n'envahiraient » pour une période d'au moins dix années les territoires ou possessions d'une longue liste de nations. Il devait être clair, même aux yeux des dictateurs, que « les problèmes internationaux » pouvaient trouver leur meilleure solution « à la table des négociations. »^{42 43} À ce stade, il se força sans doute, car il n'était pas sans savoir qu'aucune des nations européennes qui avait tiré parti du traité de Versailles n'était prête à renoncer à une seule miette de ses butins de guerre. Les injustices de ce traité ne pouvaient être rectifiées que par la guerre.

Les gouvernements britannique et français étaient bien au fait de ce point, et leurs craintes qu'un conflit finît par se produire les amena à accueillir l'intervention du président dans les affaires de l'Europe. L'ambassadeur Kennedy envoya un mot faisant état de la « grande appréciation » du message en provenance de la Maison-Blanche, mais nota que le premier ministre avait « subi davantage d'échecs au cours de la semaine passée qu'au cours de l'année écoulée. Il marche comme un vieil homme, et

40. Du chargé d'affaires Geist au secrétaire Hull, 13 avril 1939. 740.00/794, *Confidential file*, MS, Department of State.

41. Département d'État, Communiqués de presse, 15 avril 1939, XX, 294-96.

42. *Peace and War*, pp. 455-58.

43. L'équipe de traduction a porté l'intégralité de ce câble en annexe 26.21

hier il s'exprimait comme tel. »⁴⁴ Il commençait à percevoir l'échec total de sa politique.

En France, Daladier et Bonnet ne tarissaient pas d'éloges au sujet de défi posé par le président aux dictateurs. Daladier assura à l'ambassadeur Bullitt qu'il considérait le message comme une « action historique de la première importance, » puis remarqua au sujet du président : « Il est le dernier des Mohicans. »⁴⁵ La symbolique était inquiétante. Est-ce que les Étasuniens, à l'instar des Mohicans, constituaient une race en voie d'extinction en raison de l'impact de guerres dévastatrices ?

22.5 Les dictateurs répondent à la critique du président

La dénonciation par le président des dictateurs sous le terme de « Huns et Vandales » modernes était vouée à provoquer une réponse acerbe. Pour faire monter leur colère, et s'assurer que leurs réponses feraient usage d'un niveau de langage tellement extrême que le public étasunien se ferait de plus en plus favorable à la guerre, le président convoqua le 15 avril une conférence de presse, et usa de ses talents de forain pour impressionner son auditoire en évoquant la manière dont il avait verbalement giflé Hitler et Mussolini.⁴⁶

Mussolini produisit une réponse indirecte le 20 avril lors d'une réunion de fascistes d'influence qui s'étaient rassemblés pour discuter de la tenue d'une exposition internationale à Rome en 1942. Le fait qu'une telle exposition fût en projet constituait une nette démonstration, à en croire le Duce, de ses desseins pacifiques. En référence spécifique au message du président, il remarqua avec mépris qu'il n'était guère impressionné par les communications « messianiques. »⁴⁷

La réponse de Hitler fut une affaire autrement formidable. Le 28 avril, il prononça un discours au Reichstag au cours duquel il endossa le double rôle de Führer et de bouffon de la cour.⁴⁸ Les mots qu'il dirigea vers les auditeurs européens portaient une menace voilée. Le pacte de non-agression avec la Pologne avait été répudié par l'adhésion de la Pologne à la politique d'encerclement soutenue par la Grande-Bretagne et la France. Cette même politique portait une note d'hostilité tellement forte à l'encontre de l'Allemagne qu'elle avait automatiquement invalidé le pacte na-

44. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 17 avril 1939. 740.00/908, *Confidential file*, MS, Department of State.

45. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 15 avril 1939. 740.00/820-823, *Confidential file*, MS, Department of State.

46. *The Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt*, ed. Samuel I. Rosenman (New York, 1938), pp. 205-17.

47. *New York Times*, 21 avril 1939.

48. L'équipe de traduction a porté l'intégralité de ce câble en annexe ??.

val anglo-allemand de 1935 et l'accord consultatif que Hitler avait conclu avec Chamberlain à Munich.

Après cette introduction pleine de défi, Hitler répondit au message du président Roosevelt par une suite de questions et de réponses. Les réponses étaient formulées suivant un style comico-sérieux qui révélait le vif éclat de colère qui existait derrière la mince couche d'humour forcé.⁴⁹ Il rejeta toute idée d'accepter les propositions du président, et à Washington, les hérauts de la guerre se mirent à souffler un message assourdi, qui vint perturber les oreilles inquiètes de millions d'Étatsuniens. Le sénateur Borah estimait que Hitler avait fermé la porte à toute nouvelle discussion sur des propositions de paix, et le sénateur Nye exprima l'opinion selon laquelle le président avait suscité « au moins pour partie » les mots acérés prononcés par le Führer.⁵⁰

Il ne faisait guère de doute quant au fait que les mots provocateurs du message du président avaient apporté l'allume-feu, qui n'attendait plus que les étincelles de la guerre.

22.6 Le rôle de la Russie se fait de plus en plus important

Alors que commençaient à s'étioler les rêves entretenus par Chamberlain de coopération avec Hitler et Mussolini, il se tourna lentement en direction d'un autre dictateur, Joseph Staline. Au cours de la troisième semaine de mars, il avait imaginé une formule à quatre puissances susceptible de bloquer Hitler, mais le gouvernement polonais avait fait objection à toute association avec la Russie. Chamberlain n'en voulait pas au Polonais de leur attitude soupçonneuse, car il avait lui-même longtemps entretenu une « méfiance des plus profondes à l'égard de la Russie. »⁵¹ Le *Foreign Office* britannique partageait ce point de vue et était prêt à « reléguer la Russie en seconde ligne de défense non seulement en raison des difficultés pratiques à l'intégrer dans un accord conclu avec les Polonais, mais également parce qu'il n'a guère de confiance envers la fiabilité de la Russie. »⁵²

Cependant, Lord Halifax tenait prudemment ouverte la ligne avec Moscou, et le 11 avril, il tint une conférence avec Maïsky, l'ambassadeur soviétique à Londres. Il trouva Maïsky « cynique au sujet de l'ensemble de la situation et enclin à penser que le mal est fait, dans la mesure où tout le monde est préoccupé par le fait que la Russie est située sur les lignes de touche. » Ce cynisme candide amena Halifax à « se méfier absolument » de

49. Ibid., 29 avril 1939.

50. Ibid., 29 avril 1939.

51. Feiling, op. cit., p. 403.

52. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 28 mars 1939. 740.00/696, *Confidential file*, MS, Department of State.

Maïsky, et il s'abstint de dire à l'ambassadeur quoi que ce fût d'important, de crainte que cela pût être transmis à de possibles ennemis.⁵³

Les dirigeants français étaient très proches de cette position. Bonnet informa Bullitt que le gouvernement soviétique avait « répondu de manière évasive » aux propositions françaises de conversations militaires entre les officiers d'État-major français et russes. Il trouvait que les Russes se faisaient « bien plus forts dans leurs discours et affirmations qu'ils ne l'étaient lorsqu'il s'agissait de négociation. »⁵⁴ Mais Bonnet avait persisté à demander aux Russes une « garantie unilatérale » des frontières roumaines en cas d'agression allemande contre ce pays. Il avait également suggéré que l'Union soviétique reconsidérât sérieusement la négociation d'un « accord avec la France en vue d'une assistance immédiate en cas de guerre, semblable à l'accord anglo-polonais. »⁵⁵

Il est évident qu'en dépit de la défiance que la Grande-Bretagne et la France entretenaient à l'égard de la Russie, elles continuaient d'obtenir de la part du ministère russe des affaires étrangères des promesses d'aide si Hitler menait une nouvelle action sur la route de l'expansion allemande. Le 15 avril, Sir [William Seeds](#) à Moscou, présenta à Litvinov une suggestion pour que son gouvernement, suivant l'action britannique et française, produisît en propre une déclaration publique selon laquelle « en cas d'action d'agression, quelle qu'elle soit, contre tout État voisin de l'Union soviétique, à laquelle cet État résisterait, l'assistance du gouvernement soviétique lui serait accordée, dès lors que le désir de cette assistance soit manifesté. »⁵⁶

Bonnet expliqua à Bullitt que le gouvernement soviétique avait rejeté la proposition britannique, et avait suggéré à la place que « la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et la France conclussent des accords de soutien militaire immédiat en cas d'agression, semblables au pacte récemment conclu entre la Grande-Bretagne et la Pologne. »⁵⁷ Apparemment, les propositions russes comprenaient également des suggestions pour que l'assistance britannique à la Pologne fût limitée à l'hypothèse d'une agression allemande, et pour que toute alliance polono-roumaine s'appliquât à tous les États, et pas uniquement à la Russie. Selon l'ambassadeur de Pologne à Moscou, [Grzbowski](#), les termes des propositions russes autorisaient l'armée soviétique à entrer en Pologne par les routes du Nord et du Sud, et demandaient une déclaration par la Grande-Bretagne que ses ga-

53. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 11 avril 1939. 740.00/774, *Confidential file*, MS, Department of State.

54. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 12 avril 1939. 740.00/787, *Confidential file*, MS, Department of State.

55. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 15 avril 1939. 740.00/821, *Confidential file*, MS, Department of State.

56. G. Gafencu, *Derniers Jours de l'Europe* (Paris, 1946), p. 140.

57. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, 19 avril 1939. 740.00/1001, *Confidential file*, MS, Department of State.

ranties sur la Pologne ne s'appliqueraient qu'à sa frontière occidentale.⁵⁸ Jules Lukasiewicz, l'ambassadeur de Pologne à Paris, ajoute que la Russie désirait conserver les mains libres dans les États baltes, ainsi qu'un traité polono-russe comprenant des implications profondes.⁵⁹

Mais même si les dirigeants polonais connaissaient les espoirs russes de contrôler l'avenir de leur pays, ils continuaient de rejeter toute proposition allemande en vue d'une entente. Le 26 mars, Ribbentrop essaya une fois de plus d'obtenir de la part de l'ambassadeur Lipski un accord pouvant intégrer la « réunion de Dantzig avec le Reich, et la construction d'une voie routière et d'une voie ferrée extra-territoriales entre le Reich et la Prusse orientale. » Lipski répondit sèchement en remarquant que « toute poursuite plus en avant de ces projets allemands... impliquait la guerre contre la Pologne. »⁶⁰ Le 2 mai, la presse polonaise était arrivée au stade de demander que « Dantzig devint polonaise. »⁶¹

Avec l'expression par Varsovie d'un sentiment montant de nationalisme polonais, les perspectives d'un accord germano-polonais étaient bien minces.

22.7 Le Pape Pie XII produit un plaidoyer de paix

Alors que les nuages de l'incompréhension s'accumulaient à la frontière germano-polonaise, le Pape Pie XII mena une action importante en direction de la paix. Le 5 mai, le Nonce Papal à Paris se présenta à Bonnet, ministre des affaires étrangères, pour l'informer que le Pape avait décidé de convoquer « immédiatement une conférence de paix réunissant les représentants de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de la Pologne. » Bonnet transmet cette information à Daladier, qui informa rapidement le Nonce que la France « ne prendrait pas part à une conférence tenue sous la menace des armes allemandes. » Une telle conférence serait « vouée à l'échec. » Lorsque le Nonce remarqua qu'il était « trop tard pour modifier ce projet, » Daladier répondit qu'il regrettait ce fait, car Sa Sainteté « allait détruire ce faisant l'immense influence dans le monde que l'Église avait acquise grâce au Pape précédent. » Il devait être « clair aux yeux de chacun que le Pape ne serait à l'œuvre que pour tirer les marrons italiens du feu, et préparer un nouveau Munich. »

Ces paroles d'avertissement produisirent une forte impression sur le Nonce, qui retourna ensuite voir Daladier et l'assura que la décision du

58. R. Umiatowski, *Russia and the Polish Republic, 1918-1941* (Londres, 1945), p. 130.

59. Max Beloff, *The Foreign Policy of Soviet Russia, 1929-1941* (New York, 1949), II, 235.

60. Conversation entre Ribbentrop et l'ambassadeur Lipski, 26 mars 1939. *German White Book*, pp. 214-15.

61. Du chargé d'affaires allemand à Varsovie au ministère des affaires étrangères, 2 mai 1939. *Ibid.*, pp. 229-30.

Pape au sujet de la conférence proposée n'était « pas irrévocable, et que l'opinion du gouvernement français aurait un grand poids dans la décision papale. »⁶²

Le 8 mai, Bonnet affirma à Bullitt qu'il avait appris que le Pape disposait d'informations qu'il considérait comme « aussi positives que le fait que Hitler va attaquer la Pologne dans un avenir proche. Cela a été la raison pour laquelle il désirait convoquer une conférence des principales puissances européennes, afin de rechercher une formule de paix. » Le Nonce assura ensuite à Bonnet que Sa Sainteté n'avait « pas consulté Mussolini, ni n'avait été inspirée par Mussolini. »⁶³ Le lendemain, Bullitt conversa avec Alexis Léger, le secrétaire-général du ministère français des affaires étrangères, qui affirma avoir discuté avec Bonnet et Daladier de la proposition du Pape en vue d'une conférence des puissances au sujet de la paix, et qu'il avait été décidé de la rejeter. Si une telle conférence était organisée, « on attendrait des concessions consenties à l'Allemagne et à l'Italie, aussi bien de la part de la France que de la Pologne, avec pour arbitre le Pape et pour super-arbitre la Grande-Bretagne. » Le gouvernement français tenait à l'opinion selon laquelle tout établissement de « bonnes relations entre la France et l'Italie ne pouvait être obtenu qu'au travers de négociations directes. » Le ministère des affaires étrangères était certain que la Pologne « n'accepterait d'arbitrage de la part d'aucune puissance étrangère au sujet des demandes allemandes. » À ce stade, Léger formula pour soupçon que la Grande-Bretagne semblait systématiquement résider en arrière plan des pensées françaises. Il estimait que le gouvernement britannique avait « senti qu'au cours d'une telle conférence, les demandes allemandes pour des colonies britanniques pussent être mises sur le tapis. Halifax avait par conséquent répondu au Nonce papal à Londres qu'il estimait que le gouvernement français n'accepterait pas une telle conférence, et qu'en conséquence, la Grande-Bretagne n'y serait pas favorable. » Halifax avait ensuite fait une « contre-proposition qui montrait clairement qu'une fois éliminée toute question sur des discussions sur les colonies britanniques, la Grande-Bretagne serait très heureuse d'arbitrer les possessions et intérêts de ses associées, la France et la Pologne. » Léger informa Bullitt qu'il préparait à ce moment le brouillon d'une note à la Grande-Bretagne affirmant que la proposition de Halifax serait « tout aussi inacceptable pour le gouvernement français que la proposition du Pape. »⁶⁴

Le mot vint depuis Varsovie que le Nonce Papal dans cette ville avait abordé le sujet d'une conférence à cinq puissances auprès du ministère polonais des affaires étrangères. Beck craignait qu'une telle conférence trai-

62. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 6 mai 1939. 740.00/1355, *Confidential file*, MS, Department of State.

63. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 8 mai 1939. 740.00/1370, *Confidential file*, MS, Department of State.

64. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 9 mai 1939. 740.00/1404, *Confidential file*, MS, Department of State.

terait principalement de concessions françaises accordées à l'Italie, puis se pencherait sur le sujet de concessions polonaises à l'Allemagne. La Pologne ne désirait pas prendre part à une seconde conférence de Munich dont elle serait l'une des principales victimes.⁶⁵ L'opinion de Varsovie était que la proposition du pape pouvait être tracée « indirectement jusque Mussolini. »⁶⁶

Le 9 mai, le secrétaire d'État papal, Maglione, confia à l'ambassadeur de France au Vatican qu'« au vu des réponses reçues par le Pape, semblant indiquer qu'il n'existe pas de danger de guerre immédiat, le Pape avait décidé de suspendre sa suggestion. » Bonnet exprima à Bullitt son grand soulagement vis-à-vis de « cette conclusion de l'affaire, car il considérait comme de prime importance de ne pas offenser le Pape, et il estimait que les sentiments du Pape n'avaient été heurtés en aucune manière. »⁶⁷ Aux yeux de Bonnet, le cérémonial de la diplomatie comptait davantage que la substance.

65. De l'ambassadeur Biddle au secrétaire Hull, Varsovie, 8 mai 1939. 740.00/1372, *Confidential file*, MS, Department of State.

66. De l'ambassadeur Biddle au secrétaire Hull, Varsovie, 10 mai 1939. 740.00/1418, *Confidential file*, MS, Department of State.

67. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 10 mai 1939. 740.00/1416, *Confidential file*, MS, Department of State.

Chapitre 23

Staline allume la mèche de la seconde guerre mondiale

23.1 La Grande-Bretagne se montre réticente à considérer la Russie comme une alliée

Avant que l'interlude papal pour la paix mondiale ait pu même être mis en branle, la Russie avait déjà réalisé ses premières ouvertures à l'Allemagne en vue d'un accord. Le 17 avril 1939, Merekalov, l'ambassadeur soviétique à Berlin, rendit visite au ministère allemand des affaires étrangères et informa franchement Weizsäcker, le secrétaire d'État, qu'il ne voyait aucune raison pour laquelle les relations entre l'Allemagne et la Russie ne devraient pas tourner sur une « base normale. » De fait, sur cette base normale, elles pourraient se faire « meilleures au fil du temps. »¹

Le même jour, alors qu'Allemands et Russes sortaient timidement leurs antennes en vue d'une possible entente, le premier ministre Chamberlain discuta avec l'ambassadeur Kennedy et remarqua avec aisance qu'il estimait pouvoir « conclure un accord avec la Russie dès à présent. » Mais il allait retarder cette action jusqu'à avoir obtenu « règlement de la situation des Balkans. »²

Il est évident qu'il craignait qu'une entente étroite entre la Grande-Bretagne et la Russie pût « diviser la résistance des Balkans face à l'Allemagne et que, si cela attirait l'Espagne au sein de l'Axe, nous pourrions perdre davantage à l'Ouest que nous n'aurions à gagner à l'Est. » Il existait également le facteur constant des soupçons profondément ancrés en Chamberlain envers la Russie et ses objectifs : « Je ne peux pas croire qu'elle a les mêmes desseins et objets que nous, ou la moindre sympathie

1. Mémorandum par Weizsäcker, 17 avril 1939. *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941* (Washington, 1948), pp. 1-2.

2. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 17 avril 1939. 740.00/908, *Confidential file*, MS, Department of State.

envers la démocratie pour ce qu'elle est. Elle craint l'Allemagne et le Japon, et elle serait heureuse de voir d'autres peuples se battre contre ces pays. » Il allait reporter aussi longtemps que possible toute négociation avec la Russie mettant en jeu une étroite connexion politique.³

L'ambassadeur étasunien en poste à Bruxelles (Davies) estimait que cette politique de retard dans le traitement de la Russie constituait une erreur, et il fit appel au secrétaire Hull pour lui demander d'agir sans délai. Il était convaincu que le

*facteur décisif dans la détermination de Hitler sera de savoir si oui ou non la Russie va soutenir la Grande-Bretagne et la France de tout cœur. De source personnelle, je sais que les Soviétiques se sont méfiés de la Grande-Bretagne et de la France ; à la fois de leurs desseins et de leurs performances. Il vous vont confiance [au secrétaire Hull]. Ils me font confiance également. Je suis par conséquent contraint de suggérer que si vous le considérez comme avisé, je me rende à Moscou sous prétexte de régler quelques affaires personnelles durant quelques jours. . . et je peux personnellement, et s'il le faut officieusement, rencontrer Litvinov, Kalinin et Molotov, et j'en suis tout à fait certain, Staline également, dans l'objectif d'aider à assurer un accord rapide et prompt avec la Grande-Bretagne contre l'agression. À mon avis, ni les Français ni les Britanniques ne peuvent atteindre personnellement les plus hautes autorités à Moscou. . . J'ai confiance que moi seul pourrai rencontrer les personnes qu'il faut, par ailleurs inatteignables, mais qu'elles ont confiance en mon bon jugement et en ma sincérité. . . La célérité est vitale.*⁴

Le département d'État n'était pas prêt à autoriser cette mission spéciale à Moscou, si bien que les gouvernements britannique et français continuèrent à leur manière embrouillée de rechercher une base d'accord. Mais le gouvernement soviétique ne leur rendait pas la tâche facile. Le 20 avril, Londres et Paris reçurent en provenance de Moscou une proposition pour que les « trois pays garantissent non seulement de se battre immédiatement en cas d'attaque directe contre l'un des trois, mais également que les trois pays devaient garantir d'entrer en guerre en cas d'agression contre tout autre pays d'Europe. » Bonnet y fit immédiatement objection : les garanties de cette nature n'étaient pas propres à porter une « certitude. » Il serait « totalement impossible » de mettre « les soldats français en ordre de marche en cas d'attaque allemande contre l'Estonie, sauf si une attaque

3. Keith Feiling, *The Life of Neville Chamberlain* (New York, 1946), pp. 408-9.

4. De l'ambassadeur Joseph Davies au secrétaire Hull, Bruxelles, 18 avril 1939. 740.00/934, *Confidential file*, MS, Department of State.

devait préalablement impliquer la Pologne. »⁵

Alors que la Grande-Bretagne et la France essayaient de trouver une formule alternative qui serait acceptable pour Moscou, les pays baltes faisaient montre d'une suspicion avérée face aux propositions russes pour défendre leur intégrité. Au cours de la troisième semaine du mois d'avril 1939, l'Estonie et la Lettonie envoyèrent des notes au ministère russe des affaires étrangères affirmant avec emphase ne pas être en danger, et n'avoir aucun besoin de la moindre assistance de la part de la Russie. Deux semaines plus tard, elles affirmaient être prêtes à « signer un pacte de non-agression avec l'Allemagne. »⁶

La Roumanie également entretenait de forts soupçons à l'encontre de la Russie. Le 25 avril, Gafencu, le ministre roumain des affaires étrangères, eut une conversation à Londres avec l'ambassadeur Kennedy. Il lui confia qu'il avait fortement exhorté le *Foreign Office* britannique « à ne rien avoir à faire avec la Russie... car la Russie ne pense pas de la même manière et n'est pas réellement intéressée par la paix telle que le reste du monde la comprend. » Il était convaincu que Hitler ne voulait pas la guerre, mais essaierait de gagner « Dantzig et les colonies au travers d'une bataille de mots. » Mais néanmoins, en tant qu'ancien soldat, il avait souligné à Chamberlain l'importance de réaliser une conscription immédiatement si jamais sa prophétie ne se réalisait pas.⁷ Il lui apparaissait que la « politique de l'Union soviétique était de s'impliquer aussi peu que possible dans toute guerre européenne dans l'espoir qu'à la fin d'une telle guerre... l'Armée rouge pourrait balayer le continent dans l'intérêt du bolchevisme. »⁸

Le *Foreign Office* britannique partageait certains des soupçons de Gafencu vis-à-vis de la Russie, et n'aurait pas pu être poussé vers une relation étroite avec le gouvernement soviétique. Le 24 avril, Halifax envoya des instructions à l'ambassadeur britannique à Moscou pour lui demander d'interroger « immédiatement le gouvernement soviétique sur l'idée d'émettre une garantie [unilatérale] de la Roumanie et de la Pologne à quatre avec les garanties britanniques... Le gouvernement français... considérait cette nouvelle démarche britannique comme extrêmement stupide et refusa de dépêcher un ambassadeur de France à Moscou se joindre à son collègue britannique dans cette démarche. » Si le gouvernement soviétique devait émettre cette déclaration, le seul résultat « serait de faire enrager Polonais et Roumains. » Le ministère français des affaires étrangères proposa pour alternative que l'on demandât à l'Union soviétique « de garantir d'assu-

5. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 21 avril 1939. 740.00/1068, *Confidential file*, MS, Department of State.

6. David J. Dallin, *Soviet Russia's Foreign Policy, 1930-1942* (New Haven, 1942), p. 23; De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 21 avril 1939. 740.00/1072, *Confidential file*, MS, Department of State.

7. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 25 avril 1939. 740.00/1160, *Confidential file*, MS, Department of State.

8. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 28 avril 1939. 740.00/1218, *Confidential file*, MS, Department of State.

rer un soutien à la France et à l'Angleterre au cas où l'une ou l'autre se trouverait impliquée dans la guerre en raison de promesses de protéger des États de l'Europe de l'Est. De même, la France et l'Angleterre devaient convenir d'accorder un soutien à l'Union soviétique au cas où celle-ci se trouverait impliquée dans la guerre en raison d'une assistance à la France et à l'Angleterre. »⁹

Alors que l'on discutait à ce sujet, Daladier faisait « étendre au niveau le plus haut possible les préparations militaires de la France. » Un armement imposant aurait bien plus d'effet sur Hitler que l'emploi de mots justes. L'ambassadeur britannique à Paris avait exprimé l'opinion selon laquelle le discours de Hitler du 28 avril avait « laissé la voie ouverte à des négociations fructueuses. » Ce point de vue était considéré par Daladier comme « une aberration dangereuse. » Il ne fallait faire aucune pression sur la Pologne pour qu'elle acceptât les propositions allemandes d'entente.¹⁰

L'état d'esprit britannique perturbait Daladier à de nombreux égards. Lord Halifax faisait montre d'une véritable réticence à accepter les dernières propositions françaises pour la Russie.¹¹ Le *Foreign Office* britannique se montrait très préoccupé de ne pas provoquer les « susceptibilités de la Pologne et de la Roumanie lorsque la Russie était concernée. » Qui plus est, il ne voulait pas perdre « la sympathie du monde dans son ensemble en donnant une prise à la propagande allemande anti-Comintern. », ni ne désirait « mettre en péril la cause de la paix en provoquant des actions violentes de la part de l'Allemagne. »

Après avoir examiné soigneusement la situation, Lord Halifax envoya cette proposition alternative à la France : le gouvernement soviétique devait formuler une déclaration publique de sa propre initiative, faisant référence aux nouvelles obligations endossées par la Grande-Bretagne et la France relativement à certains pays d'Europe de l'Est. Il devait ensuite affirmer qu'au cas où la Grande-Bretagne ou la France se trouverait impliquée dans les hostilités en remplissant ces obligations, l'assistance du gouvernement soviétique serait disponible, si désirée, et serait accordée de manière à être la plus pratique possible. Ce phrasé prudent, pensait-on,

9. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 25 avril 1939. 740.00/1154, *Confidential file*, MS, Department of State.

10. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 28 avril 1939. 740.00/1230, *Confidential file*, MS, Department of State.

11. Ces propositions comprenaient les points suivants : (1) si la France devait se trouver impliquée dans la guerre en raison d'une assistance militaire accordée à la Pologne ou à la Roumanie, l'Union soviétique allait immédiatement soutenir la France avec toutes ses forces militaires ; (2) si l'Union soviétique devait se trouver impliquée dans la guerre en raison d'une assistance accordée à la Pologne ou à la Roumanie, la France allait soutenir immédiatement l'Union soviétique avec toutes ses forces militaires ; (3) des conversations devaient être tenues sur-le-champ « dans l'objectif de mesures de concertation pour rendre efficaces les assistances envisagées. » De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 29 avril 1939. 740.00/1235, *Confidential file*, MS, Department of State.

n'offenserait en aucune manière les susceptibilités de la Pologne ou de la Roumanie.¹²

Il apparaît que l'attitude circonspecte du *Foreign Office* britannique offensa Staline. Payart, le chargé d'affaires français à Moscou, affirma que les propositions de Halifax avaient « enragé Staline » qui les considérait comme une tentative de reléguer la Russie au rôle de puissance de troisième rang. En tous cas, Litvinov démissionna subitement de son poste de commissaire aux affaires étrangères le 3 mai, et Molotov lui fut désigné comme successeur. À Londres, Sir Robert Vansittart, le conseiller diplomatique en chef du gouvernement, exprima ses craintes à Bullitt à l'idée que le renvoi de Litvinov impliquait l'adoption par le gouvernement soviétique d'une politique d'isolement. Si tel était le cas, cela amènerait bientôt à l'« effondrement de la résistance à Hitler en Europe occidentale et dans les Balkans. » Lorsque Bullitt s'enquit de savoir si la démission de Litvinov avait été provoquée par la « politique dilatoire et presque insultante que le gouvernement britannique avait poursuivie vis-à-vis de l'Union soviétique depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler, » Vansittart répondit qu'il « craignait que la politique britannique ait pu contribuer à l'attitude de Staline. »

Bullitt poursuivit sa conversation avec Vansittart et connut soudain la plus grande surprise de toute sa carrière diplomatique. À sa question de savoir pourquoi le gouvernement britannique avait refusé les propositions françaises relatives à une action de concert avec la Russie, Vansittart répondit franchement qu'« aucune proposition française n'était encore parvenue au gouvernement britannique. » Sir Eric Phipps, à Paris, ne les avait apparemment pas considérées comme assez importantes pour se hâter de les transmettre au *Foreign Office*. Après qu'il se fut remis de sa stupeur, Bullitt résuma pour Vansitaart les propositions françaises que le diplomate britannique déclara sur le champ comme « très supérieures » à celles soutenues par Lord Halifax. Sans perdre un instant, Bullitt se rendit à Paris et persuada Daladier de téléphoner à l'ambassadeur Corbier, à Londres, et de lui donner pour instruction de présenter les propositions françaises au *Foreign Office* britannique.¹³

Mais le *Foreign Office* britannique n'accorda guère d'attention à ces pressions. Le 8 mai, la réponse britannique aux propositions soviétiques du 17 avril fut remise à Molotov par l'ambassadeur britannique à Moscou. En substance, la nouvelle proposition britannique contenait les éléments suivants :

1. Le gouvernement soviétique devait annoncer sa volonté d'assister la Pologne et la Roumanie si ces pays devaient constituer les victimes

12. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 1^{er} mai 1939. 740.00/1256, *Confidential file*, MS, Department of State.

13. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 5 mai 1939. 740.00/1351, *Confidential file*, MS, Department of State.

d'une agression ;

2. Cette assistance devrait être apportée sous forme adaptée, uniquement si elle était demandée, et uniquement si la Grande-Bretagne et la France, en application des garanties qu'elles avaient offertes à la Pologne et à la Roumanie, avaient déjà agi pour mettre en œuvre ces garanties.¹⁴

Le 11 mai, dans les colonnes d'*Izvestia*, l'attitude de la Russie à l'égard de ces propositions fut clairement énoncée :

Les suggestions de la Grande-Bretagne évitent le sujet d'un pacte d'assistance mutuelle entre la France, la Grande-Bretagne et l'URSS, et considèrent que le gouvernement soviétique devrait venir immédiatement à l'aide de la Grande-Bretagne et de la France si celles-ci devaient se trouver impliquées dans des hostilités en résultante d'obligations qu'elles ont endossées en apportant des garanties à la Pologne et à la Roumanie.

La Grande-Bretagne ne dit rien de l'aide que l'URSS devrait naturellement recevoir, en vertu du principe de réciprocité, de la part de la France et de la Grande-Bretagne, si elle-même se trouvait impliquée dans des hostilités par suite des obligations qu'elle peut assumer en apportant des garanties à l'un ou l'autre des États d'Europe de l'Est.

*Il s'ensuit par conséquent que selon cet arrangement, l'URSS doit se retrouver dans une position d'inégalité.*¹⁵

Daladier se montra sympathique vis-à-vis de cette critique russe de l'attitude du *Foreign Office* britannique, et ne tint pas responsable le gouvernement soviétique d'avoir rejeté les propositions britanniques. En commentant le blocage diplomatique en cours, il confia à Bullitt qu'il allait insister pour que les propositions françaises fussent établies comme base de toute nouvelle négociation avec la Russie. Tout ce que les Britanniques avaient accompli par leurs « propositions dilatoires et tièdes était de rigidifier les conditions de la Russie. » Il n'entretenait « guère d'illusions » au sujet de l'Union soviétique, mais estimait qu'il était « essentiel » de faire figurer la Russie dans le concert des nations opposées à Hitler.¹⁶

Sous forte pression de la France, le *Foreign Office* britannique amenuisa son attitude de refus de compromis vis-à-vis de la Russie. Le 24 mai, Lord Halifax fit savoir à Sir Ronald Lindsay, à Washington, que le gouvernement soviétique avait été informé que la Grande-Bretagne était « désormais disposée à accepter qu'une coopération concrète entre les gouvernements

14. Du chargé d'Affaires Grummon au secrétaire Hull, Moscou, 9 mai 1939. 740.00/1385, *Confidential file*, MS, Department of State.

15. Max Beloff, *The Foreign Policy of Soviet Russia, 1929-1941* (New York, 1947), II, 244-45.

16. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 16 mai 1939. 740.00/1500, *Confidential file*, MS, Department of State.

soviétique, français et britannique contre les agressions en Europe pourrait être basée sur un système de garanties mutuelles en conformité générale avec les principes de la Société des Nations. » Cette coopération allait couvrir les attaques directes contre l'un ou l'autre des trois gouvernements par un État européen, et les cas où l'un ou l'autre d'entre eux se trouverait engagé dans des hostilités avec un État européen « par conséquence d'une agression par ce dernier contre un autre pays européen. »¹⁷

Mais ces propositions britanniques ne faisaient aucune référence à une assistance pouvant être accordée à l'Estonie, la Lettonie ou la Finlande au cas où ces pays baltes pourraient devenir victimes d'agression. Dans un discours du 31 mai, Molotov attira l'attention sur les dangers de l'infiltration allemande dans les États jouxtant la Russie soviétique, et exprima l'opinion selon laquelle le gouvernement britannique n'avait pas pour l'instant examiné de système de réciprocité véritable dans sa proposition de concert de puissances. Le 3 juin, la réponse russe aux dernières propositions britanniques fut reçue à Londres. Elle soulignait la nécessité d'une garantie concrète accordée à l'Estonie et à la Lettonie, bien que ces États restassent opposés à un tel accord. Le 7 juin, le premier ministre Chamberlain informa la Chambre des Communes de l'importante défiance nourrie par les pays baltes à l'égard de toute garantie de leur statut. Le jour même, l'Estonie et la Lettonie firent part de leurs soupçons à l'encontre de la Russie en signant des traités de non-agression avec l'Allemagne.¹⁸

Dans l'édition du 8 juin du *Morning Post*, Winston Churchill mena une attaque sur l'attitude du gouvernement de Chamberlain envers la Russie, et s'employa à justifier les demandes formulées par le gouvernement soviétique en vue de l'inclusion des États baltes dans le système de garanties en proposition. Pour répondre à cette critique et s'attirer les bonnes grâces de l'opinion publique, Chamberlain annonça que William Strang, le chef du département européen au sein du *Foreign Office*, allait être envoyé en mission spéciale à Moscou. Mais il estimait s'être fait forcer la main sur l'ensemble de cette affaire russe, et laissa paraître ses sentiments au cours d'une conversation avec l'ambassadeur Kennedy :

Il [Chamberlain] a affirmé ne pas du tout voir la situation d'un oeil favorable. . . Il considère que la chose la plus importante qui pourrait être faite serait que les Français pratiquassent un geste envers les Italiens sur la question de leurs demandes. . . La situation russe est des plus ennuyeuses pour lui. Il n'est pas du tout sûr que les Russes aient la moindre inclination à conclure le pacte, et s'ils n'acceptent pas la dernière proposition, il n'est pas du tout sûr de ne pas laisser tomber l'ensemble

17. De Lord Halifax à Sir Ronald Lindsay, 24 mai 1939. 740.00/1670, *Confidential file*, MS, Department of State.

18. Dallin, op. cit., pp. 41-42; *German White Book*, pp. 367-69.

de ce sujet.¹⁹

D'évidence, Chamberlain traînait les pieds sur la voie peu avenante d'un possible accord avec la Russie. Sous l'impact de la pression de l'opinion publique, il avait arrangé la visite de Strang à Moscou, mais cette mission spéciale n'allait rien donner car les instructions prodiguées à Strang étaient si intransigeantes qu'elles ne pouvaient déboucher sur aucune entente avec le gouvernement soviétique. Au sujet des États baltes et de la Belgique, de la Hollande, de la Pologne, de la Roumanie et de la Suisse, il tenait une position ferme contre l'« imposition de garanties aux puissances non-désireuses d'en recevoir. » Dans la mesure où le gouvernement de Sa Majesté n'avait aucune intention de proposer de garantie à la Pologne contre la Russie, « il estime que la Grande-Bretagne ne devrait pas accorder de garantie ou en recevoir de la Russie au sujet d'une attaque polonaise. » En conclusion, le gouvernement de Sa Majesté n'était pas prêt à conclure un « accord tripartite ni de conclure une paix séparée... avant que les objectifs de la paix aient été décidés. »²⁰

Armé de ces instructions, Strang entama ses conversations diplomatiques avec Molotov le 15 juin. Apparemment, le commissaire russe aux affaires étrangères était prêt à « laisser temporairement en suspens » les propositions en lien avec une garantie des États baltes si les objections britanniques étaient « insurmontables. » Selon sa prescription, le pacte tripartite proposé serait une « garantie contre l'agression directe » et excluait la possibilité « d'une attaque contre l'un des signataires résultant de l'assistance prodiguée par ce dernier à une Puissance tierce. » Cette suggestion ne plaisait pas à M. Strang, qui indiqua que la Grande-Bretagne était désireuse d'obtenir l'aide russe au cas où elle se trouverait impliquée dans des hostilités découlant d'une assistance à la Pologne. Mais Molotov maintint sa position fermement, et insista également pour que fût incluse une clause « excluant une paix séparée » dans l'accord proposé.²¹

Molotov semblait particulièrement préoccupé par la possibilité d'une infiltration allemande dans les États baltes et ensuite d'un coup d'État pour installer des dirigeants favorables aux desseins allemands. Pour cette raison, il souligna l'importance d'« entreprendre d'apporter de l'assistance, en cas d'agression directe aussi bien qu'indirecte. » Il demandait également que l'accord politique proposé allât de paire avec une convention militaire de nature détaillée. Ses demandes furent fortement contestées par les délégations britannique et française à Moscou.²²

19. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 9 juin 1939. 740.00/1684, *Confidential file*, MS, Department of State.

20. De Lord Halifax à Sir Ronald Lindsay, 12 juin 1939. 740.00/1797, *Confidential file*, MS, Department of State.

21. De Lord Halifax à Sir Ronald Lindsay, 17 juin 1939. 740.00/1799, *Confidential file*, MS, Department of State.

22. Beloff, op. cit., II, 254 ; L. B. Namier, *Diplomatic Prelude, 1938-1939* (New York, 1948), pp. 186-89.

23.2 Chamberlain se met à courir après le fantôme russe

L'opposition britannique aux demandes russes baissait au fur et à mesure que la situation européenne empirait. À la fin du mois de juin, le *Foreign Office* britannique était prêt à aller assez loin pour apaiser la Russie. Cela fut dit de manière très franche par Daladier à l'ambassadeur Bullitt :

Daladier a affirmé que les Britanniques faisaient désormais des pieds et des mains pour accéder aux exigences russes. Deux textes à soumettre au gouvernement soviétique ont été préparés ce jour. Le premier ne faisait aucune mention spécifique des États baltes, de la Hollande, de la Belgique ou de la Suisse, mais devait être accompagné d'un mémorandum secret couvrant ces pays. Le second exprimait une acceptation totale des demandes russes. À Moscou, Strang devait recevoir pour instruction ce soir ou demain de présenter ces deux textes au gouvernement soviétique et d'expliquer que les Britanniques et les Français préféraient le premier texte, mais étaient prêts à accepter le second si les Russes insistaient.

*J'ai demandé à Daladier s'il pensait que ceci allait clôturer les négociations ou s'il pensait que les Russes allaient insister pour soumettre cet accord politique à la conclusion d'un futur accord militaire. Il a affirmé avoir exhorté les Britanniques à reprendre la question d'un accord militaire avec les Russes avant de remettre sur la table le sujet de l'accord politique, mais que les Britanniques avaient refusé d'agir de la sorte. Il n'était en aucune manière certain que les Russes allaient se soumettre à cette demande, et craignait que l'on pût faire trainer les négociations sans fin. . . Il a ajouté que le gouvernement soviétique avait assuré de manière répétée aux gouvernements français et britannique qu'il n'était impliqué en aucune manière dans des négociations en cours avec le gouvernement allemand.*²³

23.3 L'Allemagne recherche un accord avec la Russie

Ces assurances étaient pour partie vraies. La base d'un accord germano-russe avait déjà été établie. Le 30 mai, le secrétaire d'État allemand aux affaires étrangères avait envoyé à l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou des instructions parmi lesquelles figurait un paragraphe révélateur : « Contrairement à la politique énoncée précédemment, nous avons désormais décidé

23. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 28 juin 1939. 740.00/1822, *Confidential file*, MS, Department of State.

d'entreprendre des négociations concrètes avec l'Union soviétique. » Astakhov, le chargé d'affaires russe à Berlin, avait été invité au ministère des affaires étrangères pour discuter avec Weizsäcker, qui avait fait mention des remarques énoncées au mois d'avril par l'ambassadeur russe au sujet d'une « amélioration des relations politiques russo-allemandes. » Il avait ensuite affirmé qu'il ne savait pas « si de l'espace restait encore pour une normalisation graduelle [des relations] après que Moscou avait, peut-être, déjà prêté l'oreille aux attraits de Londres. » Astakhov avait répondu avec prudence qu'il allait attendre des instructions de la part de Moscou avant de discuter le sujet plus avant.²⁴

La Russie avait mené l'action suivante en passant par le représentant bulgare à Berlin. Le 15 juin, il s'était présenté au ministère des affaires étrangères et avait discuté avec le Dr. Woermann, chef de la division politique. Il avait expliqué énergiquement à Woermann que si « l'Allemagne déclarait qu'elle n'attaquerait pas l'Union soviétique, ou qu'elle allait conclure un pacte de non-agression avec celle-ci, l'Union soviétique ne conclurait sans doute pas de traité avec l'Angleterre. »²⁵

Sur la base de cette indication, Schulenberg se présenta le 29 juin au ministère russe des affaires étrangères et eut une longue conversation avec Molotov. Il prodigua une assurance selon laquelle « nous allions apprécier une normalisation des relations entre l'Allemagne et la Russie soviétique. . . À cette fin, nous avons produit un certain nombre de preuves, telles que des réserves dans la presse allemande, la conclusion des traités de non-agression avec les pays baltes et un désir de reprise des relations économiques. . . Nous. . . pourrions continuer de tirer parti de toute opportunité d'attester de notre bonne volonté. » Molotov répondit que la politique étrangère du gouvernement soviétique « visait à l'entretien de bonnes relations avec tous les pays et ceci s'applique bien entendu, pourvu qu'une réciprocité se manifeste, également à l'Allemagne. » Il remarqua pour finir que « la normalisation des relations avec l'Allemagne était désirable et possible. »²⁶

23.4 La Grande-Bretagne et la France pratiquent de nouvelles ouvertures à destination de la Russie

Les démocraties occidentales n'avaient aucune connaissance des négociations secrètes qui étaient menées entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique. Daladier entretenait des doutes vis-à-vis des assurances prodiguées par la Russie, mais n'avait aucune idée du fait que l'accord entre

24. De Weizsäcker à Schulenberg, Berlin, 30 mai 1939. Relations nazi-soviétiques, 1939-1941, PP- 15-17.

25. Mémoire du ministère des affaires étrangères rédigé par le Dr. Woermann, 15 juin 1939. Ibid., pp. 20-21.

26. Ambassadeur d'Allemagne à Moscou (Schulenberg) au ministère allemand des affaires étrangères, 29 juin 1939. Ibid., pp. 26-27.

nazis et soviétiques approchait d'une conclusion rapide. Léger exprima à Bullitt l'opinion selon laquelle « il existait quatre-vingts chances sur cent » que les conversations anglo-françaises avec Molotov à Moscou « pussent être conclues avec succès dans un avenir proche. » Mais d'autres difficultés se présentaient :

*Les relations entre la Pologne et la France avaient une nouvelle fois pris une tournure extraordinairement désagréable. À un moment où il était absolument essentiel pour le gouvernement français de connaître les pensées exactes du gouvernement polonais eu égard à Dantzig, l'ambassadeur de Pologne à Paris était tellement nerveux et irritable qu'il était impossible de mener une véritable conversation confidentielle avec lui. Il avait insulté Daladier ainsi que Bonnet de manière tellement grossière que Daladier ne voulait plus le rencontrer, et que Bonnet ne parvenait à rien avec lui. De même, Beck à Varsovie n'avait aucune relation de nature confidentielle avec l'ambassadeur de France. Par conséquent, tous les représentants français, à commencer par Daladier, se montraient réticents à faire quoi que ce fût de concret pour la Pologne. Il [Léger] estime que la France ainsi que l'Angleterre devraient consentir des emprunts à la Pologne et envoyer des avions en Pologne sur-le-champ pour convaincre les Allemands que la France et l'Angleterre sont déterminées à soutenir la Pologne dans l'hypothèse où celle-ci se trouverait impliquée dans une guerre contre l'Allemagne. L'ambassadeur de Pologne était tout à fait fondé dans ses demandes d'assistance ; mais sa manière de présenter les choses... était telle qu'il ruina sa propre cause.*²⁷

L'optimisme affiché par Léger au sujet des progrès satisfaisants des négociations anglo-françaises avec le gouvernement soviétique était tout à fait prématuré. Le sujet des garanties provoquait de sérieuses préoccupations quant au fait que certains des États qui devaient être couverts par ces promesses se prononçaient ouvertement contre leur existence. La Finlande, la Hollande et la Suisse clamèrent haut et fort leurs objections lors de la première semaine du mois de juillet,²⁸ ce qui contraignit la Grande-Bretagne et la France à rechercher désespérément une formule qui fût satisfaisante pour tous. Le 30 juin, l'ambassadeur britannique reçut pour instruction de soumettre au gouvernement soviétique une proposition mettant « tous les États susceptibles de recevoir une assistance sur le même pied d'égalité. » La proposition donnait également le droit au gouvernement soviétique de « décider de la nécessité » de prodiguer une

27. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 30 juin 1939. 740.00/1840, *Confidential file*, MS, Department of State.

28. *Bulletin of International News*, XVI, pp. 721, 736-37, 741.

assistance à l'un des États garantis. Des assurances devaient également être données à Moscou sur « l'aide anglo-française une fois les hostilités démarrées. » L'ambassadeur britannique à Moscou reçut également pour instruction d'indiquer les « effets préjudiciables sur le front de la paix (au vu des objections publiques ou privées émises par les États baltes et par la Roumanie, et de l'attitude inconnue de la Hollande vis-à-vis d'une garantie soviétique ou tripartite) des demandes russes pour publication dans un traité d'une liste d'États garantis face aux agressions. » Il devait exprimer la préférence britannique pour l'énumération de ces États garantis dans un accord supplémentaire secret. Il était également important d'intégrer la Hollande, la Suisse et peut-être le Luxembourg dans la liste des États auxquels la protection serait garantie.²⁹

Molotov était prêt à faire étendre la liste des États garantis afin d'y intégrer la Belgique, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Turquie, mais était fortement opposé à l'ajout de la Hollande et de la Suisse à moins que des pactes d'assistance mutuelle entre l'URSS et la Pologne ainsi que la Turquie fussent conclus sur-le-champ. Il désirait également que fût défini le terme « agression indirecte » comme « un coup d'État intérieur ou un renversement de politique dans les intérêts d'un agresseur. »³⁰ Il existait plusieurs formules alternatives candidates à définir une « agression indirecte, » mais aucune d'entre elle ne donnait satisfaction, et les conversations se poursuivaient. Un accord sur le sujet d'une convention militaire était également difficile. Le 7 juillet, Lord Halifax était prêt à accorder des concessions supplémentaires au gouvernement soviétique. Il allait accepter la définition qui suit pour le terme d'agression indirecte : « Action acceptée par l'État en question sous la menace de la force de la part d'une autre puissance, et impliquant l'abandon de son indépendance ou de sa neutralité. » L'ambassadeur britannique à Moscou reçut pour instruction d'essayer d'inclure une « consultation en cas d'agression contre la Hollande, la Suisse ou le Luxembourg. » Si un accord était impossible sur cette suggestion, il devait essayer d'assurer un « accord tripartite limité, susceptible d'extension, et prévoyant une consultation en cas d'agression contre une autre Puissance. » Il était clairement énoncé que le *Foreign Office* n'« accepterait pas de faire dépendre de la conclusion de conversations militaires la mise en application de l'accord. »³¹

Le même jour où Halifax envoya ces instructions à Moscou, l'ambas-

29. De Lord Halifax à Sir Ronald Lindsay, 30 juin 1939. 740.00/1895, *Confidential file*, MS, Department of State.

30. De Lord Halifax à Sir Ronald Lindsay, 4 juillet 1939. 740.00/1897, *Confidential file*, MS, Department of State. Voir également, Georges Bonnet, *Défense de la Paix : De Washington au Quai d'Orsay* (Genève, 1946), p. 193 ; G. Gafencu, *Derniers Jours de l'Europe* (Paris, 1946), pp. 217-23.

31. De Lord Halifax à Sir Ronald Lindsay, 7 juillet 1939. 740.00/1958, *Confidential file*, MS, Department of State.

sadeur Bullitt eut une conversation avec le ministre français des affaires étrangères. La difficulté à trouver une définition acceptable d'« agression indirecte » revint une fois de plus sur la table :

Cette après-midi, Bonnet m'a dit que les instructions avaient désormais été envoyées aux ambassadeurs britannique et français à Moscou, pour leur enjoindre d'affirmer au gouvernement soviétique que la définition soviétique d'« agression indirecte » était tout à fait inacceptable aux yeux des gouvernements français et britannique. Il a affirmé que la partie de la note soviétique qui avait particulièrement choqué Français et Britanniques était la phrase selon laquelle « toute modification dans la composition d'un gouvernement de n'importe quel État balte qui tend à donner un avantage à un agresseur doit amener à une action militaire immédiate de la part de l'Union soviétique, de la France et de l'Angleterre. » Bonnet a ajouté que cette phrase, si on l'ajoutait, permettrait à l'Union soviétique d'envahir n'importe quel État balte à tout instant en invoquant un prétexte sans fondement, et avec le soutien de la France et de l'Angleterre. Il était évident que ni la France, ni l'Angleterre ne pouvaient accepter une telle proposition.

Bonnet a ajouté que les ambassadeurs français et britannique à Moscou s'étaient vus proposer un grand nombre de définitions alternatives de l'agression qu'ils pourraient proposer à Molotov... Ils avaient également reçu pour ordre d'informer l'Union soviétique que la France et l'Angleterre étaient prêtes à reporter la signature immédiate d'un accord au sujet de la Suisse et de la Hollande pourvu que les Russes acceptassent de discuter du sujet par la suite.

*J'[Bullitt] ai demandé à Bonnet s'il pensait encore que les négociations avec l'Union soviétique pourraient parvenir à une conclusion fructueuse. Il m'a répondu n'en avoir vraiment aucune idée. Les demandes russes avaient été tellement extraordinaires qu'il n'était plus certain que le gouvernement soviétique désirait véritablement parvenir à un accord.*³²

Deux semaines plus tard environ [le 19 juillet], le *Foreign Office* britannique produisit une autre concession, mais sans accepter l'ensemble du programme russe. La situation fut laconiquement décrite à l'ambassadeur Kennedy par Lord Halifax :

Halifax a affirmé que leurs dernières paroles aux Russes sont désormais qu'ils vont accepter le pacte militaire, mais ne vont pas accepter la définition des Russes de l'agression indirecte, et

32. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 7 juillet 1939. 740.00/1887, *Confidential file*, MS, Department of State.

*que si les Russes insistent pour la conserver, les Anglais vont laisser tomber l'ensemble de l'accord.*³³

Le lendemain, Kennedy discuta avec le premier ministre Chamberlain. Quoiqu'il restât relativement optimiste sur la perspective générale des trente jours à suivre, il était

*malade et dégoûté des Russes, et cependant qu'il estime que les Russes sont désireux de poursuivre les échanges sans rien accomplir, sa patience est épuisée. Il m'a dit qu'il avait eu une conversation avec le Prince Paul de Yougoslavie, et que ce dernier était tout à fait de l'opinion que si l'Angleterre ne consommait pas d'accord avec les Russes, l'Allemagne le ferait. Le premier ministre a affirmé ne pas percevoir de danger de cette sorte.*³⁴

Le 5 août, Lord Halifax envoya à Sir Ronald Lindsay, à Washington, une brève note : « Lors de l'entretien du 2 août, Molotov a refusé de nouveau notre définition d'agression indirecte. »³⁵ Le jeu était désormais presque bouclé, et Molotov était presque prêt à dévoiler sa main. La farce de la poursuite des conversations se poursuivit le 12 août, lorsque les missions britannique et française arrivèrent à Moscou. Voroshilov posa rapidement la question très embarrassante de savoir si la Pologne et la Roumanie allaient autoriser le passage des troupes russes sur leur territoire en cas d'agression allemande. Le général Doumenc télégraphia à Paris et exhorta le gouvernement Daladier d'accepter le point de vue russe et d'exercer des pressions sur la Pologne pour qu'elle accordât des concessions à la Russie.³⁶

23.5 L'Allemagne signe un traité important avec la Russie

Pendant que les gouvernements britannique et français recherchaient avec empressement une formule d'arrangement avec la Russie, le gouvernement allemand était en train de réussir à pratiquer un rapprochement avec son voisin de l'Est. Dans la soirée du 26 juillet, le Dr. Carl Schnurre, chef de la division de l'Europe de l'Est au sein du ministère allemand des

33. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 19 juillet 1939. 740.00/1931, *Confidential file*, MS, Department of State.

34. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 20 juillet 1939. 740.00/1936, *Confidential file*, MS, Department of State.

35. De Lord Halifax à Sir Ronald Lindsay, 5 août 1939. 740.00/2044, *Confidential file*, MS, Department of State. Le point de vue britannique sur l'agression indirecte fut clairement énoncé par Lord Halifax le 24 juillet, « L'État en question doit être en train d'agir sous la menace de la force et ses actions doivent impliquer l'abandon de son indépendance et de sa neutralité. » 740.00/2018, *Confidential file*, MS, Department of State.

36. Namier, op. cit., pp. 206-8 ; Georges Bonnet, *Fin d'une Europe*, pp. 275-94.

affaires étrangères, invita Astakhov, le chargé d'affaires soviétique, ainsi que Barbarin, le chef de la mission commerciale soviétique en Allemagne, à dîner. Astakhov fit mention de l'étroite communauté d'intérêts en matière de politique étrangère qui avait jadis existé entre l'Allemagne et la Russie. Le Dr. Schnurre resta sur ce thème et indiqua rapidement que les anciennes relations d'amitié pouvaient être rétablies en adoptant le programme qui suit :

1. ré-établissement de la collaboration dans les affaires économiques ;
2. normalisation et amélioration des relations politiques ;
3. un nouvel arrangement prenant en compte les intérêts politiques vitaux des deux parties.

Astakhov était d'accord avec cette vision, mais recommanda avec prudence que le mouvement en direction de cet accord fût « très lent et graduel. »³⁷

Mais l'Allemagne était pressée de conclure cette entente avec la Russie soviétique. Le 2 août, Ribbentrop eut une conversation importante avec Astakhov au cours de laquelle il souligna l'opinion que le gouvernement allemand était « favorablement disposé envers la Russie. » Si Moscou entretenait des dispositions similaires, il n'y avait « aucun problème, de la Mer Baltique à la Mer Noire, qui ne pût être résolu par nos deux pays. »³⁸

À Moscou, Schulenburg discuta de la situation avec Molotov qui reconnut franchement que son gouvernement « désirait la normalisation et l'amélioration » des relations avec l'Allemagne. Mais cet aveu était protégé, et Molotov se montrait tellement prudent en l'énonçant qu'il apparaissait comment évident aux yeux de l'ambassadeur d'Allemagne qu'il allait falloir « des efforts considérables de notre part pour amener le gouvernement soviétique à évoluer. »³⁹

Il devint bientôt évident que Ribbentrop était prêt à consentir à ces efforts. Le 14 août, Schulenburg reçut pour instruction de rencontrer Molotov et d'insister sur l'opinion selon laquelle la période d'opposition entre la Russie soviétique et l'Allemagne nazie pouvait « prendre fin une bonne fois pour toutes » en passant par une évaluation franche des intérêts mutuels. Il n'existait aucun « véritable conflit d'intérêts entre l'Allemagne et l'URSS. » De fait, il n'existait manifestement aucune « cause d'attitude agressive de la part d'un pays contre l'autre. » Il devait être évident que « la politique germano-soviétique est parvenue aujourd'hui à un point d'inflexion historique. » La situation en Europe appelait à une coopération germano-soviétique, pas au conflit. Il serait fatal « si par manque mutuel de vision et d'intentions, nos peuples devaient finalement se trouver séparés. » La crise existante était d'une nature tellement grave que

37. Mémoire du ministère allemand des affaires étrangères, 27 juillet 1939. *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*, pp. 32-36.

38. De Ribbentrop à l'ambassadeur Schulenburg, 3 août 1939. *Ibid.*, pp. 37-38.

39. De Schulenburg à Ribbentrop, Moscou, 4 août 1939. *Ibid.*, pp. 39-41.

von Ribbentrop était prêt à mener une visite à Moscou en personne pour présenter le point de vue allemand à Molotov ainsi qu'à Staline.⁴⁰

Molotov assura à Schulenburg qu'il « accueillait chaudement les intentions allemandes d'amélioration des relations avec l'Union soviétique » mais insista sur l'idée qu'une « préparation adéquate » à une discussion des problèmes considérables dans les relations germano-soviétiques était « indispensable. » Au cours de la conversation, Molotov parut si « inhabituellement complaisant » que Schulenburg adopta l'opinion selon laquelle le ministère soviétique des affaires étrangères considérait la suggestion d'une visite allemande à Moscou comme un témoignage « très flatteur » d'un désir allemand de coopération nazie avec la Russie. La situation s'améliorait si vite qu'il semblait que le Reich pourrait « atteindre les résultats désirés » dans les négociations en cours.⁴¹

Avec des négociations en progression rapide vers une conclusion favorable, le ministère allemand des affaires étrangères accéléra le tempo de ses efforts. Schulenburg reçut pour instruction d'assurer à Molotov que l'Allemagne était prête à signer un pacte de non-agression. Qui plus est, le Reich garantirait les États baltes conjointement avec l'Union soviétique, et exercerait une influence « pour une amélioration des relations russo-japonaises. » Pour accélérer la signature d'un traité couvrant ces points, von Ribbentrop indiqua être prêt à prendre l'avion pour Moscou n'importe quand à partir du 18 août.⁴²

Molotov interpréta la proposition de visite de von Ribbentrop à Moscou comme une indication que le gouvernement allemand apportait davantage de valeur à une coopération avec la Russie que le gouvernement Chamberlain, en Grande-Bretagne, qui n'avait guère envoyé à Moscou qu'un chef de l'une des divisions du ministère des affaires étrangères (Strang). Mais il désirait établir clairement que la Russie souhaitait la conclusion d'un accord économique avant que fût établie une entente politique.⁴³

Ce désir fut facilement satisfait au travers de la signature, à Berlin, d'une convention ayant trait exclusivement aux affaires économiques. Le 20 août, Hitler envoya personnellement un télégramme à Staline au travers duquel il acceptait expressément le brouillon d'un traité de non-agression que Molotov avait préparé. Il demandait ensuite que Staline reçût le ministre des affaires étrangères von Ribbentrop le 22 ou le 23 août.⁴⁴ Staline produisit une réponse favorable et la scène fut ainsi prête pour un accord germano-soviétique, qui déboucha sur la seconde guerre mondiale.⁴⁵

40. De Ribbentrop à Schulenburg, 14 août 1939. Ibid., pp. 50-52.

41. De Schulenburg au ministère allemand des affaires étrangères, Moscou, 16 août 1939 ; de Schulenburg au secrétaire d'État des affaires étrangères allemandes, Moscou, 16 août 1939. Ibid., pp. 52-57.

42. De Ribbentrop à Schulenburg, 16 août 1939. Ibid., pp. 58-59.

43. De Schulenburg à Ribbentrop, Moscou, 18 août 1939. Ibid., p. 58.

44. De Hitler à Staline, 20 août 1939. Ibid., pp. 66-67.

45. De Staline à Hitler, 21 août 1939. Ibid., p. 69.

Dans l'intervalle, les conversations se poursuivirent entre Voroshilov et les membres de la mission militaire anglo-française. Les demandes exprimées par Voroshilov étaient volontairement inacceptables. Non seulement la Russie insistait-elle sur le droit des troupes russes à pénétrer sur les territoires polonais et roumain, mais également pour occuper les principaux ports des États baltes et les principales îles aux abords de leurs côtes, si elle estimait que de telles mesures seraient nécessaires pour bloquer une agression allemande. Ces demandes produisirent une impression très défavorable sur les dirigeants polonais, qui doutaient de la bonne foi russe. Lorsque l'ambassadeur français demanda l'accord pour la demande russe visant à accorder le droit à l'armée russe de traverser le territoire polonais, Beck, le ministre des affaires étrangères, répondit : « Nous n'accordons à personne, sous aucune forme, le droit de discuter de l'usage de n'importe quelle partie de notre territoire par une armée étrangère. »⁴⁶ Le 21 août, à en croire Daladier, il outrepassa les objections polonaises sur ce sujet et autorisa le général Doumenc à signer la convention militaire proposée avec la Russie. M. Bonnet et M. Lukasiewicz, l'ambassadeur de Pologne à Paris, ont produit des versions différentes,⁴⁷ mais le fait n'est pas d'une grande importance, car l'annonce de la mission Ribbentrop à Moscou sonna le glas de tout rapprochement entre la Russie et les démocraties occidentales.

Ribbentrop arriva à Moscou dans l'après-midi du 23 août. Il tint au cours de la soirée une longue conférence avec Staline, qui critiqua vertement la Grande-Bretagne. Ribbentrop résonnait sur la même note, et se plaignit avec acidité de ce que la Grande-Bretagne avait toujours essayé de « perturber le développement de bonnes relations entre l'Allemagne et l'Union soviétique. » Elle était de toute évidence faible et « voulait laisser les autres se battre pour sa revendication arrogante de domination mondiale. » Staline était d'accord avec cette mise en accusation. Il n'avait pas apprécié l'attitude de la mission militaire britannique qui « n'avait jamais dit au gouvernement soviétique ce qu'elle voulait réellement. » Il ne faisait aucun doute dans son esprit que la Grande-Bretagne, sur un plan militaire, était distinctement faible. Sa domination sur le monde, en dépit de cela, résultait « de la stupidité des autres pays que se laissent toujours bluffer. » Après avoir trinqué comme il se devait, la signature du traité de non-agression germano-soviétique fut acclamée comme l'aube d'un nouveau jour politique dans le jeu mondial.⁴⁸

46. Namier, op. cit., pp. 207-9 ; Leon Noel, *L'Agression Allemande contre la Pologne* (Paris, 1946), p. 423.

47. Édouard Daladier, « Le Procès de Nuremberg et le Pacte Germano-Russe, » *Mi-nerve*, 5 avril 1946 ; Général Maurice Gamelin, *Servir* (Paris, 1936), II, 444, soutiennent que Daladier commença par télégraphier au général Doumenc, puis s'assura de disposer du consentement polonais.

48. Mémoire d'une conversation entre Ribbentrop et Staline, 23-24 août 1939. *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*, pp. 72-78.

23.6 Le Duce essaye de s'équilibrer sur un fil diplomatique glissant

Au cours du fatidique mois d'août, Mussolini essaya désespérément de conserver une position décente sur un fil diplomatique très glissant. Dès le 7 juillet, il avait affirmé à l'ambassadeur britannique (Lorraine) que « si l'Angleterre est prête à se battre en défense de la Pologne, l'Italie prendra les armes avec son alliée allemande. » Mais il vacillait de plus en plus au fur et à mesure que la crise s'approfondit. Le 10 août, il donna franchement pour instruction à Ciano d'« informer les Allemands que nous devons éviter un conflit avec la Pologne, car il sera impossible de le contenir au niveau local, et une guerre générale serait désastreuse pour chacun. »⁴⁹ Ribbentrop s'indigna de cette politique de prudence : « la décision de combattre est implacable. » Après avoir parlé avec Hitler, Ciano comprit qu'il « ne restait plus rien à faire. Il [Hitler] a décidé de frapper, et il va le faire. »⁵⁰

Ciano rentra à Rome « totalement dégoûté par les Allemands, par leur dirigeant, par leur manière de faire les choses. Ils nous ont trahis et nous ont mentis. » Mussolini, après avoir examiné les rapports de Ciano, décida (le 15 août) que l'Italie ne devrait « pas marcher aveuglément aux côtés de l'Allemagne... Il veut du temps pour préparer la rupture avec l'Allemagne. »⁵¹

Le dix-huit, cependant, les doutes du Duce refirent surface et il fit remarquer à Ciano que « l'Allemagne pourrait faire de bonnes affaires à faible coût. » Qui plus est, il craignait « la rage de Hitler. » Le vingt-et-un, le Duce annonça à Ciano qu'il avait décidé d'aller de l'avant avec les Allemands, mais après beaucoup de débats il consentit à la tenue d'une conférence entre Ciano et Ribbentrop. Il convint que Ribbentrop devait être informé que l'Italie n'allait « pas intervenir si le conflit est provoqué par une attaque contre la Pologne. »⁵²

Mais l'accord nazi-soviétique du 23 août contraria les calculs de Ciano et la proposition de rencontre avec le ministre allemand des affaires étrangères fut abandonnée.

23.7 Chamberlain étend ses promesses à la Pologne

Alors que le Duce essayait de manœuvrer pour trouver une position favorable sur un fil instable, Chamberlain continuait d'essayer de raisonner avec Hitler. Le 22 août, il envoya un avertissement à Berlin : malgré l'annonce de l'accord nazi-soviétique, la Grande-Bretagne assurerait

49. *The Ciano Diaries, 1939-1943*, ed. Hugh Gibson (Garden City, 1947). pp. 109, 118.

50. *Ibid.*, p. 119.

51. *Ibid.*, p. 120-21.

52. *Ibid.*, pp. 123-25.

ses obligations de défense de l'indépendance polonaise.⁵³ Lorsque Nevile Henderson se rendit à Berchtesgaden pour remettre cette communication, il trouva Hitler dans un état d'« excitabilité extrême. » Au cours d'un second entretien, le Führer se montra plus composé, mais très critique envers la politique britannique. Il ne faisait plus « confiance à M. Chamberlain » qui avait signé « un chèque en blanc à la Pologne. »⁵⁴ Dans une lettre au premier ministre britannique, il affirma fermement son désir constant de paix avec la Grande-Bretagne, et se plaignit de ce que ses avancées pacifiques aient toujours été rejetées. Au sujet des questions de Dantzig et du Corridor, il observa qu'il avait été prêt à les régler « sur la base d'une proposition de magnanimité véritablement sans parallèle. » Mais la Pologne, agissant sur la base d'assurances d'assistance armée de la part de la Grande-Bretagne en cas de conflit avec l'Allemagne, avait refusé d'accéder à une demande allemande de restitution de Dantzig au Reich et de construction d'une voie ferrée et routière traversant le Corridor. La Grande-Bretagne et la France mobilisaient également leurs forces armées comme menace visant à contraindre l'Allemagne à reculer vis-à-vis de sa position ferme face à la Pologne. Cette action allait contraindre l'Allemagne à répondre à la mobilisation par la mobilisation.⁵⁵

Cette impasse diplomatique fit réaliser aux dirigeants européens que la seconde guerre mondiale pouvait démarrer le lendemain. Pour éviter un tel désastre, le roi Léopold de Belgique, parlant au nom desdites « Puissances d'Oslo » (Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Hollande, Norvège et Suède), émit un appel à « ceux qui ont dans les mains le destin du monde, » pour qu'ils évitassent « la catastrophe qui menace l'humanité. » Avec une vision prophétique, cet appel soulignait le fait que l'impact d'une seconde guerre mondiale allait détruire « les valeurs spirituelles et matérielles créées par des siècles de civilisation ; » aucune nation n'en sortirait comme « vainqueur. »⁵⁶

Cet appel lancé par le roi Léopold fut suivi par un autre émis par le Pape Pie XII (le 24 août), qui admonesta les dirigeants européens : « rien n'est perdu avec la paix ; tout peut se perdre avec la guerre. »⁵⁷

La veille, le président Roosevelt avait envoyé un message urgent au roi Victor Emmanuel d'Italie, l'exhortant à « formuler des propositions pour une solution pacifique de la crise présente. »⁵⁸ Ciano pensait que l'appel du président ne faisait « guère de sens, »⁵⁹ et après avoir attendu plusieurs jours, le roi répondit que « nous avons fait, et continuons de faire ce qui

53. *British Blue Book*, p. 97.

54. Sir Nevile Henderson, *Failure of a Mission* (New York, 1940), pp. 269-70.

55. Du chancelier Hitler au premier ministre Chamberlain, 23 août 1939. *British White Paper*, p. 10.

56. *British Blue Book*, pp. 185-86.

57. *Ibid.*, pp. 191-92.

58. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), p. 475.

59. Gibson, *op. cit.*, p. 127.

est à notre portée pour instaurer la paix avec la justice. »⁶⁰ Sans attendre cette réponse, le président avait également envoyé des appels à Mościcki, président de la Pologne, ainsi qu'au chancelier Hitler (le 24 août) pour les exhorter à essayer de régler leurs différends au travers de négociations directes ou d'un arbitrage.⁶¹

Mościcki répondit sur-le-champ (le 25 août) préférer de loin les négociations directes. Constatant l'absence de réponse de la part de Hitler, le président Roosevelt lui envoya (le 25 août) un second message évoquant la disponibilité du gouvernement polonais pour trouver un chemin vers la paix au travers de négociations directes.⁶² En réponse à ces pressions, Hitler répondit qu'il n'avait « laissé de côté aucune option dans le dessein de régler le différend entre l'Allemagne et la Pologne de manière amicale. Même à la dernière heure, il avait accepté une offre de la part du gouvernement de Grande-Bretagne de pratiquer une médiation dans ce différend. Cependant, en raison de l'attitude du gouvernement polonais, toutes ces tentatives étaient restées sans résultat. »⁶³

Alors que le second message de Roosevelt était en chemin vers Hitler, le Führer envoya un message à Mussolini, intimant que l'action contre la Pologne allait démarrer « dans peu de temps. » Il demanda alors une « compréhension italienne » vis-à-vis de sa position. Le Duce répondit que l'Italie n'était « pas prête à entrer en guerre. » Ciano, pour illustrer cette réponse, se mit à établir une longue liste (« assez pour tuer un taureau — si un taureau savait lire ») de besoins militaires essentiels à tout effort de guerre italien.⁶⁴

Pendant que Ciano faisait ces calculs, Hitler convoqua Nevile Henderson à la chancellerie. Il souligna l'importance d'un règlement rapide du différend entre l'Allemagne et la Pologne, puis fit une offre d'amitié et en fin de compte d'alliance entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Parlant avec « calme et sincérité apparente, » il décrivit ses tentatives comme un « dernier effort, pour avoir la conscience claire, d'assurer de bonnes relations avec la Grande-Bretagne. »⁶⁵ Il aurait pu s'épargner cette peine, car le même jour (25 août), Chamberlain venait de valider un traité ayant de profondes implications avec la Pologne. Celui-ci prévoyait que si « l'une des Parties contractantes se trouve engagée dans des hostilités avec une Puissance européenne par conséquence d'agression de cette dernière contre la Partie contractante, l'autre Partie contractante accordera sans délai à la Partie contractante engagée dans des hostilités tout le soutien et toute l'assistance en son pouvoir. » Le traité obligeait ensuite la Grande-Bretagne

60. Department of State, Bulletin, I, pp. 159-60.

61. Ibid., pp. 157-59.

62. *Peace and War*, pp. 479-80.

63. Ibid., p. 483.

64. Gibson, op. cit., pp. 128-29.

65. Henderson, op. cit., p. 272.

et la Pologne à maintenir le *statu quo* dans de vastes régions d'Europe de l'Est.⁶⁶

Cette action de Chamberlain est aussi difficile à comprendre que ses promesses consenties à la Pologne aux mois de mars et d'avril. S'il avait été prêt à « rendre l'Europe de l'Est géographiquement indéfendable, à laisser Hitler bouger vers l'est, avec la forte probabilité qu'il en viendrait à se battre contre Staline, » une telle politique aurait été « la plus saine et la plus prometteuse que la diplomatie occidentale aurait pu produire. »⁶⁷ Au lieu de cela, le premier ministre britannique endossa une suite d'obligations qu'il n'aurait jamais été en mesure de remplir, et pour être certain que tel était bien le cas il ne s'occupa pas de constituer l'Armée britannique. Bien que la Chambre des Communes approuvât une loi de conscription le 27 avril, le premier contingent de recrues britanniques ne fut appelé sous les couleurs qu'au mois de juillet. Il n'y avait aucun soldat disponible pour s'empresser de rejoindre la Pologne, et seule une force ridiculement faible était propre à servir en France. Il est évident qu'André Géraud (Pertinax) devait écrire un livre sur les « fossoyeurs de la Grande-Bretagne ».

23.8 Hitler envoie un avertissement à la France

Après avoir envoyé à Londres Nevile Henderson avec une autre note à destination de Chamberlain, Hitler se tourna vers la France. Le 25 août, il convoqua l'ambassadeur de France (M. Coulondre) à la chancellerie, et produisit une déclaration qui devait être transmise à Daladier. Il réfutait tout désir de guerre contre la France, surtout pour le compte de la Pologne. Au printemps 1939, il avait fait « des propositions extrêmement justes à la Pologne, demandant le retour de Dantzig au sein du Reich et une étroite bande de territoire menant de cette ville allemande à la Prusse orientale. » Voilà que les Polonais avaient non seulement rejeté ces « propositions », mais avaient également fait subir à la minorité allemande « les traitements les pires qui soient. » Pour empirer encore bien davantage les choses, le gouvernement polonais avait décrété la mobilisation générale et ouvrait le feu sur les avions allemands qui traversaient le Corridor. De telles actions étaient intolérables. Si l'Allemagne adoptait les mesures appropriées face à celles-ci, et si la France accordait son soutien à la Pologne en cette instance, la guerre entre l'Allemagne et la France serait inévitable.⁶⁸

La réponse apportée par Daladier fut digne et compétente : « À moins que vous n'attribuiez au peuple français une conception de l'honneur national moins élevée que celle que je reconnais moi-même au peuple allemand, vous ne pouvez pas douter que la France sera fidèle à ses promesses

66. Le texte du traité fait partie du *Polish White Book*, pp. 100-102.

67. William H. Chamberlin, *America's Second Crusade* (Chicago, 1950), p. 51.

68. De M. Coulondre à M. Georges Bonnet, Berlin, 25 août 1939. *French Yellow Book*, pp. 302-5.

solemnelles accordées aux autres nations qui, j'en suis tout à fait certain, veut également vivre en paix avec l'Allemagne. » Il avait confiance quant au fait qu'il n'existait aucune véritable barrière à une solution pacifique à la crise existante, si la volonté de paix existait « de manière égale parmi toutes les parties. » Pour ce qui le concernait, nul ne devait douter une seconde qu'il était prêt à pratiquer tous les efforts qu'« un honnête homme » pouvait faire « pour garantir » la réussite d'un véritable progrès vers un juste règlement des différends.⁶⁹

En présentant cette note à Hitler, M. Coulondre le supplia « au nom de l'histoire et au nom de l'humanité, de ne pas repousser cette dernière chance. » Il fit la remarque selon laquelle le prestige du Führer était assez grand « hors d'Allemagne pour rester intact même après un geste d'apaisement. » Hitler répondit rapidement que la décision en revenait en vérité à la Pologne. Si celle-ci voulait réaliser des concessions, il y aurait la paix, mais « l'esprit de la Pologne était pétri de résistance morbide. » Par conséquent, si elle manifestait une volonté apparente de « discuter des sujets, elle serait sans doute en position de gagner du temps pour sa mobilisation. »⁷⁰

Le 27 août, Hitler répondit formellement à la lettre de Daladier. Après avoir répété son désir de paix avec la France, il fit mention des provocations polonaises croissantes et des traitements brutaux supposés de la minorité allemande sous contrôle polonais. Cette « situation macédonienne doit être liquidée sur notre frontière de l'Est. » Il était désormais nécessaire de formuler une prescription précise pour la paix : « Dantzig et le Corridor doivent revenir à l'Allemagne. »⁷¹

Ces conditions étaient équivalentes à une déclaration de guerre.

23.9 Le Führer se tourne une fois de plus vers la Grande-Bretagne

Mais en dépit du fait que ses demandes équivalaient à une déclaration de guerre, Hitler continuait d'afficher quelque espoir que Chamberlain céderait au dernier moment, et préparait la voie pour un nouveau Munich. Il est évident, sur la base des documents de Nuremberg, que « quelque temps... après avoir signé le traité avec la Russie soviétique [le 23 août 1939], » Hitler produisit l'« ordre d'une campagne contre la Pologne. » Le début de cette campagne était « décrété pour le 25 août, mais le 24 août, dans l'après-midi, il fut reporté jusqu'au 1^{er} septembre pour attendre

69. De M. Georges Bonnet à M. Coulondre, Paris, 26 août 1939, avec jointe la communication de Daladier à Hitler. Ibid., pp. 311-12.

70. De M. Coulondre à M. Georges Bonnet, Berlin, 27 août 1939. Ibid., pp. 317-18.

71. Du chancelier Hitler au premier ministre Daladier, 27 août 1939. Ibid., pp. 321-24.

les résultats des nouvelles manœuvres diplomatiques avec l'ambassadeur d'Angleterre. » ⁷²

Ce témoignage du général Goering fut confirmé par Ribbentrop : « Apprenant que des actions militaires avaient été entreprises contre la Pologne, je lui ai demandé [au Führer] de les suspendre et d'arrêter l'avancée. Le Führer a accepté immédiatement de le faire. . . Cela s'est produit le 25 août 1939, puis les négociations avec M. Henderson ont commencé à Berlin. . . Le Führer a réitéré une offre d'amitié et de collaboration étroite avec la Grande-Bretagne. Après que ceci ne donna rien, le Führer a décidé de traiter directement avec les Polonais. » ⁷³

Le 26 août, Henderson arriva à Londres avec la dernière proposition émise par Hitler. Après deux jours d'examen attentif, le cabinet britannique renvoya Henderson à Berlin avec une longue réponse. Il était convenu que devait se produire un prompt règlement des « différends entre l'Allemagne et la Pologne, » mais « en pré-requis à ce règlement, le gouvernement allemand devait clairement comprendre que le gouvernement de Sa Majesté avait des obligations envers la Pologne auxquels il est soumis, et qu'il compte honorer. » Il devait cependant être tout à fait possible qu'une « solution raisonnable du différend entre l'Allemagne et la Pologne pût être appliquée par un accord. . . qui intégrerait la sauvegarde des intérêts essentiels de la Pologne. » Cet accord devait ensuite être « garanti par d'autres Puissances. » Si on le désirait, le gouvernement de Sa Majesté « serait prêt à apporter sa contribution à l'application concrète d'une telle garantie. » Pour parvenir à ce rapprochement des points de vue entre l'Allemagne et la Pologne, des discussions directes entre les deux puissances devaient être rapidement initiées. Ne pas parvenir à un « juste règlement » des difficultés existantes allait « ruiner les espoirs d'une meilleure compréhension entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, » et « amènerait les deux pays en conflit. » ⁷⁴

Cette dernière phrase sonne de manière résolument sinistre, ce qui indique qu'alors que Hitler se faisait plus conciliant, à partir du 25 août, le cabinet britannique affirmait sa détermination à se tenir derrière la Pologne. En référence aux raisons pour lesquelles Hitler poursuivit cette politique de conciliation, Henderson dispose d'observations pertinentes. Il avait « des raisons de penser. . . que l'ordre donné à l'armée allemande d'avancer en Pologne avait en réalité été prononcé pour la nuit du 25 au 26 août. Il est difficile sinon de trouver des justifications pour les divers ordres et arrangements qui entrèrent en application les 26 et 27 août. . . Il se peut fort bien. . . que Hitler ait eu après avoir reçu la lettre du premier

72. *Témoignage du général Goering*, Nuremberg, 29 août 1945. *Nazi Conspiracy and Aggression*, VIII, TC-90, 534-35.

73. *The testimony of Herr von Ribbentrop*, 29 août 1945, Nuremberg. Ibid., TC-91, pp. 535-36.

74. Réponse du gouvernement de Sa Majesté au chancelier Hitler, 28 août 1939. *British Blue Book.*, p. 126 ff.

ministre une hésitation, et ait annulé les ordres envoyés à son armée... Son hésitation fit suite... à une tentative finale de détacher la Grande-Bretagne de la Pologne. » ⁷⁵

Les documents de Nuremberg montrent que l'« intuition » nourrie par Henderson au sujet de la bascule soudaine des plans de Hitler au sujet de la Pologne fut remarquablement exacte. Après avoir émis des ordres pour que l'armée allemande entrât en Pologne, il perdit les nerfs et mena une dernière tentative d'amener le gouvernement britannique à écrire un nouveau chapitre d'apaisement. Il savait que les armées allemande et russe écraseraient la Pologne en quelques semaines, et que la Grande-Bretagne ne pourrait rien faire pour entraver leurs actions. Mais cette campagne de Pologne lui mettait de nombreux doutes à l'esprit. En fin de compte, quel serait le prix qu'il devrait verser à Staline pour son assistance ? Était-il possible de faire une meilleure affaire avec le crédule Chamberlain ?

En tous cas, Hitler essaya une nouvelle fois la conciliation. Lorsque le soir du 28 août Henderson arriva à Berlin en possession de la réponse du gouvernement britannique à la dernière proposition émise par Hitler, il se rendit sur-le-champ à la chancellerie. Il y trouva le Führer « une fois de plus amical et raisonnable, et n'apparaissant pas mécontent de la réponse que je lui avais apportée. Il indiqua... qu'il devait l'étudier avec soin, et qu'il me livrerait une réponse écrite le lendemain... Il ne prit pas d'engagement, mais resta calme et même conciliant. » ⁷⁶

Mais le 29 août, la situation empira. Le gouvernement polonais décréta une mobilisation générale de ses forces armées, et Berlin l'apprit en quelques heures. Le gouvernement britannique avait envoyé un avertissement à Varsovie, avisant les Polonais que cette action « allait créer une impression dans le monde entier » selon laquelle la Pologne « embarquait dans la guerre. » Pour cette raison, le gouvernement polonais retarda l'annonce publique de la mobilisation « plusieurs heures durant. » ⁷⁷ Mais la nouvelle parvint bientôt à Hitler, et déranga grandement son équilibre nerveux précaire.

Henderson découvrit rapidement ce fait lorsqu'il fut convoqué à la chancellerie à 19h15, le vingt-huit. Hitler se lança immédiatement dans une dénonciation exaltée des atrocités commises en Pologne à l'encontre des ressortissants allemands. Cet épouvantable état de la situation était « insupportable pour une Grande Puissance. » Il insistait désormais pour « le retour de Dantzig et du Corridor à l'Allemagne, et la sauvegarde de l'existence du groupe national allemand dans les territoires restants en Pologne. » Si le gouvernement britannique semblait croire que ces graves différends entre l'Allemagne et la Pologne pouvaient se régler par des « négociations directes, » le gouvernement allemand ne partageait pas ce point

75. Henderson, op. cit., pp. 270-72.

76. Ibid., pp. 275-77.

77. Minutes de la conversation du comte Szembek's avec Sir Howard Kennard et M. Noel, Varsovie, 29 août 1939. *Polish White Book*, p. 108.

de vue. Mais pour preuve de la sincérité de ses intentions « à entrer dans une amitié durable avec la Grande-Bretagne, » il accepterait la médiation britannique sur la base de l'« assurance de l'envoi à Berlin d'un émissaire polonais plénipotentiaire. » Cet émissaire était attendu pour le mercredi 30 août.⁷⁸

La limite de temps établie pour l'arrivée de ce possible plénipotentiaire polonais sonnait aux oreilles de Henderson comme ayant le « timbre d'un ultimatum. » Hitler réfuta vigoureusement cette implication : il ne désirait qu'insister sur l'urgence de la situation. Il mit ensuite fin à l'entrevue avec une assurance brève mais « très honnête » de son « appréciation des Anglais en général, et de sa tentative constante de gagner l'amitié britannique. »⁷⁹

23.10 L'heure zéro en Europe

Même en réduisant certaines de ces protestations d'amitié envers la Grande-Bretagne, il informa rapidement le *Foreign Office* du contenu de la note de Hitler. Quelques heures plus tard, il reçut une réponse exprimant l'opinion selon laquelle il était déraisonnable de s'attendre à ce que le gouvernement de Sa Majesté pût produire un plénipotentiaire polonais à Berlin dans les vingt-quatre heures. Qui plus est, il aurait été plus en accord avec les pratiques diplomatiques habituelles que le gouvernement allemand envoyât à Varsovie, en passant par l'ambassadeur de Pologne à Berlin, un aperçu des propositions qui devaient être discutées entre le plénipotentiaire polonais et le ministère allemand des affaires étrangères.⁸⁰

Il est significatif que, même si le *Foreign Office* britannique s'opposa à l'envoi hâtif d'un émissaire polonais à Berlin pour discuter des propositions allemandes de règlement des différends existants, l'ambassadeur français à Berlin avait arboré un point de vue très différent. Il estimait que le « gouvernement polonais devait convenir de nommer un plénipotentiaire puisque, après tout, le chancelier allemand accepte la suggestion qui lui est faite par la Grande-Bretagne et la France pour un contact direct entre Berlin et Varsovie. »

Ce plénipotentiaire devait être M. Lipski, l'ambassadeur de Pologne à Berlin.⁸¹

Dans l'intervalle, Nevile Henderson resta durant l'après-midi et la soirée du 30 août en attente de nouvelles communications de la part du ministère allemand des affaires étrangères. Dans la note que Hitler lui avait remise le 30 août, il avait été affirmé que le ministère des affaires étrangères allait immédiatement établir des propositions qui, « si possible, »

78. *British Blue Book*, pp. 135-37.

79. Henderson, op. cit., pp. 278-79.

80. *British Blue Book*, pp. 139-42.

81. De M. Coulondre à M. Georges Bonnet, Berlin, 30 août 1939. *French Yellow Book*, pp. 341-42.

seraient « mises à la disposition du gouvernement britannique avant l'arrivée du négociateur polonais. » Il apparut bientôt aux yeux de Henderson que Ribbentrop n'allait pas considérer comme « possible » d'envoyer ces propositions à l'ambassade britannique, si bien qu'il essaya d'enrayer la guerre en implorant l'ambassadeur de Pologne à Berlin « d'exhorter son gouvernement à désigner sans délai quelqu'un pour le représenter dans les négociations proposées. »⁸²

Mais la Pologne refusa de bouger sous ces pressions, si bien qu'à minuit (le 30 août), Henderson se présenta au ministère allemand des affaires étrangères pour discuter de la situation avec von Ribbentrop. Lorsqu'il suggéra que l'ambassadeur polonais fût invité au ministère des affaires étrangères, von Ribbentrop répondit avec indignation qu'une telle décision serait « tout à fait impensable et intolérable. » Henderson remarqua que le ministre des affaires étrangères paraissait habité d'un état de « grande exaltation » et ne cessait « de bondir sur sa chaise et ... de demander si j'avais autre chose à dire. » Henderson insista pour lire la note britannique dans son entièreté, et lorsqu'il eut terminé, Ribbentrop produisit les propositions allemandes promises qu'il « jacassa... aussi vite qu'il le put sur un ton d'ennui absolu... Lorsqu'il eut terminé, je lui demandai par conséquent de me laisser les voir. » Mais le ministre des affaires étrangères « refusa catégoriquement, lança le document sur la table d'un geste méprisant, et affirma qu'il était désormais périmé, puisqu'aucun émissaire polonais ne s'était présenté à Berlin pour minuit. »⁸³

Les propositions allemandes étaient étonnamment modérées, et un accord préservant la paix aurait peut-être pu être conclu si un plénipotentiaire polonais s'était présenté à Berlin le 30 août. Les propositions prévoyaient le retour de Dantzig au Reich, mais le destin du Corridor devait être statué par un plébiscite auprès de ses habitants. Les « frontières exactes » du port polonais de Gdynia seraient à déterminer par des discussions entre l'Allemagne et la Pologne et, si nécessaire, se verraient délimitées par un comité d'arbitrage international.⁸⁴

Quoique Henderson revînt à l'ambassade avec le sentiment que l'armée allemande pouvait envahir le territoire polonais à tout moment, l'intervention de Mussolini produisit un nouveau répit. Le 31 août, le comte Ciano appela Lord Halifax au téléphone « pour lui dire que le Duce peut intervenir auprès de Hitler seulement s'il apporte une belle prise : Dantzig. Les mains vides, il ne peut rien faire... Après un moment, Halifax fait savoir que notre proposition au sujet de Dantzig ne peut pas être adoptée. » Ciano tint alors une conférence hâtive avec le Duce qui convint d'une nouvelle proposition prévoyant la convocation d'une conférence à cinq puissances « avec pour objet de revenir sur les clauses du traité de Versailles

82. Henderson, op. cit., p. 281.

83. *British White Paper*, p. 17.

84. *German White Book*, pp. 485-88.

qui sont la cause de la perturbation actuelle de la vie de l'Europe. » Les ambassadeurs britannique et français accueillirent cette proposition avec enthousiasme, et lors de sa conversation téléphonique avec Halifax, Ciano insista pour une « réponse rapide. » Mais la journée passa sans aucun message en provenance du ministre des affaires étrangères britanniques, et à 20h20, le bureau central du téléphone informa Ciano que « Londres avait coupé ses communications avec l'Italie. »⁸⁵

Alors que cette tentative de Mussolini de préserver la paix tombait en lambeaux, l'ambassadeur de France à Berlin rendit visite à l'ambassadeur polonais (M. Lipski) et le pria de prendre contact avec Ribbentrop. Lipski fut impressionné par ce conseil, et téléphona à Varsovie pour instructions. À 14h00, il reçut pour instruction que le ministère polonais des affaires étrangères était favorable à « l'établissement d'un contact » avec le gouvernement allemand.⁸⁶ À l'issue d'une conversation téléphonique avec le secrétaire d'État allemand aux affaires étrangères (Weizsäcker), une conférence entre Lipski et Ribbentrop fut convenue pour 18h30. Lorsque Lipski se présenta au ministère des affaires étrangères, Ribbentrop lui demanda sur-le-champ s'il disposait « des pouvoirs plénipotentiaires spéciaux pour entreprendre des négociations. » Lorsque M. Lipski répondit par la négative, Ribbentrop parut décontenancé, et mit fin à la conférence en indiquant qu'il allait informer le Führer de la situation.⁸⁷

Conformément aux instructions qu'il avait reçues de la part du ministère polonais des affaires étrangères, Lipski ne devait qu'« établir un contact et discuter où et comment les négociations pouvaient être ouvertes. »⁸⁸ Il aurait dû apparaître au ministère polonais des affaires étrangères que les vagues de la guerre se déplaçaient trop rapidement pour être arrêtées par un simple point de contact à Berlin, et une requête concernant de futures négociations. Le colonel Beck rata le bus pour Berlin, et la Pologne en paya le prix au travers d'une quatrième partition.

Alors que le ministère polonais des affaires étrangères s'attendait encore à discuter de propositions pour le règlement des différends entre l'Allemagne et la Pologne, le ministère de la guerre polonais faisait progresser ses plans de mobilisation générale. Lorsque Hitler eut vent de ces plans, il décida de frapper tôt au matin du 1^{er} septembre. En toile de fond de cette avancée militaire, un communiqué officiel allemand fut émis à 21h00 le 31 août. Après avoir fait mention de l'absence d'envoi du plénipotentiaire polonais à Berlin avant la fin de la journée du 30 août, investi de l'autorité nécessaire à l'engagement de conversations directes, le commu-

85. Gibson, op. cit., pp. 134-35.

86. De M. Léon Noël à M. Georges Bonnet, Varsovie, 31 août 1939. *French Yellow Book*, pp. 349-50.

87. De M. Lipski au ministère polonais des affaires étrangères, Berlin, 31 août 1939. *Polish White Book*, pp. 119-20.

88. De M. Corbin à M. Georges Bonnet, Londres, 1^{er} septembre 1939. *French Yellow Book*, pp. 358-59.

niqué affirmait qu'au lieu de discuter des conditions de la paix, la Pologne avait accéléré ses préparations pour la guerre. Ces préparations avaient contraint l'Allemagne à frapper, par auto-défense.⁸⁹

Au petit matin du 1^{er} septembre, l'armée allemande traversa la frontière polonaise en plusieurs points, et des avions allemands se mirent à bombarder les aérodromes et lignes de communication en Pologne. À 10h30 le même jour, Hitler s'adressa au Reichstag. Au cours de la nuit précédente, des soldats polonais avaient « tiré les premiers » sur la frontière allemande. On répondait désormais aux balles par les balles, aux bombes par les bombes. Cette crise allait une fois de plus rendre nécessaire de la part du Führer d'« endosser cet uniforme qui m'a toujours été aussi sacré et cher. Je ne l'enlèverai qu'après la victoire — ou je ne vivrai pas pour en voir la fin. »⁹⁰ Une fois terminée son allocution, il s'assit plusieurs minutes « la tête fléchie. » Il avait été remarqué que cette allocution « ne présentait pas le feu et la véhémence habituels, et le discours semblait moins cohérent et moins bien préparé. »⁹¹

En résumé de la responsabilité pour l'éclatement du mois de septembre, Ulrich von Hassell a porté ce qui suit à son journal personnel :

*Mes conclusions finales au sujet des événements jusqu'au 1^{er} septembre sont comme suit : Hitler et Ribbentrop voulaient la guerre contre la Pologne et prirent consciemment le risque de la guerre contre les puissances occidentales, se berçant d'illusions à divers degrés jusqu'au plus haut niveau voulant que l'Occident finisse par conserver une neutralité. Les Polonais, pour leur part, avec la vanité polonaise et l'absence d'objectif slave, confiants envers le soutien anglais et français, avaient raté toutes les chances d'éviter la guerre. Le gouvernement de Londres, dont l'ambassadeur avait fait tout son possible pour maintenir la paix, abandonna la course dans les tous derniers jours et adopta une forme d'attitude désinvolte. La France passa par les mêmes phases, mais avec nettement plus d'hésitation. Mussolini fit tout ce qui était à sa portée pour éviter la guerre. Sa proposition de médiation du 2 septembre n'apporta aucun espoir de réussite car l'Angleterre ne pouvait ou ne voulait plus reculer. L'attitude de la France ce jour-là n'est pas très claire.*⁹²

En optant pour l'action funeste du 1^{er} septembre, Hitler semblait penser que ses préparations militaires allaient déboucher sur la réussite. On

89. Communiqué allemand officiel, 31 août 1939. *German White Book*, pp. 489-90.

90. Allocution du Führer au Reichstag, 1^{er} septembre 1939. *Ibid.*, pp. 498-504.

91. Du chargé d'affaires Kirk au secrétaire Hull, Berlin, 1^{er} septembre 1939. 740.0011 EW./1939/10, *Confidential file*, MS, Department of State.

92. 1^{er} septembre 1939, pp. 72-73.

estime qu'il avait dépensé quelque quarante millions de dollars en armements, sans compter les armes qu'il avait saisies en Autriche et en Tchécoslovaquie. La machine militaire allemande disposait d'un minimum de 160 divisions dont au moins 100 étaient totalement équipées d'armes modernes. Plusieurs de ces divisions étaient blindées. Hitler pouvait également compter sur au moins 1000 aéronefs assignés à des unités tactiques. Mais cette force aérienne était trop faible pour écraser la Grande-Bretagne et la porter à la soumission, et la Marine allemande ne disposait pas de la force nécessaire pour assurer un débarquement d'un nombre suffisant de soldats allemands pour conquérir les îles britanniques mal préparées à un tel événement. Sans la moindre chance de vaincre la Grande-Bretagne, « sans parler de l'Empire britannique, l'Allemagne ne pouvait pas gagner la guerre ; au mieux un match nul en serait sorti, chose qui aurait rendu impossible pour Hitler d'atteindre ses objectifs majeurs plus éloignés. »⁹³

23.11 Roosevelt lance un appel aux populations civiles

Le 1^{er} septembre, le président Roosevelt émit un appel à destination de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne et de la Pologne pour qu'elles s'abstiennent de bombarder des populations civiles dans les villes non fortifiées. À moins qu'une telle procédure fût suivie, des milliers d'êtres humains innocents « n'ayant aucune responsabilité dans les hostilités qui ont éclaté vont perdre la vie. »⁹⁴ Hitler répondit immédiatement qu'il « approuvait inconditionnellement » le plaidoyer du président, et cette action fut suivie par la Pologne le même jour.⁹⁵ Le 2 septembre, les gouvernements britannique et français émiront une déclaration affirmant être « entièrement en sympathie avec les sentiments humanitaires » qui avaient inspiré l'appel du président.⁹⁶

93. Robert Strausz-Hupé et Stefan T. Possony, *International Relations* (New York, 1950), pp. 648-53 ; N. M. Sloutski, *The World Armaments Race, 1919-1939* (Genève, 1941), p. 23 ; Asher Lee, *The German Air Force* (New York, 1946), p. 274. Il faut également se souvenir que la Russie était un allié des plus incertains. Selon l'ambassadeur yougoslave aux États-Unis, Oumansky, l'ambassadeur soviétique à Washington lui avait dit que « l'objectif de la politique soviétique était de ne pas s'impliquer dans le présent conflit. Ainsi, lorsque le temps viendrait des négociations de paix, les Soviétiques, en tant que puissance européenne la plus forte, joueraient un rôle décisif dans le modelage de la nouvelle carte de l'Europe. » Constantin Fotitch, *The War We Lost : Yugoslavia's Tragedy and the Failure of the West* (New York, 1948), pp. 35 ff.

94. Appel du président Roosevelt à la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, et la Pologne, 1^{er} septembre 1939. *French Yellow Book*, p. 364.

95. *Polish White Book*, p. 129.

96. *New York Times*, 3 septembre 1939.

23.12 Les tentatives de médiations de dernière minute

Le Pape Pie XII ne se satisfaisait pas d'un simple adoucissement des aspérités de la guerre. Il était bien plus important d'empêcher l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Le 31 août, il envoya un appel urgent à l'Allemagne et à la Pologne pour qu'elles « fissent tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter tout incident, et s'abstinsent d'adopter quelque mesure susceptible d'aggraver les tensions existantes. »⁹⁷

Les puissances ne prêtèrent guère d'attention à ce plaidoyer papal, mais une suggestion émise par le comte Ciano en vue d'une conférence fit l'objet d'une attention plus soutenue. Après que Hitler indiqua au ministre italien des affaires étrangères qu'il n'allait pas « rejeter totalement la proposition, » Ciano appela Bonnet et Halifax au téléphone et proposa une fois de plus une conférence pour discuter des bases d'un possible règlement de l'urgence existante. Bonnet accueillit cette suggestion, mais Halifax, après une réunion du cabinet, affirma que la proposition ne pouvait être acceptée que si l'Allemagne acceptait d'abord d'évacuer le territoire polonais par elle envahie. Il s'agissait d'une condition impossible ; pour la seconde fois, la Grande-Bretagne mit en défaut une tentative italienne de trouver une formule de paix.⁹⁸

À Berlin, Neville Henderson était profondément découragé. Au cours d'une conversation avec le chargé d'affaires étasunien, il remarqua que « si le gouvernement polonais avait convenu de mener des négociations directes et avait désigné un plénipotentiaire, l'action précipitée lancée par l'Allemagne aurait peut-être pu être évitée ou au moins retardée. L'affirmation faite par l'ambassadeur de Pologne à Ribbentrop n'a pas été... assez complète. »⁹⁹

À Paris, au matin du 2 septembre, l'ambassadeur de Pologne se présenta face au ministre des affaires étrangères Bonnet et insista sur l'idée que l'« alliance française avec la Pologne obligeait la France à apporter une assistance militaire automatique et immédiate à la Pologne. » Bonnet répondit qu'aucun ultimatum ne pouvait être envoyé à l'Allemagne avant la fin de la réunion de la chambre des députés de l'après-midi. Le gouvernement allemand disposerait alors d'un délai de réponse de quarante-huit heures. L'ambassadeur de Pologne s'énerma tellement à cette remarque qu'il s'empressa d'aller voir Daladier pour se plaindre de l'indifférence apparente du ministère des affaires étrangères vis-à-vis des engagements

97. M. Charles-Roux, ambassadeur au Saint-Siège, à M. Georges Bonnet, Rome, 31 août 1939. *French Yellow Book*, p. 351.

98. Gibson, op. cit., pp. 136-37 ; voir également, De l'ambassadeur Philipps au secrétaire Hull, Rome, 2 septembre 1939. 740.0011 EW./1939/53, MS, Department of State.

99. Du chargé d'affaires Kirk au secrétaire Hull, Berlin, 1^{er} septembre 1939. 740.0011 EW./1939/29, *Confidential file*, MS, Department of State.

consentis par traités au nom de la France. Il affirma que le gouvernement britannique était « fortement gêné par les retards du gouvernement français. » Daladier se laissa rapidement gagner par cet énervement, et éclata : « Il est clair que malgré tout le respect qu'ils ont pour les avertissements, cette boîte (désignant le Quai d'Orsay) n'a pas encore appris son devoir. » Il assura à l'ambassadeur de Pologne qu'il « allait convoquer Bonnet sur le champ et allait prendre directement en main la direction des affaires étrangères. »¹⁰⁰

Voilà qui s'avéra plus facile à dire qu'à faire. Bonnet était toujours ministre des affaires étrangères, et continua de tourmenter l'ambassadeur de Pologne. Dans l'après-midi du 2 septembre, après la réunion de la chambre des députés, l'ambassadeur se présenta au ministère des affaires étrangères et s'enquit de savoir si « le gouvernement français comptait ordonner à l'ambassadeur de France à Berlin d'exiger une réponse immédiate à sa démarche de la veille. » Bonnet répondit platement que cette question allait être discutée au cours d'une réunion du cabinet qui pourrait se tenir dans la soirée, ou le 3 septembre. À l'issue de cette réunion, « un ultimatum de 48 heures serait sans doute envoyé à l'Allemagne. » Les manières imperturbables de Bonnet poussèrent une fois de plus l'ambassadeur de Pologne à perdre son sang froid, et il demanda que fût envoyé « un ultimatum immédiat à l'Allemagne. » Suite à cette pression, il fut décidé de « proposer au gouvernement britannique que les ambassadeurs britannique et français reçoivent ce soir pour instruction de se présenter demain matin au ministère allemand des affaires étrangères et d'affirmer qu'ils ne pouvaient pas attendre plus tard que 19h00 demain avant d'obtenir une réponse à leurs démarches d'hier. »¹⁰¹

Le 3 septembre à 9h00 du matin, Nevile Henderson rendit visite au ministère allemand des affaires étrangères et produisit un ultimatum exigeant que des assurances fussent prodiguées avant 11h00 de la suspension des hostilités et du retrait de l'armée allemande hors de Pologne, faute de quoi la Grande-Bretagne serait en état de guerre contre le Reich à la même heure.¹⁰² Lorsque Paul Schmidt, l'interprète de Hitler, traduisit cet ultimatum pour le Führer et Ribbentrop, il se fit

le silence complet. Hitler resta assis, immobile, le regard vers l'avant. Il n'était pas perdu, comme cela fut affirmé par la suite, ni en état de rage comme d'autres l'annoncent. Il resta assis, totalement silencieux et immobile. Après un intervalle... il se tourna vers Ribbentrop : « ... Et maintenant ? » demanda Hitler avec un regard sauvage, comme s'il insinuait que son ministre des affaires étrangères l'avait induit en erreur au sujet

100. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 2 septembre 1939. 740.0011 EW./1939/51, *Confidential file*, MS, Department of State.

101. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 2 septembre 1939. 740.0011 EW./1939/63, MS, Department of State.

102. Henderson, op. cit., pp. 298-99.

*de la réaction probable de l'Angleterre. Ribbentrop répondit calmement : « Je suppose que les Français vont nous remettre un ultimatum similaire dans l'heure. » Comme j'avais alors accompli ma tâche, je me retirai. À ceux qui dans l'antichambre se pressaient autour de moi, j'affirmai : « Les Anglais viennent de nous remettre un ultimatum. Dans deux heures, un état de guerre existera entre l'Angleterre et l'Allemagne. »... Goering se tourna vers moi et dit : « Si nous perdons cette guerre, que Dieu ait pitié de notre âme. » Goebbels se tenait dans un coin, abattu et absorbé dans ses pensées. Partout dans la pièce, je vis des mines très préoccupées.*¹⁰³

À midi, l'ambassadeur de France présenta l'ultimatum attendu avec une limite de temps établie à 17h00. Pour la seconde fois au cours du XX^{ème} siècle, la diplomatie avait échoué à éviter une guerre mondiale. L'ancien mythe des formules diplomatiques anglo-françaises à succès disparut face aux réalités criardes d'un conflit mondial qui allait amener la Grande-Bretagne et la France au rang de puissances de second ordre.

À Londres, Lord Halifax confia à l'ambassadeur Kennedy que l'éclatement de la guerre

lui rappelait un rêve qu'il avait eu jadis, au cours duquel il était jugé pour meurtre. Lorsqu'il était finalement condamné et jugé coupable, il était surpris de ressentir un sentiment de soulagement. Il ressentait désormais quelque chose de très proche ; il avait lancé des projets en toutes directions pour rester à l'écart d'une guerre mondiale et s'était miné au point de ressentir des problèmes de santé, et à présent qu'il avait échoué, il se retrouvait vivifié pour la nouvelle lutte. . .

*Au fur et à mesure que Halifax s'exprimait, chacun percevait de mieux en mieux. . . que ce dont la Grande-Bretagne dépend plus que tout pour mettre fin à la guerre lorsque le monde s'effondre est un effondrement intérieur de l'Allemagne. On avait résolument confiance dans les rapports des services secrets affirmant que les approvisionnements en pétrole et en essence ne dépassaient pas les quatre mois, qu'il existait en Allemagne un sentiment résolu contre la guerre, et que si les choses devenaient trop difficiles économiquement, Hitler serait mis hors jeu.*¹⁰⁴

Les rapports produits par les experts des renseignements britanniques étaient aussi inexacts en matière militaire qu'ils l'étaient au sujet des approvisionnements du Reich en pétrole et en essence. Le général Ironside informa le cabinet britannique, sur la base d'une suite de rapports, que

103. Paul Schmidt, *Hitler's Interpreter* (Londres, 1950). pp. 137-58.

104. De l'ambassadeur Kennedy au secrétaire Hull, Londres, 4 septembre 1939.

la stratégie allemande était basée sur une campagne rapide. Une partie de la voie menant en territoire polonais était vraiment accidentée. Si les Polonais rendaient les choses « dures » pour les envahisseurs allemands, « de sorte qu'il fallût quelques mois pour pratiquer la moindre percée, » les « hordes [de Hitler] auraient de grandes difficultés à reculer ou à avancer. » ¹⁰⁵

L'attaché militaire étasunien à Berlin était tout aussi optimiste eu égard à un arrêt de la progression de la machine militaire allemande. Les Polonais suivaient un plan conçu à l'avance, qui prévoyait « de retarder l'avancée allemande avec des forces en couverture et en tenant obstinément des zones fortifiées. . . Ils font payer très cher aux Allemands chaque kilomètre et épuisent les meilleures divisions allemandes. » La défense polonaise était « menée comme prévu par les Polonais ainsi que les missions française et britannique, et semble bien fonctionner. » ¹⁰⁶

Ces dépêches en provenance de Berlin se lisent comme des chapitres d'*Alice au pays des merveilles*, et en 1939 il apparut que Neville Chamberlain jouait le rôle du chapelier fou lorsqu'il ne fut pas en mesure d'envoyer même une assistance symbolique aux Polonais qui prenaient le choc de plein fouet. De nos jours, il apparaît comme évident que le véritable chapelier fou était Franklin D. Roosevelt, qui avait fait pression sur Chamberlain pour qu'il prodiguât des promesses aux Polonais sans avoir la moindre possibilité de les honorer. Selon certains rapports, c'est William C. Bullitt qui lança Roosevelt dans ce rôle grotesque.

J'ai récemment reçu de la part de M. Verne Marshall, ancien éditeur de la *Cedar Rapids Gazette*, une lettre dans laquelle il produit les affirmations importantes qui suivent :

Le président Roosevelt a écrit une note à destination de William Bullitt [à l'été 1939], alors ambassadeur en France, lui donnant pour instructions d'aviser le gouvernement français que si, en cas d'attaque nazie contre la Pologne, la France et l'Angleterre ne se portaient pas à l'aide de la Pologne, ces pays ne devraient attendre aucune aide de la part des États-Unis si une guerre générale se développait. De l'autre côté, si la France et l'Angleterre déclaraient immédiatement la guerre à l'Allemagne [en cas d'attaque nazie contre la Pologne], ils pouvaient s'attendre à « toute l'aide » de la part des États-Unis.

Les instructions de FDR à Bullitt étaient de transmettre le mot à « Joe » et à « Tony », à savoir respectivement les ambassadeurs Kennedy, à Londres, et Biddle, à Varsovie. FDR voulait que Daladier, Chamberlain et Josef Beck connussent les instructions envoyées à Bullitt. Ce dernier transmet simplement

105. Ibid.

106. Du chargé d'affaires Kirk au secrétaire Hull, Berlin, 5 septembre 1939. 740.0011 EW./1939/150, *Confidential file*, MS, Department of State.

*sa note de FDR à Kennedy dans la valise diplomatique envoyée depuis Paris. Kennedy suivit l'idée de Bullitt et la transmit à son tour à Biddle. Lorsque les nazis prirent Varsovie et que Beck disparut, ils prirent sans doute possession de la note de FDR. L'homme qui a écrit le rapport que je vous ai envoyé l'a vu à Berlin au mois d'octobre 1939.*¹⁰⁷

À réception de cette lettre envoyée par M. Marshall, j'ai écrit sur-le-champ à M. Bullitt et je me suis enquis de ces instructions supposées de la part du président. Il a répondu ce qui suit : « Je n'ai souvenir d'aucune instruction de la part du président Roosevelt de la nature citée dans la lettre que vous m'avez envoyée, et je suis tout à fait certain qu'aucune instruction de cette nature ne me fut jamais envoyée par le président. »¹⁰⁸

M. Joseph Kennedy m'a envoyé une réponse négative du même ordre au sujet de ces instructions supposées de la part du président, mais le journal personnel de Forrestal indiquerait que Bullitt exhorta fortement le président Roosevelt à exercer des pressions sur le premier ministre Chamberlain, et que Roosevelt répondit à ces pressions. Le passage qui suit présente des implications profondes :

27 décembre 1945 : j'ai joué au golf avec Joe Kennedy (Joseph P. Kennedy, qui fut l'ambassadeur de Roosevelt en Grande-Bretagne au cours des années qui précédèrent immédiatement la guerre). Je lui ai posé la question au sujet de ses conversations avec Roosevelt et Neville Chamberlain depuis 1938. Il a répondu que la position de Chamberlain en 1938 était que l'Angleterre ne disposait d'aucun moyen pour se battre, et ne pouvait pas prendre le risque d'entrer en guerre contre Hitler. La vision de Kennedy : que Hitler se serait battu contre la Russie sans conflit ultérieur contre l'Angleterre si Bullitt (William C. Bullitt, alors ambassadeur en France) n'avait pas exhorté Roosevelt à l'été 1939 à tenir tête aux Allemands au sujet de la Pologne ; ni les Français, ni les Britanniques n'auraient considéré la Pologne comme une raison d'entrer en guerre sans les stimulations permanentes pratiquées depuis Washington. Bullitt, a-t-il affirmé, n'avait de cesse d'affirmer à Roosevelt que les Allemands ne se battraient pas ; Kennedy disait le contraire, et qu'ils s'empareraient de l'Europe. Chamberlain, affirme-t-il, avait affirmé que les États-Unis et les Juifs mondiaux¹⁰⁹ avaient contraint l'Angleterre à entrer en guerre. Dans ses conversations téléphoniques avec Roosevelt à l'été 1939, le pré-

107. De M. Verne Marshall au présent auteur, 25 septembre 1951. Voir également l'article spécial paru dans le *Washington Times-Herald*, 12 novembre 1941, signé par Arthur Sears Henning.

108. De William C. Bullitt au présent auteur, 10 novembre 1951.

109. en anglais, « world Jews », NdT

sident lui répétait sans arrêt de botter le train de Chamberlain. La réponse de Kennedy était à chaque fois que botter le train de Chamberlain ne produirait rien de bon à moins que les Britanniques aient des armes avec lesquelles se battre, chose dont ils ne disposaient pas. . .

Ce que Kennedy m'a affirmé au cours de cette conversation colle tout à fait bien avec les remarques que j'avais déjà reçues de la part de [Clarence Dillon](#), expliquant que Roosevelt lui avait demandé de communiquer en privé avec les Britanniques pour que Chamberlain fît preuve d'une plus grande fermeté vis-à-vis de l'Allemagne. Dillon m'a affirmé qu'à la demande de Roosevelt, il avait discuté avec [Lord Lothian](#) sur la même tonalité générale que Kennedy a indiqué avoir été exhorté à utiliser sur Chamberlain de la part de Roosevelt. Je suppose que Lothian dut communiquer à Chamberlain l'essentiel de sa conversation avec Dillon.

Rétrospectivement, il y a sans aucun doute matière à justifier l'idée de Kennedy selon laquelle l'attaque lancée par Hitler aurait pu être déviée vers la Russie. ¹¹⁰

M. Kennedy est réputé avoir une bonne mémoire, et il est hautement improbable que ses déclarations au secrétaire Forrestal fussent totalement dénuées de fiabilité. L'ambassadeur Bullitt parlait beaucoup en 1939, et était considéré comme le porte-parole du président. Au mois de janvier 1939, il eut une longue conversation avec le comte [Jerzy Potocki](#), ambassadeur de Pologne à Washington, et lui laissa l'impression qu'« il [Bullitt] avait reçu de la part du président Roosevelt une définition très détaillée de l'attitude adoptée par les États-Unis envers la crise présente en Europe. Il va présenter ces éléments au Quai d'Orsay. . . Les contenus de ces directions. . . étaient : (1) La politique étrangère vivifiante, sous la direction du président Roosevelt, condamne sévèrement et sans ambiguïté les pays totalitaires ; . . . (2) L'opinion résolue du président est que la France et la Grande-Bretagne doivent mettre fin à toute forme de compromis avec les pays totalitaires. ¹¹¹ »

Au mois de février 1939, Bullitt eut une conversation avec [Jules Lukasiewicz](#), l'ambassadeur de Pologne à Paris, et une fois de plus il sembla parler avec autorité. Il confia à Lukasiewicz que les cercles dirigeants de Washington étaient très préoccupés au sujet de l'éclatement d'une guerre en Europe. Si la Grande-Bretagne et la France étaient vaincues, l'Allemagne « allait devenir dangereuse pour les intérêts réalistes des États-Unis sur le continent américain. Pour cette raison, on peut prédire depuis

110. *The Forrestal Diaries*, ed. Walter Millis and E. S. Duffield (New York, 1951), pp. 121-22.

111. Du comte Jerzy Potocki au bureau polonais des affaires étrangères, Washington, 16 janvier 1939. *German White Paper*, pp. 32-34.

le départ la participation des États-Unis à la guerre aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne. . . Une chose. . . m'apparaît comme certaine, à savoir, que la politique du président Roosevelt va dorénavant prendre la trajectoire de soutenir la résistance française. . . et d'affaiblir les tendances britanniques au compromis. » ¹¹²

Ces passages extraits des dépêches des ambassadeurs de Pologne à Washington et à Paris offrent une indication claire du fait que le président Roosevelt, au travers de Bullitt, exerçait des pressions fermes sur la Grande-Bretagne et la France pour qu'elles tinssent tête hardiment à l'Allemagne nazie. Il est désormais facile de comprendre, après que cette politique déboucha sur une guerre, qui vit l'armée nazie écraser facilement la résistance française, les tonalités poignantes avec lesquelles le premier ministre Reynaud plaida pour obtenir une assistance rapide de la part de Roosevelt. Daladier et lui avaient pris au sérieux les assurances prodiguées par Bullitt, et le ton hystérique que l'on trouve dans les câbles répétés envoyés par Reynaud à la Maison-Blanche indique un sentiment de trahison. Depuis les murs usés de Varsovie montaient des murmures insistants sur les promesses britanniques non tenues. Lorsque ces échos assourdis parvinrent à Londres, Neville Chamberlain se souvint sans doute de l'« aiguillonnage [permanent] depuis Washington » poussant à une prise de position plus résolue face à Hitler, et Joseph Kennedy dut conserver des souvenirs désagréables des nombreuses occasions au cours desquelles le président « lui répétait à l'envi de botter le train de Chamberlain. » L'Allemagne avait été attirée dans une guerre contre la Grande-Bretagne et la France, alors qu'elle aurait préféré un conflit contre la Russie avec pour enjeu l'Ukraine. Chamberlain fut botté au train à profusion, mais ce fut le métal nazi en fusion qui le brûla, lui et l'ensemble de la Grande-Bretagne ; s'ensuivit l'émiettement d'un fier empire que tous les chevaux et tous les hommes du Roi ne pourront jamais relever.

112. De l'ambassadeur Jules Lukasiewicz au ministre polonais des affaires étrangères, Paris, février 1939. *Ibid.*, pp. 43-45.

Chapitre 24

Roosevelt adopte une politique plus positive vis-à-vis de la guerre en Europe

24.1 Le président promet la paix pour les États-Unis

Aussitôt après l'éclatement de la seconde guerre mondiale, le président Roosevelt fit une allocution radiophonique au cours de laquelle il rappella au peuple étasunien qu'ils devaient se faire « à l'avènement d'un fait simple mais inaltérable dans les relations étrangères modernes. Lorsque la paix a été rompue partout, la paix de tous les pays, partout, est en danger. » Il souligna à l'envi ce thème d'un « monde unique » : « Aussi passionnément que nous puissions désirer le détachement, nous sommes contraints de réaliser que chaque mot qui parvient à travers l'air, chaque navire qui vogue sur la mer, chaque bataille qui fait rage affecte l'avenir étasunien. » Pour soulager les appréhensions que des millions d'Étasuniens peuvent avoir ressenties par suite de ce stress sur un concept d'un monde globalisé, il prodigua ensuite avec désinvolture l'assurance qui suit : « Qu'aucun homme ou aucune femme ne parle sans réfléchir ou à tort de voir les États-Unis envoyer leurs armées sur les champs de bataille européens. En ce moment même, nous préparons une proclamation de la neutralité des États-Unis. » Cette assurance fut suivie par une référence au « précédent historique qui retourne aux jours de l'administration du président George Washington. » Les États-Unis allaient rester « une nation neutre. » Mais il termina son allocution sur une ligne qui présentait de funestes implications : « Tant qu'il sera en mon pouvoir de l'empêcher, il n'y aura pas de discontinuité dans la paix aux États-Unis. »¹

1. Allocution radiophonique prononcée depuis Washington par le président Roosevelt, 3 septembre 1939. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), pp. 483-86.

24.2 Le mission de William Rhodes Davis à Berlin

Une façon d'empêcher la discontinuité de la paix aux États-Unis était d'amener à l'arrêt de la guerre en Europe. Cela pouvait peut-être se pratiquer au travers d'une médiation étasunienne. Au début du mois de septembre 1939, **William Rhodes Davis**, un homme d'affaires indépendant dans la sphère du pétrole, et très riche, décida de demander au président Roosevelt d'approuver une mission à Berlin et à Rome afin de préparer une médiation étasunienne. Davis était l'un des amis proches de John L. Lewis, qui avait acheté la bonne volonté de Roosevelt en échange d'une contribution d'un demi-million de dollars à sa campagne de 1936. Davis avait lui-même apporté une modeste contribution de 300 000 \$ au même fonds de campagne.

Au travers de ses relations proches avec le Dr. Hertslet, qui représentait les intérêts bancaires et industriels allemands, et avec le président mexicain **Cárdenas**, Davis avait arrangé d'importantes ventes de pétrole à l'Allemagne. Dans la mesure où la guerre européenne allait mettre fin à ces transactions, Davis était extrêmement soucieux de promouvoir la paix. Après l'éclatement de la guerre, il se rendit en hâte à Washington où, avec l'assistance de John L. Lewis, il organisa une conférence avec le président Roosevelt. Le 15 septembre, une réunion fut tenue à la Maison-Blanche avec la participation du président, de « Steve » Early, de John L. Lewis, d'Adolf Berle, de Cordell Hull et de M. Davis. Il fut décidé d'envoyer Davis à Rome et à Berlin pour voir s'il existait quelque possibilité de parvenir aux termes d'une médiation étasunienne dans la guerre qui venait d'éclater.

Après des difficultés aux Bermudes, où l'intervention du département d'État fut nécessaire pour lui permettre de poursuivre son voyage, Davis finit par arriver à Berlin pour y mener des conférences importantes avec le général Goering. Au cours de la première conférence, il fit la déclaration qui suit à Goering.

Mon opinion est que le règlement immédiat rendrait à l'Allemagne... Dantzig, le Corridor, et les anciennes provinces de Pologne qui furent retirées à l'Allemagne par le traité de Versailles, et que la question des colonies anciennement détenues par l'Allemagne avant 1914... pouvait faire l'objet d'un compromis. Si M. Hitler présentait une base de règlement raisonnable et demandait l'assistance de M. Roosevelt comme médiateur, il lui accorderait un examen sérieux. Le président, j'en suis certain, croit qu'un nouvel arrangement économique devrait être trouvé par les nations en conflit, apportant à chaque nation les matières premières, les biens et marchandises essentiels à maintenir son intégrité économique et son bien-être.

Le feld-maréchal répondit : « Ces affirmations sont très surprenantes,

car l'impression de l'Allemagne est que les sentiments de M. Roosevelt sont désormais opposés à l'Allemagne, et qu'il est sympathique à l'Angleterre et à la France. ». . . Au sujet de la question de la paix, le feld-maréchal affirma : « L'Allemagne est et a toujours été prête à œuvrer pour la paix en Europe suivant des lignes sensées et équitables. La vision. . . que vous m'avez présentée correspond en substance à celle de M. Hitler et de son gouvernement. Une conférence mondiale apparaît au vu des circonstances comme le seul moyen pratique suivant lequel ces espoirs de paix peuvent être accomplis. L'Allemagne accueillera l'aide de M. Roosevelt pour faire advenir une telle conférence. . . Le dessein fondamental et moteur d'une telle conférence doit être d'établir un nouvel ordre dans le monde, conçu pour assurer une paix durable. Un prérequis à cet objectif est la liquidation totale du système de Versailles. . . L'Allemagne est prête à accepter toute méthode et à accueillir toute suggestion, en cohérence avec son droit inaliénable de nation à une base d'égalité avec les autres nations ; ainsi sera garantie une paix durable pour elle-même et pour les plus petites nations européennes. »

Le 3 octobre, Davis tint une autre réunion avec Goering, qui remarqua :

Vous pouvez assurer à M. Roosevelt qu'il s'il entreprend une médiation, l'Allemagne acceptera un ajustement selon lequel un nouvel État polonais et un nouveau gouvernement indépendant tchécoslovaque adviendront. Cependant, cette information n'est à partager qu'avec lui seul, et lui seul pourra en faire usage, uniquement en cas de nécessité, pour faire advenir une conférence de paix. . . Pour ce qui me concerne et mon gouvernement, je serais heureux de participer, et si cette conférence se tient, j'y représenterai l'Allemagne. Je conviens que cette conférence devrait se tenir à Washington.

En conclusion, Goering informa M. Davis que Hitler allait parler le 6 octobre et que ses remarques allaient, dans l'esprit et le contenu, « être d'une nature qu'une analyse impartiale doit accepter comme base de négociations. »²

Après ces conférences tenues avec M. Davis, Goering discuta avec le chancelier Hitler de la proposition de médiation étasunienne. Le chancelier sembla prendre le sujet très au sérieux, et le 6 octobre, il prononça

2. Ce récit de la mission Davis à Berlin est basé sur une lettre envoyée par M. Verne Marshall, ancien éditeur de la *Cedar Rapids Gazette* (dans l'Iowa), au sein de laquelle la toile de fond de la mission est décrite en détails. Voir le message de Verne Marshall à Charles C. Tansill, le 11 avril 1951. M. Marshall a eu l'amabilité de me fournir les lettres que M. Davis écrivit au président Roosevelt les 11 et 12 octobre 1939. Ces lettres décrivent totalement les conversations entre M. Davis et le général Goering, et indiquent son impatience évidente à voir ces informations présentées au président. J'ai posé à l'ex-sénateur [Burton K. Wheeler](#) de nombreuses questions au sujet de la correspondance entre M. Davis et le président Roosevelt, et il m'a assuré que celle-ci était bien authentique. Pour plus de données sur ce sujet, voir le *Des Moines Register*, 31 octobre 1946.

un discours dont il pensait qu'il pourrait établir la base d'une conférence mondiale. Il souligna l'importance du rassemblement prochain d'une conférence des « nations principales » du continent européen. Il fallait la constituer « avant que des millions d'hommes soient... inutilement envoyés à la mort et que des biens soient détruits à hauteur de milliards de dollars. La poursuite de l'état des affaires en Occident est impensable. Chaque jour demandera bientôt des sacrifices croissants. »

Après cette introduction, Hitler indiqua les bases d'une paix durable :

1. les politiques étrangères des États européens devaient franchement reconnaître la liquidation du traité de Versailles ; les possessions coloniales allemandes d'avant 1914 devaient être rendues à l'Allemagne
2. devait être menée une réorganisation du système économique international, intégrant un nouveau système de marchés et un règlement final des devises
3. l'élément le plus important dans un programme visant à l'abolition des guerres futures était « l'établissement d'une paix garantie inconditionnelle et d'un sens de la sécurité de la part des nations individuelles... Une partie essentielle de ce sens de sécurité nécessaire, cependant, réside dans une définition claire de l'utilisation légitime et de l'application de certains armements modernes qui peuvent à tout moment frapper directement toute nation au cœur, et par conséquent créent un sentiment d'insécurité permanent. »³

Pendant que Hitler présentait au monde ce programme sain et modéré, Davis était dans l'avion, de retour vers Washington, avec un registre des conversations conciliatoires tenues avec Goering. Dans le même temps, Roosevelt commença sa correspondance mémorable avec Winston Churchill.⁴ Son influence ne peut pas être évaluée sans qu'on la lise avec soin et que l'on examine soigneusement l'ensemble de ses implications. Mais en tous cas, quelque chose changea dans l'esprit de Roosevelt au mois d'octobre 1939. Lorsque M. Davis rentra à Washington, il téléphona à Miss Lehand et indiqua être prêt à faire son rapport au président suite à son voyage à Berlin. Après une brève pause, elle l'informa que « le Chef » était « en conférence » et ne pouvait pas être dérangé. Ladite conférence se prolongeant sans limite de temps, Davis écrivit une longue lettre au président (le 11 octobre) et lui relata en détail les conférences tenues avec Goering et le fait que l'allocution de Hitler du 6 octobre avait été prononcée sur une tonalité conciliante, et constituait une assurance indirecte de ce que le Führer allait soutenir l'idée d'une médiation étasunienne. Il ne reçut aucune réponse à cette lettre, et ne fut pas invité à la Maison-Blanche. Une mission qui semblait si prometteuse venait de prendre fin, sur un

3. Allocution du chancelier Hitler, 6 octobre 1939. Texte produit par Friedrich Stieve, *What the World Rejected, Hitler's Peace Offers, 1933-1939* (Berlin, 1939), pp. 13-16.

4. Winston S. Churchill, *The Gathering Storm* (Cambridge, 1948), pp. 440-41.

échec lugubre. Est-ce que l'une des célèbres « lettres fermées » de Winston Churchill à Franklin Roosevelt provoqua un rejet de cette « antenne » de Hitler favorable à une médiation étasunienne ? Est-ce que la politique étrangère étasunienne suivit par la suite des suggestions britanniques ?

24.3 Mise à bas des barrières préservant la neutralité

Deux jours après que la Grande-Bretagne et la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne, le président émit deux proclamations (le 5 septembre). La première suivait étroitement le langage de la proclamation de neutralité émise par le président Wilson après l'éclatement de la première guerre mondiale. Elle soulignait le rôle que les États-Unis allaient jouer en tant qu'État neutre, rappelait aux citoyens étasuniens leurs devoirs selon le droit international, et avertissait les belligérants de ne pas contrevenir aux droits étasuniens. La seconde proclamation mettait en œuvre le *Neutrality Act* de 1937, et imposait un embargo sur l'exportation d'armes, de munitions et d'instruments de guerre aux puissances belligérantes.⁵

Cet embargo bloquait l'envoi vers la Grande-Bretagne et vers la France de matériels de guerre à hauteur de 79 000 000 \$ pour lesquels des autorisations d'exportation avaient déjà été produites. La victoire alliée, comme pour la première guerre mondiale, dépendait d'un afflux ininterrompu vers les ports britanniques et français. Est-ce que le président serait en mesure d'assurer des amendements à la loi de neutralité qui laisseraient partir ces livraisons ?

Son premier geste dans cette direction fut d'envoyer le 13 septembre une convocation au Congrès, pour y mener une session spéciale le vingt-et-un. Lorsque le Congrès fut assemblé, il entendit un message du président empli d'inexactitudes, conçu pour justifier des modifications radicales de la législation de neutralité. Il prétendit que la législation en vigueur altérerait la politique étrangère de la nation de telle manière à empêcher des relations pacifiques avec les autres nations. Notre politique vis-à-vis des pays belligérants avait, à une exception notable, été « basée sur le droit international. » L'exception avait été l'absence de rapports et les lois d'embargo de la période napoléonienne et leur effet sur l'économie de la nation avait été « totalement incohérent avec les anciens préceptes de la loi des nations. » Il considérait l'interdiction des livraisons d'armes comme « des plus dangereuses pour la neutralité étasunienne, la sécurité étasunienne et la paix étasunienne. » Dans la nouvelle législation proposée, il désirait des clauses qui allaient :

1. interdire les emprunts de guerre aux belligérants
2. interdire les voyages de ressortissants étasuniens sur des navires belligérants

5. Département d'État, Bulletin, I, 9, 16 septembre 1939, pp. 203-11, 246-49.

3. établir un système d'autorisations pour l'importation et l'exportation de munitions de guerre
4. rétablir la clause de libre-service de gros qui avait expiré le 1^{er} mai
5. autoriser l'exclusion de la navigation étasunienne des zones de combat.⁶

Le message du président souleva un débat considérable dans la presse, à la radio et au Congrès. Selon un sondage mené par le *Christian Science Monitor*, l'opinion éditoriale dans le pays était fortement favorable à l'abrogation de la législation en place sur la neutralité.⁷ Mais des lettres et des télégrammes se mirent bientôt à affluer dans les bureaux des sénateurs et représentants, constituant un véritable déluge. Ces communications faisaient apparaître un taux d'opposition à cette abrogation de l'ordre de cinq pour un.⁸ Sous l'impact de ces pressions, un projet de loi fut publié le 30 septembre par le comité du Sénat aux relations étrangères. Ses clauses reflétaient fortement le sentiment isolationniste :

1. lorsque le président ou le Congrès découvraient un état de guerre existant entre des pays étrangers, le président devait nommer les belligérants et appliquer la loi
2. aucun navire des États-Unis ne pouvait légalement transporter des passagers ou des biens vers un port d'une nation belligérante
3. le système libre-service de gros était rétabli et rendu obligatoire pour toutes les marchandises. On ne pouvait les expédier qu'après que la propriété et les intérêts des citoyens étasuniens avaient été honorés
4. une interdiction était décrétée sur l'armement de navires marchands des États-Unis
5. l'interdiction faite pour les ressortissants étasuniens de voyager sur des navires belligérants était maintenue
6. le président avait autorité pour interdire l'entrée de navires étasuniens dans des zones de combats
7. le président pouvait interdire l'entrée de sous-marins étrangers ou de navires marchands armés dans les ports étasuniens
8. les belligérants se trouvaient limités à des transactions dont le crédit était de quatre-vingt dix jours pour toute opération concernant l'achat de biens étasuniens.⁹

Avant que le débat sur cette proposition de loi commençât au Sénat, le sénateur Borah réalisa une étude soigneuse de chacun des aspects de

6. Ibid., 23 septembre 1939, pp. 275-80.

7. 20 septembre 1939.

8. *New York Times*, 21 septembre 1939.

9. Allen W. Dulles, « Cash and Carry Neutrality, » *Foreign Affairs*, XVIII (1940), 179-95.

la législation sur la neutralité. Étant le membre le plus en vue du comité du Sénat sur les relations étrangères, son point de vue était d'une grande importance. Depuis 1933, il avait accordé une attention toute particulière à l'image de l'Europe, avec un focus sur l'Allemagne. En 1938, il exprima un fort désir de visiter l'Allemagne et d'avoir une discussion avec le chancelier Hitler au sujet de la détresse des Juifs et de nombreux autres sujets en lien avec la paix mondiale. En passant par William K. Hutchinson, un éminent journaliste, le gouvernement allemand découvrit le désir de Borah de rendre visite au Troisième Reich. Le 28 novembre, le bureau allemand des affaires étrangères envoya une invitation à Borah à passer quelque temps en Allemagne et de participer à des conférences étendues avec Ribbentrop et Hitler. Borah était impatient d'accepter cette invitation, mais décida d'en parler d'abord au secrétaire Hull. Lorsque Hull rentra de la conférence pan-américaine tenue à Lima, nos relations avec l'Allemagne s'étaient tendues, et Borah comprit que Hull allait énergiquement s'opposer à toute visite en Allemagne. Le président était également hostile à une telle action, si bien que Borah finit par repousser son voyage à une date indéterminée. L'éclatement de la guerre au mois de septembre 1939 mit fin à ces rêves, mais pour l'historien, l'incident présente une importance certaine. Dans ses conversations avec William Rhodes Davis, Goering était tout à fait conciliant. La même attitude de conciliation à l'égard de Borah aurait pu présenter des conséquences significatives.¹⁰

Alors que Borah étudiait la situation après le 3 septembre 1939, il entama une correspondance avec le professeur Edwin M. Borchard, de l'université de Tale. Borchard était un professeur éminent de droit international, et constituait un critique compétent envers la politique étrangère menée par Roosevelt. Borah avait indiqué son opposition à toute levée de l'embargo sur les armes après l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Une telle décision lui apparaissait comme une infraction au droit international. Le professeur Borchard écrivit à Borah le 20 septembre en soutien à ce point de vue. Il estimait solidement que « le changement d'une loi de neutralité pour relâcher la neutralité d'un pays avec pour raison, ou même pour effet d'aider un belligérant, constitue une violation caractérisée du droit international. On peut appliquer des changements à sa neutralité au cours d'une guerre, mais uniquement en vue de raffermir ou d'assurer la neutralité du pays, et pas afin de la relâcher. . . Je ne peux pas m'empêcher d'entretenir la pensée malheureuse qui est que quoi que nous fassions ou que nous nous abstenions de faire au niveau du *Neutrality Act*, la proposition et son dépôt suffisent déjà à indiquer l'orientation de notre pouvoir exécutif. . . Je crains que les excuses en faveur de l'intervention soient aisément trouvées. »¹¹ Le lendemain, dans une lettre envoyée au *New York*

10. William K. Hutchinson, William E. Borah, *Late Senator From the Slate of Idaho* (Washington, 1940), pp. 29-40.

11. D'Edwin M. Borchard au sénateur William E. Borah, 20 septembre 1939. *Borah Papers*, Library of Congress.

Times, les professeurs de Columbia Philip C. Jessup et Charles C. Hyde confirmèrent la position du professeur Borchard.¹²

Le 23 septembre, le professeur Thomas H. Healy, de l'université de Georgetown, envoya à Borah un long mémorandum en réponse à plusieurs questions. Il indiqua que le point de vue du président selon lequel l'embargo sur les armes s'opposait aux principes du droit international était parfaitement incorrect. Des embargos de cette nature avaient depuis longtemps fait partie des pratiques internationales. Il souligna ensuite le fait que les embargos et les actions de non-relations qui avaient précédé la guerre de 1812 n'avaient pas contribué à provoquer la guerre. Enfin, il exprima l'opinion selon laquelle l'embargo sur les armes ne pouvait être abandonné que s'il était prouvé qu'une telle décision était nécessaire aux intérêts et à la sécurité des États-Unis, et ne bénéficiait pas à un seul camp des belligérants.¹³

Sur la base de ces conseils, Borah mena la lutte au Sénat contre toute abrogation de l'embargo sur les armes, dont il avait la certitude qu'il avait pour objet d'aider la Grande-Bretagne et la France. Les livraisons d'armes allaient finir par laisser la place à l'envoi de soldats. Après leur avoir livré armes et munitions, « pouvons-nous, si l'heure d'un besoin plus grand devait se présenter, refuser d'envoyer nos armées?... La seule manière que je voie pour que nous restions hors de cette guerre, ayant introduit le doigt dans l'engrenage suite aux raisons qui ont été invoquées pour que nous le fassions, serait que la guerre prenne fin avant que nous en soyons devenu partie. » Il n'était pas impressionné par la thèse populaire selon laquelle les Alliés menaient une croisade pour la démocratie. Pour lui, la guerre n'était « rien d'autre qu'un nouveau chapitre de l'ouvrage sanglant des politiques de pouvoir européennes. »¹⁴

Le professeur Borchard fit les éloges du discours prononcé par Borah. Il avait mis « le doigt sur le vrai problème » et il ne fallait « pas le perdre du vue. » Il se pouvait, « bien entendu, que dans l'humeur présente, de nombreux hommes n'en soient pas impressionnés, mais se sentiront juste irrités par le fait que le changement proposé viole le droit international. Au vu des motivations et des effets, rien ne pourrait être plus limpide dans mon esprit. »¹⁵

Au cours du débat au Sénat, M. Lundeen, du Minnesota, plaida pour une prompte demande de règlement des dettes de guerre par les Alliés. S'ils ne souscrivaient pas à cette demande, il pensait qu'il fallait occuper les Indes Occidentales britanniques et françaises « conformément à la [théorie jacksonienne](#), énoncée aux jours de la bonne, forte et sanguine dé-

12. 21 septembre 1939.

13. Mémorandum du professeur Thomas H. Healy, 23 septembre 1939. *Borah Papers*, Library of Congress.

14. *Congressional Record*, 2 octobre 1939.

15. Du professeur Edwin M. Borchard au sénateur Borah, 3 octobre 1939. *Borah Papers*, Library of Congress.

mocratie... Montrons qu'il nous reste du sang vif dans les veines... C'est maintenant qu'il faut les occuper. »¹⁶

Hors du Sénat, le débat fut mené par plusieurs orateurs qui adoptèrent des points de vue très différents entre eux. L'ancien président Hoover estimait que les Alliés n'avaient pas besoin de l'assistance des États-Unis pour remporter la guerre. Avec leurs vastes ressources économiques, combinées à la pression d'un blocus serré, il serait impossible à l'Allemagne de gagner. Il était opposé à toute abrogation franche de l'embargo sur les armes. Ce dernier devait être modifié pour autoriser la vente d'« armes défensives. »¹⁷ Le colonel Lindbergh était en accord avec ce point de vue de Hoover. Il affirmait en outre un ferme attachement à l'isolationnisme qui l'avait amené à réprimander le Canada au vu de la décision de ce pays de rester au sein du *Commonwealth of Nations* britannique. « Tôt ou tard, nous devons demander la liberté pour ce continent et des îles qui l'environnent vis-à-vis des dictats des puissances européennes. »¹⁸

Dorothy Thompson se fit tellement hystérique au vu des remarques du colonel Lindbergh qu'il lui fallut trois longs articles dans le *New York Herald-Tribune* pour exposer sa fureur.¹⁹ Ces articles ouvrirent les yeux de Mme Franklin D. Roosevelt, qui avait « ressenti » une forme d'idéal nazi dans le discours de Lindbergh, dont elle avait peiné « à croire qu'il s'était vraiment manifesté. »²⁰

Le colonel Stimson entra alors dans l'arène pour se mesurer au colonel Lindbergh, et sur le front universitaire, les présidents Butler, de Columbia, et Conant, de Harvard, apportèrent leur assistance à ce mouvement pronant l'abrogation de la loi de neutralité. En résultante à tout ce bruit, à toute cette furie, et aux pressions constantes appliquées par l'Administration, une nouvelle loi de neutralité fut adoptée par les deux chambres du Congrès le 3 novembre.²¹ Le lendemain, le président ratifia la loi et produisit sur-le-champ deux proclamations pour la mettre en œuvre. L'une délimitait les eaux des îles britanniques et les côtes de l'Europe de l'Ouest comme zone de combat, qu'aucun navire étasunien ne pouvait pénétrer « hormis selon les règles et régulations qui peuvent être prescrites. » Selon la loi, aucun navire étasunien ne pouvait transporter de fret ou de passager vers le moindre port belligérant en Europe ou en Afrique jusqu'à la latitude des îles Canaries, et selon cette proclamation, les navires étasuniens avaient interdiction d'entrer dans les ports neutres d'Irlande, de Suède, du Danemark, de Belgique, de Hollande et de Norvège jusqu'au nord de

16. Congressional Record, 14 octobre 1939.

17. *The United States in World Affairs, 1939* (New York, 1940), p. 174.

18. *New York Times*, 14 octobre 1939.

19. *New York Herald-Tribune*, 18, 20, 23 octobre 1939.

20. *New York World-Telegram*, 19 octobre 1939.

21. *Congressional Record*, 3 novembre 1939.

Bergen.²²

Le 5 septembre, un embargo fut appliqué à la livraison de munitions de guerre et d'équipements militaires aux belligérants, hormis sur une base de libre-service de gros. Cette restriction ne perturba pas de manière significative les exportations de matériels de guerre à destination des Alliés. Au mois de septembre 1939, les livraisons à la France d'armes, munitions et équipements de guerre s'élevaient à hauteur de 4 429 323 \$; au mois de décembre ces livraisons s'élevaient à 17 857 281 \$. La valeur des livraisons envoyées à la Grande-Bretagne ne montèrent pas de manière aussi abrupte. Au mois de septembre 1939, elles s'établissaient à 1 422 800 \$, au mois de décembre elles totalisèrent 4 184 377 \$.²³

Il faut se rappeler que les droits de propriété et intérêts sur ce matériel de guerre avaient été éteints avant qu'ils pussent être exportés. Au cours de la période allant de 1914 à 1917, aucune restriction n'avait été placée sur les emprunts consentis aux belligérants. Des emprunts aux gouvernements alliés avaient financé des livraisons colossales de munitions de guerre jusqu'à leurs ports. La loi de neutralité du 4 novembre proscrivait l'attribution d'emprunts aux belligérants.

24.4 Une ceinture de sécurité pour l'hémisphère occidental

Au mois de septembre 1939, les ministres des affaires étrangères des républiques d'Amérique se rencontrèrent au Panama et adoptèrent un grand nombre de résolutions, dont la plus significative fut la *Declaration of Panama* (3 octobre 1939).²⁴ Selon les termes de cette résolution, une « ceinture de sécurité » était définie autour des Amériques, au Sud du Canada, d'une largeur variant entre 480 et 1 600 km. On prévenait les belligérants que toute action hostile pratiquée au sein de cette zone, par voie de terre, de mer ou d'air était proscrite. Cette déclaration fut une démonstration intéressante d'action collective pan-américaine, mais ne présenta guère de validité car les républiques américaines ne mirent à disposition aucun moyen permettant de maintenir la neutralité de la zone.

Au mois de décembre 1939, le cuirassé de poche allemand **Graf von Spee** s'engagea dans une bataille navale contre trois croiseurs britanniques, et fut finalement sabordé sur ordre de son capitaine (le 17 décembre) aux abords du port de Montevideo, en Uruguay. Le vingt-et-un, les républiques

22. Proclamation du 4 novembre 1939. Department of State, Bulletin, I, 455-56. La loi de neutralité du 4 novembre et les proclamations qui l'ont accompagnée sont produites par Denys P. Myers et S. Shepard Jones, *Documents on American Foreign Relations, July 1939-June 1940* (Boston, 1940), pp. 656-97.

23. *The United States in World Affairs*, 1939, p. 341.

24. Samuel F. Bemis, *The Latin American Policy of the United States* (New York, 1943), pp. 363-66.

américaines envoyèrent une protestation aux gouvernements de Grande-Bretagne, de France et d'Allemagne contre cette violation de la zone de sécurité.²⁵ La Grande-Bretagne et la France rejetèrent toute idée de respecter les clauses de la Déclaration de Panama, à moins qu'une force maritime adéquate des républiques américaines patrouillât la zone de sécurité et assurât sa neutralité.²⁶ Le gouvernement allemand avança qu'il serait futile de sa part de décider d'une action favorable à la zone de sécurité, étant donné que les gouvernements britannique et français venaient de s'y opposer.²⁷ Le gouvernement étasunien ne fit rien pour établir une patrouille maritime dans la zone de sécurité et rendre dangereuse toute violation des clauses de la Déclaration de Panama, si bien que la déclaration fut reléguée au rang d'aspiration pieuse. Sans soutien armé des États-Unis, l'action collective pan-américaine n'était guère qu'un ballon de baudruche.

24.5 Le secrétaire Hull s'engage dans une bataille des livres

Au tout départ de la seconde guerre mondiale, l'attention des États-Unis fut portée sur les implications de la guerre sous-marine après que le *S.S Athenia* coulât (le 3 septembre) à 15 km de la côte nord de l'Irlande. Presque cent personnes perdirent la vie, dont une trentaine d'Étatsuniens.²⁸ Le gouvernement allemand réfuta que l'*Athenia* avait été victime d'un sous-marin allemand; le navire avait sans doute touché une mine. La presse étasunienne se montra remarquablement modérée dans ses commentaires sur l'incident de l'*Athenia*. On n'appela pas à hauts cris à des représailles immédiates.

Les représailles furent menées par les gouvernements britannique et français, qui annoncèrent le 8 septembre un blocus à longue portée sur l'Allemagne. L'Allemagne répondit en annonçant un contre-blocus sur les côtes britanniques et françaises (le 11 septembre). En Grande-Bretagne, un ministère de la guerre économique fut monté en hâte pour œuvrer en conjonction avec le ministère du blocus français. De longues listes de contrebande furent publiées et des navires britanniques furent stationnés en Mer du Nord près du *Skagerrak* pour intercepter les navires marchands faisant route vers la Mer Baltique. D'autres patrouilles furent établies à Gibraltar et Suez. Des bases de contrôle de la contrebande furent établies dans les ports de *Kirkwall*, *Weymouth* et the Downs en Grande-Bretagne;

25. Jones et Myers, op. cit., pp. 121-22.

26. Ibid., pp. 122-27. Voir également, Philip M. Brown, « Protective Jurisdiction, » *American Journal of International Law*, XXXIV (1940), 112-16.

27. Jones and Myers, op. cit., pp. 127-30.

28. Rapport du représentant étasunien en Irlande (Cudahy), 5 septembre 1939. Ibid., pp. 698-99.

à Dunkerque, le Havre et Marseille en France ; à Gibraltar, Malte, Oran, Port Saïd et Haïfa. Les navires faisant route vers l'Allemagne ou vers les ports neutres d'où les marchandises pouvaient facilement être transportées vers l'Allemagne reçurent pour « conseil » urgent de se présenter à l'une de ces bases de contrôle pour y être inspectés. Faute de cela, ils pouvaient se faire intercepter en haute mer et contraindre de rejoindre une base.²⁹ Les propriétaires de navires pouvaient s'éviter cette pratique irritante s'ils se faisaient remettre par les consuls britanniques de leur port d'attache des « certificats de navigation » qui attestaient du caractère innocent de leur chargement.

Ce motif de procédure britannique avait été établi au cours des années 1914 à 1917 et l'histoire ne faisait guère que se répéter.³⁰ C'était également le cas pour le traitement des courriers neutres. Dans les ports de contrôle britanniques, les sacs de courrier neutre étaient examinés avec grand soin à la recherche de contrebande, y compris sur les devises et les valeurs, et les lettres pouvaient se voir censurées. Jusqu'au milieu du mois de novembre 1939, les Britanniques avaient immobilisé trente-trois navires étasuniens pour examen, et avaient soustrait des cargaisons, toute ou partie, à sept d'entre eux.³¹

Après le 4 novembre, selon les termes de la loi de neutralité, les navires étasuniens reçurent interdiction de transporter des chargements dans les zones de combat des eaux européennes. On s'attendait à Washington à ce que les immobilisations pratiquées par les Britanniques diminuassent très fortement à partir de cette date. Mais le gouvernement britannique, avec la même insouciance vis-à-vis des sentiments étasuniens dont il avait fait montre au cours des années 1914 à 1917, poursuivit la pratique des immobilisations et contraignit même des navires étasuniens à se rendre à des ports de contrôle situés dans des zones de combat qui leur étaient interdites d'accès selon les termes express de la loi de neutralité.

Après avoir invoqué la doctrine du voyage permanent contre la livraison de biens depuis des ports neutres vers l'Allemagne, le gouvernement britannique opta pour un élément nouveau par rapport à ses pratiques de 1915. Le 27 novembre, un décret fut émis, prévoyant qu'à partir du 4 décembre, tout navire neutre naviguant en partance d'un port neutre, mais ayant à son bord « des biens d'origine ennemie ou appartenant à l'ennemi, » pourrait recevoir pour instruction de se rendre dans un port

29. C. H. McLaughlin, « Neutral Rights Under International Law in the European War, 1939-1941, » *Minnesota Law Review*, XXVI (1941-1942), 1-49, 177-222.

30. Charles Callan Tansill. *America Goes To War* (Boston, 1938), pp. 516-85.

31. Département d'État, Bulletin, I, 461, 557-60. Au sujet de ces interceptions de navires étasuniens et de la suppression d'une partie de leurs cargaisons, il est à noter que le commerce étasunien avec des pays neutres adjacents à l'Allemagne avait connu des augmentations significatives après l'éclatement de la guerre. Pour l'ensemble de l'année 1938, la valeur des exportations étasuniennes à destination de la Norvège avait été de 22 567 000 \$ en 1939, elle était montée à 32 100 000 \$. Pour la Suède, sur la même période, les mêmes chiffres passèrent de 64 227 000 \$ à 96 661 000 \$.

allié et d'y décharger cette partie de sa cargaison.³² Pour mettre en œuvre ce décret de manière efficace, une organisation conjointe composée de dirigeants britanniques et français fut établie à Londres, et des officiers de liaison britanniques furent envoyés à Paris pour travailler avec les ministères français du blocus et des affaires maritimes.³³ Les navires alliés reçurent alors pour instruction d'intercepter les exportations allemandes sur les sept mers afin que les biens qui auraient été passés en contrebande au travers du cordon naval de la zone de combat pussent être saisis avant d'atteindre leur destination.

Ces mesures, qui constituaient des infractions tangibles au droit international, furent justifiées par l'idée qu'elles constituaient des représailles nécessaires contre les violations allemandes de la loi des nations. Les anciens arguments avancés en 1914-1917 furent époussetés par le *Foreign Office* britannique et utilisés avec la même insolence froide. En réponse, le secrétaire Hull, en se forçant à toutes les restrictions d'usage, envoya les protestations habituelles à Londres. Le 8 décembre 1939, il s'opposa spécifiquement au décret du 27 novembre en raison du fait que celui-ci présentait des ingérences illégales avec le « commerce légitime » pratiqué par les ressortissants étasuniens. Aucune justification ne pouvait être trouvée « pour interférer avec les navires étasuniens ou leur cargaison sur une base de violation de blocus. » De même, la question de la contrebande ne « pouvait pas être soulevée au vu des marchandises en route depuis l'Allemagne vers les États-Unis. »³⁴ Le 14 décembre, une autre note émit une protestation vigoureuse contre la pratique britannique consistant à contraindre les vaisseaux étasuniens à se rendre dans les ports situés en zone de combat pour une inspection détaillée de leur cargaison. De telles actions étaient « sans considération pour la loi des États-Unis ou pour les droits, obligations et responsabilités des navires étasuniens selon cette loi. »³⁵ Quelque deux semaines plus tard (le 27 décembre), une troisième protestation fut émise en lien avec le traitement britannique du courrier étasunien. Le *Foreign Office* fut averti : le gouvernement étasunien ne pouvait pas admettre le droit des autorités britanniques « à s'ingérer avec le courrier étasunien sur les navires étasuniens ou d'autres navires neutres en haute mer, et ne peut pas non plus admettre le droit du gouvernement britannique à censurer le courrier sur les navires qui sont entrés sans volonté de leur part dans des ports britanniques. » Il se sentait par conséquent contraint d'« émettre une protestation vigoureuse contre les

32. British Order in Council, 27 novembre 1939. Jones and Myers, op. cit., pp. 705-7.

33. *New York Times*, 5 décembre 1939.

34. De l'ambassade des États-Unis à Londres au *Foreign Office* du Royaume-Uni, 8 décembre 1939. Department of State, Bulletin, I, 651.

35. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur britannique (Lord Lothian), 14 décembre 1939. Department of State, Bulletin, II, 4.

pratiques précitées. »³⁶

Les ajouts britanniques à la liste de la contrebande et les listes noires britanniques apportèrent de nouvelles raisons aux États-Unis de protester, mais les notes envoyées par le secrétaire Hull étaient considérées à Londres comme de purs exercices de double langage diplomatique. Le *Foreign Office* était bien au fait des pratiques étasuniennes depuis le mois d'avril 1917. De l'intervention étasunienne de 1917 à la fin de la guerre au mois de novembre 1918, le département d'État avait avalisé certaines des infractions au droit international contre lesquelles il avait commencé par protester. Il était difficile pour le secrétaire Hull de presser les Alliés avec trop de vigueur au sujet de pratiques que le gouvernement étasunien avait adoptées en entrant lui-même dans la guerre contre l'Allemagne.³⁷ Comme un chien de garde modèle, la conscience du secrétaire Hull n'aboyait qu'en direction des étrangers.

24.6 Hitler adopte une politique conciliante envers les États-Unis

L'éclatement de la seconde guerre mondiale constitua une surprise désagréable pour l'Amirauté allemande qui avait espéré que le conflit pût être retardé jusque 1944. L'amiral Raeder préconisa rapidement une guerre à outrance contre la Grande-Bretagne sous la forme d'une guerre sous-marine sans limite, mais Hitler rejeta ce conseil sur-le-champ. Il fut profondément choqué d'apprendre la nouvelle du naufrage de l'*Athenia*, et suivant les conseils de l'État-major maritime, il réfuta toute responsabilité allemande. Par la suite, lorsqu'on découvrit que le U-30 avait torpillé le paquebot, le lieutenant Lemp fut sévèrement puni.³⁸

Le 7 septembre, au cours d'une conférence avec l'amiral Raeder, Hitler insista pour « qu'afin de ne pas provoquer les pays neutres, les États-Unis en particulier, il est interdit de torpiller les navires de passagers, même s'ils circulent en convoi. La guerre contre les navires marchands français, les attaques contre les navires de guerre français et le minage des ports français est interdit. »³⁹ Ces ordres furent partiellement modifiés le 10 septembre pour que les convois mixtes anglo-français, s'ils étaient escortés par des forces françaises ou britanniques, pussent être attaqués au Nord de Brest. Le 16 octobre, une nouvelle modification fut annoncée : « Tous

36. De l'ambassade londonienne des États-Unis au *Foreign Office* du Royaume Uni, 27 décembre 1939. Department of State, Bulletin, II, 3.

37. Thomas A. Bailey, *Policy of the United States Toward the Neutrals, 1917-1918* (Baltimore, 1942).

38. Anthony Martiensen, *Hitler and His Admirals* (New York, 1949), pp. 22-23.

39. Conférence du commandant en chef de la Marine avec le Führer, 7 septembre 1939. *Fuehrer Conferences on Matters Dealing with the German Navy* (Washington, 1947), pp. 3-5.

les navires marchands identifiés avec certitude comme ennemis (britanniques ou français) peuvent être torpillés sans avertissement. Les navires transportant des passagers et circulant en convoi peuvent être torpillés peu de temps après les avoir avertis de notre intention de le faire. » Les navires transportant des passagers continuaient d'être torpillés lorsqu'ils « circulaient sans lumière. »⁴⁰ Hitler fit alors un geste de conciliation envers les États-Unis. Le 9 octobre, le navire de fret étasunien *City of Flint*, en partance pour un port britannique, fut capturé par le cuirassé de poche allemand *Deutschland*. Après une brève visite au port norvégien de Tromsø et au port russe de Mourmansk, le *City of Flint*, doté d'un équipage allemand, fut mené à un autre port norvégien où les autorités s'emparèrent de l'équipage allemand et rendirent le navire à son commandant étasunien. Le 10 novembre, l'amiral Rader envoya un rapport avec l'assentiment de Hitler : « L'affaire du *City of Flint* a été mal gérée... Il semble avisé de permettre au *City of Flint* de rentrer aux États-Unis sans encombre... Le Führer est d'accord avec le commandant en chef de la Marine : aucune nouvelle action ne doit être entreprise contre le *City of Flint*. »⁴¹

À la fin du mois de décembre 1939, les règles contrôlant l'activité sous-marine furent formulées comme suit : « Les navires suivants sont sujets à des attaques de sous-marins sans préavis : (1) Tous les navires marchands reconnus comme ennemis (exception faite des navires de passagers naviguant seuls, qui sont dépourvus de toute arme) ; (2) Tous les navires neutres navigant au sein d'un convoi ennemi ; (3) Tous les navires dépourvus de feux ; (4) Tous les navires refusant de s'arrêter ou faisant usage d'un radiotélégraphe ; (5) Les équipages étasuniens sont [doivent être] traités avec la plus grande considération. »⁴²

Ainsi, au sortir de quatre mois de guerre sur les hautes mers, le souci allemand de se montrer conciliant avec les États-Unis avait débouché sur un traitement exceptionnel des vaisseaux étasuniens. Quatre-vingt-dix navires sous drapeau neutre avaient été coulés, mais aucun d'entre eux n'arborait les couleurs des États-Unis. Seuls quatre navires étasuniens avaient été arrêtés en mer par des vaisseaux allemands ; aucun d'entre eux n'avait été contraint d'entrer dans un port allemand pour inspection, et aucun n'avait été attaqué par les commandos qui s'en prenaient aux navires de commerce. Grâce aux pressions exercées par le Führer, la Marine allemande se comportait bien.

40. Rapport du commandant en chef de la Marine au Führer, 16 octobre 1939. Ibid., p. 21.

41. Rapport du commandant en chef de la Marine au Führer, 19 novembre 1939. Ibid., p. 36.

42. Rapport du commandant en chef de la Marine au Führer, 30 décembre 1939. Ibid., pp. 66-67.

24.7 La Finlande entre dans la lutte contre l'agression soviétique

Alors que Hitler pratiquait des gestes de conciliation envers la France et les États-Unis, la Russie soviétique montrait au monde entier combien étaient fondées les craintes qui avaient été entretenues dans les petits États baltes d'une agression russe. Une fois accaparée la vaste tranche de Pologne convenue avec l'Allemagne, l'appétit russe se trouvait stimulé pour d'autres prises. Le 29 septembre, l'Estonie fut contrainte de signer un pacte d'assistance mutuelle permettant à l'Union soviétique d'établir des bases maritimes et aériennes sur son territoire, et de maintenir des garnisons afin de les protéger. Le 5 octobre, la Lettonie fut à son tour contrainte de signer un pacte semblable, et le 16 octobre, ce fut la Lituanie qui suivit. Dans *Izvestia*, cette procédure tyrannique fut soigneusement décrite comme une manière de montrer de quelle manière le « gouvernement soviétique respecte les droits des petites nations. »⁴³ La même sollicitude fut bientôt affichée à l'égard de la Finlande.

Les relations entre la Finlande et la Russie étaient longtemps restées basées sur le [traité de Tartu](#) (du 14 octobre 1920) qui avait établi les frontières entre les deux pays. L'acceptation par la Russie des termes de ce traité avait été confirmée par le traité de non-agression du 21 janvier 1932.⁴⁴ Celui-ci fut suivi par un traité de conciliation (12 avril 1932) selon les termes duquel les hautes parties contractantes convinrent de soumettre à une commission de conciliation le règlement amiable de tous les différends qui ne pouvaient pas être réglés de manière satisfaisante au travers des canaux diplomatiques.⁴⁵

Le 7 avril 1934, le traité de non-agression formel fut étendu à la date du 31 décembre 1945.⁴⁶

Au cours de l'été 1939, alors que la Grande-Bretagne et la France essayaient en vain de parvenir à un accord avec la Russie soviétique pour édifier une barrière contre l'agression allemande, le Kremlin avait beaucoup insisté sur l'idée que les négociations devaient intégrer une garantie de l'indépendance de la Finlande. Le gouvernement finnois avait vigoureusement objecté à un tel accord, en raison du fait que cela apporterait à la Russie une excuse pour cantonner des soldats en Finlande. Le pacte soviétique avec l'Allemagne nazie avait mis un terme à ces négociations et avait lancé la dynamique qui avait poussé l'Europe en guerre. Peu après l'éclatement de la guerre (le 17 septembre), le gouvernement soviétique prodigua au gouvernement finnois une assurance : il allait « suivre une politique de neutralité » dans ses relations avec ses voisins d'Helsinki. Mais cette po-

43. *New York Times*, 7 octobre 1939.

44. *The Finnish Blue Book*, publié pour le ministère des affaires étrangères de Finlande (New York, 1940), pp. 23-26.

45. *Ibid.*, pp. 27-31.

46. *Ibid.*, pp. 36-37.

litique de neutralité présentait une déformation russe qui fit l'objet d'une illustration inquiétante eu égard à l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Pour sauver la Finlande d'un destin similaire, le président Roosevelt envoya un message au président Kalinin (le 11 octobre), chef du Conseil suprême de l'Union soviétique, appelant son attention à la « profonde et longue amitié qui existe entre les États-Unis et la Finlande, » et exprima l'espoir qu'aucune demande ne serait formulée à ce pays qui aurait été incompatible avec son indépendance. La réponse de Kalinin fut l'exercice de tromperie soviétique habituel. L'« unique objectif » de la Russie était de renforcer « une coopération amicale entre les deux pays » et d'apporter une garantie à la « sécurité de l'Union soviétique et de la Finlande. »⁴⁷

La coopération amicale des Soviétiques prenait désormais une étrange tournure. Le 14 octobre, le Kremlin demanda la cession d'une zone du **Cap de Hanko**, d'un grand nombre d'îles dans le Golfe de Finlande, et d'une partie de l'**isthme de Carélie**. Molotov prononça ensuite un discours (le 31 octobre) au cours duquel il intima que la Finlande serait sage de ne pas s'attendre à recevoir d'aide de la part de pays étrangers comme les États-Unis.⁴⁸ Cette menace fut suivie le 26 novembre par une accusation selon laquelle l'armée finnoise aurait attaqué des soldats russes à la frontière. Le 28 novembre, Moscou dénonça le traité de non-agression avec la Finlande, et rompit le lendemain les relations diplomatiques. Il apparaissait aux yeux du département d'État qu'une crise avait été atteinte dans les relations entre la Finlande et la Russie, et une médiation fut proposée par le secrétaire Hull.⁴⁹ Celle-ci fut brutalement rejetée par le Kremlin, et le 30 novembre, les forces armées soviétiques lancèrent une attaque contre la Finlande par terre, mer et air. Cette agression brutale amena le Conseil de la Société des Nations (le 14 décembre) à adopter une résolution déclarant que « l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'est plus membre de la Société des Nations. »⁵⁰

Aux États-Unis, l'action menée par la Russie soviétique suscitait une intense indignation. Le 1^{er} décembre, au cours d'une conférence de presse, le président Roosevelt dénonça l'invasion de la Finlande comme « un mépris injustifié du droit. »⁵¹ La presse étasunienne fit écho à cette accusation. Le *New York Times* qualifia l'agression soviétique d'« exemple le plus flagrant à ce jour d'une attaque complètement injustifiable. »⁵²

L'*Atlanta Constitution* condamna l'attaque sur la Finlande comme une démonstration de « sauvagerie impitoyable »⁵³ ; le *Dallas Morning News*

47. Département d'ÉTAT, Bulletin, I, 395.

48. *The Finnish Blue Book*, pp. 56-60.

49. Département d'État, Bulletin, I, 609.

50. *The Finnish Blue Book*, p. 111.

51. *New York Times*, 2 décembre 1939.

52. *Ibid.*, 30 novembre 1939.

53. 1^{er} décembre 1939

était choqué par l'« attaque meurtrière et non-provoquée »⁵⁴ ; le *Cleveland Plain Dealer* avait la nausée à cause de la « pure brutalité de l'action soviétique »⁵⁵ ; cependant que le *Washington Evening Star* était atterré par la « convoitise particulièrement révoltante de Staline. »⁵⁶

Encouragé par ces fortes expressions de sympathie pour la Finlande, le président Roosevelt donna pour instruction (le 6 décembre) au secrétaire du Trésor de consigner sur un compte séparé le versement de la dette annuelle de la Finlande (234 693 \$) dans l'idée d'un remboursement ultérieur. Le 10 décembre, il fut annoncé qu'au travers des agences de la *Reconstruction Finance Corporation* et de l'*Export-Import Bank*, une ligne de crédit à hauteur de 10 000 000 \$ avait été ouverte pour rendre possible au gouvernement finnois l'achat de surplus agricoles et d'approvisionnements en provenance des États-Unis.⁵⁷ Mais la Finlande avait davantage besoin d'armes de guerre et de munitions que de platitudes pieuses et dévotes. Il ne fallut pas longtemps avant que le rouleau compresseur russe écrasât tout signe de résistance finnoise, et lorsque les Finnois, en 1941 et avec l'aide de Hitler, relancèrent la guerre contre les hordes soviétiques armées, l'opinion étasunienne bascula subitement vers un soutien soutenu à Staline. Une rupture s'était produite dans les relations entre les dictateurs allemand et russe. Au lieu d'apprécier la guerre entre ces ennemis de la démocratie et de rester au bord du terrain en applaudissant leur destruction mutuelle, les États-Unis, mus par l'Administration Roosevelt, épousèrent la cause de la Russie et entamèrent l'afflux de marchandises en prêt-bail vers ce pays, afflux qui allait finir par transformer la Russie en Frankenstein qui menace désormais le monde. À partir du mois de juin 1941, la « brave petite Finlande » fut attaquée dans de nombreux cercles étasuniens, devenue alliée des Nazis honnis, et certains Étasuniens se mirent à contempler Helsinki au travers des yeux des éditeurs de *New Masses* et du *Daily Worker*.

24.8 La mission de Sumner Welles

La lutte héroïque de la Finlande contre l'agression soviétique provoqua une forte admiration en Italie, et constitua l'une des nombreuses indications semblant indiquer la possibilité de constituer une division entre l'Italie et l'Allemagne. Depuis le pacte nazi-soviétique du mois d'août 1939, l'Italie était habitée d'un sentiment croissant selon lequel l'Axe Rome-Berlin était dépassé. Le comte Ciano n'avait de cesse de répéter ce point de vue aux oreilles du Duce, et le 16 décembre, dans une allocution au Grand Conseil, il exprima franchement son opinion face à un groupe de

54. 2 décembre 1939.

55. 1^{er} décembre 1939.

56. 1^{er} décembre 1939.

57. *New York Times*, 7-11 décembre 1939.

Fascistes de premier plan. Il proclama le fait que le traité nazi-soviétique avait été négocié sans la moindre entente préalable avec l'Italie. Les vaines tentatives menées par le Duce pour trouver une formule de paix aux mois d'août et septembre 1939 furent récitées à l'envi, et l'attitude de l'Allemagne dépeinte de manière assez peu amicale. En Italie, Ciano lui-même affirma que son allocution était largement considérée comme une oraison funèbre sur la mort de l'Axe.⁵⁸

L'allocution de Ciano fut suivie par une lettre pleine de sens envoyée par Mussolini à Hitler. Après une description des fortes sympathies ressenties pour les Finnois qui se battaient, le Duce décrivit à quel point la propagande britannique parvenait à signaler les aspects sinistres de la collaboration nazie et soviétique. En raison de l'amitié qui existait entre la Pologne et l'Italie, il exhorta à la création d'un État national polonais sous l'égide de l'Allemagne. Au sujet d'une offensive de printemps contre la Grande-Bretagne et la France, il posa la question de savoir s'il était avisé de mettre les Alliés à genoux au prix de la « fleur de la jeunesse allemande. » Les démocraties portaient « en elles-mêmes les graines de leur inévitable décomposition. » Il suffisait de laisser le temps faire son œuvre. Le véritable adversaire à prendre en compte était la Russie : « La solution de votre Lebensraum se trouve uniquement en Russie. »⁵⁹

L'ambassadeur d'Italie à Berlin (Attolico) reçut cette lettre à destination de Hitler le 8 janvier 1940. Le Führer la lut avec grand soin et comprit clairement l'ensemble de ses implications. Il discuta avec Goering et Ribbentrop de tous les aspects des relations germano-italiennes, puis décida de repousser à plus tard une réponse jusqu'à disposer d'un meilleur angle d'attaque sur la situation. En outre, le délai allait susciter une profonde préoccupation dans l'esprit du Duce et lui faire ressentir qu'il devait se montrer conciliant envers le Führer.

En cette période d'indécision pour le Duce, le moment semblait opportun pour mener une tentative de creuser un fossé entre l'Allemagne et l'Italie. Au cours des premiers jours de l'année 1940, le président Roosevelt fit appeler Sumner Welles et discuta avec lui de l'opportunité d'envoyer un représentant en Europe sonder les « possibilités de conclure une paix juste et permanente. » Le président n'avait aucun intérêt pour une « trêve temporaire ou provisoire armée. » Il fallait conclure quelque chose de plus fondamental. Peut-être que Welles lui-même serait l'homme de la situation, qui pourrait ouvrir les portes de la paix. En tous cas, au mois de février 1940, le président décida de l'envoyer à Rome et à Berlin, puis à Paris et Londres. Des conversations avec Mussolini et Hitler pourraient livrer quelque indice des procédures pacifiques qui pourraient empêcher

58. *The Ciano Diaries, 1939-1943*, ed. Hugh Gibson (Garden City, 1947), 19 décembre 1939, p. 180.

59. Elizabeth Wiskemann, *The Rome-Berlin Axis* (New York, 1949), pp. 187-88. Pour une importante description des relations entre Rome et Berlin entre 1939 et 1943, voir L. Simoni, *Berlino—Ambasciata d'Italia, 1939-1943* (Rome, 1946).

une funeste offensive de printemps. D'Allemagne avaient fuité des murmures évoquant un désir de paix. Avec des encouragements propices, ces murmures pourraient peut-être gagner en volume.

Welles arriva à Rome le 25 février et eut un entretien avec Ciano le lendemain. Il trouva Ciano « toujours cordial et tout à fait naturel, » et arborant un désir évident de lui apporter son aide.⁶⁰ Dans le journal personnel de ce dernier, Welles est décrit comme « distingué de par son apparence et de par ses manières, » et la conférence fut tenue sur un ton « très cordial. »⁶¹ Ciano ne mena aucune tentative pour dissimuler sa détestation de von Ribbentrop et de son « antagonisme fondamental vis-à-vis de Hitler. » Lorsque Welles évoqua le sujet d'une « paix juste et permanente, » Ciano souligna les conditions que Hitler aurait pu accepter au mois d'octobre 1939, mais fit part de son incertitude au sujet du point de vue actuel du Führer.⁶²

L'interview avec Mussolini fut une affaire bien différente, et Ciano en regretta l'« atmosphère glacée. » Le Duce apparut aux yeux de Welles comme un homme travaillant « sous une tension colossale. » Il était « lourd et statique plutôt que vital, » et il passa le plus clair de l'interview assis avec les yeux fermés. Dès que les formalités de l'introduction furent réalisées, Welles remit à Mussolini une lettre du président Roosevelt. Il s'agissait d'une missive intéressante, qui soulignait la « satisfaction que le gouvernement des États-Unis pourrait tirer d'une continuation de la neutralité italienne, » et qui indiquait le fort désir du président « de rencontrer en personne le chef du gouvernement italien. » Au cas où une telle rencontre aurait lieu, le président pensait pouvoir « persuader Mussolini que les meilleurs intérêts de l'Italie ne pourraient être servis qu'en refusant de prostituer le peuple italien à la grande gloire de Hitler. »

Le Duce apparut satisfait de l'idée d'une rencontre avec Roosevelt. Il avait longtemps espéré que « cette rencontre... pourrait vraiment se produire. » Lorsqu'il fit la remarque que de si nombreux miles d'eau séparaient l'Italie des États-Unis, rendant difficile l'organisation d'une conférence, Sumner Welles affirma rapidement : « On trouve des lieux à mi-chemin pour diviser par deux cette distance. » Le Duce répondit : « Oui, et l'on trouve des navires pour nous y emmener tous deux. »⁶³ Mais on n'établit aucun projet concret pour cette rencontre, qui aurait pu changer l'histoire du monde. Au lieu de cela, Welles et le Duce se contentèrent de parler de l'importance de faire tomber les barrières économiques entre les pays, et de la nécessité d'un programme de désarmement véritable. La conversation dériva ensuite vers les conditions de paix que l'Allemagne pourrait accepter et se conclut sur une question directe posée par Welles : « Considérez-vous comme possible en ce moment que des négociations

60. Sumner Welles, *The Time for Decision* (New York, 1944), p. 78.

61. Gibson, op. cit., p. 212.

62. Welles, op. cit., p. 82.

63. Ibid., p. 85.

fructueuses soient menées entre l'Allemagne et les Alliés pour une paix durable? » « Oui, » répondit le Duce avec emphase, et Welles se trouva prêt à partir pour Berlin.⁶⁴

L'entrevue avec Ribbentrop fut en contraste total avec les paroles encourageantes échangées avec Ciano et le Duce. Le ministre des affaires étrangères reçut Welles « sans même esquisser un sourire, et sans un mot de salutation. » Après une pause qui dura un moment, Welles énonça quelques mots en anglais, sachant que Ribbentrop avait passé quelque temps aux États-Unis et parlait anglais couramment. Plutôt que de répondre à cette ouverture, Ribbentrop aboya le mot allemand désignant « interprète » en direction du docteur Paul Schmidt, et une conversation malaisée s'entama. Après que Welles indiqua avoir été envoyé en Europe pour évaluer les possibilités d'établissement d'une paix permanente, Ribbentrop prit la réplique et se lança dans une oraison ampoulée qui s'étala sur plus de deux heures. En conclusion, il insista sur l'idée que l'Allemagne voulait la paix, mais seulement à condition que « la volonté de la part de l'Angleterre de détruire l'Allemagne soit oblitérée une bonne fois pour toutes. » Le seul moyen d'accomplir cet objectif « passait par une victoire complète et totale de l'Allemagne. »

L'entretien du 2 mars avec Hitler fut une épreuve moins pénible. Il accueillit « aimablement » Welles, et se montra « distingué, à la fois dans son discours et dans ses gestes. » Lorsque Welles remarqua que sa conversation avec Mussolini lui avait instillé l'espoir que les « fondations d'une paix durable puissent encore être établies, » Hitler se mit à discuter de l'importance basique d'un accord général sur un programme de désarmement. Il était de longue date favorable au désarmement, mais n'avait reçu aucun encouragement de la part de la Grande-Bretagne ou de la France. Il convint avec Welles qu'« une relation de commerce internationale libérale et inconditionnelle de la nation la plus favorisée » constituait un idéal « auquel les nations du monde devraient aspirer. » Sous « des conditions plus normales, l'Allemagne allait volontiers coopérer en ce sens. » Il souligna ensuite les objectifs de l'Allemagne. Ils étaient historiques, politiques et économiques. L'Allemagne n'avait d'autre but que le retour du « peuple allemand sur la position territoriale qui avait historiquement été légitimement sienne. » Les objectifs politiques de l'Allemagne privilégiaient la sécurité nationale. Il n'existait aucun désir véritable de dominer les peuples non-allemands. Si les peuples situés aux abords de ses frontières ne constituaient pas de menace envers la sécurité allemande, aucune intention n'existait de s'ingérer dans leur indépendance. Du point de vue économique, l'Allemagne revendiquait le droit de tirer des bénéfices au travers du commerce en lien avec les nations en Europe du centre et du Sud-Est. Elle ne permettrait plus que les puissances occidentales d'Europe violent ou nuisent à sa position préférentielle à cet égard. L'Allemagne allait également insister pour

64. Ibid., p. 88.

que « les colonies qui lui furent volées à Versailles lui soient rendues. » En conclusion, il répéta les mots de Ribbentrop : « Je ne distingue aucun espoir d'établissement d'une paix durable sauf si en Angleterre et en France la volonté de détruire l'Allemagne se fait elle-même détruire. Je pense qu'il n'existe aucun autre moyen de détruire cette volonté de destruction de l'Allemagne qu'une victoire allemande complète. » ⁶⁵

Welles comprenait désormais clairement que sa mission en Allemagne était vaine, mais il se sentit obligé d'avoir une discussion franche avec Goering à Karinhall. Les manières de Goering furent « simples, naturelles, et extrêmement cordiales. » Il assura rapidement à Welles que l'Allemagne n'entretenait « aucune ambition d'aucune sorte... de nature à affecter l'hémisphère occidental, » et il répudia l'affirmation selon laquelle une guerre en Europe affecterait profondément les États-Unis. Welles fit ensuite porter la discussion sur le sujet des discriminations allemandes contre les Juifs. La réponse que cela suscita fut que des discriminations raciales étaient en application dans de vastes parties des États-Unis à l'encontre des Nègres. En conclusion, Goering répéta les commentaires de Ribbentrop et de Hitler avec une référence spéciale au désir de la Grande-Bretagne et de la France de détruire l'Allemagne. Si elles atteignaient cet objectif, elles allaient créer une communauté de « Bolcheviques et de Communistes. » ⁶⁶

Depuis Berlin, Welles se rendit sur-le-champ à Paris pour mener des conversations avec d'importants dirigeants français. Il regrettait que le président [Lebrun](#) n'eût pas la force motrice de [Poincaré](#) qui avait présidé aux destinées françaises durant la première guerre mondiale. En parlant au sénateur [Jeanneney](#), le président du Sénat français, il se souvint d'un mot tranchant prononcé par Clemenceau au sujet des Allemands : « Il n'existe qu'une seule manière de s'occuper d'un chien fou. Soit on le tue, soit on l'entrave avec une chaîne d'acier qu'il ne pourra pas rompre. » Mais la France ne disposait ni de la volonté, ni de la capacité de forger une telle chaîne.

En Angleterre, il trouva la volonté de forger des chaînes pouvant maintenir l'Allemagne en état de sujétion pour une longue durée. Cette volonté était exprimée avec véhémence par Winston Churchill. Il était certain qu'aucune solution à la crise européenne ne serait trouvée « autrement que par une défaite absolue et complète de l'Allemagne, la destruction du national-socialisme, et l'inclusion, dans les nouveaux traités de paix, de clauses pouvant contrôler à l'avenir la trajectoire de l'Allemagne de manière à accorder à l'Europe et au monde la paix et la sécurité dans les jours à venir, pour au moins cent ans. » ⁶⁷ Il continuait d'adhérer au dessein de Versailles.

Il est notable que Churchill ne prononça pas une seule critique sur la

65. Ibid., pp. 104-9.

66. Ibid., pp. 113-18.

67. Ibid., pp. 132-33.

Russie, alors qu'il apparaissait que Hitler n'aurait pas pu entrer en guerre en 1939 sans quelque assurance de soutien soviétique. La menace du bolchevisme ne préoccupait guère Churchill en 1940. Au cours de l'année qui suivit, lorsque Hitler attaqua la Russie, Churchill œuvra fiévreusement à envoyer de l'aide armée à celle-ci. Un véritable homme d'État aurait compris la menace double constituée à la fois par le nazisme et le communisme, et les aurait accueillis ensanglantés directement à l'entrée de leur tombe confortablement aménagée.

Sumner Welles était en accord avec le point de vue britannique. Le « stylo doté de deux oreilles »⁶⁸ ne fit aucun commentaire sur les dangers de cet aveuglement. À ses yeux tout comme à ceux de Churchill, le seul vrai ennemi était l'Allemagne nazie. Cela rendait d'autant plus nécessaire à son avis de s'empresser de retourner à Rome et d'essayer de séparer Mussolini de Hitler. Mais Ribbentrop l'y avait précédé, muni d'une longue lettre de Hitler. Le Führer insistait : l'Italie n'aurait un avenir glorieux que si elle œuvrait en étroite collaboration avec l'Allemagne. Il avait confiance en le fait que le Duce comprenait ce fait indéniable : « Je... pense que les destinées de nos deux États, de nos deux peuples, de nos deux révolutions, et de nos deux régimes sont liées de manière indissoluble. »⁶⁹

Ribbentrop n'obtint pas la réussite qu'il avait espérée de ses conversations avec Mussolini. Le Duce restait opposé à une offensive allemande de printemps contre la Grande-Bretagne et la France, et une conférence personnelle entre les deux dictateurs allait s'avérer nécessaire pour le faire changer d'avis. Celle-ci devait être tenue, selon Ribbentrop, au [col du Brenner](#), au matin du 18 mars.

Alors que Ribbentrop menait ces préparations pour la rencontre au col du Brenner, Welles arriva à Rome le 16 mars et tint des conférences avec Ciano ainsi qu'avec Mussolini. Ciano l'informa franchement avoir appris de la part de Ribbentrop que « l'Allemagne était déterminée à entreprendre une offensive militaire totale dans l'avenir proche. » Elle « ne considérerait pas d'autre solution de paix qu'une victoire militaire. » On pensait pouvoir y parvenir « dans les cinq mois... la France s'effondrerait la première, et l'Angleterre peu après. » Ciano n'était pas du tout convaincu de l'occurrence d'une victoire allemande. Si les Alliés pouvaient empêcher une percée de leurs positions défensives, il était tout à fait possible qu'ils remportent la victoire.

Au soir du 16 mars, Welles rencontra Mussolini et nota tout de suite qu'il semblait s'être départi des tourments qui l'avaient affligé quelques semaines auparavant. Lorsque Welles évoqua le sujet d'établir les bases d'une paix permanente, le Duce remarqua promptement que Ribbentrop avait « insisté sur l'idée que l'Allemagne ne considérerait pas d'autre solution que la victoire militaire, et que les négociations de paix étaient

68. Paul Schmidt, *Hitlers Interpreter* (London, 1950), p. 169.

69. Wiskemann, op. cit., pp. 196-97.

impossibles. » Il informa également Welles qu'il avait appris que l'Allemagne était prête à entamer « une offensive immédiate. » En Allemagne, on s'attendait à ce que la France tombât « dans les trois à quatre mois. »

Au vu de ces attentes allemandes, les Alliés allaient devoir appâter leurs hameçons pour la paix avec des concessions très appétissantes. L'Allemagne devait disposer d'un *Lebensraum* adéquat. Au sujet de l'indépendance du peuple polonais, il estimait que « lors de toute détermination des nouvelles frontières de la Pologne, le transfert des populations récemment mené par les Allemands est à considérer comme définitif. » Qui plus est, les justes revendications de la Hongrie devaient être prises en compte et « toutes les revendications de l'Italie » devaient recevoir une « solution satisfaisante. »

Ces conditions présentaient des ramifications si profondes que Welles remarqua qu'il allait lui falloir téléphoner au président Roosevelt et lui demander des instructions spécifiques. Il allait communiquer la décision du président au comte Ciano dans la soirée. Lorsqu'il établit un appel longue distance à Washington, le président éluda toute discussion sur les bases politiques de la paix proposée. Il exprima l'opinion selon laquelle « le problème de sécurité était le sujet fondamental, » mais ne proposa aucune solution à ce problème. Il se montra extrêmement prudent dans ses commentaires, mais émit l'observation selon laquelle ni la Grande-Bretagne, ni la France ne désiraient « détruire ni l'Allemagne, ni le peuple allemand. »⁷⁰ Aux yeux de Hitler, cette assurance allait apparaître ou bien comme naïve, ou bien comme hypocrite.

Il était évident aux yeux de Mussolini que le président Roosevelt n'était pas capable d'esquisser les fondements d'une paix qui pourrait s'avérer inspirante pour Hitler. Il allait devoir participer à la conférence du col de Brenner sans la moindre munition qui aurait pu amener le Führer à abandonner une offensive de printemps au profit de propositions de paix. Le 18 mars, il écouta la longue présentation par Hitler de la thèse selon laquelle les destinées de l'Allemagne et de l'Italie étaient liées de manière non dissoluble. L'intervention italienne dans la guerre était inévitable. On remarqua que le Führer ne donna aucun détail au sujet de son projet d'offensive de printemps. Il continuait de douter fortement de la fiabilité italienne. Mais ce long « monologue de Brenner » eut son effet sur le Duce, qui finit par rejeter toutes ses appréhensions, et affirma avec emphase son intention d'entrer en guerre du côté de l'Allemagne.⁷¹

Le 19 mars, Ciano rentra à Rome et assura à Welles qu'il n'existait « aucune menace de conflit militaire immédiat. » Le président allait avoir le temps « d'étudier les rapports de Welles et peut-être de marcher quelques pas vers la paix. » Welles fut tellement heureux de cette perspective qu'il parla de la possibilité d'une éventuelle rencontre entre Mussolini

70. Welles, op. cit., pp. 140-41.

71. Schmidt, op. cit., pp. 172-73.

et le président dans les Açores. Il fit également remarquer à Blasco d'Aieta que « même sans entreprendre d'offensive, l'Allemagne sera épuisée dans l'année qui vient. » Il considérait « la guerre [comme] déjà remportée par les Français et les Anglais. »⁷² Après d'autres conversations tout aussi futiles, Welles rentra à Washington la besace pleine de fausses informations à destination du président.⁷³

24.9 La Grande-Bretagne et l'Allemagne bafouent la neutralité de la Norvège

Au mois de février 1940, alors que Sumner Welles se préparait à se rendre à Rome et à Berlin, les premiers signes de l'offensive militaire de printemps se faisaient évidents. Le navire allemand *Altmark* avait trouvé refuge dans un fjord norvégien avec à son bord des centaines de marins britanniques détenus prisonniers. Une inspection pratiquée par des canonnières norvégiennes n'avait pas décelé la présence de ces Britanniques, mais l'Amirauté britannique disposait d'informations concernant leur détention à bord de l'*Altmark*. Le 16 février, Winston Churchill, en tant que Premier Lord de l'Amirauté, ordonna au capitaine Vian d'acheminer le *HMS Cossack* dans les eaux norvégiennes pour y libérer les prisonniers. En réalisant ce sauvetage, le capitaine Vian viola délibérément la neutralité des eaux côtières de la Norvège, et le gouvernement norvégien envoya rapidement une protestation à Londres. Le premier ministre excusa cette violation en raison du fait que les infractions du droit international précédemment réalisées par les Allemands avaient contraint les Britanniques à adopter une action similaire.⁷⁴

Cet incident de l'*Altmark* ne constitua guère qu'une expression de l'intention du gouvernement britannique de violer de manière répétée la neutralité des eaux norvégiennes afin de contrer l'effort de guerre allemand. Dès le 19 septembre 1939, Winston Churchill, après consultation du *War Cabinet* britannique, fit porter à l'attention du Premier Lord de l'Amirauté et aux autres l'importance de bloquer le transport du minerai de fer suédois de Narvik à l'Allemagne. Dans la mesure où les navires de minerai allemands restaient dans la limite norvégienne des trois miles nautiques, la seule manière de les arrêter était de poser des mines dans ces eaux. Cela

72. Gibson, op. cit., 20 mars 1940, pp. 224-25.

73. La toile de fond de la mission de Welles est exposée par le secrétaire Hulls, dans ses *Memoirs* (New York, 1948), I, 737-40 : « Quelque temps après, le président m'affirma expressément que Welles était venu le voir en secret en plusieurs occasions et avait plaidé pour être envoyé à l'étranger en missions spéciales... Je suis satisfait que Welles ait demandé au président de l'envoyer en voyage en 1940... J'aurais moi-même envisagé d'envoyer Welles ou quelqu'un d'autre occupant sa position officielle en Europe, mener une mission de cette nature, à ce stade de la guerre. »

74. Churchill, op. cit., pp. 561-64.

avait déjà été réalisé en 1918, et Churchill suggéra que les Britanniques « devraient répéter ce processus très rapidement. » ⁷⁵

Le premier mémorandum allemand faisant référence aux actions menées dans les eaux norvégiennes fut rédigé le 3 octobre 1939. Ainsi, comme le montre clairement Lord Hankey, « le gouvernement britannique se mit à planifier son offensive majeure sur la Norvège une quinzaine de jours avant les Allemands. » Il est notable que le tribunal de Nuremberg a volontairement ignoré le mémorandum produit par Winston Churchill et a soutenu l'idée qu'attaquer la Norvège « avait trouvé ses origines avec Raeder et Rosenberg. . . L'omission de cette partie de l'histoire dans le Jugement est la plus inexplicable, car l'ensemble du récit fut énoncé par M. Churchill à la Chambre des Communes au mois d'avril 1940, et que cela constitua un sujet de notoriété publique. » ⁷⁶

Le 16 décembre 1939, M. Churchill prépara un autre mémorandum qu'il présenta au cabinet six jours plus tard. Le sujet était une fois de plus le blocage de l'acheminement des minerais de fer de Narvik à l'Allemagne. Il considérait un tel blocage comme « une opération de guerre majeure et offensive, » qui pouvait s'accomplir en posant « une suite de petits champs de mines dans les eaux territoriales norvégiennes aux deux ou trois endroits adaptés de la côte, qui vont contraindre les navires transportant le minerai en Allemagne à partir des eaux territoriales et à entrer en haute mer. » Cette action allait contraindre l'Allemagne à « subir une privation sévère, poussant à la crise avant l'été. » Ce minage des eaux norvégiennes était une violation technique pure et simple du droit international. Les États-Unis n'y virent rien de mal, et la considérèrent comme « calculée au mieux pour nous aider. » ⁷⁷

Comme l'indique Lord Hankey, le jugement à la fin du Procès de Nuremberg fit grand cas des projets allemands contre la Norvège à la mi-décembre 1939, mais « ne contenait pas un mot sur le Mémorandum adressé par M. Churchill au Cabinet de Guerre le 16 décembre. . . Toute personne détachée estimerait qu'il s'agit d'un élément de preuve suprêmement important pour le tribunal, car il positionne le plan britannique au même niveau d'importance que le plan allemand, qui est condamné de manière si sévère comme crime de droit dans le jugement. » Bien que le Cabinet de Guerre refusât le développement développé par le mémorandum de Churchill, il autorisa « la préparation de plans pour débarquer une force à Narvik pour le compte de la Finlande. . . Ces poursuites montrent également la pression que le Cabinet de Guerre connaissait de la part de son collègue très puissant. . . en vue de le persuader de commettre un acte technique d'agression susceptible de faire flamber l'ensemble de la Scandinavie — un “crime”, pour reprendre le langage extravagant de Nuremberg,

75. Ibid., pp. 533-34.

76. Lord Hankey, *Politics, Trials and Errors* (Chicago, 1950), pp. 73, 72, 74.

77. Churchill, op. cit., pp. 544-47.

pour lequel les Allemands étaient destinés à se voir si sévèrement condamnés par le tribunal. Il n'en apparaît pas un seul mot dans le jugement de Nuremberg. »⁷⁸

Le jugement est totalement silencieux sur l'action menée par le Conseil de Guerre Suprême des Alliés lorsque, le 5 février 1940, celui-ci « approuva des plans pour la préparation de trois ou quatre divisions alliées en service en Finlande, et pour persuader la Norvège et la Suède de permettre le passage d'approvisionnements et de renforts à destination des Finnois et "incidemment pour prendre pied sur le gisement minier de Gallivare." À partir de ce stade, les préparations pour l'expédition des armées alliées vers la Norvège furent intensifiées. » Au début du mois d'avril 1940, les préparations « pour l'offensive majeure en Norvège avaient été terminées dans les deux camps. . . Le débarquement effectif, c'est-à-dire l'offensive majeure allemande ne fut lancée qu'à partir du 9 avril. Vingt-quatre heures auparavant, à savoir entre 4h30 et 5h30 du matin le 8 avril, les champs de mines britanniques avaient été posés dans le Fjord de l'Ouest aux abords de Narvik! »⁷⁹

Il va sans dire que ces éléments ne furent nullement pris en compte dans le jugement de Nuremberg.

Alors que le ministère norvégien des affaires étrangères rédigeait une note de protestation à destination de Londres, on apprit que des navires de guerre allemands approchaient d'Oslo. Le lendemain, les batteries norvégiennes coulèrent le croiseur lourd allemand *Blücher* et endommagèrent grièvement le croiseur *Emden*. Cette défense fougueuse ne fit guère que retarder la chute d'Oslo.

Une attaque allemande sur le port de minerai de fer de Narvik parvint à son objectif en dépit de la résistance héroïque des navires de guerre norvégiens, et les plans d'occupation de la Norvège réalisés par Hitler se déroulèrent conformément à l'agenda prévu. Les plans britanniques visant à bloquer les envois de minerais à l'Allemagne furent totalement défaits. Dans le même temps (9 avril), l'armée allemande traversa la frontière danoise et un nouveau pays neutre tomba ainsi sous contrôle nazi.

24.10 Le Groenland est placé sous la doctrine Monroe

Lorsque la nouvelle parvint à Washington que l'armée allemande avait occupé le Danemark et la Norvège, le président Roosevelt (le 10 avril) émit une proclamation étendant la zone de combat (fermée aux navires étasuniens) vers le Nord, le long de la côte norvégienne, et vers l'Est, le

78. Hankey, op. cit., pp. 74-76.

79. Ibid., p. 78. Voir également, *Britain's Designs on Norway, German White Book No. 4*, (New York, 1940), pp. 60-68.

long de la côte arctique, jusqu'à un point situé à 321 kilomètres à l'Est de Mourmansk.⁸⁰

Il produisit également un ordre exécutif « gelant » les avoirs danois et norvégiens sur les obligations et autres propriétés aux États-Unis pour empêcher que les autorités allemandes en fissent usage. En résultante de l'invasion allemande du Danemark, le Parlement d'Islande adopta une résolution déclarant que le « gouvernement d'Islande, pour le moment, » n'était plus partagé avec le Roi [du Danemark], et le Parlement s'arrogea le contrôle des relations étrangères. Le premier ministre [Hermann Jónasson](#) ouvrit alors des négociations avec le secrétaire Hull en visant à l'établissement d'une légation à Washington et d'un Consulat général à New York City. En retour, le gouvernement des États-Unis allait ouvrir un bureau consulaire à Reykjavik, capitale de l'Islande.⁸¹

Le 12 avril, le secrétaire Hull eut une conversation avec l'ambassadeur britannique (Lord Lothian) au cours de laquelle il souligna la vision selon laquelle la [doctrine Monroe](#) couvrait l'hémisphère occidental « sans réserve. » Il était évident que le Groenland tombait sous le champ de cette doctrine. Après avoir discuté de la situation avec les dirigeants canadiens, un consulat des États-Unis fut établi à Godthaab, et des vedettes des garde-côtes furent envoyées dans les eaux autour du Groenland. Il ne fallut pas longtemps avant que le département d'État adoptât une action plus décisive.

80. Pour les documents imprimés dans le *Norwegian White Book*, voir Jones and Myers, op. cit., pp. 398-408. Les réactions du président Roosevelt et du secrétaire Hull sont décrites dans *ibid.*, pp. 408-15.

81. Hull, op. cit., pp. 752-54.

Chapitre 25

Roosevelt recherche un prétexte pour la guerre contre l'Allemagne

25.1 Hitler lance une Blitzkrieg sur le front Ouest

Avant que les forces armées nazies aient remporté un succès important dans la campagne de Norvège, le président Roosevelt lança une suite de tentatives visant à maintenir l'Italie hors de la guerre. Le 29 avril, il envoya un télégramme à Mussolini dans lequel il exprima sa profonde satisfaction au sujet de « la politique du gouvernement italien quant à réaliser tout effort en vue d'empêcher la guerre de se répandre en Europe du Sud et du Sud-Est. » Une nouvelle extension du théâtre des hostilités allait entraîner dans la guerre « de nouvelles nations qui ont cherché à maintenir leur neutralité. » Il ne distinguait « aucune raison d'anticiper que toute autre nation ou toute autre combinaison de nations » pût parvenir à « dominer ou bien le continent de l'Europe... ou bien une plus grande partie du monde. » Il espérait sincèrement que l'influence puissante de l'Italie allait continuer de s'exercer « au nom de la négociation d'une paix juste et stable. »¹

Lorsque l'ambassadeur Phillips envoya ce message à Mussolini, il fut informé que « l'Italie, l'Allemagne et la Russie ne désiraient pas d'extension de la guerre. » Le Duce exprima ensuite l'opinion selon laquelle « l'Allemagne n'allait pas être battue » et que le blocus maritime allié allait s'avérer « totalement inefficace. » Le président devait comprendre que le système politique créé par le traité de Versailles allait être liquidé. Dans le nouveau système, l'Allemagne « allait volontairement autoriser [l'érec-

1. Du président Roosevelt au premier ministre italien (Mussolini), 29 avril 1940. *Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941* (Washington, 1943), pp. 519-20.

tion d']un nouvel État polonais indépendant » mais celui-ci ne disposerait pas des « anciennes frontières qui étaient totalement injustifiées. » L'Allemagne « voulait également qu'un nouvel État tchécoslovaque fût rétabli. » Enfin, et chose importante, certaines concessions importantes devaient être faites à l'Italie.

Au cours de cette conversation, Mussolini sembla « faire des pieds et des mains pour se montrer amical. » Il demanda à l'ambassadeur Phillips de « remercier le président Roosevelt cordialement » pour son message, et apparut « extrêmement l'apprécier. »²

Dans son journal personnel, le comte Ciano relate une histoire assez différente. Il note que le Duce reçut le message de Roosevelt avec « mauvaise grâce » et qu'il ne conversa pas ou peu avec l'ambassadeur étasunien.³ Mussolini envoya alors une brève note au président, au sein de laquelle il avança que la responsabilité de la seconde guerre mondiale « n'incombait pas à l'Allemagne mais aux initiatives des Alliés. » Pour autant qu'il pût en juger, l'Allemagne était « opposée à une nouvelle extension du conflit, tout comme l'Italie. » Au sujet de l'opinion du président selon laquelle « une extension des fronts de la guerre » aurait un effet sérieux sur l'hémisphère occidental, il appela l'attention « sur le fait que l'Italie ne s'est jamais occupée des relations mutuelles entre les républiques américaines ni de leurs relations avec les États-Unis (respectant en cela la doctrine Monroe), et pouvait par conséquent demander une “réciprocité” au sujet des affaires européennes. »⁴

Ciano considéra cette note comme « désobligeante et hostile. »⁵ Elle n'était en tous cas pas conciliante. Le Duce était « véritablement exalté » par la nouvelle des victoires de Hitler en Norvège. Dans une lettre décrivant ses réussites, le Führer se plaignait que la « rapidité excessive » de l'avancée de ses troupes n'avait pas « permis l'implication des forces anglaises de manière plus concrète », ce qui aurait permis de « les détruire complètement. » Il intima qu'il allait lui falloir « obtenir une victoire à l'Ouest aussitôt que possible » à cause des « menaces cachées d'intervention étasunienne. »⁶

Le même jour (4 mai), l'état-major allemand produisit une déclaration qui éveilla sur-le-champ des appréhensions en Belgique et aux Pays-Bas. L'accusation était portée contre ces pays de ne pas avoir arboré une neutralité impartiale. Était également avancé que le 12 janvier 1940, des discussions étendues s'étaient déroulées à Breda « entre les officiers d'état-

2. De l'ambassadeur Phillips au secrétaire Hull, Rome, 1^{er} mai 1940. Ibid., pp. 520-22.

3. *The Ciano Diaries, 1939-1943*, ed. Hugh Gibson (Garden City, 1947), 1^{er} mai 1940, pp. 241-42.

4. Du premier ministre italien (Mussolini) au président Roosevelt, 2 mai 1940. *Peace and War*, p. 522.

5. Gibson, op. cit., p. 242.

6. Ibid., 4 mai 1940, p. 243.

major hollandais, belges, français et britanniques. » Ces discussions étaient supposées s'être déroulées dans l'objet d'aider les armées britanniques et françaises à lancer « une attaque contre la Ruhr. »⁷

Le gouvernement allemand lança une *blitzkrieg* sur le front Ouest en alléguant de la nécessité d'anticiper une invasion anglo-française. La nouvelle de cette attaque parvint aux oreilles du président Roosevelt le 10 mai, tôt le matin, lorsque l'ambassadeur Cudahy téléphona à la Maison-Blanche pour indiquer qu'une grande force aérienne allemande survolait déjà le Luxembourg, en route vers la Belgique et la Hollande. Plus tard dans la matinée, « le président Roosevelt et le secrétaire Hull rappelèrent à intervalles réguliers pour s'enquérir des derniers développements. » Cudahy répondit que les nouvelles étaient « tout à fait rassurantes. »⁸ Mais Leopold, le roi des Belges, n'était pas aussi confiant face à la situation. Craignant le résultat d'une invasion allemande, il envoya en toute hâte un télégramme au président Roosevelt exprimant l'ardent espoir qu'il allait soutenir de toute son « autorité morale les tentatives que nous avons désormais fermement décidé de mener en vue de préserver notre indépendance. » Le président ne pouvait que répondre que lui et le peuple étasunien chérissaient le fervent désir que « des politiques visant à dominer les peuples pacifiques et indépendants par la force et l'agression militaire pussent être stoppées, et que le gouvernement et le peuple de Belgique pussent préserver leur intégrité et leur liberté. »⁹

À Rome, l'ambassadeur Phillips déclara à Ciano que la *blitzkrieg* allemande était « vouée à remuer profondément les États-Unis. » Elle avait déjà remué le Pape, qui avait envoyé des télégrammes aux « dirigeants des trois États envahis. » Cette action avait révolté Mussolini, qui laissa échapper devant Ciano que la Papauté était « un cancer qui ronge notre vie nationale. » Si nécessaire, il allait « liquider le problème une bonne fois pour toutes. » Pour suite, le Pape fit montre d'une intransigeance claire et nette et remarqua qu'il était « même prêt à se faire déporter dans un camp de concentration. »¹⁰

Le président intervint une fois de plus dans cette atmosphère tendue et funeste à Rome en envoyant une nouvelle note à Mussolini. Les rumeurs selon lesquelles le Duce « envisageait une entrée rapide dans la guerre » l'avaient « fortement inquiété. » La plupart des Étasuniens pensaient que le monde entier faisait face à une « menace qui s'oppose à chaque enseignement du Christ, à chaque philosophie développée par les grands enseignants de l'humanité depuis des milliers d'années. » Par conséquent, en tant que président des États-Unis, il lançait le « plaidoyer simple pour

7. « Allied Intrigue in the Low Countries, » *German White Book* No. 5 (German Library of Information, New York, 1940), pp. xi-xxii, xxiii-xxxix. Voir également, Eelco Nicolaas van Kleffens, *Juggernaut over Holland* (New York, 1941).

8. John Cudahy, *The Armies March* (New York, 1941), pp. 80-81.

9. Département d'État, Bulletin, II, 11 mai 1940, 492-93.

10. Gibson, op. cit., 10-13 mai, pp. 247-49.

que vous, responsable de l'Italie, reteniez votre bras, restiez à l'écart de toute guerre, et vous absteniez de toute menace d'attaque. »¹¹

Ciano nota que la nouvelle communication en provenance du président n'était pas d'un « style menaçant dissimulé. » Il s'agissait plutôt d'un « message découragé et conciliatoire. » Les allusions au « Gospel du Christ » n'auraient que « guère d'effet sur l'esprit de Mussolini, » qui était convaincu que l'Allemagne allait remporter la guerre. En tant qu'alliée de Hitler, l'Italie allait pouvoir s'assurer de riches prises de guerre.¹²

25.2 Roosevelt considère la neutralité comme un concept démodé

Alors que le président plaidait auprès de Mussolini pour que celui-ci restât neutre dans le grand conflit qui ravageait l'Europe, il poussait quant à lui les États-Unis sur le sentier de la guerre. Le 16 avril, il fut rapporté que la Commission d'Achat anglo-française pouvait acquérir des avions de presque tous les types en cours de production à destination des forces armées des États-Unis.¹³ Cette nouvelle encouragea le premier ministre français, Paul Reynaud, à envoyer à Washington (le 14 mai) la requête surprenante demandant que le gouvernement étasunien arrangeât « la vente ou le bail de vieux destroyers. »¹⁴ Le lendemain, Winston Churchill, qui avait remplacé Chamberlain au poste de premier ministre depuis le 10 mai, envoya une requête plus ambitieuse et des plus surprenantes :

*Tout ce que je demande est que vous [le président Roosevelt] devriez proclamer la non-belligérance, ce qui signifie que vous nous aideriez en tout sauf pour engager des forces armées. Les besoins immédiats sont : Pour commencer, le prêt de quarante ou cinquante de vos destroyers les plus anciens ; ... Deuxièmement, nous voulons plusieurs centaines des derniers types d'aéronefs ; ... Troisièmement, des équipements et munitions anti-aériens... Quatrièmement, le fait que notre approvisionnement en minerai soit compromis par les Suédois, en provenance d'Afrique du Nord et peut-être depuis le Nord de l'Espagne, rend nécessaire d'acheter de l'acier aux États-Unis... J'aimerais pouvoir tenir pour raisonnablement certain que lorsque nous ne pourrions plus payer, vous nous donniez tout malgré tout. Cinquièmement, ... la visite d'un escadron étasunien dans les ports irlandais... serait inestimable.*¹⁵

11. Du président Roosevelt au premier ministre Mussolini, 14 mai 1940. *Peace and War*, p. 526.

12. Gibson, op, cit., p. 250.

13. *New York Times*, April 16, 1940.

14. *F.D.R. : His Personal Letters*, ed. Elliott Roosevelt (New York, 1950), II, 1036.

15. Winston S. Churchill, *Their Finest Hour* (Boston, 1949), pp. 24-25.

Le président répondit qu'il ne pouvait pas conclure d'accord au sujet des destroyers « sans autorisation du Congrès. » Qui plus est, les États-Unis « avaient besoin des destroyers » pour leur « propre défense. »¹⁶ Churchill regretta profondément cette réponse négative, mais continua d'espérer recevoir « à une date aussi proche que possible » « le plus grand nombre possible de chasseurs Curtiss P-40. » En conclusion, il fit résonner une note alarmiste, dont il savait qu'elle affecterait profondément le président. Si la Grande-Bretagne était « laissée à son sort par les États-Unis, » il existait un danger que la flotte britannique pût être cédée aux Allemands dans le cadre d'une négociation.¹⁷

Nous avons déjà noté¹⁸ qu'en 1939, alors que Chamberlain occupait encore le poste de premier ministre, Churchill avait entamé sa correspondance personnelle considérable avec le président Roosevelt. Il a été affirmé que l'un des premiers câblogrammes envoyés par Churchill à Roosevelt était tourné d'une manière des plus grandiloquentes. Les grandes lignes en ont été énoncées comme suit : « Je suis mi-étasunien, et je suis la personne naturelle pour vous avec qui travailler. Il est évident que nous voyons les choses du même œil. Si je devenais premier ministre de la Grande-Bretagne, nous pourrions contrôler le monde. »¹⁹

Churchill affirme qu'il envoya « neuf cent cinquante » de ces câblogrammes au président Roosevelt, et en reçut « environ huit-cents en réponse. » Ses relations avec le chef de l'État étasunien « se firent peu à peu si proches que le principal sujet entre nos deux pays était en pratique conduit par ces échanges personnels entre lui et moi. . . En tant que chef de l'État ainsi que chef du gouvernement, Roosevelt parlait et agissait avec autorité dans toutes les sphères. »²⁰

Il est évident que Churchill considérait Roosevelt comme un dictateur étasunien ne faisant que peu de cas des opinions du Congrès ou du peuple étasunien. Au sujet de la guerre, les câblogrammes de Churchill révèlent qu'il pensait que Roosevelt pouvait plonger les États-Unis dans le conflit en Europe au moment qui lui siérait. Le cabinet français semblait partager ce point de vue.

L'insistance manifestée par Churchill fut traduite en hystérie par le premier ministre Reynaud. Le 18 mai, Bullitt apprit de la part d'Alexis Léger, secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, que Reynaud s'apprêtait à solliciter du président Roosevelt que celui-ci demandât au Congrès une déclaration de guerre contre l'Allemagne. Bullitt informa franchement Léger qu'une telle requête serait pire qu'inutile : le Congrès voterait à la quasi-unanimité contre une telle déclaration. Le président parla ensuite à Bullitt au téléphone et lui donna pour instructions

16. Roosevelt, op. cit., p. 1036.

17. Churchill, op. cit., pp. 56-57.

18. Voir précédemment, au paragraphe 24.2

19. John H. Snow, *The Case of Tyler Kent* (New York, 1946), p. 6.

20. Churchill, op. cit., p. 23.

d'affirmer que « rien de cette nature n'était hors de la question. » Mais Reynaud continua de demander l'impossible. Le 22 mai, il affirma à Bullitt que la marée allemande se faisait de plus en plus menaçante à chaque minute qui s'écoulait. Il existait un grave danger que le public français insistât pour une paix séparée avec l'Allemagne. En ce cas, une victoire allemande sur la Grande-Bretagne « allait suivre sous quelques semaines. » Après cet événement funeste, le canal du Panama serait détruit par bombardements aériens, et l'« Armée étasunienne ne serait en mesure d'offrir qu'une faible résistance. » Une action rapide de la part du gouvernement étasunien était « la seule véritable garantie que Hitler ne finisse pas un jour à la Maison-Blanche. »²¹

Une semaine plus tard, les appels lancés par Reynaud gagnèrent encore en frénésie. Le 28 mai, il avertit Bullitt : il disposait de preuves convaincantes que « si la France et l'Angleterre étaient conquises, Hitler allait agir presque immédiatement contre les États-Unis. » La flotte étasunienne devait être envoyée sur-le-champ en Méditerranée pour pousser Mussolini à rester en dehors de la guerre.²²

Le président n'envoya pas la flotte en Méditerranée, mais décida d'autoriser les pilotes étasuniens à mener les avions, commandés par les Alliés, jusqu'à Halifax ainsi que d'autres ports des provinces maritimes canadiennes. Avant cette décision, ce territoire avait été désigné comme zone de combat, et les ressortissants étasuniens n'étaient plus autorisés à y entrer au moyen d'aéronefs appartenant aux nations belligérantes. Le président exhorta alors Churchill à envoyer davantage d'avions en France, mais il lui fut répondu que la Grande-Bretagne avait besoin de tous ses avions disponibles pour la défense contre une attaque allemande en instance. L'ambassadeur Bullitt se mit en colère en apprenant cette réponse négative de la Grande-Bretagne, et il confia au secrétaire Hull son opinion : le cabinet britannique « pouvait conserver sa force aérienne et sa flotte comme monnaies d'échange dans le cadre de négociations avec Hitler. »²³

Le président comme le secrétaire Hull ne tinrent pas compte de ces observations émises par Bullitt. Ils étaient certains que si la France « était finie, » la Grande-Bretagne, avec l'aide des livraisons étasuniennes, pouvait tenir face à un assaut allemand. Il était par conséquent impératif que ces livraisons fussent envoyées le plus vite possible vers les ports britanniques. Joseph C. Green, le chef de la division des Contrôles, porta à l'attention du secrétaire Hull une ancienne ordonnance en date du 12 mai 1917. Le phrasé employé par cette ordonnance pouvait être interprété comme autorisant les échanges d'aéronefs de l'armée et de la marine contre des modèles d'un type plus avancé. Des arrangements furent faits avec une installation

21. Cordell Hull, *Memoirs* (New York, 1948), I, 766-73.

22. *Ibid.*, p. 773.

23. *Ibid.*, pp. 774-75.

de Buffalo pour lui livrer cinquante avions appartenant à la Réserve maritime d'escadrilles en échange d'avions d'un « type supérieur. » Ces avions furent ensuite rapidement envoyés en Grande-Bretagne. Mais Churchill voulait plus que des avions. Pour répondre à ses demandes gênantes, le président se tourna vers le procureur général, **Francis Biddle**, qui établit fort à propos que le secrétaire de la guerre avait le droit de vendre des surplus de guerre à « toute corporation ou individu selon les termes jugés les meilleurs. »²⁴

Le général George C. Marshall, en tant que chef d'état-major, se présenta alors au front et donna pour instructions à son responsable des approvisionnements militaires et à son assistant chef d'état-major de passer en revue toute la liste des stocks d'équipements militaires et de munitions en réserve aux États-Unis. Le 3 juin, il approuva ces listes. La première liste était longue :

*Elle comprenait un demi-million de fusils de calibre .30, sur les deux millions fabriqués en 1917 et 1918... Chaque fusil venait avec environ 250 cartouches. On comptait 900 canons de campagne de soixante-quinze avec un million de munitions, 80 000 mitrailleuses et divers autres éléments... Le 3 juin les dépôts de l'armée étasunienne et les arsenaux se mirent à préparer les équipements pour expédition... Le 11 juin, une douzaine de navires marchands britanniques approchèrent dans la baie [de **Raritan**] et jetèrent l'ancre, et le chargement par barge commença.*²⁵

Mais cet afflux de matériel de guerre parvint trop tard aux Alliés pour bloquer l'avancée allemande rapide. Le 15 mai, le général **Winkelman**, commandant en chef hollandais, signa les articles de la capitulation. La pression allemande sur la Belgique monta rapidement. Lorsque l'armée du général Giraud en Hollande fut totalement écrasée et que la Neuvième Armée française s'effondra sur le front Mézières-Dinant, il était évident qu'une crise était arrivée. Après la nouvelle de la retraite britannique à Dunkerque parvint au roi Leopold, il comprit que la situation était devenue critique. Le 27 mai, la démoralisation des forces militaires françaises fut si rapide et totale qu'il décida que le moment était venu de demander au Haut-Commandement allemand d'énoncer ses conditions pour une suspension des hostilités. La réponse brutale appela à une reddition sans conditions. Le roi se sentit obligé de souscrire à cette lugubre exigence, et à 4h00 du matin, le lendemain, l'armée belge reçut de son quartier-général un ordre de cessez-le-feu.²⁶

24. *New York Herald-Tribune*, 8 juin 1940.

25. Churchill, op. cit., p. 142. Voir également *House Document* No. 288, 78 Cong., 1 sess., p. 3.

26. Cudahy, op. cit., pp. 97-116.

25.3 Le président envoie un troisième plaidoyer à Mussolini pour qu'il reste hors de la guerre

Avant que les mauvaises nouvelles en provenance de Belgique fussent reçues par les États-Unis, le président décida de présenter un nouveau plaidoyer à Mussolini pour qu'il reste hors de la guerre. Dans sa troisième communication au Duce, Roosevelt proposa de tenir lieu de médiateur entre Hitler et les Alliés. L'ambassadeur Phillips reçut pour instruction de livrer ce message à Mussolini en personne, mais le comte Ciano l'informa abruptement que cela n'était pas possible. Lorsque Ciano eut fini de lire le plaidoyer du président, Phillips lui demanda quelle était la nature de la réponse : « Il répondit avec conviction — “ce sera un non” et poursuivit en expliquant que la position de Mussolini ne consistait pas uniquement à protéger les aspirations légitimes de l'Italie, mais que le Duce était déterminé à honorer ses obligations conformément à son alliance avec l'Allemagne. » Par la suite, le même jour, Ciano fit appeler l'ambassadeur Phillips et confirma les déclarations qu'il avait produites au cours de la réunion du matin. Mussolini désirait préserver sa « liberté d'action » et n'était pas disposé à « entrer dans des négociations qui... ne seraient pas dans l'esprit du fascisme. »²⁷

Quoiqu'aux yeux de Sumner Welles, l'« horizon apparaissait extrêmement sombre, »²⁸ Roosevelt pensait que les nuages pourraient s'ourler d'argent s'il parvenait à persuader Mussolini à rester hors de la guerre. Le 30 mai, il envoya son quatrième appel au Duce. L'ambassadeur Phillips reçut pour instruction de rendre visite au comte Ciano, et d'insister une nouvelle fois sur le fait que l'entrée en guerre de l'Italie allait « immédiatement affecter de manière néfaste » les intérêts des États-Unis. Si le gouvernement étasunien n'a jamais « revendiqué d'intérêts politiques en Europe, » il a « revendiqué ses intérêts clairement définis sur un plan économique et de la propriété. Par l'extension de la guerre dans la région méditerranéenne et la destruction inévitable de vies et de propriétés... les intérêts légitimes du peuple étasunien seront gravement entravés. » Dans la mesure où les relations entre les peuples italien et étasunien avaient toujours été particulièrement étroites, on espérait que rien ne serait fait qui pût les affecter négativement.²⁹

Le 1^{er} juin, Ciano informa l'ambassadeur Phillips que le Duce n'était pas d'accord « avec le point pris par le président eu égard aux intérêts des États-Unis dans la Méditerranée » et maintint que les États-Unis entretenaient les mêmes intérêts dans cette région que ceux dont disposait l'Italie,

27. De l'ambassadeur Phillips au secrétaire Hull, Rome, 27 mai 1940. 740.0011 EW./1939/2691 3/7, MS, Department of State.

28. Conversation entre Sumner Welles et l'ambassadeur britannique, 27 mai 1940. 740.0011 EW./1939/3124, *Confidential file*, MS, Department of State.

29. Du secrétaire Hull à l'ambassadeur Phillips, 30 mai 1940. 740.0011 EW./1939/2691 3/7, *Confidential file*, MS, Department of State.

par exemple, « dans la Mer des Caraïbes. » La décision avait « déjà été prise d'entrer en guerre. »³⁰

25.4 Reynaud envoie un dernier appel à Roosevelt pour une assistance militaire immédiate

On avait compris à Paris depuis longtemps que l'Italie allait sans doute entrer en guerre aussitôt les premiers succès importants remportés par les armées de Hitler. L'effondrement rapide de la Hollande et de la Belgique avait produit une forte impression sur l'esprit de Mussolini, qui était résolu à s'assurer des prises de guerre. L'ambassadeur Bullitt ne le savait que trop bien, et c'est pour cela qu'il supplia le président de consentir à livrer de vieux destroyers propres à renforcer les forces navales françaises en Méditerranée. La réponse du président resta négative : « Tout échange impliquant des destroyers étasuniens est sans doute inacceptable en raison de l'énorme zone de mer sur laquelle nous devons patrouiller, et cela exigerait une action auprès du Congrès qu'il pourrait être très difficile de convaincre. Nos vieux destroyers ne peuvent être vendus pour obsolètes, cela contredirait les faits. Ils sont tous actuellement en service et utilisés, ou en cours d'affectation pour le devenir. »³¹

Churchill se montrait critique vis-à-vis du refus persistant manifesté par le président d'envoyer les vieux destroyers aux Alliés. Le 5 juin, il remarqua auprès de [Mackenzie King](#) que bien que le chef de l'État étasunien fût un excellent ami, il n'avait envoyé « aucune aide en pratique » à la Grande-Bretagne. Il ne s'était pas attendu à une quelconque aide militaire de la part des Étasuniens, « mais ils n'ont même pas envoyé la moindre contribution valable en destroyers ou en avions. » Il pourrait être opportun de ne pas laisser les Étasuniens anticiper complaisamment un effondrement britannique, dont ils pourraient « retirer la flotte britannique et les clés de l'Empire britannique. »³²

Le même jour que Churchill envoya cette lettre à Mackenzie King, les Allemands lancèrent la bataille de France. En cinq jours, ils avaient tracé leur chemin jusque Paris. Reynaud, face à une défaite écrasante, envoya un nouveau plaidoyer au président Roosevelt. La tonalité de cet appel était très épique, mais on en tire le net sentiment que le premier ministre était semblable à un petit garçon apeuré sifflant aussi fort qu'il le peut en descendant une allée très sombre : « Depuis six jours et six nuits, nos divisions se battaient sans une heure de répit contre une armée disposant d'une supériorité écrasante en nombre et en matériel. Aujourd'hui, l'ennemi est

30. De l'ambassadeur Phillips au secrétaire Hull, Rome, 1^{er} juin 1940. 740.0011 EW./1939/2191 4/7, *Confidential file*, MS, Department of State.

31. Du président Roosevelt à Sumner Welles, 1^{er} juin 1940. Roosevelt, op. cit., p. 1036.

32. Du premier ministre Churchill à Mackenzie King, 5 juin 1940. Churchill, op. cit., pp. 145-46.

presque aux portes de Paris. Nous allons nous battre devant Paris ; nous allons nous battre derrière Paris ; nous allons nous retrancher dans l'une de nos régions pour nous battre et si nous ne parvenons pas à résister, nous irons nous établir en Afrique du Nord pour continuer le combat, et si nécessaire dans nos possessions américaines. » Pour empirer encore les choses, à cette heure tragique, l'Italie avait « poignardé la France dans le dos. » Les Alliés étaient en position désespérée et demandaient immédiatement tout le soutien matériel des États-Unis « en dehors d'une force expéditionnaire. »³³

L'allusion faite par Reynaud à l'entrée en guerre de l'Italie fut transformée par Roosevelt en impulsion tranchante vers Mussolini. Le soir-même, dans une allocution prononcée à Charlottesville, en Virginie, le président fit allusion à l'étendue de la marée de la guerre sur le continent européen et à la menace qui s'ensuivait pour les États-Unis. Puis, reprenant à son compte une phrase choquante tirée du plaidoyer de Reynaud le même jour, il énonça soudain avec une intensité dramatique : « En ce dixième jour du mois de juin 1940, la main qui tenait le poignard a frappé son voisin dans le dos. »³⁴ Cette interpolation inattendue dirigée contre le Duce indiquait l'amertume du président envers un dictateur auprès duquel il avait envoyé quatre plaidoyers futiles pour plaider la non-intervention.

Mais ce n'était pas des allusions amères que Reynaud attendait. Churchill se rendit en France en hâte et essaya de rappeler au maréchal Pétain la position glorieuse des armées alliées au printemps 1918. Le maréchal répondit très calmement « qu'en ces jours-là, il avait un bloc de manœuvre de près de six divisions ; aujourd'hui il n'y en avait aucune. » En 1918, on avait compté « soixante divisions britanniques sur la ligne. » En 1940, l'histoire était tragiquement différente, et Pétain était « hanté » par le chagrin qu'il ressentait du fait « que la Grande-Bretagne, avec sa population de quarante-huit millions d'habitants, n'avait pas été capable d'apporter une plus grande contribution à la guerre terrestre contre l'Allemagne. »³⁵

Les remarques du maréchal Pétain irritèrent considérablement Churchill. Le 12 juin, il envoya les dernières nouvelles du front français au président Roosevelt, et au cours de cette communication, il laissa son ressentiment teindre son message : « Le vieux maréchal Pétain, qui n'avait pas démérité aux mois d'avril et de juillet 1918 est, je le crains, prêt à accorder son nom et son prestige à un traité de paix pour la France. » Le moment était venu pour le président de « faire peser la balance dans le sens d'une résistance française la meilleure possible et la plus longue possible. »³⁶

33. Du premier ministre Reynaud au président Roosevelt, 10 juin 1940. *Peace and War*, pp. 549-50.

34. *Ibid.*, pp. 545-49.

35. Churchill, *op. cit.*, pp. 155-56.

36. De Churchill à Roosevelt, 12 juin 1940. *Ibid.*, p. 178.

À la Maison-Blanche, on estimait que le bras de Reynaud pourrait être renforcé par des mots de courage et des promesses éclatantes. On prodigua au premier ministre l'assurance que le gouvernement étasunien faisait « tout en son pouvoir » pour rendre disponible aux puissances alliées le matériel de guerre dont elles avaient besoin de manière si pressante. La « résistance magnifique des armées françaises et britanniques » avait profondément impressionné le peuple étasunien.³⁷

Lorsque l'ambassadeur Kennedy apporta à Churchill une copie de ce salut présidentiel au courage des Alliés, le premier ministre fit pression pour qu'il fût publié sur-le-champ. Ce texte pouvait jouer une « part décisive dans la trajectoire de l'histoire du monde. » À tout le moins, il allait « décider les Français à refuser à Hitler une paix rapiécée avec la France. »³⁸ Dans une note hâtive à Reynaud, Churchill indiqua le caractère de compromis du message de Roosevelt. Si la France, sur la base de cette assurance de la part du chef de l'État étasunien, pouvait poursuivre dans la guerre, il devait être évident que les États-Unis étaient « engagés au-delà du point de non-retour à adopter la seule mesure restante, à savoir à prendre part part au conflit sous une forme qu'ils avaient déjà constituée de fait. »³⁹

Le président comprit la vérité de cette affirmation de Churchill. Il avait déjà engagé sans retour possible en arrière les États-Unis à prendre part dans la guerre qui faisait alors rage en Europe, mais ne pouvait pas se permettre à l'été 1940 de laisser ce fait être connu. Sa campagne de réélection à la législature suprême allait bientôt prendre forme et il savait qu'il n'avait aucune chance de remporter la course si les électeurs savaient qu'il était à l'œuvre pour faire entrer les États-Unis dans la seconde guerre mondiale. Il envoya rapidement un mot à Churchill pour lui expliquer qu'il ne pouvait pas être d'accord avec la publication de son message à Reynaud. Le département d'État distinguait les « graves dangers » d'une telle publication. Churchill n'allait pas prendre ce « télégramme décevant » comme réponse finale de la part de la Maison-Blanche. Le 15 juin, il affirma franchement au président que les événements en Europe « descendaient à une cadence où ils vont dépasser le contrôle de l'opinion publique étasunienne. » En fin de compte, les États-Unis allaient entrer dans la lutte ; pourquoi pas maintenant ? Il était opportun de se souvenir que si le gouvernement Churchill tombait, un nouveau cabinet pourrait céder la flotte britannique à Hitler. Que feraient les États-Unis dans une telle hypothèse ? Le besoin d'une livraison immédiate de trente-cinq destroyers était désespéré. Ce sujet ne pouvait souffrir aucun délai.⁴⁰

37. Du président Roosevelt au premier ministre Reynaud, 13 juin 1940. *Peace and War*, pp. 550-51.

38. De Churchill à Roosevelt, 13 juin 1940. Churchill, op. cit., p. 185.

39. De Churchill au premier ministre Reynaud, 13 juin 1940. Ibid., p. 185.

40. De Churchill à Roosevelt, 14-15 juin 1940. Ibid., pp. 188-89.

Reynaud comprenait qu'il ne pouvait pas patienter des mois durant jusqu'à l'arrivée d'une assistance étasunienne en France. C'était maintenant ou jamais. Le 14 juin, il envoya un message à Roosevelt, avoisinant les profondeurs du désespoir. L'armée allemande venait d'entrer dans Paris. Serait-il utile que la France « continue de sacrifier sa jeunesse dans une lutte désespérée ? » À moins que les États-Unis pussent se jeter à l'aide de la France avec des forces armées, celle-ci « tomberait comme un homme qui se noie et disparaît après avoir jeté un dernier regard vers la terre de liberté de laquelle elle a attendu le salut. »⁴¹ Lorsque Roosevelt répondit par un panégyrique chaleureux sur le « courage resplendissant » des armées françaises, mais sans promettre d'aide militaire immédiate, Reynaud demanda à Churchill de libérer son gouvernement de ses obligations de ne pas négocier de paix séparée. Le premier ministre s'empressa de se rendre en France dans une tentative vaine de sauver la situation, mais Reynaud avait déjà démissionné lorsqu'il atteignit Bordeaux. C'est au maréchal Pétain que revenait désormais la charge de diriger le pays, et il transmit à Berlin une demande d'armistice.⁴²

Le 18 juin, l'ambassadeur Biddle reçut l'assurance que la flotte française ne « serait jamais remise à l'ennemi. »⁴³ Après avoir reçu cette nouvelle réconfortante, le secrétaire Hull avisa les représentants étasuniens à Berlin et à Rome que le gouvernement des États-Unis « n'allait reconnaître aucun transfert, et n'allait consentir à aucune tentative de transférer depuis toute région de l'hémisphère occidental d'une puissance non-américaine à une autre puissance non-américaine. »⁴⁴ Il n'était pas question que l'Allemagne occupât la moindre île française dans les Caraïbes.

25.5 L'accord des destroyers

La chute de la France conféra un sentiment d'urgence au programme déployé par l'administration pour aider la Grande-Bretagne par la vente ou le prêt de matériel de guerre. Les scrupules entretenus par le président au sujet des limitations constitutionnelles disparurent peu à peu sous le bombardement des demandes répétées par Churchill. En outre, il fit entrer à son cabinet diverses nouvelles personnalités qui n'étaient pas sans marquer une inclinaison favorable à la guerre. Tel était particulièrement le cas du nouveau secrétaire à la guerre, Henry L. Stimson, un faucon de guerre bien connu à l'époque. Il apparaît qu'à partir du mois de juin 1940,

41. Du premier ministre Reynaud au président Roosevelt, 14 juin 1940. *Peace and War*, pp. 551-52.

42. Churchill, op. cit., pp. 200-15.

43. De l'ambassadeur Biddle au secrétaire Hull, Bordeaux, 18 juin 1940. *Peace and War*, p. 554.

44. Department of State, *Press Release*, 19 juin 1940.

l'administration s'embarqua dans une fausse politique bipartisane dirigée directement vers l'intervention étasunienne dans le conflit européen.

Cette politique reçut un feu vert le 10 juin lorsque le sénateur Shepard proposa un amendement à une loi de défense en cours de préparation, autorisant le département de la guerre à échanger des matériels impropres au service ou de surplus en échange d'autres qui manquaient. Le sénateur Clark, du Missouri, déclara que l'objet de l'amendement était « une évasion du droit international et du Neutrality Act. »⁴⁵ Mais l'amendement fut adopté à une vaste majorité, et la mesure prit force de loi le 2 juillet 1940.

Dans le même temps, le sénateur David I. Walsh avait soutenu un projet de loi qui allait s'opposer à toute « limitation ou réduction de la taille de notre Navy. »⁴⁶ La loi du 28 juin 1940 incarnait les idées du sénateur Walsh. Il ne fallut cependant pas attendre longtemps pour que l'esprit fertile de Benjamin Cohen, assistant spécial du procureur général, détectât plusieurs failles dans cette loi. Le président continuait de détenir de vastes pouvoirs dont il pouvait faire usage sans consultation préalable du Congrès. Cette opinion émise par M. Cohen fut finement défendue, mais le chef de l'État « doutait franchement » que ce point « pourrait tenir. » Il craignait également que le Congrès « ne fût pas pour l'instant d'humeur à autoriser une forme de vente ou une autre. »⁴⁷

Ces doutes furent levés sous l'impact des pressions émises par Churchill. Le 24 juin, il écrivit à Mackenzie King et souligna une fois de plus le danger induit par une chute de l'Angleterre et la possibilité résultant qu'Hitler s'emparât de la flotte britannique.⁴⁸ Quatre jours plus tard, dans une lettre à Lord Lothian à Washington, il répéta cette pensée dérangeante qui devait être transmise à Roosevelt. Il se plaignait également de ce que la Grande-Bretagne « n'avait véritablement reçu aucune aide digne de ce nom de la part des États-Unis jusqu'à présent. »⁴⁹

Après plus d'un mois de silence, il écrivit de nouveau au président (le 31 juillet) pour l'informer que le besoin de destroyers était « devenu des plus urgents. » C'était l'issue même de la guerre qui pouvait basculer selon la célérité avec laquelle ces destroyers seraient livrés. Il avait confiance en le fait que le président n'allait pas « laisser ce nœud central de la guerre partir dans le mauvais sens » par manque des navires de guerre si indispensables.⁵⁰ Lorsque Lord Lothian parla d'un échange de bases navales contre des destroyers, Churchill fit part de sa préférence pour un

45. *Congressional Record*, 11 juin 1940, pp. 12041-42.

46. *Ibid.*, 21 juin 1940, p. 13314.

47. Du président Roosevelt au secrétaire Knox, 22 juillet 1940. Roosevelt, *op. cit.*, pp. 1048-49.

48. De Churchill à Mackenzie King, 24 juin 1940. Churchill, *op. cit.*, p. 227.

49. De Churchill à Lord Lothian, 28 juin 1940. *Ibid.*, pp. 228-29.

50. De Churchill au président Roosevelt, 31 juillet 1940. *Ibid.*, pp. 401-2.

prêt sans durée définie par rapport à une vente pure et simple.⁵¹

Le câblogramme de Churchill au président (le 31 juillet) avait provoqué une réunion du cabinet à la Maison-Blanche le 2 août. On était tombé d'accord sur-le-champ sur l'idée que « la survie des îles britanniques à une attaque allemande dépend très possiblement de leur accès à ces destroyers, » mais on reconnaissait également que de nouvelles lois allaient s'avérer « nécessaires » pour autoriser tout accord au sujet des destroyers. Si le gouvernement britannique apportait des assurances positives que la flotte britannique « ne tomberait en aucune circonstance envisageable entre les mains des Allemands, » l'opposition au Congrès se trouverait « grandement diminuée. » Peut-être que William Allen White allait travailler Wendell Willkie, Joseph Martin et Charles McNary et ainsi diviser les rangs des Républicains ! Lorsque le président discuta au téléphone avec White, il reçut la promesse de la part du célèbre éditeur d'une prise de contact immédiate avec Willkie.⁵²

Aucun doute n'existait dans l'esprit de Churchill à l'idée que tout transfert de destroyers étasuniens à la Grande-Bretagne constituerait une « action résolument non-neutre de la part des États-Unis. » Cela pourrait justifier une déclaration de guerre de la part de Hitler.⁵³ Une telle décision promettait d'être extrêmement agréable à Churchill, qui accueillerait ardemment l'aide étasunienne dans la lutte contre les dictatures. Mais il fallait traiter avec doigté la situation. Lorsque Lord Lothian (le 6 août) câbla que le président était extrêmement soucieux d'obtenir une promesse selon laquelle la flotte britannique ne serait pas cédée aux Allemands en cas de chute britannique, Churchill refusa de la prodiguer. La nation britannique ne pouvait « pas tolérer de discussion sur ce qu'elle devrait faire si son île était débordée. » Il valait mieux coupler le transfert des destroyers avec le bail de bases aériennes et maritimes en Terre-Neuve, et sur des îles britanniques des Caraïbes.

Le 13 août, les paragraphes essentiels de cet accord furent convenus au cours d'une conférence entre le président, les secrétaires Knox, Morgenthau et Stimson, et Sumner Welles.⁵⁴ Dans l'intervalle, William Allen

51. De Churchill à Lord Lothian, 3 août 1940. Ibid., 402-3.

52. Mémoire du président Roosevelt, 2 août 1940. Roosevelt, op. cit., pp. 1050-51.

53. Churchill, op. cit., p. 404.

54. Mémoire du président Roosevelt, 13 août 1940. Roosevelt, op. cit., p. 1052. L'accord proposé avec la Grande-Bretagne au sujet des destroyers en échange de bases maritimes et aériennes sur le territoire britannique se lit comme suit : « 1. Une assurance de la part du premier ministre qu'au cas où les eaux de la G.B. deviennent intenables au maintien sur place des navires de guerre britanniques, ils ne seront pas cédés aux Allemands ni coulés, mais seront envoyés dans d'autres parties de l'Empire. 2. Un accord selon lequel la G.B. va autoriser l'utilisation de Terre-Neuve, des Bermudes, des Bahamas, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie, de Trinidad et de la Guinée britannique comme bases maritimes et aériennes pour les États-Unis en cas d'attaque dans l'hémisphère américain par toute nation non-américaine. . . Les territoires nécessaires à ce qui précède seront achetés ou loués pour une durée de 99 ans. »

White avait reçu des assurances de la part de Wendell Willkie qu'il n'allait « pas faire du transfert un sujet de campagne. » Les services du général Pershing furent ensuite requis. Le vieux guerrier avertit le public étasunien au cours d'une émission radio que la Grande-Bretagne avait besoin d'une aide immédiate. La meilleure manière de lui accorder était de mettre à la disposition des gouvernements britannique et canadien « au moins cinquante destroyers d'un âge avancé qui restent disponibles depuis la guerre mondiale. »⁵⁵ Les amiraux Yarnell, Standley et Stirling soutenaient ce point de vue.

Le 16 août, le président Roosevelt produisit une déclaration selon laquelle il était en train de négocier avec le gouvernement britannique l'acquisition de bases maritimes et aériennes.⁵⁶ Rien ne fut dit au sujet d'un accord sur des destroyers. Le sénateur David I. Walsh continuait de faire montre d'une ferme opposition à une telle transaction. Sans espoir de changer l'opinion du sénateur à ce sujet, le président lui envoya une lettre commençant par la salutation familière : « Dear Dave. » Il assurait au sénateur que les îles britanniques seraient « d'une importance capitale pour notre défense nationale en tant que bases maritimes et d'opérations. » Après lui avoir rappelé que Jefferson avait acheté la Louisiane en 1803 « sans même consulter le Congrès, » le président exprimait ensuite l'espoir qu'aucune nouvelle opposition à un accord ne se manifesterait, car cet accord serait la « meilleure chose qui ait été faite pour la nation de votre vivant et du mien. »⁵⁷

« Dear Dave » ne mordit pas à l'appât, si bien qu'il fut par la suite souillé et traité de lâche. Mais même un *New Dealer* aussi dévoué que le secrétaire Hull entretenait des doutes au sujet d'un accord sur les destroyers et il informa à regret Lord Lothian que pour « répondre aux désirs de votre gouvernement, un amendement à ces dispositions légales [le Code des États-Unis et la Loi du 28 juin 1940] pouvait s'avérer nécessaire. »⁵⁸ Mais cela allait demander du temps et le besoin exprimé par la Grande-Bretagne était immédiat. Dans l'intervalle, le 20 août, Churchill avait annoncé au parlement que des négociations étaient en cours pour louer aux États-Unis des bases aériennes et navales en Terre-Neuve et sur les îles britanniques des Caraïbes. Deux jours plus tard, il expliqua au président Roosevelt les difficultés qu'allait connaître tout échange de lettres reconnaissant « d'une manière ou d'une autre que les munitions que vous nous envoyez constituent un paiement pour les infrastructures. » L'envoi de matériel de guerre à la Grande-Bretagne devait passer pour « une action spontanée distincte de la part des États-Unis, découlant de leur

55. *New York Times*, 5 août 1940.

56. *Ibid.*, 17 août 1940.

57. Du président Roosevelt au sénateur David I. Walsh, 22 août 1940. Roosevelt, *op. cit.*, pp. 1056-57.

58. Hull, *op. cit.*, p. 833.

compréhension de la bataille mondiale. »⁵⁹ Mais Sumner Welles informa Lord Lothian que selon la loi en vigueur, il était « strictement impossible » pour le président d'envoyer des destroyers en Grande-Bretagne comme cadeaux spontanés ; ils ne pouvaient être envoyés que dans le cadre d'un échange.

Le 23 août, le président confessa au secrétaire Hull que les négociations avec la Grande-Bretagne « sur les bases et les destroyers se sont enlisées. Essayez s'il vous plaît de faire votre possible. »⁶⁰ Le sujet fut exploré davantage au cours d'une conférence approfondie avec le président, le secrétaire Hull et Lord Lothian. Le secrétaire Hull affirma clairement à l'ambassadeur britannique que le président « ne disposait d'aucune autorité d'aucune sorte pour remettre un cadeau relevant de la propriété publique à quelque gouvernement ou individu. » Mais le procureur général Jackson n'avait aucun problème à trouver des failles bien pratiques dans les lois en vigueur. Son assistant, Ben Cohen, les avait également découvertes quelques mois plus tôt. La loi du 15 juin 1917 interdisait l'envoi de tout navire hors des États-Unis qui fût « construit, armé ou équipé comme vaisseau de guerre, avec pour intention ou sous accord ou contrat... selon lesquels ce vaisseau serait livré à une nation belligérante. » Cette restriction ne s'appliquait pas « aux vaisseaux tels que les destroyers ayant dépassé leur durée de service qui n'étaient pas construits, armés, équipés, ou convertis en vaisseaux de guerre avec pour intention qu'ils entrassent au service d'un belligérant. »⁶¹

M. Jackson repoussa platement les clauses pertinentes du [traité de Washington](#) (du 8 mai 1871) et de l'article 8 de la [convention de la Haye XIII de 1907](#) qui exigeaient qu'un gouvernement neutre adoptât des mesures pour empêcher le départ depuis son territoire de tout navire comptant s'engager dans des opérations belligérantes, si le navire était spécialement adapté sur le territoire neutre à un usage de guerre. Le seul précédent que produisit M. Jackson pour soutenir son affirmation au sujet du transfert de destroyers était des plus douteux. De fait, l'opinion du procureur général était clairement « bidon » et était fondée sur le dicton familial : « Que vaut la constitution lorsque l'on est entre amis. »

La voie était désormais ouverte pour l'accord sur les destroyers. Le 2 septembre, des notes furent échangées entre le secrétaire Hull et Lord Lothian, commençant par réciter que le gouvernement britannique, librement et sans contrepartie, accordait un bail aux États-Unis pour l'« établissement immédiat et l'utilisation de bases et infrastructures navales et aériennes » sur la péninsule d'Avalon et la côte Sud de Terre-Neuve, ainsi que sur la côte Est et la Grande Baie des Bermudes. Le second point traitait à l'établissement par les États-Unis de bases aériennes et navales sur divers

59. De Churchill au président Roosevelt, 22 août 1940. Churchill, op. cit., pp. 409-10.

60. Hull, op. cit., p. 834.

61. Department of State, Bulletin, III, 7 septembre 1940, 206-7.

territoires britanniques dans les Caraïbes (Bahamas, Jamaïque, Sainte-Lucie, Trinité, Antigua et la Guinée britannique) en échange « d'équipements et de matériels maritimes et militaires que les États-Unis transféreront au gouvernement de Sa Majesté. » Les baux courraient sur une durée de 99 ans.⁶² Dans le même temps, Churchill prodigua également une assurance selon laquelle la flotte britannique ne serait ni sabordée, ni cédée. Cette promesse ne devait pas faire l'objet d'une publication.

Du point de vue du droit international, l'accord sur les destroyers était parfaitement illégal. Comme le remarque justement le professeur Herbert Briggs : « La livraison de ces vaisseaux par le gouvernement des États-Unis à un belligérant constitue une violation de notre statut de neutralité, une violation de notre loi nationale, et une violation du droit international. »⁶³ Le professeur Edwin Bordhard exprimait une opinion similaire : « Aux yeux de l'auteur, il n'existe aucune possibilité de concilier l'accord sur les destroyers avec la neutralité, avec les statuts des États-Unis, ou avec le droit international. »⁶⁴ L'ensemble de cette affaire fut correctement décrit par le *St. Louis Post-Dispatch* sous le titre pertinent : « Le dictateur Roosevelt commet un acte de guerre. »⁶⁵

25.6 La propagande pousse les États-Unis vers l'intervention

Au cours des années 1914 à 1917, la propagande britannique avait tenu une partie significative dans la préparation des esprits étasuniens pour l'intervention dans la guerre mondiale. Au cours de la période précédant l'intervention étasunienne dans la seconde guerre mondiale, le gouvernement britannique n'eut pas à assumer la lourde charge de la propagande : des milliers d'Étasuniens s'acquittaient avec plaisir de cette responsabilité. Le récit coloré de ces marchands de mort a déjà été fait avec moult détails, si bien que nous n'en ferons que brièvement mention en ces pages.⁶⁶

Le révérend **Harry Emerson Fosdick** donna à Roosevelt un excellent signal en remarquant que « de toutes les manières que les Chrétiens ont à leur disposition pour faire apparaître une guerre comme sainte, la plus simple est d'y faire entrer Jésus. »⁶⁷

Le président suivit ce conseil le 4 janvier 1939, en s'adressant au Congrès sur l'état de la nation. Des orages en provenance de l'étranger

62. *Peace and War*, pp. 564-68.

63. « Neglected Aspects of the Destroyer Deal, » *American Journal of International Law*, XXXIV (Octobre 1940), 587.

64. « The Attorney General's Opinion on the Exchange of Destroyers for Naval Bases, » *ibid.*, p. 697.

65. 4 septembre 1940.

66. Harold Lavine et James Wechsler, *War Propaganda and the United States* (New Haven, 1940).

67. *Ibid.*, p. 62.

menaçaient trois institutions « indispensables aux États-Unis, aujourd'hui comme toujours. La première est la religion. Il s'agit de la source des deux autres — la démocratie et la bonne foi internationale. . . Nous avons appris que les démocraties du monde qui craignent Dieu observent le caractère sacré des traités et font montre de bonne foi dans leurs affaires avec les autres nations, sans se montrer indifférentes au désordre international où qu'il soit. Elles ne peuvent pas laisser passer à jamais, sans protester pour de bon, des actes d'agression contre des nations sœurs. » ⁶⁸

Les implications belliqueuses de ces mots n'échappèrent pas aux membres du Congrès, qui comprenaient pleinement les dangers et la futilité de s'embarquer dans une guerre sainte. Leurs craintes furent accrues lorsque le président reprit et élargit ce même thème au cours d'une émission radio internationale sous les auspices de la convocation du *Christian Foreign Service* : « Aujourd'hui, nous recherchons une base morale à la paix. . . Il ne peut s'agir d'une paix morale si la liberté de ne pas être envahi est échangée contre un tribut. . . La recherche active de la paix que les premiers Chrétiens prêchaient impliquait la rencontre et le renversement de ces forces dans le monde qui se sont positionnées contre la fraternité des hommes, et qui refusent l'égalité des âmes face au trône de Dieu. » ⁶⁹

Les dirigeants catholiques ne répondirent pas à cet appel à impliquer les Églises dans un mouvement favorable à l'intervention. Les cardinaux catholiques comme O'Connell et Dougherty restaient fermement opposés à l'entrée des États-Unis dans la seconde guerre mondiale, et la presse catholique exposait très franchement ses critiques au sujet des implications de la politique suivie par le président. Le *Catholic World* estimait que les Étatsuniens « n'étaient pas en position de sauver quiconque. Nous serons déjà chanceux de nous sauver nous-mêmes. . . Quelle sorte de folie a donc pris ceux qui prônent que nous réglions les conflits du monde, que nous modifions les habitudes de nations qui se sont battues au cours des mille dernières années ? Pour qui nous prennent-ils ? » ⁷⁰ L'*Ave Maria* était tout aussi opposé à l'intervention : « Le peuple de ce pays ne veut pas la guerre pour le moment ; il ne distingue aucune transgression contre notre sûreté, ni d'honneur à justifier une guerre. . . Il n'a reçu aucun commandement, humain ou divin, de s'opposer à une agression qui ne soit pas dirigée contre lui. » ⁷¹

L'*Ave Maria* se montra particulièrement acéré dans ses critiques de [William Allen White](#), le célèbre éditeur du Kansas, qui « faisait tout ce qui était humainement possible pour nous entraîner dans le conflit européen. » Il était certainement vrai que White s'était fortement impliqué dans la lutte contre le fascisme. Il était membre de l'*Union for Concerted Peace Efforts*, de l'*American Committee for Non-participation in Japanese*

68. *Peace and War*, pp. 447-48.

69. Lavine and Wechsler, op. cit., p. 62.

70. Juin 1940, p. 264.

71. « Notes and Remarks, » 29 octobre 1940, p. 517.

Aggression, du *National Refugee Service*, du *Council Against Intolerance*, et du *Non-partisan Committee for Peace through the Revision of the Neutrality Law*. Cette dernière organisation était un groupe de pression actif favorable au sabotage des lois en place sur la neutralité.

Après que ce travail eut été mené à une conclusion réussie, White contribua à lancer le *Comité to Defend America by Aiding Allies*. Les implications de ce mouvement auraient dû lui sauter aux yeux. Au mois de décembre 1939, Robert Sherwood écrit à White pour exprimer l'opinion selon laquelle « il était nécessaire que les États-Unis intervinssent d'une manière militaire pour mettre fin à l'agression menée par les dictateurs. » Dans sa réponse, White remarqua qu'il avait toujours été aux côtés de Sherwood « dans l'esprit » mais qu'il avait été obligé « par la crainte et les doutes entretenus par un vieil homme lorsqu'il s'agit d'élever la voix pour la guerre. »⁷²

Au printemps 1940, après que cette nouvelle organisation eut commencé ses activités, White se fit plus fébrile dans son anxiété d'accélérer le cadeau des munitions de guerre aux Alliés fortement sous pression. Au mois de juillet, lui-même et les membres du *Committee to Defend America by Aiding the Allies* menaient tous les efforts pour assurer « la livraison de cinquante ou soixante destroyers ayant dépassé l'âge mais récemment reconditionnés pour l'Angleterre. » Lorsque le président manqua de faire montre d'un grand enthousiasme pour pousser vers un accord sur les destroyers, White pensait qu'« il avait perdu son mordant. »⁷³

Contact fut pris avec de nombreuses personnes influentes au travers des États-Unis et elles furent exhortées à exercer des pressions sur le chef de l'État. Le comité, avec ses six cents chapitres locaux et ses milliers de travailleurs volontaires put inonder le Capitole à Washington d'une marée de lettres et de télégrammes favorables à l'accord sur les destroyers. Le président avait une grande dette envers White, qui était assez naïf pour penser que les États-Unis pouvaient faire la moitié du chemin sur la voie de la guerre puis s'arrêter.

Cette naïveté est clairement affichée dans une lettre écrite le 20 décembre 1940 à destination de Roy Howard, de la chaîne de journaux *Scripps-Howard*. Il assure à Howard que « la seule raison dans le monde de Dieu » pour laquelle il était membre du *Committee to Defend America by Aiding the Allies* était de maintenir les États-Unis « hors de la guerre. »⁷⁴

Certains des faucons de guerre du comité s'indignèrent profondément de la lettre envoyée par White à Howard. Lorsque Frederick McKee prit l'avion pour Emporia pour persuader White de produire une déclaration selon laquelle il n'était « pas pour la paix à n'importe quel prix, » il fut confronté à un refus clair et net. Mais White fit ensuite montre de sa

72. Walter Johnson, *The Battle Against Isolation* (Chicago, 1944), pp. 60-61.

73. Ibid., pp. 99-100.

74. Ibid., p. 181.

confusion mentale en signant une lettre circulaire à destination du président, l'exhortant à faire « tout ce qui peut être nécessaire pour assurer la défaite des puissances de l'Axe. » Cette lettre, comme l'a reconnu le comité, présentait « davantage d'implications pro-guerre que l'abrogation de la loi sur la neutralité ou le sujet des convois. »⁷⁵

Mais des doutes continuaient de planer dans l'esprit de [Clark Eichelberger](#), qui envoya un câble à White le 26 décembre au sujet des « répercussions malheureuses » de la lettre qui était parue dans les journaux Scripps-Howard. Il apparaissait au moins aux yeux de White qu'il n'était pas parvenu à comprendre les véritables intentions du *Committee to Defend America by Aiding the Allies*. Ce comité poussait en réalité à la guerre, pas à la paix. Dans sa lettre de démission, il reconnut être « stupéfait » d'avoir été « soi loin derrière la procession, » mais qu'il n'irait « pas plus vite ni plus loin. »⁷⁶ Il avait été utilisé comme façade bien propre par une organisation qui avait parlé de paix tout en se précipitant sur la voie de la guerre. Il fut le symbole de millions d'Étatsuniens.

25.7 La porte dérobée du Prêt-Bail vers l'intervention dans la seconde guerre mondiale

Il était absolument approprié que la loi prêt-bail disposât d'un prélude de promesses émises par le président, selon lesquelles les *boys* étasuniens ne seraient pas envoyés à l'étranger mourir sur des frontières éloignées. Il avait été évident aux yeux du président à l'été 1940 que l'implication étasunienne dans la seconde guerre mondiale pouvait se concrétiser au cours de l'année suivante. Le sénateur Wheeler avait lu entre les lignes les proclamations du président, et lorsqu'il vit le mot *guerre* écrit en gras, il essaya de bloquer cette éventualité en énonçant un point très ferme au sein de la plateforme démocrate. Mais la promesse de rester hors des « guerres étrangères » était neutralisée par la phrase « sauf en cas d'attaque. »⁷⁷ Il ne serait pas difficile pour une administration voulant la guerre de pousser l'une des puissances de l'Axe à un stade où une attaque serait inévitable.

Mais le peuple étasunien, comme William Allen White, devait se laisser bernier par les phrases pacifiques. Lorsqu'à l'automne 1940 les effluves de l'élection semblèrent s'orienter vers Wendell Willkie, le président prodigua de nouvelles promesses à Philadelphie le 23 octobre : « À chaque homme, femme et enfant de cette nation, j'ai à dire ceci : votre président et votre secrétaire d'État suivent la route de la paix. . . Ce n'est pas dans un objectif de conquête ou d'intervention dans des différends étrangers que nous

75. Ibid., pp. 189-90.

76. Ibid., pp. 193-94.

77. Charles A. Beard, *American Foreign Policy in the Making, 1932-1940* (New Haven, 1946), pp. 282-94.

nous armons. »⁷⁸ Une semaine plus tard, à Boston, il précisa sa promesse : « En vous parlant, mères et pères, je vous apporte une assurance supplémentaire. Je l'ai dit auparavant, mais je vais le répéter encore, encore et encore : Vos fils ne seront pas envoyés dans des guerres étrangères. »⁷⁹

Robert Sherwood, qui avait contribué à préparer ce discours à Boston eut quelques scrupules des années plus tard : « Pour ce qui me concerne, je pense que c'était une erreur de sa part [du président] d'aller si loin en cédant aux demandes hystériques d'assurances, mais malheureusement pour ma propre conscience, je me trouvai à l'époque parmi ceux qui l'exhortèrent à aller jusqu'à la limite sur ce sujet... Je brûle intérieurement lorsque je repense à ces mots "encore, encore et encore." »⁸⁰

Au printemps 1941, ces feux de conscience ne brûlaient que bien faiblement dans l'entourage du président. Sous l'impact des appels lancés par Churchill en Angleterre, l'ensemble de la structure de neutralité étasunienne finit par être démolie par la bombe législative du prêt-bail. Il fallut plusieurs mois pour fabriquer cette bombe. Le 6 novembre 1940, Churchill écrivit à Roosevelt pour exprimer son profond soulagement au vu des résultats des élections : « Je pense que vous ne m'en voudrez pas d'affirmer que j'ai prié pour votre réussite et que j'en suis vraiment reconnaissant... Je dois confesser ma foi certaine dans le fait que les lumières que nous suivons nous amèneront en sûreté à l'ancre. »⁸¹ Ces lumières allaient amener les États-Unis en guerre.

Le 8 décembre 1940, Churchill envoya une autre lettre au sein de laquelle il exposait avec moult détails les besoins pressants de la Grande-Bretagne. Aux yeux de Churchill, ces besoins étaient également ceux des États-Unis, car son pays menait leur guerre tout autant que la sienne. La sûreté des États-Unis était « liée à la survie et à l'indépendance du Commonwealth of Nations britannique. » Par conséquent, les États-Unis devaient expédier rapidement vers la Grande-Bretagne les équipements de guerre spécifiés en y joignant, comme cadeau ou comme prêt, « un grand nombre de vaisseaux de guerre étasuniens. » Il était inutile d'attendre de la Grande-Bretagne qu'elle s'acquittât du remboursement de ces prêts. Le moment approchait où le gouvernement britannique ne serait « plus en mesure de payer cash les expéditions et autres fournitures. » Les quelques dollars qui restaient à la Grande-Bretagne étaient grandement nécessaires à ses besoins intérieurs. Il serait malavisé « par principe » que la Grande-Bretagne fût « désinvestie de tous les actifs vendables, et qu'une fois la victoire remportée par notre sang, la civilisation sauvée, et le temps laissé aux États-Unis pour s'armer complètement contre toutes éventualités, nous nous retrouvions dénués jusqu'à l'os. » Les États-Unis

78. *New York Times*, 24 octobre 1940.

79. *Ibid.*, 31 octobre 1940.

80. Robert E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins : An Intimate History* (New York, 1948), p. 201.

81. Churchill, *op. cit.*, pp. 553-54.

devaient porter une vaste partie de la charge financière d'une nouvelle croisade en Europe.⁸²

Roosevelt reçut cette communication alors qu'il était embarqué pour les Caraïbes. À son retour, le 16 décembre, il fit connaître son approbation ardente d'une aide à la Grande-Bretagne payée par les États-Unis. Le lendemain, lors d'une conférence de presse, il récita une parabole intéressante :

*Imaginons que la maison de mon voisin prenne feu et que je dispose d'un tuyau d'une longueur d'une bonne centaine de mètres. S'il peut prendre mon tuyau d'arrosage et le relier à sa borne d'incendie, je peux l'aider à éteindre le feu. Alors que fais-je ? Je ne lui dis pas avant l'opération : « Cher voisin, mon tuyau d'arrosage m'a coûté quinze dollars ; vous me devez quinze dollars pour l'utiliser. » Non ! Quelle est la transaction qui se produit ? Je ne veux pas quinze dollars — je veux qu'il me rende mon tuyau une fois le feu éteint... Ce que j'essaye de faire est de retirer le signe du dollar.*⁸³

Ce qu'il signifiait véritablement était qu'il essayait de retirer le signe de dollar pour ce qui concernait la Grande-Bretagne. Le contribuable étasunien allait en garder le souvenir pénible pour toute la génération à venir. Mais avant que des estimations aient pu être produites, une loi prêt-bail fut introduite à la Chambre des représentants. Elle portait la référence peu anodine de *H.R. 1776*. En cette année, les États-Unis avaient déclaré leur indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne ; en 1941, il mit celui-ci en grave danger en signant à la Grande-Bretagne un chèque en blanc que Churchill remplit avec beaucoup d'enthousiasme, puis qu'il renvoya à Washington pour qu'il fût endossé par Roosevelt. Harry Hopkins était l'homme qui assura le contact à cet égard, et alors qu'il était encore en Grande-Bretagne, il entendit la célèbre émission radiophonique de Churchill au cours de laquelle les absurdités qui suivent furent diffusées pour capter les auditeurs étasuniens :

*Il semble désormais certain que le gouvernement et le peuple des États-Unis comptent nous fournir tout ce qui est nécessaire à la victoire. Au cours de la dernière guerre, les États-Unis nous ont envoyé deux millions d'homme par-delà l'Atlantique. Mais la guerre présente n'est pas une guerre de grandes armées, tirant d'immenses quantités de munitions l'une vers l'autre. Nous n'avons pas besoin des armées vaillantes qui se constituent dans l'Union étasunienne. Nous n'en avons pas besoin cette année, ni l'année prochaine, ni aucune année que je puisse prédire.*⁸⁴

82. Ibid., pp. 558-67.

83. *New York Times*, 18 décembre 1940.

84. Sherwood, op. cit., pp. 261-62.

Ces assurances prodiguées par Churchill étaient de la même veine que celles avancées par Roosevelt au cours des derniers jours de sa campagne de ré-élection. Il se souvenait sans doute de l'accusation précise lancée par Lord Northcliffe contre les masses étasuniennes au cours de la guerre mondiale : « Quels moutons ! » On pouvait les tondre une fois de plus au bénéfice des Britanniques en répétant sans arrêt la vieille ligne de propagande voulant que la Grande-Bretagne se battît pour le compte des États-Unis. Roosevelt répéta cette ligne le 29 décembre au cours d'une « discussion au coin du feu », à destination du peuple étasunien. L'aide à la Grande-Bretagne était désormais une question de « sécurité nationale. » Si la Grande-Bretagne se faisait conquérir, « nous tous aux États-Unis allions vivre dans la mire d'un fusil. »⁸⁵

Le lendemain, le président convoqua à la Maison Blanche le secrétaire Morgenthau ainsi qu'Arthur Purvis, chef de la Commission des Achats anglo-français, pour discuter des détails de la loi prêt-bail. Le 2 janvier 1941, Edward Foley, le conseiller général de Morgenthau, et son assistant, Oscar Cox, entamèrent la tâche ardue consistant à rédiger la loi. Lorsque l'opposition à cette loi se développa au sein de certains cercles du département d'État, le secrétaire Knox fit remarquer à Morgenthau dans son meilleur style sérieux-comique : « Organisons un de ces jours une séance de pilori et faisons y pendre ceux que vous et moi aurons choisis. »⁸⁶ Une partie de la clique entourant le président aurait sans doute considéré l'idée d'une séance de pilori avec le plus grand sérieux lorsque le sénateur Wheeler lança une suite d'attaques contre la loi prêt-bail. Le 4 janvier 1941, il posa des questions des plus pertinentes : « S'il s'agit de notre guerre, comment pouvons-nous justifier que nous leur prêtions nos affaires et leur demandions de les rembourser ? S'il s'agit de notre guerre, nous devrions avoir le courage d'y aller et de nous battre, mais il ne s'agit pas de notre guerre. »⁸⁷ Une semaine plus tard, dans une émission radiophonique, il imita le cri de douleur du président sensible. Il considérait le programme prêt-bail comme « la politique étrangère “triple A” du New Deal — aller chercher un boy étasunien sur quatre. »⁸⁸ Le président s'offusqua profondément de ces paroles prophétiques et dénonça le commentaire de Wheeler sur le prêt-bail comme « la chose la plus pourrie qui ait été prononcée dans la vie publique au cours de ma génération. »⁸⁹

Quoique l'amiral Stark exprimât le 13 janvier l'opinion selon laquelle « nous nous dirigeons droit vers cette guerre, »⁹⁰, le programme prêt-bail

85. *Peace and War*, pp. 599-601.

86. Charles A. Beard, *President Roosevelt and the Coming of the War, 1941* (New Haven, 1948), p. 19.

87. *New York Times*, 5 janvier 1941.

88. *Congressional Record*, 12 janvier 1941, 77 Cong., 1 sess., pt. 10, pp. 178-79.

89. *New York Times*, 15 janvier 1941 ; *The Public Papers of Franklin D. Roosevelt : 1940*, p. 712.

90. Beard, op. cit., p. 19.

fut vendu au peuple étasunien comme une forme d'assurance de paix.⁹¹

Le 11 mars 1941, la loi prêt-bail fut signée par le président, et il ne fallut guère de temps pour démontrer la véracité de la prévision émise par le sénateur Taft : « Je ne vois pas comment nous pourrions conduire une telle guerre [guerre non déclarée] dans la durée sans nous trouver pour de bon à l'endroit où l'on se bat. »⁹²

25.8 Hitler est préoccupé d'éviter un conflit contre les États-Unis

Cet « endroit où l'on se bat » constituait l'une des grandes craintes de Hitler, qui lutta de toutes les manières possibles pour éviter le moindre incident pouvant déboucher sur la guerre contre les États-Unis. Pour apaiser les opinions publiques dans les pays neutres, les commandants de sous-marins, dès le tout début de la guerre, avaient reçu pour instruction « de se conformer à la Convention de la Haye. » Les navires transportant des passagers ne devaient pas être torpillés, même lorsqu'ils faisaient l'objet d'une escorte.⁹³

Aux mois de septembre et d'octobre 1939, Hitler espérait fortement que les États-Unis pourraient être amenés à accepter le rôle de médiateur, et ainsi mettre fin rapidement à une guerre dans laquelle il était entré avec de nombreuses appréhensions. Dans un chapitre précédent, nous avons traité de la mission de William Rhodes Davis à Berlin pour y arranger une médiation.⁹⁴ Il apparaît que Berlin prit très au sérieux cette mission. Dans le discours prononcé par Hitler le 6 octobre, on trouvait des indications évidentes du fait qu'il était prêt à accepter Roosevelt comme médiateur, et le lendemain, M. Kirk, le chargé d'affaires étasunien à Berlin, envoya un câble au secrétaire Hull selon lequel « quelqu'un dans l'entourage de Hitler avait transmis l'idée que le président pourrait utiliser le discours de Hitler comme occasion de lui envoyer un message confidentiel pour soutenir ses "efforts vers la paix." »⁹⁵ Le 9 octobre, Kirk câble qu'un porte-parole de la presse allemande l'avait informé que l'Allemagne « allait certainement accepter de la part du président une suggestion de trêve et des négociations vers la paix, et intimait que l'Allemagne pourrait prendre part à une conférence se tenant loin du théâtre de la guerre — endroit que d'aucuns interprètent comme étant Washington. »⁹⁶

Les conditions de paix que l'Allemagne allait présenter en cette conférence furent portées à la connaissance du président et du secrétaire Hull

91. Voir la longue analyse du commentaire au Congrès dans Beard, *ibid.*, pp. 24-68.

92. Congressional Record, 77 Cong., 1 sess.

93. Ante, pp. 570-71.

94. Ante, pp. 558-61.

95. Hull, *op. cit.*, p. 710.

96. *Ibid.*, p. 711.

par la longue lettre que William Rhodes Davis avait envoyée au chef de l'État. Le général Goering s'était exprimé auprès du M. Davis (le 3 octobre) selon les termes qui suivent :

*Vous pouvez donner à M. Roosevelt l'assurance que s'il s'engage dans une médiation, l'Allemagne acceptera un ajustement selon lequel un nouvel État polonais et un nouveau gouvernement tchécoslovaque indépendant entreraient en existence... Quand à moi-même et mon gouvernement, je serais heureux de participer à cette conférence, au sein de laquelle je représenterais l'Allemagne. J'accepte que la conférence puisse se tenir à Washington.*⁹⁷

À ce moment, l'Allemagne était profondément perturbée par la manière dont les Russes agissaient en Pologne. Au cours des réunions d'une conférence de paix tenue à Washington, il y aurait une opportunité de braquer les yeux du monde sur les maux de l'Europe, et d'essayer d'y remédier. Si le président avait véritablement été habité de courage et de vision, il aurait accueilli ces ouvertures allemandes et aurait organisé une conférence de paix qui aurait sauvé à la fois la Pologne et la Tchécoslovaquie. Mais lui et le secrétaire Hull craignaient qu'une action vers la paix pût bénéficier à Hitler et décourager les Alliés, si bien qu'il rejetèrent les initiatives de paix ouvertes par l'Allemagne⁹⁸ et préparèrent ainsi la domination finale des Rouges sur ces deux pays. Dans le long chapitre des choses qui auraient pu se produire, Roosevelt joue un rôle éminent et sinistre.

Le rejet par Roosevelt de l'idée d'une conférence de paix à Washington ne mit pas fin aux efforts menés par les Nazis pour apaiser les États-Unis. Hitler était extrêmement préoccupé de ne pas se retrouver en guerre contre les États-Unis. Le fait est clair dans les témoignages recueillis durant les procès de Nuremberg. Ribbentrop a insisté sur la disposition pacifique du Führer vis-à-vis des États-Unis,⁹⁹ et Weizsäcker a confirmé ce fait : « Aucun Allemand ne désirait être en guerre contre les États-Unis ni ne cherchait des problèmes dans cette direction... nous n'allions pas nous laisser provoquer par ceux qui amènent le conflit au grand jour. Partout où se produiraient des actions inamicales... ce n'est pas nous qui les lancerions. »¹⁰⁰

La presse allemande, qui avait reçu en ce sens des instructions strictes, mit fin à ses critiques acerbes des États-Unis et des principaux dirigeants étasuniens. Les dirigeants nazis firent de plus en plus attention à toute déclaration susceptible d'offenser les sensibilités étasuniennes, et le chargé

97. Ante, p. 560.

98. Hull, op. cit., pp. 710-12.

99. *Nazi Conspiracy and Aggression*, Supplement B, pp. 1194 ff.

100. H. L. Trefousse, *Germany and American Neutrality, 1939-1941* (New York, 1951), P- 27.

d'affaires allemand à Washington (le Dr. Hans Thomsen), dans un communiqué de presse, alla jusqu'à qualifier le président Roosevelt de « grand esprit » et faire les éloges de ses admonitions favorables à la neutralité.¹⁰¹ Au mois d'avril 1940, le général Walther von Brauchitsch assura aux représentants de la presse qu'il avait toujours admiré la force juvénile des États-Unis et de son peuple, à laquelle il attribuait les « gigantesques réussites du nouveau continent. »¹⁰²

La nouvelle loi de neutralité étasunienne (du 4 novembre 1939) apporta une certaine satisfaction à Hitler, qui assura aux Nazis qu'elle allait rendre les États-Unis inoffensifs.¹⁰³ Selon cette loi, les eaux entourant les îles britanniques et l'ensemble de la côte européenne de Bergen à la frontière espagnole étaient fermées aux navires étasuniens.¹⁰⁴ Ces restrictions satisfaisaient le Führer, qui décréta le 30 décembre 1939 que les équipages étasuniens devaient être traités « avec la plus grande considération. »¹⁰⁵ Dans le même esprit, l'amiral Rader produisit des instructions suivant lesquelles les navires étasuniens ne devaient pas être poursuivis ou coulés afin que « toute difficulté pouvant résulter de la guerre commerciale entre les États-Unis et l'Allemagne puisse être évitée dès le tout début. »¹⁰⁶ Mais cette politique allemande visant à la conciliation était rudement mise à l'épreuve par les incidents découlant de l'établissement d'une zone de neutralité annoncée par la conférence de Panama le 3 octobre 1939. Cette ceinture de sécurité autour des Amériques au Sud du Canada présentait une largeur variable entre 480 et 1600 km. Les belligérants étaient avertis d'éviter toute action navale dans cette région, mais aucune force armée n'était stationnée sur la ceinture de sécurité pour mettre en œuvre cette limitation.

Pour apaiser les États-Unis, l'amirauté allemande émit des ordres pensés pour empêcher les engagements maritimes au sein de cette ceinture de sécurité.¹⁰⁷ Lorsque l'amirauté souhaita revenir sur cette position, Hitler refusa le moindre changement dans ces ordres.¹⁰⁸

Qui plus est, le Führer continua de s'en tenir à cette politique d'apaisement lorsque les vaisseaux étasuniens adoptèrent une attitude qui le mit sans doute en rage. Au mois de décembre 1939, le paquebot allemand *Columbus* quitta Veracruz et fut suivi de près par l'U.S.S *Tuscaloosa* qui ne cessa pas de signaler sa position par radio. Cette action contraignit le capitaine nazi à saborder son navire à quelque 450 miles à l'Est de Cape

101. *Facts in Review*, 14 septembre 1939.

102. Trefousse, op. cit., p. 34.

103. Procès international de Nuremberg, XXVI, Document 789-PS, 327-36.

104. Voir l'excellente carte dans Samuel F. Bemis, *A Diplomatic History of the United States* (New York, 1950), pp. 840-41.

105. *Fuhrer Conferences on Matters Dealing with the German Navy*, 1939, p. 66.

106. *International Nuremberg Trial*, XL, Document Doenitz-86, 5 mars 1940, 99.

107. Trefousse, op. cit., p. 41 ; *Fuhrer Conferences on Matters Dealing with the German Navy*, 1940, I, 13.

108. *Ibid.*, II, 37-55 ; *ibid.*, 1941, I, 50-56, 62-67.

May.¹⁰⁹ La même tactique fut menée par l'**U.S.S. Broome** qui suivit le Rhein, qui fut également sabordé par son capitaine.¹¹⁰ Le transporteur de fret Idarwild fut à son tour suivi par le Broome jusqu'à être détruit par le H.M.S. **Diomede** (au mois de novembre 1940), le Broome assistant à la scène pour constater le résultat de sa poursuite.¹¹¹ Le gouvernement allemand s'abstint de protester à chacune de ces actions.

Le 18 mars, au cours d'une conférence navale, l'amiral Raeder parvint finalement à obtenir une concession importante de la part du Führer. Celle-ci prenait la forme d'un nouvel ordre de blocus (le 25 mars 1941) qui comprenait non seulement l'Islande, mais s'étendait jusqu'aux eaux du Groenland.¹¹² Le premier incident naval de l'Atlantique Nord allait bientôt se produire.

La toile de fond de cet incident avait soigneusement été tissée par le président Roosevelt. Au mois d'août 1940, il avait envoyé l'amiral **Robert L. Ghormley**, le major-général **D. C. Emmons** et le major-général **George V. Strong** à Londres pour tenir des conversations exploratoires au sujet d'une ultime « coopération armée avec le Commonwealth britannique. » Après quelques mois de conversations avec d'importants officiers des services armés britanniques, l'amiral Ghormey envoya au mois d'octobre 1940 à l'amiral **Stark** un rapport complet sur sa mission. Stark, à son tour, présenta le 12 novembre un mémorandum au secrétaire Knox sur les objectifs nationaux. L'un des éléments les plus importants de ce mémorandum était « la prévention de la déstabilisation de l'Empire britannique. » Pour parvenir à cet objectif, une suite de conversations secrètes entre états-majors commença au mois de janvier 1941 à Washington. Deux mois plus tard (le 27 mars 1941), le *ABC-1 Staff Agreement* fut produit, prévoyant une « coopération de guerre en tous domaines si et quand une agression par l'Axe contraindrait les États-Unis à entrer en guerre. »¹¹³

L'une des sections de cet accord visait à créer un incident qui allait « contraindre les États-Unis à entrer en guerre. » Il contenait le phrasé explosif qui suit : « En raison de la menace envers les communications maritimes du Royaume-Uni, la tâche principale des forces navales des États-Unis en Atlantique sera la protection des navires des Puissances Associées. » Pour mener à bien cette tâche, la *Royal Navy* s'empessa de donner à la *Navy* des États-Unis le « bénéfice de son expérience, et des nouveaux dispositifs et des nouvelles méthodes de lutte contre les sous-marins qui ont déjà été conçus. » La responsabilité « désormais assumée par la Navy des États-Unis impliquait l'organisation d'une force d'escorte

109. *New York Herald-Tribune*, 21 décembre 1939.

110. Trefousse, op. cit., p. 42.

111. *New York Times*, 30 novembre 1940.

112. *Fuehrer Conferences on Matters Dealing with the German Navy, 1941*, I, 29. Voir la carte dans Bemis, op. cit., p. 858.

113. Samuel E. Morison, *The Battle of the Atlantic, September 1939-May 1943* (Boston, 1947), pp. 38-47

pour les convois. » Le 1^{er} février 1941, cette force de patrouille reçut « la nouvelle désignation appropriée d'« Atlantic Fleet, » » et son commandant, le contre-amiral [Ernest J. King](#), fut promu au rang d'amiral et nommé commandant en chef de la flotte atlantique.¹¹⁴ Le premier incident naval était presque à portée.

Le 10 avril 1941, le destroyer [Niblack](#) (commandé par le lieutenant-commandant E.R. Durgin), dans les eaux d'Islande, recueillit trois chaloupes de survivants en provenance d'un navire cargo hollandais qui s'était fait torpiller. Alors que les derniers hommes étaient hissés à bord, l'opérateur sonore détecta un contact avec un sous-marin. Le commandant de la division, D.L. Ryan, supposa immédiatement que le sous-marin s'approchait en vue d'attaquer, si bien qu'il ordonnât à M. Durgin de lâcher des charges de profondeur qui provoquèrent le départ du sous-marin. Ce fut la première action entre les forces armées étasuniennes et allemandes.¹¹⁵

Au fur et à mesure que le système de convois d'escorte se développait conformément aux plans anglo-étasuniens, d'autres incidents étaient voués à se produire. Le 17 avril, John O'Donnell, un célèbre commentateur journalistique, écrivit que des « navires de guerre » de la *Navy* et des garde-côtes étasuniens « accordaient une escorte armée à des navires marchands britanniques chargés de munition quittant les ports étasuniens. » Le président, au travers de son secrétaire M. Early, répondit que les forces navales étasuniennes étaient simplement en « patrouille assurant la neutralité » dans l'Atlantique. Il accusa ensuite M. O'Donnell de s'être rendu coupable de « mensonge délibéré. »¹¹⁶ Le 25 avril, au cours d'une conférence de presse, le président réfuta explicitement que des escortes navales étaient réalisées pour protéger les flottes transportant les marchandises du prêt-bail, et il développa avec moult détails les différences entre le patrouillage et le convoi.¹¹⁷ Un mois plus tard (le 27 mai), au cours d'une émission radiophonique nationale, il insista sur l'idée que la livraison de matériel de guerre à la Grande-Bretagne était « impérative », puis affirma qu'il avait étendu « notre patrouille dans les eaux de l'Atlantique Nord et Sud. »¹¹⁸

Le sénateur Taft considérait comme une évidence que l'émission radiophonique du président dévoilait « une intention de sa part de pousser de plus en plus vers la guerre sans consulter le peuple. . . Son discours contient de vagues menaces d'action agressive et propre à la guerre à adopter à sa seule discrétion. »¹¹⁹ Deux semaines plus tard, le *Washington Post* publia un article écrit par deux éditorialistes, Alsop et Kintner, énonçant

114. *Ibid.*, pp. 49-52.

115. *Ibid.*, p. 57.

116. *New York Daily News*, 17 avril 1941 ; *New York Times*, 18 avril 1941.

117. *New York Times*, 26 avril 1941.

118. *Documents on American Foreign Relations, July 1940 - June 1941*, ed. S. Shepard Jones and Denys P. Myers (Boston, 1941), III, 48-57.

119. *New York Times*, 28 mai 1941.

que plus d'un mois plus tôt, des navires de guerre étasuniens et allemands s'étaient rencontrés et que l'événement avait été suivi par des opérations offensives de la part du destroyer étasunien.¹²⁰ Les éditorialistes faisaient explicitement référence à l'incident du *Niblack* au sujet duquel les autorités navales étaient restées très discrètes. Le secrétaire Knox s'empressa de dénoncer cet article, mais sans parvenir à en confirmer ou à en infirmer le contenu.¹²¹ Il resta volontairement vague au cours d'autres déclarations.¹²²

Pendant que ces exercices de duplicités étaient à l'œuvre, le président adoptait des mesures actives pour veiller à ce que le Groenland ne tombât pas entre les mains allemandes. Le 9 janvier 1941, le département d'État produisit un document indiquant qu'un consulat étasunien avait été établi à Godthaab, et que des provisions avaient été constituées pour l'achat aux États-Unis d'armes légères à destination de la police du Groenland.¹²³ Ces étapes furent suivies par la signature (le 9 avril 1941) d'un accord autorisant les États-Unis à occuper le Groenland à des fins défensives. Dans la mesure où le représentant danois à Washington (Henrik Kauffmann) ne disposait absolument pas de l'autorité nécessaire à conclure un tel accord, il fut rappelé par le ministère des affaires étrangères contrôlé par les Nazis. Il préféra rester à Washington et fut reconnu par le secrétaire Hull comme représentant dûment accrédité.¹²⁴ Il va sans dire que du point de vue du droit international, l'ensemble de cette transaction était légalement indéfendable.¹²⁵

Dans le même temps, le Führer faisait montre d'une forte détermination à s'en tenir à sa politique consistant à rester hors d'une guerre contre les États-Unis. Au mois de mai 1941, l'attitude allemande fut résumée au cours d'une conversation entre Hitler et ses conseillers navals :

Si jusqu'à présent la situation de confrontation entre les sous-marins et les forces navales a été parfaitement claire, la guerre navale en Atlantique Nord devient de plus en plus compliquée par suite des mesures adoptées par les États-Unis. Pour aider la Grande-Bretagne, la patrouille de neutralité étasunienne, qui était jusqu'à présent confinée à la zone de neutralité américaine délimitée, a été renforcée et considérablement étendue à l'Est, à peu près jusqu'au 28^{ème} méridien Ouest, c'est-à-dire jusqu'au milieu de l'Atlantique. Le véritable caractère de la patrouille de neutralité étasunienne est montré par le fait que les vaisseaux en patrouille ont également reçu pour instruction de rapporter à la radio tout navire de guerre rencontré...

120. *Washington Post*, 9 juin 1941.

121. *New York Times*, 12 juin 1941.

122. *Ibid.*, 3, 11, 12 juillet 1941.

123. Jones and Myers, *op. cit.*, II, 87.

124. *Ibid.*, III, 230-35.

125. H. W. Briggs, *American Journal of International Law*, XXXV (1941), 506-13.

Nous avons établi les règles suivantes pour la guerre navale afin de respecter les objectifs politiques allemands eu égard aux États-Unis :

(1) *Aucune attaque ne devrait être menée sur les forces navales étasuniennes ni les navires marchands étasuniens ;*

(2) *Les réglementations des prix ne doivent pas s'appliquer aux navires marchands étasuniens ;*

(3) *Il ne faut pas utiliser les armes, même si les vaisseaux étasuniens se conduisent d'une manière manifestement non-neutre ;*

(4) *Les armes ne peuvent être utilisées que si les navires étasuniens ouvrent le feu en premier.*

*En résultat de ces instructions et des tentatives constantes menées par l'Allemagne pour ne pas réagir aux provocations, les incidents avec les États-Unis ont pu être évités jusqu'à présent. Il est indéniable que le gouvernement étasunien est déçu par cette attitude de prudence manifestée par l'Allemagne, car l'un des facteurs les plus importants pour préparer le peuple étasunien à entrer en guerre est ainsi éliminé. Les États-Unis poursuivent par conséquent leurs tentatives d'oblitérer de plus en plus la ligne de séparation entre la neutralité et la belligérance, et d'étirer la politique du « tout sauf la guerre » de plus en plus en introduisant sans arrêt de nouvelles mesures contraires au droit international.*¹²⁶

L'incident naval qui suivit impliquant les relations germano-étasuniennes fut (le 21 mai 1941) le naufrage du navire marchand étasunien **Robin Moor**, qui faisait route de New York à Cape Town, par un sous-marin allemand. Le navire ne fut ni visité, ni inspecté, mais l'équipage et les passagers purent prendre place à bord des chaloupes.¹²⁷ Comme le navire sombra hors de la zone de blocus, il est évident que le commandant du sous-marin désobéit aux ordres concernant les navires étasuniens. L'amiral Raeder émit immédiatement des ordres pour empêcher de nouveaux incidents de cette nature, et Hitler, après avoir confirmé ces instructions, fit la remarque qu'il désirait « éviter tout incident avec les États-Unis. »¹²⁸ Le 20 juin, le président envoya un message au Congrès dans lequel il critiqua amèrement l'Allemagne comme hors-la-loi internationale.¹²⁹ Il fit suivre ce message par une autre action en direction de la guerre. Le 7 juillet, il ordonna l'occupation par les États-Unis de l'Islande. Deux jours plus tard, le secrétaire Knox produisit une déclaration à la presse impliquant que la

126. *Fuehrer Conferences on Matters Dealing with the German Navy, 1941*, I (May 22, 1941), 68-69.

127. *Documents on American Foreign Relations, 1940-1941*, III, 417-19.

128. *Fuehrer Conferences on Matters Dealing with the German Navy, 1941*, II (21 juin 1941), 1.

129. *Documents on American Foreign Relations*, op. cit., pp. 58-60.

force de patrouille étasunienne en Atlantique Nord avait le droit de faire usage de ses armes lorsque l'occasion s'en présentait.¹³⁰

Cette occasion se présenta le 4 septembre 1941, lorsque le destroyer *Greer*, en route pour l'Islande, fut informé par un avion britannique qu'un U-boot en plongée se situait sur son chemin environ 10 miles à l'avant. Le *Greer* mit immédiatement le cap sur le sous-marin indiqué, et après avoir établi un contact sonore avec celui-ci, ne le lâcha pas durant plus de trois heures. Au cours de cette période, un avion britannique largua quatre charges de profondeur aux abords du sous-marin, sans l'endommager. En fin de compte, le commandant du sous-marin, excédé par ce jeu du chat et de la souris, lança une torpille que le *Greer* parvint à esquiver. Lorsque le *Greer* contre-attaqua avec des charges de profondeur, le sous-marin lança une nouvelle torpille qui fut évitée de nouveau. Après avoir perdu le contact sonore avec le sous-marin, le *Greer* reprit sa route vers l'Islande.¹³¹

Le 11 septembre, le président parla sur les ondes et présenta une version déformée de l'incident du *Greer*. Il oublia fort à propos d'expliquer que l'initiative avait été prise par le *Greer* : « Il [le *Greer*] arborait le drapeau étasunien. Son identité en tant que navire étasunien était immanquable. Le navire fut en ce lieu et à ce moment attaqué par un sous-marin. L'Allemagne reconnaît qu'il s'agissait d'un sous-marin allemand. . . Nous avons essayé de ne pas lancer de guerre contre Hitler. . . L'agression n'est pas de notre fait. Nous ne faisons que nous défendre. »¹³² Les vaisseaux étasuniens avaient désormais pour instruction de tirer à vue.

Face à ce grave incident montrant clairement le caractère agressif des patrouilles navales étasuniennes, Hitler maintint sa politique consistant à éviter les difficultés avec les États-Unis. Le 17 septembre, des ordres concernant les navires marchands étasuniens les exclurent des attaques, même s'ils circulaient en convoi, dans toutes les zones hormis celles avoisinant directement les îles britanniques. Dans la ceinture de sécurité pan-américaine, « aucune action de guerre » ne devait être menée sur initiative allemande.¹³³

La réponse étasunienne à ces gestes pacifiques fut d'autoriser les missions d'escorte aux destroyers étasuniens. Il fut arrangé qu'un groupe d'escorte étasunien, basé à *Argentia*, devait prendre le relais sur une escorte de la *Royal Canadian Navy* en un lieu désigné au large de Terre-Neuve, et remit le convoi à une escorte de la *Royal Navy* à un lieu convenu au milieu de l'océan. Le convoiage était désormais une pratique établie, et il faut garder à l'esprit que le secrétaire Knox, au cours des auditions de la loi prêt-bail, avait franchement reconnu qu'il considérait le convoiage

130. *New York Times*, 10 juillet 1941.

131. Morison, op. cit., pp. 79-81 ; *Congressional Record*, 77 Cong., 1 sess., pt. 8, 8314.

132. *Peace and War*, pp. 737-43.

133. *Fuehrer Conferences on Matters Dealing with the German Navy*. 1941, II. 44.

comme une « action de guerre. »¹³⁴

Cette guerre de facto en Atlantique produisit bientôt un nouvel incident. Le 16 octobre, cinq destroyers étasuniens s'élançèrent depuis Reykjavik, en Islande, pour assister un convoi qui était attaqué par des sous-marins. Le lendemain, en plein milieu des combats, le destroyer *Kearny* fut touché par une torpille et repartit à marche lente vers l'Islande.¹³⁵ Le navire était volontairement entré au milieu d'une vive bataille entre les sous-marins allemands et les navires de guerre britanniques et canadiens, et en avait subi les conséquences. Il ne fallut pas longtemps au président Roosevelt pour livrer au peuple étasunien un récit déformé de l'incident. Le 27 octobre, il relata les événements des 16 et 17 octobre et affirma qu'il avait « désiré éviter que des coups de feu soient tirés. » Les États-Unis avaient « été attaqués. L'U.S.S. Kearny n'est pas seulement un navire de la Navy. Le bâtiment appartient à chaque homme, femme et enfant de cette Nation. . . La torpille de Hitler visait chaque Étasunien. » Pour ajouter des accents de vilénie à sa description de la méchanceté nazie, il affirma ensuite qu'il disposait d'une carte secrète établie en Allemagne, dévoilant le plan secret de Hitler pour positionner l'ensemble du continent de l'Amérique du Sud sous sa domination. Mais ce n'était pas tout. Il avait également en sa possession un autre document établi en Allemagne révélant l'intention de Hitler, s'il était victorieux, d'« abolir toutes les religions existantes. »

Il devait être évident que la « marche vers l'avant du hitlérisme » devait être arrêtée. . . « Nous sommes engagés à apporter notre contribution à la destruction de l'hitlérisme. » La *Navy* étasunienne avait donné des ordres pour « tirer à vue. » Les « serpents à sonnettes de la mer » devaient être détruits.¹³⁶

Cette déclaration de guerre fut confirmée par l'incident du *Reuben James*. Le 31 octobre, alors que le *Reuben James* escortait un convoi à destination de l'Islande, il tomba sur des sous-marins allemands à quelque 600 miles à l'Ouest de cette destination. Le destroyer étasunien fut touché par une torpille et coula rapidement. Sur son équipage de 160 marins, seuls 45 échappèrent à la mort. Lorsque la nouvelle du passage par le fond du *Reuben James* atteignit l'Allemagne, Hitler fit la remarque : « le président Roosevelt a ordonné à ses navires d'ouvrir le feu à vue sur les navires allemands. J'ai ordonné aux navires allemands de ne pas tirer à vue sur les vaisseaux étasuniens, mais de se défendre lorsqu'ils étaient attaqués. »¹³⁷ Le 13 novembre 1941, la directive donnant la conduite à suivre lors de la rencontre de navires de guerre allemands lorsqu'ils rencontraient des vaisseaux étasuniens restait pacifique : « Il ne faut pas rechercher délibérément d'affrontement contre les forces navales ou aériennes étasuniennes ;

134. *Hearings Before the Senate Committee on Foreign Relations, Lend-Lease Bill, 1941, pt. 1, p. 211.*

135. Morison, op. cit., pp. 92-93.

136. *Peace and War*, pp. 767-72.

137. Trefousse, op. cit., p. 122.

il faut les éviter autant que possible. . . S'il est observé, avant l'attaque d'un convoi, que celui-ci est escorté par des forces étasuniennes, il ne faut pas mener l'attaque. » ¹³⁸

L'Allemagne essayait désespérément de rester hors d'une guerre contre les États-Unis. L'attitude des États-unis fut clairement énoncée par Sumner Welles à Arlington le 11 novembre : « Au-delà de l'Atlantique, un conquérant sinistre et sans pitié a réduit plus de la moitié de l'Europe en servitude abjecte. Il se vante que son système l'emportera jusqu'aux confins du monde. . . Le peuple étasunien, après un grand débat. . . a déterminé sa politique. Il a promis. . . de ne s'épargner aucun effort ni aucun sacrifice pour faire prévaloir la défaite finale de l'hitlérisme et tout ce qu'implique ce terme diabolique. . . Nous ne pouvons savoir, nous ne pouvons pas prédire pour l'instant, combien de temps prendra la route, ni sa difficulté, pour nous amener à ce nouveau jour où une autre armistice sera signée. » ¹³⁹

Dans l'esprit de Welles et d'autres personnages du groupe de la Maison-Blanche, il était évident que les États-Unis étaient véritablement en guerre. Mais le peuple étasunien ne comprenait pas ce fait lugubre, et ne savait pas qu'il était promis « à n'épargner aucun effort ni aucun sacrifice pour faire prévaloir la défaite finale de l'hitlérisme. » Il était facile pour M. Welles de parler avec désinvolture de sacrifice. Il jouissait depuis longtemps de richesses et d'un rang social élevé. Le mot « sacrifice » avait toujours été exclu de son dictionnaire. En tant que porte-parole du président, il portait subitement au peuple étasunien la nouvelle effrayante qu'il était désormais impliqué dans une guerre qu'il avait ardemment désiré éviter. Les faucons de guerre de 1941 ne se fatiguèrent jamais de ricaner à la face de la majorité des Étasuniens, considérés comme des isolationnistes arriérés qui avaient essayé de bâtir une muraille de Chine autour des États-Unis et de les isoler ainsi de tout contact avec l'étranger. Ils savaient que leurs ricanements étaient des mensonges éhontés. Les États-Unis n'avaient jamais été isolés des forces sociales, économiques, religieuses et culturelles qui façonnaient le monde moderne. Grâce à leur position géographique, ils avaient échappé aux marées répétées de conflits qui avaient fait s'effondrer les murs des anciennes civilisations et lessivé l'héritage que les hommes avaient laissé par leur courage intrépide et leurs nobles tentatives. Les Étasuniens n'avaient été isolationnistes que vis-à-vis de la guerre et de ses maux évidents, et leur pays avait gagné en prospérité au-delà des rêves de ses pères fondateurs. Mais en 1915, le président Wilson s'était mis à caresser la pensée de partager les idéaux et la richesse des États-Unis au reste du monde, et deux années plus tard, il avait conduit son pays dans une guerre étrangère dont il espérait qu'elle rendrait sûr le monde pour la démocratie. Mais ce refrain tourna à la dissonance dans les oreilles des Étasuniens lorsqu'il

138. *Fuehrer Conferences on Matters Dealing with the German Navy, 1941*, II, 66-67.
139. *Peace and War*, pp. 784-87.

amena à la grande parade de 1917, qui se termina pour nombre d'hommes dans les vastes cimetières de France. Il reprit en popularité après 1933, et avec Roosevelt comme chef d'orchestre, les vieux accents macabres se mirent à hanter chaque foyer. En 1941, son orchestre de mort attendait impatiemment le signal marquant le début d'une nouvelle symphonie. Il avait espéré un motif en provenance de l'Allemagne, mais Hitler avait refusé de l'assister au moyen de quelques notes martiales. Peut-être que des dirigeants japonais se montreraient plus accommodants ! En tous cas, après que l'incident du Reuben James retomba, il tourna son regard vers l'Orient et chercha de nouvelles inspirations depuis l'impénétrable Orient. Il les trouva à Pearl Harbour, lorsque les avions japonais firent retentir les premières notes formidables d'un chœur de guerre qui continue de vibrer dans le monde entier. Le chapitre qui suit relate la manière dont les premières notes de la partition jouée par ce chœur furent écrites par le président Roosevelt.

Chapitre 26

Les manœuvres du Japon jusqu'à l'attaque sur Pearl Harbor

Lorsque le président perçut que Hitler n'allait pas lui fournir le prétexte d'une guerre contre l'Allemagne, il se tourna vers l'Extrême-Orient et fit croître ses pressions sur le Japon. Le chemin jusque Pearl Harbor avait déjà été indiqué par M. Hornbeck au mois de février 1939. Après avoir discuté de la manière dont le gouvernement étasunien avait essayé de limiter l'avancée japonaise en Chine du Nord par une « opposition morale et économique, » il énonça alors son opinion selon laquelle, sur le long terme, la situation allait se « développer de telle sorte qu'une opposition militaire par notre pays [les États-Unis, NdT] devra être offerte. »¹

Mais Herbert Feis, le conseiller aux Affaires Économiques Internationales, continuait de privilégier les pressions économiques, si bien que le 26 juillet 1939, le secrétaire Hull envoya une note à l'ambassadeur Horinouchi pour l'informer que le traité du 21 février 1911 allait prendre fin le 26 janvier 1940. La voie était prête pour une offensive économique de grande ampleur contre le Japon. Mais avant qu'elle pût être lancée, plusieurs incidents survinrent, qui perturbèrent davantage encore la trajectoire des relations japo-étasuniennes.

26.1 Les bombardements japonais sur Chongqing

Le 10 juillet, le chargé d'affaires étasunien à Tokyo convoqua le représentant des affaires étrangères et produisit « la représentation la plus forte possible eu égard aux récents bombardements sur [Chongqing](#). » M. Arita affirma être « bouleversé » d'apprendre que l'ambassadeur Johnson

1. Ante, pp. 502.

et son personnel « avaient été mis en péril, » mais qu'« il lui était impossible de promettre que le bombardement de Chongqing allait prendre fin. » Les attaques aériennes constituaient une phase importante des opérations militaires dans cette région.² Le même jour, le président informa le secrétaire Hull qu'il désirait recevoir « sans délai une déclaration de la part du gouvernement japonais au sujet de cette affaire. »³ Le 20 juillet, l'ambassadeur du Japon eut une conférence avec le secrétaire Hull. Lorsque l'ambassadeur expliqua que des nécessités militaires imposaient les bombardements, Hull le contra vertement en remarquant que si les bombardements se poursuivaient, « quelque chose de très grave était susceptible de se produire. » Lorsque l'ambassadeur murmura qu'il espérait que le gouvernement étasunien allait exhorter ses ressortissants à « rester à l'écart des zones de danger, » Hull répondit avec acidité que les États-Unis ne « concédaient à aucun pays extérieur le droit à un monopole sur les avenues, les routes ou les autres lieux de Chine. »⁴

26.2 L'affaire Tientsin

Il apparut rapidement que le département d'État était en train d'adopter une attitude nettement plus agressive envers le Japon que ne le faisait le *Foreign Office* britannique. Ce fait fut démontré nettement dans l'affaire [Tientsin](#). Au cours de la guerre mondiale, les Chinois avaient liquidé les [concessions](#) autrichiennes et allemandes dans cette ville, et en 1920, ce fut la concession russe qui fut saisie. Les investissements britanniques dans leur concession à Tientsin étaient estimés à hauteur de 46 000 000 \$; les investissements français dans la concession française étaient considérablement plus bas. Au sein de la concession britannique, les banques détenaient de l'argent métal pour un montant de 50 000 000 \$ au nom du gouvernement nationaliste chinois. Lorsqu'ils refusèrent de les céder aux autorités japonaises, des représailles furent ordonnées contre les concessions britannique et française. Des barricades et des enchevêtrements de barbelés furent érigés autour de ces concessions, et elles eurent à subir un blocus rigoureux. En résultat de ces pressions, Sir Robert Craigie, l'ambassadeur britannique à Tokyo, consentit à signer un accord à vaste portée (l'accord Craigie-Arita) le 21 juillet. Selon les termes de cette formule, le gouvernement britannique reconnaissait pleinement que tant que des opérations militaires à vaste portée étaient en cours en Chine, les soldats japonais sur place allaient insister pour instituer des « conditions spéciales afin de protéger leur propre sécurité et maintenir l'ordre public dans les régions sous

2. D'Eugene Dooman au secrétaire Hull, Tokyo, 10 juillet 1939. 793.94/15187, MS, Department of State.

3. Du secrétaire Hull à l'ambassade des États-Unis in Tokyo, 10 juillet 1939. 793.94/15201A, MS, Department of State.

4. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur du Japon, 20 juillet 1939. 793.94/15253, MS, Department of State.

leur contrôle, et qu'ils allaient devoir supprimer ou retirer toutes actions ou causes qui les générèrent ou bénéficièrent à leur ennemi. »⁵

Le département d'État n'avait aucune intention de suivre la politique d'apaisement britannique. Quoique les Japonais se fussent montrés in-habituellement conciliants envers les États-Uniens et eussent prodigué des assurances pour que leurs marchandises pussent traverser les embargos autour des concessions britannique et française, le département d'État était disposé à contester le programme japonais à Tientsin. Son attitude fut reflétée au sein d'un mémorandum préparé par la Division des Affaires de l'Extrême-Orient :

*Si la Grande-Bretagne devait céder à Tientsin et répondre de manière substantielle aux exigences que les Japonais y formulaient, cette reddition allait indiquer au Japon la vulnérabilité de la Grande-Bretagne à de nouvelles demandes et serait le départ d'un abandon par les Puissances du gouvernement national de Chine. Si la Grande-Bretagne et la France étaient amenées, au travers de pressions... à fermer les routes de l'Indochine française et de la Birmanie, les États-Unis se retrouveraient dans l'incapacité, en défense de leurs propres intérêts, d'offrir à la Chine la moindre assistance matérielle dans la résistance de cette dernière à l'agression japonaise... Si les États-Unis ne font pas d'effort à ce stade, l'assistance de la Grande-Bretagne et de la France peut être perdue dans tout effort à venir que les développements pourraient exiger de la part des États-Unis.*⁶

L'éclatement de la seconde guerre mondiale élimina toute possibilité que soit la Grande-Bretagne, soit la France pût accorder une véritable assistance aux États-Unis en Extrême-Orient. Il provoqua également une évaluation attentive de la part des Japonais de l'impact de la guerre sur le programme étasunien. Le pacte nazi-soviétique avait de fait perturbé les dirigeants japonais qui avaient accueilli les liens avec l'Allemagne comme moyen d'atténuer toute poussée soviétique en Extrême-Orient. La situation internationale devait être réévaluée et une politique de prudence constituait un impératif. Un rapport arriva en provenance de l'ambassade à Tokyo, selon lequel « les effets immédiats d'une guerre européenne devaient susciter un net accroissement de la demande de biens étasuniens, particulièrement le coton, la pâte à bois, les machines et autres équipements industriels, les métaux non ferreux, le fer, l'acier et les produits chimiques. » Sans ces importations en provenance des États-Unis, « le

5. *New York Herald-Tribune*, 20 juin ; 6 juillet ; *New York Times*, 22 juin, 15 juillet 1939 ; *Parliamentary Debates, House of Commons*, CCCL, 24 juillet, 992.

6. Mémorandum de la division aux affaires d'Extrême-Orient, 6 juillet 1939. 793.94/15241, MS, Department of State.

programme d'expansion industrielle du Japon allait complètement s'effondrer. »⁷ Il allait falloir apaiser les États-Unis.

26.3 Tchang Kai-tchek demande une médiation de Roosevelt dans la guerre sino-japonaise

Pendant que les hommes d'État européens étaient pris d'une danse de Saint-Guy en direction de la guerre, Tchang Kai-tchek demanda la médiation de Roosevelt dans la guerre sino-japonaise. Le 1^{er} septembre, l'ambassadeur chinois à Paris fit appeler Bullitt et lui remit l'essence de plusieurs longs télégrammes qu'il avait reçus de la part de Tchang Kai-tchek. Le Generalissimo espérait que le président Roosevelt pourrait « mener immédiatement une action pour mettre fin à la guerre entre la Chine et le Japon. » Il ne voulait pas que le public sût « que cette initiative était venue de lui. » Elle devait apparaître comme « une initiative purement étasunienne. » Au sujet de l'Union soviétique, le Generalissimo voulait que le président comprît qu'il (le Generalissimo) conservait « une absolue liberté d'action. » Il n'avait « aucun pacte avec l'Union soviétique l'engageant de quelque manière que ce soit. » Il était nécessaire d'agir avant que le Japon établît « un soi-disant gouvernement chinois dirigé par Tchang Kai-tchek. » Le mieux serait que la Grande-Bretagne et la France s'associassent avec ce geste vers la médiation.⁸

Le président était conscient des difficultés de proposer une médiation à ce moment, et toute tendance qu'il pouvait avoir en ce sens fut bloquée par les nouvelles en provenance de Chine. Après l'éclatement de la guerre en Europe, la Grande-Bretagne était pressée de retirer ses troupes d'Extrême-Orient. Pour accélérer ce mouvement, le Japon adressa une note à la Grande-Bretagne et à la France, indiquant l'importance de cette action. Cette action indigna le secrétaire Hull qui informa franchement l'ambassadeur japonais qu'il considérait cette décision comme une indication du fait que le Japon s'empressait de pousser les puissances occidentales hors de Chine.⁹ Le *Foreign Office* britannique accueillit ces mots austères envers le Japon mais des doutes furent exprimés sur l'idée qu'un soutien véritable serait apporté aux intérêts britanniques dans la concession de Tientsin, où il était grandement nécessaire. Il serait sans doute efficace de retirer les troupes britanniques et d'éviter ainsi un conflit contre les forces japonaises.¹⁰ En France, le ministère des affaires étrangères avait

7. D'Eugene Dooman au secrétaire Hull, Tokyo, 1^{er} septembre 1939. 894.00/873, MS, Department of State.

8. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire d'État (Secret, à destination du président), Paris, 1^{er} septembre 1939. 793.94/15333, *Confidential file*, MS, Department of State.

9. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur du Japon, 7 septembre 1939. *Japan : 1931-1941*, II, 12-14.

10. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 11 septembre 1939. 793.94/15369, *Confidential file*, MS, Department of State.

craint que « l'Union soviétique pût envoyer des avions bombardiers pour assister l'armée allemande dans l'attaque de la France. » Il désirait par conséquent « calmer le Japon » en dépit du fait que cela pourrait causer du tort à la Chine.¹¹ Cette politique d'apaisement de la part de la France allait bientôt être mise en œuvre.

26.4 L'attitude du président envers le Japon se fait de plus en plus belligérante

Alors que la Grande-Bretagne et la France préparaient des plans en vue d'apaiser le Japon, le président Roosevelt accordait une considération approfondie à un programme de pressions sur ce pays. Il savait, du fait des dépêches en provenance de Tokyo, que le Japon allait être de plus en plus dépendant des importations de certaines marchandises de base en provenance des États-Unis. L'heure était arrivée où il pourrait faire usage avantageusement de ce volet économique. Dans ses conversations avec le président du mois de septembre (1939), l'ambassadeur Grew avait souligné le fait que les sanctions contre le Japon pouvaient amener à la guerre. Si un embargo était positionné sur les exportations de pétrole étasunien vers le Japon, le résultat pouvait bien être une poussée japonaise en direction des Indes orientales néerlandaises pour contrôler les riches ressources pétrolières de Borneo. La réponse du président à ces craintes indiquait qu'il pensait en termes de guerre contre le Japon : « Nous pourrions facilement intercepter sa flotte. »¹²

Mais Grew désirait prévenir la guerre contre le Japon plutôt que la provoquer. Alors que le président étalait cette grandiloquence belligérante, Grew confiait à son journal que le secrétaire Hull devait « proposer aux Japonais un *modus vivendi* » puis entamer des négociations en vue d'un nouveau traité commercial. Au Japon, la politique de conciliation de *Shi-derhara* « a existé. Elle peut exister de nouveau. »¹³ Aux yeux de Grew, le programme japonais, avec son insistance sur « une protection stratégique contre une attaque future par la Russie soviétique » n'apparaissait pas trop déraisonnable. Si les États-Unis désiraient modifier ce programme, ils ne devaient pas essayer de s'y atteler en usant de sanctions : « Notre attitude ne doit comporter aucune forme de menace. »¹⁴

Il est évident que Grew n'appréciait pas le fait que la méfiance manifestée par le président envers le Japon s'était fortement approfondie et étendue. Il était enclin à écarter tous les gestes pratiqués par les Japonais en vue d'une entente. Au Japon, Grew eut des conversations amicales

11. De l'ambassadeur Bullitt au secrétaire Hull, Paris, 20 octobre 1939. 793.94/15426, *Strictly Confidential*, MS, Department of State.

12. Herbert Feis, *The Road to Pearl Harbor* (Princeton, 1950), p. 41.

13. *Ibid.*, p. 42.

14. Joseph C. Grew, *Ten Years in Japan* (New York, 1944), pp. 296-303.

avec le ministre des affaires étrangères qui prodigua des assurances répétées que « les forces japonaises en Chine n'ont pas la moindre intention d'expulser les intérêts étasuniens et qu'ils ont les ordres stricts de faire le contraire. » Des mesures étaient prises « pour faciliter le commerce étasunien. » De fait, certaines « mesures positives étaient prises en ligne avec les suggestions précieuses » que Grew avait récemment proposées.¹⁵

Ces gestes japonais de conciliations reçurent pour réponse un communiqué de presse de la Maison-Blanche appelant à un embargo moral sur l'expédition à destination du Japon d'« avions, d'équipements aéronautiques et de matériaux essentiels à la fabrication d'aéronefs. »¹⁶

Le Japon était pénalisé pour ses opérations de bombardements en Chine. Pour rendre ces pénalités plus efficaces, un communiqué de presse fut émis par le département d'État le 20 décembre, affirmant notamment que « les intérêts nationaux suggèrent que pour l'instant, il ne faudrait plus livrer à certains pays les plans, les usines, les droits de fabrications ou les informations techniques nécessaires à la production de kérosène d'aviation de haute qualité. »¹⁷

Ces mesures ne constituaient guère que le prélude à un programme à venir de pressions économiques contre le Japon. Le sénateur Pittman avait introduit une résolution autorisant le président à interdire les exportations de matériels de guerre de son choix pourvu qu'il considérât que l'un ou l'autre des signataires du Traité des Neuf Puissances mettait en danger la vie de ressortissants étasuniens ou les privait de leurs droits légitimes. Mais le département d'État n'était pas prêt à faire avancer cette loi. Un nouveau ministre allait prendre ses fonctions au Japon et on lui laisserait l'opportunité de montrer son jeu. Le 17 janvier, le ministre des affaires étrangères nouvellement nommé (Arita) produisit une déclaration faisant mention des tentatives qu'il allait mener pour « normaliser » les relations avec les États-Unis. Il faisait référence en particulier au fait que les relations par traités avec les États-Unis devaient expirer le 26 janvier. Après cette date, il n'y aurait pas de barrière légale à une loi ou à des proclamations par le président imposant des restrictions sévères aux exportations à destination du Japon.

26.5 Le Japon établit un nouveau gouvernement central en Chine

Le programme d'expansion du Japon en Chine rendit impossible la « normalisation » des relations avec les États-Unis. Le 15 mars 1940, le premier ministre japonais produisit une déclaration appelant à la création

15. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 4 décembre 1939. *Japan : 1931-1941*, II, 40-43.

16. *Ibid.*, p. 202.

17. *Ibid.*, pp. 203-4.

d'« une nouvelle relation internationale entre le Japon, le Mandchouko et la Chine. » Cela allait rendre nécessaire l'établissement d'« un nouveau gouvernement central de Chine » qui serait dirigé par Wang Ching-sei.¹⁸ Le 30 mars, le gouvernement fantoche fut formellement proclamé. On nota cependant immédiatement que les trois importantes provinces du Nord de Hopeh, Shansi et Shantung, comprenant les villes clés comme Pékin, Tientsin et Tsingtao, ne se trouvaient pas placées sous le contrôle du régime de Wang.

La réponse du secrétaire Hull à cette action japonaise fut immédiate et déterminée : « Le gouvernement des États-Unis dispose d'amples raisons de croire que le gouvernement [de Tchang Kaï-tchek], disposant désormais de sa capitale à Chongqing, a eu et continue de bénéficier de l'allégeance et du soutien de la grande majorité du peuple chinois. Le gouvernement des États-Unis continue bien entendu de reconnaître ce gouvernement comme gouvernement de la Chine. »¹⁹

Les mots utilisés par le département d'État étaient substantiellement différents de ceux employés par Sir Robert Craigie, l'ambassadeur britannique à Tokyo. Le 28 mars, Craigie produisit une allocution à la *Japanese-British Society*, au cours de laquelle la tonalité de la conciliation était fortement accentuée. Il estimait que la Grande-Bretagne et le Japon « luttaient pour le même objectif, à savoir une paix durable et la préservation de nos institutions d'influences extérieures subversives. »²⁰ Ce geste amical envers le Japon fut considéré favorablement par le *London Times* qui fit mention de la proposition d'établissement du régime Wang comme d'« une offre de paix pour le peuple chinois. »²¹

26.6 Le Japon force la Grande-Bretagne et la France à adopter une politique d'apaisement

Le *Foreign Office* britannique changea rapidement de ton lorsque le ministre japonais des affaires étrangères (Arita) annonça le 15 avril que les liens économiques reliant le Japon et les Indes orientales néerlandaises étaient particulièrement importants. Pour cette raison, le gouvernement du Japon ne pouvait pas être « très concerné par le développement accompagnant l'aggravation de la guerre en Europe pouvant affecter le statu quo des Indes néerlandaises. »²² Le représentant néerlandais à Washington (le Dr. Loudon) produisit sur-le-champ une déclaration selon laquelle son gouvernement allait résister à toute « protection préventive » de ses possessions coloniales.²³ Le secrétaire Hull fut tout aussi rapide à annon-

18. *Japan : 1931-1941*, II, 56-57.

19. *Ibid.*, 59-60.

20. *London Times*, 29 mars 1940.

21. *Ibid.*, 25 mars 1940.

22. *New York Times*, 16 avril 1940.

23. *New York Herald-Tribune*, 19 avril 1940.

cer l'attitude du département d'État : « Une intervention dans les affaires intérieures des Indes néerlandaises ou toute modification de leur statu quo par des processus non pacifiques serait préjudiciable à la cause de la stabilité, de la paix et de la sécurité, non seulement dans la région des Indes néerlandaises mais dans l'ensemble de la région du Pacifique. » Il fit alors référence aux clauses de l'accord Root-Takahira de 1908 et du traité des Quatre Puissances de 1921 eu égard au « maintien du statu quo existant dans la région de l'océan Pacifique. »²⁴ Le président Roosevelt s'apprêtait à partir en vacances pour Warm Springs, en Géorgie, lorsque la déclaration de Hull fut produite à la presse. Il émit la remarque que le secrétaire d'État s'était exprimé « très justement, » et ajouta la remarque notable : « Je reviendrai rapidement si un autre pays se fait envahir. »²⁵

Le Japon ne prit pas cette menace très au sérieux, et inaugura sur-le-champ une politique de pressions contre la France. Le 17 juin, le gouvernement japonais présenta au régime de Pétain une suite de demandes visant à mettre fin à toute livraison de provisions à Chongqing en passant par l'Indochine. Trois jours plus tard, ces demandes furent honorées, et le gouvernement de Tchang Kaï-tchek subit un échec cuisant.

Le 19 juin, une autre victoire japonaise fut enregistrée. Une année durant, des pressions avaient été appliquées sur les banques britanniques et françaises à Tientsin pour les contraindre à remettre aux autorités japonaises de grandes quantités d'argent métal qui appartenaient au gouvernement nationaliste de Chine. Ces banques finirent par céder aux demandes japonaises et acceptèrent également de laisser la monnaie papier soutenue par les Japonais de circuler dans les concessions britannique et française.

Le *Foreign Office* britannique s'offusqua de ces pressions japonaises, et le 10 juin, s'enquit de connaître par l'entremise de Lord Lothian les possibilités de mouvements de flottes anglo-étasuniens en Atlantique et dans le Pacifique. Lorsque Hull prodigua une réponse négative, Lothian, accompagné par le représentant australien, demanda précisément à Hull le 17 juin « s'il fallait s'opposer au Japon ou l'apaiser. » Un embargo économique rigoureux pouvait être imposé sur le Japon et des navires de guerre pouvaient être envoyés à Singapour comme démonstration d'unité navale. Ces mesures pourraient contraindre le gouvernement japonais à adopter une politique moins agressive. Si l'apaisement était attrayant pour le département d'État, la Grande-Bretagne était prête à accorder des concessions supplémentaires. Le 28 juin, Hull émit son veto sur l'idée d'un embargo et refusa d'envisager l'envoi de navires de guerre étasuniens à Singapour. Il était également opposé à une politique d'apaisement. Le mieux serait de laisser les choses dériver et de laisser le Japon prendre l'initiative.²⁶

Le Japon n'était pas en retard à cet égard. Après s'être assuré d'un ac-

24. Département d'État, Bulletin, II, 20 avril 1940, 411.

25. *New York Times*, 18 avril 1940.

26. Feis, op. cit., pp. 69-71.

cord avec la France pour mettre fin aux expéditions de matériels de guerre à Tchang Kaï-tchek passant par l'Indochine, le gouvernement japonais persuada la Grande-Bretagne (le 17 juillet) de fermer la Route birmane pour une durée de trois mois. Munitions de guerre, kérosène, camions et matériaux destinés aux voies ferrées se retrouvaient privés d'accès à la Chine via cette route.²⁷ Le secrétaire Hull, quoiqu'il refusât de promettre du soutien à la Grande-Bretagne, annonça que les États-Unis avaient un « intérêt légitime à conserver ouvertes les artères du commerce dans toutes les parties du monde. » Les fermetures des routes vers la Chine passant vers la Birmanie et l'Indochine avaient constitué « des interpositions injustifiées d'obstacles au commerce mondial. »²⁸

26.7 Le président donne l'ordre d'une offensive économique prudente contre le Japon

Alors que le secrétaire Hull suivait une politique d'attente vigilante, le président était favorable à des mesures percutantes. Selon le *National Defense Act* récemment mis en application, l'autorité était décrétée d'un contrôle rigide sur les exportations en provenance des États-Unis. Le secrétaire Morgenthau était soucieux d'amener le département du Trésor à reprendre son ouvrage de contrôle des exportations, cependant que le secrétaire Hull était extrêmement impatient que cette tâche fut assignée à un autre département. Il craignait que la ferveur de croisé de Morgenthau contre les dictatures pût amener à un affrontement dans le Pacifique. Le président décida finalement de nommer un seul administrateur au contrôle des exportations, qui agirait directement sous supervision de la Maison-Blanche. Dans les faits, le contrôle de la politique et l'émission de licences d'exportation restèrent entre les mains du département d'État.

Les différences d'opinion fondamentales entre le département d'État et le département du Trésor furent mises en lumière par les événements de la dernière semaine du mois de juillet 1940. Au soir du 18 juillet, les secrétaires Stimson, Knox et Morgenthau partagèrent leur repas avec Lord Lothian et le représentant australien. Après que la conversation se fut centrée sur l'impact d'un embargo pétrolier sur le Japon, Lothian suggéra subitement que la Grande-Bretagne pourrait s'arranger pour mener à bien la destruction des puits de pétrole dans les Indes orientales néerlandaises. Si ces deux sources d'approvisionnements étaient coupées, la machine de guerre japonaise serait contrainte à subir un arrêt brutal.²⁹

Lorsque cette affaire fut discutée à la Maison-Blanche, le président parut très intéressé par ce programme de pressions, mais Sumner Welles affirma rapidement qu'un embargo contre le Japon allait déboucher sur

27. *Documents on American Foreign Relations, 1940-1941*, III, 270-71.

28. Département d'État, Bulletin, III, 20 juillet 1940, 36.

29. Feis, op. ch., pp. 89-91.

une attaque japonaise contre les possessions coloniales britanniques ou néerlandaises. Ce point de vue fut fortement contesté par Knox, Morgenthau et Stimson qui préconisèrent des mesures fermes pour endiguer le Japon. Morgenthau, comprenant qu'il « parlait à la nature et aux tendances du président, » établit une proclamation mettant l'exportation de toutes sortes de carburants, et les ferrailles métalliques sous contrôle. Cet ordre fut signé par le président qui l'envoya à Welles pour contre-signature. Sous l'insistance éternelle de Welles, le président annula la proclamation qu'il avait signée et la remplaça par une autre ne traitant que du kérosène pour moteurs d'aviation et les lubrifiants, ainsi que pour la première fusion lourde de fer et les ferrailles d'acier.³⁰

L'ambassade du Japon, au vu des récits dans les journaux faisant état d'un embargo total sur le pétrole et les ferrailles, s'empressa de poser des questions au département d'État. Welles prodigua des assurances rassurantes sur le véritable périmètre de la proclamation du président, et affirma que l'action ne visait pas de pays particulier. Le gouvernement japonais prit d'assaut cette position au travers de trois longues notes diplomatiques, mais Welles maintint sa position en se retenant de répondre.³¹ Lord Lothian, craignant que Roosevelt ait révélé son jeu, conseilla une plus grande prudence à l'avenir, et ce conseil fut fortement secondé par le représentant hollandais.

Mais cette politique de prudence fut l'objet d'une attaque tranchante et inattendue de la part de l'ambassadeur Grew. Il s'était depuis longtemps opposé aux sanctions contre le Japon, estimant que celles-ci constitueraient le prélude à une guerre. Mais au cours d'une longue dépêche en date du 12 septembre 1940, il changea d'opinion :

*Si nous considérons que notre intérêt est de soutenir l'Empire britannique en cette heure laborieuse pour lui, et c'est ce que je préconise énergiquement, nous devons lutter par tout moyen pour préserver le statu quo dans le Pacifique au moins jusqu'à ce que la guerre européenne ait été gagnée ou perdue. À mon avis, on ne peut pas réaliser cela... en se contentant de faire acte de désapprobation et de maintenir un registre précis des événements... Jusqu'au moment où ce pays [le Japon] connaîtra une totale régénération de la pensée, une démonstration de force, couplée à une détermination à en faire usage si cela s'avère nécessaire, sont les seuls moyens pouvant parvenir à un tel débouché pour notre sécurité à l'avenir.*³²

Cette dépêche de la part de Grew confirma le désir du président d'exercer davantage de pressions économiques sur le Japon. La poussée japonaise

30. Ibid., p. 93. Le texte de cette proclamation présidentielle du 26 juillet 1940 est livré dans *Japan : 1931-1941*, II, 216-18.

31. Ibid., pp. 93-94.

32. *Pearl Harbor Attack*, pt. 2, p. 637.

vers le Sud le préoccupait de plus en plus. Le 23 septembre, les soldats japonais entrèrent en Indochine et s'emparèrent bientôt de la province du Tonkin. Lorsque cette nouvelle atteignit la Maison-Blanche, avec des rapports montrant que le Japon était sur le point de conclure une alliance avec l'Allemagne, il fut décidé de décréter un embargo sur la livraison de toutes formes de ferrailles de fer et d'acier vers le Japon³³. Les dirigeants japonais avaient anticipé cette décision en accumulant de vastes réserves répondant à leurs besoins immédiats.³⁴ L'action menée par le président provoqua quelque gêne, mais aucune perturbation majeure.

26.8 Le Japon conclut une alliance avec l'Axe Rome-Berlin

L'alliance avec l'Axe Rome-Berlin fut longue à construire. Le promoteur japonais le plus important de cet accord était le général **Hiroshi Oshima**, attaché militaire japonais et par la suite ambassadeur à Berlin. Lui et Ribbentrop étaient particulièrement proches. À l'été 1938, au cours de la crise des Sudètes, Ribbentrop s'enquit de savoir si le Japon allait être prêt à signer un traité visant tous les ennemis potentiels de la proposition de triangle Rome-Berlin-Tokyo.³⁵ Tokyo rejeta cette proposition³⁶ et au mois de février 1939, le prince Ito fut envoyé à Berlin pour donner connaissance à Ribbentrop de la décision que le Japon désirait en vue de limiter la proposition de traité aux actions contre la seule Russie.³⁷

Au mois d'avril 1939, Ribbentrop redoubla d'efforts pour parvenir à un accord proche avec le Japon. Il insista sur l'idée qu'un tel accord constituerait un avertissement à Washington, de rester neutre en cas d'éclatement d'une guerre en Europe. Mais le Japon resta froid à ces suggestions,³⁸ et après la signature du traité nazi-soviétique au mois d'août 1939, cette frigidité s'accrut pour de bon.

Mais Ribbentrop ne perdit jamais espoir de pouvoir amener le Japon à entrer dans des relations politiques plus étroites avec l'Allemagne, et d'importantes sommes d'argent furent dépensées au Japon au travers du

33. Département d'État, Bulletin, III, 28 septembre 1940, 250.

34. Pour une étude détaillée des planifications japonaises relatives aux pénuries de fer et d'acier, voir J. B. Cohen, *Japan's Economy in War and Reconstruction* (Minneapolis, 1949).

35. Interrogation du général Oshima, 4 février 1946. *Record of Proceedings, International Military Tribunal for the Far East*, Exhibit No. 497, pp. 6050-54.

36. Ibid.

37. Ibid., pp. 6063-71.

38. De Ribbentrop au général Eugen Ott, 15 mars, 26 avril 1939, et du général Ott à Ribbentrop, 4 mai 1939. Ibid., Exhibit No. 486-K, p. 6115; Exhibit No. 502, p. 6098; et Exhibit No. 503, pp. 6103-6.

trust de la chimie *I.G. Farben* à des fins de propagande.³⁹ Le 12 juin 1940, l'ambassadeur Ott rapporta qu'il « tentait encore de soulever la rancune japonaise contre les États-Unis en influençant la presse et les personnalités politiques de premier plan. »⁴⁰ Le 8 juillet, Naotake Sato arriva à Berlin pour une conférence avec Ribbentrop. Il émit la remarque que le Japon avait attiré l'attention des États-Unis « sur lui-même depuis le début de la guerre en Chine, et qu'il forçait la flotte étasunienne à rester dans l'océan Pacifique. » Lorsque le représentant nazi des affaires étrangères s'enquit de connaître les différends fondamentaux entre le Japon et les États-Unis, Sato fit mention du Pacte des Neuf Puissances. Il semblait évident aux yeux de Ribbentrop que le Japon pourrait bientôt être amené en association étroite avec l'Axe Rome-Berlin.⁴¹

Le 12 juillet, une conférence se tint à Tokyo entre les représentants des ministères de la guerre, de la marine et des affaires étrangères au sujet de la signature d'un pacte tripartite.⁴²

Pour hâter la décision japonaise, Heinrich Stahmer se rendit en hâte à Tokyo. Les conversations entre Stahmer et Matsuoka commencèrent le 9 septembre avec Stahmer soulignant systématiquement le fait que le principal objet de l'Allemagne en cherchant l'alliance avec le Japon était de maintenir les États-Unis hors de la guerre.⁴³

Le 16 septembre, l'opposition au Japon avait été en grande partie réduite au silence, et le 27 septembre, le pacte fut signé en grande pompe à Berlin.⁴⁴ L'article 3 fut énoncé dans un langage dirigé directement contre les États-Unis : « Le Japon, l'Allemagne et l'Italie... entreprennent de s'assister les uns les autres avec tous les moyens politiques, économiques et militaires dès lors que l'une des trois Parties contractantes serait attaquée par une puissance pour l'instant non-impliquée dans la guerre européenne ou dans le conflit sino-japonais. »⁴⁵

Les éléments montrent que le Japon parvint à soutirer à Stahmer une entente secrète orale pour garder pour soi le droit de décider si le *casus foederis* existait en toute situation pouvant se présenter.⁴⁶ D'autres éléments indiquent que le Japon signa le pacte tripartite principalement pour dissuader les États-Unis d'entrer en guerre. Dans les instructions produites

39. De l'ambassadeur Otto au ministère des affaires étrangères, 19 septembre 1939. *United States Military Tribunal, Case VI : The United States of America Against Krauch, et al.*, p. 1823.

40. De l'ambassadeur Ott au ministère des affaires étrangères, 12 juin 1940. *Far-Eastern Military Tribunal, Exhibit No. 516*, pp. 6152-53.

41. Interview entre Ribbentrop et Sato, 8 juillet 1940. *Ibid.*, Exhibit No. 524, pp. 6179-84.

42. *Ibid.*, Exhibit No. 527, pp. 6191-6212.

43. *Ibid.*, Exhibit Nos. 549, 550, 552, 553, pp. 6323-93.

44. William L. Shirer, *Berlin Diary* (New York, 1941), pp. 532-37.

45. *Japan : 1931-1941*, II, 165-66.

46. H. L. Trefousse, *German and American Neutrality, 1939-1941* (New York, 1951). p. 71.

par le ministère japonais des affaires étrangères à destination de l'amiral Nomura le 8 octobre 1941, il était énoncé de manière répétée que l'une des raisons pour lesquelles le Japon entraît dans l'alliance avec l'Allemagne et l'Italie était de maintenir « des relations amicales avec les États-Unis. »⁴⁷ Matsuoka produisit une déclaration semblable à Masuo Kato en 1941.⁴⁸ Au mois de septembre 1940, il était difficile pour le département d'État d'apprécier ce point de vue.

26.9 Les États-Unis se rapprochent de la Grande-Bretagne

Il semblait évident aux yeux de l'administration Roosevelt que le nouvel Axe Rome-Berlin-Tokyo avait pour dessein la guerre. Pour faire résonner une note de défi à cet alignement politique menaçant, le président, le 12 octobre, déclara abruptement que « les Amériques ne vont pas avoir peur ni ne vont se laisser contraindre par la menace à suivre la voie que les dictateurs veulent nous voir suivre. . . Aucune combinaison de pays dictatoriaux en Europe et en Asie ne mettra fin à l'aide que nous apportons aux presque derniers peuples libres qui se battent pour les tenir à distance. »⁴⁹ Pour mettre en œuvre ces mots hardis, le président avait déjà donné pour instruction au département de l'Agriculture de cesser de verser des subsides aux exportations de blé à destination de l'Extrême-Orient, car une grande partie de ce grain était achetée par le Japon. Dans le même temps, le premier ministre Churchill annonça à la Chambre des Communes que la Route de Birmanie allait être de nouveau ouverte le 8 octobre.

Au cours des mois de novembre et décembre 1940, Lord Lothian continua de pousser pour des conversations ainsi qu'une action conjointes en Extrême-Orient. La conférence entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur britannique du 25 novembre fut représentative :

L'ambassadeur britannique, tout juste rentré de Londres, vint à sa demande. Il fit référence à la situation en Extrême-Orient avec appréhension, affirmant qu'il pensait que les Japonais allaient très probablement attaquer prochainement Singapour. . . Le point principal que souleva l'ambassadeur fut que des conférences devaient être tenues entre les experts navals de nos deux gouvernements eu égard à ce que chacun ferait ou pourrait faire en cas d'éclatement militaire de la part du Japon. J'ai [Hull] affirmé que, bien entendu, il ne pouvait se produire aucun accord à cet égard, mais qu'il devrait sans aucun doute se produire une collaboration en vue de faire connaître la situation les uns aux autres ainsi que toutes informations envisageables eu égard aux actions que les deux parties pourraient

47. *Pearl Harbor Attack*, pt. 12, pp. 56-60.

48. Masuo Kato, *The Lost War, A Japanese Reporter's Inside Story* (New York, 1946), p. 20.

49. *New York Times*, 13 octobre 1940.

avoir à l'esprit, et où et quand, en cas de mouvement militaire de la part du Japon vers le Sud ou dans une autre direction.

L'ambassadeur affirma que les informations qu'il avait rassemblées à Londres étaient que, si notre attaché naval, l'amiral Ghormley, était un brave homme, il refusait avec constance de discuter de possibles futurs plans du fait qu'il ne disposait d'absolument aucune autorité... Il affirma qu'il espérait que des discussions se produiraient entre ses hauts dirigeants navals et les nôtres au sujet de toutes les phases de la situation dans le Pacifique.⁵⁰

Nous avons déjà vu que ces conversations entre Hull et Lord Lothian débouchèrent sur les conférences conjointes entre états-majors qui furent entamées au cours de la dernière semaine du mois de janvier 1941.⁵¹ Ces conférences se déroulèrent en parallèle d'une poussée pour mettre en œuvre un embargo sur les exportations à destination du Japon. Le 10 décembre, la Maison-Blanche produisit une déclaration annonçant qu'à partir du 30 décembre, les exportations de minerai de fer, de fonte brute, de ferroalliages et de « certaines manufactures et semi-manufactures de fer et d'acier »⁵² devenaient soumises à des restrictions régies par des licences. Le 20 décembre, des limitations furent énoncées sur l'exportation de brome, d'éthylène, d'abrasifs, de pompes hydrauliques, et d'équipements destinés à la production d'huiles de lubrification pour l'aviation.⁵³

Trois semaines plus tard (le 10 janvier 1941), cette offensive économique dérivait sur des limitations sur les exportations de cuivre, de laiton, de zinc, de nickel et de potasse.⁵⁴ Ces proclamations furent suivies par une suite d'autres, qui semblaient toucher tous les produits, du radium aux peaux de bête — c'est-à-dire tout sauf le pétrole.

26.10 Matsuoka et le prince Konoye sont prêts à sacrifier la position du Japon en Chine pour la cause de la paix

Alors que le président préparait cette nouvelle offensive économique contre le Japon, Matsuoka était prêt à sacrifier la position du Japon en Chine pour la cause de la paix. Au mois de novembre 1940, Matsuoka demanda à l'évêque James E. Walsh, supérieur général de la *Catholic Foreign Mission Society of Maryknoll*, New York, et au père J. M. Drought, du même ordre, d'entreprendre une mission spéciale à Washington pour faire connaître au président le fait que le gouvernement japonais « désirait

50. Conversation entre le secrétaire Hull et Lord Lothian, 25 novembre 1940. 740.0011 P.W./40, MS, Department of State.

51. Ante, section 25.8

52. *Japan : 1931-1941*, II, 232-35.

53. Ibid., pp. 236-37.

54. Ibid., pp. 238-40.

négoçier un accord de paix : (1) Un accord pour invalider sa participation au Pacte de l'Axe... (2) Une garantie de rappeler toutes les forces militaires hors de Chine et de rendre à la Chine son intégrité géographique et politique. » D'autres conditions portant sur les relations entre le Japon et les États-Unis devaient être explorées et faire l'objet d'un accord « au cours des conversations dont il espérait qu'elles pourraient suivre. »

L'évêque Walsh et le père Drought tinrent ensuite une conférence avec le général Muto, directeur du bureau central des affaires militaires, qui leur assura que « lui et ses associés dans l'armée japonaise étaient en accord avec les efforts menés pour parvenir à un accord de paix. »

L'évêque Walsh et le père Drought se rendirent en hâte à Washington où (le 23 janvier 1941) ils soumirent ce sujet complet au président Roosevelt et au secrétaire Hull au cours d'une longue conférence de plus de deux heures. Il leur fut répondu que le sujet allait « être traité sous délibération, »⁵⁵ et c'est ainsi que prit fin une tentative angoissée menée par le gouvernement japonais de trouver une voie vers la paix aux frais d'une renonciation par le Japon de ses objectifs en Chine et d'un camouflet colossal pour ce pays. Il semble tout à fait possible que le tribunal militaire en Extrême-Orient ait fait porter au banc des accusés les mauvaises personnes. Il aurait pu être plus judicieux que le tribunal tînt ses sessions à Washington.

26.11 Une négociation informelle en vue d'une amélioration des relations japo-étasuniennes

Juste avant que l'évêque Walsh et le père Drought soumissent leur proposition de paix au président, une délégation de paix japonaise informelle avait entamé des conversations stériles avec les dirigeants du département d'État. Cette délégation était dirigée par S. Hashimoto, jadis membre de l'*Amur Society* et plus récemment en lien avec Shi-Un-So, la Société des Nuages Pourpres.⁵⁶ M. Hashimoto consacrait son temps à la cause de relations pacifiques entre les États-Unis et le Japon, et entretenait des liens avec d'importants membres du gouvernement japonais.

Au cours de longues conversations avec M. Hornbeck, M. Hamilton et M. Ballantine⁵⁷ il explora chaque phase des difficultés entre le Japon et les États-Unis. Aux yeux de M. Hashimoto, il apparaissait comme évident que la meilleure manière d'améliorer les relations japo-étasuniennes était que le département d'État convainquît le prince Konoye de la « désirabilité de poursuivre une nouvelle trajectoire. » Si les États-Unis pouvaient contri-

55. *Far Eastern Military Tribunal*, Exhibit No. 3441, pp. 32979-85.

56. Parmi les membres de la délégation, on trouvait M. Sato et M. Toda.

57. Stanley K. Hornbeck était conseiller en relations politiques, Maxwell M. Hamilton dirigeait la division de l'Extrême-Orient, et Joseph W. Ballantine était agent des services de l'étranger.

buer à assurer au Japon « une porte ouverte au commerce dans les possessions coloniales de divers pays du monde, » le prince Konoye pourrait avoir le courage de ses convictions réelles. Ce geste d'amitié présenterait une valeur immense.

M. Hornbeck n'avait que faire de gestes amicaux envers le Japon. Le Japon devait être réprimandé, pas apaisé. Sa réponse au plaidoyer de Hashimoto pour de nouvelles tentatives vers une entente amicale fut bourrue et négative :

*C'est le Japon, et non les États-Unis, qui a été l'agresseur : le Japon, et non les États-Unis, a méprisé la loi, violé les traités, tué et blessé des personnes, créé la peur, détruit des biens, pratiqué la discrimination, exigé des évacuations, stocké des systèmes d'armement, envahi des territoires et menacé d'en envahir d'autres, et cetera... C'est le Japon, non les États-Unis, qui a proféré des menaces et parlé de guerre.*⁵⁸

26.12 Un schéma directeur pour la coopération anglo-étasunienne

Alors que les négociations informelles visant à une amélioration des relations japo-étasuniennes parvenaient à une impasse, les conférences formelles entre états-majors rassemblant délégation et représentants de Grande-Bretagne, du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande débouchèrent finalement sur l'*ABC-1 Staff Agreement*. Au cours des sessions, les Britanniques avaient ardemment avancé que la défense de Singapour était essentielle au point que les États-Unis devaient être prêts à diviser la flotte du Pacifique pour l'assurer. Cette proposition fut rejetée par la délégation étasunienne. Dans l'accord *ABC-1*, en cas d'intervention étasunienne dans la guerre, la principale tâche assignée à la flotte étasunienne était défensive (la protection des possessions de l'île). Mais il s'agissait également d'entreprendre des diversions dans la direction des îles Marshall et Caroline, et d'attaquer les communications et les livraisons de matériel japonaises. Par conséquent, le plan prévoyait des opérations navales connectées, mais pas conjointes.

Après un examen approfondi de tous les facteurs en jeu, le plan fut validé par les secrétaires de la marine et de la guerre ; le président ne lui donna pas d'approbation explicite.⁵⁹ Il apparut cependant bientôt que les plans militaires étasuniens en étaient profondément affectés.⁶⁰ Les chan-

58. Mémoire par M. Hornbeck, 15 janvier 1941. 711.94/2206, MS, Department of State.

59. Témoignage de l'amiral Stark. *Pearl Harbor Attack*, pt. 5, p. 2391.

60. De l'amiral H. R. Stark aux commandants en chef de la flotte étasunienne du Pacifique, de la flotte asiatique, et de la flotte de l'Atlantique, 3 avril 1941. Ibid., pt. 17, pp. 2462-63.

gements qui y furent appliqués portaient sur davantage que des détails techniques : ils indiquaient une communauté de pensée étroite entre les représentants de haut niveau aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Des liens supplémentaires reliaient les deux pays, et l'ensemble de leurs implications dangereuses ne fut pas perdu pour le président. Un schéma directeur avait été établi pour la coopération anglo-étasunienne. Il allait être mis en place aussitôt que le chef de l'État aurait trouvé un prétexte pour le faire.

26.13 Le Japon recherche la paix, pas la guerre, avec les États-Unis

Alors que Hitler se tournait vers la guerre contre la Russie, il se mit à penser de plus en plus à une assistance japonaise dans ce projet de lutte contre les Soviétiques.

Au cours d'une conférence avec ses dirigeants militaires les 8 et 9 janvier 1941, Staline fut dénoncé comme « maître chanteur au sang froid » qui allait, s'il l'estimait efficace, répudier « n'importe quel traité écrit à n'importe quel moment. » Dans tout défi face à la Russie, l'Allemagne pouvait recevoir une aide vitale de la part du Japon.⁶¹ Une assistance japonaise contre la Grande-Bretagne était tout aussi importante. Lorsque le général Oshima retourna en Allemagne en 1941, il s'empressa de se rendre à Fuschl pour retrouver son vieil ami Ribbentrop. Le représentant nazi des affaires étrangères avait beaucoup de choses à dire. Le Japon, dans son propre intérêt, devait entrer en guerre « dès que possible. » Cette intervention allait détruire la position clé de l'Angleterre en Extrême-Orient. Elle était également « vouée à maintenir les États-Unis hors de la guerre. »⁶²

Le 3 mars, Ribbentrop reprit ses pressions sur Oshima en faveur d'une entrée rapide en guerre du Japon. Il recommanda une fois de plus qu'aucune action ne fût menée contre les États-Unis. Deux jours plus tard (le 5 mars), Hitler produisit un ordre secret aux forces armées allemandes, résumant le point de vue de Ribbentrop :

L'objectif de la collaboration basée sur le Pacte des Trois Puissances est d'amener aussitôt que possible le Japon à adopter des mesures actives en Extrême-Orient. D'importantes forces britanniques se trouveront donc liées par cela, et le centre de gravité de l'intérêt des États-Unis d'Amérique se trouvera détourné vers le Pacifique... L'objectif commun de la conduite de cette guerre doit être rappelé : il s'agit de fixer l'Angleterre sur

61. *Fuehrer Conferences on Matters Dealing with the German Navy*, 1941, I, 4.

62. *Nazi Conspiracy and Aggression*, IV, 1834-PS, 469-75.

*la terre ferme rapidement, et ainsi maintenir les États-Unis hors de la guerre.*⁶³

Le 26 mars, Matsuoka, tenant désormais lieu de ministre japonais des affaires étrangères, arriva à Berlin. Le lendemain, Ribbentrop lui repassa une fois de plus les arguments habituels. Il serait « très avantageux que le Japon décide de prendre dès que possible une part active dans la guerre contre l'Angleterre. » L'intervention japonaise allait « selon toutes probabilités maintenir les États-Unis hors de la guerre. » Lorsque Matsuoka fut mis en présence de Hitler, il entendit une répétition des propos de Ribbentrop, mais refusa de s'engager. Le 28 mars, Ribbentrop poursuivit les conversations avec Matsuoka et la guerre dans le Pacifique fut discutée de tous les angles possibles. En fin de compte, le ministre japonais des affaires étrangères demanda carrément quelle serait l'attitude de l'Allemagne envers les États-Unis une fois la Grande-Bretagne vaincue. Ribbentrop répondit rapidement que « l'Allemagne n'avait pas le moindre intérêt à une guerre contre les États-Unis. » Matsuoka clôtura la conférence en exprimant le désir que les États-Unis pussent être convertis à « notre manière de penser. »⁶⁴

Matsuoka se rendit de Berlin à Moscou où, le 13 avril, il signa avec Molotov un pacte de neutralité. Il est possible que Hitler accueillît ce pacte comme une partie de son plan consistant à calmer les soupçons russes au sujet de l'offensive nazie en approche,⁶⁵ mais il est certain qu'il souleva des appréhensions pour nombre de gens à Berlin.

26.14 L'amiral Nomura lutte pour améliorer les relations japoano-étasuniennes

La nomination de l'amiral Nomura comme ambassadeur aux États-Unis fut une autre action amicale lancée par le gouvernement japonais. Le nouvel ambassadeur avait été l'attaché naval à Washington durant la guerre mondiale, où il avait établi une amitié familière avec Franklin D. Roosevelt, alors assistant secrétaire à la *Navy*. Il avait également été membre de la délégation japonaise auprès de la conférence de désarmement de Washington, en 1921 et 1922. Sa réception à la Maison-Blanche (le 14 février) fut cordiale, mais le président mentionna franchement le fait que les relations entre le Japon et les États-Unis se « dégradaient » constamment.⁶⁶ Au département d'État, il découvrit une « politique de froideur » étudiée « envers les Japonais. »⁶⁷

63. *International Nuremberg Trial*, XXXIV, Hitler's Order, 5 mars 1941, 075-C, 302-5; voir également *Nazi Conspiracy and Aggression*, VI, 906-8.

64. Mémoire d'une conversation entre Ribbentrop et Matsuoka, 28 mars 1941. *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*, pp. 298-303.

65. Elizabeth Wiskemann, *The Rome-Berlin Axis* (New York, 1949), p. 258.

66. Mémoire par le secrétaire Hull, 14 février 1941. *Japan : 1931-1941*, II, 387.

67. Frederick Moore, *With Japan's Leaders* (New York, 1942), p. 171.

Le 8 mars, Hull et Nomura tinrent leur première conversation sur les relations japoano-étasuniennes. Par la suite, il se rencontrèrent plus de quarante fois dans de vaines tentatives de trouver un terrain ferme sur lequel bâtir une nouvelle structure d'amitié. Hitler vit ces négociations avec un franc sentiment d'alarme. Comme le remarqua Ribbentrop :

*Le Fuehrer... voyait l'attitude des États-Unis « aux limites de la guerre, mais sans guerre » et s'inquiétait... des groupes au Japon qui voulaient parvenir à un arrangement avec les États-Unis. Il craignait que si un arrangement pouvait être conclu entre les États-Unis et le Japon, cela allait signifier, pour ainsi dire, que les États-Unis se retrouveraient les mains libres, si bien que l'attaque ou l'entrée en guerre attendue de la part des États-Unis allait se produire plus rapidement.*⁶⁸

Ribbentrop, au printemps 1941, exerça d'importantes pressions sur l'ambassadeur d'Allemagne à Tokyo eu égard aux discussions Hull-Nomura. Le Japon devait insister sur l'abandon des politiques de non-neutralité de la part des États-Unis. L'ambassadeur, en retour, souligna au ministère japonais des affaires étrangères l'importance de se montrer ferme avec les États-Unis. Il s'agissait de la seule manière de maintenir neutres les États-Unis.⁶⁹

26.15 Matsuoka recommande une politique d'attente

Au printemps de l'année 1941, avant de partir pour Berlin, Matsuoka écrivit à Thomas Lamont un « plaidoyer passionné » pour la promotion d'une meilleure entente entre le Japon et les États-Unis. Lorsqu'il parvint à Rome, en route pour Berlin, il reçut un message de la part de l'ambassade du Japon à Washington, selon lequel « un avion spécialement affrété l'attendait à Lisbonne pour l'emmener aux États-Unis rencontrer le président de manière confidentielle. Cela avait été arrangé par Roy Howard, l'ami proche de Matsuoka. » Mais Matsuoka allait commencer par se rendre à Berlin et Moscou pour achever les éléments importants de son programme. À Moscou, il discuta librement avec l'ambassadeur Steinhardt dans une tentative de préparer la voie à des conversations à Washington.⁷⁰ Lorsqu'il arriva à Dairen le 21 avril, il reçut un appel de la part de Konoye qui lui demanda de prendre l'avion sur le champ pour Tokyo. Il rentra à la capitale pour y trouver une proposition étasunienne que Nomura venait d'envoyer depuis Washington par câble.⁷¹

68. Témoignage de Ribbentrop à Nuremberg, 10 septembre 1945. *Nazi Conspiracy and Aggression*, Supplement B., pp. 1200-1201.

69. *Far Eastern Military Tribunal*, pp. 24721-25.

70. Toshikazu Kase, *Journey to the Missouri* (New Haven, 1950), p. 44. Voir également : de l'ambassadeur Steinhardt au secrétaire Hull, Moscou, 24 mars 1941. *Japan : 1931-1941*, II, 143-45.

71. Kase, op. cit., p. 45.

À ce stade, selon le récit donné par [Toshikazu Kase](#), Matsuoka découvrit que les négociations à Washington se déroulaient sur la base d'une suite de conversations « informelles » entre deux prêtres catholiques étasuniens « et un ex-dirigeant du département du Trésor japonais dont l'intégrité était plutôt douteuse. » Pour cette raison, Matsuoka demanda un arrêt des négociations.⁷²

De fait, M. Kase se trompait lourdement sur ce sujet des négociations. Comme le montre clairement le témoignage de l'évêque Walsh, Matsuoka demanda de lui-même à l'évêque Walsh et au père Drought de se rendre en mission spéciale à Washington, et leur programme fut défini au cours d'une suite de conférences entre les dirigeants du ministère des affaires étrangères, le général Muto et le prince Konoye.⁷³ Il est tout à fait incorrect d'affirmer que cette mission avait « été établie sans que le ministre des affaires étrangères en fût informé. »⁷⁴

26.16 Le secrétaire Hull et l'ambassadeur Nomura recherchent vainement une formule de paix

Au cours du printemps et de l'été 1941, au travers de plus de quarante conversations entre Hull et Nomura, la recherche d'une formule de paix fut menée en vain. Ces négociations sont exposées avec moult détails dans les mémoires du prince Konoye⁷⁵ ainsi que dans les documents publiés par le département d'État.⁷⁶

Le gouvernement japonais était prêt à prononcer deux promesses importantes :

1. n'user que de mesures sans violence dans le Pacifique du Sud-Ouest ;
2. ne soutenir l'Allemagne qu'au cas où celle-ci serait l'objet d'une agression.

En échange de ces engagements, le Japon désirait que les États-Unis :

1. rétablissent des relations commerciales normales entre les deux pays ;
2. assistassent le Japon pour lui assurer l'accès aux matières premières de base dans la région du Pacifique du Sud-Ouest ;
3. exerçassent des pressions sur Tchang Kaï-tchek pour qu'il consentît à certaines conditions de paix ;
4. si Tchang refusait de céder à ces pressions, que le gouvernement étasunien retirât son soutien à son régime ;

72. Ibid., p. 45.

73. Ante, section 26.10.

74. Kase, op. cit., p. 45.

75. *Pearl Harbor Attack*, pt. 20, pp. 3985-4029.

76. *Japan : 1931-1941*, II, 325-795.

5. et enfin, accordassent une assistance diplomatique amicale dans l'objectif de retirer à Hong Kong et à Singapour leur rôle de porte d'entrée « à de nouveaux empiètements politiques par les Britanniques en Extrême-Orient. »

Le secrétaire Hull répondit par un mémorandum soulignant les points suivants :

1. le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de chacune des nations ;
2. le soutien au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays ;
3. le soutien au principe d'égalité, y compris l'égalité des opportunités commerciales ;
4. l'absence de perturbation du statu quo dans le Pacifique sauf lorsque celui-ci peut-être modifié suivant des moyens non violents.⁷⁷

Les explosions verbales pratiquées par Matusoka perturbèrent la discussion de ces bases en vue d'un accord amical. Le 14 mai, il eut une conversation avec l'ambassadeur Grew, au cours de laquelle il critiqua vertement l'attitude des États-Unis envers l'Allemagne. Les attaques étatsuniennes contre les sous-marins allemands pouvaient provoquer l'invocation de l'Article 3 du [Pacte Tripartite](#) du 27 septembre 1940.⁷⁸

Cette conversation fut l'objet d'un commentaire par Sumner Welles au cours d'une conférence avec l'ambassadeur britannique. Lord Halifax s'enquit de connaître l'avancée des dialogues Hull-Nomura. Quelle était la probabilité qu'ils débouchassent sur un résultat satisfaisant ? Welles pensait que les « chances pouvaient ne pas dépasser les 10 % ». Il remit ensuite à Halifax une copie d'une lettre que Matsuoka avait écrite à Grew aussitôt après leur conversation du 14 mai. Elle était écrite dans un style tellement décousu que Halifax la qualifia de « preuve de folie. » Welles partageait cette impression, mais parvint finalement à la conclusion que cela « pourrait découler du fait que M. Matsuoka est connu pour boire avec beaucoup d'excès en ce moment, et que son état mental au moment de l'écriture de cette lettre pourrait être temporaire, et non permanent. »⁷⁹

Il est évident que l'état d'esprit belligérant de Matsuoka était le résultat de pressions exercées depuis Berlin. Hitler allait bientôt lancer son attaque contre la Russie, et était particulièrement préoccupé de voir les États-Unis maintenir leur neutralité. Mais cette menace japonaise ne suffit pas à contenir Roosevelt. Le 20 juin, une annonce fut faite à Washington : les ports de la côte Est des États-Unis (y compris le Golfe du Mexique) n'expédieraient plus de pétrole sauf à destination de l'Empire britannique

77. Ibid., p. 407.

78. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, 14 mai 1941. Ibid., pp. 145-48.

79. Mémorandum d'une conversation entre Sumner Welles et le vicomte Halifax, 17 mai 1941. 711.94/2207, MS, Department of State.

et de l'hémisphère occidental. Deux jours plus tard, les armées de Hitler traversèrent la frontière russe et l'offensive allemande commença à se déployer. Lorsque la nouvelle parvint à Tokyo, Matsuoka se rendit en hâte chez l'Empereur et exhorta avec véhémence à un soutien japonais de l'Allemagne en attaquant la Russie sur-le-champ. Il reconnut aisément que son programme impliquait une possible guerre contre les États-Unis.⁸⁰

Quoique Konoye désirât donner un coup de frein aux tactiques vers l'avant déployées par Matsuoka, les dirigeants de l'armée japonaise étaient rétifs, et les conférences de liaison du 25 juin et du 2 juillet définirent un nouveau programme dangereux :

1. Le Japon ne devait pas se précipiter dans un conflit contre les Soviétiques ;
2. Le pacte tripartite ne devait pas être abandonné ;
3. Le Japon devait agir au Sud, en Indochine.⁸¹

Cette décision parvint aux oreilles de Washington au cours de la première semaine du mois de juillet. Le code de chiffrement japonais avait été compromis, et entre les mois de juillet et décembre 1941, le président et le secrétaire d'État purent lire les instructions envoyées par le ministère japonais des affaires étrangères à Nomura.⁸² Le projet de poussée japonaise vers le Sud fut bientôt connu jusque dans ses moindres détails.

26.17 Matsuoka est écarté, mais Roosevelt se fait plus belliqueux

Le prince Konoye accepta à contrecœur les décisions des conférences de liaison, mais était déterminé à ne pas subir les arguments constants de Matsuoka en vue d'une politique plus dure vis-à-vis des États-Unis. Au cours des nouvelles conférences de liaison des 10 et 12 juillet, Matsuoka mena une attaque acharnée contre les États-Unis et demanda même l'arrêt des conversations Hull-Nomura. Mais les représentants de l'armée et de la marine pour la conférence restaient fortement favorables à la poursuite des discussions, si bien que les propositions de Matsuoka furent rapidement mises en défaut. Il était évident que le ministre des affaires étrangères était très impopulaire auprès de ses collègues, qui avaient décidé de se débarrasser de lui par la bande. Le 16 juillet, le cabinet tout entier démissionna. Il fut alors demandé à Konoye de constituer un nouveau cabinet, et une fois que cela fut organisé, l'amiral Toyoda reçut le poste de ministre des affaires étrangères.

80. « Memoirs of Prince Konoye, » *Pearl Harbor Attack*, pt. 20, p. 3993. Voir également le journal personnel du Marquis Koichi Kido, dans *Par Eastern Military Tribunal*, Exhibit No. 635.

81. « Memoirs of Prince Konoye, » op. cit., pp. 4018-19.

82. Ces messages envoyés par Tokyo à Washington, interceptés et déchiffrés, sont livrés en détail dans *Pearl Harbor Attack*, pt. 12, pp. 1-316.

Ce changement important de cabinet ne produisit guère d'impression sur le président, pas plus que sur plusieurs de ses conseillers qui avaient poussé à l'adoption de sanctions contre le Japon. L'un des plus actifs d'entre eux était Henry L. Stimson, le secrétaire de la guerre. Dès le 16 décembre 1940, il confia à son journal personnel que les États-Unis finiraient par être entraînés dans la guerre.⁸³ Au cours du printemps et de l'été 1941, il n'eut de cesse d'exhorter le président à adopter des mesures plus fermes contre les Allemands.⁸⁴

Certaines des instructions envoyées par Tokyo à Nomura renforcèrent les conseils prodigués par Stimson. Ces messages interceptés étaient présentés au président, et influençaient ses décisions. Le 14 juillet, un message particulièrement important fut décodé. Il indiquait clairement les objectifs du Japon : « L'objet immédiat de notre occupation de l'Indochine française sera de parvenir à accomplir nos objectifs sur place. En deuxième, le dessein de cette occupation est, lorsque la situation internationale s'y prêtera, de lancer en partant de ce pays une attaque rapide... Dans l'ensemble, en utilisant nos forces armées... nous écraserons une bonne fois pour toutes la puissance militaire anglo-étasunienne et leur capacité à contribuer à tout projet dirigé contre nous. »⁸⁵ Une semaine plus tard, le ministère des affaires étrangères envoya des instructions de mauvais augure à l'ambassadeur Nomura :

*Si les États-Unis... en venaient à agir en ce moment d'une manière qui irrite le Japon de manière indue (comme... en gelant des actifs), une situation extrêmement critique pourrait se présenter. Veuillez aviser les États-Unis de ce fait, et essayer de susciter une amélioration de la situation.*⁸⁶

Les dirigeants du cabinet étasunien se mirent dès lors à discuter de ce que le ministère japonais des affaires étrangères craignait le plus. Le département de la *Navy* recommandait la prudence, le département du Trésor s'inquiétait qu'une action rapide fût entreprise contre le Japon, et le département d'État vacillait de jour en jour. Le 24 juillet, le président tint une conférence avec l'ambassadeur Nomura et s'exprima avec une franchise brutale. Il affirma qu'il n'avait pas fermé les approvisionnements en provenance du Japon car cela aurait fourni un prétexte à « agir vers le Sud sur les Indes orientales néerlandaises. » Mais au vu des manques de pétrole dans la partie Est des États-Unis, nombreux étaient ceux qui voulaient savoir pourquoi de nouvelles expéditions de pétrole à destination

83. Henry L. Stimson et McGeorge Bundy, *On Active Service in War and Peace* (New York, 1948), p. 366.

84. *Ibid.*, pp. 367-76.

85. Message japonais entre Canton et Tokyo, intercepté, 14 juillet 1941. *Pearl Harbor Attack*, pt. 12, pp. 2-3.

86. Du ministère japonais des affaires étrangères à l'ambassadeur Nomura, 23 juillet 1941. *Ibid.*, pp. 4-5.

du Japon pouvaient se poursuivre alors que ce pays suivait une politique d'agression. Au cas où le Japon agirait contre les Indes orientales néerlandaises, il pouvait être certain que la Grande-Bretagne se précipiterait à l'assistance des Hollandais, et que ceci pourrait à son tour déclencher la participation des États-Unis dans les hostilités. Le président affirma alors qu'il avait une proposition à soumettre à l'ambassadeur :

*Si le gouvernement japonais s'abstient d'occuper l'Indochine avec ses forces militaires et navales, ou dans l'hypothèse où une telle action aurait déjà été entreprise, si le gouvernement japonais retirait ses forces d'Indochine, le président pouvait assurer au gouvernement japonais qu'il ferait tout ce qu'il pourrait pour obtenir de la part des gouvernements de Chine, de Grande-Bretagne, de Hollande et bien sûr des États-Unis eux-mêmes, une déclaration exécutoire et solennelle... considérant l'Indochine comme un pays devenu neutre.*⁸⁷

Le lendemain (25 juillet), le colonel Iwakuro tint une longue conversation avec M. Ballantine et exprima l'espoir qu'une entente avec les États-Unis pourrait être réalisée. Pour autant que le Japon était concerné, cela pouvait être assuré de manière satisfaisante si le gouvernement étasunien « n'adoptait pas de mesures de la nature d'embargo ou de gel d'actifs contre le Japon. »⁸⁸

Le président ne fut pas impressionné par cette mesure de bonne volonté. Le lendemain (26 juillet), un ordre fut proclamé de geler les fonds japonais aux États-Unis. Lorsque l'ambassadeur Nomura appela le département d'État pour se renseigner sur l'administration de cet ordre, il fut reçu de manière très froide par Sumner Welles. Il exprima l'espoir que la mesure n'allait pas impliquer de « nouvelles détériorations des relations entre nos deux pays, » mais Welles para la requête indirecte en évoquant l'« extraordinaire patience dont les États-Unis ont fait preuve dans leurs relations avec le Japon au cours des années récentes. » Nomura remarqua calmement qu'il pensait que la meilleure chose à faire au vu des circonstances était d'adopter une « solution de compromis pouvant s'avérer acceptable pour les deux parties. » Welles répondit vivement qu'il ne voyait pas « qu'il existe le moindre terrain pour une solution de compromis. »⁸⁹

Il était évident que Welles pensait à la guerre.

Ce sentiment de blocage s'approfondit au cours d'une conversation entre Welles et M. Wakasugi, le représentant du Japon aux États-Unis.

87. Mémoire d'une conversation entre le président Roosevelt et l'ambassadeur du Japon, 24 juillet 1941. *Japan : 1931-1941*, II, 527-30.

88. Mémoire d'une conversation entre le colonel Iwakuro et M. Ballantine, 25 juillet 1941. *Ibid.*, pp. 530-32.

89. Mémoire d'une conversation entre Sumner Welles et l'ambassadeur Nomura, 28 juillet 1941. *Ibid.*, pp. 537-39. Pour le récit livré par Nomura des négociations avec les États-Unis, voir son article « Stepping-Stones to War, » *Proceedings of the United States Naval Institute*, LXXVII, No. 9 (septembre 1951), 927-30.

Wakasugi était sur le point de rentrer à Tokyo pour faire un rapport à son gouvernement sur l'état des relations japo-étasuniennes. Il voulait une déclaration franche de la part de M. Welles à cet égard. Le secrétaire d'État par intérim fut content de lui répondre à sa manière froide et détachée. Le Japon devait toujours conserver à l'esprit les principes de base de la politique étrangère des États-Unis :

*Le maintien de la paix dans le Pacifique : la renonciation de la part de toutes les puissances intéressées au Pacifique à la force et à la conquête comme politique nationale ; la reconnaissance des droits des peuples indépendants et autonomes du Pacifique à l'indépendance et à l'intégrité ; et l'égalité d'opportunités et le juste traitement pour chacun. . . Si le Japon poursuivait une politique agressive de force et entreprenait des actions d'expansion. . . J'ai estimé nécessaire à ce stade d'affirmer que selon mon jugement, une telle situation allait inévitablement être considérée comme intolérable par les États-Unis et. . . allait inévitablement déboucher sur des hostilités armées dans le Pacifique.*⁹⁰

Cette menace de guerre était très décourageante pour Wakasugi, qui comprenait clairement que les relations japo-étasuniennes avaient atteint une impasse qui présentait des implications très dangereuses. Le lendemain (5 août) il reçut des instructions depuis Tokyo exposant clairement les profondes préoccupations ressenties par le ministère des affaires étrangères vis-à-vis de la situation : « Nous sommes convaincus que nous avons atteint le moment le plus important, et à la fois le plus critique, des relations japo-étasuniennes. »⁹¹ Pour améliorer ces relations dégradées, le gouvernement japonais était prêt à promettre qu'il n'allait « plus stationner ses soldats dans les régions du Sud-Ouest du Pacifique sauf en Indo-Chine française et que les soldats japonais à présent stationnés en Indo-Chine française seront retirés sans délai à l'issue du règlement de l'incident de Chine. » Le Japon serait heureux de garantir la neutralité des îles des Philippines si les États-Unis, de leur côté, suspendaient leurs mesures militaires dans les régions du Sud-Ouest du Pacifique, aidaient le Japon à sécuriser les accès aux ressources naturelles importantes de ces régions, et rétablissaient également des relations commerciales normales entre le Japon et les États-Unis. En réponse à une déclaration orale de l'ambassadeur japonais, Hull répondit qu'il se sentait « certes très découragé » au sujet des relations futures entre les deux pays.⁹²

90. Mémorandum d'une conversation entre Sumner Welles et M. Wakasugi, 4 août 1941. Ibid., pp. 540-46.

91. Du ministère japonais des affaires étrangères à l'ambassadeur Nomura, 5 août 1941. *Pearl Harbor Attack*, pt. 12, pp. 10-11.

92. Mémorandum d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur Nomura. *Japon : 1931-1941*, II, 546-50.

À Tokyo, un découragement semblable amena le ministère Konoye à envoyer des instructions à Nomura pour sonder le secrétaire Hull au sujet d'une réunion conjointe entre le premier ministre et le président Roosevelt.⁹³ Lorsque l'ambassadeur japonais remit à Hull sa proposition de conférence entre le prince Konoye et le président Roosevelt, la réponse parvint sous la forme d'un mémorandum écrit rejetant les propositions japonaises du 6 août comme « manquant de réactivité. »⁹⁴ Il était évident que Hull pensait qu'une rencontre entre Konoye et Roosevelt ne servirait à rien. Ce fait était clair aux yeux de Nomura qui envoya un câble au ministère des affaires étrangères affirmant qu'il craignait fortement « que même l'offre du premier ministre à venir ici en personne n'allait pas faire bouger les États-Unis de manière perceptible. » Il ne put que rapporter qu'il voyait « de sombres nuages sur le monde. »⁹⁵

26.18 La conférence de l'Atlantique pousse les États-Unis plus près d'une rupture avec le Japon

Pour le Japon, de très sombres nuages s'amoncelaient sur l'horizon de Terre-Neuve. Au soir du 9 août, dans le port d'Argentia, en Terre-Neuve, Roosevelt et Churchill tinrent leur première conférence. Les Britanniques étaient particulièrement préoccupés par le danger d'une poussée japonaise dans la région Sud-Ouest du Pacifique, et Sir Alexander Cadogan avait esquisé des déclarations anglo-étasuniennes parallèles conçues pour bloquer cette avancée possible. Les États-Unis devaient énoncer très franchement que « tout nouvel empiètement par le Japon dans le Pacifique Sud-Ouest » allait contraindre les États-Unis à adopter des mesures pouvant amener à la guerre. Pour mettre en œuvre cette déclaration, le président allait « rechercher l'autorité du Congrès » afin d'employer les forces armées étasuniennes comme il jugeait qu'elles le seraient le mieux. Le président rejeta sur le champ toute idée de consultation du Congrès. C'est de sa propre initiative et sous sa propre responsabilité qu'il allait faire savoir au gouvernement japonais que si ses forces armées se déplaçaient vers le Sud, « diverses étapes allaient devoir être menées par les États-Unis en dépit de la compréhension par le président que l'adoption de telles mesures pourrait déboucher sur la guerre entre les États-Unis et le Japon. » Mais Sumner Welles pensait que les États-Unis devaient jouer le rôle de policier dans une région bien plus vaste que le Pacifique Sud-Ouest. Les États-Unis

93. Du ministère japonais des affaires étrangères à l'ambassadeur Nomura, 7 août 1941. *Pearl Harbor Attack*, pt. 12, pp. 12-13.

94. Mémorandum d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur Nomura, 8 août 1941. *Japan : 1931-1941*, II, 550-53.

95. De l'ambassadeur Nomura au ministère japonais des affaires étrangères, 9 août 1941. *Pearl Harbor Attack*, pt. 12, p. 15.

devaient se tenir prêts à repousser toute poussée japonaise qu'elle fût dirigée « contre la Chine, contre l'Union soviétique ou contre les Dominions ou les colonies britanniques, ou encore les colonies de la Hollande dans la zone du Pacifique Sud. » Churchill et Roosevelt étaient en plein accord avec cette formule étendue,⁹⁶ mais le président était trop prudent pour diffuser cela sur les ondes radios écoutées par le grand public étasunien. Il valait mieux conserver le secret sur cet accord.

Churchill n'avait pas réussi à obtenir de déclaration parallèle dirigée directement vers la guerre, mais les promesses de soutien prodiguées par Roosevelt soulagèrent la plupart de ses craintes. Ce fait fut révélé dans son discours au parlement du 27 janvier 1942 : « La probabilité, depuis la [Conférence de l'Atlantique](#). . . pour que les États-Unis, même s'ils ne sont pas directement attaqués, entrent dans une guerre en Extrême-Orient, et assurent ainsi la victoire finale, sembla dissiper certaines de ces anxiétés. . . Au fur et à mesure du passage du temps, l'assurance croissait que si le Japon faisait fi des règles dans le Pacifique, nous ne devrions pas nous battre seuls. »⁹⁷

26.19 Roosevelt refuse de rencontrer le prince Konoye

Roosevelt tint la promesse qu'il avait faite à Churchill en remettant le 17 août une déclaration à l'ambassadeur du Japon. Celle-ci était rédigée dans un langage indûment provocateur, mais sa signification était des plus claires :

Si le gouvernement japonais mène de nouvelles actions dans le sens d'une politique ou d'un programme de domination militaire par la force ou par la menace de la force dans les pays voisins, le gouvernement des États-Unis se verra contraint de mener immédiatement toute action qu'il pourra estimer nécessaire pour assurer les droits et intérêts légitimes des États-Unis et des ressortissants étasuniens, et pour assurer la sûreté et la sécurité des États-Unis.

Au sujet d'une rencontre entre le prince Konoye et le président Roosevelt, l'ambassadeur du Japon fut informé que si son gouvernement était prêt « à suspendre ses activités expansionnistes » et à s'embarquer dans un « programme pacifique pour le Pacifique, » le gouvernement des États-Unis « serait heureux d'essayer de définir l'endroit et le moment propices pour échanger des vues. »⁹⁸

96. Mémoires de conversations à Argentia entre le président Roosevelt, le premier ministre Churchill, Sir Alexander Cadogan, Harry Hopkins, et Sumner Welles. Ibid., pt. 4, pp. 1784-92.

97. Winston S. Churchill, *The End of the Beginning* (Boston, 1943), p. 33.

98. *Japan : 1931-1941*, II, 556-59.

Avant que cette déclaration par Roosevelt pût atteindre Tokyo, Toyoda, le ministre des affaires étrangères tint une conférence avec l'ambassadeur Grew et mit une fois de plus fermement en avant l'idée d'une rencontre à Honolulu entre Konoye et Roosevelt. Il espérait ardemment qu'une telle rencontre serait possible « pour parvenir à un accord juste et équitable. »⁹⁹

Grew fut si fortement impressionné par la sincérité du plaidoyer de Toyoda qu'il envoya sur-le-champ une dépêche au secrétaire Hull et exhorta, « avec toutes les forces dont il disposait, afin d'éviter la possibilité évidemment croissante d'une guerre tout à fait futile entre le Japon et les États-Unis, à ce que la proposition japonaise ne fût pas écartée sans un examen très pieux. . . L'opportunité est ici présentée. . . d'une action digne du plus haut niveau de pertinence politique. . . en surmontant ainsi des obstacles apparemment indépassables à la paix dans le Pacifique. »¹⁰⁰

Le 28 août, l'ambassadeur Nomura remit au président Roosevelt un message personnel de la part de Konoye, plaidant pour une rencontre pouvant « explorer la possibilité de sauver la situation. »¹⁰¹

Dans ses remarques à Nomura au sujet d'une possible rencontre avec Konoye, le président apparut penser qu'il lui serait difficile de se rendre jusque Hawaï. Peut-être que Juneau, en Alaska, serait une destination plus appropriée.¹⁰²

Alors que le président vacillait sur la trajectoire à adopter vis-à-vis de cette proposition de rencontre avec Konoye, une conférence impériale fut tenue le 6 septembre. Il fut finalement décidé que les préparations de guerre japonaises devaient être poursuivies afin « qu'elles soient terminées approximativement pour la fin du mois d'octobre. » Dans le même temps, le ministère des affaires étrangères devait « tenter par tous les moyens diplomatiques possibles de faire accepter nos demandes par les États-Unis et l'Angleterre. » Si ces négociations ne débouchaient pas sur des résultats favorables pour le début du mois d'octobre, le gouvernement devait « se préparer à la guerre contre les États-Unis. »¹⁰³

La position du Japon était très claire. Il insistait sur la reconnaissance de la domination du Japon sur l'Extrême-Orient. Dans l'accord Root-Takahira du 30 novembre 1908, nous avons accordé au Japon le feu vert pour avancer en Mandchourie.¹⁰⁴ Le Japon avait tiré parti des suggestions amicales émises par le président Theodore Roosevelt et s'était solidement enraciné dans de vastes régions de la Chine du Nord. Face à l'expansion rapide de la puissance russe en Extrême-Orient, cette action avait été

99. Mémoire par l'ambassadeur Grew, 18 août 1941. Ibid., pp. 560-64.

100. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, Tokyo, 18 août 1941. Ibid., p. 565.

101. Du prince Konoye au président Roosevelt, 27 août 1941. Ibid., pp. 572-73.

102. Mémoire par le secrétaire Hull d'une conférence entre le président et l'ambassadeur Nomura, 28 août 1941. Ibid., pp. 571-72.

103. « Memoirs of Prince Konoye, » *Pearl Harbor Attack*, pt. 20, pp. 4004-5.

104. Ante, [Introduction historique](#).

considérée comme un impératif national. En Extrême-Orient, l'avenir appartenait ou bien au Japon, ou bien à la Russie, pas à une Chine épuisée par un cycle sans fin de guerres, de révolutions, et de nouvelles guerres. La politique du président Franklin D. Roosevelt et du secrétaire Hull, consistant à accorder un soutien ferme à une Chine gravement affaiblie, était des plus irréalistes, et l'effondrement qui se produisit plus tard de la position étasunienne en Chine remonte directement aux décisions prises aux mois de septembre et d'octobre 1941.

Au cours des semaines riches en événements du mois de septembre, le président Roosevelt parut incapable de se décider au sujet de la possibilité d'une rencontre avec Konoye. Pour dissiper ce sentiment d'incertitude, la division des affaires d'Extrême-Orient (M. Ballantine) prépara un long mémorandum fortement critique sur le Japon. En conclusion, M. Ballantine y faisait la remarque : « La tenue de la rencontre entre le président et le premier ministre japonais sur la base du présent statut des discussions entre notre pays et le Japon générerait plus d'inconvénients que d'avantages pour les intérêts et la ligne politique de notre pays. »¹⁰⁵ Depuis Tokyo, l'ambassadeur Grew s'exprima en prenant un angle totalement différent. Il n'allait pas s'accrocher de manière inflexible à certains principes et exiger que le Japon acceptât chacun d'entre eux. Les différends politiques peuvent s'exprimer avec des nuances qui n'ont pas besoin de faire s'affronter les nations impliquées dans certaines controverses ; il n'est pas nécessaire d'insister sur le motif conventionnel du blanc et du noir. Si les États-Unis pouvaient faire montre d'un esprit léger de compromis, cette concession pourrait susciter des concessions de la part du Japon et un chemin d'entente pourrait être trouvé. Il n'y avait pas véritablement d'intérêt à insister pour que Konoye acceptât un long agenda pouvant susciter une opposition immédiate au Japon. Au cours des sessions d'une conférence entre Konoye et Roosevelt, il était très possible qu'un esprit de réciprocité pût se lever, qui pourrait à son tour renverser les pensées depuis la guerre vers la paix. La situation exigeait un doigté politique du plus haut niveau. Il ne semblait exister aucune raison de douter que celui-ci pût se trouver à Washington.¹⁰⁶

Malheureusement, en ce temps de crise nationale, le président Roosevelt ne mesurait pas les demandes du moment. Sans le courage de prendre une décision sur le sujet de la rencontre avec Konoye, il poussa la responsabilité sur les épaules du secrétaire Hull. Hull n'hésita pas. Il était toujours « remonté » en de telles occasions. Le 2 octobre, il remit à l'ambassadeur Nomura une déclaration contenant tous les clichés de Hull au sujet des hauts principes moraux constituant la force directrice des relations internationales. Les pratiques étasuniennes douteuses employées dans les

105. Mémorandum par la division des affaires d'Extrême-Orient, 23 septembre 1941. 711.94/2344, *Strictly Confidential*. MS, Department of State.

106. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, 29 septembre 1941. *Japon : 1931-1941*, II, 645-50.

Caraïbes ne furent pas mentionnées. Après une longue répétition des raisons pour lesquelles les conversations Hull-Nomura avaient constitué un échec patent, il remarqua de manière sonore qu'avant qu'une rencontre pût se dérouler entre le président et le prince Konoye, il faudrait commencer par un accord sur des principes politiques fondamentaux.¹⁰⁷

Il savait qu'un accord de ce type n'était pas possible. Il avait préparé l'édifice étasunien à un état de guerre. Celle-ci n'allait plus tarder.

26.20 Le général Marshall et l'amiral Stark opposent un ultimatum au Japon

La note de Hull du 2 octobre ne tarit pas tous les espoirs japonais en vue d'un ajustement des difficultés avec les États-Unis. Konoye continuait de penser faiblement qu'à travers des canaux indirects, il pourrait trouver un moyen de convaincre le président Roosevelt de sa sincérité. Durant les mois d'août et de septembre 1941, il avait œuvré en passant par l'évêque Walsh, de la mission Maryknoll, qui avait envoyé de nombreux messages au père Drought à New York. Ces messages, qui révélaient un fervent désir d'arrangement, étaient « dissimulés sous un phrasé missionnaire. » Le père Drought transmis les messages à Washington, mais sans résultat. En fin de compte, le 14 octobre, Walsh fut chargé par Konoye de se rendre en hâte à Washington et de dire au président que « la pression des événements sur le gouvernement japonais était telle qu'il ne pourrait négocier très longtemps. »¹⁰⁸ Le ministère Konoye tomba bien avant l'arrivée de Walsh à Washington.

Dans l'intervalle, Toyoda, le ministre des affaires étrangères, s'était tourné vers l'ambassadeur britannique à Tokyo et avait demandé son aide au sujet de la rencontre entre Konoye et Roosevelt. Craigie envoya sur-le-champ un câble à Londres, exposant sa vision de la situation. Ce message était résolument critique de la politique de Hull :

Poursuivant une politique de paralysie, les États-Unis pinaillent sur chaque mot et chaque phrase, arguant qu'il s'agit d'un préliminaire essentiel à toute forme d'accord. Il semble apparent que les États-Unis ne comprennent pas le fait qu'en vertu de la nature des Japonais, et qu'à cause de la situation intérieure qui est celle du Japon, aucun délai ne peut être approuvé. Il serait certes très regrettable que la meilleure opportunité d'un règlement des problèmes de l'Extrême-Orient depuis que j'ai pris mon poste ici se perde d'une telle manière... L'ambassadeur des États-Unis et moi-même partageons l'opinion selon

107. Déclaration orale faite par le secrétaire Hull à l'ambassadeur Nomura, 2 octobre 1941. Ibid., pp. 656-61.

108. Déclaration sous serment de l'évêque Walsh, *Far Eastern Military Tribunal*, Exhibit No. 3441, pp. 32985-90.

*laquelle il serait stupide de laisser passer cette superbe opportunité en affichant une attitude indûment soupçonneuse.*¹⁰⁹

Le 7 octobre, dans une dernière offre d'entente avec les États-Unis, Toyoda affirma à Grew qu'il semblait apparent que les États-Unis « désiraient que le gouvernement japonais revînt en arrière sur-le-champ et sans réserve au statu quo qui avait régné il y a quatre ans. . . Le gouvernement japonais était prêt à revenir à la situation qui régnait il y a quatre ans, mais il était essentiel que le gouvernement des États-Unis comprît que défaire en l'espace d'un instant le travail des quatre années passées représente une entreprise titanesque. » Il faudrait laisser du temps au gouvernement japonais, et de la compréhension de la part du gouvernement étasunien.¹¹⁰

Mais ces gestes de conciliation n'évoquèrent pas de la part de Washington la réponse espérée, si bien que le 16 octobre, le cabinet Konoye démissionna.¹¹¹ Dans le nouveau cabinet, le général Hideki Tojo se vit attribuer le poste de premier ministre, avec Shigenori Togo comme nouveau ministre des affaires étrangères. Le récit des tentatives menées par le cabinet Tojo à trouver une formule d'arrangement avec les États-Unis est une vieille histoire qu'il n'est pas nécessaire de répéter ici.¹¹² Le côté désespéré de la situation apparaissait à l'ambassadeur Grew, qui avertit le secrétaire Hull qu'une « action par le Japon pouvant rendre inévitable un conflit armé avec les États-Unis peut survenir avec une soudaineté dangereuse et dramatique. »¹¹³

L'armée craignait cette attaque japonaise subite sur un avant-poste étasunien, et fut profondément perturbée au cours d'une réunion du conseil conjoint entre l'armée et la marine lorsque M. Hornbeck, représentant le département d'État, se fit l'avocat d'une position ferme face au Japon.¹¹⁴ Les forces armées n'étaient pas prêtes à la guerre contre le Japon, et s'indignèrent de la pression exercée par Tchang Kai-tchek pour obtenir une assistance pouvant déboucher sur une intervention étasunienne. Le 2 novembre, le Generalissimo écrivit à Roosevelt qu'une nouvelle offensive japonaise contre Yunnan pourrait secouer le moral de l'armée chinoise et du peuple chinois « jusqu'en ses fondations. » Pour la « première fois dans cette longue guerre, un véritable effondrement de la résistance serait

109. *Pearl Harbor Attack*, pt. 12, p. 51.

110. Joseph C. Grew, *Ten Years in Japan*, pp. 451-52.

111. « Memoirs of Prince Konoye, » *Pearl Harbor Attack*, pt. 20, pp. 4007-11. Voir également *Far Eastern Military Tribunal*, Exhibit No. 2250.

112. Herbert Feis, *The Road to Pearl Harbor* (Princeton, 1950), pp. 282-325; Charles A. Beard, *President Roosevelt and the Coming of the War 1941* (New Haven, 1948), pp. 496-516; Frederic R. Sanborn, *Design for War* (New York, 1951), pp. 377-425.

113. De l'ambassadeur Grew au secrétaire Hull, 3 novembre 1941. *Japan : 1931-1941*, II, 704.

114. *Pearl Harbor Attack*, pt. 14, pp. 1062-65; pt. 5, PP- 2085-86.

possible » si la poussée japonaise réussissait à s'emparer de Kunming. ¹¹⁵

Le général Marshall et l'amiral Stark étaient extrêmement inquiets de ce que ces appels de la part de Tchang Kai-tchek pussent pousser le président à une action irréfléchie. Le 5 novembre, après une revue de la situation en Extrême-Orient, ils recommandèrent fortement qu'« aucun ultimatum ne fût délivré au Japon. » ¹¹⁶

Cette recommandation brusque ralentit temporairement l'avancement du président sur la voie de la guerre. Le lendemain (6 novembre), il eut une conversation avec le secrétaire Stimson au sujet du besoin pressant de temps pour terminer les préparatifs militaires des États-Unis. Il serait bien de la part du département d'État d'établir une trêve « au travers de laquelle aucun mouvement d'armement ne se produirait durant six mois. » Stimson était opposé à cette trêve. Il restait « très important de maintenir les Chinois dans la guerre, et je pensai qu'ils estimeraient qu'une telle trêve serait une désertion vis-à-vis d'eux, et que cela pourrait affecter très gravement le moral chinois. » Le 7 novembre, le président interrogea le cabinet sur la question de savoir s'il allait recevoir un soutien populaire « s'il devenait nécessaire de frapper le Japon au cas où il attaquerait l'Angleterre en Malaisie ou les Hollandais dans les Indes orientales. Le cabinet fut unanime : le pays soutiendrait cette action. » ¹¹⁷ Cette unanimité ne fut pas aussi véritable que le journal personnel du secrétaire Stimson se plaît de l'indiquer. Hull pensait qu'il restait tout à fait nécessaire que de nombreux discours fussent prononcés dans tout le pays pour préparer le peuple à l'éventualité de la guerre. ¹¹⁸

La tragédie de la situation était que les États-Unis étaient véritablement en guerre sans que l'esprit populaire ne l'ait clairement perçu. Comme l'écrivit l'amiral Stark à l'amiral Hart le 7 novembre : « La marine est déjà en guerre dans l'Atlantique, mais le pays ne semble pas le comprendre. L'apathie de la part de l'opposition est évidente dans une part considérable de la presse. . . Que le pays le sache ou non, nous sommes en guerre. » ¹¹⁹

26.21 Le Japon se fait manœuvrer jusqu'à tirer le premier à Pearl Harbor

Au cours de la seconde semaine du mois de novembre 1941, les tensions se mirent à monter à Tokyo. Le 10 novembre, le ministre japonais des

115. De Tchang Kai-tchek au président Roosevelt, 2 novembre 1941. *Ibid.*, pt. 15, pp. 1476-78.

116. *Ibid.*, pt. 14, pp. 1061-62; pt. 16, pp. 2222-23.

117. Journal personnel de Henry L. Stimson, 6-7 novembre, *Pearl Harbor Attack*, pt. 11, p. 5420.

118. Du secrétaire Hull au Juge Roberts, 30 décembre 1941. *Ibid.*, pt. 20, p. 4112.

119. De l'amiral Stark à l'amiral Hart, 7 novembre 1941. *Ibid.*, pt. 5, p. 2121.

affaires étrangères exprima à Grew l'opinion selon laquelle les « conversations préliminaires et exploratoires » à Washington avaient duré assez longtemps. Il était temps pour les deux pays d'« entrer dans des négociations formelles et officielles. » Le gouvernement japonais avait « fait des propositions de manière répétée, calculées pour approcher le point de vue étasunien, mais le gouvernement des États-Unis... n'avait rien fait pour s'approcher de la position japonaise. »¹²⁰ Le même jour (10 novembre), l'ambassadeur Nomura présenta au président Roosevelt une nouvelle explication des propositions de son gouvernement. Dans l'intervalle, le ministère japonais des affaires étrangères donna pour instruction à Nomura que la date du 25 novembre était la date butoir. Toutes les négociations devaient avoir été menées avant cette date.¹²¹ Cette échéance fut répétée depuis Tokyo le 11 novembre.¹²²

Sous pression de la part du ministère des affaires étrangères, Nomura était extrêmement impatient d'obtenir une réponse rapide aux propositions japonaises des 7 et 10 novembre. Alors qu'il attendait cette réponse, il prit note des préparations militaires que l'administration Roosevelt se hâtait de réaliser : « Concrètement, ils s'ingénient par tous les moyens possibles à se préparer à une guerre. »¹²³

Tokyo répondit à ce câblogramme en insistant sur le fait que la date butoir du 25 novembre était « absolument immuable. »¹²⁴

Le secrétaire Hull connaissait cette date butoir suite aux interceptions des instructions japonaises envoyées à Nomura, si bien qu'il fit le 15 novembre à Nomura une longue déclaration orale établissant les bases d'un accord. Il savait que ces conditions ne seraient pas acceptables pour le Japon. « Le contrôle total de ses affaires économiques, financières et monétaires » devait être rendu à la Chine, et le Japon devait abandonner toute idée de conserver en Chine, ou n'importe où dans la région du Pacifique, une « position préférentielle. »¹²⁵

Le ton abrupt de cette note était un défi qui pouvait facilement amener à une rupture des relations diplomatiques. Le Japon avait craint depuis longtemps qu'une telle rupture fût inévitable, mais au cours d'une dernière tentative d'éviter la crise, il avait été décidé d'envoyer à Washington un autre diplomate pour assister Nomura dans les négociations délicates qui

120. Mémoire par l'ambassadeur Grew, 10 novembre 1941. *Japan : 1931-1941*, II, 710-14.

121. Du ministère japonais des affaires étrangères à l'ambassadeur Nomura, 5 novembre 1941. *Pearl Harbor Attack*, pt. 12, p. 100.

122. Du bureau japonais des affaires étrangères à l'ambassadeur Nomura, 11 novembre 1941. *Ibid.*, pp. 116-17.

123. De l'ambassadeur Nomura au ministère japonais des affaires étrangères, 14 novembre 1941. *Ibid.*, pt. 12, p. 127.

124. Du ministère japonais des affaires étrangères à l'ambassadeur Nomura, 15 novembre 1941. *Ibid.*, p. 130.

125. Déclaration orale faite par le secrétaire Hull à l'ambassadeur Nomura, 15 novembre 1941. *Japan : 1931-1941*, II, 734-37.

n'étaient suspendues qu'à un fil des plus ténus. Le nouveau diplomate désigné, Saburo Kurusu, avait tenu lieu de consul à Chicago et à New York, et avait récemment occupé le poste d'ambassadeur à Berlin. Son mariage heureux avec une femme étasunienne lui donnait un intérêt personnel à maintenir des relations amicales entre le Japon et les États-Unis. ¹²⁶

Le 17 novembre, Nomura et Kurusu eurent une conversation avec le président Roosevelt, puis de longues conversations furent menées avec Hull, sans déboucher sur des conclusions. Il apparaissait à Kurusu que le président était « très sincère eu égard à assurer une entente entre le Japon et les États-Unis. » Avec Hull, on ne progressait guère. Ceci fut particulièrement le cas au sujet d'une solution aux difficultés existant entre la Chine et le Japon. Roosevelt semblait avoir pris un penchant pour son ancienne relation en matière navale avec Nomura, et n'était pas prêt à faire progresser les choses. Un jour, Lowell Mellett et Max Lowenthal rendirent visite au bureau du sénateur Burton K. Wheeler pour communiquer l'information selon laquelle « le président ne veut pas pousser les États-Unis dans la guerre. » Le sénateur ne prit pas cette déclaration au pied de la lettre, mais se souvint que par le passé, le secrétaire Hull s'était montré plus belliqueux que le président. Ce fait avait été particulièrement évident au cours des sessions de la Convention Démocrate Nationale de 1940. Alors que Wheeler lançait une âpre lutte pour écrire une page contre la guerre, rédigée selon des termes si spécifiques que le président ne pourrait pas l'écartier, « Jimmy » Byrnes lui confia que Hull était fortement opposé à cet écrit. Cela allait l'empêcher d'exercer une pression maximale sur le Japon. ¹²⁷

Au mois de novembre 1941, la politique de pressions exercée par Hull sur le Japon était mise en œuvre à pleine puissance. Le 20 novembre, Kurusu discuta avec Hull de la cessation des hostilités entre la Chine et le Japon. Le ministère japonais des affaires étrangères estimait que cela pouvait être arrangé si les États-Unis arrêtaient d'envoyer des approvisionnements à la Chine. Après avoir souligné ce point, Nomura fit la remarque : « Si les tensions entre le Japon et les États-Unis peuvent être détendues, même un tout petit peu, particulièrement dans le Pacifique Sud-Ouest, et éclaircir rapidement l'atmosphère, alors je pense que nous pouvons progresser et régler tout le reste. » Kurusu poussa l'idée d'un *modus vivendi*, ¹²⁸ et le président Roosevelt répondit en évoquant un qui pourrait être accepté. Le quatrième élément de cette proposition présidentielle était le suivant : « Les États-Unis doivent amener les Japs à discuter les choses avec les Chinois, mais sans que les États-Unis ne prennent part à leurs conversations.

126. « The Career of Saburo Kurusu, » 19 novembre 1941. *Co-ordination of information, Far Eastern Section*, 711.94/2529, MS, Department of State.

127. Conversation entre l'auteur et le sénateur Burton K. Wheeler.

128. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull, l'ambassadeur Nomura, et M. Kurusu, 20 novembre 1941. *Japan : 1931-1941*, II, 753-56 ; Sanborn, op. cit., pp. 463-64.

Des accords dans le Pacifique suivront. » ¹²⁹

Le Japon répondit à cet affichage de conciliation par une concession. La date limite des négociations fut repoussée du 25 au 29 novembre. Mais il s'agissait de la dernière concession : « Cette fois-ci, c'est la dernière, la date limite ne pourra absolument plus être repoussée. Après cela, les choses vont se dérouler de manière automatique. » ¹³⁰

Le même jour où cette date butoir fut repoussée (22 novembre), Nomura et Kurusu rencontrèrent une fois de plus Hull en conférence. Il apparut bientôt, à l'entendre, que les conditions de trêve japonaises n'avaient guère de chance d'être acceptées :

1. révocation du décret étasunien du 26 juillet qui avait gelé les crédits japonais aux États-Unis et mis fin à toute livraison de pétrole en provenance des ports étasuniens ;
2. acceptation par les États-Unis d'un programme visant à accroître les exportations de pétrole et autres produits de base depuis les Indes orientales néerlandaises vers le Japon ;
3. médiation étasunienne entre la Chine et le Japon pour initier des négociations entre les deux puissances, et cessation de l'assistance apportée par les États-Unis à Tchang Kaï-tchek.

Il était hors de question que les États-Unis consentissent à ces conditions, même si le Japon apportait des concessions profondes en retour.

Au cours de la conférence du 22 novembre, Hull se plaignit sur un ton acide du « ton menaçant » de la presse japonaise, puis demanda pourquoi certains dirigeants japonais ne commençaient pas à « prêcher la paix ? » Lorsque Nomura fit la remarque qu'il « n'entretenait pas le moindre doute sur le fait que le Japon désirait la paix, » Hull se moqua de cette déclaration et se plaignit : il était bien dommage que le Japon « ne pût faire quelques petites choses pour aider à améliorer la situation. » Il était particulièrement critique de l'attitude japonaise envers Tchang Kaï-tchek. ¹³¹

Deux jours plus tard (le 24 novembre), Hull tint une conférence avec les représentants diplomatiques de l'Australie, de la Grande-Bretagne, de la Chine et de la Hollande. Il découvrit rapidement que l'ambassadeur de Chine, le Dr. **Hu Shih**, n'était guère enthousiaste à l'idée d'une trêve de trois mois avec le Japon. ¹³² Mais Hull alla de l'avant et rédigea un modus vivendi que le président Roosevelt considéra comme une « proposition équitable », mais sans se montrer « très optimiste » et en estimait qu'il pourrait se produire « de gros problèmes très bientôt. » ¹³³

129. *Pearl Harbor Attack*, pt. 14, pp. 1108-9.

130. Du ministère japonais des affaires étrangères à Nomura et Kurusu, 22 novembre 1941. *Ibid.*, pt. 12, p. 165.

131. Mémoire d'une conférence entre le secrétaire Hull, l'ambassadeur Nomura, et M. Kurusu, 22 novembre 1941. *Japan : 1931-1941*, II. 757-62.

132. *Pearl Harbor Attack*, pt. 14, pp. 1138-41.

133. *Ibid.*, pp. 1142.

Le lendemain matin (25 novembre), Hull montra aux secrétaires Knox et Stimson ce brouillon, prévoyant une trêve de trois mois avec le Japon. Mais ses conditions étaient tellement drastiques que Stimson pensait que le Japon ne les accepterait pas. L'après-midi, les secrétaires Hull, Knox et Stimson, avec le général Marshall et l'amiral Stark, se rendirent à la Maison-Blanche pour une longue conférence avec le président. Sur la base des interceptions des câblogrammes japonais envoyés à Nomura, le président savait que la date butoir japonaise pour la fin des négociations en cours était établie au 29 novembre. Il exprima une crainte que les forces armées japonaises pussent réaliser une attaque « dès lundi prochain. » La question principale était « comment nous devons les manœuvrer pour les mettre en position de tirer les premiers, sans trop nous exposer au danger. »¹³⁴

Lorsque Hull revint au département d'État, il eut une longue conversation avec l'ambassadeur de Chine, qui lui remit un télégramme de Chung-kin : « après avoir lu votre télégramme [celui de Hu Shih], le Generalissimo a fait montre d'une réaction plutôt forte. Il a eu l'impression que le gouvernement des États-Unis a mis de côté la question chinoise dans ses conversations avec le Japon, au lieu de rechercher une solution, et reste enclin à apaiser le Japon aux dépens de la Chine. » Ce télégramme impudent mit Hull sur la défensive. Il reconnut franchement que les conversations qu'il avait menées avec les envoyés japonais n'étaient guère qu'une action de retardement : « Les têtes dirigeantes de notre armée et de notre marine ont lourdement exhorté depuis plusieurs semaines à ce que nous n'entrions pas en guerre contre le Japon avant qu'elles n'aient pu améliorer encore leurs plans, leurs méthodes et leurs moyens de défense dans la région Pacifique. »¹³⁵

Dans l'après-midi du 25 novembre, de nouveaux câblogrammes arrivèrent en provenance de Chine. M. T.V. Soong remit au secrétaire Stimson un autre câblogramme de la part de Tchang Kaï-tchek, dans lequel le Generalissimo exhortait les États-Unis à ne faire « aucun compromis » dans leur attitude envers le Japon.¹³⁶ Cette pression fut accrue par une communication de la part d'Owen Lattimore, le conseiller étasunien de Tchang Kaï-tchek, destinée à Lauchlin Currie, assistant administratif auprès du président Roosevelt : Tout « modus vivendi » atteint avec le Japon « serait désastreux pour la foi chinoise envers les États-Unis. »¹³⁷

Durant une semaine, Currie fut « terriblement inquiet », craignant que

134. Journal personnel de Henry L. Stimson, 25 novembre 1941. Ibid., pt. 11, p. 5433.

135. Mémoire d'une conversation entre le secrétaire Hull et l'ambassadeur de Chine, le Dr. Hu Shih, 25 novembre 1941. 711.94/2479, MS, Department of State.

136. *Pearl Harbor Attack*, pt. 14, pp. 1161.

137. Ibid., p. 1160 ; Voir également *Hearings Before the Sub-Committee to Investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary*, United States Senate, 82 Congress, 1 sess., pt. 1, pp. 153-58.

« Hull fut en danger de trahir la Chine, les États-Unis et la Grande-Bretagne. »¹³⁸ À Chungking, madame Tchang Kaï-tchek se faisait « critique sans retenue » du gouvernement étasunien pour son échec à « plonger dans la guerre » et ainsi venir en aide à la Chine.¹³⁹

Au matin du 26 novembre, Hull prit connaissance d'un télégramme envoyé au président par Churchill : « Il n'y a qu'un seul point qui nous inquiète. Qu'en est-il de Tchang Kaï-tchek ? Ne subit-il pas un régime très strict ? »¹⁴⁰ Il ne fallut pas longtemps avant que Hull se fit presque hystérique. Au cours d'une conversation téléphonique avec le secrétaire Stimson, il fit la remarque qu'il venait de se décider au sujet du *modus vivendi* — il « allait donner un coup de pied dans tout le machin. »¹⁴¹

Quelques moments plus tard, Stimson téléphona au président et l'informa qu'une force expéditionnaire japonaise était partie depuis Shanghai vers le Sud. Le président « explosa » rapidement et s'exclama sur le fait que cela « modifiait l'ensemble de la situation, car c'est une preuve de la mauvaise foi des Japonais. »¹⁴²

Mais les officiers dirigeant les forces armées étasuniennes continuaient d'inciter à la prudence. Dans la même matinée (26 novembre), une réunion fut tenue au Conseil Conjoint armée-marine et l'amiral Ingersoll présenta une suite d'arguments exposant « pourquoi nous ne devrions pas précipiter une guerre. »¹⁴³

Cependant, Hull était lassé de mener des négociations avec le Japon. Il n'était pas maître en l'art du double-langage diplomatique, et les questions directes posées par les envoyés japonais l'amener à se tortiller. Dès le 23 janvier 1941, il avait écouté sans véritable intérêt les propositions de Matsuoka apportées par l'évêque Walsh et le père Drought : « (1) un accord d'annulation de leur participation [celle des Japonais] au pacte de l'Axe ; (2) une garantie de retirer toutes les forces militaires hors de Chine et de rendre à la Chine son intégrité géographique et politique. »¹⁴⁴ S'il avait rejeté ces propositions particulièrement conciliantes, pourquoi devait-il s'intéresser à des propositions plus récentes qui n'allaient pas aussi loin !

Dans l'après-midi du 26 novembre, il abandonna toute pensée d'une trêve avec le Japon, et établit le cadre d'une proposition en dix points. Lui et le président savaient que ce programme allait être rejeté par le Japon.

On ne pensait ni au compromis, ni à la conciliation : « Le gouvernement japonais va retirer toutes ses forces militaires, navales, aériennes et de

138. Ibid., p. 158.

139. De l'ambassadeur Gauss au secrétaire Hull, Chungking, 3 décembre 1941. 711.94/2600, MS, Department of State.

140. *Pearl Harbor Attack*, pt. 14, p. 1300.

141. Journal personnel de Henry L. Stimson, 26 novembre 1941. Ibid., pt. 11, p. 5434.

142. Ibid.

143. Ibid., pt. 9, p. 4259.

144. Ante, section 26.10.

police hors de Chine et d'Indochine. » Lorsque Kurusu lut la proposition en dix points du secrétaire Hull, il s'enquit immédiatement de savoir si telle était la réponse étasunienne à la demande japonaise d'un modus vivendi ou d'une trêve. Le gouvernement étasunien n'était-il pas intéressé par une trêve ? Hull se contenta de répondre que « nous avons exploré cette voie » mais sans parvenir à une véritable décision. Kurusu ne put que répondre que l'attitude du secrétaire « pouvait être interprétée comme équivalente à signifier la fin. »¹⁴⁵ Il était évident que la prochaine étape était la guerre.

Au matin du 4 décembre, la station radio-réceptrice de Cheltenham, dans le Maryland, intercepta une émission de nouvelles internationales émise par la station JAP de Tokyo, dans laquelle était énoncé un bulletin météorologique erroné, « Vent et pluie depuis l'Est. » Le 19 novembre, le gouvernement japonais avait donné pour instruction à son ambassadeur à Washington qu'un tel bulletin météorologique allait indiquer l'imminence de la guerre contre les États-Unis.¹⁴⁶ Après avoir intercepté ces instructions, les stations radio de réception des forces armées étasuniennes furent mises en alerte en raison du message « vent et pluie depuis l'Est. » Dès qu'il fut traduit, le lieutenant Kramer le remit au commandant Safford en s'exclamant : « Ça y est. » Safford prit contact sur-le-champ avec le contre-amiral Royes qui transmet la substance du message intercepté à l'« aide naval attaché au président. »¹⁴⁷

Selon le témoignage du capitaine Safford [qui était commandant en 1941], le message des « vents » et le changement de code d'opérations navales [japonaises] se produisirent en milieu de semaine ; deux jours avant samedi et trois jours avant dimanche. Il était impensable que les Japonais pourraient renoncer à leur effet de surprise en retardant l'opération jusqu'au week-end des 13-14 décembre. Nul besoin de boule de cristal ni d'« intuition » — il s'agissait simplement de l'acceptation simple et relevant du bon sens d'une proposition évidente. Le colonel Sadtler perçut cela, ainsi que le capitaine Joseph R. Redman, U.S.N., selon le témoignage du colonel Sadtler en 1944. . . Les Japonais allaient lancer la guerre le samedi 6 décembre 1941, ou le dimanche 7 décembre 1941.¹⁴⁸

Durant les trois journées qui suivirent, le commandant Safford et le lieutenant-commandant Kramer essayèrent en vain de faire agir leurs officiers supérieurs eu égard aux implications du message « vent et pluie depuis l'Est. »

Lorsqu'ils amenèrent le capitaine McCollum à exercer des pressions sur l'amiral Stark, il reçut une réprimande cinglante, qui le mit tellement

145. Déclaration orale faite par le secrétaire Hull à l'ambassadeur Nomura et à Mr. Kurusu, 26 novembre 1941. *Japan : 1931-1941*, II, 766-70.

146. Du ministère japonais des affaires étrangères à l'ambassadeur Nomura, Tokyo, 19 novembre 1941. *Pearl Harbor Attack*, pt. 12, p. 154.

147. George Morgenstern, *Pearl Harbor* (New York, 1947), p. 206.

148. *Ibid.*, p. 211. Le témoignage du capitaine Safford est reproduit en détail dans *Pearl Harbor Attack*, pt. 8, pp. 3555-3814.

en colère qu'il raconta par la suite toute l'histoire à un amiral Kimmel à l'écoute. Cette révélation amena Kimmel à faire pression pour que fussent menées les investigations sur Pearl Harbor.

L'échec inexplicable des hauts-officiers de marine de transmettre un avertissement au sujet de l'imminence de la guerre connut d'autres faits marquants dans la soirée du 6 décembre, lorsque la réponse japonaise à la note étasunienne du 26 novembre fut envoyée secrètement à l'amiral Nomura. Elle fut interceptée et décodée par la station de réception radio de la marine. Lorsque le président lut ce message adressé à Nomura, il s'exclama sur-le-champ : « C'est la guerre ! » Il essaya de prendre contact avec l'amiral Stark mais fut informé que le chef des opérations navales était au Théâtre National, et jouissait des notes mélodieuses *The Student Prince*¹⁴⁹.

Le lendemain, les oreilles de l'amiral auraient à entendre les échos des explosions de l'attaque contre Pearl Harbor.

On supposerait normalement que le président, après avoir lu ce message japonais intercepté, s'empresserait de convoquer une conférence avec les plus importants officiers de l'armée et de la marine pour établir des plans afin de répondre à l'attaque anticipée. Le témoignage du général Marshall et de l'amiral Stark indiqueraient que le chef de l'État accueillit la nouvelle funeste avec un calme tel qu'il ne mena aucune tentative de les consulter.¹⁵⁰

Recherchait-il délibérément l'attaque de Pearl Harbor pour faire entrer les États-Unis en guerre ? Quelle est la véritable réponse à cette énigme du flegme présidentiel face à une menace d'attaque contre un avant-poste étasunien dans le lointain Pacifique ? Ce problème se complique davantage encore lorsque l'on considère l'approche de l'heure zéro. À 9h00, le 7 décembre, le lieutenant-commandant Kramer livra à l'amiral Stark l'interception finale des instructions japonaises fournies à Nomura. Leur signification était désormais tellement évidente que Stark s'écria d'un ton alarmé : « Mon Dieu ! C'est la guerre. Je dois avertir Kimmel sur-le-champ. »¹⁵¹ Mais il ne mena aucune tentative de prendre contact avec Honolulu. Au lieu de cela, il essaya de joindre le général Marshall, qui, pour une raison étrange, décida subitement de partir faire une longue balade à cheval. Ce fut un tour à cheval historique. Aux premières heures de la révolution des États-Unis, le trajet historique à cheval de Paul Revere pour avertir ses compatriotes de l'approche de l'ennemi sauva des vies étasuniennes. Aux premières heures de la seconde guerre mondiale, le général Marshall partit faire un tour à cheval qui contribua à prévenir une alerte permettant de prévenir Pearl Harbor à temps et sauver la

149. À cet égard, le témoignage du commandant Lester B. Schulz est pertinent et coloré. Ibid., pt. 10, pp. 4662-63.

150. Ibid., pt. 3, pp. 1049-1541 ; pt. 5, pp. 2096-2477.

151. Morgenstern, op. cit., p. 269.

flotte étasunienne d'un grave désastre et une garnison étasunienne d'un bombardement qui coûta plus de deux mille vies. Existait-il un important dessein derrière ce tour à cheval? C'est une question qui plane sans arrêt lorsque l'on s'intéresse de près aux auditions réalisées sur Pearl Harbor.

Lorsque le colonel Bratton, au matin du 7 décembre, vit la dernière partie des instructions japonaises envoyées à Nomura, il comprit sur-le-champ que « le Japon se préparait à attaquer les États-Unis quelque part vers 13h00 ce jour-là. »¹⁵²

Pour le lieutenant-commandant Kramer, le message signifiait « une attaque surprise sur Pearl Harbor aujourd'hui. »¹⁵³ Ces informations furent entre les mains du secrétaire Knox pour 10h00, et il dut les transmettre immédiatement au président.

Il était 11h25 lorsque le général Marshall retourna à son bureau. S'il avait lu avec attention les rapports au sujet de la menace d'attaque japonaise (sur Pearl Harbor), il lui serait encore resté bien assez de temps pour prendre contact avec Honolulu en utilisant le téléphone chiffré dont il disposait sur son bureau, ou en passant par la radio de la marine ou celle du FBI. Pour une raison que lui seul connaît, il choisit d'envoyer l'alerte à Honolulu par RCA, et sans même prendre la précaution de l'estampiller « prioritaire. » Comme notablement remarqué par le conseil d'enquête sur Pearl Harbor : « Nous ne trouvons aucune justification à l'échec d'envoyer ce message par de multiples canaux secrets, soit par la radio de la marine, soit par celle du FBI, soit par le téléphone chiffré, ou encore par les trois moyens. »¹⁵⁴ Le général obéissait-il à des ordres du président l'enjoignant de violer des règlements militaires au sujet de la transmission d'importantes informations militaires? Pensait-il que les objectifs politiques du président dépassaient les considérations de sûreté nationale? La préservation de l'Empire britannique valait-elle le sang, la sueur et les larmes, non seulement des hommes qui allaient connaître l'agonie de Pearl Harbor, mais aussi de la longue file de héros qui périrent dans les confrontations du Pacifique, de la Méditerranée, et dans les célèbres offensives qui firent déferler une marée si haute sur les champs de France ravagés par la guerre? De nouveaux cimetières, dans le monde entier, allaient confirmer à des parents affligés le fait mélancolique que les chemins de la gloire militaire ne débouchent que sur la tombe.

Mais le président et Harry Hopkins considérèrent ces contingences terribles avec une équanimité stupéfiante. Dans l'atmosphère calme du bureau ovale de la Maison-Blanche, toutes communications téléphoniques

152. Ibid., p. 275. Voir également le témoignage du colonel Rufus S. Bratton dans *Pearl Harbor Attack*, pts. 9-10, pp. 4508-4623.

153. Ibid., p. 276.

154. *Pearl Harbor Attack*, pt. 39, p. 95; Robert E. Ward, « The Inside Story of the Pearl Harbor Plan, » United States Naval Institute Proceedings, LXXVII, No. 12 (Décembre 1951), 1271-83.

entrantes coupées, le chef de l'État étudiait ses albums de timbres¹⁵⁵ et Hopkins caressait Fala, le scott-terrier de la Maison-Blanche. À 13h, la mort se présenta à la porte. Les Japonais avaient bombardé Pearl Harbor. Les États-Unis venaient d'être poussés dans une guerre qui n'est pas encore terminée.

155. La passion pour les timbres de F.D. Roosevelt est évoquée, parmi de nombreux autres « détails » révélateurs, dans l'excellent portrait qu'en a dépeint John T. Flynn, [Le Mythe Roosevelt](#), NdT

Bibliographie

Sources manuscrites

Documents officiels

Catégories de correspondance diplomatique du département d'État

033.1140 Stimson, Henry L.
033.6511 Grandi, Dino
123 Bullitt, William C.
150.01
462.00R293
462.00R294
500.A15A5
500.A4B
611.6231
611.94231
693.002
693.002 Manchuria
701.6511
702.6211
711.00111 Armament Control
711.62
711.652
711-94
711.942
711.945
740.00
740.0011 European War—1939
740.0011 Mutual Guarantee—Locarno
740.0011 Pacific War
741.00
741.52
751.6111
751.62

751G.94
756.94
761.9411
763.7219
765.84
793.94
793.94 Commission
793.9411
800.51 W89 France
811.00 Nazi
811.20 (D) Regulations
811.34
811.4611
811.607
811.659 Helium-American Zeppelin Transport, Inc.
840.48 Refugees
862.00
862.002
862.002 Hitler, Adolf
862.014
862.20
862.4016
862.406
862T.01
863.00
865.00
884.6363 African Exploitation and Development Co.
893.00
893.00 P.R./Hankow
893.00 Tsinan
893.01 Manchuria
893.102 Tientsin
893.51
894.002
894.51

Documents privés

(De la division MSS, Bibliothèque du Congrès, sauf mention contraire)

Borah, William E.
Coolidge, Calvin
House, Edward M., Yale University Library
Knox, Philander C.
Lansing, Robert

Marshall, Verne, Cedar Rapids, Iowa
 Roosevelt, Theodore
 Root, Elihu
 Taft, William H.
 Wilson, Woodrow

Sources imprimées

Documents officiels

États-Unis

Congrès : The Congressional Record, 1900-1941.

Pearl Harbor Attack, Hearings before the Joint Committee on the Investigation of the Pearl Harbor Attack, 79th Congress, Second Session, 39 parts. Washington, D. C., 1946.

Département d'État : Bulletins, 1933-1941.

Documents on German Foreign Policy, 1918-1945, Series D :

I. From Neurath to Ribbentrop, 1937-1938. Washington, D. C., 1949.

II. Germany and Czechoslovakia, 1937-1938. Washington, D. C., 1949.

IV. The Aftermath of Munich, 1938-1939. Washington, D. C., 1951.

Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1900-1934.

Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, Japan : 1931-1941, 2 vols. Washington, D. C., 1943.

Nazi-Soviet Relations, 1939-1941. Washington, D. C., 1948.

Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941. Washington, D. C., 1943.

Press Releases, 1933-1941.

International Military Tribunal : Trial of the Major War Criminals Before the International Military Tribunal, Nuremberg, 14 November, 1945-1 October, 1946. 42 vols. Nürnberg, 1947-49.

International Military Tribunal for the Far East : Record of Proceedings (mimeographed).

Département de la Navy : Office of Naval Intelligence : Fuehrer Conferences on Matters Dealing with the German Navy, 1939-1941, 5 vols. Washington, D.C., 1947.

Office of the United States Chief Counsel for Prosecution of Axis Criminality : Nazi Conspiracy and Aggression, 11 vols. Washington, D. C., 1946-48.

Grande-Bretagne

British Blue Books : Documents Concerning German-Polish Relations and the Outbreak of Hostilities Between Great Britain and Germany on September 3, 1939. Cmd. 6106. Miscellaneous No. 9. London, 1939.
Protocols Determining the Frontiers between Germany and Czechoslovakia, Berlin, November 20-21, 1938. Cmd. 5908. Miscellaneous No. 11. London, 1938.

Documents du Foreign Office britannique : Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, Third Series, Vols. I—II, 1938. London, 1949.

British White Papers : Correspondence Respecting Czechoslovakia, September, 1938. Cmd. 5847. Miscellaneous No. 8. London, 1938.
Further Documents Respecting Czechoslovakia, Including the Agreement Concluded at Munich on September 29, 1938. Cmd. 5848. Miscellaneous No. 8. London, 1938.
Agreement Between the Government of the United Kingdom and the Polish Government Regarding Mutual Assistance, London, August 25, 1939. Cmd. 6616. Poland No. 1. London, 1945.

Finlande

Finnish Blue Book : The Development of Finnish-Soviet Relations in the Light of Official Documents, Including the Peace Treaty of March 4, 1940. New York, 1940.

France

French Yellow Book. New York, 1940.

Allemagne

Documents on the Events Preceding the Outbreak of the War. New York, 1940.
German White Paper of Polish Documents. New York, 1940.
Verhandlungen zur Lösung der sudetendeutschen Frage. Berlin, 1938.

Pologne

Polish White Book : Official Documents Concerning Polish-German and Polish-Soviet Relations, 1933-1939. London, 1940.

Société des Nations

Official Journal, 1929-1939.

Report of the Commission of Enquiry (with annexes), Document C. 663. M. 320, 1932, Vol. VII. Geneva, 1932.

Collections non officielles de documents, lettres et discours

Arms and the Covenant : Speeches by the Rt. Hon. Winston S. Churchill, 1929-1938, compiled by Randolph S. Churchill. London, 1939.

Documentary Background of World War II, 1931-1941, ed. James W. Gantenbein. New York, 1948.

Documents and Materials Relating to the Eve of the Second World War, 2 vols. New York, 1948.

Documents on American Foreign Relations, 1938-1941, ed. S. Shepard Jones and Denys P. Myers and published annually by the World Peace Foundation. Boston.

Documents on International Affairs, ed. John W. Wheeler-Bennett and published for the Royal Institute of International Affairs. London, 1930-39.

Hitler's Speeches, 1922-1939, ed. Norman H. Baynes, 2 vols. Oxford, 1942.

My New Order : Speeches by Adolf Hitler, 1922-1941, ed. Count Raoul de Roussy de Sales. New York, 1941.

Roosevelt, Franklin D. F.D.R., His Personal Letters, 1928-1945, ed. Elliott Roosevelt, 2 vols. New York, 1950.

Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt, ed. Samuel I. Rosenman, 13 vols. New York, 1938, 1941, 1950.

Roosevelt's foreign Policy, 1933-1941, Franklin D. Roosevelt's Unedited Speeches and Messages. New York, 1942.

Speeches on Foreign Policy : The Rt. Hon. Viscount Halifax, 1934-1940. Oxford, 1940.

The Struggle for Peace : Speeches by the Rt. Hon. Neville Chamberlain, 1937-1939. London, 1939.

Journaux et périodiques**Journaux****Étatsuniens**

Birmingham, Ala.

Age-Herald News

Los Angeles, Cal.

Examiner Times

Montrose, Cal.
Ledger
San Francisco, Cal.
Chronicle
Examiner
Washington, D. C.
News Post Star
Times-Herald
Jacksonville, Fla.
Florida Times-Union
Atlanta, Ga.
Constitution Journal
Boise, Idaho
Idaho Statesman
Chicago, Ill.
Daily News Tribune
Indianapolis, Ind.
News
Star
Des Moines, Iowa
Register
Emporia, Kansas
Gazette
Topeka, Kansas
State Journal
Louisville, Ky.
Courier-Journal
New Orleans, La.
Times-Picayune
Baltimore, Md.
American Sun
Boston, Mass.
Christian Science Monitor
Globe
Herald
Post
Transcript
Springfield, Mass.
Republican
Detroit, Mich.
Free Press
Kansas City, Mo.
Journal Star
St. Louis, Mo.

Globe-Democrat
Omaha, Nebr.
World-Herald
Reno, Nev.
Nevada State Journal
Albuquerque, N. Mex.
Journal
Brooklyn, N. Y.
Eagle
Buffalo, N. Y.
Express
News
New York, N. Y.
Daily News
Evening Post
Herald-Tribune
Journal
Sun
Times
Wall Street Journal World-Telegram
Rochester, N. Y.
Democrat and Chronicle
Raleigh, N. C.
News and Observer
Grand Forks, N. Dak.
Herald
Cincinnati, Ohio
Enquirer Post
Cleveland, Ohio
News
Plain Dealer
Oklahoma City, Okla.
Daily Oklahoman
Portland, Ore.
Oregonian
Philadelphia, Pa.
Evening Bulletin Inquirer Public Ledger Record
Pittsburgh, Pa.
Post-Gazette
Providence, R. I.
Journal
Nashville, Tenn.
Banner
Dallas, Texas

News
Salt Lake City, Utah
Deseret News
Richmond, Va.
Times-Dispatch
Seattle, Wash.
Times
Spokane, Wash.
Spokesman-Review
Milwaukee, Wis.
Journal Sentinel

Britanniques

Liverpool Daily Post

Londres Daily Herald Daily Mail Daily Telegraph News Chronicle Observer Times

Manchester Guardian

Français

Paris L'Oeuvre Le Figaro Le Soir Le Temps

Allemands

Berlin Berliner Allgemeine Zeitung Berliner Tageblatt

Cologne Koelnische Zeitung

Italiens

Rome Giornale d'Italia
L'Osservatore Romano

Périodiques**Étasuniens**

America
 American Historical Review
 American Journal of International Law
 Bradstreet's
 Catholic World
 Christian Century
 Collier's
 Commonweal
 Commercial and Financial Chronicle
 Current History
 Far Eastern Review
 Foreign Affairs
 Journal of Commerce
 Journal of Modern History
 Minnesota Law Review
 Nation
 New Republic
 Pacific Historical Review
 Political Science Quarterly
 Proceedings of the United States Naval Institute
 Yale Review

Anglais

Contemporary Review
 Nineteenth Century and After

Journaux personnels, mémoires, divers

Bonnet, Georges. *Le Défense de la Paix, de Washington au Quai d'Orsay*. Geneva, 1946.
 Bono, General Emilio de. *Anno XIII*. London, 1937.
 Churchill, Winston S. *The End of the Beginning*. Boston, 1943.
 Churchill, Winston S. *The Gathering Storm*. Boston, 1948.
 Churchill, Winston S. *Their Finest Hour*. Boston, 1949.
 Churchill, Winston S. *The Grand Alliance*. Boston, 1950.
 Ciano Diaries : *Personal Diaries of Count Galeazzo Ciano, 1939-1943*, ed. Hugh Gibson. Garden City, 1947.
 Davies, Joseph E. *Mission to Moscow*. New York, 1941.

- Dodd, William E. *Diary, 1933-1938*, ed. William E. Dodd, Jr. and Martha Dodd. New York, 194t.
- Farley, James A. *Jim Farley's Story : The Roosevelt Years*. New York, 1948.
- Forrestal, James A. *Diaries*, ed. Walter Millis and E. S. Duffield. New York, 1951.
- François-Poncet, André. *The Fateful Years : Memoirs of a French Ambassador in Berlin, 1931-1938*. New York, 1949.
- Gafencu, Grigore. *Last Days of Europe : A Diplomatic Journey in 1939*. New Haven, 1948.
- Gamelin, General M.-G. *Servir*. Paris, 1946 :
 Vol. I : *Les Armées françaises en 1940*.
 Vol. II : *Le Prologue du Drame, 1930-1939*.
- Gisevius, G. B. *Bis zum bitteren Ende*. Zurich, 1946.
- Goebbels, Joseph. *Diaries*, ed. Louis P. Lochner. Garden City, 1948.
- Graves, General William S. *America's Siberian Adventure*. New York, 1931.
- Grew, Joseph C. *Ten Years in Japan*. New York, 1944.
- Hassell, Ulrich von. *Diaries, 1938-1944*. Garden City, 1947.
- Henderson, Sir Nevile. *Failure of a Mission*. New York, 1940.
- Hitler, Adolf. *Mein Kampf*. Munich, 1926.
- Hoover, Herbert. "Communism Erupts in Europe," *Collier's*, CXXVIII (September 8, 1951), 26-27, 68-71.
- Hull, Cordell. *Memoirs*, 2 vols. New York, 1948.
- Ishii, Kikujiro. *Diplomatic Commentaries*, trans. and ed. W. R. Langdon. Baltimore, 1936.
- Kase, Toshikazu. *Journey to the "Missouri"*. New Haven, 1950.
- Kato, Masuo. *The Lost War : A Japanese Reporter's Inside Story*. New York, 1946.
- Konoye, Prince *Memoirs*, in *Pearl Harbor Attack*, pt. 20, pp. 3985-4029.
- Lansing, Robert. *War Memoirs*. Indianapolis, 1935.
- Lloyd George, David. *Memoirs of the Peace Conference*. New Haven, 1939.
- Lochner, Louis P. *What About Germany?* New York, 1943.
- Miller, David H. *My Diary at the Conference of Paris*, 21 vols. New York, 1924.
- Moley, Raymond. *After Seven Years*. New York, 1939.
- Morgenthau, Henry. "The Morgenthau Diaries," *Collier's*, CXX (October 4, 1947), 20-21, 45, 48-49; (October 11), 20-21, 72-79; (October 18), 16-17, 71-75; (October 25), 24-25, 83-86.
- Nicolson, Harold. *Peacemaking 1919*. Boston, 1933.
- Noël, Léon. *L'Aggression allemande contre la Pologne*. Paris, 1946.
- Reinsch, Paul. *An American Diplomat in China*. New York, 1922.
- Reynaud, Paul. *La France a sauvé l'Europe*. Paris, 1947.
- Rothermere, Viscount. *Warnings and Predictions*. London, 1939.
- Russell, William. *Berlin Embassy*. New York, 1941.

- Schmidt, Paul. *Hitler's Interpreter*. London, 1950.
- Schuschnigg, Kurt von. *Requiem in Rot-Weiss-Rot*. Zurich, 1946.
- Seymour, Charles, (ed.). *The Intimate Papers of Colonel House*, 4 vols. Boston, 1926.
- Shirer, William. *Berlin Diary*. New York, 1941.
- Shotwell, James T. *At the Peace Conference*. New York, 1937.
- Stimson, Henry L. *The Far Eastern Crisis : Recollections and Observations*. New York, 1936.
- Stimson, Henry L. *Diary* [November-December 1941], in *Pearl Harbor Attack*, pt. 11, pp. 5431-39.
- Stimson, Henry L., and McGeorge Bundy. *On Active Service in War and Peace*. New York, 1947.
- Tolischus, Otto. *Tokyo Record*. New York, 1943.
- Weizsäcker, Ernst von. *Memoirs*, trans. John Andrews. Chicago, 1951.
- Welles, Sumner. *Memoranda of Conversations* [at Argentia, Newfoundland], August 10-11, 1941, in *Pearl Harbor Attack*, pt. 4, pp. 1784-92.
- Welles, Sumner. *Time for Decision*. New York, 1944.
- Wilson, Hugh. *Diplomat Between Wars*. New York, 1941.

Biographies, histoires, études spéciales, articles

- Alsop, Joseph, and Robert Kintner. *American White Paper : The Story of American Diplomacy and the Second World War*. New York, 1940.
- Bailey, Thomas A. *Woodrow Wilson and the Lost Peace*. New York, 1944.
- Bailey, Thomas A. *The Man in the Street : The Impact of American Public Opinion on Foreign Policy*. New York, 1948.
- Baker, Ray S. *Woodrow Wilson and World Settlement*, 3 vols. New York, 1922.
- Barmine, Alexander. *One Who Survived*. New York, 1945.
- Beard, Charles A. *American Foreign Policy in the Making, 1932-1940*. New York, 1948.
- Beard, Charles A. *President Roosevelt and the Coming of the War, 1941*. New Haven, 1948.
- Beer, George L. *African Questions at the Paris Peace Conference*, ed. L. H. Gray. New York, 1923.
- Beloff, Max. *The Foreign Policy of Soviet Russia, 1929-1941*. New York, 1929.
- Bemis, Samuel F. *The Latin American Policy of the United States*. New York, 1945.
- Benson, Oliver E. *Through the Diplomatic Looking Glass : Immediate Origins of the War in Europe*. Norman, Okla., 1939.
- Birdsall, Paul. *Versailles Twenty Years After*. New York, 1941.
- Blum, Léon. *Peace and Disarmament*. London, 1932.

- Bonn, M. J. "How Sanctions Failed," *Foreign Affairs*, XV (1937), 350-61.
- Borchard, Edwin M. "The Multilateral Treaty for the Renunciation of War," *American Journal of International Law*, XXIII (1929), 116-20.
- Borchard, Edwin M. "The Arms Embargo and Neutrality," *American Journal of International Law*, XXVII (1933), 293-98.
- Borchard, Edwin M., and William P. Lage. *Neutrality for the United States*. New Haven, 1937.
- Borchard, Edwin M., and Phoebe Morrison. *Legal Problems in the Far Eastern Conflict*. New York, 1941.
- Borg, Dorothy. *American Policy and the Chinese Revolution, 1925-1928*. New York, 1947.
- Briggs, Herbert. "Neglected Aspects of the Destroyer Deal," *American Journal of International Law*, XXXIV (1940), 569-87.
- Briggs, Herbert. "Non-Recognition of Title by Conquest," *Proceedings of the American Society of International Law* (May 13-15, 1940), pp. 79-81.
- Burnett, Philip M. *Reparation at the Paris Peace Conference*. New York, 1940.
- Buss, Claude A. *War and Diplomacy in Eastern Asia*. New York, 1941.
- Cave, Floyd A., et al. *The Origins and Consequences of World War II*. New York, 1948.
- Chamberlin, William H. *Japan Over Asia*. Boston, 1937.
- Chamberlin, William H. *America's Second Crusade*. Chicago, 1950.
- Commager, Henry S. *The Story of the Second World War*. Boston, 1945.
- Cooper, Russell M. *American Consultation in World Affairs*. New York, 1934.
- Dallin, David J. *Soviet Russia's Foreign Policy, 1939-1942*. New Haven, 1942.
- Dallin, David J. *Soviet Russia and the Far East*. New Haven, 1948.
- Davies, Lord. *The Problem of the Twentieth Century : A Study in International Relationships*. London, 1934.
- Davis, Forrest, and Ernest K. Lindley. *How War Came*. New York, 1942.
- Dietrich, Ethel B. *Far Eastern Trade of the United States*. New York, 1940.
- Donald, Sir Robert. *The Polish Corridor and the Consequences*. London, 1929.
- Dulles, Allen W. *Germany's Underground*. New York, 1947.
- Farley, Miriam S. "America's Stake in the Far East," *Far Eastern Survey*, V (July 29, 1926), 161-70.
- Fay, Sidney B. *Origins of the World War*, 2 vols. New York, 1929.
- Feiling, Keith. *Life of Neville Chamberlain*. London, 1946.
- Feis, Herbert. *The Road to Pearl Harbor*. Princeton, 1950.
- Ferguson, John H. *American Diplomacy and the Boer War*. Philadelphia, 1939.
- Field, Frederick V. *American Participation in the China Consortium*. Chi-

- cago, 1931.
- Flynn, John T. *Country Squire in the White House*. New York, 1940.
- Flynn, John T. *The Roosevelt Myth*. New York, 1948.
- Friedman, Irving S. *British Relations with China, 1931-1939*. New York, 1940.
- Friters, George. *The International Position of Outer Mongolia*. Dijon, 1939.
- Gedye, George E. R. *The Revolver Republic*. London, 1930.
- Gedye, George E. R. *Betrayal in Central Europe*. New York, 1939.
- Géraud, André (Pertinax). "France and the Anglo-German Naval Treaty," *Foreign Affairs*, XIV (1935), 51-61.
- Géraud, André (Pertinax). *The Gravediggers of France*. New York, 1944.
- Griswold, A. Whitney. *The Far Eastern Policy of the United States*. New York, 1938.
- Haines, C. Grove, and Ross J. S. Hoffman. *Origins and Background of the Second World War*. New York, 1943.
- Hall, Walter P. *Iron out of Calvary : An Interpretative History of the Second World War*. New York, 1946.
- Hankey, Lord. *Politics, Trials and Errors*. Chicago, 1950.
- Harris, C. R. S. *Germany's Foreign Indebtedness*. London, 1935.
- Hart, B. H. Liddell. *The German Generals Talk*. New York, 1948.
- Hasluck, E. L. *The Second World War*. London, 1948.
- Hedin, Sven. *The Silk Road*. New York, 1938.
- Heiden, Konrad. *Adolf Hitler, eine Biographie*. Zurich, 1944.
- Hornbeck, Stanley K. *The United States and the Far East*. Boston, 1942.
- Hutton, Graham. *Survey After Munich*. Boston, 1939.
- Johnson, Allen C. *Viscount Halifax*. London, 1941.
- Johnson, Walter. *The Battle Against Isolation*. Chicago, 1944.
- Johnstone, William C. *The United States and Japan's New Order*. New York, 1941.
- Kaeckenbeeck, Georges. *The International Experiment of Upper Silesia*. London, 1942.
- Kawakami, Kiyoshi. *Japan in China*. New York, 1938.
- Keith, Arthur B. *The Causes of the War*. London, 1940.
- Koenig, Louis W. *The Presidency and the Crisis : Powers of Office from the Invasion of Poland to Pearl Harbor*. New York, 1944.
- Langer, William L. *Our Vichy Gamble*. New York, 1947.
- Langer, William L., and S. Everett Gleason. *The Challenge to Isolation, 1937-1940*. New York, 1952.
- Lavine, Harold, and James Wechsler. *War Propaganda and the United States*. New Haven, 1940.
- Lawrence, F. W. *This Gold Crisis*. London, 1931.
- Lee, Dwight E. *Ten Years*. Boston, 1942.
- Lennhoff, Eugene. *The Last Five Hours of Austria*. New York, 1938.

- Lennox, Victor G. "Anthony Eden," *Foreign Affairs*, XVI (1938), 691-703.
- Lewis, Cleona. *America's Stake in International Investments*. Washington, 1938.
- Luckau, Alma. *The German Delegation at the Paris Peace Conference*. New York, 1941.
- Lyons, Eugene. *Assignment in Utopia*. New York, 1938.
- Macartney, Maxwell H. H., and Paul Cremona. *Italy's Foreign and Colonial Policy, 1914-1937*. New York, 1938.
- Mackintosh, John. *The Paths That Led to War, Europe 1919-1939*. London, 1940.
- McLaughlin, C. H. "Neutral Rights Under International Law in the European War, 1939-1941," *Minnesota Law Review*, XXVI (1941-42), 1-49. 177-222.
- McNair, Harley F. *China in Revolution*. Chicago, 1931.
- Martel, René. *The Eastern Frontiers of Germany*. London, 1930.
- Martienssen, Anthony. *Hitler and His Admirals*. New York, 1949.
- Masland, John W. "Missionary Influence Upon American Far Eastern Policy," *Pacific Historical Review*, X (1941), 279-96.
- Masland, John W. "Commercial Influence Upon American Far Eastern Policy, 1937-1941," *Pacific Historical Review*, XI (1942), 281-99.
- Maugham, Viscount. *The Truth About the Munich Crisis*. London, 1944.
- Maurois, André. *Tragedy in France*. New York, 1940.
- Mendelssohn, Peter de. *Design for Aggression*. New York, 1946.
- Miller, David H. *The Peace Pact of Paris*. New York, 1928.
- Millis, Walter. *This Is Pearl! : The United States and Japan, 1941*. New York, 1947.
- Moore, Frederick. *With Japan's Leaders*. New York, 1942.
- Moore, Harriet L. *Soviet Far Eastern Policy, 1931-1941*. Princeton, 1945.
- Moore, John Bassett. "An Appeal to Reason," *Foreign Affairs*, XI (1933), 547-88.
- Moore, John Bassett. "The New Isolation," *American Journal of International Law*, XXVII (1933), 607-29.
- Morgenstern, George. *Pearl Harbor : The Story of the Secret War*. New York, 1947.
- Morison, Samuel E. *The Battle of the Atlantic, September 1939-May 1943*. Boston, 1947.
- Morrow, I. F. D. *The Peace Settlement in the German-Polish Borderlands*. London, 1936.
- Namier, L. B. *Diplomatic Prelude, 1938-1939*. London, 1948.
- Namier, L. B. *Europe in Decay, 1936-1940*. London, 1950.
- Nevins, Allan. *Henry White : Thirty Years of American Diplomacy*. New York, 1930.
- Nickerson, Hoffman. *The New Slavery*. Garden City, 1947.
- Nicolson, Harold. *Why Britain is at War*. London, 1939.

- Norins, Martin R. *Gateway to Asia : Sinkiang*. New York, 1944.
- Perkins, Dexter. *America and Two Wars*. Boston, 1944.
- Pollard, Robert T. *China's Foreign Relations, 1917-1931*. New York, 1933.
- Powell, E. Alexander. *Thunder Over Europe*. New York, 1931.
- Price, Ernest B. *The Russo-Japanese Treaties of 1907-1916 Concerning Manchuria and Mongolia*. Baltimore, 1933.
- Rauch, Basil. *Roosevelt, From Munich to Pearl Harbor*. New York, 1950.
- Reid, John G. *The Manchu Abdication and the Powers*. Berkeley, Cal., 1935.
- Remer, C. F. *Foreign Investments in China*. New York, 1933.
- Remer, C. F. *A Study of Chinese Boycotts*. Baltimore, 1933.
- Rey, Charles F. *The Real Abyssinia*. Philadelphia, 1935.
- Rothfels, Hans. *The German Opposition to Hitler*. Chicago, 1948.
- Rudin, Harry R. *Germany in the Cameroons*. New Haven, 1938.
- Rudin, Harry R. *Armistice, 1918*. New Haven, 1944.
- Sanborn, Frederic R. *Design for War*. New York, 1951.
- Schwarz, Paul. *This Man Ribbentrop : His Life and Times*. New York, 1943.
- Scott, Arthur P. "George Louis Beer," in Marcus W. Jernegan *Essays in American Historiography*, ed. W. T. Hutchinson. Chicago, 1937.
- Sering, Max. *Germany Under the Dawes Plan*. London, 1929.
- Sharman, Lyon. *Sun Yat-sen : His Life and Its Meaning*. New York, 1934.
- Sherwood, Robert E. *Roosevelt and Hopkins*. New York, 1948.
- Simoni, L. *Berlino-Ambasciata d'Italia, 1939-1943*. Rome, 1946.
- Simpson, Sir John H. *Refugees*. New York, 1938.
- Sokolsky, George. *The Tinder Box of Asia*. New York, 1932.
- Sokolsky, George. "These Days," *Washington Times-Herald* (March 14, 1951).
- Stieve, Friedrich. *What the World Rejected : Hitler's Peace Offers, 1933-1939*. Berlin, 1939.
- Takeuchi, Tatsuji. *War and Diplomacy in the Japanese Empire*. New York, 1935.
- T'ang Leang-li. *Suppressing Communist Banditry in China*. Shanghai, 1934.
- T'ang Leang-li. *The Puppet State of Manchukuo*. Shanghai, 1935.
- Tansill, Charles Callan. *America Goes to War*. Boston, 1938.
- Tansill, Charles Callan. *Canadian-American Relations, 1875-1911*. New York, 1944.
- Trefousse, H. L. *Germany and American Neutrality, 1939-1941*. New York, 1951.
- Tyau, M. T. Z. *China Awakened*. New York, 1922.
- United States in World Affairs*, annual, ed. Whitney H. Shepardson and William I. Scroggs. 1933-41.
- Veblen, Thorstein. *The Nature of Peace*. New York, 1917.

- Ware, Edith. *Business and Politics in the Far East*. New Haven, 1932.
- Wheeler-Bennett, John W. *Disarmament and Security since Locarno*. London, 1932.
- Wheeler-Bennett, John W. *The Wreck of Reparations*. London, 1932.
- Wheeler-Bennett, John W. *Hindenburg : Wooden Titan*. London, 1936.
- Wheeler-Bennett, John W. *Munich : Prologue to Tragedy*. New York, 1948.
- White, John A. *The Siberian Intervention*. Princeton, 1950.
- Willoughby, Westel W. *The Sino-Japanese Controversy and the League of Nations*. Baltimore, 1935.
- Winkler, Max. *Foreign Bonds : An Autopsy*. Philadelphia, 1933.
- Wolfers, Arnold. *Britain and France between Two Wars*. New Haven, 1940.
- Woolbert, Robert. "Italy in Abyssinia," *Foreign Affairs*, XIII (1935), 499-508.
- Woolf, Leonard. *Empire and Commerce in Africa*. New York, 1920.
- Woolsey, Lester H. "The Porter and Capper Resolutions against Traffic in Arms," *American Journal of International Law*, XXIII (1929), 379-83.
- Zabriskie, Edward H. *American-Russian Rivalry in the Far East*. Philadelphia, 1946.
- Zernatto, Guido. *Die Wahrheit ueber Oesterreich*. London, 1938.

Annexe : Télégramme de Roosevelt à Hitler en date du 14 avril 1939

Ce document a été ajouté par l'équipe de traduction, il ne figure pas dans l'édition originale. Nous avons pris pour source¹⁵⁶ : <https://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/WorldWar2/fdr3.htm>

Du président Roosevelt au chancelier d'Allemagne (Hitler) [40], [Télégramme], 14 avril 1939

LA MAISON-BLANCHE, le 14 avril 1939.

Vous comprenez, j'en suis certain, que dans le monde entier, des centaines de millions d'êtres humains vivent aujourd'hui dans la crainte constante d'une nouvelle guerre ou même d'une suite de guerres.

L'existence de cette crainte — et la possibilité d'un tel conflit — est une préoccupation importante du peuple des États-Unis au nom duquel je m'exprime, et elle doit également l'être aux yeux des peuples et des autres nations de l'ensemble de l'hémisphère occidental. Chacun d'eux sait que toute guerre majeure, même confinée à d'autres continents, leur pèsera lourdement dans sa poursuite, ainsi que pour les générations à venir.

En raison du fait qu'après les tensions importantes que le monde connaît depuis quelques semaines, il semblerait y avoir au moins un moment de relâchement temporaire — du fait qu'aucune armée n'est à ce moment en marche — il peut s'agir d'un moment opportun pour que je vous adresse ce message.

Une fois auparavant, je me suis adressé à vous pour le compte du règlement de problèmes politiques, économiques et sociaux, par l'usage de méthodes pacifiques et sans recours aux armes.

156. Source : U.S., Department of State, Publication 1983, Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941 (Washington, D.C. : U.S., Government Printing Office, 1943, pp. 455-58

Mais la marée des événements semble en être revenue à la menace des armes. Si de telles menaces se poursuivent, il paraît inévitable qu'une grande partie du monde devra s'impliquer dans la ruine partagée. Le monde entier, nations de vainqueurs, nations de vaincus, et nations neutres, souffrira. Je refuse de croire que le monde est forcément prisonnier d'une telle destinée. Au contraire, il est clair que les dirigeants des grandes nations ont le pouvoir de libérer leurs peuples du désastre imminent.

Il est également clair que dans leurs propres esprits, et dans leurs propres cœurs, les peuples eux-mêmes désirent qu'un terme soit mis à leurs craintes.

Mais il est malheureusement nécessaire de prendre connaissance des faits récents.

Trois nations en Europe, et une en Afrique, ont vu leur existence indépendante prendre fin. Un vaste territoire, au sein d'une autre nation indépendante d'extrême Orient s'est trouvée occupée par un État voisin. Des rapports, dont nous savons qu'ils ne sont pas exacts, insistent sur le fait que de nouvelles actions d'agression sont considérées contre d'autres nations encore indépendantes. Visiblement, le monde se dirige vers le moment où cette situation trouvera une issue dans une catastrophe, à moins qu'une manière plus rationnelle de guider les événements soit trouvée.

Vous avez affirmé de manière répétée que vous-même et le peuple allemand n'avez aucun désir de guerre. Si tel est le cas, aucune guerre n'est nécessaire.

Rien ne peut persuader les peuples de la terre qu'une puissance gouvernante a le moindre droit ou la moindre nécessité d'infliger les conséquences de la guerre à son propre peuple, ou à un autre peuple, hormis dans le cas évident de l'auto-défense.

En affirmant ceci, nous, Américains, ne parlons pas par égoïsme, par crainte ou par faiblesse. Si nous parlons à présent, c'est avec la voix forte, et dans un esprit d'amitié pour l'humanité. Il reste clair à mes yeux que les problèmes internationaux peuvent se régler à la table des négociations.

Une partie ne pourrait donc répondre, alors qu'on lui propose des discussions pacifiques, qu'à moins qu'elle ne reçoive des assurances par avance que le verdict lui sera acquis, elle ne déposera pas les armes. Dans les salons de conférence, comme dans les tribunaux, il faut que les deux parties entrent en discussion en toute bonne foi, en présumant que la justice sera prodiguée à chacune d'elles; et il est de coutume, et nécessaire, qu'elles laissent leurs armes hors de la pièce où elles discutent.

Je suis convaincu que la cause de la paix mondiale ferait un grand pas en avant si les nations du monde pouvaient obtenir une affirmation franche quant à la politique présente et future des gouvernements.

Du fait que les États-Unis, en tant que nation de l'hémisphère occidental, n'est pas impliquée dans les controverses immédiates qui se sont soulevées en Europe, j'espère que vous pouvez désirer me répondre par une

affirmation politique, en tant que chef d'une nation très éloignée d'Europe, afin que moi, n'agissant qu'avec la responsabilité et l'obligation d'un intermédiaire amical, je puisse communiquer cette affirmation à d'autres nations, qui sont à présent inquiètes quant à la trajectoire que la politique de votre gouvernement pourrait suivre.

Acceptez-vous de m'assurer que vos armées ne vont pas attaquer ou envahir les territoires ou possessions des nations indépendantes qui suivent : Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Suède, Norvège, Danemark, Hollande, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande, France, Portugal, Espagne, Suisse, Liechtenstein, Luxembourg, Pologne, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Russie, Bulgarie, Grèce, Turquie, Irak, les Arabies, Syrie, Palestine, Égypte et Iran ?

Une telle assurance ne doit pas s'appliquer uniquement au jour présent, mais également à un avenir suffisamment long pour donner toute opportunité de travailler par des méthodes pacifiques à une paix plus permanente. Je suggère donc que vous interprétiez le mot « avenir » pour signifier une période minimale de non-agression assurée — dix années au moins — un quart de siècle, si nous osons considérer un avenir aussi lointain.

Si votre gouvernement fournit une telle assurance, je la transmettrai immédiatement aux gouvernements des nations que j'ai citées, et je m'enquerrai en même temps de savoir si, comme j'en ai la quasi-certitude, chacune des nations énumérées ci-avant m'accordera à son tour une assurance semblable pour que je vous la transmette.

Des assurances réciproques telles que celle que je viens de proposer amèneront au monde un sentiment de soulagement immédiat.

Je propose que si cette assurance est donnée, deux problèmes essentiels soient rapidement discutés pacifiquement, et à ces discussions le gouvernement des États-Unis sera heureux de prendre part.

Les discussions que j'ai à l'esprit se rapportent à la manière la plus efficace et la plus immédiate qui laissera les peuples du monde jouir du soulagement progressif, par le retrait de la charge écrasante de l'armement qui chaque jour les rapproche un peu plus d'un désastre économique. De manière simultanée, le gouvernement des États-Unis serait prêt à prendre part dans des discussions s'intéressant à la manière la plus pratique d'ouvrir les avenues du commerce international, afin que chaque nation de la terre soit autorisée à acheter selon des conditions similaires sur les marchés mondiaux, et disposer des assurances quant à obtenir les éléments et les produits nécessaires à une vie économique pacifique.

Dans le même temps, les gouvernements autres que celui des États-Unis qui y sont intéressés directement pourraient réaliser les discussions politiques qu'ils pourront considérer nécessaires ou désirables.

Nous comprenons les problèmes complexes du monde, qui affectent l'ensemble de l'humanité, mais nous savons que l'étude et la discussion de ces problèmes doivent être menées dans une atmosphère de paix. Une telle

atmosphère de paix ne peut pas exister si les négociations sont éclipsées par la menace de la force, ou par la crainte de la guerre.

Je pense que vous comprendrez bien l'esprit de franchise dans lequel je vous envoie ce message. Les dirigeants des grands gouvernements sont à cette heure littéralement responsables du destin de l'humanité pour les années à venir. Ils ne peuvent pas ne pas entendre les prières de leurs peuples pour la protection du chaos prévisible de la guerre. L'histoire les tiendra responsables des vies et du bonheur de tous — jusqu'au plus petit d'entre eux.

J'espère que votre réponse permettra à l'humanité de se débarrasser de la crainte, et de retrouver la sécurité pour de nombreuses années à venir.

Un message semblable est en cours d'envoi au chef du gouvernement italien.

FRANKLIN D. ROOSEVELT [40] Le Secrétariat d'État, dans le même temps, selon la demande du président, adressa un télégramme identique à Benito Mussolini, premier ministre italien.

Annexe : Discours prononcé par Hitler devant le Reichstag le 28 avril 1939

Adolf Hitler — discours prononcé face au Reichstag

Une réponse au président étasunien F.D. Roosevelt ¹⁵⁷

À Berlin, le 28 avril 1939.

Députés, hommes du Reichstag!

Le président des États-Unis m'a fait parvenir un télégramme dont le contenu étrange vous est d'ores et déjà familier. Avant que je ne l'aie moi-même reçu, comme destinataire, le reste du monde le connaissait déjà par voie de radio et par les journaux, et de nombreux commentaires dans les organes de presse du monde démocratique nous avaient déjà abondamment éclairés sur le très haut niveau d'habileté tactique de ce document, conçu pour imposer aux États, dirigés par les peuples, la responsabilité des mesures de guerre adoptées par les pays ploutocratiques.

À la lumière de ces faits, j'ai décidé de convoquer le Reichstag allemand afin que vous, messieurs, puissiez disposer d'une opportunité d'entendre les premiers ma réponse, et de vous laisser la confirmer, ou la rejeter. Mais en addition, j'ai considéré qu'il fallait s'en tenir à la manière de procéder initiée par le président Roosevelt et, pour ma part, informer le reste du monde de ma réponse selon ce cadre.

Mais j'aimerais également profiter de cette opportunité pour exprimer les sentiments que m'ont inspirés les événements historiques très importants de ce mois de mars. Je ne peux donner libre cours à mes sentiments les plus intimes que sous la forme d'humbles remerciements à la Providence, qui m'a ainsi sollicité et m'a permis, moi qui fus jadis un soldat anonyme de la grande guerre, de devenir le dirigeant suprême de mon peuple, qui m'est si cher.

157. Nous portons notre traduction de ce document depuis la version trouvée en ligne à l'adresse : <http://www.der-fuehrer.org/reden/english/39-04-28.htm>. Ce document est donc traduit depuis l'anglais, et non depuis sa version originale en allemand, NdT

La Providence m'a montré comment libérer notre peuple des profondeurs de son malheur sans verser le sang, et comment le diriger de nouveau vers le haut. La Providence m'a accordé de consacrer l'œuvre de ma vie à sortir mon peuple allemand des profondeurs de la défaite, et de le libérer des liens du *dictat* le plus outrageant de tous les temps. Tel devrait être mon seul objectif.

Depuis le premier jour où je me suis impliqué en politique, je n'ai été mû que par l'idée de regagner la liberté de la nation allemande, de rétablir la puissance et la force du Reich, de dépasser les désordres internes de la nation, de remédier à son isolement du reste du monde, et de sauvegarder les conditions de son existence indépendante en matières économique et politique.

Je n'ai œuvré qu'à rétablir ce que d'autres ont jadis rompu par la force. Je n'ai désiré que rendre bon ce qu'une malveillance satanique, ou la déraison humaine, détruisit ou démolit. Je n'ai donc mené aucune action de nature à violer les droits des autres, mais je n'ai fait que rétablir cette justice qui fut violée il y a vingt ans de cela.

Le grand Reich allemand actuel n'intègre aucun territoire qui ne fut pas jadis partie intégrante de ce Reich, lié à lui ou sujet à sa souveraineté. Bien avant qu'un continent américain fut découvert — pour ne pas dire colonisé — par des blancs, ce Reich exista, et non cantonné à ses frontières actuelles, mais agrandi par de nombreuses régions et provinces que depuis il a perdues.

Il y a vingt-et-un ans, lorsque le carnage de la guerre prit fin, des millions d'esprits furent emplis de l'espoir ardent qu'une paix de raison et de justice pourrait récompenser et bénir les nations qui avaient connu le terrible fléau de la grande guerre. Je dis « récompenser », car tous ces hommes et toutes ces femmes — quelles que fussent les conclusions qu'en tirèrent les historiens — ne portèrent aucune responsabilité pour ces événements terribles. Dans certains pays, il peut rester des hommes politiques que l'on peut ou put même à l'époque considérer comme responsables de ceci, le massacre le plus atroce de tous les temps, mais l'immense nombre des soldats combattants de chaque pays et nation ne furent en rien coupables, et bien plus dignes de pitié que d'autre chose.

Pour ma part, comme vous le savez, je ne m'étais jamais intéressé à la politique avant la guerre, et ne fis, comme des millions d'autres, que répondre aux devoirs auxquels je fus appelé, en tant que citoyen et soldat décent. Ce fut donc avec la conscience la plus nette que je pus me lever pour la liberté et l'avenir de mon peuple, durant et après la guerre. Et je peux donc m'exprimer au nom de millions et de millions d'autres, tout aussi irréprochables, lorsque que je déclare que ceux-là, qui n'ont fait que combattre pour leur nation en répondant loyalement à leur devoir, avaient droit à une paix de raison et de justice, afin que l'humanité pût enfin œuvrer de manière unie à panser les plaies qu'elle avait subies. Mais

ces millions de gens furent dupés par cette paix ; car non seulement le peuple allemand ainsi que les autres peuples qui combattirent de notre côté souffrirent-ils du fait des traités de paix, mais ces traités eurent également un effet dévastateur sur les pays vainqueurs.

Que la politique dût être contrôlée par des hommes qui n'avaient pas combattu lors de la guerre fut reconnu pour la première fois comme un malheur. Les soldats étaient imperméables à la haine, mais pas les vieux hommes politiques qui avaient soigneusement préservé leur propre vie des horreurs de la guerre, et qui redescendaient dès lors sur l'humanité sous l'apparence d'esprits de revanche insensés.

La haine, la malice et la déraison furent les aïeux intellectuels du traité de Versailles. Des territoires et des États disposant d'une histoire remontant à un millénaire furent arbitrairement brisés et dissous. Des hommes qui s'étaient tenus ensemble depuis des temps immémoriaux ont été déchirés et isolés ; les conditions de vie économique ont été ignorées cependant que les peuples eux-mêmes furent convertis en vainqueurs et en vaincus, en maîtres disposant de tous les droits, et en esclaves n'en disposant d'aucun.

Il est heureux que le document de Versailles ait été rédigé noir sur blanc pour que les générations à venir puissent en avoir connaissance, car sans cela on aurait pu le considérer dans l'avenir comme le produit grotesque d'une imagination débridée et dépravée. Ce furent presque 115 000 000 personnes à qui l'on vola leur droit à l'auto-détermination, non du fait de soldats victorieux, mais par l'action d'hommes politiques fous, et que l'on arracha à leurs anciennes communautés pour les rattacher à de nouvelles, sans aucune considération pour leur sang, leurs origines, pour sens commun ou pour leurs conditions économiques de vie.

Les résultats en furent effroyables. Bien qu'à cette époque les hommes d'États fussent capables de détruire beaucoup de choses, il resta un facteur qui ne put être éliminé : la masse gigantesque de gens vivant en Europe centrale, rassemblée sur un espace confiné, ne peut gagner son pain quotidien qu'au travers d'un taux d'emploi maximal, et l'ordre qui s'ensuit.

Mais que savaient ces hommes d'État, à la tête d'empires soi-disant démocratiques, au sujet de ces problèmes ?

Une horde de gens tout à fait stupides et ignorants fut lâchée sur l'humanité. Dans des régions où environ 140 personnes par kilomètre carré doivent gagner de quoi vivre, ils ne firent que détruire l'ordre qui s'était établi en presque 2000 ans de développement historique, et créèrent le désordre, sans se montrer capable ni même désireux de résoudre les problèmes de ces gens desquels, en sus de cela, en tant que dictateurs du nouvel ordre mondial, ils avaient dès lors pris la responsabilité.

Cependant, lorsque ce nouvel ordre mondial s'avéra constituer une catastrophe, les dictateurs de paix démocratique, étasuniens et européens tous ensemble, se montrèrent lâches et aucun d'eux n'osa assumer la responsabilité de ce qui se produisait. Chacun rejetait la faute sur les autres,

essayant ainsi de se préserver du jugement de l'histoire. Cependant, les peuples qui restaient maltraités par leur haine et leur déraison n'étaient malheureusement pas en position de pouvoir eux aussi éluder le problème, à l'image de ceux qui leur avaient causé du tort.

Il est impossible de dresser une liste des souffrances endurées par notre propre peuple. Dépouillée de l'ensemble de ses possessions coloniales, privée de toutes ses ressources financières, pillée par les soi-disant réparations, et ainsi appauvrie, notre nation fut menée dans la période la plus sombre de ses malheurs nationaux. Qu'il soit noté qu'il ne s'agissait pas de l'Allemagne national-socialiste, mais de l'Allemagne démocratique, l'Allemagne assez faible pour croire l'espace d'un instant aux promesses des hommes d'État démocratiques.

La misère qui s'ensuivit, ainsi que l'état de besoin ininterrompu, se mirent à porter notre nation au désespoir politique. Les peuples décents et industriels d'Europe centrale pensaient qu'ils verraient la possibilité de délivrance dans la destruction totale de l'ordre ancien, qui représentait pour eux un fléau.

Les parasites juifs, d'un côté, pillèrent la nation sans vergogne et, d'un autre côté, provoquèrent le peuple, réduit à la misère qu'il était. Alors que le malheur de notre nation devenait le seul but et le seul objet de cette race, il devint possible à la révolution bolchevique de croître au sein de l'armée croissante d'éléments compétents au chômage.

La dégénérescence de l'ordre politique, et la confusion de l'opinion publique causée par la presse juive irresponsable amena à des chocs encore plus importants infligés à la vie économique, et à accroître encore la misère et la perméabilité aux idées subversives du bolchevisme. L'armée de la révolution mondiale juive, comme on appelait l'armée de chômeurs, finit par s'établir à presque sept millions.

Jamais auparavant l'Allemagne n'avait-elle eu à connaître une telle situation. Dans la région où vivaient le grand peuple allemand et les anciens États Habsbourg, la vie économique, malgré toutes les difficultés de la lutte pour l'existence impliquées par l'excessive densité de population, n'avait jamais auparavant atteint un tel niveau d'incertitude mais, au contraire, s'était trouvée de mieux en mieux assurée.

L'industrie et la rigueur, une grande modération et l'amour de l'ordre scrupuleux, bien qu'ils ne permissent jamais au peuple de ce territoire d'accumuler des richesses à l'excès, lui garantissaient en tous cas de ne pas connaître une misère abjecte.

Les résultats de la paix misérable qui leur fut imposée par les dictateurs démocratiques furent ainsi les plus terribles jamais endurés par ces peuples, qui avaient été condamnés à Versailles. Aujourd'hui, nous connaissons les raisons de ce dénouement effroyable de la grande guerre.

Tout d'abord, il y avait l'avarice face aux butins. En prenant le peu qu'il avait à chacun, cela s'élèverait, pensaient-ils, une fois multiplié par

millions, à une expérience profitable à l'humanité. Si les grandes nations étaient pillées, et que l'essentiel leur était retiré, il deviendrait alors possible de vivre une vie d'oisiveté insouciant. Telle était l'opinion de ces dilettantes en matière d'économie.

À cette fin, les États eux-mêmes devaient être démembrés. L'Allemagne devait être privée de ses possessions coloniales, bien que celles-ci fussent sans valeur aucune pour les démocraties mondiales, les régions les plus riches en matières premières devaient se faire envahir et — si nécessaire — placées sous l'influence des démocraties ; et par-dessus tout, les victimes infortunées de ce mauvais traitement des nations et des personnes devaient se voir empêchées de pouvoir jamais s'en rétablir, sans parler de se soulever contre leurs oppresseurs.

Ainsi fut concocté le projet démoniaque de faire porter à des générations la charge constituée par le fléau de ces *dictats*. Pendant 60, 70 ou 100 ans, l'Allemagne allait devoir verser des sommes tellement exorbitantes que la question de savoir où les trouver restait un mystère pour tous. Lever ces fonds en or, en monnaie étrangère, ou en usant de paiements en nature, aurait été absolument impossible sauf à provoquer également la ruine des receveurs de ce tribut. Dans les faits, ces dictateurs de la paix démocratique détruisirent l'économie du monde entier avec leur folie de Versailles.

Leur mutilation insensée des peuples et des États amena à la destruction de la production ordinaire, et aux intérêts commerciaux qui avaient été bien établis au cours de centaines d'années, amenant à une croissance des tendances à l'autarcie et avec elle à l'extinction des conditions générales de l'économie mondiale qui avait jusqu'alors existé.

Lorsqu'il y a vingt ans de cela, je signai de mon nom le livre de la vie politique, en tant que septième membre du parti qui s'appelait alors *parti des travailleurs allemands* à Munich, je remarquai que les signes de cette désolation apparaissaient tout autour de moi. Le pire — comme je l'ai déjà souligné — en était le désespoir total des masses qui en découlait, la disparition au sein des classes éduquées de toute confiance en la raison humaine, sans compter un sentiment de justice, et la prédominance d'un égoïsme brutal qui se faisait jour en toute créature exposée à ces maux.

La manière dont, au cours d'une période qui s'établit à présent à vingt ans, j'ai pu une fois de plus façonner une nation organiquement homogène en partant d'une désorganisation aussi chaotique, et établir un nouvel ordre, cette manière figure déjà dans l'histoire allemande.

L'une des oppressions les plus honteuses à avoir jamais été commise est le démembrement de la nation allemande, et la désintégration politique, stipulée dans le *dictat* de Versailles, dans la région-même où cette nation avait vécu des milliers d'années durant.

Messieurs, je n'ai jamais douté à aucun stade du fait qu'il soit possible, partout en Europe, de parvenir à une harmonie d'État et de frontières

nationales, qui seront satisfaisantes en tous points. D'un côté, la migration des peuples a progressivement diminué jusqu'à atteindre un point mort au cours des derniers siècles, et d'un autre côté, le développement de vastes communautés a amené à une situation qui, quel que soit l'angle duquel on la considère, ne peut être vue que comme insatisfaisante par ceux qu'elle concerne. Mais c'est la manière même selon laquelle ces développements nationaux et politiques se sont peu à peu stabilisés au cours du siècle passé, qui a amené de nombreuses personnes à considérer comme justifié l'espoir qu'en fin de compte, un compromis pourrait être trouvé entre le respect de la vie nationale des divers peuples d'Europe et la reconnaissance de structures politiques établies, un compromis selon lequel, sans détruire l'ordre politique européen ni ses fondements économiques en place, les nationalités pourraient se voir préservées.

Cet espoir fut anéanti par la grande guerre. Le *dictat* de paix de Versailles ne rendit justice ni à un principe, ni à l'autre. Ni le droit à l'auto-détermination, ni le politique, sans même parler des nécessités économiques et des conditions du développement européens, ne furent respectés. Néanmoins, je n'ai jamais douté que — comme je l'ai déjà souligné — même une révision du traité de Versailles aurait forcément ses propres limites. Et j'ai toujours affirmé ceci avec le plus haut degré de franchise — non pour quelque raison tactique, mais du fait de ma conviction intime. En tant que dirigeant national du peuple allemand, je n'ai jamais entretenu aucun doute vis-à-vis du fait que, dès lors que les plus hauts intérêts du comité européen se trouveraient en jeu, les intérêts nationaux doivent, si nécessaire, se retrouver dans certains cas relégués au second plan.

Et — comme je l'ai déjà souligné — cela ne s'est pas produit pour des raisons tactiques, car je n'ai jamais laissé nourrir le moindre doute vis-à-vis du fait que je suis absolument pénétré de cette attitude. En égard aux nombreux territoires qui pourraient possiblement faire l'objet de différends, je suis donc parvenu à des décisions finales, que j'ai laissé connaître non seulement au monde extérieur, mais également à mon propre peuple, et j'ai veillé à ce que ces décisions soient respectées par celui-ci.

Je n'ai pas, comme le fit la France en 1870-1871, décrit la cession de l'Alsace-Lorraine comme une chose intolérable pour l'avenir, mais j'ai ici établi une différence entre le territoire de la Sarre, et ces deux anciennes provinces impériales. Et je n'ai jamais changé d'attitude, pas plus que je n'en changerai à l'avenir. Je n'ai laissé en aucune occasion mon attitude se faire modifier ou compromettre dans le pays, que ce soit par la presse ou de toute autre manière. Le retour du territoire de la Sarre a réglé tous les problèmes territoriaux du continent européen entre la France et l'Allemagne. Mais je n'ai jamais considéré comme regrettable que les hommes d'État français considérassent cette attitude comme allant de soi.

Mais ce n'est pas ainsi qu'il faut considérer la situation. Ce n'était pas par crainte de la France que j'ai prêché cette attitude. En tant qu'ancien

combattant, je ne vois aucune raison d'aucune sorte à avoir peur. En outre, pour ce qui concerne le territoire de la Sarre, j'ai énoncé clairement que nous n'approuverions aucun refus concernant son retour à l'Allemagne.

Non, j'ai confirmé cette attitude envers la France comme une expression d'appréciation de la nécessité de parvenir à la paix en Europe, au lieu de semer les germes d'une incertitude continue et même de tensions, en réalisant des demandes sans limites et en demandant continuellement des révisions. Si ces tensions sont malgré tout à présent apparues, la responsabilité n'en repose pas sur l'Allemagne, mais sur les éléments internationaux qui produisent systématiquement de telles tensions afin de servir leurs intérêts capitalistes.

J'ai réalisé des déclarations qui nous ont engagés auprès d'un grand nombre d'États. Aucun de ces États ne peut se plaindre que depuis, l'ombre d'une demande contraire à ces engagements leur ait été formulée par l'Allemagne. Par exemple, aucun homme d'État scandinave ne peut prétendre qu'une demande leur aurait été faite par le gouvernement allemand, ou par l'opinion publique allemande, qui serait incompatible avec la souveraineté et l'intégrité de leurs États.

J'ai été heureux que plusieurs États européens se soient servis de ces déclarations émises par le gouvernement allemand pour exprimer et souligner leur désir, également, d'une absolue neutralité. Ceci s'applique à la Hollande, à la Belgique, à la Suisse, au Danemark, etc. J'ai déjà mentionné la France. Il n'est pas nécessaire que je mentionne l'Italie, avec laquelle nous sommes unis par l'amitié la plus profonde et la plus étroite, ni la Hongrie ou la Yougoslavie, avec qui, en tant que voisins, nos relations sont heureusement des plus amicales.

En outre, je n'ai laissé planer aucun doute, depuis le début de mon activité politique, vis-à-vis du fait qu'existaient d'autres circonstances représentant une offense aussi vile et aussi grossière contre le droit à l'autodétermination de notre peuple, et que nous n'accepterons ni ne supporterons jamais.

Je n'ai jamais écrit la moindre ligne, ni prononcé la moindre phrase, énonçant une attitude différente par rapport aux États que je viens de mentionner. En outre, pour ce qui concerne les autres cas, je n'ai jamais écrit la moindre ligne ni prononcé la moindre phrase qui exprimât une attitude contraire à mes actions.

1. L'Autriche, la plus ancienne des manifestations à l'Est du peuple allemand, fut jadis le contrefort de la nation allemande au Sud-Est du Reich.

Les Allemands vivant dans ce pays sont des descendants de colons de toutes les tribus allemandes, même si c'est la tribu bavaroise qui en contribua la plus grande part. Plus tard, cette *manifestation orientale*¹⁵⁸ se transforma en territoires de la couronne et noyau

158. « Ostmark », NdT

d'un Empire allemand durant cinq siècles, Vienne devenant lors de cette période la capitale du Reich allemand.

Ce Reich allemand fut en fin de compte brisé par Napoléon, le Corse, alors qu'il connaissait une trajectoire de dissolution progressive; mais il continua d'exister sous la forme d'une fédération allemande, et il y a peu de temps encore, il combattit et eut à souffrir de la plus grande guerre de tous les temps, comme unité exprimant les sentiments nationaux du peuple, en dépit du fait qu'il ne constituât plus un État unifié. Je suis moi-même un fils de cette manifestation orientale.

Non seulement le Reich allemand fut-il détruit, et l'Autriche démembrée en sous-parties par les criminels de Versailles, mais il fut interdit aux Allemands d'affirmer l'appartenance à cette communauté, à laquelle ils avaient déclaré leur adhésion depuis plus de mille ans. J'ai toujours considéré l'élimination de cette situation comme la plus haute et la plus sacrée des tâches de ma vie. Je n'ai jamais manqué de proclamer cette détermination, et j'ai toujours été résolu à concrétiser ces idées, qui m'ont hanté jour et nuit.

Si j'avais échoué dans ma propre tentative d'amener mon pays natif et mon peuple allemand de la *marche orientale* au Reich, et par là à la communauté du peuple allemand, j'aurais péché contre ma convocation par la Providence. En outre, j'ai ce faisant évacué le côté le plus scandaleux du traité de Versailles. J'ai établi une fois de plus le droit à l'auto-détermination et mis fin à l'oppression par les démocraties de sept millions et demi d'Allemands. J'ai levé l'interdiction qui leur empêchait de choisir dans les urnes de leur propre destin, et j'ai tenu ce scrutin au vu et au su du monde entier. Le résultat fut non seulement celui auquel je m'attendais, mais également précisément celui qui avait été anticipé par les oppresseurs des peuples — les oppresseurs constitués par les démocraties de Versailles. Car pour quelle autre raison auraient-ils empêché la tenue d'un plébiscite sur la question de l'Anschluss ?

2. La Bohême et la Moravie.

Lorsque commencèrent les migrations des tribus des peuples germains, pour des raisons qui nous sont inexplicables, hors des territoires qui sont aujourd'hui connus sous le nom de Bohême et de Moravie, un peuple slave étranger traça sa voie vers ce territoire, et se forgea une place parmi les Allemands qui y étaient restés. Depuis cette époque, la région occupée par ce peuple slave a la forme d'un fer à cheval enclavé au milieu d'Allemands.

D'un point de vue économique, une existence indépendante est à long terme impossible pour ces pays, sauf à convenir d'une relation proche avec la nation allemande et l'économie allemande. Mais ce point mis à part, presque quatre millions d'Allemands ont vécu dans ce

territoire de Bohême et de Moravie. Une politique d'anéantissement national qui fut fixée, en particulier par suite du traité de Versailles, sous pression de la majorité tchèque, et combinée également avec des conditions économiques et à une marée de désespoir montante, a amené à l'émigration de ces éléments allemands, si bien que le nombre d'Allemands restant à vivre sur ce territoire fut réduit à environ 3 700 000.

La population de la périphérie de ce territoire est uniformément allemande, mais de grandes enclaves linguistiques allemandes existent également en son intérieur. La nation tchèque est d'une origine qui nous est étrangère, mais au cours des milliers d'années durant lesquelles les deux peuples ont vécu côte à côte, la culture tchèque s'est vue former et façonnée par des influences allemandes. L'économie tchèque ne doit son existence qu'au fait qu'elle a fait partie du grand système économique allemand. La capitale de ce pays fut un temps une ville impériale allemande, et y figure la plus ancienne des universités allemandes. De nombreuses cathédrales, hôtels de ville, et résidences de nobles et de citoyens y témoignent de l'influence de la culture allemande. Le peuple tchèque lui-même a, au cours des siècles, alterné entre des contacts plus ou moins rapprochés avec le peuple allemand. Chaque contact rapproché a résulté en une période au cours de laquelle les nations allemandes et tchèques étaient toutes deux florissantes; chaque éloignement amena des conséquences calamiteuses.

Nous sommes familiers des mérites et des valeurs du peuple allemand, mais la nation tchèque, avec la somme totale de ses compétences et capacités, de son industrie, de sa diligence, de son amour pour son sol natif et de son propre héritage national, mérite également notre respect. Dans les faits vécus, il y eut des périodes au cours desquelles ce respect mutuel pour les qualités de l'autre nation a constitué une chose évidente.

Les faiseurs de paix démocratiques de Versailles peuvent s'attribuer les lauriers d'avoir accordé au peuple tchèque le rôle spécial d'un État satellite, à disposition pour être utilisé contre l'Allemagne. Dans ce dessein, ils ont prononcé arbitrairement une propriété étrangère nationale sur l'État tchèque, qui était intrinsèquement incapable de survivre à la seule force de l'unité nationale tchèque. C'est-à-dire qu'ils firent violence aux autres nationalités afin d'accorder une base solide à un État incorporant une menace latente à la nation allemande en Europe centrale.

Et cet État, dans lequel l'élément national soi-disant prédominant était de fait une minorité, ne put rester en place qu'en usant d'agression brutale sur les composantes nationales formant la plus grande partie de sa population. Cette agression ne fut rendue possible que du fait de la protection et de l'assistance assurées par les démocraties européennes. Cette assistance n'était évidemment accordée à l'État tchèque qu'à condition que cet État

restât loyalement prêt à prendre la main et à jouer le rôle qu'on lui avait assigné à sa naissance, mais le dessein sous-jacent à ce rôle n'était autre que d'empêcher la consolidation de l'Europe centrale, d'établir un pont à l'Europe pour l'agression bolchevique, et par-dessus tout d'agir en tant que mercenaire des démocraties européennes contre l'Allemagne.

Tout suivit automatiquement. Plus cet État essaya de répondre à la tâche qui lui avait été assignée, plus grandes furent les résistances que lui opposèrent les minorités nationales. Et plus ces résistances grandissaient, plus il devint nécessaire de recourir à l'oppression. Cet inévitable durcissement de l'antithèse interne amena alors une dépendance accrue envers les fondateurs européens démocratiques, et bénéficiaires de l'existence de cet État, car eux seuls se trouvaient en position de maintenir à long terme l'existence économique de cette création artificielle et contre nature.

L'Allemagne n'était fondamentalement intéressée que par une seule chose : libérer les presque quatre millions d'Allemands dans ce pays de leur situation intolérable, et leur permettre de retourner à leur patrie et au Reich vieux de mille ans.

Ce ne fut que chose naturelle que ce problème soulevât immédiatement tous les autres aspects des problèmes de nationalités. Mais ce fut également naturel que la suppression des différents groupes nationaux dût priver ce qui restait de cet État de toute capacité à survivre — un fait que les fondateurs de cet État avaient tout à fait bien à l'esprit lorsqu'ils discutèrent de sa création à Versailles. Ce fut pour cette raison même qu'ils avaient décidé de l'agression des autres minorités, et les avaient forcées contre leur gré à se rendre partie de cet État construit avec amateurisme.

Je n'ai en outre jamais fait le moindre mystère sur mon opinion ou mon attitude. Il est vrai que, tant que l'Allemagne elle-même resta faible et sans défense, cette oppression de presque quatre millions d'Allemands put être réalisée sans que le Reich n'offrît de résistance en pratique. Cependant, seul un néophyte de la politique aurait pu croire que la nation allemande allait rester à jamais dans l'état qui était le sien en 1919. Tant que les traîtres de l'international, soutenus depuis l'étranger, conservèrent le contrôle de l'État allemand, on pouvait être certain que ces conditions indignes resteraient inchangées. Mais dès lors qu'après la victoire du national-socialisme, ces traîtres durent transférer leur domicile sur les lieux d'où ils recevaient leurs émoluments, la solution à ce problème ne fut plus qu'une affaire de temps.

Par ailleurs, il s'agissait exclusivement d'une question affectant les nationalités concernées, et pas l'Europe occidentale. On peut certainement comprendre que l'Europe occidentale était intéressée par l'État artificiel établi pour ses propres fins, mais que les nationalités entourant cet État dussent considérer cet intérêt comme un facteur déterminant pour elles-mêmes était une conclusion erronée, que beaucoup ont peut-être été amenés à regretter. Si cet intérêt n'avait pas été porté plus loin qu'envers

l'établissement financier de cet État, et si l'intérêt financier n'avait pas été soumis exclusivement aux objectifs politiques des démocraties, l'Allemagne n'aurait rien trouvé à redire.

Les besoins financiers de cet État étaient guidés par une seule idée, à savoir la création d'un État militaire armé jusqu'aux dents, avec une vision de former un bastion s'étendant à l'intérieur du Reich allemand, qui aurait pu constituer une base pour des opérations militaires en connexion avec les invasions du Reich depuis l'Ouest, ou de toute façon une base aérienne d'une valeur indiscutable.

On voit plus clairement ce qui était attendu de la part de cet État lorsqu'on considère l'observation du ministre de l'air français, M. Pierre Cot, qui affirma posément que le devoir de cet État en cas de conflit était de tenir lieu d'aérodrome pour l'atterrissage et le décollage de bombardiers, base depuis laquelle il aurait été possible de détruire les plus importants centres allemands en quelques heures. On peut donc comprendre que le gouvernement allemand décida à son tour de détruire cet aérodrome pour bombardiers. Le gouvernement allemand ne prit pas cette décision par haine du peuple tchèque. Ce fut plutôt le contraire. Car au cours des mille ans durant lesquels les peuples allemand et tchèque ont vécu ensemble, il y eut des périodes de coopération durable durant des centaines d'années, interrompue seulement par de brèves périodes de tensions. Dans ces périodes de tensions, les passions des peuples se battant l'un contre l'autre sur leurs frontières nationales peuvent obscurcir très facilement le sens de la justice, et ainsi donner une mauvaise image générale de la situation. Il s'agit là d'une caractéristique de toute guerre. Ce ne fut que durant les longues périodes de vie harmonieuse en commun que les deux peuples convinrent qu'ils avaient tous deux droits à exprimer un droit sacré à la déférence et au respect de leur nationalité.

Durant ces années de lutte, ma propre attitude envers le peuple tchèque s'est uniquement cantonnée à me faire le gardien des intérêts nationaux et du Reich, combinés avec des sentiments de respect pour le peuple tchèque. Mais une chose reste certaine. Même si les sages-femmes démocratiques ayant donné naissance à cet État étaient parvenues à atteindre leur objectif ultime, le Reich allemand n'aurait certainement pas été détruit, malgré le fait que nous aurions subi de fortes pertes. Non, le peuple tchèque, du fait de sa taille limitée et de sa position, en serait sans doute arrivé à des conséquences plus redoutables, et — j'en suis convaincu — catastrophiques.

Je suis heureux qu'il ait été possible, quand bien même cela ait ennuyé les intérêts des démocraties, d'éviter cette catastrophe en Europe centrale, du fait de notre propre modération, mais également de celui du bon jugement du peuple tchèque. Car les meilleurs et les plus sages des Tchèques ont lutté depuis des décennies pour obtenir le droit à leur propre nationalité et le droit d'établir cette nationalité et de la raviver ; et ces droits

sont bien entendus accordés à ce peuple dans le Reich allemand national-socialiste. L'Allemagne national-socialiste n'a aucune notion propre à trahir les principes raciaux dont nous sommes fiers. Ils bénéficieront non seulement à la nation allemande, mais également au peuple tchèque. Mais nous demandons la reconnaissance d'une nécessité historique et d'une exigence économique dans laquelle nous nous trouvons. Lorsque, le 22 février 1938, j'ai annoncé la solution à ce problème au Reichstag, j'étais convaincu que j'obéissais à la nécessité d'une conjoncture d'Europe centrale.

Aussi tard que le 19 mars 1938, je pensais qu'en usant d'une évolution progressive, il pourrait s'avérer possible de résoudre le problème des minorités de cet État et, à un moment ou à un autre, en usant de coopération mutuelle, de parvenir à un terrain d'entente avantageux à tous les intérêts concernés, politiquement ainsi qu'économiquement.

Ce ne fut que lorsque Benes, qui était totalement à la solde des financiers internationaux des démocraties, transforma le problème en conflit militaire et déclencha une vague de répression contre les Allemands, essayant dans le même temps, par la mobilisation que chacun d'entre vous connaît, de diminuer la stature internationale de l'État allemand et d'abîmer son prestige, qu'il apparut clairement à mes yeux qu'une solution par ces méthodes ne serait plus possible. Car le faux rapport mentionnant une mobilisation allemande était bien évidemment inspiré de l'étranger, et suggéré aux Tchèques afin de provoquer cette diminution du prestige du Reich allemand.

Il n'est pas nécessaire que je répète à nouveau qu'au mois de mai de l'an dernier, l'Allemagne n'avait pas mobilisé un seul homme, malgré le fait que notre opinion à tous fût que le destin de [M. Schuschnigg](#) aurait dû indiquer à chacun l'opportunité d'œuvrer à une entente mutuelle en usant d'un traitement plus juste des minorités nationales.

J'étais, pour ma part, prêt à essayer ce type de développement pacifique avec patience, quand bien même ce processus dût-il durer des années. Mais c'était exactement cette solution pacifique qui constituait une épine dans la chair des agitateurs au sein des démocraties.

Ils nous détestent, nous Allemands, et préféreraient nous éradiquer complètement. Que sont les Tchèques à leurs yeux ? Ils ne sont rien d'autre qu'un moyen à utiliser pour parvenir à une fin. Et qu'ont-ils à faire du sort d'une nation petite et vaillante ? Pourquoi devraient-ils s'inquiéter des vies de centaines de milliers de braves soldats qui auraient été sacrifiés à leur ligne politique ?

Ces fomenteurs de paix d'Europe occidentale ne s'inquiétèrent pas de travailler pour la paix, mais de provoquer un massacre afin de monter les nations les unes contre les autres et ainsi de provoquer de nouveaux flots de sang. Pour cette raison, ils inventèrent le récit de la mobilisation allemande, et trompèrent l'opinion publique de Prague avec ce récit. Il était conçu pour fournir une excuse à la mobilisation tchèque ; et alors

par ce moyen ils espéraient pouvoir exercer les pressions militaires qu'ils désiraient dans l'Allemagne des Sudètes, dont l'existence ne pouvait plus être évitée.

Si l'on s'en tient à leur vision, il ne restait que deux alternatives à l'Allemagne : soit accepter cette mobilisation tchèque, et avec elle un coup indigne porté au prestige de l'Allemagne, soit régler les comptes avec la Tchéco-Slovaquie. Cela impliquait une guerre sanglante, et impliquait peut-être la mobilisation des nations d'Europe occidentale qui n'avaient aucun intérêt dans ces affaires, c'est-à-dire que cela les impliquait dans l'inévitable bain de sang, et plongeait l'humanité dans une nouvelle catastrophe dans laquelle les uns auraient l'honneur de perdre la vie, et les autres le plaisir d'accumuler des profits de guerre.

Vous connaissez, Messieurs, les décisions que je pris à l'époque :

1. La solution de cette question et ce, qui plus est, au plus tard le 2 octobre 1938.
2. Les préparations de cette solution par tout moyen nécessaire afin de ne laisser aucun doute vis-à-vis du fait que toute tentative d'intervention se trouverait confrontée à la force unifiée de la nation toute entière.

Ce fut sur ces entrefaites que je décrétai et ordonnai la construction de fortifications à l'Ouest. Le 25 septembre 1938, elles se trouvaient déjà en une situation telle que leur pouvoir de résistance était trente à quarante fois supérieur à celui de l'ancienne « ligne Siegfried » remontant à la grande guerre. Ces fortifications sont à présent terminées, et se voient actuellement agrandies par de nouvelles lignes aux alentours d'Aix-la-Chapelle et de Sarrebruck, que j'ai ordonnées par la suite. Ces extensions sont également déjà prêtes en grande partie à assurer notre défense.

Au vu de la qualité de ces édifices, les plus grandes fortifications jamais construites, la nation allemande peut se sentir parfaitement assurée qu'aucune puissance de ce monde ne parviendra jamais à percer ce front.

Après l'échec de la première tentative provocatrice d'utiliser la mobilisation tchèque à amener au résultat désiré, la seconde phase a commencé, et les motivations sous-jacentes à cette question, qui en réalité n'auraient dû concerner que l'Europe centrale, apparurent de manière d'autant plus évidente.

Si le cri « Jamais un nouveau Munich » se fait de nouveau entendre aujourd'hui dans le monde, cela ne fait que confirmer le fait que la solution pacifique au problème apparut comme la chose la plus maladroite qui pût jamais apparaître dans le champ de vision de ces va-t-en-guerre. Ils sont déçus que le sang n'ait pas été versé — non pas leur sang, car bien entendu ces agitateurs ne sont jamais présents aux endroits où des hommes se tirent dessus, mais seulement là où l'on peut gagner de l'argent. Non, il s'agit du sang de nombreux soldats anonymes !

En outre, la conférence de Munich n'aurait pas dû s'avérer nécessaire, car la tenue de cette conférence ne fut rendue possible que par le fait que les pays qui avaient commencé par inciter les parties concernées à résister à tout prix, se retrouvèrent ensuite contraints, lorsque la situation appela de manière pressante une solution d'une manière ou d'une autre, à essayer de s'assurer une retraite plus ou moins respectable ; car sans Munich, c'est-à-dire, sans l'ingérence des pays d'Europe occidentale — une solution au problème tout entier, à supposer que le problème ait cru dans des proportions aussi considérables, aurait sans doute été la chose la plus simple à trouver au monde.

La décision de Munich a amené aux résultats qui suivent :

1. Le retour au Reich des principales zones peuplées d'Allemands en Bohême et Moravie ;
2. La possibilité reste ouverte d'une solution aux autres problèmes de l'État — comme un retour ou une séparation des minorités hongroises et slovaques existantes ;
3. Restait encore la question des garanties. Du point de vue de l'Allemagne et de l'Italie, la garantie de cet État avait, dès le départ était rendue dépendante du consentement de toutes les parties intéressées jouxtant la Tchéco-Slovaquie, c'est-à-dire que la garantie se trouvait couplée à la solution concrète des problèmes concernant les parties mentionnées, qui restait non définie.

Les problèmes qui suivent restaient ouverts :

1. Le retour des districts magyars à la Hongrie ;
2. Le retour des districts polonais à la Pologne ;
3. La solution à la question slovaque ;
4. La solution à la question ukrainienne.

Comme vous le savez, les négociations entre la Hongrie et la Tchéco-Slovaquie n'avaient qu'à peine commencé lorsque les négociateurs tchécoslovaques et hongrois demandèrent à l'Allemagne et à l'Italie, ce pays étant main dans la main avec l'Allemagne, d'agir comme arbitres au sujet de la définition de nouvelles frontières entre la Slovaquie, l'Ukraine des Carpates, et la Hongrie. Les pays concernés ne s'accordèrent pas l'opportunité de faire appel aux quatre puissances ; au contraire, ils renoncèrent expressément à cette possibilité. Ils la refusèrent même. Et cela n'était que chose naturelle. Tous les peuples vivant sur ce territoire désiraient la paix et la tranquillité. L'Italie et l'Allemagne étaient prêtes à répondre à cet appel. Ni l'Angleterre, ni la France n'é mirent d'objection vis-à-vis de cet arrangement, bien qu'il constituât dans les faits une déviation par rapport aux accords de Munich. Ils n'auraient pas pu émettre d'objection. C'eut été folie de la part de Paris ou de Londres que de protester contre une action de la part de l'Allemagne ou de l'Italie, menée uniquement

à la demande des pays concernés. Comme cela arrive systématiquement dans ce genre de situation, la décision prise par l'Allemagne et l'Italie ne s'avéra pas entièrement satisfaisante pour l'une ou l'autre des parties subissant l'arbitrage. Depuis le tout début, la difficulté était que cet arbitrage devait être accepté volontairement par les deux parties. Ainsi, une fois accepté par les deux États, de violentes manifestations se firent jour dès que l'accord prit effet.

La Hongrie, poussée par des intérêts tant généraux que spécifiques, exigea l'Ukraine des Carpates, cependant que la Pologne exigea des moyens de communication directs avec la Hongrie.

Il apparut clairement qu'en de telles circonstances, même le résidu de l'État que Versailles avait amené à exister était prédestiné à l'extinction. Il s'agissait d'un fait que, peut-être, un seul État était intéressé par la préservation du *statu quo*, et cet État était la Roumanie; l'homme le mieux autorisé à s'exprimer au nom de ce pays m'affirma en personne à quel point il aurait été désirable de disposer d'une ligne de communication directe avec l'Allemagne, peut-être en traversant l'Ukraine et la Slovaquie. Je mentionne ce point comme une indication de l'étendue de la menace de la part de l'Allemagne que la Roumanie, à en croire les devins étasuniens, est supposée souffrir.

Mais il devint alors évident que l'Allemagne ne pouvait pas mener la tâche de s'opposer de manière permanente à un développement naturel, ni de se battre pour maintenir une situation de laquelle nous n'aurions jamais pu nous tenir responsables. L'étape fut ainsi atteinte à laquelle je décidai de faire une déclaration au nom du gouvernement allemand, pour affirmer que nous n'avions plus l'intention d'encourir les reproches de nous opposer aux désirs communs de la Pologne et de la Hongrie au sujet de leurs frontières, uniquement afin de maintenir ouverte une voie de communication entre l'Allemagne et la Roumanie.

Depuis cela, en outre, le gouvernement tchèque en est une fois de plus revenu à ses anciennes méthodes, et la Slovaquie a également exprimé son désir d'indépendance, si bien que l'existence de l'État en tant que tel n'était plus un sujet. La structure de la Tchéco-Slovaquie établie à Versailles avait vécu.

Cet État se brisa non parce que l'Allemagne désirait sa rupture, mais parce qu'à long terme, il est impossible de créer et de maintenir des États artificiels à la table de conférence, car de tels États sont incapables de survivre. Par conséquent, en réponse à une question concernant une garantie qui était demandée par l'Angleterre et la France quelques jours avant la dissolution de cet État, l'Allemagne refusa d'accorder une garantie, car les conditions d'existence de cet État, posées à Munich, n'existaient plus.

Au contraire, une fois que l'ensemble de la structure de l'État eut commencé à se briser et se fut en fait déjà dissolue, le gouvernement allemand décida également finalement d'intervenir. Les faits qui suivent démontrent

que l'Allemagne n'agit ainsi qu'en réponse à un devoir évident. À l'occasion de la première visite à Munich du ministre des affaires étrangères tchèque, M. Chvalkovsky, le gouvernement allemand exprima clairement sa vision de l'avenir de la Tchéco-Slovaquie. J'assurai moi-même à M. Chvalkovsky en cette occasion que, pourvu que les grandes minorités allemandes restant sur le territoire tchèque fussent correctement traitées, et pourvu qu'un règlement général pour l'ensemble de l'État pût être trouvé, nous allions garantir une attitude correcte de la part de l'Allemagne, et nous allions assurément ne mettre aucun obstacle sur le chemin de l'État.

Mais j'exprimai clairement également, sans laisser planer le moindre doute, que si les Tchèques déclenchaient la moindre action dans la lignée des politiques de l'ancien président, le Dr Benes, l'Allemagne n'allait pas tolérer de tels développements, mais les étouffer dans l'œuf. J'indiquai également, dans le même temps, que le maintien d'un arsenal militaire aussi considérable en Europe centrale, sans raison ni objectif, ne pouvait être considéré que comme un vecteur de danger.

Les développements qui suivirent démontrèrent à quel point mes avertissements étaient justifiés. Un flux toujours croissant de propagande sourde, ainsi qu'une tendance continue de la part des journaux tchèques à revenir à leurs anciennes manières permirent de comprendre, même au plus nigaud de tous, que l'ancienne marche des affaires allait bientôt reprendre son cours.

Le risque de conflit militaire était d'autant plus important qu'existait toujours la possibilité que quelque fou pût prendre le contrôle de ces immenses entrepôts de munitions. Cela impliquait le danger d'une explosion gigantesque. En preuve de ce que j'avance, je me vois contrains, Messieurs, de vous donner une idée de la mesure vraiment colossale de ce stock international d'explosifs en Europe centrale.

Depuis que ce territoire a été occupé, les éléments qui suivent ont été repris et placés sous bonne garde :

- Armée de l'air : 1582 avions, 501 canons anti-aériens.
- Armée de terre : 2175 canons légers et lourds, 785 lanceurs de mines, 469 chars, 43 876 mitrailleuses, 114 000 pistolets automatiques, 1 090 000 fusils. Munitions : munitions d'infanterie : plus d'1 000 000 000 pièces, et plus de 3 000 000 cartouches ; autres équipements de guerre en tous genres, comme par exemple des équipements pour la construction de ponts, des déflecteurs pour avions, des projecteurs, des instruments de mesure, des véhicules à moteur et des véhicules spéciaux à moteur en grandes quantités.

Je pense que c'est une bénédiction pour des millions et des millions de personnes que, grâce au fait que les yeux d'hommes responsables, de l'autre côté, se sont ouverts à la onzième heure, je suis parvenu à éviter une telle explosion et ai pu trouver une solution qui, j'en suis convaincu,

a finalement mis un terme au problème de cette source de danger pour l'Europe centrale.

Affirmer que cette solution est contraire aux accords de Munich n'est pas une thèse que l'on peut soutenir ou confirmer. Cet accord ne put en aucune manière être considéré comme final, car il reconnaissait qu'il laissait derrière lui d'autres problèmes encore irrésolus.

On ne peut pas nous reprocher le fait que les parties concernées — et ceci est le point central — ne s'adressassent pas aux quatre puissances, mais uniquement à l'Italie et à l'Allemagne, ni le fait que l'État a fini par se déchirer de lui-même, et que, par conséquent, la Tchéco-Slovaquie cessa d'exister.

Mais l'on put comprendre qu'après que les principes ethnographiques eurent été violés depuis si longtemps, l'Allemagne décidât de prendre sous sa protection ses intérêts remontant à mille ans en arrière, qui ne sont pas uniquement politiques, mais également de nature économique.

L'avenir montrera si la solution que l'Allemagne a trouvée est juste ou erronée. Mais il est certain que cette solution n'est soumise à aucune supervision ou critique anglaise. Car la Bohême et la Moravie, en tant que reliquats de l'ancienne Tchéco-Slovaquie, n'ont plus rien à faire de l'accord de Munich. La situation est semblable eu égard aux mesures anglaises prises, par exemple en Irlande du Nord — qu'elles soient justifiées ou erronées, elles ne sont non plus soumises à aucune supervision ou critique allemande.

Et cela est valable également pour les anciens électeurs allemands. Mais je ne comprends vraiment pas du tout comment l'accord conclu entre M. Chamberlain et moi-même à Munich peut s'appliquer en cette instance, car la situation de la Tchéco-Slovaquie fut décidée lors de la conférence des quatre puissances de Munich, pour autant qu'elle pût être décidée à l'époque.

Cela mis à part, décision fut simplement prise que si les parties intéressées ne parvenaient pas à un accord, elles seraient habilitées à faire appel aux quatre puissances, qui faisaient preuve de voracité au sujet d'une telle possibilité de se voir consultées après l'expiration des trois mois.

Cependant, ces parties intéressées ne se tournèrent aucunement vers les quatre puissances, mais uniquement vers l'Allemagne et l'Italie. Pour preuve supplémentaire que ceci était parfaitement justifié, le fait est que ni l'Angleterre, ni la France n'ont levé la moindre objection à cela, et ont au contraire accepté la décision prise par l'Allemagne et l'Italie. Non, l'accord entre M. Chamberlain et moi-même n'avait rien à voir avec ce problème, mais portait uniquement sur des questions relatives aux relations mutuelles entre l'Angleterre et l'Allemagne. Ce point est clairement établi par le fait qu'il est prévu de traiter ces questions à l'avenir dans l'esprit de l'accord de Munich et de l'accord naval anglo-allemand, c'est-à-dire dans un esprit d'amitié et de consultation.

Si, cependant, cet accord ¹⁵⁹ devait être appliqué à toute activité allemande à venir d'une nature politique, l'Angleterre, elle non plus, ne devrait mener aucune action, que ce soit en Palestine ou ailleurs, sans avoir préalablement consulté l'Allemagne. Bien évidemment, nous ne nous attendons pas à cela ; et symétriquement, nous refusons que de telles contraintes nous soient appliquées.

Si M. Chamberlain conclut que l'accord que nous avons scellé ensemble à Munich est rendu nul et non-avenu en raison d'un défaut de la part de l'Allemagne, j'en accuserai réception et en tiendrai compte.

Tout au long de mon activité politique, je n'ai eu de cesse que d'avancer l'idée d'une amitié étroite et d'une collaboration entre l'Allemagne et l'Angleterre. Dans mon mouvement, j'ai trouvé d'innombrables personnes partageant cet avis. Peut-être m'ont-ils rallié du fait de mon attitude à cet égard. Ce désir d'amitié et de coopération anglo-allemande s'inscrit non seulement à des sentiments fondés sur les origines raciales de nos deux peuples, mais également à ma compréhension de l'importance de l'existence de l'Empire britannique pour l'ensemble de l'humanité.

Je n'ai jamais laissé place au moindre doute vis-à-vis de ma conviction que l'existence de cet empire est un facteur de valeur inestimable pour l'ensemble de la vie humaine — culturelle et économique. Quels que soient les moyens employés par la Grande-Bretagne pour acquérir ses territoires coloniaux — et je sais que la force et souvent la brutalité furent employées — je comprends pleinement qu'aucun autre empire ne s'est jamais édifié en usant d'autres moyens, et qu'en analyse finale, l'histoire ne retient pas tant les méthodes que le résultat, c'est-à-dire, pas même la réussite des méthodes en soi, mais plutôt le bien général produit par ces méthodes.

Il ne fait aucun doute que le peuple anglo-saxon a accompli un colossal travail de colonisation dans le monde. J'ai une admiration sincère pour ce travail.

La pensée de détruire cette œuvre ne m'a semblé, et continue de ne m'apparaître, en prenant le recul du point de vue de l'humanité, que comme une manifestation de destruction humaine gratuite. Cependant, mon respect sincère pour cette réussite n'implique pas que je doive négliger la tâche de sécuriser la vie de mon propre peuple.

Je considère comme une impossibilité de parvenir à une amitié durable entre les peuples allemand et anglo-saxon si chacune des parties ne reconnaît pas qu'il existe des intérêts allemands outre les intérêts britanniques, et que, exactement comme la préservation de l'Empire britannique est l'objet et l'objectif de la vie des Britanniques, la liberté et la préservation du Reich allemand est l'objectif de la vie des Allemands.

Une amitié véritable et durable entre ces deux nations n'est concevable que sur une base de respect mutuel. Le peuple anglais dirige un grand

159. La proposition formulée dans le télégramme du président Roosevelt du 14 avril 1939, NdT

empire. Ils ont construit cet empire à une époque où le peuple allemand connaissait un état de faiblesse interne.

L'Allemagne disposa jadis d'un grand empire. À une époque, elle régna sur l'Occident. Suite à ces luttes sanglantes et à des dissensions religieuses, et par résultat d'une désintégration politique intérieure, cet empire a perdu en puissance et en grandeur, et a fini par sombrer dans un profond sommeil.

Mais alors même que cet ancien empire semblait avoir atteint sa fin, les germes de son renouveau commençaient à germer. Depuis Brandebourg et la Prusse se levait une nouvelle Allemagne, le second Reich, duquel est finalement sorti le Reich du peuple allemand.

Et j'espère que l'ensemble du peuple anglais comprend que nous n'entretenez pas le moindre sentiment d'infériorité par rapport aux Britanniques. La part que nous avons jouée dans l'histoire est bien trop importante pour cela.

L'Angleterre a apporté au monde de nombreux grands hommes, et l'Allemagne pas moins. La rude lutte pour le maintien de la vie de nos peuples a été, au cours de trois siècles, au prix d'un sacrifice en vies, qui dépasse de loin celui que d'autres peuples ont eu à consentir pour poursuivre leur existence.

Si l'Allemagne, un pays attaqué à jamais, ne fut pas capable de conserver ses possessions, mais se trouva contrainte de sacrifier nombre de ses provinces, cela ne fut que par suite de son développement politique malheureux, et de l'impuissance qui en résulta pour elle.

Cet état de faiblesse est à présent révolu. C'est pourquoi nous Allemands ne nous sentons en rien inférieurs à la nation britannique. Notre estime de nous-même est exactement la même que celle des Anglais. Dans l'histoire de notre peuple, durant environ deux millénaires, nous avons connu assez d'événements et de réussites pour nous emplir de fierté.

Si l'Angleterre ne peut pas comprendre notre point de vue, pensant peut-être pouvoir considérer l'Allemagne comme un État vassal, notre amour et notre affection auront bel et bien été gaspillés pour l'Angleterre. Nous ne nous laisserons pas gagner par le désespoir, ni ne perdrons courage, mais — en comptant sur la conscience de notre propre force et de celle de nos amis — nous trouverons d'autres moyens d'assurer notre indépendance sans perdre notre dignité.

J'ai entendu la déclaration du premier ministre britannique vis-à-vis du fait qu'il n'est pas en mesure d'accorder foi aux assurances allemandes. Au vu des circonstances, je considère comme allant de soi que nous ne devons plus attendre de lui ou du peuple britannique de soutenir la charge d'une situation devenue lourde pour eux, et qui ne serait viable que dans une atmosphère de confiance mutuelle.

Lorsque l'Allemagne a opté pour le national-socialisme, et a ainsi pavé la route de sa résurrection nationale, en poursuite de ma politique in-

ébranlable d'amitié avec l'Angleterre, j'ai de mon propre chef émis la proposition d'une limitation volontaire des armements navals allemands. Mais cette limitation était fondée sur une condition, à savoir, la volonté et la conviction qu'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne ne serait plus jamais possible. Ce désir et cette conviction restent vivants en moi à ce jour.

Mais je me vois à présent contraint d'affirmer que la politique menée par l'Angleterre, de manière officieuse et officielle, ne laisse aucun doute vis-à-vis du fait qu'une telle conviction n'est plus partagée à Londres, et qu'au contraire, l'opinion qui l'emporte là-bas semble être que quel que soit tel ou tel conflit dans lequel l'Allemagne pourrait se trouver entraînée, la Grande-Bretagne devrait systématiquement prendre position contre l'Allemagne. La guerre contre l'Allemagne est donc considérée comme allant de soi dans ce pays.

Je regrette très profondément un tel développement, car la seule demande que j'aie jamais formulée, et que je continuerai à formuler envers l'Angleterre est celle du retour de nos colonies. Mais j'ai toujours énoncé très clairement que cela ne deviendrait jamais une cause de conflit militaire. J'ai toujours escompté que les Anglais, pour qui ces colonies ne sont d'aucune valeur, finiraient un jour par comprendre la situation allemande et accorderaient plus de valeur à l'amitié allemande qu'à la possession de territoires qui, alors qu'ils ne leur apportent aucun réel bénéfice, restent d'une importance vitale pour l'Allemagne.

Mais hormis cela, je n'ai jamais formulé de demande qui pût d'une manière ou d'une autre avoir entravé les intérêts britanniques, ou devenir un danger pour l'Empire et ainsi constituer quelque préjudice envers l'Angleterre. J'ai toujours veillé à ce que mes demandes restassent dans des limites étroitement liées au territoire légitime de l'Allemagne, et donc à la propriété éternelle de la nation allemande.

Puisqu'aujourd'hui l'Angleterre, tant par voie de presse que dans son discours officiel, soutient l'opinion selon laquelle il faudrait affronter l'Allemagne en toutes circonstances, et confirme ce point en usant de la politique bien connue de l'encerclement, la base du traité naval a disparu. J'ai donc résolu d'envoyer ce jour une communication à cet effet au gouvernement britannique.

Ce point ne constitue pas pour nous un sujet d'une très grande portée pratique — car j'espère encore que nous pourrions éviter une course aux armements avec l'Angleterre — mais plutôt une action d'estime de soi. Mais si le gouvernement britannique désirait de nouveau entrer en négociations avec l'Allemagne au sujet de ce problème, nul ne serait plus heureux que moi à l'idée de pouvoir parvenir à une entente claire et franche.

En outre, je connais mon peuple — et je compte sur lui. Nous ne voulons rien qui ne nous ait précédemment appartenu, et nous ne volerons jamais à aucun État sa propriété ; mais quiconque croit qu'il peut attaquer

l'Allemagne se trouvera confronté à une mesure de pouvoir et de résistance en comparaison de laquelle celles de 1914 seraient négligeables.

En lien avec cela, je désire parler ici et maintenant de cette affaire, qui a été choisie comme point de départ pour la nouvelle campagne contre le Reich par les mêmes cercles qui furent à l'origine de la mobilisation de la Tchéco-Slovaquie.

Messieurs, je vous ai déjà donné l'assurance, au début de mon discours, que jamais, ni dans le cas de l'Autriche, ni dans celui de la Tchéco-Slovaquie, je n'ai adopté au cours de ma vie politique une attitude qui ne fût pas compatible avec les événements qui se sont produits récemment. J'ai donc signalé, avec le problème des Allemands de Memel, que cette question, si elle n'était pas résolue par la Lituanie elle-même d'une manière décente et généreuse, devrait un jour être soulevée par l'Allemagne.

Vous savez que le territoire de Memel fut autrefois également arraché au Reich de manière arbitraire par le *dictat* de Versailles, et qu'en fin de compte, en l'année 1923, c'est-à-dire, au milieu d'une période de paix totale, ce territoire fut occupé par la Lituanie et ainsi plus ou moins confisqué. Le destin des Allemands y a depuis constitué un pur martyr.

Dans le cadre de la réincorporation de la Bohême et de la Moravie au sein du cadre du Reich allemand, il m'a également été possible de parvenir à un accord avec le gouvernement lituanien, permettant le retour de ce territoire à l'Allemagne, sans qu'aucune action violente fût menée, ni la moindre goutte de sang versée. En cette instance, je n'ai pas demandé un kilomètre carré de plus que ce que nous avons jadis possédé, et qui nous fut volé.

Cela signifie, par conséquent, que le seul territoire revenu au Reich allemand est celui qui nous fut arraché par les fous qui dictèrent la paix de Versailles. Mais cette solution, j'en suis convaincu, ne fera que s'avérer avantageuse pour les relations entre l'Allemagne et la Lituanie, étant donné que l'Allemagne, comme notre attitude l'a prouvé, n'a pas d'autres intérêts que de vivre en paix et en amitié avec cet État, et d'établir et de consolider des relations économiques avec lui.

À ce sujet, il importe que je tienne un point parfaitement au clair. La signification des accords économiques avec l'Allemagne réside non seulement dans le fait que l'Allemagne est en mesure, comme exportatrice, de répondre à presque toute demande industrielle, mais également en ce qu'elle est en même temps, comme très importante consommatrice, acheteuse de nombre de produits qui à eux seuls permettent à d'autres pays de tenir une place dans le commerce international.

Nous sommes intéressés non seulement par la conservation de ces marchés économiques, mais en particulier par la promotion de bonnes relations avec eux, car l'existence de notre peuple est fondée en grande mesure sur eux. Les hommes d'État prétendument démocratiques considèrent comme relevant de leurs plus importantes réussites politiques que d'exclure une

nation de ses marchés en usant de boycott, par exemple, sans doute dans le but de l'affamer. Il n'est pas nécessaire que je vous explique que toute nation, en de telles circonstances, préférerait assurément se battre plutôt que se laisser mourir de faim.

Pour autant que l'Allemagne soit concernée, elle est en tous cas déterminée à ne pas se laisser voler certains marchés importants économiquement par l'usage de menaces ou d'interventions brutales.

Et ceci n'est pas uniquement valable pour nous, mais également dans l'intérêt de nos partenaires commerciaux. Ici, dans chaque entreprise, la dépendance n'est pas unilatérale, mais mutuelle.

Combien de fois avons-nous le plaisir de lire, dans des articles amateurs parus dans les journaux de nos démocraties, que l'Allemagne, du fait qu'elle maintient des relations économiques étroites avec un pays, rend ce pays dépendant d'elle. Il s'agit de fadaïses juives absolument impossibles. Car si l'Allemagne fournit aujourd'hui à un pays agraire des machines et reçoit en paiement des denrées alimentaires, le Reich, comme consommateur de ces denrées, est au moins aussi dépendant, sinon plus, que le pays agraire peut dépendre de nous, dont il reçoit des produits industriels comme paiement.

L'Allemagne considère les États baltes comme parmi ses plus importants partenaires commerciaux. Et pour cette raison, il est dans notre intérêt que ces pays mènent une vie nationale indépendante et ordonnée choisie par eux.

Notre opinion est que ceci constitue un prérequis pour le développement économique interne, qui constitue la condition dont dépendent les échanges de marchandises.

Je suis donc heureux que nous ayons pu nous occuper du point de dispute entre la Lituanie et l'Allemagne. Cela supprime le seul obstacle sur le chemin de la politique d'amitié, dont la valeur peut s'avérer — et je suis convaincu qu'elle le fera — non par de simples phrases politiques, mais par des mesures économiques concrètes.

Ce fut assurément un nouveau coup porté au monde démocratique qu'il n'y ait pas de sang versé — que 175 000 Allemands pussent revenir à leur patrie, qu'ils chérissaient par-dessus tout, sans que quelques centaines de milliers d'autres ne doivent se faire tirer dessus pour y parvenir !

Voilà qui affligea profondément les apôtres de l'humanitarisme. Il ne fut donc pas surprenant qu'ils se mirent immédiatement à considérer de nouvelles possibilités de provoquer une perturbation importante dans l'atmosphère de l'Europe, après tout. Et ainsi, comme dans le cas de la Tchéco-Slovaquie, ils revinrent à l'affirmation que l'Allemagne prenait des mesures militaires, et qu'elle était supposément en cours de mobilisation. Cette mobilisation fut décrite comme dirigée contre la Pologne.

J'ai une chose à dire au sujet des relations germano-polonaises. Ici également, le traité de paix de Versailles — bien entendu, de manière

intentionnelle — a blessé profondément l'Allemagne. La manière insolite dont le Couloir, accordant l'accès à la mer à la Pologne, fut tracé, fut imaginée par-dessus tout pour empêcher à jamais qu'une entente entre la Pologne et l'Allemagne fût possible. Ceci, comme je l'ai déjà souligné, est peut-être le plus préoccupant des problèmes de l'Allemagne.

Néanmoins, je n'ai jamais cessé de soutenir que la nécessité d'un accès libre à la mer pour l'État polonais ne pouvait être ignorée. Il s'agit d'un principe général, valide en ce cas comme dans d'autres. Les nations que la Providence a destinées, ou, si vous voulez, condamnées à vivre côte à côte, seraient bien avisées de ne pas se rendre la vie plus difficile les unes aux autres par des moyens artificiels et injustifiés. Feu le maréchal Pilsudski, qui partageait cette opinion, était donc prêt à examiner la question pour clarifier l'atmosphère des relations germano-polonaises et finalement conclure un accord par lequel l'Allemagne et la Pologne exprimeraient leur intention de renoncer totalement à la guerre comme moyen de régler les questions les concernant toutes deux.

Cet accord contenait une seule exception, qui dans les faits constituait une concession à la Pologne. Il était stipulé que les pactes d'assistance mutuelle déjà conclus par la Pologne — cela s'appliquait à un pacte avec la France — ne devaient pas être affectés par l'accord. Mais il était évident que cela ne pouvait s'appliquer qu'au pacte d'assistance mutuelle déjà conclus préalablement, et pas à n'importe quel nouveau pacte pouvant être conclu à l'avenir.

C'est un fait que l'accord germano-polonais déboucha sur une diminution remarquable des tensions en Europe. Néanmoins, il restait une question ouverte entre l'Allemagne et la Pologne, qui, tôt ou tard, devrait évidemment finir par être résolue — la question de la ville allemande de Dantzig :

Dantzig est une ville allemande, et aspire à appartenir à l'Allemagne. D'un autre côté, cette ville a des contrats avec la Pologne, qui lui furent certes imposés par les dictateurs de la paix de Versailles. En outre, la Société des Nations, anciennement le plus grand fomenteur de troubles, étant à présent représentée par un haut commissaire — qui se trouve être un homme disposant d'un tact extraordinaire — le problème de Dantzig doit dans tous les cas être sujet à discussions, et ce dans tous les cas avant que la calamiteuse Société des nations ne soit peu à peu parvenue à l'extinction.

J'ai considéré le règlement pacifique de ce problème comme une contribution de plus au relâchement final des tensions en Europe. Car relâcher cette tension ne peut assurément pas être réalisé par l'agitation de va-t-en-guerre insensés, mais seulement par la suppression des vrais éléments de danger.

Après que le problème de Dantzig a été discuté plusieurs fois déjà il y a des mois, j'ai émis une offre concrète au gouvernement polonais. Je

vous laisse à présent connaître cette offre, Messieurs, et — vous pourrez juger par vous-mêmes si cette offre ne constituait pas la plus importante concession imaginable dans l'intérêt de la paix en Europe.

Comme je l'ai déjà indiqué, j'ai toujours vu la nécessité d'un accès à la mer pour ce pays, et j'ai par conséquent pris en considération cette nécessité. Je ne suis pas un homme d'État démocratique, mais un national-socialiste et un réaliste.

Mais j'ai considéré comme nécessaire d'affirmer clairement au gouvernement de Varsovie que, exactement comme ils désirent un accès à la mer, l'Allemagne, de même, a besoin d'accéder à sa province orientale. Il s'agit là de problèmes épineux.

Mais ce n'est pas l'Allemagne qui est responsable de ces problèmes, mais plutôt les jongleurs de Versailles qui, par leur malice ou leur négligence, mirent en place cent barils de poudre un peu partout en Europe, tous équipés de mèches allumées, qui seraient difficiles à éteindre.

Ces problèmes ne peuvent être résolus par des raisonnements à l'ancienne. Je pense que nous devrions plutôt adopter de nouvelles méthodes.

L'accès à la mer pour la Pologne, en passant par le Couloir, d'un côté, et une route allemande traversant le Couloir de l'autre côté, sont sans importance militaire. Leur importance est uniquement psychologique et économique. Accorder une importance militaire à une voie de circulation de cette nature reviendrait à se montrer totalement ignorant au sujet des affaires militaires. Par conséquent, j'ai veillé à ce que les propositions qui suivent soient transmises au gouvernement polonais :

1. Le retour de Dantzig, comme État libre, dans le cadre du Reich allemand.
2. L'obtention par l'Allemagne d'une route et d'une voie ferrée traversant le Couloir, pour son propre usage, avec le même statut extra-territorial pour l'Allemagne que celui du Couloir lui-même pour la Pologne.

En retour, l'Allemagne est prête :

1. À reconnaître tous les droits économiques de la Pologne sur Dantzig.
2. À assurer à la Pologne un port libre à Dantzig de la taille qu'elle désirera, lui accordant un accès absolument libre à la mer.
3. À accepter dans le même temps les délimitations présentes entre l'Allemagne et la Pologne, et à les considérer comme des frontières définitives.
4. À conclure un traité de non-agression d'une durée de vingt-cinq années avec la Pologne, un traité qui s'étendrait donc bien au-delà de ma propre existence ; et
5. À assurer une garantie conjointe par l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie de l'indépendance de l'État slovaque — ce qui signifie, en

pratique, une renonciation de toute hégémonie allemande exclusive sur ce territoire.

Le gouvernement polonais a rejeté mon offre et ne s'est déclaré prêt qu' :

1. À négocier sur la question d'un substitut au commissaire de la Société des Nations, et
2. À examiner des installations pour la circulation traversant le Couloir.

Cette attitude incompréhensible de la part du gouvernement polonais a constitué une source de grands regrets pour moi. Mais ce n'est pas tout. Le pire est que la Pologne, à l'instar de la Tchéco-Slovaquie il y a un an, sous la pression d'une campagne internationale de mensonges, croit à présent qu'elle doit appeler ses soldats sous les drapeaux, alors même que l'Allemagne n'a pas mobilisé un seul homme, et n'a pas envisagé de telle mesure contre la Pologne.

Comme je l'ai dit, ceci est fortement regrettable. Il reviendra un jour à la postérité de décider s'il était vraiment juste de refuser ma suggestion. Comme je l'ai également affirmé, il s'agissait d'une tentative de ma part pour résoudre, par un compromis qui était vraiment unique, une question affectant profondément le peuple allemand — et de la résoudre à l'avantage des deux pays.

Je suis convaincu que cette solution n'aurait demandé à la Pologne de ne rien céder, et uniquement de recevoir, car il ne devrait pas faire l'ombre d'un doute que Dantzig ne deviendra jamais polonaise.

L'intention d'attaquer par l'Allemagne a constitué une pure invention de la presse internationale. Cette invention, comme vous le savez, a amené à une offre des soi-disant garanties et à une obligation d'assistance mutuelle pour la Pologne. En certaines circonstances, la Pologne se trouverait également contrainte par ceci à mener des actions militaires contre l'Allemagne, en cas de conflit entre l'Allemagne et toute autre puissance, si un tel conflit en venait à impliquer l'Angleterre.

Cette obligation est contradictoire avec l'accord que j'avais conclu avec le maréchal Pilsudski il y a quelque temps, car dans cet accord, référence n'est faite qu'aux obligations pré-existantes, ce qui signifiait à l'époque les obligations de la Pologne envers la France, que nous connaissons. L'extension a posteriori de ces obligations est contraire aux conditions du pacte de non-agression germano-polonais.

Sous de telles circonstances, je n'aurais pas souscrit à l'époque à ce pacte. En effet, quelle peut être la valeur de conclure des pactes de non-agression si l'un des partenaires réalise diverses exceptions dans son exécution ? Les alternatives sont — soit la sécurité collective, qui ne revient qu'à une insécurité collective et à un danger de guerre permanent, ou bien des accords clairs et précis qui excluent fondamentalement l'usage d'armes entre les parties contractantes. Je considère donc l'accord que je conclus

jadis avec le maréchal Pilsudski, ayant été bafoué unilatéralement par la Pologne, comme annulé.

J'ai envoyé une communication en ce sens au gouvernement polonais. Mais je ne peux que répéter à ce stade que ma décision ne constitue pas un changement fondamental d'attitude vis-à-vis des problèmes que je viens de mentionner. Si le gouvernement polonais désire convenir d'un nouvel accord contractuel, déterminant ses relations avec l'Allemagne, je ne saurais qu'accueillir cette idée, pourvu, bien entendu, que ces arrangements reposent sur des engagements limpides et contraignant de manière égale les deux parties. L'Allemagne est tout à fait désireuse, à tout instant, de souscrire à de telles obligations, et de les remplir.

Si ces éléments ont amené à l'éclatement de nouveaux désordres en Europe au cours des dernières semaines, c'est la propagande bien connue des va-t-en-guerre internationaux qui en est seule responsable. Cette propagande est conduite par de nombreux organes au sein des États démocratiques, et s'emploie, en établissant une tension nerveuse constante, et en inventant de manière continue des rumeurs à préparer l'Europe à une catastrophe — cette catastrophe par laquelle ils espèrent parvenir à ce qu'ils ne sont pas encore parvenus, c'est-à-dire à la destruction bolchevique de la civilisation européenne!

La haine de ces fauteurs de trouble est d'autant plus compréhensible qu'ils ont été privés de l'un des points de dangers les plus critiques d'Europe, grâce à l'héroïsme d'un homme et de sa nation, ainsi que — j'ose le dire — grâce aux volontaires italiens et allemands.

Au cours des dernières semaines, l'Allemagne a assisté à la victoire de l'Espagne nationaliste avec la sympathie et l'exultation les plus ferventes. Lorsque j'ai décidé de répondre à l'appel du général Franco pour lui accorder l'assistance de l'Allemagne national-socialiste pour contrer le soutien international accordé aux incendiaires bolcheviques, cette action de la part de l'Allemagne a été sujette aux interprétations erronées et à des abus outrageux de la part des mêmes agitateurs internationaux.

Ils ont déclaré à l'époque que l'Allemagne voulait s'établir en Espagne et se proposait de s'emparer des colonies espagnoles; ils ont même inventé l'infâme mensonge d'un débarquement de 20 000 soldats au Maroc. En résumé, rien n'a été négligé pour faire peser les soupçons sur l'idéalisme de notre soutien et de celui de l'Italie, dans la tentative de trouver des éléments pour raviver le bellicisme.

D'ici quelques semaines, le héros victorieux de l'Espagne nationaliste célébrera son entrée festive dans la capitale de son pays. Le peuple espagnol l'acclamera comme sauveur face à des horreurs indescriptibles, et comme libérateur face à des bandes d'incendiaires, dont il est estimé qu'ils ont plus de 715 000 vies humaines sur la conscience, rien qu'en comptant les exécutions et les meurtres.

Les habitants de villages entiers et de villes ont été littéralement mas-

sacrés cependant que leurs bienfaiteurs bien intentionnés, les apôtres humanitaires d'Europe occidentale et de la démocratie étasunienne gardaient le silence.

Au moment de sa procession triomphale, les volontaires de notre légion allemande défilèrent, avec leurs camarades italiens, au sein des rangs des vaillants soldats espagnols. Nous espérons pouvoir rapidement les accueillir au pays après cela. La nation allemande saura alors avec quelle bravoure ses propres fils ont joué leur rôle sur ce sol, dans la lutte pour la libération d'un noble peuple. Ce fut la lutte pour sauver la civilisation européenne, car si les forces inhumaines du bolchevisme sortaient victorieuses en Espagne, elles pourraient bien s'étendre à travers l'ensemble de l'Europe.

De là est sortie la haine de ceux qui sont déçus du fait que l'Europe ne soit pas la proie du feu et des flammes. Pour cette raison, ils se montrent doublement soucieux de ne manquer aucune opportunité de semer les graines de la défiance au sein des nations, et de provoquer ailleurs l'atmosphère de guerre par eux tant désirée.

Certaines déclarations mensongères fabriquées au cours des quelques semaines passées par ces va-t-en-guerre internationaux, publiées dans de nombreux journaux, sont aussi puérides que sournoises.

Le premier résultat, hormis répondre à des objectifs de politique intérieure des gouvernements démocratiques, est de répandre une hystérie nerveuse qui présente comme possible jusque l'atterrissage de martiens. Mais le vrai objectif est de préparer l'opinion publique à considérer la politique d'encerclement britannique comme nécessaire, et par conséquent, de la soutenir, si le pire devait se réaliser.

Le peuple allemand, d'un autre côté, peut poursuivre ses occupations dans une parfaite tranquillité. Ses frontières sont gardées par la meilleure armée de toute l'histoire de l'Allemagne. Le ciel est protégé par l'armée de l'air la plus puissante, et nos côtes sont rendues inaccessibles à toute puissance ennemie. À l'Ouest, nous avons bâti les défenses les plus solides de toute l'histoire.

Mais les facteurs décisifs sont l'unité de la nation allemande dans son ensemble, la confiance de tous les Allemands l'un pour l'autre, et envers leurs armées, et — si je puis dire — la confiance de chacun envers ses dirigeants. . .

Mais la confiance du peuple et de ses dirigeants envers nos amis n'est pas moindre. Au premier plan de ceux-ci se trouve l'État qui est le plus proche de nous en toute matière, par résultante de nos destinées communes, qui nous unissent. Cette année encore, l'Italie fasciste a fait preuve de la plus entière compréhension des justes intérêts de l'Allemagne. Nul ne devrait s'étonner de ce que nous, pour ce qui nous concerne, ayons les mêmes sentiments par rapports aux besoins de l'Italie. Le lien qui relie nos deux peuples ne peut être rompu. Toute tentative d'y fomenter le doute

est ridicule.

En tous cas, ce point est d'autant mieux confirmé par le fait qu'un article est apparu il y a quelques jours dans un journal démocratique de premier plan, affirmant qu'il ne fallait plus considérer comme possible de séparer l'Italie de l'Allemagne pour les détruire séparément.

Le gouvernement allemand comprend et apprécie donc pleinement la justice de l'action menée par notre ami italien en Albanie, et l'a donc salué. Oui, ce n'est pas seulement le droit, mais c'est même le devoir du Fascisme que de sécuriser l'Italie, dans la sphère dont l'a indubitablement dotée la nature et l'histoire, de maintenir un ordre, qui seul constitue évidemment le fondement et la sécurité d'une civilisation humaine réellement florissante.

Après tout, il ne peut y avoir qu'aussi peu de doute dans le reste du monde au sujet du travail de civilisation du fascisme qu'il y en a sur celui du national-socialisme.

Dans les deux instances, les faits indubitables apportent la contradiction aux vantardises infondées et aux affirmations non prouvées provenant de l'autre côté. La création de liens encore plus étroits entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon est l'objectif constant du gouvernement allemand. Nous considérons l'existence et le maintien de la liberté et de l'indépendance de ces trois grandes puissances comme le facteur le plus fort pour l'avenir, œuvrant à la préservation d'une vraie culture humaine, d'une civilisation pratique et d'un ordre juste dans le monde.

Comme je l'ai mentionné au départ, le 15 avril 1939, le monde fut informé du contenu d'un télégramme dont je ne pris moi-même connaissance qu'après cette annonce. Il est difficile de ranger ce document, ou de le placer dans quelque catégorie connue. Je vais donc tâcher, Messieurs, de vous présenter — ainsi qu'au peuple allemand — une analyse des contenus de ce document incroyable, et en votre nom, et en celui du peuple allemand, je vais lui apporter les réponses appropriées.

Premièrement

M. Roosevelt est habitué de l'opinion que moi-même, également, je dois comprendre qu'à travers le monde des centaines de millions d'êtres humains vivent dans la crainte constante d'une nouvelle guerre ou même d'une série de guerres.

Ceci, dit-il, est une préoccupation pour le peuple des États-Unis, au nom duquel il s'exprime, et doit également en être une pour les peuples et autres nations de l'ensemble de l'hémisphère occidental.

En réponse à ceci, il faut commencer par dire que cette crainte de la guerre a sans aucun doute habitué l'humanité depuis des temps immémoriaux, et ce de manière justifiée.

Par exemple, après le traité de paix de Versailles, 14 guerres ont été menées rien qu'entre 1919 et 1939, et l'Allemagne n'a été concernée par aucune d'entre elles, mais en revanche des États de l'« hémisphère occidental » au nom desquels s'exprime également le président Roosevelt se sont indubitablement trouvés impliqués.

En outre, il y a eu au cours de la même période 26 interventions violentes et sanctions menées dans des effusions de sang et des manifestations de force. L'Allemagne n'a trempé dans aucune d'entre elles non plus.

Les États-Unis à eux-seuls ont mené des interventions militaires en six occurrences depuis 1918. Depuis 1918, la Russie soviétique est entrée dans 10 guerres et actions militaires impliquant la force et les effusions de sang. Ici non plus, l'Allemagne n'a été concernée par aucune de ces actions, et n'a été non plus responsable d'aucune d'entre elles.

Ce serait donc une erreur à mes yeux que de croire que la crainte de la guerre inspirant les nations européennes et non-européennes puisse en quelque manière, au moment présent, être directement imputée à des guerres concrètes.

La raison pour ceci réside simplement et uniquement dans une agitation effrénée de la part de la presse, une agitation aussi mensongère qu'elle est fondée sur la circulation de vils pamphlets contre les dirigeants d'États étrangers, et dans la propagation artificielle de la panique, qui finit par aller si loin que des interventions depuis une autre planète deviennent considérées comme possibles, et que des scènes d'alerte désespérées s'ensuivent.

Je pense que dès que les gouvernements responsables s'imposeront, et imposeront à leurs organes journalistiques la retenue nécessaire et la sincérité au sujet des relations des divers pays les uns avec les autres, et en particulier pour ce qui concerne les événements intérieurs aux autres pays, la crainte de la guerre disparaîtra, et la tranquillité que nous désirons tous fortement deviendra possible.

Deuxièmement

Dans son télégramme, M. Roosevelt exprime croire que chaque grande guerre, même si elle était confinée à d'autres continents, doit présenter des conséquences graves non seulement pendant qu'elle se produit, mais également pour les générations à suivre.

Réponse : Nul ne sait mieux cela que le peuple allemand. Car le traité de paix de Versailles a imposé des fardeaux au peuple allemand, qui n'auraient pas pu être remboursés en cent ans, et ce en dépit du fait qu'il a été prouvé par des professeurs de droit constitutionnel, des historiens, et des professeurs d'histoire étasuniens, que l'Allemagne ne portait pas plus de responsabilité dans le déclenchement de la guerre que toute autre nation.

Mais je ne crois pas que chaque conflit doive porter à des conséquences désastreuses pour le monde entier, littéralement pour l'ensemble de l'humanité, pourvu que celle-ci ne se trouve pas systématiquement attirée dans de tels conflits par les obligations d'un réseau de pactes nébuleux.

Depuis des siècles, en effet, et — comme je l'ai indiqué au début de ma réponse — au cours des dernières décennies également, le monde a connu une suite continue de guerres. Si la supposition de M. Roosevelt était juste, la somme totale des résultats de toutes ces guerres aurait déjà imposé une charge sur l'humanité, et continuerait de lui peser pour les millions d'années à venir.

Troisièmement

M. Roosevelt a déclaré avoir déjà fait appel à moi en une occasion précédente, pour un règlement pacifique des problèmes politiques, économiques et sociaux, sans recours aux armes.

Réponse : j'ai pour ma part toujours été un tenant de cette position et, comme le prouve l'histoire, j'ai réglé les problèmes politiques, économiques et sociaux sans user de la force des armes — sans même recourir aux armes.

Cependant, par malheur, ce règlement pacifique se trouve rendu plus difficile par l'agitation d'hommes politiques, d'hommes d'État, et de représentants de journaux, qui ne furent pourtant jamais concernés directement, ni même affectés, par les problèmes en question.

Quatrièmement

M. Roosevelt estime que la « marée d'événements » amène une fois de plus avec elle la menace des armes, et que si cette menace persiste, une grande partie du monde est condamnée à la ruine partagée.

Réponse : pour ce qui concerne l'Allemagne, je n'ai connaissance d'aucune sorte de menace envers d'autres nations, bien que je trouve à lire des mensonges chaque jour dans les journaux démocratiques.

Chaque jour, j'y découvre des mobilisations allemandes, des débarquements d'armées, des extorsions — le tout en connexion avec des États avec lesquels non seulement nous vivons tout à fait pacifiquement, mais avec lesquels nous sommes mêmes, dans de nombreux cas, les amis les plus proches.

Cinquièmement

M. Roosevelt croit également qu'en cas de guerre, les nations victorieuses, vaincues, et neutres souffriront toutes autant les unes que les autres.

Réponse : Tout au long de mon activité politique, vingt années durant, j'ai été tenant de cette conviction, jusqu'à une époque où les hommes d'État responsables de l'Amérique, malheureusement, ne purent se résoudre à reconnaître ce même fait vis-à-vis de leur participation à la grande guerre.

Sixièmement

M. Roosevelt estime qu'à la fin il appartient aux dirigeants des grandes nations de préserver leurs peuples du désastre qui s'annonce.

Réponse : si tel est le cas, alors c'est une négligence coupable, pour ne pas employer de mot plus fort, si les dirigeants des nations en place ne contrôlent par leurs journaux, qui agitent l'opinion pour la guerre, et ainsi ne sauvent pas le monde de la calamité désastreuse d'un conflit armé.

Je ne comprends pas non plus pourquoi les dirigeants responsables, au lieu de cultiver des relations diplomatiques entre nations, les rendent plus difficiles et les perturbent de fait par des actions telles que des rappels d'ambassadeur pratiqués sans raison.

Septièmement

M. Roosevelt déclare en fin de compte que trois nations en Europe, et une en Afrique, ont vu leur existence indépendante terminée.

Réponse : je ne sais pas de quelles trois nations en Europe il s'agit. S'il était question des provinces réincorporées au Reich allemand, je me dois d'attirer l'attention de M. Roosevelt sur une erreur historique de sa part.

Ce n'est pas à présent que ces nations sacrifièrent leur existence indépendante en Europe, mais en 1918. À cette époque, en violation de promesses solennelles, leurs liens logiques furent déchirés et elles furent transformées en les nations qu'elles n'avaient jamais aspiré constituer, et n'avaient jamais constitué. Elles furent contraintes à une indépendance qui n'en était pas une, mais au mieux ne pouvait signifier qu'une dépendance sur un monde étranger international qu'elles honnissaient.

En outre, pour ce qui concerne les allégations qu'une nation en Afrique a perdu sa liberté, cela est tout également erroné. Il ne s'agit pas d'une nation en Afrique qui a perdu sa liberté. Au contraire, presque tous les habitants originels de ce continent ont perdu leur liberté, ayant été transformés en sujets de la souveraineté d'autres nations, par des effusions de sang et l'usage de la force.

Les Marocains, les Berbères, les Arabes, les Nègres, et d'autres ont constitué les victimes du glaive de puissances étrangères qui, cependant, n'était pas estampillé « fabriqué en Allemagne », mais « fabriqué par les Démocraties. »

Huitièmement

M. Roosevelt mentionne alors les rapports qu'il reconnaît ne pas estimer être corrects, mais qui affirment que de nouvelles actions d'agression sont en préparation contre d'autres nations indépendantes.

Réponse : je considère toute insinuation infondée de ce genre comme une tentative de mettre à mal la tranquillité et la paix du monde. Je vois également en elles un effort, calculé pour alarmer les nations plus petites, ou à tout le moins de les pousser sur le fil.

Si M. Roosevelt a vraiment à l'esprit des exemples spécifiques, je lui demanderai de nommer les États qui sont menacés d'agression, et de nommer l'agresseur en question. Il sera alors chose aisée de réfuter ces grotesques accusations générales en peu de mots.

Neuvièmement

M. Roosevelt affirme que le monde ne fait qu'avancer vers le moment où cette situation doit se terminer en catastrophe, sauf si un moyen rationnel de guider les événements soit trouvé.

Il déclare également que j'ai affirmé de manière répétée que ni moi-même, ni le peuple allemand n'avons le désir de la guerre, et que si tel est le cas, alors la guerre n'est pas nécessaire.

Réponse : j'aimerais répondre en premier chef que je n'ai jamais mené aucune guerre ; en second lieu, que des années durant, j'ai exprimé mon aversion vis-à-vis de la guerre et, pas moins, des va-t-en-guerre ; et troisièmement, que je ne sais pas en vue de quel objectif je pourrais lancer la moindre guerre.

J'apprécierais que M. Roosevelt m'apporte quelque explication à ce sujet.

Dixièmement

M. Roosevelt est par ailleurs d'opinion que les peuples du monde ne pourraient pas être persuadés qu'une puissance gouvernante a quelque droit ou nécessité d'infliger les conséquences de la guerre à son propre peuple ou à un autre, sauf pour la cause évidente de la défense du territoire national.

Réponse : Il me semble que tout être humain raisonnable partage cette opinion, mais il m'apparaît que dans presque chaque guerre, les deux camps affirment que leur position est indubitablement une affaire de défense de territoire national. Je ne crois pas qu'il existe une autorité dans ce monde, y compris le président étasunien en personne, qui puisse décider de cette question sans équivoque. Il n'est par exemple nullement permis de douter que l'entrée des États-Unis dans la grande guerre ne constitua

pas une affaire indubitable de défense du territoire national. Un comité de recherche, établi par le président Roosevelt lui-même, a examiné les raisons de l'entrée des États-Unis dans la grande guerre, et est parvenu à la conclusion que cette entrée en guerre découla principalement de raisons exclusivement capitalistes. Néanmoins, aucune conclusion n'a en pratique été tirée de ce fait.

Espérons donc qu'au moins à l'avenir les États-Unis agiront eux-mêmes selon ce noble principe, et n'iront en guerre contre aucun autre pays sauf en cas indubitable de devoir défendre leur territoire national.

Onzièmement

M. Roosevelt ajoute qu'il ne parle pas pour des raisons égoïstes, par crainte, ou par faiblesse, mais avec la voix de la force et de l'amitié pour l'humanité.

Réponse : Si cette voix de la force et d'amitié pour l'humanité s'était fait entendre par les États-Unis au bon moment, et si elle avait eu la moindre valeur en pratique, alors au moins le traité qui allait devenir la source de la plus amère des folies de l'humanité de l'histoire, le *dictat* de Versailles, aurait pu être empêché.

Douzièmement

M. Roosevelt déclare en outre qu'il est clair à ses yeux que tous les problèmes internationaux peuvent être résolus à la table du conseil.

Réponse : Théoriquement, on devrait croire en cette possibilité, car le sens commun justifierait dans bien des cas les réclamations d'une part et l'impératif d'accommodement d'autre part.

Par exemple, selon la logique du sens commun, et les principes généraux d'une haute justice humaine, de fait, selon les lois de la volonté divine, tous les peuples devraient disposer d'une part égale des biens qui existent dans le monde.

Il ne devrait dès lors pas arriver qu'un peuple ait besoin de tant d'espace pour vivre qu'il ne s'en sorte pas avec quinze habitants par kilomètre carré, alors que d'autres sont contraints de nourrir 140, 150, ou même 200 personnes sur cette même zone.

Mais en aucun cas ces peuples chanceux ne devraient réduire l'espace existant alloué à ceux qui souffrent déjà, en leur volant par exemple leurs colonies. Je serais donc plus qu'heureux que ces problèmes puissent trouver leur solution à la table du conseil.

Mais mes doutes sont fondés sur le fait que ce furent les États-Unis eux-mêmes qui émirent les expressions les plus aiguës de défiance vis-à-vis de l'efficacité des conférences. Car la plus grande conférence de tous les temps fut sans doute la Société des Nations.

Ce corps à l'autorité reconnue, représentant tous les peuples du monde, créé en accord avec les intentions d'un président étasunien, était supposé résoudre les problèmes de l'humanité à la table du conseil.

Mais le premier État qui déclina cette tentative fut les États-Unis — pour la raison que le président Wilson en personne, déjà à l'époque, nourrissait les plus gros doutes sur la possibilité de résoudre les problèmes internationaux décisifs à la table de conférences.

Nous respectons l'expression de votre opinion bien intentionnée, M. Roosevelt, mais par dessus votre opinion, le fait est qu'en presque vingt années d'activité des plus grandes conférences du monde, la Société des Nations, il s'est avéré impossible de résoudre le moindre problème international décisif.

Contrairement à la promesse de Wilson, l'Allemagne se vit interdire de nombreuses années durant par le traité de paix de Versailles de prendre part à cette grande conférence mondiale. Malgré l'expérience des plus amères, il y eut un gouvernement allemand qui crut qu'il n'était pas nécessaire de suivre l'exemple des États-Unis, et que l'Allemagne devrait donc prendre un siège à cette table de conférence.

Ce ne fut qu'après des années de participation sans objet que je résolus de suivre l'exemple des États-Unis, et comme eux, de quitter la plus grande conférence au monde. Depuis lors, j'ai résolu les problèmes de mon peuple qui, comme tous les autres, restaient malheureusement non résolus à la table de conférence de la Société des Nations — et je les ai résolus sans recourir à la guerre, en aucune instance.

Mais ceci mis à part, comme je l'ai déjà mentionné, de nombreux autres problèmes ont été amenés face à des conférences mondiales au cours des années récentes, sans qu'aucune solution ne fût trouvée.

Cependant, M. Roosevelt, si votre croyance selon laquelle tout problème peut être résolu à la table de conférence est exacte, alors toutes les nations, États-Unis y compris, ont été dirigées au cours des sept ou huit cents dernières années par des aveugles ou par des criminels.

Car aucun homme d'État, y compris ceux des États-Unis, et tout particulièrement les plus grands d'entre eux, n'ont écrit la remarquable histoire de leurs pays à la table de conférences, mais ont au contraire fait usage de la force de leurs peuples.

La liberté de l'Amérique du Nord ne fut pas plus gagnée à la table de conférence que le conflit qui opposa le Nord et le Sud des États-Unis n'y fut réglé. Je ne ferai pas mention des innombrables luttes qui finirent par conduire à la soumission du continent nord-américain dans son ensemble.

Je ne fais qu'étaler ces éléments afin de vous démontrer que votre vision, M. Roosevelt, quoique méritant indubitablement le plus grand respect, n'est confirmée par l'histoire ni de votre propre pays, ni du reste du monde.

Treizièmement

M. Roosevelt poursuit en affirmant qu'un côté ne peut pas répondre à la promesse de discussions pacifiques en avançant qu'à moins de recevoir des assurances par avance selon lesquelles le verdict sera en sa faveur, il n'abandonnera pas les armes.

Réponse : Croyez-vous, M. Roosevelt, que si le destin ultime des nations est en jeu, un gouvernement ou les dirigeants d'un peuple vont baisser les armes ou les abandonner avant une conférence, simplement dans l'espoir aveugle que les autres membres de la conférence se montreront assez sages, ou plutôt assez clairvoyants, pour parvenir à la bonne décision ?

M. Roosevelt, il n'y a eu qu'un seul pays et un gouvernement qui a agi en accord avec la recette que vous prônez en des termes aussi exaltants ; et ce pays fut l'Allemagne. La nation allemande, ayant foi dans les assurances solennelles du président Wilson et dans la confirmation de ces assurances par les Alliés, baissa jadis les armes, et se rendit sans défense à la table de conférence.

Il est vrai que dès que la nation allemande baissa les armes, il ne fut plus question d'une invitation à la table de conférence, mais qu'en violation de toutes les assurances qui avaient été données, elle devint la victime de la pire violation d'une parole donnée qui fut jamais réalisée.

Puis, un jour, au lieu de l'immense confusion de l'histoire, qui devait supposément être réparée autour de la table de conférence, le traité le plus cruellement dicté au monde instaura une confusion encore plus effroyable.

Mais les représentants de la nation allemande, qui avaient baissé les armes, ayant foi dans les assurances solennelles prononcées par un président étasunien, y vinrent donc sans arme, ne furent pas reçus, alors même qu'ils venaient pour accepter les termes du traité dicté. Après tout, ils étaient les représentants d'une nation qui au moins avait tenu avec héroïsme quatre années durant face au monde entier dans la lutte pour sa liberté et son indépendance. Ils eurent à subir une déchéance plus grande encore que celles qui furent infligées aux chefs des tribus Sioux.

Les délégués allemands furent insultés par la foule, on leur jeta des pierres, et ils furent amenés tels des prisonniers, non pas à la table du conseil du monde, mais face au tribunal érigé par les vainqueurs ; et là, le pistolet sur la tempe, ils furent contraints de se soumettre à la plus honteuse soumission et au pillage le plus abject que le monde ait jamais connu.

Je peux vous assurer, M. Roosevelt, que je suis résolument déterminé à veiller à ce que non seulement à présent, mais à jamais, aucun Allemand n'aura plus à pénétrer sans défense dans une conférence, mais qu'en tous temps, et à jamais, tout représentant de l'Allemagne aura derrière lui la force unie de la nation allemande ; que Dieu me vienne en aide.

Quatorzièmement

Le président des États-Unis pense que dans les salles de conférences, comme dans les tribunaux, il est nécessaire que les deux parties entrent de bonne foi, en s'attendant à ce qu'une justice équilibrée soit accordée à chacune.

Réponse : les représentants allemands n'entreront plus jamais dans une conférence qui sera pour eux un tribunal. Car qui peut s'y positionner comme juge ? Dans une conférence, il n'y a ni accusé, ni procureur, mais deux parties opposées. Si leur propre sens du jugement ne débouche pas sur un règlement entre les deux parties, ils ne se soumettront jamais au verdict d'autres puissances dont les intérêts sont totalement étrangers aux leurs.

Par ailleurs, les États-Unis eux-mêmes ont décliné d'entrer à la Société des Nations, et de se constituer victimes d'un tribunal qui pouvait, par un simple vote à la majorité, prononcer un verdict contraire à leurs intérêts. Mais je serais très obligé envers le président Roosevelt s'il pouvait expliquer au monde à quoi le nouveau tribunal mondial devra ressembler.

Qui y sont les juges ? Selon quelle procédure sont-ils choisis ? Sous quelle responsabilité agissent-ils ? Et par-dessus tout, face à qui peuvent-ils être tenus responsables de leurs décisions ?

Quinzièmement

M. Roosevelt pense que la cause de la paix mondiale progresserait fortement si les nations du monde pouvaient émettre une franche affirmation au sujet des politiques présentes et futures de leurs gouvernements.

Réponse : J'ai déjà fait cela, M. Roosevelt, dans d'innombrables discours publics. Et dans le cadre de la présente réunion du Reichstag allemand, j'ai de nouveau — autant que faire se peut en l'espace de deux heures — prononcé une affirmation de cette nature.

Mais je me dois de refuser d'accorder une explication à quiconque hors du peuple dont je suis responsable de l'existence et de la vie, et qui, en échange, est seul à même d'exiger que je lui rende des comptes. Cependant, j'énonce les objectifs de la politique allemande d'une manière si ouverte et franche que le monde entier peut les connaître en toute matière.

Mais ces explications ne sont d'aucun intérêt pour le monde extérieur, tant que la presse peut falsifier et jeter le doute sur chaque affirmation, la remettre en question, ou la noyer dans une nouvelle vague de mensonges.

Seizièmement

M. Roosevelt pense que, parce que les États-Unis, nation parmi d'autres de l'hémisphère occidental non impliquée dans les controverses immédiates

qui se sont levées en Europe, je devrais donc accepter de lui assurer un engagement politique, comme dirigeant d'une nation aussi lointaine par rapport à l'Europe.

Réponse : M. Roosevelt pense donc sérieusement que la cause de la paix internationale progresserait réellement si je faisais une déclaration publique concernant la politique présente du gouvernement allemand face aux nations du monde.

Mais comment M. Roosevelt en est-il venu à cibler le dirigeant de la nation allemande à devoir réaliser une déclaration, sans que les autres gouvernements ne soient invités à en faire autant ?

Je crois assurément qu'il n'est pas approprié de prononcer une telle déclaration face au dirigeant d'un État étranger, mais plutôt que de telles déclarations devraient être faites face au monde entier, en accord avec la proposition du président Roosevelt qui visait à l'abolition de la diplomatie secrète.

Jusqu'à présent, j'ai toujours été prêt à procéder ainsi, et comme je l'ai déjà dit, je l'ai déjà souvent fait. Malheureusement, les déclarations les plus importantes au sujet des objectifs et des intentions de la politique allemande ont été, dans nombre de soi-disant États démocratiques, soit dissimulées aux peuples, soit déformées par la presse.

Si toutefois le président Roosevelt pense qu'il est habilité à émettre une telle demande, en particulier à l'Allemagne ou à l'Italie, du fait que l'Amérique est si lointaine de l'Europe, nous pourrions, d'un autre côté, avec la même légitimité, adresser au président de la république américaine la question de savoir quels sont les objectifs de la politique étrangère étasunienne, et sur quelles intentions cette politique est fondée — dans le cas des États d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, par exemple. Et dans ce cas, M. Roosevelt aurait, je le reconnais, tout droit de s'en référer à la doctrine Monroe et de refuser de répondre à une demande constituant une interférence avec les affaires internes du continent américain. Nous, les Allemands, soutenons une doctrine similaire pour l'Europe — et, par-dessus tout, pour le territoire et les intérêts du grand Reich allemand.

En outre, je n'aurais jamais l'outrecuidance d'envoyer une telle demande au président des États-Unis d'Amérique, car je m'attendrais à ce qu'il considère une telle requête comme maladroite.

Dix-septièmement

Le président étasunien déclare en outre qu'il communiquerait alors des informations reçues par lui au sujet des objectifs politiques de l'Allemagne aux autres nations qui sont à présent inquiètes de la trajectoire de notre politique.

Réponse : Comment M. Roosevelt a-t-il découvert quelles nations se considèrent comme menacées par la politique allemande, et lesquelles ne se considèrent pas comme telles ?

Ou, M. Roosevelt est-il en position, avec l'immense quantité de travail qu'il doit avoir à mener au sein de son propre pays, de déterminer de son propre chef toutes les pensées et sentiments profonds des autres peuples et de leurs gouvernements ?

Dix-huitièmement

Enfin, M. Roosevelt demande que des assurances lui soient données vis-à-vis du fait que les armées allemandes n'attaqueront pas, et par-dessus tout, n'envahiront pas le territoire ou les possessions des nations indépendantes qui suivent. Il cite alors les pays auxquels il fait référence : Finlande, Lituanie, Lettonie, Estonie, Norvège, Suède, Danemark, Hollande, Belgique, Grande-Bretagne, Irlande, France, Portugal, Espagne, Suisse, Liechtenstein, Luxembourg, Pologne, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Russie, Bulgarie, Turquie, Irak, Arabies, Syrie, Palestine, Égypte et Iran.

Réponse : J'ai commencé par prendre la peine de m'assurer auprès des États susmentionnés, tout d'abord, s'ils se sentent menacés, et, chose plus importante encore, si cette requête formulée par le président étasunien nous était adressée sur leur suggestion, ou à tout le moins avec leur consentement.

La réponse a en toutes instances été négative, et dans certains cas vivement négative. Il est vrai que pour quelques États et nations figurant dans cette liste, je n'ai pas pu poser ces questions, du fait qu'ils ne se trouvent pas en ce moment en possession de leur liberté — comme, par exemple, la Syrie —, mais subissent l'occupation d'agents militaires d'États démocratiques et sont donc dépossédés de leurs droits.

Mais hormis ce fait, tous les États jouxtant l'Allemagne ont reçu des assurances bien plus contraignantes et en particulier, des propositions plus engageantes que celles que m'a demandées M. Roosevelt dans son curieux télégramme.

Mais s'il restait le moindre doute au sujet de la valeur de ces déclarations, générales et spécifiques, que j'ai souvent réalisées, alors de nouvelles déclarations du même ordre, même si je les adressais au président étasunien, n'auraient pas plus de valeur que les premières. Car en analyse finale, ce n'est pas la valeur qu'attache M. Roosevelt à de telles affirmations qui est décisive, mais la valeur attachée à ces affirmations par les pays en question.

Mais je me dois d'attirer l'attention de M. Roosevelt sur une ou deux erreurs historiques. Il fait mention de l'Irlande, par exemple, et demande une déclaration sur le fait que l'Allemagne n'attaquera pas l'Irlande. Il

se trouve que je viens de lire un discours prononcé par M. de Valera, le Taoiseach ¹⁶⁰ irlandais, dans lequel, de manière tout à fait étrange, et contrairement à l'opinion de M. Roosevelt, il n'accuse pas l'Allemagne d'opprimer l'Irlande, mais reproche à l'Angleterre de soumettre l'Irlande à une agression constante.

Avec tout le respect que je dois à la perspicacité de M. Roosevelt au sujet des besoins et aux charges qui reviennent aux autres pays, on peut néanmoins supposer que le Taoiseach irlandais pourrait être mieux au fait des dangers qui menacent son pays que ne le serait le président des États-Unis.

De même, le fait qui a de toute évidence échappé à l'attention de M. Roosevelt est que la Palestine se trouve actuellement occupée non par une armée allemande, mais anglaise ; et que ce pays subit des restrictions de sa liberté par les plus brutaux des recours à la force, que son indépendance lui est volée, et qu'il souffre des pires maltraitements au bénéfice d'intrus juifs.

Les Arabes qui vivent dans ce pays ne se seraient donc sans doute pas plaints auprès de M. Roosevelt d'une agression allemande, mais laissent entendre un constant appel au monde, déplorant les méthodes barbares que l'Angleterre utilise pour tâcher d'anéantir un peuple épris de sa liberté, et qui ne fait que la défendre.

Voici, également, qui constitue peut-être un problème dont le président étasunien estime qu'il devrait être résolu à la table de conférence, c'est-à-dire, face à un juge juste, et non par la force physique ou des méthodes militaires, en usant d'exécutions de masse, en brûlant des villages, en faisant sauter des maisons, etc.

Car une chose est sûre et certaine. En cette occurrence, l'Angleterre ne se défend pas contre une menace d'attaque arabe, mais agit comme intrus non invité, et œuvre à établir son pouvoir sur un territoire étranger qui ne lui appartient pas.

On pourrait énumérer une longue liste d'erreurs similaires réalisées par M. Roosevelt, tout à fait distinctes d'un problème d'opérations militaires réalisées par l'Allemagne dans des États et pays, dont certains se trouvent à 2000 ou 5000 kilomètres de nous. Enfin, j'ai la déclaration qui suit à faire :

Le gouvernement allemand est, malgré tout, préparé à donner à chacun des États susnommés une assurance semblable à celle que désire M. Roosevelt, sous conditions d'une réciprocité absolue, et pourvu que chacun de ces États adresse de lui-même à l'Allemagne une requête pour obtenir cette assurance, ainsi que des propositions acceptables s'y afférant.

Pour ce qui concerne divers États intégrés à la liste de M. Roosevelt, cette question peut sans doute être considérée comme d'ores et déjà réglée,

160. Premier ministre

car nous sommes déjà alliés à ces pays, ou à tout le moins unis à eux par d'étroits liens d'amitié.

Concernant la durée de tels accords, l'Allemagne désire établir des termes avec chacun des États, pris individuellement, selon les désirs de cet État.

Mais je ne voudrais pas laisser passer cette opportunité sans commencer par donner au président des États-Unis une assurance concernant ces territoires qui pourraient, après tout, lui donner les plus grandes raisons de s'inquiéter, à savoir les États-Unis eux-mêmes, ainsi que les autres États du continent américain.

Je déclare donc ici solennellement que toute assertion qui a pu circuler au sujet d'une intention de la part de l'Allemagne d'attaquer ou d'envahir le territoire américain ne constitue qu'une tromperie pure et simple, et un mensonge grossier, et j'ajoute que de telles assertions, si on les considère à la lumière de ce qu'il serait possible de faire militairement, ne pourraient constituer que le produit d'une imagination des plus imbéciles.

Dix-neuvièmement

Le président étasunien poursuit en déclarant à cet égard qu'il considère comme facteur le plus important parmi tous la discussion sur la manière la plus efficace et la plus immédiate pour que les peuples du monde puissent se voir soulagés de la charge écrasante des systèmes d'armements.

Réponse : M. Roosevelt n'est peut-être pas au fait que ce problème a été, pour ce qui considère l'Allemagne, résolu une bonne fois pour toutes. Entre 1919 et 1923, l'Allemagne s'est déjà désarmée totalement, tel qu'exprimé par la commission alliée. La portée du désarmement fut comme suit :

Les équipements militaires qui suivent furent détruits :

1. 59 000 pistolets et munitions.
2. 130 000 fusils mitrailleurs.
3. 31 000 lanceurs de mines et munitions.
4. 6 007 000 fusils et carabines.
5. 243 000 munitions pour fusils mitrailleurs.
6. 28 000 affûts de canons.
7. 4390 affûts de lanceurs de mines.
8. 38 750 000 munitions.
9. 16 550 000 grenades à main et grenades à fusil.
10. 60 400 000 munitions à balle ronde.
11. 491 000 000 munitions de petit calibre.
12. 335 000 tonnes de gilets pare-balle.

13. 23 515 tonnes de boîtiers de cartouches.
14. 37 600 tonnes de poudre.
15. 79 000 cartouches de munition non remplies.
16. 2 120 000 combinés d'appareils téléphoniques.
17. 1072 lance-flammes, etc. etc.

Furent également détruits :

Des traîneaux, des ateliers transportables, des véhicules anti-aériens, des casques d'acier, des masques à gaz, des machines d'industrie destinées à fabriquer des munitions, et des canons de fusils.

Les équipements qui suivent ont été détruits pour ce qui concerne l'armée de l'air :

1. 15 714 chasseurs et bombardiers.
2. 27 757 moteurs d'avions.

Pour la marine, les équipements suivants ont été détruits :

1. 26 navires amiraux.
2. 4 navires de défense côtière.
3. 4 croiseurs blindés.
4. 19 petits croiseurs.
5. 21 navires d'entraînement et autres navires spéciaux.
6. 83 torpilleurs.
7. 315 sous-marins.

Nous avons en outre détruit ce qui suit :

Des véhicules de toute sorte, des appareils de gaz de combat et (pour partie) de protection aux gaz de combat, des projecteurs, des appareils de signalement, des appareils de mesure de distances et de mesure de sons, des instruments optiques de toutes sortes, des baudriers, etc ; tous les aérodromes et hangars à avions, etc.

Selon les promesses solennelles qui furent jadis prononcées par l'Allemagne, promesses qui trouvèrent leur confirmation jusque dans le traité de paix de Versailles, tout ceci était supposé constituer un paiement par avance qui rendrait dès lors possible au reste du monde de pratiquer un désarmement sans danger.

À cet égard, l'Allemagne, qui s'était attendue à ce qu'une promesse fût tenue, fut scandaleusement trompée. Aucune des tentatives visant à amener les autres États à se désarmer, menées par des négociations à la table de conférence de nombreuses années durant, comme chacun sait, n'amena à rien. Ce désarmement aurait été juste et sensé, et aurait permis aux promesses déjà accordées de se voir réalisées.

J'ai moi-même, M. Roosevelt, émis un certain nombre de propositions concrètes en vue d'une consultation, et ai essayé d'initier une discussion

sur cette base afin de parvenir à une limitation généralisée des armements au niveau le plus faible possible.

J'ai proposé un effectif maximal de 200 000 pour toutes les armées, ainsi que l'abolition de toutes les armes offensives, des avions bombardiers, des gaz de combat, et ainsi de suite. L'attitude du reste du monde, malheureusement, a rendu impossible la poursuite de ces projets, bien que l'Allemagne à cette époque fût elle-même absolument désarmée.

J'ai alors proposé un effectif maximal de 300 000 pour les armées. Cette proposition eut le même résultat négatif. J'ai alors soumis un nombre considérable de propositions de désarmement détaillées — à chaque fois face au forum du Reichstag allemand, et ainsi au vu et au su du monde entier. Nul n'a jamais jugé utile de même discuter de ce sujet. Au lieu de cela, le reste du monde s'est mis à faire monter encore davantage des quantités d'armes déjà considérables.

Ce ne fut qu'après le rejet final de mes propositions visant à limiter à 300 000 l'effectif maximal des armées que j'ai donné l'ordre du réarmement allemand, et cette fois à une échelle intensive.

Néanmoins, je ne veux pas constituer un obstacle sur la voie des discussions en matière de désarmement auxquelles vous, M. Roosevelt, comptez assister. Mais je vous demanderais de ne pas commencer par faire appel à moi et à l'Allemagne, et de commencer par les autres. J'ai le bénéfice de l'expérience derrière moi, et resterai sceptique jusqu'à ce que les faits m'aient prouvé le contraire.

Vingtièmement

M. Roosevelt nous assure en outre qu'il est prêt à s'engager dans des discussions en vue d'examiner la manière la plus pratique pour ouvrir des avenues de commerce international afin que chaque nation du monde puisse acheter et vendre à des conditions égales sur le marché mondial, et disposer de l'assurance d'obtenir les matières premières et les marchandises permettant le déroulement d'une vie économique pacifique.

Réponse : Ma conviction, M. Roosevelt, est qu'il ne faut pas tant discuter ces problèmes sur un plan théorique que supprimer dans la pratique les barrières en place en matière de commerce international. Mais les pires barrières résident au sein des États individuels eux-mêmes.

L'expérience a jusqu'ici démontré en toute occurrence que les plus grandes conférences économiques du monde ont échoué du simple fait que divers pays se montraient incapables de maintenir l'ordre dans leurs systèmes économiques internes ; ou bien du fait qu'ils amenaient de l'incertitude sur les marchés financiers internationaux en manipulant leur monnaie, et tout particulièrement en provoquant des fluctuations continues sur la valeur de leurs monnaies les unes par rapport aux autres.

C'est également un fardeau insupportable pour les relations économiques mondiales qu'il puisse être possible pour certains pays, pour une raison idéologique ou une autre, de déclencher une agitation de type boycott contre d'autres pays et leurs marchandises, et ainsi de les éliminer en pratique du marché.

Ma conviction, M. Roosevelt, est qu'il serait des plus admirables de votre part si vous, avec l'influence considérable dont vous disposez, pouviez commencer avec les États-Unis par la suppression de ces barrières empêchant un commerce mondial authentiquement libre. Car je suis convaincu que si les dirigeants des nations ne sont même pas capables de réguler la production au sein de leur propre pays ou de faire cesser les boycotts instaurés pour des raisons idéologiques, qui peuvent provoquer tant de dégâts dans les relations commerciales entre États, alors les perspectives en vue de parvenir à une avancée réellement fructueuse en vue de l'amélioration des relations économiques par des accords internationaux en seront fortement diminuées. Il n'existe pas d'autre manière de garantir le droit égal pour tous d'acheter ou de vendre sur le marché mondial.

En outre, le peuple allemand a apporté des affirmations très concrètes en la matière, et j'apprécierais beaucoup que vous, M. Roosevelt, en tant que successeur de feu le président Wilson, puissiez user de vos efforts pour veiller à ce que les promesses, sur la base desquelles l'Allemagne déposa jadis les armes et remit d'elle-même son destin entre les mains des soi-disant vainqueurs, soient enfin honorées.

Je pense moins aux innombrables millions soutirés à l'Allemagne pour des soi-disant réparations qu'au retour des territoires volés à l'Allemagne.

L'Allemagne perdit environ 3 000 000 kilomètres carrés de territoires en Europe et hors de celle-ci, bien que l'ensemble de l'empire colonial allemand, en contraste avec les colonies des autres nations, ne fut pas acquis par des méthodes guerrières mais uniquement par la conclusion de traités ou d'achats.

Le président Wilson donna solennellement sa parole que l'empire colonial allemand, comme tous les autres, allait recevoir le même juste examen. Mais au lieu de cela, les possessions allemandes furent données aux nations disposant déjà des plus grands empires coloniaux de l'histoire, cependant que notre peuple se voyait soumis à des précautions considérables qui sont à présent — et resteront à l'avenir — particulièrement pressantes.

Ce serait un acte de noblesse si le président Franklin Roosevelt pouvait honorer les promesses faites par le président Woodrow Wilson. Ceci, par-dessus tout, constituerait une contribution pratique à la consolidation morale du monde et pour l'amélioration de ses conditions économiques.

Vingt-et-unièmement

M. Roosevelt affirme également, en conclusion, que les dirigeants de tous les grands gouvernements sont à cette heure responsables du destin de l'humanité, et qu'ils ne peuvent pas ne pas entendre les prières que profèrent les peuples pour rester protégés du chaos de la guerre qui se profile. Et moi, également, je serais tenu responsable de ceci.

M. Roosevelt, je comprends tout à fait que l'étendue de votre nation, ainsi que l'immense richesse de votre pays, vous permettent de vous sentir responsable de l'histoire du monde entier et du destin de tous les peuples. Ma sphère, M. le président, est considérablement plus petite et plus modeste. Votre peuple compte 130 000 000 de personnes sur 9 500 000 kilomètres carrés. Vous possédez un pays disposant de richesses considérables, des ressources minières de toutes sortes, et présentant une fertilité suffisante pour nourrir un demi-milliard de personnes et répondre à tous leurs besoins.

J'ai pris la direction d'un État qui fut confronté à la ruine totale, du fait de la confiance qu'il accorda aux promesses du monde extérieur et au gouvernement nocif de son propre régime démocratique. Dans cet État vivent approximativement 140 personnes pour chaque kilomètre carré — et non 15, comme en Amérique. La fertilité de notre pays ne peut être comparée avec celle du vôtre. Il nous manque de nombreuses ressources minières, dont la nature vous a gratifiés en abondance.

Des milliards d'économies allemandes, accumulées en or et en monnaie étrangère au cours de nombreuses années de paix nous ont été soutirés. Nous avons perdu nos colonies. En 1933, j'avais dans mon pays 7 000 000 de chômeurs, quelques millions de travailleurs à temps partiel, des millions de paysans appauvris, les échanges détruits, le commerce ruiné ; en bref, le chaos total.

Depuis cette période, M. Roosevelt, je n'ai pu parvenir à remplir qu'une seule tâche. Je ne peux me sentir responsable du sort du monde, car ce monde n'a prêté aucune attention au sort funeste de mon propre peuple.

Je me suis considéré comme appelé par la Providence pour servir seul mon propre peuple, et le délivrer de sa misère terrible. Ainsi, au cours des six années et demie écoulées, j'ai vécu nuit et jour pour la seule tâche de réveiller les pouvoirs de mon peuple face à l'abandon que nous a laissé connaître le reste du monde, de développer ces pouvoirs au maximum, et de les utiliser pour sauvegarder notre communauté.

J'ai conquis le chaos en Allemagne, j'y ai rétabli l'ordre, j'ai immensément fait croître la production dans toutes les branches de notre économie nationale, en usant d'exigeants efforts de production de substituts pour de nombreuses matières premières qui nous manquent, j'ai préparé la voie à de nouvelles inventions, développé les transports, fait construire de magnifiques routes et construire des canaux, créé de gigantesques nouvelles usines. J'ai lutté pour rien d'autre que mettre en pratique l'idéal derrière

l'idée de « communauté », et pour promouvoir l'éducation et la culture de mon peuple.

J'ai réussi à trouver à nouveau un emploi utile aux 7 000 000 chômeurs qui sont si proches de nos cœurs ; à garder le paysan allemand sur sa terre malgré toutes les difficultés, et à lui faire conserver celle-ci ; à amener le commerce allemand à prospérer une fois de plus ; et à porter les moyens de transports à leur plus haut niveau.

Pour le protéger des menaces du monde extérieur, je n'ai pas seulement unifié le peuple allemand politiquement, mais je l'ai également ré-armé. J'ai également tâché de le débarrasser de ce traité, page après page, qui contient au fil de ses 448 articles la plus vile oppression qui ait jamais été infligée à des hommes ainsi qu'à des nations.

J'ai ramené au Reich les provinces qui nous furent volées en 1919 ; j'ai ramené dans leur pays natal des millions d'Allemands qui nous furent arrachés, et connaissaient un état de misère abjecte ; j'ai réuni les territoires qui ont constitué l'Allemagne au cours de mille années d'histoire — et, M. Roosevelt, je me suis efforcé d'accomplir tout ceci sans effusion de sang et sans amener à mon peuple ou aux autres la misère de la guerre.

J'ai accompli ceci, M. Roosevelt, alors qu'il y a 21 ans, j'étais un travailleur et un soldat anonyme au sein de mon peuple, par ma propre énergie, et je peux donc revendiquer une place dans l'histoire parmi les hommes qui ont accompli le maximum qui puisse être avec justice exigé de la part d'une seule personne.

Vous, M. Roosevelt, avez en comparaison une tâche bien plus simple. Vous êtes devenu président des États-Unis en 1933, en même temps que je devenais chancelier du Reich. Ainsi, depuis le départ, vous êtes devenu le dirigeant de l'un des plus grands et des plus riches États du monde.

C'est une chance pour vous de n'avoir à alimenter que 15 personnes par kilomètre carré dans votre pays. Vous disposez à foison des ressources naturelles les plus variées et les plus abondantes au monde. Votre pays est si étendu et vos champs si fertiles que vous pouvez assurer à chaque Étasunien au moins le décuple de bonnes choses de la vie qu'il est possible pour l'Allemagne. La nature vous a au moins donné l'opportunité de réaliser cela.

Bien que la population de votre pays soit à peine d'un tiers plus nombreuse que celle de la grande Allemagne, vous disposez de plus de quinze fois plus de place. Et ainsi vous avez le temps et le loisir — selon la même échelle énorme dont vous disposez de tout le reste — de consacrer votre attention aux problèmes universels. Par conséquent, le monde est sans aucun doute si petit pour vous que vous croyez peut-être que votre intervention peut être précieuse et efficace partout. En cela, donc, vos préoccupations et vos suggestions couvrent un champ bien plus grand et bien plus large que le mien.

Car mon monde, M. le président, est celui que la Providence m'a as-

signé, et pour lequel mon devoir est de travailler. Sa portée est bien plus petite. Elle ne comprend que mon peuple, et lui seul. Mais je crois que je peux ainsi au mieux servir ce qui nous tient tous à coeur — la justice, le bien-être, le progrès et la paix pour l'ensemble de la communauté que constitue l'humanité.